



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Br 12112.1.5

Harvard College Library



BEQUEST OF

GEORGINA LOWELL PUTNAM

OF BOSTON

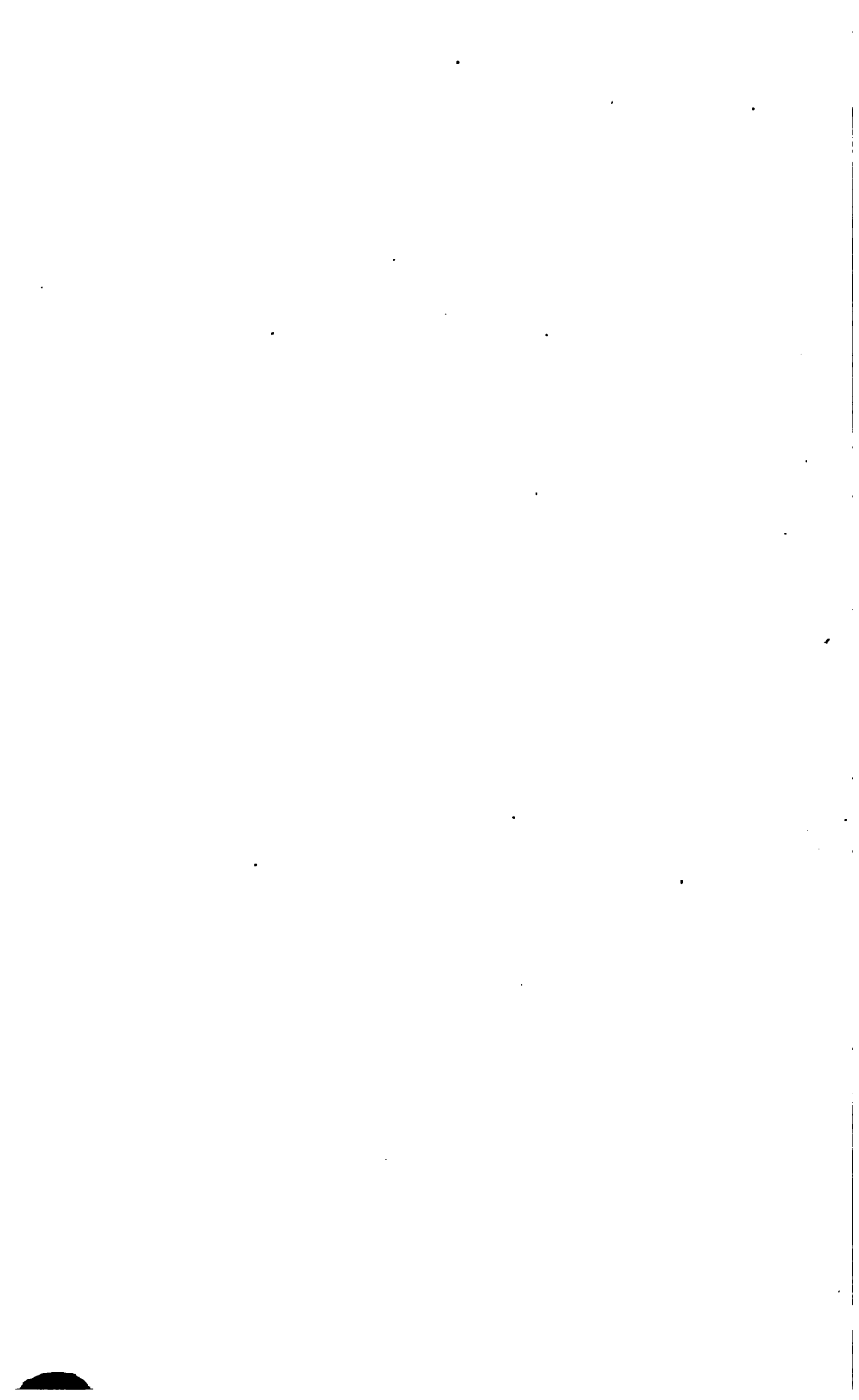
Received, July 1, 1914.











**MILES BYRNE**  
CHEF DE BATAILLON AU SERVICE DE LA FRANCE  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR, CHEVALIER DE SAINT-LOUIS

**MÉMOIRES**  
D'UN  
**EXILÉ IRLANDAIS**  
DE 1798

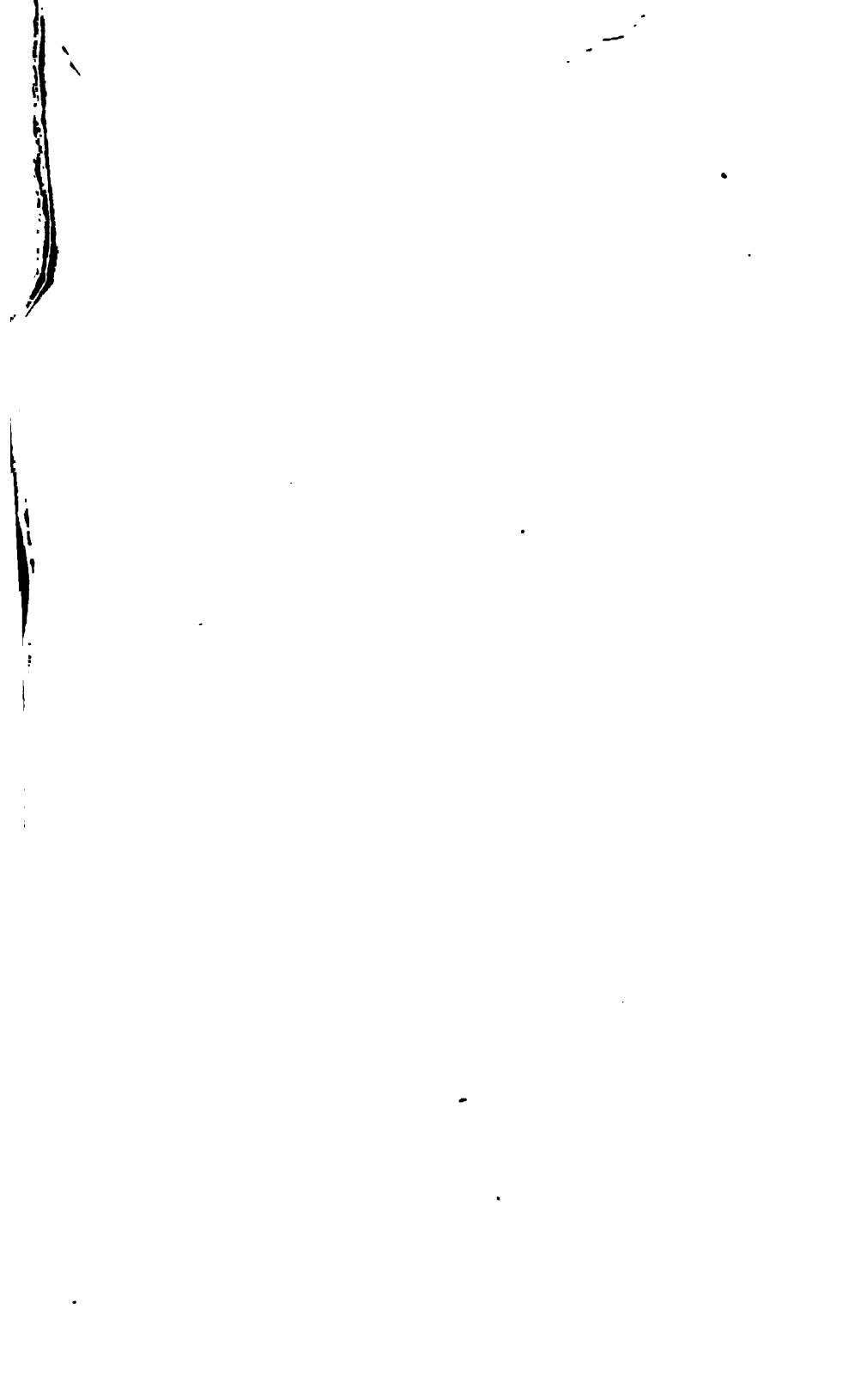
ÉDITÉS PAR SA VEUVE

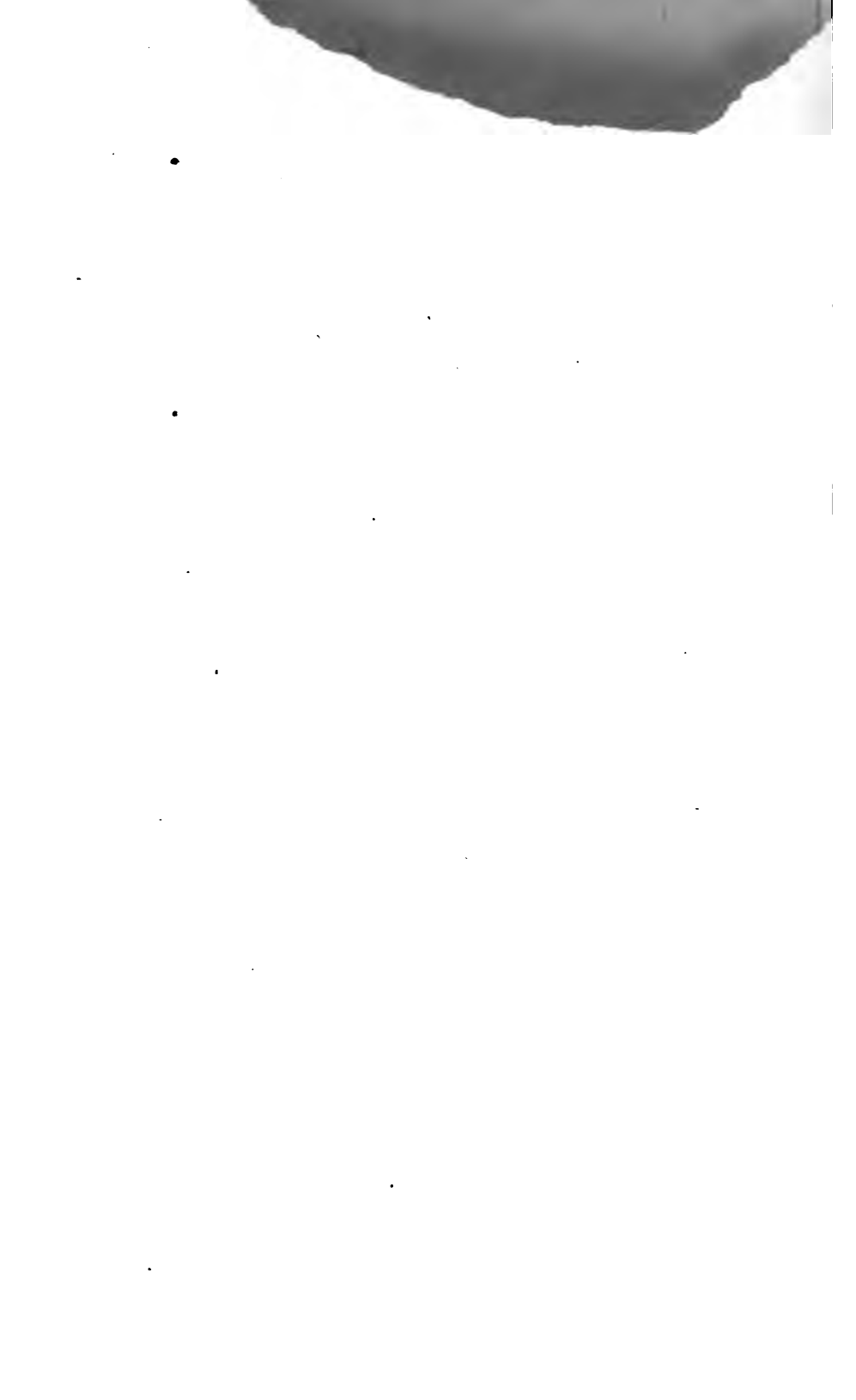
TRADUCTION DE L'ANGLAIS PAR A. HÉDOUIN

TOME PREMIER

PARIS  
GUSTAVE BOSSANGE ET C<sup>o</sup>  
25, QUAI VOLTAIRE  
NEW-YORK, 94, BEEKMAN STREET  
1864









**MÉMOIRES**

**DE**

**MILES BYRNE**

2184  
A





WILLIAM B. BROWN  
1810

*From a drawing by P. S. Allen  
Engraved by M. H. B. Brown*





**MILES BYRNE**

**CHEF DE BATAILLON AU SERVICE DE LA FRANCE**

**MÉRICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR, CHEVALIER DE SAINT-LOUIS**

---

**MÉMOIRES**

**D'UN**

**EXILÉ IRLANDAIS**

**DE 1798**

**ÉDITÉS PAR SA VEUVE**

---

**TRADUCTION DE L'ANGLAIS PAR A. HÉDOUIN**

**TOME PREMIER**

---

**PARIS**

**GUSTAVE BOSSANGE ET C<sup>e</sup>**

**25, QUAI VOLTAIRE**

**NEW-YORK, 49, WALTER STREET**

---

**1864**

B. 121129.5

Harvard College Library  
July 1, 1914.  
Bequest of  
Georgina Lowell Putnam

(2 v)

115



## AVIS AU LECTEUR

L'auteur de ces Mémoires, Miles Byrne, naquit à Monaseed, dans le comté de Wexford, en Irlande, le 20 mars 1780. Sa famille ayant à souffrir, comme la généralité des catholiques romains d'Irlande, de l'esprit de persécution qui animait les Orangistes et autres violents partisans du gouvernement anglais, Miles Byrne prit part aux insurrections de 1798 et de 1803, avec la majorité des catholiques et des protestants qui désiraient la tolérance de toutes les religions, et un gouvernement juste et libre pour leur patrie. Leurs efforts ayant échoué, Miles Byrne arriva en France au mois d'août 1803.

Le premier livre de ces Mémoires renferme un simple récit des faits observés personnellement par Miles Byrne pendant cette période de 1798 à 1803.

En novembre 1803, le Premier Consul Buonaparte rendit un décret ordonnant la formation d'une légion irlandaise au service de la France, composée d'un régi-

ment d'infanterie, d'un régiment de cavalerie et d'un régiment d'artillerie. A la formation de cette légion, Miles Byrne obtint son brevet de lieutenant d'infanterie.

L'ancienne brigade irlandaise au service de la France avait été dissoute à la grande Révolution de 1789; mais ses officiers possédaient des opinions et des principes fort contraires à ceux de la légion irlandaise organisée par le Premier Consul de la République française. La brigade irlandaise, recrutée dans le principe parmi les partisans de Jacques II et des Stuarts, ne comptait dans ses rangs que des défenseurs du gouvernement absolu. La légion irlandaise, au contraire, se composa des patriotes irlandais, exilés de leur patrie pour avoir combattu pour la cause de ses libertés civile et religieuse.

Le second livre de ces Mémoires contient un récit complet des campagnes de la légion irlandaise, sous l'Empereur Napoléon, en Flandre, en Hollande, en Espagne, en Portugal, en Allemagne, en Silésie, de 1804 à 1815, époque à laquelle cette légion fut dissoute par le gouvernement de la seconde Restauration des Bourbons, après la bataille de Waterloo. La légion irlandaise se distingua beaucoup dans ces grandes guerres, et fut le seul régiment étranger auquel Napoléon confia une aigle.

Miles Byrne fut nommé, en 1808, capitaine, et en 1814, chef de bataillon, — grade équivalent à celui de lieutenant-colonel dans l'armée anglaise, — par l'Empereur. Malheureusement, l'abdication de Napoléon I<sup>er</sup> eut lieu avant la signature du brevet de M. Byrne

comme chef de bataillon. Il obtint cependant ce grade immédiatement après la Révolution de juillet 1830. Mais comme il n'existait alors aucun régiment irlandais ou étranger au service de la France, M. Byrne fut nommé chef de bataillon au 56<sup>e</sup> régiment de ligne ; car il conserva toujours son grade dans l'armée française, comme Français naturalisé.

En 1828, M. Byrne fut attaché à l'état-major du général Maison, qui, au moment d'aller prendre le commandement de l'armée française en Grèce, avait besoin d'officiers sachant également bien le français et l'anglais, et pendant son séjour en Morée, il fut chargé de commandements importants, tels que ceux du château et de la ville de Patras, de Modon, etc. Il répétait souvent que jamais il n'était entré en campagne avec autant de joie qu'en partant pour la Grèce, parce qu'il allait y combattre pour la cause de la liberté.

Le troisième livre de ces Mémoires consiste en esquisses biographiques des nombreux patriotes et exilés irlandais que M. Byrne avait connus en France. Après sa nomination de chef de bataillon au 56<sup>e</sup> de ligne, il se rendit de Grèce à Grenoble, où ce régiment était alors en garnison et où il arriva dans l'automne de 1830. Il servit cinq ans dans ce régiment. Au mois de juin 1832, le 56<sup>e</sup> de ligne fut envoyé de Dijon en Bretagne pour étouffer l'insurrection de la Vendée fomentée par la duchesse de Berry et ses partisans. En 1835, le 56<sup>e</sup> de ligne arriva à Paris, et, comme il n'y avait pas chance de

guerre, M. Byrne prit sa retraite, comme il en avait le droit, après trente ans de services, aux termes de la loi française, et en demeurant passible d'être rappelé au service en cas de guerre.

En 1835, M. Byrne se fixa à Paris.

Il est à regretter qu'il n'ait laissé qu'un fragment sur sa campagne de Grèce, seulement quelques pages. Il s'était mis à les écrire peu de temps avant sa mort regrettée, en janvier 1862.

Le lecteur trouvera dans ces deux volumes le loyal récit d'un modeste, brave et généreux soldat, d'un homme qui joignait à la raison la plus solide le cœur le plus tendre, et qui se montra toujours désintéressé et humain.

Ces Mémoires auront, je le crois, une heureuse influence sur la génération naissante de l'Irlande, comme l'œuvre d'un véritable Irlandais, chaudement attaché à son cher pays natal, au bonheur duquel il eût volontiers, jusqu'à sa dernière heure, dévoué sa vie et fait tous les sacrifices compatibles avec l'honneur. Ils pourront aussi éveiller, je l'espère, en Angleterre et en Écosse, quelque sympathie pour les griefs de l'Irlande.

FANNY BYRNE.

UN N.<sup>o</sup>

LIVRE I

L'INSURRECTION IRLANDAISE

1798-1803



# MÉMOIRES

00

## NOTES D'UN EXILÉ IRLANDAIS.

DE 1798

---

### LIVRE PREMIER

#### L'INSURRECTION IRLANDAISE

1798-1803

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### SOMMAIRE

Impossibilité de rester neutre dans les luttes de l'Irlande pour son indépendance. — Meurtres de Patt et Terence Breen, parents de l'auteur. — Thomas Knox Grogan lève un corps de miliciens. — L'auteur s'y enrôle avec ses amis. — Conditions de son enrôlement. — Refus de son père d'y consentir. — Mort de la sœur et du père de l'auteur. — Organisation des corps de miliciens dans toute l'Irlande. — Réflexions sur l'expédition de Hoche (1796). — Désespoir du peuple au départ des Français. — Projets de Hoche. — Plan d'organisation des Irlandais Unis. — L'auteur s'y affine — Progrès de l'association. — Opposition des prêtres. — Meurtre du père Redmond. — Heureux résultats du système des Irlandais Unis. — Anthony Perry d'Inch. — Entrevues nocturnes. — Ned et Garrett Fennell. — Dépôt de poudre confié à l'auteur. — Sa découverte. — John Doyle de Knockbrandon. — Enterrement d'un Irlandais Uni. — Hunter Gowan. — Il est fustigé par Garrett Byrne de Ballymanus. — Sa fureur et sa haine contre les catholiques. — Garrett Byrne de Ballymanus. — Sa famille. — Il cède son domaine à son fils aîné. — 1797. — Revues des corps de miliciens. — Leurs commandants prennent l'alarme. — Serment qu'ils exigent de leurs soldats. — Refus du

corps du capitaine Knox Grogan. — Sa démission en masse. — Mort de Grogan à la bataille d'Arklow (9 juin 1798). — Mort de Michel Redmond. — Refus de serment du corps de miliciens du capitaine Beaumont. — Désarmement de ses membres catholiques. — Lâche aversion de Beaumont pour le catholicisme. — Sa tyrannie. — Corps d'infanterie des miliciens de Bally-Ellis. — Son licenciement. — Procès intenté par ses membres à leur capitaine M. White. — Leurs députés à Dublin. — Thomas Addis Emmett et Curran se chargent de leur affaire. — Edward Kennedy, demi-frère de l'auteur. — Son dévouement à la cause de l'Irlande. — Mérite des miliciens de Bally-Ellis. — Les frères Laurence, Luke et Dan Finn. — Leur dévouement fraternel. — Leur courage. — Leur sort après l'insurrection. — Situation des catholiques dans les corps de miliciens. — Meurtre de Thomas Cullen. — Vains efforts des magistrats pour découvrir les projets des Irlandais Unis. — Aventure de Whelan. — Cooper, faux témoin. — Acquittement des patriotes arrêtés sur sa dénonciation. — Derniers préparatifs insurrectionnels. — L'Irlande en état de siège (30 mars 1798). — Tortures, cruautés et persécutions exercées sur le peuple irlandais. — Atrocités des Orangistes. — Meurtres commis par Hunter Gowan. — L'auteur et ses amis forcés de se cacher. — Arrivée de l'auteur à Arklow. — Débuts de l'insurrection. — L'auteur à Carlow. — Les insurgés à Camolen et à Ferns. — L'auteur chez sa mère. — Il part pour rejoindre les insurgés commandés par John Murphy. — Portrait de ce digne prêtre. — Ses succès. — Sa marche sur Wexford. — Bataille du mont Oulard. — Victoire des insurgés. — Marche sur Camolen et Ferns. — Reflexions sur le véritable but des Irlandais Unis. — Réfutation des calomnies déversées sur les insurgés. — L'Irlande n'a pas encore trouvé d'historien indépendant. — Bataille d'Enniscorthy. — Prise de cette ville. — Retraite des troupes royales sur Wexford. — Les insurgés campés au mont Vinegar (28 mai 1798). — Reflexions.

Diverses circonstances viennent me rappeler presque journellement que je devrais laisser quelques notes sur la part que je me vis forcé de prendre aux luttes de ma malheureuse patrie, après l'année 1796, alors que son peuple espéra, grâce au système des Irlandais Unis, conquérir son indépendance. J'ai dit *forcé*, parce qu'il était impossible de rester neutre. Je pourrais en donner pour preuve le sort de mon infortuné cousin germain, Patt Breen, et celui de son père, Terence Breen, tués de sang-froid tous les deux par les anciens Bretons, accompagnés des miliciens (*yeomen*)<sup>1</sup> du comté, et en pré-

<sup>1</sup> Enrôlés volontaires d'une milice formée pour la défense du pays et la police locale. (*Note du Trad.*)



sence de ma tante et de ses filles. Mon cousin Miles Breen ne dut son salut qu'à sa jeunesse, il avait seize ans; encore fut-il envoyé à bord d'une gabare dans le port de Dublin. Et, pourtant, ni mon oncle ni son fils n'avaient combattu dans les rangs des insurgés : ils n'avaient même pas quitté leur demeure, — malheureusement pour eux ! — car s'ils eussent suivi le camp du peuple, ils eussent pu échapper au sort cruel de se voir mettre à mort en présence de tout ce qui leur était cher, et sans juges ni jury.

Thomas Knox Grogan de Castletown, ayant servi dans la garde à cheval (*green horse*), reçut du gouvernement, à la fin de 1797, une commission pour lever un corps de cavalerie de milice (*yeomen cavalry*) ; possesseur de deux domaines, Monaseed et Castletown, il trouva facilement parmi ses tenanciers des hommes bien montés qui s'enrôlèrent avec plaisir, car il eût été difficile de rencontrer un homme plus loyal et plus honorable que lui ; cependant la goutte ne le rendait guère propre au commandement. Il eut pour lieutenant en premier sir Thomas Esmond de Balinatra ; pour lieutenant en second, Laurence Doyle de..., son cousin germain ; et pour adjudant, Mert Mernagh de Petit Limerick, un de mes proches parents. Voyant que plusieurs de mes meilleurs amis et camarades d'école, tels que Nick Murphy de Monaseed, Ned Fennell de Deer-Park, John Doyle et son frère James de Knoch, et Michall Morning, le mari de ma tante, envoyaient tous leurs noms au capitaine Knox Grogan, je consentis volontiers à lui adresser le mien, en le prévenant toutefois que ma mère ne

consentirait à mon enrôlement qu'autant qu'elle obtiendrait le renouvellement du bail de la terre, dite le *Terrier du Renard*. Elle ne pouvait oublier ce qu'elle avait souffert, quelques années auparavant, en quittant Ballylusk, siège et lieu de ma naissance, et qui avait appartenu à ma famille pendant des siècles. Elle n'avait pu faire renouveler le bail de Ballylusk que son propriétaire, J. Doyle, avait désiré venir habiter. Les catholiques ne pouvaient obtenir que des baux de trente ans. M. Grogan accéda tout de suite aux désirs de ma mère, et fit dresser immédiatement trois baux à vie, à mon nom et à ceux de ma sœur Bridget et de mon cousin germain Miles Morning. Ce dernier, alors âgé de quinze ans, mourut peu d'années après. Mon pauvre père était alors malade et confiné dans sa chambre à coucher.

Après avoir signé les baux en présence de mon oncle Morning et du régisseur de son domaine, Jackson, M. Grogan, pria ces messieurs d'accompagner ma mère à Monaseed, à six milles de distance de Castletown, pour que mon père les signât à son tour devant eux. Ma mère était ravie de la conclusion de cette affaire, qui ne pouvait manquer, suivant elle, de relever le moral de mon pauvre père. Elle fut cruellement désappointée, car, lorsqu'elle lui dit que j'étais enrôlé dans la milice avec tous mes amis et camarades, il s'écria « qu'il préférerait voir brûler les baux, et moi mort, plutôt qu'affublé d'un habit rouge. » J'étais alors très-jeune, et l'émotion que j'en ressentis me rendit immobile pendant quelques instants. Tout ce qu'il m'avait si souvent raconté des persécutions et des vols endurés par sa famille

et celle de ma mère, de la part des envahisseurs anglais, me revint à la mémoire. Que de fois m'avait-il montré les domaines, jadis possédés par nos ancêtres, et aujourd'hui passés aux mains des descendants des partisans sanguinaires de Cromwell, qui avaient conservé le produit de leur pillage et de leur brigandage, après la restauration de ce coquin de Charles II. Mon pauvre père était plongé dans l'abattement et le désespoir, par suite de la mort récente de ma sœur Catherine, jeune fille belle, intelligente, bonne, et extraordinaire pour son âge, dix-huit ans. Mon père ne lui survécut pas longtemps. Il mourut peu de mois après la circonstance que je viens de mentionner; et si je n'ai pas exécuté toutes ses dernières instructions, j'en ai au moins accompli une : celle de ne jamais porter un habit rouge. A la mort de mon père, comme j'étais fils unique, et que l'exploitation du domaine exigeait ma présence, le capitaine Knox Grogan fit effacer mon nom des rôles de la milice.

Le gouvernement fit tous ses efforts pour provoquer l'organisation de corps de milice par tout le pays; mais il y en avait fort peu d'équipés ou d'armés lorsque l'expédition de Hoche parut dans la baie de Bantry, en décembre 1796. Mais l'année suivante, ils se trouvaient levés et organisés dans toutes les parties des comtés de Wexford, de Wicklow et de Carlow. Ces comtés sont ceux que je connaissais le mieux, et j'y possédais de nombreux amis. La milice se rassemblait généralement deux fois par semaine pour faire l'exercice, et ces réunions se terminaient fréquemment par des banquets et autres divertissements.

Si le corps d'armée de Hoche, qui se montait à peu près à quinze mille hommes, avait débarqué, comme il n'y avait alors en Irlande aucunes troupes anglaises, rien n'eût pu l'empêcher de marcher sur Dublin et d'y établir un gouvernement provisoire; partout le peuple se fût rallié à lui. Alors, au lieu de *milice*, lord Edward Fitzgerald, Arthur O'Connor, et Wolfe Tone eussent été chargés d'organiser des gardes nationales pour maintenir l'ordre dans les villes et les villages, par tout le pays, en attendant la levée d'une armée nationale pour sa défense. On eût pu enrôler d'un coup cent mille hommes qu'on eût équipés facilement avec les vingt mille fusils apportés par les Français, et les armes qu'on eût trouvées partout. L'Irlande possédait toutes les ressources nécessaires à cette grande entreprise; le retour immédiat à l'État des biens du clergé, et la confiscation des propriétés de tous ceux qui auraient émigré ou qui auraient combattu dans les rangs de l'armée anglaise contre leur patrie, eussent produit des ressources qu'on eût appliquées aux dépenses nécessaires à la défense et à l'indépendance du pays.

Depuis quatorze ans, les volontaires se trouvaient parfaitement équipés et armés par toute l'Irlande; leurs armes étaient donc en bon état, et elles eussent été immédiatement livrées aux gouverneurs des différentes provinces, si même leurs possesseurs actuels n'étaient pas venus s'offrir à s'en servir eux-mêmes. Les comtés protestants du Nord étaient tous organisés et prêts à secouer le joug de l'Angleterre. Les Irlandais Unis et les Presbytériens, Irlandais Unis ou non, étaient tous répu-

blicains. Ils savaient que Hoche ne venait pas conquérir l'Irlande, mais lui fournir l'occasion de proclamer son droit à se gouverner elle-même ; aussi tout le Nord se fût-il rallié à lui. Quant au Sud, pays catholique, bien que le système des Irlandais Unis y fût à peine connu à cette époque, le peuple y soupirait partout après cette égalité de liberté civile et religieuse qui lui avait été refusée depuis si longtemps, et si insolemment, entre autres, par ce grand bigot de lord Charlemont, et par Henri Flood. L'immortel Grattan voulait l'entière et complète émancipation de ses compatriotes, bien qu'il comptât trop sur les garanties arrachées au gouvernement de cette trompeuse époque, en faveur de l'indépendance de sa malheureuse patrie. La destitution de lord Fitz William aurait dû lui prouver qu'il n'y avait à attendre que trahison et infamie de la part de ceux qui l'avaient remplacé.

Je me rappelle parfaitement, et je n'oublierai jamais, le sombre silence, la consternation du pauvre peuple réuni dans les différentes chapelles, le jour de Noël et le dimanche suivant, en apprenant que les Français n'avaient pas débarqué, et que la flotte française était retournée en France. Si Hoche se fût trouvé à la tête de ses troupes, dans la baie de Bantry, à la place de Grouchy, il eût débarqué immédiatement, et le gouvernement anglais se fût trouvé dès cet instant ébranlé jusque dans ses fondements.

Hoche savait parfaitement que le peuple irlandais n'attendait qu'une occasion propice pour changer la forme de son gouvernement. et que sa présence en Irlande,

à la tête d'une puissante armée, lui en offrait une excellente. Il avait résolu que le nouveau gouvernement irlandais reconnaîtrait la République française et le droit du peuple français à choisir la forme gouvernementale qui lui convenait le mieux. Quant à l'indépendance de l'Irlande, elle se fût trouvée déjà assurée, et ne pouvait donc plus être mise en question. Tels étaient les engagements solennels donnés à Tone par Hoche, et qu'il eût renouvelés vis-à-vis du gouvernement provisoire, siégeant à Dublin. Quel bonheur pour l'humanité, si ces projets se fussent réalisés, et quels torrents de sang et d'argent leur réalisation eût épargnés à l'Angleterre et au continent européen ! Mais la Providence semble avoir décrété que l'Irlande restera le pays le plus dégradé et le plus misérable sur la surface du globe.

Les principaux chefs des Irlandais Unis du Nord et de la cité de Dublin ne se découragèrent pas ; ils préparèrent au contraire un vaste plan d'organisation pour toute l'Irlande, et au printemps de 1797, tandis que le gouvernement déployait la plus grande activité à équiper, armer et tenir prêts à un service actif les corps de la milice dans tout le pays, les Irlandais Unis se recrutaient journellement par milliers. Personne n'éprouvait le moindre scrupule à prêter le serment qui n'avait en lui-même rien de perfide ni de déshonorant. Thomas Addis Emmett le prêta et baisa la Bible en présence d'une Cour de justice, devant laquelle il défendait un homme accusé d'être un Irlandais Uni, pour prouver l'absurdité de vouloir punir un homme qui désirait obtenir l'entrée au parlement d'un nombre égal et proportionnel

d'Irlandais appartenant à chaque opinion religieuse.

Pour ma part, je prêtai le serment avec plaisir, et j'appliquai tous mes efforts à propager l'union des Irlandais de toutes les opinions religieuses, et à démontrer les grands avantages qu'on en pourrait tirer; et je déclare solennellement aujourd'hui, en présence de l'Éternel, que je n'ai jamais regretté la conduite que je tins alors, et que si les mêmes circonstances se représentaient, j'agiserais de même, avec cette seule différence que, grâce à l'expérience que j'ai acquise en ayant l'honneur de servir comme militaire dans l'armée française, je serais à même de rendre à la cause de ma patrie de plus réels services. Ma profession de foi ainsi faite, je vais commencer à raconter les événements importants qui eurent lieu avant le 23 mai 1798, jour fixé pour le soulèvement général des Irlandais Unis par le Directoire que présidait alors lord Edward Fitzgerald.

Les Irlandais Unis étaient fort peu nombreux dans la partie du pays que j'habitais, lorsque je m'affiliai à eux; mais un mois plus tard à peine, presque tous les habitants avaient prêté le serment, grâce à mes efforts et à ceux de Nick Murphy, de John Doyle et de Ned Fennell. Les prêtres s'opposèrent de tout leur pouvoir aux progrès de l'association des Irlandais Unis, et particulièrement le pauvre père John Redmond, qui refusa d'entendre la confession de tout Irlandais Uni, en le repoussant impitoyablement du confessionnal. Il fut mal récompensé plus tard de son zèle et de son dévouement aux ennemis de son pays; car après l'insurrection, le comte Mountnorris l'amena prisonnier au camp anglais de

Gory, avec une corde au col, le fit pendre à un arbre et lui traversa le corps de deux balles. Lord Mountnorris saisit cette occasion de prouver sa *fidélité* qu'il savait avoir rendue suspecte en ne paraissant pas à la tête de son corps, lorsque l'insurrection avait éclaté dans son voisinage. Redmond et le père Frank Cavanagh, le curé de la paroisse, étaient dans les meilleurs termes avec le comte Mountnorris, et dinaient souvent avec lui à son château de Camolen-Park que le père Redmond sauva du pillage pendant l'insurrection. C'était là la seule part qu'il eût prise à la lutte.

Les excellents effets produits dans le principe par le système des Irlandais Unis furent bientôt reconnus et appréciés dans les comtés de Wexford, de Carlow et de Wicklow, parties du pays que je connaissais le mieux. Ils donnèrent la première alarme au gouvernement, qui soupçonna qu'il se préparait quelque chose d'extraordinaire, en remarquant que les disputes et les batailles avaient cessé complètement dans les foires et autres lieux de réunions publiques. Les magistrats s'aperçurent promptement de ce changement, en se voyant rarement appelés à lancer des assignations ou des mandats pour terminer les disputes. L'ivrognerie disparut également, car pendant plusieurs mois, on ne rencontra pas un Irlandais Uni *ivre*. L'individu qui avait eu le malheur de trop boire se regardait comme déshonoré, dès qu'il avait recouvré la raison, par la crainte qu'il éprouvait qu'on cessât d'avoir confiance en lui. Souvent, j'eus à consoler des individus qui, parce qu'ils avaient eu jadis l'habitude de boire, craignaient qu'on ne les chargeât pas d'entre-



prises importantes. La sainteté de notre cause et l'aide que nous prêtèrent les nouveaux membres admis dans notre société, nous permirent bientôt d'organiser des réunions paroissiales et baronniales, et de nommer des délégués pour correspondre avec les membres des comtés. Robert Grahame de Corcannon, près Coolgrany, un cousin de ma mère, fut nommé représentant du comté à la réunion qui devait se tenir dans Oliver-Bonds, à Dublin. Il arriva trop tard pour y assister, et il eut le bonheur d'éviter d'être arrêté, grâce à l'avis qui lui fut donné à temps, que la maison était cernée par la troupe et par la police.

Anthony Perry d'Inch, l'un des membres principaux et les plus actifs de l'association, nous inspirait une grande confiance en sa qualité de protestant originaire du Nord. Le pauvre Ned Fennell et moi, nous allions fréquemment le consulter la nuit et prendre ses instructions; il nous fallait pour cela chevaucher sept milles et être de retour avant le jour. Nous employâmes toute notre influence pour empêcher nos hommes d'aller la nuit chercher des armes, et, bien qu'ils fussent très-avides de se tenir prêts pour le soulèvement, qu'ils attendaient avec impatience, nous réussîmes dans cette entreprise, en faisant courir le bruit que les Orangistes opéraient des saisies d'armes pour mettre en état de suspicion le pauvre peuple. Une nuit, en revenant d'Inch, nous quittâmes la grande route et nous traversâmes un petit village composé d'une douzaine de maisons; nous le parcourûmes plusieurs fois en faisant grand bruit de nos chevaux et en criant les noms de

plusieurs des chefs les plus connus du parti Orangiste. Le lendemain, les pauvres habitants de ce hameau auraient affirmé sous serment que la milice de Gory était venue enlever les armes des protestants du voisinage, afin d'avoir un prétexte pour faire déclarer le pays en état de siège, comme si les paysans catholiques avaient pris les armes. Le peuple le crut partout, et cette opinion produisit le meilleur effet en lui faisant abandonner toute idée d'aller la nuit chercher des armes.

Ned Fennell était hardi, actif et brave jusqu'à la témérité. Il était beau, bien fait, de manières distinguées, et bien qu'il ne fût que le fils d'un honorable fermier, on l'eût pu prendre pour un homme appartenant à la meilleure société du pays, grâce à son ton parfait et à son hardi maintien. Son frère aîné, Garrett, était également beau et brave.

Nick Murphy, malgré sa jeunesse, inspirait une grande confiance à tous ceux qui le connaissaient; il était actif et honnête, et croyait ne pouvoir jamais trop faire pour la propagation de la cause du système des Irlandais Unis et pour l'organisation des réunions baroniales; il correspondait activement avec les membres des comtés. Nous avons été amis intimes dès l'enfance; il était de deux ans plus âgé que moi, mais nous n'avions jamais eu de secret l'un pour l'autre.

On nous confia une grande quantité de poudre en bouteilles pour la convertir en cartouches, mais les magistrats ayant ordonné une perquisition d'armes et de munitions, nous résolûmes de l'enfourir dans un de mes champs.

Dans la crainte de nous trouver tous les deux absents ou emprisonnés, nous jugeâmes prudent de nous associer un autre individu moins exposé à être arrêté, et qui pût se présenter et livrer la poudre quand on en aurait besoin. Nous convînmes d'admettre dans notre confiance notre voisin, John Sheridan, un très-digne homme, qui, bien qu'appartenant à l'association des Irlandais Unis, ne pouvait, pensions-nous, être soupçonné, attendu qu'il ne s'était confié qu'à Murphy et à moi. Cependant, tandis que nous nous cachions, Murphy et moi, quelque temps avant l'insurrection, le pauvre Sheridan fut arrêté et sur le point d'être fusillé. Pour sauver sa vie, il découvrit l'endroit où nos munitions étaient enfouies, et, comme on les trouva dans mon champ, j'étais certain de mon sort, si j'étais tombé entre les mains des Orangistes. Sheridan s'excusa plus tard du mieux qu'il put, et nous lui pardonnâmes; il combattit bravement avec nous pendant l'insurrection, et mourut après en exil.

John Doyle de Knockbrandon était l'un de mes camarades d'école et des jeunes gens les plus actifs du pays; malheureusement il fut tué au début de l'insurrection; s'il eût vécu, il en eût été un des chefs les plus audacieux; il était riche et exerçait une grande influence sur les individus de toutes les classes.

Le premier enterrement d'un Irlandais Uni qui eut lieu fut accompagné par une grande foule, divisée par sections et dirigée en bon ordre par un jeune homme nommé Toole, d'Anagh, qui avait voulu imiter en cette occasion une cérémonie du même genre à laquelle il

avait assisté à Dublin. Cet enterrement attira l'attention de Hunter Gowan et lui fit soupçonner qu'il se passait quelque chose d'extraordinaire dans le pays. — Comme j'aurai souvent à parler des cruautés et des meurtres de sang-froid, commis par ce monstre, il est nécessaire que je dise ce qu'il était.

Hunter Gowan s'était distingué pendant plusieurs années par son activité à arrêter les voleurs et il en avait été récompensé par une pension du gouvernement. C'était un piètre hère ; mais cette pension lui permit de tenir un certain rang dans le pays. Il baptisa sa demeure du nom de « Mont Nebo, » et planta sa propriété d'arbres de différentes espèces. Il entretenait une meute de chiens courants, désirait fort passer pour un grand chasseur, et se montrait très-blessé quand ses voisins refusaient de chasser avec lui.

Il lui arriva un jour de se laisser entraîner par la chasse à quelques milles au delà de sa propriété et de rencontrer le vieux Garrett Byrne de Ballymanus, lui-même en pleine chasse, avec ses chiens. Ce dernier, furieux de se voir croisé dans sa chasse par un *gueux de parvenu*, comme il appelait Hunter Gowan, lui infligea des coups de cravache en lui défendant d'oser jamais se retrouver sur son chemin. Gowan actionna Garrett Byrne en justice et le fit condamner à une forte amende. Ce fait des coups de cravache eut lieu bien des années avant 1798, mais il paraît qu'à partir de ce moment Gowan jura une haine éternelle aux catholiques en général, et aux Byrne, en particulier.

Un frère de Hunter Gowan, qui vivait et tenait à Gory

une boutique de sellier, passait pour un brave homme, sans aucune prétention à se croire au-dessus de sa condition.

Garrett Byrne descendait de l'une des branches les plus anciennes et les plus distinguées des Byrne du comté de Wicklow ; il avait hérité du petit domaine de Ballymanus, et il y vivait grandement dans la société des hommes du plus haut rang du comté, qui tous l'estimaient et le craignaient. C'était un parfait gentleman, habile à manier les armes et particulièrement l'épée et le pistolet. Mon père l'avait vu souvent tuer des hirondelles d'une balle de pistolet, à la porte de son château. Il éleva sa famille dans le sentiment du respect absolu de ses ancêtres. Il avait cinq fils, tous des hommes magnifiques, Garrett, John, Coclough, Edward, le pauvre Billy ou William, qui fut exécuté à Wicklow, et deux filles, Nelly et Fanny, deux très-belles femmes et parfaitement élevées.

Garrett Byrne se voyant vieillir et affaiblir, et désirant assurer l'indépendance de ses filles, proposa à son fils aîné Garrett, qui venait d'épouser une demoiselle White, de lui céder son domaine et d'aller s'établir à Arklow avec ses filles. Garrett accepta avec empressement et constitua à ses sœurs le revenu fixé par son père qui lui abandonna Ballymanus, à lui et à sa femme, quelques années avant 1797.

A partir de cette époque, le peuple de cette partie du comté de Wicklow considéra Garrett Byrne, le jeune, comme un chef sur lequel il pourrait compter, lors du soulèvement, et son attente ne fut pas trompée. En effet, Garrett Byrne s'occupa activement d'organiser le pays

qu'il était destiné à commander, et le peuple l'envisagea comme l'homme chargé de le conduire à la victoire, quand s'ouvrirait la campagne.

Pendant l'été de 1797, tous les corps de milice des comtés de Wexford, de Carlow et de Wicklow, cavalerie et infanterie, se trouvèrent équipés de la manière la plus splendide. Des revues eurent lieu dans les districts où s'assemblaient dans ce but les divers corps de miliciens. La plus grande harmonie régnait entre eux, et, bien que ces corps fussent composés de catholiques aussi bien que de protestants, toute animosité religieuse y était inconnue. Le système des Irlandais Unis ne contribua pas peu à produire cet heureux résultat, et il eût éloigné toute chance d'une guerre religieuse, si l'infémal système Orangiste, qui surgit à peu près à cette époque, du nord de l'Irlande, dans la province de Leinster, n'eût pas annulé ces bons effets. Les Irlandais Unis ne poursuivaient qu'un but, la liberté civile et religieuse des Irlandais de toute opinion, et l'indépendance de leur pays.

Qu'il est douloureux de penser qu'aucun homme indépendant de l'influence anglaise n'a encore pris à tâche d'écrire l'histoire de cette époque et de démentir les calomnies inventées et propagées contre les braves patriotes, déterminés à sacrifier leur vie, leurs biens et tout ce qui leur était cher, pour voir leur malheureuse patrie bien gouvernée et aussi heureuse qu'elle devait l'être.

J'assistai fréquemment aux revues des corps de la milice à Shillelah, à Camolen, à Gory, à Castletown, à Coolgrany, etc., pour y rencontrer mes amis et en apprendre les progrès de notre système dans leurs diffé-

rents districts; j'y allai également pour m'entendre avec eux sur les meilleurs moyens de maintenir le peuple en repos jusqu'à ce que sonnât l'heure propice pour agir et entrer en campagne.

Tout parut marcher aussi bien que nous pouvions le désirer jusqu'à l'automne de 1797, époque à laquelle les chefs des divers corps de milice prirent l'alarme, et proposèrent à leurs soldats de prêter serment qu'ils n'étaient ni Irlandais Unis, ni Orangistes, et qu'ils n'appartien draient jamais à l'un ou l'autre de ces partis.

Le capitaine Knox Grogan réunit son corps à Petit-Limerick et pria les miliciens de prêter ce serment. Michel Redmond, l'un des plus beaux jeunes gens du corps et des plus éloquents, lui répondit en disant que, pour sa part, il considérait une pareille proposition comme une insulte et qu'il donnerait sa démission. « Si vous avez, dit-il, des preuves de délit contre quelqu'un de nous, arrêtez-le, jugez-le, mais ne l'insultez pas; nous sommes des hommes d'honneur et nous ne pouvons accepter un pareil traitement. » Tous les miliciens, à l'exception de deux officiers, le baronnet sir Thomas Esmond et Laurence Doyle, lieutenants, et deux sergents-instructeurs, qui avaient servi avec Grogan dans la garde à cheval (*green horse*), se joignirent à Redmond et convinrent de se rendre le lendemain à la résidence du capitaine Knox Grogan, pour lui remettre leur démission et les armes, selles, etc., fournies par le gouvernement. Le pauvre Grogan, fort dépité, quitta la place, suivi seulement de sir Thomas Esmond, du lieutenant Doyle et des deux sergents. Il recruta quelques hommes

parmi ses pauvres tenanciers protestants, leur fournit des chevaux et se fit tuer à la tête de vingt ou trente d'entre eux, à la bataille d'Arklow, en combattant les insurgés, le 9 juin 1798.

Le baronnet sir Thomas Esmond et Laurence Doyle, bien qu'ils eussent combattu à côté de Grogan pendant la bataille, furent arrêtés le 12 juin et envoyés prisonniers à Dublin. En leur qualité de catholiques, ils n'avaient qu'un moyen de se faire accepter pour de loyaux sujets à cette époque : se faire tuer avec leur infortuné capitaine. Par une curieuse coïncidence, le brave et intrépide Michel Redmond, qui commandait un corps d'insurgés, fut tué vers le même temps en combattant Grogan et ses alliés anglais, les miliciens (*fencibles*) de Durham, commandés par le général Skerrit. La mort du pauvre Redmond, fut cruellement regrettée; il fût devenu rapidement un des principaux chefs de la grande cause de la « rédemption et de l'indépendance de l'Irlande. » Ses jeunes frères, Dennis et John, combattirent bravement et durent se sauver à Dublin et abandonner leurs familles et leurs demeures.

Les membres du corps de cavalerie de milice commandé par Beaumont de Hyde-Park, et dans lequel Anthony Perry d'Inch ou de Mont-Perry et Ford de Ballyfad étaient officiers, refusèrent de prêter aucun serment relatif à leur qualité d'Orangistes ou d'Irlandais Unis; mais ils résolurent en même temps de ne pas donner leur démission et de continuer leur service comme d'habitude. Quelque temps après, le corps reçut l'ordre de se réunir, et un régiment de la milice soldée (*militia*).



tenu en embuscade, en entoura et désarma les membres suspects, c'est-à-dire tous les catholiques, qui formaient à peu près la moitié du corps, ainsi que Perry et un ou deux autres protestants réputés trop libéraux pour faire partie d'un corps destiné à appartenir, à l'avenir, au vrai système protestant ou Orangiste.

Ses sœurs, dont l'une avait épousé William Talbot de Castle-Talbot, et l'autre Barry Lawless de Shank-hill, son cousin germain, étant catholiques, le capitaine Beaumont jugea nécessaire d'afficher son aversion pour le catholicisme, afin de ne pas être soupçonné de tiédeur pour la cause protestante; et, à partir de ce moment, il devint un sauvage et cruel bigot, et un grand tyran, toutes les fois qu'il trouva l'occasion d'exercer son pouvoir. Les braves membres de son corps qu'il avait fait désarmer, regrettèrent amèrement de n'avoir pas eu la satisfaction de donner leur démission, comme l'avaient fait les miliciens de Grogan, avant d'avoir subi un pareil affront. Ils le ressentirent vivement et n'en devinrent dès lors que plus actifs pour organiser le pays. Entre tous, Perry et Garrett Fennell méritent une mention particulière. Ils n'ignoraient pas qu'ils étaient désignés à la vengeance de leurs ennemis; mais ils ne s'en préoccupèrent pas. L'impossibilité de trouver des témoins pour déposer contre les Irlandais Unis empêchait qu'on pût avancer contre eux aucune preuve. La sainteté de la cause qu'ils avaient embrassée était telle qu'ils ne craignaient aucun danger d'aucun côté, et qu'ils poursuivirent tranquillement et heureusement les préparatifs nécessaires au soulèvement général; mais ils attendaient

sans nul doute avec impatience ce grand événement qui devait, ils l'espéraient bien, les affranchir et les rendre indépendants du détestable joug anglais qui pesait sur leur patrie depuis des siècles.

Il y avait dans les villes des corps d'infanterie de milice aussi bien que des corps de cavalerie. White de Bally-Ellis leva un corps de miliciens à pied, qui lui valut de grands éloges de la part du gouvernement, pour s'être trouvé équipé et armé lorsque l'expédition de Hoche parut dans la baie de Bantry, en 1796.

Si ce corps fut l'un des premiers prêts à marcher, il fut aussi l'un des premiers à être licencié et désarmé, car il se composait principalement de catholiques, bien que ses officiers fussent protestants.

Il est curieux que j'aie à constater ici que, sans le licenciement illégal et arbitraire du corps de milice de Bally-Ellis, je n'aurais probablement jamais acquis l'influence que j'exerçai dans le pays. Mais ceci exige une explication. Ces braves et très-honnêtes gens, sentant que leur capitaine, M. White, avait fort mal agi avec eux, résolurent de l'actionner en justice. Plusieurs d'entre eux vinrent me demander mon avis, et je leur conseillai de députer à Dublin deux ou trois miliciens, qui pourraient s'absenter, et auxquels je remettrais une lettre pour mon demi-frère, Edward Kennedy, qui était lié intimement avec l'avocat Thomas Addis Emmett, en ajoutant que ce dernier leur donnerait le meilleur conseil légal sur leur affaire. Ils nommèrent immédiatement deux députés, John Keelly et son beau-frère, deux hommes très-simples, très-honnêtes et très-dignes. Je

leur donna quelques lignes pour mon frère qui, à leur arrivée à Dublin, les accompagna chez M. Emmett et les lui présenta. Ce dernier se chargea tout de suite de leur affaire, en voyant qu'elle lui offrait une excellente occasion de punir et de dénoncer ces tyrans qui ne pensaient égoïstement qu'à leur propre avancement.

L'avocat Curran s'adjoignit à Emmett, et ils promirent tous les deux au pauvre Keelly que le procès serait poursuivi sans frais aucun pour le brave corps de milice de Bally-Ellis, en l'engageant à retourner près de ses camarades, et à leur faire signer immédiatement un papier qu'ils lui remirent, à l'effet de procéder sans retard contre White qui, à ce qu'il paraît, se sentait incriminable pour son inconvenante conduite.

Il est inutile d'ajouter que Keelly suivit à la lettre les instructions de ses conseils, et que non-seulement les miliciens, mais tous les habitants du pays, furent enchantés d'apprendre quelle excellente réception lui avait été faite à Dublin, grâce à moi, et que toute injustice commise à l'égard d'un individu quelconque de leur société, ne saurait l'être impunément. Il est de fait que mon frère jouissait d'une grande influence et d'une grande considération auprès des patriotes importants de l'époque, tels que Keoph de Mont-Gerum, Thomas Braughal, Emmett, Edward O'Reilly, Richard Mac-Cormick, etc., et qu'il se montra toujours prêt à les employer pour rendre service à ses compatriotes, qui venaient continuellement le trouver à Dublin, surtout des comtés de Wexford et de Wicklow. Ce n'est donc que rendre justice à sa mémoire que d'ajouter qu'il accomplit les

plus grands sacrifices d'argent et autres, pour la grande cause dans laquelle nous étions tous engagés. De 1798 à 1803, il ne perdit aucune occasion de servir les braves gens qui se voyaient forcés de fuir leurs demeures et de se réfugier à Dublin, en leur procurant des places et des emplois; et enfin, il passa trois ans de sa vie dans la prison de Kilmainham, sans être jugé, et il n'en sortit qu'en 1806, lors de l'entrée aux affaires de M. Fox.

J'ai cru nécessaire d'entrer dans ces détails avant de commencer à raconter ce que j'ai vu et éprouvé pendant l'insurrection qui éclata plus tard, et de mentionner quelques-uns des incidents qui survinrent antérieurement dans le pays.

White de Bally-Ellis ne se doutait guère qu'il exerçait et formait quelques-uns des plus braves individus qui aient jamais tiré un coup de fusil contre la tyrannie. Son corps aurait rendu les plus grands services comme instructeur, si les insurgés avaient réussi. Plusieurs de ses miliciens excellaient en habileté et en connaissances militaires; Isaac et Jacob Byrne étaient tous deux considérés comme des chefs par leurs camarades. Trois frères, nommés Laurence, Luc et Dan Finn, des hommes de petite taille, se distinguèrent par leur bravoure et leur attachement fraternel; ils se séparaient rarement, et ils se sauvèrent fréquemment l'un l'autre des plus grands dangers.

Un jour, étant chargés par la cavalerie sur la grande route, Luc tomba sous les pieds d'un cheval, tandis que son frère Laurence s'échappait par-dessus une haie ou un fossé. Ce dernier en se retournant pour s'assurer de

ce qu'était devenu Luc, l'aperçut gisant par terre tandis que deux cavaliers déchargeaient leurs pistolets sur lui; Laurence en tua un sur l'instant, et Luc, qui, bien que renversé, avait gardé près de lui sa carabine, la leva, tua l'autre cavalier, s'échappa avec son frère et regagna le gros de l'armée bientôt après. Ils étaient toujours les premiers au combat et toujours les derniers à quitter le champ de bataille. Après bien des aventures et des entreprises dangereuses, ils parvinrent à s'échapper à Dublin lorsque l'insurrection fut écrasée, en laissant leur mère veuve, et leur sœur à la merci de White et des grendins Orangistes du voisinage. L'aîné, Laurence, partit pour l'Amérique; Luc devint commis et teneur de livres dans une maison de commerce; Dan, le plus jeune, se vit forcé de se faire garçon dans une brasserie de la rue Patrick. La réputation des Finn était telle que le digne propriétaire de l'établissement, Thomas Mac-Gauran, dut l'agrandir et ouvrir à côté un nouveau débit de bière, car tous les bons patriotes de Dublin affluaient chez lui. Quelque temps après, le jeune Finn épousa la nièce de M. Mac-Gauran et devint son associé. Quand je quittai Dublin, ils faisaient leur fortune. A la suite de l'explosion du dépôt de poudre dans la rue Patrick, en 1803, ils furent arrêtés et très-lésés dans leur commerce, bien qu'on ne pût trouver aucune charge contre eux. Le pauvre Finn mourut peu de temps après sa sortie de prison. Mac-Gauran, après la paix, vint se fixer avec toute sa famille à Ingouville, près du Havre de Grâce, et, quelques années plus tard, ayant eu le malheur d'avalier du salpêtre pour du sel, il en mourut immédia-

tement, fut pleuré et fort regretté par tous les patriotes irlandais qui le connaissaient, et laissa après lui plusieurs jeunes enfants sans ressources.

La situation des quelques catholiques qui faisaient encore partie des différents corps de milice, devint chaque jour plus intolérable et plus humiliante, et particulièrement dans les corps de Shillelah et de Carnew, qui se composaient principalement d'Orangistes, ou tout au moins de protestants à préjugés ou très-bigots. En sa qualité de catholique, le pauvre Thomas Cullen, un sculpteur très-habile et un homme très-distingué, fut victime de la rage de ses camarades de la milice, quand l'insurrection éclata.

Vers la fin de l'année 1797, les magistrats Orangistes employèrent toute leur influence et tous leurs efforts pour trouver un fil qui pût leur faire découvrir les projets des Irlandais Unis; mais ce fut en vain. Ils ne purent rencontrer personne qui consentit pour de l'argent à jouer le rôle de dénonciateur et à trahir la sainte cause. Le proverbe reçut donc un démenti, car il ne se présenta aucun Irlandais pour tourner la broche.

Un incident survenu dans le voisinage de Carnew vint toutefois causer une grande alarme dans tout le pays. Un jeune homme, nommé Whelan, qui avait reçu une averse en revenant chez lui à cheval, ordonna à son domestique de faire sécher son pardessus sur une haie; mais à peine venait-il d'y être placé, qu'il fut volé par un homme qui traversait la route. Whelan se mit immédiatement à la poursuite du voleur, qu'il rattrapa portant son pardessus sous son bras; mais au lieu de l'ar-

rêter, comme il eût dû le faire, il se contenta de le rosser. Cet individu était connu sous le nom de Cooper, le châtreur de truies. Il alla trouver le magistrat Orangiste le plus proche pour porter plainte contre Whelan comme l'ayant battu; mais le magistrat lui dit qu'il obtiendrait plus sûrement vengeance et indemnité en accusant Whelan de l'avoir affilié aux Irlandais Unis. Cooper suivit volontiers le conseil de cet honnête magistrat, et quelques jours après, de nombreux innocents se virent arrêtés et envoyés dans les prisons de Wicklow et de Wexford, par suite des dénonciations de ce misérable. Heureusement la tournée des assises eut lieu peu après, et grâce à Mat Dowling, agissant comme avoué, et à l'avocat Curran, spécialement chargé de plaider pour tous les détenus de la prison de Wicklow, l'infâme parjure se vit promptement démasqué, et Curran prouva qu'il n'était qu'un criminel libéré, nommé Morgan et non Cooper, condamné à dix ans de transportation pour vols et autres crimes, et tout récemment revenu en Irlande. Sa déposition fut donc écartée avec indignation, et les prisonniers furent acquittés; mais auparavant, Curran stigmatisa les magistrats qui ne craignaient pas d'encourager et de produire de pareils misérables, et il déclara en pleine Cour que la bassesse et l'infamie de semblables manœuvres les marqueraient d'une honte éternelle, eux et le gouvernement, si on leur permettait de conserver leurs offices. La formalité de la caution ayant été requise, mon demi-frère, Kennedy et M. Thomas Seagrave, de la rue Keven, qui assistaient au procès à Wicklow, cautionnèrent vingt

des acquittés, parmi lesquels se trouvaient deux de nos tenanciers.

Mat Dowling se remua de la manière la plus surprenante dans cette occasion. Il était minuit passé avant qu'il eût pu tirer de prison le dernier de ces braves gens. Comme il n'avait eu le temps ni de dîner, ni de rien prendre de la journée, il est inutile de dire qu'il soupa cordialement avec les gentlemen qui avaient cautionné les prisonniers, et qu'ils passèrent une joyeuse nuit après la victoire du jour. Mat Dowling était un très-honnête avoué, un agréable compagnon et l'un des plus francs patriotes qu'on pût rencontrer en Irlande. Je fis sa connaissance à Paris en 1803, après sa sortie du Fort-George, et je dois dire que je passai d'heureux instants dans sa société. Il était rempli de talent et d'esprit et généreux au delà de toute expression; aussi ceux qui le connaissaient l'aimaient-ils et se montraient-ils charmés de ses manières agréables.

L'avocat Curran apprit du juge chargé de la tournée des assises qu'on croyait inutile de faire venir Cooper à Wexford pour poursuivre les prisonniers détenus sur sa dénonciation. Ils furent mis en liberté à l'entrée du juge dans le palais de justice de Wexford, à la grande mortification et au grand désappointement de ces intègres magistrats, qui n'avaient pas hésité à enlever tant d'honnêtes gens à leurs demeures, à leurs femmes et à leurs enfants, sans autre charge contre eux que la dénonciation de ce misérable Morgan ou Cooper, qui en réalité avait été poussé à les dénoncer par ces magistrats eux-mêmes.



Tous les braves patriotes qui avaient dû sortir des différents corps de milice, savaient bien que les magistrats Orangistes les considéraient comme des gens à surveiller de près, et n'épargneraient ni peine ni argent pour se procurer des témoignages contre eux. Mais cela ne servit qu'à les exciter à tendre par tous les moyens aux progrès de l'organisation du système des Irlandais Unis, et à leur assurer en réalité une considération et une influence plus grandes que celles dont ils eussent joui autrement. Déjà le peuple commençait à les considérer comme ses chefs et ses guides, bien que peu d'entre eux fussent autorisés à occuper un rang par l'organisation d'alors du pays.

On savait parfaitement que l'époque de la grande lutte et du soulèvement en masse avait été définitivement fixée au printemps suivant; on n'avait donc plus que l'hiver de 1797-1798 pour compléter les préparatifs nécessaires à cet événement tant désiré. Rien ne peut dépasser l'empressement et la bonne volonté des Irlandais Unis à obéir aux instructions qu'ils recevaient à l'effet de se procurer des armes, des munitions, etc., malgré les difficultés et les périls que leur offrait l'achat de ces objets. Chaque homme avait une arme à feu quelconque ou une pique; il était facile à cette époque de se procurer cette dernière arme, car les forgerons étaient presque tous Irlandais Unis. Les fers de piques s'obtenaient promptement, mais il était plus difficile de se procurer des hampes, et la coupe des jeunes frênes pour en fabriquer éveilla l'attention et en fit soupçonner le motif. Cependant, comme il ne se trouva pas de dénon-

ciateurs, tout marcha bien jusqu'au fatal 30 mars 1798, jour dans lequel toute l'Irlande se vit placée sous la loi martiale, et officiellement déclarée en état de rébellion par une proclamation du lord-lieutenant et du Conseil privé du royaume. Cette proclamation enjoignait aux militaires de recourir aux voies de répression les plus sommaires à l'égard des troubles de tout genre. A partir de ce moment, chacun se considéra comme placé sur une mine prête à éclater, et tous aspirèrent après l'ordre d'agir.

Quel malheur que lord Edward Fitzgerald, ou le Directeur, n'ait pas saisi cette circonstance pour décréter l'entrée en campagne, au lieu d'attendre que les chefs fussent arrêtés ou forcés de se cacher pour échapper aux tortures les plus cruelles qui aient jamais été inventées par une nation sauvage sur la surface du globe. Les furioux inquisiteurs d'Espagne auraient pu recevoir des leçons des Beresfords de cette époque. Le fouet, la demi-pendaison, le piquet, étaient de douces tortures comparées aux bonnets de poix qu'on appliquait sur la tête de ceux qui se trouvaient porter les cheveux ras et qu'on appelait des *tondus* (*croppies*). Après leur avoir rasé complètement la tête, on les coiffait d'un bonnet de forte toile bien enduit de poix bouillante et qui s'appliquait si justement sur la tête qu'on ne pouvait l'en enlever qu'en arrachant une partie de la peau et de la chair. Souvent même, on coupait une oreille à la victime pour que l'exécuteur fût certain que, grâce à ce signe, on pourrait la retrouver facilement, si elle s'échappait.

Les soldats, installés à discrétion chez les habitants,

appartenaient pour la plupart aux anciens Bretons, un régiment cruel rendu fameux par les nombreux outrages qu'il commit partout où il séjourna. Ces monstres féroces, établis dans des maisons qu'avaient dû quitter les hommes, infligèrent aux malheureuses femmes qui y étaient demeurées toutes sortes de brutalités. Que de rigueurs, de malheurs et de misères n'eut pas à souffrir le misérable peuple sur lequel on avait lâché une soldatesque pareille à celle qui se trouvait alors en Irlande ! Ce fut alors que sir Ralph Abercrombie, peu soucieux de ternir sa gloire militaire en sanctionnant par sa présence des mesures qui révoltaient son caractère, se démit du commandement général de l'armée d'Irlande, le 29 avril 1798.

Plusieurs des magistrats de basse extraction se prévalurent de la loi martiale pour prouver leur grand dévouement au gouvernement, en persécutant et même en torturant les habitants inoffensifs des campagnes. Archibald Hamilton Jacob et les miliciens à cheval d'Enniscorthy ne sortaient jamais de la ville sans être accompagnés d'un exécuteur officiel muni de ses cordes, de ses fouets, etc.

Hawtry White, Salomon Richards et un ministre protestant, nommé Owens, se firent remarquer par leur ardeur de cruauté et de persécution ; et ce dernier surtout par l'emploi des bonnets enduits de poix et l'application d'autres tortures. Il est honorable pour quelques-unes de ses victimes de n'avoir tiré d'autre vengeance de lui que de le coiffer d'un bonnet de poix, lorsque ce vil gremlin tomba entre leurs mains et fut amené prisonnier

au camp insurrectionnel de Gory. J'eus quelque difficulté à en empêcher d'autres qu'il avait martyrisés, de le mettre en pièces. Il finit cependant par s'échapper avec d'autres prisonniers, escortés et gardés qu'ils étaient par des hommes qui ne croyaient pas que la vengeance ou les représailles pussent servir la cause sacrée qu'ils avaient embrassée, et qui désiraient surtout qu'on ne pût penser qu'ils avaient entrepris une guerre religieuse. Bien que plusieurs des principaux chefs des Irlandais Unis fussent protestants, les magistrats Orangistes firent tous leurs efforts pour répandre la croyance que les catholiques n'avaient d'autre objet en vue que de tuer leurs compatriotes protestants, et, pour appuyer cette opinion, ils firent leur possible pour provoquer le malheureux peuple à commettre des outrages et des représailles, en le massacrant et en incendiant ses maisons.

Bref, la situation du pays avant l'insurrection ne peut être imaginée que par ceux qui ont été témoins des atrocités de tout genre commises par les soldats et les Orangistes, lâchés sur une population malheureuse, sans défense et sans armes.

L'infame Hunter Gowan aspirait après une occasion de satisfaire ses tendances féroces à massacrer de sang-froid ses voisins catholiques. Lors de la formation primitive des corps de milice, on ne l'avait pas jugé assez respectable pour le charger d'un commandement ; mais après la proclamation de la loi martiale, il obtint promptement une commission de juge de paix, et fut nommé capitaine et chargé de lever un corps de cavalerie. Il

parvint, en peu de temps, à réunir trente à quarante vulgaires Orangistes mal montés, mais qui se procurèrent promptement de meilleurs chevaux aux dépens des malheureux fermiers pillés impunément. Ce corps reçut le nom de *la Canaille noire* ; sa première campagne eut pour objet l'arrestation de tous les forgerons catholiques et l'incendie de leurs maisons. Les pauvres William Butter, James Haydon et Dalton, que nous employions à ferrer nos chevaux et à d'autres ouvrages, depuis des années, furent condamnés à être transportés, en vertu d'une loi récemment promulguée et qui autorisait les magistrats à appliquer de leur chef la transportation. Mais le monstre Hunter Gowan, trouvant trop doux ce genre de punition, désirait fournir à ses jeunes soldats l'occasion de prouver qu'ils étaient de solides limiers. Le pauvre Garrett Fennell, qui arrivait d'Angleterre et qui était en route pour voir son père et sa famille, fut rencontré par les soldats de Gowan et attaché à un arbre par les deux mains ; puis ils s'arrêtèrent à une certaine distance, et chaque homme, sur l'ordre de son capitaine, déchargea le contenu de sa carabine dans le corps du pauvre Fennell.

Ils se rendirent ensuite dans une maison voisine et y fusillèrent James Darcy, un pauvre homme inoffensif, père de cinq enfants. Les corps de ces deux victimes furent veillés cette nuit-là dans la chapelle de Monaseed, où leurs femmes et leurs enfants s'étaient réunis pour pleurer leurs parents massacrés. Cette chapelle fut brûlée plus tard. Le pauvre Fennell laissait une jeune veuve et deux enfants. Cet acte cruel eut lieu sur la route

entre notre maison et la chapelle. Le lendemain, 25 mai 1798, à trois milles à peu près de notre demeure, fut commis l'un des forfaits les plus sanglants qu'ait eus à enregistrer l'histoire de l'Irlande, depuis l'époque de Cromwell. Vingt-huit pères de famille prisonniers furent fusillés et massacrés sans jugement dans l'allée du Bal de Carnew ; M. Cope, le ministre protestant, était un des principaux magistrats qui présidèrent à cette exécution. Je connaissais plusieurs des individus massacrés, entre autres Patt Murphy de Knockbrandon, à la noce de qui j'avais assisté deux ans auparavant ; c'était un brave homme, très-digne et très-estimé. William Young, un protestant, se trouvait aussi parmi les victimes.

A Dunlavin, dans le comté de Wicklow, avant le soulèvement, trente-quatre hommes furent fusillés sans jugement, et, à leur honte, les officiers présidaient à de tels actes et les sanctionnaient. Mais il est inutile de continuer à énumérer la série des cruautés commises ; il me suffira de dire que, dans les lieux où les soldats étaient installés à discrétion, et où ils commettaient toutes sortes de crimes, la population n'était pas plus maltraitée que celle des endroits où la troupe ne campait pas ; car, dans ce dernier cas, on appelait sur leur porte les habitants, on les fusillait sans cérémonie, et on commençait immédiatement à brûler ou à piller leurs maisons.

Telle était la misérable situation de la partie du pays que j'habitais, au commencement de mai 1798. Chacun était forcé d'abandonner sa maison et de se cacher du mieux qu'il pouvait. Ned Fennell, Nicholas Murphy et

moi, nous convinmes, dans la dernière entrevue que nous eûmes, avant l'insurrection, de faire tous nos efforts pour empêcher le peuple de désespérer, car nous avions tout lieu de croire qu'avant peu arriverait du Directoire l'ordre du soulèvement général. Nous nous promîmes aussi de tâcher d'obtenir des nouvelles de Dublin, si c'était possible, et tout au moins d'Arklow, par l'entremise de Phil Neill et du jeune Garrett Graham, de cette dernière ville; ils étaient très-actifs tous les deux et bien connus des principaux habitants de Dublin, et nous espérions recevoir promptement, par eux et par Anthony Perry, des instructions sur ce qu'il y avait de mieux à faire dans les circonstances critiques où nous nous trouvions placés. J'espérais chaque jour recevoir quelque nouvelle de mon demi-frère Kennedy, à Dublin, et c'est pourquoi je restai aussi longtemps que possible dans le voisinage de la maison de ma mère, sans y entrer toutefois, dormant la nuit dans les champs, et le jour épiait des collines et des hauteurs si je voyais approcher les soldats ou les miliciens.

Le 22 mai, je m'aventurai à aller trouver le père de Ned Fennell, que je rencontrai sur sa propriété, pour lui demander s'il avait quelques nouvelles pour moi. Il me répondit qu'il avait vu le matin ma sœur et la sœur de Nick Murphy, et que ni l'une ni l'autre n'avaient rien appris de nouveau, les communications se trouvant partout interceptées, et qu'elles avaient peu d'espoir de pouvoir se procurer quelque information. M. Fennell m'assura que je pouvais l'accompagner chez lui sans danger et y prendre quelques rafraîchissements dont

j'avais grand besoin ; il me promit de faire le guet avec son jeune fils Mathieu, alors âgé de dix-sept ans, en me disant qu'ils pourraient voir dans toutes les directions et à une grande distance approcher les soldats. J'acceptai cette offre gracieuse, et j'étais à peine entré depuis quinze minutes dans la maison que le fils accourut en toute hâte pour me prévenir que la milice de Carnew venait de traverser la rivière à Burkstown, au bas de la propriété, mais que nous pourrions nous échapper inaperçus par une haie et gagner une colline à un mille de distance sans être découverts. Je suivis son avis, et j'atteignis bientôt cette colline sur laquelle je rencontrai Ned Nowlan et Mirk Kearny, deux très-beaux jeunes gens. Ils venaient d'échapper aussi à l'infamale milice de Carnew. Nous convînmes de demeurer ensemble, et je leur proposai de nous rendre chez ma demi-sœur, Mrs Doyle, à Ballyntemple, dans le comté de Wicklow ; le pays y étant boisé offrait plus de facilités pour se cacher, et il n'était situé qu'à cinq milles d'Arklow.

Nous partîmes pendant la nuit et nous arrivâmes le matin. Je trouvai ma pauvre sœur en grande détresse et craignant à chaque instant de voir arrêter son mari ; la maison avait été fouillée, la veille, sous le prétexte d'y chercher des armes cachées, mais elle était convaincue que c'était à moi qu'on en voulait ; nous quittâmes donc immédiatement la maison en emportant avec nous un peu de pain, et nous gagnâmes un bois où nous passâmes la journée, près de la vallée d'Avoca.

La nuit venue, nous décidâmes de nous rendre à



Arklow. Nowlan y avait un ami, James Earichty, qui avait été s'y cacher, quelques jours auparavant, chez son frère, habitant d'Arklow et marin, qui tenait en outre une petite auberge ou un cabaret.

Nous comptions pouvoir y demeurer quelque temps inaperçus; de plus, nous jugions nécessaire de nous renseigner auprès des chefs qui se trouvaient dans la ville. Une des sœurs de mon père et son mari y vivaient depuis quelque temps, et c'était une raison de plus pour moi de m'y rendre.

Le lendemain, jour de marché, nous entrâmes dans Arklow sans être remarqués. Je me rendis immédiatement chez ma tante, et je chargeai son mari de me procurer une entrevue avec Garrett Graham, qui était désigné pour être un des principaux chefs du mouvement dans cette ville. Il vint me trouver dans le jardin de sa propre maison; il était terriblement abattu; il me dit qu'il s'attendait à être arrêté à chaque instant, et qu'il ne pouvait songer à fuir, parce que si on ne le trouvait pas, son père serait arrêté à sa place et sa maison brûlée. Il m'annonça que Phill Neil s'était livré lui-même pour sauver son père de la prison et de la mort; il semblait envier ma situation, et il ajouta « qu'il était convaincu, d'après ce qu'il avait appris le matin et d'après les divers mouvements des troupes et des corps de milice de la ville et du voisinage, qu'on se battait quelque part, et qu'on disait que les insurgés étaient en force dans les comtés de Kildare et de Carlow. »

Je pris congé de Graham et j'allai rejoindre immé-

diatement Nowlan et Kearny chez le frère d'Earichty. Ils avaient appris toutes les nouvelles que m'avait données Graham, et même davantage, et ils les tenaient de meilleure source. En conséquence, nous décidâmes de quitter la ville sur-le-champ, de regagner la campagne et de nous diriger, si c'était possible, vers le point où nous pouvions espérer de rejoindre les insurgés.

Earichty, qui habitait Arklow, connaissait deux sergents recruteurs du 4<sup>e</sup> régiment de dragons, qui s'y trouvaient logés depuis quelque temps et qui fréquentaient sa maison. Ils venaient de recevoir l'ordre de rejoindre leur régiment à Carlow. Mrs Earichty convint avec eux que son frère et ses trois camarades les accompagneraient aussi loin que cela leur conviendrait, et nous profitâmes avec empressement de cette opportunité ; mais comme on savait dans la ville que leurs ordres de recrutement étaient expirés, ils désirèrent ne pas traverser les rues avec nous ; aussi, dès que Mrs Earichty nous eût procuré quatre cocardes, nous partîmes par un chemin de derrière et nous rejoignîmes nos deux sergents sur la grande route. Nous nous arrêtâmes dans un village à trois milles d'Arklow pendant la nuit, et le lendemain nous retrouvâmes nos deux cavaliers sur la grande route de Hacketstown.

James Earichty était au mieux avec les deux sergents qu'il avait rencontrés souvent chez son frère. Il s'aperçut qu'ils semblaient effrayés, et il leur demanda s'ils avaient appris quelque chose pendant la nuit ? Ils répondirent « qu'ils avaient reçu de très-mauvaises nouvelles ; qu'il était probable qu'ils seraient forcés de rebrousser

chemin ; que les insurgés se soulevaient et attaquaient la troupe en divers endroits, mais qu'ils n'avaient pu obtenir aucun détail satisfaisant ni d'un côté ni de l'autre. »

Nous n'apprîmes rien de plus jusqu'à notre arrivée à Hacketstown, dans la soirée, et, en y entrant, le pauvre Ned Nowlan fut reconnu par un commis de Ralph Blaney de Carnew, Effy Page, qui le fit arrêter et mettre en prison immédiatement.

En voyant cela, un des sergents vint de suite dire à Earichty qu'il pensait que nous ferions bien de passer la nuit hors de la ville et que nous pourrions les rejoindre au matin sur la grande route de Carlow, et que si nous les voyions accompagnés par de la cavalerie, nous saurions alors ce que nous aurions de mieux à faire.

Nous suivîmes cet avis, et, le lendemain, au point du jour, nous aperçûmes nos sergents à une grande distance et seuls, ce qui releva beaucoup nos esprits, car nous avions appris pendant la nuit des gens de la campagne que Rathvilly était attaqué, ainsi que la ville de Carlow, et nous espérions trouver les insurgés en force quelque part, mais malheureusement nous fûmes de nouveau cruellement désappointés. En traversant Rathvilly, nous vîmes, sur le bord de la route, un grand nombre d'hommes morts qui y avaient été tués la veille par les soldats qui y étaient logés.

En arrivant à Carlow, nous y trouvâmes les apparences de la plus grande confusion et du plus grand effroi. Les insurgés avaient attaqué la ville, en grande force, à deux heures du matin (25 mai), et bien qu'ils eussent

été battus et dispersés et que plusieurs d'entre eux eussent été brûlés dans les maisons de la rue Tullow où ils avaient cherché un refuge, cependant on croyait généralement qu'ils ne tarderaient pas à se rallier en plus grand nombre que jamais, attendu que la cavalerie ne les avait pas poursuivis loin de la ville. Nous avions remarqué que d'Arklow à Carlow, nous n'avions rencontré aucun corps de miliciens ; ils étaient si effrayés qu'ils préféreraient demeurer concentrés dans les garnisons des troupes régulières.

Nous conclûmes, Kearny, Earichty et moi, que, d'après ce que nous avons vu et entendu pendant les deux derniers jours, il devait y avoir eu une tentative de soulèvement général dans les comtés de Carlow, de Wexford et de Wicklow. Nous décidâmes donc de suite de retourner du mieux possible dans notre pauvre contrée où nous trouverions à nous rendre plus utiles.

Nous quittâmes immédiatement Carlow et nous entrâmes dans la première maison que nous rencontrâmes à peu de distance dans les champs. Nous y restâmes jusqu'à la nuit. Earichty, qui avait navigué beaucoup avec son frère, paraissait savoir se diriger sur terre d'après les étoiles, aussi bien que s'il eût été sur l'Océan ; il promit de nous faire traverser le pays et de nous conduire jusqu'à la demeure de ma mère, à une distance de plus de vingt milles, sans nous faire suivre aucune des routes principales sur lesquelles nous aurions été exposés à rencontrer des patrouilles, — et il tint parole. De toutes les marches forcées que j'aie jamais faites, celle-ci fut la plus dure par l'obligation où nous nous trouvions de

franchir des haies et des fossés pour éviter la grande route. Le pauvre Kearny y gagna une dyssenterie dont il mourut peu après. C'était un beau jeune homme de vingt ans. Earichy en avait vingt-huit ou trente ; il était grand de six pieds deux pouces, puissamment bâti, bien proportionné, sagace et habile. Je puis dire que je lui dus mon existence, car nous n'aurions jamais pu accomplir notre voyage de nuit sans les connaissances astronomiques qu'il avait acquises en mer.

Nous arrivâmes un peu avant le point du jour à la maison de ma mère. J'en approchai avec de grandes précautions, de peur qu'il ne s'y trouvât des soldats, et je puis ajouter avec inquiétude, dans la crainte d'apprendre que tout était au pire. Cependant, voyant la maison silencieuse, j'y frappai. Ma pauvre sœur parut à la fenêtre, tremblante et effrayée, jusqu'à ce qu'elle m'eût reconnu. Elle me prévint que ma mère était allée à Gory pour tâcher de tirer de prison notre demi-frère, Hugh, qui se trouvait dans la dernière période d'une maladie de langueur et qui venait d'arriver récemment de Dublin pour rétablir sa santé. Et cependant les cruels Orangistes, ne pouvant me prendre, l'avaient arrêté.

Avant que j'eusse eu le temps de lui adresser une question, ma sœur me dit « qu'elle espérait avoir de bonnes nouvelles à m'apprendre dans la matinée ; qu'il était certain que le peuple se soulevait partout et qu'il avait déjà battu les troupes. Elle ne pouvait alors me donner aucun détail, mais, dans une heure ou deux, elle était certaine de pouvoir me satisfaire sur tous les points. » Jusqu'à ce qu'elle eut appris quelque chose de plus positif,

Earichy, Kearny et moi, nous jugeâmes prudent de demeurer cachés dans un champ près de la maison et d'y attendre les nouvelles.

Au plein jour, nous vîmes accourir ma sœur qui venait nous apporter d'heureux renseignements avec ce joyeux enthousiasme qui caractérise une jeune Irlandaise de dix-huit ans. Elle nous dit que les troupes avaient fui de Gory et que tous les prisonniers avaient été mis en liberté pour se rendre où ils voudraient aller ; mais que le peuple, ou l'armée insurrectionnelle, comme nous devons l'appeler maintenant, ne se dirigeait pas de ce côté, mais se trouvait en grande force dans le voisinage de Camolen et de Ferns.

Nous nous préparâmes immédiatement à partir et à rejoindre les insurgés. Je distribuai les quelques armes que j'avais cachées. Mon fusil de chasse que je n'avais pas caché avait été saisi un mois auparavant par le corps de milice du comte Mountnorris, mais je comptais pouvoir apporter à notre camp un trésor, c'est-à-dire une immense jarre de poudre que Nick Murphy, Jack Sheridan et moi nous avions cachée quelque temps auparavant. Je fus cruellement désappointé, lorsque j'arrivai dans le champ où se trouvait enfouie la poudre, de trouver qu'il avait été fouillé et la poudre enlevée. Ma sœur m'apprit que, quelques jours auparavant, elle avait vu Sheridan avec des soldats dans ce champ, mais qu'elle ne pouvait dire ce qu'ils y faisaient ; le malheureux homme avait sans doute livré notre trésor pour sauver sa vie.

Ce fut seulement alors que j'appris pour la première

fois les meurtres barbares commis pendant mon absence : le massacre de Carnew, le meurtre du pauvre Garrett Fennell, de Darcy et de bien d'autres qui avaient partagé leur sort. Ma chère sœur croyait ne pouvoir trop s'étendre sur tout ce qui était survenu depuis mon départ, sur mes chevaux saisis, sur ma jument montée par trois individus qui lui avaient foulé les reins, etc. Mais si je n'avais pas remarqué une large cicatrice qu'elle avait au col, elle ne m'eût rien dit sur elle-même. Un milicien du corps de Gory, nommé Wheatly, le jour de l'arrestation du pauvre Hugh, l'avait menacée de lui couper la gorge avec son sabre, si elle ne lui déclarait pas immédiatement le lieu où j'étais caché, et le lâche gredin eût sans doute exécuté sa menace, si quelques-uns de ses camarades n'étaient pas intervenus pour l'en empêcher.

Quelques-uns de nos garçons de ferme et des fils de nos tenanciers ayant appris mon retour, vinrent se joindre à nous, et je me préparai à prendre congé de ma sœur, sachant bien que ma chère mère ne tarderait pas à revenir chez elle lui tenir compagnie. Cette fois, ma sœur me vit partir avec joie et bonheur, car elle était dévouée de cœur et d'âme au succès de notre entreprise ; son courage et son ardeur, dans de pareilles circonstances, étaient surprenants chez une fille de son âge, et jamais elle ne désespéra de notre cause. Je lui dis adieu et je partis avec mes fidèles amis, Earichty et Kearny, et ceux qui étaient venus nous rejoindre sur la grande route de Camolen, et nous atteignîmes cette ville, distante de sept milles, sans avoir rencontré un seul homme

armé pour nous barrer le passage. Là nous apprîmes les détails du merveilleux succès du père John Murphy, la nuit précédente, et nous résolûmes immédiatement de poursuivre notre marche et de le rejoindre sans délai.

Le révérend John Murphy, de la paroisse de Monageer et Boole-Vogue, était un digne homme, simple et pieux, et l'un des prêtres catholiques qui avaient employé les plus grands efforts et les exhortations les plus vives pour décider le peuple à livrer ses piques et ses armes à feu de toute espèce. Aussitôt que la lâche milice crut que toutes les armes avaient été livrées et qu'elle ne courait plus de dangers, elle reprit courage et se mit en mouvement, le 26 mai 1798, dimanche de la Pentecôte, brûlant et détruisant tout ce qu'elle rencontrait. Le pauvre père John voyant sa chapelle et sa maison en feu, et celles de beaucoup d'autres individus de la paroisse consumées par les flammes avec leurs habitants, et s'apercevant que tout individu portant des vêtements de couleur ne pouvait échapper à la fureur de la milice, se retira dans le bois voisin, où il se vit bientôt environné des malheureux qui avaient pu se sauver; tous venaient supplier Sa Révérence de leur dire ce qui allait advenir d'eux et de leurs pauvres familles. Il leur répondit brusquement qu'il valait mieux pour eux mourir courageusement sur le champ de bataille que d'être immolés dans leurs maisons, et que, pour sa part, s'il trouvait quelques braves gens qui voulussent se joindre à lui, il était résolu à vendre chèrement sa vie et à prouver à ces monstres cruels qu'ils ne pourraient pas continuer impunément leurs meurtres et leurs dévastations. Tous répondirent en



criant qu'ils étaient décidés à suivre ses avis et à obéir à ses ordres. « Eh bien ! reprit-il, il nous faut, à la nuit, nous armer du mieux possible, avec des fourches et autres engins, et attaquer la milice à cheval de Camolen, à son retour chez le comte Mountnorris, où elle reviendra passer la nuit, après avoir satisfait sa rage sauvage sur les malheureux paysans sans défense. »

Le plan du père John fut promptement mis à exécution ; il se rendit sur la grande route par laquelle devait revenir la milice ; il laissa près d'une maison quelques hommes chargés de barrer le chemin avec deux charrettes, dès que le dernier cavalier aurait passé, et, à un demi-quart de mille de là, il éleva une barricade complète au travers de la grande route, et plaça tous les braves gens qui l'avaient suivi derrière une haie au bord du chemin ; puis il attendit dans cette position le moment de recevoir cette fameuse cavalerie de milice, revenant de se gorger de toutes sortes de crimes pendant ce jour mémorable, le 26 mai 1798.

Vers neuf heures du soir, ce corps de cavalerie, chevauchant à grande vitesse, rencontra sur sa route la barricade précitée, et se vit au même instant attaquée de front et en arrière par le père John et ses braves compagnons, armés de fourches. Les cavaliers, après avoir déchargé leurs pistolets, n'eurent pas le temps de les recharger ou de se servir beaucoup de leur sabres. En un mot, ils furent littéralement enlevés de leurs selles et tombèrent morts sous les pieds des chevaux. Le lieutenant Booky, qui commandait le corps en l'absence du comte Mountnorris, fut un des premiers tués ; c'était

un gremlin sanguinaire, et ce fut un juste châtement que celui qui les atteignit tous; mais, quoi qu'il en soit, le père John et ses compagnons s'enorgueillirent fort de leur victoire, et, y ayant gagné des armes, des munitions et des chevaux, ils se crurent formidables, et capables tout au moins de battre la cruelle milice dans chaque rencontre. Ils se rendirent de nuit à Camolen-Park, résidence de lord Mountnorris, et y trouvèrent une grande quantité d'armes de tout genre, enlevées quelques mois auparavant aux gens du pays, et même les carabines appartenant à la milice et qui n'avaient pas encore été distribuées, parce qu'on attendait pour cela l'arrivée du comte, de Dublin.

Pendant la nuit et le jour suivant, le 27 mai, dimanche de la Pentecôte, le peuple, en apprenant son succès, vint en masse se rallier sous l'étendard du père John; et dès que la nouvelle en arriva à Gory, les troupes prenant peur abandonnèrent la ville et laissèrent les prisonniers aller où bon leur semblerait. Mais, ayant appris que le père John se dirigeait d'un autre côté, elles revinrent à Gory et recommencèrent leurs persécutions comme auparavant. Elles arrêtèrent de nouveau un grand nombre d'individus qu'elles enfermèrent dans le grenier du marché pour pouvoir les massacrer dès que les insurgés paraîtraient dans la ville. Le pauvre Perry se trouvait parmi les prisonniers, et dans un terrible état, car il avait eu la peau du crâne et les cheveux complètement brûlés. Esmond Cane fut également arrêté et emprisonné ce jour-là.

Le père John eût pu marcher sur Gory et même sur

Arklow sans rencontrer grande résistance, mais il jugea préférable de soulever d'abord tout le comté de Wexford et de s'emparer des principales villes. Conformément à cette décision, il partit le 27 mai, jour de la Pentecôte, avec toutes ses forces, se montant à quatre ou cinq mille hommes, pour le mont Oulard, situé à dix milles de Wexford et à cinq milles d'Enniscorthy. Il campa sur cette montagne dans le but de donner aux malheureux qui se cachaient le temps de venir le rejoindre. Il aperçut bientôt en vue plusieurs corps de cavalerie de milice attendant à une certaine distance de la montagne l'arrivée de l'infanterie de Wexford pour commencer l'attaque.

Peu de temps après, il aperçut en marche un grand corps d'infanterie, flanqué de quelque cavalerie, et dès que les soldats commencèrent à gravir la montagne, le père John rassembla ses hommes et leur montra les divers corps de cavalerie qui attendaient, dit-il, « de nous voir dispersés par l'infanterie pour tomber sur nous et nous tailler en pièces ; mais restons fermement unis et nous battons certainement l'infanterie, et nous n'aurons plus rien à craindre alors des cavaliers, qui sont de trop grands poltrons pour s'aventurer dans l'action. » Tous promirent de suivre ses instructions. « Eh bien, alors, reprit-il, nous allons marcher sur les troupes qui gravissent la montagne, et lorsqu'elles seront déployées et prêtes à attaquer, nous ferons précipitamment retraite vers le lieu où nous sommes et nous nous jetterons derrière ce vieux fossé, » et il désigna une limite sur le sommet de la montagne. Toutes ses instructions furent fidèlement exécutées.

## BATAILLE DU MONT OULARD.

Le colonel Foote et le major Lombard commandaient les troupes royales, et dès qu'ils se trouvèrent à une double portée de fusil des insurgés, ils déployèrent leurs soldats et se préparèrent au combat, mais ils devinrent furieux en voyant les insurgés opérer leur retraite sur le sommet de la montagne; cependant ils les y suivirent promptement, sachant bien que la montagne était complètement cernée par les divers corps de cavalerie de milice et qu'il était impossible aux insurgés de s'échapper sans les rencontrer.

Le père John laissa l'infanterie s'avancer jusqu'à une demi portée de fusil du fossé, et alors quelques hommes se montrèrent sur chaque flanc et au centre, et, à leur aspect, toute la ligne d'infanterie fit une décharge. Le père John et tous ses hommes s'élancèrent sur les soldats et les attaquèrent pendant qu'ils rechargeaient leurs armes; ils se défendirent du mieux possible avec leurs fusils et leurs baïonnettes, mais ils furent bientôt écrasés et complètement battus par les piquiers, ou plutôt par les insurgés armés de fourches et autres engins, car peu d'insurgés avaient des piques à cette bataille pour les avoir livrées sur les exhortations et les avis des prêtres.

De l'expédition formidable envoyée de Wexford le

27 mai pour exterminer les insurgés, peu d'hommes revinrent pour apporter la terrible nouvelle de leur défaite et de la glorieuse victoire remportée par le peuple sur ses cruels tyrans. Les vaincus du mont Oulard appartenaient au parti de North Cork, qui depuis plusieurs mois était le fléau du pays et qui s'était distingué en recrutant des Orangistes à l'aide du gibet, du piquet et des bonnets de poix. Le major Lombard, l'honorable capitaine de Courcy, les lieutenants Williams, Ware, Barry, l'enseigne Keogh et tous les soldats, moins deux, restèrent morts sur le champ de bataille. En somme, il n'échappa que le colonel Foote, un sergent, un tambour et les deux simples soldats précités. Les insurgés n'eurent que trois morts et cinq ou six blessés. La cavalerie de Shilmalier, commandée par le colonel Lehunt, et les divers corps de cavalerie qui cernaient la montagne pendant la bataille et qui n'avaient pris aucune part à l'action, exécutèrent sur Wexford, Enniscorthy et Gory, une retraite précipitée dans laquelle ils fusillèrent tous les individus qu'ils rencontrèrent sur leur route, appelèrent les habitants des maisons sur leurs portes pour les tuer et firent partager le même sort à ceux qui dormaient en brûlant leurs maisons.

Salomon Richards, commandant de la cavalerie d'Enniscorthy, et Hawtry White, qui commandait les troupes à cheval envoyées de Gory pour exterminer le peuple, surpassèrent tout ce qu'on pourrait raconter des actes de cruauté commis par les lâches monstres qui se sauvèrent en ce jour mémorable de la Pentecôte, 27 mai

1798. Ils ne s'imaginaient guère toutefois que chaque victime qu'ils égorgaient de sang-froid amenait au camp populaire des milliers d'insurgés.

Leur dernière victoire exalta le père John et sa petite armée. En voyant les troupes royales fuir et se sauver dans toutes les directions, ils ne surent d'abord quelle division ils devaient poursuivre, mais n'ayant pas de cavalerie, ils se décidèrent à quitter le mont Oulard et à camper sur le mont Carrigrew. Le lendemain matin, 28 mai, à sept heures, ils marchèrent sur Camolen, et de là sur Ferns. N'ayant rencontré dans cette ville aucunes troupes royales pour le combattre, et ayant appris qu'elles avaient opéré leur retraite sur Gory et sur Enniscorthy, le père John résolut immédiatement d'attaquer cette dernière ville. Afin de fournir aux braves et malheureux habitants du pays une meilleure opportunité de quitter leurs retraites et de joindre son drapeau, il traversa la Slaney, avec sa petite armée, sur le pont de Scarawalsh; et cette habile manœuvre ou contre-marche eut certainement les plus heureux résultats; car, immédiatement après qu'il eut traversé la rivière, il fut rejoint par des masses d'hommes, au nombre desquels se trouvaient plusieurs de ces magnifiques jeunes gens qui se distinguèrent tant dans chaque combat subséquent contre les ennemis de leur patrie, et, entre autres, Ned Fennell, John Doyle de Bally Ellis, Nick Murphy de Monaseed, Michel Redmond et Mat Morney de Petit-Limerick. Thomas Synnot de Kilbride, moins jeune que beaucoup d'autres, les surpassait cependant encore par son activité. Bref, tous les beaux et braves

jeunes gens appartenant à la classe la plus respectable des fermiers du voisinage rejoignirent en ce jour mémorable le père John, et convinrent tous de lui obéir, de suivre ses instructions et de faire exécuter strictement ses ordres. Ils lui offrirent en même temps leur avis sur le meilleur mode de poursuivre la guerre, et cet homme courageux et simple les écouta avec plaisir ; c'est ainsi qu'il devint général en chef *provisoire*. Plût à Dieu qu'il eût conservé ce rang pendant toute l'insurrection ! Ses lieutenants ne rivalisaient alors entre eux qu'en déployant leur habileté et leur bravoure contre l'ennemi cruel qui depuis des mois désolait le pays.

Ces jeunes gens ne manquaient que d'un peu de pratique pour devenir de grands chefs et d'excellents officiers, et pour être à même d'obtenir par leur courage et leur tolérance l'indépendance complète de l'Irlande. Rien de plus éloigné de leurs vues qu'une guerre religieuse. La meilleure preuve en est leur affection et sincère attachement pour Perry, et tous les autres chefs protestants engagés avec eux dans cette sainte lutte pour secouer le cruel joug anglais, et établir à sa place la tolérance absolue pour toutes les croyances et opinions religieuses, c'est-à-dire la liberté civile et religieuse pour tous, aussi étendue que possible. Tel fut l'engagement sacré des Irlandais Unis entre eux, dès le début de la guerre, et ils n'en permirent jamais la violation, comme chefs, toutes les fois qu'ils purent l'empêcher. Et pourtant, parce que trois ou quatre prêtres, chassés de leur position neutre par les sanguinaires Orangistes, vinrent rejoindre le camp populaire, le gouvernement anglais

s'est efforcé de présenter l'insurrection irlandaise de 1798 comme une guerre purement religieuse, conduite par des prêtres. Et ce qui n'est pas moins étrange à dire, c'est que ce même gouvernement anglais et cette même nation anglaise exaltent jusqu'aux cieux, comme les plus grands héros du siècle, les évêques et les prêtres, qui, prenant le crucifix pour étendard, marchèrent à la tête du peuple espagnol, portugais, hongrois et lombard, pour chasser les Français et les Autrichiens de leurs patries respectives. Les malheureux prêtres catholiques irlandais de 1798 ne prouvèrent pas leur amour pour leur pays, comme le firent les clergés espagnol et italien, et le gouvernement anglais les récompensa fort mal de ce manque de patriotisme dont il avait profité.

Les prêtres sauvèrent de la ruine l'infâme gouvernement anglais en Irlande, et ils furent pauvrement récompensés de leur pieuse ardeur et de leurs efforts chaleureux, en cette occasion, pour tenir le peuple en esclavage. A l'exception du docteur Troy, archevêque catholique de Dublin, peu ou prou de prêtres obtinrent quelque faveur pour eux-mêmes ou leurs amis. Si dix comtés d'Irlande avaient fourni, chacun en même temps, un père John Murphy victorieux, les trente autres auraient suivi leur exemple. Les forces anglaises se seraient vues forcées alors d'évacuer le pays, car l'armée, réduite par la désertion et la maladie, aurait été écrasée partout par les masses populaires affluant sur elle de toutes les directions.

Cette longue digression m'a paru nécessaire, à ce point de mon récit, en raison des grands efforts des



ennemis de l'indépendance de l'Irlande, pour faire croire que les Irlandais Unis catholiques n'avaient eu d'autre objet en vue que d'exercer des représailles et des vengeances sur leurs compatriotes protestants, pendant la guerre. Si le diffamateur sir Richard Murgrave avait été le seul à propager une pareille calomnie, je dédaignerais d'y répondre, mais le fabricant de livres et ministre protestant Gordon, tout en concédant que la milice protestante avait commis les plus grandes atrocités et les meurtres les plus atroces sur les catholiques désarmés et innocents, avant le soulèvement, condamne cependant le père John Murphy, comme un fanatique vulgaire et féroce, parce qu'il eut le courage d'entrer en campagne et de livrer bataille à ces troupes sanguinaires dans lesquelles le fils de Gordon était officier. Est-ce là de l'histoire impartiale?

D'un autre côté, l'honnête Edward Hay, un membre de l'aristocratie catholique, dont le frère fut exécuté à Wexford, comme Irlandais Uni et chef d'insurgés, tâche de prouver dans son récit qu'il y avait très-peu d'Irlandais Unis dans le comté de Wexford, son pays, parce que les rapports trouvés à Oliver Bonds font à peine mention du comté de Wexford. La raison en est simple. Le délégué du comté, Robert Graham, eut la bonne fortune d'arriver trop tard à Bonds et de s'échapper. C'est pourquoi son rapport sur les hommes et les armes à l'assemblée provinciale ne put être trouvé.

Ailleurs, Edward Hay raconte que, grâce aux exhortations et aux efforts des prêtres de chaque paroisse, les piques furent généralement livrées et déposées pendant

la nuit dans les chapelles. Il rapporte également que Bagnel Harvey avait apporté toutes celles de son district le jour de son arrestation. Or, comme les Irlandais Unis seuls étaient disposés à courir le danger de posséder des piques, et qu'on en trouvait partout, il en résulte que la grande masse des habitants étaient Irlandais Unis. Le gouvernement le savait parfaitement. Il est donc inutile de s'efforcer de prouver que les habitants du comté de Wexford désiraient moins que ceux des autres comtés de secouer le joug de l'Angleterre.

Quel malheur que l'Irlande n'ait pu produire un historien capable de se glorifier de n'avoir été ni un coureur de places, ni un employé, ni un pensionnaire du gouvernement anglais! Les matériaux les plus précieux eussent été fournis à un tel homme. — Quelle pitié et quel malheur que l'auteur du *Capitaine Rock* n'ait pas possédé mille livres sterling de rente, ou tout au moins une indépendance qui eût pu lui permettre de vivre ailleurs qu'en Angleterre! Il eût pu pousser son histoire d'Irlande jusqu'à l'Union, et même plus loin, au lieu de l'arrêter au règne de Henri VIII, et il eût trouvé ainsi l'occasion de rendre justice au père John et à tous ces braves patriotes de 1798, qui sacrifièrent tout ce qui leur était cher, vie, fortune et toutes les joies de la terre, pour voir l'Irlande libre et gouvernée par des Irlandais, comme elle devrait l'être, au lieu de se trouver la dernière et la plus misérable des nations sur la surface du globe.

Un autre Irlandais, qui a entrepris d'écrire et de publier l'histoire des braves Irlandais Unis, déclare : « qu'il

n'est pas partisan des révolutions opérées par le sabre ; » mais comme cette déclaration répond parfaitement à la révoltante prétention cafarde de « ne pas répandre une goutte de sang, » j'abandonne ces saints personnages au jugement de la postérité, pour revenir au père John Murphy, qui eût été le dernier homme du monde à transgresser les lois de sa religion. En agissant comme il le fit pour résister aux meurtriers anglais, il prouva aux tyrans de la terre qu'il est dangereux de réduire même des esclaves au désespoir ; et ses succès dans cette juste guerre sont un bel exemple de ce que peut un peuple décidé à s'affranchir.

#### BATAILLE ET PRISE D'ENNISCORTHY.

Dès que l'attaque de la ville d'Enniscorthy eut été décidée, le père John conduisit sa petite armée à la montagne de Bally Orril. Je continue à appeler son armée ses sept ou huit mille hommes dont six ou sept cents étaient armés de fusils de guerre ou de chasse, et tolérablement fournis de munitions ; mais comme ils n'avaient ni artillerie ni cavalerie, il fallait de grands soins et de grandes précautions pour se procurer des provisions et les avoir toujours sous la main, afin de ne laisser aux insurgés aucun prétexte de quitter le camp pour en chercher. Aussi un parc de bétail fut-il ramené à l'ar-

rière de la colonne par des hommes diligents. Une halte sur la montagne de Bally Orril était devenue nécessaire, après une marche de six heures, pour faire reposer ceux qui étaient fatigués. De plus, on voyait une foule d'individus fuir les Orangistes et se diriger vers la montagne. Parmi eux se trouvait le révérend Michel Murphy, de Bally Carnew, accompagné de plusieurs beaux jeunes gens qui, bien que mal armés, possédaient tous une arme quelconque dont ils désiraient ardemment trouver l'occasion de se servir.

Toutes les dispositions étant prises, le père John quitta la montagne à une heure et demie, à la tête de sa petite armée, et marcha sur Enniscorthy. Une petite avant-garde de deux cents hommes, armés de fusils et flanqués de quelques piquiers, le précédaient. Ils rencontrèrent à la porte Duffrey, hors de la ville, toutes les forces militaires de la garnison, composées de plusieurs corps d'infanterie et de cavalerie, sous les ordres des capitaines Pounden, Cornocks, Richards, Jacobs, etc., à l'exception du capitaine Snow, de la milice de North Cork, qui n'avait pas jugé prudent de sortir de la ville et de marcher avec l'infanterie sous ses ordres, par suite sans doute de la sévère leçon que son régiment avait reçue la veille au mont Oulard. Mais, quoi qu'il en soit, l'avant-garde du père John se vit attaquée et chargée avec fureur par la cavalerie d'Enniscorthy, en approchant de la porte Duffrey, et elle fut obligée, non pas de faire retraite, mais de se réfugier derrière les fossés qui bordaient la route, pour échapper à la fureur des nombreuses charges de la cavalerie, qui dut alors se

replier sur le corps d'infanterie, placé à l'arrière, au point où deux ou trois routes aboutissent à la ville par la porte Duffrey.

Le père John, jugeant qu'il serait très-difficile de décider ses piquiers à attaquer cette masse d'infanterie, si bien postée, flanquée d'un côté par la rivière Slaney et de l'autre par des maisons et des murailles d'où partait un feu incessant, et voyant bon nombre de ses hommes tués en avançant, s'avisa d'un stratagème, après avoir pris l'avis des autres chefs. Il consistait à amener de l'arrière de la colonne trente ou quarante des bestiaux les plus jeunes et les plus sauvages et à les lancer sur l'ennemi; et, en effet, ces animaux, aiguillonnés par quelques centaines de piquiers braves et décidés, jetèrent la plus grande confusion dans les rangs de l'infanterie d'Enniscorthy. Plus les soldats tiraient, et plus les bestiaux et leurs conducteurs avançaient à travers la fumée et les balles, si bien que leurs lignes se trouvant complètement brisées, ils se virent forcés de rentrer précipitamment dans la ville, où le capitaine Snow et son infanterie, qui étaient demeurés sur le pont, purent protéger le passage de cette armée frappée de panique, et qui, le matin, s'était vantée de ne revenir qu'après avoir exterminé tous les insurgés. Les troupes royales pénétrèrent alors dans les maisons, des fenêtres et des portes desquelles elles entretenaient un feu terrible sur les insurgés qui les avaient bravement poursuivies dans la ville. Malgré le danger auquel l'exposait ce feu effrayant, malgré le spectacle de ses camarades tombant morts à ses côtés, le peuple se mit, avec calme et déter-

mination, à assiéger chaque maison dans laquelle s'était réfugié l'ennemi. Tant de persévérance et de courage finirent par l'emporter. Les troupes royales voyant brûler quelques maisons dans les faubourgs, sur la route de Wexford, et apparaître tout à coup un grand nombre de gens sur le sommet du mont Vinegar, qui commande complètement la ville, crurent qu'elles allaient être attaquées de tous les côtés; et se rappelant l'expérience qu'elles avaient déjà faite de l'intrépidité de cette brave petite armée irlandaise, elles sonnèrent tout à coup la retraite, s'enfuirent vers Wexford dans le plus grand désordre, et abandonnèrent la ville sans avoir pu exécuter leur menace de massacrer tous les prisonniers enfermés dans le château. Heureusement le gardien de la prison avait été l'un des premiers à se sauver en emportant les clefs avec lui, si bien que les cruels Orangistes se trouvèrent désappointés en ne trouvant pas le temps d'en briser les portes avant de fuir.

Mais si l'armée du père John avait été moins fatiguée et harassée de la longue marche qu'elle avait faite dans la matinée, et du combat qu'elle avait livré tout le jour, sans trouver le temps de prendre aucune nourriture, la moitié de cette bande infernale eût été faite prisonnière avant d'atteindre Wexford; car elle ne garda ni ordre ni discipline dans sa fuite, et les officiers s'étaient arraché leurs épauettes et autres signes de distinction, afin de passer pour de simples soldats dans le cas où ils se trouveraient atteints par le peuple.

Les troupes royales combattirent sans aucun doute bravement, et se défendirent du mieux possible pendant la

fois les meurtres barbares commis pendant mon absence : le massacre de Carnew, le meurtre du pauvre Garrett Fennell, de Darcy et de bien d'autres qui avaient partagé leur sort. Ma chère sœur croyait ne pouvoir trop s'étendre sur tout ce qui était survenu depuis mon départ, sur mes chevaux saisis, sur ma jument montée par trois individus qui lui avaient foulé les reins, etc. Mais si je n'avais pas remarqué une large cicatrice qu'elle avait au col, elle ne m'eût rien dit sur elle-même. Un milicien du corps de Gory, nommé Wheatly, le jour de l'arrestation du pauvre Hugh, l'avait menacée de lui couper la gorge avec son sabre, si elle ne lui déclarait pas immédiatement le lieu où j'étais caché, et le lâche gredin eût sans doute exécuté sa menace, si quelques-uns de ses camarades n'étaient pas intervenus pour l'en empêcher.

Quelques-uns de nos garçons de ferme et des fils de nos tenanciers ayant appris mon retour, vinrent se joindre à nous, et je me préparai à prendre congé de ma sœur, sachant bien que ma chère mère ne tarderait pas à revenir chez elle lui tenir compagnie. Cette fois, ma sœur me vit partir avec joie et bonheur, car elle était dévouée de cœur et d'âme au succès de notre entreprise ; son courage et son ardeur, dans de pareilles circonstances, étaient surprenants chez une fille de son âge, et jamais elle ne désespéra de notre cause. Je lui dis adieu et je partis avec mes fidèles amis, Earichty et Kearny, et ceux qui étaient venus nous rejoindre sur la grande route de Camolen, et nous atteignîmes cette ville, distante de sept milles, sans avoir rencontré un seul homme

les pères avaient été poursuivis jour et nuit par cette même milice, sûrs qu'ils étaient d'être fusillés s'ils tombaient entre les mains de ces monstres sanguinaires, qui furent la honte de l'humanité.

On établit immédiatement un camp sur le mont Vinegar, et l'armée irlandaise s'y rendit sans délai pour y passer la nuit. Le bruit que des troupes fraîches arrivaient pour l'attaquer produisit l'excellent effet d'obliger tous les trainards à quitter la ville et à rejoindre leurs corps respectifs sur la montagne.

Le nombre des morts et blessés fut à peu près égal des deux côtés; cependant le peuple eut plus de monde tué dans la ville en raison du feu dirigé sur lui des maisons à mesure qu'il entrait. Mais à la porte Duffrey, les troupes royales eurent plus d'une centaine de morts, parmi lesquels plusieurs officiers; le capitaine John Pounden de l'infanterie d'Enniscorthy, le lieutenant Hunt de la milice, et le lieutenant Carden de l'infanterie de Scarawalsh furent trouvés parmi les morts après la bataille.

J'espère qu'un jour, quand la pauvre Irlande sera libre, on élèvera un monument à la mémoire des braves gens qui contribuèrent si héroïquement au gain de la bataille d'Enniscorthy; à la mémoire de Thomas Synnott, qui, avec sa petite bande, traversa la rivière Slaney, hors de la ville, sous le feu de l'ennemi; à celle de ces braves compagnons qui, dans les faubourgs, mirent le feu à leurs propres maisons sur les derrières des troupes royales, et qui, leur ayant fait supposer par là qu'elles étaient environnées de tous côtés, les forcèrent à fuir en désordre dans toutes les directions.



## RÉFLEXIONS.

Il serait en vérité impossible d'apprécier les grands et précieux résultats qu'on eût pu obtenir après la victoire d'Enniscorthy, pour l'indépendance de l'Irlande, si elle eût été promptement suivie d'une autre victoire qu'on eût pu facilement remporter le lendemain, 29 mai, au lieu de rester sur le mont Vinegar à recevoir les députations de la garnison de Wexford, qui avait littéralement capitulé en délivrant ses prisonniers et en les chargeant de traiter en son nom, ou en d'autres termes, de lui donner le temps de fuir. Toutes les forces irlandaises, se montant alors à dix ou douze mille hommes, auraient marché de suite sur New-Ross, ville dont elles se seraient promptement emparées, car les troupes y étaient frappées de terreur comme à Wexford. De New-Ross, l'armée aurait pu suivre la rivière Barrow jusqu'à Carlow, et cette marche rapide aurait fourni aux comtés de la Reine et de Kilkenny, l'occasion de se soulever en masse et de former des camps particuliers; et le même jour, 29 mai, trois ou quatre mille hommes auraient pu être détachés pour aller s'emparer de Bunclody ou Newtown Barry, où les troupes étaient également terrifiées, au lieu de leur donner le temps de se remettre de leur panique en attendant jusqu'au premier juin, c'est-à-dire

quatre jours plus tard, pour prendre la ville qui fut évacuée le même jour, grâce aux renforts qui étaient venus au secours de la garnison.

L'armée irlandaise, maîtresse de Newtown Barry, aurait pu poursuivre sa victoire en longeant la rivière Slaney jusqu'à Tullow, où les braves gens qui échouèrent à Carlow le 25 mai l'auraient rejointe et auraient trouvé une meilleure occasion pour combattre et plus de temps pour se préparer à de nouveaux combats. Cette marche rapide aurait procuré un autre grand avantage en permettant à Garrett Byrne de Ballymanus de rejoindre le camp insurrectionnel avec ses braves gens du comté de Wicklow, et, la jonction une fois opérée, il eût pris le commandement en chef, ce qui eût produit le meilleur effet, car il jouissait de la plus haute considération et il était aimé et estimé de tous. Tous eussent obéi à ses ordres et les eussent exécutés avec empressement. Mais au lieu de cela, ces braves gens de Wicklow accomplirent des marches nocturnes, par groupes de vingt hommes, pour rejoindre le camp du mont Vinegar. Lorsqu'ils arrivèrent, ce n'étaient pas les hommes qui manquaient ; car le brave et hardi Thomas Cloney de Moneyhore avait rejoint le camp le 29 mai, à la tête d'un corps splendide de braves compagnons déterminés. Tout jeune qu'il fût, il avait à peu près vingt-quatre ans, Cloney était un homme du jugement le plus solide, de l'honneur le plus pur, de la bravoure la plus froide et parfaitement propre à devenir un chef. Il était grand de six pieds et deux ou trois pouces, bien proportionné et beau. Si la guerre avait continué et réussi, il serait devenu

non-seulement un bon général, mais un homme d'État et un sénateur. Il était toujours prêt à sauver la vie des prisonniers, souvent même au péril de la sienne, et il fut cependant cruellement persécuté pour son humanité et sa loyauté. Son long emprisonnement et ses souffrances sont bien connus de tout véritable patriote irlandais. Je manque d'expressions pour rendre justice à la mémoire de M. Cloney; je l'ai bien connu, et comme j'aurai à parler souvent de lui avant la fin de mon récit, je m'efforcerai de réparer les omissions qui auront pu m'échapper à l'égard de tout ce qui aurait pu lui faire honneur.

Un autre gentleman, un des plus purs patriotes irlandais qui ait jamais vécu, rejoignit le camp populaire à Enniscorthy le 29 mai. William Barker était un riche habitant de la ville, non-seulement en relation avec toute l'aristocratie catholique du comté, mais allié de près aux premières familles protestantes de la ville et du comté. Il n'appartenait à aucune société politique, mais il n'hésita pas à accepter un commandement lorsqu'une chance s'offrit de rendre l'Irlande indépendante et libre. En agissant ainsi, il eut, selon moi, plus de mérite qu'aucun de ceux qui prirent part à cette guerre.

M. Barker ayant servi avec distinction en France dans l'une des brigades irlandaises du régiment de Walsh, le peuple avait grande confiance dans son expérience comme officier et comme brave militaire, et se montrait toujours prêt à lui obéir et à exécuter ses ordres. Sa brillante conduite à la bataille du mont Vinegar, le 21 juin, où, à la tête de sa division, il défendit le poste

important de la porte Duffrey contre les troupes anglaises, et où il perdit un bras, prouva que le peuple avait fait en lui un excellent choix. Mais j'en parlerai plus en détail quand j'arriverai au récit de cette bataille. M. Barker, consulté, proposa d'aller prendre de suite New Ross, le même jour, ce qu'on eût pu probablement accomplir sans grande perte, tant était grande la panique des troupes royales. Malheureusement l'avis de M. Barker fut repoussé par la majorité des autres chefs qui, tous, désiraient s'emparer d'abord de Wexford. Il était sans doute très-important de posséder de suite la capitale du comté, mais il l'était encore davantage de ne pas donner à l'ennemi huit jours pour rassembler ses forces à New Ross, ce qui arriva, car cette ville ne fut attaquée que le 5 juin. Sa prise, le 29 mai, eût ouvert une communication avec la province de Munster et poussé toute sa population à prendre les armes contre l'ennemi commun, car New Ross était la clef et la route principale de ce pays où se trouvaient peu de troupes régulières; quant à la cavalerie de milice, elle n'était bonne qu'à fusiller de sang-froid les pauvres gens sans défense, et dans le cas d'un soulèvement général, sa conduite cruelle fût devenue bientôt plus préjudiciable aux troupes royales qu'aux Irlandais, car elle eût poussé tout individu capable de porter les armes à rejoindre le drapeau irlandais. En ne se soulevant pas en cet instant critique, le peuple des comtés adjacents de Waterford, de Tipperary et de Kilkenny affligea et attrista les amis de l'indépendance de l'Irlande; car la crise terrible était arrivée où tout véritable Irlandais eût dû prendre les armes

pour chasser du pays l'ennemi commun. Ce ne fut pas de la part du peuple manque de courage, mais parmi les chefs manque d'unanimité pour entrer en campagne, conformément aux engagements ou aux promesses qu'ils avaient solennellement souscrites. Plusieurs d'entre eux étaient sans doute absents ou en prison, mais il en restait en nombre suffisant pour conduire le peuple à la victoire et pour suivre le sublime exemple du brave peuple du comté de Wexford. Mais, hélas ! la destinée de la pauvre Irlande dépend encore d'une occasion, comme elle en dépendit en décembre 1796, lorsque le général Grouchy, en l'absence du général Hoche, manqua, non du courage, mais de la résolution nécessaire pour débarquer en Irlande l'armée française sous ses ordres et marcher directement sur Dublin. Il n'y avait pas alors dans le pays de forces anglaises suffisantes pour l'en empêcher, et, au contraire, il eût été rejoint par plus de cent mille Irlandais avant d'atteindre la capitale, où il eût trouvé les moyens de les équiper et de les armer en très-peu de temps.

On pourra me demander, puisqu'il était si facile de trouver cent mille hommes, pourquoi on ne fit pas l'affaire sans le secours des Français ? Ma réponse sera simple. — Les patriotes irlandais manquaient, en 1796, d'un point de ralliement et d'armes. Mais, en 1798, la bataille et la victoire d'Enniscorthy auraient, dans une grande mesure, suppléé à ces difficultés, si on n'avait pas commis deux grandes fautes après cette victoire. J'ai déjà signalé la première, qui fut de ne pas suivre l'avis de M. Barker de marcher le 29 mai sur New Ross

et non sur Wexford, et de fournir ainsi à la province de Munster l'occasion de se soulever en masse. Ce soulèvement général eût donné suffisamment d'occupation aux troupes royales régulières; et, quant à la milice, j'ai déjà dit également qu'elle rendait service à l'armée irlandaise par ses cruautés à l'égard des habitants qui n'avaient pas rejoint le camp insurrectionnel.

La seconde grande faute fut de concentrer les forces irlandaises au mont Vinegar pour y attendre et accepter une bataille générale le 21 juin, avec à peine quelques pièces d'artillerie et presque sans cavalerie, tandis que l'armée anglaise était fournie des unes et de l'autre. Rien n'eût été plus facile que d'éviter cette bataille; si, au lieu de marcher sur le mont Vinegar pour couvrir Wexford, la division qui arrivait du comté de Wicklow eût traversé les montagnes de ce comté et se fût approchée par cette manœuvre de Dublin, la division anglaise eût été obligée de retourner immédiatement en arrière pour couvrir la capitale. La guerre, dès lors, se fut prolongée jusqu'au débarquement des Français, au mois d'août, sous les ordres du général Humbert. Et, bien que les forces qu'amenait ce brave général ne consistassent qu'en un détachement de huit cents hommes, l'effet moral qu'il eût produit eût suffi pour soulever en masse les trois provinces; car tout le monde savait bien que d'autres expéditions étaient prêtes à partir de France pour venir renforcer ce qu'on appelait l'avant-garde du général Humbert. Et alors, l'à jamais regretté Tone, Tandy et bien d'autres chefs eussent accompagné les soldats français dans chaque partie de l'Irlande et le

peuple se fût rallié autour d'eux comme autour de ses libérateurs.

Cette longue digression m'a paru nécessaire pour prouver et expliquer l'immense importance de la victoire gagnée à Enniscorthy, si elle eût été rapidement suivie d'une ou deux autres victoires, qu'il eût été facile à cet instant de remporter. Il suffisait pour cela de continuer à obéir quelques jours de plus aux chefs sous les ordres desquels on avait gagné les deux dernières batailles, et d'attendre pour choisir convenablement un commandant en chef et un état-major parmi les splendides jeunes gens qui se distinguaient dans chaque combat livré à l'ennemi commun.

## CHAPITRE II

### SOMMAIRE

**Grande indécision au camp insurrectionnel. — Arrivée des députés de Wexford apportant des propositions de la garnison et des troupes royales. — L'armée irlandaise va camper sur la montagne des Trois Roches, près de Wexford, pour y passer la nuit. — Le lendemain matin, 30 mai, défaite de la milice de Meath; prise de deux pièces de canon et de leurs trains. — Négociation et reddition de Wexford à l'armée irlandaise. — Bagnel Harvey sort de prison et est nommé commandant en chef par le peuple. — Cruautés des troupes royales dans leur retraite au fort Duncannon. — Soulèvement général des habitants des baronnies de Bargy et Forth, provoqué par elles. — Ils prennent pour chef Cornelius Grogan. — Grandes ressources fournies au général Harvey, à son état-major et à son armée par la ville de Wexford.**

Le camp du mont Vinegar présentait le matin du 29 mai 1798, après la victoire, un des plus glorieux et des plus splendides spectacles qu'ait jamais provoqués l'indépendance de l'Irlande. Les plus beaux jeunes gens du monde y affluaient de toutes les directions, mais spécialement de la baronnie de Bantry et du pays conduisant à Ross. Il y régnait sans nul doute une grande confusion et une grande agitation, mais c'était l'agitation d'une masse populaire suppliant ses chefs de la conduire à une victoire qu'elle ne pouvait manquer de remporter, tant elle était avide de rencontrer l'ennemi et de trouver l'occasion de se venger des monstres cruels qui commettaient toute espèce de crimes, en violant les femmes, en brûlant les maisons et en en fusillant de sang-froid les



propriétaires sur leurs portes, en présence de leurs femmes et de leurs filles. La discussion entre les divers partis à l'égard de la prochaine ville à attaquer fut en réalité très-vive; les uns désiraient retourner à Gory qu'ils savaient avoir été réoccupée par les troupes royales; les autres voulaient marcher sur Carnew pour venger le meurtre des vingt-huit pères de famille immolés, avant l'insurrection, sans autre juge ou juré que le ministre protestant Cope, qui présidait au massacre. Plusieurs se présentaient en victimes comme ayant eu la tête rasée et coiffée d'un bonnet de poix bouillante, qui enlevait non-seulement la peau, mais souvent la chair, traitement inhumain qui en défigura un grand nombre pour la vie. D'autres, qui avaient été mis au piquet ou à demi pendus, réclamaient le droit de se venger des villes où s'étaient accomplies ces persécutions inouïes.

Telles étaient les scènes de conflit que présentait dans cette matinée mémorable le camp du mont Vinegar.

Les braves gens qui avaient gagné les batailles du mont Oulard et d'Enniscorthy, bien qu'ils se trouvaient à quinze et vingt milles de chez eux, étant pour la plupart du pays situé au nord et au nord-est de la ville, avaient cependant décidé, avec les milliers de jeunes gens qui venaient de rejoindre le camp, de marcher en avant et d'attaquer Ross, lorsque malheureusement l'arrivée d'Edward Fitzgerald de Newpark et de John Colclough de Bally Teague fit changer ce plan. Ces messieurs étaient depuis quelques jours emprisonnés avec Bagnel Harvey dans la prison de Wexford, comme accusés d'être Irlandais Unis. On les délivra et on les pria de se

rendre au camp populaire du mont Vinegar, pour engager les insurgés à se disperser et à déposer les armes. L'absurdité de proposer à une armée victorieuse de se débander, et à ses membres de retourner chez eux pour y attendre qu'on les fusillât en détail, prouve de quelle panique se trouvait frappée la garnison de Wexford, et combien il eût été facile de s'en rendre maître et de la forcer à mettre bas les armes, en marchant rapidement sur la ville, au lieu de faire, pour atteindre la montagne des Trois Roches, le circuit accompli le 29 mai et qui donna aux troupes royales le temps de se remettre de leur panique et d'attendre les renforts qu'elles attendaient d'heure en heure de Ross et du fort Duncannon.

On décida que John Colclough retournerait à Wexford pour déclarer à la garnison qu'on n'acceptait d'autres conditions que la reddition complète de la ville, et conséquemment, dès qu'il eut reçu ses instructions, il partit pour porter cette terrible nouvelle aux cruels Orangistes qui composaient les forces de la place.

Edward Fitzgerald fut retenu au camp, non comme otage, mais comme un digne homme, possesseur de grandes propriétés, jouissant d'une grande influence dans le pays et que le peuple considérait comme très-propre à devenir son chef. M. Fitzgerald, qui ne connaissait rien à la guerre, se montra peu disposé à accepter aucun commandement, mais il resta et s'identifia avec le peuple et sa cause, et leur fut fidèle jusqu'à la fin.

M. John Hay de Newcastle rejoignit le camp le même jour, et comme il avait servi quelque temps en France,

on pensa qu'il deviendrait de suite un des principaux commandants ; mais, soit par modestie, soit par suite de l'absence de matériel de guerre, de discipline et de munitions qui existait dans le camp, et de l'habitude qu'il avait du service régulier, on ne put le décider à accepter aucun commandement ce jour-là. Il n'en combattit pas moins bravement par la suite jusqu'à sa mort. Il fut exécuté à Wexford après que la ville eût été reprise.

On décida de garder un petit camp permanent sur le mont Vinegar, et l'armée se mit enfin en marche pour Wexford.

Elle se montait alors à au moins seize mille hommes, dont trois mille armés de fusils et parmi lesquels se trouvaient les meilleurs tireurs du pays, entre autres les habitants de la baronnie de Shilmalier qui étaient élevés dès l'enfance à chasser le gibier sauvage dans les marais pendant l'hiver pour gagner leur vie, et à envoyer chaque semaine à Dublin des charges de barnacles ou oiseaux de mer. Une armée, flanquée de pareils carabiniers, n'avait rien à craindre de la cavalerie de milice ; et aucune des forces anglaises régulières réunies à cette époque sur un point quelconque du pays, n'eût osé les rencontrer en campagne. Aussi, la marche de cette vaillante petite armée irlandaise sur la montagne des Trois Roches, à trois milles de l'autre côté de Wexford, ne souffrit-elle aucun empêchement. On forma immédiatement un camp et on plaça des avant-postes pour se garder de toute surprise ; puis la masse fatiguée se disposa à se reposer pendant la nuit. Mais le lendemain matin, 30 mai, de bonne heure, les insurgés

furent réveillés par la nouvelle qu'on apercevait à distance une force armée accompagnée d'artillerie, sur la route du fort Duncannon à Wexford, et venant renforcer la garnison et les troupes royales.

Cette nouvelle parut heureuse aux braves gens, qui avaient rejoint récemment le camp insurrectionnel, et qui désiraient vivement trouver l'occasion de prouver qu'ils égalaient en courage et en intrépidité ceux qui avaient gagné les batailles du mont Oulard et d'Ennis-corthy. On laissa cette avant-garde des forces royales, envoyée par le général Fawcet, qui était resté à Taghmon, poursuivre sa route jusqu'à ce qu'elle fût arrivée sur le chemin qui longe la montagne des Trois Roches, et là, elle se vit attaquée en même temps de front et en arrière par une troupe détachée du camp populaire et conduite par les braves Cloney, John Kelly de Killan, Robert Carty et Michel Furlong de Templescoley. Le combat ne dura pas plus de quinze minutes; ce détachement des troupes royales fut complètement tué ou fait prisonnier; il consistait en une centaine d'hommes de la milice de Meath, y compris les artilleurs et trois officiers, plus deux pièces de canon. Le résultat de cette brillante affaire produisit les plus heureux effets en ce que non-seulement il amena la reddition de Wexford, et frappa de terreur les ennemis et les persécuteurs du peuple dans tout le pays, mais prouva en outre que le peuple pouvait produire les plus grands héros, lorsqu'il combattait pour l'indépendance de sa patrie adorée contre les cruels tyrans anglais.

J'ai mentionné ailleurs Thomas Cloney comme un

homme propre à occuper les situations les plus élevées ; il me faut maintenant parler de l'à jamais regretté John Kelly de Killan, que tous ceux qui le connurent, ou qui le virent dans les combats, considéraient comme possesseur des plus belles qualités du véritable patriote et de la bravoure et de l'héroïsme des plus grands généraux de l'antiquité. Ce brave jeune homme serait devenu le *Hoche* de l'Irlande si la guerre avait continué et réussi. Il se guérissait rapidement des blessures qu'il avait reçues à la bataille de Ross, lorsque les implacables Orangistes de Wexford le firent exécuter après que la ville eût été reprise par les troupes royales.

Le résultat de la victoire remportée à la montagne des Trois Roches fut certainement grand ; mais combien il l'eût été davantage si Edward Fitzgerald, Edward Roche et John Hay, que le peuple considérait tous les trois, en raison de la haute position et de l'influence qu'ils possédaient dans le pays, comme destinés à prendre un commandement spécial, au lieu de négocier avec l'ennemi et de lui donner par là le temps de s'échapper par terre et par mer, eussent marché de suite sur Wexford avec quinze mille hommes et les deux obusiers qui venaient d'être pris, pour intercepter immédiatement toutes les routes aboutissant à cette ville, et spécialement celle conduisant à la baronnie de Forth, et prévenir ainsi toute possibilité d'une retraite sur le fort Duncannon. Cette mesure, convenablement exécutée, eût obligé la garnison à se rendre à discrétion, et à déposer les armes sous peine d'être massacrée jusqu'au dernier homme. Le moment d'exécuter ce plan eût été celui où le colo-

nel Watson, arrivant avec la garnison pour attaquer le camp irlandais à la montagne des Trois Roches, fut tué à la tête des troupes royales, et où ses soldats s'enfuirent vers la ville dans le plus grand désordre et la plus grande hâte, saisis d'une terreur et d'un effroi suprêmes. En les poursuivant vigoureusement, le peuple serait entré avec eux pêle-mêle, dans la ville, sans aucune opposition. De plus, des milliers d'insurgés se trouvaient au même moment réunis à l'extrémité du pont de bois donnant sur la campagne et prêts à se joindre à l'armée irlandaise arrivant du camp de la montagne des Trois Roches pour attaquer la ville. Pour n'avoir pas songé à temps à ce plan, ou du moins pour ne l'avoir pas mis à exécution, les chefs irlandais devinrent les dupes de la plus infernale déception ou ruse de guerre qui ait jamais été mise en œuvre en pareil cas. Deux respectables et libéraux gentlemen protestants, l'avocat Richards et son frère, furent chargés par la garnison de se rendre au camp populaire pour y traiter de la reddition et de l'évacuation de la ville par les troupes royales. Ils étaient porteurs d'une lettre de M. Bagnel Harvey. Ce gentleman, enfermé depuis plusieurs jours dans la prison de Wexford, venait d'être délivré par ses cruels ennemis pour s'en faire un instrument à l'aide duquel ils espéraient gagner le temps de se sauver avec leurs armes et leurs munitions, qu'ils eussent été forcés de livrer, si les décisions du peuple avaient été exécutées. Les MM. Richards furent bien reçus au camp, et on convint immédiatement de garder l'un d'eux en otage, tandis que l'autre retournerait à Wexford, accompagné

de M. Edward Fitzgerald, pour assister à l'accomplissement des termes de la capitulation. Après leur départ, le camp populaire commença à se diriger, avec des précautions ridicules, de la montagne des Trois Roches vers les monts Windmill, près de la ville, pour se trouver prêt à recevoir les armes, les munitions et autres articles de guerre qui devaient être livrés en vertu des articles de la capitulation. Mais lorsque Edward Fitzgerald et l'avocat Richards arrivèrent à Wexford, les troupes royales avaient fui, en emportant avec elles ou en détruisant toutes les armes et munitions que renfermait la ville, et dont le peuple avait un si grand besoin.

L'exaspération et l'indignation des insurgés, en se voyant dupés par la couarde garnison, furent si grandes, que leurs chefs durent employer les plus grands efforts pour empêcher la ville d'être brûlée de fond en comble, et encore ce danger n'était-il pas autant à craindre de la part de la trop prudente armée de la montagne des Trois Roches que de celle des milliers de braves qui arrivaient de l'autre côté de la ville, et qui, s'ils n'eussent été retenus à réparer le pont, dont une partie avait été brûlée à l'autre extrémité, Ferry Bank, seraient arrivés, selon toute probabilité, à temps pour intercepter et détruire une grande partie des troupes qui se sauvaient dans la confusion et le désordre le plus grand, sans observer aucune espèce de discipline militaire. Il eût suffi d'envoyer après elles quelques centaines d'hommes résolus pour les défaire complètement avant qu'elles eussent atteint la *Scar* à la ville de Barry. Poursuivies de la sorte, elles n'auraient pas eu le temps de quitter la

grande route, et de massacrer de sang-froid, comme elles le firent, les gens innocents et inoffensifs par tout le pays.

M. Edward Fitzgerald, au lieu d'avoir à traiter avec les forces royales de la reddition de la ville, fut supplié, par quelques-unes des autorités civiles, ayant à leur tête le maire, D<sup>r</sup> Jacob, de se rendre sur le pont pour engager les masses populaires qui le traversaient à ne pas mettre le feu à la ville. Il parvint, avec la plus grande difficulté, à apaiser les insurgés et à les empêcher momentanément de tirer vengeance, comme ils se croyaient autorisés à le faire, des nombreuses persécutions exercées par les cruels magistrats qui avaient fui avec les troupes royales, et qui avaient tant contribué, avant et après l'insurrection, à inonder le pays du sang de ses plus dignes citoyens.

Pendant que M. Fitzgerald était occupé à tenter de pacifier les braves qui se répandaient dans la ville par le pont en criant : « Victoire et vengeance ! », l'armée de la montagne des Trois Roches, qui s'était arrêtée sur les monts Windmill, entra dans la ville en meilleur ordre, ses chefs en tête, et tous s'efforcèrent, de la manière la plus digne d'éloge, de prévenir tout pillage ou toute perpétration d'offense envers les habitants, mais plus particulièrement de faire respecter les femmes de toute classe et de tout parti. Ils y réussirent au delà de leur attente, et ce fut une chose merveilleuse en présence de l'exaspération et du désappointement du peuple, qui se voyait privé des approvisionnements militaires qu'il s'attendait à trouver conservés pour lui dans la ville. Rien ne peut



surpasser la joie et l'enthousiasme de la partie patriote des habitants de la ville en voyant fuir leurs cruels ennemis, et leurs libérateurs traverser la ville en grand triomphe. Presque chaque maison fut ornée, à cette occasion, de drapeaux verts, de rameaux verts et de décorations de toute sorte. Tout cela, avec les portes ouvertes partout, et les rafraichissements de toute sorte libéralement offerts et distribués par les habitants à une armée forte alors de vingt mille hommes, contribua en une grande mesure à maintenir l'ordre. De plus, on envoya immédiatement fouiller les navires et bâtiments qui se trouvaient dans le port, et on y trouva un grand nombre de munitions et d'armes et quelques Orangistes qui se proposaient de s'enfuir par mer et qu'on ramena prisonniers à terre.

En considérant les événements de la journée, Wexford fut remarquablement tranquille pendant la nuit du 30 mai, mais le lendemain matin, 31, de très-bonne heure, l'agitation recommença. L'armée se montrait avide de courir à de nouvelles victoires; elle reçut l'ordre d'aller camper sur les monts Windmill et de se diviser en deux corps ou divisions, dont l'une, formée des habitants de la rive de la Slaney, du côté de Wexford, marcha sur Tahgmon. Comme on avait appris que le général Fawcet avait fui précipitamment de cette ville vers le fort Duncannon avec le 13<sup>e</sup> régiment de la milice de Meath, dès qu'il avait reçu la nouvelle de la défaite de son avant-garde à la montagne des Trois-Roches, rien n'empêchait plus cette division de l'armée irlandaise d'aller attaquer immédiatement et de prendre la ville de Ross. Mais malheureusement un

manque de détermination hardie prévalut parmi ses chefs. A la fin, ils nommèrent Bagnel Harvey leur commandant en chef. Ce gentleman, quoique libéral et patriote, et bien qu'il inspirât une confiance illimitée, par son intégrité et son zèle pour la cause sacrée du peuple, ne possédait pas les talents militaires ou les qualités nécessaires pour occuper un rang et une position aussi importants; de plus, sa très-délicate constitution le rendait complètement impropre à un commandement pareil.

Le fait de M. Harvey, protestant de la plus grande considération, choisi par ses compatriotes catholiques pour être leur commandant en chef, eût dû suffire à prouver que les Irlandais avaient entrepris contre leurs cruels ennemis, les Anglais, non une guerre religieuse, mais une guerre ayant pour but d'obtenir des droits égaux et complets pour les individus de toute opinion religieuse, et d'assurer la complète indépendance de leur patrie.

Le commandant en chef choisit alors, pour composer son état-major, plusieurs jeunes gens splendides qui, avec un peu d'expérience, seraient tous devenus des officiers distingués. Parmi ces jeunes gens se trouvait John Devereux, de Taghmon, qui devint plus tard le général Devereux, au service de l'Amérique du Sud, et qui contribua tant avec Bolivar à l'indépendance de ce pays, dans lequel il avait été forcé de s'expatrier pour échapper aux persécutions des magistrats Orangistes de Wexford. Mais son digne père ne put se soustraire à la rage de ces vils tyrans; ils le firent arrêter et enfermer dans la pri-

son de Wexford, où il mourut peu de temps après, avant qu'ils aient eu le temps de le faire exécuter.

Outre les moyens de composer son état-major de jeunes gens d'un courage exemplaire et de talent, le général en chef Harvey trouva beaucoup d'autres ressources pour son armée dans la ville de Wexford ; entre autres, des armuriers pour réparer les armes à feu et des forgerons pour fabriquer des piques ; une presse pour imprimer des proclamations, qu'on aurait dû publier et distribuer par milliers, pour prohiber le pillage et le vol de tout genre, mais surtout la mise à mort du plus grand criminel avant qu'il eût été jugé ; et, dans ce but, il eût fallu former et attacher à chaque armée une commission spéciale ou une cour martiale pour juger tous les coupables et rendre une justice impartiale à tous les partis. Sans doute, il eût été difficile tout d'abord d'empêcher les milliers d'insurgés, dont les plus proches parents avaient été tués de sang-froid avant le soulèvement, de se venger sur ceux de ces monstres qui leur seraient tombés dans les mains ; mais, malheureusement, les innocents sont parfois victimes de ce genre de représailles, et il eût été d'une meilleure politique de faire le contraire de ce que l'ennemi pratiquait journellement ; quoi qu'il en soit, les meurtres de sang-froid ne sauraient jamais être utiles à aucune cause.

Les baronnies de Forth et de Bargy offrirent de grandes ressources au général Harvey pour approvisionner son camp de vivres de toute espèce ; leurs habitants étaient très-industrieux et nécessairement bien munis de provisions en général, mais ils étaient moins

sensibles à l'état de dégradation et d'esclavage dans lequel on les tenait que les autres habitants des autres baronnies du comté, et si les troupes royales n'en avaient pas fusillé un grand nombre dans leur retraite de Wexford au fort Duncannon, très-peu d'entre eux eussent rejoint le camp irlandais. Mais la nouvelle du meurtre de tant de gens innocents et sans défense les tira de leur apathie, et conséquemment plusieurs milliers d'entre eux se réunirent et se rendirent auprès de Cornelius Grogan, de Johnstown, pour le prier d'être leur chef. Ce vieux gentleman, quoique alors malade de la goutte, accepta ; il monta à cheval immédiatement et se rendit à leur tête à Wexford avec de vertes bannières déployées. Les patriotes de la ville éprouvèrent la joie la plus grande en voyant un protestant d'une position aussi élevée et d'une fortune aussi considérable que les siennes dans le pays, joindre leur étendard. Mais une cruelle destinée attendait ce digne homme ; il tomba victime de la rage de la vengeance et fut l'un des premiers exécutés quand la ville fut reprise par les Anglais. Son frère, Thomas Knox Grogan, capitaine de la cavalerie de milice de Castletown, fut tué à la bataille d'Arklow, en combattant dans les rangs anglais contre le peuple. Le troisième frère, John Grogan, commandant de la cavalerie de Heathfield, se retira avec les troupes royales dans le fort Duncannon, et cependant, malgré la part active qu'il prit à la tête de son corps et malgré son dévouement et sa fidélité à tout ce qui était anglais, il n'eut pas assez d'influence pour sauver de la potence son malheureux frère Cornelius. Telle était la reconnaissance et le

mode de récompenser les meilleurs services pratiqués à cette terrible époque par les ennemis de l'Irlande !

Le capitaine Keugh, un gentleman protestant bien connu, fut nommé commandant de la ville de Wexford, qui fut divisée en quartiers, et on nomma une commission composée des habitants les plus respectables pour veiller à la police, aux approvisionnements et à l'égalité de répartition des vivres entre tous les habitants sans distinction. On organisa une garde civique dont les officiers furent nommés par leurs soldats, et qui fit un service de jour et de nuit et rendit de grands services en maintenant l'ordre.

## CHAPITRE III

### SOMMAIRE

L'armée irlandaise se sépare en deux corps ou divisions. — Le 31 mai aux monts Windmill. — L'un de ces corps, sous les ordres du général Harvey, marche sur Taghmon, Carrick Byrn, le mont Corblet et New Ross. — L'autre corps se rend dans la direction de Gory sur le mont Vinegar et le mont Carrigrew, où il établit un camp. — 1<sup>er</sup> juin, prise et abandon de Newtownbarry ou Bunclody, par une petite division de l'armée irlandaise. — 4 juin, bataille de Tuberneering ou Clough gagnée sur le général Loftus et le colonel Walpole; ce dernier est tué et son armée détruite. — Prise de Gory le même jour. — Mise en liberté de tous les prisonniers. — Formation d'un camp sur la montagne près de la ville. — 5 et 6 juin, reconnaissances envoyées du camp dans toutes les directions. — 7 juin, l'armée marche à l'attaque de Carnew et campe sur le mont Kileavan, en apprenant la fuite du général Loftus et de toutes les forces royales sur Tullow. — 8 juin, l'armée revient au camp de Gory. — 9 juin, bataille d'Arklow.

Telle était la situation favorable des choses à Wexford quand le général Harvey et son corps d'armée quittèrent les monts Windmill pour Taghmon, où ils campèrent la nuit du 31 mai 1798, tandis que l'autre corps ou division, composée principalement des habitants de la rive nord de la Slaney et de ceux qui avaient gagné les batailles du mont Oulard et d'Enniscorthy, retournait des monts Windmill, dans la direction de Gory, au mont Vinegar et au mont Carrigrew. Cette brave petite armée, qui possédait un grand nombre de chefs distingués, n'avait cependant pas encore choisi de général en chef. Le père John Murphy conservait toujours son influence sur ceux qui le connaissaient.

Le révérend Philippe Roche, qui venait de rejoindre l'armée irlandaise, était un ecclésiastique des plus élégantes manières, un individu accompli, grand et beau, humain et brave au delà de toute expression. Il avait été attaché pendant quelque temps à la chapelle paroissiale de Gory, et y avait appris les nombreux actes inhumains commis par les magistrats Orangistes du voisinage sur le peuple sans défense et sans armes; aussi n'hésita-t-il pas à prendre une part active à la lutte.

Le révérend père Kearns, qui venait de rejoindre également l'armée, profita immédiatement de son influence, comme ecclésiastique, pour proposer de marcher à l'attaque de Newtownbarry ou Bunclody. Il fut à l'instant suivi par près de deux mille cinq cents hommes braves et déterminés, mal fournis d'armes à feu, mais armés de piques et autres engins. Le père Kearns était un des hommes les plus solides et les plus forts qu'on pût rencontrer dans n'importe quel pays, et sa bravoure égalait sa force. S'il eût été élevé pour l'état militaire, dans un pays comme la France, où le courage et le mérite sont certains d'être récompensés, il serait devenu un Kléber, et se serait promptement élevé au premier rang dans quelque armée dont il eût fait partie.

Le 1<sup>er</sup> juin, Kearns et sa petite division partirent en bon ordre, en remontant la rivière Slaney, et en chassant devant eux la cavalerie de la milice toutes les fois qu'elle apparaissait ou qu'elle osait s'arrêter. Kearns fit ranger ses hommes en bataille sur une petite montagne près de la ville de Newtownbarry, pour donner le temps à l'arrière-garde et aux traînards d'ar-

river et de rejoindre le corps principal. Pendant cette halte, je m'approchai de lui pour la première fois; il était à cheval et bien monté, et en vérité il fallait un bon cheval pour le porter. Je pris la liberté de lui signaler combien il serait désirable d'occuper de l'autre côté de la ville une position militaire pareille à celle où nous nous trouvions, dès que nous nous serions rendus maîtres de la place. Il m'arrêta court. Je désirai poursuivre, mais il me répondit en levant son fouet : « Dites à ceux que vous commandez de ne rien craindre tant qu'ils me verront ce fouet à la main. » C'était la seule arme qu'il possédât. Point n'ai besoin d'ajouter que cette brusque réponse appela un sourire sur le visage de ceux qui écoutaient notre très-courte conversation, et qu'elle augmenta sans aucun doute leur croyance que cet homme puissant était destiné à les conduire à la victoire. Lui parler d'un point de ralliement en cas de retraite lui paraissait pire qu'une trahison; il avait déjà brûlé ses vaisseaux.

Lorsque le père Kearns pensa que sa petite armée était suffisamment reposée, il ôta son chapeau, en restant toujours à cheval, et engagea ses soldats à s'unir à lui dans une courte prière; tous s'agenouillèrent; il donna ensuite le signal de l'attaque, qui fut exécutée avec tant de promptitude et de vigueur, que le colonel Lestrangle, qui commandait la garnison avec cinq cents hommes d'infanterie régulière et la cavalerie de la milice, fut écrasé et forcé de se retirer précipitamment et dans le plus grand désordre. Vingt hommes de la garnison à peu près, se trouvant coupés et n'ayant pas le temps de



s'échapper, s'emparèrent d'une maison isolée appartenant à un M. Maxwell, des fenêtres de laquelle ils tirèrent et tuèrent plusieurs insurgés dans la rue. En s'efforçant de déloger ces hommes, le père Kearns perdit du temps et ne put poursuivre les troupes royales qui fuyaient en désordre, et qui, rencontrant un renfort de la milice du comté du Roi qui venait à leur secours, se rallièrent à lui et reprirent courage. Elles revinrent sur la ville et n'y trouvèrent pas la petite armée irlandaise dans une position assez formidable pour leur résister, car elle était dispersée dans les rues principales. Tel fut le véritable motif qui obligea Kearns et ses hommes à se retirer et à évacuer Dunclody ou Newtownbarry, et non l'ivresse et le pillage, comme le prétendirent les éternels ennemis de la cause irlandaise pour la déshonorer. Pour ma part, je dois déclarer que je ne rencontrai pas un seul homme ivre pendant le temps que nous occupâmes la ville. De plus, les liqueurs les plus fortes auraient à peine pu causer l'ivresse dans le court espace de temps que dura l'occupation. Car, en moins d'une heure, Kearns et ses hommes se trouvèrent de nouveau hors de la ville, et, séparés en plusieurs détachements, ils durent pendant quelque temps se frayer un passage en combattant à travers jardins et sentiers; mais, l'infanterie ne les poursuivant pas, ils avaient peu à craindre la cavalerie, dont vingt piquiers réunis à deux ou trois hommes armés de fusils, suffisaient pour tenir à distance respectueuse les meilleurs soldats. Le nombre des tués et blessés fut à peu près égal des deux côtés.

La brave petite armée du père Kearns, si formidable le matin et dont on attendait tant, se vit ainsi forcée de se retirer sans pouvoir accomplir le grand objet qui était le but de l'expédition : c'est-à-dire l'ouverture d'une communication en amont de la Slaney avec les comtés de Carlow et de Wicklow, qui eût offert aux habitants persécutés de ces comtés, journellement dispersés et poursuivis comme des bêtes sauvages, l'occasion de se rallier et de se réunir en assez grande force pour obliger leurs ennemis à fuir devant eux comme des brins de paille. En outre, les infâmes villes de Carnew et Dunlavin, dans le comté de Wicklow, où s'étaient commis tant de meurtres de sang-froid avant le soulèvement, eussent été châtiées comme elles le méritaient. La ville de Tullow eût été prise immédiatement, et Carlow aurait trouvé une nouvelle chance de venger ses désastres du 25 mai; et la mort et l'exécution cruelles de l'excellent et humain sir Edward Crosby, que tout le monde regrettait, et les deux ou trois cents victimes des exécutions militaires qui avaient eu lieu à Carlow auraient suffi pour soulever de nouveau tout le pays.

Si on avait gardé Newtownbarry, comme on eût pu le faire aisément, et si on avait poursuivi vigoureusement le colonel Lestrangle à un mille hors de la ville, il eût été forcé de quitter la grande route avec les troupes qu'il commandait pour se disperser et s'échapper à travers champs, et les renforts qui arrivaient à son secours auraient suivi cet exemple. Car, telle était la terreur panique répandue par la cavalerie de milice dans sa fuite,

que rien ne put la rallier avant son arrivée à Clonegal ; et, quant aux quelques Orangistes qui s'étaient réfugiés dans la ville, il eût mieux valu leur laisser la possibilité de s'échapper, que la tombée de la nuit leur eût promptement offerte, ou les brûler dans les maisons s'ils avaient continué à tirer.

Les hommes de Kearns, bien qu'obligés d'abandonner Newtownbarry par des routes différentes, se maintinrent cependant en petits détachements dont chacun était suffisant pour tenir tête à la cavalerie de milice. Ne connaissant point alors d'autre point de ralliement que le mont Vinegar, ils se dirigèrent tous sur ce point, marchant à leur aise, et s'arrêtant la nuit, toutes les fois que cela leur convenait, pour regagner le camp deux ou trois jours après, suivant leur idée ; et comme ils ne rencontrèrent pas d'ennemis, ils eurent tout le temps nécessaire pour se remettre de leur grande fatigue et se préparer à de nouveaux combats. Pour ma part, j'aspirais à rejoindre le corps principal aussitôt que possible, et, ne sachant où le trouver, je proposai à mes compagnons de marcher directement sur le mont Vinegar, où sans doute nous trouverions toutes les informations que nous désirions. Nous y arrivâmes le 2 juin, et nous apprîmes que les insurgés qui marchaient sous les ordres du père John Murphy, du père Roche et des autres chefs étaient alors campés sur le mont Carrigrew. Nous partîmes immédiatement, et nous arrivâmes le 3 juin à ce camp, où je trouvai des centaines de camarades que je n'avais pas vus depuis des mois et qui me connaissaient depuis mon enfance. Ces braves compagnons venaient

justement de sortir de leurs retraites, et ils avaient couru les plus grands dangers en venant rejoindre le camp, car il leur avait fallu traverser les points du pays occupés par l'ennemi, et où ces monstres cruels, et particulièrement un régiment de cavalerie, les *Anciens Bretons*, accompagnés des Orangistes, de Hunter Gowan et de sa canaille noire, commettaient toutes sortes d'outrages. Disons, à l'honneur du peuple, qu'il respecta les femmes de la famille de ce meurtrier. Hunter Gowan avait quatorze filles, toutes grandes; elles se sauvaient à Arklow, le 28 mai, lorsqu'elles rencontrèrent un parti d'insurgés commandé par Mert Mernagh, de Limerick. Ces jeunes femmes, connaissant parfaitement le nombre d'innocents fusillés de sang-froid par leur père, s'attendaient sans nul doute à toute espèce de mauvais traitements; mais Mernagh et ses compagnons leur assurèrent qu'elles n'avaient rien à craindre, et, après avoir fouillé leurs voitures en quête d'armes et de munitions, ils les escortèrent, sur la grande route conduisant à Arklow, jusqu'à une certaine distance, où elles n'avaient plus à craindre de rencontrer des bandes du même genre, et cela au risque de rencontrer eux-mêmes l'ennemi en force supérieure. Si Mernagh fût tombé entre les mains de l'ennemi, sa conduite humaine et généreuse à l'égard de ces jeunes femmes eût été considérée comme une preuve suffisante qu'il était un chef d'insurgés, et il eût été, en conséquence, immédiatement jugé et exécuté à ce titre. Tel fut le genre de justice turque pratiqué par les Anglais pendant cette guerre. Et, cependant, nulle provocation de leur part ne put

amener le peuple à s'abaisser jusqu'à se venger sur de faibles femmes : elles furent partout respectées comme elles devaient l'être. Aucun exemple du contraire ne put être signalé après la fin de la guerre; et, à l'exception d'une chapelle du vieux Ross, aucune église protestante ne fut endommagée, tandis que tous les édifices du culte catholique furent brûlés.

Ce fut le 3 juin que j'eus le bonheur de revoir pour la première fois mon pauvre demi-frère, Hugh Kennedy, depuis que j'avais été forcé de quitter notre maison, au commencement de mai. Je lui trouvai meilleure mine que je ne pouvais l'espérer après tout ce qu'il avait souffert. Il s'occupait à former des pelotons et des sections, et ses soldats paraissaient lui obéir volontiers. En sa qualité de citoyen de Dublin, on l'avait jugé capable de les instruire et de leur apprendre à se mettre en ligne et à la rompre pour se former en colonne par pelotons et par sections. Je vis avec plaisir le grand désir témoigné par chacun, dans le camp, de voir s'établir une organisation militaire par paroisses et par villes, et dans laquelle les hommes de chacune d'elles eussent librement choisi leurs propres officiers et promis de leur obéir; mais, malheureusement, on ne trouva jamais le temps d'accomplir une œuvre aussi nécessaire au succès de notre cause. C'était presque impossible, car nous étions presque toujours en marche ou à escarmoucher contre l'ennemi. Cependant, on négligea une chose qui eût pu être faite : c'était d'obliger les chefs et les officiers connus du système des Irlandais Unis de porter sur le bras une marque distinctive du grade qu'ils occupaient. Cette précaution

eût prévenu plusieurs incidents désagréables qui eurent lieu pendant nos marches nocturnes. Une autre mesure, qui fut également projetée, aurait eu les meilleurs résultats : c'était, dès que nos hommes auraient eu choisi leurs officiers et consenti à leur obéir, de les amener à consentir également à faire tailler leurs habits dans une sorte de forme militaire, avec les pans retournés, quelle qu'en eût été la couleur. Cette espèce d'uniforme, jusqu'au moment où on aurait pu s'en procurer un meilleur, les aurait empêchés, dans une grande mesure, de quitter le camp sans la permission de leurs officiers. Ils eussent certainement eu honte d'être vus vaguant dans le pays, tandis que d'autres eussent été obligés de faire un dur service à leur place; paraître dans un village avec des habits d'une coupe militaire, tandis qu'on se serait battu à quelque distance, les eût déshonorés pour toujours, et, s'ils eussent essayé de changer d'habit ou de remplacer l'uniforme irlandais par un uniforme d'une autre coupe, ce fait eût été considéré comme un acte non-seulement de désertion, mais de haute trahison, passible du châtiement le plus sévère. Mais, au lieu d'adopter ces règlements nécessaires, chacun s'habillait de la façon qu'il croyait lui être la plus avantageuse et devoir lui donner un air *guerrier*; le vert était nécessairement la couleur favorite, et on l'employait à profusion partout où on pouvait s'en procurer. Comme on ne pouvait en trouver en quantité suffisante pour en fournir à tout le monde, il eût été raisonnable d'adopter la simple cocarde verte, et d'exiger que tous la portassent à leurs chapeaux sans aucun autre signe. Cette cocarde et des galons

sur le bras pour distinguer les divers grades, eussent parfaitement suffi aux officiers jusqu'au moment où on eût pu se procurer des uniformes et des épaulettes. On manquait de tambours ou d'instruments de musique pour appeler les hommes à l'assemblée; on y remédia par les porte-drapeaux de chaque corps, qui, accompagnés d'une petite escorte, traversaient le camp en criant aux hommes de tel ou tel corps de rejoindre immédiatement leur drapeau; et, comme ils mentionnaient toujours le nom des baronnies, des villes ou des paroisses auxquelles appartenait ce corps, il est probable que cet expédient atteignait mieux le but que le son d'un tambour pour les oreilles de gens de la campagne, qui, n'ayant jamais eu affaire au sergent instructeur, n'auraient jamais pu comprendre la signification du tambour, tandis que le cri du doux nom de leur baronnie ou village natal les réveillait immédiatement. Que de fois j'admirai la vivacité de ces braves gens au cri du porte-étendard : « Hommes de Sbilmalier, à votre drapeau! » — « Hommes du corps de Monaseed, rejoignez immédiatement votre drapeau, nous allons partir, etc. » Cette dernière ville ne renfermait que très-peu de maisons; mais le domaine de Monaseed était assez considérable, et tous ses habitants prirent une part très-active à la guerre et fournirent plusieurs hommes qui se distinguèrent jusqu'à la fin dans chaque bataille et chaque escarmouche; et, comme ils étaient tous Irlandais Unis, ils suivirent les chefs qu'ils avaient élus eux-mêmes avec une entière confiance, et ils n'eurent jamais de motifs de regretter les choix qu'ils avaient faits. Le porte-étendard du corps de Monaseed,

Pat Murray de Crane, un homme déterminé, rendit les plus grands services en se trouvant toujours à son poste, prêt à appeler les hommes aux armes quand il le fallait. Il était très-fier de son drapeau, et avec raison, car c'était l'un des plus beaux du camp, et il était orné de harpes et d'emblèmes verts fournis par de belles jeunes dames qui sympathisaient avec notre cause sacrée. Murray eut l'honneur de s'emparer lui-même de ce drapeau, la première nuit du soulèvement, chez le comte Mountnorris, à Camolen-Park, après la défaite de Bookey et de sa cavalerie; il appartenait à l'un des corps de volontaires de 1782, et le comte le gardait sans doute comme un trophée de la maigre indépendance parlementaire arrachée à cette époque aux Anglais pour la pauvre Irlande, et que le grand lord Charlemont et le grand orateur Flood jugeaient parfaitement suffisante pour l'instant; car, dans l'opinion de ces bigots, les esclaves catholiques romains n'avaient aucun titre à être émancipés ni à participer, avec leurs compatriotes protestants, aux libertés nouvellement acquises. C'est un fait bien connu qu'aucun catholique romain ne fut admis dans les corps de volontaires du comté de Wexford, en 1782. Quelles vues éclairées différentes possédaient, quelques années plus tard, les à jamais regrettés lord Edward Fitzgerald, Arthur O'Connor, Emmett et les autres grands patriotes qui sacrifièrent tout ce qui leur était cher pour obtenir une égale et complète représentation pour les Irlandais de toute opinion religieuse! Ces grands hommes savaient trop bien que l'Irlande ne pouvait obtenir justice que par la force des armes. Malheu-



reusement, nous nous trouvions privés de leur aide et de leurs conseils, car le plus grand nombre d'entre eux étaient en prison ou avaient fui à l'étranger avant le soulèvement.

Les braves gens qui s'étaient fait rayer des divers corps de milice, ou qui en avaient été exclus comme soupçonnés d'être Irlandais Unis, se trouvaient alors au camp de Carrigrew et y rendaient les plus grands services, comme chefs et comme instructeurs; et particulièrement ceux des corps de Grogan de Castle-town, de Beaumont de Hyde-Park, et de celui de White de Bally-Ellis. Ce dernier étant un corps d'infanterie, ses membres, tous bien exercés, servaient d'instructeurs et apprenaient aux gens de la campagne à charger et à amorcer sans danger leurs fusils. Ceux qui avaient servi dans la cavalerie, se trouvant être d'excellents cavaliers, étaient considérés comme des militaires expérimentés et ils agissaient en conséquence pour la plupart comme chefs, et le peuple innocent des campagnes leur obéissait et les suivait sans hésitation, ce qui eut les plus heureux effets pendant notre courte campagne.

## BATAILLE DE TUBBERNEERING OU CLOUGH.

La halte des 2 et 3 juin au camp du mont Carrigrew parut nécessaire pour donner le temps de rejoindre à ceux qui, en revenant de Wexford, s'étaient écartés pour s'informer de leurs familles. Ces deux jours furent bien employés à se préparer à de nouveaux combats et à obtenir des informations exactes sur les forces de l'ennemi et sur leurs positions respectives et les villes qu'elles occupaient. On obtint promptement ces renseignements des pauvres gens qui avaient dû fuir et se sauver de chez eux devant les troupes royales qui marchaient en dévastant tout sur leur passage. On apprit de bonne heure dans la matinée du 4 juin que quatre divisions munies d'artillerie et accompagnées de plusieurs corps de cavalerie de milice, marchaient pour attaquer notre camp de Carrigrew; elles arrivaient, l'une de Carnew, l'autre de Newtownbarry, et les deux dernières de Gory par deux routes différentes. Le général Loftus commandait la division du centre; le colonel Walpole, celle de gauche, et toutes ces divisions devaient arriver et attaquer la montagne au même moment.

Notre petite armée irlandaise, se montant alors à environ dix ou douze mille hommes, ne possédait qu'un maigre approvisionnement de poudre et de balles pour nos fusils

et n'avait ni artillerie ni cavalerie, sauf quelques gentlemen-fermiers qui se trouvaient encore assez bien montés parce que *tous* leurs chevaux n'avaient pas été pris par les Orangistes.

Nous dûmes nous préparer à combattre et à lutter contre toutes les forces régulières qui s'avançaient pour nous détruire et nous rejeter dans la mer. Tous les chefs réunis, le père John Murphy et les autres, décidèrent immédiatement qu'on marcherait à l'attaque de la division des troupes royales venant de Gory et qu'on s'emparerait de la ville, si c'était possible, pour délivrer la seconde fournée de prisonniers qui s'y trouvaient enfermés, avant que les cruels magistrats aient eu le temps de les faire exécuter.

Le 4 juin, à neuf heures du matin environ, notre armée se rangea en ligne sur le domaine de M. Donavan, près du mont Carrigrew, et je dois le dire, dans un ordre plus militaire que de coutume. Après que la ligne eut été brisée en colonnes et qu'on eut formé une avant-garde de deux cents à trois cents hommes dont quelques-uns étaient à cheval, l'ordre de marcher sur la route de Gory fut donné; l'avant-garde, flanquée de quelques bons tireurs, partit en bon ordre et précéda la colonne à la distance d'un mille; je faisais partie de cette avant-garde ainsi que la plupart des amis et des parents que j'avais trouvés au camp. Nous marchâmes en bon ordre jusqu'à notre arrivée près de Tubberneering où la route qui conduit à Gory tourne un peu à gauche en formant un coude. A ce détour ou ce point de la route nous aperçûmes l'armée anglaise rangée en ligne de bataille, et

son artillerie placée et prête à faire feu. Immédiatement un de nos cavaliers rebroussa chemin pour prévenir la tête de notre colonne de cette circonstance ; mais, avant qu'il eût eu le temps de s'éloigner beaucoup, une décharge de l'artillerie et de la mousqueterie de l'ennemi nous prouva suffisamment qu'il était en position de nous recevoir. Cette volée nous tua et nous blessa un grand nombre d'hommes ; nous tinmes bon et nous traversâmes un grand champ pour tirer parti d'un fossé qui se trouvait entre nous et l'ennemi sur notre flanc gauche et qui nous amenait à une demi-portée de fusil près de lui. Mais cette manœuvre nous coûta cher. Mon cousin germain Pat Bruslaun eut une partie de la cuisse emportée par la mitraille, et, de l'autre côté de moi, je vis tomber plusieurs de mes connaissances et entre autres Ned Doyle qui avait été pendant des années domestique chez mon père ; il reçut une balle de fusil à travers la cuisse, mais il se rétablit promptement de sa blessure et il combattit ensuite avec un double courage dans plusieurs batailles. Une fois établis dans notre nouvelle position, nous nous trouvions si près de l'ennemi que nous avions moins à le craindre, car nous pouvions faire agir plus facilement nos piquiers ; et nos fusiliers ayant devant eux une espèce de parapet, entretenaient un feu bien dirigé dont chaque coup devait porter.

Tandis que nous occupions ainsi l'ennemi, notre colonne ou corps principal formait à l'arrière sa ligne de bataille qui, s'étendant principalement sur notre flanc gauche s'avancait en une sorte de demi-lune, ou de croissant. Le colonel Walpole, voyant cette manœuvre

et n'apercevant pas encore la division du général Loftus qui devait appuyer son flanc droit, ordonna la retraite afin de donner à cette division le temps d'arriver. Mais, dès que le feu de ses canons cessa, nous nous élançâmes, nous courûmes sur l'artillerie, et, avant que les conducteurs aient eu le temps d'atteler leurs chevaux nous avons pris trois pièces de six, leurs camions et, en un mot, tout ce qui appartenait à cette artillerie.

Les conducteurs et les artilleurs furent traités avec respect, mais bien que prisonniers, on les obligea à monter aux hommes qui les gardaient, à manœuvrer et à se servir de cette artillerie.

Rien ne peut égaler l'enthousiasme de notre ligne de bataille marchant, disons mieux, accourant au secours de l'avant-garde, surtout lorsqu'elle vit le beau parc d'artillerie qui venait de tomber entre nos mains. Nos soldats crurent très-naturellement que la bataille était complètement gagnée, mais ils en avaient encore une autre à livrer, non loin de là, car le colonel Walpole arrêta et rallia ses troupes à Clough, à un mille environ en arrière de Tubberneering, et il y fut rejoint par une centaine de grenadiers que lui envoyait le général Loftus. Avec ce renfort il se crut capable de maintenir sa position jusqu'à ce que le général lui-même arrivât à son secours avec toute sa division.

Ce n'est que rendre justice à la mémoire du malheureux colonel Walpole que de dire qu'il déploya la bravoure d'un soldat et qu'il combattit avec la plus grande persévérance dans sa situation critique; mais il fut bientôt écrasé par nos hommes que la victoire avait tellement

animés que rien ne put arrêter leur marche en avant. Walpole fut presque entièrement cerné par nos forces qui le débordèrent avant qu'il tombât. Nous le trouvâmes étendu mort sur la route et paraissant avoir reçu plusieurs coups de feu. Son cheval gisait tué à côté de lui et il était environné de plusieurs simples soldats morts et blessés. Ses troupes s'enfuirent alors dans le plus grand désordre et ne purent être ralliées; on les ramassa par douzaines d'hommes dans les champs et sur la route de Gory. Bien qu'ils se fussent débarrassés de leurs armes, de leurs fourniments et de tout ce qui pouvait les alléger, les soldats de Walpole furent cependant rattrapés par nos piquiers. Il était curieux d'en voir un grand nombre avec leurs habits retournés; ils avaient pensé sans doute que cette marque de désaffection à l'égard des Anglais les empêcherait d'être maltraités, s'ils étaient faits prisonniers. Mais cette manœuvre était inutile, car je n'ai pas eu connaissance d'un seul exemple de mauvais traitements à l'égard d'un prisonnier pendant ces jours de combat; nos hommes étaient en trop bonne humeur pour se montrer cruels après la victoire qu'ils venaient de remporter.

Malgré le gain de la bataille de Clough et bien que les troupes royales fussent en pleine retraite, il y avait encore deux choses à craindre et à prévenir; la première, que les lâches miliciens qui n'avaient pas osé prendre part à l'action, ne trouvassent le temps de massacrer les nombreux prisonniers enfermés à Gory, et principalement ceux qu'on avait déposés dans le grenier du marché situé dans la grande rue que ces hommes féroces avaient

à traverser; et la seconde, que l'infanterie, en s'échappant, n'eût le temps d'occuper quelque maison isolée et de s'y barricader jusqu'à ce que des renforts vinssent la délivrer. Pour prévenir ces deux malheurs, nous résolûmes de poursuivre l'ennemi assez rapidement pour ne lui laisser le temps d'accomplir ni l'un ni l'autre. De Clough à Gory, à une distance de plusieurs milles, nous ne permîmes à l'ennemi ni de se rallier, ni de faire la moindre résistance. et nous entrâmes ainsi dans la ville de Gory, sur les talons des fuyards. Ils ne trouvèrent que le temps de tirer dans les fenêtres du lieu où les prisonniers étaient enfermés. Heureusement, Esmond Kyan, qui se trouvait parmi eux, les fit coucher à plat ventre sur le parquet, dès qu'il aperçut l'ennemi approcher, et, grâce à cette précaution, il sauva ses compagnons et lui-même, car aucun d'eux ne fut blessé; les balles ne brisèrent que les vitres et allèrent se loger dans la muraille de l'autre côté du grenier du marché.

Je dois dire ici, sans vanité, que je ne m'étais jamais senti auparavant aussi fier ni aussi heureux que je le fus en cette occasion, à la pensée de me trouver parmi les premiers des nôtres qui contribuèrent à sauver la vie de tant de braves gens et à les délivrer. Je ne connaissais Esmond Kyan que de réputation, mais il avait bien connu mon père, et ma famille et moi ne lui étions nécessairement pas étrangers. Il fut pour nous en ce moment la plus précieuse des acquisitions, car sa bravoure et son activité ne pouvaient être dépassées, bien qu'il eût perdu un bras quelques années auparavant. Il por-

taît un bras de liége et ne paraissait pas en manquer.

Très-versé dans l'art du canonnier, Esmond Ryan se rendit immédiatement sur la colline ou l'élévation de terrain commandant la ville, où était assis notre camp, pour prendre la direction du parc d'artillerie que nous venions d'acquérir nouvellement, et dont le commandement ne pouvait certainement être confié à un officier plus brave ou plus expérimenté. Il eut bientôt l'honneur de tirer la première salve de cette artillerie, lorsque le général Loftus parut en vue avec toutes ses forces pour nous attaquer, et cette démonstration fit promptement disparaître ce trop prudent général. Cette volée si bien dirigée lui fit croire naturellement qu'il s'était trop approché de notre camp et qu'il courait le risque de se voir prendre également son artillerie. Mais, heureusement pour lui, nos hommes se trouvaient complètement éreintés pour n'avoir eu le temps de prendre ni repos, ni nourriture de la journée, car autrement ils l'eussent poursuivi et forcé probablement à abandonner derrière lui quelques-uns de ses canons. Quelques-uns de nos hommes, qui étaient assez bien montés, furent envoyés à la poursuite de la division Loftus pour voir quelle direction elle avait prise. Ils revinrent bientôt nous dire que les troupes royales ne marchaient pas, mais fuyaient sur la route de Carnew. Quel malheur que nous n'ayons pas eu de cavalerie équipée et bien armée pour les poursuivre et attaquer leur arrière garde, qui se trouvait dans un tel état de confusion, qu'elle eût été forcée de se rendre, ou tout au moins de nous abandonner un grand nombre de prisonniers.



Le résultat du combat de ce jour fut incalculable pour notre cause. On y vit une foule de braves compagnons se précipiter dans les plus grands dangers pour l'amour et l'indépendance de leur pays seuls, car on ne pouvait encore s'attendre à voir prévaloir parmi eux la discipline militaire. Je désirerais pouvoir me rappeler tous leurs noms, afin de les mentionner dans ce récit comme un léger tribut payé à la mémoire de ces vrais patriotes, qui risquèrent tout ce qui leur était cher sur la terre pour voir l'Irlande telle qu'elle devrait être. Il en est quelques-uns toutefois que je n'oublierai jamais, par exemple, Ned Fennell, John Doyle, Nick Murphy, Michel Redmond, Mert Mernagh, Laurence et Luke Finn, Isaac et Jacob Byrn de Bally-Ellis; quant au pauvre Anthony Perry d'Inch, bien qu'il fût sorti de prison quelques jours auparavant, il souffrait tellement du cruel traitement qu'il avait subi, de l'application sur la tête d'un bonnet de poix qui lui avait enlevé toute la peau du crâne et d'une partie de la face, qu'il se trouvait trop abattu et trop faible pour nous rendre les services qu'il nous eût rendus s'il eût été bien portant et dans un état de santé ordinaire, car c'était un vrai soldat dévoué à la cause.

Les récits très-incomplets publiés sur la bataille de Tubberneering ou Clough par des personnes qui évidemment n'y assistaient pas, m'obligent à mentionner plus particulièrement tout ce dont je fus personnellement témoin pendant ce jour mémorable, le 4 juin 1798. Dans cette journée, la puissance de la pique comme arme de guerre, lorsqu'elle est maniée par des hommes conve-

nablement disciplinés, fut complètement démontrée.

Une version de cette bataille attribue la défaite de Walpole à son amour de la toilette, à laquelle, dit-on, il dépensait plus de temps qu'aux opérations et à la tactique militaires. Cependant nous voyons qu'il ne s'attarda pas ce matin-là à sa toilette, car il eût été exact au rendez-vous du mont Carrigrew, fixé d'après le plan concerté avec le général Loftus, si nous ne l'avions pas rencontré sur la route; quant à ne pas avoir eu d'éclaireurs, la meilleure preuve qu'il en eut, c'est qu'ils le prévinrent de notre marche, et que nous ne le surprimes pas, puisqu'il rangea sa division en ligne de bataille pour nous recevoir; et il eût eu certainement le temps d'opérer sa retraite sur Gory avant que notre corps principal eût pu le rejoindre, s'il eût préféré la fuite au combat ou au risque d'une bataille. Un autre récit prétend « qu'aucune des armées n'avait de vedettes en avant et que la collision fut soudaine, etc. » Au contraire, notre avant-garde marchait avec toutes les précautions prises d'habitude par les détachements envoyés en reconnaissance, c'est-à-dire pour éviter de tomber dans une embuscade d'un côté ou de l'autre et pour avancer jusqu'à ce qu'on ait parfaitement découvert l'ennemi. Nous accomplîmes tout cela, et, après avoir rencontré l'ennemi, nous aurions pu nous replier sur notre corps principal sans aucune crainte ou sans aucun reproche. Heureusement nous gardâmes notre position et nous contribuâmes, par notre persévérance, à la victoire. Une troisième version prétend, qu'en entendant le canon de Walpole et le bruit de la fusillade pendant l'engage-

ment, le général Loftus, ne pouvant traverser la campagne, se rendit par la route sur la scène de l'action, etc. Qui l'empêchait d'arriver par le même chemin que les grenadiers qu'il avait envoyés renforcer Walpole à Clough? Il fut arrivé alors à temps pour prendre part à la lutte. Les divisions qui venaient de Newtownbarry et de Carnew pour nous attaquer entendaient la fusillade aussi bien que celles que commandait le général Loftus, et elles savaient parfaitement que la bataille était engagée. Pourquoi préférèrent-elles se tenir à une distance aussi respectueuse? Leur cavalerie, parfaitement montée et composée de grands chasseurs de renards, aurait pu couper partout la campagne et arriver sur nos derrières pour opérer une opportune diversion en faveur de l'armée de Walpole. La vérité est qu'elles furent frappées de panique et qu'on ne put les décider à agir. De plus, leur *spécialité* était de massacrer de sang-froid des gens inoffensifs, et non de rencontrer sur un champ de bataille un ennemi armé.

J'ai déjà dit qu'en poursuivant aussi rapidement les troupes régulières et la cruelle milice à travers la ville de Gory, nous avons sauvé la vie non-seulement à plus de cent prisonniers qui étaient enfermés dans la prison de la ville et dans le grenier du marché, mais aussi à un grand nombre d'individus qui s'attendaient à chaque instant à être arrachés à leurs demeures et à leurs familles. Ces derniers, parmi lesquels se trouvaient plusieurs de mes connaissances, accoururent, je n'ai pas besoin de dire avec quelle joie et quelle promptitude, nous saluer comme leurs libérateurs, et joindre notre

étendard pour partager nos périls et nos fatigues futures. J'en connaissais un depuis mon enfance, Denis Doyle, car ses parents et lui étaient nos voisins, et nous étions habitués à nous rencontrer le dimanche à la chapelle de Monaseed. Il était établi depuis quelque temps à Gory comme marchand de bois à construire, et il s'attendait à chaque instant à être jeté en prison ou fusillé. Ce fut moi qu'il reconnut le premier au milieu de nos forces, et il accourut à moi les bras ouverts; il pouvait à peine réprimer son étonnement et sa joie pendant que je lui racontais la bataille que nous venions de gagner; il m'apprit que Walpole avait engagé plusieurs paris que nous ne pourrions résister vingt minutes sur le mont Carrigrew, et Doyle m'avoua que lui-même avait jugé impossible que nous pussions tenir tête aux troupes régulières qu'il avait vu réunir et partir le matin pour attaquer notre camp, avec de l'artillerie de toute espèce, et accompagnées d'une douzaine de corps de cavalerie de milice.

Denis Doyle devint, à partir de ce jour, l'un de nos braves et actifs officiers; il était jeune, beau et plein d'ardeur. Après la guerre, il eut le bonheur de s'échapper en Amérique, et fonda à New-York un établissement pareil à celui qu'il avait tenu à Gory. Son père Davy exerçait depuis deux ou trois ans la profession d'homme de loi en Amérique, et ce fut le motif qui, sans doute, engagea Denis à s'y rendre et à le rejoindre. Un autre de ses frères, M. James Doyle, prit une part très-active à la guerre, et, après la défaite de la Boyne, il s'échappa et se rendit à Dublin où il dut se cacher pendant

longtemps, et il ne put jamais s'aventurer à retourner chez lui. Il avait épousé une fille de M. Kavanagh de Ballycarten, et nièce du père Frank Kavanagh. Mon ami et camarade d'école Johnny Doyle, qui se distingua tant et dont j'ai déjà parlé, était le cousin-germain de ces Doyle. M. James d'Arcy, frère du révérend père d'Arcy, un prêtre catholique romain, qui avait remplacé pendant quelque temps le père O'Leary comme chapelain de l'ambassadeur d'Espagne à Londres, agit pendant toute l'insurrection avec sang-froid et bravoure. Il avait épousé une autre fille de M. Kavanagh. Forcé d'abandonner sa demeure et ses biens, il vint se fixer à Dublin. Son frère aîné, M. Mathieu d'Arcy, obligé de quitter Gory avec sa jeune famille pour échapper à la vengeance des Orangistes, s'établit au Pont de l'île, à Dublin.

MM. Denis et Jean Redmond, cousins-germains des D'Arcy et frères du brave Michel Redmond qui fut tué à la bataille d'Arklow, s'enfuirent à Dublin, où ils durent se tenir cachés pendant quelque temps, et ne purent retourner chez eux.

Edward Byrne ou *Petit-Ned*, comme nous l'appelions, bien qu'il eût près de six pieds de haut, parce qu'il était le *dernier* de ses frères, était frère de Garrett Byrne de Ballymanus et de l'à jamais regretté William Byrne, qui fut exécuté à Wicklow, bien que lord Cornwallis eût promis sa grâce à sa sœur, Miss Fanny Byrne; mais, cet homme au cœur froid et inhumain ne tint pas sa promesse. Il permit à la malheureuse jeune personne de retourner à Wicklow pour y pleurer sur les restes refroi-

dis de son frère adoré, dont le seul crime avait été de sauver la vie de plusieurs prisonniers au risque de la sienne propre; son innocence devint et demeura proverbiale dans tout le pays; toutes les fois qu'on allait juger quelqu'un, le peuple s'écriait : « Oh ! certainement, cet homme est aussi innocent que le pauvre Billy Byrne. »

Après l'insurrection, Ned Byrne épousa à Dublin la troisième et plus jeune fille de M. Kavanagh de Ballycarten, et sœur du brave Thomas Kavanagh, qui fut tué à la bataille d'Arklow. Il devint ainsi beau-frère de James Doyle, de James d'Arcy, de Ned Kavanagh, et allié des Redmond.

Près d'un demi-siècle plus tard, pendant que j'écrivais un jour ces notes à Paris, je reçus un journal de Dublin dans lequel je lus le récit d'une grande fête donnée dans son hôtel par le catholique lord-maire de la cité de Dublin, M. John d'Arcy, fils de feu Mathieu d'Arcy, neveu de M. James d'Arcy, cousin des Redmond, et allié d'un grand nombre d'autres chefs d'insurgés de 1798, au lord-lieutenant d'Irlande, l'Anglais protestant Clarendon, sous l'administration duquel ce malheureux pays souffrit de plus grandes misères qu'à aucune autre époque de son histoire. Je ne mentionne pas cette coïncidence pour décrier M. John d'Arcy, pour qui je professe la plus grande estime, car il n'a fait que se soumettre aux devoirs de la haute position qu'il doit à ses concitoyens, en fêtant l'ennemi de l'indépendance de l'Irlande, pour laquelle ont souffert un si grand nombre de ses proches parents.

Je ne rappelle cette circonstance que pour répondre

aux questions que m'adressent si souvent mes amis de France, qui ne peuvent comprendre pourquoi tant d'Irlandais catholiques abandonnent la terre de leur naissance pour fuir la famine et les nombreuses misères ignorées qui les y accablent, et s'en vont en Amérique, quand il leur reste les moyens de payer leur passage, alors que le catholique lord-maire et le protestant lord-lieutenant d'Irlande sont en aussi bons termes d'amitié; ce fait dépasse leur intelligence, car, disent-ils, nous comprendrions facilement qu'il se produisît quelque chose d'analogue à la Saint-Barthélemy ou à la révocation de l'édit de Nantes; mais il leur paraît complètement incompréhensible de voir siéger au parlement anglais des lords et des membres de la Chambre des Communes catholiques, tandis qu'on laisse mourir journellement de besoin et de faim des Irlandais catholiques; ils pensent qu'un tel état de choses égale, s'il ne surpasse en horreur, le massacre de la Saint-Barthélemy qui ne dura qu'un jour, tandis que l'extermination ne cesse jamais en Irlande. — A cela, je répons qu'on peut assigner plusieurs causes à toute cette misère, mais que la principale réside dans les dissensions religieuses; qu'à l'époque de ma naissance, nul catholique ne pouvait acheter de terre à perpétuité, quoique le sol entier eût appartenu à ses ancêtres. On permettait aux catholiques de louer la terre par baux de vingt et un ans, mais dès qu'elle était amendée et améliorée, elle passait pardessus leurs têtes, à quelques descendants des partisans de Cromwell; ces derniers, comme professant la religion protestante, obtenaient des baux de neuf cent

quatre-vingt-dix-neuf ans, ou de quatre-vingt-dix-neuf ans, renouvelables à perpétuité. Ils devinrent ainsi la classe moyenne et les maîtres cruels des misérables serfs irlandais ; et, lorsque plus tard on eût adopté une loi pour autoriser les catholiques romains à acquérir la terre, très-peu se trouvèrent dans la possibilité de profiter de cette concession, en raison de la difficulté, je pourrais même dire de l'impossibilité de trouver de petits lots de terre à acheter. Les titres des grands domaines étaient si disputés en chancellerie, que personne ne se souciait d'en demander. La loi sur la vente des biens hypothéqués ne fut adoptée que lorsque des millions d'Irlandais avaient fui ou allaient émigrer en Amérique, cet heureux pays où le travailleur est assuré de son salaire, et où il ne peut être évincé de la terre quand il l'a améliorée. Les catholiques irlandais, si justement renommés pour la fermeté avec laquelle ils ont supporté la persécution dirigée contre leur religion, voient le nombre des membres de cette religion diminuer annuellement par la famine et la mauvaise administration. J'ajoute que jusqu'au jour où les Irlandais auront le pouvoir de faire leurs propres lois locales, ils n'ont à attendre aucun soulagement, car les whigs et les tories anglais semblent charmés d'assister au décroissement de la population irlandaise. Aussi, ce malheureux pays est-il destiné à demeurer une province esclave de l'Angleterre, et à être méprisé par chaque Clarendon qu'on enverra pour le mal gouverner. Mais il me faut quitter cette douloureuse digression pour reprendre mon récit à Gory.



Bien que les troupes royales eussent opéré leur retraite dans toutes les directions, on crut cependant encore à la possibilité de leur retour, lorsqu'elles auraient rencontré des renforts sur leur route. On jugea donc nécessaire de prendre toutes les précautions possibles pour n'être pas surpris comme nous l'avions été à Newtownbarry, après la prise de cette ville, et, conséquemment, nous fûmes chargés, Denis Doyle et moi, de placer des sentinelles et des avant-postes à chaque entrée de Gory, tandis que d'autres remplissaient le même service au camp. Nous prîmes particulièrement soin de placer une forte garde sur la route d'Arklow, du côté de laquelle une attaque était à craindre. Nous choisîmes des hommes de confiance pour commander chaque poste, et après leur avoir donné le mot d'ordre et le contre-signe, nous fîmes plusieurs rondes pendant la nuit, et nous trouvâmes tous les chefs de postes remplissant parfaitement leur devoir, bien que je croie que c'était la première fois que chacun d'eux se trouvât chargé d'un tel service. Un peu avant le jour, nous fûmes délivrés du danger d'une attaque du côté d'Arklow, par l'arrivée d'un nombreux corps d'hommes de cette ville, qui vinrent rejoindre notre étendard, et qui nous apprirent que les troupes royales avaient évacué Arklow, et qu'elles opéreraient leur retraite sur la route de Wicklow. Ce fut une joyeuse nouvelle pour moi, en ce qu'elle me permit de reposer en toute sécurité et de me coucher, mais non sur un lit, car c'était là un luxe dont j'avais perdu l'habitude depuis un mois. Quand je me réveillai, dans la matinée du 5 juin 1798, j'appris qu'on avait envoyé du camp,

en reconnaissance, plusieurs petits corps, dont l'un avait été chargé spécialement de brûler la maison de ce monstre de Hunter Gowan, à une distance de deux ou trois milles de Gory. Cette sorte de représailles fut une pauvre compensation, et nullement une consolation pour les malheureuses familles de ses victimes, — pour les pères, mères, épouses, enfants, frères et sœurs, demeurés pour pleurer ceux qu'avaient massacrés les magistrats à la solde du gouvernement anglais.

Vers cette époque, le quartier général à Wexford lança une proclamation qui mettait hors la loi Hunter Gowan, James Boyd, Hawtrey White et Archibald Hamilton Jacob, tous magistrats et commandants de corps de milice, qui avaient commis de sangfroid les plus horribles meurtres sur les gens paisibles et bien intentionnés par tout le pays avant l'insurrection.

On s'est souvent demandé pourquoi nos forces n'avaient pas immédiatement occupé Arklow que l'ennemi avait abandonné. Il est certain qu'un petit détachement de nos hommes aurait pu y être envoyé pour prendre possession de la ville et y procéder à une perquisition générale d'armes et de munitions dont nous avions un si grand besoin. Mais il eût été imprudent d'y marcher avec toutes nos forces et de laisser le général Loftus sur nos derrières à Carnew, où nous savions qu'il rassemblait une armée et faisait les plus grands préparatifs pour venir attaquer notre camp, après avoir reçu des renforts de Tullow, de Carlow et divers autres lieux. Peut-être laissa-t-on écouler trop de temps avant de donner l'ordre de marcher sur Carnew ; mais, quoi qu'il en

soit. une halte était devenue absolument nécessaire pour fournir le temps de procurer des provisions à un corps d'hommes aussi nombreux que le nôtre, lequel se montait alors à près de vingt mille hommes, et à cette saison de l'année, toutes les anciennes provisions étaient devenues tellement rares, que nous ne pouvions compter que sur la viande pour fournir à nos troupes les moyens d'exister. Quant aux rations de pain et autres vivres, nous éprouvions la plus grande difficulté à nous en procurer la moindre quantité, car le pays avait été partout pillé et dévasté par les troupes royales et les Orangistes, qui avaient été installés à discrétion chez les malheureux habitants, avant le soulèvement.

La tuerie du bétail à notre camp, pour approvisionner nos hommes, était souvent accompagnée de grands inconvénients et de pertes considérables. Quand la distribution de la viande était faite, nos hommes, n'ayant pas les moyens de la cuire immédiatement, ne songeaient jamais à l'emporter crue avec eux, lorsque l'ordre de marcher était donné. Les restes et les peaux, abandonnés sur le sol, auraient causé une peste par le temps chaud, sans la grande activité d'un vieux gentleman de quatre-vingts ans, M. Barney Murray de Gory, qui chevauchait chaque jour au camp, pour les faire enlever et enterrer. A leur retour, les tyrans l'emprisonnèrent pour cet acte d'humanité.

Le 6 juin, je fis partie d'un détachement envoyé en reconnaissance ; nous étions à peu près trente hommes, assez bien montés et armés. Dans les différents villages où nous passâmes, nous invitâmes les vieillards qui ne

pouvaient rejoindre le camp, à s'emparer du bétail gras des domaines de nos ennemis, à le tuer, à en faire bouillir et couper en morceaux la chair, et à l'expédier sans délai à notre armée à Gory. Nos ordres furent suivis aussi bien qu'on pouvait l'attendre en de telles circonstances. Nous poussâmes notre reconnaissance dans la direction de Shillelah, et nous avions déjà fait sept ou huit milles sans rencontrer l'ennemi, lorsque tout à coup nous aperçûmes un corps de cavalerie en marche. Nous n'avancâmes nécessairement pas, mais nous fîmes halte, pour voir quelle direction ces cavaliers allaient prendre; ils se rangèrent en bataille et s'arrêtèrent également, dès qu'ils virent que nous n'avancions pas. Après une pause de quelques instants, ils firent volte-face et s'éloignèrent. Nous en conclûmes que, par cette manœuvre, ils désiraient nous attirer dans une embuscade. Peut-être se bornèrent-ils à suivre leurs instructions ou supposèrent-ils que nous ne nous serions pas aventurés si avant, si nous n'avions pas eu près de nous notre corps principal pour nous replier sur lui. Quoi qu'il en soit, nous jugeâmes prudent d'éviter un combat avec une force trois fois supérieure à la nôtre; de plus, notre mission étant remplie, nous retournâmes à notre camp de Gory, sans avoir échangé un coup de feu avec l'ennemi.

Le lendemain, 7 juin, je fus chargé de commander un autre petit détachement envoyé en reconnaissance. Nous prîmes presque la même direction que la veille, mais je voulus revenir par un autre chemin, afin d'obtenir quelque renseignement positif sur les forces de l'ennemi.

à Carnew, et de m'approcher, dans ce but, de cette ville aussi près que je pourrais le faire sans danger. Ayant reçu de quelques individus du pays l'assurance que les troupes royales avaient quitté Carnew, il me tarda de revenir communiquer à nos chefs les informations que j'avais acquises, et comme Monaseed se trouvait sur mon chemin, je désirai faire une courte visite à ma mère et offrir dans notre maison quelques rafraichissements à mes compagnons. Nous y étions depuis quelques minutes à peine, lorsque nous vîmes arriver un cavalier sur la route que nous venions de quitter ; je sortis immédiatement et je l'accostai. Je le pris tout de suite pour un espion, car il ne put me donner aucune information satisfaisante sur ce qu'il était ou sur le lieu où il allait. Je jugeai utile de le faire arrêter ; il avait bonne mine et paraissait âgé de vingt-deux à vingt-trois ans ; son cheval, sa bride et sa selle eussent convenu à tout le monde, et il n'avait pas d'armes. Nous ne pûmes trouver le moindre chiffon de papier sur lui ; il pouvait sans doute en avoir quelqu'un cousu dans ses habits, mais nous n'avions pas le temps d'opérer une perquisition rigoureuse. Je fis amorcer et charger un fusil devant lui, je le fis mettre à genoux et coucher en joue, et je le menaçai de le faire tuer immédiatement, s'il ne m'apprenait rien du but de son voyage. Tout fut inutile, il persista à se taire, et cependant j'étais convaincu qu'il était chargé d'une mission par l'ennemi. Pressé de rejoindre notre camp sans délai, je priai un de nos tenanciers, Maguire, qui était venu voir sa femme et ses enfants et qui retournait à pied au camp, de monter

sur le cheval du prisonnier et de prendre ce dernier derrière lui.

Nous chevauchâmes rapidement, et, à deux milles à peu près de Gory, nous rencontrâmes notre armée complète en pleine marche pour attaquer Carnew. Je fus immédiatement entouré par les chefs qui désiraient apprendre les nouvelles que j'avais recueillies dans la journée. Quand je les eus satisfaits sur ce point et que je leur eus donné tous les détails relatifs à mon prisonnier, ils donnèrent l'ordre de s'arrêter à la colonne, et Esmond Kyan se chargea du prisonnier, et s'engagea à le faire promptement parler. Pour y arriver, il lui fit mettre la tête dans la gueule d'un mortier et le menaça de le lancer dans les airs, s'il ne déclarait pas immédiatement tout ce qu'il savait. Mais il ne put, absolument comme moi, rien arracher à ce très-extraordinaire jeune homme, et, cependant, il était évident qu'il venait du pays alors occupé par nos ennemis. Comme il devenait inutile de tenter de nouvelles expériences sur cet individu obstiné, on l'envoya à l'arrière de la colonne pour y être gardé avec les autres prisonniers, et notre armée reprit sa marche vers Carnew, quoiqu'il fût bien avéré que le général Loftus avait quitté la veille cette ville pour se rendre, avec toutes les forces sous ses ordres, à Tullow. Mais il paraît que notre marche sur Carnew, ou une démonstration quelconque de notre part était devenue nécessaire pour calmer la fureur des nombreux malheureux qui y avaient eu leurs plus chers amis et parents massacrés avant le soulèvement. Combien cette marche concordait peu avec nos opérations militaires, c'est ce

que nous apprîmes peu de jours après; mais il était difficile d'éviter de commettre des fautes dans les circonstances où nous nous trouvions.

Notre armée campa, le 7 juin, sur le mont Kileavan, près de Carnew, et, peu de temps après, la plus grande partie de la ville fut brûlée. On excepta toutefois de ces inutiles représailles plusieurs maisons appartenant aux individus connus pour n'avoir pas participé aux meurtres de sang-froid et aux tortures qui y avaient été commis.

La destruction des maisons isolées pouvant servir de citadelles ou de lieux de refuge à l'ennemi, était devenue nécessaire, d'après notre plan de mener la guerre; mais, autrement, il eût été d'une mauvaise politique de détruire une habitation, quel qu'en fût le propriétaire. La brasserie de Bob Blaney, et même toutes ses dépendances, furent épargnées, parce qu'il était bien connu par son humanité et ses efforts pour sauver la vie des malheureux qu'on avait amenés à Carnew pour les y torturer avant l'insurrection; son frère Ralph était moins populaire, et sa maison partagea dès lors le sort de celles de ses voisins. Cependant, après la fin de la guerre, Ralph Blaney se montra très-bienveillant pour des gens dans le malheur. Sa belle maison de Buckstown n'avait pas été détruite, et cela le rendit très-reconnaissant envers les habitants du voisinage, qu'il savait avoir contribué à la conservation de sa propriété.

Notre camp du mont Kileavan fut visité par quelques protestants des environs, qui, sentant qu'ils n'avaient rien à craindre, en raison de la neutralité qu'ils gar-

dajent dans cette lutte pour l'indépendance, approchèrent avec confiance les catholiques de leur connaissance. Ils furent bien reçus, comme des personnes réputées amies de notre cause. Mais qu'on juge de ma surprise et de ma joie, lorsque je découvris parmi ces visiteurs le jeune Effy Page, le commis de Ralph Blaney, qui avait fait arrêter le pauvre Ned Nowlan, le 24 mai, lorsque nous avions traversé Hacketstown. J'ai raconté les détails de cet épisode au commencement de mon récit. Nécessairement, je fis arrêter Page, et je le fis livrer à deux oncles de Nowlan, Taddy et Darby Laughlan, et à son frère John Nowlan. Tous les trois se trouvaient heureusement présents au camp en ce moment. Je leur racontai, en présence de Page, comment il avait fait arrêter et jeter en prison, à Hacketstown, le neveu des uns et le frère de l'autre ; Page avoua le fait, et ajouta que Nowlan était en sûreté, qu'il serait échangé contre lui, qu'il espérait ne pas être maltraité, etc. J'appuyai le plus fortement possible auprès des oncles et du frère du pauvre Nowlan, sur la nécessité de garder et de bien surveiller ce jeune drôle, jusqu'à ce que l'échange eût lieu, et je leur déclarai que s'ils n'eussent point été là, je me serais chargé moi-même de Page, et ne l'aurais pas perdu de vue avant que tout fût terminé. Ils me répondirent nécessairement que je pouvais compter qu'ils feraient tout ce qui était nécessaire pour hâter la délivrance de leur parent. Je les quittai là-dessus, ayant grandement affaire ailleurs. J'étais heureux de penser que, grâce au hasard qui avait jeté ce jeune misérable entre nos mains, le pauvre Nowlan serait arraché à une fin prématurée,



Jugez donc de mon chagrin et de mon indignation, lorsque l'oncle Taddy Laughlan, me dit le lendemain que le père du jeune Page, qu'il connaissait très-bien, était venu le trouver, et lui avait promis solennellement que, si son fils recouvrait sa liberté, ils iraient immédiatement tous les deux délivrer Nowlan. Laughlan eut la sottise d'accéder à cette proposition, qu'il jugea sans doute le moyen le plus sûr de tirer son neveu de prison ; mais, malheureusement, il fut cruellement désappointé. Treize jours plus tard, le pauvre Nowlan fut ramené à Carnew, et immolé pour assouvir la soif des sanguinaires Orangistes de cette ville.

Ned Nowlan était un homme fort et puissant, âgé de vingt-quatre ans. Le meurtre d'un aussi brave jeune homme émut profondément tous ceux qui le connaissaient, et d'autant plus qu'on ne put produire aucune charge contre lui. Mais il suffisait qu'il fût brave et catholique romain pour être sacrifié à la fureur des impitoyables tyrans et magistrats de Carnew. — La pensée qu'on ne le sauva pas m'attriste. Les sœurs de sa mère étaient mariées à de respectables fermiers qui jouissaient d'une grande influence et de considération dans le pays. Ils n'agirent pas, dans cette circonstance, comme ils eussent dû le faire. Ils auraient dû garder prisonniers Page et son père, et charger les femmes de leur famille de négocier l'échange des prisonniers. Hélas ! ils n'en firent rien.

Il survint un incident à peine digne d'être mentionné, s'il ne prouvait combien nous manquons de discipline et d'une sorte de contrôle pour empêcher nos

jeunes gens de vaguer dans le pays sans aucun but.

Avant de quitter le camp du mont Kileavan, je désirai laisser chez ma mère une provision de sel; c'était un article dont nous commencions à sentir le besoin, et, dans ce but, j'emmenai mon neveu James Kennedy, un garçon de douze à treize ans, monté sur une jument poulinière de plus de vingt ans, le seul de nos quatre chevaux laissé sur notre terre par les Orangistes. J'étais accompagné de Jacob Byrne de Bally Ellis. Nous chevauchions lentement, lorsque nous nous arrêtâmes pour causer avec quelques amis que nous rencontrâmes à leur sortie de la ville de Carnew. Mon neveu, qui nous précédait d'à peu près 200 yards, fut jeté sur la route, de la manière la plus brutale, par deux individus qui montèrent sur la vieille jument et vinrent à notre rencontre. Le pauvre garçon, tout couvert de poussière, courut après eux en pleurant et en criant pour les arrêter; je me mis en travers de la route et je les invitai à descendre de cheval immédiatement, ce qu'ils refusèrent positivement de faire. Jacob Byrne, en m'aidant à arrêter ces individus, l'échappa belle; mon fusil partit dans la lutte et alla tuer son cheval sous lui; ils tombèrent tous les deux si soudainement sur la route, que je craignis que Byrne ne fût dangereusement blessé. Heureusement, il n'avait reçu aucune égratignure; il perdit un bon cheval, ce fut tout, et les gredins se sauvèrent dans les champs en abandonnant derrière eux la vieille jument. Nous nous dirigeâmes alors vers Carnew. Madame Léonard, une veuve qui y tenait un grand magasin et un établissement dont les locaux avaient été respectés dans la conflagration gé-

nérale, avait mis de côté pour moi un petit sac de sel dont le jeune Kennedy se chargea ; mais je dus l'escorter jusqu'à notre maison, à une distance de trois milles. Cette circonstance et d'autres analogues prouvent combien il eût été nécessaire de former des compagnies dont les capitaines et les lieutenants eussent été régulièrement choisis par leurs soldats. Ces compagnies eussent été composées de cent ou deux cents hommes, en raison de la proximité de la localité à laquelle eussent appartenu les soldats ; chaque compagnie eût eu un premier et un second capitaines, un premier et un second lieutenants, un premier et un second enseignes, et un officier au moins de chaque grade eût été continuellement présent dans la compagnie. Leur devoir eût été nécessairement de veiller sur le bien-être de ceux qui les avaient appelés à l'honneur de les commander ; de surveiller l'achat et la distribution régulière des vivres ; mais, par-dessus tout, de procéder chaque matin à une inspection sérieuse des armes de leurs compagnies respectives, et particulièrement des piques, qui composaient notre arme principale ; car on avait remarqué qu'un grand nombre de nos hommes, dès qu'ils s'étaient procuré une arme à feu quelconque, même un vieux pistolet hors de service, cédaient leurs piques à d'autres. On eût pu réprimander doucement ces hommes à l'inspection, et leur faire honte d'avoir abandonné une bonne pique, dont ils avaient tiré si bon parti dans la dernière bataille, etc. Une simple organisation de ce genre et un petit nombre d'autres règlements militaires eussent rendu formidable notre armée de piquiers. Comme nos armes à feu étaient de

différents calibres, nous ne pouvions facilement nous procurer des cartouches convenables pour toutes, et c'était une raison de plus pour nous de veiller attentivement à ce que nos piquiers fussent toujours en bon état.

La marche de notre armée sur le mont Kileavan prouva à l'ennemi, qui s'était retiré à Tullow sous le commandement du général Loftus, que nous nous étions attendus à le rencontrer en rase campagne; mais il préféra s'enfermer dans la ville, après avoir évacué Shillelah, Tinnahilly et toute la partie du comté de Wicklow qui confine le comté de Wexford, plutôt que de risquer une bataille en plaine contre nos piquiers, bien qu'il eût une cavalerie bien montée et qu'il sût que nous n'en avions pas. Nous fûmes donc obligés d'aller l'attaquer dans les villes, où il s'était retranché et barricadé si fortement, que nos piquiers éprouvèrent la plus grande difficulté à se servir de leurs armes.

Mais on proposa un plan qui, s'il eût été exécuté, eût, en une certaine mesure, remédié à notre situation critique et forcé l'ennemi à abandonner ses retranchements. Ce plan consistait à détacher un corps d'observation de six ou huit mille hommes, qui eût manœuvré de Tinnahilly à Rathdrum, et menacé d'intercepter la route conduisant de Dublin à Arklow, et dont le commandement eût été confié à Garrett Byrne de Ballymanus. Ce gentleman était bien connu et très-estimé de la haute bourgeoisie du comté de Wexford; mais il était encore mieux connu dans le comté de Wicklow, dont tous les habitants étaient prêts à le suivre à travers tout. Dans cette situation, il eût pu rendre les services les plus im-

portants, avec l'aide de tant de chefs qui, tels que Dan Kervin de Ballanacar, et une multitude d'autres également braves et entreprenants, s'étaient distingués dans chaque combat contre l'ennemi. Les instructions de Garrett Byrne eussent été d'éviter une bataille générale, d'attaquer les petits détachements de l'ennemi et de les harasser de toute manière; de se tenir en communication constante avec le corps principal ou l'armée, et, dans le cas où il en eût été séparé par une force ennemie supérieure, de se retirer dans les montagnes de Wicklow, à Glen Muller et aux Sept-Églises, où ses hommes auraient trouvé à leur disposition des troupeaux de bétail, et d'où il aurait pu facilement se mettre en communication avec les hommes de Kildare. Si ce plan avait été adopté et exécuté, les 5 et 6 juin, nous n'aurions pas eu à livrer bataille à Arklow, car la ville avait été abandonnée par les forces royales, et la panique était si grande que nous aurions pu atteindre Dublin sans rencontrer grande résistance, et, selon toute probabilité, réunir en peu de jours, sous les murs de la capitale, plus de soixante mille combattants, qui fussent accourus de toutes les parties de l'Irlande pour rejoindre le drapeau de l'indépendance.

Tous ces plans furent soudainement abandonnés, lorsqu'on apprit que la ville d'Arklow avait été réoccupée par les Anglais, la milice Orangiste et les renforts venus de Dublin. Les voitures de voyage, de promenade, les chariots, les charrettes, etc., tout avait été mis en réquisition pour y transporter des troupes en toute hâte, afin de renforcer la garnison.

Notre armée revint le 8 juin à son ancien camp du mont Gory, pour se préparer à attaquer l'ennemi à Arklow; nos munitions de guerre étaient devenues très-rare, sauf celles de l'artillerie, dont nous possédions encore une assez grande quantité, et il était très-difficile de se procurer des provisions de toute espèce pour un corps d'armée aussi nombreux que celui qui se trouvait réuni à notre camp.

On adressa à la ville de Wexford plusieurs demandes de poudre qui ne furent point accueillies, sous le prétexte qu'on en avait besoin pour la défense de la ville, comme si nous ne la défendions pas plus effectivement que ses habitants! Bien que nous fussions à trente milles de distance d'eux, nous combattions cependant autant pour eux que pour nous. Nous reçûmes enfin un très-petit baril de poudre de Wexford; c'était sans doute une mince ressource, mais elle nous arriva très à propos, la veille de la grande bataille; on la distribua immédiatement à ceux qui avaient des fusils, car on n'avait pas le temps d'en faire des cartouches. En assistant à cette distribution, le pauvre Nick Murphy et moi, nous déplorâmes la perte de notre grande jarre de poudre fine, qui eût suffi à approvisionner pour longtemps notre armée.

J'ai déjà raconté comment John Sheridan avait découvert à Hunter Gowan l'endroit où cette jarre était enfouie, tandis que Murphy et moi nous étions absents, et que nous nous rendions d'un lieu à un autre pour nous cacher et échapper à la fureur des Orangistes.

Ce fut à peu près à cette époque que nous apprimes à notre camp le résultat de la rude bataille livrée à Ross,

et que Bagnel Harvey ayant quitté le commandement en chef, le père Philippe Roche avait été nommé par le peuple pour le remplacer comme commandant en chef des forces établies devant Ross. — Roche était un homme très-supérieur et très-intelligent, et nous regrettâmes nécessairement de le voir quitter notre corps d'armée, bien que nous ne manquassions pas de chefs pour nous mener à la victoire. Il nous restait encore le père John Murphy et le père Michel Murphy, qui exerçaient tous les deux une immense influence sur nos soldats.

Nous avions en outre Anthony Perry, Esmond Kyan et un grand nombre d'autres chefs distingués qu'on savait à cette époque avoir tous bien mérité le rang qu'ils occupaient dans la société des Irlandais Unis. Ce qui nous manquait principalement, c'était la poudre et un plan de campagne convenable pour tirer l'ennemi de ses retranchements, l'amener en plaine et nous permettre ainsi de faire agir nos intrépides piquiers, comme nous l'avions fait à la bataille mémorable de Tubberneering contre Walpole.

Nous possédions alors tout le comté de Wexford, à l'exception de Newtownbarry sur les confins de la Slaney du comté de Carlow, de New Ross sur les confins de la Barrow des comtés de Waterford et de Kilkenny, et du fort de Duncannon. Nous étions également maîtres de la partie du comté de Wicklow qui confine le comté de Wexford, de Carnew à Shillelah et de Tinnahilly à la ville d'Arklow. Il est juste de dire que les districts du comté de Wicklow fournirent à notre armée les soldats les plus déterminés, les plus beaux et

les plus braves, et qui tous se faisaient gloire d'être Irlandais Unis. Ils avaient tous souffert personnellement ou dans les membres de leurs familles les plus cruelles tortures et persécutions, telles que l'application des bonnets de poix sur la tête; ils avaient été mis aux piquets ou à demi-pendus; et les troupes royales avaient été installées chez eux à discrétion et y avaient commis toutes sortes de crimes atroces, tels que la fusillade des habitants, l'incendie des maisons, etc. Plusieurs habitants de Dunlaren vinrent nous raconter le terrible sort de leurs plus proches parents, qui y avaient été massacrés de sang-froid avant le soulèvement. Ces braves gens ne songeaient qu'aux moyens de servir de leur mieux la cause de leur pays. Combien il est à regretter que les habitants de tous les districts de l'Irlande n'aient pas été alors animés d'un pareil amour d'indépendance! Le joug anglais eût été certainement secoué, et nulle puissance n'eût pu l'imposer de nouveau. L'Angleterre eût eu trop affaire chez elle pour contenir ses propres populations et se défendre contre la nation française, si puissante et si désireuse à cette époque de voir l'Angleterre affaiblie et réduite à l'état de puissance de second ordre, ce qui fût certainement arrivé dès que l'Irlande eût été séparée d'elle.

Une courte notice sur un homme que j'ai bien connu, appartenant à l'un des districts précités du comté de Wicklow, et qui joua pendant la durée de notre lutte pour l'indépendance un rôle important, d'abord comme organisateur du système des Irlandais Unis, et plus tard comme un de nos braves chefs pendant la guerre,



doit trouver place ici en raison de ce qui va suivre.

Mathieu Doyle, qui résidait sur la route entre Bally-Arthur et Arklow, fut chargé par les chefs provinciaux de voyager dans les comtés voisins pour y porter des instructions aux associations d'Irlandais Unis et de faire un rapport sur leurs progrès. Putenham Mac Cabe était fréquemment envoyé de Dublin en mission analogue. Je les rencontrai chez Nick Murphy, à Monaseed, où ils s'étaient arrêtés la nuit pour se rafraîchir. On ne pouvait rencontrer deux hommes plus dissemblables de manières. Mac Cabe était un homme du monde, assez beau, d'une conversation éloquent, et d'un air d'importance mystérieuse qu'augmentaient encore la perruque à marteaux et les nombreux déguisements qu'il dût revêtir dans la périlleuse mission qu'il avait acceptée pour le bonheur de l'Irlande. Je rencontrai Mac Cabe à Paris, en 1803. Je n'ai jamais pu parfaitement comprendre son patriotisme. Nous étions alors plusieurs officiers irlandais qui partions de Paris pour Brest, d'où nous comptions qu'une expédition ferait prochainement voile pour notre malheureuse patrie. Mac Cabe parut se moquer de notre grand empressement à gagner la côte, comme s'il connaissait les secrets du gouvernement; je n'ai jamais su non plus qu'il se fût offert à faire partie d'une des expéditions qu'on préparait dans les ports de mer français pour envahir l'Irlande. Et cependant il courut de grands dangers en se rendant fréquemment en Angleterre et en Irlande et en revenant en France pendant la guerre. En 1807, j'étais en garnison à Anvers avec un bataillon de notre régiment. Mac Cabe y arriva d'Angleterre par

la voie d'Amsterdam ; il avait avec lui deux dames qui arrivaient d'Irlande, madame Berthemé et sa fille, mademoiselle Berthemé. Nous invitâmes ces dames et Mac Cabe à dîner avec nous à notre table, ce qu'ils acceptèrent, et nous passâmes une soirée très-agréable à l'hôtel du Lion-d'Or. Mac Cabe nous montra une belle boîte de pistolets qu'il avait achetée à Londres et qu'il destinait au général Arthur O'Connor. Ce fut la dernière fois que je parlai à Mac Cabe, bien que je l'aie rencontré un jour dans les rues de Paris, après la restauration des Bourbons. Il arrivait alors de Dublin, où il avait été emprisonné pendant quelque temps.

Mathieu Doyle était un homme solide et bien portant ; quand il voyageait, il montait toujours un bon cheval, selon l'habitude des fermiers et des éleveurs, lorsqu'ils vont à leurs affaires dans les foires et les marchés. De cette façon, Doyle traversait le pays paisiblement, sans éveiller l'attention, et cependant, malgré toutes ces précautions, sa maison fut une des premières du pays dans laquelle on installa les soldats à discrétion ; les Anciens Bretons, en voyant que Doyle s'était échappé dans les bois, s'établirent dans sa maison, où ils gardèrent prisonniers sa femme et ses enfants, jusqu'au moment où on les en rappela, lors de l'abandon d'Arklow, le 5 juin. Doyle eut la satisfaction, avant la fin de la guerre, de voir massacrer presque tous ces monstres cruels à la bataille de Bally Ellis, à laquelle il prit une part active. Mais peu de jours après, il fut fait prisonnier et sur le point d'être fusillé, lorsque tout à coup on jugea préférable de l'incorporer dans un ré-

giment, comme simple soldat. Ce régiment, ayant été envoyé en Égypte, sous les ordres de sir Ralph Abercrombie, Doyle y fit la campagne contre les Français; quand il fut libéré, quelques années après, il se montra très-fier de ses connaissances militaires, qu'il comptait pouvoir un jour mettre au service de l'émancipation de son pays. Il fut présenté, en 1803, au pauvre Robert Emmett.

J'ai mentionné tous ces détails sur Doyle, avant de raconter la bataille d'Arklow, parce qu'aucun homme ne connaissait mieux que lui les environs de cette ville, et que nul n'eût été plus capable d'opérer une diversion sur l'arrière de la ligne de l'ennemi, si elle eût été décidée pendant la bataille, ce qui, sans nul doute, eût rendu la victoire moins onéreuse pour notre armée.

#### BATAILLE D'ARKLOW. — 9 JUIN 1798.

A dix heures du matin à peu près, tous les préparatifs qu'il était possible de faire étant terminés, et tous nos hommes qui s'étaient absentés pendant la nuit ayant rejoint leurs corps respectifs, l'ordre de quitter le mont Gory fut donné, et je n'avais jamais vu auparavant rien de pareil à la joie qui vint éclairer chaque visage lorsque cet ordre fut répété de rang en rang, à travers toute la colonne; notre marche paraissait avoir plutôt pour

but un grand lieu de divertissement qu'un champ de bataille. Je crois que nous étions bien au moins vingt mille hommes, mais nous n'avions pas deux mille fusils en état de servir. La plus grande partie de ceux pris par les paysans peu accoutumés à manier une arme à feu ne tardaient pas à avoir leurs platines dérangées, et nous n'avions pas plus d'armuriers à la suite de notre armée pour les réparer, que nous n'avions de forgerons pour raccommoder nos piques ; car ces pauvres diables avaient été fusillés, transportés ou jetés en prison avant le soulèvement. Mais nous possédions encore dans notre armée trois ou quatre mille piques bien établies, et le reste de nos hommes étaient munis d'armes de différentes espèces qui, toutes, dans un combat corps à corps, eussent suffi contre le fusil ou la baïonnette d'un soldat. Nous ne rencontrâmes pas d'éclaireurs du camp ennemi, avant d'atteindre Coolgreny ; nous fîmes une courte halte dans cette ville, pour laisser prendre à nos hommes quelques rafraichissements, et, après un repos de moins d'une heure, nous reprîmes notre marche sur Arklow, en chassant devant nous la cavalerie ennemie qui ne s'arrêta pas même pour échanger un seul coup de feu avec notre avant-garde. Nous arrivâmes ainsi entre trois et quatre heures, après avoir fait dix milles Anglais, en face de la ligne de l'ennemi, que nous trouvâmes retranché et barricadé, et nous dûmes nous préparer à commencer, avec nos troupes très-irrégulières, une bataille réglée contre une armée anglaise régulière et disciplinée. Nous aperçûmes d'abord plusieurs officiers d'état-major ennemis parcourir leur ligne de bataille ; mais

au premier coup de feu tiré par nos troupes, ils se retirèrent en arrière de la ligne, et nous en vîmes tomber de son cheval un que nous supposâmes dangereusement blessé ou tué. Il appartenait aux chasseurs de Durham qui occupaient cette forte position.

Esmond Kyan ne perdit pas de temps pour disposer notre artillerie à l'attaque de cette position, et, à la première volée qu'il tira, il eut la satisfaction de voir qu'il avait démonté un des canons de l'ennemi. Le corps de Monaseed auquel j'appartenais entra en ligne en face des retranchements de l'ennemi, en même temps qu'Esmond Kyan et l'artillerie; mais nous reçûmes immédiatement l'ordre de filer à droite et d'attaquer les issues ou pêcheries où l'ennemi se trouvait en grande force, et les corps qui n'étaient pas encore arrivés durent prendre notre place pour garder l'artillerie et forcer la position de l'ennemi dans cette direction.

Nous obéîmes immédiatement et nous marchâmes à l'attaque des pêcheries; mais nous nous trouvâmes fort exposés au feu des retranchements de l'ennemi, en traversant un champ à découvert, et nous perdîmes, par cette prompte mesure, plusieurs braves compagnons. Nous fûmes bientôt rejoints par un autre corps de notre armée qui avait suivi un chemin détourné et, par conséquent, n'avait pas perdu un seul homme. Nous trouvant alors en force suffisante, nous commençâmes l'attaque; la bataille devint en peu de temps générale sur tous les points où paraissait l'ennemi, et la cavalerie de milice montra en cette occasion plus de cœur que de coutume. Les cavaliers miliciens accompagnèrent les forces

régulières dans de nombreuses charges contre nos hommes, mais sans succès, car nous les obligeâmes, ainsi que les troupes anglaises, à abandonner leur position des pécheries avec une grande perte d'hommes tués et blessés. Les prodiges de valeur accomplis par nos chefs à la tête de leurs corps respectifs furent tels que le général Needham, qui commandait en chef les forces royales, désespéra dès le début du succès, et qu'il prit à l'avance les dispositions nécessaires pour effectuer sa retraite, avant que la grande masse de nos piquiers eût été lancée contre lui; il vit clairement que ses troupes, si bravement qu'elles combattissent, ne pourraient résister longtemps à l'impétuosité de notre attaque en rase campagne. Il craignait en outre, à chaque instant, de voir se débander en désordre ses forces et principalement cette partie de la division de Walpole qui s'était échappée à Tubberneering, et qui, bien qu'elle se trouvât considérablement renforcée par la milice de Cavan et d'autres troupes envoyées de Dublin, ne pouvait oublier sa dernière panique à Clough, où Walpole avait été tué.

Le général Needham avait encore à lancer contre nous le régiment de cavalerie, dit *les Anciens Bretons*, et au moins une douzaine de corps de cavalerie de milice, tandis que nous avions à peine quelques hommes à cheval à leur opposer; cependant nous les défilmes et les dispersâmes dans chaque engagement, pendant la journée. Le capitaine Thomas Knox Grogan fut un des premiers qui tenta de charger nos troupes à la tête de la cavalerie de Castletown; il fut tué en un instant,

ainsi que son cousin James Moor de Monaseed et plusieurs autres hommes de son corps, et le reste fut dispersé. Je les connaissais bien tous les deux ; Moor était un de mes proches voisins, et Grogan, un des plus dignes gentlemen du pays, nous louait notre terre. Tous les autres corps de cavalerie qui vinrent nous attaquer furent défaits et dispersés comme celui de Grogan. Si bien qu'après quatre heures d'un combat désespéré, nous nous trouvâmes complètement maîtres du champ de bataille, à l'exception d'un point, la position occupée par le colonel Skerret et les chasseurs de Durham, laquelle ne fut attaquée que par notre artillerie, commandée par Esmond Kyan. Malheureusement ce brave et habile officier, après avoir forcé Skerret à abandonner ses premiers retranchements, reçut une blessure qui le mit hors de combat pendant quelque temps ; un boulet de canon lui enleva son bras de liège avec une partie du moignon, et cet accident donna à Skerret et à ses fameux chasseurs de Durham le temps de se barricader dans leur nouvelle position. Mais si on avait lancé sur eux quelques centaines de nos piquiers pendant cette manœuvre, ils eussent fui comme les autres troupes commandées par le général Needham. Car, en réalité, ces chasseurs ne montrèrent d'autre courage que celui de se tenir à couvert et aussi loin que possible de nos piquiers. Ils ne tentèrent pas une seule fois pendant la bataille de secourir les autres troupes de leur division qui se trouvaient écrasées sur tous les points par notre armée. C'est en se tenant ainsi, autant qu'il le put, éloigné du combat, que le colonel Skerret gagna une

réputation qui lui valut, suivant les chances de la loterie militaire, le grade de général.

D'un autre côté, les chefs héroïques et intrépides de notre armée irlandaise ne cherchaient d'autre récompense que de voir leur patrie libre et indépendante. Stimulés par cette sublime aspiration, ils marchaient joyeusement à la rencontre de l'ennemi, quelque périlleuse que fût la position, et généralement en présence des plus grands désavantages et sous le coup de toutes sortes de privations. Il est donc juste que je mentionne ici quelques-uns de ceux qui déployèrent la plus grande bravoure et le plus grand courage dans cette affaire.

Le brave Michel Redmond, avec le corps de Limerick et les hommes de son propre voisinage, contribua très-puissamment au gain de la bataille. Après avoir défait les troupes royales dans les pêcheries, il les poursuivait dans la ville lorsqu'il reçut une blessure mortelle qui le tua instantanément. Ce malheur assombrit les insurgés qui considéraient le pauvre Redmond comme leur chef principal; mais Anthony Perry, Mert Mernagh et d'autres chefs intrépides les ranimèrent et leur rendirent courage.

Le révérend Michel Murphy commandait ses hommes avec habileté et courage, et jouissait d'une immense influence sur tous ceux qui le connaissaient; sa mort, dans la chaleur de la bataille, fut donc sans doute une perte cruelle, mais non irréparable, comme quelques-uns eussent voulu le faire croire; car, si l'on considérait comme nécessaire d'avoir un prêtre pour conduire le peuple à la victoire, nous en possédions encore un dans



nos rangs qui exerçait sur les masses un plus grand ascendant que le malheureux qui venait d'être tué. Le père John Murphy, avec la simplicité apparente d'un enfant, était un lion au combat; en réalité, il ne connut, n'évita, ni ne craignit aucun danger, à partir du moment où on le força d'entrer en campagne pour sauver sa vie menacée par les tyrans qui lui avaient brûlé sa maison, sa chapelle et tout ce qu'il possédait, le 26 mai; et, dans cette journée d'Arklow, on le vit, dans chaque circonstance critique, encourager ses hommes et s'exposer aux plus grands dangers partout où il jugeait utile sa présence. Il était si bien connu que, dès qu'on l'apercevait, une acclamation générale de joie et d'enthousiasme parcourait les rangs de l'armée. On peut donc dire justement que le père John contribua très-puissamment au succès de la bataille d'Arklow.

James Kavanagh de Ballycarten, Michel Fearet de Tara et bien d'autres braves furent tués à la tête de leurs hommes en chassant les troupes royales des pécheries. Dan Kervin et les autres chefs du comté de Wicklow se distinguèrent par leur sang-froid et leur bravoure pendant tout le combat; dans le corps de Monaseed, je citerai comme d'habitude, Ned Fennell, Johnny Doyle, Nick Murphy, et je pourrais en vérité leur adjoindre une foule d'autres braves qui montrèrent la plus grande intrépidité en conduisant leurs hommes au plus fort du feu. En somme, on vit dans chaque corps de notre armée de très-jeunes gens déployer pendant cette bataille le plus grand courage et la plus grande insouciance à l'égard des grands dangers auxquels ils étaient exposés.

Tel était l'ardent amour de la patrie et de l'indépendance qui animait l'âme de chacun de nous què, si nous avions été bien commandés, l'ennemi n'avait en Irlande aucune force capable de nous résister. J'entre dans ces détails pour prouver que nous ne manquions pas de chefs braves et expérimentés pour conduire nos hommes au combat. Ce qui nous manquait, c'était un commandant en chef, choisi par tous les autres chefs avant la bataille, et dont les ordres seuls eussent été ponctuellement exécutés à l'exclusion de tous ceux qui ne seraient pas venus de lui. Ce commandement important eût pu être confié à plusieurs hommes dignes de confiance, tels que Garrett Byrne de Ballymanus, Anthony Perry, Esmond Kyan, Edward Fitzgerald de New Park et bien d'autres qui eussent été à la hauteur de cette mission, avec un conseil pour les diriger et un état major d'aides de camp, composé de braves jeunes gens, pour porter leurs ordres et les aider dans la bataille. Mais, au lieu d'avoir un général en chef et un état major ainsi organisé, nous ne savions souvent pas de qui émanaient les ordres. Pour ma part, je n'ai jamais pu découvrir qui avait donné à notre armée l'ordre de retourner à notre camp du mont Gory, au moment où la bataille venait d'être gagnée et où les forces royales quittaient la ville et se retiraient par la route de Wicklow. Les chasseurs de Durham, demeurés pour couvrir cette retraite, n'attendirent que la nuit pour opérer, sans être aperçus, leur marche rétrograde.

Il eût suffi à notre armée d'établir quelques feux à une petite distance, pour montrer à l'ennemi que nous

étions campés pour la nuit, et, peu de temps après, la ville se fût trouvée complètement évacuée, non-seulement par les troupes anglaises, mais par les miliciens et les Orangistes de toute sorte.

Qu'il est triste de penser qu'une victoire si chèrement achetée n'ait pas été poursuivie, et cela sans aucun motif valable ou plausible. Il est vrai que nous avons employé presque toutes nos munitions, mais cela eût dû être une raison suffisante pour lancer immédiatement tous nos piquiers à la poursuite de l'ennemi, pendant qu'il se trouvait en désordre, et frappé de panique comme il l'était réellement à Arklow ce jour-là.

Je crois encore fermement, aujourd'hui comme alors, que si nous n'avions pas eu d'artillerie, la bataille eût été gagnée en moitié moins de temps ; car nous aurions attaqué la position des chasseurs de Durham, au début même du combat, avec quelques milliers de piquiers déterminés, au lieu de laisser ces vaillants compagnons admirer inactifs l'effet de chaque coup de canon. Il est hors de doute cependant que notre petite artillerie fut admirablement dirigée et accomplit des merveilles jusqu'au moment où la blessure d'Esmond Kyan vint priver l'armée irlandaise des services de ce galant homme, qui était, dans le vrai sens du mot, un véritable soldat et un vrai patriote.

Une diversion sur les derrières de la ligne de l'ennemi, pendant la bataille, eût accéléré sa retraite et l'eût jeté dans un désordre et une confusion encore plus grands. Mathieu Doyle, dont j'ai déjà parlé, offrit d'exécuter cette diversion ; mais on la jugea inutile. Dès lors,

Doyle et ses hommes se portèrent en front du combat. Si on avait mis le feu à une ou deux maisons sur les derrières de l'ennemi, comme on le fit à la bataille d'Enniscorthy, le 18 mai, et ce qui en décida immédiatement le succès en notre faveur, nous eussions obtenu le même résultat à Arklow ; car les troupes royales, se trouvant attaquées par derrière, eussent commencé à fuir dans toutes les directions ; la désaffection d'ailleurs s'était déjà fait jour dans leurs rangs, et le simple soldat irlandais aurait appris qu'il n'eût pas été maltraité en tombant entre nos mains. Si nous avions donc poursuivi notre victoire, un grand nombre d'Irlandais eussent déserté en très-peu de temps le drapeau anglais, et eussent rejoint le nôtre ; car, à l'exception des Orangistes, tous les Irlandais qui marchaient contre nous n'attendaient qu'une occasion favorable pour abandonner leurs tyrans et passer de notre côté, et le général Needham le savait mieux que personne. C'est pourquoi il désira opérer sa retraite à temps, avant que la désaffection fût devenue générale dans son armée. Mais la malheureuse destinée de la pauvre Irlande voulut que nous ignorassions réellement notre propre force, et que nous ne sussions pas profiter des immenses avantages que nous avions déjà acquis. Tout le pays du comté de Wicklow, par lequel les troupes royales étaient forcées de passer, nous étant favorable, elles n'eussent pu tenter de faire une nouvelle halte avant d'atteindre Dublin, et notre armée, à chaque mille de marche, eût été considérablement augmentée par les braves qui s'étaient réfugiés dans les montagnes de Wicklow, et qui en fussent alors sortis pour attaquer

l'ennemi en désordre et se retirant en hâte et en pleine confusion, pour échapper aux vingt mille hommes qui l'auraient poursuivi de près, après sa défaite à Arklow.

La marche ou la fuite la plus précipitée eût seule pu sauver une partie de l'ennemi. Le général Needham craignait cette désertion, et il informa nécessairement le gouvernement de sa situation critique. Mais le gouvernement n'avait à lui envoyer, comme renforts, que des régiments de milice irlandais, dans la fidélité desquels on ne pouvait plus avoir confiance.

L'infémal système orangiste et les loges que le gouvernement avait laissées s'organiser dans tous les régiments irlandais, eussent produit bientôt les plus heureux effets pour nous, si nous avions poursuivi notre victoire. Car, tous ceux qui refusaient de prêter le serment orangiste, et particulièrement les catholiques romains de ces régiments, n'attendaient qu'une occasion favorable pour se soustraire aux persécutions et aux insultes de tout genre qu'ils subissaient journellement de la part des meneurs orangistes, qui les traitaient de vils rebelles-unis, de tondus, etc.

Ils n'avaient à attendre aucune réparation des officiers, qui étaient eux-mêmes des Orangistes jurés. Ce schisme et cette division, en augmentant ainsi dans chaque régiment de milice irlandais, y semèrent une insubordination et une indiscipline qui n'avaient jamais eu leurs pareilles auparavant dans aucune armée, et qui confirmèrent la prédiction de sir Ralph Abercrombie, lorsqu'il se démit du commandement en chef de cette armée, le 29 avril 1798, plutôt que de ternir sa gloire

militaire, en restant à la tête d'une bande de brigands, pour assister à des scènes de meurtre de sang-froid et de désolation. « L'armée anglaise, déclara-t-il, n'était formidable en Irlande que contre tout ce qui n'était pas l'ennemi. »

Le gouvernement anglais, en Irlande, ne s'était jamais trouvé aussi près de sa ruine totale. Lorsque l'expédition de Hoche avait paru sur la côte en 1796, la nation irlandaise était prête à en profiter pour secouer le joug anglais; mais maintenant le peuple se trouvait capable d'accomplir ce grand acte par lui-même et sans aucun secours étranger. Quel malheur qu'il n'ait pas eu à sa tête, à Arklow, un chef entreprenant pour poursuivre notre victoire jusqu'aux portes de la cité de Dublin, où nous aurions réuni plus de cent mille hommes en peu de jours; la capitale eût été alors immédiatement occupée par nos forces; un gouvernement provisoire eût été organisé et toute la nation irlandaise eût été appelée à proclamer son indépendance. Les emblèmes du cruel gouvernement anglais eussent alors disparu du sol de notre patrie bien-aimée, qui eût repris son rang parmi les autres puissances indépendantes de la terre!

Mon vif désir d'apprécier les résultats de la bataille, ou plutôt quelles eussent pu être les suites de notre victoire d'Arklow, m'a détourné de notre marche rétrograde sur Gory; mais je vais reprendre les détails de ce triste mouvement.

Comme nous nous trouvions maîtres du pays d'alentour et du champ de bataille, et qu'on n'y pouvait voir aucun ennemi, nous aurions mérité le blâme le plus

sévère si nous avions négligé d'emmener avec nous nos malheureux blessés. Pour ma part, je fis tout mon possible pour que ceux qui avaient été blessés près de moi pendant l'action fussent emportés par leurs camarades, jusqu'à ce qu'on eût pu se procurer les moyens de les emmener sur des chariots, ce qui était difficile, parce que la nuit était devenue complète. Si, comme nous eussions dû le faire, nous avions enterré tous les braves gens qui avaient été tués dans le combat, nous aurions enlevé au comte Mountnorris et aux féroces Anciens Bretons le plaisir de cannibales qu'ils éprouvèrent à mutiler le corps et à rôtir le cœur du révérend Michel Murphy. — Mais je ne m'appesantirai pas sur ce sujet douloureux dont ont tant parlé les livriers de cette époque.

Lorsque j'arrivai à Gory assez avant dans la nuit, j'allai visiter les blessés que je connaissais; ils étaient étendus sur le sol dans la grande rue, et leurs blessures n'étaient pas encore pansées. L'un d'eux, le pauvre jeune Owen Brucelann, me prit la main quand je lui proposai d'aller chercher un chirurgien, et me dit que c'était inutile, qu'il ne pouvait en revenir, et, en effet, il expira quelques minutes après. Deux autres moururent également avant que j'eusse quitté la chambre où ils étaient. Plusieurs de ceux qui n'étaient pas dangereusement blessés furent conduits par leurs amis chez eux, où ils étaient sûrs d'être bien soignés par les femmes de leurs familles. C'était sans doute une triste occupation pour les pauvres mères, épouses et sœurs; mais nous n'avions pas encore d'hôpitaux réguliers organisés,

ce qui était un des pires aspects de notre campagne. N'avoir pas l'espoir de voir soigner et guérir nos blessures était chose fort triste sans doute, mais ce qui l'était bien davantage, c'était la certitude d'être mis à mort si nous étions faits prisonniers. Eh bien, je crois qu'avec cette sombre perspective devant les yeux, nous devinmes plus intrépides et plus avides que jamais de rencontrer l'ennemi en rase campagne; loin de désespérer et de rester sur le mont Gory sur la défensive, et malgré notre malencontreux mouvement rétrograde d'Arklow, nous reprîmes le lendemain nos opérations militaires offensives. Nos pertes en tués et blessés furent sans doute considérables, mais celles de l'ennemi le furent également. Le nombre n'en put jamais être exactement constaté; nous emportâmes quelques centaines de blessés du champ de bataille, mais, la nuit étant venue, il parait que nous en laissâmes un bien plus grand nombre derrière nous. Lorsque l'ennemi découvrit le lendemain ces infortunés, il les massacra immédiatement.

Esmond Kyan et quelques autres chefs blessés durent se rendre à Wexford pour se faire soigner. Ainsi finit la bataille d'Arklow.



## CHAPITRE IV

### SOMMAIRE

Principaux événements qui suivirent la bataille d'Arklow, jusqu'à la concentration d'une grande partie de nos forces sur le mont Vinegar, dans la soirée du 20 juin.

Notre erreur de n'avoir pas bivouaqué à Arklow pendant que l'ennemi était en pleine retraite. — L'armée irlandaise, à son retour d'Arklow, reste stationnaire au camp du mont Gory, les 10 et 11 juin, pour donner le temps à tous ceux qui étaient allés visiter leurs familles de revenir et de rejoindre leurs corps respectifs, et pour leur permettre, par ce repos, de recueillir leurs forces et de se préparer à de nouveaux combats. — Owens, ministre protestant et magistrat, prisonnier de l'armée irlandaise, échappe à la mort en se faisant passer pour fou; irritation soulevée contre lui par la renommée qu'il s'était acquise en condamnant aux bonnets de poix les malheureux amenés devant lui.

12 juin. Notre armée quitte le mont Gory et va camper au mont Limerick, d'où sont envoyés en reconnaissance des détachements d'éclaireurs dans la direction où l'on suppose devoir rencontrer l'ennemi.

13 juin. Un fort détachement envoyé en reconnaissance sur la route d'Arklow, y rencontre l'ennemi qui fuit en désordre et se rabat sur la ville. — John Thumping de Ballygullen, beau-frère de Hunter Gowan, amené prisonnier au camp, et mis à mort au has de la montagne par ceux dont les pères et les frères avaient été massacrés par ses fils et par son cruel beau-frère, Hunter Gowan.

14 juin. Envoi de plusieurs détachements de nos forces dans la direction de Carnew, de Shillelah, et de Tinnahilly. — Nos mouvements et nos efforts pour amener le général Needham et la garnison d'Arklow à sortir et à nous rencontrer en rase campagne demeurent inutiles.

15 juin. Grande escarmouche contre les troupes royales; nous les mettons en fuite et leur faisons un grand nombre de prisonniers.

16 juin. Nous quittons le mont Limerick, et arrivés au mont Plaisant, nous nous préparons à la bataille.

17 juin. Nouveaux combats dans lesquels l'ennemi est défait et forcé de se retirer dans les montagnes. — Brillante conduite de Mathieu Doyle et du corps d'Arklow. — Humaine intervention de Billy Byrne pour sauver la vie des prisonniers de notre camp, et pour laquelle il est plus tard exécuté à Wicklow. — Son procès et son exécution causent un grand chagrin dans tout le pays et attristent tous ceux qui le connaissaient personnellement. —

Mrs Meagher de Coolalugh vient visiter notre camp dans le but d'intercéder pour les prisonniers et de les sauver. — Comment je fis connaissance de cette dame.

18 juin. Arrivée à notre camp d'hommes échappés de Dublin par les montagnes de Wicklow, et qui nous apportent la nouvelle qu'on s'attend d'heure en heure au débarquement d'une armée française. — Mauvais effet produit par cette nouvelle. — Cruelle illusion des pauvres Irlandais qui comptent sur le secours de la France au moment où le vainqueur de l'Italie et ses quarante mille hommes font voile pour l'Égypte! — Cette nouvelle, arrivant dans un pareil moment, divise d'opinion nos chefs.

19 juin. Notre armée marche sur le mont Kileavan, et livre toute la journée de brillantes escarmouches à l'ennemi, qui, comme d'habitude, se refuse à risquer une bataille. — L'armée irlandaise, occupée toute la journée à escarmoucher, ne peut amener l'ennemi à une action générale dans laquelle les piquiers eussent été si utiles. — Mauvaises nouvelles de l'armée irlandaise devant Ross et invitation de son commandant en chef aux chefs de nos corps de concentrer toutes les forces sous leurs ordres au mont Vinegar. — Cruels résultats de cette manœuvre maladroite, intempestive et anti-militaire, trop tôt éprouvés. — Dans la soirée du 19 juin, notre armée quitte le mont Kileavan pour Camolen-Ferns, et elle arrive le lendemain, 20 juin, au pied du mont Vinegar.

21 juin 1798. Bataille du mont Vinegar et d'Enniscorthy, livrée au général Lake et à ses vingt mille hommes de troupes régulières et de milice. — Grande bravoure et intrépidité déployées sur toute la ligne par l'armée irlandaise. — Quelques chefs proposent de réunir toutes nos forces et d'attaquer le flanc gauche de l'ennemi. — La ville d'Enniscorthy et ses issues défendues par M. William Barker et le père Kearns. — Retraite de l'armée irlandaise, après la bataille, sur la ville de Wexford. — Son indignation en apprenant les négociations entamées le 21 juin, dès trois heures du matin, entre les habitants de cette ville et lord Kingsborough pour la reddition de Wexford aux troupes royales, à la condition que leurs vies et leurs propriétés seraient épargnées. — Le résultat de la bataille du mont Vinegar ne pouvait être connu à Wexford avant onze heures, car elle finit à neuf heures et elle avait été livrée à onze milles Irlandais de cette ville. — M. Barker, fait prisonnier, est enfermé dans la prison de Wexford, après avoir eu le bras amputé et parfaitement soigné pendant quelques jours par un chirurgien anglais. — M. Devoreux, père du général Devereux, est enfermé dans un cachot près de celui de M. Barker, et y meurt de la fièvre. — M. Barker, sa femme et son enfant, s'échappent à Hambourg et se rendent à Paris. — Humbert délaie que trop tard, après la dispersion des armées irlandaises.

Notre grande erreur de ne pas bivouaquer à Arklow pendant que l'ennemi était en pleine retraite, que je ne puis appeler notre échec, puisque nous gagnâmes la bataille, nous obligea à adopter un nouveau plan, celui de tenter d'amener l'ennemi à nous rencontrer en rase campagne. Ce plan consistait à changer fréquemment de

camp et à essayer, par nos marches et nos contre-marches devant la ligne anglaise, à décider l'ennemi à quitter ses retranchements et à venir nous attaquer à son tour, de manière à pouvoir faire agir immédiatement nos piquiers.

Après notre retour d'Arklow, nous restâmes stationnaires à notre camp du mont Gory les 10 et 11 juin, pour donner le temps à ceux qui étaient allés visiter leurs familles de revenir et de rejoindre leurs corps respectifs.

Le 12 juin, notre armée quitta Gory et campa le même jour sur le mont Limerick, d'où nous détachâmes des éclaireurs en reconnaissance dans la direction où nous jugions le plus probable de rencontrer l'ennemi, qui, soit dit en passant, s'enfuit à notre approche et refusa d'engager le combat avec nos hommes.

Les forces anglaises d'Arklow se gardèrent particulièrement de toute rencontre avec nos piquiers, qui leur avaient fourni si récemment un terrible exemple de l'utilité et de l'avantage de cette longue arme de main, dite la pique, lorsqu'on peut convenablement s'en servir contre l'ennemi. La garnison d'Arklow prit cependant courage et s'aventura à envoyer plusieurs détachements dans la campagne et le voisinage à quelques milles de la ville, — non pour rencontrer notre armée en rase campagne, mais pour massacrer de sang-froid tous les infortunés innocents qu'ils trouvèrent dans leurs maisons. L'ancien régiment de cavalerie anglaise, accompagné par les corps de cavalerie de milice, assouvit ses féroces appétits par ces exploits monstrueux. L'historien

orangiste Gordon est lui-même forcé d'avouer la grande étendue et l'énormité de ces crimes. Il essaye en même temps de les pallier en affirmant que les insurgés usèrent de représailles dans leur camp. Il y en eut plusieurs sans doute, mais il était presque impossible qu'il en fût autrement, en présence du grand nombre de ceux dont les plus chers parents avaient été massacrés avant l'insurrection par les magistrats inhumains et la milice orangiste. Et cependant plusieurs prisonniers contre lesquels les imputations les plus sérieuses d'actes sanguiinaires eussent pu être produites, furent sauvés. Je contribuai en plusieurs occasions, autant que je le pus, à faire épargner ces vils et ingrats individus, car je pensais que répandre le sang de cette manière ne pourrait jamais servir à notre cause. J'eus un jour, au grenier du marché de Gory, assez d'influence pour empêcher le fameux magistrat et ministre protestant Owens d'être tué. Il s'était rendu célèbre en faisant appliquer des bonnets de poix sur la tête des infortunés qui avaient le malheur d'être amenés devant lui, comme juge de paix. Plusieurs de ceux qui avaient été traités de la sorte par ce misérable bigot insistèrent pour qu'on le mit à mort tout de suite, mais je leur fis remarquer qu'il avait subi à son tour le supplice du bonnet de poix, qui lui avait enlevé les cheveux et la peau de la tête, et qu'il ne valait pas la peine qu'on lui infligeât un autre châtiment; qu'en outre, il était devenu idiot. Owens, voyant que j'avais réussi à les détourner de leurs desseins pour le moment, joua parfaitement son rôle. Il aperçut quelques jeunes filles parmi ceux que la curiosité amenait

pour voir les prisonniers, et il offrit ses services, pour les marier, à celles qui désireraient être unies à leurs amants. Il s'approcha d'un jeune homme et d'une jeune fille placés très-près de nous, leur joignit les mains et commença à l'instant la cérémonie du mariage, lorsque tout à coup la pauvre jeune fille innocente poussa un terrible cri et s'enfuit, ce qui fit rire et parut amuser tous les assistants. Agit-elle ainsi parce qu'elle n'aimait pas le jeune homme, ou parce qu'elle éprouvait scrupule à être mariée par un ministre protestant, c'est ce que je ne pus savoir. — Owens dut se montrer à la fenêtre du grenier du marché toutes les fois qu'un de nos corps passait dans la rue. Heureusement pour lui, les fenêtres étant à une grande hauteur du sol, les piques ne pouvaient l'atteindre. Une forte garde demeura continuellement à cette prison jusqu'au jour où notre armée quitta Gory pour se rendre au mont Limerick ; Owens et les autres prisonniers qui y étaient enfermés furent alors envoyés à Wexford, sous l'escorte de braves gens qui n'étaient pas altérés de répandre le sang humain, et ils échappèrent ainsi aux représailles sur lesquelles ils eussent dû compter tôt ou tard, s'ils fussent restés à Gory. — Quel contraste offre cette conduite humaine avec celle du féroce Hunter Gowan et des jeunes limiers qui composaient son corps de cavalerie de milice ; ces lâches meurtriers, sachant bien le sort qui les attendait s'ils étaient faits prisonniers, eurent grand soin de se tenir hors de la portée de notre armée et de ne jamais se risquer à combattre les amis des braves qu'ils avaient massacrés de sang-froid avant

l'explosion de l'insurrection. Cependant le père de deux de ces jeunes limiers, qui s'étaient rendus célèbres en fusillant le pauvre Garrett Fennell, James d'Arcy et plusieurs autres insurgés, le 25 mai, eut le malheur d'être fait prisonnier et amené à notre camp du mont Limerick; il s'appelait John Thumping, il vivait à Ballygullen, et il était beau-frère de Hunter Gowan, car ils avaient épousé deux sœurs, dont le père, Tommy Norton, fut le digne compagnon du monstre Hunter Gowan dans tous ses actes cruels de cette lamentable période. L'histoire ou la tradition doit transmettre à la postérité la plus reculée le souvenir de cette époque, pour rappeler aux nouvelles générations qu'elles ne doivent ni se reposer, ni pardonner, jusqu'à ce qu'elles se soient complètement affranchies de leurs patrons sanguinaires, les inhumains Anglais.

En revenant un soir à notre camp du mont Limerick, je rencontrai sur mon chemin quelques hommes qui escortaient un prisonnier, dans lequel je reconnus John Thumping que je connaissais parfaitement de vue, bien que je ne lui eusse jamais parlé. Je craignis le pire pour cet infortuné, en raison de la mauvaise réputation de ses fils et de ses infâmes relations, telles que Gowan, etc. Je me hâtai de gagner le camp, pour communiquer mes craintes à Ned Fennell, que je rencontrai à cheval. Il revenait justement, comme moi, de faire une reconnaissance. Cet intrépide jeune homme frémissait, comme tous les braves, à la pensée de verser le sang innocent; il convint parfaitement avec moi que Thumping ne devait répondre que de ses propres actes,

et nullement de ceux de ses fils infernaux. Nous retournâmes immédiatement sur nos pas pour aller au devant de l'escorte qui amenait au camp le prisonnier, mais nous aperçûmes au bas de la montagne une foule de peuple et un homme étendu mort à quelque distance. C'était le malheureux Thumping qui, rencontré par des individus dont le père et les frères avaient été massacrés par ses fils et par Hunter Gowan, avait été tué immédiatement par eux. Si le pauvre Ned Fennell était arrivé quelques minutes plus tôt, il eût sauvé cet infortuné; car nul ne pouvait revendiquer un droit aux représailles supérieur à celui du frère de l'une des premières victimes massacrées par les jeunes Thumping, mais non par leur père.

Pendant l'hiver qui suivit la fin de la guerre, un pauvre jeune homme qui vivait de son travail et qui avait fait partie de l'escorte qui avait conduit Thumping au camp, fut exécuté à Arklow, pour venger sa mort. Mat. Fennell, le frère de Ned et de Garrett, fut arrêté à la même époque; mais il dut probablement à sa jeunesse, car il n'avait que seize ans, de ne pas être offert en sacrifice pour apaiser la fureur des Orangistes vindicatifs et des cruels magistrats du pays de cette époque. Il est triste d'avoir à parler de ces douloureuses représailles. Je n'en vis aucune à notre camp des monts Carrigrew, Kileavan et Gory.

Tous nos mouvements et nos efforts pour décider le général Needham et la garnison d'Arklow à sortir et à nous rencontrer en rase campagne, demeurèrent inutiles, et à la nouvelle que le général Loftus avait quitté

Tullock, à la tête des troupes royales qui s'y trouvaient, et qu'il marchait dans la direction de Tinnahilly, tandis que le général Dundas et sa division étaient arrivés de Baltinglass à Hacketstown pour opérer leur jonction avec le général Loftus, nous quittâmes immédiatement notre camp du mont Limerick et nous marchâmes à leur rencontre.

Le 15 juin, notre avant-garde livra quelques brillantes escarmouches aux forces anglaises, et, après les avoir repoussées devant nous et leur avoir fait plusieurs prisonniers, nous campâmes, le 16 juin, au mont Plaisant, et nous nous préparâmes au combat.

Le lendemain, 17 juin, les généraux Loftus et Dundas, qui commandaient les forces anglaises, et qui étaient arrivés, l'un de Tullock, et l'autre de Hacketstown, avec la détermination arrêtée d'attaquer notre camp, et après s'être même vantés que nous ne pourrions leur résister ni garder notre position du mont Plaisant plus d'une demi-heure, se trouvèrent en vue de notre armée, et, en la voyant si formidablement rangée en ligne pour les recevoir, ils hésitèrent et arrêtèrent subitement leurs troupes, au lieu de venir nous attaquer et de commencer la bataille. En présence de cette hésitation de l'ennemi, nos généraux ordonnèrent à nos braves compagnons de sortir du camp et d'engager le combat, ce qui fut immédiatement exécuté avec grand succès. Nous obligeâmes les troupes royales à se retirer précipitamment et à abandonner un grand parc de bétail et une grande quantité de provisions qui suivaient leur armée ; et malgré les nombreux corps de cavalerie qui cou-



vraient ses derrières, nous fîmes un grand nombre de prisonniers et nous forçâmes l'ennemi à quitter sa première position et à en occuper une autre à une grande distance, sur une montagne, d'où il se prépara à rétrograder sur Tullow et Hacketstown. Ici, comme presque partout où nous rencontrâmes l'ennemi, l'habileté seule nous manqua pour poursuivre les troupes royales et assurer notre succès. Le peuple était assez nombreux et avait assez de courage pour mettre en déroute toutes les forces envoyées contre lui, s'il eût été habilement commandé.

Dans cette journée, tous nos corps déployèrent le plus grand courage et la plus grande célérité à marcher à l'attaque de l'ennemi; mais je dois mentionner en particulier un corps qui prouva, dans cette occasion, aux Anglais, qu'ils eussent été bien reçus par nos piquiers, s'ils étaient venus attaquer notre ligne ou s'ils nous avaient attendus pour accepter la bataille.

Je ne prétends pas avancer que Mathieu Doyle et les hommes d'Arklow qu'il commandait combattirent avec plus de courage et déployèrent plus d'intrépidité que les autres corps de notre petite armée, mais ce que je dois dire, c'est que je ne pus me défendre d'admirer l'habileté militaire avec laquelle il fit manœuvrer, marcher et contremarcher ses hommes en présence de l'ennemi. Doyle était en manches de chemise, avec une écharpe rouge autour de la ceinture et un immense sabre nu à la main. Il était à la tête de deux cents magnifiques compagnons, qui gardaient tous leur rang comme s'ils eussent été des soldats accomplis, et qui

exécutaient strictement ses ordres. A un certain moment, un grand corps de cavalerie ennemi arriva au galop tout près de nous sur la route au-dessus de laquelle nous étions placés ; mais avant qu'il eût eu le temps de passer, Doyle fit barrer la route par ses hommes, à un endroit formant un coude, et l'attendit de pied ferme. La cavalerie, en apercevant cette formidable barrière qui lui barrait le passage, s'arrêta subitement, tourna bride et s'enfuit, ce qui provoqua de grands applaudissements parmi nos hommes qui se trouvaient placés sur une éminence, près de la route et à une portée de pistolet de la cavalerie, au moment où elle tourna bride. Plusieurs des cavaliers durent être blessés par le feu de nos fusiliers qui continua tant que l'ennemi demeura à portée. On aurait pu tirer bon parti de l'enthousiasme causé par cette escarmouche, car nos piquiers se trouvaient prêts à marcher contre toute cavalerie, infanterie ou artillerie ; mais la journée était avancée et le corps principal de l'ennemi était trop loin pour qu'on pût le rejoindre avant la nuit. La ville de Tinnahilly nous offrit très-peu de ressources. Comme position militaire, elle n'avait aucune valeur pour nous ; nous y trouvâmes cependant un peu de poudre dont nous avons grand besoin, et quelques armes à feu en mauvais état et qui avaient été abandonnées par les Orangistes dans la confusion de leur fuite.

Nous y fûmes rejoints par plusieurs braves compagnons qui s'étaient tenus jusque là cachés dans les montagnes, perpétuellement exposés au danger d'être découverts et fusillés, s'ils tentaient de sortir de leurs retraites.

Ce fut durant le séjour que fit notre armée au camp du mont Plaisant, que le pauvre Billy Byrne de Ballymanus, par son humaine intervention, sauva la vie de plusieurs prisonniers contre lesquels pesait l'accusation d'avoir persécuté le peuple. Parmi les prisonniers se trouvait Thomas Dowse, un gentleman-fermier et un éleveur avec lequel le pauvre Byrne était intimement lié. Il usa nécessairement de toute son influence, et parvint à faire mettre Dowse en liberté. Mais pourra-t-on croire que dans le procès de Byrne, qui eut lieu plus tard à Wicklow, le témoignage de Dowse, attestant sa profonde reconnaissance et qu'à Byrne seul il devait la vie, fut la principale déclaration qui motiva le verdict de culpabilité et l'exécution de l'infortuné Billy Byrne, son influence sur les insurgés prouvant qu'il était rebelle au gouvernement anglais.

Byrne se trouvait, au mont Plaisant, dans son propre pays et dans un voisinage où chacun le connaissait, l'aimait et le respectait ; il n'était donc point extraordinaire qu'il eût pu sauver des individus qu'on n'avait pu convaincre de crimes bien sérieux, et cependant ces actes d'humanité suffirent aux cruels hommes influents qui dirigèrent son procès à Wicklow, pour prouver que Byrne avait dû être un des chefs des insurgés, attendu qu'autrement il n'eût pas eu le pouvoir d'empêcher Thomas Dowse d'être mis à mort. — Quelle monstruosité et quelle désolation, que de voir un aussi brave homme sacrifié pour apaiser la soif de sang des limiers orangistes !

Fitzgerald, chef d'état-major du général Hunter, à

Wexford, obtint pour Byrne, du général en chef des forces anglaises, un sauf-conduit sur la foi duquel il quitta le pays et vint rejoindre ses sœurs à Dublin. Il s'y promena publiquement pendant plus d'un mois, tellement il était convaincu de son innocence et qu'il n'avait rien à craindre; d'autant plus que son frère aîné, Garrett Byrne, un des chefs principaux et des généraux distingués de notre armée irlandaise, s'était rendu quelque temps auparavant à sir John Moore, à la condition d'être autorisé à quitter le pays et à s'expatrier pour toujours. — Quel malheur que William Byrne n'ait pas eu affaire à un homme comme sir John Moore, qui pris sa réputation et sa parole d'honneur donnée à Garrett Byrne, plus que les flatteries ou les récompenses qu'il eût pu obtenir des inquisiteurs du château de la cité de Dublin, qui présidaient à cette mémorable époque aux destinées de notre malheureux pays.

J'espère qu'on ne m'accusera pas de présomption pour m'être autant étendu sur ce triste sujet; mais, quoique très-jeune alors, je connaissais trop bien le pauvre Byrne pour ne pas apprécier son esprit élevé et l'horreur avec laquelle il parlait des crimes commis avant et pendant l'insurrection. Je dînai à côté de lui deux jours avant son arrestation, chez mon demi-frère Edward Kennedy. J'étais sorti de ma retraite pour l'y rencontrer, et je ne pus m'empêcher de remarquer la sérénité de ses manières et la grande sécurité qu'il éprouvait qu'aucun danger ne pouvait le menacer, en raison du sauf-conduit qu'il avait obtenu.

Hélas! il fut promptement et cruellement dé trompé,

et il apprit qu'on ne pouvait ajouter aucune foi aux saufs-conduits délivrés par l'autorisation du lord Cornwallis, au cœur dur, ou de tout autre des tyrans anglais qui gouvernaient alors la malheureuse Irlande.

Le procès subit et l'exécution de Byrne à Wicklow causèrent la plus douloureuse sensation dans tout le pays, et attristèrent les cœurs de tous ceux qui le connaissaient personnellement. C'était un parfait gentleman, doué du plus solide jugement. Il montra le plus grand courage. Il était aimable et simple de manières, beau, puissamment bâti et bien proportionné; il avait six pieds six pouces de haut et vingt-quatre ans d'âge. Tel était l'a jamais regretté Billy Byrne.

Je ne dois pas omettre de mentionner le nom d'une généreuse et noble dame qui se rendit à notre camp du mont Plaisant, dans le but d'aider et assister Billy Byrne à obtenir la délivrance de plusieurs prisonniers. Cette dame était mistress Meagher de Coolalugh, dont le beau-fils, Dan Kervin, un des chefs des hommes du comté de Wicklow, se distingua tant à la bataille d'Arklow, et jouissait d'une grande influence dans notre armée. Comme mistress Meagher était une demoiselle Byrne avant son mariage, qu'elle était alliée à la famille Ballymanus, et qu'elle possédait de très-gracieuses manières, elle réussit au delà de son attente à persuader, même à ceux qui avaient eu leurs plus chers parents massacrés par les Orangistes, que les représailles ne leur rendraient pas la vie, et qu'il valait mieux en cette circonstance se montrer généreux et miséricordieux.

Je dois raconter ici comment je fis connaissance de mistress Meagher et de son beau-fils, Dan Kervin. Ce dernier épousa, vers 1795, la sœur de mon beau-frère, miss Mary Doyle de Ballytemple. J'assistai à leurs noces, qui se terminèrent d'une triste manière. Après avoir passé une délicieuse soirée, les jeunes époux quittaient, à onze heures, la table du souper, lorsque la mariée tomba morte sur le parquet, en traversant la salle à manger pour se rendre dans sa chambre à coucher. Elle s'appuyait en cet instant sur le bras de ma sœur, mistress Doyle. Il est inutile de dire ce qu'éprouvèrent tous les assistants pendant cette triste nuit, lorsqu'ils se virent précipités subitement du sommet de la gaité et de l'allégresse dans un tel chagrin.

Un an après ce sombre événement, Dan Kervin épousa la fille de mistress Meagher, dont il eut deux enfants. Il fut tué d'un boulet de canon, à la bataille du mont Vinegar. Le fils aîné de mistress Meagher, Pierre, qui résidait à Dublin, et mon demi-frère Edward Kennedy, épousèrent les deux sœurs, les demoiselles Leonard, de la rue Meath.

J'ai mentionné les circonstances précédentes pour montrer la facilité que je possédais de connaître et de constater tout ce qu'on pouvait espérer ou attendre d'un soulèvement général dans les comtés de Dublin, de Wicklow et de Kildare.

Trois hommes de la cité de Dublin, qui s'étaient échappés avec difficulté à travers les montagnes de Wicklow, nous rejoignirent à notre camp du mont Plaisant. Ils connaissaient Dan Kervin, et ils nous apportèrent

la triste nouvelle que le peuple de Dublin était complètement désarmé, que ses chefs se trouvaient en prison ou en fuite, et que les braves gens de Kildare qui, les premiers, étaient entrés en campagne, s'étaient dispersés dans toutes les directions; et les journaux du mois de mai, qu'ils remirent à Garrett Byrne et aux autres chefs, nous apprirent que le général Buonaparte venait d'être nommé commandant en chef de l'armée française, destinée à envahir à la fois l'Angleterre et l'Irlande. Cette nouvelle fut sans nul doute reçue avec joie à notre camp. Mais quelle cruelle illusion pour les pauvres Irlandais, que de compter sur l'aide ou le secours de la France, au moment où le conquérant de l'Italie et ses quarante mille hommes étaient en route pour l'Égypte ! En outre, cette nouvelle ne servit, dans un pareil moment, qu'à créer une divergence d'opinions entre les chefs, attendu que quelques-uns d'entre eux pensèrent qu'il serait d'une meilleure et plus sage politique d'attendre le débarquement des Français en Irlande, et de ne pas risquer une bataille générale avant d'avoir pu opérer notre jonction avec eux, tandis que, d'un autre côté, la majorité des chefs pensa que le maintien de la défensive serait suivi des pires conséquences, faute de places fortes où notre armée eût pu se défendre, pour s'y replier. On résolut donc d'aborder l'ennemi en rase campagne; mais, en même temps, de choisir de bonnes positions militaires où nos piquiers pourraient agir rapidement; et, comme conséquence de cette résolution, notre armée arriva, le 19 juin, au mont Kileavan, et s'y rangea en ligne de bataille, la plus formidable, je dois le dire, que

j'eusse encore vue depuis le commencement de la guerre. Chacun se trouvait à son poste, et espérait que les généraux Dundas et Loftus, et leurs divisions, n'hésiteraient pas à venir nous attaquer; mais, comme d'habitude, ces prudents généraux se tinrent à une certaine distance, pour nous décider à quitter notre forte position du mont Kileavan. Il nous fallut donc marcher en avant, pour amener l'ennemi à combattre, dans la direction de Carnew, ville dans laquelle, bien qu'elle fût presque complètement brûlée, les généraux anglais, qu'avaient rejoint le général Lake et son état-major, se proposaient d'établir leur quartier général. De grandes escarmouches s'y engagèrent entre nos fusiliers et les carabiniers ennemis, et notre petite artillerie, qui marchait à l'arrière, passa en front et ouvrit une brillante canonnade contre l'ennemi. Son feu et notre ligne formidable de piquiers qui s'avançaient comme une muraille, firent rétrograder les troupes royales. On les poursuivit rapidement, et le combat continua jusqu'au moment où la nuit vint y mettre un terme. Nos piquiers n'avaient jamais, auparavant, témoigné d'un désir plus déterminé de faire bon usage de leurs armes qu'en cette occasion, et si l'ennemi avait accepté la bataille, dans la forte position que nous occupions ce jour-là sur la montagne, nous l'eussions gagnée sans aucun doute. Quel malheur d'employer toute une journée à escarmoucher sans pouvoir entraîner l'ennemi à une action générale, à laquelle la grande masse de nos piquiers eût trouvé l'occasion de participer et de prouver ce que pouvaient accomplir des braves, munis de cette arme puissante, la pique, qui était



alors la terreur des troupes anglaises, aussi bien que des Orangistes.

Nous eûmes quelques braves compagnons de tués et un grand nombre de blessés pendant cette journée de combat. Mon frère Hugh reçut une balle dans la cuisse, et, dès qu'elle l'apprit, ma chère sœur accourut, fit panser sa blessure et resta près de lui, après l'avoir fait placer sur un chariot qu'elle chargea un homme de confiance de conduire dans le cas d'un départ forcé. Ce fut très-heureux que ma sœur eût pourvu à tout cela en mon absence, car autrement notre pauvre frère eût pu être abandonné; car, me trouvant vivement engagé contre l'ennemi, sur la route qui conduisait de notre camp à Carnew, je n'eusse pu quitter mon poste, que je gardai avec les braves qui m'entouraient jusqu'à ce que la nuit fût devenue complète, et que l'ennemi eût rétrogradé et opéré sa retraite sur Carnew.

Quand nous rejoignîmes notre camp sur la montagne, nous le trouvâmes déjà presque entièrement évacué; l'ordre d'une marche de nuit venait d'être donné après un conseil des chefs principaux, tenu en conséquence d'une dépêche du général en chef des forces irlandaises devant Ross, dans laquelle il annonçait qu'il ne pouvait y garder sa position, et qu'il allait être forcé de rétrograder avec son corps d'armée pour couvrir la ville de Wexford. Il appuyait, auprès de notre général, sur la nécessité de concentrer immédiatement toutes nos forces au mont Vinegar, afin de coopérer avec son armée. Une chaude discussion eut lieu, sur ce dernier point, parmi les chefs en conseil. Anthony Perry et tous les chefs du

comté de Wicklow étaient d'avis de marcher rapidement sur Rathdrum, et de couper ainsi les communications des forces royales avec Dublin par cette partie du comté de Wicklow; et, dans le cas où ce plan ne serait pas adopté, de manœuvrer et de combattre l'ennemi de notre mieux dans le pays que nous occupions alors, et où nous étions encore victorieux, attendu que les troupes anglaises et les miliciens que nous avions devant nous n'osaient pas se commettre avec nos piquiers.

L'exécution de l'un ou de l'autre de ces plans eût été une meilleure diversion en faveur de Wexford que notre marche maladroite sur le mont Vinegar; mais Edward Fitzgerald, qui jouissait à juste titre d'une grande influence parmi les hommes du comté de Wexford, Garrett Byrne et plusieurs des chefs de Wicklow également, jugèrent préférable de concentrer les forces irlandaises au mont Vinegar et d'y livrer une bataille générale. Malheureusement, cette opinion prévalut, et, conséquemment, notre petite armée commença son mouvement pendant la nuit du 19 juin 1798, sans rencontrer aucun obstacle de la part de l'ennemi, qui n'apprit que dans la matinée que nous avions quitté le mont Kileavan. Voyant que nous n'étions pas suivis par les troupes royales, nous fîmes halte pour nous reposer la nuit dans le voisinage de Camolen-Ferns, où nous nous procurâmes quelques rafraîchissements pour nos hommes, qui se trouvaient alors extrêmement accablés de faim et de fatigue.

Le lendemain matin, 20 juin, nous reprîmes notre marche vers le mont Vinegar, très-lentement, pour don-

ner le temps aux traînards et à ceux qui s'étaient éloignés, en quête de quelque nourriture, de regagner leurs corps respectifs.

Notre colonne s'encombra alors énormément d'un grand nombre de pauvres femmes, qui fuyaient, avec leurs enfants et tout ce qu'elles pouvaient emporter de précieux avec elles, devant l'armée anglaise et les miliciens, qui dévastaient tout le pays que nous venions de quitter, en allant de maison en maison fusiller les malades et les blessés qu'ils y trouvaient, violer les femmes, etc. Il serait difficile de peindre la situation cruelle des malheureuses femmes qui durent rester chez elles pour soigner et garder leurs parents malades et blessés, alors abandonnés et exposés à être massacrés par l'impitoyable soldatesque anglaise. Le souvenir m'en fait frémir et rougir de honte pour ma patrie, qui assista à la perpétration de ces crimes monstrueux sans trouver le courage de se soulever en masse et de sacrifier jusqu'à son dernier homme, plutôt que de demeurer prosternée aux pieds de ses tyrans pendant qu'ils commettaient de tels outrages. Il est véritablement lamentable d'y songer. Nous aurions pu, à quelque instant que ce fût de cette journée du 20 juin, revenir sur nos pas avec dix mille piquiers résolus, et attaquer les troupes anglaises, qui nous suivaient, sous les ordres des généraux Dundas et Loftus, avec la certitude de les battre et de venger les cruautés qu'elles avaient commises. Mais non, il était écrit que nous nous rassemblerions sur le mont Vinegar, que nous abandonnerions cette grande étendue de pays où nous avons été si heureux, et que nous jouerions

ainsi le jeu que nos ennemis désiraient depuis si longtemps nous voir jouer.

Le général Needham put alors en toute sécurité quitter Arklow avec toutes les troupes sous ses ordres, et s'avancer sur notre flanc gauche, tandis que le général Duff n'eut plus rien pour arrêter sa marche sur notre flanc droit, avec les forces qu'il commandait à Newtownbarry; d'autant plus qu'il était appuyé par le général Johnston, qui, n'ayant plus rien à craindre de ce côté, arrivait de Ross avec toutes les troupes royales qui s'y trouvaient, pour coopérer à l'attaque simultanée que le général Loftus entendait diriger sur la ville d'Enniscorthy et le mont Vinegar.

Comment nos généraux purent-ils penser un instant que le mont Vinegar était une position militaire susceptible d'être défendue pendant quelque temps sans approvisionnements, sans munitions de guerre et sans de grands canons? Il s'élève à une certaine hauteur, sans doute, au-dessus de la rivière Slaney et de la ville d'Enniscorthy, qu'il commande; mais, d'un autre côté, l'artillerie, la cavalerie et l'infanterie peuvent atteindre avec la plus grande facilité le sommet de la montagne. Mais le dé de la guerre était jeté; il fallait que notre petite armée irlandaise fût rangée et réunie en masse sur cette montagne, pour y attendre l'arrivée de l'armée anglaise, qui marchait sur nous de toutes les directions, avec de grands parcs d'artillerie bien fournis de tout ce qu'exige une bataille, tandis que nous n'avions avec nous que deux pièces de six, un petit obusier, et à peine une charge de munitions pour ces canons. La ville d'Ennis-

corthy avait placé sur la montagne quelques petites pièces d'une livre qui servirent fort peu, faute de cartouches préparées pour leur usage.

En quittant notre bivouac, dans la matinée du 20 juin, nous formâmes une arrière-garde assez bien organisée pour couvrir notre colonne, qui marchait très-lentement, en raison du grand encombrement causé par les innombrables charrettes et chariots servant au transport des familles qui fuyaient la terrible dévastation portée, dans tout le pays que nous venions d'abandonner, par les Anglais et la milice.

Pendant cette journée de marche, j'arrêtai plusieurs fois la partie de l'arrière-garde que je commandais, dès que je voyais approcher la cavalerie ennemie, afin de donner le temps à notre colonne embarrassée d'avancer et de sortir des défilés étroits; mais cette cavalerie s'arrêtait également lorsqu'elle nous voyait rangés en masse pour la recevoir, et, lorsque nous barrions la route avec quelques-uns de nos chariots pour arrêter sa marche, la vue de ces chariots suffisait pour la faire rétrograder, tellement elle craignait de tomber dans une embuscade. Nous eûmes donc à peine à escarmoucher ou à combattre avant d'arriver au pied du mont Vinegar, assez tard dans la soirée. La nuit était noire, mais les milliers de petits feux aperçus dans les champs et la plaine autour de la montagne, et près desquels nos soldats se préparaient à prendre quelque nourriture et à passer la nuit, offraient une illumination suffisante et présentaient en même temps l'apparence d'un vaste camp ou plutôt du bivouac d'une armée française régulière.

Dès que j'eus pris connaissance des dispositions arrêtées pour le lendemain, je me disposai, ainsi que les braves qui avaient fait partie de l'arrière-garde avec moi, à reposer pendant la nuit, notre arrivée tardive nous ayant exemptés de tout service immédiat. Je n'ai pas besoin d'ajouter que nous dormîmes tous très-profondément jusqu'à ce que, réveillés vers deux heures du matin, le mémorable 21 juin 1798, par quelques volées de coups de canon, nous apprîmes que le général Johnston, qui était arrivé de Ross avec les troupes royales pour attaquer Enniscorthy, avait vu son avant-garde repoussée, le 20 juin, par une partie de nos forces, commandées par M. William Barker d'Enniscorthy et le révérend Moïse Kearns, et que l'escarmouche avait continué jusqu'à ce que la nuit vînt y mettre un terme, entièrement à l'avantage et à la satisfaction de ces braves chefs.

Nous apprîmes également que l'armée irlandaise devant Ross, commandée par le révérend Philippe Roche, général en chef, avait quitté le 19 juin le mont Lacken pour la montagne des Trois-Roches, et que le lendemain, 20 juin, le général Roche avait dirigé son armée sur Lorgraig ou Fooksmill, et y avait livré une bataille désespérée au général Moore, qui commandait les troupes royales, mais que, comme ce dernier allait être rejoint par un renfort considérable qui venait justement de débarquer d'Angleterre, le général Roche, après un combat de quatre heures, avait pris la résolution de se retirer et de rétrograder de nouveau sur Wexford, retraite qu'il avait effectuée en bon ordre. Sir

John Moore jugea sans doute prudent de ne pas risquer une nouvelle bataille avant que son armée n'eût été renforcée, et il était même sur le point de faire retraite quand il apprit que deux régiments arrivaient rapidement à son secours, et il se contenta alors de garder sa position et d'attendre ce renfort.

Tous ces renseignements nous prouvèrent clairement que nous n'avions nul secours à attendre au mont Vinegar de cette partie des forces irlandaises, qui venaient de rétrograder pour couvrir la ville de Wexford; et, pour ajouter à ce malheur, un de nos généraux, Edward Roche, qui avait été le principal instigateur de la fausse manœuvre de l'abandon par notre armée de la forte position militaire que nous occupions dans le comté de Wicklow pour nous concentrer à Enniscorthy et au mont Vinegar, et qui s'était engagé solennellement à se rendre dans son propre pays et à y forcer les milliers d'hommes qui s'étaient absentés pour visiter leurs familles à rejoindre de suite leurs corps respectifs, perdit un temps précieux en se rendant à Wexford pour s'entendre avec ceux qui pensaient que, par l'intervention immédiate et l'intercession de leur noble prisonnier, lord Kingsborough, auprès du général en chef des forces anglaises, Lake, ils obtiendraient leur salut et celui de la ville de Wexford. Ils furent promptement et cruellement détrompés, et nous fûmes condamnés à livrer la bataille du mont Vinegar, en l'absence du général Edward Roche et de sa brave division de cinq mille hommes, les meilleurs tireurs de l'armée irlandaise.

En dépit de cette défection, nous étions au nombre

de près de vingt mille hommes, le 21 juin, mais trois à quatre mille au plus avaient des armes à feu et une très-minime provision de poudre et de balles; tandis que le général Lake avait à nous opposer vingt mille hommes de troupes anglaises régulières, avec un parc considérable d'artillerie et des munitions de guerre de toute espèce, sans compter les nombreux corps de cavalerie de milice bien équipés et armés, attachés à chaque division de son armée.

BATAILLE DU MONT VINEGAR ET D'ENNISCORTHY  
ET RETRAITE DE L'ARMÉE IRLANDAISE SUR WEXFORD,  
21 JUIN 1798.

Au point du jour, les différents corps commencèrent à quitter leurs bivouacs pour occuper chacun la position qui lui avait été assignée sur la montagne et sur toutes les routes aboutissant à la ville d'Enniscorthy. Nous laissâmes à Drumgold, un des faubourgs de la ville sous le mont Vinegar, nos blessés, que nous avions amenés avec nous sur des chariots, du comté de Wicklow, pour les placer à l'hôpital; nous y laissâmes également un grand nombre de femmes et de jeunes filles qui avaient suivi leurs maris et leurs frères pour fuir les monstres anglais qui dévastaient leurs demeures. Leur présence embarrassait tristement sans doute notre colonne, mais elle n'abattait nullement le courage de



nos soldats; au contraire, s'ils eussent eu besoin d'une cause quelconque pour les exciter à accomplir de valeureux exploits, ils l'eussent trouvée dans cette occasion de protéger des femmes innocentes, leurs liens les plus chers à la vie. Quelle scène attendrissante que de contempler la séparation qui eut lieu à l'aube du jour, de voir les maris quitter leurs femmes, les frères leurs sœurs, pour ne plus les revoir!

Nos avant-postes commencèrent à escarmoucher avec le jour; cependant la bataille ne devint générale sur toute la ligne qu'à sept heures, mais au point du jour plusieurs coups de canon partis du camp ennemi se firent entendre dans diverses directions. Ces signaux nous prouvèrent que nous étions presque complètement cernés de tous les côtés, à l'exception de celui de Wexford, qui eût dû être occupé par le général Needham, s'il eût suivi, a-t-on dit, ses instructions. Ceci est un pur caquet; il resta à l'arrière, comme réserve, par les ordres de son général en chef, Lake, pour tenir libre la route de Gory. Ce prudent général anglais, qui avait refusé de nous combattre au mont Kileavan, n'était pas désireux de s'exposer à une charge de nos piquiers, sans avoir en réserve une division pour se replier sur elle, en cas de défaite. Sa puissante artillerie commença un feu terrible, qui fut dirigé pendant quelque temps contre le sommet de la montagne, que l'on considérait comme notre forte position, et où l'on pensait que nos hommes étaient massés, prêts à être lancés au combat. Notre petite artillerie, en répondant aux grands canons de l'ennemi, eut bientôt dépensé sa dernière charge de

munitions, et sans produire un grand effet. Esmond Kyan nous manquait ici pour la commander, comme il l'avait fait à la bataille d'Arklow ; mais malheureusement ce brave officier avait dû rester à Wexford, pour se guérir de sa blessure. Pour remédier immédiatement au mauvais effet qu'eût pu produire le silence de notre artillerie, on forma une forte colonne de piquiers choisis, composée des hommes du comté de Wicklow, et des corps de Monaseed, de Bally-Ellis, de Gory, etc., pour attaquer le flanc gauche de l'ennemi, le tourner, si c'était possible, et faire agir nos piquiers, seule ressource qui parût alors nous rester ; car nos fusiliers avaient aussi presque épuisé leur mince approvisionnement de munitions ; quant à défendre les retranchements élevés sur la montagne, il eût été parfaitement ridicule de le tenter, car ils n'avaient pas plus d'une couple de pieds de hauteur en maints endroits.

Je n'avais pas revu le mont Vinegar depuis le matin qui avait suivi la bataille de Newtownbarry, le 2 juin, et je fus surpris de trouver qu'on n'avait presque rien fait pour le rendre formidable contre l'ennemi ; les vastes clôtures et fossés qui l'environnaient de trois côtés et qu'on eût dû niveler à ras du sol, à au moins une portée de canon ou un demi-mille de distance, n'avaient pas été touchés. Les forces anglaises, profitant de ces clôtures, avancèrent de champ en champ en amenant avec elles leurs canons qu'elles placèrent avantageusement derrière et à couvert des haies et des clôtures ; tandis que nos hommes se trouvaient exposés au feu terrible de leur artillerie et de leurs fusils sans pou-

voir les débusquer de leurs solides retranchements dans ces champs.

Cependant plusieurs colonnes de nos piquiers furent immédiatement lancées à l'attaque de la formidable position de l'ennemi derrière les clôtures des champs. Et ce fut en dirigeant l'une de ces attaques désespérées que le splendide Dan Kervin fut tué à la tête des braves gens du comté de Wicklow. Sa mort, dans un tel moment, fut une perte cruelle quoiqu'il eût été bientôt remplacé par un chef également brave; mais on put difficilement arracher ses soldats au découragement où les avait plongés ce malheur, d'autant plus que plusieurs de leurs braves camarades étaient tombés au même instant à côté de Kervin. Ce fut, en vérité, un miracle, si les autres chefs échappèrent à la mort; ils déployèrent, tous, le plus grand sang-froid et le plus grand courage en chargeant à la tête de leurs soldats sous le terrible feu des batteries ennemies, qui vomissaient les boulets de canon, la mitraille et les balles aussi dru qu'une averse de grêle.

Anthony Perry, Edward Fitzgerald, Garrett Byrne, le père John Murphy, Johnny Doyle, Ned Fennell, Nick Murphy et bien d'autres, dont j'oublie les noms en ce moment, se distinguèrent dans cette mémorable bataille. Je dois également mentionner les noms de quelques braves gens qui furent tués et que je connaissais bien. Deux braves jeunes gens, les frères Patt et Ned Headen, furent tués à côté l'un de l'autre. Ils laissaient derrière eux leur mère qui était veuve. Leur frère aîné, James, fut transporté. John Shehan de Monaseed, un jeune homme qui montra un grand courage, fut tué; James

Mallow de Ballylusk, qui laissa une femme et trois enfants, combattit bravement et fut tué à la tête de notre colonne. Thomas Neill d'Armagh, qui tenait un entrepôt général et un magasin de drap, un industriel et digne homme, succomba également; sa malheureuse veuve, avant de consentir à contracter un second mariage, vint à Dublin, un an après cette époque, me trouver dans le lieu où j'étais caché pour s'assurer de la mort de son mari. Quand je l'eus convaincue à cet égard, elle retourna chez elle et épousa Bryan Reilly, un brave jeune homme qui continua son commerce comme l'avait fait son premier mari.

J'avais assisté à bien des combats et des batailles, mais je n'avais jamais vu auparavant déployer autant de bravoure et d'intrépidité qu'en montra toute notre ligne, pendant près de deux heures, jusqu'au moment où les munitions nous manquèrent. Quelques-uns de nos chefs proposèrent alors de réunir toutes nos forces, d'attaquer le flanc gauche de l'ennemi, de le tourner et de rétrograder vers le comté de Wicklow.

Au commencement de la bataille, ce plan eût pu facilement s'exécuter; mais, n'eût-il pas été cruel et honteux d'abandonner ainsi la ville, les braves qui la défendaient aussi héroïquement, nos blessés, et les malheureuses familles qui s'étaient enfuies et qui avaient suivi notre camp?

La ville d'Enniscorthy et ses issues furent splendidement défendues par M. William Barker et le père Kearns, qui, à la pointe du jour, occupèrent, avec les corps qu'ils commandaient, les avant-postes au delà de la porte

Duffery, où ils avaient escarmouché la veille au soir contre les forces anglaises commandées par le général Johnston.

M. Barker avait une pièce de quatre montée sur un chariot qui servit peu, en dehors de l'effet moral qu'elle put causer sur ses hommes. Ses qualités militaires et la connaissance de la tactique qu'il avait acquise au service de la France lui furent d'un grand avantage et profitèrent à la défense de la place confiée à sa garde.

M. Barker commença d'abord par placer un fort poste de réserve sur le pont, et il s'avança ensuite avec son corps principal à la rencontre de l'ennemi, en faisant couvrir chacun de ses flancs par ses fusiliers. Dans cet ordre de bataille, il commença une attaque désespérée sur la ligne de l'ennemi et tint bon jusqu'à ce qu'il se fût aperçu que nos forces avaient abandonné la montagne; il continua encore alors à se défendre et à disputer chaque position, et il se maintint sur le pont avec une valeur au delà de toute expression, jusqu'au moment où il perdit un bras et fut emporté du champ de bataille.

M. Barker était environné de ces braves d'Enniscorthy qui étaient prêts à le suivre à travers tout. Son absence de leurs rangs fut cruellement ressentie par eux; à cet instant critique, l'intrépide Kearns prit le commandement à la place de M. Barker, mais lui aussi reçut bientôt une blessure qui priva cette division de notre armée de deux chefs dignes de confiance.

La retraite de la ville devint alors inévitable comme celle de la montagne; tous nos hommes se dirigèrent rapidement vers la route de Wexford, que n'interceptait

pas l'implacable général en chef, Lake, qui se contenta ce jour-là d'occuper la ville et de faire brûler nos malades et nos blessés dans la maison qui servait d'hôpital. Tous les blessés trouvés sur le champ de bataille ou dans les maisons furent à l'instant mis à mort par ses ordres. Heureusement pour M. Barker, quelques officiers humains de l'état-major du général s'établirent dans sa maison qu'ils sauvèrent de l'incendie, et ils empêchèrent les cruels Orangistes de le fusiller. Un de ces officiers d'état-major était un chirurgien des troupes anglaises. Il opéra l'amputation du bras fracassé de M. Barker et pansa avec soin sa blessure pendant un jour ou deux. Mais ces soins bienveillants cessèrent bientôt. Par ordre du général en chef, M. Barker fut arrêté, envoyé et confiné immédiatement dans la prison de Wexford pour y être jugé comme chef et général des insurgés, déclaré nécessairement coupable comme tel et exécuté sans pitié. Sa digne femme et son fils Arthur l'accompagnèrent dans sa triste prison pour y attendre qu'il subit son procès devant une cour martiale, composée d'Orangistes prévenus. Il serait difficile de décrire les scènes affligeantes auxquelles ils assistèrent entre les exécutions qui avaient lieu journellement et la fièvre maligne qui sévissait dans la prison. M. Devereux de Taghmon mourut de cette maladie dans le cachot voisin de celui de M. Barker. Il était père du général John Devereux, qui se distingua tant depuis en combattant pour l'indépendance de l'Amérique du Sud sous Bolivar.

M. Barker ne perdit pas de temps pour informer son beau-frère, M. Arthur Barker, de Waterford, de leur

grand malheur et de leur triste position. Ce gentleman, qui était bien connu des premières familles de Wexford et qui ne se trouvait nullement impliqué dans l'insurrection, accourut immédiatement au secours de son frère. Après les plus grands efforts, il parvint à faire relâcher provisoirement M. Barker en raison de son mauvais état de santé.

M. Arthur Barker, sachant bien que de nouvelles charges se produiraient bientôt contre son frère William, s'empressa de l'envoyer, lui, sa femme et son enfant, dans une retraite sûre, jusqu'à ce qu'il eût pu trouver un navire neutre pour les emmener à l'étranger. Il trouva en peu de temps, prêt à partir pour Hambourg, un vaisseau à bord duquel il fit embarquer ses trois chers parents, et il prit congé d'eux une dernière fois, pour ne plus les revoir.

Après un long et difficile passage, et après avoir échappé de peu aux croiseurs anglais, M. William Barker, sa femme et son enfant, débarquèrent dans le port de Hambourg. Son premier soin fut d'informer le ministre des affaires étrangères de France de son arrivée à Hambourg et de le prier de lui adresser des passeports pour lui et sa famille, afin qu'il pût se rendre immédiatement à Paris, etc., en le prévenant qu'il attendrait sa réponse à Altona. M. Barker reçut, par le retour de la poste, ce qu'il avait demandé, et il partit à l'instant, avec sa famille, pour la capitale de la France. A son arrivée à Paris, il eut une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, qui le pria de préparer en toute hâte un mémoire ou un rapport sur ce qu'il sa-

vait de la situation générale de l'Irlande, et d'y mentionner particulièrement ce qu'il croyait qu'on pût faire pour les braves habitants du comté de Wexford, en ayant soin d'indiquer les points de débarquement les plus favorables de ce comté, et ceux de la côte où se trouvait la plus grande profondeur d'eau. Il est inutile de dire que M. Barker se conforma avec empressement aux instructions du ministre. Grâce à sa parfaite connaissance de la langue française, son mémoire fut promptement rédigé et présenté au ministre, qui l'assura que ses conclusions seraient prises en considération très-sérieuse par le gouvernement et le Directoire.

M. Barker alla ensuite habiter Saint-Germain en Laye, et, lorsqu'il eut fourni au gouvernement français toutes les informations dont il put se souvenir sur l'état de l'Irlande, il quitta cette ville et s'établit à Morlaix, avec sa famille, pour être près de Brest et à portée d'accompagner la première expédition qui partirait de ce port pour sa malheureuse patrie.

Ce brave et modeste officier, qui avait servi en France, et qui, au point de vue de la fortune et autrement, avait fait de grands sacrifices pour l'Irlande, eût pu, comme l'eussent fait un grand nombre de ses compatriotes, se prévaloir de ses services et de ses sacrifices pour obtenir un grade supérieur du gouvernement français; mais il ne réclama d'autre faveur que celle de faire partie de toute expédition destinée à son pays, dont l'indépendance occupait toutes ses pensées. Il n'y avait sous le ciel aucun sacrifice que M. William Barker ne fût prêt à accomplir pour voir réaliser ce grand but.



Je rencontrai M. Barker; pour la première fois depuis la bataille du mont Vinegar, à Morlaix, en 1803, dans la légion irlandaise, et j'appris alors de lui les détails de ses souffrances et de son heureuse sortie de la prison de Wexford.

L'opportune arrivée de M. Barker à Paris prouva au moins une chose au gouvernement français : que notre manque absolu de munitions, même pour les armes que nous possédions, avait seul causé notre insuccès. Quelle honte pour ce gouvernement de n'avoir pas tenté de nous faire parvenir en contrebande des armes, de la poudre et des balles, pendant le temps que nous restâmes maîtres de la côte, depuis Ross jusqu'à Arklow, c'est-à-dire pendant près d'un mois; si le général Humbert eût débarqué avec ses onze cents hommes, en juin et non en août 1798, il eût été rejoint par une levée en masse de tous les points de l'Irlande. Car les persécutions et les tortures que le peuple irlandais avait à subir, étaient telles qu'il était prêt à profiter du premier point de ralliement qui lui serait offert, pour se venger de ses cruels tyrans.

Humbert débarqua trop tard, lorsque nos armées étaient dispersées. Cependant s'il eût évité la *vanité* d'un engagement général avec l'armée anglaise, et s'il fût entré avec les huit cents hommes qui lui restaient dans les montagnes, il eût pu gagner du temps, et son gouvernement se fût probablement décidé à lui envoyer un renfort. Je me rappelle bien que lorsqu'il se rendit à lord Cornwallis, nous étions encore en force suffisante dans les montagnes de Wicklow, pour rallier les braves

gens de ce comté et ceux de Carlow et de Wexford, si le général Humbert avait eu une armée capable de tenir la campagne pendant quelque temps. Les soldats irlandais des régiments anglais nous eussent rejoints par milliers, et les miliciens irlandais, à l'exception des Orangistes, n'attendaient qu'une occasion favorable pour se déclarer en faveur de l'indépendance de leur pays.

Notre retraite du mont Vinegar ne fut pas aussi désastreuse qu'on eût pu le supposer, d'après les forces puissantes de troupes régulières, bien munies d'artillerie, que le général Lake avait à sa disposition, pour les lancer après nous. Le cruel massacre de tous les malheureux qui furent surpris désarmés et sans défense dans les environs d'Enniscorthy et à un mille de distance de la montagne, dépassa sans doute toute expression. La pitié, en ce moment, fut mise hors de question; il n'y eut pas d'exemple d'un seul individu fait prisonnier en cette circonstance; tous furent barbarement massacrés. Mais, lorsque nous fûmes parvenus à réorganiser notre arrière-garde sur la grande route de Wexford, nous pûmes sauver un grand nombre de nos trainards, car alors la lâche cavalerie craignit, comme d'habitude, d'approcher et de nous attaquer.

Nous effectuâmes ensuite assez bien notre retraite sur la ville de Wexford, et nos deux armées, qui s'étaient séparées, le 31 mai, au mont Windmill, près de cette ville, exaltées par la victoire, pour se diriger, l'une au nord pour attaquer Gory et Arklow, l'autre pour aller prendre New-Ross, s'y rencontrèrent de nouveau, mais

malheureusement dans des circonstances très-différentes, c'est-à-dire complètement terrifiées et démoralisées par nos défaites récentes; et il est triste à dire que nos généraux parurent n'avoir arrêté aucun plan d'action pour le cas de désastres tels que ceux que nous venions d'éprouver. C'était un moment critique, dans lequel les chefs eussent dû montrer cette énergie de caractère qui eût rempli leurs soldats d'enthousiasme et de confiance. Ils eussent dû rassembler et haranguer leurs hommes, jurer de nouveau de ne pas s'en séparer avant d'avoir atteint le grand but pour lequel ils avaient pris les armes; décider un changement dans le système de conduite de la guerre, c'est-à-dire d'éviter, autant que possible, les engagements généraux ou les batailles avec l'ennemi, et de n'attaquer les forces détachées qu'en cas d'un succès certain; établir des règlements, en vertu desquels la présence d'un homme dans nos colonnes, sans fusil, sans pique ou sans une arme équivalente, eût été considérée et punie comme un crime; et par-dessus tout, inventer une meilleure méthode de lancer nos piquiers en masse contre l'ennemi, avec cette impétuosité dont ni fusils, ni baïonnettes, n'eussent pu soutenir un instant le choc.

La ville de Wexford avait été occupée par la division sous les ordres du général en chef, le révérend Philippe Roche, qui avait campé la veille au soir sur la montagne des Trois-Roches, longtemps avant que nos corps, qui abandonnaient le mont Vinegar, eussent eu le temps d'y arriver. Il est inutile d'ajouter qu'en raison de cette occupation, nous n'eûmes rien à attendre, en fait de ra-

fratchissements, à notre arrivée d'Enniscorthy. Le plus grand désordre et le plus grand tumulte semblaient régner dans toute la ville.

Edward Hay et quelques-uns des principatux habitants de Wexford eurent la folie de croire que parce qu'ils avaient empêché lord Kingsborough d'être mis à mort, et qu'ils l'avaient traité avec bienveillance pendant sa captivité, ils pourraient, par l'intermédiaire de ce chef fameux des inventeurs des bonnets de poix, négocier un traité avec le général en chef des forces anglaises, Lake, et en obtenir des conditions honorables pour l'armée irlandaise. En conséquence de cette triste illusion, on nomma, pour porter aux généraux anglais les sollicitations de lord Kingsborough à ce sujet, trois députations, qui furent composées comme suit : Edward Hay et le capitaine Mac Manus, de la milice d'Antrim, que nous avons fait prisonnier à la bataille de Tubberneering, et qui fut tiré de prison pour accompagner Edward Hay. Sur la route d'Oulard, où ils comptaient trouver le général Needham, M. Robert Carty de Birchgrave et le lieutenant Harman, de la milice de North-Cork, un prisonnier également, allèrent trouver le général, sir John Moore. M. Thomas Cloney et le capitaine O'Hea, de la milice de North-Cork, tiré de prison pour accompagner M. Cloney, furent spécialement chargés de remettre les dépêches et les lettres de lord Kingsborough, au général Lake, à son quartier général d'Enniscorthy. Ces gentlemen se trouvaient donc être trois chefs du peuple et trois de nos prisonniers, tirés de prison pour les accompagner.

Lord Kingsborough, désirant sans doute sortir de pri-

son, eût désiré faire partie de la députation qui partait pour négocier en faveur des habitants de Wexford, avec le général en chef de l'armée anglaise ; mais on jugea dangereux pour Sa Seigneurie de quitter, à un moment aussi critique, une ville qui passait pour lui avoir été rendue le matin de bonne heure, plusieurs heures avant que le résultat de la bataille du mont Vinegar eût pu être connu à Wexford. De plus, les habitants désiraient le garder en otage, jusqu'à l'accomplissement de ses promesses. Lord Kingsborough vit alors clairement qu'il n'y avait de sûreté pour lui, qu'en demeurant sous la garde de ces individus humains qui lui avaient déjà si souvent sauvé la vie, au grand risque de la leur. Il se tint sagement hors de la vue du peuple furieux, qui occupait la ville, en attendant une réponse à ses dépêches portées par la députation de Wexford au quartier général anglais d'Enniscorthy. Mais il trompa cruellement les gens crédules de Wexford, en leur disant de compter sur la clémence de l'impitoyable général Lake, de la part de qui les malheureux habitants des lieux où il commanda, n'éprouvèrent jamais un seul acte d'humanité, pendant le cours de sa carrière militaire en Irlande.

Voici la très-laconique réponse du général Lake aux sollicitations de lord Kingsborough, en faveur des habitants de Wexford :

\* Le lieutenant-général Lake ne peut entendre à aucunes conditions proposées par des rebelles en armes contre leur souverain ; tant qu'ils demeureront en état de révolte, il emploiera, avec la plus grande éner-

gie, à les détruire les forces qui lui sont confiées. Il promet son pardon à la multitude abusée, si elle lui livre ses chefs et ses armes, et si elle retourne avec sincérité à son obéissance.

« Enniscorthy, 22 juin 1798.

« Signé : général LAKE. »

Heureusement pour lord Kingsborough, la ville fut évacuée par nos forces avant l'arrivée de cette réponse ; car, autrement, il eût été probablement mis en pièces par le peuple abusé, qui avait compté sur la protection de sa grande influence. Quel malheur que plusieurs de nos chefs n'aient pas connu plus tôt cette réponse ; elle leur eût appris qu'ils n'avaient rien à attendre de l'indulgence de Lake, et qu'ils n'eussent pas dû quitter les braves gens qui étaient prêts à les suivre à travers tous les dangers.

Je suis désolé d'être obligé de faire allusion à ces hommes malheureux qui montrèrent tant de résignation et de courage, en montant sur l'échafaud pour être lancés dans l'éternité ; mais combien il eût été préférable pour eux de rester avec ces braves compagnons, qui tinrent la campagne et ne désespérèrent jamais du succès. Le pire qui eût pu leur arriver, eût été de mourir en combattant glorieusement l'ennemi de l'Irlande.

On peut tirer une triste conclusion du traitement bienveillant que lord Kingsborough éprouva de la part des citoyens de Wexford, pendant sa captivité dans cette ville. S'il eût été mis à mort, ou cruellement torturé par

eux, suivant son propre mode d'agir, plusieurs des chefs qui quittèrent nos rangs sur la foi de son intercession, fussent restés à la tête de leurs corps respectifs, et ils eussent ainsi prouvé à leurs tyrans anglais qu'un peuple qui combat pour la liberté et l'indépendance de son pays, avec la détermination arrêtée de sacrifier tout et de persévérer jusqu'à la dernière extrémité, doit en fin de compte réussir. Le gouvernement anglais le sentait et savait bien que si la guerre se prolongeait, il pouvait compter que, d'un moment à l'autre, une expédition partie de France amènerait des renforts à l'armée irlandaise, et qu'il s'ensuivrait un soulèvement général dans toute l'Irlande. Lord Cornwallis fut donc expédié d'Angleterre en toute hâte pour offrir à l'armée irlandaise de nouvelles et meilleures conditions que celles proposées par le général Lake, à Enniscorthy. On ne put jamais attribuer aucune mesure bienveillante ou indulgente à l'intercession du trop célèbre fouetteur, étrangleur, pendeur, lord Kingsborough, malgré tout ce qu'il devait aux humains habitants de Wexford, qui lui avaient si souvent sauvé la vie, au risque de se voir eux-mêmes mis à mort.

Il fut très-regrettable qu'un chef distingué, Thomas Cloney, eût été choisi comme député pour faire partie de la vaine ambassade qui se rendit au quartier-général du général Lake, pour traiter en faveur des citoyens de Wexford. Possesseur, comme il l'était, de la confiance et du respect d'une brave et généreuse population, qui le considérait comme son digne et loyal chef, M. Cloney n'eût pas dû s'en séparer un seul instant; de plus, dans

cette crise importante, sa présence était absolument nécessaire à ce que nous appelions la division Ross de l'armée irlandaise, car presque tous les autres chefs de ce corps d'armée, Bagnol Harvey, John Hay, John Colclough, etc., se trouvaient absents pour des motifs qu'eux seuls connaissaient. Le brave et intrépide John Kelly de Killan, dont le courage et l'intrépidité avaient été si remarquables à la bataille de Ross, était dangereusement malade de la blessure qu'il y avait reçue. Dans ces circonstances, on eût dû choisir, pour aller remplir cette sotte mission au quartier général du général anglais, des ecclésiastiques ou des hommes comme Édouard Hay, dont la présence au camp irlandais n'était pas indispensable; tandis qu'en restant à la tête des braves qu'ils avaient l'honneur de commander, de braves chefs, comme Cloney, eussent prouvé à l'ennemi que l'armée irlandaise était encore formidable.

En adoptant un nouveau plan de campagne, en évitant les batailles générales, et, par-dessus tout, en ne cherchant pas à défendre de faibles positions comme le mont Vinegar, nous aurions toujours pu devancer l'infanterie anglaise et la battre en détail. Quant à la cavalerie, elle n'était pas à craindre dans un pays comme l'Irlande, semé partout de haies et de fossés; de plus, nos hommes commençaient à tenir dans le plus profond mépris la cavalerie anglaise, ce qui équivalait au gain de la moitié d'une bataille. En suivant ce système, nous aurions pu continuer la guerre avec succès et avec la certitude de voir chaque jour l'armée anglaise s'affaiblir par suite de la maladie, de la désertion et d'autres causes



nées de la conviction que nous pouvions tenir la campagne en dépit de ses manœuvres, et détruire tous les petits détachements envoyés dans le pays pour y chercher des vivres. Mais, pour accomplir ce plan de campagne, nos chefs eussent dû être les premiers à donner le bon exemple aux braves qu'ils conduisaient à la victoire, et prendre la résolution de ne s'en séparer en aucune circonstance avant d'avoir obtenu pour tous un résultat définitif et satisfaisant.

Je suis persuadé que le brave Cloney ressentit toujours la plus profonde douleur d'avoir accepté cette inutile mission, dont l'exécution eût pu lui coûter la vie. Cependant, après cette fatale ambassade du 22 juin, il ne rejoignit pas nos rangs, et il ne prit plus aucune part à la guerre que nous continuâmes à faire à nos cruels ennemis. Son absence de cette division de l'armée irlandaise, qui avait combattu si bravement le 20 juin, à Lorgraig, contre sir John Moore, combat dans lequel Cloney avait déployé la plus grande valeur, fut cruellement ressentie par les braves qui étaient accoutumés à voir à leur tête ce splendide jeune homme, alors âgé de vingt-cinq ans, et d'une taille de six pieds.

Bien que M. Cloney eût cessé de faire partie de notre armée, il ne put échapper à la rage de la faction dominante de Wexford ; il fut bientôt arrêté, emprisonné, jugé par une Cour martiale et condamné à l'exil. Il revint en Irlande en 1803, et fut de nouveau arrêté et gardé pendant trois ans dans la prison de Kilmainham. Parmi les prisonniers d'État, ses compagnons durant cette période, se trouvait mon demi-frère, Edward

Kennedy; ils ne furent mis en liberté qu'en 1806, sous l'administration de Fox.

La longue captivité du brave Cloney et les nombreuses persécutions qu'il eut à supporter pour l'amour de l'Irlande, lui donnent droit à prendre place parmi les immortels martyrs irlandais, qui souffrirent toutes sortes de tortures et de persécutions pour la liberté et l'indépendance de leur patrie adorée.

Je fus affligé, pendant notre retraite du mont Vinegar sur Wexford, de ne pas apercevoir plusieurs de mes amis et camarades du corps de Monaseed, Nick Murphy, Ned Fennell, Johnny Doyle, etc.; cependant, en entrant dans la ville, j'appris qu'ils y étaient déjà arrivés; mais je ne revis plus les deux derniers. Fennell fut tué à l'attaque de Hacketstown, peu de jours après, et le brave et jeune Johnny Doyle périt à la tête d'un détachement en reconnaissance, le matin de la bataille et de la défaite complète des Anciens Bretons, à Bally-Ellis, tout près de la maison de son père. La perte de ces braves jeunes gens fut cruellement ressentie, surtout par le corps de Monaseed, qui les comptait tous les deux au nombre de ses officiers les plus distingués.

J'appris aussi que mon pauvre frère Hugh était arrivé à bon port du mont Vinegar, avec les autres blessés, et qu'on les avait envoyés hors de la ville, sur la route de la montagne de Forth ou des Trois-Roches, où, disait-on, un camp serait établi pour la nuit. J'étais naturellement très-désireux de les suivre et de gagner le camp, mais je désirai d'abord voir quelques-uns de nos généraux, qu'on m'assurait être encore dans la ville,

pour en apprendre le plan adopté pour nos futures opérations. Dans cette situation perplexe, je me vis entouré d'une foule de braves gens de mon voisinage, qui s'adressaient à moi, dans ce moment critique, pour obtenir quelques informations. Nous parcourûmes plusieurs rues, sans pouvoir apprendre où se trouvaient nos généraux. La confusion qui régnait dans la ville était si grande que nous demandâmes à diverses reprises après Edward Fitzgerald, Garrett Byrne, Perry, Esmond Kyan, Edward Roche, etc., sans que personne pût nous indiquer la ou les maisons où ils se trouvaient; enfin, nous arrivâmes en face d'une maison où nous aperçûmes l'évêque catholique, D<sup>r</sup> Caulfield, à une fenêtre, haranguant la foule et la suppliant de quitter la ville immédiatement, et de se rendre au camp où se trouvaient déjà les généraux. Nous apprîmes aussi que les trois ecclésiastiques, le révérend Philippe Roche, le révérend M. Kearns et le père John Murphy s'étaient rendus au camp. Je fus ravi d'apprendre que ces braves gens avaient échappé à l'ennemi. Je savais que le père Kearns avait été blessé en défendant Enniscorthy, et on disait que le père John Murphy avait été tué sur la montagne. Je fus doublement joyeux de le savoir en sûreté; car l'énergie de son caractère, son grand sang-froid et sa décision à l'heure du danger, l'avaient rendu cher à tous ceux qui servaient avec lui depuis le commencement de la campagne. Quelle absence de sentiment, de charité et de justice dénotent les historiens catholiques romains, qui se sont chargés de raconter l'insurrection de 1798, dans le comté de Wexford, en

condamnant et en s'efforçant de ternir la réputation des prêtres qui combattirent si bravement à la tête du peuple, pour expulser l'ennemi commun ! Ces timides historiens sont forcés en même temps de reconnaître qu'il ne restait à ces ecclésiastiques d'autre alternative que d'entrer en campagne, pour leur défense personnelle, attendu qu'ils n'avaient à attendre que la mort et la torture, s'ils tombaient entre les mains de l'ennemi. Que répondraient ces loyaux historiens à cette question : l'intrépide et noble part que prirent les prêtres espagnols à l'expulsion des Français, de leur patrie, pendant la guerre si injustifiable de Napoléon, ne fut-elle pas des plus glorieuses, et les moines et le clergé ne s'immortalisèrent-ils pas au siège et à la défense sans pareils de Saragosse ? Je suis convaincu qu'ils répondraient affirmativement, sans faire allusion à l'Évangile, comme ils le firent à propos des pauvres prêtres irlandais. Et cependant, les soldats français n'avaient pas pour mission, en Espagne, de traquer les prêtres, de brûler et de profaner les édifices du culte appartenant aux habitants ; ils y étaient en conquérants, et bien qu'ils s'y soient montrés moins cruels et moins intolérants que les Anglais en Irlande, les Espagnols eurent parfaitement raison d'accomplir tous les sacrifices possibles pour expulser les Français de leur pays ; ils y réussirent, et les historiens de cette époque ne déclarent pas que les braves ecclésiastiques qui se firent tuer dans cette lutte sacrée « méritèrent une fin prématurée et fatale. » Au contraire, leur mémoire est respectée par tous, et on les considère comme de véri-

tables martyrs, morts pour l'indépendance de leur Espagne bien-aimée.

Je me rendais au camp à la tête des braves gens que je venais de réunir dans la ville, lorsque mon neveu James Kennedy, jeune garçon âgé de douze ans, accourut vers moi en larmes, et m'apprit que son beau-père, Mat Kavanagh, avait été tué près de lui pendant la bataille du mont Vinegar. Felix Fernen, de Monaseed, un de nos tenanciers et un très-digne homme, l'accompagnait et s'était montré excellent pour lui pendant la retraite. Fernen me dit qu'il se sentait tellement malade d'une dysenterie, qu'il se voyait obligé de retourner chez lui auprès de sa femme, au risque même d'être fusillé en route, et que, si je voulais permettre à mon neveu de l'accompagner, il le reconduirait chez sa mère, qui vivait dans son voisinage. J'y consentis, malgré ma crainte qu'ils n'éprouvassent de grandes difficultés à accomplir vingt-cinq milles dans l'état où se trouvait le pays. Fernen me dit qu'il se proposait de voyager la nuit et de se cacher le jour, et qu'il était certain ainsi d'échapper à l'ennemi et de remettre mon neveu sain et sauf à sa mère. Heureusement, ils n'eurent ni à voyager la nuit, ni à se cacher le jour; car, peu après que je les eus quittés, ils rencontrèrent une division de notre armée qui traversait le pont dans la direction de Gory. Ma chère mère apprit donc ainsi peu de jours après, de son petit-fils, James Kennedy, que mon pauvre frère Hugh, dont la blessure allait mieux depuis l'extraction de la balle, et moi, nous étions encore vivants.

En quittant Wexford pour rejoindre le camp de la

montagne de Forth, je pensais que toutes nos forces allaient s'y réunir, et ce ne fut que lorsque je rencontrai le père John Murphy, au conseil de guerre que nous tinmes le soir à Sleedagh, dans la baronnie de Bargy, que j'appris qu'une division de notre armée, conduite par quelques-uns des chefs principaux, Edward Fitzgerald, Garrett Byrne, Edward Roche, Esmond Kyan, etc., avait pris une direction opposée, traversé le pont de bois et marché sur la route de Gory.

J'ai déjà dit que le général Edward Roche arriva trop tard au mont Vinegar, avec sa division de cinq mille hommes, pour prendre part à la bataille que nous y avions livrée; mais il rétrograda avec ses troupes sur Wexford en même temps que nous.

Comme ses soldats manquaient moins de provisions que les autres corps de notre armée, il put les tenir campés sur le mont Windmill, près de la ville, jusqu'au moment où il eut décidé avec les autres chefs qui, comme le père John Murphy, n'avaient pas été dupes des promesses trompeuses de lord Kingsborough, de rassembler et de rallier tous les hommes dispersés dans la ville de Wexford, et de traverser immédiatement le pont de bois. J'aurais préféré faire partie de cette division, qui devait passer près de notre demeure en se rendant dans le comté de Wicklow, pays, pour le dire en passant, que nous n'aurions pas dû quitter, attendu qu'il offrait un grand nombre d'excellentes positions pour le genre de guerre que nous nous trouvions alors forcés d'adopter contre l'ennemi.

J'avais peu de connaissances parmi les habitants de

Wexford, mais je me rendis cependant chez une mistress-Rosseder, où je comptais rencontrer mon ami Nick Murphy, dont elle était la cousine; mais sa maison était fermée et paraissait inhabitée. La mère de M. Murphy appartenait à la famille Roche, et elle était alliée de près au général Edward Roche et à d'autres familles de la ville. Si j'avais rencontré Murphy, j'aurais appris la décision récemment prise de traverser le pont de bois avec une division de nos forces, et j'aurais, en conséquence, mené tous les braves compagnons que j'avais ralliés dans les rues de Wexford rejoindre cette division, et nous nous serions rendus avec elle au château Pepper, où elle s'arrêta pour passer la nuit.

Je n'ai pas besoin de dire que j'eusse préféré agir sous les ordres d'Anthony Perry, d'Esmond Kyan, etc., dont j'avais éprouvé le brillant courage à la bataille d'Arklow et ailleurs; cependant, je me consolai de rester avec le révérend John Murphy, qui ne désespérait pas de pouvoir déjouer sir John Moore et les autres généraux anglais. C'est dans ce but, qu'au lieu d'aller camper sur la montagne de Forth, il entra dans la baronnie de Forth, et, par cette marche détournée, trouva, le lendemain, la route ouverte devant lui pour se rendre dans le comté de Carlow ou dans ceux de Kilkenny, etc.

Comme mon prochain chapitre renfermera le récit de toutes ces marches, je vais continuer à parler de Wexford et à raconter tout ce que j'appris pendant mon court séjour dans cette ville.

On a beaucoup parlé du massacre qui eut lieu sur le pont de Wexford, et des efforts presque surhumains de

quelques-uns des principaux habitants pour sauver lord Kingsborough et ses compagnons de captivité. Pourquoi ne pas les avoir tous tenus dans la même prison et sous la même garde? On eût ainsi pourvu également à la sûreté des pauvres, des riches et des nobles.

Ces faits ayant eu lieu avant le 21 juin, je n'y assistai nécessairement pas, et je n'ai maintenant à constater qu'une chose : c'est que jamais je n'ai connu un seul de nos chefs ou des braves jeunes gens qui les suivaient dans cette guerre d'extermination, qui ne tint dans la plus profonde horreur ces abominables représailles de sang-froid. Il est vrai qu'on proposa divers plans pour tâcher de faire renoncer les généraux anglais à la fusillade de leurs prisonniers; mais aucun n'aboutit. L'un de ces plans consistait en ceci, que toutes les fois qu'on aurait appris qu'un de nos hommes avait été massacré au camp anglais, dix prisonniers anglais tireraient au sort deux d'entre eux, dont le premier désigné serait immédiatement fusillé, et le second, amnistié et envoyé au quartier général anglais, pour raconter ce qu'il aurait vu et déclarer que, si les meurtres ne cessaient pas au camp anglais, on procéderait aux représailles les plus inouïes partout où on trouverait un soldat anglais.

Tel était l'état du pays lorsque l'astucieux lord Cornwallis, que le souvenir de l'Amérique rendait alors le juge le plus compétent de ce que peut accomplir un peuple poussé au désespoir, arriva en Irlande pour lancer des proclamations et offrir des sauf-conduits à tous les chefs et à leurs hommes. Nous vîmes bientôt nos rangs s'éclaircir, par suite des fallacieux sauf-conduits accor-



dés par le vice-roi ou le lord-lieutenant anglais. Sa conduite, dans cette crise fatale, me rappelle celle d'Ibrahim-Pacha en Grèce ou en Morée. Quand il y arriva à la tête de trente mille Égyptiens pour reconquérir la Grèce pour l'empereur de Turquie, il lança également des proclamations et délivra des sauf-conduits à tous les Grecs qui voulaient retourner chez eux, et en peu de jours les villages se trouvèrent repeuplés. Les indomptables généraux grecs, se voyant presque complètement abandonnés dans les montagnes, eurent recours, pour mettre fin aux désertions, à un stratagème, sans aucun doute, désespéré. Ils dressèrent des embuscades dans le voisinage des villages, où déjà les soldats égyptiens se mêlaient paisiblement aux habitants, et après avoir saisi un nombre suffisant de ces soldats, on les fit traverser de nuit ces villages, et on en massacra quelques-uns; puis on laissa échapper les autres après leur avoir coupé le nez et les oreilles, pour qu'ils allassent porter la nouvelle de ce traitement au camp d'Ibrahim, à Navarin. Ce demi-sauvage et demi-guerrier s'avança avec toutes ses forces, brûla et détruisit tous les villages et toutes les villes, de Navarin à Patras, et fusilla toutes les femmes et tous les enfants qu'il rencontra sur sa route. Il ne voulut jamais croire que les malheureux habitants n'eussent point participé aux mutilations et aux meurtres exercés sur ses soldats. La justice turque fut donc, en cette occasion, complètement surpassée par celle de ce chef égyptien. Jusqu'alors, il avait été avéré que jamais un individu porteur d'un sauf-conduit de cet homme extraordinaire n'avait été inquié-

té , s'il ne s'était rendu coupable d'un nouveau délit.

Le pauvre Billy Byrne de Ballymanus n'eût point été exécuté sous *sa juridiction*, car il n'avait commis aucun crime, après avoir reçu un sauf-conduit du lord lieutenant, ni même auparavant; mais Ibrahim n'avait pas eu l'avantage d'être, comme lord Cornwallis, élevé à l'école *raffinée* de Pitt et de Castlereagh; il pensait qu'il pouvait être juste, sans mettre en danger sa sainte religion ou la puissance turque.

En conséquence de cette monstrueuse boucherie, les camps des généraux grecs dans les montagnes, se virent renforcés de tous ceux qui eurent le bonheur d'échapper au cimenterre égyptien, et ces camps devinrent dès lors les seuls lieux de refuge et de sûreté de toute la population de la Morée.

A partir de ce moment, tout le monde put voir que, malgré son armée disciplinée, Ibrahim ne pourrait jamais pacifier ou conquérir un peuple capable d'accomplir tous les sacrifices sous le ciel, pour secouer le monstrueux joug turc. En 1828, je traversai les villages incendiés comme attaché à l'état-major du général français, envoyé avec une armée pour chasser les Turcs et les Égyptiens de la terre de Morée, et assurer à ses héroïques défenseurs le droit de se gouverner eux-mêmes. J'eus alors l'occasion d'apprendre les souffrances inouïes qu'ils avaient supportées pendant cette longue et cruelle guerre

Le général Maison m'ordonna de rester quelques jours avec un détachement d'infanterie à Pyrgos, ville qui possédait une population de dix à douze mille âmes avant la guerre, jusqu'à ce que ses malheureux habi-

tants eussent eu le temps de revenir de leurs lieux de retraite. Le quatrième jour, le gouverneur grec de la province, M. Ruffa de Benneguella, m'apprit qu'ils étaient tous arrivés au nombre d'environ douze cents hommes, femmes et enfants. Le reste avait péri par l'épée, la maladie et la famine. Je mentionne tout cela pour prouver combien il faut acheter chèrement la liberté, lorsqu'une levée en masse n'a pas lieu dès le principe, pour écraser et anéantir les oppresseurs et les cruels tyrans qui détiennent les places fortes. Quelle masse de misères on eût pu prévenir, si un soulèvement général avait eu lieu en Irlande, au mois de mai 1798, comme l'avaient arrêté le Directoire irlandais et lord Edward Fitzgerald! On n'eût pas alors répandu en vain des torrents de sang. Ou même, si dix comtés des provinces de Munster et de Leinster eussent commencé la guerre en même temps et avec le même succès que le comté de Wexford, l'Angleterre n'eût pas eu de forces suffisantes pour résister à une masse de peuple aussi puissante et résolue à secouer son joug.

Il est bien connu que tous les régiments de milice irlandais n'attendaient que ce soulèvement pour venir se ranger sous notre étendart. Les Orangistes de ces régiments ne se fussent nécessairement pas joints à nous; mais, sans le vouloir, ils nous eussent rendu d'aussi grands services; attendu que, considérant tous les soldats catholiques comme des Irlandais unis, ils ne cessaient de les insulter, et les faisaient punir sous les prétextes les plus futiles.

Lorsque, le 23 juin, nos forces firent prisonnier un dé-

tachement de la milice de Wexford, à Pont-de-Gores, ou Pont-Neuf, sur la rivière Barrow, les Orangistes de ce détachement se virent bientôt dénoncés par leurs camarades catholiques, comme les principaux instigateurs de tous les châtimens qu'ils avaient subis au régiment, tels que la flagellation, etc.

Sept de ces malheureux Orangistes furent mis à mort, la nuit même, par leurs propres camarades, qui profitèrent de cette occasion pour se venger de toutes les tortures qu'ils avaient endurées au régiment. Ceci peut servir d'exemple de ce que devait produire l'autorisation d'organiser des loges orangistes dans tous les régiments qui se trouvaient alors en Irlande.

Nous manquions d'un général en chef capable, ou, en d'autres mots, d'un honnête dictateur, dont on n'eût pu ne pas exécuter les ordres, sous peine de mort, le succès de notre sainte entreprise dépendant de leur prompt exécution.

C'est à ces diverses et malencontreuses circonstances, et à l'arrivée tardive du général Humbert et de ses quelques soldats français, que doit être attribué en grande partie notre échec dans le comté de Wexford.

Si nous avions eu pour commandant à Wexford, le 21 juin, un général de la trempe des généraux grecs dont je viens de parler, il eût, sans nul doute, expédié au quartier général anglais lord Kingsborough et ses compagnons de captivité, avec le nez et les oreilles coupés, dès qu'il eut appris que tous nos malades et nos blessés avaient été brûlés dans l'hôpital d'Enniscorthy, par les ordres du général Lake. Ces repréailles et la

mutilation du noble lord et de ses compagnons eussent pu servir d'avertissement aux malheureux gentlemen ci-après : M. Bagnel Harvey, capitaine Keugh, Cornelius Grogan, John Colclough, le révérend Philippe Roche, John Hay, Patrick Prendergast, John Kelly de Killan, etc. ; elles leur eussent prouvé que, hors du camp du peuple, ils ne pouvaient poser des conditions pour eux-mêmes ou pour qui que ce fût ; et, en restant avec le peuple, ils eussent au moins épargné aux citoyens de Wexford le hideux spectacle de leurs têtes, placées et laissées sur des piques au-dessus des édifices publics de la ville, pour y blanchir et y tomber en poussière.

Le pauvre John Kelly de Killan avait été forcé de quitter son commandement, en raison de la blessure désespérée qu'il avait reçue à la bataille de New-Ross. On l'amena dans un chariot, sur la place d'exécution. Il fût resté avec le peuple jusqu'à la fin.

## CHAPITRE V

### SOMMAIRE

- 21 juin.** La division sous les ordres du Père John Murphy, du révérend Philippe Roche et du révérend Moïse Kearns entre dans la baronnie de Forth et campe la nuit en un lieu nommé Sleedagh dans la baronnie de Bargo, à cinq milles de Wexford. — Conseil de guerre tenu à notre bivouac, à la suite duquel le révérend Philippe Roche quitte son commandement pour se rendre au quartier général anglais, où il espérait obtenir de bonnes conditions, une cessation d'hostilités, etc.
- 22 juin.** La division traverse le champ de la bataille livrée le 20 juin à Fooksmill ou Lorraig contre le général sir John Moore, et arrive, en passant par Killan, au village de Killedmond, où sont battues les troupes anglaises. — Incendie d'une maison couverte en ardoises et servant de caserne à l'ennemi, par ordre du Père John Murphy. — L'ennemi incendie plusieurs maisons dans le village avant de se voir forcé à opérer sa retraite.
- 23 juin.** Attaque de Pont-de-Gores sur la rivière Barrow. — Défaite de la milice de Wexford et du 4<sup>e</sup> dragons qui défendaient la ville et le passage. — Nous trouvons une grande quantité de farine, mais sans aucun moyen de la transporter. — Mise à mort de plusieurs prisonniers appartenant à la milice de Wexford par leurs compagnons de captivité. — Blessure désespérée de Jacob Byrne ; son traitement extraordinaire, sa guérison, son évvasion, son rétablissement et son arrivée à Dublin. — Après la prise de Pont-de-Gores, nous campons et bivouaquons sur la hauteur de Leinster pendant la nuit du 23 juin.
- 24 juin.** Nous quittons notre bivouac au jour pour nous rendre au village où à la houillère de Dunain. — Un grand nombre de houilleurs quittent leurs retraites et viennent se ranger sous notre étendard dans ce village qu'avaient occupé les forces anglaises jusqu'à l'apparition de notre armée, et qu'elles avaient alors abandonné en opérant leur retraite en bon ordre. — Notre marche rapide par différentes routes sur Castlecomer permet à nos hommes de cerner un détachement de la milice de Waterford et de l'obliger à se rendre. — Triste erreur qui fait avorter cette capture. — La ville de Castlecomer est attaquée et enlevée de la manière la plus brillante, sauf une maison située au bas du pont et appartenant à la comtesse d'Ormond, ou lady Anne Butler. — Cette maison est incendiée par derrière, après la mort d'un grand nombre de combattants qui l'attaquaient par devant, et les troupes royales qui la défendaient sont sommées de se rendre par l'auteur qui se sert d'un nègre pour parlementaire. — La négociation entamée à ce

sujet est rompue par l'arrivée de Kilkenny du général sir Charles Asgill à la tête de trois mille hommes. — Conduite pusillanime de ce général qui rétrograde sur Kilkenny et abandonne le champ de bataille dès qu'il voit les troupes irlandaises formées en ligne et prêtes à livrer le combat. — Un soldat abandonne les Anglais et vient nous rejoindre en courant; on tire sur lui, mais sans résultat, et il nous apporte un grand nombre de nouvelles. — Nous commettons une faute grave en ne laissant pas quelques soldats pour bloquer la maison du bas du pont, pendant que nous allions attaquer le général Asgill. — Notre marche fatigante du même jour, 24 juin, dans le comté de la Reine, où nous comptions trouver de grands secours, demeure sans résultat et permet à l'ennemi de se remettre de sa panique et de concentrer ses forces.

25 juin. Notre marche rétrograde du comté de la Reine pour repasser la rivière Barrow, plus fatigante encore que celle de la veille, par suite de la grande chaleur. — Arrivée tardive à notre bivouac de la montagne de Kilcomney, mauvaise position militaire. — Désertion pendant la nuit des houilleurs qui volent à nos hommes leurs meilleures armes à feu.

26 juin. Ma dernière conversation avec le père John Murphy à propos de la trahison des houilleurs. — Il apprend que les troupes royales arrivent par quatre routes pour nous cerner. — Il ordonne d'attaquer et de forcer le défilé de Scollagh-Gap. — Brillante conduite de nos piquiers et fusiliers dans ce combat. — Nous n'abandonnons rien dans notre bivouac au sanguinaire général Asgill, qui, craignant de nous suivre dans le défilé, assouvit sa cruauté sur les paisibles habitants désarmés des districts voisins, qu'il massacre chez eux sans pitié. — Fâcheux résultats de la fatale et incompréhensible disparition du père John. — Un an plus tard, un imposteur usurpe son nom à Dublin pour escroquer de l'argent et partir pour l'Amérique. — Le manque d'union amène la dislocation de nos forces après le passage de Scollagh-Gap; les uns gagnent les bois de Killanghran et les autres vont rejoindre en combattant une autre division irlandaise aux Mines d'or. — Ma douloureuse inquiétude en trouvant notre maison de Monaseed abandonnée, sans personne pour me donner des nouvelles de ma mère adorée. — Jacob Byrne est installé dans une maison sur nos terres. — Sa sœur, prévenue de sa situation, vient le soigner jusqu'à son rétablissement et son évasion à Dublin. — L'excellent état de la blessure de mon frère Hugh lui permet de marcher et de me suivre pour continuer la campagne. — Notre pénible séparation d'avec notre chère sœur, qui va rejoindre notre mère pour ne plus la quitter. — Nous rejoignons la division de nos forces près des Mines d'or et nous revenons bivouaquer avec elle à Ballyfad. — Ma joie de retrouver Nick Murphy; il échappe au major Sirr et gagne la France, etc.

Après avoir raconté les incidents qui survinrent pendant mon court séjour à Wexford, le 21 juin, je reprends le récit de notre marche, au départ de cette ville, vers la montagne des Trois-Roches, où nous comptions camper la nuit; mais, avant d'avoir fait un mille sur la route,

nous aperçûmes une colonne de notre armée qui se dirigeait de la montagne vers Johnstown, dans la baronnie de Forth. Je changeai immédiatement de direction avec les braves gens qui m'accompagnaient, et nous suivîmes le mouvement de cette colonne.

Comme la soirée était très-avancée et que nous éprouvions un grand besoin de repos, après les fatigues de ce jour mémorable, j'ordonnai une courte halte à Johnstown, près du château du pauvre Cornélius Grogan. J'y rencontrai M. Nash, un digne homme qui m'avait connu enfant; ce gentleman avait été l'agent de la famille Grogan, et il s'arrêtait souvent chez nous lorsqu'il venait toucher les fermages des domaines de Castletown et de Monaseed. Il pria une vieille servante de tâcher de me trouver quelque chose à manger, et, pendant que nous causions des anciens et meilleurs temps, la pauvre femme revint nous dire qu'elle n'avait à m'offrir qu'une tranche de pain d'orge et un peu de lait aigri. Je dévorai pain et lait en les trouvant délicieux.

M. Nash m'apprit que le pauvre Grogan était très-malade, et en proie à la goutte et aux rhumatismes. Je pris congé de lui, et, lorsque je jugeai que mes hommes s'étaient procuré tous les rafraîchissements que le lieu pouvait fournir, nous nous remîmes en marche pour rejoindre notre division, qui avait fait halte pour bivouaquer la nuit dans un lieu nommé Sleadagh, dans la baronnie de Bargy.

Je n'ai pas besoin de dire combien je fus heureux, en arrivant au camp, d'y trouver mon frère Hugh avec un grand nombre d'autres blessés, et d'apprendre qu'ils



avaient été traités avec bienveillance, pendant la route, par les hommes chargés de les escorter depuis le mont Vinegar; mais je fus grandement désappointé et effrayé, en vérité, lorsque j'appris que la principale division de notre petite armée avait traversé le pont de bois de Wexford pour se diriger vers le comté de Wicklow, et que presque tous les chefs sous les ordres desquels j'avais l'habitude d'agir, et que j'avais compté retrouver ici, c'est-à-dire Anthony Perry, Esmond Kyan, Ned Fennell, Johnny Doyle, Nick Murphy, etc., faisaient partie de cette division. Je regrettai aussi de ne point voir parmi nous Edward Fitzgerald, Garrett Byrne et Edward Roche, car la présence de ces chefs à la tête de notre colonne inspirait toujours à nos braves compagnons la confiance d'être bien commandés.

Je sentis alors que cette séparation m'investissait d'une grande responsabilité. Les hommes du corps de Monaseed et ceux du comté de Wicklow, qui m'avaient suivi depuis le mont Vinegar, me considéraient comme leur chef en l'absence de ceux qui s'étaient joints à la division en marche sur le comté de Wicklow, et ils me prièrent de les commander, en ajoutant qu'ils obéiraient à mes ordres. J'acceptai en promettant de tirer le meilleur parti possible de notre situation critique.

Nous tinmes un conseil de guerre pendant la nuit, à l'instigation du révérend Philippe Roche, qui désirait nous voir rester au camp de Sleedagh pendant qu'il se rendrait à Wexford, où il était certain, disait-il, d'obtenir une cessation d'hostilités et de bonnes conditions du général en chef anglais Lake; le révérend John Murphy

lui répondit que, pour sa part, il ne pouvait se fier à de pareilles négociations, et qu'il ne conseillerait jamais à personne de se rendre et de livrer ses armes. Nous applaudîmes hautement à cette déclaration, et nous ajoutâmes que nous étions prêts à le suivre à travers tout. Le pauvre Roche résolut alors de se rendre seul au quartier-général anglais; il enfourcha son cheval, et, avant de partir, il demanda au père John-Murphy comment il pourrait savoir où le trouver, dans le cas où il obtiendrait les bonnes conditions sur lesquelles il comptait. Murphy lui répondit : « Il ne vous sera pas difficile de connaître la direction que suivra notre petite armée; car, partout où nous passerons, nous incendierons les maisons couvertes d'ardoises, isolées, qui pourraient servir de refuge à l'ennemi. » Telles furent les dernières paroles qu'ils échangèrent; j'étais tout près d'eux en cet instant. Le jour allait paraître, et le révérend P. Roche chevaucha vers Wexford pendant que nous nous préparions à quitter notre bivouac. — Quel triste exemple de la fragilité et de la faiblesse de la nature humaine donna, en cette circonstance, cet homme, qui s'était montré si brave la veille, sur le champ de bataille, à la tête de quinze mille hommes mal armés! S'il fût resté à son poste, et s'il n'eût pas ajouté foi aux trompeuses promesses du vil lord Kingsborough, il nous eût mis à même, par son génie militaire et ses manières imposantes, de prolonger la guerre jusqu'à l'arrivée des munitions que nous attendions de France d'heure en heure.

Le pauvre Roche était très-beau et grand de plus de six pieds. Il exerçait une influence considérable, parti-

culièrement sur les braves gens qu'il avait commandés à Fooksmill; et son habile retraite sur la montagne des Trois-Roches, après cette bataille, lui avait fait le plus grand honneur, car il n'avait quitté le champ du combat qu'à la dernière extrémité, après s'être assuré que tous les blessés avaient été emportés et se trouvaient en sûreté.

Il se rendit immédiatement du camp de la montagne des Trois-Roches à la salle du conseil de Wexford, où il insista pour qu'on laissât les choses *in statu quo* jusqu'à ce qu'on eût appris le résultat des négociations entamées avec le général Lake. Malheureusement, cet avis nous causa un immense préjudice, en ce que plusieurs excellents combattants s'en allèrent chez eux attendre la réponse des députés qu'on avait envoyés au quartier-général anglais, à Enniscorthy, et qu'après avoir appris le traitement cruel infligé à leur général, ces braves gens ne rejoignirent pas notre armée. Le pauvre père Roche avait cru que, parce qu'il s'était montré humain lui-même et qu'il avait sauvé la vie à l'ennemi toutes les fois qu'il l'avait pu, il ne courait aucun risque à aborder le sanguinaire et implacable parti dominant qui venait de reprendre possession de Wexford; mais il fut promptement et cruellement détrompé. A son entrée dans la ville, il fut renversé de son cheval et ignominieusement traîné par les rues jusqu'à l'échafaud. — Il méritait un sort meilleur.

J'aurais dû mentionner plus tôt que le révérend Moïse Kearns s'était trouvé tellement souffrant de la blessure qu'il avait reçue à Enniscorthy, et si affaibli par la

grande perte de sang qui en avait été la suite, qu'il avait été forcé de demeurer en arrière, dans la maison d'un fermier, sur la route de Wexford. L'absence de ce brave chef dans un moment aussi critique fut également une perte sérieuse pour nous. Comme le père John Murphy, il ne se fût pas laissé abuser par les fausses promesses du vil lord Kingsborough, et il n'eût pas non plus abandonné les braves gens qu'il avait l'honneur de commander.

Bagnel Harvey, Colclough, John Hay et d'autres chefs, étant restés en arrière à Wexford, sur la foi du traité que lord Kingsborough avait conclu en leur faveur avec le général Lake, le révérend John Murphy se trouva le principal chef de notre très-petit corps d'armée, bivouaquant à Sleadagh.

Le matin du 22 juin, notre armée ne se montait guère à plus de cinq ou six mille hommes, et je doute même que nous eussions pu atteindre ce chiffre. Cependant, si le gouverneur de Wexford, le capitaine Mathieu Keugh, eût été animé de l'esprit désespéré qui enflamma le gouverneur russe de Moscou, et s'il eût sacrifié lord Kingsborough, nos rangs, au lieu de s'éclaircir, se seraient remplis au delà de toutes les proportions atteintes depuis le commencement de la guerre. Le destin en avait ordonné autrement : l'intrigue l'emporta, grâce aux faibles chefs du peuple, qui étaient restés en arrière dans la ville de Wexford.

Au point du jour, nous quittâmes notre bivouac et nous nous formâmes en colonne pour partir. Nous étions, comme d'habitude, fort encombrés de blessés et d'un

grand nombre de femmes qui accompagnaient leurs frères ou leurs autres parents, faute d'un lieu de retraite ou de tout autre moyen d'échapper aux monstres qui dévastaient leurs demeures.

Nous prîmes la direction de Fooksmill ou Lorgraig, où s'était livré, le 20 juin, contre le général sir John Moore, la bataille dans laquelle le malheureux révérend Philippe Roche avait déployé une si grande habileté de général, et dans laquelle aussi Thomas Cloney et tant d'autres braves compagnons avaient montré le plus grand talent et la plus grande bravoure.

Ce champ de bataille présentait un triste spectacle ; des cadavres mutilés, non enterrés, gisaient encore tout autour, et des charrettes et chariots brisés jonchaient le sol et les voies adjacentes. Toutefois, ces obstacles n'arrêtèrent pas notre marche.

Le général anglais Moore s'était retiré après la bataille du 20 juin à Fooksmill, sur Taghmon, et il en partit le 22 juin pour Wexford, lorsqu'il apprit que l'armée irlandaise avait évacué cette ville ; notre petite division marcha donc sur ses derrières et traversa le pays qu'il venait d'abandonner. Cette manœuvre et cette marche détournée nous permit de diriger notre course vers les comtés de Carlow, de Kilkenny, etc., et la lâche cavalerie s'enfuit comme d'habitude devant nous ; aussi n'eûmes-nous que de légères escarmouches avec elle avant d'atteindre Killan, ville où était né le brave et l'à jamais regretté John Kelly.

De Killan nous poursuivîmes de près l'ennemi jusqu'au village de Killedmond, sur la limite du comté de

Carlow, où nous arrivâmes en même temps que lui et où il nous parut en grande force, grâce aux renforts qu'il y avait trouvés.

L'ennemi se prépara nécessairement à nous disputer le passage et à nous livrer bataille ; mais nous nous emparâmes bientôt du village et nous en chassâmes l'infanterie et la cavalerie que, dans cette circonstance, nos piquiers avaient pu aborder dans la rue ; avant de fuir, l'ennemi put encore incendier plusieurs maisons. Le père John Murphy ordonna de brûler la maison qui servait de caserne à l'ennemi, parce qu'elle était couverte d'ardoises.

Notre petite armée, complètement harassée par suite d'une marche aussi longue et aussi fatigante, se trouva alors avoir grand besoin de nourriture et de sommeil. Nous bivouaquâmes donc près du village de Killedmond, pendant la nuit du 22 juin, et le lendemain, 23, de bonne heure, en apprenant qu'une force régulière de cavalerie et d'infanterie stationnait dans la petite ville de Pont de Gores pour défendre le passage de la rivière Barrow, nous quittâmes notre bivouac, pleins d'ardeur, pour marcher à l'attaque de ce poste. En approchant de la ville, nous rencontrâmes le quatrième régiment de dragons que nous forçâmes, après une courte escarmouche, à reculer et à se rabattre sur l'infanterie ou la milice de Wexford, qui commença un feu très-vif, suivi d'un engagement vigoureux, dans lequel nous eûmes plusieurs blessés. Mais, tout à coup, l'officier qui commandait la milice, redoutant la désaffection de ses soldats, ou, mû par une terreur d'un autre genre, se hâta de monter

à cheval derrière un dragon et s'enfuit au galop en laissant ses troupes se tirer d'affaire comme elles le pourraient. Se voyant abandonnés par leur officier, qui ne tenta même pas d'effectuer sa retraite en même temps qu'eux, les soldats cessèrent leur feu, et, se voyant cernés, se rendirent prisonniers. Il est probable que cet officier, sachant que le plus grand nombre de ses soldats étaient catholiques et, les supposant disposés à rejoindre nos rangs, se hâta de fuir dans la crainte qu'ils ne l'entraînaient de force avec eux. C'est la seule excuse qu'on puisse trouver à sa conduite en cette circonstance. Il était bien constaté dans toute l'armée anglaise, alors en Irlande, que la plupart des soldats catholiques romains, mais spécialement ceux des régiments de milice irlandais, étaient disposés à venir se ranger sous notre étendard. Et, de fait, ce n'étaient pas seulement les catholiques, mais tous les dissidents des régiments de milice, qui désiraient voir l'Irlande indépendante et se gouvernant elle-même. Ils attendaient avec impatience une armée française, autour de laquelle ils se fussent ralliés sans hésitation ; car, suivant une prophétie ayant cours dans le nord, on ne pouvait rien accomplir avant l'arrivée des Français. J'ai eu des preuves de la foi solide et implicite qu'il plaçaient dans cette prophétie, car je ne trouvais dans les montagnes de Wicklow au moment du débarquement du général Humbert en Irlande.

Peu de jours après que la nouvelle s'en fut répandue, un sergent et vingt hommes à peu près du régiment de milice d'Antrim, alors en garnison à Arklow, vinrent nous rejoindre. Je demandai au sergent pourquoi il

n'était pas venu plus tôt ; il me répondit que la prophétie, à laquelle il croyait, affirmait qu'on ne pouvait rien faire avant le débarquement des Français, et que c'était là pourquoi il n'était pas venu rejoindre notre armée lorsque nous étions en plus grande force. Il était presbytérien, et l'un des jeunes gens les plus rangés qu'on pût rencontrer. Il commença immédiatement à exercer nos hommes. Il était un excellent instructeur et, si nous en avions eu plusieurs comme lui au commencement de la guerre, ils nous eussent rendu d'immenses services. J'aurai souvent à parler de ce sergent lorsque j'en viendrai à raconter les événements auxquels j'assistai pendant l'automne et l'hiver de 1798, dans les montagnes de Wicklow. Nous l'appelâmes John Antrim, et nous le considérâmes comme une excellente recrue pour notre cause dans ce moment critique.

Après avoir pris possession de la petite ville de Pont de Gores, où nous trouvâmes une grande quantité de farine, nous nous rendîmes sur la hauteur de Leinster et nous y campâmes la nuit. On alluma immédiatement des feux dans le camp, et toutes les jeunes femmes qui accompagnaient leurs parents se mirent à fabriquer du mieux qu'elles purent, avec les sacs de farine que nous avions apportés au bivouac, du pain et de minces gâteaux qui, avec quelques moutons que nous tuâmes, suffirent au moins ce jour-là à donner à chacun quelque chose à manger. Nos blessés furent transportés au camp et on en prit grand soin. La blessure de mon pauvre frère Hugh allait mieux, mais il lui fallait encore rester sur son chariot, dans la crainte d'enflammer sa



cuisse, s'il essayait de marcher. Je fus obligé de placer sur le même chariot que lui le pauvre Jacob Byrne, de Bally Ellis, qui avait été blessé ce jour-là ; la balle avait pénétré sous la hanche et traversé de l'autre côté. Je jugeai impossible qu'il pût jamais guérir de cette blessure désespérée. Un jeune homme que je ne connaissais pas, me voyant très-inquiet à l'égard de Byrne, me dit qu'il avait étudié la chirurgie et qu'il panserait sa blessure, si je voulais le lui permettre.

J'acceptai nécessairement son offre bienveillante, bien que je n'approuvassé pas la façon dont il se proposait d'opérer ; mais, comme le cas me paraissait désespéré, je le laissai tenter l'aventure. Le pansement consista simplement en une bande de toile, large de deux pouces et longue de deux yards, qu'après l'avoir bien trempée dans du whisky, il attacha par un bout à un mince roseau et introduisit de part en part dans la blessure ; il retira alors le roseau et laissa la toile dans la blessure, en recommandant de ne point l'en retirer et en affirmant que la suppuration entretenue par sa présence ferait sortir tous les corps étrangers de la blessure pendant la guérison. Le pauvre Byrne supporta avec une grande résignation cette grossière opération. Je le fis placer sur le même chariot que mon frère, et je recommandai à l'homme fidèle et sûr, qui conduisait le cheval, de veiller sur eux deux, et de se tenir toujours sur l'alerte et prêt à suivre notre colonne lorsqu'elle se mettrait en marche.

On verra avant la fin de mon récit la merveilleuse guérison de ce brave Byrne, et c'est pourquoi j'ai donné les détails qui précèdent sur le pansement de sa blessure. Ils

prouvent en outre quels moyens insuffisants nous possédions d'être utiles aux pauvres gens qui se trouvaient dans cette situation.

Les habitants du voisinage des hauteurs de Leinster étaient tellement terrifiés qu'ils ne purent nous donner aucun renseignement sur la position de l'ennemi, et qu'il nous fallut envoyer des reconnaissances dans toutes les directions. A leur retour, nous nous disposâmes à nous reposer, et nous passâmes quelques heures assez bonnes. A la pointe du jour, nous nous remîmes sous les armes et nous marchâmes sur Castlecomer. Nous fournîmes par cette manœuvre aux nombreux houilleurs, qui attendaient notre arrivée, une occasion sûre de quitter leurs retraites et de venir rejoindre notre étendard.

En quittant notre bivouac, un triste spectacle s'offrit à notre vue. Un acte atroce et cruel s'était commis pendant la nuit. Plusieurs des prisonniers appartenant à la milice de Wexford avaient été massacrés par leurs propres camarades, que les nombreux parents qu'ils avaient dans notre armée avaient mis en liberté. Ils avaient nécessairement pris place dans nos rangs et changé immédiatement leurs uniformes contre des vêtements de couleur. Ainsi métamorphosés, ils perpétrèrent des meurtres de sang-froid que tout homme brave doit exécuter. Le principal instigateur de cette horrible et lâche vengeance fut un soldat de cette milice, nommé Bruslaur. Il paraît qu'il avait été cruellement puni et fouetté comme Irlandais uni, sur la déposition sous serment de ces malheureux. Il se défendit en affirmant qu'ils étaient tous Orangistes, et qu'ils avaient fait tout

leur possible pour le faire condamner à mort, lui et ses camarades catholiques. Quoi qu'il en soit, ce qui est trop certain, c'est que l'infâme système Orangiste était encouragé et sanctionné par tous les officiers protestants des régiments de milice irlandais.

Nous partîmes en bon ordre le 24 juin, à deux heures et demie du matin, et nous arrivâmes avant cinq heures au village de Dunain, où nous fûmes immédiatement rejoints par un grand nombre de houilleurs, les individus à mine guerrière les plus déterminés que j'eusse jamais vus ; ils étaient sans doute mal armés de vieilles épées rouillées et de pistolets, mais ils étaient parfaitement disposés à s'en servir et à les échanger contre de meilleures armes à feu à la première occasion qui s'offrirait.

Un bataillon de la milice de Waterford, composé de trois à quatre cents hommes, et stationné à la houillère ou village de Dunain, l'abandonna à notre approche, et rétrograda sur la ville de Castlecomer. Je chevauchais à côté du père John Murphy, à la tête de notre colonne, en entrant dans le village de Dunain, lorsque nous aperçûmes les grandes masses de houilleurs qui venaient se joindre à nous. Il décida immédiatement que je continuerais à suivre la grande route avec une partie de nos forces, tandis qu'il irait lui-même sous la conduite des houilleurs et avec le reste de nos troupes, attaquer Castlecomer.

La colonne ne s'arrêta que quelques minutes ; j'avais un très-beau cheval que mes hommes m'avaient procuré la veille, mais comme il se trouvait fourbu faute d'un

fer de devant, je me rendis à la première forge que j'aperçus, et je priai le forgeron de vouloir bien ferrer mon cheval; il me répondit qu'il ne pouvait allumer sa forge, qu'il arrivait à l'instant de sa retraite, et qu'en outre il était trop pressé de partir et de combattre avec nous. Cependant, lorsque je lui eus montré que je possédais le fer du cheval, il chercha et trouva les clous nécessaires, et il l'eut bientôt cloué. Je priai une femme qui se tenait sur la porte de vouloir bien me donner un verre d'eau, mais le forgeron lui ordonna de m'apporter un verre de bonne bière et une croûte de pain. Ce brave homme parut très-mécontent lorsque je lui offris de payer le petit service qu'il venait de me rendre; comme il me prenait pour un chef et que nous allions combattre pour la même cause, c'était, à son avis, le moins qu'il pût faire pour moi. Je partis au galop, et je repris bientôt la tête de notre colonne qui se rangea en ligne et fit halte sur la grande route de Castlecomer. Un détachement des forces anglaises se trouvait également en ligne, à quelque distance, sur la grande route. Il paraissait se monter à soixante ou soixante-dix hommes. Mes compagnons me dirent qu'ils pensaient que les soldats anglais désiraient venir nous rejoindre, ou tout au moins se rendre, qu'ils avaient arboré un mouchoir blanc, etc. Je résolus immédiatement de pousser en avant pour voir s'ils désiraient se rendre, et pour leur offrir la protection et les garanties qu'ils pourraient désirer dans le cas où ils déposeraient leurs armes.

Je prévins mes hommes de veiller à ce qu'il ne se tirât pas un coup de fusil, et de se préparer à recevoir avec

bienveillance les soldats anglais; je leur recommandai, s'ils revenaient avec moi, de leur livrer passage en se rangeant à droite et à gauche et de les laisser parvenir jusqu'à l'arrière de notre colonne. Je partis ensuite, et, lorsque j'arrivai près du détachement, je reconnus qu'il se composait d'une compagnie de la milice de Waterford; deux de ses officiers à pied m'abordèrent et se placèrent de chaque côté de moi, tandis qu'un de leurs soldats tenait les rênes de ma bride.

Ces officiers me dirent qu'ils faisaient partie de l'arrière-garde des forces anglaises qui venaient d'abandonner la houillère, et que voyant qu'ils étaient non-seulement débordés, mais complètement séparés de leur régiment, ils étaient prêts à se rendre, s'ils pouvaient être certains d'être traités en prisonniers de guerre. Je les assurai qu'avant de quitter notre colonne j'avais donné l'ordre de fusiller immédiatement les premiers qui tenteraient de les inquiéter. J'offris de plus de risquer ma vie en toute circonstance pour sauver la leur. Tout fut alors réglé entre nous; leurs soldats, marchant la crosse du fusil en l'air, traverseraient notre colonne jusqu'à l'arrière, et là nous livreraient leurs armes et leurs munitions

Malheureusement un de nos hommes, nommé Doyle, qui arrivait à travers champs et qui ignorait la capitulation, me voyant, à ce qu'il crut, prisonnier, sauta sur la route et plongea sa pique dans le corps du soldat qui tenait mon cheval; à cette agression, un des officiers ordonna à ses hommes de faire feu, et l'autre déchargea sur moi son pistolet. Mon cheval reçut la balle dans

l'épaule. Les soldats ne tirèrent que quelques coups de fusil, puis, faisant volte-face, ils commencèrent à fuir du mieux qu'ils purent en se débarrassant de leurs uniformes, armes, etc., pour pouvoir courir plus vite. Cependant on en atteignit plusieurs avant qu'ils fussent parvenus à Castlecomer, et ceux qui, en petit nombre, parvinrent à traverser le pont, pénétrèrent dans la maison de lady Anne Butler qu'occupaient déjà les troupes anglaises que le père John Murphy avait chassées de leur position et forcées de se réfugier dans la ville. Cette maison, ayant deux ou trois étages et se trouvant isolée, l'ennemi entretint de toutes ses fenêtres un feu terrible sur nos forces qui arrivaient en face; aussi eûmes-nous en un instant plusieurs tués et blessés sans pouvoir en approcher. Nous fîmes charger sur des chariots et pousser en avant par nos hommes de grandes quantités de paille et d'herbe à l'abri desquelles nous nous efforcâmes de traverser le pont et de parvenir jusqu'à la maison. Ce stratagème échoua; car les hommes qui poussaient les chariots n'en étant pas suffisamment abrités, furent tués à travers les interstices des bottes de paille. J'eus mon cheval tué sous moi par une volée tirée des fenêtres de cette maison.

Un jeune homme à cheval, à l'ombre d'un mur, voyant tomber mon cheval, vint bénévolement m'offrir le sien que j'acceptai, et sur lequel je me rendis immédiatement à une petite église située environ à un quart de mille du pont, et où nous avons placé sous bonne garde nos prisonniers. Je choisis parmi ces prisonniers un domestique nègre en livrée, comme le plus apparent, et le

ramenant avec moi sur le pont en face de la maison de lady Anne Butler, je lui fis attacher à une canne et agiter au-dessus de sa tête un mouchoir blanc ; à cette vue, le feu de la maison cessa.

Je lui donnai alors ses instructions en le chargeant de pénétrer dans la maison, de demander à voir l'officier qui commandait les troupes anglaises, et de lui dire que le derrière de la maison avait été incendié par un autre détachement de nos forces, pendant que nous l'attaquions par devant, et que si lui et ses hommes consentaient à en sortir et à nous remettre leurs armes et leurs munitions, non-seulement on les protégerait, mais on les laisserait libres d'aller où il leur plairait ; que s'ils n'acceptaient pas cette offre, ils seraient inévitablement brûlés en moins d'une demi-heure, attendu qu'une énorme quantité de combustibles et de matières inflammables avait été amoncelée derrière la maison par nos hommes commandés par le général en chef en personne, qui se trouvait, en cet instant, complètement maître de toute la ville, à l'exception de cette seule maison en train de brûler. Quant à mon parlementaire, je lui déclarai qu'on aurait soin de lui, et qu'il serait mis en liberté, quel que fût le résultat de la négociation. Cet honnête domestique nègre se dirigea tranquillement vers la porte d'entrée qui s'ouvrit devant lui, et, moins de cinq minutes après, il revint me trouver sur le pont où j'étais resté à l'attendre. Les officiers assiégés me faisaient répondre à ma proposition qu'ils savaient trop bien que la maison était en feu, et, qu'en conséquence, ils étaient prêts à se rendre ; mais que d'abord

ils désiraient obtenir un sauf-conduit écrit et signé par le révérend John Murphy, qu'ils savaient être notre commandant en chef, et qu'autrement ils ne s'aventureraient pas à se rendre, après ce qui était arrivé le matin à une compagnie des troupes anglaises qui abandonnait la houillère, le chef auquel cette compagnie s'était rendue s'étant trouvé impuissant à la protéger, etc. Je sentis nécessairement la triste vérité de cette observation, et je déplorai la fatale erreur qui l'avait provoquée, et qui avait déjoué l'intention la plus humaine de sauver tant d'existences, et, en même temps, d'obtenir des armes et des munitions dont nous avons un si grand besoin en ce moment.

Je me mis, accompagné de mon parlementaire nègre, en quête du père John pour lui demander le sauf-conduit exigé par les officiers assiégés, et pour lui raconter tout ce qui s'était passé depuis notre séparation à la houillère. Après une longue course à travers les jardins, je parvins enfin à me procurer une entrevue avec lui d'une rive à l'autre de la rivière, très-étroite en cet endroit, et il approuva hautement les promesses que j'avais faites aux assiégés. Il enjoignit au domestique nègre de repartir avec moi, de retourner immédiatement dans la maison, et d'annoncer aux troupes anglaises que dès que le père John Murphy pourrait se procurer une plume, de l'encre et du papier, il leur enverrait le sauf-conduit qu'ils réclamaient; qu'en attendant il allait donner l'ordre de cesser d'activer le feu mis à la maison déjà en flammes; qu'il espérait qu'ils n'hésiteraient pas à en sortir avant qu'il fût trop tard, et qu'ils le trouveraient avec moi sur



le pont pour les recevoir et les protéger. Je retournai donc sur le pont avec mon messager nègre, et je lui répétai ses instructions. Elles étaient les mêmes qu'auparavant, mais, cette fois, il pouvait annoncer qu'il avait vu notre général en chef et causé lui-même avec lui, et qu'il en rapportait l'assurance la plus solennelle que toutes les promesses que j'avais faites aux soldats qui s'étaient réfugiés dans la maison en feu seraient strictement accomplies, et que dès qu'ils en seraient sortis et qu'ils auraient livré leurs armes et leurs munitions, on les laisserait libres d'aller où ils voudraient, et on veillerait avec le plus grand soin à ce qu'aucun d'eux ne fût inquiété.

Je m'attendais nécessairement à ce que ces malheureux, qui se trouvaient sur le point d'être brûlés, n'élèveraient plus de nouvelles difficultés, et je comptais qu'ils allaient se rendre sans hésitation et sortir de la maison avant qu'elle s'écroulât sur eux. J'attendis donc dans la plus grande anxiété, chaque minute me paraissant une heure ; mais je n'aperçus aucune apparence de départ dans la maison. Je trouvai étrange que les assiégés fussent aussi longs cette fois à délibérer et à se décider ; plus d'une demi-heure s'était écoulée, lorsqu'enfin je vis s'ouvrir la porte d'entrée et le digne nègre accourir vers moi en criant : « O monsieur ! ils refusent de se rendre ; ils ont aperçu des fenêtres supérieures une armée venant à leur secours, mais la maison est pleine de fumée et de flammes autour d'eux. » Je le remerciai de sa conduite, et le priai de rester près de moi. J'envoyai immédiatement plusieurs de nos hommes à la recherche du père

John qui se trouvait encore dans la ville, pour lui faire connaître l'échec de notre négociation et quelle en était la cause. Bientôt après nous entendîmes le feu de la mousqueterie sur la colline située à notre flanc gauche, et le sifflement des balles à travers une plantation d'arbres du même côté. Cette fusillade provenait de la division anglaise qui arrivait de Kilkenny sous les ordres du général sir Charles Asgill. Si ce général eût eu le courage de marcher droit sur Castlecomer au lieu de tirer à une distance de deux portées de fusil de nous, il eût pu surprendre plusieurs de nos hommes éparpillés dans la ville; mais ainsi avertis, nous eûmes le temps de rallier nos forces et d'occuper, sur un terrain élevé en face de sa ligne, une position avantageuse où nous l'attendîmes et lui offrîmes une bataille qu'il refusa prudemment d'accepter; ce qui fut fort regrettable, car notre petite armée se trouvait exaltée par la victoire, et puissamment soutenue, comme nous y avons compté, par les houilleurs qui eussent combattu bravement pour maintenir leur ancienne réputation de défenseurs des droits de l'Irlande.

Comme je n'avais pas pénétré dans Castlecomer au delà du voisinage de la maison située au bas du pont, où l'ennemi nous avait opposé la plus grande résistance, où nos forces avaient subi les plus grandes pertes, et où tant de braves étaient tombés, je ne puis raconter en détail ce qui eut lieu dans la ville; mais je puis dire qu'elle fut attaquée et enlevée par le père John Murphy et les braves compagnons qu'il commandait de la manière la plus brillante et avec très-peu de pertes.

J'ai déjà raconté une grande partie de ce dont je fus témoin dans cette journée mémorable, mais d'autres incidents survenus plus tard prouveront les chances que nous avons en notre faveur, si les Anglais avaient accepté la bataille.

En nous avançant du pont de Castlecomer sur la route, après avoir rallié nos forces, nous entendîmes le feu de l'ennemi ; mais nous n'aperçûmes ses lignes qu'après que la tête de notre colonne eût dépassé la plantation d'arbres ou le bois situé sur notre flanc droit ; nous vîmes alors la division du général Asgill rangée en ligne de bataille à une distance de nous très-peu supérieure à une portée de fusil, et, ce qui est curieux à dire, c'est que son feu cessa, et qu'Asgill permit à notre colonne de gagner l'élévation de terrain en face de lui et d'y former notre ligne de bataille, alors qu'il eût pu nous attaquer pendant que nous marchions de flanc, exposés à son feu et dans la pire position possible pour résister ou soutenir une attaque.

Pendant cette marche, il arriva une autre chose curieuse : un simple soldat du centre de la ligne anglaise abandonna son rang et vint nous rejoindre en courant avec armes et bagages. On lui tira plusieurs coups de fusil, mais sans l'atteindre. Ce soldat nous dit que nous pouvions compter voir beaucoup de ses camarades suivre son exemple.

Il est difficile de savoir à quoi peut être attribuée une aussi grande absence de décision de la part du général Asgill. Comme il était cruel et sanguinaire, peut-être sa conscience lui dit-elle qu'il manquerait de cou-

rage en cette occasion, ou peut-être pensa-t-il qu'il ne pouvait placer une confiance implicite dans les troupes qu'il commandait. Ou bien voulut-il attendre les renforts sur lesquels il comptait avant de risquer une bataille contre nous? Ces trois motifs réunis durent en vérité peser très-lourdement sur lui, car il abandonna le champ de bataille, et rétrograda avec sa division sur la route de Kilkenny, en nous laissant toute liberté de retourner à Castlecomer si nous le désirions. Mais nous n'y avons plus intérêt, car il n'était jamais entré dans nos intentions de garder cette ville, et nous nous étions emparés de toutes les armes et munitions qu'elle renfermait, à l'exception de celles restées avec les troupes anglaises dans la maison au bas du pont.

Si nous avions pu supposer que le général Asgill craindrait de risquer une bataille, nous aurions laissé une partie de nos forces devant la maison au bas du pont, jusqu'à ce que nous eussions eu le temps de revenir et de forcer les assiégés à en sortir et à déposer leurs armes; ce qu'ils eussent fait alors sans hésiter en voyant qu'ils n'avaient à attendre aucun secours de ce guerrier trop prudent.

Un conseil de guerre paraissait utile dans notre position critique; mais il n'en fut pas tenu, car le père John Murphy nous exposa son plan que nous approuvâmes tous comme le meilleur à suivre dans les circonstances présentes.

Nous savions que le général Asgill avait fait retraite pour attendre des renforts, et nous supposâmes qu'il eût désiré nous attirer dans une embuscade, si nous l'avions

poursuivi sur la route de Kilkenny. Nous ne pouvions songer, sans artillerie, à aller attaquer une ville occupée par un ennemi bien muni de canons, de munitions et d'armes de toutes sortes. La certitude d'être soutenus par la masse de la population eût pu seule autoriser une pareille entreprise. Mais qu'il soit dit à la honte des habitants de ce pays qu'ils préférèrent se prosterner dans un abject esclavage et s'incliner sous la cruauté des tyrans, plutôt que d'entrer hardiment en campagne avec nous.

Le père John, s'apercevant que nos hommes étaient complètement harassés par suite du manque de repos et de sommeil après les fatigues qu'ils avaient supportées tout le jour en marchant et en combattant, résolut d'aller immédiatement occuper une position militaire sur quelque point convenable du comté de la Reine, où nous pourrions bivouaquer et passer la nuit en sûreté.

Notre départ de Castlecomer ne fut nullement entravé par l'ennemi, mais il était affligeant de voir nos hommes se précipiter à plat, par faiblesse, sur les bords de la route et s'y endormir profondément. Ceci nous prouva la nécessité de faire halte plus tôt qu'on n'en avait eu l'intention; car le plan du père John avait été de traverser ce jour-là la partie du comté de la Reine qui conduit à la ville d'Athy, dans le comté de Kildare, où et dans le voisinage de laquelle il avait appris que des milliers de combattants n'attendaient que notre arrivée pour rejoindre notre étendard et recourir à leur courage et à leur nombre plus que suffisant pour chasser les forces royales qui les tenaient en servage.

Malheureusement, en ce triste moment, la population

gisait prosternée et énervée aux pieds de ses tyrans, car tous ses chefs se trouvaient exilés, bannis, exécutés ou emprisonnés.

Après avoir passé la nuit du 24 juin dans le comté de la Reine, ne trouvant dans les habitants aucune disposition à nous aider ou à se joindre à notre lutte pour secouer le cruel joug des Anglais, nous commençâmes le 25 notre mouvement pour nous rapprocher le plus possible ce jour-là de Scollagh-Gap, du mont Leinster et de Blackstair; nous désirions nous emparer de ces importants passages dans les comtés de Carlow et de Wexford, afin de pouvoir obtenir quelques nouvelles de la principale division de notre armée qui nous avait quittés le 21 juin à Wexford pour traverser le pont de bois et se diriger vers le comté de Wicklow. Nous avons toujours été très-désireux de nous mettre en communication avec cette division, mais cela nous était maintenant absolument commandé par notre situation critique et notre manque de munitions. Pour y parvenir, le pauvre père John Murphy proposa un plan dont nous adoptâmes volontiers les sages instructions. Elles étaient très-simples. Il pria ceux qui possédaient une certaine quantité de poudre de la partager avec leurs camarades qui n'en avaient pas; et il ordonna à ceux dont les armes à feu étaient hors d'usage, de se munir de piques ou de quelque arme analogue, telles que fourches, etc. Ainsi armés et marchant en bon ordre, nous n'aurions rien à craindre de la cavalerie ou de l'infanterie, nous pourrions forcer un des passages et toujours éviter de risquer une bataille contre une force supérieure de l'en-

nemi, ou ne l'accepter que quand nous serions sûrs de la victoire.

Notre marche rétrograde du comté de la Reine pour repasser la rivière Barrow, bien que nous eûmes à peine à escarmoucher contre un ennemi qui fuyait devant nous dès que nous nous préparions à l'attaquer, fut cependant encore plus fatigante que notre marche de la veille, en venant de Castlecomer. La longue route que nous eûmes à faire, la grande chaleur de la température, le désappointement de ne pas voir, comme nous nous y attendions, se joindre à nous les habitants de ce comté, ni s'accroître le nombre des houilleurs, sur l'assistance et les grands efforts desquels nous comptions tant, qu'ils avaient été la cause principale de la détermination du père John à venir dans le pays, tout cela était réellement désespérant, et nous arrivâmes fatigués et harassés, très-tard dans la soirée du 25 juin, à notre bivouac de la montagne de Kilcomney, sur le versant du comté de Carlow. Il me faut ici tenter d'expliquer notre situation, car c'est la dernière fois que j'aurai à parler du père John Murphy comme de notre commandant. J'espère qu'on ne trouvera pas que je parle trop de moi-même et des relations que j'eus avec lui après notre départ de Wexford. Mon histoire personnelle peut être considérée comme le récit de ce qui eut lieu, et, en vérité, comme l'histoire des événements et des résultats qui suivirent et survinrent à chacun de mes camarades, presque de la même façon, avec cette différence que beaucoup d'entre eux n'eurent pas, comme moi, la bonne fortune de se sauver.

Nous plaçâmes nos avant-postes comme nous avions coutume de le faire chaque nuit, et nous établîmes au centre du camp nos blessés et les femmes qui suivaient leurs maris et leurs frères adorés.

Notre position au mont de Kilcomney n'était nullement militaire ni bien choisie, car plusieurs routes y aboutissaient de diverses directions; elle possédait cependant un avantage : celui de se trouver proche du passage de Scollagh Gap, que nous comptions traverser le lendemain pour continuer, en combattant, notre chemin vers le comté de Wicklow. Les arrangements pour la nuit terminés, nous nous endormîmes tous profondément au bout de quelques minutes.

Je me réveillai le lendemain, 26 juin, un peu avant le jour, et mon premier soin fut de faire lever quelques hommes pour les envoyer en reconnaissance sur différentes routes. Ce qui est lamentable à dire, c'est que presque tous se plaignirent d'avoir été dépouillés de leurs armes à feu, pendant la nuit, par les houilleurs. Un cri général d'indignation s'éleva dans tout notre camp contre ces misérables, que nous avions compté voir accomplir dans nos rangs les plus grands exploits militaires; non-seulement ils avaient déserté, mais ils avaient profité de la fatigue et du besoin de sommeil qui accablaient nos braves soldats pour leur enlever leurs armes et aller se cacher dans leurs houillères ou dans leurs anciennes retraites. On ne peut comparer ces houilleurs qu'à ces hommes renommés pour se battre dans les foires et lieux publics, et que nous trouvions rarement au premier rang à la bataille, alors que nous combattons pour



notre indépendance et pour secouer le joug anglais.

Ce fut sur des jeunes gens, fils de gentlemen-agriculteurs et de fermiers, en général, que reposa la confiance du peuple dans cette lutte périlleuse ; et cette confiance ne fut pas trompée un seul instant pendant cette campagne. Ces braves et modestes jeunes gens, qui eussent regardé comme un déshonneur de prendre part à une lutte de foire, se montrèrent partout les premiers en face du danger en conduisant leurs soldats à la victoire.

Je me hâtai de chercher le père John pour lui faire connaître ce que j'avais appris et pour prendre ses ordres. Il connaissait déjà la trahison des houilleurs, et il avait remarqué que plusieurs d'entre eux s'en étaient allés la nuit précédente, lorsque nous étions encore dans le comté de la Reine ; il savait également que les troupes royales s'avançaient dans diverses directions pour cerner et attaquer notre camp, et à leur retour, après avoir rencontré l'ennemi, toutes nos reconnaissances confirmèrent ce rapport. La matinée étant brumeuse, nous ne pûmes bien distinguer la force des troupes qui arrivaient par différentes routes pour nous cerner ; mais il fut décidé de suite qu'on irait attaquer celles qui s'avançaient par le passage de Scollagh-Gap, et que nous pousserions à tout prix notre marche dans cette direction, car nous ne pouvions prétendre à tenir tête contre toutes les divisions anglaises qui arrivaient par les autres routes, dans l'état déplorable où nous nous trouvions et avec le peu de munitions qui nous restait pour les armes à feu que les houilleurs ne nous avaient pas enlevées.

Nos fusiliers, bien soutenus en cette circonstance par nos piquiers, attaquèrent hardiment et repoussèrent la cavalerie ennemie, qui sortait du passage de Scollagh-Gap; aussi, nous trouvâmes-nous en peu de temps maîtres d'une assez grande partie du passage pour y admettre toutes nos forces, qui se montaient encore à quatre ou cinq mille hommes. Nous veillâmes avec le plus grand soin à emmener tous nos blessés et les femmes qui nous suivaient, et à ne rien laisser à notre bivouac qui pût devenir la proie d'un ennemi féroce. Cependant; la presse salariée du parti anglais dominant de cette époque prétendit que nous avions abandonné dix pièces d'artillerie et une grande quantité de bagages, et que nous avions eu des milliers de tués et de blessés. Nous n'avions aucune artillerie à abandonner, car nous n'en possédions plus depuis notre départ de Wexford, le 21 juin; et, quant aux pertes que nous subîmes, elles furent fort inférieures à celles de l'ennemi. Notre arrière-garde, composée d'habiles tireurs, couvrit notre retraite à travers le passage; mettant à profit les rochers qui le bordaient de chaque côté, ils tiraient à coup sûr, et ils tuèrent ou blessèrent presque tous les officiers qui parurent à la tête des troupes qui nous poursuivaient. Pendant ce temps, notre avant-garde s'ouvrait un chemin en combattant avec désespoir et en chassant l'ennemi devant elle jusqu'à ce que nous fussions complètement sortis du passage de Scollagh-Gap; quant au très-vanté et très-fameux major Mathews, il jugea prudent de ne pas nous poursuivre avec les troupes qu'il commandait de l'autre côté de Scollagh-Gap, et les amis du lâche

général sir Charles Asgill, qui se trouvait à la tête de trois ou quatre mille hommes de troupes régulières, eussent pu attribuer à son *humanité* son désir de ne pas nous approcher de près, s'il n'eût préféré, à sa honte, une victoire plus facile et moins dangereuse, c'est-à-dire parcourir avec son armée les districts voisins de Kilmoney, et, au lieu de nous poursuivre et de nous combattre en rase campagne, massacrer de sang-froid les habitants désarmés et inoffensifs de ces districts, qui n'avaient jamais quitté leurs demeures, et, par conséquent, n'avaient pris aucune part à la guerre. Ils furent cruellement récompensés de leur neutralité par ce monstre, qui n'épargna ni l'âge, ni le sexe; car les hommes, les femmes et les enfants furent massacrés sans pitié chez eux et dans les champs, où ils étaient paisiblement occupés.

Nous aurions pu considérer comme une victoire notre exploit de la matinée du 27 juin, si un triste nuage n'était venu obscurcir toutes nos espérances et nos plans d'avenir. Le révérend John Murphy avait disparu. En vain le cherchâmes-nous dans notre colonne, on ne put le trouver nulle part. Comment il advint que ce chef excellent, brave et entreprenant, se trouva séparé du corps d'armée principal, demeure chose incompréhensible, attendu que tous nos mouvements furent exécutés d'après ses instructions, et que chacun eut tout le temps nécessaire pour quitter notre bivouac avant l'arrivée des troupes royales. Le père John nous eût rejoint dans le passage où nous combattions et chassions l'ennemi devant nous, si

quelque accident fatal ne l'en eût empêché. Nous ne pûmes jamais connaître positivement le sort final de ce très-excellent et digne homme. Près d'un an plus tard, on ouvrit dans la ville de Dublin une souscription pour payer, disait-on, les frais de l'évasion du père John Murphy en Amérique.

M. Martin Byrne, un marchand de drap de la rue Francis, et plusieurs de ses amis, s'occupèrent très-activement de cette souscription; ils désirèrent que quelqu'un qui eût connu le père John Murphy, voulût bien se rencontrer avec l'ecclésiastique à qui devait être remis l'argent, pour constater son identité avec le chef qui s'était tant distingué dans notre dernière campagne. J'étais caché à Dublin à cette époque, et un de mes amis vint me prier de l'accompagner chez M. Martin Byrne, pour y voir un individu qui, craignait-il, ne jouait le rôle du père John que pour voler leur argent à de bienveillants patriotes. Je me rendis volontiers à son désir; et, à la vue d'un individu de sombre mine, je déclarai à M. Byrne et à ses amis qu'ils étaient les jouets d'un imposteur qui n'avait aucune ressemblance avec le pauvre père John. On prétendit alors que le père Murphy avait été exécuté à Tullow; mais presque personne ne voulut le croire, attendu que les journaux officiels du temps ne mentionnèrent aucunement son arrestation, et que le vindicatif parti dominant eût été trop heureux d'avoir à publier officiellement une aussi bonne nouvelle que celle de la pendaison d'un prêtre papiste.

Nous dûmes, à notre sortie du passage de Scollagh-Gap, paraître formidables à l'ennemi qui se trouvait de

ce côté. Car nous nous aperçûmes bientôt que les troupes royales avaient fui et rétrogradé sur Enniscorthy et Newtownbarry; et comme le fameux général Asgill, je l'ai déjà dit, ne jugea pas prudent de nous poursuivre, nous nous retrouvâmes maîtres de nos mouvements et assez forts, malgré le manque de munitions et des bonnes armes à feu que les houilleurs nous avaient enlevées, pour avancer et opérer notre jonction avec l'autre division de notre armée qui s'était séparée de nous à Wexford, et que nous supposions devoir se trouver quelque part dans le comté de Wicklow.

Malheureusement notre général en chef nous manquait dans ce moment critique, et les chefs braves et intrépides qui se trouvaient encore à la tête de nos hommes, ne purent s'entendre sur ce qu'il y avait de mieux à faire. Ceux du voisinage de Wexford et d'Enniscorthy paraissaient résolus à se rendre dans les grands bois de Killanghram, comme dans le lieu le meilleur et le plus sûr pour y recruter leurs forces et y attendre des nouvelles de l'autre division irlandaise; tandis que nous qui appartenions au nord du comté de Wexford, nous insistions sur la nécessité de procéder incontinent dans la direction des montagnes de Wicklow, où nous pouvions être certains d'obtenir des informations et probablement de rejoindre sans difficulté cette division. Je fis tout mon possible pour dissuader nos braves compagnons de se séparer de nous, en leur signalant le grand danger qu'ils couraient d'être cernés et de se voir rendre la retraite impossible. Mais ce fut en vain, ils persistèrent dans leur résolution, parce qu'ils n'avaient, disaient-ils, que

cinq à six milles à faire pour atteindre ces fameux bois, que la plupart d'entre eux connaissaient bien, tandis que notre corps, ajoutèrent-ils, pourrait avoir à accomplir trente ou même quarante milles avant de pouvoir espérer rejoindre le corps commandé par Garrett Byrne, Edward Fitzgerald, Anthony Perry, Esmond Kyan, etc.

De nouvelles supplications devenaient inutiles, et le manque d'union amena ainsi notre séparation et notre dislocation. Nous n'étions alors poursuivis que par un ennemi qui se bornait à envoyer sa cavalerie tuer ceux de nos traînards qui s'aventuraient à aller visiter seuls leurs familles et leurs demeures. Cette lamentable séparation réduisit notre nombre, à nous qui étions décidés à pousser notre route vers les montagnes de Wicklow, à un chiffre très-insuffisant pour une pareille entreprise ; mais nous n'en persévérâmes pas moins en espérant le mieux.

Je fis placer sur le même chariot mon pauvre frère Hugh et Jacob Byrne, de la blessure désespérée duquel j'ai déjà parlé ; et le même homme fidèle qui conduisait le cheval depuis le 18 juin, jour où Hugh avait été blessé, prit le plus grand soin d'eux. L'évasion miraculeuse et l'extraordinaire guérison de Byrne dans ces tristes jours, prouveront ce que peuvent accomplir, dans la situation la plus périlleuse, quelques hommes déterminés, en demeurant fermement unis.

Tous les chariots sur lesquels étaient placés nos blessés traversèrent en sûreté le passage de Scollagh-Gap. Celui dans lequel se trouvaient mon frère et Byrne avait encore à accomplir une longue et triste route, de plus de trente milles, par l'obligation où il était d'éviter les villes

occupées par les Anglais, telles que Clonegal, Bunc-lody ou Newtownbarry, Ferns, Carnew, etc.

Il fallait une escorte composée d'hommes de la trempe la plus intrépide pour braver les dangers qui couvraient le pays que nous avions à traverser depuis Scollagh-Gap jusqu'aux montagnes de Wicklow, et à une époque aussi rapprochée de la bataille du mont Vinegar, dont la victoire avait tant exalté les miliciens et les Orangistes. Cependant l'aspect de notre petite colonne fit se rabattre ces lâches assassins sur leurs défenseurs anglais qui occupaient les villes, et ils nous laissèrent libres de pousser en avant et d'accomplir notre plan, en escarmouchant toutefois de temps à autre.

Monaseed se trouvant sur la route directe des montagnes de Wicklow, j'espérais y avoir le plaisir de revoir une fois de plus ma chère mère. Ma surprise et ma douleur furent donc très-grandes, en arrivant chez nous, de n'y trouver âme qui vive pour me donner quelques nouvelles d'elle. Tout était en désordre dans la maison, les portes étaient grandes ouvertes, les fenêtres et les meubles brisés, etc. Comme deux de nos tenanciers habitaient une ferme dite le Terrier-du-Renard, à quelque distance de la maison et de la grande route, nous nous hâtâmes de nous y rendre dans l'espoir d'y trouver quelqu'un pour nous donner des nouvelles. Heureusement, Mrs Macguire, la femme d'un de ces tenanciers, se trouvait chez elle.

Cette brave femme dissipa ma douloureuse inquiétude en m'apprenant que ma chère mère était bien portante et en sûreté, avec sa fidèle servante, Biddy Cosker, à

la maison Buckstown, alors appartenant à Ralph Blaney, et où le père du pauvre Ned Fennell les avait conduites, avec les femmes de sa propre famille, pour les mettre à l'abri de tout danger.

M. Fennell avait sauvé cette maison lors du passage de notre armée, et M. Blaney, qui lui en gardait une grande reconnaissance, lui offrit, en retour, ses services, dont le digne Fennell profita, dans cette triste circonstance, pour procurer une sûre retraite à nos mères et à nos sœurs qui se trouvaient sans protecteurs.

Bally-Ellis, où demeurait le pauvre Jacob Byrne, était trop proche de cette terrible ville Orangiste de Cannew pour qu'il pût y être conduit sans risquer d'y être immédiatement fusillé; on l'installa donc dans une maison qui nous appartenait, voisine de celle de Macguire, et qui ne servait qu'à loger le bétail pendant l'hiver. Une de ses sœurs, informée de son arrivée et de sa triste situation, accourut et demeura avec lui, jour et nuit, dans cette maison déserte, dont elle tenait continuellement la porte grande ouverte pour prévenir tout soupçon que quelqu'un pût y être caché. Des provisions de toute sorte leur étaient apportées la nuit par des femmes dont le courage et l'humanité, dans ces instants terribles, méritent le plus grand éloge. En moins d'un mois, Byrne recouvra assez de forces pour gagner une autre retraite, et pour se rendre plus tard à Dublin, où je le rencontrai l'année suivante, parfaitement rétabli de son extraordinaire blessure, et cela, sans autre traitement que celui que sa pauvre sœur avait pu lui faire suivre.

J'ai cru devoir mentionner ces détails pour prouver



que les pires blessures peuvent parfois être guéries sans secours chirurgical, et j'ai jugé nécessaire de raconter notre longue marche depuis Scollagh-Gap, pour prouver que les braves gens qui nous quittèrent pour aller se réfugier dans les bois de Killanghram, auraient pu traverser le pays où avaient passé le cheval et le chariot sur lequel Jacob Byrne fut transporté à Monaseed, et partir de là avec nous pour rejoindre aux Mines d'or l'autre division de notre armée.

Mon frère Hugh, dont la blessure allait maintenant beaucoup mieux, résolut de partir avec nous et ne voulut, à aucun prix, rester derrière. Ma chère sœur, qui ne l'avait pas quitté un instant depuis le jour où il avait reçu sa blessure, dut alors se séparer de nous et aller rejoindre notre mère à la maison Buckstown, pour tâcher de la tranquilliser et de la consoler de son mieux. Quoi qu'elle fût très-jeune à cette époque, elle était à la hauteur d'une pareille tâche, car elle possédait un grand courage moral et une gaieté qui l'empêchaient de se laisser abattre dans les circonstances les plus mauvaises. Cette heureuse disposition de notre sœur rendit notre séparation d'avec elle moins pénible qu'elle ne l'eût été autrement; nous savions, d'ailleurs, qu'elle serait en sûreté à la maison Buckstown, avec notre chère mère et la digne famille Fennell.

Avant de continuer notre route pour les Mines d'or, nous désirions obtenir des nouvelles des différents combats qui avaient eu lieu pendant les huit derniers jours, et il nous fut en vérité très-consolant d'entendre, à notre arrivée à Monaseed, le récit des avantages obtenus, dans

ces districts, sur les troupes royales par nos forces commandées par Anthony Perry, Garrett Byrne, Edward Fitzgerald, Esmond Kyan, etc. Telles, la victoire nommée « le Vendredi sanglant, » l'attaque de Hacketstown et de la maison Chamney, les combats de Cootallin, du mont Ballygraheen, près Shillelah, et la défaite des Anciens Bretons. Nous reconnûmes plus tard la parfaite exactitude de tous les détails, qui nous furent donnés par les pauvres femmes dont les époux et les frères avaient sans nul doute pris part à ces combats; et la liste qu'elles nous fournirent des noms des malheureuses victimes massacrées de sang-froid, les 20 et 21 juin, dans leurs maisons où elles gisaient malades et dans l'impossibilité de fuir, par les monstres qui tenaient du gouvernement anglais, leurs commissions de magistrats et de commandants de corps de milice, n'était elle-même que trop fidèle. On frémit d'y penser.

Voici un exemple, entre plusieurs, qui pourra servir à peindre comment ces actes atroces furent perpétrés par les lâches monstres qui n'osèrent jamais nous affronter sur le champ de bataille.

Hunter Gowan, juge de paix et capitaine d'un corps de cavalerie de milice, sachant que Patrick Bruslaun, un de ses plus proches voisins avec lequel il avait toujours vécu dans les termes les plus amicaux, se trouvait confiné dans son lit par une blessure, se rendit à cheval à la maison de Bruslaun, frappa à la porte et demanda à Mrs Bruslaun, de la manière la plus bienveillante, des nouvelles de la santé de son mari. « Vous voyez, lui dit-il, en désignant ses troupes rangées à une certaine

distance de la maison, que je n'ai pas laissé approcher mes hommes, dans la crainte qu'ils ne se portassent à quelque excès. Conduisez-moi dans la chambre de votre mari. Je désire causer un peu avec le pauvre Patt. » Mrs Bruslaun, n'ayant pas le moindre soupçon de ce qui allait suivre, introduisit Gowan près du lit de son mari. Il lui tendit la main, et après avoir échangé quelques paroles avec le pauvre Bruslaun, il prit délibérément un pistolet et le lui déchargea dans le cœur. Puis, tournant sur ses talons, il dit à la malheureuse femme : « Vous n'aurez plus maintenant la peine de soigner votre damné papiste rebelle de mari. »

J'obtins ces détails de la propre bouche de Mrs Bruslaun. Et combien d'exemples du même genre je pourrais ajouter à celui-là, s'il pouvait être utile aujourd'hui de se reporter à cette terrible époque de tyrannie anglaise et de massacre en Irlande ?

Le pauvre Bruslaun n'avait pas quarante ans et il laissait trois enfants en bas-âge. Il était, sans exception, un des hommes les plus braves qui aient jamais vécu. Il était respecté de tous ceux qui le connaissaient. Pour ma part, je l'avais aimé comme un père dès mon enfance. J'avais un grand nombre de cousins germains, mais je ne m'étais attaché à aucun d'eux autant qu'à lui ; sa mère était la sœur aînée de mon père.

Qu'il est triste de penser qu'aucun de ces *soi-disant* historiens patriotes de l'Irlande, même plusieurs années après 1798 et lorsqu'il n'avait à courir aucun danger, n'eut le courage de se rendre et de réunir, au sujet de ces atrocités, des matériaux dans les comtés où furent com-

mis, avant l'insurrection, tant de meurtres de sang-froid sur les innocents et paisibles habitants, par ces magistrats porteurs de commissions de juges de paix, de colonels de régiments et de chefs de corps de milice, qui furent la honte de l'humanité et de tout ce qui existe de sacré sur la terre!

J'habitai, ou en d'autres termes, j'étais caché à Butterstown-Lane, près de Dublin, pendant l'hiver de 1799. Le prêtre de la paroisse, le révérend père Connelly, que je visitais quelquefois, me demanda un soir si j'aurais quelque répugnance à me rendre dans la ville pour y rencontrer un de ses amis qui préparait, pour l'imprimer, un travail sur les causes qui avaient amené l'insurrection. Je lui répondis que je n'en éprouvais aucune à aller voir un de ses amis que je présumais être comme lui un solide patriote. Il sourit et me dit que son ami était l'avocat Mac-Cana, et qu'il conviendrait avec lui d'un soir où il pourrait me recevoir sûrement chez lui à Dublin. Il ajouta que M. Mac-Cana désirait entrer en relation avec ceux qui pourraient lui fournir des informations sur les meurtres commis, avant que l'insurrection éclatât à Carnew et dans son voisinage, par les magistrats du district, et spécialement sur ceux perpétrés par Hunter Gowan avant le soulèvement. « J'ai dit à M. Mac-Cana, ajouta le père Connelly, qu'étant du pays, vous pourriez lui indiquer le moyen d'obtenir tout ce qu'il désirait. »

Conformément au rendez-vous pris, je me rendis à la demeure de l'avocat Mac-Cana, à Dublin, et je lui fournis les noms du plus grand nombre de ceux qui avaient été massacrés dans la petite ville de Carnew et ailleurs avant l'insurrection; en somme, je lui donnai

sur ce sujet toutes les informations que je jugeai pouvoir conduire au dévoilement complet des instigateurs et auteurs de ces meurtres de sang-froid. Je lui citai les noms des magistrats qui avaient présidé à ces exécutions dans la grande cour du château de Carnew, et je lui mentionnai spécialement Cope, le ministre protestant et le juge de paix du district, qui avait agi comme principal acteur dans cette scène tragique. M. Mac-Caname dit que tout ce que je lui racontais serait vérifié sur place et qu'il saisirait toutes les occasions de se procurer les renseignements nécessaires pour arriver à un complet exposé des expédients infâmes auxquels avait eu recours le gouvernement irlandais de cette époque pour sanctionner les meurtres commis dans presque tous les districts de l'Irlande.

Je quittai M. Mac-Caname très-flatté de son aimable réception et je ne pus m'empêcher d'admirer son ardente façon de parler des cruelles transactions opérées à cette époque pour détruire tout vestige de la liberté irlandaise. Son grand zèle, en cette circonstance, ne me surprit pas, car je savais qu'il était catholique romain, et que son but principal était de prouver au monde que le peuple irlandais n'avait pas entrepris une lutte religieuse, mais une juste guerre de défense personnelle contre la tyrannie la plus inouïe, exercée par les agents anglais et les vils individus qu'ils soudoyaient en Irlande pour les aider et les assister dans la perpétration de tous ces monstrueux meurtres de sang-froid.

Lorsque je retournai à Butterstown-Lane et que je racontai au digne patriote, le père Connelly, ma très agréable

entrevue avec son digne ami, l'avocat Mac-Cana, il en fut enchanté et m'assura que nous pouvions nous attendre à voir bientôt publier une œuvre appropriée aux temps dans lesquels nous vivions et sortie de la plume de cet homme de grand mérite, dont le talent d'écrivain était aussi bien connu alors que son grand dévouement pour les intérêts de l'Irlande.

Après avoir appris à Monaseed tout ce qu'il nous importait de connaître sur la position de l'ennemi, et que nous n'aurions à combattre que sa cavalerie, nous partîmes pour aller rejoindre l'autre division de notre armée que nous savions campée près des Mines d'or. Nous connaissions, mon frère Hugh et moi, tout le pays que nous avions à traverser, et nous nous sentîmes parfaitement certains de pouvoir poursuivre notre route en combattant, malgré la réduction que nos rangs avaient subie par suite de notre longue marche depuis Scollagh-Gap. Plusieurs de nos braves compagnons, en passant près de leurs demeures, avaient aussi naturellement désiré s'y rendre et voir ce qu'étaient devenues leurs familles pendant leur absence. Cependant nous étions encore assez nombreux pour tenir tête à un corps de cavalerie; et, en réalité, il eût suffi en ce moment de cinquante piquiers et de trois ou quatre fusiliers pour empêcher ces poltrons d'approcher de notre colonne. Telle était leur frayeur, depuis la récente leçon qu'ils venaient de recevoir, le jour de la défaite des Anciens Bretons, que la vue d'un chariot abandonné sur la route les faisait s'arrêter et cesser leur poursuite, dans la crainte de se laisser surprendre et de tomber dans une embuscade préparée par

nos forces; et, d'après l'expérience que nous acquîmes pendant notre longue marche depuis Scollagh-Gap, je suis convaincu qu'avec six compagnies de piquiers bien organisées et environ six ou huit bons tireurs armés de carabines et bien fournis de munitions, attachés à chacune de ces compagnies, nous aurions pu traverser le pays dans toutes les directions, en dépit de la cavalerie qu'on eût pu lancer contre nous; car dès qu'un corps de cavalerie essayait de nous charger, nos hommes abandonnaient la route et se réfugiaient derrière une haie ou un fossé pour y attendre que les cavaliers fussent assez près d'eux pour être sûrs d'en abattre quelques-uns à la première volée, et il était alors certain que le reste tournerait bride et se sauverait; en outre, lorsque nous n'avions pas sous la main les moyens d'opposer un obstacle à l'ennemi, il nous restait toujours la ressource de former immédiatement nos piquiers en un carré solide que n'eût certainement pu briser la lâche cavalerie contre laquelle nous avions à combattre à cette époque.

Sauf la Vendée, en France, nulle contrée au monde n'offre les mêmes avantages que l'Irlande pour soutenir une guerre contre la cavalerie, en raison de la petitesse des plaines et des clôtures très-élevées qui les environnent de toutes parts. Un fait curieux, c'est que nous ne vîmes pas une seule fois ces hardis chasseurs de renards qui composaient les corps de cavalerie de milice, et dont les chevaux ne se refusaient jamais à franchir une clôture quelconque, se lancer à travers champs pour attaquer même vingt de nos piquiers bien réunis; mais un homme seul et isolé était certain d'être poursuivi et taillé

en pièces par eux. Le pauvre Ned Kennedy de Bally-Ellis, qui passait à quelque distance de sa demeure, nous quitta pour aller s'enquérir de sa famille; comme il était seul, il fut attaqué par une troupe de cavaliers, mais avant d'être tué, il en blessa trois d'une manière désespérée avec sa pique. Si Kennedy eût été accompagné d'une douzaine de braves comme lui, en cette occasion, il est probable que la troupe n'eût pas osé s'exposer à un combat aussi périlleux. Il se trouvait à quelque distance de notre petite colonne, et cela suffit pour donner du courage à ces chasseurs de renards. Pour terminer ce chapitre, je mentionnerai la joie cordiale que nous éprouvâmes en rencontrant, aux White-Heaps, l'autre division de notre armée que nous désirions tant rejoindre. Elle arrivait des Mines d'or. Nous revînmes avec elle à Ballyfad où nous bivouaquâmes pendant la nuit.

Je n'ai pas besoin de dire combien nous fûmes heureux de revoir un si grand nombre de chefs de cette division, et tous ayant assez bonne mine, tels que Anthony Perry, Garrett Byrne, Edward Fitzgerald, Esmond Kyan, Edward Roche, etc; mais, hélas! beaucoup d'autres étaient absents. Le superbe Ned Fennell, Johnny Doyle et plusieurs de mes plus chers amis avaient été tués dans divers combats, pendant que nous combattions à Castle-comer. Cependant, l'ami de mon enfance, celui avec lequel j'avais commencé ma carrière d'*Irlandais Uni*, le brave et loyal patriote Nick Murphy, de Monaseed, se trouvait là; et, bien qu'il souffrit terriblement d'une chute et d'une foulure au pied qui l'obligeaient à chevaucher derrière un camarade sur un coussin, il n'était



point abattu. Il ne désespérait pas qu'il nous fût possible de tenir la campagne et de faire tête à l'ennemi jusqu'à ce que nous pussions obtenir, en fait de munitions, quelque secours, même d'un pays neutre, non en guerre avec l'Angleterre. Ce fut en cette circonstance que, Murphy et moi, nous eûmes à déplorer la perte de notre grande jarre de poudre que le malheureux Jack Sheridan avait découverte et livrée à Hunter Gowan, pour éviter la mort. Le manque de munitions fut la cause qui nous poussa à attaquer les casernes et les maisons où nous pensions avoir la chance de nous en procurer. Nous sacrifiâmes dans ces périlleuses et téméraires attaques la vie de nos hommes les plus braves, et nous aurions pu éviter ce sacrifice, si nous avions eu un approvisionnement de poudre et de balles suffisant pour poursuivre une campagne défensive, en attendant le secours que nous attendions de France d'heure en heure. On espéra même, à cette époque, que dès que nos amis d'Amérique en auraient fait la demande, le brave peuple de ce pays s'empresserait de nous envoyer des armes et des munitions. Depuis, pendant la lutte des Grecs pour secouer le joug turc, les Américains ont rendu le plus important service à la Grèce, en lui envoyant des approvisionnements de toute espèce.

Nous n'avions rien à attendre des puissances neutres du continent; au contraire, elles fournissaient à nos ennemis, les Anglais, des soldats hessois, pour les secourir et les aider à ravager et à piller la pauvre Irlande. Nous étions donc condamnés à être abandonnés à nos propres ressources, et, cependant, si tous ceux qui avaient

prété le serment d'Irlandais Uni eussent été de la même trempe que le brave Nick Murphy, de Monaseed, nous serions parvenus à prolonger la guerre jusqu'à ce que nous ayons éveillé la sympathie de quelque nation généreuse en notre faveur. Il fut, je dois le dire, sans exception, l'un des plus déterminés parmi les hommes engagés dans notre lutte. Jamais il ne crut qu'il pût faire moitié assez pour le succès de la cause sacrée que nous avons adoptée. Il était plein de cœur et honorable, aimé de tous ceux qui le connaissaient, simple et sans prétentions dans ses manières, et parfaitement instruit. Il était beau, actif et bien proportionné, quoique un peu mince, et âgé de vingt-quatre ans.

Après le désastre de la Boyne, Murphy s'échappa à Dublin, et se cacha dans la maison de M. Dillon, négociant sur le quai, où il reçut la plus aimable hospitalité. Il y avait passé plusieurs mois, comme commis de la maison, lorsqu'un matin, un domestique vint le prévenir qu'un charretier de la campagne l'attendait dans le vestibule avec une lettre de sa mère, qu'il désirait lui remettre en mains propres. Murphy se hâta de descendre dans le vestibule où le charretier, tout couvert de boue et chaussé de gros souliers, lui présenta une lettre dont il rompit le cachet sans hésitation, en voyant qu'elle lui était adressée ; sur ce, le charretier ouvrit sa grande redingote, en sortit un pistolet armé, et le lui posant sur la poitrine, l'invita à ne pas bouger, sous peine d'être tué sur place, en lui déclarant qu'il était son prisonnier, etc. Heureusement, Murphy saisit le chien du pistolet de la main gauche, dont l'index, se trouvant entre le bassinet

et la pierre, empêcha le coup de partir; la pierre lui coupa le doigt jusqu'à l'os. Cette blessure lui sauva la vie; mais une lutte désespérée s'engagea entre Murphy et le charretier déguisé. Heureusement, Murphy savait lutter, et il parvint enfin à renverser d'un croc-en-jambe son adversaire, à s'enfuir par une arrière-cour, et à gagner un grenier à foin d'où il descendit, par les toits des maisons, dans une rue de derrière.

En se relevant, le faux charretier courut ouvrir la porte du vestibule et appeler à son secours le major Sirr et sa bande. Ils entrèrent et cernèrent la maison de M. Dillon, l'épée à la main, les pistolets armés, etc. Le lâche major de la place prit en cette circonstance les mêmes précautions que le jour où il tua le pauvre lord Edward Fitzgerald, dans la maison de Murphy, de la rue Thomas. En apercevant remuer quelque chose sous un monceau de paille dans l'écurie, il ordonna immédiatement à ses hommes d'avancer et de tirer une volée sur la paille, dans l'espérance que si Nick Murphy n'était pas tué, il se trouverait au moins assez mutilé pour ne pouvoir présenter une plus longue résistance. Il dut être en vérité fort désappointé, lorsqu'il découvrit que ce n'était pas Murphy, mais une magnifique chienne d'arrêt et ses petits, que venaient de tuer ces gredins qu'il avait fait marcher devant lui pour mettre à l'abri de tout danger sa personne sacrée. La maison de M. Dillon fut promptement cernée et fouillée d'un bout à l'autre, dans chaque trou et chaque coin susceptibles de contenir un être vivant, et on ne se borna pas à faire des perquisitions dans les maisons voisines, mais on plaça des

sentinelles pour garder les issues qui y aboutissaient.

Malgré toutes ces précautions, Murphy trouva une retraite sûre pour se cacher et déjouer pour l'instant le major Sirr et sa bande de gredins. Il est juste de dire que si le peuple de Dublin, en 1798, ne se souleva pas en masse et n'éleva pas de barricades, comme il eût dû le faire, il se montra au moins toujours prêt à accueillir et à recevoir les patriotes forcés de se réfugier dans la ville pour échapper aux tortures les plus cruelles et les plus inouïes, et aux meurtres qui se commettaient à toute heure dans les provinces de l'Irlande.

Murphy, de sa retraite, trouva moyen de prévenir sa pauvre mère qui habitait Wexford, de son heureuse évacuation et de sa situation périlleuse actuelle. Cette digne femme s'empressa de lui envoyer tout l'argent qu'elle put recueillir, par sa sœur Nancy, qui arriva par mer à Dublin, juste à temps pour voir son frère et lui remettre l'argent nécessaire pour payer son passage à Hambourg, à bord d'un navire en partance pour cette ville, qui levait l'ancre et sortait du dock de la douane, et dans lequel Murphy se trouvait caché. Il n'eut que le temps de dire un triste adieu à sa sœur bien-aimée, qui retourna la même nuit à Wexford, pour tâcher de consoler leur vieille mère dans sa douleur actuelle.

Après avoir couru bien des périls en mer, Murphy échappa aux croiseurs anglais et arriva heureusement à Hambourg, d'où il se hâta de se rendre à Paris pour offrir ses services au gouvernement français et accompagner toute expédition qui serait destinée pour l'Irlande. Il attendit plusieurs années en France, espérant toujours

que tôt ou tard on ferait quelque chose pour sa malheureuse patrie. Enfin, désespérant d'obtenir jamais pour elle l'aide de la France, et après avoir épuisé toutes les petites ressources que sa mère avait pu lui faire parvenir, et qui l'avaient réduite à une situation très-gênée et très-misérable, il se décida courageusement à revenir à tout risque en Irlande, pour y chercher quelque emploi qui lui permit de soutenir sa mère et sa sœur. Il ne pouvait songer à se retirer à Monaseed, où d'ailleurs sa petite propriété avait été vendue. Il se fixa à Enniscorthy, et y devint agent ou facteur de marchands de blé. Il y acquit bientôt une honorable indépendance. Son principal patron fut le bienveillant et charitable Richard Deveureux de Wexford.

Murphy termina ses jours en vue du mont Vinegar, où il avait déployé tant de bravoure, le 21 juin 1798. Peu d'hommes ont eu un sentiment de l'honneur et du respect de soi-même supérieur à celui de Murphy.

Il était fier, mais sans vanité ; jamais il ne rechercha la société de ces riches catholiques dont les pères avaient été les dimeurs du cruel parti dominant, dont l'avarice épuisait à toute heure la richesse et les ressources de la pauvre Irlande.

Nous n'étions guère nombreux le jour où nous rejoignîmes, aux White-Heaps, l'autre division irlandaise, mais un grand nombre de ceux qui étaient restés en arrière pour aller s'enquérir de leurs familles, lors de notre passage à Scollagh-Gap, se rallièrent pendant la nuit à notre bivouac de Ballyfad, et leurs camarades, les

considérant comme un renfort opportun, les accueillirent à ce titre, du mieux possible, en leur fournissant à boire et à manger. Je regrettai ce soir-là de ne pas voir Anthony Perry ; mais je le rencontrai le lendemain au plus fort de la mêlée, à la bataille de Bally-Gullen, que je raconterai dans le prochain chapitre, après avoir d'abord décrit les différents combats et batailles livrés par la division qui avait traversé le pont de bois de Wexford, le 21 juin, sous les ordres de Edward Fitzgerald, Anthony Perry, Edward Roche, Esmond Kyan, depuis ce dernier jour jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1798, à Ballyfad.

## CHAPITRE VI

### SOMMAIRE

21 juin 1798. — La division de l'armée irlandaise sous les ordres de Edward Fitzgerald, Edward Roche, Anthony Perry, Garrett Byrne, Esmond Kyan, etc., traverse le pont de bois de Wexford et marche sur le château Pepper, où elle bivouaque pendant la nuit. — 22 juin. — Conseil de guerre tenu par tous les chefs, et dans lequel il est décidé qu'on se rendra, par la route la plus courte, aux montagnes de Wicklow. Cette décision est subitement abandonnée, à la nouvelle que l'ennemi massacre tous ceux qu'il trouve chez eux à Gory. Marche rapide sur Gory. Attaque générale de ces sauvages qui sont défaits et repoussés jusqu'à Arklow, etc. Conduite humaine d'Edward Fitzgerald en cette circonstance. Il apprend que son beau château de New Park et ses dépendances, etc., viennent d'être incendiés, mais cette triste nouvelle ne diminue pas ses efforts pour sauver les prisonniers. Pippard, le souverain de Gory, un vieillard, qui avait présidé à ces meurtres de sang-froid, lui doit la vie. — Le combat du 22 juin, reçoit le nom de bataille du Vendredi sanglant. — Grande indignation et fureur de nos hommes, à leur entrée à Gory, en y trouvant massacrés un grand nombre de leurs parents et de leurs amis, dont les cadavres avaient été jetés dans les rues pour y être dévorés par les pores. — Terribles représailles auxquelles on devait s'attendre. — Incendies à Scullabogue. — Prisonniers tués sur le pont de Wexford. — Conduite de Dixon dans cette circonstance. — 23 juin. — Bivouac, au pied du mont Croaghan, près des White Heaps. — Adoption du plan de Garrett Byrne. — 24 juin. — La division marche sur Anghram. — Bataille et attaque de la caserne, à Hacketstown. — 26 juin. — La petite armée irlandaise se dirige sur le mont Croaghan et Wicklow Gap. — 27 et 28 juin. — Escarmouche contre la cavalerie ennemie. — 29 juin. — Bataille et défaite des Anciens Bretons à Bally-Ellis. — 30 juin. — La division irlandaise quitte son bivouac et marche sur Shillelah; elle occupe une position militaire sur une montagne, appelée Ballygraheen, et y campe pendant la nuit. — Bataille du mont Ballygraheen; défaite des Anglais. — 2 juillet. — Notre division marche sur Wicklow Gap. — 3 juillet. — L'armée irlandaise se dirige vers les Mines d'or. — 4 juillet. — Bataille de Bally-Gullen, dernier combat régulier ou rangé, livré aux troupes anglaises dans le comté de Wexford.

J'ai rapporté, au cinquième chapitre de ce livre, de quelle inconcevable manière notre armée se sépara en

deux divisions à Wexford, le 21 juin, après la perte de la bataille du mont Vinegar; et j'ai raconté, dans le même chapitre, la marche, les combats et les engagements contre l'ennemi, de la division qui partit de Wexford sous les ordres du père John Murphy, dans la direction de Sleadagh, dans la baronnie de Bargy. Je vais maintenant rendre compte de la marche de l'autre division de notre armée, qui traversa le pont de bois de Wexford le même jour, 21 juin, sous les ordres des chefs ci-après : Edward Fitzgerald, Edward Roche, Anthony Perry, Esmond Kyan, etc. Cette division dut poursuivre sa route avec les plus grandes précautions, car tous les chemins qui aboutissaient à Wexford passaient pour être interceptés par les forces ennemies, établies à Enniscorthy. Cependant, bien qu'elle marchât sur le flanc des Anglais, elle arriva tard dans la soirée au château Pepper, situé à dix ou douze milles de Wexford, et elle y bivouaqua la nuit, en laissant à une distance à peu près égale derrière elle le quartier général du général en chef anglais, Lake, à Enniscorthy.

Le matin du 22 juin, de bonne heure, les chefs principaux de cette division résolurent, dans un conseil de guerre, de se rendre immédiatement, par la route la plus courte et la plus sûre, aux montagnes de Wicklow, et d'y choisir contre l'ennemi une bonne position militaire, où ils pourraient éviter l'obligation de risquer une nouvelle bataille générale avant d'avoir pu se procurer, d'une façon ou d'une autre, les munitions dont ils avaient tant besoin.

Cette division de notre armée, qui eût pu réunir au



moins vingt mille hommes, éprouva, comme la division du père John Murphy, une forte réduction, par suite des grandes espérances fondées sur le succès de l'ambassade de lord Kingsborough près du général Lake. Un grand nombre des meilleurs tireurs restèrent en arrière pour attendre le retour de leurs délégués du quartier général ennemi, à Enniscorthy; mais Fitzgerald et les autres chefs ne se laissèrent pas abuser par les négociations de Wexford. Ils résolurent plus que jamais de tenir la campagne, de harasser l'ennemi de toutes les manières possibles, et de prolonger la guerre jusqu'à l'arrivée de France du secours qu'ils en attendaient de jour en jour.

Lorsque les forces anglaises, laissées en réserve à Arklow et à Gory, par le général Needham, pour couvrir les derrières de l'armée du général Lake, devant le mont Vinegar, apprirent que nous avions perdu la bataille, et lorsqu'on leur affirma également que notre armée était dispersée, presque exterminée, et dans l'impossibilité probable de pouvoir jamais se rallier et se réunir, elles prirent courage et sortirent de ces villes. Elles commencèrent à massacrer tous ceux qu'elles rencontraient, elles parcoururent et battirent le pays dans toutes les directions, et elles envahirent les maisons pour y tuer même les malades et pour en piller et voler les habitants de tout ce qu'elles trouvaient bon à emporter.

Cette bande infernale se composait d'un régiment de cavalerie, les Anciens Bretons, de plusieurs régiments anglais d'infanterie, et de tous les corps de milice

du pays commandés par leurs chefs Orangistes : Hunter Gowan, de Mont-Nebo, Beaumont, de Hyde-Park, Ram, de Gory, le comte Courtown, White, de Middleton, le comte Mountnorris, etc. Ces lâches procédaient à leur œuvre d'extermination, lorsqu'arriva une division de notre armée, en marche pour les montagnes de Wicklow. Elle aperçut plusieurs femmes étendues, les entrailles ouvertes, et serrant de jeunes enfants dans leurs bras ; elle devint furieuse, à la vue de pareilles horreurs, et un cri général de vengeance parcourut toute la colonne. Elle changea de route, et reçut l'ordre de battre le pays de chaque côté de la route de Gory ; elle trouva ces sauvages dans plusieurs maisons, occupés à commettre toutes sortes de crimes, et elle les battit et les refoula sur Gory, où ils tentèrent de se rallier et de livrer bataille ; mais ils y furent de nouveau défaits et poursuivis avec de grandes pertes sur la route d'Arklow. Cette ville eût été abandonnée par les troupes anglaises, si nos généraux avaient jugé utile de s'y rendre et d'en prendre possession ; mais ils désiraient se rapprocher des montagnes de Wicklow, et ils se tinrent satisfaits de la victoire complète gagnée à Gory sur l'ennemi, et de sa poursuite jusqu'à Coolgrany, dans laquelle un grand nombre de ces assassins furent tués par ceux de nos hommes intrépides qui se trouvaient bien montés et prêts à les poursuivre. Notre corps principal étant resté à Gory pour s'y procurer des vivres, on envoya à tous nos détachements d'éclaireurs l'ordre de revenir et d'y rallier la division. Lorsque tous eurent rejoint la colonne, elle se rendit dans la direction de Wicklow Gap, au

pied du mont Croaghan, pour y bivouaquer pendant la nuit.

On ne peut trop louer l'humaine et généreuse conduite de ce brave homme, Edward Fitzgerald, de New-Park ; car, tandis qu'il employait toute son influence pour sauver les prisonniers anglais et Orangistes faits à Gory, la nouvelle de l'incendie et de la destruction complète de son beau château et de ses dépendances, la brasserie, etc., montant à une valeur de plusieurs milliers de livres sterling, lui fut apportée par quelques serviteurs fidèles échappés aux flammes et à la rage des soldats anglais envoyés par le général Lake pour exécuter ces actes cruels. M. Fitzgerald apprit cette triste nouvelle avec le plus grand calme et le plus grand courage ; elle parut ne le rendre que plus empressé à sauver la vie des prisonniers, ce qui devenait à chaque instant plus difficile, par suite de la découverte des cadavres de neuf de nos hommes pendus la veille, et trouvés par leurs parents dans les rues où les porcs les dévoraient. On en trouva également expirant dans les rues plusieurs qui venaient d'être fusillés. La rage de nos hommes, à l'aspect de pareilles horreurs, fut telle, que ce fut avec la plus extrême difficulté que Edward Fitzgerald et les autres chefs purent les empêcher de brûler la ville de Gory, et d'en fusiller le vieux gouverneur ou souverain, M. Pippard. Il était avéré qu'il avait présidé la veille à l'exécution de nos malheureux camarades. C'était un très-vieil homme qui se défendit, en affirmant qu'il avait été forcé de complaire aux désirs de la vile soldatesque et de la canaille Orangiste qui avaient semé la mort et la destruction par

tout le pays, en apprenant que notre défaite du mont Vinegar ne nous permettrait jamais de nous réunir.

Il est presque impossible de décrire les horreurs et les atrocités commises en cette occasion. Des femmes de tout âge et sans défense devinrent la proie de la brutalité de cette infâme soldatesque anglaise ; et les femmes et les enfants tombèrent victimes de son aveugle fureur. Cette terrible journée, du 22 juin 1798, est traditionnellement connue dans le pays sous le nom du *Vendredi sanglant*.

Une vengeance prompt et bien méritée surprit toutefois plusieurs de ces monstres au milieu de leurs crimes ; mais les chefs principaux et les instigateurs de ces atrocités infâmes, étant bien montés, s'échappèrent à Arklow.

Hunter Gowan et le plus grand nombre des commandants de la cavalerie de milice , qu'on voyait rarement, ou plutôt qu'on ne rencontrait *jamais* à la bataille, répandirent plus de sang innocent en allant de maison en maison massacrer tous ceux qu'ils y trouvaient, que ceux qui combattirent pour eux.

Quelque pénible qu'il soit de se reporter à cette horrible époque, comme quelques-uns de mes plus chers parents et de mes meilleurs amis furent massacrés de sang-froid, je ne puis m'empêcher de citer dans ce récit les noms de quelques-uns des auteurs de ces actes cruels, qui, en leur double qualité de magistrats et de capitaines de la milice, non-seulement ordonnèrent, mais présidèrent à l'exécution d'hommes pour la plupart âgés, et qui n'avaient jamais quitté leurs de-

meures pendant la guerre, ou pris aucune part à l'insurrection. Mon oncle, M. Breen, de Castletown, était de ceux-là ; mais sa neutralité ne le sauva pas.

J'ai dit, dans un autre chapitre, que le capitaine Beaumont, de Hyde-Park, fit traitreusement massacrer mon oncle et son fils Patt, sur la pelouse, devant la porte du vestibule, en présence de ma tante Breen et de ses quatre filles. Beaumont, qui était escorté par un détachement de cavalerie, frappa à la porte et demanda à voir mon oncle, avec lequel il était dans les termes les plus amicaux. Dès que M. Breen fut sorti, la première question que lui adressa Beaumont fut : « Vos fils Patt et Miles sont-ils chez vous ? — Certainement, où pourraient-ils être ? » répondit le pauvre père. « — Eh bien ! faites-les venir, ou bien les hommes qui m'accompagnent ne voudront pas le croire. » Lorsqu'ils furent venus, on fit placer à genoux le père et le fils aîné, Patt, et on les fusilla immédiatement. Miles, qui n'avait que seize ans, fut envoyé prisonnier à Arklow, et de là a bord d'un stationnaire, dans la baie de Dublin.

La plume ne saurait décrire la terrible situation de ma malheureuse tante et de ses quatre filles dans cet horrible moment. Pour combler leur malheur, un des assassins eut la brutalité de dire à la fille aînée, Mrs Kinsla, mariée depuis un an ou deux, qu'elle trouverait quelque autre matière à pleurer en retournant chez elle. Elle était arrivée depuis une demi-heure pour rendre visite à sa famille, sa demeure se trouvant à un petit mille de la maison de son père. Comme le monstre le lui avait dit, elle trouva, à son retour chez elle, son mari étendu

mort dans la cour avec un jeune enfant de quelques mois dans les bras. Le malheureux l'avait tiré de son berceau dans la pensée que la vue du pauvre petit attendrirait le cœur de Beaumont et le disposerait à la pitié; mais ce zélé défenseur du parti protestant ne put laisser échapper une aussi bonne occasion de prouver sa fidélité à son roi, en exterminant ainsi un voisin catholique. Ce qui est étrange à dire, c'est que ses trois sœurs étaient de très-rigides catholiques romaines et des dames respectables, qui occupaient un certain rang dans la noblesse catholique du pays; c'étaient Mrs William Talbot, de Castle-Talbot, Mrs Barry Lawless, de Shank-Hill, et Miss Mary Beaumont.

Je rencontrai ces dames en société, à Paris, après la restauration des Bourbons. Nécessairement, je ne leur parlai pas des meurtres de sang-froid commis dans notre malheureux pays. Je présume qu'elles déploraient la part active prise par leur frère dans ces faits horribles.

Je rencontrai également à Paris Mrs Butler, une fille de ce monstre fameux, Hunter Gowan. Il était bien connu que ni cette dame, ni aucune de ses *treize* sœurs, dont pas une n'était mariée à l'époque de l'insurrection, ne firent jamais le moindre effort pour attendrir leur père ou le détourner de sa cruelle disposition à répandre le sang; au contraire, elles paraissaient prendre plaisir et s'amuser à préparer les têtes des pauvres *croppies* (tondus) à recevoir les bonnets de poix, à leur couper les cheveux, et à les marquer de ce qu'elles appelaient des croix d'ânes avant l'application de cette infernale invention de torture vésicante, qui fut introduite dans le comté de

Wexford par le colonel de la milice de North Cork, lord Kingsborough et ses vils associés Orangistes. Après tout cela, après le piquet, les demi-pendaisons et les flagellations auxquels eurent recours les magistrats, peut-on faire un crime aux pauvres Irlandais des représailles qu'ils furent poussés à infliger à leurs ennemis ? Sans nul doute, les meurtres de sang-froid doivent toujours déshonorer la cause la plus sacrée, et ceux qui les commettent être tenus en éternelle exécution par tous les braves gens ; rien ne saurait donc excuser l'incendie de la grange de Scullabogue et des prisonniers qu'elle renfermait ; cependant il n'a jamais été prouvé que cet acte eût été prémédité ; il put n'être que le fait de quelques lâches coquins échappés de la bataille de Ross, et il n'a jamais pu être attribué qu'aux plus vils des misérables ; et, quant au lâche Dixon, qui fit massacrer les prisonniers sur le pont de Wexford, c'était un marin *cannibale*, qui profita de l'absence des chefs du camp pour commettre ce crime atroce ; ces braves chefs eussent épargné à la liberté cette honte lamentable, car jamais nul d'entre eux ne permit ou n'approuva de pareilles représailles. Du côté de l'armée anglaise, au contraire, les meurtres de sang-froid furent commis à l'instigation des généraux commandants qui, non-seulement présidèrent aux exécutions, mais autorisèrent leurs soldats indisciplinés à envahir les maisons et à violer les malheureuses femmes qui se trouvaient dans l'impossibilité d'échapper à ces monstres brutaux. Disons à l'honneur de notre armée qu'il n'y eut pas un seul exemple de femme ennemie insultée pendant la guerre ; et que pas un édifice de culte

religieux ne fut profané, tandis que trente-trois chapelles catholiques romaines furent brûlées jusqu'au sol. L'église protestante d'Old-Ross fut brûlée le 2 juin 1798, mais on affirma qu'elle l'avait été par accident, et dans tous les cas, ce fut la seule.

L'état d'épuisement du comté de Wexford à l'égard des provisions, dans cette saison de l'année où la nouvelle moisson était loin d'être mûre, fut durement senti par notre petite armée, ainsi que le manque de poudre et de balles, et, malgré la brillante victoire remportée sur l'ennemi à Gory, il devint nécessaire de gagner les montagnes de Wicklow, où du moins on pourrait facilement se procurer du bétail.

Garrett Byrne, de Ballymanus, qui se rapprochait maintenant de son propre pays, était consulté dans chaque occasion par Fitzgerald et les autres chefs, et il parut en réalité avoir revêtu le commandement principal, c'est-à-dire que, pendant quelques jours, ses conseils et ses plans furent adoptés.

Le 23 juin, nous aperçûmes, à quelque distance de notre camp, sur la route d'Arklow, près des White-Heaps, au pied du mont Croaghan, plusieurs corps de cavalerie ennemie, mais ils n'osèrent pas avancer ou approcher de notre colonne; quant aux autres corps ennemis qui arrivaient d'un autre côté, ils furent attaqués et dispersés après un court combat, et ils disparurent bientôt complètement. Les escarmouches cessèrent donc ce jour-là, et nous eûmes le temps de nous procurer des provisions de toute sorte, et de tuer, rôti ou accommoder des moutons aussi bien que possible, dans de pareilles circons-



tances. Ce dont notre armée avait le plus grand besoin, c'était de cartouches, dont nous avons cependant acquis un petit approvisionnement, par la victoire de Gory. Les munitions trouvées dans les maisons Orangistes et sur nos prisonniers suffirent à relever le moral de nos hommes et à leur inspirer le désir d'être conduits à l'attaque de nouvelles villes où ils pourraient trouver des provisions et des munitions.

Garrett Byrne jugea d'abord utile de marcher sur la petite ville d'Anghram, pour fournir aux habitants du voisinage les moyens de quitter leurs retraites et de rejoindre leurs corps. Il conseilla ensuite une marche rétrograde vers le comté de Wexford, afin de donner aux hommes qui s'étaient réfugiés dans les bois de Killanghram, après la bataille du mont Vinegar, l'occasion d'en sortir en toute sécurité et en dépit de l'armée du général Lake, cantonnée à Enniscorthy et à Wexford.

Ce fut pendant ces marches et contre-marches que l'indomptable père Kearns sortit quelques jours plus tard des bois de Killanghram, et rejoignit notre division à la tête d'un corps de combattants considérable. La blessure qu'il avait reçue, le 21 juin, en défendant la ville d'Enniscorthy, après avoir remplacé dans son commandement le brave William Barker, qui avait eu le bras emporté, était loin d'être guérie; mais il préféra le risque d'être tué dans une bataille, à celui d'être trouvé caché et fusillé comme un chien.

Le 24 juin, comme la veille, il y eut très-peu d'escarmouches, et nos fusiliers dispersèrent la cavalerie ennemie, toutes les fois qu'elle tenta de nous attaquer.

En pénétrant dans Anghram et dans plusieurs villages voisins, notre colonne fut révoltée d'apercevoir des cadavres étendus sur la grande route. Ces malheureux avaient été massacrés un ou deux jours auparavant, par la cruelle milice de la ville de Rathdrum. Il s'éleva un cri général d'indignation, et on décida d'abord de marcher sur cette ville; mais Garrett Byrne pensa qu'on aurait plus de chance de trouver des munitions dans les casernes de Hacketstown, où des renseignements particuliers qu'il venait de recevoir de cette ville, lui avaient appris qu'on avait déposé quelques jours auparavant une grande quantité de cartouches. Nécessairement, il n'y avait pas de temps à perdre; aussi, de bonne heure, dans la matinée du 25 juin, la petite armée irlandaise quitta-t-elle son bivouac pour aller attaquer la ville et les casernes de Hacketstown. Pendant sa marche, la cavalerie ennemie se vit repoussée dans chacune de ses attaques et refoulée sur la ville, où son infanterie se trouvait rangée en ligne dans un champ situé à la porte de Hacketstown et prête à une bataille générale; mais, dans cette circonstance, nos piquiers s'élançant de la manière la plus résolue, jetèrent bientôt cette infanterie dans la plus grande confusion, et la forcèrent à reculer et à abandonner sa position. Après avoir laissés morts sur le champ de bataille le capitaine Hardy et plusieurs autres officiers, elle se réfugia dans les casernes pendant que la cavalerie anglaise fuyait et s'échappait dans le plus grand désordre à travers la ville, sur la grande route de Tullow.

La ville, ainsi abandonnée, n'offrit aucune résistance,

et tous les habitants Orangistes qui possédaient des armes à feu entrèrent dans les casernes et s'y abritèrent avec les troupes anglaises. Une attaque générale commença immédiatement contre ces casernes et contre une brasserie voisine; mais, comme toutes les fenêtres et les portes étaient complètement barricadées, et que les assiégés entretenaient du dedans un feu terrible, il devint nécessaire d'employer toutes sortes de stratagèmes pour en approcher; on apporta des matelas, des bottes de paille, etc., à l'abri desquels nos hommes espéraient arriver en sûreté jusqu'aux portes; mais, malheureusement, un grand nombre d'entre eux furent tués ou blessés dans ces tentatives, qui furent continuellement renouvelées pendant plusieurs heures. Ce fut en commandant une de ces attaques, que fut tué le brave Ned Fennell, à la tête des hommes qu'il avait si souvent conduits à la victoire. La mort de cet intrépide jeune homme jeta pour un moment un grand découragement parmi ceux qui le virent tomber, mais ils se rallièrent bientôt avec une nouvelle vigueur, pour venger sa perte.

Comme nous n'avions pas de canons, il n'y avait pas lieu d'espérer que la garnison se rendit avant la nuit. Il ne lui fût resté réellement alors d'autre alternative que d'être brûlée ou de se sauver à travers les flammes. Dans ce but nous résolûmes d'attendre devant la ville l'arrivée de la nuit; mais, ayant aperçu pendant l'action une grande force d'infanterie et de cavalerie ennemies sur une colline à quelque distance, Garrett Byrne et les autres chefs furent amenés à abandonner le plan d'une

attaque nocturne. En conséquence, ils donnèrent l'ordre d'enterrer les morts et d'enlever et de placer soigneusement tous les blessés sur des chariots pour qu'ils fussent prêts à marcher au centre de la colonne, qui fut réunie et qui partit dans la direction de Baltinglass et de Donard, en emportant du bétail et quelques moutons pour les provisions du lendemain. On trouva de la poudre et des balles, mais en très-petite quantité, dans quelques maisons de la ville, et il est probable qu'on en eût trouvé également fort peu dans les casernes si elles eussent été prises.

Les troupes anglaises rétrogradèrent sur Tullow dès qu'elles virent que notre armée avait levé le siège et s'en était allée; elles emportèrent nécessairement avec elles toutes les munitions qui avaient été déposées dans les casernes. Ainsi se termina l'attaque de Hacketstown, qui coûta si cher, et dont on aurait pu espérer un meilleur résultat après le sacrifice des braves qui succombèrent pendant l'action.

Le lendemain, 26 juin, Edward Fitzgerald, Perry et, en réalité, presque tous les chefs, jugèrent plus prudent de rester dans les montagnes de Wicklow, sur les limites du comté de Wexford, pour fournir aux habitants de ce comté le point de ralliement qui leur était devenu nécessaire après leur dispersion à la suite de la bataille du mont Vinegar, et, conformément à cette résolution, la petite armée irlandaise se dirigea sur le mont Croaghan. La cavalerie ennemie d'Arklow, de Gory et des autres villes se montra continuellement à distance, mais elle s'aventura rarement à s'engager dans un combat avec nos

hommes ; aussi les 27 et 28 juin se passèrent-ils avec fort peu d'escarmouches.

De bonne heure dans la matinée du 29 juin, on résolut d'aller attaquer la ville de Carnew. La colonne s'arrêta à Monaseed pour se reposer et prendre quelques rafraîchissements, qu'il fut en vérité difficile de se procurer, car toutes les maisons avaient été pillées par les troupes anglaises à leur arrivée du mont Vinegar, quelques jours auparavant.

La colonne irlandaise reprit sa marche par la grande route de Carnew, et, moins d'une demi-heure après son départ, une forte division de cavalerie anglaise, envoyée de Gory par le général Needham, entra dans Monaseed. Cette division se composait des fameux Anciens Bretons, un régiment de cavalerie qui avait commis toutes sortes de crimes pendant qu'il avait été établi à discrétion chez les malheureux habitants, avant le soulèvement. Cet infernal régiment était accompagné par tous les corps de cavalerie de milice d'Arklow, de Gory, de Coolgrany, etc., et les chefs de ces corps, tels que Hunter Gowan, Beaumont, de Hyde Park, le comte Mountnorris, le comte Courtown, Ram, Hawtry White, etc., pouvaient se vanter, aussi bien que les Anciens Bretons, d'avoir commis des meurtres de sang-froid sur une population désarmée ; mais jamais ils n'eurent le courage de nous affronter sur le champ de bataille, comme on le verra par la lâche manière dont ils abandonnèrent les Anciens Bretons à Bally-Ellis.

Les officiers des Anciens Bretons et ceux des corps de miliciens apprirent que les forces irlandaises ve-

naient de s'éloigner sur la route de Carnew, et on leur affirma dans un cabaret que les insurgés qui y étaient entrés s'étaient plaints d'être mortellement fatigués de leurs continuelles marches et contre-marches, et que, bien qu'ils eussent des armes à feu, leurs munitions étaient complètement épuisées et qu'il restait à peine une cartouche à leur armée. La véracité de ces informations ne pouvait être mise en doute; elles avaient été obtenues dans une auberge ou un cabaret de Monaseed tenu par la veuve d'un milicien, M. James Moore, cousin du capitaine Thomas Knox Grogan, et qui avait été tué le 9 juin à la bataille d'Arklow. Grogan avait été tué en même temps à côté de lui. Ces renseignements puisés à une source aussi certaine, encouragèrent les troupes anglaises à poursuivre sans délai les insurgés, à les tailler en pièces et à les exterminer jusqu'au dernier homme, car ils ne pourraient leur résister sans munitions. Les Anciens Bretons devaient charger sur la route, pendant que la cavalerie de milice, qui était bien montée, couvrirait leurs flancs et marcherait à travers champs; et c'est ainsi que ces chasseurs de renards se promirent que pas un tondu (*croppy*) n'échapperait à leur vengeance.

Tout étant ainsi arrêté, et après une ample distribution de whisky aux soldats anglais, la marche pour atteindre les insurgés commença, et à deux milles environ de Monaseed et à un mille de Carnew, à Bally-Ellis, les Anciens Bretons, qui chargeaient au grand galop et qui pensaient chasser tout devant eux, se virent, à leur grande surprise, arrêtés par une barricade de chariots

jetés sur la route, et, au moment même où la tête de la colonne anglaise se trouvait ainsi arrêtée, ses derrières étaient attaqués par une masse de piquiers qui s'élançèrent de derrière un mur et interceptèrent complètement la route aussitôt que le dernier cavalier eût passé. Les restes ou les ruines du mur d'un vieux parc aux cerfs s'élevaient à droite de la route sur une longueur d'un demi-mille à peu près, et, dans plusieurs endroits, elles n'avaient pas plus de trois à quatre pieds de hauteur. Nos fusiliers et nos piquiers s'étaient placés derrière ce mur. A gauche de la route se trouvait un immense fossé à fond marécageux que peu de chevaux eussent pu franchir. La bataille commença dans cette situation avantageuse pour nos hommes; nos fusiliers, à demi abrités, tiraient de derrière le mur, tandis que la cavalerie anglaise, quoique bien montée, ne pouvait faire usage que de ses carabines et de ses pistolets, car elle ne pouvait parer avec ses sabres les coups de nos piquiers qui s'élançèrent sur elle avec la plus grande détermination.

Aussi, en moins d'une demi-heure, cet infâme régiment, qui avait été l'horreur du pays, fut-il exterminé jusqu'au dernier homme, ainsi que les quelques cavaliers de milice (*yeomen*) qui avaient eu le courage de prendre part à l'action. Car tous ceux qui abandonnèrent leurs chevaux et gagnèrent les champs furent poursuivis et tués à coups de pique sur le sol marécageux. La plus grande partie des nombreux corps de cavalerie qui accompagnaient les Anciens Bretons s'étaient tenus à distance sur une éminence à droite de la route pendant la

bataille, et dès qu'ils en virent le résultat, ils s'enfuirent de la manière la plus lâche dans toutes les directions, à la fois terrifiés et désappointés de n'avoir pas trouvé dans ce jour mémorable l'occasion de massacrer les traîtres, comme c'était leur habitude. — J'ai dit *jour mémorable*, parce que, pendant la guerre, aucune bataille ne causa dans le pays une aussi grande sensation que ce combat, qui prouva à l'ennemi que nos piquiers étaient invulnérables partout où ils étaient bien commandés et maintenus en rangs serrés. Il servit en outre à enflammer le courage de nos hommes et à augmenter leur désir de se voir immédiatement conduire à de nouveaux combats.

Les troupes anglaises, qui étaient sorties de Carnew, rétrogradèrent en toute hâte sur cette ville en apprenant la défaite des Anciens Bretons à Bally-Ellis. L'infanterie, se voyant poursuivie de près par nos hommes, se barricada dans une grande brasserie appartenant à Bob Blaney. Cette brasserie avait été épargnée à l'époque de la première attaque de Carnew, lors de l'incendie de la plus grande partie de la ville, en raison de la loyale et humaine conduite de son propriétaire, M. Blaney. Elle était devenue maintenant une caserne formidable et bien fortifiée, capable de tenir longtemps, surtout parce que notre armée ne possédait pas de canons pour la battre en brèche. Cependant on l'attaqua immédiatement, et on fit de grands efforts pour en déloger l'ennemi, qui entretenait un feu continu de toutes les fenêtres. Comme à Hacketstown, on employa tous les moyens pour approcher des portes en s'abritant de matelas, de paille, etc., mais sans succès, car nos hommes se trou-



vaient blessés à travers matelas et paille avant de pouvoir atteindre les portes. Il devint donc nécessaire d'attendre l'arrivée de la nuit, où la garnison qui occupait cette brasserie n'eût plus eu d'autre alternative que de se rendre à discrétion ou de se voir réduite en cendres.

Pendant, Edward Fitzgerald et les autres chefs jugèrent plus prudent de lever le siège et d'occuper pendant la nuit une position militaire sur le mont Kileavan, que de rester devant les casernes de la brasserie ; ils savaient bien que le général Needham, qui commandait les forces anglaises à Gory, et les troupes anglaises cantonnées à Ferns et à Newtownbarry accourraient à marche forcée pour dégager Carnew, et pour tâcher, s'il était possible, de tirer quelque vengeance de la destruction de leurs favoris, les Anciens Bretons, qu'ils avaient si lâchement abandonnés à Bally-Ellis, à leur juste, mais triste sort.

Les chevaux appartenant aux Anciens Bretons, pris pendant l'action, nous servirent peu, car ils étaient pour la plupart dangereusement blessés ; mais les munitions, les carabines, les pistolets et les sabres que nous procura cette victoire ranimèrent nos hommes et les encouragèrent à désirer de nouveaux combats et à rencontrer de nouveau l'ennemi en rase campagne, maintenant qu'ils possédaient un meilleur approvisionnement de la poudre et des balles dont ils avaient eu un si grand besoin.

Cette victoire nous assura un autre avantage encore plus grand ; elle fit évanouir le *prestige* ou l'illusion de la prééminence ou de la supériorité de la cavalerie an-

glaise, dans un pays aussi parsemé et couvert de fossés que le sont presque tous les comtés de l'Irlande. Outre ces obstacles, les différentes chaînes de montagnes augmentaient considérablement la difficulté de faire agir la cavalerie contre nos piquiers. De plus, la défaite des Anciens Bretons, en cet instant critique, entacha de lâcheté le cruel parti dominant, ainsi que tous les Orangistes qui avaient si honteusement abandonné à l'heure du danger les Anciens Bretons, qu'ils avaient si souvent aidés à commettre des meurtres de sang-froid, alors qu'ils n'avaient à craindre aucun danger. Comme excuse de leur pusillanimité, ils demandèrent à lord Cornwallis de considérer les Irlandais qui avaient combattu à la bataille de Bally-Ellis, comme des meurtriers, et de les exclure, à ce titre, de toute amnistie et de tout pardon, comme si ce combat était plus criminel que tous les autres livrés pendant la guerre.

Le 30 juin, de bonne heure, la division irlandaise quitta son bivouac du mont Kileavan pour aller dans la direction de Shillelah occuper une position militaire sur le mont Ballygraheen, où elle campa pendant la nuit. Le lendemain matin, 1<sup>er</sup> juillet, on aperçut les forces anglaises, cavalerie et infanterie, arrivant rapidement pour attaquer le camp irlandais sur cette élévation de terrain; et l'enthousiasme des corps de milice Orangistes se trouvait sans nul doute fort accru en raison de ce mémorable anniversaire du 1<sup>er</sup> juillet; on pouvait les voir s'excitant l'un l'autre à qui parviendrait le premier sur la colline pour exterminer les Irlandais. Mais ces derniers se trouvèrent promp-

tement prêts à combattre ; et, rencontrant l'ennemi avant qu'il eût eu le temps d'atteindre le sommet de la montagne, ils commencèrent une très-heureuse attaque sur la ligne anglaise. Les piquiers et fusiliers irlandais enlevèrent tout devant eux avec une impétuosité et une bravoure sans égales ; si bien qu'en moins d'une heure quelques centaines d'ennemis se trouvèrent étendus morts ou blessés sur le champ de bataille. Parmi les morts se trouvaient Chamney et Nixon, capitaines des corps de Cootallin et de Coolkenna. Ceux des ennemis qui s'échappèrent du champ de bataille s'enfuirent avec la plus grande précipitation dans toutes les directions ; leur infanterie, poursuivie de près par nos piquiers, se réfugia dans la maison Chamney, au pied de la colline, tandis que la lâche cavalerie, qui était bien montée, disparut en un instant derrière les hauteurs.<sup>1</sup>

La maison du capitaine Chamney, isolée et couverte d'ardoises, devint alors pour l'ennemi, qui s'échappait, une forteresse d'où l'infanterie entretenait un feu bien nourri sur nos hommes qui cependant, attaquèrent la maison avec leur intrépidité habituelle et s'efforcèrent d'en approcher et de l'enlever à l'abri de matelas, etc. Malheureusement, à ce siège, comme à tous ceux déjà tentés de la même manière, un grand nombre de nos plus braves soldats tombèrent victimes de leur courage, avant qu'on eût pu déloger la garnison ou la forcer à se rendre, et on jugea prudent de lever le siège, en raison du manque d'artillerie et du danger qu'auraient couru nos hommes, en le prolongeant trop longtemps, de ce voir surpris pendant la nuit par les troupes anglaises

qu'on supposait devoir arriver de Tullow, de Carnew, de Carlow, etc., pour secourir leurs camarades assiégés dans la maison Chamney.

Fitzgerald, Garrett Byrne et les autres chefs, après s'être consultés, ordonnèrent à la division de se rassembler, et lorsque tous nos hommes se trouvèrent ralliés, ce que la nuit rendait plus difficile, ils partirent dans la direction de Wicklow-Gap, fort exaltés par la victoire de cette journée. Nous lui dûmes sans doute un bon approvisionnement de munitions et d'armes à feu, et nous eûmes à regretter de n'avoir pu continuer le siège de la maison Chamney, dans laquelle nous en aurions trouvé encore davantage ; mais les attaques nocturnes entraînaient tant de risques et de désordre, qu'il nous était commandé de les éviter autant que possible.

L'ennemi avait si fréquemment échappé à la destruction, après avoir été défait en rase campagne par nos piquiers, en trouvant un abri dans des maisons isolées et couvertes d'ardoises, qu'il devint nécessaire de les détruire. Ce fut une nécessité cruelle, mais indispensable après les pertes que nous avons subies devant la maison Chamney. La destruction de ces maisons les empêcherait de devenir désormais des forteresses pour les troupes anglaises qui ne s'étaient certainement jamais fait un scrupule de brûler et de détruire les maisons couvertes de chaume des pauvres Irlandais, bien qu'elles n'offrissent aucun moyen de défense à nos forces, qui préférèrent toujours aborder l'ennemi en rase campagne, où nos piquiers pouvaient manœuvrer avec avantage, comme ils le firent sur le mont Ballygraheen,

où la ligne anglaise ne put soutenir un instant la première charge de ces intrépides piquiers.

En conséquence de cette victoire et de celle de Bally-Ellis, on devait s'attendre à ce que le général Lake, dès qu'il en recevrait la nouvelle, ordonnerait à toutes les forces anglaises qu'il commandait dans les comtés de Wexford et de Carlow d'entrer dans la baronnie de Shillelah pour y attaquer notre armée.

Les généraux irlandais, afin d'éviter aussi longtemps que possible une bataille générale, ordonnèrent de marcher rapidement sur Wicklow-Gap et les White-Heaps, où la division arriva et bivouaqua le 2 juillet, après avoir eu pendant sa marche très-peu d'escarmouches avec l'ennemi, dont la cavalerie se tint à une grande distance, et s'échappa toujours toutes les fois que nos cavaliers en approchèrent.

L'armée irlandaise arriva de bonne heure dans la matinée du 3 juillet aux Mines d'or, et, après avoir brûlé le camp anglais qui y avait été formé en 1795, et qui se composait presque entièrement de baraques en bois, elle revint, en passant par les White-Heaps, bivouaquer près de la maison de Ford de Ballyfad, beau-père d'Anthony Perry; comme Inch, la résidence du pauvre Perry se trouvait tout près, il put visiter pour la dernière fois tout ce qui lui était cher, et contempler mélancoliquement sa magnifique demeure personnelle.

Notre camp de Ballyfad se trouvant à proximité d'Arklow, de Gory et des autres villes où se trouvaient concentrées les forces anglaises, nous devons nous attendre à leur livrer prochainement une bataille pour laquelle

nos hommes se trouvaient maintenant mieux préparés, grâce à l'approvisionnement d'armes et de munitions que nous avaient procuré nos dernières victoires. De plus, un grand nombre des braves gens qui avaient combattu à Castlecomer, à Scollagh-Gap, etc., avec la division commandée par le père John Murphy, rejoignirent ici leurs camarades; et le père Moïse Kearns étant arrivé des bois de Killanghram à la tête de nombreux combattants, notre petite armée irlandaise se trouva assez forte, et malgré la perte irréparable des braves et nombreux chefs tués dans différents combats, tels que Ned Fennell, Johnny Doyle, Michel Redmond, Dan Kervin, etc., et l'absence déplorable de ceux qui avaient abandonné leurs soldats pour rester dans le comté de Wexford, sur la foi de l'amnistie qu'ils devaient obtenir par l'intercession du vil lord Kingsborough, elle ne manquait cependant pas de chefs intrépides; nous avions encore à notre tête Garrett Byrne, Edward Fitzgerald, Anthony Perry, Esmond Kyan, Edward Roche, etc.

J'ai raconté, dans le chapitre précédent, comment je rencontrai et je rejoignis la division irlandaise qui revenait des Mines d'or, et j'ai dit que j'étais accompagné de mon frère Hugh et de plusieurs autres braves camarades qui ne m'avaient pas quitté pendant notre longue et périlleuse marche depuis Scollagh-Gap.

Je vois, en consultant mes notes, que ce fut le 3 et non le 1<sup>er</sup> juillet que nous rejoignîmes cette division.

Je vais maintenant raconter ce qui eut lieu cette nuit-là, à notre bivouac, près de Ballyfad, où je rencon-

traî le pauvre Nick Murphy souffrant d'un accident; il avait eu le pied foulé dans une chute, et il était forcé de chevaucher derrière un homme sur un coussin de femme. Dans cette situation, on ne pouvait compter qu'il pût agir beaucoup, et comme le corps de Monaseed, auquel nous appartenions tous les deux, avait perdu un grand nombre de ses meilleurs officiers, le commandement m'en fut confié, ce qui me flatta beaucoup, car j'étais bien connu depuis mon enfance de tous les braves qui le composaient.

#### BATAILLE DE BALLYGULLEN. — 4 JUILLET 1798.

A l'aube du jour, après le retour de nos reconnaissances, notre armée s'arracha au sommeil et quitta son bivouac pour aller occuper une position militaire sur une éminence située près et au-dessus de Ballyfad. J'étais à la tête de notre colonne, avec Esmond Kyan et d'autres officiers qui devaient choisir la position, lorsque tout à coup, en atteignant cette élévation de terrain, nous nous trouvâmes enveloppés d'un brouillard épais qui, à mesure que nous avançons, devint si compacte, qu'il était impossible de distinguer un objet à vingt pieds de distance; et après avoir marché quelque temps dans cette obscurité, nous entendîmes à la fin une décharge ou une volée de mousqueterie, dont les ballés vinrent siffler au-dessus de nos têtes et parmi nos rangs. Nous

comprimes nécessairement que cette décharge venait de l'avant-garde de l'ennemi, que le bruit de notre approche avait sans doute effrayé. Cette décharge avait pour but de donner l'alarme aux troupes qui la suivaient, car le brouillard avait dû lui faire craindre de tomber dans une embuscade. Quoi qu'il en soit, nous rétrogradâmes immédiatement sur Ballyfad et nous prîmes une autre direction, en attendant que le brouillard disparût et que la journée devint plus claire et nous permit de distinguer la force de l'ennemi que nous avions à combattre.

En revenant ou en faisant volte-face, après avoir entendu la volée de mousqueterie, le cheval d'Esmond Kyan fit un faux pas et tomba sur le sol; fut-ce par suite d'une blessure ou d'un accident? nous ne pûmes le savoir à cause de l'obscurité, mais Esmond Kyan quitta la selle, et, refusant le cheval que lui offrait un de nos hommes, il le pria seulement de tenir solidement son pied dans l'étrier et de le tourner un peu en dehors; puis, posant le pied sur celui du cavalier, il sauta derrière lui de la manière la plus adroite, malgré la perte de son bras.

En revenant vers la colline, nous rencontrâmes plusieurs de nos hommes que le brouillard avait fait s'écarter du corps principal. Cependant tous eurent bientôt repris leurs rangs, et la division s'avança en bon ordre sur la grande route de Gory, et, après une marche d'environ un mille dans cette direction, le brouillard ayant commencé à disparaître et la matinée s'étant éclaircie, nous aperçûmes tout à coup une division considérable de l'armée anglaise, cavalerie, infanterie et artillerie,



suivant notre colonne et à une portée de deux coups de fusil environ de notre arrière-garde. Le général sir James Duff commandait cette division anglaise et, comme il n'accéléra pas sa marche pour attaquer notre colonne, il parut évident qu'il attendait que le général Needham et les autres divisions fussent arrivées à son aide pour risquer la bataille. En outre, notre division marchait en si bon ordre qu'elle dut lui paraître formidable; elle l'était en effet, et nos hommes, parfaitement calmes, attendaient avec impatience l'ordre de s'arrêter et d'engager le combat. Ils se retournaient continuellement pour regarder derrière eux cette masse d'habits rouges, d'armes étincelantes et de drapeaux qui les suivaient sur la route que nous traversions. L'ennemi était flanqué d'une nombreuse cavalerie qui ne tenta pas de charger notre arrière-garde. Tout cela prouva à nos généraux que le général sir James Duff n'attendait que des renforts, et, en conséquence, ils se décidèrent immédiatement à risquer une action générale, et lorsque notre colonne eut fait plus de deux milles sur la route de Gory, elle tourna à droite par un étroit chemin de traverse conduisant à la ville de Ballygullen, puis, après avoir fait un mille environ dans cette direction, nos généraux, voyant que l'armée anglaise nous suivait toujours à la même distance, ordonnèrent à notre colonne de s'arrêter et de se former en ligne de bataille du mieux possible, ce qui fut immédiatement exécuté fort habilement; nos fusiliers prirent position et se placèrent derrière les clôtures de chaque côté de la route, tandis qu'une partie de nos piquiers, ayant à leur tête quelques hommes bien montés, fei-

gnirent de continuer leur marche comme d'habitude, ce qui engagea la cavalerie anglaise à avancer et à les suivre sans plus de précautions, comme elle le faisait depuis le matin.

Nos hommes, placés derrière les clôtures, laissèrent approcher très-près de leur ligne ce corps de cavalerie, et il avait été même convenu qu'on le laisserait passer pour le prendre entre deux feux; mais l'impatience de nos tireurs ne put être refrénée plus longtemps, et ils commencèrent un feu bien nourri sur la cavalerie qui, promptement jetée dans le plus grand désordre, s'enfuit après avoir eu un grand nombre de tués et de blessés.

Le général Duff, voyant son avant-garde de cavalerie si soudainement attaquée et dispersée, avança rapidement avec toutes ses forces et déploya ses colonnes, et alors commença la bataille de Ballygullen, le dernier combat régulier que nous livrâmes dans le comté de Wexford, et dans lequel furent déployés la plus grande bravoure et les plus grands talents stratégiques. Nos fusiliers maintinrent hardiment leur position sous le feu le plus terrible, et, comme ils étaient bons tireurs, chacun de leurs coups tua ou blessa un ennemi, et ils continuèrent leur feu jusqu'à leur dernière cartouche. Ce fut alors seulement que l'absence des piquiers se fit sentir; on eût dû dès le principe les placer avec les fusiliers derrière les clôtures, de manière à ce qu'ils n'eussent que quelques pas à faire pour s'élancer et charger l'ennemi. Cependant, pour remédier à cette faute, un corps considérable de piquiers, commandé par Perry, Garrett Byrne. Fitzgerald, et en réalité par presque tous les

chefs, se mit en marche pour tourner le flanc gauche de l'armée du général Duff et pour intercepter ses communications avec Gory d'où il attendait des renforts. Pour éviter d'être tourné, il dut se rabattre sur la route de Gory.

Par cette prompte manœuvre des piquiers, nos généraux parvinrent au moins à obliger l'ennemi à abandonner le champ de bataille. Mais, sachant que les autres divisions anglaises arriveraient bientôt au secours du général Duff, ils ne purent profiter de l'avantage qu'ils venaient d'obtenir, ce qui autrement leur eût été facile, s'ils n'avaient pas été forcés de rallier nos hommes, et de se préparer à rencontrer l'ennemi arrivant de Carnew, de Ferns et d'ailleurs.

Nous eûmes sans aucun doute un grand nombre de morts et de blessés dans cette bataille, qui dura deux heures, et dans laquelle on combattit avec une égale bravoure des deux côtés.

L'infanterie du général Duff se servit aussi des haies et des clôtures, et elle ne manqua pas de munitions comme nos fusiliers; mais, en fin de compte, si nos piquiers n'accomplirent pas dans cette bataille tout ce qu'ils auraient pu, ils contribuèrent puissamment au succès de la journée, par l'ordre imposant et formidable qu'ils gardèrent pendant l'action, et le général Duff vit bien que ses troupes ne pourraient soutenir une charge de ces intrépides piquiers. Il se rabattit donc sur la route de Gory, pendant que nos généraux, après avoir fait enlever les blessés, donnaient l'ordre de se rallier, et de faire halte sur une élévation de terrain, à un demi-

mille environ du champ de bataille, pour donner le temps à nos hommes qui se trouvaient en arrière, d'arriver, et de rejoindre leurs corps respectifs, ce qu'ils firent à leur aise, et sans être poursuivis par la cavalerie ennemie, qui s'était vue si maltraitée au commencement de l'affaire, qu'elle disparut complètement de nos regards.

En traversant le champ de bataille pour tâcher de faire enlever les blessés, Ned Doyle, un très-brave homme qui avait été plusieurs années domestique chez nous, et qui, blessé à mes côtés, le 4 juin, à la bataille de Tubberneering, se trouvait rétabli de sa blessure et m'accompagnait comme d'habitude, aperçut tout à coup son père étendu parmi les morts tenant sa pique à la main. Le malheureux était reconnaissable à une grande distance par une loupe ou une tumeur aussi grosse qu'un boulet de canon qu'il avait derrière l'oreille. A cette vue, le fils devint frénétique et à moitié fou, et nous eûmes dès lors souvent la plus grande peine à l'empêcher de tuer les prisonniers dont il pouvait approcher. Nous essayâmes de lui démontrer que, comme son père avait été tué pendant la bataille et non massacré de sang-froid, il n'avait pas le droit de venger sa mort sur des prisonniers ; mais il avait l'esprit complètement dérangé, et il devint inutile de lui faire la moindre observation. Il s'échappa cependant, et je le rencontrai l'année suivante à Dublin. Lorsque j'en viendrai à raconter ce qui m'arriva dans cette ville, j'aurai à mentionner d'autres incidents relatifs à ce malheureux qui doit un jour, m'assure-t-on, figurer à titre de héros dans un roman. C'est pour cela

que je rapporte ici les faits qui le concernent, afin que les lecteurs de ce roman puissent en apprécier le mérite.

Ce fut durant le court repos que prit notre armée après la bataille, que j'eus ma dernière conversation avec l'à jamais regretté Anthony Perry. Il était étendu sur le sol lorsque j'arrivai près de lui, et tenait son cheval par la bride ; je m'assis à côté de lui en tenant le mien de la même manière. Il paraissait très-harassé et très-fatigué. Nous causâmes de la mort du pauvre Ned Fennell à Hacketstown. C'était ce brave jeune homme qui, le premier, m'avait présenté à M. Perry, l'année précédente, pendant l'organisation des Irlandais Unis, à laquelle ils avaient pris tous les deux un si vif intérêt.

Suspect à ce titre, Perry devint l'une des premières victimes de la cruelle torture inventée par lord Kingsborough, colonel de la milice de North Cork. Il souffrait encore des suites de l'application du terrible bonnet de poix qui lui avait arraché les cheveux et la peau du crâne ; et, bien que plus d'un mois se fût écoulé depuis qu'il avait subi cette intolérable torture, sa tête était encore enflammée, et ses cheveux n'étaient pas encore repoussés.

Je lui demandai quel plan nous allions adopter. Il me répondit que Edward Fitzgerald, Garrett Byrne, et en réalité tous les chefs, étaient d'avis que ce serait folie de rester plus longtemps dans le comté de Wexford, couvert, comme il l'était alors, de troupes anglaises, et où le général Lake avait à sa disposition, non-seulement sa propre armée, mais les forces des villes voisines de Carlow, Tullow, Newtownbarry, Carnew, etc. En consé-

quence, on résolut de gagner les montagnes de Wicklow, et d'y manœuvrer pour gagner du temps jusqu'à ce qu'il nous fût arrivé de France ou d'ailleurs quelque approvisionnement d'armes et de munitions.

Lorsque nos hommes furent reposés et réunis, nous nous dirigeâmes sur la route de Ferns comme pour aller attaquer cette ville, qu'occupait alors une division anglaise qui s'était avancée pour nous combattre, mais qui avait rebroussé chemin dès qu'elle avait appris la défaite du général Duff. Il est curieux de remarquer que nous n'aperçûmes, pendant tout le reste de la journée, ses éclaireurs ni devant nous, ni derrière nous, ni sur nos flancs. Cette garnison était cependant certainement prête à nous recevoir dans ses retranchements si nous étions allés l'attaquer; mais nous continuâmes notre marche sur la route de Ferns jusqu'à ce que nous eûmes dépassé Craneford; nous tournâmes alors à droite, en laissant Carnew à notre gauche et en passant par la maison Buckstown, où je vis, un instant seulement, ma chère mère et ma sœur; elles s'y trouvaient avec la famille Fennell et plusieurs autres femmes, qui avaient dû se réfugier dans cette maison qui appartenait à Ralph Blaney de Carnew. Il commençait à faire nuit en ce moment, et, comme je faisais partie de l'arrière-garde, je ne pus prendre qu'un bref et pénible congé de ma chère mère et de ma sœur. Elles m'apprirent que mon frère Hugh venait de les quitter avec le corps d'armée principal, et ce fut en réalité une agréable nouvelle pour moi qui ne l'avais pas revu depuis la bataille.

Une marche nocturne ayant été résolue afin de dé-

router l'ennemi, notre colonne se dirigea sur Wingfield, en laissant Hillbrook à sa gauche et Connahill à sa droite, et en s'avancant ainsi sur la route de Kilpipe et d'Anghram, chemin direct de Glenmalure et des montagnes de Wicklow. Je désire indiquer bien positivement cette route, parce que quelques historiens de l'insurrection ont prétendu qu'après la bataille de Ballygullen, notre division se rendit à Carrigrew et s'y dispersa. Ce faux renseignement n'a pu être fourni par aucun des braves qui combattirent dans cette bataille; il n'a dû l'être que par quelqu'un de ceux qui étaient restés cachés en attendant les résultats des négociations de lord Kingsborough, auprès du général Lake, en leur faveur; ou peut-être est-il sorti de l'imagination même de l'historien qui, à la page suivante, envoie cette même division de notre armée, sous les ordres de Garrett Byrne, de Fitzgerald et des autres généraux, rejoindre William Aylmer dans le comté de Kildare.

Loin de penser à se disperser, nos hommes étaient animés de l'espoir que l'avenir leur réservait encore quelque bonne aubaine, et je ne les vis jamais marcher et se maintenir en rangs plus allègrement qu'ils ne le firent ce jour-là avant et après la bataille. Comme ce fut le dernier combat régulier que nous livrâmes à l'armée anglaise dans le comté de Wexford, je crois de toute justice de dire que jamais je ne vis déployer plus de bravoure que n'en montrèrent, en cette occasion, nos chefs et nos hommes, ni plus de lâcheté que n'en témoigna toute la journée la cavalerie anglaise, qui se tint continuellement hors de tout danger. Il est vrai que l'infan-

terie du général Duff se battit bien ; mais le général Needham et les nombreux corps de cavalerie de milice qu'il commandait saignèrent du nez, heureusement pour nous, car notre marche ne se trouva en aucune façon gênée par ces zélés défenseurs du cruel parti dominant qui tyrannisait alors la pauvre Irlande.

Je me suis efforcé dans ce chapitre, comme dans les précédents, de raconter le plus simplement possible toutes nos opérations pendant cette campagne, depuis son début, le samedi de la Pentecôte, 26 mai 1798, jusqu'au 4 juillet 1798, et mon récit comprend les principales batailles et les combats qui eurent lieu pendant cette période, à l'exception toutefois de ceux de Ross, de Lorgraig et de l'attaque de la maison Kavanagh à Barris. Je n'assistais pas à ces combats, mais je traversai le champ de bataille de Lorgraig, le lendemain de l'affaire, le 22 juin, et je causai avec plusieurs des braves qui y avaient combattu ainsi qu'à Ross ; et d'après tout ce que j'ai pu apprendre depuis sur ces combats, le meilleur et le plus fidèle exposé s'en trouve dans le court récit personnel du courageux Thomas Cloney ; il était un des chefs des insurgés et très-aimé des braves qui le suivaient, et on peut avoir confiance dans son récit modeste de toutes les transactions auxquelles il prit une si grande part dans la partie du comté de Wexford voisine de la ville de Ross.

Comme mon prochain chapitre renfermera ma campagne dans les montagnes de Wicklow, je dois conclure celui-ci en répétant de nouveau que si nos braves tireurs du comté de Wexford avaient été suffisamment fournis



de munitions de guerre, ils auraient manœuvré dans ces montagnes, et se seraient encore trouvés en nombre très-respectable, malgré le général Lake et toutes les forces qu'il eût pu lancer contre eux, lorsque les Français débarquèrent au mois d'août; mais notre malheur fut de manquer de munitions; ce fut pour en trouver que nous nous décidâmes à attaquer tant de villes devant lesquelles nous subîmes d'énormes pertes que nous eussions évitées si nous avions eu assez de poudre et de balles. Hélas! nous n'avions, à l'étranger, aucune nation amie, pour nous fournir ces trésors si nécessaires pour soutenir une guerre d'indépendance, et que les Grecs reçurent pendant leur lutte de toutes les contrées d'Europe et d'Amérique.

Avant de clore ce chapitre, je dois mentionner mon entrevue, en vérité très-douloureuse, avec le père du pauvre Ned Fennell. Il se trouvait sur la route avec ses deux filles, ma chère mère et ma sœur, lorsque nous passâmes devant la maison Bukstown, où ce digne homme les avait amenées comme dans la retraite la plus sûre. C'était la première fois que je le voyais depuis la mort de son fils Ned; il paraissait supporter ce dernier malheur avec plus de courage qu'on n'eût pu s'y attendre.

Il me dit : « Mon fils Ned est mort de la mort des braves, sur le champ de bataille, tandis que le pauvre Garrett, mon fils aîné et le père de trois enfants, a été massacré de sang-froid par le monstre Hunter Gowan et sa milice Orangiste, avant le soulèvement. »

La grande anxiété du pauvre M. Fennell était de trouver quelqu'un qui pût lui indiquer le lieu où son fils

avait été enseveli à Hackestown, le jour de la bataille, afin de pouvoir faire amener et enterrer son corps à côté de ceux de sa mère et de son frère dans la sépulture de la famille. Deux mois plus tard, lorsque le danger fut moindre, une jeune dame, Miss Doyle de Knockbrandon, s'offrit à accompagner M. Fennell dans cette triste expédition, et elle lui montra la tombe dans laquelle son admirable fils avait été enterré pendant le combat. Cette jeune dame était sa cousine et l'aimait comme un frère.

Lorsqu'on considère les immenses préparatifs que dut faire le gouvernement anglais et le grand nombre de troupes qu'il dut employer pour réduire un seul comté, on doit admettre que notre petite armée d'Irlandais unis, ne put être vaincue dans la campagne de Wexford que par une force écrasante; et si dix autres comtés avaient en même temps levé l'étendard de l'indépendance et réussi, comme le fit le comté de Wexford, quelles en eussent été, je le demande, les conséquences pour l'Angleterre?

On m'a souvent demandé si notre échec ne fut pas dû en grande partie au manque d'officiers ayant déjà servi. Il est certain que de braves officiers expérimentés sont l'âme d'une armée, et nul n'estime ou n'apprécie plus que moi leur grande valeur. Mais ce qui nous manqua le plus, ce fut un dépôt de munitions de guerre, car nous possédions une légion de chefs qui déploierent sur le champ de bataille des talents de premier ordre.

## CHAPITRE VII

### SOMMAIRE

Fâcheuses conséquences du manque de temps pour préparer la nourriture de nos hommes. — Les marches nocturnes généralement désastreuses en ce que les soldats perdent leur chemin et restent en arrière pour chercher à manger. — J'accepte l'invitation de Tom Woodburn de m'arrêter et de prendre quelques rafraîchissements, et je perds par suite le corps d'armée principal. — Jo consens à regret à me rendre avec lui à la demeure de mon beau-frère à Ballytemple. — Mon heureuse évasion due au guet de ma belle-sœur pendant mon sommeil. — Le pauvre Woodburn arrêté par la cavalerie de milice deux champs plus loin que celui où j'étais caché. — Il est cruellement traité et conduit à Arklow. — La nuit suivante, je rassemble tous les hommes cachés dans le voisinage, et je marche avec eux à la recherche de notre division. — Un homme tué pendant notre marche. — Nous atteignons le surlendemain Glenmalure, où nous rencontrons des centaines de nos hommes, qui avaient perdu comme nous la colonne, pendant la marche nocturne. — Nous commençons à nous organiser du mieux possible. — Je rencontre Dwyer pour la première fois. — Inconnu à nous autres, hommes de Wexford, il paraît avoir peu de connaissances parmi nous. — Holt, que j'avais vu deux ans auparavant, à Rathdrum, à l'hôtel des Flanelles, où il était employé, comme scelleur en chef à apposer des sceaux de plomb sur les flanelles, se trouve également parmi nous. — Nos excursions et marches nocturnes pour trouver des provisions. — Holt mis d'abord en suspicion. — Il devient plus tard populaire. — Notre aventure au pont Greenan, dans laquelle il fait preuve de talent. — Mon frère arrive de la Boyne et nous rejoint; sa blessure n'est pas encore guérie. — Il me raconte la mort de mon oncle John, frère de mon père, et tué près de lui à la Boyne. — Esmond Kyan refuse de rester avec nous. — Lettre de Garrett Byrne écrite au camp anglais, de la vallée d'Imale, par ordre du général sir John Moore, à Murrough Byrne de Petit-Anghram, pour l'inviter ainsi que les autres chefs qui pourraient se trouver dans la vallée, à se rendre. — Conduite honorable de Murrough Byrne dans cette circonstance. — Avant d'ouvrir la lettre, il désire que le plus grand nombre possible d'entre nous assiste à la lecture. — Notre décision et notre réponse immédiatement remise au paysan porteur de la lettre. — Une partie d'une compagnie de la milice d'Antrim arrive d'Arklow pour nous rejoindre, sous les ordres d'un sous-officier, bon instruc-

teur, que nous surnommons *John Antrim*. — Ses efforts pour exercer nos hommes. — Mrs Betty Mulloy et ses enfants. — Nous sommes forcés d'abandonner notre quartier général de Glenmalure. — Excursion sur la route de Shillelah. — Destruction d'un convoi militaire. — Lettre de Nick Murphy relative au débarquement des Français. — Marche nocturne entreprise par mon frère Hugh et moi pour revoir ma mère et ma sœur. — J'échappe heureusement aux Orangistes dans la maison de Fennell. — Je me cache dans la cave de Ned Cane. — Ma sœur et Mrs Ricards conviennent des moyens de pourvoir à mon évasion. — Dévouement au-dessus de tout éloge de Mrs Ricards. — Mon arrivée avec elle à Dublin.

J'ai tenté dans le précédent chapitre d'établir que le manque de munitions et le désespoir absolu d'en obtenir de nouvelles d'aucune espèce, avaient constitué l'une des principales causes qui nous avaient obligés, après la bataille de Ballygullen, à nous rendre dans les montagnes de Wicklow pour y attendre, en nous défendant du mieux possible, qu'il survînt quelque amélioration dans notre situation. Je dois ajouter ici que la seconde cause dominante de ce mouvement fut les privations qui commençaient à se faire durement sentir dans le comté de Wexford, déjà ravagé dans toutes les directions, où les vieilles provisions se trouvaient complètement épuisées et où les nouvelles moissons étaient encore loin d'être propres à la consommation dans cette saison de l'année, le 4 juillet; quant au bétail, nous pouvions bien nous en procurer, mais nous pouvions rarement nous arrêter assez longtemps pour le tuer et le faire cuire pour le manger. Quand j'y réfléchis, je me demande réellement comment nous pûmes supporter la faim et la fatigue, surtout le jour de la bataille de Ballygullen qui commença à l'aube et qui, employé en marches, contre-marches et combats, se termina par une marche nocturne fatigante; la pire des choses et qui devrait être évitée, au-

tant que possible, car les soldats s'étendent de fatigue sur le sol et s'y endorment jusqu'à ce que l'ennemi les y surprenne, ou bien s'égarèrent pour rejoindre leurs colonnes, s'ils demeurent éveillés. Bien que notre marche ne fût pas gênée par la poursuite de l'ennemi, notre long jeûne n'en poussa pas moins un grand nombre d'entre nous à s'en aller de droite et de gauche à la recherche de quelque nourriture. — Et à ce propos, je vais raconter ici ce qui m'arriva. — Un beau jeune homme, nommé Tom Woodburn, et qui était bien monté, m'accosta sur la route, après que nous eûmes dépassé Kilpipe, et me proposa de me rendre à Ballytemple, chez ma belle-sœur, à un mille de là ; il connaissait son beau-père, M. Doyle, et il me dit qu'il s'arrêterait chez ce gentleman pendant que j'irais chez ma sœur qui ne demeurerait qu'à deux champs de distance de chez lui, et que nous nous retrouverions dans la matinée. J'y consentis à regret. Je craignais que mon beau-frère, qui n'avait pris aucune part à l'insurrection, ne fût compromis par ma visite. Il était père de six enfants dont l'aîné n'avait que dix ans. Qu'il eût été cruel pour ces pauvres et innocentes créatures, de se trouver orphelines par ma faute ! Il est certain que leur père courait risque d'être fusillé ou transporté si l'on m'eût trouvé chez lui. Je ne puis m'empêcher d'ajouter que c'est l'un des actes de ma vie qui me chagrine le plus lorsque je m'y reporte et que je songe que j'acceptai d'accompagner Woodburn. — Ainsi qu'il l'avait proposé, il s'arrêta chez M. Doyle et je me rendis chez ma sœur. Elle se préparait ainsi que son mari à se coucher, et leur terreur.

quand ils me virent, dépassa toute description. Ils me dirent que, depuis la bataille d'Arklow, il s'était à peine passé un jour sans que leur demeure ne fût visitée par la cavalerie de milice de cette ville et qu'ils étaient parfaitement certains de la voir arriver le lendemain.

Après avoir pris quelque nourriture, dont en vérité j'avais grand besoin, je me retirai dans une des dépendances de la maison, mais non dans l'écurie, car c'était le premier endroit où eût pénétré la cavalerie pour voir s'il ne s'y trouvait pas quelques chevaux à sa convenance. Je m'endormis bientôt profondément, et sans songer à ma dangereuse situation. Au point du jour, ma pauvre sœur, qui avait passé la nuit à veiller et à faire le guet pendant que je dormais, me réveilla et m'emmena à une petite distance de la maison pour examiner un certain objet placé sur une colline en face. Je reconnus de suite parfaitement un cavalier ou une *vedette*, et au même instant nous entendîmes le bruit de la cavalerie qui arrivait de la vallée vers la maison. Ma sœur, avec une grande présence d'esprit, m'indiqua le moyen de m'échapper. Une minute plus tard, j'étais fusillé ou prisonnier. Je traversai un champ, et je franchis une haute clôture qui séparait la propriété de mon beau-frère de celle de M. Graham, de Ballycoog. J'y restai caché jusqu'à ce que ma chère sœur fût venue, environ une heure après, m'appeler et me dire que le danger était passé pour l'instant, que la cavalerie Orangiste avait visité toutes les parties de leur habitation, ses dépendances, etc., et que le pauvre Thomas Woodburn, arrêté dans la maison de son beau-père, avait été lié de la tête

aux pieds et emmené à Arklow ou peut-être même fusillé sur la route. C'étaient là de tristes nouvelles pour moi ; mais il n'y avait pas de remède à de pareils malheurs. Je la priai d'envoyer dire à un jeune tailleur, nommé Lary Laurgan, qui avait été blessé à la bataille d'Arklow et qui depuis était resté caché malade dans les bois, que je désirais le voir. Il arriva immédiatement, et nous convînmes que dans la journée il préviendrait tous ceux qui se cachaient et qui désiraient rejoindre notre armée, qu'ils eussent à se réunir sur le tard dans la soirée, et que je me chargerais de les conduire à notre camp qui devait se trouver sur la route de Glenmalure. A l'entrée de la nuit, il amena au rendez-vous dix ou douze pauvres diables, mal armés, mais décidés à s'ouvrir un chemin en combattant. Comme ils n'avaient aucunes provisions pour la route, on jugea nécessaire, avant de partir, d'envoyer quatre ou cinq d'entre eux chez M. Graham, à Ballycoog, pour tâcher de s'y procurer du pain et d'autres provisions. Craignant qu'ils n'exigeassent ou demandassent des choses inutiles ou qu'ils ne commissent quelques dégâts dans la maison de M. William Graham, je les y accompagnai. Son cousin John donna un pain et une demi-bouteille de whisky à ces pauvres diables, qui s'en montrèrent très-reconnaissants. Il se plaignit très-disgracieusement, le lendemain, à ma sœur, de ce que je lui avais conduit ces hommes chez lui. Il eût dû m'être reconnaissant de les avoir accompagnés dans le but de les empêcher de causer quelque dégât chez lui ou d'emporter quelque objet inutile ; en me parlant, il avait paru parfaitement convaincu de la légitimité de mes mo-

tifs ; mais les temps étaient tels qu'il craignait que le seul fait de n'avoir pas eu sa maison brûlée suffit pour le compromettre ainsi que son cousin Willie Graham, qui se trouvait à Dublin avec le parti anglais. Je pris congé de ma pauvre sœur, et je partis avec mon petit détachement, dont chaque homme paraissait charmé de fuir la misère qu'il avait subie en se cachant, et se réjouissait de l'espoir de rejoindre de nouveau le corps d'armée principal. Ils connaissaient presque tous le pays que nous avions à traverser, aussi n'eûmes-nous pas besoin de guides. Nous fûmes rejoints en route par plusieurs de nos hommes que la fatigue avait retenus en arrière ; et à Anghram, en particulier, plusieurs braves compagnons sortirent de leurs retraites et se joignirent à nous ; mais comme nous ne connaissions pas encore positivement la direction qu'avait prise notre corps principal, commandé par Garrett Byrne, Perry, Fitzgerald, etc., nous résolûmes de poursuivre sans désespérer notre route vers Glenmalure. La nuit était avancée, et lorsque le jour parut, nous aperçûmes à quelque distance un corps considérable de cavalerie ennemie dans la vallée que nous avions commencé à traverser. Nous rétrogradâmes immédiatement, et nous prîmes position sur une éminence ou une élévation de terrain située à quelques centaines de pas en arrière, et bordée en front d'une bonne clôture. Nous y formâmes notre petite ligne de bataille, et malgré notre petit nombre d'armes à feu en état de servir, nos piquiers déployèrent si avantageusement leur arme terrible, que la lâche cavalerie n'osa pas nous approcher. Trois ou quatre cavaliers chevauchèrent dans un champ



de blé en face de l'endroit où nous étions rangés en bataille; ils y déchargèrent leurs carabines, et retournèrent en galopant rejoindre leur corps qui disparut bientôt complètement de la plaine. En voyant disparaître la cavalerie, nous quittâmes notre position sur le bord de la route, et nous nous rendîmes dans le champ de blé pour découvrir sur quel objet avaient été tirés les trois coups de carabine. Nous y trouvâmes, à notre douloureuse surprise, le pauvre Lary Laurgan étendu mort sur le dos avec trois balles dans le corps. Il paraît que ses forces l'avaient trahi, et qu'il s'était jeté à plat ventre dans le champ de blé dans l'espoir d'échapper ainsi à l'ennemi; mais il avait été aperçu par lui au moment où il se précipitait par terre, et les cavaliers s'étaient fait gloire de massacrer ce pauvre homme malade au lieu de l'emmener prisonnier. La cavalerie anglaise se vantait continuellement de pareils trophées et de pareils exploits, — bien dignes d'elle en vérité.

Nous regrettâmes tous beaucoup Laurgan. Comme aucun de ses camarades ne s'était aperçu qu'il manquât dans leurs rangs, ils n'en furent que plus révoltés de le trouver mort dans le champ de blé. Après ce malheureux incident, nous nous remîmes en marche et nous arrivâmes de bonne heure dans la journée à Glenumalure, où je rencontrai un grand nombre d'hommes du comté de Wexford, qui étaient tous comme moi en peine de savoir quelle direction avait pris le corps principal de notre petite armée. Comme personne ne pouvait nous donner aucun renseignement à ce sujet, nous résolûmes de nous organiser nous-mêmes du mieux pos-

sible et de demeurer à Glenmalure jusqu'à ce que nous pussions apprendre où Garrett Byrne et les autres chefs avaient établi leur camp.

Le lieu où nous étions offrait quelques ressources comme nourriture, car ils se trouvait encore de grands troupeaux de moutons dans les montagnes environnantes; mais le manque de sel et de légumes se faisait durement sentir. Quant au pain, on ne pouvait s'en procurer à aucun prix, et les pommes de terre n'étaient ni mûres ni propres à être employées. En conséquence, il devint urgent d'organiser des expéditions nocturnes pour aller au loin essayer de se procurer de la farine d'avoine et du sel. — Ce fut là que je vis, pour la première fois, le brave et intrépide Dwyer. — Il avait déjà acquis une grande réputation dans les districts montagneux; car, chaque fois que la cavalerie tentait de reconnaître la position près de l'entrée de la vallée, il ne manquait jamais de se trouver sur son flanc, ou en embuscade avant le jour, pour y attendre son arrivée; et, comme les hommes qui l'accompagnaient généralement étaient comme lui du pays et bons tireurs, ils prenaient plaisir à terrifier la cavalerie qui rebroussait chemin immédiatement et s'enfuyait au premier coup de feu tiré sur elle; grâce à la bravoure et à l'habileté de Dwyer, dans ce genre d'escarmouche contre l'ennemi, nous nous trouvâmes en parfaite sécurité pendant la nuit pour nous reposer et nous remettre de nos fatigues de la campagne du comté de Wexford.

Glenmalure avait près de trois milles de longueur, et la petite rivière d'Avonbeg y descendait des hautes

montagnes. Il y avait, de chaque côté, plusieurs maisons où nos hommes trouvèrent les moyens de cuire le mouton qu'ils avaient en abondance, car les montagnes, je l'ai déjà dit, étaient couvertes de troupeaux. Ils se procurèrent également, dans les trains de bois de la fonderie, appartenant aux mines de plomb, de quoi faire des manches de piques pour remplacer ceux qu'ils avaient brisés ou perdus pendant les marches nocturnes.

De sorte qu'en peu de jours nous nous trouvâmes passablement bien armés de piques, mais fort mal approvisionnés d'armes à feu et de munitions. On arrêta alors une expédition nocturne pour se rendre à quelque distance dans les villages de la campagne et en rapporter du sel et les provisions sèches que nous pourrions trouver, à notre camp de Glenmalure où il fut décidé que l'intrépide Dwyer demeurerait avec les hommes qu'il commandait pour défendre l'entrée de la vallée pendant notre absence. Le fameux Holt, qui venait d'arriver, devait prendre le commandement de l'expédition nocturne, et, à la tombée de la nuit, lorsque tous nos hommes se trouvèrent réunis près de la fonderie et prêts à partir, quelques hommes du comté de Wicklow, qui connaissaient Holt, vinrent nous prévenir que sa femme venait de le rejoindre, qu'elle avait traité pour lui avec l'ennemi à Rathdrum, ville dont toutes les autorités connaissaient bien Holt qui y avait été employé à apposer des sceaux sur les flanelles dans les foires, sergent de ville, etc., et que, comme elle appartenait par sa famille aux Mannings, des Orangistes avérés, ils craignaient qu'il ne fût dangereux de se confier à

Holt, et qu'il ne nous conduisit dans quelque embuscadé d'où nous ne pourrions nous échapper, etc. Nous les écoutâmes avec une grande attention, et comme nous, hommes de Wexford, nous formions la majorité, nous décidâmes d'envoyer prévenir Holt, qui se trouvait avec sa femme chez Pierce Harney, à l'entrée même de la vallée, que nous étions prêts à partir, mais en prenant en même temps la résolution de ne pas suivre son plan. Quand il arriva, nous lui demandâmes dans quelle direction il se proposait de marcher; il nous répondit : du côté des Sept-Églises; nous lui objectâmes que ce voisinage était pauvre et qu'il serait préférable de prendre une autre route, vers un pays riche, ce à quoi il acquiesça très-volontiers, sans doute pour nous prouver qu'il n'avait pas de motif intéressé d'aller aux Sept-Églises, bien que ce fût le pays de la famille de sa femme. Ou peut-être, ce qui agit le plus sur lui, fut-il le désir de se rendre aux désirs des hommes du comté de Wexford qu'il reconnut former la majorité du détachement en armes et prêt à marcher. — Il fut décidé, de suite, qu'on se dirigerait sur la route de Rathdrum jusqu'au pont de Greenan, et, que là, on se détournerait vers les parties du pays qui n'avaient pas souffert de la guerre.

Nous réunîmes pour cette expédition les deux ou trois cents de nos hommes les plus capables de supporter une grande fatigue, et nous laissâmes les faibles, les malades et les blessés sous la garde de Dwyer, qui agissait comme gouverneur de Glenmalure, notre citadelle ou notre forteresse des montagnes de Wicklow.

Nous partîmes en bon ordre et très-animés. Holt, un de mes amis, John Doyle, d'Anghram, et moi, qui étions à cheval, nous chevauchions à la tête de notre petite colonne, précédés à cinquante yards de distance environ par quelques piétons qui nous servaient d'avant-garde. Comme la nuit était très-sombre, nous recommandâmes à nos hommes d'observer le plus grand silence ; mais le bruit de nos chevaux ne pouvait être étouffé, et il devait s'entendre à une distance considérable.

Nous chevauchions, Doyle et moi, de chaque côté de Holt, qui nous exposait ses plans et les grandes choses qu'il pensait que nous pourrions accomplir avant de retourner à Glenmalure. En premier lieu, il nous déclara qu'à son avis toutes les maisons isolées qui pouvaient servir de lieu de refuge à l'ennemi, et particulièrement celles couvertes d'ardoises, devaient être brûlées. A peine avait-il prononcé cette sentence que nous aperçûmes, à une portée de pistolet de nous, des étincelles de lumière pareilles à des étoiles, partant des bassinets des armes à feu de l'ennemi, et nous entendîmes en même temps le sifflement des balles à travers nos rangs et au-dessus de nos têtes. Cette décharge provenait de l'armée anglaise, qui avait quitté Rathdrum pour reconnaître notre position, et qui n'avait eu que le temps d'atteindre le pont de Greenan où, en entendant le bruit de l'approche de notre colonne, elle s'était arrêtée silencieusement et avait attendu notre arrivée.

Je n'oublierai jamais la présence d'esprit et l'activité extraordinaire de Holt dans cette dangereuse circonstance. Il cria d'une voix de stentor à nos piquiers de

s'avancer en masse et de traverser le pont, et il donna en même temps, et d'un ton aussi élevé, à nos fusiliers l'ordre de passer à gué la rivière et de prendre les ennemis en flanc, de manière à ce que pas un n'échappât. Plusieurs des miliciens de Rathdrum, qui accompagnaient l'armée anglaise dans cette expédition nocturne, furent frappés de terreur en entendant la voix de Holt qu'ils connaissaient bien, et cette terreur augmenta sans doute encore le désordre qui avait déjà gagné leurs rangs; car ils rétrogradèrent soudainement sur Rathdrum. De notre côté, nous eûmes la plus grande peine à rallier nos hommes et à les empêcher de se débander, car ils craignaient d'être tombés dans une embuscade. Un coup de pistolet entendu à l'arrière avait donné naissance à cette crainte; aussi, au lieu de marcher en masse vers le pont, comme l'avait ordonné Holt, quittèrent-ils la route pour entrer dans un champ marécageux situé à leur gauche. Quelque temps après, le feu de l'ennemi ayant cessé, cette panique commença à se dissiper, bien que nous ne sûmes pas encore alors que l'ennemi avait fait retraite. Cependant nous nous ralliâmes sur la route, et nous jugeâmes plus prudent de retourner à Glenmalure dans la crainte de rencontrer encore quelque autre colonne errante de l'ennemi si nous continuions notre marche nocturne. Comme trois de nos hommes seuls avaient reçu de légères blessures de la première volée, nous nous estimâmes très-heureux d'avoir aussi bien échappé au danger que nous venions de courir. Nous dûmes ce bonheur à l'obscurité de la nuit et au bruit de nos chevaux placés en avant; l'ennemi tira trop haut,

parce qu'il nous crut tous à cheval. Quand nous revînmes à la vallée, nous y trouvâmes Dwyer qui nous dit que nous pouvions reposer pendant la nuit en toute sécurité, et qu'il veillerait à ce que le passage fût bien gardé.

Holt se rendit à l'entrée de la vallée dans la maison de Pierce Harney où se trouvait encore sa femme, et, ce qui est assez étrange, c'est que, en dépit de sa brillante conduite récente, plusieurs des hommes qui le connaissaient bien supposèrent qu'il voulait partir avec sa femme, et exercèrent, en conséquence, toute la nuit une surveillance active autour de la maison pour l'en empêcher. Cependant Holt renvoya sa femme le lendemain, et fit disparaître ainsi toute cause de suspicion. Il fut heureux pour lui que ce ne fût pas d'après ses conseils que nous eussions pris la route de Rathdrum; car si c'eût été son plan, il eût été accusé de nous avoir entraînés dans une embuscade de l'ennemi, tandis qu'il eut tout le mérite de nous en avoir tirés sains et saufs, et cet éloge lui revient à bon droit.

Je partis en reconnaissance le lendemain avec un petit détachement pour visiter notre champ de bataille de la nuit précédente. Nous trouvâmes plusieurs piques dans le marécage à côté de la route, et à l'autre extrémité du pont, nous ramassâmes plusieurs bonnets de police et plusieurs baïonnettes, que l'ennemi avait perdus dans son empressement à fuir. Avant de revenir avec ces trophées, nous aperçûmes à distance la cavalerie de Rathdrum, arrêtée sur la route; mais elle n'avança pas, et nous atteignîmes cette fois la vallée sans escarmoucher avec l'ennemi.

Les chefs et les hommes influents tinrent un conseil dans lequel il fut résolu que nous défendrions maintenant la vallée plus soigneusement que jamais, en raison de la triste nouvelle qui venait d'arriver du désastre et de la dispersion complète de notre corps principal, commandé par Fitzgerald, Garrett Byrne, Kearns, Esmond Kyan, etc., et qui était entré dans les comtés de Meath, de Louth et de Dublin. Cette nouvelle n'était que trop vraie, comme nous l'apprîmes malheureusement bientôt.

Parmi les braves compagnons qui s'échappèrent et arrivèrent de la Boyne, se trouvait mon pauvre frère Hugh. Nécessairement, j'appris immédiatement par lui tous les détails de cette malheureuse expédition dans les comtés de Meath et de Louth, et la belle résistance opposée à la cavalerie ennemie par les Irlandais, après avoir passé la Boyne à Duleeh et près de la ville d'Ardee où mon pauvre oncle John Byrne fut tué, dans une charge de cavalerie, à côté de mon frère Hugh qui, bien qu'il eût été renversé, se releva à temps pour traverser un fossé avant que la cavalerie eût eu le temps de se ranger en bataille pour accomplir une nouvelle charge.

Mon cher oncle était le membre le plus jeune de la famille de mon père; il était célibataire. Jamais il n'exista un homme plus affectueux ou plus brave sur la surface de la terre. Il ne craignait aucun danger, et vraiment c'était merveille, comme on le remarquait souvent, qu'il eût échappé aussi longtemps à la mort. Mon frère Hugh me raconta aussi la bravoure extraordinaire déployée en cette circonstance par les deux Finn, Laurence et Luke; ce dernier, renversé pendant la charge et foulé aux pieds



par la cavalerie, garda cependant son fusil près de lui ; deux des cavaliers en se retournant s'aperçurent qu'il n'était pas mort et arrivèrent sur lui pour l'achever ; Luke se mit sur son séant, les laissa approcher, les visa délibérément et en tua un, pendant que son frère Laurence qui assistait à cette scène derrière une haie, tuait l'autre et délivrait ainsi Luke qui, complètement remis de son étourdissement, se releva et rejoignit par-dessus le fossé son frère et les autres fusiliers. Ces deux Finn se distinguèrent dans toutes les batailles et les combats livrés aux Anglais dans le comté de Wexford. Ils avaient fait partie du corps d'infanterie de milice de Bally-Ellis, commandé par Jarvis White, qui fut l'un des premiers corps organisés dans le pays, et comme White s'en vantait, l'un des premiers prêts à marcher contre le général Hoche lorsqu'il parut dans la baie de Bantry, au mois de décembre 1796. Ce fut aussi l'un des premiers corps de miliciens que le gouvernement ordonna de dissoudre et de désarmer dans la crainte qu'il ne fût composé d'Irlandais Unis, partisans de l'indépendance de l'Irlande.

La blessure de mon frère était presque guérie, mais il avait encore besoin de grands soins et de repos pendant quelques jours pour se trouver complètement sur pied, et Glenmalure fut à cet égard un lieu de bénédictions que je me rappellerai toujours avec le plus grand plaisir. Il fournit une retraite temporaire et sûre à ces braves gens après leur défaite et leur dispersion à la Boyne.

Le pauvre Esmond Kyan qui arriva à peu près en même temps, ne put se décider à rester avec nous ; il

voulut retourner à Wexford, où il était certain, disait-il, de trouver une retraite sûre pour se cacher, jusqu'à ce qu'il eût recouvré sa santé qui était fort ébranlée par les fatigues qu'il avait supportées. Avec un seul bras, et le moignon de l'autre, non encore guéri, il craignait de n'être pas en état de traverser les montagnes, ce qu'il savait qu'il aurait à faire fréquemment. S'il eût consenti à passer quelques jours dans ces montagnes, il eût pu échapper à la colère de ces monstres du cruel parti dominant de l'église anglicane de Wexford, qui aspiraient à le pendre et à l'exposer sur une potence comme les autres patriotes dont les têtes décoraient déjà les édifices publics de cette ville. De tous les chefs de notre petite armée irlandaise, c'était celui qui méritait le plus d'être bien traité par les Anglais. Pendant la guerre, il avait témoigné la plus grande humanité, et il avait fait d'incessants efforts pour sauver la vie des prisonniers, même de ceux qui s'étaient plongé les mains dans le sang des habitants du comté de Wexford. — Mais la destinée en décida autrement.

Ce fut un grand malheur que le père Kearns et Anthony Perry n'aient point atteint Glenmalure; ils se seraient trouvés assez forts pour attendre et profiter des grands avantages que présentaient en ce moment les montagnes de Wicklow contre la cavalerie de l'ennemi et même contre son infanterie. Mais, hélas ! ils étaient destinés à périr de la mort des soldats. Ils furent pendus tous les deux à Edenderry.

Un jour, vers le 14 juillet 1798, un paysan arriva, comme messager du camp anglais, du vallon d'Imale;

il était porteur d'une lettre adressée à Murtough Byrne de Petit Anghram ; avant d'ouvrir cette lettre, cet homme honorable désira avoir près de lui tous ceux d'entre nous qu'on put rassembler. Lorsque nous fûmes réunis et que nous eûmes formés un cercle, il prit la lettre au paysan, entra dans le cercle et nous dit qu'il reconnaissait bien l'écriture de l'adresse pour être celle de Garrett Byrne. Il ouvrit alors la lettre et nous lut ce qui suit :

« Mon cher Murtough,

» Je me suis rendu aujourd'hui au général sir John Moore, qui s'est engagé à m'obtenir mon pardon et l'autorisation de quitter l'Irlande et d'aller vivre en pays étranger. C'est à la prière du général que je vous écris ; il promet d'obtenir les mêmes conditions pour vous ou pour tout autre chef qui consentirait immédiatement à profiter de cette opportunité.

» Bien à vous,

» GARRETT BYRNE. »

Dès que la lettre eut été lue, le paysan ou le messenger fut amené dans le cercle que nous formions dans un champ près de la fonderie ; on lui demanda si la personne qui lui avait remis la lettre en présence du général anglais était prisonnière ? Il répondit que oui et qu'il pensait que c'était M. Garrett Byrne, de Ballymanus, bien qu'il n'eût jamais vu, ajouta-t-il, ce gentleman. « Eh bien alors, lui répondîmes-nous, vous ne le reverrez jamais, car il a été fusillé avant que vous ne fussiez à un demi-mille du camp anglais ; ce malheureux homme a été

forcé d'écrire la lettre dont vous avez été le porteur, avant d'être mis à mort. Vous pouvez vous en retourner maintenant et aller recevoir votre salaire. » On l'escorta à quelque distance sur la route, et avant de quitter le valon, il put voir John Antrim, le sergent, faisant marcher et exerçant des pelotons de nos hommes dans la prairie sur le bord de la rivière. Le messager put donc recueillir, pour les joindre à notre réponse, quelques renseignements personnels sur notre incrédulité à l'égard de la magnanimité anglaise.

Huit à dix jours seulement s'étaient écoulés depuis la bataille de Ballygullen, le dernier combat régulier que nous avons livré dans le comté de Wexford, et déjà tous ces braves chefs qui y avaient déployé tant de talent et tant d'habileté stratégique avaient, pour une cause ou une autre, disparu du théâtre de l'action. L'idole du peuple du comté de Wexford, le brave Edward Fitzgerald de New-Park, craignant, lui aussi, qu'il n'y eût plus de chance de tenir tête à l'armée anglaise, se rendit le 12 juillet au général Dundas. Je n'ai jamais pu connaître le véritable motif qui décida ces chefs à quitter les montagnes de Wicklow et à s'aventurer avec la division de Wexford qui avait combattu si brillamment dans tant de batailles, et sans cavalerie, dans un pays ouvert comme Kildare, Meath, Louth, comtés dans lesquels la cavalerie de l'ennemi jouissait de tous les avantages possibles, tandis que son artillerie et sa cavalerie ne pouvaient agir contre nous dans les montagnes de Wicklow. Si nos forces y fussent demeurées, nous aurions pu facilement y réunir de 15 à 20 mille braves compagnons résolus, nombre

suffisant pour défendre pendant plusieurs mois ces défilés et ces passages, et l'armée du général Humbert, si faible qu'elle fût, en arrivant au mois d'août, n'eût plus alors trouvé que des obstacles insignifiants dans les parties de l'Irlande qu'elle eût eu à traverser dans sa marche sur la capitale.

Je ne m'appesantirai pas davantage sur ce triste sujet, bien que je n'aie jamais cessé de penser que si nous avions persévéré un peu plus longtemps, et non entrepris cette malheureuse et folle expédition vers la Boyne, nous aurions réussi. Il est bien avéré que, si nous avions été réunis en force imposante dans les montagnes de Wicklow, comme nous aurions pu l'être, à l'époque du débarquement des Français dans l'Ouest, la plus grande partie des régiments de milice irlandais seraient venus se joindre à nous. Le brave jeune sergent que nous avions surnommé John Antrim, et qui avait amené avec lui une partie de sa compagnie, nous assura que son régiment n'attendait, pour en faire autant, que d'être certain que nous pourrions rallier une force suffisante pour le recevoir, afin de ne pas se trouver dans la nécessité de se déguiser, et de pouvoir combattre sous l'uniforme de la milice pour l'indépendance de l'Irlande et contre ses ennemis véritables, les Anglais ; tandis que, pour le moment, comme nous n'avions pas d'armée assez forte pour entrer en campagne, les braves miliciens irlandais, qui nous rejoignaient, étaient forcés de quitter leurs uniformes pour des vêtements civils.

Nous demandâmes à John Antrim pourquoi il n'avait

pas rejoint notre étendard à Arklow, alors que nous étions en grande force ; il nous répondit que, d'après une prophétie qui avait cours dans le Nord, l'Irlande ne pouvait être affranchie avant l'automne de 1798, époque à laquelle les Français débarqueraient, le joug anglais serait secoué pour jamais, et l'Irlande redeviendrait une nation qui se gouvernerait par elle-même, et qui trafiquerait avec le monde entier, comme a droit de le faire un pays libre. Cette conversation avec le sergent John Antrim sur la prophétie, eut lieu peu de jours avant que nous parvînt la nouvelle du débarquement du général Humbert et de ses onze cents soldats français à Killalo ; mais malheureusement nous apprîmes presque en même temps la reddition de l'armée française à lord Cornwallis ; aussi notre joie fut-elle de courte durée.

Pour contrebalancer ce malheur, nous apprîmes des miliciens d'Antrim, qui étaient venus nous rejoindre à Glenmalure, qu'il n'était pas vrai, comme on le croyait généralement, que les régiments de milice fussent composés de catholiques romains ou d'Orangistes. La propagation des loges Orangistes était, sans aucun doute, encouragée dans chaque régiment de milice par les colonels et le gouvernement ; mais cependant, malgré leurs efforts et leurs persécutions, si la majorité des miliciens des comtés du Nord n'était pas catholique, elle se composait au moins d'Irlandais Unis qui, dès lors, étaient prêts à rejoindre notre étendard aussitôt que nous nous trouverions en force suffisante pour occuper pendant quelque temps une position militaire et les y recevoir.

M. Paul Murray, des environs de la ville de Wicklow, arriva une nuit accompagné d'un certain nombre d'hommes de son voisinage. J'eus à le voir, dans la matinée, à propos de prisonniers que sa petite troupe avait amenés dans la vallée. Je le trouvai chez Pierce Harney ; il était étendu tout habillé sur un lit, bien vêtu, chaussé de bottes neuves à revers, etc., ce qui présentait un singulier contraste avec nos habits usés et déguenillés, mais le pauvre garçon venait de s'échapper de sa retraite pour faire sa première campagne.

Je n'avais jamais vu Paul Murray avant cette matinée. Je me doutais peu que nous dussions plus tard nous lier aussi intimement en pays étranger. Un jour, en 1803, en sortant du café de Londres, rue Jacob, à Paris, j'aperçus un homme vêtu d'un habit couleur tabac et chaussé de bottes à revers ; en approchant, je dis à la personne qui m'accompagnait : « Comme cet homme ressemble au pauvre Paul Murray que j'ai rencontré, en 1798, dans les montagnes de Wicklow ! Mais Murray a été arrêté à Dublin par le major Sirr ; il a dû nécessairement être transporté, et ce ne peut être lui. » Mais c'était Paul Murray lui-même ; nous nous reconnûmes l'un l'autre et nous causâmes de nos aventures dans les montagnes de Wicklow.

Je le présentai, le lendemain, à M. Thomas Addis Emmett, qui lui obtint une commission dans la légion irlandaise lors de sa formation, et nous fîmes plusieurs campagnes, en Espagne et en Portugal, dans le même bataillon. Il prit plus tard sa retraite et mourut à Dunkerque à un âge avancé. Il n'a jamais existé un ami et

un camarade plus sincère et meilleur que Paul Murray de Kilmurry, près de Wicklow.

Nous nous trouvions maintenant menacés d'être expulsés de Glenmalure que nous avions défendu si longtemps et qui avait servi, pendant quelque temps, d'asile à tant de familles qui fuyaient les tortures et les autres abominations innommables de la cruelle milice Orangiste.

D'après les informations que nous avons obtenues, nous nous trouvions cernés de toutes parts par les montagnards écossais, les Hessois et toutes les autres troupes étrangères dont pouvait disposer l'Angleterre. Nous nous attendions à une attaque, et nous résolûmes de nous percer un chemin, au moins dans une direction, contre toutes les forces que nous pourrions rencontrer.

Pendant que nous nous préparions à cette aventure, je ne fus pas peu surpris d'être mandé pour aller voir une dame qui venait d'arriver pendant la nuit avec ses trois enfants, dont l'aîné avait huit ans; c'était Mrs Betty Mulloy, dont le mari avait été tué à la bataille du mont Vinegar, et dont la sœur avait épousé mon cousin germain, Patt Bruslaun, qui avait été massacré, dans son lit, par ce monstre de Hunter Gowan. Cette pauvre femme me raconta tous les détails de sa fuite de chez elle et me dit qu'elle était sûre que tout ce qu'elle possédait au monde, à l'exception de ses enfants, se trouvait alors brûlé et détruit, et qu'en apprenant que j'avais un commandement dans les montagnes, elle était venue se placer sous ma protection. Au lieu de pouvoir la protéger, je ne pus que l'engager à quitter la vallée et à



retourner chez elle avec ses enfants; je lui dis qu'au moment où elle y arriverait, les choses pourraient probablement s'être améliorées, tandis qu'à l'instant même où je lui parlais, l'ennemi se montrait en grande force sur le sommet des montagnes où il avait campé pendant la nuit, et d'où il était prêt à descendre sur nous. Ce ne furent pas seulement cette pauvre femme et ses enfants, mais nos malades et nos blessés qui se virent obligés de chercher un lieu de refuge, un abri ou une retraite, dans les villages voisins; car les hommes les plus vigoureux et les plus robustes, pouvaient seuls supporter la fatigue de traverser continuellement ces hautes montagnes. La pauvre Mrs Mulloy se décida à retourner chez elle, et plusieurs braves gens du comté de Wexford, dont la santé était altérée au point de les rendre presque incapables de marcher, me demandèrent ce qu'ils devaient faire. Comme nous n'avions aucun moyen de transporter nos malades et nos blessés, je ne pus que leur conseiller de s'échapper et de se cacher, du mieux qu'ils le pourraient, jusqu'au départ de l'ennemi. Mon pauvre frère Hugh, bien qu'il fût loin d'être encore guéri, ne voulut pas consentir à rester en arrière et à se séparer de nouveau de moi.

Nous restâmes sous les armes et en alerte toute la nuit, car nous nous attendions à être attaqués. Cependant ce ne fut qu'au jour, le lendemain matin, que la division des montagnards écossais commença à se mouvoir et à descendre de la montagne aboutissant aux Sept-Églises, tandis que les forces anglaises de Rathdrum pénétraient par l'entrée de la vallée,

En voyant ces différents mouvements de l'ennemi, nous rassemblâmes nos hommes et nous gravîmes la montagne opposée, conduisant à la vallée d'Imale, et, après être parvenus à une certaine hauteur sur la montagne, nous formâmes notre ligne de bataille et nous nous arrêtâmes pendant quelque temps. Mais l'ennemi ne se soucia pas de nous suivre, ce qui fut, en vérité, très-extraordinaire ; car, au lieu des milliers d'hommes qu'on nous avait si souvent supposé avoir réunis à Glenmalure, il put alors voir clairement, et sans doute avec étonnement, à quel petit nombre se trouvait réduit notre corps d'armée qui avait causé tant de terreur dans toutes les villes de garnison ; cependant, il ne vint pas nous attaquer ; il parut borner, pour l'instant, ses opérations à incendier les maisons de la vallée et à chasser les malheureuses femmes et leurs enfants dans les champs pour y périr de froid et de faim. En gravissant les collines, du côté opposé, nous pûmes apercevoir les flammes des demeures de ces malheureuses créatures, où tant de nos blessés et de nos malades s'étaient arrêtés pour se guérir, en revenant de la désastreuse campagne de la Boyne. Le brave Dwyer se vit alors obligé d'abandonner cette forteresse qu'il avait si longtemps défendue, et de partir avec nous. Comme il était né, ainsi que la plupart des hommes qu'il commandait, dans ces montagnes et ces vallées, nous étions certains d'y être sûrement guidés. Après nous être reposés quelque temps, voyant que l'ennemi ne nous poursuivait pas, Holt proposa de traverser la montagne et de nous rendre à la vallée d'Imale pour nous assurer si le gé-

néral, sir John Moore, y campait encore ou non avec sa division. En arrivant sur la montagne, en vue de la vallée, nous ne pûmes apercevoir qu'une seule tente qui disparut immédiatement à l'aspect de nos forces, se rangeant sur la montagne adjacente. Mais le général Moore et son armée avaient quitté la vallée d'Imale peu auparavant, et nous ne pûmes apprendre où il était allé ; nous dûmes alors adopter un plan impérieux, celui d'éviter, autant que possible, tout engagement avec l'ennemi, sauf avec de petits détachements que nous pourrions défaire facilement et qui pourraient nous procurer des armes et des munitios sans lesquelles nous ne pourrions tenir tête, même à ces petits détachements.

Nous résolûmes de ne nous arrêter longtemps en aucun endroit et de prouver, par nos marches et nos contremarches continuelles, à l'ennemi, combien il lui serait difficile de nous atteindre dans ces montagnes où nous étions si bien guidés par le brave Dwyer et ses compagnons ; mais, malheureusement, ce chef intrépide nous quitta de nouveau en apprenant que nous avions l'intention de nous diriger vers le comté de Wexford. Nous ne pûmes jamais le décider à consentir à s'éloigner de ses montagnes natales. Au contraire, Holt, qui pouvait s'apercevoir que nous ne le consultations pas toujours à propos de nos excursions en quête de provisions, se montra toujours prêt à nous accompagner et même à assumer sur lui la responsabilité de l'expédition ; et il se montrait toujours de si bonne humeur que nous en étions ravis, et que nous partîmes gaiement avec lui de la vallée d'Imale pour Aghavannagh, et, de là, pour

le mont Croaghan, afin de tenter d'obtenir quelques nouvelles de ce qui se passait dans les comtés de Carlow et de Wexford. Lorsque nous arrivâmes en vue de la grande route qui conduit de Shillelah à Arklow, nous aperçûmes plusieurs chariots militaires, escortés par la cavalerie et se dirigeant vers Arklow. Holt ordonna immédiatement à notre petite colonne de descendre rapidement, en suivant une direction oblique, et de s'arrêter pour attaquer le convoi. L'escorte, composée de dragons, s'enfuit en toute hâte, en voyant cette manœuvre, et laissa les chariots et leurs conducteurs se tirer d'affaire du mieux qu'ils le pourraient.

Les conducteurs furent bientôt capturés, et, malheureusement, quelques-uns d'entre eux furent tués dans la bagarre. Holt ordonna d'empiler ensemble les chariots et les provisions de blé et de fourrage qu'ils contenaient et d'y mettre le feu de chaque côté, si bien, qu'en très-peu de temps les flammes de ce bûcher purent s'apercevoir à une grande distance, car la journée était très-claire. Comme nous savions que les villes de garnison, en apercevant ces flammes, ou en apprenant la perte de leur convoi, expédieraient immédiatement contre nous de grandes forces d'infanterie et de cavalerie, nous nous hâtâmes de regagner le mont Croaghan pour éviter de rencontrer l'ennemi, car nous étions peu nombreux, et nous y apprîmes, pour la première fois, que les cruels meurtres de sang-froid commençaient à diminuer dans plusieurs districts du comté de Wexford. Lord Cornwallis y invitait, par une proclamation, tous ceux qui avaient pris part à la guerre, à l'exception des

*chefs*, à retourner chez eux où ils se trouveraient placés sous sa protection formelle. Que ce fût à cause du débarquement des Français à Killalo et du départ des troupes anglaises du comté, ou pour toute autre raison, un moment d'arrêt parut se produire, pour le moment, dans la carrière meurtrière de ces monstres de magistrats James Boyd, Hawtry White, Hunter Gowan, Archibald Hamilton, Jacob et de leurs cruels associés Orangistes. De plus, le blé se trouvant mûr, des milliers d'insurgés s'aventurèrent à retourner chez eux dans l'espoir de le récolter pour leurs familles affamées. Par suite de ces circonstances, notre petit corps se trouva réduit à une simple bande. Nous résolûmes cependant de garder notre position, dans les montagnes de Wicklow. Car, bien qu'un bon nombre d'insurgés nous eussent quittés pour retourner chez eux, il y en eut d'autres qui, après être demeurés cachés pendant quelques jours dans leurs maisons, durent s'échapper et revenir nous trouver.

La protection qu'ils avaient obtenue ne leur servait à rien, s'il était constaté qu'ils avaient assisté à l'incendie de maisons, ou à la bataille de Bally-Ellis, où avaient été tués les Anciens Bretons. Dans ce cas, nulle protection ne pouvait les sauver. Des conditions, des exigences et des formalités pareilles ramenèrent sous notre étendard plusieurs braves compagnons qui s'étaient proposés de rester tranquilles chez eux avec leurs familles.

Je reçus à peu près à cette époque une lettre de Nick Murphy, de Monaseed, qui s'était échappé à la Boyne; et avait gagné Dublin où il était caché avec des cen-

taines de nos camarades. Leur évasion et la sienne paraissaient miraculeuses.

Quand la nouvelle du débarquement de l'armée française parvint dans la capitale, Murphy fut chargé de trouver quelque moyen sûr de me faire prévenir de cet heureux événement. Une pauvre femme, Mrs Keogh, fille d'un de nos tenanciers, s'offrit à me porter cette lettre, qu'elle cousit dans la bordure de son jupon. Elle retournait chez elle après avoir pris congé de son malheureux mari, qui venait d'être condamné à la transportation à perpétuité et conduit à bord d'un navire en partance sur la rivière. Lorsque je remerciai cette digne créature et lui fis observer le danger du message dont elle s'était chargée, elle me répondit : « Que, dans son malheur, c'était une grande consolation pour elle qu'on lui eût confié une telle mission, et d'être porteuse d'une aussi bonne nouvelle que celle du débarquement des Français, bien qu'elle fût condamnée à ne plus revoir son cher mari. »

La lettre de Nick Murphy était très-courte et très-circonspecte ; mais elle n'en fut pas moins consolante et agréable pour nous. Il me disait qu'on s'attendait au soulèvement général du peuple de Dublin, si les Français étaient en forces suffisantes pour tenir tête à l'armée anglaise ; que beaucoup d'individus, qui jusqu'alors s'étaient tenus sur la réserve, se mettaient en avant maintenant et assuraient qu'ils étaient prêts à agir ; que, de plus, l'enthousiasme qui gagnait la ville à la vue du départ des troupes était tel que les miliciens Orangistes ne pouvaient pas ne pas le remarquer, et qu'ils tremblaient pour

leur propre sécurité; qu'à tout événement, enfin, nos forces dans les montagnes serviraient de point de ralliement, et que, d'après tout ce qu'il avait pu apprendre et voir par lui-même, il y avait maintenant tout espoir de succès à attendre de l'appui de l'armée française. Il ajoutait également que nos amis de Dublin désiraient fort que nous pussions nous maintenir pendant quelque temps en force respectable dans les montagnes de Wicklow.

Bien que nous eussions appris le débarquement des Français avant de recevoir la lettre de Murphy, elle nous procura néanmoins une grande satisfaction en nous prouvant que nos amis approuvaient notre conduite et notre persévérance à tenir la campagne.

Nous persévérâmes donc et nous tinmes la campagne de notre mieux, en passant d'une montagne à une autre, en défiant l'ennemi de nous poursuivre, et cela pendant plusieurs semaines, jusqu'au moment où nous apprîmes la reddition du général Humbert et de sa petite armée de huit cents hommes à lord Cornwallis, qui se trouvait, disait-on, à la tête de trente mille soldats anglais. En présence de ces circonstances malheureuses, pouvait-on espérer que Holt posséderait assez d'influence pour décider à rester avec lui ceux qui pouvaient s'échapper chez eux et s'y cacher dans les conditions les plus misérables? En fait, il ne s'inquiéta jamais d'eux d'aucune façon; mais il leur dit que ceux qui ne pourraient rester chez eux pourraient revenir parmi nous, et qu'ils y seraient toujours les bienvenus. Dans les circonstances les plus mauvaises, il ne cessa jamais d'être gai, ni ne se montra abattu. Je l'ai accompagné dans des expéditions où nous n'étions pas

capables, au départ, de réunir cent hommes, parmi lesquels il n'y en avait pas vingt qui eussent des armes à feu en état de servir ; et cependant Holt formait les plans de quelque grande entreprise comme s'il se fût trouvé à la tête de milliers de soldats les mieux disciplinés. En somme, il possédait les qualités qui convenaient au genre de guerre que nous étions obligés de faire dans les montagnes de Wicklow ; et souvent il s'enorgueillit de ce que nous fussions les seules troupes en armes par toute l'Irlande, qui combattissent pour son indépendance à l'époque du débarquement des Français à Killalo. Je crois de toute justice d'en dire autant de Holt, en raison des histoires très-étranges qui ont eu cours sur lui.

Comme mon frère Hugh et moi nous n'avions pas reçu depuis longtemps de nouvelles de chez nous, nous commençâmes à être très-inquiets de notre chère mère et de notre sœur, que nous avions vues pour la dernière fois à la maison Buckstown, le soir de la bataille de Ballygullen. Nous résolûmes donc à tout hasard d'aller les voir et nous enquérir de l'état du pays qu'elles habitaient. Pour réaliser ce projet, nous avions à accomplir deux ou trois marches nocturnes avant de pouvoir atteindre notre destination, car nous étions obligés de nous cacher pendant la journée. Notre dernière marche nocturne partait des Mines d'or et traversait les White-Heaps, pays que je connaissais bien, et pour lequel nous n'avions pas besoin de guide. La distance que nous avions à franchir dépassait huit milles, et, de plus, nous dûmes suivre le moins possible la grande route afin d'éviter la rencontre de patrouilles ennemies. Tout cela rendit notre marche



longue et fatigante; mais nous arrivâmes cependant avant le jour à la maison d'un de nos tenanciers, la ferme du Terrier-du-Renard. Je frappai à la porte que le pauvre Macguire ouvrit immédiatement en reconnaissant ma voix. Il me dit que ma mère, ma sœur et leur fidèleservante, Biddy Cosker, étaient revenues chez elles, et qu'elles y résidaient depuis quelque temps, mais qu'il serait imprudent à nous d'aller les y voir, et que sa femme s'y rendrait dans la matinée pour les prévenir de notre arrivée. Ce digne couple fit le guet pendant que nous nous reposions. Le lendemain, ma mère et ma sœur vinrent nous trouver. Elles avaient déjà arrêté avec M. Fennell que nous irions rejoindre son fils Matt dans sa retraite, un grenier à foin de la maison Buckstown, appartenant à Ralph Blaney, de Carnew. Après y être restés quelques jours, nous fûmes obligés d'en partir. Un régiment d'infanterie anglaise vint camper sur la pelouse, et le général et son état-major s'installèrent dans les lieux d'habitation. Un capitaine marié de ce régiment se logea avec sa femme dans la maison de M. Fennell, ce que ce dernier considéra comme un bonheur, dans l'espoir que l'influence de cet officier le protégerait ainsi que sa famille. L'espérance de M. Fennell ne fut pas déçue, et ce capitaine se montra pour sa famille un excellent ami lorsqu'elle en eut besoin plus tard.

Mon frère Hugh trouva une occasion de retourner à Dublin avec quelques charretiers du voisinage, et il y arriva très-heureusement en sûreté. Ma pauvre mère et ma sœur se consolèrent dans une certaine mesure de le voir partir, parce qu'elles espéraient que je pourrais res-

ter à la maison quand le pays serait devenu plus calme, et continuer à exploiter la propriété, comme j'en avais l'habitude avant le commencement de la guerre. Malheureusement, elles reconnurent bientôt que ce n'était pas possible.

M. Fennell ayant cédé une partie de sa maison au capitaine anglais et à sa femme, fit coucher ses jeunes fils dans la grange où l'on avait déjà établi pour moi un lit dont je profitai avec un plaisir infini.

Ma mère et ma sœur ayant désiré que je passasse une heure ou deux avec elles la veille de la Toussaint, je partis de la maison de M. Fennell dès que la nuit fut devenue obscure ; j'étais assis près d'elles depuis dix minutes environ, lorsqu'un des fils de M. Fennell, un garçon de dix à douze ans, accourut hors d'haleine pour me prévenir que son frère Matt venait d'être arrêté par les Orangistes et qu'ils fouillaient partout pour me trouver. Ma chère sœur qui avait montré beaucoup de sang-froid et de bon sens durant tous ces temps terribles, remercia le jeune Fennell et l'engagea à retourner promptement chez lui par les champs, pour éviter la rencontre des miliciens. Elle ne voulait pas que le pauvre garçon fût dans le secret du lieu où j'allais me cacher, dans la crainte que, si ces monstres le rencontraient et le torturaient, ils ne l'obligeassent à leur dévoiler tout ce qu'il saurait sur moi. Dès qu'il fut parti, elle me dit que Ned Cane, un digne homme qui vivait à quelques champs de distance, de l'autre côté de la route de notre maison, l'avait prévenue, quelques jours auparavant, que, si jamais je me trouvais en danger, je pourrais me rendre

dans sa maison, où il avait préparé une cave ou un caveau dans lequel je pourrais rester plusieurs jours en sûreté et sans le moindre danger d'être découvert. Nécessairement je partis à l'instant et j'établis mon nouveau domicile dans la maison de ce digne homme. L'entrée de la cave se trouvait à ras du sol derrière le foyer, et la cave elle-même était disposée de telle manière qu'en cas d'incendie de la maison les personnes qui s'y trouvaient cachées possédaient les moyens de s'échapper par une autre issue qui aboutissait dans les champs.

Bien que ma sœur fût persuadée que je ne courais aucun danger immédiat, elle savait bien qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour trouver quelques moyens de me mettre hors de la portée des cruels Orangistes dont la soif sanguinaire semblait s'augmenter chaque jour. Elle se remua donc au delà de toute mesure jusqu'à ce qu'enfin elle eût eu la bonne fortune de rencontrer une digne dame qui adoptât toutes ses idées et qui sympathisât avec tous ses chagrins. Mrs Ricards de Coolafancy offrit gracieusement à ma sœur de l'aider de tout son pouvoir à m'éloigner du pays. Elle lui proposa de se rendre à Dublin sous le prétexte d'aller y placer à l'école un de ses enfants, un petit garçon de dix ans, et de me prendre pour conduire la voiture ; mais elle craignait qu'aucun de ses chevaux ne fût capable d'accomplir en un jour un trajet de quarante milles, et qu'il ne fût dangereux pour moi de nous arrêter en route. Ma sœur lui dit qu'elle lui en fournirait un des nôtres parfaitement en état de parfaire cette besogne, et le cheval fut donc envoyé chez Mrs Ricards, qui fit tous ses préparatifs de

départ et n'attendit plus que mon arrivée pour se mettre en route. En apprenant ces arrangements, je quittai ma cave où j'étais demeuré caché environ sept à huit jours et je pris congé de Cane. Je le remerciai avec effusion de sa bienveillante hospitalité, j'allai pendant un instant dire adieu à ma chère mère et à ma sœur, et, de là, je courus chez Mrs Ricards, à une distance de deux à trois milles, et, cette dame étant prête à partir, nous nous mîmes en route au point du jour. Nous avons presque atteint la ville de Bray sans avoir rencontré aucun obstacle, lorsque tout à coup nous aperçûmes un grand nombre de charretiers s'échappant de la ville dans toutes les directions pour fuir les soldats anglais qui, ayant reçu l'ordre de se rendre dans le nord de l'Irlande, saisissaient chevaux et chariots pour transporter leurs bagages.

Mrs Ricards résolut de suite de tourner la route et de nous rendre aussi vite que possible à Enniskerry où elle espérait que nous pourrions passer la nuit chez une dame qui avait été sa camarade d'école et son amie avant leur mariage, et avec laquelle elle avait conservé des relations d'intimité. Heureusement son mari se trouvait absent avec son corps de cavalerie de milice, car il était non-seulement tory, mais même Orangiste enragé.

Quand nous arrivâmes, Mrs Ricards et son petit garçon John reçurent l'accueil le plus aimable de cette dame qui croyait ne pouvoir jamais assez faire pour son ancienne camarade d'école et de jeu, Miss Slater. Pendant que je faisais assez bonne chère dans la cuisine, le petit Ricards pensa qu'on m'oubliait, et il se mit à

crier : « Maman, est-ce que Mr Byrne ne va pas venir prendre le thé? » — Cette exclamation était assez malencontreuse, car sa mère avait déclaré que je m'appelais Doyle. Cependant la dame de la maison était trop bien élevée pour faire attention aux paroles d'un enfant. — Le lendemain matin, nous partîmes au jour et nous arrivâmes à Dublin, de bonne heure, le 10 novembre 1798, et nous descendîmes, rue Keven, dans une auberge de charretiers où mon beau-frère Ned Kennedy vint me chercher pour me conduire dans un lieu de retraite, car on arrêtait à chaque instant dans la ville tous ceux qui arrivaient des comtés de Wexford et de Wicklow.

Avant de clore ce chapitre, je dois exprimer la reconnaissance éternelle que je garde à Mrs Ricards pour la conduite généreuse et hardie par laquelle elle m'arracha à un danger imminent ; et réellement je sens que je ne saurais jamais lui être assez reconnaissant.

Le prochain chapitre contiendra le récit de la manière dont j'échappai à Dublin à nos ennemis, de mes relations avec le pauvre Robert Emmett, et de la part que je pris à sa malheureuse tentative, de mon évasion de Dublin, et de mon arrivée à Paris, etc.

## CHAPITRE VIII

### SOMMAIRE

Soins de mon beau-frère Kennedy à mon arrivée à Dublin, et sa généreuse conduite à l'égard des braves gens qui s'étaient échappés des comtés de Wexford et de Wicklow à Dublin, et parmi lesquels se trouvait Billy Byrne de Ballymanus. — Ma dernière entrevue avec lui dans la rue Neuve. — Ma crainte continuelle d'être découvert et arrêté, et mes changements d'asiles et de retraites. — Je vais m'installer quelque temps à Lucan dans l'Institution du révérend John Barrett. — Ma retraite à Maynooth. — George Nowlan. — Invitation à me cacher dans le collège. — Ma résidence et mes occupations à Butterstown-Lane. — Je loge et me mets en pension chez M. Burnet. — Visites de Murray et de John Purcell, du comté de Wexford à Butterstown-Lane. — Entrevue de Neddy Byrne avec le riche négociant Macguire. — La paix d'Amiens. — Dîner chez M. Hugh Byrne de la rue Towns-End. — Illuminations le soir. — Miss Lawless et moi nous allons les voir. — Mes occupations chez mon frère pendant la paix. — Mes relations avec M. Norris, qui me présente au pauvre Robert Emmett. — Joie de Robert Emmett, à son retour du continent à Dublin, de trouver les patriotes irlandais de toutes classes dans d'excellentes dispositions. — Après diverses entrevues avec plusieurs des chefs distingués qui avaient échappé aux désastres de l'insurrection, il convient avec eux d'établir par toute l'Irlande un mode certain d'organisation pour être prêt à profiter de l'aide de la France, qu'on ne peut manquer d'obtenir du Premier Consul pour secouer le joug anglais. — Robert Emmett se décide à commencer les préparatifs nécessaires pour s'emparer du château et de la ville de Dublin, le plus sûr moyen, à son avis, de provoquer un soulèvement général en Irlande, et il se résout à sacrifier dans cette entreprise le dernier shilling de sa fortune. — Ma première entrevue avec Robert Emmett et notre convention de nous voir aussi souvent que possible, pourvu qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour moi. — Ned Conden présenté comme un homme dans lequel on peut avoir confiance. — M. M..., armurier, promet de fournir les armes à feu. — M. Macintosh s'offre à louer la maison de la rue Patrick. — M. Emmett lui remet de l'argent pour payer un mois d'avance et lui fait faire un bail. — Retour de France de Quigley, un homme actif et industriel. — James Hope, le patriote du Nord de 1793 et l'ami de Sam Nelson, chargé d'organiser les hommes de la Corporation de Dublin. — Mathieu Doyle; sa science organisatrice acquise dans l'Association des Irlandais Unis; sa campagne en Égypte, etc. — M. Brangan d'Irishtown. — Première

entrevue du général Cloney avec Robert Emmett; ingénieux plan d'organisation des comtés proposé par ce dernier. — Thomas Russell et Hamilton arrivent de France. — Location très-coûteuse d'une maison de Butterfield-Lane pour les loger. — William Dowdall va y demeurer avec eux; réunions fréquentes et banquets. — Michel Berney choisi pour accompagner Hope en mission dans le nord de l'Irlande; son rapport. — Johnstone essaye les fusées dans un champ près de Rathfarnem. — Explosion du dépôt de la rue Patrick. — Derby Byrne et Keenan y sont blessés. — Denis Lambert Redmond prête sa maison du quai à la Houille pour servir de dépôt, à la prière de son cousin Michel Berney. — Nick Murphy et le baril de cartouches. — Missions de Patt Ford et de Terence Kavanagh. — Aide et conseils de William Darcy. — Conduite de Mrs Tool chez elle, vis-à-vis du shérif Cash. — Générosité de Philippe Long, qui envoie de l'argent à Mrs Mac Cabe et retient des avocats pour les prisonniers. — Ma dernière entrevue avec Robert Emmett. — Davy Fitzgerald, neveu de Mrs Long. — Le capitaine O'Connor et le docteur Horner. — Miss Biddy Palmer et son père. — Hugh Wilson et Thomas Markey, exilés à Bordeaux. — O'Finn. — Mort de Napper Tandy. — M. Berrière, commissaire général de police. — Patt Mac Cann, Hugh Kellegher, le jeune Hampden Evans. — Le docteur Mac Neven. — Le général Dalton, conducteur de la diligence. — M. Thomas Addis Emmett et le grand juge Regnier.

En terminant mon dernier chapitre, j'ai rapporté que mon beau-frère Edward Kennedy était venu me trouver, à mon arrivée à Dublin, à l'auberge des charretiers de la rue Keven; il se hâta de m'emmener chez lui et de me métamorphoser en respectable citoyen de Dublin au lieu de me laisser l'apparence d'un charretier. — Bien qu'il fût plus gros et plus grand que moi, ses habits m'allèrent assez bien, surtout une grande redingote brune à collet de velours noir, pour qu'en quelques minutes je me trouvasse complètement déguisé et prêt à traverser les rues, bras dessus bras dessous avec lui, pour me rendre à mon nouveau domicile; pendant notre route, on m'accosta comme M. Kennedy, sans doute à cause de la grande redingote qu'il avait l'habitude de porter dans cette saison, quand il sortait pour affaires. Il craignait que sa maison ne devint suspecte en raison du grand nombre de gens qui s'étaient réfugiés à Dublin et qui venaient non-

seulement y dîner avec lui, mais quelquefois même s'y installer plusieurs jours. Mon frère était très-généreux, et il pensait qu'il ne pourrait jamais faire assez pour les braves gens qui avaient échappé aux tyrans anglais. Malheureusement, ses ressources ne suffisaient pas à tenir maison ouverte pour tous ceux qui le fréquentaient en sa qualité de natif de Wexford. Je ne mentionnerais pas ces circonstances, qui n'intéresseront peut-être pas le lecteur, s'il ne s'agissait de ceux des martyrs regrettés d'une sainte cause que mon frère avait coutume de traiter.

Le pauvre Billy Byrne, de Ballymanus, dina chez lui, rue Neuve, la veille de son arrestation. J'étais placé à côté de lui à table. — Hélas ! ce fut la dernière fois que nous nous rencontrâmes. Nous causâmes nécessairement de nos malheurs et du triste résultat de notre campagne. Il n'avait pas la moindre idée qu'il pût courir aucun danger avec le sauf-conduit du général Lake que le chef d'état-major Fitzgerald lui avait obtenu gracieusement à Wexford, et en vertu et sous la protection duquel il s'était promené depuis plusieurs mois presque journellement dans les rues de Dublin sans la moindre crainte qu'on pût produire aucune charge contre lui, tellement il avait conscience de la droiture de sa conduite et de la magnanimité de ses efforts pour sauver la vie des prisonniers toutes les fois qu'il avait eu assez d'influence pour y parvenir pendant l'insurrection, et très-souvent au risque de sa propre existence ; car ce n'était pas chose facile de prouver aux malheureux dont les plus proches et les plus chers parents avaient été massacrés de sang-froid par les Orangistes, que les représailles ne pouvaient



servir leur cause. Cependant le pauvre Billy Byrne persévéra dans sa tâche d'humanité, et il réussit à sauver plusieurs prisonniers Orangistes; quelques-uns d'eux vinrent à Wicklow témoigner dans le procès qui devait lui enlever la vie, et le témoignage qu'il avait possédé assez d'influence pour les sauver suffit pour prouver qu'il avait dû être un des chefs des insurgés. — Aussi, d'après *la justice anglaise* qui régnait alors en Irlande, le pauvre Byrne fut-il jugé, condamné à mort, et immédiatement exécuté, tandis que son frère Garrett Byrne, qui avait été un chef réel et distingué de l'insurrection, fut sauvé pour s'être adressé à un homme d'honneur et de grande réputation, le général sir John Moore et non à Lake ou à ce vieil hypocrite de lord Cornwallis.

Après l'arrestation du pauvre Billy Byrne, mon frère jugea prudent que je quittasse la ville pendant quelque temps et que j'allasse me cacher dans la campagne ou aux environs de Dublin. Un digne ecclésiastique, un prêtre catholique, le révérend John Barrett, qui avait monté une petite institution à Lucan, après sa sortie de prison, m'invita gracieusement à aller chez lui et j'y passai plusieurs jours très-agréables dans sa société et celle des petits garçons, ses élèves. Ce fut durant mon séjour chez M. Barrett qu'il m'apprit les étranges et tristes incidents qui survenaient presque journellement parmi les prisonniers d'état avec lesquels il était lié intimement, tels que Emmett, Bond, Mac Neven, Sampson, O'Connor, mais spécialement le brave et malheureux William Michel Byrne, qu'il accompagna dans ses derniers moments. Cet

héroïque martyr de la cause de son pays fut, l'un des premiers, sacrifié pour les efforts qu'il avait faits pour sa liberté et son affranchissement. En se rendant de sa cellule au lieu d'exécution, avec la corde au col, il savait qu'il passerait devant la fenêtre où se tenait Mrs Bond avec son mari, et dans la crainte qu'elle ne l'aperçût et que son aspect ne l'accablât en lui rappelant que son mari devait être exécuté après lui, il se baissa sous la fenêtre au point de marcher presque sur les mains et sur les pieds, pour n'en être pas vu. La présence d'esprit de ce véritable grand homme, un instant avant d'être lancé dans l'éternité, fut vraiment extraordinaire et mérite d'être remémorée dans une histoire des souffrances de l'Irlande.

Dès que je fus informé que la recherche des hommes des comtés de Wexford et de Wicklow qu'on supposait cachés à Dublin, avait cessée. je pris congé du digne prêtre, M. Barrett, en le remerciant de son aimable hospitalité et je rentrai dans la ville; mais en arrivant rue Neuve, chez mon frère, j'appris que Hunter Gowan était à Dublin avec plusieurs de ses miliciens et qu'il avait fait arrêter plusieurs individus dans la rue Keven. Ces pauvres diables qui avaient quitté leurs retraites pour aller quérir des nouvelles de chez eux et de leurs familles, à l'auberge des charretiers, y rencontrèrent leurs plus cruels ennemis avant d'avoir pu voir les charretiers du comté de Wexford, qui arrivaient à Dublin le dimanche pour le marché qui se tenait les lundis.

En apprenant cette nouvelle et qu'il était probable qu'on allait procéder à une perquisition dans les districts ou les maisons fréquentées par les gens du comté

de Wexford, je me hâtai de quitter de nouveau la ville. M. George Nowlan, qui tenait un hôtel à Maynooth, m'invita à y passer quelques jours; je reçus aussi une invitation au collège laïque, mais je ne jugeai pas devoir en profiter, dans la crainte d'en voir expulser un étudiant pour m'avoir donné asile; et, après avoir passé quelques jours à Maynooth, je revins chez mon frère, résolu à courir tous les risques plutôt que de quitter la ville qui m'offrait, après tout, une meilleure chance d'échapper à mes ennemis que je ne pouvais espérer en trouver dans la campagne ou près de Dublin. Mais il me fallut rester caché, les dimanches et les lundis, et ne pas coucher chez mon frère, afin d'éviter la rencontre des Orangistes des comtés de Wexford et de Wicklow qui paraient généralement ces jours-là dans les rues. Au bout d'un mois de cette triste et incertaine existence, ma santé s'altéra malheureusement, bien que mon courage ne faillit pas. Je tombai malade, et ma maladie fut si grave qu'on pensa que je n'en guérirais pas. Mais mon cher frère me fit parfaitement soigner; et, dès que je fus convalescent, le changement d'air m'ayant été ordonné, il arrêta un logement pour moi dans Butterstown-Lane, près d'un emplacement où il avait à bâtir deux maisons. Il me chargea d'être le surveillant ou le surintendant des travaux, d'enregistrer les matériaux, les briques, la chaux, le sable, etc., d'en donner des reçus lors de leur livraison, et de payer les ouvriers les samedis soir. J'éprouvai le plus grand plaisir à me trouver ainsi employé, car j'y trouvai l'occasion de me rendre quelque peu utile à celui qui avait déjà tant dé-

pensé d'argent, et pris tant de peines, pour m'empêcher de tomber entre les mains de ces implacables coquins que le sang seul pouvait satisfaire.

Mes occupations furent non-seulement utiles à mon frère, mais favorables à mon rétablissement. Je me rendais généralement en ville sur le tard, le samedi soir, et je revenais chez moi, le dimanche soir, assez tard également, pour me trouver à mon poste de bonne heure, le lundi matin, et constater si les ouvriers étaient arrivés et avaient repris leurs travaux. Cette occupation régulière, l'air de la mer, et une nourriture assez bonne rétablirent, dans son état naturel, ma santé qui avait été si altérée. Mon moral aussi s'améliora. La guerre contre la France continuait et j'espérais, en conséquence, qu'il en sortirait quelque avantage pour la pauvre Irlande. Le digne père Connelly, qui avait été en prison pour la cause irlandaise, était le curé de la paroisse de Butterstown-Lane. Je passais d'intéressantes soirées avec lui en causant de l'état du pays après l'Union. C'était un homme très-instruit, très-éclairé, que j'écoutais parler avec plaisir, et je dois dire que je n'étais pas peu glorieux de la confiance qu'il paraissait me témoigner. Il désira me faire connaître son ami l'avocat Mac Cana, qui, disait-il, devait bientôt publier un récit des meurtres de sang-froid commis à Carnew et ailleurs avant l'insurrection. Cette œuvre n'a jamais paru ; l'avocat, ayant obtenu une pension, jugea prudent de ne pas publier un tel livre. Il est très-probable que le père Connelly n'a jamais connu le motif qui empêcha la publication de cet ouvrage.

J'ai déjà mentionné, dans ces mémoires, le résultat de mon entrevue avec M. Mac Cana; comme il était catholique romain et réputé un excellent légiste, on s'attendait à ce qu'il dévoilerait au monde les infâmes exploits du cruel parti dominant de cette époque, dès qu'il aurait réuni les documents nécessaires à une pareille publication.

Plusieurs des braves gens du comté de Wexford, qui avaient échappé aux désastres de la Boyne, s'étaient réfugiés dans Butterstown-Lane et y vivaient dans de misérables petites cabanes, dans d'arrières-allées avec leurs mères, leurs sœurs, leurs femmes, etc., qui toutes avaient abandonné leurs demeures. Parmi eux se trouvaient Stephen et Patt Murray, de Crane; ce dernier, porte-étendard du corps de Monaseed, était un brave et intrépide gaillard qui avait porté notre beau drapeau vert dans toutes les batailles des comtés de Wexford et de Wicklow. John Purcell, qui s'y trouvait également, était le fils d'un respectable meunier, près de Craneford, et un intrépide et beau jeune homme que j'avais eu l'occasion de remarquer dans les situations les plus périlleuses, et qui avait gagné l'admiration de tous ceux qui couraient les mêmes dangers.

J'éprouvai la plus grande satisfaction à me voir en position de rendre quelques services à ces braves et malheureuses gens. Mon frère m'autorisa à les employer aux travaux dont ils étaient capables; ils se mirent donc à cribler le sable, à mêler le mortier, etc.; je les payai comme les autres ouvriers, et cette occupation les garda de mal faire et leur permit de soutenir leurs fa-

milles jusqu'à ce qu'il se présentât quelque chose de plus avantageux.

J'étais en pension et je logeais chez un rude et honnête homme nommé Burnet, qui était du nord de l'Irlande. Il tenait une boutique de regrattier et vendait toutes sortes d'épiceries. Les ouvriers employés dans nos constructions se fournissaient nécessairement chez lui, et ils trouvaient commode d'y trouver sous la main d'aussi bonnes choses et du crédit jusqu'à la fin de la semaine.

Ma ponctualité à revenir le dimanche soir, fit croire pendant quelque temps à Burnet que mon exactitude avait pour cause des *créanciers*, et je ne fus pas fâché qu'il eût cette idée. •

Pendant la semaine, je recevais de fréquentes visites de mes amis, tels que le révérend père Barrett qui avait abandonné son école, à Lucan, et était retourné à la chapelle de la rue Francis, — Neddy Byrne, de Ballymanus, et bien d'autres. J'accompagnai un jour Neddy Byrne au comptoir d'un riche négociant, nommé Macguire, qui trafiquait avec Hambourg et qui venait d'arriver de cette ville où il avait vu Garrett Byrne. M. Macguire, désirant donner à sa famille des nouvelles de leur parent, avait prié Neddy Byrne de passer chez lui. Ce dernier s'attendait nécessairement à avoir quelque agréable entretien, au sujet de son frère, avec ce digne marchand de chanvre et de lin ; mais, au contraire, Macguire lui déclara de suite qu'il fallait que ses deux sœurs, Nelly et Fanny Byrne, et lui-même, signassent un acte d'abandon de tout droit sur le domaine de Ballymanus

avant qu'il pût rien faire pour leur frère Garrett, alors exilé à Hambourg et en grande pénurie d'argent.

Je ne puis oublier l'exclamation de Byrne lorsqu'il vint me rejoindre : « Comment ai-je pu rien attendre de bon d'un individu couvert d'*étoupe* ! »

Mon temps se passa assez bien, à Butterstown-Lane, jusqu'à l'arrivée, en mars 1802, de la nouvelle de la paix d'Amiens, qui fut pour moi un sujet de véritable tristesse. J'étais invité ce jour-là à dîner chez un très-digne couple, Mr. et Mrs Byrne, de la rue Towns-End. Après le dîner, Mrs Byrne me demanda d'accompagner une jeune demoiselle, Miss Lawless, une de ses cousines, — qu'elle et son mari, n'ayant pas d'enfants, avaient adoptée, je crois, — pour lui faire voir les illuminations de la ville de Dublin. Je ne pus nécessairement pas refuser. Bien que Miss Lawless fût une charmante jeune fille enjouée, qui prit la peine de me montrer tous les magnifiques édifices publics étincelants de lumière et surpassant tout ce que j'avais jamais pu voir en ce genre, je me sentis complètement abattu et triste. Mon âme était accablée et mes espérances étaient évanouies. Je me sentais tout honteux de me trouver dans cet état en reconduisant Miss Lawless chez elle ; mais je n'y pouvais rien.

Mrs Byrne me railla, et me dit qu'elle était désolée de voir que les réjouissances publiques paraissaient ne pas m'amuser beaucoup. Après avoir accepté quelques rafraîchissements, je pris congé d'eux. La première fois que j'y retournai, on me plaisanta agréablement d'avoir tenu aussi triste compagnie à une jeune demoiselle.

La nouvelle de la paix me désespéra et me désap-

pointa. J'avais vécu dans l'espoir qu'avant la fin de la guerre, il se produirait quelque événement heureux pour la pauvre Irlande; mais, hélas! tout était fini maintenant, et, pour la première fois, je commençai à songer sérieusement à ma situation personnelle. Comme je ne possédais aucun autre moyen de gagner ma vie que l'exploitation d'une ferme ou l'agriculture dont j'avais acquis quelques notions sur notre propre domaine avant l'insurrection, je songeais souvent à partir pour l'Amérique; mais qu'aurais-je pu y faire sans capital? et je n'en possédais aucun.

Un très-digne homme, M. Daniel Keogh, un maître d'école, qui m'avait appris le peu que je savais d'arithmétique et de géométrie, vint s'établir à Dublin, et comme il était un excellent professeur de tenue de livres, il vint très-volontiers me donner des leçons dans cette partie. Mon beau-frère jugea alors qu'avec les instructions qu'il pourrait me donner lui-même, je pourrais remplacer le commis qui tenait ses livres, et vendait et mesurait le bois.

Je me mis en très-peu de temps au fait de ma besogne, ce qui fit grand plaisir à mon cher frère et me procura une occupation agréable. Bien que je fusse souvent occupé dans le chantier de bois, je pouvais voir mes amis et apprendre par eux quelque chose de ce qui se passait dans le monde, pendant cette courte paix que je ne jugeais pas devoir durer longtemps; et, en effet, je ne me trompais pas, car, au printemps de 1803, les hostilités recommencèrent entre l'Angleterre et la France.

Ce fut à peu près à cette époque que je fis connais-



sance de M. Norris, un jeune homme de très-agréables manières, qui avait été placé à la tête d'une tannerie, à la Grange-du-Dauphin, par M. John Patten, beau-frère de Thomas Addis Emmett. Nécessairement, M. Norris et moi, nous eûmes de nombreuses conversations au sujet de cette famille irlandaise véritablement patriote ; je lui racontai le rôle bienveillant et désintéressé qu'avait joué M. T. A. Emmett pour faire rendre justice aux miliciens de Bally-Ellis, que leur chef, sir John Jervis White, avait fait licencier et désarmer avant l'insurrection, sous le prétexte et le soupçon qu'il étaient Irlandais Unis. M. Norris me demanda alors s'il ne me plairait pas de connaître le jeune Robert Emmett qui venait d'arriver de France où il avait laissé son frère Thomas à Paris. Je n'ai pas besoin de dire que je fus charmé de l'idée d'être présenté à un jeune patriote dont j'avais tant entendu parler que j'étais complètement prévenu en sa faveur, et aspirais ardemment à le connaître. Le lendemain, nous nous rencontrâmes chez M. Norris, qui, après nous avoir présentés l'un à l'autre, nous quitta pour aller vaquer à ses affaires. M. Emmett me dévoila bientôt ses plans ; il me dit qu'il désirait être mis en rapport avec tous ceux qui avaient échappé à la guerre de 1798 et qui continuaient à jouir de la confiance du peuple ; qu'il s'était informé d'eux depuis son retour et même à Paris, et qu'il était heureux d'ajouter qu'il avait entendu mentionner mon nom parmi les leurs. Il entra dans de nombreux détails sur ce que l'Irlande avait à attendre, comme secours, de la part de la France, maintenant que ce pays était énergiquement gouverné par le Pre-

mier Consul Bonaparte, qui craignait toutefois que les Irlandais ne fussent changés et peu soucieux de leur indépendance par suite de l'Union avec l'Angleterre. Il devenait donc nécessaire de dissiper aussitôt que possible cette impression. M. R. Emmett me dit quelle était la position de son frère à Paris, et qu'il était fréquemment consulté par les divers membres du gouvernement, qui étaient tous d'avis que les patriotes irlandais fissent une démonstration pour prouver qu'ils étaient toujours prêts à secouer le joug anglais. M. Thomas Addis Emmett avait répondu à cette insinuation qu'il serait cruel de compromettre de nouveau le pauvre peuple irlandais et de le pousser à une nouvelle révolte avant d'avoir reçu l'appui de la France ; mais, en même temps, il avait assuré le gouvernement français qu'une organisation secrète s'établissait dans toute l'Irlande, et particulièrement dans la ville de Dublin, où se préparaient des dépôts considérables d'armes et de munitions de toute espèce, dans le plus profond secret, car les patriotes de 1798 étaient seuls chargés de la surveillance de ces approvisionnements et dépôts.

Après m'avoir donné ces explications, M. Robert Emmett ajouta : « Si le brave et malheureux lord Edward Fitzgerald et ses compagnons se sont senti le droit de chercher la réparation des griefs de l'Irlande en entrant en campagne, quel titre n'avons-nous pas à en agir comme eux, aujourd'hui qu'il n'existe plus en Irlande de vestiges du gouvernement représentatif, grâce à l'Union maudite. Avant l'adoption de cet acte ou de cette transaction barbare et frauduleuse, il se votait encore, de

temps à autre, en dépit de la corruption, quelques lois locales utiles pour l'Irlande. Aujourd'hui, sept huitièmes de la population n'ont pas le droit d'envoyer un des leurs les représenter, même dans un parlement étranger, et l'autre huitième de la population se compose des instruments et des patrons du cruel gouvernement anglais et du parti dominant irlandais qui l'appuie, monstre pire encore, si c'est possible, que la tyrannie étrangère. »

M. Emmett me dit en outre que le chef du gouvernement français lui avait promis à lui-même, à son frère et aux autres chefs, que dans le cas du débarquement d'une armée française en Irlande, elle y paraîtrait comme auxiliaire, et sur le même pied que le général Rochambeau et son armée avaient été reçus par le peuple américain, lorsqu'il combattait pour son indépendance. Il ajouta : « Que bien que nul ne pût abhorrer plus que lui les moyens par lesquels le Premier Consul s'était placé à la tête de la nation française, cependant il était convaincu que ce grand chef militaire trouverait son intérêt à en agir loyalement avec la nation irlandaise, comme le plus sûr et le meilleur moyen de réaliser ses vues contre l'Angleterre. Il pensait donc que le pays devait s'organiser et se préparer à de grands événements aujourd'hui inévitables. Et, quant à lui, il était résolu à risquer sa vie et sa petite fortune pour l'accomplissement des préparatifs nécessaires pour arracher notre malheureux pays aux mains d'un cruel ennemi. »

La parole puissante, persuasive, et le raisonnement solide de Emmett, qui partaient du cœur, ne permet-

taient pas à un Irlandais possédé du désir de voir sa patrie indépendante, et surtout au moment où paraissait sonner pour l'Irlande la grande heure de la liberté, de présenter d'autre observation à ses plans que celle d'attendre l'instant favorable et l'assistance de la France. Pour ma part, je n'avais aucune objection à lui faire; je lui observai seulement que j'espérais qu'on permettrait au pauvre comté de Wexford et aux autres localités qui avaient souffert en 1798, d'attendre que Dublin fût prêt à commencer et à entamer la lutte; que, d'ailleurs pour accomplir cette entreprise, nous pouvions compter, quand l'heure de l'action aurait sonné, sur plus de trois cents braves du comté de Wexford, qui s'étaient échappés et réfugiés, en 1798, à Dublin et dans les environs, et qu'avec l'aide de ces hommes éprouvés, des braves gens de Kildare et des citoyens de Dublin, je ne doutais pas que le succès ne fût certain.

Nous convînmes, dans cette première entrevue, des moyens de nous voir sans inconvénients pour moi qui me trouvais fort occupé à mon bureau et dans le chantier. Il y avait, au fond de ce chantier, un petit jardin où M. Emmett se rendait, lorsqu'il venait me voir, au lieu de me demander au bureau, et je l'y rejoignais immédiatement. Si j'étais sorti pour affaires, il se rendait chez M. John Palmer, route neuve, sur la Pottle, et il y laissait ses messages pour moi à Miss Bidy Palmer, dans laquelle il avait une confiance absolue; et, en vérité, personne n'était plus digne de cette confiance que cette jeune dame, qui avait souffert durement, en 1798, de l'emprisonnement et de la ruine de son père, et de l'exil et de la

mort de son frère sur le continent. Cependant elle avait supporté tous ces malheurs comme une héroïne des temps antiques, et elle faisait le bonheur et la consolation de sa famille et de ses amis. Je ne présentai pas M. Emmett à mon frère, mais il le connaissait, et lorsqu'il venait et que j'étais absent, M. Kennedy lui disait simplement que j'étais sorti, et l'heure à laquelle je devais rentrer. Il ne devait se passer rien de plus entre eux. A mon retour, en apprenant que M. Emmett était venu, je me rendais chez Miss Palmer, où je le trouvais, lui, ou le message qu'il avait laissé pour moi à cette jeune dame. Quant au secret à observer à l'égard des vastes préparatifs dont il s'occupait, M. Emmett déclarait qu'il était certain que nous n'avions rien à craindre, attendu qu'il n'y employait que des gens déjà bien connus pour avoir souffert pour la cause de l'Irlande, et dans lesquels, par conséquent, on pouvait avoir toute confiance. C'est pourquoi on n'exigea aucune épreuve, aucun serment de personne, pendant ces préparatifs et cette organisation qui devait s'étendre par tout le pays.

A notre entrevue suivante, M. Emmett me parla de la maison qu'il avait arrêtée dans la ruelle près de la rue Thomas, et où il se proposait d'établir un grand dépôt de munitions, d'armes à feu de tout genre, et de piques, qui devaient servir à armer les hommes de Kildare pour s'emparer de la ville. Il me parla aussi de son intention d'arrêter dans la rue Patrick une maison qui servirait de dépôt à des munitions de guerre de toute espèce, destinées aux hommes des comtés de Wexford et de Wicklow, quand le moment de l'action arriverait.

M. Emmett désira connaître, en raison de l'expérience que j'en avais eue pendant l'insurrection de 1798, quelle était mon opinion à l'égard des manches de piques. Je lui conseillai de les faire faire en sapin rouge, attendu qu'il serait ennuyeux et difficile de se procurer une quantité suffisante de bois de frêne. Je lui dis qu'en choisissant des planches de trois pouces d'épaisseur, sans nœuds, et de huit à neuf pieds de longueur, avec une large entaille au centre et cinq entailles plates, chaque planche fournirait douze manches. Satisfait de cette explication, il me donna l'ordre d'en faire exécuter sept à huit mille aussitôt que possible. Un homme digne de confiance, nommé Ned Conden, qu'il me présenta, vint régulièrement au chantier, vêtu comme un charretier, enlever ces planches et les porter au dépôt de la ruelle de la rue Thomas.

M. Emmett inventa alors ce qu'on appela les poutres creuses, dans le but de transporter en sûreté les piques montées au dépôt de la rue Thomas dans les petits dépôts établis dans la ville. On sciait, en planches d'environ un demi-pouce d'épaisseur, les surfaces externes d'une pièce de bois de dix-huit pouces carrés sur dix pieds de longueur ; puis on coupait à chaque bout de la poutre deux blocs d'un pied de longueur sur lesquels on clouait solidement trois des planches, et on vissait la quatrième pour servir de couvercle. Quand on avait jeté négligemment de la boue sur les jointures de la poutre, personne n'eût pu s'apercevoir qu'elle était creuse, bien qu'elle renfermât une caisse complète de huit pieds de longueur, dans laquelle on renfermait les piques montées.

Lorsque nous eûmes réglé la question des manches de piques, M. Emmett me dit qu'il aurait besoin d'un certain nombre de pistolets de poche dont les canons ne devraient avoir que quatre pouces de longueur, mais dont le calibre devrait pouvoir recevoir une cartouche de fusil de munition. Il me prévint aussi qu'il lui faudrait un grand nombre de petites espingoles, et il me demanda si je connaissais un armurier auquel nous pourrions nous adresser en toute sécurité pour nous procurer ces divers articles. Je lui répondis que j'en connaissais un dans lequel je pouvais avoir toute confiance, et dont la curiosité ne l'amènerait jamais à s'enquérir si ces armes étaient destinées à des contrebandiers ou à des corsaires. Nous convînmes alors que je commanderais à M. M..., l'armurier, une paire de pistolets et une espingole du genre convenu, et qu'il me les apporterait quand elles seraient terminées. Comme je gardais la clef de la huche à avoine dans l'écurie, j'y enfermai ces armes jusqu'à la venue de M. Emmett. Quand il les eut examinées, et qu'il en eut appris le bas prix, il se montra enchanté qu'on pût se procurer à si bon marché de pareilles armes, avec d'excellentes platines et d'excellents canons ; et de fait, bien que la main-d'œuvre et le poli en eussent pu être supérieurs, elles répondaient parfaitement à l'usage auquel elles étaient destinées.

M. Emmett, parfaitement satisfait, me pria de commander cent paires de pistolets de poche, et trois cents espingoles avec canons du même fer ou métal que ceux des pistolets, attendu qu'ils coûteraient moins cher que des canons de cuivre ; et voyant la promptitude avec

laquelle étaient fabriquées et livrées ces armes, il me pria de dire à M. M... l'armurier, de continuer à fabriquer les espingoles en le prévenant qu'il lui serait fait toutes les avances qu'il pourrait désirer; mais ce digne homme refusa d'en accepter avant d'avoir livré sa marchandise. Ces détails n'intéresseront peut-être pas le lecteur, mais ils prouveront que si un individu sur les milliers qui étaient engagés dans cette entreprise, pouvait y coopérer comme je le faisais, c'est que le plan en avait une portée et l'exécution en était poursuivie avec un soin qui offraient toute chance de succès.

Comme M. Emmett, en venant en ville de la Croix de Harold, passait devant notre maison, nous nous voyions presque journellement, et chaque jour il avait quelque chose de nouveau à m'apprendre à propos des préparatifs qui, disait-il, marchaient rapidement, grâce aux efforts des vrais patriotes qui ne craignaient pas de se compromettre avec lui, pourvu qu'ils pussent affranchir leur pays et secouer le joug étranger.

Un matin il arriva plus tôt que de coutume pour me dire qu'il y avait à louer dans la rue Patrick une maison assez grande pour servir de dépôt aux munitions de guerre dont nous avons besoin et qu'il se rendait en ville pour tâcher de trouver quelqu'un pour l'arrêter immédiatement; mais que, dans le cas où il ne réussirait pas, il me priait de chercher quelqu'un de mon côté, et qu'il serait préférable que ce fût un homme marié. Quelques minutes après son départ, M. Macintosh, un digne patriote écossais, établi depuis quelques années à Dublin et marié à une Irlandaise, Miss Keenan, vint



acheter du bois. Je lui dis que M. Emmett désirait qu'un de ses amis louât une maison de la rue Patrick, et il s'offrit immédiatement à aller l'arrêter.

Quelques mots sont ici nécessaires pour expliquer comment des Écossais se trouvaient mêlés à nos préparatifs.

Avant de quitter la France, M. Robert Emmett avait fait la connaissance d'un jeune Écossais, nommé Campbell, qui habitait une ville de la Normandie, sur les bords de la mer; ce jeune homme put non-seulement rendre service à M. Emmett, en lui procurant son passage; mais il lui remit des lettres d'introduction et un mot de passe auprès des patriotes écossais de la station Muir, et par conséquent auprès de tous ceux qui habitaient l'Irlande. Macintosh qui faisait partie de ces derniers se réjouit de pouvoir contribuer à l'affranchissement de l'Irlande. Mais hélas! sa destinée fut bien différente de celle du jeune Campbell qui, par la recommandation de Thomas Addis Emmett auprès du Premier Consul et du gouvernement français, obtint le grade d'officier dans la légion irlandaise, lors de sa formation en 1803. Ces grades étaient exclusivement réservés à des Irlandais ou à leurs enfants nés en France. Aussi cette faveur accordée à Campbell prouve-t-elle le respect témoigné à la mémoire du pauvre Robert Emmett et la haute considération dont jouissait son frère en France.

M. Emmett remit l'argent nécessaire à Macintosh qui alla immédiatement arrêter la maison de la rue Patrick, qui paya six mois d'avance, fit faire le bail en son nom et se mit à procéder aux modifications, dans la distribu-

tion de la maison, réclamées par les instructions de M. Emmett. Vers cette époque, Michel Quigley, qui s'était rendu en France après la paix d'Amiens, revint à Dublin, et comme il était habile maçon, et Macintosh, adroit charpentier, ils construisirent du rez-de-chaussée aux mansardes des armoires secrètes qui ne pouvaient être soupçonnées ou découvertes que par ceux qui étaient dans le secret. Ces armoires étaient assez grandes pour contenir des piques, des armes à feu et des munitions pour dix mille hommes.

M. Emmett me pria de faire préparer par un tourneur six cents manches de pique articulés, divisés en deux parties, ayant de longueur, l'une 3 pieds, et l'autre 2  $\frac{1}{2}$  pieds; au bout de cette dernière devait se placer une petite baïonnette de carabine ou un petit fer de pique ne dépassant pas six pouces de longueur. Ce manche, étendu et déplié, avait six pieds de longueur; replié, il n'en avait que trois, ce qui rendait facile de le porter et de le cacher sous une grande redingote. Ces manches étaient construits sur le principe de celui d'un parasol qui se plie en deux parties, jointes par une petite charnière.

Un tube de six pouces de longueur couvrait l'articulation, s'avantait de trois pouces et se trouvait arrêté par une pointe. Un petit ressort surgissant derrière maintenait le tube sur l'articulation à égale distance des deux côtés. La pique devenait ainsi parfaitement solide et plus facile à manier qu'un fusil et une baïonnette de soldat. Un homme, muni de cette arme et d'une espingole en bandoulière sur l'épaule, y trouvait de grands avan-

tages en luttant de près contre l'ennemi, car il lui était plus facile de charger une espingole qu'un fusil.

M. Emmett fit porter au dépôt de la rue Thomas plusieurs poutres carrées de douze pieds de longueur, qu'il se proposait de faire forer avec une petite tarière à pompe, non au milieu, mais sur l'un des côtés, jusqu'à environ un pied du bout de la poutre, et de faire ensuite remplir de poudre jusqu'à un pied de l'orifice du trou, qui devait être bouché avec un tampon d'un pied de longueur et du même diamètre, et bien cloué pour l'empêcher de s'échapper. Une lumière devait être percée au milieu de la poutre, du côté le plus rapproché de la cavité, et à chaque bout de la poutre devait être établi un pivot sur lequel seraient placées et tourneraient des roues de chariot ordinaires. La surface de la poutre devait recevoir deux caisses de cinq pieds de longueur chacune, et remplies de cailloux et de combustibles. L'emploi de cette machine, placée comme obstacle devant l'ennemi, eût produit de terribles effets.

On se livra à des expériences scientifiques de divers genres au dépôt de la rue Patrick. Le passage continuel qui y avait lieu fit juger prudent de ne pas employer trop de personnes au dépôt, dans la crainte que leurs allées et venues dans une rue aussi populeuse n'éveillassent les soupçons. Les deux Keenan, beaux-frères de Macintosh, devaient faire partie de ceux qu'on emploierait au dépôt, et auxquels on en confierait le secret. Un homme, nommé Derby Byrne, qui avait été condamné à être fusillé après l'insurrection du comté de Wexford, avait échappé à la mort en s'enrôlant au service de

l'Angleterre. Il fut libéré après la paix d'Amiens; et, comme il craignait de retourner chez lui parmi les Orangistes de son voisinage, il vint me trouver pour voir si je ne pourrais pas lui procurer quelque chose à faire. Il n'avait pas de métier, mais il me dit qu'il avait quelquefois été employé à fabriquer des cartouches. Il était sobre et de vie régulière; et la preuve que son contact avec des soldats mercenaires n'avait pas entaché sa moralité, c'est qu'il possédait encore l'argent qu'il avait épargné au service. M. Emmett fut charmé d'avoir un aussi digne individu à loger au dépôt.

Il y avait un homme nommé Johnstone qui avait passé plusieurs années au service de la Compagnie des Indes Orientales, et qui y avait été souvent employé à préparer des feux d'artifice. Peut-être cet homme et Robert Emmett furent-ils les véritables inventeurs de ces fusées aujourd'hui universellement connues sous le nom de fusées à la Congrève; mais, quoi qu'il en soit, je crois de toute justice de raconter ici tout ce que je sais à ce sujet. A la prière de M. Emmett, je me rendis chez M. M..., l'armurier, et je lui montrai un fort rouleau de papier préparé d'une certaine manière, et devant servir de modèle pour fabriquer des tubes de vingt pouces de longueur et de deux pouces et demi de diamètre; comme la soudure aurait pu fondre au feu, ils devaient être bien fermés et martelés sur les jointures pour devenir parfaitement solides. Le bout incliné de ces tubes formait une pointe de flèche. L'armurier m'en apporta promptement un conforme au modèle, et qui satisfait entièrement MM. Emmett et

Johnstone. En conséquence, j'eus à lui commander d'en fabriquer le plus tôt possible plusieurs centaines du même genre.

Johnstone se mit à préparer le mélange d'ingrédients qui devait servir à remplir ces tubes, et qui, composé de poudre de nitre et de salpêtre, avait, lorsqu'il était préparé, l'apparence d'un mortier humide; mais tout se faisait d'après les instructions de M. Emmett, qui consultait un ouvrage scientifique sur le mode de préparation de ce mélange et même sur la manière de remplir les tubes, sur la quantité de mélange à y introduire à la fois, sur le poids du marteau, sur le tampon destiné à fouler le mélange, et sur le nombre de coups de marteau à donner avant d'introduire une nouvelle charge de mélange dans les tubes.

On plaçait au milieu du tube une aiguille en fer autour de laquelle se tassait le mortier, et, quand on la retirait, on remplissait de poudre le trou qu'elle avait laissé. Les tubes ainsi préparés devaient être attachés avec un fort fil de fer à une perche légère de huit pieds de longueur, d'un bout de laquelle à l'autre une carte, préparée comme une fusée, transmettait le feu à l'orifice du tube. La perche devait reposer et être dirigée du côté de l'ennemi sur un petit tréteau de quatre pieds de hauteur.— On préparait, aussi rapidement qu'on pouvait l'espérer, des grenades à la main, d'autres projectiles et des piques au dépôt de la rue Thomas. Outre ces deux dépôts généraux, on se procura, dans diverses parties de la ville, quatre maisons commodes pour y mettre en sûreté des piques et des armes. On peut voir, par ces disposi-

tions, qu'on pouvait compter sur d'amples moyens pour armer les citoyens qui se proposaient de prendre part à la lutte. Il est nécessaire aussi de mentionner la manière dont ils étaient organisés pour cet événement, et c'est ce que je m'efforcerai de faire aussi brièvement que possible. D'abord, on choisit généralement les chefs qui pouvaient se mêler au peuple sans éveiller les soupçons, de préférence aux hommes qui occupaient un rang plus élevé, bien que ces derniers fussent également dévoués et prêts à risquer leur vie et leur fortune pour la cause de l'Irlande.

Un homme, nommé James Hope, qui avait été avantageusement connu de Sam Nelson et de plusieurs autres patriotes du Nord de 1798, et tisserand de son métier, prit un rez-de-chaussée sur la Combe; son métier et la toile qui y était montée pouvaient se voir de la rue. Cet homme était, sans exception, le meilleur individu à charger, dans la Corporation de Dublin, de l'organisation des artisans de son métier qui devaient fournir les combattants. Hope était sobre, prudent et sans prétentions; il parlait et raisonnait justement. Il se lia promptement avec les artisans de son métier qui jouissaient de la réputation de bons et honnêtes patriotes, et il leur communiqua le plan général. Il ne leur promit que ce dont il put leur prouver la réalisation lorsque le moment d'agir serait arrivé. Ces braves gens se mirent à l'aider, et moins de deux mois après, James Hope annonça que cinq mille hommes se trouvaient organisés et prêts. Un autre homme, dont j'ai déjà mentionné la brillante conduite pendant l'insurrection, au commence-

ment de ces mémoires, était Mathieu Doyle, qui vivait près d'Arklow. Après la bataille du mont Vinegar, il eut le malheur d'être fait prisonnier par les Anglais, et on ne lui laissa que l'alternative de s'enrôler comme soldat ou d'être fusillé. Il était au printemps de la vie et très-intelligent. Son régiment fit partie de l'armée de sir Ralph Abercrombie, en Égypte. Bien qu'il lui fallût quitter sa femme et tout ce qui lui était cher, Doyle ne se laissa pas abattre, et ne perdit pas l'espoir de pouvoir un jour servir de nouveau son pays. Il commença donc à étudier avec une grande assiduité la tactique militaire, et il parvint bientôt à en acquérir une grande connaissance. Son intelligence et sa bonne conduite ne pouvaient manquer d'attirer l'attention des officiers de son régiment. Ils le firent nommer *sergent*; c'était tout ce qu'ils pouvaient obtenir pour un chef rebelle irlandais, bien qu'il eût déployé talent et bravoure en combattant les Français en Égypte.

Le régiment auquel Doyle appartenait ayant été licencié à la paix d'Amiens, il se trouva libéré; mais comme il ne pouvait s'aventurer à retourner chez lui au milieu des Orangistes vindicatifs d'Arklow, il s'établit à Dublin dans l'espoir d'y trouver quelque honorable occupation. Je parlai à M. Emmett de la situation de Doyle, en lui donnant des détails sur la manière active dont il avait été employé par quelques-uns des chefs principaux des Irlandais Unis dans l'organisation de ce système pendant les années 1797 et 1798. « Oh ! voilà juste l'homme qu'il nous faut, dit M. Emmett; présentez-le moi immédiatement. » Doyle se montra bientôt ce qu'il avait été jadis,

un agent sûr et un infatigable organisateur, et il prépara ses compatriotes qui résidaient à Dublin et dans le voisinage, ainsi que les citoyens de la ville, à se tenir prêts à prendre les armes lorsqu'on les en sommerait. Son expérience militaire augmentait encore le poids de l'influence qu'il exerçait sur les hommes de 1798, qui se souvenaient de lui comme d'un chef intrépide. M. Emmett considéra Doyle comme une excellente acquisition ; il le reçut très-amicalement et très-franchement, et prit la peine de l'initier aux préparatifs auxquels on se livrait, et de lui dévoiler toutes ses espérances et tous ses plans ; et cela dans un langage si puissant et si éloquent que le pauvre Doyle s'en sentit très-honoré et très-flatté, mais sans pouvoir comprendre comment un homme aussi jeune pouvait posséder une intelligence aussi peu commune ; — il n'était pas le seul d'ailleurs à admirer le talent extraordinairement *persuasif* de Robert Emmett. Je vais en raconter un autre exemple. Un gentleman du comté de Wexford, M. Butler, qui résidait à Dublin, m'invita un dimanche à un dîner qu'il donnait à l'hôtel de George Nowlan à Maynooth, en l'honneur du brave Thomas Cloney qui venait de revenir d'Angleterre où il avait été exilé après son procès et son emprisonnement en 1798. — M. Cloney et moi, nous nous promenâmes après le dîner. Nécessairement notre conversation roula d'abord sur l'échec de l'insurrection et ses désastreuses conséquences dans le comté de Wexford, sur ses longues souffrances, etc., etc. Puis, il me demanda si j'avais appris que le jeune Emmett, frère de Thomas Addis Emmett, organisait le pays pour qu'il fût



prêt à se soulever quand débarquerait une armée française. Je répondis affirmativement ; il me demanda alors si je connaissais quelqu'un qui fût lié avec le jeune Emmett. Je lui dis que oui. Il m'exprima alors le désir d'être présenté à M. Emmett, afin de le *dissuader* de sa folle entreprise. Je lui promis de lui faire savoir le lendemain quand il pourrait avoir l'entrevue qu'il désirait. Nous fûmes alors rejoints par le reste de la société, et nous retournâmes à Dublin par le bateau du canal.

M. Cloney, qui désirait ne pas se compromettre avec des gens qu'il ne connaissait pas, vint me voir de bonne heure dans la matinée, pour savoir le nom de la personne qui devait lui procurer une entrevue avec Robert Emmett. Je lui dis qu'à cet égard, il n'avait aucune crainte à avoir, car j'étais cette personne-là même ; que j'avais vu M. Emmett, la veille au soir, après mon retour en ville, et qu'il m'avait paru enchanté de la perspective de connaître un patriote aussi loyal que M. Cloney. — Il était convenu avec moi d'un rendez-vous à la prairie de la Croix d'Harold, à la brune. — M. Cloney revint le soir, et nous nous rendîmes à la prairie de la Croix d'Harold. J'aperçus bientôt à quelque distance Robert Emmett qui se promenait en réfléchissant et en frappant le sol avec sa petite canne, comme c'était son habitude. Après les avoir présentés l'un à l'autre, je me retirai à distance et je me promenai de long en large, comme eux, pendant trois quarts d'heure.

Je n'oublierai jamais l'impression que me fit alors cette entrevue de deux patriotes héroïques, également dévoués à la pauvre Irlande et discutant les meilleurs moyens de

lui procurer son affranchissement. Leur aspect personnel présentait un grand contraste. Emmett était mince et d'une taille au-dessous de l'ordinaire ; Cloney était presque un géant de six pieds et trois ou quatre pouces, et bien proportionné.

Lorsque leur longue conversation fut terminée, ils vinrent me rejoindre. En prenant congé de nous, M. Emmett me dit d'un ton familier : « Miles, j'irai vous voir demain matin. » Puis il nous quitta pour retourner chez lui, et nous revînmes en ville. Pendant la route, M. Cloney me demanda pourquoi je ne lui avais pas dit la veille, à Maynooth, que je connaissais personnellement M. Emmett et que j'étais aussi intime avec lui. Je lui répondis : « Je ne pouvais vous en dire plus que je ne l'ai fait, avant d'en avoir obtenu de lui l'autorisation. » — « C'est très-vrai, répliqua-t-il, vous auriez eu tort d'agir autrement. » Puis, il s'écria : « J'avais beaucoup entendu parler des talents de ce jeune homme, mais certainement il surpasse de beaucoup tout ce qu'on peut imaginer. Sa puissance de raisonnement et de persuasion est telle, qu'on peut à peine opposer une objection à ses plans, qui, d'ailleurs, s'ils sont judicieusement appliqués et exécutés par des patriotes déterminés, honnêtes et dévoués, ne peuvent manquer de réussir, dès qu'une armée française débarquera sur un point du pays. Aussitôt que la garnison anglaise aura reçu l'ordre de partir à la rencontre des Français, il sera facile de s'emparer de Dublin, si les citoyens se montrent braves et font leur devoir, comme on doit s'y attendre d'après l'organisation que M. Emmett m'affirme être en train de s'éta-

blir dans toute la ville. Quant aux comtés, bien qu'il soit à peu près certain qu'ils se soulèveront dès qu'ils apprendront que la métropole est aux mains du peuple, cependant M. Emmett m'a annoncé qu'une organisation judicieuse se poursuivait dans dix-neuf comtés de l'Irlande, et j'ai été heureux de l'apprendre. » En arrivant en ville, M. Cloney et moi nous nous séparâmes, très-satisfaits de la manière dont nous avons passé notre soirée et en nous promettant de nous rencontrer souvent pour la même affaire importante.

Le plan d'organisation des comtés de M. Emmett était simple et facile à exécuter. Il consistait à se procurer, dans chaque district, les noms et lieux de domicile des braves gens qui avaient acquis la réputation de bons patriotes, en 1798, et qui jouissaient encore de la confiance du peuple. Comme un grand nombre de ces patriotes venaient souvent pour affaires à Dublin, j'y rencontrai ceux que je connaissais personnellement, et je me fis présenter par eux à beaucoup d'autres, si bien qu'en peu de temps, je me trouvai à même d'en dresser une liste pour les trois comtés de Carlow, de Wicklow et de Wexford. M. Emmett vit ces hommes individuellement, et convint avec eux du mode de leur faire parvenir ses instructions sans danger. Il paya la dépense de ceux auxquels leurs moyens ne permettaient pas de séjourner en ville, et il leur recommanda, par-dessus tout, d'engager le peuple à ne pas avoir l'air de s'occuper de la guerre, et de ne lui permettre à aucun prix de soustraire des armes à feu à l'ennemi, ce qui ne pourrait servir qu'à faire proclamer la loi martiale dans tout le pays.

Avant le départ de ces provinciaux, M. Emmett remit à chacun d'eux trois petits jetons d'ivoire. L'un de ces jetons portait sur l'une de ses faces trois signes particuliers, gravés ou plutôt *marqués*, car ils avaient été imprimés avec un fer rouge. Un autre jeton possédait deux signes, et le troisième n'en avait qu'un. Il fut recommandé à ceux à qui on les remit de ne jamais montrer ces jetons qu'aux personnes qui leur en présenteraient de pareils. Un agent du gouvernement provisoire, chargé de s'enquérir de la situation des comtés, serait porteur du jeton à une marque, et lorsqu'il le présenterait à ceux qu'il saurait en posséder de semblables, ils seraient tenus de lui représenter les leurs et de lui fournir tous les renseignements possibles sur les hommes et les choses. Le député porteur du jeton à deux marques devait recevoir des instructions plus étendues que le premier; il devait, conjointement avec les patriotes des districts, discuter des moyens les plus sûrs et les meilleurs de se procurer des armes, et être muni de l'argent nécessaire pour payer toutes les dépenses. La personne, qui exhiberait le jeton d'ivoire à trois marques, arriverait directement du gouvernement provisoire avec des instructions définitives et l'ordre d'engager la lutte et de provoquer le soulèvement général en masse des districts organisés à cet effet. On peut voir par là que les plans de M. Emmett marchaient tranquillement et progressivement dans plusieurs comtés aussi bien que dans la ville de Dublin. Le brave et vaillant Thomas Russell trouva les préparatifs dans cet état avancé, lorsqu'il arriva de France avec le mari de sa nièce, M. Hamilton. Quelques personnes

trouvèrent fort malavisée l'arrivée prématurée de ces gentlemen. D'abord, à cause de l'argent considérable qu'il fallut envoyer à Paris pour y payer leurs dépenses, et du prix exorbitant que coûta le navire qui les amena en Irlande, et cela dans un moment où l'argent était si nécessaire pour acheter des armes à feu. En second lieu, à cause de la grande difficulté et du danger qu'on trouverait à leur préparer un asile sûr, en leur qualité de proscrits. Mais le nom de Russell et la grande réputation dont il jouissait dans le nord de l'Irlande, l'emportèrent sur toute autre considération. Robert Emmett dut donc prendre une maison dans Butterfield-Lane, changer complètement son simple mode d'existence, et aller habiter cette maison avec Russell, Hamilton et Dowdall; ce dernier avait obtenu sa liberté à la paix d'Amiens, tandis que ses compagnons de prison du fort George en Écosse avaient dû s'expatrier pour toujours. Ce nouvel établissement devint très-dispendieux, bien que ses commensaux couchassent sur des matelas étendus par terre et vécussent très-simplement. Les domestiques fidèles, qui appartenaient à la famille de Michel Dwyer, le brave chef des montagnes de Wicklow, n'augmentaient pas peu la dépense. Cependant ils étaient honnêtes et sobres, et leur service fut considéré comme une sauvegarde et une excellente acquisition, en raison de leur parenté avec le fameux Dwyer. M. John Palmer, qui faisait acheter toutes les provisions à Dublin pour les envoyer à la campagne, se plaignait souvent de l'énorme gaspillage et des extravagances qui avaient cours au *palais*, comme il appelait la maison de Butter-

field-Lane. Mais l'inconvénient et le danger d'y réunir fréquemment un aussi grand nombre de personnes, étaient encore pires. Un jour, nous nous trouvâmes, j'en suis sûr, trente à dîner. Le fait est que nous étions tous avides de voir M. Russell, et d'apprendre de lui-même, qui venait de quitter Paris si récemment, ce qu'on pouvait attendre du gouvernement français. Ses explications à cet égard n'étaient guère satisfaisantes; il était cependant parfaitement d'avis que le peuple irlandais devait se soulever et s'affranchir lui-même immédiatement. Il ajoutait qu'il était certain que le Nord se soulèverait comme un seul homme, et il s'étendit si longuement sur ce sujet et parut si enthousiaste et si sérieux dans sa croyance à l'égard de ce qu'il avançait sur le soulèvement du nord de l'Irlande, que plusieurs des convives, et particulièrement Cloney, Phil Long, Gray, Allan, Hughes, etc., entretinrent M. Emmett de la nécessité de s'assurer jusqu'à quel point on pouvait compter sur les citoyens des districts du Nord, dans la situation actuelle du pays, d'autant plus qu'on avait souvent répété que leurs vues politiques avaient grandement changé depuis 1798.

Après une courte discussion, il fut convenu qu'on chercherait un homme intelligent du comté de Wexford pour accompagner James Hope dans une excursion dans le nord de l'Irlande, et il fut décidé également que je serais chargé de le choisir. Je connaissais beaucoup de braves gens qui avaient combattu à mes côtés pendant l'insurrection, et dans lesquels j'aurais pu avoir toute confiance; mais une mission de cette nature exigeait un

observateur prudent, doué d'un jugement solide et capable d'exposer à son retour tout ce qu'il aurait vu et appris dans sa mission. Michel Berney, qui habitait Dublin depuis son évacion du comté de Wexford, consentit à accompagner Hope. Je le présentai à MM. Emmett et Russell. Ils parurent enchantés de lui, et lui donnèrent les instructions nécessaires sur la manière dont il devrait agir dans les réunions nocturnes auxquelles il aurait à assister pendant sa mission dans le Nord. M. Berney avait un grand nombre de relations et de parents à Dublin ; il était cousin germain du malheureux Denis Redmond, dont j'aurai à parler plus tard. Hope et Berney passèrent quinze jours à visiter les divers districts du Nord, et leur rapport, à leur retour de Dublin, fut certainement plus favorable qu'on ne s'y attendait. Dans chaque réunion, on avait témoigné la plus grande vénération ou admiration pour le rôle honorable qu'avait joué Thomas Russell en 1797 et 1798, et les assistants avaient paru fiers de l'avoir de nouveau à leur tête pour les conduire à la victoire. Et lorsque Berney et Hope leur avaient dit que la prise de Dublin servirait de signal au soulèvement de toute l'Irlande : « Oh ! alors, s'étaient-ils écriés, nous jurons de n'être pas les derniers ! » C'était, en réalité, là le sentiment général et l'opinion manifestée dans toutes les autres provinces aussi bien que dans le Nord. Une fois la capitale entre les mains des citoyens, les comtés se soulèveraient promptement et désarmeraient les quelques soldats anglais dispersés dans le pays. Ce fut en raison de cette croyance générale à l'égard de la métropole, que Robert Emmett employa

toutes les ressources qu'il possédait à poursuivre les préparatifs et l'organisation de la ville de Dublin. Malheureusement, un de ses agents les plus actifs, Mathieu Doyle, tomba malade à cette époque, au commencement de juillet ; il fut atteint d'un rhumatisme goutteux et perdit l'usage des membres. J'allais le voir souvent, et j'étais attristé de voir réduit à l'impuissance un aussi brave compagnon. Il ne se laissa pourtant pas abattre, et me pria de dire à M. Emmett qu'il espérait bien être rétabli avant que nous nous trouvassions forcés d'entrer en campagne.

Il existait un homme déterminé dont l'ardeur à propager et à servir la cause sacrée de la liberté et de l'indépendance de son pays, et les desseins audacieux et résolus qu'il nourrissait à ce sujet, ne pouvaient être surpassés, et cet homme était M. Brangan d'Irishtown, qui possédait toutes ces qualités. Il avait une femme et plusieurs enfants qu'il aimait tendrement ; mais aucune considération ne put l'empêcher de partager les dangers de notre lutte. Il me pria de le présenter à quelques hommes des comtés de Wexford et de Wicklow, qui habitaient dans son voisinage, et il désira particulièrement connaître ceux qui étaient employés dans la distillerie de M. Haig. En très-peu de temps, il eut organisé et préparé pour l'action ces intrépides réfugiés. En conséquence, il proposa à M. Emmett de surprendre le Pigeonnier, et de s'en emparer quand le signal lui en serait donné de la ville. M. Emmett accepta cordialement l'offre hardie de M. Brangan, et lui promit de faire mettre à sa disposition, aussitôt que possible, quelques petits dépôts d'armes.



On pourrait citer la conduite et les services de M. Brangan, comme officier de la légion irlandaise, pour prouver qu'il était toujours prêt à entreprendre les missions les plus périlleuses. Je pourrais moi-même mentionner diverses circonstances dans lesquelles il se trouva véritablement malheureux que ce fût le tour des autres officiers, et non le sien, d'être chargés d'attaquer une forte position ou de monter à la brèche. Mais tout cela ne pouvait être connu lors de l'offre de Brangan, de s'emparer du Pigeonnier, et cette offre suffit pour prouver qu'à cette époque il avait autant à cœur l'amour de la distinction que l'amour de son pays. Quand Robert Emmett le nomma à un commandement, il s'acheta immédiatement des épaulettes de général avec la résolution arrêtée de prouver qu'il était digne de les porter. De tels hommes sont précieux et nécessaires au début des entreprises dangereuses.

3 juillet 1803.— Nos préparatifs avançaient rapidement dans chaque partie de la ville, mais cependant avec la plus grande prudence et une extrême circonspection; personne ne se mêlait des affaires des autres, et chacun ne s'occupait que de sa propre besogne. Les hommes de Kildare travaillaient jour et nuit au dépôt de la ruelle de la rue Thomas, à monter des piques et à préparer d'autres ustensiles de guerre, et on se précautionnait de maisons destinées à servir de petits dépôts, pour les recevoir.

Un incident qui survint à peu près à cette époque, au commencement de juillet, prouva combien l'honnête James Hope était estimé des chefs et des soldats. Un jour, plusieurs des hommes de Wexford vinrent m'avertir

avec chagrin qu'ils avaient rencontré James Hope qui les avait prévenus qu'il partait pour le Nord avec M. Russell. Je vis le lendemain M. Emmett à Butterfield-Lane, et je lui dis, en présence de M. Russell, combien les hommes de Wexford avaient été affligés d'apprendre que Hope ne resterait pas à Dublin pour agir avec eux. J'avais à peine articulé mon dernier mot, que M. Russell nous dit : « Vous pouvez le garder, et en ce faisant, vous m'enlèverez certainement mon bras droit, mais j'arriverai moi-même du Nord sur Dublin avec des forces imposantes. » M. Emmett sourit, et nous commençâmes à parler d'autres choses, et à propos des tubes et des fusées qu'on préparait au dépôt de la rue Patrick, il me dit qu'il désirait essayer une de ces fusées et me pria de l'accompagner, pour cela, le lendemain soir, à quelque distance dans la campagne, afin que l'expérience ne pût éveiller l'attention.

Johnstone, qui fabriquait les fusées, en apporta une préparée, et nous nous rendîmes dans les champs, M. Emmett, Russell, Dowdall, Hamilton et moi. La fusée fut attachée solidement à une perche avec du fil d'archal, et posée sur un tréteau ; puis, la mèche appliquée, elle partit comme la foudre en entraînant la perche avec elle et en jetant derrière elle, dans sa course, des flammes et du feu, et quand elle tomba, elle déchira le sol jusqu'à ce que la dernière des matières dont elle était remplie eût été consumée. M. Emmett et Johnstone se montrèrent très-satisfaits de l'effet produit, et ils décidèrent que toutes les fusées ou les tubes seraient préparés et remplis de la même manière ; la carte placée le long

de la perche pour servir de trainée ou de mèche, n'ayant pas communiqué le feu assez promptement, il y fut aisément remédié au dépôt, en en préparant d'autres avec un liquide plus fort.

M. Cloney et d'autres chefs, auxquels l'expérience de l'insurrection de 1798 avait appris à apprécier le meilleur et le plus économique moyen d'armer le peuple, dans le cas d'un soulèvement général, ne pouvaient entièrement approuver les expériences savantes et scientifiques de Robert Emmett, surtout à cause des frais qu'elles entraînaient au moment où l'argent était si nécessaire pour acheter des armes à feu et des munitions ; mais ils prévoyaient peu que la préparation de ces tubes et fusées causerait l'accident et l'explosion du dépôt de la rue Patrick, qui nécessitèrent un soulèvement prématuré et inopportun, et firent échouer ainsi les vastes plans bien combinés de M. Emmett. — Hélas ! le destin se prononça contre lui.

A partir du jour où le dépôt fut établi dans la rue Patrick, je me fis un devoir, toutes les fois que je sortais pour affaires, de revenir par là pour voir si tout y marchait bien. Le samedi 16 juillet, j'avais été à un enterrement, rue Bishop, et en revenant par le dépôt, j'aperçus une foule de gens assemblés devant la maison. La première personne que j'accostai me dit qu'une explosion de matières combustibles avait eu lieu à l'intérieur et que trois hommes terriblement blessés venaient d'être portés à l'hôpital. Le pauvre Macintosh, qui sortait de la maison, me confirma ce que je venais d'entendre. Son beau-frère, le jeune Keenan, Derby Byrne et Johnstone

avaient été emmenés à l'hôpital avant son arrivée. Les hommes qui avaient échappé à cet accident et qui étaient restés au dépôt nous dirent qu'ils pensaient que l'explosion avait été causée par Johnstone qui, après avoir essayé une fusée ou une mèche dans une pièce retirée, était entré dans la chambre où se trouvait placé dans un coin le mélange destiné à remplir les tubes-fusées, et avait dû y apporter après ses souliers une étincelle qui avait mis le feu au tas de mélange déposé dans le coin. L'explosion avait eu lieu à l'instant où il était entré dans la chambre ; les fenêtres avaient été brisées et les pauvres diables avaient été lancés dans la rue ; ce fut là tout ce qu'ils purent nous apprendre.

Il est plus facile de se figurer notre situation que de la décrire. Il était terrible de penser que trois de nos hommes se trouvaient à l'hôpital à la disposition du gouvernement, dont les agents pouvaient, par la torture ou tout autre moyen, leur arracher tous nos plans et nos secrets. Macintosh fit remettre dans le meilleur état possible les fenêtres et tout ce qu'avait endommagé l'explosion, afin de prévenir les soupçons. Nous nous étonnâmes, lui et moi, que la police ne se fût pas emparée du dépôt, et nous craignîmes qu'elle n'eût remis à le faire dans le but de connaître les individus qui fréquentaient la maison, et de les faire arrêter.

En apprenant cette déplorable explosion, M. Emmett craignit assez naturellement que tous ses plans et ses préparatifs n'arrivassent promptement à la connaissance du gouvernement. Il résolut, en conséquence, de tenir un conseil des principaux chefs alors à Dublin, et il y fut

décidé que, si l'on n'était pas forcé d'agir plus tôt, le samedi soir suivant, 23 juillet, serait définitivement fixé pour l'attaque générale de la ville et du château, et qu'on aviserait à tous les moyens de provoquer les comtés à suivre l'exemple de Dublin.

MM. Russell et Hamilton partirent pour le Nord, et malheureusement James Hope les accompagna. Sa présence à Dublin, dans ce moment critique, eût été précieuse, tellement il était dévoué à la cause, actif et bien connu de tous les employés des différents dépôts. Il eût été utile au delà de toute expression pour porter les dépêches et transmettre les ordres verbaux des chefs; de plus, on ne nomma personne pour le remplacer auprès des gens de la Corporation qu'il avait organisés pour l'action. Toutefois, les autres chefs qui étaient restés en ville avaient encore sept jours devant eux pour se préparer à la lutte immédiate qui devait seconer pour toujours le joug de l'Angleterre.

M. Emmett m'ayant confié le soin de trouver une maison pour remplacer le dépôt de la rue Patrick, d'où les armes et les munitions devaient être immédiatement enlevées, si le gouvernement ne s'en emparait pas, je consultai Michel Berney qui me dit qu'il était certain que son cousin Denis Redmond nous céderait volontiers une maison qu'il faisait réparer et qu'il avait l'intention d'habiter dès qu'il serait marié; elle était située sur le quai à la Houille et proche du château. Sa situation était celle que M. Emmett désirait le plus, en raison de sa proximité du siège du gouvernement. Le jeune Redmond consentit de suite à nous céder cette maison; il en

remit les clefs à son cousin, et nous chargea de dire à M. Emmett qu'il pouvait compter de toute manière sur son concours pour le succès de la cause de la liberté. C'était d'autant plus méritoire de la part de ce beau et brave jeune homme qu'il apprit, pour la première fois, les plans de M. Emmett lorsqu'on lui demanda de céder sa maison; son cousin n'avait pas voulu les lui faire connaître plus tôt, dans la crainte qu'il ne négligeât ses affaires et surtout son mariage.

M. Emmett était parfaitement convaincu de la situation périlleuse de ceux qu'on emploierait à transporter les armes et les munitions du dépôt au quai à la Houille; en somme, il en désespérait, et il craignait qu'avant que ce transport n'eût été effectué, tout ne fût découvert par les agents du gouvernement. Je lui promis, malgré ces risques, de me charger de cette besogne, et nous convînmes alors du plus sûr moyen de l'effectuer. J'engageai un nombre suffisant d'hommes, auxquels je pouvais me confier, à me rejoindre à la brune, couverts de leurs grandes redingotes sous lesquelles ils pourraient facilement dissimuler les espingoles, les piques articulées, les munitions, etc. Nous marchions deux à deux et à une certaine distance les uns des autres, pour ne pas éveiller l'attention, et, après avoir accompli pendant la nuit plusieurs voyages du même genre sans rencontrer aucun obstacle sérieux, nous nous trouvâmes au point du jour avoir transporté dans la maison de Redmond, sur le quai à la Houille, les articles prêts à être employés, et nous déposâmes ceux qui n'étaient pas terminés dans les armoires secrètes. Il restait encore un baril de car-

touches et de pierres à fusil ; mais il devait être porté sur la Pottle chez M. Palmer, qui devait l'envoyer à la campagne pour être employé par Dwyer dans les montagnes de Wicklow. Je chargeai deux hommes de porter ce baril entre eux ; mais comme il n'était pas très-lourd, l'un d'eux, un solide jeune homme nommé Murphy, préféra le prendre sur son épaule. Au moment où il frappait à la grande porte de M. Palmer, il se vit entouré par plusieurs gardes de nuit qui s'emparèrent du baril et l'emportèrent avec eux. Je m'étais arrêté un instant en arrière pour envoyer un de mes hommes au dépôt de la rue Thomas prévenir ceux qui s'y trouvaient de notre réussite, et lorsque je me remis en marche, je rencontrai le pauvre Murphy qui revenait pour m'apprendre ce qui venait de lui arriver. Heureusement tous mes hommes n'étaient pas partis ; six à huit d'entre eux qui logeaient dans le voisinage se trouvaient encore avec moi, si bien que nous nous mîmes immédiatement à la poursuite des gardes de nuit et que nous les rattrapâmes près de la brasserie Coulan, dans New-Row. Ici s'engagea un combat régulier ; deux des gardes portaient le baril que défendaient les autres. Je recommandai à mes hommes de ne se servir à aucun prix de leurs armes à feu, si bien que les pauvres gardes furent renversés à coups de pavé, et le baril repris et emporté par deux de mes hommes. Nous dûmes alors prouver aux autres gardes, qui voulaient nous suivre, que nous étions bien armés et déterminés à défendre notre bien, et nous les traitâmes de voleurs en les défiant sur leurs têtes de faire un pas. Le fait est qu'ils nous prirent pour des contrebandiers.

Quoi qu'il en soit, ce fut heureux qu'on n'eût pas tiré un coup de pistolet, car le corps de garde de la Combe était tout près, et la sentinelle se promenait devant la porte au grand jour. Pendant que nous tenions en respect les gardes, Michel Bernay fit déposer en sûreté le baril chez un laitier de la rue Neuve qu'il connaissait, et, pendant la journée, Arthur Develin, un cousin de Dwyer, l'emporta avec lui à la campagne. Le messenger, que j'avais envoyé annoncer le succès du transport de notre matériel au quai à la Houille, apprit en route la saisie du baril de munitions, et M. Emmett reçut ainsi en même temps la bonne et la mauvaise nouvelle. Il sortit immédiatement du dépôt de la rue Thomas, où il avait passé la nuit, à la tête de plusieurs hommes bien armés pour venir à mon secours, et il était arrivé jusqu'à la rue Francis, lorsqu'il apprit que nous avions repris le baril de munitions et que tout allait bien. Il revint alors au dépôt avec ses hommes, qui n'éveillèrent heureusement pas l'attention, grâce à l'heure matinale du jour, mais qui furent enchantés de sa décision et de son courage dans cette circonstance.

Comme j'avais passé toute la nuit du samedi dans la situation la plus agitée que jamais être humain ait pu éprouver, j'avais le plus grand besoin de repos et de sommeil, mais il me fut impossible de m'accorder l'un ou l'autre. C'était un dimanche et le dernier qui dût précéder le soulèvement; il me fallut donc parcourir la ville pour tâcher de voir les hommes sur lesquels je comptais, à leurs domiciles respectifs, et pour les prévenir de se tenir prêts et de bien se préparer, car le



sort en était jeté, et le jour et l'heure de l'attaque de la ville étaient arrêtés. Si tous les chefs qui promirent de se trouver aux postes qui leur avaient été assignés, avaient été exacts et s'ils avaient fait leur devoir, ou même s'ils s'étaient bornés à se rendre au dépôt pour aider M. Emmett, dans l'agitation du premier moment, leur présence eût maintenu plus de discipline, et, en dépit des fautes et des accidents, nous nous serions emparés du château ; et, une fois en notre pouvoir, les Anglais n'auraient pas eu de forces suffisantes pour le reprendre et tenir tête aux milliers de citoyens armés, atroupés dès le matin et aux milliers de combattants qui auraient envahi la ville de tous les points de la campagne. — Hélas ! le sort en décida autrement. L'à-jamais regretté Robert Emmett a désiré que son épitaphe restât en blanc jusqu'à des temps meilleurs. — Sa volonté, à cet égard, doit être respectée par tout véritable patriote irlandais ; et, maintenant que j'arrive à la fin de mes notes qui commencent à la mémorable époque de 1798, dans le comté de Wexford, et se terminent à Dublin, en Irlande, en 1803, je pourrais m'abstenir de toute allusion à M. Emmett, mais comme je me fais gloire d'avoir été son complice, je ne puis me défendre de donner ici une esquisse courte, simple et fidèle du plan grandiose de M. Emmett pour l'indépendance de l'Irlande, et de mentionner en même temps la part que je pris à la réalisation de ses projets depuis le jour, en somme, où je le connus jusqu'à ceux où je partis de Dublin, et où j'arrivai à Paris pour remplir la mission dont il m'avait chargé auprès de son frère, M. Thomas Addis Emmott.

Le lundi 18 juillet 1803, je visitai tous les cabarets que fréquentait habituellement, ce jour-là, la classe ouvrière, j'y trouvai la plupart de ceux que je désirais voir et je leur donnai rendez-vous pour le samedi soir, 23 juillet; en parcourant la ville dans toutes les directions, je rencontrai plusieurs de mes connaissances occupées à la même besogne, et entre autres John Allen, Félix Rook, etc. Ce dernier était quelquefois, rue Neuve, chez mon frère, et je le considérais comme un homme sûr et discret. Il paraissait jouir d'une grande influence parmi les hommes de Kildare. Je ne voyais pour affaires, parmi les hommes de Kildare, que Quigley, Ned Conden et un ou deux autres, mais je savais à quoi m'en tenir sur leur expérience et leur dévouement à la cause que nous servions. — Le pauvre Mathieu Doyle, dont j'ai déjà parlé, était encore malade et son absence se faisait sentir; cependant tous ceux qu'il connaissait à Dublin, et dans les environs, promirent de venir me rejoindre au quai à la Houille ou dans la rue du Navire, et ils tinrent parole comme des hommes intrépides.

Un nommé Mac Cabe tenait un cabaret dans la rue Francis. Il avait gagné une certaine réputation de patriotisme et de bravoure dans l'insurrection de 1798. Cela suffit pour faire fréquenter sa maison par un grand nombre de ceux qui s'étaient réfugiés à Dublin à cette époque. Un jour, au commencement de juillet 1803, je rencontrai Mac Cabe qui me dit que, comme il connaissait un grand nombre de braves gens du comté de Wexford, il serait ravi de se joindre à

nous quand le soulèvement aurait lieu. Je lui répondis nécessairement que nous serions heureux de compter dans nos rangs des patriotes aussi distingués que lui. Quand le jour du soulèvement eut été fixé, je rappelai notre conversation antérieure à Mac Cabe qui me répondit que, par suite d'un arrangement pris, il devait agir avec John Allen, du Collège Vert, et d'autres chefs de Dublin de sa connaissance, mais qu'il espérait cependant que nous nous verrions souvent après le succès de notre sainte entreprise. Mac Cabe avait assez bonne mine, des allures franches et une ardeur pour notre cause qui prédisposait en sa faveur. Pour ma part, j'avais toute confiance en lui, et, s'il n'avait pas eu le malheur d'être arrêté à sa porte, armé d'une espingole, au moment de rentrer chez lui, à l'aube du jour, le matin qui suivit le triste échec de la rue Thomas, le gouvernement n'aurait jamais obtenu ses services de vil délateur au château de Dublin.

Les poutres creuses que j'ai déjà décrites, nous devinrent alors précieuses, car elles nous servirent à transporter chaque jour les longues piques montées à travers la ville dans différentes maisons où elles furent déposées en sûreté. Des personnes de confiance transportèrent le soir, sur le tard, les munitions et les armes à feu cachées sous leurs grandes redingotes ; bref, tout ce qu'il était possible de faire, dans un aussi court délai, fut exécuté avec empressement, et, le samedi matin, les chefs furent convaincus qu'ils pourraient armer de piques et d'armes à feu les hommes qui avaient promis de venir les trouver le soir.

Maintenant le plan final à exécuter consistait principalement à s'emparer du château pendant qu'on attaquerait le Pigeonnier, le Pont de l'Île, les casernes royales et les casernes de l'ancienne douane : positions qui, si on ne s'en emparait pas, seraient bloquées et entourées de retranchements. On devait encombrer les rues d'obstacles de tout genre pour s'opposer aux charges de la cavalerie anglaise. Une fois le château pris, on trouverait facilement des hommes intrépides, des matériaux, des ustensiles de toute sorte dans toutes les rues de la ville, non-seulement pour arrêter la cavalerie, mais pour empêcher l'infanterie de passer.

Comme j'étais l'une des personnes désignées pour coopérer avec Robert Emmett à la prise du château de Dublin, je vais rapporter ici le rôle précis qui m'avait été assigné dans cette entreprise audacieuse. Je devais réunir de bonne heure, dans la soirée du samedi, 23 juillet 1803, à la maison de Denis Lambert Redmond, sur le quai à la Houille, les hommes de Wexford et de Wicklow auxquels je devais distribuer des piques, des armes à feu et des munitions ; et, un peu avant l'entrée de la nuit, je devais envoyer à M. Emmett un des hommes qu'il connaissait bien, pour le prévenir que nous étions à notre poste armés et prêts à le suivre, et que des hommes, placés dans la maison de la rue du Navire, étaient prêts à s'emparer de l'entrée du château de ce côté, au moment même où on s'emparerait de la porte principale.

M. Emmett devait quitter le dépôt de la rue Thomas, à l'entrée de la nuit, avec six voitures de place dans

chacune desquelles se placeraient six hommes armés de piques articulées et d'espingoles cachées sous leurs redingotes. Dès que la dernière de ces voitures aurait dépassé la maison de Redmond, où nous devions nous trouver réunis, nous devions en sortir, suivre promptement les voitures dans la cour du château, empoigner et désarmer les sentinelles et les remplacer par des hommes à nous.

Maintenant, les différents points confiés à mes soins ayant été parfaitement arrêtés avec Robert Emmett, j'attendis avec patience et courage le moment fixé entre nous pour l'attaque du château; à sept heures, les braves gens qui m'avaient promis de venir, commencèrent à arriver à la maison de Redmond du quai à la Houille, et, avant huit heures, ils se trouvaient en plus grand nombre que je n'y avais compté, car William Darcy était venu nous rejoindre avec plusieurs citoyens de Dublin, et je dois dire que ce brave jeune homme me fut d'une grande utilité et d'un grand appui dans cette circonstance importante.

Le moment étant venu d'envoyer une personne de confiance au dépôt de la rue Thomas, je choisis pour cette mission Patt Ford, un homme du comté de Wexford qui s'était fort distingué dans l'insurrection de 1798, et je ne pouvais faire un meilleur choix, car il connaissait bien M. Emmett et la plupart des hommes employés au dépôt. Ford avait pour instructions, dès qu'il verrait M. Emmett et ses hommes dans les voitures de place, de les précéder aussi rapidement que possible pour venir nous prévenir qu'ils arrivaient, et comme ils devaient

marcher du pas tranquille habituel aux voitures, pour ne pas éveiller l'attention, Ford aurait ainsi facilement le temps de nous rejoindre sur le quai à la Houille ; or, comme la distance du quai au château était courte, nous espérions nous emparer du siège du gouvernement quelques minutes après que Patt Ford aurait eu prévenu M. Emmett que nous étions prêts et que nous attendions avec impatience son arrivée.

Le plus grand silence et la plus grande tranquillité régnaient sur les quais, de chaque côté de la rivière, et on n'apercevait pas le moindre mouvement de troupes à la caserne de l'ancienne douane ou au château. J'avais chargé trois de nos hommes de passer continuellement devant ces édifices, pour venir ensuite nous rapporter ce qu'ils voyaient, et l'un d'eux traversa la cour du château, du côté de la rue du Navire, à neuf heures moins un quart.

Notre situation devenait à chaque instant plus désespérante et plus dangereuse. Le délai dans lequel M. Emmett aurait dû nous avoir rejoints était écoulé. Nous supposâmes naturellement qu'il était arrivé quelque chose d'extraordinaire qui l'avait empêché de nous prévenir de la cause de son retard, et, quant à Patt Ford, nous craignîmes qu'il n'eût été arrêté, car autrement il serait venu nous retrouver ; en présence de ces conjectures affligeantes, je me hâtai de dépêcher une autre personne digne de confiance, dans le secret du dépôt de la ruelle au delà de la rue Thomas, et, cette fois, ce fut M. Terence Kavanagh d'Anagh, du comté de Wexford, qui fut mon messenger. Il revint bientôt avec la triste

nouvelle des désastres qui étaient survenus. Il s'était d'abord rendu au dépôt, et y avait vu, à l'entrée de la porte, des piques parsemées dans la rue ; il avait été ensuite au marché de la rue Thomas, et il y avait trouvé de nouvelles preuves de l'échec de notre entreprise et des malheureux incidents qui y avaient eu lieu. Lorsque Kavanagh nous rejoignit, nous pûmes entendre une patrouille circuler, de l'autre côté de la rivière, sur le quai qui était encore silencieux un instant auparavant. Et maintenant les portes du château se fermèrent et on amena de l'artillerie pour les défendre. Nous résolûmes de quitter la maison que le pauvre Redmond ferma à clef. Nous traversâmes alors la rue Nicolas, la rue Patrick, la rue Neuve, sans rencontrer d'autre obstacle à notre marche, que les gardes de nuit que nous écartâmes facilement. Nous espérions, à chaque moment, rencontrer M. Emmett et les hommes de Kildare qui avaient quitté le dépôt avec lui, mais nous ne pûmes obtenir aucun renseignement sur le lieu où il s'était retiré, et après avoir marché et contre-marché presque toute la nuit dans les rues de la Corporation, nous convînmes de nous séparer et de rentrer chacun chez nous ou chez quelque ami, afin de ne pas être trouvés dans les rues lorsque le jour paraîtrait.

Dans la crainte de compromettre mon beau-frère Edward Kennedy, je ne me rendis pas à sa maison de la rue Neuve. Je me rappelai un digne homme, M. M..., qui tenait un four à chaux dans la Corporation, et qui fournissait de la chaux à mon frère. Il m'ouvrit sa porte lorsque j'eus frappé et que je lui eus dit que je ne dé-

sirais pas être vu le matin, d'aussi bonne heure, dans la rue. Michel Bernay, mon fidèle compagnon, était avec moi, et nous fûmes conduits dans une mansarde d'où nous pouvions gagner les toits des maisons voisines et courir ainsi la chance de nous échapper si on visitait la maison. Nous y passâmes toute la journée du dimanche, 24 juillet, et, quand le soir arriva, ne voulant pas compromettre plus longtemps notre hôte hospitalier, nous quittâmes notre retraite et nous nous rendîmes, en longeant la route circulaire, dans une ruelle au delà de la rue Sackville, chez une Mrs Tool, une veuve, native du comté de Wexford, qui avait son neveu, John Sheridan et son camarade Sawyers, en pension et logés chez elle. Cette brave femme consentit volontiers à nous laisser, Bernay et moi, passer la nuit dans sa maison. Elle nous donna un petit cabinet avec un lit appartenant à son neveu qui coucha avec son camarade, sur un matelas, dans la chambre voisine. Bernay et moi nous nous couchâmes tout habillés sur le lit. Entre dix et onze heures, le shérif Cash arriva à la tête de plusieurs miliciens armés chez Mrs Tool pour s'enquérir si elle n'avait pas d'étrangers logés chez elle ; elle répondit avec un grand calme : « Vous voyez, monsieur le shérif, que je n'ai que mon neveu et son camarade qui, vous le savez, travaillent tous les deux pour votre Honneur, » et elle lui montra en même temps l'endroit où ils étaient couchés. Le shérif Cash, qui tenait un chantier de bois, connaissait heureusement Mrs Tool, et il parut convaincu qu'elle lui avait dit la vérité ; car, en s'en allant, il lui souhaita



une bonne nuit en l'appelant amicalement par son nom. Je dois dire que Bernay et moi, nous entendîmes avec joie les dernières paroles du shérif, car notre situation était des plus périlleuses ; nous n'avions aucun moyen de fuir si les miliciens Orangistes avaient fait une perquisition, et nous n'étions armés que des petits pistolets de poche que j'ai décrits, du calibre d'un fusil à canon de quatre pouces. En réalité, il est de toute justice de dire que le shérif Cash se montra vraiment *galant* dans cette circonstance ; il laissa ses soldats à la porte et ne leur permit pas d'entrer dans l'appartement de la *dame*, pendant qu'il la questionnait sur les gens qu'elle logeait.

La bonne Mrs Tool alla le matin, de bonne heure, prévenir mon frère de notre situation ; elle revint promptement m'apprendre que le chantier était ouvert comme d'habitude et que la besogne semblait marcher comme par le passé, ce qui me charma, car je craignais que mon frère n'eût été arrêté et jeté en prison à cause de la fréquentation de sa demeure par des individus impliqués dans notre malheureuse tentative. Bernay et moi nous passâmes le lundi, 25 juillet, dans notre cabinet en attendant avec impatience l'arrivée de mon frère. Lorsqu'il arriva à l'entrée de la nuit, nous partîmes avec lui ; Michel Bernay nous quitta pour se rendre chez sa sœur Mrs Murphy que M. Kennedy avait eu la précaution de prévenir qu'elle eût à attendre son frère dans la soirée.

Comme les autorités municipales avaient ordonné d'afficher sur la porte extérieure les noms de toutes les personnes qui logeaient dans chaque maison, il ne nous

resta d'autre alternative que de demeurer dans nos domiciles ou de nous trouver passibles de la mise hors la loi. Je choisis le premier parti, et le mardi matin, 16 juillet, je fis ouvrir le chantier et j'essayai de prendre un air affairé comme s'il ne fût rien arrivé. Dieu seul connaissait mon affliction, car je m'attendais à chaque instant à être arrêté, et l'absence de nouvelles de ce qu'était devenu mon cher Robert Emmett augmentait encore, au delà de toute expression, l'amertume de ma situation. — Heureusement, au milieu de mes perplexités, le plus loyal et le plus généreux de nos associés, M. Phil Long, m'envoya prier d'aller le trouver à la prairie Stephens, et après avoir causé de l'échec et du désastre de la rue Thomas, il me dit noblement que tant qu'il en aurait les moyens, et il était riche alors, les braves gens qui auraient le malheur d'être arrêtés et emprisonnés, ne seraient pas abandonnés, et que les meilleurs avocats seraient retenus pour les défendre, etc.; il me pria de me faire l'interprète de ses intentions à cet égard auprès des familles respectives de tous ceux qui auraient le malheur d'être emprisonnés, mais en me recommandant de ne pas mentionner son nom dans ces transactions. Comme on ne pouvait être trop prudent pour éviter d'être compromis inutilement dans ces temps dangereux, M. Long convint avec moi que je le verrais tous les matins à une certaine heure à la prairie Stephens, car il ne voulait pas venir me voir dans la crainte d'être suivi par un espion, et il ne désirait pas pour la même raison que j'allasse le trouver chez lui dans la rue Crow.

M. Phil Long jugea utile et prudent de remettre

quelque argent à Mrs Mac Cabe, la femme du malheureux qui avait été arrêté le dimanche matin, 24 juillet, à sa porte, armé d'une espingole, et transféré au château où sans aucun doute il avait été mis à la torture pour lui arracher tout ce qu'il connaissait de notre organisation.

J'allai voir Mrs Mac Cabe, qui depuis que sa maison de la rue Francis avait été fermée, logeait avec une amie dans la même rue. Lorsque je lui remis le billet de 10 livres en lui disant que le gentleman qui lui envoyait cet argent m'avait chargé de la prévenir que jamais son mari ni elle ne manqueraient de rien tant qu'il vivrait, la malheureuse femme versa un flot de larmes et demeura quelque temps sans pouvoir me répondre, sans doute parce qu'elle savait que son mari ne méritait pas une pareille bonté. Elle me dit qu'il ne lui était permis de lui parler qu'en présence de deux geôliers du château, mais qu'elle pensait pouvoir, même en leur présence, le prévenir qu'il avait de bons amis qui avaient promis de ne pas l'abandonner. Je recommandai à Mrs Mac Cabe de veiller à ne nommer personne, et je promis de revenir la voir.

Toutes les fois que nous nous rencontrions, M. Long et moi, nous avions quelque triste communication à nous faire l'un à l'autre au sujet des personnes arrêtées. Nous espérions encore qu'il ne se trouverait pas de dénonciateurs, et comme les hommes initiés au secret étaient sobres et prudents, et qu'ils se tenaient en garde contre les espions qu'on enverrait sans doute au milieu d'eux, il y avait peu à craindre de ce côté ; et je dois dire, à l'honneur de tous les conjurés, que jusqu'à l'échauffourée de la

rue Thomas, les espions du gouvernement furent complètement déjoués dans la ville aussi bien que dans la campagne. Quant à l'arrestation du pauvre Macintosh, elle ne pouvait être attribuée qu'au fait d'avoir pris en son nom le bail de la maison de la rue Patrick, qui avait servi de dépôt et où avait eu lieu la malheureuse explosion du samedi, 16 juillet, cause du soulèvement prématuré et de tous les malheurs qui avaient suivi. Thomas Keenan, le beau-frère de Macintosh, avait été arrêté en même temps et mis en prison. — Le pauvre Denis Redmond eût pu avoir la chance de se sauver, sans sa propre imprudence; et de fait son cousin Michel Bernay avait toujours craint qu'il ne commît quelque légèreté. Pendant que nous passions hors des Puits noirs, le samedi, 23 juillet, il déchargea son espingole contre une haie derrière laquelle un cheval faisait du bruit. Il parvint cependant en sûreté chez lui, sur le quai à la Houille, et là, au lieu de tâcher de cacher les piques dans sa propre demeure, il commença à les jeter par-dessus un mur dans une cour appartenant à une autre maison, acte de folie qui fit tout découvrir le lendemain matin. Malgré cela, il s'échappa à Newry et se trouvait sur le point d'obtenir son passage à bord d'un navire, lorsqu'il fut arrêté et ramené prisonnier à Dublin. Dans les diverses maisons où avaient été déposées des piques et des armes à feu, elles furent si soigneusement cachées qu'on ne put les découvrir; aussi personne n'eut-il à en souffrir. Si le pauvre Redmond avait caché de la même manière dans sa maison les piques qui y étaient restées, il pourrait encore être vivant et bien portant aujourd'hui,

car il n'était impliqué dans l'affaire que par le prêt de sa maison.

En apprenant ces arrestations, M. Phil Long me chargea d'aller de suite trouver l'avocat Bennet et de le prier en même temps d'être assez bon pour désigner les autres avocats qu'on devrait retenir immédiatement pour l'assister dans la défense des malheureux prisonniers. M. Bennet prouit de tenir, autant que possible, tout prêt pour l'époque des assises. Il devint alors nécessaire d'informer les pauvres diables claquemurés dans leurs cachots, par l'intermédiaire de leurs familles, qu'on veillait à tout ce qu'on pouvait faire pour leur défense. Chargé de cette commission, je sentis que je n'étais pas libre de mentionner le nom du digne homme qui s'était mis en avant dans cet instant terrible, pour rendre de pareils services. Dans ma pensée, Phil Long fut de tous les chefs celui qui avait le plus de droits aux éloges et à la reconnaissance du peuple. D'autres chefs ont pu peut-être l'égalier sur le champ de bataille, mais non le surpasser en générosité et en véritable patriotisme, ni dans ses efforts pour l'indépendance de l'Irlande.

Plusieurs jours s'écoulèrent après les désastres de la rue Thomas, avant que Robert Emmett ne revint occuper son ancien appartement chez M. Palmer, au delà du canal, à la Croix d'Harold. — MM. John Patten et Phil Long essayèrent de lui démontrer l'urgente nécessité de son départ immédiat pour la France, mais il leur répondit que jamais on ne lui reprocherait d'avoir abandonné les braves gens compromis par sa faute. Il désirait cependant beaucoup qu'on envoyât quelqu'un de capable

à Paris, pour faire connaître au gouvernement français, par l'intermédiaire de son frère, la situation des choses en Irlande.

Le surlendemain du retour des montagnes de mon cher Robert Emmett, j'eus avec lui ma dernière et triste entrevue. Il paraissait très-affecté et fort abattu, et il commença cependant par m'expliquer les causes qui l'avaient empêché de venir me rejoindre sur le quai à la Houille, le samedi soir, 23 juillet, comme nous en étions convenus. « Le fidèle Ned Conden, me dit-il, se rendait au dépôt avec six voitures de place ; il marchait à côté de la première voiture lorsqu'un officier à cheval s'approcha de lui et lui demanda où il se rendait avec un tel nombre de voitures. Ned Conden lui répondit : — « Monsieur, je suis un peu sourd, » en se rapprochant de lui. L'officier répéta alors sa question d'un ton menaçant, et Conden déchargea sur lui son pistolet. A cet acte d'agression, les cochers s'enfuirent avec leurs voitures, et Conden les voyant s'éloigner rapidement, revint me dire ce qui venait de lui arriver. Je décidai alors que les hommes que devaient transporter les voitures, se rendraient à pied au château, et tandis qu'ils se préparaient à partir, une fausse alarme se répandit que les troupes cernaient le dépôt, et nos hommes commencèrent alors à se précipiter dehors, en trop grande hâte sans doute, pour combattre en pleine rue, et lorsqu'ils arrivèrent dans la rue Thomas, le désordre et la confusion régnaient parmi eux. Vous avez appris nécessairement ce qui s'y passa et il n'était plus possible après de songer à attaquer le château, aussi ne fit-on pas usage des fusées de signal. »

Je pus voir clairement combien Robert Emmett était accablé de chagrin en me parlant de ce triste sujet. Il pensait que la personne à envoyer à Paris devait être parfaitement au courant de l'organisation et des vastes préparatifs qu'on avait poursuivis si heureusement jusqu'à la fatale explosion du dépôt de la rue Patrick. « Comme vous connaissez, ajouta-t-il, toutes les circonstances de l'affaire, on sera charmé d'apprendre que vous êtes le messager adressé à mon frère. » Je ne pus que promettre de faire tous mes efforts pour exécuter la mission confiée à mes soins. Puis, je dis un dernier adieu à ce magnanime jeune homme qui, pendant notre entrevue, n'articula pas un mot de blâme contre aucun des chefs qui s'étaient réunis chez M. John Hevey, et dont la présence auprès de lui eût pu maintenir la discipline et prévenir les désastres et la fausse alarme qui avait produit un si mauvais effet sur les hommes de la rue Thomas. L'un de ces chefs au moins était à blâmer; William Dowdall eût dû accourir à l'instant au secours de Robert Emmett dans ce moment critique, car il était son confident et il avait été son commensal tout le temps qu'ils avaient demeuré dans Butterfield-Lane. Il n'avait aucune excuse à présenter pour sa conduite en cette circonstance. Je ne puis émettre d'opinion à l'égard des autres chefs réunis chez M. Hevey; j'ignore leurs engagements avec M. Emmett, mais leur absence fut une perte cruelle, car parmi eux se trouvaient les plus braves des braves, et ils eussent maintenu en bon ordre les hommes en marche sur le château qu'on eût surpris et dont on se serait emparé, car le gouvernement se trouvait alors

complètement hors de garde. Et le château une fois pris, les citoyens se seraient ralliés en masse sous l'étendard de l'indépendance, déployé sur ce monument, emblème de la dégradation séculaire de l'Irlande, et les hommes d'État éminents auxquels Robert Emmett avait fait allusion dans son discours, se seraient hâtés de se rendre au château pour y occuper leurs sièges dans le gouvernement provisoire. Quelques heures eussent suffi pour déloger de Dublin la garnison anglaise, qui était moins nombreuse à cette époque qu'elle ne l'avait jamais été, et en menaçant d'incendier les casernes qui eussent fait résistance, les troupes qui les défendaient eussent été bientôt forcées de capituler. Jamais, depuis des siècles, l'Irlande n'avait rencontré une occasion aussi favorable de secouer le joug anglais. Tout le monde dans le pays était hostile ou mécontent, sauf les méprisables coureurs de places et les vils Orangistes ; et la France, la nation militaire la plus puissante du monde, alors en guerre avec l'Angleterre, attendait impatiemment l'occasion de l'attaquer par son point le plus faible et le plus vulnérable, l'Irlande. — En présence de toutes ces considérations, doit-on s'étonner que les hommes de 1798 et tous les patriotes irlandais en général aient jugé qu'il était sage et prudent de se munir d'armes et de munitions, en prévision d'événements attendus d'heure en heure, et du débarquement d'une armée française sur la côte d'Irlande? Cependant il est des gens qui pensent qu'il était ridicule aux Irlandais d'espérer tirer leur indépendance d'une conjoncture quelconque. Je réponds à des patriotes aussi tièdes qu'il serait plus ridicule et plus absurde de penser que les



habitants de l'Irlande cesseront jamais d'affirmer qu'ils ont le droit de se gouverner eux-mêmes, et de se tenir prêts à embrasser toute occasion favorable de se débarrasser de leurs maîtres; et j'affirme en outre que la mémoire de l'à jamais regretté Robert Emmett ne cessera jamais d'être honorée jusqu'à la postérité la plus reculée, et que ses plans seront toujours approuvés et consultés par tous ceux qui aspirent après l'indépendance de la pauvre Irlande.

J'attendais de jour en jour, dans la plus cruelle anxiété, qu'il s'offrit quelque moyen de partir pour la France, dans la pensée que ma présence à Paris auprès de Thomas Addis Emmett pourrait être utile pour obtenir l'appui du gouvernement français, lorsqu'un soir le bon Phil Long envoya son neveu, un jeune garçon nommé David Fitzgerald, me prévenir qu'un navire américain devait faire voile directement de Dublin pour Bordeaux, dans deux ou trois jours au plus tard; il me fit remettre en même temps 40 livres pour payer mes premiers frais, en à-compte sur 100 livres, somme réputée absolument nécessaire pour le voyage et que je devais recevoir plus tard. Le lendemain, je rencontrai à un rendez-vous le capitaine O'Connor. C'était ce digne compatriote qui avait traité avec le capitaine américain de mon admission comme passager à bord de son navire où je devais jouer le rôle de commis aux vivres, car le navire de M. O'Connor était mouillé également à cette époque dans le bassin de la Douane. Il faisait le commerce entre New-York, sa résidence, et Dublin; il était originaire de Wexford, mais il s'était fait naturaliser citoyen des États-Unis. Le

médecin de son navire, un charmant jeune homme, nommé Horner, du comté de Wicklow, l'accompagnait.

Le capitaine O'Connor me conseilla d'aller immédiatement acheter mon costume de matelot et un matelas. Il envoya le docteur Horner faire ces achats avec moi, tandis qu'il allait lui-même tâcher de me procurer un passeport. Nous nous séparâmes alors. Après avoir acheté et payé ma veste, un pantalon, un matelas, etc., qui devaient être envoyés le soir à bord du navire du capitaine O'Connor, nous nous en revenions, Horner et moi, lorsque nous rencontrâmes le capitaine O'Connor qui venait en toute hâte nous chercher. « Je viens de quitter le capitaine américain qui m'a dit que comme le vent avait changé et était devenu favorable, il était décidé à partir immédiatement; il vous faut donc vous rendre de suite sur mon navire, il n'y a pas de temps à perdre. » Nous nous pressâmes donc, le docteur Horner et moi, d'aller dans la grande rue, changer en guinées mes billets de banque chez un horloger qui me connaissait pour lui avoir amené quelquefois des clients. Je demandai au jeune commis qui gardait la boutique s'il pouvait me procurer de l'or. Il me répondit que non, mais qu'à son retour son frère me donnerait les guinées dont j'avais besoin. — « Mais si vous êtes pressé et si vous ne pouvez attendre le retour de mon frère, je vais forcer la serrure de sa caisse. » Aussitôt dit, aussitôt fait. Il s'était aperçu sans doute que j'étais pressé. Je le payai au taux de 2 shillings et 6 pences par guinée, et quand j'eus mon argent, nous retournâmes promptement, le docteur Horner et moi, au navire où le capitaine O'Connor nous attendait impatiemment. Cet excellent

homme, envers qui je ne pourrai jamais me montrer trop reconnaissant des peines qu'il prit pour m'aider dans ce moment critique, me dit qu'il avait réussi à décider un de ses matelots à me vendre son passeport pour 20 dollars. Cet homme était le seul de l'équipage dont l'âge et la taille correspondaient aux miens ; il s'appelait Ephraïm Brownall, de l'Etat du Mississipi.

Je demandai au capitaine O'Connor ce que j'aurais à payer pour mon passage. Il me répondit . « Je n'ai pas voulu avoir l'air de faire un marché avec ce drôle, il eût pu refuser de vous prendre ; mais quand vous serez en mer ce soir, vous lui payerez ce qu'il vous demandera. Vous savez qu'il peut vous rendre un grand service, et je suis sûr qu'il vous le rendra par égard pour moi ; il ne sait rien de votre mission, et nécessairement vous ne converserez pas avec lui sur ce sujet. »

Il se faisait tard, le navire américain se préparait à partir, l'ancre était levée, et aucun des articles que nous avions achetés, le docteur Horner et moi, n'était encore arrivé. Pour remédier à la négligence du marchand d'habits de matelots, et comme il n'y avait pas de temps à perdre, l'excellent capitaine O'Connor me donna sa propre veste, un pantalon, une cravate et tout ce qui m'était nécessaire, et le tout m'alla assez bien. Quand j'eus revêtu mon costume de matelot, il m'accompagna à bord du navire américain et me présenta au capitaine. Il prit alors congé de moi, et un instant après nous sortîmes du bassin de la Douane. J'aperçus mon cher frère sur le quai et nous ne pûmes nous dire un dernier adieu qu'en nous saluant de la main.

Mon chagrin, en ce moment où je quittais tout ce qui m'était cher, était réellement grand. Combien il l'eût été davantage, sans l'espoir que j'avais de revenir bientôt et de faire partie d'une armée destinée à rendre heureuse et indépendante ma patrie bien-aimée; — mais hélas ! la pauvre Irlande était destinée à de nouveaux déceptions. Les plans du grand capitaine, alors à la tête du gouvernement français, se trouvèrent dérangés et déçus par le puissant effet des subsides anglais versés à profusion sur les soldats et les gouvernements mercenaires du continent.

En comptant mon argent, je trouvai que je possédais encore 39 livres et quelques shillings, plus 3 pièces d'argent françaises de 5 shillings chacune, que Miss Bidy Palmer m'avait données la veille au soir, lorsque j'avais été prendre congé d'elle et de son respectable père.

Après avoir compté mon argent, je me rendis dans la cabine du capitaine et je lui dis que je désirais payer mon passage et lui en demandai le prix : « Eh bien, me répondit-il, ce ne sera que dix-neuf guinées et demie. » Je lui remis immédiatement cette somme. Il paraissait de fort bonne humeur et très-gai ; il me montra sa petite provision de vivres, en me disant que comme commis aux vivres du navire, je devais être mis au courant de tout cela. Il m'assura que si le vent se maintenait, nous arriverions à Bordeaux en moins de quatre jours ; cette perspective me fut réellement agréable dans ma triste situation. Le second du navire était un très-charmant jeune homme, et je fus charmé de lui voir les cheveux

coupés comme les miens; mais sa figure brunie par le soleil lui donnait l'aspect d'un vieux matelot, tandis qu'il me fallut suivre le conseil du capitaine O'Connor pour dissimuler mon manque de hâle; avant de quitter son navire, il m'avait fait frotter les mains sur le pont, puis le visage avec les mains plusieurs fois, si bien qu'en ne me lavant pas j'eus bientôt acquis le teint d'un homme exposé aux tempêtes. L'équipage du navire se composait du capitaine, d'un mousse, du second et de six matelots; c'était peu pour un long voyage. Trois des matelots avaient été récemment vaccinés, et leurs visages portaient les marques du vaccin comme s'ils avaient eu la petite vérole naturelle. Notre première journée se passa très-gaiement, car nous filions cinq à six nœuds à l'heure; dans la matinée du second jour, de bonne heure, nous fîmes hélés par un croiseur anglais. Nous dûmes prendre un ris et jeter l'ancre, pendant qu'un officier du croiseur venait interroger notre capitaine et visiter son petit navire. Heureusement le navire anglais revenait d'un voyage lointain et ne pouvait par conséquent avoir connaissance de ce qui s'était passé récemment à Dublin. Cependant le capitaine américain parut fort alarmé, — à cause de moi sans doute, car il ne pouvait rien avoir à craindre pour lui-même ou pour son équipage; toutefois il agit avec une grande prudence et il ordonna aux trois matelots qui avaient la fausse petite vérole de s'étendre sur leurs lits ou leurs hamacs et d'y rester en feignant de souffrir jusqu'à ce que l'inspection fût terminée. L'officier du croiseur anglais en traversant les diverses parties du navire remarqua ces hommes à la petite vérole et de-

manda au capitaine américain à quoi il avait songé de voyager avec un pareil équipage. Le capitaine répondit qu'un médecin qu'il avait consulté lui avait affirmé que ses hommes auraient plus de chance de se guérir en mer qu'en restant plus longtemps dans les bassins de la Douane de Dublin où régnait en ce moment une contagion de cette espèce; et que de plus le climat de Lisbonne, pays vers lequel il se dirigeait, serait plus favorable à cette maladie. Il pria ensuite l'officier anglais de vouloir bien envoyer le médecin de son bord visiter ses malades. L'officier répondit sèchement que son médecin avait autre chose à penser qu'à soigner des Américains. — Invité alors à accepter un verre de bon porter de Dublin dont j'étais chargé d'apporter une bouteille, il refusa d'une aussi disgracieuse manière, pressé qu'il était évidemment de quitter un navire où régnait une telle maladie. Je le vis bientôt, à ma grande joie, descendre dans sa barque pour regagner son navire, car il est certain que j'étais loin d'être à mon aise tout le temps qu'il demeura à notre bord.

Après son départ, je ne pus m'empêcher d'exprimer au capitaine américain ma surprise de son désir que le médecin anglais vint visiter ses matelots, attendu qu'il n'eût pas tardé à découvrir qu'ils n'étaient point malades, mais seulement vaccinés. — « Eh bien, me dit-il, c'est parce que j'ai fait cette demande, que je savais devoir être refusée, que l'officier a eu confiance en moi et qu'il a cru à la vérité de ce que je lui ai dit. » Nécessairement cette réponse me satisfit et je commençai à lui reconnaître plus d'adresse que je ne lui en avais soupçonné d'abord.

Je lui demandai s'il pensait que nous serions souvent visités avant notre arrivée; il me répondit que tant que nous marcherions en ligne directe sur Lisbonne, il s'en souciait peu, mais qu'une fois que nous aurions quitté cette direction pour gagner l'entrée de la Gironde, nous devions nous attendre à être de nouveau visités par des croiseurs anglais; et en effet, le troisième jour, nous pûmes en apercevoir plusieurs, mais ils étaient à une assez grande distance, et heureusement nous marchâmes assez bien tout le jour et la nuit; le lendemain matin de bonne heure, le quatrième jour, le capitaine prit un pilote français à bord de son navire pour lui faire remonter la rivière jusqu'à Bordeaux. Le vent étant tombé, la journée était très-avancée lorsque nous atteignîmes la station où l'escadre française était à l'ancre pour garder l'entrée de la rivière. Notre capitaine américain fut alors invité à se rendre à bord de la frégate du chef d'escadre. Il s'y rendit en toute hâte sans m'en prévenir, ce qui me déplut fort, car je l'aurais accompagné et je me serais mis immédiatement à la disposition de l'officier français, commandant la station, et je lui aurais demandé, comme une faveur, de m'envoyer sous bonne garde à Bordeaux et de là à Paris, où M. Thomas Addis Emmett aurait expliqué au gouvernement français la nature de ma mission. — Je fus vivement désappointé et ennuyé lorsque je vis le capitaine revenir dans son canot avec un sergent et huit soldats de marine qui venaient pour garder le navire pendant la nuit et l'empêcher d'avoir aucune communication avec la terre, attendu qu'il ne lui était pas permis de pousser plus avant. Le capitaine, à son

retour à bord, s'aperçut que je n'étais pas content qu'il n'eût pas parlé de moi au chef de l'escadre française. Il me dit : « Pouvais-je m'attendre à ce qu'on empêcherait un navire américain de remonter la rivière jusqu'à Bordeaux ? C'est un sacré nouveau règlement qui prohibe l'admission des navires arrivant d'un pays en guerre avec la France. Mais peu importe, ne vous en tourmentez pas ; nous partirons demain matin pour Lisbonne, et comme c'est un port neutre, après y avoir fait escale, nous reviendrons ici immédiatement et nous débarquerons alors à Bordeaux sans difficulté. » — Je ne répondis rien à ces paroles ; j'étais irrité, et je commençais à avoir fort mauvaise opinion de lui, car s'il eût prévenu, comme il devait le faire, le chef d'escadre français, qu'il avait à bord un passager qui désirait débarquer à Bordeaux, j'aurais été immédiatement transbordé sur la frégate française pour y être examiné. Heureusement pour moi, on lui avait permis de passer la nuit à l'ancre dans la baie, car autrement j'eusse couru le risque d'être pris par des croiseurs anglais, si on lui eût ordonné de partir immédiatement. Je savais que les soldats de marine de garde devaient retourner sur leur navire dans la matinée, et je résolus d'y aller avec eux au risque de ma vie. Le mousse qui comprenait un peu de français vint me dire que le pilote français offrait de me débarquer en sûreté la nuit suivante sur la côte de France, et que c'était le seul moyen qu'il me restât chance de tenter. Je ne répondis rien à cette proposition, déterminé que j'étais de mettre le matin mon propre plan à exécution. Dès qu'il fit jour, je m'habillai ; je revêtis mon habit noir, un pan-



talon noir, un gilet blanc et des bottes à revers. Puis, je commençai à me promener de long en large sur le pont dans l'espoir d'attirer l'attention des navires de l'escadre, mais un assez fort brouillard les empêcha sans doute pendant quelque temps de m'apercevoir. Cependant le brouillard se dissipa, et le navire américain reçut le signal du départ. Il avait levé l'ancre et il appareillait, lorsque, à ma grande joie, je vis le canot de l'escadre française arriver pour ramener à leur bord les soldats de marine. Je fis un petit paquet de la veste et du pantalon du bon capitaine O'Connor, seul bagage que je possédasse, et aussitôt que je vis le dernier des soldats et le sergent qui les commandait, descendus dans le canot, j'y lançai mon paquet ; puis, saisissant une corde, je me laissai glisser à mon tour dans le canot, plutôt qu'd'y descendre par la voie ordinaire, en me servant de l'échelle, dans la crainte que la brute de capitaine ne fût capable de m'arrêter. J'étais si dégoûté de lui, que je quittai son navire sans lui adresser la parole, à lui ni même au second dont j'avais toujours eu assez bonne opinion. Une fois dans le canot, je pus voir, en me retournant, du côté du tillac, le pilote français causer avec les soldats, et l'un d'eux eut l'audace de m'empoigner pour me forcer, à ce que je crus, à réembarquer le navire. — Cependant je fis bientôt lâcher prise à la main qu'il avait portée sur mon collet, et après l'avoir renversé sur le dos, j'allai me placer à côté du sergent en lui faisant signe, de mon mieux, que je me plaçais sous sa protection jusqu'à ce que nous fussions arrivés à bord du navire du chef d'escadre. L'aspect d'une personne en habit noir arrivant en

canot, du navire américain, avec les soldats, inspira aux officiers de l'escadre française, la curiosité de voir quelle sorte d'être ce pouvait être; je pus distinguer leurs lunettes braquées sur le canot, en approchant de la frégate; mais je fus bientôt délivré de leur importune curiosité. L'officier commandant me reçut sur les marches, me prit par la main, me conduisit dans sa cabine et me fit asseoir à côté de lui.

Lorsque son interprète fut arrivé, je lui expliquai brièvement l'objet de ma mission à Paris, et je lui dis que peu m'importait la voie par laquelle on m'y enverrait, pourvu que j'y arrivasse promptement; il me promit de m'envoyer à Bordeaux immédiatement, en ajoutant qu'une fois là je serais mis à la disposition du préfet maritime qui, il en était certain, m'accorderait ma demande et me ferait partir sans délai pour Paris. Il me fit alors quelques questions sur le capitaine américain, et me demanda ce que je lui avais payé pour mon passage. J'avais à peine eu le temps de lui répondre, lorsque je vis introduire le pauvre diable dans la cabine où nous étions assis. Le commandant ne l'engagea pas à s'asseoir, mais il lui adressa immédiatement une sévère réprimande en ces termes : « Vous ne m'avez pas parlé de ce gentleman, hier, et vous saviez pourtant qu'il avait hâte d'arriver à Bordeaux. Je ne prétends pas que vous soyiez à la solde de l'Angleterre, mais votre conduite en cette circonstance ne témoigne pas de dispositions amicales pour la France. Le trafic est votre Dieu; vous vous proposiez de tirer dix-neuf guinées et demie de votre passager avant de le laisser libre. Vous savez bien que le

prix du passage de Dublin à Bordeaux, n'est que de cinq livres au plus; veuillez donc rembourser immédiatement le surplus. » Le pauvre Américain déposa alors les dix-neuf guinées et demie sur la table. Le commandant lui ordonna d'en garder cinq et de me remettre le reste. Alors eut lieu une scène que je n'oublierai jamais. Je pensai que reprendre cet argent serait mal agir à l'égard d'un homme qui, trois jours auparavant, par le stratagème de ses prétendus matelots malades, lorsque nous avions été accostés par le croiseur anglais, m'avait probablement sauvé la vie. J'étais fort ému en racontant cette circonstance au commandant français, et je lui dis en même temps qu'à aucun prix je ne pouvais songer à reprendre cet argent. « C'est votre affaire, » me répondit-il, assez séchement, à ce que je crus; puis, faisant signe au capitaine américain de ramasser son argent, il le congédia. Le pauvre diable vint me dire adieu les larmes aux yeux, et nous nous quittâmes cette fois meilleurs amis que lorsque j'avais abandonné son navire une heure auparavant.

On prépara un charmant canot ponté pour me transporter à Bordeaux dès que l'équipage aurait déjeuné; je fis une promenade sur le pont en attendant l'heure du déjeuner, et j'y rencontrai l'interprète. Je désirai savoir de lui si j'avais déplu au chef d'escadre en n'acceptant pas du capitaine américain l'argent qu'il m'avait pris de trop pour mon passage. « Au contraire, me dit-il, toute cette affaire vous a fait grand honneur, elle prouve que vous êtes à la fois désintéressé et miséricordieux. » Comme je n'avais pas parlé de la conduite des

soldats de marine, le sergent qui les commandait pria l'interprète de me remercier, attendu qu'il eût été reprimandé si je m'étais plaint du soldat qui avait voulu me faire remonter de force sur le navire américain.

Je fus enchanté de la certitude que toutes mes explications étaient bien traduites par le matelot interprète, qui était un Irlandais nommé Brown, de la rue Baggot, à Dublin. Il parlait français couramment pour avoir été plusieurs années au service de la France. — Je jugeai de bon augure la rencontre d'un compatriote en pareille circonstance, et bien qu'il ne fût qu'un simple matelot, Brown en savait long sur l'état de la France. « Vous saurez, me dit-il, qu'il n'y a plus de République française, et voilà pourquoi, lorsque vous avez parlé d'un marchand, j'ai traduit négociant en grand. » Il me dit que les officiers étaient très-bons pour lui, et il me parut parfaitement satisfait de sa position. Je lui laissai ma veste et mon pantalon de matelot, et je lui donnai une des pièces de six livres que m'avait remises Miss Biddy Palmer avant mon départ de Dublin. Le chef d'escadre étant venu m'inviter à descendre déjeuner, je pris congé du pauvre Brown, et je suivis l'officier, qui me fit placer à côté de lui à une table splendidement couverte de toute sorte de viandes, de fruits et de tout ce que pouvait fournir la saison. — C'était le premier repas français que je voyais et je n'ai point oublié l'impression favorable qu'il me donna de la manière de vivre et des mœurs françaises. Nous étions huit à table; on avait invité six officiers, dont quelques-uns appartenaient aux deux bricks de guerre à l'ancre à côté de la

frégate. Je fus agréablement surpris lorsque le commandant commença à me parler anglais, et je ne pus m'empêcher de lui dire qu'il n'avait nullement besoin d'un interprète : « Oh ! vous me flattez, je ne puis souvent trouver mes mots ; mais c'est une bonne leçon pour moi que d'entendre votre compatriote Brown traduire en anglais ce que je lui dis en français. J'ai grande confiance en lui ; il est bien élevé et très-aimé à bord de ce navire. » Je fus enchanté d'entendre cet éloge de Brown.

Le chef d'escadre me dit qu'il avait été prisonnier de guerre en Angleterre, et il me parut bien versé en politique et très au courant de l'histoire des hommes d'État anglais, et particulièrement de celle de Fox, Sheridan, et Pitt. Je passai une heure fort agréable à ce déjeuner et, après que le café et les liqueurs eurent été servis, le chef d'escadre me conduisit à la petite embarcation qui était prête à partir pour Bordeaux ; il me présenta à l'officier qui la commandait et prit ensuite congé de moi, affectueusement, comme si nous avions été de vieux amis. Le vent était favorable, le petit bâtiment mit toutes voiles dehors, et nous partîmes. Nous eûmes bientôt perdu de vue l'escadre. Cependant, il nous fallut passer la nuit sur la rivière et nous n'arrivâmes qu'à huit heures et demie du matin à Bordeaux où l'officier me conduisit en voiture à la prison. J'y demandai un messenger pour porter à M. Hugh Wilson, un ami intime des MM. Emmett, un billet dans lequel je le priais de venir me voir immédiatement. M. Wilson, qui était attaché à une maison de commerce, et fort occupé pour l'instant,

m'envoya son grand ami, et son camarade de prison à Dublin, M. Thomas Markey, avec une lettre dans laquelle il me disait, en réponse à la mienne, qu'il ne pourrait me voir avant deux heures de l'après-midi, mais que je pouvais avoir toute confiance dans son ami Markey, qui le remplacerait auprès de moi jusqu'à ce qu'il pût venir lui-même. Lorsque j'eus lu la réponse de M. Wilson, M. Markey et moi nous nous serrâmes la main très-cordialement ; mais il fut extrêmement mécontent de trouver dans ma chambre un homme du comté de Cork, nommé O'Finn, qui habitait Bordeaux, et il lui dit à brûle-pourpoint : « O'Finn, vous avez tort de vous imposer à ce gentleman auquel vous n'avez pas été présenté ; vous voyez bien qu'il n'a que faire de vos services. » Là-dessus, O'Finn s'en alla, et Markey ayant paru désirer savoir ce qu'il avait pu me dire, je lui répondis volontiers que « O'Finn n'était resté que quelques minutes avec moi, qu'il m'avait dit s'être trouvé sur le quai au moment où je débarquais et qu'ayant remarqué que je n'avais pas de bagage, il était venu m'offrir ses services, et de m'envoyer des chemises et tout ce dont j'avais besoin, en observant en même temps qu'il était certain que tout cela m'irait, parce que nous étions de la même taille. Il était très-bien vêtu de noir, portait un crêpe à son chapeau, et m'avait dit qu'il était le seul Irlandais à Bordeaux qui eût eu le courage de prendre le deuil pour le général Napper Tandy, qui venait de mourir, récemment, dans cette ville. » — Markey se borna à me répondre que O'Finn n'aurait pas dû se vanter de son intimité avec le pauvre

Tandy, et que les réfugiés irlandais ne le regardaient pas, lui O'Finn, comme un de leurs, par ce que ce n'était pas pour une cause politique qu'il avait quitté l'Irlande.

M. Markey me quitta, après avoir ordonné au geôlier de me donner à déjeuner. Il revint bientôt me prévenir que M. Hugh Wilson avait été trouver le commissaire général de police, M. Berrière, qui était grand ami des patriotes irlandais, pour le prier de m'envoyer immédiatement à Paris. M. Berrière donnait à sa maison de campagne, voisine de la ville, un grand dîner auquel étaient invités plusieurs Irlandais. Il dit à M. Wilson qu'il enverrait sa voiture me chercher à la prison à trois heures, pour me mener dîner chez lui. Markey et Wilson se trouvaient avec moi à la prison quand l'ordre de me laisser sortir et la voiture arrivèrent. Ils profitèrent de la voiture pour m'accompagner à la maison de campagne du commissaire général, chez qui je rencontrai d'autres dignes patriotes irlandais, tels que M. Patt Mac Cann, Hugh Kellegher, le jeune Hampden Evans, etc. Je passai une journée délicieuse avec eux à la maison de campagne du commissaire général. Comme ce gentleman ne m'avait fait sortir de prison que pour dîner, il écrivit au préfet maritime pour savoir s'il devait me réintégrer en prison. Il reçut la réponse à sa lettre pendant que nous étions encore à table, et le préfet maritime le prévenait qu'il n'y avait pas lieu à me renvoyer en prison; que j'étais à la disposition du commissaire général, qui me ferait partir sans délai pour Paris, il l'espérait, attendu qu'il avait avisé le gouvernement de toutes les circon-

stances qui me concernaient, depuis le moment où j'avais été reçu à bord de l'escadre française à l'entrée de la rivière. M. Mac Cann me fit préparer une chambre dans sa maison sur le quai, et j'y dormis dans un lit propre. pour la première fois, depuis mon départ de Dublin.

Je me proposais de partir dans la matinée pour Paris, mais le jeune Evans, qui devait m'accompagner, avait engagé quelques amis à dîner ce jour-là, samedi, et je dus dès lors passer une autre journée agréable avec les vrais patriotes irlandais, Hugh Wilson, Thomas Markey, etc.

Le lendemain, dimanche, je partis pour Paris. La diligence qui nous emmenait partait de l'autre côté de la rivière. Les hôtes de Hampden Evans de la veille traversèrent la Gironde, et nous déjeunâmes ensemble; puis ils nous conduisirent à la diligence et nous dirent au revoir. J'aurais pu voyager aux frais du gouvernement; mais on considéra comme plus honorable pour moi de payer ma place et mes frais, que de les laisser porter au compte du gouvernement.

M. Wilson m'avait dit qu'il avait écrit à M. Thomas Addis Emmett, le matin de mon arrivée à Bordeaux, et qu'il allait lui écrire de nouveau pour le prévenir du jour et de l'heure de notre arrivée à Paris. M. Evans parlait bien français, et il rendit notre voyage très-agréable; autrement, il eût pu paraître assez triste de se trouver enfermé dans une diligence pendant quatre nuits et cinq jours avant d'arriver à Paris, et surtout pour moi qui considérais chaque minute comme une heure, tant que ma mission ne serait pas accomplie, dans la pensée que



M. Emmett pourrait alors obtenir des secours du gouvernement français.

Nous arrivâmes au bureau de la diligence, rue Montmartre, à trois heures de l'après-midi, et nous y trouvâmes le docteur Mac Neven et l'adjutant-général Dalton; cet officier appartenait à l'état-major du ministre de la guerre, le général Berthier, qui l'avait envoyé me recevoir au bureau de la diligence. Sa voiture étant prête, il y fit monter le conducteur de la diligence avec lui, le docteur Mac Neven et moi; Hampden Evans resta pour s'enquérir de son bagage, et comme je n'en avais pas, le général Dalton donna l'ordre à son cocher de nous conduire place Vendôme, à l'hôtel du Grand-Juge Regnier, dans le cabinet duquel M. Thomas Addis Emmett attendait notre arrivée. Le ministre lui ayant demandé s'il me connaissait, M. Emmett répondit qu'il ne m'avait jamais vu auparavant. Le Grand-Juge lui tendit alors un papier portant l'empreinte de la bague-cachet que j'apportais de la part de son frère Robert Emmett, et que le chef de l'escadre, à l'entrée de la Gironde, avait cru devoir saisir et expédier à son gouvernement, après m'avoir fait signer mon nom sur l'envers du papier qui portait cette empreinte. Dès que M. Emmett l'eut comparée avec celle de sa propre bague-cachet, il traversa la chambre, me prit dans ses bras, et m'embrassa avec effusion. A ce spectacle, le Grand-Juge parut complètement satisfait. Il prévint alors M. Emmett que le Premier Consul réclamait de lui, aussitôt que possible, un rapport détaillé sur l'état actuel de l'Irlande, et qu'il serait bon que ce document lui fût remis le len-

demain matin de bonne heure. Une carte de sûreté me fut alors délivrée, et nous quittâmes tous l'hôtel du Grand-Juge. Libre alors, j'accompagnai M. Emmett chez lui, rue du Cherche-Midi, et il me présenta à sa femme et à ses enfants. Nous allâmes ensuite louer pour moi une petite chambre bon marché, petite rue du Bac, très-près de sa demeure. Le docteur Mac Neven devait dîner avec nous, et, en l'attendant, M. Emmett eut la bonté de mettre à ma disposition son cabinet de toilette dont j'avais fort grand besoin. Immédiatement après le dîner, nous nous retirâmes tous les trois dans le cabinet de M. Emmett, pour commencer le rapport réclamé par le Premier Consul; le docteur Mac Neven prit la plume, et, comme il écrivait très-facilement, et que je répondais de mon mieux à toutes leurs questions sur les hommes et les choses en Irlande, nous eûmes bientôt rédigé un brouillon de rapport, que M. Emmett, qui avait été récemment choisi par les réfugiés irlandais en France, pour les représenter auprès du Premier Consul, désirait fort voir mettre soigneusement au net, et, comme il devait être recopié dans la matinée, nous allâmes nous coucher fort tard dans la nuit.

Maintenant que le récit de ma mission est terminé, je dois dire, avant de clore ce chapitre, que je serai toujours fier de ma complicité avec le regretté Robert Emmett. Je me suis demandé souvent comment j'eusse pu agir autrement, en trouvant ses vues et ses plans pour l'indépendance de ma patrie si supérieurs à tout ce qui avait été élaboré antérieurement à ce sujet. Ils n'échouèrent que par un accident, l'explosion du dépôt, et, comme

je l'ai déjà dit, toutes les fois que les Irlandais songeront à conquérir leur liberté, les plans de Robert Emmett seront leur meilleur guide. Emparez-vous d'abord de la capitale, et les provinces se soulèveront ensuite et déploieront immédiatement le même étendard.

La conscience d'avoir exécuté de mon mieux ce que je m'étais chargé d'accomplir, et l'espoir de retourner bientôt dans mon malheureux pays servirent à soutenir mon courage; autrement, j'eusse été bien triste, je dois l'avouer.

FIN DU LIVRE PREMIER



# LIVRE II

HISTOIRE DE LA LÉGION IRLANDAISE

AU SERVICE DE LA FRANCE

1803-1845



## AVERTISSEMENT PRÉLIMINAIRE

---

### REMISE DE MES NOTES AU COLONEL O'NEILL

Lorsque je revins, en 1835, avec le 56<sup>e</sup> régiment de ligne, tenir garnison à Paris, après une absence de neuf années, j'y reçus l'accueil le plus aimable de la part de mes amis, et surtout de celle du colonel O'Neill. — Il me dit qu'il s'occupait alors de recueillir les matériaux nécessaires pour écrire l'histoire des brigades irlandaises au service de la France, sous la monarchie des Bourbons, jusqu'en 1792, qu'il se proposait d'écrire également l'histoire de la légion irlandaise sous le gouvernement du Consulat et de l'Empire, et que, comme j'avais servi dans cette légion depuis sa formation, en 1803, jusqu'à son licenciement, en septembre 1815, il espérait que je consentirais à l'aider et à lui fournir des notes sur les services et les campagnes de la

légion, etc. Je le priai de préciser par écrit ce qu'il désirait que je fisse. Et il m'écrivit à ce sujet la lettre ci-après :

• Paris, 1837.

» Mon cher commandant,

» Étant occupé depuis plusieurs années à recueillir des matériaux pour composer une biographie des Irlandais de naissance et d'origine, qui se sont distingués d'une manière quelconque en pays étrangers, et cette biographie devant être précédée d'une notice historique concernant les régiments de l'ancienne brigade irlandaise, et la légion de la même nation, dont la conduite a été si belle à Astorga, à Anvers et autres champs de bataille où elle a combattu, je viens vous prier de m'aider à remplir ma tâche en m'indiquant :

» Les motifs généraux qui ont engagé les Irlandais Unis à prendre les armes lors du débarquement du général Humbert en Irlande ;

» L'époque de la formation de la légion irlandaise en France, et toutes les circonstances qui se rattachent à cette formation ;

» L'énumération des campagnes que la légion a faites ;

» Les batailles, combats, affaires d'avant-postes, escarmouches et sièges où elle s'est trouvée ;

» Le nom des officiers irlandais ou issus d'Irlandais qui ont fait partie de la légion, et celui de ceux qui se sont distingués par des actions dignes d'être mentionnées ;

» La date de la fusion de la légion dans le 3<sup>e</sup> régiment étranger, et celle du licenciement de ce dernier corps.

» Enfin, veuillez bien avoir la bonté, je vous prie, d'ajouter



à ces renseignements, quelques réflexions ayant pour objet de faire connaître combien la position et l'avenir des officiers irlandais au service de la France, ont souffert des différents changements de gouvernement qui ont eu lieu dans ce pays, depuis l'avènement de Napoléon au trône impérial jusqu'à nos jours.

» En satisfaisant à ma demande, vous obligerez infiniment,

» Mon cher commandant,

» Celui qui a l'honneur d'être avec amitié,

» Votre dévoué serviteur,

» O'NEILL. »



# MÉMOIRES

ou

## NOTES D'UN EXILÉ IRLANDAIS

DE 1798

---

### LIVRE II

#### HISTOIRE DE LA LÉGION IRLANDAISE

AU SERVICE DE LA FRANCE

1803-1815

---

### CHAPITRE PREMIER

#### SOMMAIRE

Observations sur l'expédition du général Hoche en Irlande, en décembre 1796, et sur celle du général Humbert, en août 1798; réflexions sur leur insuccès. — Cruel état du pays après la capitulation du général Humbert devant lord Cornwallis. — Effets désastreux de l'Union avec l'Angleterre sur l'esprit public des patriotes irlandais en 1800, grandement accrus par la paix conclue à Amiens en 1802 entre les gouvernements français et anglais. — La reprise des hostilités et la déclaration de guerre proclamée entre ces deux nations en mars 1803, relèvent de leur situation désespérée les Irlandais abattus, et leur fait espérer de recouvrer leur indépendance avant la fin de la guerre. — Décret du Premier Consul pour la formation d'une légion irlandaise au service de la France. — Réunion des officiers irlandais à Morlaix sous les ordres de l'adjudant général Mac Sheehy, chargé de l'organisation de la légion. — La légion envoyée à Quimper, et de là à Carhaix, où elle se trouve à l'époque de la proclamation de l'Empire; dispute et duel des capitaines Corbet et Sweeny à cette occasion. — La légion envoyée à Brest où elle est passée en revue par le maréchal Angereau; elle revient à Carhaix et se rend après à Lesneven, où le commandement est retiré à l'adjudant général Mac Sheehy.

Les patriotes irlandais, désappointés en ne voyant pas débarquer le général Hoche au mois de décembre 1796, comme ils s'y attendaient, furent poussés à une insur-

rection partielle par les persécutions du gouvernement anglais, furieux de leur tentative pour secouer le joug de l'Angleterre et de leur appel à l'aide de la France.

Le soulèvement général, sur lequel on comptait après l'organisation du système des Irlandais Unis, échoua par suite de la dénonciation et de l'arrestation de lord Edward Fitzgerald et d'autres chefs. Cependant, trois ou quatre comtés, ceux de Kildare, de Wicklow, de Carlow et de Wexford, firent de grands efforts. Celui de Wexford seul occupa les forces anglaises et fut victorieux dans plusieurs engagements. Si le général Humbert et ses onze cents hommes avaient débarqué, au mois de juin 1798, quand le peuple de Wexford était en force, et non en août, alors que les insurgés étaient dispersés et découragés, tous les comtés de l'Irlande eussent pris les armes, car il ne leur manquait qu'un point de ralliement, et leur indépendance, immédiatement proclamée, eût eu pour conséquence d'obliger à se rendre tout ce qui appartenait à la faction anglaise, et à disparaître tout vestige de gouvernement.

Le général Humbert arriva trop tard, et seulement lorsque l'esprit des patriotes irlandais était abattu ; mais, en avançant dans le pays, il n'en trouva pas moins partout le peuple prêt à le joindre, — mais désarmé, et le général Humbert n'avait pas apporté les armes qui avaient été promises. Il capitula donc devant lord Cornwallis, qui se trouvait à la tête d'une force de plus de trente mille hommes, et il abandonna à leur sort les malheureux Irlandais, qui furent massacrés par la soldatesque, pendant plusieurs jours, par tout le pays.

En 1803, dès que les hostilités recommencèrent entre la France et l'Angleterre, après la courte paix d'Amiens, les patriotes irlandais qui souhaitaient l'indépendance de leur pays, commencèrent à espérer l'assistance de la France, le général Buonaparte, sur l'aide duquel ils pouvaient compter, se trouvant comme Premier Consul à la tête du gouvernement.

Un grand nombre d'Irlandais exilés se trouvaient, à cette époque, dans différentes parties de la France, et particulièrement à Paris. Ils choisirent M. Thomas Addis Emmett comme leur agent ou représentant auprès du Premier Consul, qui s'entretint avec lui et M. Arthur O'Connor, de la question irlandaise. Ces messieurs l'informèrent que les patriotes irlandais qui se trouvaient en France étaient prêts à faire partie, comme volontaires, de toute expédition ayant pour but l'émancipation de leur pays.

Les plans et préparatifs de Robert Emmett, pour l'organisation de l'Irlande, arrivèrent à la connaissance du gouvernement anglais, après l'explosion du dépôt de la rue Patrick, à Dublin, et la fin déplorable de ce martyr à jamais regretté ; mais ils n'en prouvèrent pas moins au Premier Consul les grandes ressources des patriotes irlandais, et il prit ardemment connaissance de tous les détails consignés dans le rapport sur la situation de l'Irlande, que lui remit M. Thomas Addis Emmett à l'arrivée de l'agent confidentiel envoyé de Dublin, en août 1803. En conséquence, il fut stipulé qu'une armée française irait aider les Irlandais à secouer le joug anglais, et le Premier Consul, sachant par M. Emmett qu'Auge-

reau était le favori de la nation irlandaise, le fit nommer général en chef pour commander l'expédition, et ordonna immédiatement la formation d'une légion irlandaise au service de la France. Il fit remettre, à tous ceux qui s'engagèrent dans la légion irlandaise, des commissions d'officiers français, pour leur servir de protection dans le cas où ils tomberaient dans les mains des Anglais, ou pour avoir le droit d'user de représailles à l'égard des prisonniers anglais en France, s'ils étaient victimes de quelque violence.

Le décret du Premier Consul, pour la formation de la légion irlandaise, daté de novembre 1803, portait que les officiers seraient tous Irlandais, ou fils d'Irlandais nés en France. La solde devait être la même que celle accordée aux officiers et aux soldats de ligne de l'armée française. Il ne devait pas être accordé de grade plus élevé que celui de capitaine jusqu'au débarquement de l'expédition en Irlande. Il y eut toutefois deux exceptions à cette règle.

1° Le capitaine Blackwell, auquel ses longs services et ses campagnes dans les armées françaises donnaient droit à l'avancement, reçut sa commission de chef de bataillon de la légion irlandaise.

2° Arthur O'Connor, dont le renom avait commencé lorsqu'il était grand Shérif du comté de Cork ; qui, membre de la chambre des Communes irlandaises, y prononça, en faveur de l'émancipation des catholiques, le plus admirable discours qui fut jamais entendu dans le Parlement irlandais, et qui donna sa démission de membre du Parlement, immédiatement après ce discours ;

A. O'Connor, l'ami et le compagnon de lord Edward Fitzgerald, le délégué de l'Irlande près du général Hoche, le neveu déshérité du tory lord Longueville; le prisonnier jugé à Maidstone, qui attira l'attention de la noblesse anglaise; le captif si longtemps détenu dans la prison de Dublin et au fort George, en Écosse, reçut sa commission de général de division au service de la France, en date du 14 février 1804, avec l'ordre de se rendre à Brest, pour faire partie de l'état-major du général en chef Augereau, composé de plusieurs officiers d'une grande distinction, tels que Lamarque, qui possédait alors le grade de chef d'escadron ou de lieutenant-colonel, et qui, plus tard, fut le grand général Lamarque qui prit Capri, en 1808, et qui pacifia la Vendée, pendant les Cent-Jours, en 1815; et le général Donzelot, chef d'état-major, d'un haut mérite. Les trois généraux qui commandaient les divisions sous Augereau étaient des hommes de la plus grande expérience militaire; c'étaient les généraux Mathieu Dumas, Desjardins, et l'entreprenant général Bonnet, qui se distingua tant en Espagne.

Il fut cependant stipulé, qu'en quittant Brest, un certain nombre de capitaines recevraient le grade de colonel, un certain nombre de lieutenants celui de lieutenant-colonel, et que ces grades leur seraient confirmés même dans le cas où l'expédition échouerait et où ils reviendraient en France. Dans la nomination de ces capitaines et lieutenants, on devait donner la préférence à ceux qui avaient été forcés de s'expatrier, en raison des efforts qu'ils avaient faits en Irlande, pour assurer son indépendance.

L'adjutant général Mac Sheehy, Irlandais de naissance, mais au service de la France, fut chargé de l'organisation de la légion, et reçut l'ordre, à cet effet, de se rendre à Morlaix, où les exilés irlandais se trouvaient réunis.

L'adjutant général Mac Sheehy reçut à Morlaix des pouvoirs illimités pour proposer à l'avancement les officiers jusqu'au grade de capitaine, et tous ceux qu'il nomma furent confirmés par le ministre de la Guerre, le général Berthier.

On fit les plus grands efforts pour équiper splendidement les officiers et les tenir prêts à partir. Ils reçurent les mêmes frais d'équipement que les officiers français à leur entrée en campagne, et le gouvernement français ne recula devant aucune dépense.

Les meilleurs instructeurs français d'infanterie et d'artillerie furent chargés d'enseigner aux officiers la tactique militaire française, et quand la légion fut passée en revue à Brest par le maréchal Augereau, avant son embarquement projeté, il plaça un régiment français sous les ordres des officiers et le leur fit commander à chacun tour à tour. Il fut très-satisfait de leur connaissance des manœuvres de l'infanterie et de leur manière de commander l'artillerie. Il trouva les officiers capables d'instruire des compagnies d'artilleurs à leur arrivée en Irlande <sup>1</sup>. A cette occasion chaque officier reçut

<sup>1</sup> Après la revue et l'inspection de la légion irlandaise, à Brest, par le maréchal Augereau, en 1804, nous nous rendîmes le soir dans un café militaire très-fréquenté par les officiers de marine et ceux de l'armée de terre. Nos officiers s'étonnèrent beaucoup de voir un lieutenant d'un des navires de guerre s'approcher de la table où nous prenions notre café, et échanger avec moi une poi-



400 francs en sus de ses frais d'équipement ou ce qu'on appelle en français « une gratification extraordinaire d'entrée en campagne. » Cette gratification de 400 francs fut par la suite accordée à tout officier entrant dans la légion irlandaise, — faveur dont ne jouissait aucun autre régiment.

La légion rassemblée à Morlaix se rendit en mars 1804 à Quimper où tous les officiers proposés pour l'avancement par l'adjudant général Mac Sheehy reçurent leurs brevets. — De Quimper la légion se rendit à Carhaix, dans le Finistère, petite ville où était né Latour d'Auvergne, premier grenadier de France, qui, plus intérieure et moins fréquentée, se trouvait mieux appropriée pour les manœuvres et dans laquelle on obtint les meilleurs résultats. — Deux officiers, le capitaine Tennant et le capitaine William Corbet furent chargés par la légion de se rendre de Carhaix à Paris pour assister au couronnement de l'Empereur (mai 1804), qui à cette occasion remit à la légion ainsi qu'aux régiments français un drapeau et un aigle. Sur un des

gnée de main; c'était l'officier qui avait été chargé par le chef de l'escadre de me faire remonter la rivière jusqu'à Bordeaux, en 1803, lors de ma fuite de l'Irlande, et qui m'avait si bien traité pendant la nuit que je passai à bord de son petit bâtiment de guerre. Il avait fait de grands progrès dans la langue anglaise, car il avait pris des leçons quotidiennes, me dit-il, de mon compatriote Brown, de la rue Baggot à Dublin, qui était marin à bord du vaisseau du chef de l'escadre, et qui m'avait été également si utile. Il m'annonça que Brown avait obtenu de l'avancement, et se trouvait à bord d'un vaisseau amiral comme interprète, et qu'il s'y montrait un homme bien élevé et sobre. Ce que je fus très-heureux d'apprendre, car les matelots en général sont très-portés à prendre un verre de trop. Je regrettai de ne pas causer plus longtemps avec le jeune officier qui s'était montré si aimable pour moi à Bordeaux, mais nous dûmes nous séparer, lui pour retourner coucher à bord de son navire, et moi pour me rendre à mon logement, et m'y préparer à retourner le lendemain matin à Carhaix.

côtés du drapeau étaient écrits ces mots : *Napoléon I<sup>er</sup>, empereur des Français, à la Légion irlandaise*, et sur l'autre se trouvait une harpe sans couronne avec cette inscription : *L'Indépendance d'Irlande*.

La légion irlandaise fut le seul corps étranger au service de France auquel Napoléon ait jamais confié un aigle.

Des réjouissances eurent lieu à Carhaix, comme dans les autres villes de France, en l'honneur du couronnement, par ordre des autorités.

Une malheureuse dispute y eut lieu entre deux officiers de la légion, le capitaine Sweeny et le capitaine Thomas Corbet, et ce malentendu se termina par un duel après le départ de la légion pour Lesneven. Ils se battirent au pistolet et furent tous les deux blessés ; mais le capitaine Corbet mourut de sa blessure pendant la nuit.

Quand le maréchal Augereau, qui commandait l'armée à Brest, apprit cette dispute, il donna l'ordre à son chef d'état-major, le général Donzelot, et au lieutenant général O'Connor de se rendre à Carhaix pour inspecter la légion irlandaise qui, à la suite de leur rapport, reçut l'ordre en août 1804, de se rendre à Lesneven où le commandement de la légion fut retiré à l'adjudant général Mac Sheehy. Malheureusement pour les officiers irlandais, il s'était montré complètement incapable de demeurer à leur tête. Il était capricieux, colère et vindicatif, et ne possédait par conséquent pas l'impartialité qu'un chef doit avoir. Un exemple, que je vais raconter, suffira à prouver comment il usait

ou abusait de la confiance que le ministre de la Guerre lui avait accordée.

Un jour d'exercice, à Carhaix, le lieutenant adjudant-major Cagnan se servit d'une expression qui déplut au capitaine O'Meally. Ce dernier, après l'exercice, demanda à l'adjudant-major qui, bien que Français, connaissait bien l'anglais, s'il consentait à lui faire des excuses pour l'expression *vous êtes une bête*, dont il s'était servi pendant les manœuvres. Il répondit qu'il n'avait pas d'excuse à faire. Le capitaine O'Meally lui répliqua alors qu'il était un lâche et indigne d'être admis dans la société de gentlemen. O'Meally pouvait ne pas être aussi habile que les autres officiers dans les manœuvres, mais nul ne pouvait le surpasser dans la science de l'étiquette du duel; sa terre natale de Connaught n'avait jamais produit un adversaire plus froid, plus brave, ni plus honorable que lui; et, sur le terrain, ses manières aimables et son courage audacieux faisaient l'admiration des témoins et leur fournissaient un thème de gaie conversation. — Il se faisait gloire du rôle qu'il avait joué avec le général Humbert en Irlande, en 1798; et il plaçait son orgueil dans les grands sacrifices supportés par sa famille, et dans la perte de tous ses biens.

Dès que l'adjudant général Mac Sheehy reçut la plainte de l'adjudant-major Cagnan contre O'Meally, il lui déclara immédiatement qu'il eût à lui envoyer un cartel, et ayant fait appeler le capitaine William O'Meara, il lui ordonna de servir de témoin à Cagnan. Le capitaine Ware fut le témoin d'O'Meally. Ils se battirent au pistolet; l'adjudant-major fut blessé et le capi-

taine O'Meally fut envoyé dans la prison de la ville, et, le lendemain matin conduit par les gendarmes au château de Brest, où il fut condamné à rester prisonnier pendant quinze jours par le chef qui avait ordonné le duel !

Combien j'étais loin de penser que ce duel dût retarder ma carrière militaire ! — Me trouvant dans la rue avec plusieurs officiers alors que les gendarmes conduisaient O'Meally en prison, je dis que s'il avait été blessé, Caugnan eût été sans doute également mis en prison ; mais qu'il était étrange, puisqu'ils s'étaient battus honorablement, qu'il fût en cette affaire aucunement question d'emprisonnement. Le capitaine Patt Mac Sheehy, cousin du général, alla le trouver et lui dit que je parlais contre lui. Sur ce, il prit et déchira en morceaux une proposition qu'il adressait au ministre de la Guerre pour ma commission de capitaine, que, sans cela j'eusse reçue au bout de huit jours, au lieu de huit années qu'il me fallut attendre avant d'obtenir ce grade.

Rien ne pouvait être plus méchant et plus indigne d'un chef que le rapport que fit l'adjudant général Mac Sheehy au capitaine Sweeny, qu'il avait été dénoncé à la municipalité en présence du maire et de ses adjoints comme n'ayant pas levé la main à la cérémonie de la prestation du serment de fidélité à l'empereur Napoléon, à Carhaix, en mai 1804, par le capitaine Thomas Corbet, rapport qui causa le duel dans lequel ce dernier fut tué et qui porta tant de préjudice à la cause irlandaise auprès du gouvernement français. Mais Mac Sheehy semblait se soucier fort peu des martyrs qui

avaient souffert pour l'Irlande. Le commandant Blackwell fut privé de son grade pendant quelque temps, par suite des rapports de Mac Sheehy contre lui au département de la Guerre. Ils quittèrent tous les deux la légion à Lesneven, en 1804, et furent bientôt après employés à la grande armée. Mais ils ne furent pas de longtemps oubliés par leurs compatriotes qui, restés dans la légion, eurent à souffrir d'avoir subi des chefs aussi incapables de commander, même le respect d'eux-mêmes.

Le capitaine Sweeny donna sa démission quand sa blessure fut guérie, et il se retira à Morlaix où il épousa une parente du général Moreau. — Le capitaine Mac Neven donna sa démission et partit pour New-York, en Amérique. Le capitaine Gallagher donna sa démission et alla se fixer à Bordeaux.

Pendant le séjour de la légion à Lesneven, M. Peterzelli, chef de bataillon au 16<sup>e</sup> régiment léger, fut nommé provisoirement au commandement de la légion irlandaise, sous le contrôle du général Harty, qui reçut l'ordre de se rendre à Landerneau, où une partie de la légion fut envoyée de Lesneven pour être placée sous ses ordres en attendant le départ de l'expédition projetée pour l'Irlande. Il était Irlandais de naissance et il avait acquis une réputation militaire par sa conduite brave et résolue lorsqu'il avait empêché le régiment de Berwick, en garnison à Landau, en 1792, de traverser le Rhin pour rejoindre le camp ennemi de l'autre côté. Harty était capitaine de la compagnie des grenadiers, et, voyant le régiment se diriger vers le Rhin,

il demanda au lieutenant-colonel O'Mahony où il se proposait d'aller. Il lui fut répondu : *Rejoindre nos princes de l'autre côté*. Le capitaine Harty déclara qu'il ne déserterait pas le pays qui l'avait adopté. Il harangua le régiment et revint avec lui à Landau en laissant le lieutenant-colonel O'Mahony, et trois officiers qui le suivirent, s'en aller et traverser le Rhin pour gagner le camp ennemi. Harty reçut les félicitations cordiales du gouverneur et des habitants de Landau, quand il y rentra triomphalement à la tête du régiment de Berwick, auquel il avait épargné le crime infâme de passer à l'ennemi avec armes et bagages.

De pareils antécédents, ce que je savais du patriotisme du général Harty et de son grand désir de voir l'Irlande indépendante, et son caractère privé et public, comme homme d'honneur et brave soldat, me rendirent heureux de faire partie du détachement qu'il commandait à Landerneau ; en outre, plusieurs des officiers qui composaient ce détachement étaient de mes meilleurs amis et camarades, tels que les capitaines Ware, Barker, Fitzhenry, Masterson, Saint-Léger, Murray, Mac Mahon, etc. ; nous étions heureux et fort unis, et nous nous réjouissions beaucoup de nous trouver sous les ordres du général Harty. Comme nous étions plus près de Brest qu'à Lesneven, nous pouvions apercevoir d'une petite colline qui dominait Landerneau, dans la baie de Brest, les mâts des navires à bord desquels nous comptions partir bientôt avec une armée pour affranchir notre pays bien-aimé ; et cet aspect nous causait des sensations que des exilés seuls peuvent

ressentir et apprécier. Le général Harty, officier d'infanterie lui-même, nous occupait activement à l'exercice et à l'étude des évolutions et de la tactique de cette arme. Il avait journellement à dîner quelques-uns des officiers, et il leur faisait les honneurs de son grade et de son commandement de la manière la plus agréable.

Huit Irlandais, soldats d'un régiment anglais à Jersey, s'échappèrent dans un canot, abordèrent sur la côte de France et furent envoyés à la légion. Ils déclarèrent au général Harty qu'ils avaient entendu parler de la légion irlandaise au service de France, et que tous leurs compatriotes des régiments anglais étaient disposés à les imiter, dès qu'une occasion favorable se présenterait. Ils étaient fort bien élevés pour des soldats anglais. L'un d'eux, du comté de Kilkenny, donna au général Harty des nouvelles des nombreux amis qu'il avait dans le comté.—Les généraux Fontaine et Sarrazin qui avaient accompagné Humbert en Irlande, furent attachés à l'état-major du maréchal Augereau pour faire partie de l'expédition. Le général Sarrazin n'était pas aimé des autres généraux. Il passait pour avoir adressé à l'empereur des rapports contre eux. Il paraissait qu'il était capable de vilaines actions; car, en 1813, il avait un commandement à Boulogne-sur-Mer, lorsqu'il déserta à bord d'une frégate anglaise en vue de la côte, et on le soupçonna d'avoir été à la solde de l'Angleterre depuis l'époque de la capitulation du général Humbert, en 1798. A l'arrivée des prisonniers à Dublin, il fut autorisé à se promener dans la ville sur parole, tandis que Humbert et les autres officiers étaient tenus en prison. Après

la Restauration des Bourbons, le général Sarrazin revint en France et, quelque temps après, il fut jugé et condamné aux galères comme bigame.

Au printemps de 1805, le détachement de Landerneau reçut l'ordre de rejoindre la légion à Lesneven; et, malgré la société choisie de cette dernière ville, dans laquelle les officiers étaient bien accueillis, nous, qui faisons partie du détachement, nous regrettâmes de quitter Landerneau, où nous avons passé notre temps d'une manière aussi profitable qu'agréable. Cependant nous fûmes bien reçus et sur le pied le plus amical par les habitants de Lesneven; et les officiers qui jouaient de différents instruments organisèrent des concerts avec les jeunes gens de la ville qui étaient musiciens. Le capitaine Lawless et les deux Saint-Léger arrangèrent ces réunions musicales. A un bal donné par les officiers de la légion, je fus nommé commissaire, et je fus chargé d'être le porteur des invitations adressées à la société de Landerneau, mission qui me flatta beaucoup. Le capitaine Markey m'y accompagna, et nous passâmes une journée agréable parmi les connaissances que nous y avons; en fait, notre temps se passait assez gaiement à Lesneven. Il nous arrivait, parfois, de louer des chevaux et de chevaucher jusqu'à Brest pour y rendre visite à notre ami le capitaine Murphy, qui était placé à bord du vaisseau amiral, comme chef pilote de la flotte, avec le grade de capitaine de frégate; nous apprenions par lui que tous les préparatifs de l'expédition se complétaient sur une vaste échelle : vingt et un vaisseaux de ligne, et des frégates et vaisseaux de transport en



nombre suffisant pour emmener vingt-cinq mille soldats, de l'artillerie, des armes, etc. Nous revenions toujours à notre garnison pleins de gaieté et d'espérance après nos visites au capitaine Murphy, à Brest. Il y était fort respecté des officiers de la flotte; sa réputation, comme porteur des dépêches du général Humbert au gouvernement français en 1798, était bien connue, et le Directoire lui avait offert des pistolets d'honneur pour sa belle conduite dans cette circonstance.

Le capitaine Patt Mac Sheehy eut une dispute avec le fils du maire de Lesneven, le jeune Carrandra; après avoir déchargé leurs pistolets, le fils du maire voulut continuer le combat à l'épée, mais les témoins intervinrent et arrangèrent l'affaire. Malheureusement à son retour en ville, le fils du maire dit à quelques amis qu'il rencontra : « Ces officiers irlandais ne veulent se battre qu'au pistolet. » Le lieutenant Osmond, qui se trouvait présent, lui répliqua : « Je suis un de ces officiers irlandais, et je suis prêt à vous prouver le contraire. » Ils se rendirent sur le terrain et se battirent avec de petites épées. Le fils du maire reçut une blessure grave, et fut transporté chez son père, en apparence mourant. Ce malheur causa une sensation douloureuse. Pendant la nuit, le général en chef, à Brest, envoya à la légion l'ordre de quitter immédiatement Lesneven et de se rendre à Quimper. Ce fut ainsi que, par la folie d'un individu à moitié timbré, comme Patt Mac Sheehy, les officiers se virent forcés de prendre congé d'une charmante société, dans laquelle ils avaient passé très-agréablement plus d'une année. Il est vrai

qu'ils n'avaient pas à craindre de perdre à ce changement de garnison. Quimper était le chef-lieu du département et, à ce titre, leur offrait les plus grands avantages en tout genre; une société très-choisie composée d'un grand nombre de belles et élégantes dames des anciennes familles du pays, y fréquentait les bals et les soirées donnés par le préfet du Finistère, M. Miollis, frère du général qui acquit plus tard, à Rome, une telle notoriété par l'arrestation du pape Pie VII.

Au commencement de l'été de 1805, le général Harty fut nommé inspecteur général, et envoyé à Quimper pour inspecter la légion irlandaise. Cette inspection réjouit l'esprit des officiers, en leur faisant espérer prochainement le départ de l'expédition destinée à affranchir leur patrie du joug étranger.

Jérôme Buonaparte passa par Quimper en se rendant à Brest. Il s'arrêta quelque temps à l'hôtel du préfet, où le lieutenant Saint-Léger se trouvait de garde avec trente hommes. Il les renvoya en disant qu'un capitaine de vaisseau n'avait pas droit à une garde d'honneur; il remercia Saint-Léger, et le pria de lui laisser à sa disposition un des sergents comme planton ou ordonnance pendant son séjour à Quimper.

Peu de jours après, nous apprîmes que Jérôme Buonaparte avait quitté Brest avec une partie de la flotte française, ce qui était d'un mauvais augure pour la pauvre Irlande; et, en réalité, nous pûmes dès ce moment voir clairement qu'il y avait peu d'espoir qu'on fit rien pour elle, avant que la flotte ne se trouvât de nouveau réunie.

Le capitaine Derry donna sa démission pour se rendre en Amérique, et les officiers qui se décidèrent à rester au service de la France pour apprendre leur métier, regrettèrent beaucoup le départ de Derry, qui était un excellent ami, un aimable camarade et un homme très-honorable à tous égards. Le matin de son départ de Quimper, nous l'accompagnâmes à quelque distance sur la route, et nous y rencontrâmes un Irlandais nommé Mullen, qui venait de s'enfuir d'Irlande pour rejoindre la légion ; il nous dit qu'il avait craint que l'expédition ne fût partie avant son arrivée. Il nous apprit combien les Irlandais comptaient vivement encore sur les secours de la France. M. Derry lui répondit : « Je quitte la légion et les chers amis que j'y possède, parce que je ne vois aucune chance d'une expédition en Irlande. » M. Mullen était du comté de Down, pays natal de M. Derry, qui eut le temps, avant le départ de la diligence, d'apprendre un grand nombre de nouvelles de leurs amis communs, et spécialement de son frère, l'évêque catholique, dont le diocèse se trouvait dans le comté de Down. M. Mullen était le neveu de notre digne ami Mac Canna, qui sauva le collège irlandais pendant la Terreur.

Lorsque le corps du maréchal Augereau quitta Brest, en 1805, pour rejoindre la grande armée, le général Arthur O'Connor, qui était attaché à son état-major, vint à Paris, et y épousa la fille et l'unique enfant du célèbre et malheureux Condorcet ; cette union avait été sa grande ambition, et elle fut heureuse. Mademoiselle Condorcet avait eu le bonheur d'être élevée par une

mère d'un esprit élevé et accompli, la marquise de Condorcet, dont le courage et la fermeté, pendant la cruelle Terreur et les persécutions de 1793, lui avaient acquis la plus grande considération parmi les vrais patriotes de tous pays; elle avait su apprécier les sacrifices, les souffrances et la prison qu'avait eu à supporter Arthur O'Connor en s'efforçant d'obtenir la liberté de son pays natal; son frère, le général Grouchy, approuva hautement le mariage de sa nièce avec son ami le général O'Connor. On les considérait comme un très-beau couple; Mademoiselle Condorcet était une belle jeune fille, vive et animée, d'à peine vingt ans; le général O'Connor en avait près de quarante, et des manières très-distinguées. Il acheta bientôt le domaine et le château de Bignon, dans le département du Loiret, et il y passa la plus grande partie de son temps, en attendant les ordres du ministre, pour reprendre un service actif. Comme le gouvernement français ne fit ou ne tenta rien pour améliorer la situation de la pauvre Irlande, pendant cette longue guerre avec l'Angleterre, le général O'Connor, bien qu'en non activité, reçut les appointements d'un général de division, jusqu'à la Restauration des Bourbons, en 1814, et il obtint alors une pension de retraite de six mille francs par an.

Plusieurs officiers de la légion irlandaise, à Quimper, reçurent, en 1805, l'ordre de commander des détachements chargés de conduire des conscrits à Strasbourg: ces officiers étaient le capitaine Tennant, le capitaine William Corbet, les lieutenants O'Reilly, Allen, Burgess, O'Morin, etc. A Strasbourg, les soldats furent ar-

més et organisés en brigades et en colonnes, pour se rendre, avec tous les préparatifs et toutes les précautions militaires, par le Tyrol, dans la ville de Venise, où ils furent incorporés dans leurs régiments respectifs, et où les officiers irlandais reçurent des feuilles de route séparées, pour revenir, par étapes, rejoindre la légion à Quimper; il leur fut alloué, outre leur solde, une indemnité de voyage, qui leur permit de prendre de temps en temps la diligence, et de visiter plusieurs villes de l'Italie. Ce plaisir compensa en grande partie les marches pénibles qu'ils avaient eu à accomplir à travers les montagnes du Tyrol. Allen m'écrivit fréquemment pendant les trois mois qu'il passa à voyager.

Au printemps de 1806, pendant le séjour de la légion à Quimper, les Anglais ayant débarqué quelques troupes près de Concarneau pendant la nuit, le commandant Peterzelli marcha contre elles avec un détachement. Comme il ne prit avec lui aucun des officiers irlandais de naissance, et dont c'était le tour de marcher, ces derniers se montrèrent fort indignés de l'insulte qui leur avait été faite en ne les envoyant pas contre l'ennemi commun; le lendemain, au retour de Peterzelli, après le rembarquement des Anglais, ils se rendirent tous, sans exception, mais individuellement, chez lui, et lui remirent leurs épées, en déclarant qu'ils ne les reprendraient qu'après avoir obtenu satisfaction. Ils restèrent huit jours aux arrêts forcés pour ce fait; mais l'empereur, ayant appris leur conduite, l'approuva hautement, et leur ordonna de reprendre leurs épées, en les assurant de sa résolution de leur rendre justice.

Nous pûmes voir, dans cette occasion, que le capitaine William Lawless possédait de grandes facultés d'improvisation. Il établit, dans les termes les plus énergiques, qu'il importait peu que l'oubli de Peterzelli fût intentionnel ou non, et que, comme officiers et hommes d'honneur, nés en Irlande, nous devons poursuivre une réparation, et déposer nos épées jusqu'à ce que nous l'ayons obtenue. Comme nous étions aux arrêts forcés, nous craignions que quelques difficultés ne vinssent s'opposer à l'envoi de nos dépêches à l'empereur et au ministre de la Guerre; mais Mrs Barker les souleva toutes. Cette excellente dame, par l'ordre de son mari le capitaine Barker, alla faire signer notre plainte par tous les officiers irlandais, et elle se rendit ensuite à trois lieues de Quimper, pour la mettre elle-même à la poste, dans une petite ville sur la route de Paris; cette précaution avait paru utile.

Au printemps de 1806, pendant le séjour de la légion à Quimper, deux officiers s'y marièrent : le capitaine Masterson, à la fille du marquis de Castratt, et le capitaine Lacy à mademoiselle Amélie de Guilmar, d'une famille noble. Ces mariages nous procurèrent beaucoup de distractions dont nous avions grand besoin. Le capitaine Masterson invita plusieurs de ses camarades à ses noces; et comme le marquis de Castratt avait passé quelque temps dans le comté de Wexford, pendant son séjour en Irlande, à l'époque de l'émigration, nous reçûmes la plus aimable hospitalité de ce vieux gentilhomme et de sa fille, madame la comtesse de Beauvoir, une veuve de grands talents et d'une extrême vivacité d'esprit.

Après avoir dépensé l'argent qu'ils avaient apporté avec eux en Irlande, ils s'étaient trouvés dans l'impossibilité d'en tirer davantage de France, et madame de Beauvoir, pour soutenir son père, entra comme gouvernante des enfants chez le docteur et madame Purcell de Dublin, les parents du célèbre Pierre Purcell, qui prit une part active à l'Association catholique et à la Société dite *Le Précurseur*.

Madame de Beauvoir venait de se marier depuis peu lorsqu'elle se vit forcée d'émigrer avec la famille de son père; le jour de leur départ du château, pour gagner la côte, son mari, le comte de Beauvoir, après quelques centaines de toises de marche, revint au château pour y prendre quelque objet qu'il y avait oublié; mais, en en sortant pour la seconde fois, il rencontra dans la cour les gendarmes, qui l'arrêtèrent, et, bientôt après, il fut jugé et exécuté.

Le marquis de Castratt avait, outre madame de Beauvoir, quatre filles et un fils. Heureusement pour ces enfants, pendant l'absence de leur père, leur oncle, le marquis de Grégoire, maria sa fille au premier aide de camp du général Hoche, le colonel Bonté, après la conclusion du traité de paix avec les chefs de l'armée vendéenne. Ces chefs avaient choisi mademoiselle de Grégoire pour être leur négociatrice au quartier général de l'armée française, et le général en chef, Hoche, avait été très-frappé de ses manières hautement accomplies, et son aide de camp, le colonel Bonté, avait été séduit par sa personne et sa grande beauté. Son nom vivra toujours dans la Basse-Bretagne, pour le service qu'elle

rendit en ayant le courage d'accepter cette mission au milieu de la cruelle guerre civile qui ensanglantait le pays. Après son mariage, le colonel Bonté fut bientôt élevé au grade de général, et chargé d'un commandement en Italie. Le lieutenant O'Reilly, en revenant de Venise, rendit visite au général Bonté, et remit à sa femme une lettre de sa cousine et ancienne compagne, mademoiselle de Castratt, devenue madame Masterson. Le général Bonté, voyant O'Reilly parler français aussi couramment, lui offrit de demander à l'Empereur de l'attacher près de lui comme aide de camp, avec le grade de capitaine. Mais O'Reilly, qui ne pouvait croire qu'une expédition ne fût pas envoyée en Irlande un jour ou l'autre, refusa l'offre amicale du général, et il le regretta sans doute plus tard lorsqu'il se vit combattre contre les Anglais à Flessingue, en 1809, encore comme simple lieutenant.

M. John Masterson, frère du capitaine Masterson, qui avait servi dans les brigades irlandaises, avant 1792, et qui avait épousé une dame des Indes Occidentales qui lui avait apporté des propriétés à Antigua, habitait Bruxelles, avec sa femme et sa famille, en 1806. Il avait connu le marquis de Castratt dans le comté de Wexford, comme émigré français, et il approuva hautement l'alliance de son frère avec ce gentilhomme; il constitua à sa belle-sœur une rente de soixante livres par an qui lui fut continuée, après sa mort, par sa fille Miss Sally Masterson, qui avait hérité de la propriété de son père, à Antigua.

Nous passâmes six jours délicieux avec le marquis de



Castratt et son aimable famille. Le soir, il y avait musique et danse sur la pelouse devant le château pour les paysans du voisinage. Après souper, on se livrait à de petits jeux de toute espèce mis en train par madame de Beauvoir et son oncle, le marquis de Grégoire, qui avait beaucoup de goût pour cette sorte d'amusements qu'il avait appris lorsqu'il était page de Louis XV, et qui possédait en réalité les manières polies de la vieille noblesse française. Ce qui nous frappa beaucoup le jour de la noce en revenant de l'Église, ce fut de trouver dans la grande salle du château une foule de paysans attendant les nouveaux époux pour leur offrir des présents. Ces présents consistaient en agneaux, chevreaux, veaux, lapins, pigeons, volaille, beurre moulu en forme de saints, etc., et comme ils étaient volontaires, car les paysans n'étaient plus des serfs, ils témoignaient en faveur du marquis de Castratt, qui, à son retour de l'émigration, ne possédait plus autorité sur ces paysans, ses anciens tenanciers ou serfs, devenus propriétaires de biens nationaux. Il reprit possession cependant de son château et de ses jardins qui n'avaient pas été vendus, mais il les retrouva pillés et dévastés. La famille de Castratt conserva ainsi un manoir sur sa terre natale et demeura très-respectée des paysans.

Le mariage du capitaine Lacy avec mademoiselle de Guilmar, ne put nous procurer autant de divertissements, car son oncle, M. de Malesherbes, avait refusé son consentement. Elle dut quitter sa maison dans le pays et venir s'établir à Quimper, chez une parente qui la conduisit à l'autel. Quand le brave Lacy la prit, vaille que

veille, il ne s'inquiéta pas si elle avait ou non de la fortune; elle était jeune, belle et aimable, et cela lui suffisait. Il donna à cette occasion un magnifique souper à ses camarades et à ses amis. Il était né en Espagne et c'était un vrai soldat. Nul Irlandais ne déplora plus que lui que l'expédition en Irlande n'eût pas lieu.

Peu de jours après la noce, nous apprîmes que Jérôme Buonaparte était revenu d'Amérique, sans être accompagné par les vaisseaux de ligne qui avaient quitté Brest avec lui, et à bord d'une frégate qui avait été poursuivie de près par plusieurs navires de guerre anglais. Elle leur échappa dans la baie de Concarneau, à quatre lieues de Quimper. Cette petite ville donna un bal et des divertissements splendides à Jérôme Buonaparte et aux officiers de la frégate pendant qu'il attendait les ordres du ministre de la Marine à Paris. On plaça à bord de la frégate un bataillon d'infanterie pour renforcer l'équipage dans la crainte que les Anglais ne vinssent pendant la nuit couper son câble et l'enlever.

Nous n'avions adressé au département de la Guerre aucune demande collective, mais nous apprîmes cependant par nos amis de Paris que nous devions nous attendre à changer bientôt de garnison, et en juin 1806, la légion reçut l'ordre de se rendre de Quimper à Alençon, pour y attendre sa nouvelle destination. Avant de partir, nous apprîmes la mort du pauvre Mac Henri à l'hôpital de Landerneau où il était entré pour se faire soigner d'une enflure au genou. Le chirurgien lui ouvrit le genou et il mourut pendant l'opération. C'était un honnête presbytérien du Nord de l'Irlande et un vrai

patriote. Nous nous promenions un jour, en mars 1804, à Quimper, en aval de la rivière. Dans la pensée que nous pourrions rencontrer des loups, nous chargeâmes nos fusils à balle. En revenant, Mac Henri aperçut un canard sauvage plongeant dans la rivière, et lorsqu'il sortit la tête de l'eau, il tira dessus et le tua ; quand nous examinâmes le canard, nous lui trouvâmes la tête séparée en deux par la balle. Mac Henri fut si enchanté de son fusil, qu'il résolut immédiatement de dépenser deux ou trois guinées pour le faire monter à neuf et polir dans le meilleur style. Je l'engageai à l'essayer de nouveau avant de faire aucune dépense, et nous nous rendîmes le lendemain, à une lieue de la ville, aux ruines d'un vieux moulin, sur le mur duquel nous plaçâmes une feuille de papier. Mac Henri déclara qu'il allait se mettre à la même distance du moulin qu'il l'était du canard. Après avoir tiré trois coups sans toucher le but, il jeta son fusil par terre en jurant après lui. Il était de très-bonne humeur et il fit rire de son échec les officiers de la table en déclarant qu'il lui avait épargné une centaine de francs.

M. Mullen s'enrôla immédiatement sur les contrôles de la légion irlandaise, bien résolu à y rester attaché à quelque titre que ce fût. Il ne ressemblait pas à un de ses compatriotes, M. Mac Gurken, frère de l'avoué catholique de Belfast, qui s'était si activement employé en 1797 et 1798, pour la défense des Irlandais Unis accusés de trahison. Mac Gurken pensait que les grands sacrifices faits à cette époque par son frère lui donnaient droit au grade d'officier, et il était décidé à ne pas accepter

moins. Son aspect plaidait grandement contre lui ; il était profondément marqué de petite vérole, très-laid par conséquent, et outre sa mine désagréable, il était impudent et présomptueux à l'excès. Il était resté un mois à Quimper, attendant, disait-il, la réponse à une demande faite en sa faveur. Les sous-officiers de la légion furent enchantés de le voir partir ; ils ne craignaient qu'une chose, c'était de le voir changer d'idée, et s'enrôler un jour parmi eux.

Notre départ de Quimper ne pouvait nous être agréable, car nous tournions le dos à la côte, et nous abandonnions ainsi, du moins pour l'instant, tout espoir d'être envoyés en Irlande. On permit aux officiers mariés de prendre la diligence jusqu'à Rennes, sauf au capitaine Lacy, qui remplissait les fonctions d'adjudant-major. Il dut faire la route à pied et par jour de marche régulier. Sa femme l'accompagna à cheval. Nous nous arrêtâmes un jour dans la petite ville de Pontivy, et un autre jour à Rennes, où la légion fut passée en revue par le général Delaborde qui y commandait et qui profita de la circonstance pour réprimander les officiers de leur trop grande susceptibilité à Quimper, à l'égard du commandant Peterzelli, qui, pressé de marcher contre les envahisseurs anglais, avait pris avec lui les premiers officiers appartenant à la légion qu'il avait rencontrés, sans se préoccuper du lieu de leur naissance, et sans aucune mauvaise intention. Cette invasion formidable consistait en un enseigne de vaisseau et dix soldats de marine anglais qui avaient débarqué la nuit et enlevé deux paysans qu'ils obligèrent à revêtir leurs habits du dimanche et qui,

après avoir posé toute la journée à bord de la frégate anglaise, comme modèles, pour les jeunes artistes et les officiers qui faisaient leurs portraits, furent débarqués la nuit suivante sur la côte, après vingt-quatre heures de captivité, pendant lesquelles ils avaient été bien traités, comme doivent l'être des prisonniers de guerre. Ces détails satiriques servirent à réconcilier les officiers avec le commandant Peterzelli.

A l'époque de notre passage à Rennes, le général Humbert y résidait, en défaveur depuis son malheureux échec en Irlande, en 1798. Le capitaine Barker et d'autres officiers qui l'avaient connu à Paris après son retour de prison, allèrent le voir et lui trouvèrent bonne mine; il les assura que si jamais le gouvernement français songeait sérieusement à une expédition en Irlande, il en ferait partie.

L'amiral Villeneuve, qui avait été fait prisonnier à la bataille de Trafalgar, où périt Nelson, en octobre 1805, ayant été échangé, s'arrêta à Rennes sur sa route pour Paris, et se brûla la cervelle dans l'hôtel où il était descendu, peu de jours avant l'arrivée de la légion.

Notre marche de Rennes à Alençon fut assez agréable, et comme nous espérions, en y arrivant, recevoir de nouveaux ordres, nous étions très-gais; cependant, ayant été avertis que nous pouvions y louer des logements et qu'il était probable que la légion s'y arrêterait quelque temps, nous jugeâmes utile d'adresser à l'Empereur une pétition signée des officiers pour lui demander d'être employés à un service actif. Le ministre de la Guerre nous ayant répondu que Sa Majesté Impériale prendrait notre

demande en considération , nous prîmes le parti de nous contenter de la garnison d'Alençon.

Je n'oublierai jamais que ce fut dans cette ville que je reçus la première lettre et les premières nouvelles de mon cher demi-frère, Édouard Kennedy, qui avait souffert trois ans d'emprisonnement, et qui n'avait été libéré que sous l'administration de M. Fox; il avait été arrêté en août 1803, peu de jours après ma fuite de Dublin, et le même jour, me disait-il, il avait été procédé à une perquisition générale et minutieuse, à mon intention, à la demeure de ma mère, dans le comté de Wexford et dans chaque maison du voisinage, où les Orangistes avaient pensé que j'avais pu trouver asile.

La lettre de mon frère me racontait les principaux incidents survenus pendant son emprisonnement, et depuis le jour de notre séparation jusqu'à celui de sa délivrance. Il n'avait jamais pu apprendre si j'étais arrivé ou non en sûreté en France pour y exécuter ma mission. Telles étaient les privations imposées aux prisonniers d'État dans les prisons de Dublin, qu'il ne leur était permis de voir aucun ami. — Son récit douloureux de l'exécution du pauvre Robert Emmett m'attrista beaucoup; son corps, séparé de la tête, avait été apporté et laissé pendant quelque temps dans la cour de la prison, pour que les prisonniers pussent le voir de leurs cellules. La grande consolation de mon frère était de rencontrer ses camarades de captivité, quand on leur permettait de se promener dans la cour, et spécialement le digne Philippe Long qui se montra jusqu'à la fin pour lui un excellent ami. Ils furent délivrés le même jour,

et MM. Cloney, Hughes, Gray et Hickson étaient sortis de prison un peu auparavant. Il me parlait de William Parrott avec la plus grande estime ; ce dont je fus charmé, attendu que son frère Joseph était l'un de nos officiers distingués, et le cousin de mon ami et camarade Hugh Ware ; en somme , cette lettre était un journal complet de cette triste époque. Elle avait été apportée sur le continent par quelque ami de Philippe Long et mise à la poste à Amsterdam. Jamais je n'ai dépensé d'argent avec autant de plaisir qu'en payant les quatre francs de port de cette lettre qui, revêtue du grand cachet de cire intact de mon frère et m'arrivant par un pays ennemi, en temps de guerre, me causa une émotion que comprendront bien les exilés d'Érin.

Le général Bonnet, qui commandait la première division de l'armée du maréchal Augereau, à Brest, primitivement destinée pour l'Irlande, se trouvait en congé à Alençon, lorsque nous y arrivâmes. On disait qu'il se dispute avec l'amiral Gantheaume, à propos de son refus de laisser les grenadiers de sa division nettoyer les ponts des navires, lui avait nui auprès de l'empereur ; mais c'était un trop brave soldat et il possédait trop de talent pour rester longtemps en disgrâce avec Napoléon, qui savait si bien apprécier la valeur de pareils officiers. Le général Bonnet épousa une jeune dame d'Alençon pendant que nous y étions. Son frère était directeur général des postes et jouissait d'une grande influence dans le département de l'Orne. Le colonel Cavallier, un très-bel homme, commandait les gendarmes du pays, et le préfet et lui donnaient des soirées qui rendaient la gar-

nison très-agréable. Ce fut à Alençon qu'en 1806 les cinq officiers ci-après quittèrent la légion : le capitaine William Corbet, le capitaine Bernard Mac Sheehy, le lieutenant Austin Gibbons, et les sous-lieutenants Swanton et Manginean.



## CHAPITRE II

### SOMMAIRE

1806. — La légion reçoit l'ordre de se rendre à Berlin. — Mes visites en passant par Paris. — Le capitaine Barker et Mrs Tone. — La ville de Verdun et les prisonniers anglais. — Metz et le capitaine O'Huren. — Sarrebrouck, dépôt des faux assignats de Pitt. — Mayence. — Prisonniers polonais et irlandais. — Le maréchal Kellermann. — L'impératrice Joséphine et la reine Hortense. — Le concert et le jeune Flecher. — 1807. — Départ pour Landau. — Visite à Manheim. — La conduite du général Harty en 1793 non oubliée. — Le tambour-major admiré. — L'église de Landau sert d'édifice du culte pour les catholiques et les protestants. — Ordre de se rendre au camp de Boulogne-sur-Mer. — Marche par Verdun. — Les prisonniers anglais. — Le gouverneur d'Arras. — Le dépôt des prisonniers anglais. — Le camp de Boulogne. — Le colonel général Gouvion Saint-Cyr. — Le capitaine prussien Delorme. — Dispute du lieutenant Powell. — Allen et O'Reilly. — M. Mac Canna et le général Dufour. — Le conseil de guerre. — Six officiers envoyés à Brest. — La légion part pour Anvers. — Le général Harty et le gouverneur. — Charles Ryan et le capitaine Ware. — Miss Sally Masterson et les parties de plaisir. — Les Masterson de Bruges et M. Johnstone, le consul autrichien. — Putenham Mac Cabe et Mrs Berthemey. — La légion irlandaise envoyée à l'île de Walcheren. — Camp à West Cappel. — Le général Harty, commandant. — Terveere. — L'hôpital de Middelbourg. — Un bataillon envoyé en Espagne sous les ordres du capitaine Lacy. — Flessingue annexée à la France. — Inondation. — Ma permission d'aller à Bruxelles. — M. Corr. — Le père Cowan. — Le capitaine français du port. — Les journaux anglais. — Transactions à Bayonne avec les rois espagnols. — Nouvelles d'Espagne par le lieutenant O'Morin.

Nous suivîmes avec anxiété les mouvements de l'armée française dans cette mémorable et courte campagne d'octobre 1806, qui décida du sort de la monarchie prussienne à la bataille d'Iéna, le 14 du même mois; et, le 28, Napoléon, après avoir fait son entrée triomphale

dans la capitale de cette monarchie, donna l'ordre de diriger immédiatement la légion irlandaise sur Berlin pour y être complétée en hommes. — Nous comprîmes alors que notre pétition avait réussi, et nous fûmes enchantés de la perspective de faire un véritable service militaire. L'ordre de marche, envoyé à la légion à Alençon, désignait les diverses villes où elle devait s'arrêter la nuit, jusqu'à Mayence. Les officiers mariés obtinrent, comme d'habitude, l'autorisation de prendre la diligence, avec leurs familles, à la condition de se trouver tous les cinq jours présents à l'inspection générale. — Le capitaine Barker profita de cette autorisation pour placer son fils Arthur, âgé de neuf ans, au collège irlandais à Paris. Comme le supérieur réclamait un ordre du ministre, et qu'il fallait quelques jours pour l'obtenir, l'excellente Mrs Tone se chargea du petit Barker et le prit chez elle, comme camarade de jeu de ses enfants, jusqu'à ce que toutes les formalités eussent été accomplies. J'obtins la permission de m'arrêter quelques jours à Paris pour voir quelques amis qui s'y trouvaient encore : MM. John Sweetman, Lewens, Mac Cormick, etc. En prenant la diligence pour Château-Thierry, j'y rejoignis la légion pour l'inspection. Nous n'étions pas très-nombreux, mais nous fûmes cependant organisés aussi complètement que les régiments français; chaque compagnie eut son capitaine, son lieutenant, son sous-lieutenant, son sergent-major, ses sergents, ses caporaux, et ses tambours, et, outre le porte-aigle, qui avait rang d'officier, le porte-drapeau vert sur lequel était inscrit en lettres d'or : « *L'Indépendance de l'Irlande.* » De

l'autre côté du drapeau vert se trouvait la *harpe sans couronne*. Nous traversâmes chaque ville en ordre militaire parfait, avec notre aigle découvert et notre drapeau déployé, et nous excitâmes un grand intérêt parmi les habitants qui criaient : « Les Irlandais et les Polonais sont nos fidèles alliés ! » La ville de Verdun, où nous devons passer la nuit, servait de dépôt aux prisonniers de guerre anglais, et le gouverneur prit sur lui de loger la légion irlandaise dans un faubourg, dans la crainte que sa présence ne fût désagréable à ces prisonniers. Au point du jour, il fit baisser le pont-levis et ouvrir les portes pour que la légion traversât la ville avant que les prisonniers anglais vissent assez clair pour contempler notre drapeau vert et sa magnifique inscription, si désagréable pour eux : *L'Indépendance de l'Irlande*. Cependant notre marche à travers la ville, à cette heure matinale, attira grandement l'attention, et pendant que notre musique jouait notre air national de « Le matin du jour de saint Patrick, » nous pûmes voir s'ouvrir plusieurs croisées et des gentlemen en chemise se demander d'un côté de la rue à l'autre, en bon anglais, ce que signifiait cette musique à une heure aussi matinale. « Mais, Dieu me damne, Burke, vous devez connaître cet air ? » se répondait-on d'une fenêtre à l'autre. Notre passage donna lieu à beaucoup de conversations.

Nous n'étions guère bien logés dans le faubourg de Verdun, mais nous trouvâmes un excellent dîner dans une de ses petites auberges. J'étais assis à table auprès du capitaine O'Heren qui nous raconta plusieurs anec-

doctes sur ce qui s'était passé en 1792, lorsque la ville avait été occupée par l'armée prussienne.

A quatre lieues de Verdun, sur la route de Metz, nous nous arrêtâmes dans un village pour déjeuner, et nous nous amusâmes assez d'entendre tous les récits que les officiers avaient recueillis à leurs logements, la nuit précédente, sur les prisonniers anglais et leurs courses quotidiennes à travers le pays jusqu'au coucher du soleil, heure à laquelle ils devaient se trouver en ville pour répondre à l'appel.

Le capitaine O'Heren obtint, dans ce village, la permission de prendre la diligence jusqu'à Metz, et nous fûmes grandement saisis, en y arrivant le lendemain, d'apprendre qu'il était mort subitement pendant la nuit, à l'hôtel où il était descendu. O'Heren faisait ses études en France à l'époque de la Révolution, et il y prit une part active ; il avait du talent, et il aurait rempli avec succès un emploi diplomatique. Nous avons logé dans la même maison à Lesneven, et il était fort aimé de la famille qui recevait grande société le soir. La présence d'O'Heren y était considérée comme très-précieuse ; il parlait couramment le français et il possédait les manières gaies d'un Irlandais bien élevé ; il était bon patriote, et il ne pouvait manquer d'être bien reçu partout où il allait.

Notre marche continua à être assez agréable, car le temps était très-beau, bien que nous fussions à la fin de novembre. En arrivant à Sarrebrouck, nous nous y arrêtâmes pour déjeuner. La ville avait été brûlée et avait beaucoup souffert des désastres de la guerre.

C'était dans cette ville que Pitt avait établi une fabrique de faux assignats, comme un de ses fameux stratagèmes pour ruiner et conquérir la nation française !

En arrivant à Mayence, la légion reçut l'ordre de s'y arrêter, et quinze cents Polonais, qui avaient été au service de la Prusse, y demandèrent à entrer au service de la France, après la bataille d'Iéna. Ils furent incorporés dans la légion irlandaise à Mayence, ainsi qu'un grand nombre d'Irlandais. Ces Irlandais avaient pris part à l'insurrection et ils avaient été vendus, en 1798 et 1799, pendant leur captivité en Irlande, par le gouvernement anglais, au roi de Prusse pour travailler aux mines ; l'agent du roi de Prusse avait parcouru les prisons d'Irlande pour choisir les jeunes gens les mieux bâtis et les plus habiles. Avant le commencement des hostilités contre la France, le roi de Prusse avait obligé ces hommes braves et malheureux à entrer dans son armée. On peut facilement s'imaginer qu'ils se réjouirent de se réunir aux soldats irlandais au service de la France, qui conservaient encore l'espoir de voir un jour leur pays affranchi.

Ces prisonniers irlando-prussiens, qui parlaient allemand de manière à se faire comprendre, et au moins aussi bien que leurs camarades, les prisonniers polonais, rendirent, dans le principe, de grands services à leurs officiers. Nous retrouvâmes parmi eux plusieurs camarades que nous avons connus pendant l'insurrection de 1798 ; le capitaine Ware en retrouva plusieurs qui avaient combattu à ses côtés dans le comté de Kildare, tels que Foster, Gunning, etc., de braves jeunes gens.

Et moi, je retrouvai Dalton, Cane, Doyle, O'Brien, et d'autres camarades des comtés de Wexford et de Wicklow, qui me connaissaient depuis l'enfance.

Mallowney, qui avait été blessé à Castlebar et condamné à la déportation, possédait le grade de sergent-major dans l'armée prussienne ; il obtint bientôt celui d'officier dans la légion irlandaise, et il devint l'un des capitaines distingués du régiment irlandais pendant la campagne de 1813. La solde française, la ration du soldat, le mode d'existence, grâce à la discipline, étaient si supérieurs à ceux de l'armée prussienne, que Polonais et Irlandais furent ravis du service français. Le maréchal Kellermann, qui commandait l'armée de réserve, à Mayence, donna l'ordre de fournir immédiatement des capotes, des chemises, des souliers, etc., aux capitaines de la légion irlandaise pour leurs soldats, et, peu de jours après, en passant la revue, il fut charmé de voir la légion aussi bien équipée et présentant un aspect aussi formidable. Il nous fit, à cette occasion, de beaux compliments en nous disant que la bravoure des Irlandais était proverbiale, et que leur attachement pour la France était bien connu. Il nous dit également qu'il avait été cadet pendant quelque temps, dans une des brigades irlandaises, lorsqu'il était enfant ; ses manières simples étaient celles d'un gentleman bien élevé ; sa carrière militaire avait été longue et glorieuse, mais il se vantait plus de sa victoire de Valmy que de toutes les autres, parce que, disait-il, elle avait mis fin pour toujours à l'ambition prussienne de faire des conquêtes en France.

Mayence fut pour nous une délicieuse garnison, mais le passage continu des troupes et sa position de grand dépôt de la grande armée ne nous permettaient pas d'espérer d'y rester plus longtemps que le temps nécessaire à l'armement de nos soldats. Nous rencontrions, sur la promenade publique, l'impératrice Joséphine et sa fille Hortense, reine de Hollande, qui paraissaient toutes les deux jeunes et belles. A un concert qui leur fut donné, le fils de notre maître tailleur, le jeune Flecher, un garçon de quatorze ans, joua du violon, à la surprise et à l'admiration des autres musiciens qui le considérèrent comme un prodige. Le lendemain, l'impératrice lui envoya un beau cadeau.

A la fin de décembre, la légion reçut l'ordre de se rendre à Landau; cette ville, forteresse importante, où le service de la place était exécuté avec autant de ponctualité et de rigueur que si l'ennemi eut été à ses portes, était une garnison fort utile aux officiers et aux soldats.

Pendant notre marche vers Landau, le capitaine Ware et moi nous obtînmes la permission de traverser le Rhin et de visiter la ville de Manheim, dont la beauté et la régularité ont été tant vantées. En repassant le fleuve, le lendemain matin de bonne heure, pour rejoindre nos compagnies qui étaient logées dans un village, sur la route, nous fûmes très-surpris d'entendre des volées de coups de fusil dans toutes les directions. On répondit à nos questions que c'était la coutume du pays de célébrer la nouvelle année, au point du jour, par ce genre de réjouissances. Notre marche vers Landau, le 1<sup>er</sup> jan-

vier 1807, accompagnée de réjouissances et de coups de fusil, nous annonçait ainsi qu'avant la fin de la guerre nous ne verrions pas mal de ce genre d'amusements.

La légion irlandaise fut bien reçue par les habitants de Landau qui se rappelaient la noble conduite du capitaine Harty, en 1792, lorsque, malgré son lieutenant-colonel O'Mahony, il avait empêché le régiment de Berwick de traverser le Rhin pour se rendre au camp ennemi, et l'avait ramené avec lui en triomphe. Il reçut les remerciements gracieux du gouverneur et des habitants de la ville. Cette circonstance n'est-elle pas un des exemples qui prouvent combien il est difficile de définir ce qu'on appelle l'obéissance passive vis-à-vis des chefs militaires et des tyrans ? Si le capitaine Harty avait obéi à son chef, l'armée française aurait été privée des magnifiques services de la 70<sup>e</sup> demi-brigade, et les Irlandais qui la composaient se seraient trouvés réduits à la cruelle et déshonorante nécessité de solliciter de l'emploi du gouvernement anglais.

Nulle garnison ne pouvait être plus favorable que Landau pour le complètement de la légion ; les vivres y étaient à bon marché et abondants, surtout les pommes de terre que les soldats polonais goûtaient autant que les Irlandais. Leur mode de les préparer était excellent. Ils rapaient les pommes de terre et les faisaient bouillir à moitié, comme une espèce de soupe ; puis ils coupaient en petits morceaux et faisaient frire à moitié une certaine quantité de lard qu'ils jetaient dans la soupe aux pommes de terre qu'ils faisaient bouillir jusqu'à ce



qu'elle fût devenue épaisse, pour la verser alors dans les gamelles des soldats. Ils goûtèrent fort ce pouding, bien qu'il ne contint point de raisins. Avec une nourriture aussi substantielle, nos soldats se trouvaient en état de supporter la fatigue et la température glaciale, aussi avions-nous chaque jour l'exercice et la manœuvre, quoique nous fussions au cœur de l'hiver.

Ayant appris qu'il était arrivé dans la ville de Spire des prisonniers prussiens, et que l'un d'eux, un homme de sept pieds de hauteur, désirait s'engager dans un régiment français comme tambour-major, j'y fus envoyé avec la recommandation de n'engager que des Polonais, à l'exception toutefois du tambour-major, dont le lieu de naissance importait peu pourvu qu'il pût marcher droit à la tête de la légion. Le commandant de la ville de Spire me prêta toute l'assistance possible; je dînai avec lui, et, après le dîner, il fit venir le géant, comme il l'appelait, et lui demanda quel était le montant de la solde prussienne qu'il recevait. Il se trouva que la solde française était double, et, de plus, les officiers consentaient à l'augmenter de quarante francs par mois; aussi le tambour-major, enchanté de tout cela, et de la double ration à laquelle il avait droit, me dit qu'il était prêt à partir quand je le voudrais. Il avait reçu une légère blessure, mais le chirurgien de l'hôpital, qui le visita, m'affirma qu'elle ne l'empêcherait nullement de marcher et de faire son service. Quarante Polonais se présentèrent pour s'engager, mais trente seulement se trouvaient en état de marcher; je les engageai, je leur remis à chacun la solde d'un jour et je leur donnai l'ordre de se réunir

le lendemain matin, à huit heures. Nous partîmes alors pour Landau, et, après avoir fait plus de trois lieues, je m'arrêtai dans un village, pendant une heure, pour faire déjeuner mes hommes, et, lorsque le tambour battit pour le départ, tous se trouvèrent présents ; mais le froid était si intense, douze degrés au-dessous de zéro, que la moitié de mes hommes se virent saisis par le froid et incapables de continuer leur route, pour avoir quitté les poêles ardents des maisons où ils avaient déjeuné. A mon arrivée le soir, aux portes de Landau, dix hommes sur trente se trouvaient seuls présents ; les vingt autres étaient si faibles qu'ils mirent deux jours à arriver à Landau. Les chefs et les officiers furent charmés de voir le superbe tambour-major, et ils me firent de grands compliments du soin que j'avais pris de lui pendant le trajet, en le tenant éloigné des poêles ardents et en ne lui permettant de boire que ce qu'il lui fallait pour combattre le froid désespéré ; car, autrement, il fût resté, lui aussi, malade en route. Les habitants admirèrent le tambour-major comme ils admiraient tout ce qui augmentait la splendeur des troupes de la garnison qui alimentait en grande partie le commerce de Landau chargé de lui fournir décorations et provisions de toute sorte. Les appartements loués aux officiers assuraient un petit revenu aux chefs de maisons qui veillaient avec soin à rendre confortables leurs logements. Il était édifiant de voir la tolérance qui régnait parmi ces braves gens à l'égard de la religion. Les dimanches, les catholiques et les protestants célébraient dans la même église, à des heures différentes, leurs services religieux respectifs. Nous

allions à la messe à neuf heures, et, en quittant l'église, nous rencontrions à la porte les protestants arrivant à leur prêche, qui commençait à dix heures. C'était là un spectacle agréable pour nous qui avions gardé horreur de la tyrannie protestante en Irlande. Nous passâmes un joyeux carnaval à Landau et nous nous y trouvions très-heureux ; mais nous fûmes enchantés lorsque la légion reçut l'ordre de se rendre au camp de Boulogne, car ce départ, pour la côte, indiquait que Napoléon n'avait pas abandonné son ancien grand projet d'envahir l'Angleterre et l'Irlande, et qu'il le reprendrait sur une plus grande échelle après avoir conclu la paix avec la Russie et la Prusse. Le camp de Boulogne était alors commandé par l'un des capitaines illustres du siècle, le colonel général Gouvion Saint-Cyr, plus tard, maréchal de France.

L'armée de réserve, sous ses ordres, se composait principalement des 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> bataillons des régiments de la grande armée, dont les dépôts avaient été échelonnés dans différents camps, sur la côte, pour recevoir les jeunes soldats, les dresser et les préparer à entrer en campagne. Nous étions ravis de faire partie d'une armée commandée par un des généraux les plus capables du temps, et nous fîmes gaiement et joyeusement la route.

Nous nous reposâmes un jour à Metz, où le conseil d'administration ordonna la confection et l'envoi au camp de Boulogne de deux mille plumets et autres décorations. Pendant ce voyage la légion ne logea pas dans les faubourgs de Verdun, et les prisonniers anglais pu-

rent contempler des remparts, à une distance d'une demi-lieue, une petite armée en marche, vêtue de vert, commandée par des officiers irlandais, l'aigle découvert, et ses drapeaux déployés et portant inscrits en grosses lettres d'or ces mots : *Indépendance de l'Irlande*.

A Arras, où il y avait cependant un dépôt de prisonniers anglais, nous fûmes logés dans la ville, parce que le gouverneur eut le bon sens de faire passer une nuit aux Anglais dans la citadelle, et de les y retenir jusqu'après notre départ qui eut lieu dans la matinée.

Nous trouvâmes tout dans un ordre parfait à notre arrivée au camp de Boulogne-sur-Mer ; les baraques des soldats et des officiers étaient propres et aérées. Quelques heures nous suffirent pour nous installer complètement dans nos nouveaux logis ; les habitants de Boulogne étaient si bien accoutumés à fournir aux soldats ce qui leur était nécessaire, qu'il ne nous en coûta aucune peine, et pour la somme de douze francs par mois, une baraque d'officier se trouvait fournie d'un lit, d'une table, de chaises, etc.

Trois jours après notre arrivée, nous fûmes passés en revue par le général en chef, Gouvion Saint-Cyr ; c'était la première fois que je le voyais. En transcrivant ces notes, je me rappelle un court entretien dont il m'honora en 1819, lorsqu'il était ministre de la Guerre de Louis XVIII.

L'inspecteur-général Claparède avait réuni chez lui, rue de la Ville-l'Évêque, les officiers en demi-solde du département de la Seine, et il les conduisit par la place de la Concorde à l'hôtel du ministre de la Guerre, rue

Saint-Dominique, pour rendre leurs hommages à Son Excellence ; les officiers revêtus des différents uniformes de l'Empire, formaient un groupe bigarré, qui causa une certaine sensation, et mon uniforme vert attira, comme les autres, l'attention. Le ministre me demanda si j'avais obtenu mes lettres de naturalisation ; je lui dis que oui. Il m'adressa ensuite d'autres questions sur mes campagnes, puis il désira savoir si je possédais quelque fortune : « Pas d'autre que mon épée, monsieur le maréchal », répondis-je ; sur quoi, il me salua. Douze jours après je reçus ma commission pour le second bataillon de la seconde légion de l'Ille-et-Villaine, en formation à Rennes. Malheureusement avant que le second bataillon eût eu le temps d'être réuni, une réorganisation de l'armée française en régiments me laissa en demi-solde.

J'étais loin de m'imaginer, alors, que l'influence anglaise pût nuire à mon avancement, et ce ne fut qu'à mon retour de Grèce, en 1830, que j'appris que sir Charles Stuart, ambassadeur anglais à Paris, était allé trouver le général de Caux, ministre de la Guerre, en 1828, pour lui demander de rayer mon nom et celui du colonel Corbet, de la liste des officiers d'état-major attachés à l'expédition de la Morée. Le ministre refusa, en disant que nous étions des officiers français, employés à notre tour de rôle. Cependant, dans la crainte que l'ambassadeur n'allât à Saint-Cloud s'adresser au roi Charles X qui ne savait rien lui refuser, il nous donna l'ordre de nous rendre sans délai à Toulon, pour nous embarquer avec la division qui était prête à

partir sous les ordres des généraux Maison, Higonet, Schneider, etc.

Pour revenir à Boulogne, nos soldats ayant pour la plupart servi, il suffit de quelques manœuvres et exercices pour leur faire comprendre les commandements en français, et nous mettre en état de manœuvrer en ligne avec les régiments français. Un mois bien employé au camp de Boulogne suffit pour amener ce résultat, et à une grande revue passée par le général en chef, Gouvion Saint-Cyr, il témoigna sa satisfaction des progrès de la légion irlandaise dans la manœuvre. L'éclat de sa tenue lui plut beaucoup, et, en réalité, elle parut avec grand avantage à cette revue, car elle avait reçu à temps, de Metz, les plumets et autres décorations pour les soldats, et son uniforme était vraiment splendide.

Il survint, ce jour-là, un fait très-désagréable dont voici le récit véritable. Un orgueilleux capitaine prussien, nommé Delorme, auquel le maréchal Kellermann avait témoigné quelque intérêt à Mayence, était attaché à la légion et l'avait suivie au camp de Boulogne-sur-Mer. A la revue générale passée par le général Saint-Cyr, au moment où la légion, formée en colonne par compagnies, allait défiler devant le général en chef, le capitaine Delorme qui n'avait pas de compagnie dans la légion, et qui désirait se poser en défilant devant le général, s'aperçut que le lieutenant Powell commandait une compagnie en l'absence de son capitaine qui était malade. Delorme insista alors pour en prendre le commandement à la place du lieutenant Powell, qui refusa

de le lui céder, en déclarant qu'en l'absence d'un ordre du chef de résigner le commandement de la compagnie, et qu'après avoir été passé en revue et en inspection tout le jour, il désirait avoir l'honneur de défilé devant le général ; mais le capitaine ayant persisté, le lieutenant le repoussa rudement de la tête de la compagnie et continua à défilé. Dès que la revue fut terminée, le capitaine Delorme se plaignit au commandant Peterzelli, qui fit incarcérer le lieutenant Powell dans la prison de la ville pour y rester jusqu'à son jugement par une cour martiale. Là-dessus, tous les autres lieutenants de la légion résolurent de forcer le capitaine Delorme à se battre avec eux, et ils tirèrent au sort à cet effet ; le lieutenant Allen qui le provoqua le premier, et avec qui il refusa de se battre, fut immédiatement envoyé dans la prison de la ville.

Le lieutenant O'Reilly ayant rencontré dans les champs Delorme, qui revenait du logement du chef, après avoir fait envoyer en prison le lieutenant Allen, lui déclara qu'il eût à se battre sur place, ou à lui donner sa parole d'honneur qu'il se battrait aussitôt qu'il aurait pu se procurer un témoin. — Il accéda à cette dernière demande, et se rendit à Boulogne pour y prendre un capitaine d'un régiment suisse pour son témoin. Ils se battirent à l'épée, et le lieutenant O'Reilly aurait pu facilement le tuer ou le blesser, car il demanda plusieurs fois à se reposer, et finalement déclara qu'il ne voulait plus se battre.

Le lieutenant Powell fut jugé par la cour martiale au camp d'Ambleteuse. La cour était présidée par le général Dufour, qui avait fait partie de l'expédition d'Irlande et qui sympathisait avec les Irlandais persécutés.

M. Mac Canna, un digne patriote irlandais, établi à Boulogne, chargea un de ses amis, major d'un régiment, de défendre le lieutenant Powell, et jamais défense ne fut plus habilement conduite. La comparaison entre les Irlandais et les Prussiens, et le dévouement des premiers à la cause française furent accusés avec tant de force, qu'il parut honteux d'avoir laissé se produire ce procès. Le lieutenant Powell fut donc acquitté avec un grand éclat.

En sortant de prison, le lieutenant Allen envoya, par le capitaine Dowdall, un cartel au capitaine Delorme, qui, plutôt que de se battre, préféra signer une déclaration portant que, s'il n'obtenait pas son changement dans un autre régiment dans les six mois, il donnerait sa démission. A partir de ce moment, il vécut en bons termes avec les officiers.

Pendant le séjour de la légion au camp, six officiers reçurent l'ordre de se rendre à Brest, où on avait encore quelque espoir d'une expédition en Irlande. Ces officiers étaient les capitaines Lawless, Markey et Branghan, et les lieutenants Murray, O'Reilly et Devereux.

En juin 1807, la légion reçut l'ordre de quitter Boulogne pour Anvers. Cette ville était en état de siège et le service de la garnison était sévère et strictement observé, au grand avantage des jeunes officiers. Le général Harty commandait la brigade dont faisait partie la légion. Le sénateur Lefebvre était gouverneur général d'Anvers.

Plusieurs vaisseaux de ligne furent lancés à la mer, à cette époque, à Anvers.



Charles Ryan, qui arrivait de Dublin, rejoignit la légion à Anvers ; mais, comme il n'était personnellement connu d'aucun des officiers, et qu'il n'avait pas de papiers établissant son identité, il éprouva quelques difficultés à son arrivée, d'autant plus que le gouverneur n'avait pas reçu d'instructions du ministre de la Guerre à son égard. Le capitaine Ware, qui avait connu son père à Dublin, offrit de répondre de lui, et on lui permit alors de suivre la légion jusqu'à ce qu'il eut reçu sa commission de sous-lieutenant du ministre de la Guerre, en juillet 1808.

Il avait été nécessaire de mettre en état de siège Anvers, où se trouvaient réunis de vastes approvisionnements de marine, et le service militaire devait y être rigoureusement exécuté, afin de se trouver toujours en garde contre un ennemi aussi puissant sur mer que l'étaient les Anglais à cette époque. Les grandes victoires de Napoléon et la paix conclue à Tilsitt, en juillet 1807, avec les monarques prussien et russe, n'empêchèrent pas le pauvre roi de Danemark, qui était en paix avec l'univers, d'avoir sa capitale Copenhague bombardée, sa flotte, consistant en vingt-huit vaisseaux de ligne, seize frégates, neuf bricks et plusieurs petits navires, prise, et tous ses approvisionnements militaires de terre et de mer saisis et détruits, un mois après la paix de Tilsitt, par les brigands anglais qui n'eurent pas honte de commettre un acte aussi infâme.

A Anvers, quatre officiers de la légion irlandaise montaient la garde chaque jour, sans compter ceux qui

faisaient patrouille la nuit. Mon poste était généralement à l'arsenal tous les huit ou dix jours, et je ne trouvais pas triste mes vingt-quatre heures de garde occupées à contempler et à admirer la construction si rapide de ces vaisseaux de ligne, dont trois furent lancés à la mer pendant que nous étions en garnison à Anvers : l'*Austerlitz*, l'*Iéna* et le *Friedland*.

Le général Chambarlhac, qui commandait la division militaire, à Bruxelles, fut chargé d'inspecter les troupes en garnison dans la ville et les forts d'Anvers. Son inspection dura huit jours pendant lesquels nous fûmes fort occupés de théorie, d'exercices et d'évolutions. Son rapport sur l'état de l'instruction et de la discipline de la légion irlandaise, fut très-favorable et très-flatteur pour les officiers; aussi le brave général Harty, qui commandait notre brigade, nous promit-il de suspendre, pendant quelque temps, les manœuvres, afin que nous pussions prendre quelques distractions après nos fatigues. Nous profitâmes avec empressement de sa courtoisie, et nous organisâmes des parties de campagne pour offrir quelques amusements aux femmes des officiers mariés du régiment. La nièce du capitaine Masterson, Miss Sally Masterson, était en visite chez lui et chez sa femme à cette époque, et, comme elle était très-belle, très-bien élevée, vive et aimable de manières, elle obtint un grand succès. Elle devint bientôt les délices de tous ceux qui la connaissaient.

Le capitaine Dowdall et d'autres officiers convinrent de passer un jour au fort de Lillo, à quatre lieues en aval de la rivière, et ils louèrent un grand sloop pour y

transporter les invités, la musique de la légion, le vin et tout ce qui était nécessaire pour un dîner splendide auquel fut invité le gouverneur du fort ainsi que le maire du village de Lillo. Le temps était beau et chaud, et la table fut dressée dans un jardin ombragé appartenant à l'hôtel. Après avoir visité tout ce qu'il y avait de curieux dans le fort, nous nous mîmes à table. Les dames, placées entre les gentlemen français, aidèrent grandement à faire les honneurs. La conversation étant tombée sur l'admirable effet de la musique lors de notre entrée à Lillo, le capitaine Ware demanda au capitaine Dowdall si le commandant Peterzelli avait paru mécontent de ne pas être invité à notre partie lorsqu'il était allé lui demander la permission d'emmener à bord la musique du régiment. Le pauvre Dowdall s'écria : « J'ai complètement oublié de m'en procurer, tellement j'ai eu d'autres choses à penser. » Sur ce, il y eut un éclat de rire général, et Dowdall rougit encore davantage lorsque quelqu'un ajouta : « Un amoureux ne peut pas avoir la tête à lui. » Le fait est que Dowdall se chargea de tout et qu'il eut même la précaution d'emmener plusieurs de nos soldats, qui étaient d'excellents marins, pour aider les matelots de notre navire; malheureusement, il oublia de rationner la quantité de boisson qu'ils devaient prendre, si bien que, Regan, Gallagher, Harrison, etc., quoiqu'ils fussent des soldats bien élevés et sobres, se trouvèrent, ce jour-là, comme le reste de la société, à moitié ivres en quittant Lillo, et qu'ils ne purent ni diriger, ni faire marcher un canot à la rame pour remorquer notre sloop. Aussi, avant

d'avoir remonté la rivière à moitié chemin d'Anvers, quelques dames prirent-elles l'alarme et demandèrent-elles, en criant, qu'on les mit à terre. Comme c'était également le désir du père Cowan, chargé de veiller sur Miss Sally Masterson, nous amenâmes le navire aussi près que possible de la rive, et presque toute la société débarqua. Le capitaine Barker et sa femme, le capitaine Ware et quelques autres préférèrent rester à bord toute la nuit. Mais, heureusement pour eux, le vent changea et ils atteignirent Anvers avant la fermeture des portes, tandis que nous, qui avions débarqué, nous passâmes une assez triste nuit, dans une ferme, à une demi-lieue de la rivière, et, le matin, de bonne heure, nous nous dirigeâmes de notre mieux, à pied, sur Anvers; avant de partir, toutefois, nous nous procurâmes une grande charrette pour les dames. Officiers, il ne nous était pas permis de nous absenter une nuit d'une ville en état de siège, et nous fûmes mis aux arrêts pour quatre jours à notre arrivée à Anvers. En apprenant cela, Miss Sally Masterson se rendit immédiatement chez le général Harty qu'elle emmena avec elle, chez le gouverneur, pour prier ce dernier de lever nos arrêts, en déclarant que c'était sa faute si nous n'étions pas rentrés dans Anvers avant la nuit, tellement elle avait eu peur sur le navire. Le gouverneur ne put nécessairement pas refuser sa demande à une aussi belle dame, et nos arrêts furent immédiatement levés.

Miss Sally Masterson ne rentra chez elle qu'après avoir eu le plaisir d'aller annoncer elle-même, aux divers officiers aux arrêts, son succès auprès du gouver-

neur. En lui demandant de lever nos arrêts, elle dit au gouverneur qu'elle se croyait autorisée à cette démarche par le fait qu'elle était fille d'un officier qui avait servi la France et nièce d'un capitaine de la légion irlandaise, et, surtout, parce qu'elle avait été la cause du retard que le navire avait éprouvé en remontant la rivière, par suite de sa santé délicate qui la rendait facile à effrayer, etc. ; et, de fait, Miss Masterson paraissait très-délicate, et d'autant plus qu'elle se trouvait en grand deuil de son père qui était mort récemment à Bruxelles. Sa mère et sa jeune sœur vinrent la rejoindre à Anvers où elles prirent un appartement sur la place Verte, et où elles donnèrent de très-agréables soirées. Nous y rencontrâmes quelquefois Mrs Masterson de Bruges et ses deux filles, Miss Marie et Miss Martha. En traversant Bruges, pour nous rendre à Anvers, j'eus le plaisir de dîner avec elles, et elles me présentèrent un très-digne gentleman écossais, de leurs amis, M. Johnstone, qui était consul autrichien, à Anvers. Mrs Masterson et ses filles étaient alors en visite chez M. et Mrs Johnstone. Elles étaient anglaises et n'étaient point parentes de l'autre famille Masterson. Miss Martha Masterson se doutait peu alors que, deux ans plus tard, elle se trouverait en position de secourir un exilé Irlandais et de lui sauver la vie. — En 1808, elle épousa un médecin distingué, de Flessingue, le docteur Moke, et, le 15 août 1809, pendant que le général français Monet négociait pour obtenir de bonnes conditions de lord Chatam, mais avant la signature de la capitulation, le commandant William Lawless fut apporté terrible-

ment blessé chez madame Moke. Elle le fit immédiatement déposer sur un matelas, dans sa cave, où elle lui porta elle-même des rafraîchissements jusqu'à ce que son mari fût rentré chez lui, le soir, et eût eu le temps d'examiner et de panser sa blessure. Rien ne peut dépasser les soins attentifs qu'ils eurent pour Lawless et le lieutenant O'Reilly, son camarade de souffrances, jusqu'au jour où, trois mois plus tard, ils purent leur procurer les moyens de s'échapper de l'île de Walcheren, à Anvers.

Quand Miss Sally Masterson, sa mère et sa sœur durent retourner à Bruxelles, nous convînmes de les conduire jusqu'à Malines, qui est à mi-chemin, et d'y donner un dîner d'adieu. Madame et mademoiselle Masterson, de Bruges, partaient en même temps pour aller passer quelque temps à Bruxelles, si bien que nous eûmes le plaisir de leur société à notre dîner d'adieu à Malines.

Le capitaine Dowdall possédait un élégant char-à-bancs et un très-beau cheval ; cette voiture était parfaitement propre à de petites parties de campagne dans la belle saison, car elle avait trois sièges pouvant tenir trois personnes chaque et une place sur le siège du cocher. Cette fois, M. Allen conduisit le char-à-bancs. Rien de plus agréable que notre dîner à Malines jusqu'au douloureux instant de la séparation ; Dowdall, en prenant congé de ces dames, leur adressa un grand discours qu'il termina par ces mots : « Que Dieu nous oublie si jamais nous vous oublions ! » Ceci s'adressait nécessairement à Miss Sally.

Après avoir conduit les deux familles Masterson à leurs voitures et les avoir vues partir pour Bruxelles, les capitaines Dowdall et Allen montèrent dans le char-à-bancs avec sept ou huit dames de la légion irlandaise. Allen, s'offrant de nouveau à conduire, monta sur le siège et, dans la crainte de trouver les portes d'Anvers fermées, partit à un pas prodigieusement rapide.

Le lieutenant Gillmor et moi nous avions une voiture pour nous seuls, et Gillmor ayant eu la précaution de se munir le matin, avant de quitter la ville, d'une permission de se faire ouvrir les portes jusqu'à minuit, nous ne nous pressâmes pas et nous restâmes les derniers en route. Après avoir fait trois lieues, nous aperçûmes trois membres de notre société qui avaient été précipités du char-à-bancs sur la grand' route; la femme du capitaine Masterson s'efforçait de porter une roue, et une autre dame, quelque autre partie du char-à-bancs. Le cheval s'était échappé à travers champs, et Allen et Dowdall couraient à sa poursuite. Le char-à-bancs étant brisé en morceaux, ils essayaient seulement de sauver le cheval. Personne n'était blessé, et Gillmor et moi, après avoir entassé toutes les dames dans notre voiture, nous les suivîmes de près à pied pour leur faire ouvrir les portes. Après les avoir reconduites chez elles, nous rentrâmes chez nous, fort trempés, car il avait plu pendant toute la route.

Cette partie fut la dernière des fêtes offertes à Miss Sally Masterson pendant sa visite chez son oncle et sa tante. Cependant, en apprenant notre mésaventure et dans la crainte que quelqu'une de ses amies n'eût été

blessée lors de la culbute du char-à-bancs, elle revint à Anvers pour s'en assurer. Elle était accompagnée cette fois d'une de ses amies, Miss Stanhope, une très-belle jeune fille dont la famille habitait Bruxelles. Après avoir visité tous ses amis, Miss Sally Masterson retourna le lendemain à Bruxelles, et ce fut la dernière fois que nous eûmes le plaisir de la voir.

Malgré la guerre, beaucoup d'Irlandais trouvaient moyen de sortir d'Irlande et d'arriver en France, par la Hollande ou par Hambourg. M. Putenham Mac Cabe, que nous avons laissé à Paris, en 1803, lorsque nous nous empressions de nous rendre sur la côte pour nous embarquer, à ce que nous pensions, à bord d'une expédition chargée de délivrer notre pays du joug étranger, arriva un matin d'Amsterdam à Anvers, pendant le mois d'août 1807. Il était accompagné de deux dames dont il s'était chargé à Londres, Mrs Berthemey et sa fille, la sœur et la nièce du célèbre orateur irlandais, Henry Flood, le contemporain de Grattan. Comme Mac Cabe était bien connu de la plupart des officiers, nous l'invitâmes à dîner, ainsi que ses deux compagnes de voyage, à notre table du Lion-d'Or ; ils acceptèrent notre invitation et nous passâmes une très-agréable soirée. — Mac Cabe nous montra une belle boîte de pistolets de combat qu'il se proposait d'offrir en cadeau à son ami le général Arthur O'Connor qui se trouvait alors à Paris.

Peu de jours après, un officier de l'ancienne brigade irlandaise, le capitaine Wall, arriva à Anvers avec sa femme, ses deux fils et ses trois filles ; il avait passé le temps de l'émigration à Wexford, où il avait été employé



dans le commerce du sel. En arrivant à Paris, il plaça ses fils au collège irlandais pour finir leurs études, et il se fit nommer lui-même, comme capitaine, au dépôt de la légion irlandaise. Sa femme était une demoiselle Walsh, née en France et cousine du comte de Walsh-Serrant, sénateur.

En septembre 1807, la légion irlandaise fut envoyée à l'île de Walcheren, et elle campa à West-Capell, à deux lieues de Flessingue. La légion se trouvait à cette époque considérablement augmentée par les recrues polonaises et irlandaises qui arrivaient journellement ; mais elle souffrit terriblement de l'influence du climat. Le général Harty, qui commandait la brigade, et la moitié des officiers et des soldats tombèrent malades en même temps. En conséquence, le camp fut levé et la légion envoyée au mois de novembre à Ter-Veere et à Middelbourg, comme dans des quartiers plus sains, mais les hôpitaux de ces deux villes furent bientôt encombrés d'officiers et de soldats.

Un bataillon de huit cents hommes ayant été envoyé en Espagne, le capitaine Lacy en prit le commandement comme le plus ancien des officiers bien portants. Ce bataillon fit partie de l'armée qui se rendit en Espagne avec le prince Murat. Il le suivit à Madrid, et campa dans le voisinage de cette ville pendant l'hiver de 1807 et 1808, et jusqu'à la révolte du 2 mai 1808, à la suite de laquelle il rentra dans Madrid, pour être incorporé dans la garnison de cette capitale. De là il se retira derrière l'Ebre avec le roi Joseph, pendant l'été de 1808, et, comme il fut continuellement employé aux avant-postes, il eut beaucoup à souffrir.

Avant que le bataillon eût reçu l'ordre de quitter Madrid, le capitaine Lacy disparut. Comme il était Espagnol de naissance et qu'il avait de nombreuses relations à Madrid, on crut d'abord qu'il avait été victime de la jalousie de quelque rival, d'autant plus qu'on trouva chez lui son cheval, son argent et ses effets de toute sorte, et que son domestique ne put fournir aucun renseignement de nature à le faire découvrir. Ce ne fut que l'année suivante, à la bataille d'Ocano, qu'on apprit positivement ce qu'il était devenu; il y commandait une brigade de cavalerie espagnole contre les Français et il s'échappa un des derniers du champ de bataille. Il fut plus tard nommé capitaine général de la Catalogne par les Cortès de Cadix, dont il fut un des partisans dévoués; mais, après le retour du roi Ferdinand de sa prison de France, Lacy, considéré comme trop libéral, encourut bientôt la disgrâce de Sa Majesté, qui le soupçonna de se trouver à la tête d'une conspiration en faveur de la Constitution de 1812. Il fut jugé par une cour martiale, condamné à mort, et envoyé dans l'île de Majorque, où ses gardes le fusillèrent dès qu'il eut débarqué.

La partie de la légion irlandaise laissée en Hollande, retourna de Ter-Veere et de Middelbourg à Flessingue, en décembre 1807, pour se trouver sous les ordres du général Monet, gouverneur général de l'île de Walcheren.

Flessingue, à cette époque, fut, par un décret de l'Empereur, distraite de la Hollande et annexée à la France. Elle fut inondée en 1808, par suite de la rupture des digues pendant une grande tempête, et un grand nombre de personnes y perdirent la vie. Les officiers irlandais

reçurent de grands éloges pour les efforts actifs qu'ils déployèrent dans cette triste circonstance et qui leur permirent de sauver la vie de plusieurs personnes ; et en réalité, dans cette occasion, comme dans toutes celles où la vie de ses semblables se trouvait en danger, Allen fut l'un des officiers qu'on était certain de trouver prêt à risquer sa vie pour sauver celle des autres.

Nous logions, lui et moi, dans un hôtel situé dans la partie la plus élevée de Flessingue. La veille au soir de cette désastreuse inondation, nous allâmes rendre visite au capitaine Barker et à sa femme qui venaient d'arriver de Middelbourg, et qui étaient logés par billet de logement au rez-de-chaussée d'une maison particulière. Ils promirent de venir déjeuner avec nous le lendemain matin de bonne heure, et nous devions les aider à chercher un appartement convenable. Le matin, Allen resta à notre hôtel pour faire préparer le déjeuner, et je partis pour aller chercher les Barker qui ne connaissaient pas la ville. A peine avais-je fait cinquante pas dans la rue, que j'aperçus la mer déferlant en énormes montagnes et les quais couverts de huit pieds d'eau. Les flots s'étaient soulevés, et avaient plus de quinze pieds de profondeur dans la rue où logeaient les Barker.

On préparait des canots et nous en louâmes un, Allen et moi, en ordonnant aux matelots de ramer vers la rue où logeait le capitaine Barker. En voyant que l'eau avait atteint le premier étage de la maison où les capitaines Ware et Parrott gisaient tous deux dans leurs lits avec la fièvre de Flessingue, nous crûmes les Barker noyés. Cependant en naviguant sous les fenêtres de la

maison, nous aperçûmes le capitaine Barker à une croisée du troisième étage ; il nous dit qu'ils avaient dû leur salut à un pur hasard , et à leur petite fille Alice qui dormait dans son berceau près d'eux. Elle avait été réveillée par l'eau qui l'inondait, et elle avait crié très-haut : « Maman, maman, de l'eau salée, de l'eau salée ! » Ils avaient eu juste le temps de gagner les escaliers en emportant leur enfant. Une minute de plus, il eût été trop tard , car la mer eût bientôt envahi le premier étage où se trouvaient Ware et son cousin. Ils eurent le temps de sortir du lit, d'emporter leurs habits, et de gagner les mansardes pour s'habiller.

Nous leur apportâmes bientôt pour la journée un petit panier de provisions qu'ils tirèrent à eux avec une corde.

Nous nous rendîmes alors dans les rues basses de la ville où se trouvaient les magasins de la légion. Nous y trouvâmes la façade de la maison abattue par les flots, et le maître tailleur Flecher et plusieurs hommes accrochés aux poutres du troisième étage. Nous nous procurâmes une échelle, et nous les fîmes descendre sains et saufs dans notre canot. Mais le drap, les armes, et tout ce qui se trouvait dans la maison furent emportés à la mer par le flux et le reflux de la marée. Allen et moi nous continuâmes à aller de rue en rue nous enquérir des officiers qui se trouvaient bloqués par l'inondation. Le récit que nous fit Arthur Mac Mahon de la manière dont son hôtesse et sa famille avaient péri, était vraiment lamentable. Il logeait au premier étage, et la famille de son hôtesse habitait sous lui, au rez-de-chaussée. Les cris de la

malheureuse femme le réveillèrent, et il se précipita au bas des escaliers pour tâcher de la tirer de l'eau, mais il faillit lui-même être noyé. Une montagne d'eau survint et les cris cessèrent ! Mac Mahon, jusqu'à sa mort, ne put oublier ces cris.

Malheureusement il me fallut quitter subitement Allen, et gagner mon lit pour y passer cinq à six heures en proie à des frissons et des sueurs, et brisé par une fièvre terrible, tandis qu'il demeurait toute la nuit au grand corps de garde à donner des ordres, ou à porter des secours aux malheureux habitants dont plusieurs furent sauvés par ses efforts opportuns dans ce moment terrible. Un rapport de la conduite d'Allen fut publié le lendemain, et les autorités civiles de Flessingue lui adressèrent une lettre élogieuse. Je dois ajouter qu'il prisait cette lettre à l'égal des brevets qu'il obtint plus tard dans ses campagnes.

Allen avait du bonheur dans toute espèce de dangers et même dans ses maladies. Je me rappelle que lorsque lui, Ware, Parrott, Eagar, Gillmor, O'Reilly et moi, nous nous trouvâmes dans la salle des officiers de l'hôpital de Middelbourg, Allen se débarrassa de sa fièvre en huit jours et qu'il n'éprouva presque aucune rechute, tandis qu'elle nous revint continuellement jusqu'à notre départ de l'île.

Les habitants de Flessingue n'étaient plus les sujets du roi de Hollande, Louis Buonaparte, à l'époque de cette désastreuse inondation, mais l'humaine compassion de ce prince ne leur fit pas défaut dans leur malheur. Il envoya de fortes sommes d'argent pour être distribuées

à ceux qui avaient tout perdu. A cette époque, en 1808, peu de monarques pouvaient se vanter d'être adorés comme il l'était de ses sujets hollandais.

Cette terrible inondation eut lieu au mois de janvier 1808.

Les troupes françaises en garnison à Flessingue reçurent toujours la même solde et les mêmes rations que l'armée hollandaise, et cette solde équivalait au double de celle de l'armée française, jusqu'à l'annexion de cette ville à l'empire français; elles furent alors payées au taux de la solde française, ce qui fut pour elles une grande privation dans ce mauvais climat, et dans un pays où tout était si cher. Cependant les soldats continuèrent à recevoir des rations de vin.

Le capitaine Ware n'eût jamais pu se rétablir s'il était resté à Flessingue, tellement il était affaibli par la fièvre; mais, heureusement pour lui, il reçut l'ordre de rejoindre le bataillon de la légion qui campait à Madrid avec le prince Murat, et dans lequel une place de capitaine était vacante.

Notre chirurgien major Saint-Léger se trouvant à la mort, j'allai consulter le docteur Moke, un des premiers médecins de Flessingue. Il me trouva atteint des symptômes les plus graves, les pieds enflés, et, comme la grande quantité de quinquina que j'avais prise n'avait pas coupé la fièvre, il me conseilla avant tout de changer d'air. J'obtins, grâce à son certificat, un congé d'un mois. J'arrêtai mon passage sur un navire qui partait pour Anvers, et je priai deux matelots de venir à mon hôtel m'aider à me rendre à bord en temps opportun, car

le navire partait au point du jour. Nous arrivâmes à Anvers le même soir, assez à temps pour que je pusse prendre la diligence pour Bruxelles. Je descendis dans cette ville à l'hôtel de Flandre, et le lendemain je reçus la visite d'un digne patriote irlandais, M. Corr, qui se trouvait depuis longtemps établi à Bruxelles pour affaires ; il me dit qu'ayant appris qu'un des officiers de la légion irlandaise en garnison à Flessingue, était arrivé malade à l'hôtel, il était venu pour lui offrir ses services, et voir s'il pourrait faire quelque chose pour lui. Il désira savoir si je trouvais l'hôtel à mon gré ; je lui répondis que c'était tout ce que je désirais, que les prix étaient très-raisonnables, et que la seule chose qui ne me convint pas était l'heure du dîner, une heure et demie, ce qui était trop tôt pour moi. Sur ce il me prévint que madame Corr et lui dînaient toujours à quatre heures et demie ou cinq heures au plus tard, qu'il était sûr que l'heure et le dîner me conviendraient, et que je pourrais lui payer le même prix que celui qu'on me demandait à l'hôtel de Flandre. Comme j'ignorais la position de M. Corr, et dans la pensée de l'obliger, j'acceptai son offre, et le même jour je commençai à dîner avec lui et son aimable dame. Il me loua un appartement à deux portes de chez lui, chez des gens très-obligeants qui me préparèrent mon déjeuner, parfaitement à mon goût, et je me trouvai ainsi confortablement installé. Je me sentis de mieux en mieux chaque jour et la fièvre disparut presque complètement. C'était l'époque du carnaval, et Bruxelles, comme d'habitude, maintint sa renommée en divertissements de toute sorte pendant sa durée. Ce ne

furent que comédies, bals masqués, etc. Je crois que les distractions et le bon ordinaire que je trouvais chez M. Corr, me ranimèrent après la triste et ennuyeuse vie que j'avais passée à Middelbourg et à Flessingue. Middelbourg est une très-belle ville, d'une propreté et d'une régularité au delà de toute expression ; mais y passer un dimanche suffirait pour vous plonger dans la mélancolie la plus profonde. Les habitudes religieuses des puritains qui habitent cette jolie ville sont telles qu'ils se font un scrupule d'ouvrir leurs portes un dimanche, même pour indiquer son chemin à un étranger. J'en fis l'expérience ; n'ayant rencontré personne dans la rue, il me fallut sonner à deux ou trois maisons avant de trouver quelqu'un qui voulût bien m'ouvrir la porte et me parler, bien qu'il y eût du monde aux croisées de chaque maison.

Pour ajouter à l'agrément des trois semaines et quatre jours que j'avais à rester à Bruxelles, le digne père Cowan, que j'avais eu le plaisir de rencontrer à Anvers, l'année précédente, s'y trouvait ; il venait me prendre pour me promener avec lui dans le parc, et, comme il était attaché à la cathédrale, il connaissait bien la ville. Nous entrions d'habitude dans une boutique de pâtissier pour y manger des gâteaux et y prendre un verre de bon vin de Xérès avant de nous quitter. Je lui dis à quelles conditions j'avais accepté la table de M. Corr. Il se mit à rire et me dit : « Je vois que vous ne connaissez pas Corr ; mais ne vous inquiétez pas de lui, il y a un moyen de se mettre à sa hauteur. Son hospitalité est bien connue de ses compatriotes ; quant à sa femme, c'est une personne du plus grand mérite, et une



dame dans le vrai sens du mot ; ils sont très-respectés tous les deux, et ils le méritent. »

Le père Cowan dînait souvent, le dimanche, chez M. Corr, et il s'y montrait fort aimable et plein d'anecdotes amusantes. Il avait beaucoup voyagé, et il avait étudié et passé plusieurs années à Prague ; il parlait allemand, italien et français, aussi bien qu'anglais, et jamais Irlandais ne regretta plus sincèrement que lui de ne pouvoir parler sa langue maternelle.

Mon congé étant expiré, il me fallut partir à la hâte et prendre congé de mes bons amis que je n'oublierai jamais, car ce fut en grande partie à leurs aimables attentions que je dus mon rétablissement, à Bruxelles, en si peu de temps. Il me fallut rester un jour à Anvers pour y attendre le départ d'un navire pour Flessingue, et, le lendemain soir, je rejoignis mes camarades dans cette ville.

Je n'ai pas besoin de dire qu'ils furent agréablement surpris de me voir si bien rétabli.

Je revins très à propos, car un des aides de camp de l'Empereur, le général Bertrand, arriva peu après pour inspecter les troupes de la garnison, et pour remettre, au général Monet, gouverneur de l'île, des instructions relatives aux fortifications, aux travaux de défense, etc.

Nous eûmes pendant plusieurs jours des revues, des inspections et des manœuvres, et, comme j'appartenais à la compagnie des grenadiers, ce fut heureux pour moi de me trouver débarrassé de ma fièvre, au moins pendant quelque temps. Et je résolus à l'avenir de rester à

mon poste, à tous hasards, jusqu'à l'arrivée d'un ordre d'envoyer des troupes renforcer le bataillon qui se trouvait en Espagne, et de ne m'absenter ni à l'hôpital, ni en congé. L'année précédente, si je m'étais trouvé malade dans ma chambre, au lieu d'être à l'hôpital, je serais parti pour Madrid avec le bataillon commandé par le capitaine Lacy.

Un Anglais, nommé Holder, tenait à Flessingue une excellente table d'hôte à laquelle plusieurs de nos officiers dinaient à cinq heures. J'y allai dîner pendant quelque temps, et nous y trouvions une très-agréable société. Le général Clément logeait dans l'hôtel et ses aides de camp dinaient avec nous, et, parfois aussi, les officiers de marine des navires mouillés en rade. Un service de nuit trop fréquent, et des patrouilles par l'humidité et le brouillard, me firent sentir que j'allais être repris de l'horrible fièvre intermittente. Il me fallut quitter la bonne table d'hôte et recommencer à prendre du quinquina, seul remède que le docteur Moke pût me prescrire. Il fut assez bon pour m'en donner d'une qualité supérieure qu'il tenait en réserve pour lui-même, et qu'on ne pouvait se procurer chez le pharmacien ; en prenant ce quinquina rouge, dans du fort vin de Porto, je parvenais à éviter la fièvre pendant quelques jours.

Le nouveau capitaine français, du port de Flessingue, logeait dans le même hôtel que moi, et il avait ordre d'envoyer immédiatement à Paris les journaux anglais apportés par les contrebandiers.

Comme il ne savait pas l'anglais, il me priaient souvent de parcourir ces journaux avant de préparer son paquet

pour la poste. Il me disait d'habitude : « Que dit de notre Empereur le journal de Fox, le *Morning Chronicle*? » La dernière fois que je traduisis, pour cet officier, les nouvelles des journaux anglais, c'était au commencement de juillet 1808, époque où l'attention de toute l'Europe était fixée sur les transactions qui avaient lieu à Bayonne. Je lui racontai les faits principaux, sans m'assujettir à une traduction littérale. Le général Savary avait reçu l'ordre d'amener Ferdinand VII, alors roi d'Espagne, à Bayonne, pour que Napoléon le réprimandât, en présence de son père, le roi Charles IV, d'avoir usurpé et volé la couronne à ce vénérable monarque, son parent. Napoléon lui ordonna de la restituer à son père immédiatement, ou *simon*. Aussitôt dit, aussitôt fait. Charles reprit sa couronne, et, se sentant trop faible pour en porter le poids, il abdiqua immédiatement en faveur du roi de Naples, non pas celui de la famille des Bourbons, mais le roi Joseph Buonaparte. Le journal que je traduisais ajoutait que l'Espagne avait alors trois rois, tous absents ; mais que le véritable souverain du pays régnait tantôt à Séville, tantôt à Cadix, indiquant par là la Junte élue par le peuple. Ces journaux contenaient également des articles sur la reine d'Espagne et sur Godoy, prince de la Paix.

On peut affirmer, certainement, que les plus grands embarras de Napoléon commencèrent avec ces mutations de rois et ces transferts de royaumes. On put voir peu après sa grande armée, à peine reposée de ses fatigues et de ses grandes victoires en Allemagne, qui avaient

amené la paix de Tilsitt, se rendre en Espagne pour y maintenir son frère Joseph sur le trône, malgré une nation composée de héros et d'un peuple déterminé.

Nous étions depuis longtemps sans nouvelles du bataillon irlandais de Madrid, lorsqu'arriva à Flessingue un de ses sous-lieutenants, O'Morin, qui était menacé de folie et qui avait été envoyé au dépôt pour s'y reposer. Nous apprîmes par lui bien des choses qui n'avaient pas encore transpiré. Le capitaine Fitzhenry se trouvait alors le plus ancien officier destiné à commander le détachement de la légion qu'on s'attendait de jour en jour à voir envoyer en Espagne. Nous résolûmes, si c'était possible, de n'être pas malades, ou tout au moins de ne pas nous trouver absents, en congé ou à l'hôpital, quand l'ordre du départ arriverait.

Les capitaines O'Meally, Allen, Parrott et moi, nous convinmes avec Fitzhenry de nous tenir prêts à partir à la minute, tellement nous désirions tous quitter le mauvais climat de l'île de Walcheren, et faire un service plus actif.

## CHAPITRE III

### SOMMAIRE

Juillet 1808. — Départ de Flessingue d'un bataillon de la légion irlandaise pour l'Espagne, et son arrivée à Pampelune en septembre. — Son incorporation dans le bataillon qui avait abandonné Madrid avec le roi Joseph, le maréchal Monecy et le général de Buisson. — Le prince Berthier, ministre de la Guerre, envoie les commissions d'officiers, en date du 16 décembre 1808. — Le bataillon reçoit l'ordre de faire partie de l'armée envoyée contre le général anglais sir John Moore. — Il s'arrête à Burgos sous les ordres du général Darmagnac. — Passage de l'empereur Napoléon à Burgos, 17 janvier 1809. — Le colonel Daniel O'Meara, et le sergent Mooney. — Le baron Thiébauld, général de division, prend le commandement de Burgos comme gouverneur de la Vieille Castille. — Le protégé du général O'Morin. — Duclos, colonel du 48<sup>e</sup>. — Le prince d'Isenberg, général de brigade, et son aide de camp Osmond. — L'adjudant général Fontaine. — Le colonel espagnol Murphy. — Les maréchaux Lefebvre et Lannes et leurs officiers d'état major. — Le colonel William O'Meara. — Notre dîner à Burgos, le 17 mars 1809, jour de saint Patrick. — Le bataillon irlandais envoyé dans la ville de Léon, pour faire partie de la division du général Kellermann, chargé d'agir avec le maréchal Ney contre l'armée du marquis de Romana dans les Asturies. — Oviedo. — Gijon. — Aguilar del Campo. — Le bataillon revient à Burgos se placer de nouveau sous les ordres du général Thiébauld, juin 1809. — Décret impérial pour l'organisation du 1<sup>er</sup> régiment de la légion irlandaise, composé de quatre bataillons de guerre, et d'un dépôt à Landau. — 1<sup>er</sup> bataillon à Flessingue; 2<sup>e</sup> bataillon à Burgos; 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> bataillons à Landau, avec le colonel O'Meara. — Le capitaine Lawless, nommé chef de bataillon, est envoyé à Flessingue, pour prendre le commandement du 1<sup>er</sup> bataillon à la place du commandant Peterzelli. — Siège de Flessingue et capitulation devant les Anglais, 15 août 1809. — Blessure du commandant Lawless, sa fuite. — Il sauve l'aigle et le drapeau du régiment irlandais et arrive à Paris en novembre 1809. — Le gouverneur général Monet. — Le maréchal Bernadotte envoyé à Anvers pour défendre cette ville contre les Anglais. — Le capitaine Markey et d'autres officiers chargés de recruter des soldats irlandais dans les différents dépôts de prisonniers anglais. — Le 3<sup>e</sup> bataillon irlandais commandé par John Francis O'Mahony envoyé en Espagne. — Grande estime du général Thiébauld pour le commandant Fitzhenry après notre campagne dans les Asturies et notre retour à Burgos, en raison de la

manière dont le bataillon avait servi sous les ordres du général Kellermann. — Notre conseil dans la maison d'un vieux prêtre d'un pauvre village. — Ma discussion avec un autre prêtre espagnol à propos de la différence des mauvais gouvernements d'Espagne et d'Irlande.

En juillet 1808, un autre bataillon de la légion irlandaise, composé de six cents hommes, quitta Flessingue pour l'Espagne. — Le capitaine Fitzhenry, le plus ancien officier présent, en prit le commandement et rejoignit à Pampelune, en septembre 1808, le bataillon qui avait quitté Madrid avec le roi Joseph, et qui se trouvait fort réduit en nombre. Aussi les deux bataillons furent-ils fondus en un, sous le commandement de Fitzhenry qui se montra extrêmement actif à cette occasion. Il était recommandé par le maréchal Moncey et par d'autres généraux, il connaissait parfaitement le commandement, il montait bien à cheval, et il avait en réalité peu d'égaux dans l'équitation, et il possédait deux admirables coursiers, quand il fut nommé chef de bataillon par un décret de l'Empereur, en date du 16 décembre 1808. Plusieurs autres promotions eurent lieu en même temps. Edmond Saint-Léger, Miles Byrne, l'auteur de ces mémoires, et John Allen, obtinrent leurs brevets de capitaines; Armand Parrott, Sheridan, Dowlan, Mallowney furent nommés lieutenants, et Perry, Mac Egan, Keller et Russel, sous-lieutenants; ces nominations complétèrent le corps d'officiers du bataillon qui mérita bientôt les éloges du général comte de Buisson, gouverneur de Pampelune, pour son instruction et sa discipline. Le prince Berthier, qui avait été ministre de la Guerre, était alors à Madrid avec l'Empereur, comme chef d'état-major; en apprenant que le bataillon était si hautement apprécié,

et que les officiers étaient des patriotes irlandais exilés, il ordonna que le bataillon fit partie de l'armée qui marchait contre les Anglais arrivant en Espagne sous les ordres du général sir John Moore ; mais après la défaite et la mort de ce brave général à la Corogne, le bataillon reçut l'ordre de s'arrêter à Burgos, sous le commandement du général Darmagnac, en janvier 1809. Les officiers du bataillon irlandais furent très-désappointés de ne s'être pas rencontrés avec l'armée du général Moore ; plusieurs d'entre eux avaient combattu contre lui, en 1798, dans les comtés de Wexford et de Wicklow, en Irlande, alors qu'ils risquaient tout ce qui leur était cher sur la terre pour secouer le cruel joug étranger, et chasser de leur pays les Anglais qui massacrèrent et torturèrent les Irlandais au delà de tout ce qui a jamais eu lieu dans les pays les plus barbares du monde. Cependant le général Moore avait acquis une bien plus grande réputation d'humanité que les autres généraux anglais, et par exemple, que Lake, qui commandait en chef les Anglais à la bataille du mont Vinegar.

Lorsque Garrett Byrne de Ballymanus, se fiant à la parole d'honneur du général Moore, se rendit à condition de pouvoir s'expatrier pour toujours, cet accord fut fidèlement exécuté, bien que Byrne eut été l'un des chefs principaux de l'insurrection ; tandis que son jeune frère William, contre lequel on ne pouvait produire d'autre charge que d'avoir employé son influence à protéger les prisonniers anglais contre tout mauvais traitement, fut pendu et exécuté à Wicklow. Il avait cependant un sauf-conduit signé du général Lake, et qui lui avait été

remis par ordre de lord Cornwallis. Il résida tranquillement à Dublin pendant plus de trois mois avant d'être arrêté dans la persuasion qu'il n'avait rien à craindre. Il se promenait publiquement chaque jour dans la ville, avec le sauf-conduit du vice-roi ou lord lieutenant dans sa poche. Les prières de sa pauvre sœur Fanny Byrne à ce monstre impitoyable de Cornwallis, pour obtenir que la peine de son frère fût commuée en transportation à vie, furent inutiles; et son malheureux frère périt ainsi martyr et victime des patrons altérés de sang de l'Irlande. William Byrne était l'un des plus beaux hommes que jamais l'Irlande ait produit.

Napoléon, voyant que la retraite rapide du général Moore sur la Corogne lui enlèverait l'occasion de battre une armée anglaise, résolut de laisser le soin de la pacification ultérieure du pays à son frère le roi Joseph et aux maréchaux français; il revint en toute hâte à Valladolid et de là à Burgos, où il arriva vers onze heures ou midi, le 17 janvier 1809, après avoir fait toute la route, vingt-cinq lieues, à cheval. Le bataillon irlandais qui faisait le service de la garnison à Burgos fut averti du passage de l'Empereur et placé de bonne heure sous les armes sur le pont pour l'escorter au palais épiscopal, où il se reposa une heure et demie, et pendant son séjour à Burgos, le bataillon irlandais monta la garde près de lui. Le colonel Daniel O'Meara, qui commandait à cette époque la ville de Burgos, sous le général Darmagnac, fut enchanté que les soldats irlandais eussent servi de garde d'honneur à Napoléon; et cependant le colonel O'Meara n'était pas attaché alors à la légion irlandaise. •



L'Empereur reçut en audience et accueillit avec bienveillance les autorités civiles espagnoles de Burgos, mais il refusa de recevoir le corps ecclésiastique qui était très-nombreux, parce qu'il n'avait pas de chef à sa tête pour le présenter, son évêque étant absent et soupçonné de se trouver avec la Junte.

L'Empereur partit de Burgos, en calèche découverte, avec le général Savary, pour Bayonne, où il arriva le même soir ; il paraissait se porter extrêmement bien. C'était la première fois que je le voyais depuis 1803, lorsqu'il était Premier Consul, et il me parut beaucoup plus gros. Nous fûmes enchantés d'avoir été les seules troupes de garde pendant son court séjour à Burgos, et comme nous étions en évidence et que nos uniformes étaient en assez bon état, nous parûmes à notre avantage.

Ce fut la première fois que Napoléon vit une partie de la légion irlandaise qu'il avait organisée avec tant d'empressement, en 1803, pour l'expédition destinée à obtenir l'indépendance de l'Irlande, et à laquelle il avait confié l'honneur de porter ses aigles comme les régiments français de sa garde. Son décret ultérieur pour l'organisation du 1<sup>er</sup> régiment de la légion irlandaise en quatre bataillons de guerre et un dépôt, prouve la bonne impression que fit sur lui le bataillon de Burgos commandé par Fitzhenry.

Un Irlandais, le sergent Mooney, commandait ce jour-là un petit poste avancé sur la route de Valladolid ; l'Empereur, frappé par l'uniforme vert des soldats, poussa son cheval pour demander au sergent à quel régiment il appartenait. Le sergent Mooney, ses douze hommes et

son caporal se montrèrent excessivement fiers de cette entrevue, et ils se vantèrent d'avoir été inspectés par Napoléon en personne.

Peu après le passage de l'Empereur, le général Darnagnac céda le commandement de Burgos au baron Thiébault, général de division, qui fut également nommé gouverneur de la Vieille-Castille. Nous fûmes ravis de nous trouver sous ses ordres, car il ne manquait pas une occasion de se déclarer l'ami des exilés irlandais, et il nous disait souvent : « Si je suis général aujourd'hui, je dois en grande partie ce grade et mon avancement rapide à un Irlandais, le malheureux général O'Morin, qui me tira des rangs des volontaires, en 1792, et me fit nommer capitaine. »

Le général Thiébault était très-bien élevé, et il avait d'excellentes manières, ce qui était un grand avantage pour les troupes qu'il commandait. Il était chef de l'état-major de l'intrépide général Junot en Portugal, en 1808, et il acquit un grand renom dans cette situation difficile, surtout à Lisbonne où il opéra de grandes améliorations, dans un très-court espace de temps, par les modifications hygiéniques qu'il obligea les habitants à apporter dans leur ville malpropre.

A Burgos, il veilla avec soin à ce que les hôpitaux fussent bien pourvus de tout ce qui est nécessaire aux convalescents. Il prit également plaisir à embellir une promenade publique en élevant un monument au Cid. Il reçut l'ordre de commencer le fort de Burgos, qui devint si fameux, en 1812, en résistant aux assauts de l'armée anglaise commandée par Wellington. Nos sol-

datés furent employés à la construction de ce fort pendant quelque temps, en janvier 1809, mais la guerre de guerillas leur donna bientôt d'autres occupations, et notre service devint fort différent de celui que nous avions eu à accomplir à Pampelune, où nous escortions les prisonniers jusqu'à Bayonne, et où nous visitions les hôpitaux remplis de milliers de jeunes soldats atteints de la maladie du pays. A Burgos nous escortions la malle ou le courrier allant et venant de France à Madrid, et nous avions continuellement à combattre les guerillas, sans compter de fréquentes expéditions désagréables dans l'intérieur du pays. J'en raconterai quelques-unes qui m'échurent, car chaque officier marchait à son tour, pour montrer le service actif qu'accomplissait le bataillon.

Un soir, je reçus l'ordre de partir avec cent cinquante hommes et deux officiers, Osmond et Mallowney, sous les ordres du colonel du 118<sup>e</sup> régiment, Duclos, qu'accompagnait un nombre égal de ses soldats; au moment de notre départ, le lieutenant Osmond fut prévenu qu'il était nommé aide de camp du prince d'Isenberg, récemment nommé général de brigade dans l'armée française, et qui venait d'arriver à Burgos pour y prendre un commandement. Je fus désolé de voir Osmond nous quitter, mais je fus heureux de le voir appelé à une position plus agréable; il était bon camarade et un officier distingué. Notre départ subit avait pour cause qu'un détachement de soldats envoyé pour escorter un convoi de chariots, chargés de boulets et de munitions, de Valladolid à Aguilar del Campo, n'était pas arrivé en

temps utile dans cette dernière ville ; et comme on n'en avait pas eu de nouvelles, le colonel Duclos avait reçu l'ordre de se rendre dans cette direction pour en découvrir le motif. Le sergent qui commandait ce détachement voyant que les bœufs ne pouvaient pas aller plus loin, s'était arrêté dans un petit village hors de la route pour y loger ses hommes et y passer la nuit. Quand nous arrivâmes à ce village, nous n'y trouvâmes âme qui vive pour nous fournir quelque renseignement ; tout le monde avait fui. Nous découvrîmes, cependant, bientôt, en suivant des traces de sang à travers un champ, l'endroit où avaient été enterrés les dix-huit cadavres des malheureux soldats français, et dans un autre champ, à une petite distance, celui où les boulets de canon avaient été précipités dans un terrain marécageux. Le colonel Duclos m'ordonna de m'arrêter dans un village près de celui où avaient été commis ces meurtres, jusqu'à ce qu'il eût pu m'envoyer des chariots pour transporter les boulets au fort de Burgos. Le second jour, je m'en procurai en quantité suffisante, et j'escortai les boulets et les munitions jusqu'à Burgos, où le général Thiébault me prévint que le colonel Duclos venait d'être rappelé au commandement de son régiment ; que l'adjutant général Fontaine, qui avait été en Irlande avec le général Humbert et que j'avais connu à Landerneau, en 1804, avait été nommé pour le remplacer, et que, comme je connaissais déjà le pays, il désirait que je commandasse les troupes de cette colonne mobile. Après dix jours de marches et de contre-marches sous les ordres de l'adjutant général Fontaine, je fus relevé de

ce service par d'autres troupes, et je revins à Burgos rejoindre mon bataillon, et peu de jours après ce fut mon tour d'escorter la malle jusqu'à Lerme, sur la route de Madrid.

Un M. Murphy, de la maison Gordon et Murphy de Madrid, profita de l'escorte pour retourner chez lui; il arrivait de France où il avait été détenu comme prisonnier de guerre, et un officier de gendarmes l'accompagna dans sa voiture jusqu'à Madrid, où sa présence était nécessaire pour arranger les affaires commerciales de sa maison.

Après le départ du roi Joseph de sa capitale, en 1808, M. Murphy avait levé, à ses frais, un régiment de cavalerie, à la tête duquel il combattit bravement contre Napoléon, et ayant été fait prisonnier, il avait été envoyé en France.

M. Murphy était un homme de très-belle mine, très-beau, et un véritable patriote espagnol. Il se montra excellent, en 1807, pour plusieurs de nos officiers campés à Madrid.

Pendant notre séjour à Burgos nous eûmes l'occasion de voir plusieurs des généraux distingués de la République et de l'Empire. Un soir, je reçus l'ordre de monter la garde avec ma compagnie auprès du maréchal Lefebvre, duc de Dantzick, qui retournait en France. Après le siège de Sarragosse, en février 1809, le maréchal Lannes, duc de Montebello, arriva à Burgos avec son état-major, et son premier aide de camp se trouvait être le colonel William O'Meara, capitaine et notre camarade dans la légion irlandaise, en 1804, lorsque nous

nous attendions sur la côte de Brest à partir pour l'Irlande. William O'Meara retrouva à Burgos son frère jumeau, le colonel Daniel O'Meara, qui commandait la ville. La rencontre de ces deux frères en pays étranger est un nouvel exemple des malheurs de la pauvre Irlande; s'il lui eût été permis de se gouverner elle-même, ces braves officiers fussent devenus l'ornement de leur patrie, au lieu d'errer à l'étranger à la poursuite de la fortune. — Le colonel William O'Meara fut blessé à côté du maréchal Lannes à la bataille d'Essling, en 1809, le jour où fut tué ce héros. Peu de temps après, O'Meara fut nommé baron de l'empire et général de brigade.

Les Irlandais, à l'étranger, et particulièrement les exilés bannis de chez eux, se montraient souvent plus enthousiastes pour célébrer le jour de Saint-Patrick, que s'ils eussent vécu tranquillement dans leur verte île. Tel fut le cas pour les officiers du bataillon irlandais, à Burgos, le 17 mars 1809. Nous donnâmes un dîner auquel nous invitâmes le commandant de la place, le colonel Daniel O'Meara, et le colonel O'Neill, capitaine du 47<sup>e</sup> régiment, ancien régiment Walsh, qu'avait commandé son père, le général O'Neill; dans son bataillon se trouvaient encore plusieurs officiers qui avaient servi dans les brigades irlandaises. Un régiment prussien nouvellement formé, au service de France, arriva à Burgos, et l'un de ses officiers, M Plunkett, un homme charmant, nous dit que son père était fils d'un Irlandais, né dans les États autrichiens. Nous eûmes également à dîner les fils d'Irlandais qui avaient servi dans les régiments irlandais de l'armée espagnole, Dalton, Mac Nalty, Can-

tan, etc. — Les exilés de 1798 eurent ainsi l'honneur de traiter, le jour de la fête de leur patron, saint Patrick, les descendants des héros des diverses époques de la lamentable histoire de l'Irlande. Quelle peinture une main habile eût pu tracer des malheurs de l'Irlande, en s'inspirant des diverses et tristes histoires des ancêtres de nos convives ! Quel malheur que l'auteur de *l'Exilé d'Erin* ne fût pas présent à notre dîner du jour de Saint-Patrick !

Les guerillas étaient loin d'être organisées à cette époque (1809) comme elles le furent plus tard, mais elles donnaient beaucoup d'occupation aux troupes françaises dans la Vieille-Castille. C'était un service très-désagréable et très-répugnant pour nos sentiments, que d'avoir continuellement à marcher nuit et jour pour disperser ces bandes, et nous désirions fort avoir à combattre une armée régulière. Je dois dire que le commandant Fitzhenry se remua beaucoup dans cette circonstance. Il apprit que le général Kellermann, fils du maréchal Kellermann, le héros de Marengo, allait prendre le commandement d'un corps d'armée pour agir avec les maréchaux Soult et Ney, contre sir Arthur Wellington et les Anglais qu'on supposait sur le point de débarquer de nouveau en Portugal, et contre l'armée espagnole, commandée par le marquis de Romana, et la demande de Fitzhenry, pour le bataillon irlandais, d'avoir l'honneur de faire partie de cette armée, lui fut accordée.

Le bataillon fut envoyé à Léon pour faire partie de l'armée réunie, sous le général Kellermann, pour l'ex-

pédition envoyée dans les Asturies contre le marquis de Romana, et il forma l'avant-garde de la première brigade commandée par le général Charlot. Le 18 mai 1809, l'armée quitta Léon, et elle eut pendant plusieurs jours à combattre et à se forcer un passage dans les montagnes jusqu'à Oviedo, et jusqu'à ce qu'on crût l'armée de Romana complètement battue et dispersée.

Le bataillon fut alors envoyé à Gijon, un petit port de mer, où nous nous attendions à demeurer quelque temps<sup>1</sup>; mais la retraite de Porto du maréchal Soult, et celle du maréchal Ney de la Galice, obligèrent le général Kellermann à évacuer les Asturies. Il ordonna au bataillon irlandais de poursuivre, en retournant à Burgos, la division de l'armée du marquis de Romana, qui s'était échappée dans les montagnes, et pendant plusieurs jours, le bataillon, fort de six cents hommes, eut à attaquer l'arrière-garde d'une division de plusieurs

<sup>1</sup> Nous fûmes ravis de la perspective de nous reposer quelques jours dans la jolie petite ville de Gijon. Je fus logé sur le quai dans la maison d'un riche négociant, et je n'y trouvai qu'une servante, une très-vieille femme, qui me conduisit dans ma chambre. Sa maltresse apprenant qu'on observait la plus stricte discipline m'envoya un message pour me prier de me rendre dans l'endroit où elle était cachée, dans la maison de son jardinier située dans les faubourgs. Je ramenai chez elle cette dame et ses trois petits enfants. Le capitaine Macguire vint me voir et elle l'invita poliment à dîner, ce qu'il accepta avec plaisir, et nous passâmes une agréable soirée avec cette aimable dame. Le lendemain matin elle me dit que son mari qui se trouvait à leur maison de campagne à une ou deux lieues de la ville, désirait qu'elle allât le chercher avec une petite escorte, dans la crainte, s'il revenait seul, de tomber entre les mains des patriotes et d'en être maltraité. Elle me pria de l'accompagner. Le commandant Fitzhenry pensa que je ne pouvais refuser, et il m'autorisa à prendre quelques hommes pour nous servir d'escorte. Cette dame fit seller son cheval et sa mule et nous étions prêts à partir, lorsque les tambours battirent aux armes, heureusement pour moi, et, une demi-heure après, nous évacuâmes la ville qui ne fut réoccupée que le surlendemain par un bataillon français. Je dois dire que cet incident me servit, dans toutes mes campagnes ultérieures, d'avertissement de ne jamais quitter mon bataillon sous aucun prétexte.



milliers de soldats. A la fin, le général espagnol voyant qu'il n'était poursuivi que par une force inférieure, résolut d'attaquer à son tour, et d'attirer le bataillon irlandais dans une embuscade ; mais il se remit bientôt à fuir lorsque parurent le général Chauvel et sa brigade qui avaient quitté Léon quelques jours auparavant. Ce général garda avec lui, pendant quelque temps, dans les montagnes, le bataillon irlandais, qui retourna ensuite à Léon où étaient restés l'officier payeur et les convalescents. Il y trouva le général Kellermann, qui l'envoya en expédition à travers les montagnes jusqu'à Santander, en passant par Aguilar del Campo. Finalement, le bataillon retourna à Burgos après une longue absence pour se retrouver sous les ordres du général Thiébault, qui informa les officiers que l'Empereur était si enchanté de la conduite de la légion irlandaise, qu'il avait décrété qu'elle prendrait le titre de premier régiment irlandais de la légion étrangère au service de France, et qu'il avait ordonné au duc de Feltre, ministre de la Guerre, de l'organiser en quatre bataillons de guerre, et un dépôt qui fut placé la même année, juin 1809, à Landau près du Rhin.

Le général Thiébault lut à la parade la nouvelle organisation ci-après :

DANIEL O'MEARA, COLONEL.

Peterzelli, chef de bataillon du 1 <sup>er</sup> bataillon, à Flessingue.			
J. Fitzhenry, —	2 <sup>e</sup>	—	en Espagne.
J. F. Mahony, —	3 <sup>e</sup>	—	à Landau.
. . . . . —	4 <sup>e</sup>	—	non encore formé.

Le colonel O'Meara reçut l'ordre de rester à Landau pour compléter le 3<sup>e</sup> bataillon et le tenir prêt à partir pour l'Espagne. Le capitaine Lawless et les cinq autres officiers qui avaient été envoyés du camp de Boulogne-sur-Mer à Brest, en 1807, furent envoyés à Landau et placés dans le bataillon du commandant O'Mahony. Lawless y était capitaine de grenadiers; mais il reçut bientôt son brevet de chef du 2<sup>e</sup> bataillon, alors à Flessingue, et l'ordre de s'y rendre pour remplacer le commandant Peterzelli, attaché à l'état-major du général Monet, dans le commandement de ce bataillon; mais avant l'arrivée de Lawless, la ville se trouva complètement cernée sur terre et sur mer par les Anglais. Il s'ouvrit bravement un chemin à travers la flotte ennemie, dans un petit canot, et parvint sain et sauf dans la ville, où il prit le commandement du bataillon. Il s'y distingua dans chaque sortie faite contre l'ennemi, jusqu'au jour où il reçut une blessure dangereuse, et où il eut la plupart de ses hommes tués ou blessés.

Le général Monet ayant capitulé à Flessingue, sans aucune stipulation à l'égard des officiers irlandais, le commandant Lawless jugea nécessaire de se confier au médecin de la ville, le docteur Moke, dans la maison duquel il se trouvait, et qui soigna ses blessures et le garda caché chez lui jusqu'à ce qu'il se trouvât assez bien et qu'il eût trouvé une occasion pour s'échapper à Anvers, où il rapporta l'aigle du régiment, et où il fut reçu par le maréchal Bernadotte, plus tard roi de Suède, avec les plus hautes marques d'estime et de considération pour sa belle conduite dans la défense de Flessingue.

Il fut mentionné à l'ordre de l'armée à Anvers. L'Empereur, prévenu par le maréchal de l'évasion du commandant Lawless, lui ordonna de se rendre à Paris et lui conféra la décoration de la Légion d'honneur et le grade de lieutenant-colonel.

Quelques officiers du régiment irlandais, faits prisonniers à Flessingue, furent envoyés en Angleterre, où ils furent traités à tous égards comme les officiers français, sans doute par crainte de représailles de la part du gouvernement français, si on eût exercé sur eux la moindre violence.

Parmi les officiers du régiment qui s'échappèrent en France, et qui furent mentionnés dans les rapports du siège comme s'y étant distingués, se trouvaient les capitaines Barker, Mac Cann et Dowdall; ces deux derniers moururent à Gand de leurs blessures, ainsi que le lieutenant Martin dans quelque autre ville.

Le lieutenant O'Reilly, qui s'était échappé avec le commandant Lawless, reçut la décoration de la Légion d'honneur à son arrivée en France, pour sa belle conduite pendant le siège, et il fut bientôt nommé capitaine dans le 1<sup>er</sup> bataillon réorganisé à Landau. Le capitaine Tennant fut nommé commandant à la place du colonel Lawless.

Le duc de Feltre, qui recevait journellement, des Irlandais détenus dans les différents dépôts de prisonniers anglais, des demandes de servir dans le régiment irlandais, jugea convenable d'envoyer dans ces dépôts un officier intelligent, pour s'assurer que les Irlandais seuls fussent autorisés à prendre du service. Le capitaine

Markey, qui avait été envoyé à Brest en 1807, fut chargé de cette mission, qu'il remplit avec tant d'habileté et d'activité, qu'après qu'il eût envoyé un grand nombre de recrues au régiment irlandais, le duc de Feltre le prit pour un de ses aides de camp, situation qu'il occupa jusqu'à ce qu'il eût obtenu le grade de lieutenant-colonel.

Le 3<sup>e</sup> bataillon se trouvant complètement organisé en 1809, à Landau, fut envoyé en Espagne, sous les ordres du commandant Mahony; par suite de l'état de trouble de l'Allemagne pendant la guerre de la grande armée, ce bataillon eut à accomplir plusieurs marches en aval de la rive droite du Rhin, avant de se diriger sur l'Espagne, et il n'arriva qu'au mois de janvier 1810 à Burgos, où il fut réuni au 2<sup>e</sup> bataillon.

Le commandant Fitzhenry gagna beaucoup dans l'estime du gouverneur de la Vieille-Castille, lorsqu'après son retour à Burgos avec son bataillon, les détails de notre campagne dans les Asturies, sous les ordres du général Kellermann, furent connus. Ce dernier accorda une gratification de cent francs à chaque officier de sa division, sur le produit de la prise, faite à Gijon, d'un navire anglais chargé de café et d'épices, qui y furent saisis et vendus au profit des hôpitaux. — Le général Thiébault fut mécontent d'apprendre que les troupes envoyées de son gouvernement de la Vieille-Castille pour faire partie de la division du général Kellermann, n'avaient pas participé aux gratifications accordées aux officiers. Il pria le commandant Fitzhenry de lui faire connaître la cause de cette exclusion, et ce dernier lui

raconta la conversation qu'il avait eue à ce sujet avec le général Kellermann, et dont voici les termes : « Commandant, je n'ai pas compris vos officiers dans les gratifications, parce que je sais qu'ils ont dû s'indemniser eux-mêmes pendant leurs longues marches dans l'intérieur des Asturies à la poursuite du marquis de Romana. » — Le commandant Fitzhenry répondit : « Général, les officiers du bataillon irlandais sont des hommes d'honneur et de probité, et je défie tout Espagnol de se présenter et de prouver que les officiers de mon bataillon aient pris un seul article ou un seul objet en dehors des rations régulières à fournir aux troupes en campagne. »

Il est vrai que le général Kellermann ne passait pas pour être un chef des plus agréables à avoir pour commandant. Lorsque nous le quittâmes pour retourner à Burgos, il désira nous employer, pendant notre route, à disperser une partie de l'armée de Romana qui s'était ralliée dans les montagnes. Il ignorait certainement les forces réelles de l'ennemi que nous aurions à combattre, ou autrement il eût envoyé plus de troupes dans cette expédition. Cependant, nous manœuvrâmes dans cette situation critique beaucoup mieux qu'on ne pouvait s'y attendre. Un soir que nous nous étions arrêtés dans un pauvre village pour faire reposer nos hommes, le commandant Fitzhenry, qui était logé au presbytère, obtint du vénérable vieux curé de cette paroisse d'importants renseignements qui se trouvèrent parfaitement exacts, et qui nous furent très-utiles le lendemain; grâce à eux, nous évitâmes l'embuscade que nous avait dressée le marquis de Ro-

mana, nous tournâmes sa position, et nous mîmes bientôt ses troupes en fuite. Cette courte campagne dans les Asturies nous fournit l'occasion d'apprécier le caractère des habitants, et je dois dire que, quoique en temps de guerre, nous vécûmes généralement dans des rapports amicaux avec eux. Un jour, je fus chargé par le général Chauvel de commander un détachement de troupes et d'escorter un agent espagnol qui se rendait dans un village, situé à six lieues, pour se procurer des provisions pour le quartier général. Nous y arrivâmes la nuit. L'agent se logea dans la maison de l'alcade, et je m'établis chez le curé de la paroisse. Cet ecclésiastique était d'un âge moyen et avait très-bonne mine. Le lendemain matin, pendant que l'agent espagnol, agissant au nom du roi Joseph, réglait avec l'alcade les quantités et la nature des provisions à fournir, j'eus une longue et intéressante conversation avec mon hôte. Ce digne prêtre patriote me dit qu'il avait étudié à Salamanque et qu'il y avait connu plusieurs de mes compatriotes : les uns, étudiants du collège irlandais, et les autres, officiers d'un régiment irlandais au service de l'Espagne; il ajouta qu'il croyait qu'il existait, à beaucoup d'égards, une grande ressemblance entre les habitants de nos pays respectifs, leurs souffrances, etc. Je lui répondis qu'il n'y avait aucune comparaison possible à faire, attendu que, dans son pays, en ce moment, les habitants n'étaient pas persécutés et privés de leurs droits civils en raison de la religion qu'ils professaient. Je lui accordai cependant que les Espagnols avaient eu à souffrir des guerres désastreuses en raison des monarques qu'on leur avait im-

posés : jadis un roi autrichien, puis un Bourbon, et maintenant un Buonaparte. Mais, dans la pauvre Irlande, des milliers de serfs catholiques non émancipés étaient tenus en esclavage par un parti protestant de quelques cent mille individus, agissant au profit de leurs cruels patrons d'Angleterre, tandis que le changement des dynasties espagnoles n'avait pas amené de persécutions religieuses en Espagne. Je convins parfaitement avec lui que les Espagnols avaient le droit de se gouverner eux-mêmes et de choisir la forme de gouvernement qui leur convenait ; mais, d'un autre côté, je soutins que quel que fût le chef du gouvernement français, il devait à sa nation de prendre les meilleures mesures pour s'assurer l'amitié des États voisins et leur parfaite neutralité en temps de guerre, et qu'on ne pourrait jamais oublier qu'après la Révolution de 1789, lorsque commencèrent les hostilités, la Prusse protestante et la catholique Espagne avaient été les premières puissances à attaquer et envahir la France. Leur exemple fut suivi par d'autres nations, telles que l'Angleterre protestante et la catholique Autriche ; celle-ci attaqua la France sur le Rhin et sur les Alpes, celle-là s'empara de Toulon par trahison et fit une tentative hardie pour prendre Dunkerque ; mais cette ville était commandée par un Irlandais, O'Meara, et le duc d'York et l'armée anglaise qu'il commandait furent forcés à une honteuse retraite. « Et en 1806, ajoutai-je, si la France avait perdu la bataille d'Iéna, votre roi Charles IV était prêt à lui déclarer la guerre. En présence de pareilles circonstances, le gouvernement français devait exiger de sûres garanties de la

nation espagnole; mais je suis loin de prétendre qu'il ait adopté de justes mesures pour les obtenir. » Le prêtre espagnol répondit à mes observations d'un ton animé, mais nullement comme je m'y attendais. Il me dit : « Ne croyez pas, monsieur, que nous faisons la guerre parce nous désirons Ferdinand plutôt que Joseph; nous vous combattons, parce que nous voulons rester une nation indépendante de l'étranger, et nous espérons bien que la guerre ne cessera que lorsque le dernier soldat français aura été chassé de notre pays. Vous êtes ici dans les Asturies, une province que les Maures n'ont pu conquérir, et, avec l'aide de Dieu, vous n'y parviendrez pas non plus. »

Je ne pus m'empêcher d'admirer le patriotisme de ce prêtre enthousiaste, qui me rappela les vertueux ecclésiastiques qui, en 1798, souffrirent la torture et la mort, comme des martyrs, en Irlande, sur le champ de bataille et sur l'échafaud, en tâchant d'affranchir leur pays du cruel joug étranger. Les historiens des guerres de cette époque semblent désapprouver la part qu'y prirent quelques prêtres irlandais, tandis qu'ils admirent les Espagnols combattant contre la France catholique. Quoi qu'il en soit, les noms des prêtres et des moines qui s'ensevelirent, au mois de février 1809, sous les ruines de Sarragosse, seront vénérés et vivront dans ce pays jusqu'à la fin des temps aussi sûrement que les noms du père Roche, du père Redmond, des deux pères Murphy et du père Kearns ne seront jamais oubliés dans le comté de Wexford, tant que la Slaney se jettera dans la mer !



L'un des pères Murphy fut tué à la bataille d'Arklow, le 9 juin 1798. Les quatre autres prêtres précités furent pendus et écartelés de la façon la plus révoltante et la plus cruelle, et moururent martyrs de la cause de leur pays. J'avais vécu en très-grande intimité avec trois d'entre eux pendant toute l'insurrection, savoir : les pères John Murphy, Kearns et Roche. Quant au pauvre père Redmond, il était vicaire de notre paroisse, et il avait assisté mon cher père à ses derniers moments, en 1797. Le père Frank Kavanagh était le curé de la paroisse, et ils avaient à desservir le dimanche trois chapelles, Clough, Crane et Monaseed.

Le père Redmond n'avait pris aucune part à la guerre ; il vivait très-retiré avec sa famille dans le voisinage du château du comte Mountnorris. Un jour, un détachement de notre camp arriva pour se procurer des provisions, et le père Redmond le supplia très-humblement de ne brûler ni piller les propriétés du comte, qui était un excellent homme. Il réussit dans sa requête, et se retira chez lui où il demeura jusqu'à la fin de la guerre ; alors le comte Mountnorris le fit arrêter et amener au camp anglais du mont Gory, avec une corde au col. Là, il le fit pendre à la branche d'un arbre, et pendant qu'il était ainsi suspendu, le noble lord eut le courage de décharger ses pistolets à travers le corps de ce prêtre innocent, dont le seul crime était d'avoir contribué à sauver les propriétés de ce lâche comte, qui chercha, par ce meurtre cruel, à racheter la perte de sa réputation. Il se savait blâmé pour ne pas s'être trouvé à la tête de son corps de cavalerie de milice, lors du

combat où il fut défait, le 26 mai 1798, et où ses lieutenants, Booky et Swan furent tués ainsi que la plupart de leurs soldats.

FIN DU PREMIER VOLUME.

# TABLE DES MATIÈRES

---

Avis au lecteur. . . . . v

## LIVRE PREMIER

### L'INSURRECTION IRLANDAISE

1798-1803

#### CHAPITRE PREMIER

Impossibilité de rester neutre dans les luttes de l'Irlande pour son indépendance. — Meurtres de Patt et Terence Breen, parents de l'auteur. — Thomas Knox Grogan lève un corps de miliciens. — L'auteur s'y enrôle avec ses amis. — Conditions de son enrôlement — Refus de son père d'y consentir. — Mort de la sœur et du père de l'auteur. — Organisation des corps de miliciens dans toute l'Irlande. — Reflexions sur l'expédition de Hoche (1796). — Désespoir du peuple au départ des Français. — Projets de Hoche. — Plan d'organisation des Irlandais Unis. — L'auteur s'y affine. — Progrès de l'Association. — Opposition des prêtres. — Meurtre du père Redmond. — Heureux résultats du système des Irlandais Unis. — Anthony Perry d'Inch. — Entrevues nocturnes. — Ned et Garrett Fennell. — Dépôt de poudre confié à l'auteur. — Sa découverte. — John Doyle de Knockbrandon. — Enterrement d'un Irlandais Uni. — Hunter Gowan. — Il est fustigé par Garrett Byrne de Ballymanus. — Sa fureur et sa haine contre les catholiques. — Garrett Byrne de Ballymanus. — Sa famille. — Il cède son domaine à son fils aîné. — 1797. — Revues des corps de miliciens. — Leurs commandants prennent l'alarme. — Serment qu'ils exigent de leurs soldats. — Refus du corps du capitaine Knox Grogan. — Sa démission en masse. — Mort de Grogan à la bataille d'Arklow (9 juin 1798). — Mort de Michel Redmond. — Refus de serment du corps de miliciens du capitaine Beaumont. — Désarmement de ses membres catholiques. — Lâche aversion de Beaumont pour le catholicisme. — Sa tyrannie. — Corps d'infanterie des miliciens de

Bally-Ellis. — Son licenciement. — Procès intenté par ses membres à leur capitaine M. White. — Leurs députés à Dublin. — Thomas Addis Emmett et Curran se chargent de leur affaire. — Edward Kennedy, demi-frère de l'auteur. — Son dévouement à la cause de l'Irlande. — Mérite des miliciens de Bally-Ellis. — Les frères Laurence, Luke et Dan Finn. — Leur dévouement fraternel. — Leur courage. — Leur sort après l'insurrection. — Situation des catholiques dans les corps de miliciens. — Meurtre de Thomas Cullen. — Vains efforts des magistrats pour découvrir les projets des Irlandais Unis. — Aventure de Whelan. — Cooper, faux témoin. — Acquittement des patriotes arrêtés sur sa dénonciation. — Derniers préparatifs insurrectionnels. — L'Irlande en état de siège (30 mars 1798). — Tortures, cruautés et persécutions exercées sur le peuple irlandais. — Atrocités des Orangistes. — Meurtres commis par Hunter Gowan. — L'auteur et ses amis forcés de se cacher. — Arrivée de l'auteur à Arklow. — Débuts de l'insurrection. — L'auteur à Carlow. — Les insurgés à Camolen et à Ferns. — L'auteur chez sa mère. — Il part pour rejoindre les insurgés commandés par John Murphy. — Portrait de ce digne prêtre. — Ses succès. — Sa marche sur Wexford. — Bataille du mont Oulard. — Victoire des insurgés. — Marche sur Camolen et Ferns. — Réflexions sur le véritable but des Irlandais Unis. — Réfutation des calomnies déversées sur les insurgés. — L'Irlande n'a pas encore trouvé d'historien indépendant. — Bataille d'Enniscorthy. — Prise de cette ville. — Retraite des troupes royales sur Wexford. — Les insurgés campés au mont Vinegar (28 mai 1798). — Réflexions..... 1

## CHAPITRE II

Grande indécision au camp insurrectionnel. — Arrivée des députés de Wexford apportant des propositions de la garnison et des troupes royales. — L'armée irlandaise va camper sur la montagne des Trois-Roches, près de Wexford, pour y passer la nuit. — Le lendemain matin, 30 mai, défaite de la milice de Meath; prise de deux pièces de canon et de leurs trains. — Négociation et reddition de Wexford à l'armée irlandaise. — Bagnol Harvey sort de prison et est nommé commandant en chef par le peuple. — Cruautés des troupes royales dans leur retraite au fort Duncannon. — Soulèvement général des habitants des baronnies de Bargy et Forth, provoqué par elles. — Ils prennent pour chef Cornelius Grogan. — Grandes ressources fournies au général Harvey, à son état-major et à son armée par la ville de Wexford..... 66

## CHAPITRE III

L'armée irlandaise se sépare en deux corps ou divisions. — Le 31 mai aux monts Windmill. — L'un de ces corps, sous les ordres du général Harvey,

marche sur Taghmon, Carrick Byrn, le mont Corblet et New Ross. — L'autre corps se rend dans la direction de Gory sur le mont Vinegar et le mont Carrigrew, où il établit un camp. — 1<sup>er</sup> juin 1798, prise et abandon de Newtownbarry ou Bonclody, par une petite division de l'armée irlandaise. — 4 juin, bataille de Tuberneering ou Clough gagnée sur le général Loftus et le colonel Walpole ; ce dernier est tué et son armée détruite. — Prise de Gory le même jour. — Mise en liberté de tous les prisonniers. — Formation d'un camp sur la montagne près de la ville. — 5 et 6 juin, reconnaissances envoyées du camp dans toutes les directions. — 7 juin, l'armée marche à l'attaque de Carnew et campe sur le mont Kileavan, en apprenant la fuite du général Loftus et de toutes les forces royales sur Tullow. — 8 juin, l'armée revient au camp de Gory. — 9 juin, bataille d'Arklow..... 80

#### CHAPITRE IV

Principaux événements qui suivirent la bataille d'Arklow, jusqu'à la concentration d'une grande partie de nos forces sur le mont Vinegar, dans la soirée du 20 juin 1798. — Notre erreur de n'avoir pas bivouaqué à Arklow pendant que l'ennemi était en pleine retraite. — L'armée irlandaise, à son retour d'Arklow, reste stationnaire au camp du mont Gory, les 10 et 11 juin, pour donner le temps à tous ceux qui étaient allés visiter leurs familles de revenir et de rejoindre leurs corps respectifs, et pour leur permettre, par ce repos, de recueillir leurs forces et de se préparer à de nouveaux combats. — Owens, ministre protestant et magistrat, prisonnier de l'armée irlandaise, échappe à la mort en se faisant passer pour fou ; irritation soulevée contre lui par la renommée qu'il s'était acquise en condamnant aux bonnets de poix les malheureux amenés devant lui. — 12 juin. Notre armée quitte le mont Gory et va camper au mont Limerick, d'où sont envoyés en reconnaissance des détachements d'éclaireurs dans la direction où l'on suppose devoir rencontrer l'ennemi. — 13 juin. Un fort détachement, envoyé en reconnaissance sur la route d'Arklow, y rencontre l'ennemi qui fuit en désordre et se rabat sur la ville. — John Thumping de Ballygullen, beau-frère de Hunter Gowan, amené prisonnier au camp, est mis à mort au bas de la montagne par ceux dont les pères et les frères avaient été massacrés par ses fils et par son cruel beau-frère, Hunter Gowan. — 14 juin. Envoi de plusieurs détachements de nos forces dans la direction de Carnew, de Shillelah, et de Tinnahilly. — Nos mouvements et nos efforts pour amener le général Needham et la garnison d'Arklow à sortir et à nous rencontrer en rase campagne demeurent inutiles. — 15 juin. Grande escarmouche contre les troupes royales ; nous les mettons en fuite et leur faisons un grand nombre de prisonniers. — 16 juin. Nous quittons le mont Limerick, et arrivés au mont Plaisant, nous nous préparons à la bataille. — 17 juin. Nouveaux combats dans lesquels l'ennemi est défait et forcé de se re-

tirer dans les montagnes. — Brillante conduite de Mathieu Doyle et du corps d'Arklow. — Humaine intervention de Billy Byrne pour sauver la vie des prisonniers de notre camp, et pour laquelle il est plus tard exécuté à Wicklow. — Son procès et son exécution causent un grand chagrin dans tout le pays et attristent tous ceux qui le connaissaient personnellement. — Mrs Meagher de Coolalugh vient visiter notre camp dans le but d'intercéder pour les prisonniers et de les sauver. — Comment je fis connaissance de cette dame. — 18 juin. Arrivée à notre camp d'hommes échappés de Dublin par les montagnes de Wicklow, et qui nous apportent la nouvelle qu'on s'attend d'heure en heure au débarquement d'une armée française. — Mauvais effet produit par cette nouvelle. — Cruelle illusion des pauvres Irlandais qui comptent sur le secours de la France au moment où le vainqueur de l'Italie et ses quarante mille hommes font voile pour l'Égypte! — Cette nouvelle, arrivant dans un pareil moment, divise d'opinion nos chefs. — 19 juin. Notre armée marche sur le mont Kileavan, et livre toute la journée de brillantes escarmouches à l'ennemi, qui, comme d'habitude, se refuse à risquer une bataille. — L'armée irlandaise, occupée toute la journée à escarmoucher, ne peut amener l'ennemi à une action générale dans laquelle les piquiers eussent été si utiles. — Mauvaises nouvelles de l'armée irlandaise devant Ross, et invitation de son commandant en chef aux chefs de nos corps de concentrer toutes les forces sous leurs ordres au mont Vinegar. — Cruels résultats de cette manœuvre maladroite, intempestive et anti-militaire, trop tôt éprouvés. — Dans la soirée du 19 juin, notre armée quitte le mont Kileavan pour Camolen et Ferns, et elle arrive le lendemain, 20 juin, au pied du mont Vinegar. — 21 juin 1798. Bataille du mont Vinegar et d'Enniscorthy, livrée au général Lake et à ses vingt mille hommes de troupes régulières et de milice. — Grande bravoure et intrépidité déployées sur toute la ligne par l'armée irlandaise. — Quelques chefs proposent de réunir toutes nos forces et d'attaquer le flanc gauche de l'ennemi. — La ville d'Enniscorthy et ses issues défendues par M. William Barker et le père Kearns. — Retraite de l'armée irlandaise, après la bataille, sur la ville de Wexford. — Son indignation en apprenant les négociations entamées le 21 juin, dès trois heures du matin, entre les habitants de cette ville et lord Kingsborough pour la reddition de Wexford aux troupes royales, à la condition que leurs vies et leurs propriétés seraient épargnées. — Le résultat de la bataille du mont Vinegar ne pouvait être connu à Wexford avant onze heures, car elle finit à neuf heures et elle avait été livrée à onze milles irlandais de cette ville. — M. Barker, fait prisonnier, est enfermé dans la prison de Wexford, après avoir eu le bras amputé et parfaitement soigné pendant quelques jours par un chirurgien anglais. — M. Devereux, père du général Devereux, est enfermé dans un cachot près de celui de M. Barker, et y meurt de la fièvre. — M. Barker, sa femme et son enfant, s'échappent à Hambourg et se rendent à Paris. — Humbert débarque trop tard, après la dispersion des armées irlandaises..... 139

## CHAPITRE V

**21 juin 1798.** La division, sous les ordres du père John Murphy, du révérend Philippe Roche et du révérend Moïse Kearns, entre dans la baronnie de Forth et campe la nuit en un lieu nommé Sleedagh dans la baronnie de Bargy, à cinq milles de Wexford. — Conseil de guerre tenu à notre bivouac, à la suite duquel le révérend Philippe Roche quitte son commandement pour se rendre au quartier général anglais, où il espérait obtenir de bonnes conditions, une cessation d'hostilités, etc. — **22 juin.** La division traverse le champ de la bataille livrée le 30 juin à Fooksmill ou Lorraig contre le général sir John Moore, et arrive, en passant par Killan, au village de Killedmond, où sont battues les troupes anglaises. — Incendie d'une maison couverte en ardoises et servant de caserne à l'ennemi, par ordre du père John Murphy. — L'ennemi incendie plusieurs maisons dans le village avant de se voir forcé à opérer sa retraite. **23 juin.** Attaque de Pont-de-Gores sur la rivière Barrow. — Défaite de la milice de Wexford et du 4<sup>e</sup> dragons qui défendaient la ville et le passage. — Nous trouvons une grande quantité de farine, mais sans aucun moyen de la transporter. — Mise à mort de plusieurs prisonniers appartenant à la milice de Wexford par leurs compagnons de captivité. — Blessure désespérée de Jacob Byrne; son traitement extraordinaire, sa guérison, son évasion, son rétablissement et son arrivée à Dublin. — Après la prise de Pont-de-Gores, nous campons et bivouaquons sur la hauteur de Leinster pendant la nuit du 23 juin. — **24 juin.** Nous quittons notre bivouac au soir pour nous rendre au village ou à la houillère de Dunain. — Un grand nombre de houilleurs quittent leurs retraites et viennent se ranger sous notre étendard dans ce village qu'avaient occupé les forces anglaises jusqu'à l'apparition de notre armée, et qu'elles avaient alors abandonné en opérant leur retraite en bon ordre. — Notre marche rapide par différentes routes sur Castlecomer permet à nos hommes de cerner un détachement de la milice de Waterford et de l'obliger à se rendre. — Triste erreur qui fait avorter cette capture. — La ville de Castlecomer est attaquée et enlevée de la manière la plus brillante, sauf une maison située au bas du pont et appartenant à la comtesse d'Ormond, ou lady Anne Butler. — Cette maison est incendiée par derrière, après la mort d'un grand nombre de combattants qui l'attaquaient par devant, et les troupes royales qui la défendaient sont sommées de se rendre par l'auteur qui se sert d'un nègre pour parlementaire. — La négociation entamée à ce sujet est rompue par l'arrivée de Kilkenny, du général sir Charles Asgill à la tête de trois mille hommes. — Conduite pusillanime de ce général qui rétrograde sur Kilkenny et abandonne le champ de bataille dès qu'il voit les troupes irlandaises formées en ligne et prêtes à livrer le combat. — Un soldat abandonne les Anglais et vient nous rejoindre en courant; on tire

sur lui, mais sans résultat, et il nous apporte un grand nombre de nouvelles. — Nous commettons une faute grave en ne laissant pas quelques soldats pour bloquer la maison du bas du pont, pendant que nous allions attaquer le général Asgill — Notre marche fatigante du même jour, 24 juin, dans le comté de la Reine, où nous comptions trouver de grands secours, demeure sans résultat et permet à l'ennemi de se remettre de sa panique et de concentrer ses forces. — 25 juin. Notre marche rétrograde du comté de la Reine pour repasser la rivière Barrow, plus fatigante encore que celle de la veille, par suite de la grande chaleur. — Arrivée tardive à notre bivouac de la montagne de Kilcomney, mauvaise position militaire — Désertion pendant la nuit des houilleurs qui volent à nos hommes leurs meilleurs armes à feu. — 26 juin. Ma dernière conversation avec le père John Murphy à propos de la trahison des houilleurs. — Il apprend que les troupes royales arrivent par quatre routes pour nous cerner. — Il ordonne d'attaquer et de forcer le défilé de Scollagh-Gap. — Brillante conduite de nos piquiers et fusiliers dans ce combat. — Nous n'abandonnons rien dans notre bivouac au sangui-naire général Asgill, qui, craignant de nous suivre dans le défilé, assouvit sa cruauté sur les paisibles habitants désarmés des districts voisins, qu'il massacre chez eux sans pitié. — Fâcheux résultats de la fatale et incompréhensible disparition du père John. — Un an plus tard, un imposteur usurpe son nom à Dublin pour escroquer de l'argent et partir pour l'Amérique. — Le manque d'union amène la dislocation de nos forces après le passage de Scollagh-Gap; les uns gagnent les bois de Killanghran et les autres vont rejoindre en combattant une autre division irlandaise aux Mines d'or. — Ma douloureuse inquiétude en trouvant notre maison de Monaseed abandonnée, sans personne pour me donner des nouvelles de ma mère adorée. — Jacob Byrne est installé dans une maison sur nos terres. — Sa sœur, prévenue de sa situation, vient le soigner jusqu'à son rétablissement et son évasion à Dublin. — L'excellent état de la blessure de mon frère Hugh lui permet de marcher et de me suivre pour continuer la campagne. — Notre pénible séparation d'avec notre chère sœur, qui va rejoindre notre mère pour ne plus la quitter. — Nous rejoignons la division de nos forces près des Mines d'or et nous revenons bivouaquer avec elle à Ballyfad. — Ma joie de retrouver Nick Murphy; il échappe au major Sirr et gagne la France, etc..... 102

## CHAPITRE VI

21 juin 1798. — La division de l'armée irlandaise sous les ordres de Edward Fitzgerald, Edward Roche, Anthony Perry, Garrett Byrne, Esmond Kyan, etc., traverse le pont de bois de Wexford et marche sur le château Pepper, où elle bivouaque pendant la nuit. — 22 juin. — Conseil de guerre tenu par tous les chefs, et dans lequel il est décidé qu'on se rendra, par la route



la plus courts, aux montagnes de Wicklow.—Cette décision est subitement abandonnée, à la nouvelle que l'ennemi massacre tous ceux qu'il trouve chez eux à Gory.—Marche rapide sur Gory.—Attaque générale de ces sauvages qui sont défaits et repoussés jusqu'à Arklow, etc.—Conduite humaine d'Edward Fitzgerald en cette circonstance.—Il apprend que son beau château de New-Park et ses dépendances, etc., viennent d'être incendiés ; mais cette triste nouvelle ne diminue pas ses efforts pour sauver les prisonniers. — Pippard, le souverain de Gory, un vieillard, qui avait présidé à ces meurtres de sang-froid, lui doit la vie. — Le combat du 22 juin reçoit le nom de bataille du Vendredi sanglant. — Grande indignation et fureur de nos hommes, à leur entrée à Gory, en y trouvant massacrés un grand nombre de leurs parents et de leurs amis, dont les cadavres avaient été jetés dans les rues pour y être dévorés par les porcs. — Terribles représailles auxquelles on devait s'attendre. — Incendies à Scullabogue. — Prisonniers tués sur le pont de Wexford. — Conduite de Dixon dans cette circonstance. — 23 juin. — Bivouac, au pied du mont Croaghan, près des White Heaps. — Adoption du plan de Garrett Byrne. — 24 juin. — La division marche sur Anghram. — Bataille et attaque de la caserne, à Hacketstown. — 26 juin. — La petite armée irlandaise se dirige sur le mont Croaghan et Wicklow-Gap. — 27 et 28 juin. — Escarmouche contre la cavalerie ennemie. — 29 juin. — Bataille et défaite des Anciens Bretons à Bally-Ellis. — 30 juin. — La division irlandaise quitte son bivouac et marche sur Shillelah ; elle occupe une position militaire sur une montagne, appelée Ballygraheen, et y campe pendant la nuit. — Bataille du mont Ballygraheen ; défaite des Anglais. — 2 juillet. — Notre division marche sur Wicklow-Gap. — 3 juillet. — L'armée irlandaise se dirige vers les Mines d'or. — 4 juillet. — Bataille de Bally-Gullen, dernier combat régulier en rangs, livré aux troupes anglaises dans le comté de Wexford. . . . . 241

## CHAPITRE VII

Fâcheuses conséquences du manque de temps pour préparer la nourriture de nos hommes. — Les marches nocturnes généralement désastreuses en ce que les soldats perdent leur chemin et restent en arrière pour chercher à manger. — J'accepte l'invitation de Tom Woodburn de m'arrêter et de prendre quelques rafraîchissements, et je perds par suite le corps d'armée principal. — Je consens à regret à me rendre avec lui à la demeure de mon beau-frère à Ballytemple. — Mon heureuse évasion due au guet de ma belle-sœur pendant mon sommeil. — Le pauvre Woodburn arrêté par la cavalerie de milice, deux champs plus loin que celui où j'étais caché. — Il est cruellement traité et conduit à Arklow. — La nuit suivante, je rassemble tous les hommes cachés dans le voisinage, et je marche avec eux à la recherche de notre division. — Un homme tué pendant notre marche. — Nous atteignons le surlendemain Glenmalur, où nous rencontrons des centaines de nos hom-

mes, qui avaient perdu comme nous la colonne, pendant la marche nocturne. — Nous commençons à nous organiser du mieux possible. — Je rencontre Dwyer pour la première fois. — Inconnu à nous autres, hommes de Wexford, il parait avoir peu de connaissances parmi nous. — Holt, que j'avais vu deux ans auparavant, à Rathdrum, à la halle aux Flanelles, où il était employé, comme scelleur en chef, à apposer des sceaux de plomb sur les flanelles, se trouve également parmi nous. — Nos excursions et marches nocturnes pour trouver des provisions. — Holt mis d'abord en suspicion. — Il devient plus tard populaire. — Notre aventure au pont Greenan, dans laquelle il fait preuve de talent. — Mon frère arrive de la Boyne et nous rejoint; sa blessure n'est pas encore guérie. — Il me raconte la mort de mon oncle John, frère de mon père, et tué près de lui à la Boyne. — Esmond Kyan refuse de roster avec nous. — Lettre de Garrett Byrne écrite au camp anglais, de la vallée d'Imale, par ordre du général sir John Moore, à Murrough Byrne de Petit-Anghram, pour l'inviter, ainsi que les autres chefs qui pourraient se trouver dans la vallée, à se rendre. — Conduite honorable de Murrough Byrne dans cette circonstance. — Avant d'ouvrir la lettre, il désire que le plus grand nombre possible d'entre nous assiste à sa lecture. — Notre décision et notre réponse immédiatement remise au paysan porteur de la lettre. — Une partie d'une compagnie de la milice d'Antrim arrive d'Arklow pour nous rejoindre, sous les ordres d'un sous-officier, bon instructeur, que nous surnommons *John Antrim*. — Ses efforts pour exercer nos hommes. — Mrs Betty Mulloy et ses enfants. — Nous sommes forcés d'abandonner notre quartier général de Glenmalure. — Excursion sur la route de Shillelah. — Destruction d'un convoi militaire. — Lettre de Nick Murphy relative au débarquement des Français. — Marche nocturne entreprise par mon frère Hugh et moi pour revoir ma mère et ma sœur. — J'échappe heureusement aux Orangistes dans la maison de Fennell. — Je me cache dans la cave de Ned Cane. — Ma sœur et Mrs Ricards conviennent des moyens de pourvoir à mon évasion — Dévouement au-dessus de tout éloge de Mrs Ricards. — Mon arrivée avec elle à Dublin. . . . . 277

## CHAPITRE VIII

Soins de mon beau-frère Kennedy à mon arrivée à Dublin, et sa généreuse conduite à l'égard des braves gens qui s'étaient échappés des comtés de Wexford et de Wicklow à Dublin, et parmi lesquels se trouvait Billy Byrne de Ballymanus. — Ma dernière entrevue avec lui dans la rue Neuve. — Ma crainte continuelle d'être découvert et arrêté, et mes changements d'asiles et de retraites. — Je vais m'installer quelque temps à Lucan dans l'Institution du révérend John Barrett. — Ma retraite à Maynooth. — George Nowlan. — Invitation à me cacher dans le collège. — Ma résidence et mes occupations à Butterstown-Lane. — Je loge et me mets en pension chez M. Burnet. — Visites de Murray et de John Purcell, du comté de Wexford, à Butterstown-Lane. — Entrevue de Neddy Byrne avec le

riche négociant Macguire. — La paix d'Amiens. — Dîner chez M. Hugh Byrne de la rue Towns-End. — Illuminations le soir. — Miss Lawless et moi nous allons les voir. — Mes occupations chez mon frère pendant la paix. — Mes relations avec M. Norris, qui me présente au pauvre Robert Emmett. — Joie de Robert Emmett, à son retour du continent à Dublin, de trouver les patriotes irlandais de toutes classes dans d'excellentes dispositions. — Après diverses entrevues avec plusieurs des chefs distingués qui avaient échappé aux désastres de l'insurrection, il convient avec eux d'établir par toute l'Irlande un mode certain d'organisation pour être prêt à profiter de l'aide de la France, qu'on ne peut manquer d'obtenir du Premier Consul, pour secouer le joug anglais. — Robert Emmett se décide à commencer les préparatifs nécessaires pour s'emparer du château et de la ville de Dublin, le plus sûr moyen, à son avis, de provoquer un soulèvement général en Irlande, et il se résout à sacrifier dans cette entreprise le dernier shilling de sa fortune. — Ma première entrevue avec Robert Emmett et notre convention de nous voir aussi souvent que possible, pourvu qu'il ne puisse en résulter aucun inconvénient pour moi. — Nef Conden présenté comme un homme dans lequel on peut avoir confiance. — M. M..., armurier, promet de fournir les armes à feu. — M. Macintosh s'offre à louer la maison de la rue Patrick. — M. Emmett lui remet de l'argent pour payer un mois d'avance et lui fait faire un bail. — Retour de France de Quigley, un homme actif et industriel. — James Hope, le patriote du Nord de 1798 et l'ami de Sam Nelson, chargé d'organiser les hommes de la Corporation de Dublin. — Mathieu Doyle; sa science organisatrice acquise dans l'Association des Irlandais Unis; sa campagne en Égypte, etc. — M. Brangan d'Irishtown. — Première entrevue du général Cloney avec Robert Emmett; ingénieux plan d'organisation des comtés proposé par ce dernier. — Thomas Russell et Hamilton arrivent de France. — Location très-coûteuse d'une maison de Butterfield-Lane pour les loger. — William Dowdall va y demeurer avec eux; réunions fréquentes et banquets. — Michel Berney choisi pour accompagner Hope en mission dans le nord de l'Irlande; son rapport. — Johnstone essaye les fusées dans un champ près de Rathfarnem. — Explosion du dépôt de la rue Patrick. — Derby Byrne et Keenan y sont blessés. — Denis Lambert Redmond prête sa maison du quai à la Houille pour servir de dépôt, à la prière de son cousin Michel Berney. — Nick Murphy et le baril de cartouches. — Missions de Patt Ford et de Terence Kavanagh. — Aide et conseils de William Darcy. — Conduite de Mrs Tool chez elle, vis-à-vis du shérif Cash. — Générosité de Philippe Long, qui envoie de l'argent à Mrs Mac Cabe et retient des avocats pour les prisonniers. — Ma dernière entrevue avec Robert Emmett. — Davy Fitzgerald, neveu de Mrs Long. — Le capitaine O'Connor et le docteur Horner. — Miss Biddy Palmer et son père. — Hugh Wilson et Thomas Markey, exilés à Bordeaux. — O'Finn. — Mort de Napper Tandy. — M. Berrière, commissaire général de police. — Patt Mac Cann, Hugh Kellegher, le jeune Hampden Evans. — Le docteur Mac Neven. — Le général Dalton, conducteur de la diligence. — M. Thomas Addis Emmett et le Grand Juge Regnier. . . . . 312

## LIVRE DEUXIÈME

HISTOIRE DE LA LÉGION IRLANDAISE AU SERVICE DE LA FRANCE.  
1803-1815.

Avertissement préliminaire. . . . .	393
-------------------------------------	-----

## CHAPITRE PREMIER

Observations sur l'expédition du général Hoche en Irlande, en décembre 1796, et sur celle du général Humbert, en août 1798; réflexions sur leur insuccès. — Cruel état du pays après la capitulation du général Humbert devant lord Cornwallis. — Effets désastreux de l'Union avec l'Angleterre sur l'esprit public des patriotes irlandais en 1800, grandement accrus par la paix conclue à Amiens en 1802 entre les gouvernements français et anglais. — La reprise des hostilités et la déclaration de guerre proclamée entre ces deux nations en mars 1803, relèvent de leur situation désespérée les Irlandais abattus, et leur fait espérer de recouvrer leur indépendance avant la fin de la guerre. — Décret du Premier Consul pour la formation d'une légion irlandaise au service de la France. — Réunion des officiers irlandais à Morlaix sous les ordres de l'adjudant général Mac Sheehy, chargé de l'organisation de la légion. — La légion envoyée à Quimper, et de là à Carhaix, où elle se trouve à l'époque de la proclamation de l'Empire; dispute et duel des capitaines Corbet et Sweeny à cette occasion. — La légion envoyée à Brest où elle est passée en revue par le maréchal Augereau; elle revient à Carhaix et se rend après à Lesneven, où le commandement est retiré à l'adjudant général Mac Sheehy. . . . . 397

## CHAPITRE II

1806. — La légion reçoit l'ordre de se rendre à Berlin. — Mes visites en passant par Paris. — Le capitaine Barker et Mrs Tone. — La ville de Verdun et les prisonniers anglais. — Metz et le capitaine O'Heren. — Sarrebrouck, dépôt des faux assignats de Pitt. — Mayence. — Prisonniers polonais et irlandais. — Le maréchal Kellermann. — L'impératrice Joséphine et la reine Hortense. — Le concert et le jeune Flecher. — 1807. — Départ pour Landau. — Visite à Manheim. — La conduite du général Harty en 1792 non

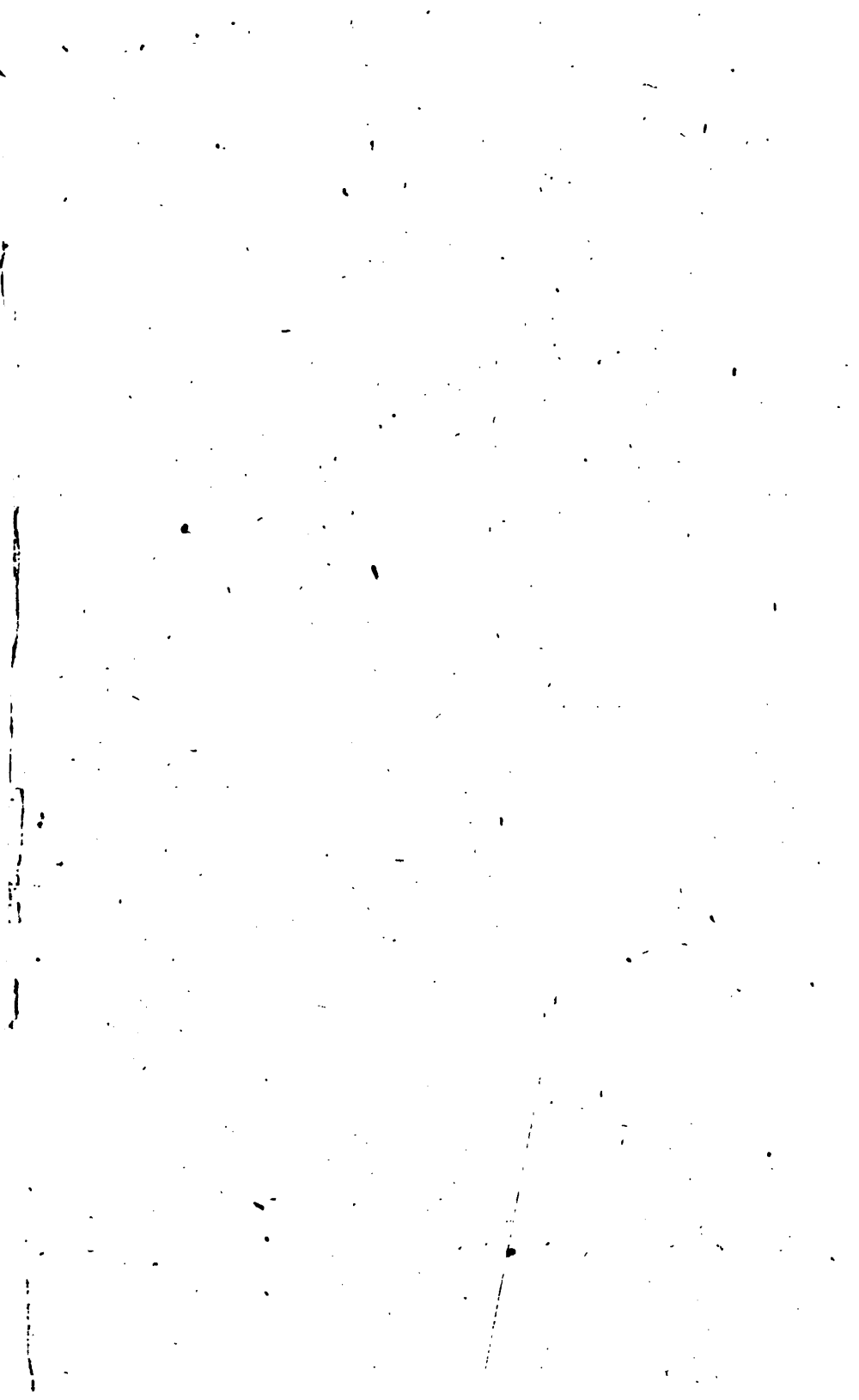
oubliee. — Le tambour-major admiré. — L'église de Landau sert d'édifice du culte pour les catholiques et les protestants. — Ordre de se rendre au camp de Boulogne-sur-Mer. — Marche par Verdun. — Les prisonniers anglais. — Le gouverneur d'Arras. — Le dépôt des prisonniers anglais. — Le camp de Boulogne. — Le colonel général Gouvion Saint-Cyr. — Le capitaine prussien Delorme. — Dispute du lieutenant Powell. — Allen et O'Reilly. — M. Mac Canna et le général Dufour. — Le conseil de guerre. — Six officiers envoyés à Brest. — La légion part pour Anvers. — Le général Harty et le gouverneur. — Charles Ryan et le capitaine Ware. — Miss Sally Masterson et les parties de plaisir. — Les Masterson de Bruges et M. Johnstone, le consul autrichien. — Putenham Mac Cabe et Mrs Berthemy. — La légion irlandaise envoyée à l'île de Walcheren. — Camp à West Cappel. — Le général Harty, commandant. — Terveere. — L'hôpital de Middelbourg. — Un bataillon envoyé en Espagne sous les ordres du capitaine Lacy. — Flessingue annexée à la France. — Inondation. — Ma permission d'aller à Bruxelles. — M. Corr. — Le père Cowan. — Le capitaine français du port. — Les journaux anglais. — Transactions à Bayonne avec les rois espagnols. — Nouvelles d'Espagne par le lieutenant O'Morin... 427

## CHAPITRE III

Juillet 1808. — Départ de Flessingue d'un bataillon de la légion irlandaise pour l'Espagne, et son arrivée à Pampelune en septembre. — Son incorporation dans le bataillon qui avait abandonné Madrid avec le roi Joseph, le maréchal Mincey et le général de Buisson. — Le prince Berthier, ministre de la Guerre, envoie les commissions d'officiers, en date du 16 décembre 1808. — Le bataillon reçoit l'ordre de faire partie de l'armée envoyée contre le général anglais sir John Moore. — Ils'arrête à Burgos sous les ordres du général Darmagnac. — Passage de l'empereur Napoléon à Burgos, 17 janvier 1809. — Le colonel Daniel O'Meara, et le sergent Mooney. — Le baron Thiebault, général de division, prend le commandement de Burgos comme gouverneur de la Vieille-Castille. — Le protégé du général O'Morin. — Duclos, colonel du 48<sup>e</sup>. — Le prince d'Isenberg, général de brigade, et son aide de camp Osmond. — L'adjutant général Fontaine. — Le colonel espagnol Murphy. — Les maréchaux Lefebvre et Lannes et leurs officiers d'état major. — Le colonel William O'Meara. — Notre dîner à Burgos, le 17 mars 1809, jour de saint Patrick. — Le bataillon irlandais envoyé dans la ville de Léon, pour faire partie de la division du général Kellermann, chargé d'agir avec le maréchal Ney contre l'armée du marquis de Romana dans les Asturies. — Oviedo. — Gijon. — Aguilar del Campo. — Le bataillon revient à Burgos se placer de nouveau sous les ordres du général Thiebault, juin 1809. — Décret impérial pour l'organisation du 1<sup>er</sup> régiment de la légion irlandaise, composé de quatre bataillons de guerre, et d'un dépôt à Landau. — 1<sup>er</sup> bataillon à Flessingue ; 2<sup>e</sup> bataillon à Burgos ; 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> bataillons à Lan-

dau, avec le colonel O'Meara. — Le capitaine Lawless, nommé chef de bataillon, est envoyé à Flessingue, pour prendre le commandement du 1<sup>er</sup> bataillon à la place du commandant Peterzelli. — Siège de Flessingue et capitulation devant les Anglais, 15 août 1809. — Blessure du commandant Lawless; sa fuite. — Il sauve l'aigle et le drapeau du régiment irlandais et arrive à Paris en novembre 1809. — Le gouverneur général Monet. — Le maréchal Bernadotte envoyé à Anvers pour défendre cette ville contre les Anglais. — Le capitaine Markey et d'autres officiers chargés de recruter des soldats irlandais dans les différents dépôts de prisonniers anglais. — Le 3<sup>e</sup> bataillon irlandais commandé par John Francis O'Mahony envoyé en Espagne. — Grande estime du général Thiébauld pour le commandant Fitzhenry après notre campagne dans les Asturies et notre retour à Burgos, en raison de la manière dont le bataillon avait servi sous les ordres du général Kellermann. — Notre conseil dans la maison d'un vieux prêtre d'un pauvre village. — Ma discussion avec un autre prêtre espagnol à propos de la différence des mauvais gouvernements d'Espagne et d'Irlande. . . . . 463

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.



.....

**IMPRIMERIE L. TOINON ET C<sup>o</sup>, A SAINT-GERMAIN**

.....



**MILES BYRNE**

**CHEF DE BATAILLON AU SERVICE DE LA FRANCE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, CHEVALIER DE SAINT-LOUIS**

**MÉMOIRES**

**D'UN**

**EXILÉ IRLANDAIS**

**DE 1798**

**ÉDITÉS PAR SA VEUVE**

**TRADUCTION DE L'ANGLAIS PAR A. HÉDOUIN**

**TOME DEUXIÈME**

**PARIS**

**GUSTAVE BOSSANGE ET C<sup>ie</sup>**

**25, QUAI VOLTAIRE**

**NEW-YORK, 94, BEEKMAN STREET**

**1864**



MÉMOIRES

DE

MILES BYRNE

---

**Imprimerie L. Toinon et Cie, à Saint-Germain**

**MILES BYRNE**

**CHEF DE BATAILLON AU SERVICE DE LA FRANCE**

**OFFICIER DE LA LÉGI<sup>ON</sup> D'HONNEUR, CHEVALIER DE SAINT-LOUIS**

---

**MÉMOIRES**

**D'UN**

**EXILÉ IRLANDAIS**

**DE 1798**

**ÉDITÉS PAR SA VEUVE**

---

**TRADUCTION DE L'ANGLAIS PAR A. HÉDOUIN**

---

**TOME DEUXIÈME**

---

**PARIS**

**GUSTAVE BOSSANGE ET C<sup>o</sup>**

**25, QUAI VOLTAIRE**

**NEW-YORK, 49, WALTER STREET**

---

**1864**

Harvard College Library  
July 1, 1914.  
Bequest of  
**Georgina Lowell Putnam**

# MÉMOIRES

ou

## NOTES D'UN EXILÉ IRLANDAIS

DE 1798

---

### LIVRE II

(SUITE)

#### HISTOIRE DE LA LÉGION IRLANDAISE

AU SERVICE DE LA FRANCE

(FIN)

1803-1815

---

### CHAPITRE IV

#### SOMMAIRE

Ordre de l'empereur Napoléon d'organiser un nouveau premier bataillon irlandais, pour remplacer les morts et les prisonniers de Flessingue en 1809. — Le capitaine John Tennant appelé à le commander, sur le rapport de la mort du commandant Lawless. — Le capitaine Osmond quitte le prince d'Isenberg pour devenir adjudant major. — Le capitaine Mac Carthy et autres officiers distingués du premier bataillon. — Le général Clarke à Berlin. — M. Ferguson nommé capitaine. — Le commandant Mahony. — Le capitaine Murray. — Le lieutenant Cabour, neveu du général Foy. — Nugent. — Jackson. — Bourk. — Delany. — Le général Solignac à Burgos. — Le commandant Fitzhenri. — Allen à Najera. — Les Irlandais remplacés par la jeune garde impériale. — Formation du 8<sup>e</sup> corps. — Les généraux Junot, duc d'Abrantès, Clausel, Solignac, Lagrange, Thomières. — Siège d'Astorga. — Les prisonniers envoyés à Valladolid. — Le colonel O'Meara et le com-

mandant Mahony quittent le régiment pendant sa marche sur Toro. — Marche sur Salamanque. — Quartier général du général en chef, le prince maréchal Masséna. — Siège de Ciudad Rodrigo, par le maréchal Ney. — 6<sup>e</sup> corps. — Le 8<sup>e</sup> corps aux avant-postes, juin 1810. — Junot, duc d'Abrantès. — Le général Sainte-Croix. — Avancement et départ de Ware pour la France. — Byrne obtient le commandement des grenadiers. — Camp de Saint-Félix le Grand. — Siège d'Almeida. — Les 2<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> corps entrent en Portugal. — Bataille de Busaco. — Discours du général Thomières. — Retraite des Anglais de Coimbre sur Torres Vedras. — Le régiment irlandais aux avant-postes. — Quartier général du général en chef à Torres Novas, janvier 1811.

Après la bataille de Wagram et ses autres victoires en Allemagne, l'Empereur Napoléon apprit la fâcheuse nouvelle de la capitulation de la garnison française de Flessingue devant les Anglais, le 15 août 1809, et, comme il savait que le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment irlandais commandé par William Lawless faisait partie de cette garnison, il donna l'ordre d'organiser immédiatement un nouveau premier bataillon à Landau, siège du dépôt où soldats et officiers se trouvaient réunis pour sa formation. Le capitaine John Tennant fut promu au commandement du nouveau bataillon avec le grade de chef de bataillon, à la place du commandant Lawless, qu'on disait avoir été tué pendant le siège de Flessingue. Ce ne fut qu'en novembre qu'il s'échappa à Anvers. — Le lieutenant Osmond, qui avait été employé pendant quelque temps en Espagne comme aide de camp du prince d'Isenberg, reçut son brevet de capitaine-adjutant-major dans le bataillon du commandant Tennant, et vraiment on ne pouvait faire un meilleur choix. — Mac Carthy, volontaire dans un régiment français au camp de Boulogne-sur-mer, en 1804, obtint un avancement rapide ; il était lieutenant à la bataille de Wagram où il se distingua de telle sorte qu'il fut nommé chevalier



de la Légion d'honneur, et capitaine des grenadiers du 1<sup>er</sup> bataillon du régiment irlandais à Landau, commandé par Tennant. Mac Carthy était un bel officier, très-instruit et le meilleur des camarades. Outre les capitaines O'Quin, Markey, Magrath, de Meyer, etc., le 1<sup>er</sup> bataillon était composé de lieutenants et de sous-lieutenants de mérite, et tous animés d'un esprit militaire qui ne pouvait être surpassé dans aucun autre régiment ; tels étaient Saint Léger, le jeune, O'Brien, Berthémy, Lynch, Magrath, le jeune, le jeune Osmond, neveu du capitaine ; Swanton, Wall, le jeune, Glashan, l'ainé, Mac Auley, le neveu de Markey, etc., etc.

Quel désagrément et quel découragement durent éprouver ces jeunes officiers en voyant l'injuste manière dont le ministre de la Guerre, Feltre, en agit avec eux. Ils avaient au moins espéré que lorsqu'une place de capitaine deviendrait vacante dans le régiment, elle serait remplie par le plus ancien lieutenant, ou par un lieutenant choisi par les chefs, comme cela a lieu dans les régiments français. Un exemple suffira pour prouver que ce fut le contraire qui arriva dans le régiment irlandais. Le général Clarke, alors qu'il était gouverneur de Berlin, en 1806, fit la connaissance d'un gentleman écossais, M. Ferguson. En 1809, le général Clarke, devenu duc de Feltre et ministre de la Guerre à Paris, revit son ancienne connaissance, M. Ferguson, qui le pria de lui procurer une position dépendante du gouvernement français. Le ministre lui accorda immédiatement un brevet de capitaine dans le régiment irlandais au préjudice de tous les braves lieutenants pré-

cités. M. Ferguson était sans doute un gentleman bien élevé, mais il avait plus de cinquante ans et il n'avait pas la moindre idée de la profession militaire, ce qu'il avoua franchement lui-même en Espagne au maréchal Masséna, qui en prit pitié, et l'autorisa à se rendre et à rester à Valladolid jusqu'à ce qu'il se présentât pour lui une occasion de retourner au dépôt du régiment irlandais à Landau. Bien d'autres exemples de vieux capitaines, qui eussent dû être mis à la retraite, placés à la tête de compagnies du régiment irlandais par le duc de Feltre qui méconnaissait l'esprit militaire et l'émulation, la vie et l'âme d'une armée, en privant ainsi les braves jeunes officiers d'un avancement qu'ils méritaient si bien, et en nommant des individus à des positions auxquelles ils n'avaient aucun droit comme patriotes irlandais, prouvent que le duc de Feltre se souciait peu de l'indépendance de l'Irlande ; et vraiment il ne pouvait en donner une meilleure preuve qu'en nommant John Francis Mahony chef de bataillon au détriment de capitaines tels que Lawless, Tennant, Markey, Branghan, O'Malley, Saint-Léger, Allen, Ware, etc.

Mahony n'avait rien qui le recommandât pour occuper un grade dans un régiment irlandais au service de la France ; il avait émigré, comme sous-lieutenant, en 1792, avait pris du service en Angleterre, et avait servi en Égypte contre les Français en 1799. Après la paix d'Amiens, en 1802, il avait vendu sa commission dans l'armée anglaise et il était revenu en France. Il se garda bien de demander à être employé tant qu'il y eut lieu d'espérer une expédition en Irlande. En 1809,

il fut appelé à commander le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais, qui reçut l'ordre de partir pour l'Espagne et de rejoindre le second bataillon à Burgos ; mais ce qui fut pire, ce fut de ne pas avoir promu le plus ancien officier supérieur du régiment au grade de colonel. Si le commandant Fitzhenri avait obtenu cette position, le capitaine Ware l'eût remplacé, et le premier lieutenant eut été nommé capitaine à la place de Ware ; et la promotion se fût ainsi étendue jusqu'aux soldats.

Le colonel Daniel O'Meara que nous avons connu en 1809 commandant de place à Burgos, fut nommé, la même année, colonel du premier régiment irlandais, et envoyé au dépôt à Landau pour organiser et équiper les bataillons de guerre et les tenir prêts à marcher contre les ennemis de la France. Malheureusement ce brave et honorable homme était parfaitement incapable de commander un régiment ; ayant été presque constamment attaché à l'état-major, il était peu au courant des évolutions ou des manœuvres de l'infanterie et il était trop vieux pour les apprendre ; de plus, comme il s'adonnait à la boisson, sa présence à la tête d'un régiment devenait non-seulement inutile, mais dangereuse. Il attendit au dépôt que le troisième bataillon fût arrivé en Espagne et eût été réuni au second bataillon pour aller en prendre le commandement ; mais, comme je l'ai raconté au chapitre précédent, le commandant Mahony eut à conduire pendant quelque temps nos bataillons en aval du Rhin pour disperser les corps de partisans qui tentaient d'opérer une diversion sur les derrières de la grande armée française, et qui eussent pu devenir for-

midables et dangereux, en interceptant tous les petits détachements, si les Allemands eussent possédé l'esprit et les talents des Espagnols pour une guerre de guérillas. — Par suite de cette courte excursion sur le Rhin, le troisième bataillon n'arriva à Burgos qu'en janvier 1810, après une longue marche d'hiver. Je fus réellement enchanté de son arrivée, car je retrouvai parmi ses officiers plusieurs de mes anciens amis et camarades ; le premier de tous fut le capitaine Paul Murray dont j'avais fait la connaissance dans les montagnes du comté de Wicklow, en 1798, à une mémorable époque de la triste histoire de l'Irlande ; et après lui le capitaine Branghan, qui avait dû prendre une part active à la malheureuse tentative du pauvre Robert Emmett en 1803. Ma liaison avec Jackson, Bourk, Delany, Nugent, Cabour de la Haye, neveu de l'illustre général Foy, ne commença qu'à Burgos en 1810, et je dois dire de ce dernier que je n'ai jamais connu un homme plus loyal, meilleur, ou plus brave que lui, tout le temps qu'il demeura au régiment irlandais ; jusqu'à son dernier moment, alors qu'il était colonel d'état-major et qu'il jouissait d'une grande influence, son plus grand plaisir fut toujours de chercher les moyens d'être utile à ses anciens camarades. Toutes ses actions furent toujours en parfaite harmonie avec celles de son oncle, le général Foy.

Jackson et Bourk étaient des jeunes gens capables, pour lesquels je ressentis toujours l'amitié la plus sincère jusqu'au moment où la mort et l'exil vinrent nous séparer.

Le capitaine Bourk fut tué le 29 août 1813 à Lowenberg, sur le Bober.

Le capitaine Jackson fut banni de France par un ordre ministériel du duc de Feltre, ministre de la Guerre en 1815, comme *bonapartiste*, sans jugement ni information. Il partit pour l'Amérique du Sud, où il obtint bientôt le grade de colonel en combattant pour l'indépendance de sa nouvelle patrie d'adoption.

Le jeune Delany était frère du gentleman que j'avais rencontré chez M. Emmett, en 1803, et l'ami du pauvre Thomas Russell et de son neveu par alliance, William Hamilton.

Le capitaine Ferguson paraissait assez étrange, monté sur un cheval blanc, et chevauchant à côté de sa compagnie, dont il abandonnait le commandement à un lieutenant, parce qu'il n'avait pas eu le temps d'apprendre les mots de commandement avant de quitter le dépôt à Landau. Cependant le soir, à table, il se montrait un parfait gentleman, et le commandant Mahony semblait apprécier cette qualité militaire chez l'un de ses capitaines, étant lui-même un excellent juge de l'étiquette à observer en pareille occasion, par l'expérience qu'il avait acquise aux tables des officiers anglais pendant qu'il était au service de l'Angleterre.

Le commandant Mahony eût eu assez bonne mine, s'il n'eût pas louché, ce qui lui donnait parfois un triste aspect; d'autant plus qu'il avait une difficulté à parler qui l'empêchait souvent, pendant une demi-minute, d'articuler un mot, et qu'alors ses traits se contournaient de la façon la plus extraordinaire. Cependant il pouvait

commander sans bégayer, et même chanter aisément.

Je n'ai pas besoin de dire que nous reçûmes et que nous traitâmes à dîner de notre mieux le commandant Mahony et les officiers du 3<sup>e</sup> bataillon le jour de leur arrivée, et que nous passâmes ensemble une très-agréable soirée en causant des anciens temps.

Les deux bataillons étant réunis, le sous-intendant militaire vint les inspecter et classer les officiers. Le capitaine O'Malley passa dans la première classe, au troisième bataillon. Le capitaine Murray le remplaça au second bataillon. Joseph Parrott fut nommé adjudant-major au troisième bataillon, avec le commandant Mahony. A cette revue, et en l'absence du colonel O'Meara, le commandant Fitzhenri, comme l'officier supérieur le plus ancien, prit le commandement du régiment irlandais alors à Burgos.

Le général de division Solignac remplaça le général Thiébault comme gouverneur de la Vieille-Castille. Il employa le deuxième bataillon dans toutes ses expéditions contre le marquis Ceto Porlier et les autres chefs espagnols, ce qui acquit un grand renom à Fitzhenri et aux officiers qui composaient ce bataillon. Le capitaine Allen et sa compagnie de voltigeurs surprirent une nuit, près de Najera, un escadron de cavalerie espagnole, composé de quatre officiers et quarante hommes. Après avoir pris les chevaux bons pour le service, le général Solignac fit vendre le reste et en distribuer le prix aux voltigeurs du capitaine Allen, pour les récompenser de leur activité. Cette mesure produisit un excellent effet parmi les soldats du régiment.

Le régiment irlandais fut remplacé dans la Vieille-Castille, où il avait été constamment employé dans des expéditions contre les guérillas, par la jeune garde impériale qui arriva de France en février 1810. A cette époque arriva l'ordre de former le huitième corps sous le commandement du général Junot, duc d'Abrantès. Il se composa de trois divisions commandées par les lieutenants généraux Clausel, Solignac et Lagrange.

Le régiment irlandais fit partie de la deuxième division, celle du général Solignac, et de la deuxième brigade, commandée par le général Thomières.

Le 1<sup>er</sup> mars 1810, il quitta Burgos pour Rio-Seco, où la division fut réunie, et où fut établi pendant quelques jours le quartier-général des généraux Solignac et Thomières.

Le colonel O'Meara arriva du dépôt de Landau à Rio Seco avec un détachement, et prit le commandement du régiment. — Le duc d'Abrantès établit son quartier général à Valladolid, avec la division Lagrange.

La division Clausel bloqua Astorga et en commença le siège régulier ; mais sa division fut remplacée dans la tranchée par celle du général Solignac, et il se rendit aux avant-postes, devant les Anglais, pour les empêcher de faire lever le siège. La deuxième division campa près de la ville, et le régiment irlandais fut employé jour et nuit dans la tranchée, pendant ce siège mémorable, qui dura trois semaines.

Le 19 avril 1810, le général en chef, duc d'Abrantès, arriva ; et comme la garnison espagnole refusa de se rendre, il ordonna d'ouvrir la brèche ; ce qui fut

exécuté avec de grandes difficultés, le 21 avril 1810.

On organisa un bataillon de troupes choisies pour monter à la brèche, et la compagnie de voltigeurs du capitaine Allen, forte de 150 hommes, du deuxième bataillon du 1<sup>er</sup> régiment irlandais, marcha en tête. Après avoir reçu ses instructions en défilant devant le duc d'Abrantès, dans la tranchée, le capitaine Allen divisa sa compagnie en deux sections, et se dirigea vers la brèche à la tête de la première. A cinq heures de l'après-midi, lorsque le signal fut donné, il eut à traverser deux cents yards (184 mètres) à découvert et sous le feu de plus de deux mille hommes, avant d'arriver au pied de la brèche ; il y monta cependant avec tant de bravoure et de décision, que, lorsqu'il fut arrivé au sommet, il se retourna et salua le général et l'armée, forte de plus de trente mille hommes ; puis, après avoir recommandé à ses hommes de tirer sur l'ennemi, placé sur son flanc, et de le suivre dans la ville, il s'empara d'une maison près du rempart, d'après les instructions du duc d'Abrantès, afin de maintenir ouverte la communication entre la brèche et la tranchée, et il défendit cette position toute la nuit. Pour faciliter l'ascension de la brèche au reste du bataillon, il établit sur son flanc gauche, avec les sacs de ses soldats, un rempart provisoire derrière lequel il entretint un feu continu sur l'ennemi qui arrivait du rempart sur la brèche, et qu'il craignait de voir couper ses communications avec la tranchée. Tous les officiers du bataillon, plus anciens qu'Allen, étant tués ou blessés, il donna les ordres toute la nuit, jusqu'à l'arrivée du capitaine Legrave, aide de camp du duc d'Abrantès, qui avait été désigné pour



commander le bataillon, mais qui ne le rejoignit qu'à une heure du matin.

Un tambour du capitaine Allen eut les deux jambes fracassées en montant à la brèche, mais il garda sa caisse, s'assit, et battit la charge aussi longtemps qu'il le put, et en réalité jusqu'à ce que tout le bataillon fut monté; il reçut pour ce fait la croix de la Légion d'honneur. — Le reste du bataillon du commandant Fitzhenri resta toute la nuit près de la brèche, prêt à y monter le premier, le lendemain matin, et eut beaucoup à souffrir. — Chaque compagnie eut des hommes tués et blessés, en apportant des échelles à la brèche, ce qui était à peine praticable. L'adjutant-major Perry et l'adjutant Granger furent blessés tous les deux, et le dernier perdit le bras. Le bataillon reçut à cette occasion les plus grands éloges du duc d'Abrantès et des autres généraux. La conduite du capitaine Allen fut si remarquable qu'elle excita l'admiration générale de toute l'armée, qui se trouvait rassemblée là; et réellement elle dépassait toutes les louanges qu'on eût pu lui adresser. — Le duc d'Abrantès, si brave lui-même et si admirateur d'actions héroïques, s'écria : « Grand Dieu ! je donnerais deux mille napoléons pour retrouver ce brave homme vivant demain matin ; mais il est impossible qu'il échappe par un feu aussi terrible. » La garnison, ne voyant aucune chance de reprendre la brèche que le capitaine Allen avait solidement défendue pendant la nuit, envoya au point du jour un parlementaire au général en chef et se rendit à discrétion. Cinq mille beaux soldats sortirent de la ville et déposèrent leurs armes sur le glacis, et le régiment irlandais reçut l'ordre

de les escorter jusqu'à Valladolid, ce qui fut considéré comme un service très-dur après toute la fatigue qu'il avait endurée jour et nuit, dans la tranchée, pendant le siège.

Après la reddition de la ville, le capitaine Allen reçut l'ordre, comme un honneur, de revenir par la brèche avec les restes du bataillon qui se trouvait réduit de neuf cents hommes à cent cinquante ; le reste ayant été tué ou blessé.

Le général en chef, Junot, duc d'Abrantès, accompagné de tous les généraux présents, Solignac, Lagrange, Thomières, Sainte-Croix, vint passer en revue les braves qui restaient du bataillon qui avait monté à la brèche. Rien ne peut égaler les expressions de leur admiration et de leurs éloges. — Chacun d'eux embrassa le capitaine Allen, le seul capitaine qui eût échappé. Le capitaine Allen et les débris de sa compagnie furent envoyés dans Astorga, après sa reddition, pour y attendre le retour du reste du régiment irlandais, chargé d'escorter les prisonniers à Valladolid. — Le colonel O'Meara, du régiment irlandais, fut nommé commandant de la place, et il y maintint le plus grand ordre et la plus grande discipline, et n'y permit aucun genre de pillage.

Le régiment irlandais revint à Astorga, après avoir escorté les prisonniers à Valladolid, et au commencement de mai, ayant été remplacé à Astorga par un régiment suisse, il rejoignit la division du général Solignac et partit pour Toro.

Ce fut pendant cette marche que le général en chef, le duc d'Abrantès, attacha le colonel O'Meara à l'état-major du général Solignac, et donna le commandement

du régiment irlandais au commandant Fitzhenri. A la même époque, les généraux Solignac et Thomières réunirent les officiers du 3<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais en présence du commandant Mahony pour entendre les plaintes qu'ils avaient à articuler contre lui, et à la suite desquelles il fut attaché à l'état-major du duc, et le commandement du 3<sup>e</sup> bataillon confié au capitaine Allen.

Le commandant Mahony avait servi comme sous-lieutenant dans la brigade irlandaise; il émigra en 1792, et entra au service de l'Angleterre quelque temps après; il fit la campagne d'Égypte contre l'armée française; il revint en France lorsque les émigrés furent autorisés à y rentrer, après avoir vendu sa commission d'officier anglais; mais Napoléon ne l'employa qu'en 1809.

Le capitaine Allen sentit en cette occasion qu'il ne pouvait commander un bataillon dans lequel se trouvaient deux capitaines plus anciens que lui; mais le général Thomières lui dit que tel était le désir du duc d'Abrantès, et qu'il devait s'y soumettre, attendu que le duc attendait par chaque courrier son brevet de chef de bataillon.

Le régiment partit au commencement de juin 1810, de Toro pour Salamanque où venait d'arriver le prince Masséna pour prendre le commandement des trois corps d'armée destinés à envahir le Portugal. — Le 2<sup>e</sup> corps était commandé par le général Reynier; le 6<sup>e</sup>, par le maréchal Ney, et le 8<sup>e</sup>, par Junot, duc d'Abrantès. Ce dernier réunit les officiers irlandais, à leur arrivée à Salamanque, pour leur annoncer les promotions et décora-

de les escorter jusqu'à Valladolid, ce qui fut considéré comme un service très-dur après toute la fatigue qu'il avait endurée jour et nuit, dans la tranchée, pendant le siège.

Après la reddition de la ville, le capitaine Allen reçut l'ordre, comme un honneur, de revenir par la brèche avec les restes du bataillon qui se trouvait réduit de neuf cents hommes à cent cinquante; le reste ayant été tué ou blessé.

Le général en chef, Junot, duc d'Abrantès, accompagné de tous les généraux présents, Solignac, Lagrange, Thomières, Sainte-Croix, vint passer en revue les braves qui restaient du bataillon qui avait monté à la brèche. Rien ne peut égaler les expressions de leur admiration et de leurs éloges. — Chacun d'eux embrassa le capitaine Allen, le seul capitaine qui eût échappé. Le capitaine Allen et les débris de sa compagnie furent envoyés dans Astorga, après sa reddition, pour y attendre le retour du reste du régiment irlandais, chargé d'escorter les prisonniers à Valladolid. — Le colonel O'Meara, du régiment irlandais, fut nommé commandant de la place, et il y maintint le plus grand ordre et la plus grande discipline, et n'y permit aucun genre de pillage.

Le régiment irlandais revint à Astorga, après avoir escorté les prisonniers à Valladolid, et au commencement de mai, ayant été remplacé à Astorga par un régiment suisse, il rejoignit la division du général Solignac et partit pour Toro.

Ce fut pendant cette marche que le général en chef, le duc d'Abrantès, attacha le colonel O'Meara à l'état-major du général Solignac, et donna le commandement

du régiment irlandais au commandant Fitzhenri. A la même époque, les généraux Solignac et Thomières réunirent les officiers du 3<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais en présence du commandant Mahony pour entendre les plaintes qu'ils avaient à articuler contre lui, et à la suite desquelles il fut attaché à l'état-major du duc, et le commandement du 3<sup>e</sup> bataillon confié au capitaine Allen.

Le commandant Mahony avait servi comme sous-lieutenant dans la brigade irlandaise; il émigra en 1792, et entra au service de l'Angleterre quelque temps après; il fit la campagne d'Égypte contre l'armée française; il revint en France lorsque les émigrés furent autorisés à y rentrer, après avoir vendu sa commission d'officier anglais; mais Napoléon ne l'employa qu'en 1809.

Le capitaine Allen sentit en cette occasion qu'il ne pouvait commander un bataillon dans lequel se trouvaient deux capitaines plus anciens que lui; mais le général Thomières lui dit que tel était le désir du duc d'Abrantès, et qu'il devait s'y soumettre, attendu que le duc attendait par chaque courrier son brevet de chef de bataillon.

Le régiment partit au commencement de juin 1810, de Toro pour Salamanque où venait d'arriver le prince Masséna pour prendre le commandement des trois corps d'armée destinés à envahir le Portugal. — Le 2<sup>e</sup> corps était commandé par le général Reynier; le 6<sup>e</sup>, par le maréchal Ney, et le 8<sup>e</sup>, par Junot, duc d'Abrantès. Ce dernier réunit les officiers irlandais, à leur arrivée à Salamanque, pour leur annoncer les promotions et décora-

tions qui venaient d'arriver de Paris pour le régiment. Il exprima un grand regret que le brevet de chef de bataillon du capitaine Allen n'y fût pas compris, mais il lui promit de ne cesser ses réclamations à cet égard, que lorsqu'il aurait obtenu son brevet du duc de Feltre, alors ministre de la Guerre. — Le capitaine Allen reprit le commandement de sa compagnie de voltigeurs au 2<sup>e</sup> bataillon, et O'Malley, le capitaine le plus ancien du 2<sup>e</sup> bataillon, en prit le commandement.

Le 6<sup>e</sup> corps, commandé par le maréchal Ney, fut employé à faire le siège de Ciudad Rodrigo, et le 8<sup>e</sup> corps, commandé par Junot, duc d'Abrantès, quitta, au commencement de juin 1810, Salamanque, pour les avant-postes devant les Anglais, et occupa la ligne entre Almeida et Ciudad Rodrigo.

Un bataillon d'élite, composé de troupes choisies du régiment irlandais, fut réuni pour agir aux avant-postes pendant le siège, et Ware, capitaine des grenadiers du 2<sup>e</sup> bataillon irlandais, fut chargé de le commander par le duc d'Abrantès. Dans une attaque dirigée sur une division des avant-postes anglais par le général Sainte-Croix et sa brigade de cavalerie, secondés par le capitaine Ware, les Anglais furent repoussés sous les murs d'Almeida et du fort de la Conception. — Le capitaine Ware fut hautement complimenté par tous les généraux pour la brillante conduite de son bataillon pendant l'action. Il reçut à cette époque son brevet de chef de bataillon du 4<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais, qu'on formait à Landau en France, avec l'ordre de se rendre sans délai dans cette ville, et de remettre le commandement de sa compagnie

de grenadiers au capitaine Byrne <sup>1</sup>, du 2<sup>e</sup> bataillon.

A la fin de juillet 1810, et dès que Ciudad Rodrigo se fut rendue, le régiment irlandais se rendit avec le duc d'Abrantès à son quartier général de Ledesma, où il resta jusqu'à la formation du camp de Saint-Félix le Grand. De ce camp, il se rendit au siège d'Almeida, où il fut employé jusqu'à ce que la ville eût sauté et se fût rendue à la fin d'août de la même année. Après ce siège, Masséna se rendit en Portugal avec les trois corps d'armée, et le régiment irlandais, considéré comme troupe légère, marcha toujours à la tête de la brigade du général Thomières. — Ce brave général parut heureux d'avoir les Irlandais sous ses ordres en entrant en Portugal, et dans un énergique et éloquent discours, qu'il adressa aux officiers du régiment irlandais, le matin de la bataille de Busaco, au moment où il attendait l'ordre d'attaquer les Anglais, il leur rappela tous les griefs de la malheureuse Irlande, ainsi que Fontenoy, où la brigade irlandaise au service de la France avait décidé la bataille.

Le lendemain de la bataille de Busaco, le huitième corps marcha sur Coïmbre, et tourna complètement l'aile gauche de l'armée anglaise, alors en pleine retraite sur Lisbonne.

Le régiment irlandais partagea l'honneur de cette journée, et en réalité celui de toutes les rencontres où les Anglais tentèrent de résister, jusqu'à ce qu'ils eussent été repoussés derrière leurs retranchements à Torres Vedras, près de Lisbonne.

<sup>1</sup> L'auteur.

Le régiment irlandais campa aux postes les plus avancés, à une portée de canon de la ligne ennemie, et resta dans cette position jusqu'à ce que l'armée eût reçu l'ordre de rétrograder sur Santarem et Torres Novas, en décembre 1810.

Il fut détaché avec le général Thomières dans un petit village nommé Praseras, où les compagnies d'élite furent continuellement employées à tâcher de trouver des provisions qui devenaient très-difficiles à se procurer. Il devint nécessaire de traverser la ligne de l'ennemi, et de combattre et courir les plus grands dangers; mais les privations de cette campagne mémorable sont trop connues pour qu'il soit nécessaire d'en dire autre chose que ceci : que le régiment irlandais les supporta avec autant de courage que les autres régiments de l'armée. Les Irlandais demeurèrent près de huit mois sans recevoir ni solde ni rations, sauf à Torres Vedras, où le régiment arriva le 1<sup>er</sup> janvier 1811 pour être de service auprès du général en chef, le prince Masséna. On leur y distribua une once de viande de chèvre par semaine et par homme, avec un peu de maïs ou de blé de Turquie; mais cette maigre pitance cessa même bientôt.

Vers la fin de février 1811, plusieurs régiments reçurent l'ordre de renvoyer en France les officiers, sergents et caporaux de leurs troisièmes bataillons, et d'incorporer les soldats dans les premiers et deuxièmes bataillons ou les bataillons de guerre. Le capitaine Parrott conduisit à Landau les officiers, les sergents et les caporaux du troisième bataillon du régiment irlandais.

Le 1<sup>er</sup> mars, avant la retraite, le duc d'Abrantès



s'avança pour attaquer les Anglais ou plutôt pour manœuvrer sur leur ligne. Le régiment irlandais quitta Torres Novas et l'accompagna dans cette expédition, pendant laquelle il fut blessé. Le régiment revint des avant-postes à Torres Novas le 6 mars, et ce jour-là la retraite commença sur toute la ligne.

La division du général Solignac, dans laquelle se trouvait le régiment irlandais, couvrit la retraite pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que l'armée fût concentrée à Pombal, où le maréchal Ney prit le commandement de l'arrière-garde de l'armée; et comme chaque régiment fournissait un bataillon pour l'extrême arrière-garde, le bataillon irlandais jouit fréquemment de cet honneur pendant la retraite, qui dura près d'un mois avant que l'armée atteignît la frontière espagnole, en ne faisant jamais plus de trois à quatre lieues par jour, et en combattant constamment.

Le bataillon irlandais fut passé en revue à Celorico, près des frontières d'Espagne, par le général, qui fut hautement ravi de trouver encore autant d'hommes présents. Le maréchal Ney quitta l'armée dans cette ville et retourna en France.

Par ordre de la division, un officier de chaque régiment fut envoyé en Espagne pour faire préparer des chaussures et autres articles d'habillement pour les soldats, pour l'époque à laquelle ils arriveraient dans leurs cantonnements.

Le capitaine Allen, chargé de cette mission pour le régiment irlandais, quitta Ciudad Rodrigo le 26 mars 1811, accompagné du colonel du 22<sup>e</sup> régiment et de plusieurs

autres officiers. Ils furent attaqués par les guérillas, et l'adjudant du 22<sup>e</sup> fut fait prisonnier ainsi que le capitaine Allen, qui reçut deux blessures à la tête.

Après avoir enduré le plus cruel traitement, ils furent conduits à Cadix, où ils restèrent prisonniers pendant dix-huit mois. Le duc d'Abrantès entra en fureur quand il apprit la mésaventure du capitaine Allen, et il en témoigna le plus grand chagrin.

Après que le maréchal Ney eut quitté l'armée à Celorico, le général Loison prit le commandement du sixième corps. L'armée manœuvra sur la gauche, du côté de Guarda Belmonte. Le 1<sup>er</sup> avril, elle apprit la naissance du roi de Rome. Le deuxième corps, commandé par le général Reynier, eut à soutenir, le 3 avril, une attaque désespérée de la part des Anglais et des Portugais.

Le 5 avril, l'armée arriva sur la frontière espagnole, en passant par Alfayates, et, le 6 et le 7, elle campa près de Rodrigo.

Le 8, l'armée passa près de la ville, et prit du biscuit pour les quatre jours qu'il lui fallait pour arriver dans le voisinage de Toro et de Salamanque et dans ses autres cantonnements, et s'y reposer des fatigues et des privations de la campagne.

Le bataillon irlandais accompagna l'armée jusqu'à deux lieues de Ciudad Rodrigo, sur la route de Salamanque, et là, le commandant Fitzhenri reçut l'ordre de retourner avec son bataillon à Rodrigo pour faire partie de la garnison. Il pria le capitaine le plus ancien du bataillon (O'Malley) d'en prendre le commandement et de le

reconduire à Rodrigo, tandis qu'il gagnerait la tête de la colonne pour demander la permission de se rendre à Salamanque, ce qui lui fut accordé par le général.

Le bataillon retourna immédiatement à Rodrigo, et fut inspecté sur les glacis par le général Rheno, gouverneur, qui dit aux soldats qu'il avait encore d'abondantes provisions pour eux, bien qu'il en eût distribué de grandes quantités à l'armée, lors de son passage; et il tint certainement parole, et fit tout ce qui dépendait de lui pour consoler les soldats du désappointement qu'ils éprouvaient de ne pas occuper les beaux cantonnements de Toro.

En entrant dans la ville, chaque homme reçut un beau pain blanc, tel qu'il n'en avait goûté depuis plusieurs mois, et une ration de viande et de vin. Grâce à cette nourriture et à des logements assez convenables, les officiers et les soldats oublièrent bientôt les misères qu'ils avaient endurées pendant la rude campagne de Portugal.

Le service de la place était assez dur; il n'y avait que deux bataillons: l'un du 15<sup>e</sup> régiment et l'autre du régiment irlandais, et la ville se trouva presque bloquée par l'ennemi dès que l'armée fut partie pour ses cantonnements.

Le bétail, destiné à l'approvisionnement de la garnison ayant été mené pâtre, fut pris par la cavalerie espagnole, avec plusieurs chevaux et domestiques des officiers, et emmené si rapidement que la garnison ne put le reprendre.

Après avoir fait tirer quelques coups de canon qui ne

servirent à rien , le gouverneur ordonna de lever les ponts-lévis et de fermer les portes, et le soir, à neuf heures, trois cents hommes du bataillon irlandais et trois cents hommes du 15<sup>e</sup> régiment sortirent de la ville avec l'ordre de cerner un village, à quatre lieues de distance, où le gouverneur supposait que l'ennemi s'arrêterait la nuit avec son butin. Au point du jour, le village fut attaqué, et le bétail, les chevaux, les domestiques, etc., furent repris avec quatre officiers espagnols et la plus grande partie du détachement sous leurs ordres, et tout cela fut ramené à Rodrigo le lendemain avant midi. Le gouverneur permit à l'un de ces officiers d'écrire à son chef pour le prévenir qu'on l'échangerait, lui et un autre officier, contre le capitaine Allen; mais, malheureusement, ce dernier avait déjà été envoyé à Cadix comme prisonnier.

Les forces anglaises et portugaises se trouvant occupées à bloquer Almeida et à préparer le siège de cette ville, qui n'avait qu'une faible garnison de quinze cents hommes commandés par le brave général Brenier, le gouverneur de Rodrigo put envoyer différents détachements chercher des provisions pour les troupes de la garnison. Les Irlandais furent employés à ces expéditions à leur tour, et quelquefois même de préférence, par le général Rheno, sous les ordres duquel ils servirent avec le zèle et la fidélité les plus profonds.

Le 18 avril 1811, le commandant Fitzhenri, qui avait obtenu la permission de rester quelques jours à Salamanque, reçut l'ordre de retourner à Rodrigo rejoindre son bataillon, et d'emmener avec lui tous les

hommes du régiment irlandais convalescents et capables de marcher. Il partit le 19 avec environ soixante-dix hommes; et, le 22 avril, après avoir dépassé Ledesma, il fut fait prisonnier avec son détachement par don Julian et sa bande, forte de plus de mille hommes. La femme d'un soldat, qui faisait partie du détachement, s'échappa, et en apporta la nouvelle au bataillon.

A la fin d'avril, les restes des différents corps de l'armée du prince Masséna reçurent l'ordre de se munir de provisions pour plusieurs jours, et de se rendre à Rodrigo les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai. Le 3 mai, les deuxième, sixième, huitième et neuvième corps, et une partie de la cavalerie impériale, sous les ordres du maréchal Bessières, duc d'Istrie, furent passés en revue par le commandant en chef Masséna, dans la plaine près de Ciudad Rodrigo. Le bataillon irlandais fut passé en revue avec sa brigade.

Le 4 mai, l'armée se dirigea, sur trois colonnes, vers Almeida, et le 5, de bonne heure, elle attaqua l'armée anglaise et alliée. La bataille continua toute la journée avec diverses chances de succès, jusqu'à ce que Masséna eût trouvé, à la nuit, les moyens de donner l'ordre au général Brenier, gouverneur d'Almeida, d'en faire sauter les fortifications et de s'ouvrir ensuite un chemin à travers l'armée anglaise. Ce brave général exécuta ponctuellement ses instructions avec sa garnison de quinze cents hommes; il combattit à sa tête toute la nuit, au milieu des lignes anglaises, et, au point du jour, il arriva en vue de la ligne française, et fut bientôt soutenu par le second corps sous les ordres du général Rey-

nier, dont les avant-postes se trouvaient à Saint-Félix.

Les 6 et 7 mai, l'armée reçut l'ordre de retourner dans ses cantonnements pour qu'on pût procéder à une nouvelle organisation. Les différents corps, extrêmement réduits, devaient former, sous le nom d'armée de Portugal, six divisions dont le commandement serait remis au maréchal Marmont, duc de Raguse, qui venait d'arriver pour remplacer Masséna dans le commandement de l'armée. Le général Foy commandait la première division.

Le général Brenier obtint, pour sa brillante conduite, son brevet de lieutenant général et le commandement de la sixième division de l'armée de Portugal. Le bataillon irlandais fit partie de sa division avec les 22<sup>e</sup>, 65<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> régiments légers, et la légion hanovrienne.

#### NOUVEAUX DÉTAILS SUR LA BRILLANTE AFFAIRE DU CAPITAINE ALLEN

Mentionnée à la page 10.

Le général Solignac, qui poursuivait l'ennemi dans la ville de Najera au commencement de février 1810, pria le commandant Fitzhenri de lui envoyer trois capitaines de son bataillon. Ware, Allen et moi lui ayant été adressés, le général nous prévint que nous aurions à aller, avec nos compagnies, pendant la nuit, cerner, par trois routes séparées, une petite ville située à quatre ou cinq lieues, et où un corps nombreux de cavalerie ennemie avait établi son quartier. Nous primes des guides sûrs, et, à dix heures du soir, nous partîmes pour cette

expédition fatigante. Au point du jour, nous nous rencontrâmes, Ware et moi, après que nos hommes eurent bloqué les chemins aboutissant à la ville. Nous craignîmes qu'Allen n'eût rencontré quelque obstacle, en ne le trouvant pas en vue de la ville. Nous informâmes les autorités de notre mission, et l'alcade se hâta d'accourir et de nous prévenir que le corps de cavalerie ennemie avait quitté la ville à minuit ; il nous montra la rue par laquelle il était parti, et ne put nous en dire davantage, si ce n'est que ce corps était formidable, ce à quoi nous prêtâmes peu d'attention, sachant qu'il était de leur politique d'exagérer en pareil cas.

Nous nous hâtâmes, Ware et moi, de faire rafraîchir nos soldats, et nous prîmes alors, pour revenir, la route par laquelle Allen aurait dû arriver, s'il n'avait pas rencontré quelque obstacle sur son chemin ; mais avant d'avoir fait deux lieues, nous fûmes délivrés de notre inquiétude. Nous atteignîmes le village où il avait fait prisonnier le corps de cavalerie ennemie, et nous apprîmes qu'il était reparti pour le conduire au quartier général, où il arriva plusieurs heures avant nous.

A la tranchée du siège d'Astorga et avant l'assaut de la brèche, le capitaine Ware voyant par l'ordre du jour que sa compagnie de grenadiers n'était pas désignée pour marcher à la tête du bataillon d'attaque, vint réclamer son droit à occuper ce poste. Le général Solignac, auquel il s'adressa à ce sujet, dit immédiatement au duc d'Abrantès qui se trouvait là : « Le capitaine des grenadiers du deuxième bataillon du régiment irlandais réclame comme un droit de monter le premier à la

brèche. » Le duc répliqua avec douceur. « Capitaine, n'ai-je pas le droit de prescrire les conditions de l'attaque ? Vous serez avec votre bataillon et son chef, Fitzhenri, au pied de la brèche pour assurer notre succès. J'ai pris ces dispositions, parce que je sais que je puis compter sur vous. » Le capitaine Ware se retira, et le duc ajouta : « Il est agréable et de bon augure de recevoir des réclamations de ce genre en un pareil moment. Je suppose, général Solignac, que vous connaissez bien ce capitaine ? — Certainement, monsieur le duc, il m'a accompagné dans toutes mes expéditions de jour et de nuit dans la Vieille-Castille, et je l'ai recommandé, en raison de sa brillante conduite dans ces diverses affaires et ces combats, au ministre de la guerre pour un avancement qu'il mérite aussi bien, je dois le dire, que tous les officiers du bataillon de Fitzhenri ; malheureusement, ces braves gens sont forcés d'attendre qu'il se présente des vacances dans leur propre régiment. » Le 2<sup>e</sup> régiment irlandais n'était pas encore organisé.

Notre général de brigade, Thomières, se plaisait à parler avec les plus grands éloges du régiment depuis qu'il avait fait partie de sa brigade ; il citait le sang-froid des officiers aux moments du péril, ainsi que leur bravoure et leur exactitude à remplir tous les devoirs militaires.

Trois jours avant cette conversation avec le duc d'Abbrantès, le capitaine Allen, en revenant avec sa compagnie à notre camp, de la tranchée où il avait été de garde vingt-quatre heures, traversa un champ qu'on considérait se trouver au delà de la portée de canon des remparts, et y eut deux soldats tués à ses côtés. Un bou-



let de canon leur enleva la tête, et leur sang et leur cervelle rejaillirent sur l'uniforme d'Allen. Il ordonna immédiatement à ses voltigeurs de s'éparpiller en tirailleurs à travers champs, et il atteignit ainsi le camp sans d'autres pertes, malgré les nombreuses volées de coups de canon qui furent immédiatement tirées sur lui et sur ses hommes. Le général Thomières, qui remarqua la prompte décision avec laquelle Allen dispersa ses hommes, comme le meilleur moyen de les mettre à l'abri des vingt-quatre pièces du rempart, mentionna cette circonstance au général en chef Junot, et ce fut là sans doute la raison qui le décida à désigner Allen pour conduire l'assaut et monter à la brèche, comme étant un homme de caractère et de décision dans les situations périlleuses, et, en vérité, il le jugeait bien.

Je n'ai jamais éprouvé de plus grand plaisir, ou je n'ai jamais été plus agréablement surpris que lorsque le soldat de confiance d'Allen vint me trouver la nuit, au pied de la brèche, pour me dire que son capitaine espérait que je pourrais lui envoyer quelque chose à boire, attendu qu'il n'y avait pas d'eau dans la maison où il se trouvait. C'était la première nouvelle que je recevais du salut du pauvre Allen. Je conduisis immédiatement ce brave soldat au général Thomières, qui fut également ravi de le voir, et qui se rendit lui-même auprès du duc d'Abrantès pour lui faire connaître la position d'Allen, et la chance merveilleuse qu'il avait eue de se tirer vivant d'un pareil combat.

Lorsqu'il fut constaté que le capitaine Allen avait pris possession d'une maison de la ville près du rempart, qu'il

était résolu à la défendre toute la nuit, et qu'il était en état de maintenir ouvertes ses communications avec la brèche, un détachement de notre régiment reçut l'ordre de lui porter des rafraichissements pour ses braves soldats. Un sous-lieutenant, le jeune Delany, fut chargé de commander les hommes désignés pour porter des provisions aux troupes du capitaine Allen. Il parvint à franchir la brèche et à délivrer soigneusement tous les articles confiés à sa garde, et il retraversa la brèche à la tête de son détachement pour rejoindre son bataillon ; mais il eut plusieurs hommes tués et blessés, et il reçut lui-même une balle de fusil dans le bras. Il se rendit au point de la tranchée où notre chirurgien s'occupait à panser les blessés à la lumière d'une chandelle, et il s'assit sur un banc d'argile d'où il contemplait, depuis quelque temps, ce qui se passait, lorsque le chirurgien Prevost vint à tourner la tête et à l'apercevoir. « Lieutenant Delany, lui dit-il, je vous demande pardon, mais j'ai pour instructions d'obliger tous ceux qui conduisent ou transportent ici des blessés à retourner immédiatement à leurs compagnies respectives, et je ne puis permettre de rester ici qu'à ceux dont les blessures ont besoin d'être examinées et pansées. — Eh bien, je vous serai obligé d'examiner ma blessure, répondit Delany. — Comment ! s'écria le chirurgien, j'ai pour instructions positives de panser d'abord les blessures des officiers, et vous ne m'avez rien dit depuis plus d'une demi-heure que vous êtes là à me regarder. — Oh ! je ne suis pas pressé ; les pauvres soldats dont vous avez pansé les blessures avaient plus besoin de vos soins que moi. » Dès que son

bras eut été pansé et bandé, le lieutenant Delany rejoignit sa compagnie, et ne voulut pas se prévaloir de sa blessure pour quitter le camp.

Dans son rapport détaillé au général en chef des différents cas de blessés qu'il avait pansés pendant la nuit, le chirurgien Prevost mentionna l'humaine abnégation d'un des officiers irlandais, et cette circonstance charma le brave et intrépide général Junot, qui, depuis, en parla souvent en disant : « Quel malheur que de pareils hommes n'aient pas une patrie à défendre ! »

Un drapeau blanc parut sur les remparts au point du jour, le feu cessa immédiatement, et les délégués envoyés par le gouverneur d'Astorga pour traiter de la capitulation de la garnison furent reçus dans la tranchée par le duc d'Abrantès, qui exigea, comme article préliminaire, que les troupes françaises prissent possession de la grande porte de la route de Valladolid.

Le général Thomières, accompagné d'un des délégués espagnols, ordonna au capitaine Ware et à moi de le suivre avec nos compagnies par la tranchée jusqu'à la porte précitée, et quand il nous vit convenablement installés et nos sentinelles placées en dedans de la porte, il se retira. A peine était-il parti, que le colonel Coutard, du 65<sup>e</sup> régiment, vint réclamer le droit de faire occuper la porte par ses soldats, attendu que c'était son régiment qui, la veille, avait attaqué la ville de ce côté. Il ordonna au capitaine Ware de retirer ses sentinelles et de les remplacer par les siennes. Ware refusa en disant qu'il était de garde et qu'il n'exécuterait que les ordres du général Thomières, qui l'avait placé là, ou ceux des géné-

raux supérieurs, tels que le général Solignac ou le général en chef Junot. « Je refuserais d'obéir à mon propre colonel dans les circonstances où je me trouve; vous ne pouvez donc, colonel, supposer que j'obéirai à vos ordres. » Après un échange de mots entre eux, le colonel Coutard lui dit : « Je vous mets aux arrêts. » Et le capitaine Ware lui répliqua : « Colonel, je tiendrai mes arrêts quand j'aurai été relevé de garde, mais pas avant. »

Nous regrettâmes d'avoir eu des désagréments avec le colonel du 65<sup>e</sup> que nous savions, par un officier de son régiment, notre compatriote, le capitaine O'Kean, respecter grandement les Irlandais au service de la France. Le colonel Coutard obtint la croix de la Légion d'honneur pour plusieurs de ses officiers, après la brillante défense de Ratisbonne, en 1809. — Le capitaine O'Kean fut l'un des premiers qu'il proposa comme ayant bien mérité de devenir chevalier de la Légion d'honneur, distinction qui ne s'accordait à cette époque qu'à des services réels. Notre altercation avec le colonel Coutard se termina bientôt.

La garnison espagnole se rendit à discrétion, et le régiment irlandais reçut l'ordre de se réunir et de se ranger en ligne sur les glacis de la ville, pour recevoir les prisonniers et les escorter jusqu'à Valladolid. Cinq mille braves soldats espagnols défilèrent avec tous les honneurs de la guerre et déposèrent leurs armes sur les glacis, en présence du huitième corps de l'armée française. Ces prisonniers eurent la satisfaction d'assister, avant leur départ, à un exemple de la discipline française. Le bataillon de troupes françaises, qui était entré dans As-

torga avec les autorités civiles espagnoles pour maintenir l'ordre et fournir des patrouilles et des rondes à travers la ville, arrêta un homme qui avait trouvé moyen d'y pénétrer avant lui, et qui était en train de piller une maison ; on l'amena sur le glacis et il fut immédiatement fusillé par ordre du duc d'Abrantès, comme un avis à l'adresse de ces spéculateurs ambulants et de ces suivants des armées qui n'ont jamais à vendre que des drogues de la pire espèce, leur but étant de s'enrichir par d'autres moyens.

Il est consolant de voir les horreurs de la guerre adoucies par un chef brave et humain ; et , dans cette circonstance, le duc d'Abrantès mérita réellement les plus grands éloges ; il exigea que les troupes, logées dans la ville, observassent le même ordre et la même discipline que si elles se fussent trouvées dans une ville de l'intérieur de la France. — Quel contraste éclatant présente la conduite des Anglais à Badajoz, en 1812, lorsque Wellington permit à son armée de commettre, pendant vingt-quatre heures, toutes sortes d'horreurs sur les innocents habitants, ses alliés, après que la garnison française eut capitulé et eut été emmenée comme prisonnière de guerre ! — Et les crimes commis par les Anglais à Saint-Sébastien, font encore frissonner ceux qui les entendent raconter. — Mais je ne saurais m'étonner de l'absence de discipline dans les armées anglaises , après l'exemple que j'avais eu des cruautés commises par le régiment des Anciens Bretons, en Irlande, ma malheureuse patrie, en 1798.

Les 47<sup>e</sup> et 70<sup>e</sup> régiments de ligne, jadis (jusqu'en

1792), les régiments de Walsh et de Berwick, des brigades irlandaises, faisaient partie de notre armée devant Astorga ; plusieurs des officiers de ces régiments étaient Irlandais, les uns nés en France et les autres en Irlande. J'étais très-lié avec deux d'entre eux : O'Neill, du 47<sup>e</sup> et Brennan, du 70<sup>e</sup>. Ces officiers avaient souvent entendu parler des patriotes irlandais de 1798 qui avaient combattu, non pour un prétendant, mais pour l'indépendance de leur pays bien-aimé. Eh bien ! ils eurent à Astorga la satisfaction de voir quelques-uns de leurs compatriotes de 1798 se distinguer de manière à faire l'admiration de l'armée, et le capitaine Brennan me dit que tel était l'enthousiasme inspiré par la bravoure des Irlandais, que son régiment tirait gloire d'être sorti du régiment de Brunswick.

Voici un trait honorable d'un officier irlandais au service de l'Espagne.

Pendant notre marche d'Astorga sur Toro, je fus chargé, un matin, avant d'arriver dans cette dernière ville, de garder plusieurs officiers espagnols, prisonniers de guerre, qui se rendaient en France. Le général Thomières, en me confiant le commandement de l'escorte, me pria de rendre la route, qui serait assez longue, aussi agréable que possible pour ces officiers, et il me présenta en même temps l'un d'eux, le major Dorran, dont j'avais connu l'oncle qui habitait Dublin, dans la rue Francis. M. Dorran me dit que ses compagnons d'infortune étaient des militaires distingués, et qu'ils étaient charmés d'être escortés par un de ses compatriotes. — Après avoir déjeuné à mi-chemin, le major Dorran se

trouva un peu indisposé. Je l'engageai à prendre mon cheval, mais il préféra, si je voulais le lui permettre, monter sur une des voitures de charroi. Je le confiai à la garde du sergent qui veillait sur nos bagages. L'arrière-garde et les bagages arrivèrent en temps utile à Toro, mais le major Dorran ne s'y trouvait pas, et le pauvre sergent ne put m'expliquer son évasion. C'était là une très-désagréable aventure à faire connaître le lendemain matin au général. Cependant, au moment où je me préparais à me mettre au lit, vers onze heures du soir, le major Dorran se présenta dans ma chambre pour s'excuser d'être resté en arrière. Voyant qu'il était troublé de la crainte que je n'eusse eu mauvaise opinion de lui, je lui dis : « Major, vous n'étiez pas prisonnier sur parole, votre honneur n'était pas engagé. » — « Non, me répondit-il, mais rien n'eût pu être plus déshonorant que de profiter de la bonté d'un de mes compatriotes pour m'échapper, et que de le voir blâmé et puni par ma faute. » — « Oh! non, répéta-t-il, mille fois la mort plutôt que le déshonneur ! » La situation de ce brave homme était vraiment pénible, séparé qu'il était de sa femme et de deux jeunes enfants qu'il avait laissés en Galice, près de la Corogne, aux soins de sa famille. — Je lui fis préparer un lit, et, le matin, je le conduisis rejoindre ses camarades qui avaient passé la nuit en prison, et ils partirent sous les ordres d'un officier français. Quelques jours après, nous apprîmes que deux des prisonniers s'étaient échappés sur la route de Burgos, et que l'un d'eux était le major Dorran.

Le jour où notre avant-garde, commandée par le

général Sainte-Croix, attaqua les avant-postes du général anglais Stewart, et les repoussa sous les murs du fort de la Conception et d'Almeida, pendant que nous faisons reposer nos hommes, le général Sainte-Croix vint s'asseoir au milieu de nous, et il commençait à faire l'éloge de nos soldats, lorsque le commandant Ware lui dit :

« Général, ils ne sont pas contents de vous. » — « Qu'ai-je donc fait pour leur déplaire ? » demanda le général. — « Eh bien, ils prétendent que toutes les fois qu'ils comptaient charger l'ennemi à la baïonnette, vous les avez précédés avec votre cavalerie, et ne leur avez laissé que peu de part à la victoire. » Nous nous joignîmes tous au commandant Ware pour répéter que ce n'était que trop vrai. — « Oh ! messieurs, vous avez une façon particulière de faire des compliments. » Puis il nous serra la main.

Deux mois plus tard, en suivant le Tagevers Santarem, nous fûmes réellement désolés de voir le général Sainte-Croix tué par un boulet de canon parti d'une des canonnières ennemies sur le fleuve. C'était un splendide officier de cavalerie, et il avait fait ses efforts pour rétablir la réputation des dragons en Espagne. Napoléon avait la plus grande opinion de ses talents et de son mérite, et en eût fait un maréchal de France, s'il eût vécu. Je n'ai jamais entendu regretter aussi universellement un général, et, de fait, il était si brave et si aimable que c'était un plaisir que de causer avec lui.

Le 70<sup>e</sup> régiment, dans lequel se trouvait le capitaine William Corbet, appartenait à notre armée et avait fait



avec nous les campagnes d'Espagne et de Portugal; cependant je ne l'avais jamais rencontré depuis qu'il avait quitté la légion irlandaise à Alençon, en 1806, mais j'avais fréquemment eu de ses nouvelles par quelques-uns de ses camarades. Le capitaine Brennan, qui avait été dangereusement blessé à côté du capitaine Corbet, le 3 avril, s'arrêta une nuit et un jour à Ciudad Rodrigo, où nous étions en garnison. Il m'apprit que leur chef de bataillon et leur colonel avaient été tués tous les deux, et que le capitaine Corbet, comme le plus ancien officier, avait pris le commandement du bataillon, et avait montré le plus grand sang-froid et la plus grande bravoure pendant l'action. Le 3 mai 1811, lors de l'arrivée de l'armée du maréchal Masséna dans la plaine située devant la ville de Rodrigo, en faisant une promenade à travers le camp, j'arrivai au bivouac du 70<sup>e</sup> régiment où j'aperçus le capitaine Corbet très-occupé à faire cuire son diner. Il n'avait qu'une bien maigre quantité de provisions, et, comme il ne pouvait venir en ville avec moi, j'emmenai un de ses soldats et je lui envoyai tout ce que je pus me procurer : un pain blanc et quelques bouteilles de vin. Nous avons bien des choses à nous dire, après une séparation de cinq années; mais nous dûmes remettre ce plaisir à une occasion plus favorable, car j'étais pressé de rentrer en ville. Cependant nous nous revîmes fréquemment plus tard, lorsqu'il fut attaché à l'état-major du maréchal Marmont. Je dois dire que le capitaine Corbet, dans sa nouvelle situation, se montra toujours obligeant et bienveillant pour ses anciens camarades, et j'en donnerai des preuves dans le prochain chapitre.

## CHAPITRE V

### SOMMAIRE

Mai 1811. — Réorganisation de l'armée de Portugal, en six divisions sous les ordres du maréchal Marmont. — Les généraux Foy, Brenier, Mancune, Clauzel, etc. — Les officiers d'état-major du général en chef : Fabvier, Denis de Damremont, Corbet, etc. — Regrets des Irlandais de quitter la brigade du général Thomières. — Sa sollicitude pour les simples soldats à Praseras en Portugal. — Juin 1811. — Départ de l'armée de Salamanque et marche rapide pour secourir Badajoz, assiégée par l'armée anglaise. — Brèches réparées et provisions fournies à la garnison. — Halte de l'armée dans l'Estramadure. — Le bataillon irlandais à Trujillo, puis à Avila. — Les compagnies de grenadiers et de voltigeurs de ce bataillon au quartier général du général Brenier, à Bejar. — 49 septembre 1811. — L'armée de Portugal en marche pour opérer sa jonction avec l'armée du Nord, commandée par le général comte Dorsenne, et secourir Ciudad Rodrigo, assiégée par les Anglais. — Le général Dejean prend le commandement de la brigade. — Ordre du jour relatif aux compagnies irlandaises, lors du combat livré près de Plasencia. — Premières nouvelles du capitaine Allen, par une lettre adressée de sa prison au capitaine Byrne, qui lui envoie 1,000 francs. — Le capitaine Dillon nommé chef du 2<sup>e</sup> bataillon. — Cour martiale pour juger par contumace le commandant Fitzhenri. — Le bataillon en garnison à Mombeltran. — Conduite distinguée du lieutenant Mallowney. — Le bataillon se rend à Naval Moral. — Il y reçoit l'ordre de retourner en France. — Séparation douloureuse des simples soldats incorporés dans un régiment prussien en garnison à Lugar. — Le cadre du bataillon se rend à Tavalera de la Reina, à Tolède et à Madrid. — Incident désagréable entre le commandant Dillon et le capitaine des voltigeurs du 47<sup>e</sup> régiment. — Marche sur Valladolid. — Le lieutenant Jackson à Ségovie; il visite la tour où fut enfermé Gil Blas, etc. — Le bataillon s'arrête dix-huit jours à Valladolid. — Prise de Ciudad Rodrigo par les Anglais. — Le bataillon irlandais rapporte de Valladolid à Bois-le-Duc, les splendides drapeaux verts sur lesquels était écrit en lettres d'or : « Indépendance de l'Irlande. » — Arrivée du 2<sup>e</sup> bataillon à Bois-le-Duc en Hollande, 11 avril 1812. — Les régiments étrangers au service de la France reçoivent des numéros. — Le colonel Lawless commande le 3<sup>e</sup> régiment étranger irlandais. — Le lieutenant colonel Mahony commande le dépôt du régiment. — Les Allemands et les étrangers ayant fait partie de l'armée hollandaise, incorporés dans le régiment irlandais au dépôt. — Le capitaine Hayne reçoit son brevet de chef de bataillon. — Le capitaine Allen arrive de Cadix au dépôt. — Avancement accordé à

divers officiers arrivant d'Espagne et échappés des prisons anglaises, tels que Ryan, Keller, etc. — Les capitaines O'Malley et Byrne proposés pour la croix de la Légion d'honneur. — Conduite du colonel Lawless à leur égard. — Activité qu'il déploie pour préparer les bataillons de son régiment à rejoindre la grande armée.

La réorganisation de l'armée de Portugal en six divisions sous les ordres du maréchal Marmont, par suite de la réduction des 2<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, et 8<sup>e</sup> corps qui la composaient, fut considérée comme une sage mesure, et la mise à la tête des divisions de jeunes généraux, tels que Foy, Brenier, Maucune, et le maréchal Clauzel, alors général de division, produisit une grande émulation dans l'armée; en outre, le maréchal lui-même avait acquis alors une grande réputation comme général en chef, et son état-major comptait plusieurs officiers distingués. Parmi eux, le général Fabvier, si fameux depuis en Grèce, et alors capitaine, ainsi que le comte Denis de Damremont, tué plus tard comme général en chef au siège de Constantine en Afrique. — Le général Corbet était également capitaine de l'état-major du maréchal Marmont, et, grâce à l'expérience qu'il avait acquise, comme officier d'infanterie dans le 70<sup>e</sup> régiment de ligne, et à sa parfaite connaissance des langues française et anglaise, qu'il écrivait également bien, il rendit de grands services qui le firent très estimer du duc de Raguse.

Notre général de division était le brave Brenier, qui avait traversé d'une manière si surprenante l'armée anglaise, après avoir fait sauter les remparts d'Almeida. Les officiers irlandais étaient charmés de se trouver dans sa division, mais ils regrettaient de quitter la brigade du général Thomières, qui s'était montré leur ami dans

toutes les occasions, et qui était adoré de tous les soldats du régiment. Pendant la retraite de Portugal, il avait partagé tous leurs dangers et toutes leurs souffrances, et il avait bivouaqué constamment à la tête du bataillon irlandais. Un exemple expliquera l'affection que lui portaient les soldats. Lorsque l'armée rétrograda de la ligne de Torres Vedas, le bataillon irlandais s'arrêta avec le général Thomières au village de Praseras. Il m'ordonna un jour d'aller reconnaître avec mes grenadiers la ligne de l'ennemi, de revenir lorsque je l'apercevrais et de ramener avec moi tout le bétail et les provisions de toute sorte que je rencontrerais sur ma route. A mon retour, j'eus à lui déclarer que pendant mon expédition je n'avais rencontré ni un être humain ni un animal vivant; que j'avais découvert dans un endroit une certaine quantité de cuir tanné, cachée dans les montagnes, et dans un autre, une chambre pleine de cire blanche à faire des bougies; que deux de mes grenadiers me manquaient, et que je craignais qu'ils n'eussent été faits prisonniers. Il m'invita à dîner, et juste au moment où nous allions nous mettre à table, à six heures et demie du soir, mon sergent-major vint me prévenir que les deux grenadiers restés en arrière venaient d'arriver avec deux bêtes à cornes. — Le général Thomières s'écria : « Envoyez-les ici immédiatement, ils dîneront avec nous. » Et il ordonna à son domestique de leur préparer une place à table. Il fut enchanté de ces braves. Ils lui racontèrent comment ils s'y étaient pris pour se procurer ces bestiaux, qu'ils avaient *extraits*, dirent-ils, du milieu du bétail anglais paissant dans les champs à une grande distance. Cette

expression fit rire toute la société, et le général se fit verser une rasade pour boire à leur santé.

Toutes les fois que nous passâmes près du lieu où campait la division du général Thomières, pendant l'été et l'automne de 1811, je profitai de l'occasion pour aller lui rendre visite et causer avec lui de notre regret de ne pas être encore connus de nos nouveaux généraux : « Peu importe, me répondait-il, ils vous connaîtront bientôt avantageusement. » Un jour, il me remit un certificat de mes services à présenter à ces généraux, si je le jugeais bon.

Je n'avais pas besoin alors de faire usage de ce certificat, mais il m'était doux de posséder un témoignage émané d'un général de mérite et de grande réputation, dans la brigade duquel le régiment irlandais avait été si activement employé aux sièges d'Astorga, de Ciudad Rodrigo et d'Almeida, et pendant les campagnes de Portugal. J'étais d'ailleurs fort triste de la fâcheuse affaire du commandant Fitzhenri, et de me trouver séparé de quelques-uns de mes meilleurs camarades et amis. — Le capitaine Allen était prisonnier de guerre; le commandant Ware était parti pour Landau, et le capitaine Murray avait été obligé de retourner en France pour cause de mauvaise santé. Les capitaines O'Malley et Branghan qui restaient étaient également mes amis et les hommes les plus braves et les plus honorables qu'on pût trouver; mais ils ne possédaient pas les ressources nécessaires pour tirer avantage de la situation et obtenir l'emploi vacant de chef de bataillon. — Ils étaient mes anciens, et je craignais de voir remplir cette place par

quelque *protégé* envoyé de Paris et sans titre aucun dans le régiment irlandais.

La division du général Brenier retourna à Salamanque et dans le voisinage de Toro ; mais le 1<sup>er</sup> juin 1811, l'armée fut réunie et passée en revue par le maréchal Marmont, et le 4, elle quitta Salamanque et traversa la province d'Estramadure, en passant par Baños et Plascencia, et en traversant le Tage à Lugar Novo, sur un pont de bateaux qu'elle portait avec elle, pour se rendre à Trujillo, à Merida et à Badajoz pour attaquer l'armée anglo-portugaise qui faisait le siège de cette dernière ville.

Au moment où arriva l'armée française, il y avait déjà deux brèches d'ouvertes, et sans cette marche rapide de l'armée française de Portugal, combinée avec le départ de Séville du maréchal Soult, Badajoz eût été prise par les Anglais, les Portugais et les Espagnols, qui se trouvèrent ainsi forcés de se retirer derrière Elvas en Portugal. Ceci se passait du 17 au 20 juin 1811.

Après avoir fourni à la garnison de Badajoz des provisions de toute espèce pour six mois, et avoir réparé les brèches, l'armée se retira dans différents cantonnements en Estramadure. Le bataillon irlandais s'arrêta quelque temps à Trujillo pour se rendre ensuite à Avila en passant par Naval Moral, quartier général du maréchal Marmont. Il occupa d'agréables quartiers dans les montagnes, durant l'ardent été de la comète de 1811, et les soldats se trouvèrent parfaitement nourris et logés pendant les mois de juillet et d'août.

Au commencement de septembre, Byrne <sup>1</sup>, capitaine de grenadiers du bataillon irlandais, fut envoyé avec sa compagnie et la compagnie de voltigeurs du régiment irlandais, à Bejar, quartier général du général Brenier. — Le 19, l'armée partit pour opérer sa jonction avec le corps de l'armée du Nord, commandé par le général comte Dorsenne, afin de secourir Rodrigo, alors assiégée et bloquée par les Anglais, et pour y jeter des provisions. Les deux armées françaises se rencontrèrent le 14, et partirent le 25 pour Rodrigo. — Pendant cette expédition, les compagnies irlandaises commandées par le capitaine de grenadiers Byrne, se trouvèrent à l'avant-garde et prirent part aux différents combats livrés les 27, 28 et 29 septembre à Fuente-Guinaldo et à Alfayates et qui amenèrent la levée du siège de Rodrigo et la retraite en Portugal des Anglais et des Portugais.

Les compagnies d'élite irlandaises revinrent le 1<sup>er</sup> octobre à Rodrigo pour se rendre ensuite avec le général Brenier à son quartier général de Plasencia. Ils y furent réunis aux compagnies du centre et à une compagnie du 65<sup>e</sup>, pour faire le service de la garnison.

Le général Dejean, qui venait de recevoir son brevet, prit le commandement de la brigade en remplacement du général Godart.

Le 13 octobre 1811, le capitaine de grenadiers du bataillon irlandais, Byrne, dont la compagnie se trouvait rassemblée, avec la compagnie de voltigeurs du régiment irlandais, pour passer une inspection, entendit

<sup>1</sup> L'auteur de ces Mémoires.

battre la générale, et fut averti que la cavalerie ennemie, au nombre de quinze cents hommes, était rangée en ligne à une portée de canon de la ville. Il partit immédiatement pour l'attaquer avec les deux compagnies rangées en colonnes par sections prêtes à former le carré, et il parvint à la disperser et à la repousser à une grande distance avant que le reste des troupes de la garnison eût eu le temps de se réunir. Le général Brenier le rejoignit bientôt avec ses aides de camp et ses officiers d'état-major, tous à cheval, et lorsque la nuit fut venue et que l'ennemi eût effectué sa retraite, il fut si enchanté de la conduite des soldats qu'il leur donna tout l'argent qu'il avait sur lui pour boire à leur retour à Plasencia, et, le lendemain matin, il publia l'ordre du jour ci-après :

« Plasencia, le 14 octobre 1811.

» ORDRE DU JOUR DE LA DIVISION.

» Hier, lors de l'appel aux armes des compagnies d'élite de la garnison, M. le général de division a remarqué que celles du bataillon irlandais se sont distinguées particulièrement par leur bravoure, leur zèle et leur exactitude à se rendre au point indiqué. Il leur en témoigne sa satisfaction.

» Signé :

» Le général de division.

» BRENIER.

» Pour copie conforme,

» L'adjutant commandant de l'état-major de la 6<sup>e</sup> division,

» DUBANDEDIET. »

Ce fut pendant le séjour du bataillon à Plasencia qu'il



reçut les premières nouvelles du capitaine Allen, prisonnier de guerre dans un fort près de Cadix. Après l'échec des tentatives faites au mois d'avril à Rodrigo pour obtenir son échange, et mentionnées dans les lignes ci-après écrites à l'époque même, il nous fut agréable d'apprendre qu'Allen n'avait pas été livré aux Anglais, alors à Cadix.

Dès que les prisonniers eurent été amenés à Rodrigo, le capitaine Byrne se rendit auprès du gouverneur, le général Rheno, pour le prier de garder un des officiers espagnols, neveu de don Julian, le chef de la bande de guérillas qui avait fait Allen prisonnier, afin de l'échanger contre Allen. Non-seulement le général y consentit, mais il prit le plus vif intérêt à traiter immédiatement de l'échange, lorsqu'il apprit du capitaine Byrne le sort cruel qui menaçait Allen s'il était livré au général anglais. Il chargea immédiatement le préfet espagnol de trouver un homme de confiance pour porter à don Julian une lettre dans laquelle son neveu, l'officier espagnol, le suppliait de rendre le capitaine Allen, en échange de qui, disait-il, on offrait de rendre lui-même et un autre officier. Le messenger revint après quatre jours d'absence avec une réponse portant que le capitaine Allen avait été envoyé dans un dépôt de prisonniers de guerre, mais sans désignation du lieu où se trouvait ce dépôt.

L'officier espagnol alla donc rejoindre à Salamanque les autres prisonniers en marche pour la France, et les camarades d'Allen demeurèrent dans l'incertitude à l'égard de son existence ou de sa mort.

Ceci avait eu lieu vers la fin d'avril 1811 et on était

resté sans nouvelles aucunes du capitaine Allen jusqu'à la fin de septembre de la même année, lorsque le capitaine Byrne reçut à Plasencia une lettre de lui, datée de la prison de Cadix, et renfermant le récit de ce qu'il avait souffert, de la manière dont il avait été fait prisonnier, etc. Le même jour le capitaine Byrne remit au général Sémélé, chef d'état-major du maréchal Victor, qui commandait l'armée française devant Cadix, un bon du Trésor de 1,000 francs qu'il se trouvait heureusement posséder en ce moment; il pria le général de le faire changer en argent espagnol, et d'en faire parvenir le montant au capitaine Allen dans sa prison, et il lui demanda également de vouloir bien user de son influence pour obtenir l'échange du capitaine Allen, dans la crainte qu'il ne fût livré aux Anglais.

Le capitaine Byrne écrivit immédiatement à Bois-le-Duc, au major Lawless qui y commandait alors le régiment irlandais, pour lui transmettre une copie de la lettre du capitaine Allen, et le prier d'employer aussi son influence auprès du ministre de la Guerre pour obtenir l'échange du capitaine Allen avant qu'il ne tombât entre les mains des Anglais.

A son retour à Plasencia, en octobre 1811, après l'expédition qui avait eu pour but de secourir Rodrigo, le capitaine Byrne entretint le maréchal Marmont de la triste situation du capitaine Allen, et lui remit sur ce sujet un mémoire détaillé que le maréchal approuva et promit de transmettre immédiatement au maréchal Victor, qui commandait devant Cadix, en ajoutant qu'il s'occuperait lui-même de cette affaire, et que dès qu'il

aurait quelques prisonniers de guerre, il en proposerait l'échange contre le capitaine Allen.

Le capitaine Byrne profita de sa présence au quartier général pour tâcher d'obtenir l'échange d'Allen, et ne négligea rien de ce qui pouvait tendre vers ce but; et en réalité, il n'eût pu agir autrement, car ils avaient toujours vécu dans les termes les plus amicaux, et ils étaient les meilleurs camarades du monde. La bourse du capitaine Allen avait toujours été à la disposition du capitaine Byrne; aussi ce dernier éprouva-t-il une grande satisfaction à pouvoir envoyer les 1,000 francs précités au capitaine Allen. Cette somme fut rendue au capitaine Byrne le 30 décembre 1811, à Talavera de la Reina par Giraud, officier payeur du 2<sup>e</sup> bataillon, lors du paiement complet des arriérés de solde dus aux officiers, avant leur départ pour la France; et les appointements et arriérés dus au capitaine Allen, depuis le 26 mars 1811, jour où il avait été fait prisonnier, furent déposés dans la caisse militaire du bataillon, laquelle fut ramenée au dépôt à Bois-le-Duc en Hollande, et remise à Lawless et au conseil d'administration du régiment irlandais.

Lorsqu'il arriva à Bois-le-Duc, en 1812, après avoir eu le bonheur d'être échangé, le capitaine Allen trouva ses comptes et ses affaires convenablement arrêtés à son gré par le quartier-maître du régiment.

Le capitaine Dillon, un des aides de camp du duc d'Abrantès obtint son brevet de chef de bataillon du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais qu'il rejoignit à Plasencia en novembre 1811.

À la fin de décembre 1811, le maréchal Marmont ordonna la formation d'une cour martiale pour juger par contumace le commandant Fitzhenri accusé de désertion à l'ennemi. Elle était présidée par le colonel du 17<sup>e</sup> léger, et composée de six officiers appartenant aux 22<sup>e</sup> et 65<sup>e</sup> régiments de ligne. Elle se réunit à quatre lieues de Plasencia dans un village où commandait le colonel du 17<sup>e</sup>.

Après l'audition de tous les témoignages qu'on avait pu se procurer depuis le 22 avril 1811, jour où Fitzhenri avait été fait prisonnier, jusqu'au jour de la réunion de la cour martiale, quatre des membres de cette cour le déclarèrent coupable, et trois, innocent. Le code militaire français exigeant pour une condamnation cinq voix sur les sept qui composent une cour martiale, Fitzhenri fut acquitté.

Le 6 décembre 1811, le bataillon irlandais fut envoyé à Casa de Cardos, et de là à Mombeltran, dans les montagnes, pour renforcer le 28<sup>e</sup> régiment qui s'y trouvait depuis quelque temps. Le lieutenant Mallowney fut chargé de se rendre, avec cinquante hommes du bataillon irlandais, dans une ville à huit lieues de Mombeltran, pour en ramener un convoi de mules chargées de vivres. Après avoir passé une montagne située à quatre lieues de Mombeltran, il rencontra un bataillon français que les guérillas avaient attaqué et surmené dans la plaine que Mallowney avait à traverser. Le chef du bataillon français engagea Mallowney à s'en revenir avec lui, en lui disant qu'il ne pouvait certainement pas songer à marcher avec un aussi petit détachement contre

cinq cents hommes tous bien montés ; mais Mallowney, porteur d'un ordre écrit, ne jugea pas pouvoir, sans déshonneur, rebrousser chemin avant d'avoir rencontré l'ennemi et d'être forcé à la retraite. Il se remit donc en marche, et, comme le chef de bataillon le lui avait prédit, il rencontra bientôt l'ennemi et se vit obligé de prendre position parmi les rochers, sur le flanc d'une montagne, pour se défendre. Les guérillas voyant qu'elles ne pouvaient faire descendre Mallowney et ses hommes dans la plaine, et que la nuit arrivait, allèrent s'établir dans un petit village voisin.

Le lieutenant Mallowney quitta alors sa position, et poursuivit les Espagnols dans le village où ils s'étaient éparpillés en désordre ; il les en chassa, barricada toutes les issues et se défendit toute la nuit et le lendemain matin jusqu'à huit heures, lorsque heureusement arriva à son secours un régiment qui avait fait sept lieues pour prendre part au combat dont il avait eu connaissance la veille. Mallowney continua alors sa marche et ramena son convoi à Mombeltran avec un grand éclat. Ce ne fut pas la seule fois qu'il se distingua de la sorte. — Dès son retour en France, le colonel Lawless lui obtint son brevet de capitaine dans le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais. C'était l'un de ces malheureux Irlandais livrés au roi de Prusse par le gouvernement anglais. Il avait été blessé et fait prisonnier en Irlande après la reddition du général Humbert, et incorporé dans l'armée prussienne ; il avait été fait prisonnier par les Français à la bataille d'Iéna. Il entra alors dans le régiment irlandais au service de la France, avec les autres Irlandais faits

prisonniers à Iéna, et qui avaient été également livrés par l'Angleterre au gouvernement prussien.

Pendant le mois de décembre 1811, le maréchal Marmont fit manœuvrer les différentes divisions de son armée, et changer leurs cantonnements. La 6<sup>e</sup> division, commandée par le général Brenier, était en marche, lorsque ce général reçut à Naval Moral l'ordre de renvoyer en France tous les officiers, les sous-officiers, les caporaux et les tambours du 2<sup>e</sup> bataillon irlandais, et de ne garder que les simples soldats pour les incorporer dans le régiment prussien au service de la France, qui se trouvait alors en garnison à Lugar et à Almaraz, sur le Tage.

Le 25 décembre 1811, le général Brenier, accompagné de l'inspecteur militaire, procéda au terrible devoir de séparer les soldats de leurs officiers sous les ordres desquels ils servaient depuis quatre ans en Espagne, et auxquels ils étaient très-attachés. Le général déclara qu'il n'avait jamais assisté auparavant à un spectacle aussi affligeant que celui de ces trois ou quatre cents hommes prenant congé de leurs officiers en pleurant, et avec les marques du plus profond chagrin; il ajouta même que cette séparation lui paraissait cruelle et impolitique.

Les officiers, sous-officiers, caporaux et tambours, au nombre d'environ cent vingt, partirent pour la France et arrivèrent à Talavera de la Reina le 27 décembre. Ils s'y arrêtèrent trois jours pour toucher leur arriéré de solde, puis ils se remirent en marche, et arrivèrent à Tolède le 1<sup>er</sup> janvier 1812. Ils se rendirent de là à Madrid, où ils durent attendre dix jours, parce qu'ils étaient

trop peu nombreux pour partir sans un grand convoi de troupes.

Un incident assez désagréable survint aux portes de Madrid, en janvier 1812, entre les fils de deux Irlandais distingués. L'un était le fils du malheureux Théobald Dillon, général de division, qui fut massacré près de Lille par ses propres soldats, pendant la Révolution. L'autre était le fils du général O'Neill, colonel du régiment de Walsh, en 1792, lorsque ce régiment prit le numéro 47 dans la ligne française. Les fils de ces deux généraux étaient capitaines dans l'armée de Portugal, et ils venaient d'être promus au grade supérieur de chefs de bataillon, O'Neill, dans le 47<sup>e</sup> régiment, et Dillon, dans le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais. Ce dernier, en sortant de Madrid à la tête du cadre de son bataillon, fut accosté par le commandant O'Neill, qui lui dit : « Commandant Dillon, vous ne pourrez aller loin, car ma compagnie de voltigeurs se trouve placée à une demi-lieue sur la grande route avec l'ordre d'empêcher de passer tout le monde, jusqu'à ce que la colonne de troupes formant le convoi soit organisée par le général, et mon bataillon doit en former l'avant-garde. »

« Très-bien » répondit le commandant Dillon, et il continua à avancer jusqu'à ce qu'il se trouvât arrêté par le capitaine des voltigeurs du 47<sup>e</sup>, auquel il montra son ordre de rentrer en France. Le capitaine lui répondit très-justement : « Commandant, cet ordre ne me regarde pas; le mien est de ne laisser passer personne jusqu'à ce que la colonne soit mise en mouvement par l'ordre du général, et je suis résolu à exécuter ma consigne, quoi

qu'il en coûte. » Le commandant Dillon, qui se trouvait à cheval, en avant d'une vingtaine de yards (18 mètres) à peu près, voyant sa petite colonne arrêtée par les soldats du 47<sup>e</sup>, lui ordonna d'avancer, et le capitaine des grenadiers irlandais eut alors la désagréable tâche de repousser de côté les voltigeurs du 47<sup>e</sup> pour s'ouvrir un passage et obéir à un chef malavisé.

Malgré la situation périlleuse que faisait au pays qu'il avait à traverser l'apparition quotidienne des guérillas, le commandant Dillon arriva avec ses cent vingt hommes à Valladolid, mais il dut s'y arrêter pendant dix-huit jours.

Ce fut à ce départ de Madrid, qu'en passant par la ville de Ségovie, le lieutenant Jackson profita de l'occasion pour faire montre de son esprit et de son goût pour la plaisanterie. Voyant un groupe d'Espagnols, leurs manteaux bruns sur les épaules, occupés à examiner et à compter les soldats arrêtés sur la place, comme c'était leur habitude en pareilles circonstances, il accosta ces gentlemen solennels et leur dit, en désignant la tour, qu'il désirait savoir si c'était là que Gil Blas avait été emprisonné. Ils répondirent que c'était la prison de la ville. Il pria alors très-poliment l'un d'eux de l'accompagner, attendu qu'il désirait s'assurer de la véritable chambre qu'avait occupé pendant son emprisonnement à la tour cet Espagnol très-éclairé. « Oh ! monsieur, lui répondit un des Espagnols, Gil Blas n'est qu'un roman » ; à quoi Jackson répliqua qu'il était désolé de voir qu'ils ne connaissaient pas mieux l'histoire de leur pays ; que Gil Blas était un récit véritable, et que sans



l'Inquisition, Lesage l'eût publié sous une forme très-différente et eût donné les noms véritables. Un des Espagnols, voyant Jackson aussi sérieux et aussi décidé à visiter la tour, l'accompagna partout, tandis que Jackson prenait des notes, et, à son retour, ce dernier eût volontiers persuadé à ses camarades que les Espagnols avaient été charmés des informations qu'il leur avait données.

Ce n'est là qu'une des nombreuses occasions dans lesquelles Jackson, par sa verve et sa gaieté, fit souvent oublier à ses camarades leurs misères et leurs privations. — Un matin, au bivouac du régiment irlandais dans les lignes de Torres Vedras, tandis qu'en attendant des ordres, les officiers causaient ensemble, le général Thomières fit signe à l'un d'eux de venir le trouver, et lui demanda quel était le sujet de la conversation animée qu'il remarquait entre eux. On lui répondit que c'était le lieutenant Jackson qui affirmait et soutenait qu'il n'y avait pas de comparaison possible entre le mouton et le bœuf rôtis, pourvu que ce dernier fût cuit à l'anglaise : « Oh ! par exemple, c'est un peu trop fort ! » — « Qu'a dit le capitaine O'Malley sur ce sujet ? » demanda le général. — « Oh ! qu'il était cruel et inhumain de parler de viande rôtie quelconque à des hommes affamés, alors qu'on ne pouvait s'en procurer ni pour or ni pour argent. » — « Le capitaine O'Malley a raison, » dit le général. — Jackson supportait l'adversité avec la même gaieté. — Le capitaine Hutteau, maire de Malesherbes, qui avait été prisonnier de guerre en Russie avec lui, prenait un grand plaisir à nous parler de Jackson, de son courage

et de sa verve dans les circonstances les plus critiques. — Et M. Buisson, un magistrat français, qui a publié, dans le journal *le Siècle*, d'excellents articles sur ses souffrances pendant qu'il était prisonnier de guerre en Russie, comme sous-lieutenant, à l'âge de dix-neuf ans, parle également du capitaine Jackson, à propos des épreuves et des rigueurs qu'ils eurent à supporter, jusqu'au moment où ils furent échangés en 1814, avec la plus grande admiration et la plus profonde reconnaissance.

Pendant ce temps, en janvier 1812, Ciudad Rodrigo avait été prise par les Anglais avant que le maréchal Marmont eût eu le temps d'arriver avec son armée pour la secourir.

Deux splendides drapeaux verts sur lesquels était écrit en lettres d'or : « Indépendance de l'Irlande, » envoyés par ordre de l'Empereur aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons irlandais, et qui se trouvaient à Valladolid depuis un an, furent rapportés au dépôt par les officiers du 2<sup>e</sup> bataillon, qui, après une longue et fatigante marche, arrivèrent le 11 avril 1811 à Bois-le-Duc en Hollande, devenu le dépôt du régiment irlandais à la place de Landau.

A la fin de février 1812, le lieutenant-colonel Lawless reçut son brevet de colonel et le commandement du régiment, qui, par un décret de l'Empereur, prit le nom de « 3<sup>e</sup> régiment étranger irlandais. » Par le même décret, les autres régiments étrangers se trouvèrent ainsi numérotés :

- Celui de Latour d'Auvergne, n<sup>o</sup> 1 ;
- Celui d'Isenberg, n<sup>o</sup> 2 ;

— Le régiment irlandais, n° 3 ;

— Le régiment prussien, n° 4.

Le commandant Mahony fut nommé en même temps gros major, ou lieutenant-colonel du régiment irlandais. Le commandant Tennant se trouvait avec le 1<sup>er</sup> bataillon du régiment irlandais dans l'île de Goeree en Hollande, et le commandant Ware, avec le 3<sup>e</sup> bataillon, à Willemstadt sur la Meuse. Le 4<sup>e</sup> bataillon et le dépôt reçurent près de quinze cents Allemands et autres étrangers qui avaient fait partie de l'armée hollandaise, mais qui, par suite de l'annexion de la Hollande à la France, furent envoyés dans les régiments étrangers au service de la France. Huit cents de ces braves gens furent incorporés dans le 2<sup>e</sup> bataillon, qui arrivait d'Espagne, et qui, ainsi complété, partit le 18 avril pour Berg-op-Zoom, afin d'y tenir garnison et se préparer à rejoindre la grande armée.

Le capitaine Hayne, qui avait servi dans le 20<sup>e</sup> régiment de ligne en Italie, obtint son brevet de commandant du 4<sup>e</sup> bataillon, et le rejoignit à Bois-le-Duc, en 1812.

Le capitaine Allen, qui avait été retenu prisonnier à Cadix, eut la bonne fortune d'être échangé, et il arriva au dépôt du régiment à Bois-le-Duc, à la fin de l'année 1812. — Mais il n'existait plus pour lui de chance d'obtenir l'avancement qu'il avait si bien mérité par sa brillante conduite à Astorga en Espagne. Toutes les vacances qui s'étaient produites dans le régiment parmi les grades supérieurs, avaient été remplies, et un grand nombre d'entre elles, par des officiers, qui, nés en

France, avaient droit à l'avancement dans les régiments français, ce qui constituait une injustice à l'égard des officiers irlandais dont l'avancement était limité dans leur propre régiment. Cependant le colonel Lawless promit au capitaine Allen que dans le cas de l'entrée en campagne du régiment, il prendrait le commandement de la compagnie de voltigeurs du 2<sup>e</sup> bataillon.

Le duc de Feltre, sur la recommandation du colonel Lawless, récompensa plusieurs officiers inférieurs arrivant d'Espagne. Les lieutenants Mallowney, Delany, Dowling, Bourk et Jackson reçurent leurs brevets de capitaines, et les enseignes Mac Egan, Brelevet, etc., ceux de lieutenants. Plusieurs sous-officiers furent également promus au grade d'enseigne.

L'enseigne Keller, qui avait été fait prisonnier en Portugal, par les Anglais, s'échappa d'Angleterre et rejoignit le dépôt à Bois-le-Duc. L'enseigne Ryan, également fait prisonnier à Flessingue en août 1809, s'échappa aussi de prison et rejoignit le régiment en 1812.

— Le colonel Lawless obtint de l'avancement pour ces deux officiers qui reçurent leurs brevets de lieutenants et furent placés dans les bataillons de guerre.

Le colonel Lawless obtint de l'avancement pour tous les officiers du 2<sup>e</sup> bataillon rappelés d'Espagne en France, en 1812, à l'exception des capitaines O'Malley et Byrne, et la récompense à laquelle ces deux officiers croyaient avoir droit après les quatre ou cinq rudes campagnes qu'ils venaient d'accomplir, était la décoration de la Légion d'honneur. En traversant Paris, en mars 1812, ils se présentèrent chez le ministre de la Guerre et lui

remirent une demande appuyée par plusieurs des généraux sous les ordres desquels ils avaient servi. Le ministre les reçut très-favorablement, si favorablement même qu'ils quittèrent Paris pour le dépôt, avec les plus grandes espérances. — Le ministre écrivit au colonel Lawless, pour s'enquérir de leur mérite, de leur conduite, et pour savoir, puisqu'il n'avait pas transmis leur demande au ministre comme chef du corps, si c'était qu'il désirait voir les officiers supérieurs décorés avant les capitaines; il est probable que le colonel Lawless donna cette dernière raison au ministre, car il n'eût pu en donner d'autre, attendu qu'aucun de ces capitaines n'avait jamais été sous ses ordres, et qu'il ne pouvait bien juger de leur mérite pour obtenir la croix de la Légion d'honneur. Mais, quoi qu'il en soit, ce fut un grand malheur pour le pauvre capitaine O'Malley, de ne pas l'obtenir à cette époque, car peu de temps après il devint aveugle et dut quitter le service avec une petite pension pour vivre avec une femme et deux enfants. Un des hommes les plus braves qui aient jamais quitté l'Irlande a perdu ainsi 250 francs par an depuis trente-deux ans.

Quant au capitaine Byrne, il n'eut qu'à attendre une nouvelle campagne pour obtenir la croix, l'année suivante. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il se sentit très-mortifié et très-affligé de ce désappointement, et d'autant plus qu'il s'était trouvé dans les termes les plus amicaux avec le colonel Lawless dès le début de leur connaissance. En janvier 1813, avant de quitter Berg-op-Zoom pour rejoindre la grande armée, il eut de nouveau à se plaindre d'un manque de décision en sa faveur, de

la part du colonel Lawless, qui fut sur le point de donner sa compagnie de grenadiers au capitaine O'Reilly qui la réclamait comme un droit, attendu, disait-il, qu'il avait commandé une compagnie de grenadiers plus longtemps que le capitaine Byrne, son ancien cependant, comme capitaine, de plus d'une année. Le 3<sup>e</sup> bataillon auquel appartenait O'Reilly restait en Hollande et il désirait très-naturellement entrer dans un des bataillons de guerre qui allaient faire la campagne. Le colonel Lawless soumit la réclamation du capitaine O'Reilly au ministre de la Guerre qui se prononça contre lui et en faveur du capitaine Byrne; mais cette décision ministérielle n'arriva que lorsque le régiment se trouvait sur l'Elbe en présence de l'ennemi, et en l'attendant le capitaine Byrne s'était trouvé dans une situation douteuse très-désagréable.

A la fin de la mémorable campagne de 1813 et au commencement de celle de 1814, le capitaine Byrne fut activement employé en Hollande et à Anvers, et comme il commandait un bataillon aux avant-postes devant l'ennemi, il était parfaitement certain d'obtenir le grade de chef de bataillon pour lequel il avait été proposé sur le champ de bataille de Goldberg, le 24 août 1813, avec trois autres capitaines, par le général Puthod, dont la demande avait été appuyée par le général Lauriston, commandant le 5<sup>e</sup> corps de l'armée.

L'octroi de ces commissions paraissait indubitable; mais le capitaine Byrne était destiné à un nouveau désappointement, car, dès que les communications furent ouvertes après le siège d'Anvers, le colonel du régiment,

Mahony, reçut l'avis que les capitaines Allen et O'Reilly avaient été avancés, et que les capitaines Byrne et Saint-Léger pouvaient compter également sur leurs brevets; mais le changement de gouvernement et le grand nombre des postulants laissèrent peu d'espoir au capitaine Byrne.

Le capitaine Byrne, voyant deux capitaines prussiens, au service de la France, nommés Geith, obtenir leurs brevets de chefs de bataillon, demanda au mois d'octobre un congé de trois mois, et arriva à Paris en décembre 1814. Il vit deux fois, en février 1815, le ministre de la Guerre, le maréchal Soult, qui le reçut très-bien, et lui promit la première place de chef de bataillon vacante dans un des trois régiments étrangers; mais il quitta le ministère, et les Cent-Jours survinrent avant que le capitaine Byrne eût pu obtenir son brevet. Ce n'est que rendre justice à la mémoire du général Lawless que de dire qu'il employa tous ses efforts, à cette époque, pour aider le capitaine Byrne à obtenir son brevet; mais malheureusement il était trop tard, et le capitaine Byrne dut en conséquence vivre, pendant plus de douze ans, avec la misérable demi-solde d'un capitaine, jusqu'au moment où son ami à jamais regretté, le colonel O'Neill, chef du personnel du ministère de la Guerre, le fit attacher en 1828 à l'état-major du général Maison pendant l'expédition de Grèce. Le 4 septembre 1830, pendant son séjour en Grèce, le capitaine Byrne reçut son brevet de chef du 2<sup>e</sup> bataillon du 56<sup>e</sup> régiment de ligne, alors en garnison à Grenoble, et commandé par le colonel Bugeaud, qui devint plus tard maréchal de France.

Le colonel Lawless déploya la plus grande activité et les plus grands talents dans l'administration, l'instruction et la discipline de son régiment. Il passa les mois d'été de 1812 à visiter et à inspecter les différents bataillons détachés en Hollande, et à les tenir prêts à partir au premier avis.



## CHAPITRE VI

### SOMMAIRE

Désastres de l'armée française pendant la retraite de Moscou, en 1812. —

Vingt-neuvième bulletin de la grande armée rendant compte de ces désastres. — Lettre du colonel Lawless, adressée au nom des officiers irlandais au duc de Feltre, ministre de la Guerre. — Réponse flatteuse à cette lettre.

— Ordre de compléter les bataillons de guerre et de porter leur cadre à cent hommes par bataillon. — Départ de Hollande de ces bataillons. — Ils se réunissent dans la ville d'Osnabrück. — Le régiment se rend par Minden, Hanovre, Brunswick, etc., à Magdeburg sur l'Elbe. — Formation du 5<sup>e</sup> corps composé de quatre divisions, sous les ordres du général Lauriston, commandant en chef. — 1<sup>re</sup> division commandée par le général Maison; 2<sup>e</sup> division, par le général Puthod; 3<sup>e</sup> division, par le général Lagrange; 4<sup>e</sup> division, par le général Rochambeau. — Le colonel William O'Meara, commandant de la place de Magdeburg. — Mauvaise situation de l'armée à Dresde sous les ordres du prince Eugène Beauharnais. — Le régiment irlandais activement employé à défendre le passage de l'Elbe, en aval de Magdeburg. — Son départ de cette ville pour Stendal, le 3 mai 1813. — Le général de brigade Montbrun, officier de cavalerie, cède le commandement de l'infanterie au colonel Lawless. — Combats de Werben et Seehausen. — Le maréchal Davoust, prince d'Eckmuhl, prend le commandement de l'armée. — Osmond quitte le régiment. — Ordre du commandant Ware au capitaine Mallowney de marcher hors de tour. — Marche de nuit sur Lüneburg pour secourir le général Morant. — Quartier général du maréchal Davoust à Gifhorn. — Il quitte l'armée pour aller prendre le commandement à Hambourg; et le général Sebastiani le remplace. — Attaque et prise de la ville d'Uelzen. — Le dimanche de Pâques russe. — Le colonel Lawless commande à Lüneburg. — Brillant combat livré à Celle par le commandant Ware. — Arrivée de Napoléon à l'armée. — Bataille de Lützen. — Le régiment irlandais se rend de Brunswick à Halberstadt pour rejoindre la grande armée. — Le colonel Lawless envoie un officier au quartier général. — Le régiment irlandais incorporé de nouveau dans la division du général Puthod. — Le capitaine Perry, nommé aide de camp de ce général. — Marche du régiment pour rejoindre le 5<sup>e</sup> corps. — Bataille de Bautzen et de Würschen. — Joie du général Lauriston en voyant la 2<sup>e</sup> division arriver sur le champ de bataille avec le régiment irlandais à sa tête. — Le capitaine des grenadiers du régiment irlandais de garde auprès du maréchal Ney, le soir de la bataille.

— Découverte de vin de Tokay par le colonel aide de camp. — Le maréchal invite les généraux et les chefs des régiments à venir à son quartier général, prendre leur part de cette heureuse trouvaille. — Arrivée de l'Empereur dans la matinée avec les maréchaux Mortier, Ney, Duroc, etc. — L'ennemi opère sa retraite en bon ordre par suite du manque de cavalerie pour la poursuivre. — Mort du grand maréchal Duroc, et des généraux Bruyère et Kirgener. — Le régiment irlandais rejoint la division du général Lagrange. — Le pont de Kessels à Bunzlau. — Le 5<sup>e</sup> corps à Haynau. — La division du général Maison attaquée et dispersée par la cavalerie ennemie. — Arrivée de Napoléon à notre bivouac au point du jour. — Il donne l'ordre de placer des sentinelles à Neumarkt. — Les Irlandais apprennent du général Lauriston combien l'Empereur était satisfait de leur régiment. — Combat à Lissa. — Mort du général Pastol. — Brillante conduite du lieutenant Osmond. — Marche sur Breslau. — L'ennemi en passant l'Oder, rend nécessaires de grandes manœuvres. — L'armistice proposé par l'Autriche est définitivement conclu et signé le 4 juin. — Séjour du régiment irlandais à Breslau. — Il se rend à Golberg pour y camper. — Plusieurs officiers nommés chevaliers de la Légion d'honneur. — Le colonel Lawless se rend au quartier général de l'Empereur à Dresde, et y obtient de l'avancement pour le régiment. — La 3<sup>e</sup> division du général Lagrange divisée et incorporée dans les trois divisions Maison, Puthod et Rochambeau du 5<sup>e</sup> corps. — Le régiment irlandais rentre dans la division du général Puthod. — Fête de Napoléon le 15 août ; grands préparatifs et divertissements. — La compagnie de grenadiers de garde auprès du général Puthod, le 14 août ; son capitaine entend à dîner une conversation à propos de Bernadotte et de Davoust.

Dès que le 29<sup>e</sup> bulletin de la grande armée, daté de novembre 1812, eut paru dans les journaux, avec le récit des désastres de la retraite de Moscou, le colonel Lawless écrivit au ministre de la Guerre, le duc de Feltre, au nom de tous les officiers du régiment, pour solliciter, dans les termes les plus pressants, l'honneur de faire partie de la grande armée. Le ministre répondit immédiatement au colonel Lawless de la manière la plus amicale, et lui accorda sa demande ; il lui ordonna donc de compléter les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons en en portant le cadre à mille hommes par bataillon, et de veiller à tous les préparatifs nécessaires pour la prochaine campagne.

Tout était prêt au mois de janvier 1813. Le 30, le régiment reçut l'ordre de partir pour Magdeburg, et, le

1<sup>er</sup> février, le commandant Tennant, qui se trouvait alors avec le 1<sup>er</sup> bataillon dans l'île de Goeree, se rendit à Osnabrück en traversant la Hollande.

Le 2<sup>e</sup> bataillon, commandé par le commandant Ware, se mit également en marche pour Magdeburg le 1<sup>er</sup> février ; en quittant Berg-op-Zoom, il passa par Bréda, Tilburg, Bois-le-Duc, traversa la Meuse à Grave, le Waal à Nimègue, le Rhin à Wesel, et il se rendit de Munster à Osnabrück, où il arriva le même jour que le 1<sup>er</sup> bataillon.

C'était la première fois que les deux bataillons se retrouvaient ensemble depuis leur séparation à Flessingue, en 1808, car le 2<sup>e</sup> bataillon était resté plus de quatre ans en Espagne. La réunion des officiers des deux bataillons qui avaient appartenu à l'ancienne légion irlandaise leur fut très-agréable à tous, après une aussi longue séparation.

Après avoir inspecté les deux bataillons réunis, le colonel Lawless se rendit à la tête de son régiment par Minden, où il traversa le Weser, à Hanovre, à Brunswick et à Magdeburg où il arriva le 28 février, et bien qu'au fort de l'hiver, il n'eut que peu d'hommes à l'hôpital et n'en laissa pas un derrière lui. Le général Lauriston complimenta hautement le colonel et ses officiers en passant la revue du régiment, le 1<sup>er</sup> mars 1813, à Magdeburg. Il fut charmé de voir deux mille hommes aussi bien équipés, et munis d'un corps de musique splendide, et d'armes, uniformes et accessoires magnifiques et en bon état.

Le colonel William O'Meara, capitaine dans la légion irlandaise, lors de sa formation en 1803, se trouvait main-

tenant commandant en chef de Magdeburg ; il avait été premier aide de camp du maréchal Lannes, et avait été blessé le jour où le maréchal fut tué à la bataille de Wagram, en 1809. Il était jumeau de Daniel O'Meara qui avait commandé pendant quelque temps le régiment irlandais en Espagne, et leur frère aîné, le général O'Meara, avait eu l'honneur de commander la ville de Dunkerque, et de voir l'armée anglaise, commandée par le duc d'York, forcée d'en lever le siège et de fuir en désordre devant les citoyens français armés pour sa défense et pour leur liberté.

La ville de Magdeburg se trouvait à cette époque plus qu'encombrée par les cohortes du premier ban des gardes nationales qui s'y rendaient pour être organisées en régiments de ligne, et faire partie du nouveau corps qu'on allait former. Le général Lauriston fut nommé commandant en chef du 5<sup>e</sup> corps, qui devait se composer de quatre divisions.

La 1<sup>re</sup> division devait être commandée par le général Maison ; la 2<sup>e</sup> division, par le général Puthod ; la 3<sup>e</sup> division, par le général Lagrange, et la 4<sup>e</sup> division par le général Rochambeau. Le régiment irlandais devait faire partie de la 3<sup>e</sup> division du 5<sup>e</sup> corps ; mais aucune de ces divisions ne se trouvait encore réunie, et il n'y avait pas ou à peine de troupes pour garder la ligne de l'Elbe de Magdeburg à Hambourg, l'armée qui s'était retirée avec le vice-roi, Eugène Beauharnais, se trouvant occupée de Magdeburg à Dresde.

Le 3 mars 1813, le régiment irlandais quitta Magdeburg et se rendit à Stendal, d'où il détacha plusieurs

compagnies le long de l'Elbe pour en garder le passage ; puis il se rendit à Arendsee, à Seehausen, etc.

L'ennemi possédait à cette époque un corps d'armée de l'autre côté de l'Elbe, près de Werben. Le colonel Lawless reçut l'ordre de rappeler tous ses détachements et de se replier sur Stendal, où le régiment se trouva de nouveau réuni le 17 mars.

Le général de brigade Montbrun, frère du lieutenant-général du même nom, commandait une brigade de cavalerie à Stendal ; il donna l'ordre d'expédier tous les bagages à Magdeburg, et il crut même n'avoir pas assez de forces pour résister à l'ennemi qui venait de traverser la rivière.

Les 18 et 19 mars, les avant-postes ennemis s'approchèrent de Stendal, et le 20, le général Montbrun se décida à les attaquer. Il remit le commandement de l'infanterie, composée de deux régiments, au colonel Lawless, qui donna l'ordre aux deux compagnies de voltigeurs, commandées par les capitaines Allen et O'Reilly, de flanquer la colonne, et aux deux compagnies de grenadiers, commandées par les capitaines Byrne et McCarthy de former l'avant-garde et de commencer l'attaque.

L'ennemi fut repoussé jusqu'à Werben et chassé de la ville dans le plus grand désordre, attendu que les grenadiers et la cavalerie française y pénétrèrent pélemêle avec lui. Il perdit plusieurs hommes en repassant la rivière et abandonna un certain nombre de chevaux ; on lui fit prisonniers quatre officiers et un grand nombre de simples soldats. Malgré ce brillant succès, le général

Montbrun jugea prudent de revenir la nuit même à Stendal, et le surlendemain le régiment partit pour retourner à Werben avec le général Roussel.

Le bataillon du commandant Tennant fit une reconnaissance sur la route de Seehausen, et rencontra l'ennemi en force. Le maréchal Davoust, prince d'Eckmuhl, arriva et prit le commandement de l'armée, dont le régiment irlandais et la cavalerie formèrent l'avant-garde. Le 24, il attaqua et chassa l'ennemi de Seehausen. L'adjutant-major Osmond quitta le régiment pour remplir les fonctions de chef d'état-major du général Montbrun et ne le rejoignit plus.

Tandis que le commandant Ware et son bataillon se trouvaient au château de Garz et à Schnackenburg, le capitaine Mallowney, qui avait été le dernier de service du bataillon avec sa compagnie, reçut l'ordre de marcher; il entra dans une violente colère et déclara à l'adjutant-major qu'il ne marcherait pas hors de tour; mais lorsqu'un de ses camarades l'eut informé que le commandant l'avait choisi, en raison de l'importance et du péril de la mission, qui consistait à empêcher l'ennemi de passer l'Elbe pendant la nuit sur un grand bateau qu'il possédait de l'autre côté, à une lieue en aval de la rivière, Mallowney s'écria : « Que Ware était un chef excellent, et qu'il prouvait son discernement et son jugement par les ordres qu'il donnait. » Il se rendit alors immédiatement au lieu désigné, et il y arriva à temps pour faire cacher ses hommes, et permettre à l'ennemi de s'approcher dans son bateau à une portée de pistolet, distance à laquelle il ordonna de tirer sur lui. Cette

attaque inattendue le fit immédiatement retourner de l'autre côté de la rivière, et le força à abandonner son projet cette nuit-là, bien qu'il fût en grande force. — Le capitaine Mallowney eut ainsi l'honneur de défendre toute la nuit ce passage avec sa seule compagnie.

Après avoir chassé l'ennemi de Seehausen, le 24 mars 1813, le régiment irlandais et la cavalerie formant l'avant-garde du maréchal Davoust, partirent le 26 pour secourir le général Morant attaqué à Lüneburg par une force supérieure. Ils arrivèrent pendant la nuit, après une marche forcée de huit lieues, mais il était malheureusement trop tard. Le général avait déjà été fait prisonnier, et l'ennemi avait repassé l'Elbe avec lui et les autres prisonniers.

Le 28 mars, le commandant Ware fut détaché avec son bataillon à Winsen sur l'Elbe, et le 29, le colonel Lawless et le reste du régiment se rendirent à Salzwedel, et rejoignirent la division du général Puthod dans un château qui avait appartenu au roi d'Angleterre. Le régiment bivouaqua et resta plusieurs jours près de Salzwedel, et de là se rendit au commencement d'avril à Gifhorn où il bivouaqua de nouveau pendant quelques jours. Le maréchal Davoust logea dans un vieux château, et se fit garder par les grenadiers du régiment irlandais. Pendant son séjour dans ce lieu, on saisit, caché dans le village, un jeune officier russe qui avoua son projet d'enlever le maréchal, s'il avait pu le rencontrer se promenant seul, comme il en avait l'habitude, après le dîner. Le maréchal déploya dans les continuelles escarmouches qu'il livra à l'ennemi dans le voisinage, la plus grande activité, et se

montra toujours à l'avant-garde ; quand le général Sébastiani vint le remplacer, il lui parla avec les plus grands éloges du régiment irlandais.

Les ennemis, Russes et Prussiens, s'étaient emparés d'Uelzen et se trouvaient en grande force. Le général Sébastiani se décida à les attaquer. Il prévint les colonels et les officiers, lors de leur visite, de son intention d'attaquer le lendemain l'ennemi fort de dix mille hommes avec ses trois mille hommes d'infanterie et ses quinze cents hommes de cavalerie, qu'il jugeait suffisants pour livrer bataille, et il annonça en même temps au colonel Lawless qu'il aurait l'honneur de former l'avant-garde. Le 22 avril, au point du jour, les avant-postes de l'ennemi furent donc attaqués et refoulés sur Uelzen qu'ils tentèrent de défendre pendant quelque temps, mais qu'ils abandonnèrent dans la crainte de se voir couper leur retraite. Ils ne s'y décidèrent, sans doute, pas sans grande répugnance, car c'était le dimanche de Pâques, d'après l'ancien calendrier observé par les Russes, et ils avaient fait tous leurs préparatifs pour la fête qu'ils célèbrent à cette occasion ; or, comme ils avaient observé très-strictement le carême, ce fut un grand désappointement pour eux que de se voir forcés à abandonner leur beau festin, consistant en viande et autres bonnes choses.

Le colonel Lawless fut nommé commandant de la place d'Uelzen, et il chargea le bataillon du commandant Tennant du service de la ville, ce qui fut considéré comme un grand honneur, attendu que le reste de l'armée bivouaqua hors de la place. Le plus grand ordre



fut observé, et nul habitant n'eut à articuler la moindre plainte.

Un espion découvert, deux jours auparavant, fut condamné dans cette ville à être fusillé par une cour martiale ; mais au moment où les gendarmes venaient de le faire agenouiller et allaient tirer sur lui, le général Sébastiani lui fit grâce. Le malheureux dut lui en être très-reconnaissant, car il n'avait pu rien articuler pour sa défense.

Après être restée deux jours à Uelzen, l'armée partit pour Lüneburg, où l'ennemi concentrait de nouveau ses forces, au lieu de repasser l'Elbe. Les grenadiers irlandais et la cavalerie formèrent l'avant-garde, et lorsque l'ennemi eut été battu, le général Sébastiani ordonna au colonel Lawless de prendre le commandement de la ville où le plus grand ordre fut observé, comme à Uelzen.

Le commandant Ware, qui, le 28 mars, avait été détaché avec son bataillon pour Winsen sur l'Elbe, reçut l'ordre de se replier sur Celle pour y rejoindre une brigade française, et il livra dans cette ville un brillant combat aux Cosaques. La ville fut évacuée un soir, par ordre, et on permit à l'ennemi de s'en emparer, mais le matin on l'attaqua dans la ville et on l'en chassa dans le plus grand désordre. Il mit le feu à un pont de bois sur l'Aller pour couvrir sa retraite, mais le commandant Ware le traversa à cheval au milieu des flammes avec son bataillon, et repoussa l'ennemi à une grande distance de la ville ; lorsqu'il reçut l'ordre de revenir, il eut à peine le temps de repasser le pont avant qu'il ne fût consumé. Ce fut dans cette circonstance que le gé-

néral Aubert s'enthousiasma du régiment irlandais. Il était colonel du 148<sup>e</sup> régiment, et il se trouvait là lorsque Ware traversa le pont; le général lui ayant observé que Ware poursuivait l'ennemi trop loin, le colonel Aubert lui répondit qu'il souhaiterait de pouvoir faire le même reproche à ses officiers, pour la plupart Hollandais et nouvellement organisés à Magdeburg.

Le 28 avril 1813, le colonel Lawless apprit à Lüneburg l'arrivée de l'Empereur à l'armée; aucune nouvelle ne pouvait être plus agréable pour les troupes qui, toutes, savaient bien qu'il ne tarderait pas à s'engager une action générale, qui mettrait fin aux marches et contre-marches continuelles qu'elles avaient eu à accomplir pendant les mois de mars et d'avril, attendu que l'ennemi, dans le cas de la perte de la bataille, serait forcé de repasser l'Elbe immédiatement, et de concentrer ses forces pour tenir tête à Napoléon et à la grande armée.

Le 1<sup>er</sup> mai 1813, le colonel Lawless reçut l'ordre de se rendre, avec le bataillon du commandant Tennant, à Brunswick où le commandant Ware devait également arriver de Celle avec son bataillon, et le régiment devait gagner ensuite Halberstadt pour y attendre de nouveaux ordres du quartier général.

Rien n'eût pu être plus flatteur pour le régiment que les éloges adressés par le général Sébastiani aux officiers, lorsque le colonel Lawless les lui présenta avant leur départ pour la grande armée. Il déclara que les résultats favorables des différents combats engagés sur l'Elbe, depuis le commencement de la campagne, étaient

due à leur activité et à leur bravoure. — Le colonel et le corps des officiers prirent aussi congé du général Puthod, attendu qu'on pensait que le régiment rejoindrait la division du général Lagrange, à laquelle il appartenait, en vertu de l'organisation du 5<sup>e</sup> corps.

Le 5 mai 1813, le régiment fut réuni à Brunswick, et partit pour Halberstadt. Il arriva, le 8, dans cette ville où la nouvelle de la bataille de Lutzen fut annoncée aux troupes sous les armes. La joie qu'elles en ressentirent fut extrême. Chaque soldat trouva dans cette victoire une récompense à toutes ses fatigues.

Le colonel Lawless, craignant que les ordres qui lui étaient destinés n'eussent été interceptés, détacha au général Lauriston un officier chargé d'une lettre et d'un rapport de tout ce qui concernait le régiment depuis l'époque de son départ de Magdeburg, le 3 mars, jusqu'au jour de la date de sa lettre. Il dut mentionner que le bagage des officiers, expédié de Stendal, le 17 mars, par ordre du général Montbrun, ne leur était pas parvenu, mais qu'il avait été renvoyé à Munster, et qu'ils avaient grand besoin de leurs effets; le colonel espérait aussi que le général obtiendrait pour le régiment l'ordre de rejoindre sa division à la grande armée. — Peu de jours après, le régiment reçut l'ordre si désiré de rejoindre en toute hâte le 5<sup>e</sup> corps. Le 15 mai, il se rendit à Bernburg qu'il trouva occupée par le corps d'armée du maréchal Victor. Le 17, il rencontra à Dessau le général Puthod qui avait reçu également l'ordre de rejoindre le 5<sup>e</sup> corps; et le régiment irlandais reprit ainsi sa place à la tête de la division de ce général et marcha

sous ses ordres. La division passa l'Elbe à Wittenberg, et le général Puthod prit pour aide de camp l'adjudant-major du régiment, Perry.

La division se dirigea sur Bautzen, en bivouaquant toujours la nuit. Le 20 mai, elle coucha parmi les morts sur le champ de bataille où le général Lauriston avait attaqué la veille le général York et l'avait forcé à faire retraite. Le 21 mai, après une marche de plusieurs lieues, la division du général Puthod, forte de dix mille hommes, arriva sur le champ de bataille entre Bautzen et Würschen. L'action avait déjà commencé sur toute la ligne, et le 5<sup>e</sup> corps se trouvait complètement engagé. Le général Lauriston se réjouit de voir arriver sa 2<sup>e</sup> division à un moment aussi important, et, de fait, l'arrivée de ces troupes fraîches contribua à décider du sort de la bataille.

Le général Lauriston accueillit le colonel Lawless de la manière la plus amicale; il fut charmé de trouver aussi bon aspect au régiment, après tant de fatigues, et il admira son beau corps de musique qui, contrairement à l'habitude et sur sa propre demande, précédait le régiment jusqu'à ce que la bataille commençât. Mais on n'avait pas de temps à perdre en compliments, et le régiment se vit bientôt employé à attaquer l'ennemi; après avoir traversé en colonne serrée et sous un feu terrible, une partie du champ de bataille couverte de morts et de blessés, le colonel Lawless déploya le régiment et chargea les grenadiers en front et les voltigeurs en flanc, de commencer l'attaque, qui réussit. Ils chassèrent l'ennemi de partout et s'emparèrent enfin le soir du village de

Würschen qui donna son nom à la bataille de l'une de ces deux journées de combat.

Les grenadiers irlandais poursuivaient les Cosaques dans la cour du château du village, lorsque le maréchal Ney arriva à cheval et ordonna au capitaine Byrne, qu'il reconnut pour l'avoir vu en Portugal pendant la retraite de Torres Novas, de s'y arrêter; il lui apprit que la bataille était gagnée, et le pria de rester de garde près de lui pendant la nuit et de placer des sentinelles pour prévenir le pillage. Il emmena le capitaine avec lui dans le château, et, dès qu'il eut trouvé une chambre à coucher, il prit un matelas, le mit par terre et se jeta dessus. Il avait le pied droit enveloppé d'une serviette, car il y avait reçu une légère blessure pendant la journée. Il pria le capitaine de donner pour instructions aux sentinelles placées à la porte de la chambre à coucher, de ne laisser, lorsqu'ils arriveraient, aucun de ses aides de camp pénétrer jusqu'à lui et le déranger s'il était endormi.

Un colonel aide de camp, qui avait suivi le maréchal, invita le capitaine des grenadiers à l'accompagner pour visiter le château et s'assurer si l'ennemi y avait laissé quelques provisions; et, bien que tout y parût saccagé et détruit, ils parvinrent, à force de recherches et d'attention, à découvrir dans la cave un compartiment secret renfermant plusieurs centaines de bouteilles de Tokay. Dès qu'il fut éveillé, l'aide de camp prévint de cette trouvaille le maréchal, qui lui ordonna d'envoyer inviter les généraux, qui se trouvaient dans le voisinage, à venir loger au château; il ordonna également au capitaine des grenadiers du régiment irlandais de prier son colonel de

venir passer la nuit au château, et d'y envoyer l'autre compagnie de grenadiers, attendu qu'ils s'y trouveraient mieux qu'au bivouac.

Rien ne peut égaler la sollicitude du maréchal Ney pour les troupes en cette circonstance. Les généraux Puthod, Vachot et Pastol apportèrent leurs provisions et acceptèrent l'aimable invitation du maréchal, ainsi que le colonel Lawless et quelques autres chefs; mais, à part le vin, il ne restait rien dans le château. Le quartier général des armées prussienne et russe y avait été établi pendant deux jours, et toutes les provisions se trouvaient consommées. Cependant les généraux et les colonels passèrent une nuit agréable à causer de la glorieuse victoire qu'on venait de remporter; mais malheureusement tous furent forcés d'avouer que le manque de cavalerie empêcherait de recueillir les grands résultats qu'on eût pu autrement en tirer, car, sans ce contre-temps, l'armée ennemie eût été complètement détruite.

L'ordre d'une nouvelle attaque générale pour le lendemain fut donné pendant la nuit par l'Empereur. Nécessairement tous les officiers quittèrent le château avant le jour pour se rendre à leurs postes respectifs, et le maréchal Ney, un des premiers. Il invita le capitaine qui commandait les deux compagnies des grenadiers irlandais à rejoindre son régiment qui avait bivouaqué sur le bord de la route conduisant à Bautzen. — Le 22 mai 1813, à quatre heures du matin environ, l'Empereur, qui avait passé la nuit, à une lieue de là, sur le champ de bataille, arriva avec tout son état-major, le maréchal Mortier, etc.

Le maréchal Ney, qui avait sous ses ordres le corps du général Lauriston, forma l'avant-garde du centre de la grande armée, et Napoléon lui-même marcha à sa tête à l'attaque.

Le régiment irlandais fut continuellement employé dans les manœuvres et les combats de cette journée, et le soir, il chassa l'ennemi de plusieurs villages sur la route de Goerlitz, et ne s'arrêta que lorsque la nuit arriva, à une lieue à peu près de la ville. Cette bataille prit le nom de « combat de Reichenbach, » et l'ennemi y eut un grand nombre de morts, de blessés et de prisonniers. Mais Napoléon y perdit un ami et un favori, Duroc, grand maréchal du palais. Il fut tué à côté de l'Empereur dans la soirée, ainsi que deux autres généraux distingués, le lieutenant général Bruyère, et le général du génie Kirgener.

L'écurie dans laquelle se trouvaient les chevaux du commandant Tennant, prit feu pendant la nuit, et ils en furent arrachés avec beaucoup de difficulté.

Le 23 mai, le régiment irlandais quitta le général Puthod, et rejoignit la 3<sup>e</sup> division du 5<sup>e</sup> corps, commandée par le général Lagrange, à laquelle il appartenait. Comme il avait été détaché sur l'Elbe, c'était la première fois qu'il rejoignait sa division, et il fut incorporé dans la brigade du général Suden.

Le 23 mai fut employé à réparer le pont de la Neisse qui avait été détérioré par l'ennemi, alors en pleine retraite. Après les trois victoires remportées sur lui, il paraissait résolu à ne pas risquer une nouvelle bataille, mais par suite du manque de vieille cavalerie pour le

poursuivre, l'infanterie fut continuellement employée à attaquer son arrière-garde.

Le 24 mai, l'armée arriva à Bunzlau, et elle dut attendre qu'un pont eût été jeté à Kessels sur le Bober, pour aller bivouaquer de l'autre côté du fleuve.

Le 25 mai, les quatre divisions du 5<sup>e</sup> corps, formant l'avant-garde, arrivèrent à Hainau de bonne heure dans la matinée. La 1<sup>re</sup> division commandée par le général Maison, traversa la ville et bivouaqua à un demi-mille environ, de l'autre côté. Les trois autres divisions prirent position avant d'arriver à la ville ; la 2<sup>e</sup> division, commandée par le général Puthod, occupa la droite de la route conduisant à la ville, à une distance d'un demi-mille environ ; la 3<sup>e</sup> division, commandée par le général Lagrange, s'établit sur la gauche de la route, à la même distance de la ville, et la 4<sup>e</sup> division commandée par le général Rochambeau, se plaça à une certaine distance derrière les autres divisions. Toutes les dispositions pour passer la nuit avaient été prises, et plusieurs généraux et colonels se trouvaient dans la ville, lorsque vingt mille hommes de cavalerie ennemie attaquèrent subitement la division du général Maison ; qui souffrit terriblement de cette attaque inattendue, et qui eût été probablement détruite si les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions, commandées par les généraux Puthod et Lagrange ne s'étaient pas portées immédiatement à son secours. Heureusement le régiment irlandais avait presque tous ses hommes présents, car il arrivait au moment où l'attaque commença. Une demi-heure plus tard les soldats eussent été dispersés en quête de provisions. Le régiment se forma en colonne



serrée sur la grande route, marcha sur l'ennemi et bivouaqua ou plutôt resta toute la nuit sous les armes sur le champ de bataille, où la division du général Maison avait été attaquée. L'artillerie des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> divisions arrêta promptement les progrès de l'ennemi. Un officier de Cosaques ayant été tué à côté du colonel Lawless, ce dernier prit son cheval par la bride et le donna à l'un de ses officiers, le capitaine Byrne, pour porter son bagage.

Lorsque l'Empereur Napoléon apprit cette attaque et la présence du roi de Prusse à l'armée, il se hâta de rejoindre l'avant-garde, et, le 26, au point du jour, après une nuit très-humide, il arriva au bivouac du régiment irlandais, ordonna au colonel Lawless de former le carré, et désigna le régiment pour servir d'avant-garde, flanqué des deux côtés par l'artillerie légère. Il resta à cheval à la tête du régiment pendant plus d'une demi-heure, à étudier la plaine couverte par la cavalerie ennemie, et à donner ses ordres pour une attaque générale.

Le général Lauriston, qui s'attendait à trouver l'Empereur fort mécontent de lui et du général Maison, en raison du désastre de la veille, raconta avec admiration au colonel Lawless, que le maréchal Ney, en abordant l'Empereur, avait assumé sur lui tout le blâme, en déclarant que toutes les dispositions avaient été prises d'après ses ordres, qui avaient été ponctuellement exécutés. L'Empereur apprécia nécessairement cette conduite généreuse, et lui répondit : « Eh bien, maréchal, il nous faut donner aujourd'hui une nouvelle leçon à

l'ennemi ; » et toute la ligne marcha immédiatement à l'attaque. Le régiment irlandais en front, après avoir franchi haies et fossés, reforma le carré pour être prêt à recevoir l'ennemi, s'il s'aventurait à renouveler ses attaques. Les voltigeurs irlandais furent continuellement employés, comme tirailleurs, à chasser devant eux la cavalerie ennemie.

Pendant toute la journée, l'Empereur 'exposa autant que ses généraux, et ils le supplièrent plusieurs fois de rester en arrière en voyant les boulets de canon passer comme grêle au-dessus de sa tête. Tous semblaient rivaliser en même temps, à qui s'exposerait au plus grand danger.

Le maréchal Ney et les généraux Lauriston, Puthod et Lagrange déployèrent la plus grande activité à l'avant-garde, et donnèrent des ordres partout où l'ennemi essaya de résister. Ce fut un jour glorieux pour le régiment irlandais que celui où il eut l'honneur de former l'avant-garde d'une telle armée, et sous les yeux de Napoléon.

L'ennemi fit retraite à travers la ville de Liegnitz dans le plus grand désordre. Le capitaine Allen, en le poursuivant, entra le premier dans la ville à la tête de ses voltigeurs. L'Empereur l'appela pour lui demander à quel régiment il appartenait, et il lui ordonna ensuite de placer des sentinelles dans la maison où il allait loger, et de rester dans la ville jusqu'à ce qu'il fût relevé par la garde impériale qui arrivait. L'armée bivouaqua devant Liegnitz, et chaque division forma le carré et passa la nuit dans cet ordre de bataille.

Pendant la journée, le maréchal Ney réprimanda un sergent irlandais, nommé Costello, pour ne s'être pas rendu immédiatement au lieu de ralliement, lorsque la trompette avait sonné, et le sergent s'excusa en disant : « qu'un Cosaque avait tiré deux fois sur lui, et qu'il avait voulu tuer ce drôle avant de quitter le champ de bataille. » — « Et l'as-tu tué ? » demanda le maréchal. — « J'espère que oui, répondit Costello, car je l'ai vu tomber de cheval. » — « A la bonne heure ! » dit le maréchal.

L'ennemi craignant de risquer une nouvelle bataille, et se retirant avec rapidité, l'armée française demeura dans la même position devant Liegnitz, les 27 et 28 mai 1813, pour se reposer et donner le temps aux autres corps en arrière d'arriver. Le 29 mai, l'armée se rendit à Neumarkt et y resta le 30. Le 5<sup>e</sup> corps bivouaqua près d'un moulin à vent. C'est là que le général Lauriston annonça au colonel Lawless, combien l'Empereur était enchanté du régiment. Il lui demanda si les officiers des bataillons qui se trouvaient en Hollande et au dépôt, valaient les officiers présents, et lui dit, que dans ce cas, il pensait qu'ils recevraient l'ordre de venir rejoindre le régiment en campagne.

Le 31 mai, l'armée marcha sur Lissa. La division du général Puthod attaqua l'arrière-garde de l'ennemi. Le général de brigade Pastol fut tué dans cette affaire. Le lieutenant Osmond, du régiment irlandais, qui remplissait les fonctions d'aide de camp du général Vachot, descendit de cheval et traversa le premier le fleuve sous le feu de l'ennemi pour encourager les soldats

par son exemple. Il fut fort parlé de cette action dans l'armée, et elle valut à Osmond d'être proposé pour la croix de la Légion d'honneur.

Le 1<sup>er</sup> juin 1813, l'armée marcha sur Breslau-sur-l'Oder. Une députation de la ville vint à la rencontre de l'armée à quelque distance. Le 5<sup>e</sup> corps passa à côté de la ville et bivouaqua sur les bords du fleuve. L'ennemi, au lieu de le traverser, remonta la rive gauche dans la direction de Schweidnitz, mouvement qui fit penser qu'il comptait sur l'intervention de l'Autriche pour obtenir un armistice qu'il désirait ardemment.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> juin, le 5<sup>e</sup> corps fit un mouvement au delà de Breslau, et s'arrêta à quatre lieues de cette ville, lorsqu'arrivèrent dans la matinée la nouvelle de l'armistice, et l'ordre au colonel Lawless de revenir au camp devant Breslau, où le régiment resta plusieurs jours jusqu'à ce que tout fut définitivement arrêté avec les armées russe et prussienne à l'égard de l'armistice, qui fut signé le 4 juin 1813.

Pendant cette halte à Breslau, le directeur des postes de l'armée arriva, et, pour la première fois, depuis l'ouverture de la campagne, les officiers et les soldats reçurent des lettres de leurs amis de France. Mais le bagage des officiers irlandais se trouva encore en arrière, et plusieurs d'entre eux, qui en avaient le plus grand besoin, achetèrent à Breslau de la toile pour chemises, du drap pour uniformes.

Les cantonnements que devaient occuper les différents corps de la grande armée, pendant la durée de l'armistice, leur ayant été assignés, chacun d'eux se rendit à sa

destination. Le 5<sup>e</sup> corps, commandé par le général Lauriston, fut envoyé dans le voisinage de Goldberg; la troisième division, commandée par le général Lagrange et à laquelle appartenait le régiment irlandais, quitta Breslau le 6 juin, passa près de Jauer, et arriva dans un petit village, Holberg, à une demi-lieue de la ville de Goldberg, où l'on t. açà un camp pour la division, et chaque régiment envoya des hommes couper et chercher du bois pour faire des baraques. En peu de jours tous se trouvèrent admirablement logés, et on admira fort le camp des Irlandais. Les capitaines Mac Carthy et Magrath quittèrent le régiment pour devenir aides de camp du général Boisserolles, cousin du général Lauriston. Le capitaine O'Reilly prit le commandement de la compagnie de grenadiers de Mac Carthy.

Dès que les quatre divisions du 5<sup>e</sup> corps furent convenablement campées, le général Lauriston les passa en revue, et comme le bagage des officiers irlandais arriva pendant la nuit qui précéda la revue, ils y parurent, à leur avantage, avec des uniformes et des accoutrements que n'avaient pas usés les trois mois de campagne.

Les six officiers ci-après du régiment irlandais furent nommés, le 18 juillet 1813, chevaliers de la Légion d'honneur par l'Empereur Napoléon, et reçurent leurs brevets au camp de Goldberg : le commandant Tennant, le commandant Ware, le capitaine Byrne, le capitaine Saint-Léger, le capitaine Parrott et le lieutenant Osmond.

Le colonel Lawless se rendit au quartier général de Dresde, au commencement de juillet, et obtint de l'avancement pour plusieurs officiers et sous-officiers de son

régiment. A son retour au camp, il reçut du drap pour faire faire des pantalons aux soldats.

Le temps de l'armistice fut employé à exercer et à faire manœuvrer les troupes deux fois par jour. On recommanda spécialement aux régiments la formation en carrés. Le manque de cavalerie rendait très-nécessaire cet ordre de bataille. Les soldats furent également employés à creuser des retranchements et à les combler pour les accoutumer à ce genre de travail, et comme chaque jour on travaillait à embellir le camp, il devint bientôt une très-jolie petite ville. Son voisinage de Goldberg permettait aux habitants de cette ville de l'approvisionner de tout. Les soirées se passaient gaie-ment, et surtout les dimanches où l'on se livrait à la danse et à d'autres divertissements avec les habitants de la ville, de la campagne et des villages environnants.

Pendant le mois de juillet, on distribua à chaque régiment une certaine quantité de cartouches à balles pour que les soldats s'exerçassent au tir.

A la fin de juillet, la division du général Lagrange fut répartie entre les autres divisions du 5<sup>e</sup> corps, et le régiment irlandais retourna dans la division du général Puthod et la rejoignit à son camp, établi à deux lieues environ de Goldberg. Les officiers irlandais furent ravis de retrouver les braves gens avec lesquels ils avaient commencé la campagne et comptaient partager bientôt les dangers et les honneurs de nouveaux combats, l'armistice devant cesser le 16 août.

La fête de Napoléon, qui tombait le 15 août, fut célébrée, par anticipation, le 10 août 1813, afin que l'armée

ne courût pas la chance d'être surprise par l'ennemi au milieu de ses réjouissances, qui furent splendides, attendu qu'on n'y épargna pas la dépense et que les préparatifs en commencèrent plusieurs jours à l'avance. Le général Puthod passa le matin en revue sa division, à laquelle il fit accomplir diverses évolutions, telles que manœuvres en carrés, en échelons, tir à poudre, etc.

Dix mille soldats et quatre cents officiers dînèrent à la même table, et chaque homme ayant rempli son verre but à la santé de l'Empereur, au signal donné par le général. Dans la soirée, le camp fut illuminé, et plusieurs curieuses figures allégoriques de la Victoire, etc., et l'image de l'Empereur parurent en tableaux transparents. Entre le dîner et les illuminations, il y eut des courses et autres divertissements.

L'armistice, ou la cessation des hostilités, fut accueilli avec joie par l'armée; bien qu'elles pussent recommencer, il était doux d'avoir la perspective certaine d'un repos réel pendant un et peut-être deux mois. Je sais que, pour moi et pour ceux qui avaient fait cinq campagnes en Espagne sans avoir jamais entendu prononcer le mot *armistice*, il raisonna magiquement à nos oreilles. Je n'oublierai jamais la nuit où nous dormions, le commandant Ware et moi, au bivouac, dans un champ de blé, à quatre lieues de Breslau, lorsqu'un aide de camp arriva le prévenir qu'on avait conclu un armistice, et que le régiment était rappelé au camp de Breslau. Le matin, en me réveillant, je commençai par dire que j'étais désolé que mon rêve à propos de l'armistice ne fût pas une réalité. Tel était mon état de fatigue, par

suite du manque de sommeil, que je ne savais que croire à ce sujet, bien que j'eusse entendu la conversation de l'aide de camp avec le commandant Ware. Le lendemain, en retournant à Breslau, nous trouvâmes plusieurs de nos soldats encore endormis sur le bord de la route ; et cet exemple, et bien d'autres, dont j'ai été témoin, me prouvèrent qu'on devrait éviter autant que possible les marches nocturnes.

Les réjouissances de notre camp avaient été assez réconfortantes, et l'armée, pendant les deux mois de l'armistice, avait reçu des renforts de France ; mais il n'en était pas moins peu encourageant de recommencer les hostilités avec deux nouvelles puissances contre nous ; l'Autriche et la Suède s'étaient ralliées à la coalition de la Russie et de la Prusse avec l'Angleterre contre la France. Je me rappelle parfaitement la conversation qui eut lieu, à ce propos, à la table du général Puthod, le 14 août 1813, avant la reprise des hostilités. Le général déclara que, comme deux hommes ne s'étaient jamais haïs au point où se haïssaient le maréchal Davoust et le maréchal Bernadotte, prince de Suède, « la guerre deviendrait désespérée s'ils se trouvaient placés en face l'un de l'autre. »



## CHAPITRE VII.

### SOMMAIRE.

Reprise des hostilités après l'expiration de l'armistice, en août 1813. — L'Autriche déclare la guerre à la France. — Le général prussien, Blücher, pénètre avec son armée sur le territoire neutre, jusqu'aux avant-postes français, avant l'expiration de l'armistice, fait qui constitue un manque d'honneur militaire à ne jamais oublier. — Escarmouches, marches et contre-marches les 17 et 18 août, jusqu'à l'arrivée en force, le 19, près de Lowenberg, de la cavalerie et de l'artillerie ennemies qui attaquent la brigade du général Vachot, dont les régiments, le régiment irlandais en tête, se forment en carrés. — Le commandant Tennant et plusieurs officiers tués et blessés. — Le général Lauriston ordonne au régiment de se replier sur un petit bois, jusqu'à l'arrivée de la division du général Rochambeau. — Le maréchal Macdonald se prépare, le 20, à un mouvement rétrograde; mais Napoléon arrive le lendemain et lui ordonne de repasser le Bober à Lowenberg, et d'opérer une attaque générale sur la ligne ennemie. — Le colonel Lawless a la jambe emportée au passage du fleuve. — Le général Maison est blessé. — Le commandant Ware prend le commandement du régiment, et Byrne et Saint-Léger prennent celui des bataillons. — Le 22 août, le 5<sup>e</sup> corps marche sur Goldberg. — Le lendemain, 23, le général Lauriston attaque la ligne de l'ennemi et gagne la bataille qui lui valut un grand renom, attendu qu'il se trouvait seul avec le 5<sup>e</sup> corps et séparé de celui du maréchal Macdonald. — Le régiment irlandais, à la tête de la colonne, s'empare de la montagne de Goldberg. — Le capitaine Jackson passe pour avoir été tué sur la montagne. — Le commandant Ware a son cheval tué sous lui. — Le brave général Vachot tué à cette bataille. — Les colonels des 147<sup>e</sup> et 148<sup>e</sup> régiments, Sibuet et Aubert, nommés généraux de brigade. — Aubert est blessé. — Le régiment irlandais de garde au bivouac du général Puthod, le soir de la bataille. — Le lendemain, 24 août, le général Puthod ordonne au commandant Ware de lui remettre un rapport et un tableau de promotion des officiers. — Funérailles du général Vachot. — Discours attendrissant du général Puthod à cette occasion. — Le 25 août 1813, les 5<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> corps, commandés par le maréchal Macdonald et le général Lauriston, vont attaquer les Prussiens et les Russes à Jauer. — La division du général Puthod entre dans les montagnes pour attaquer et tourner le flanc et l'aile gauche de l'ennemi. — Pluie torrentielle et inondations. — La nouvelle du désastre de l'armée du maréchal Macdonald à Jauer arrive trop tard pour permettre

d'effectuer le passage du Bober, complètement débordé. — Retour à Lowenberg par la rive droite du fleuve. — Brillante défense, sur les rives du Bober, du général Puthod et de sa division, réduite à quatre ou cinq mille hommes, contre une armée russe de plus de trente mille hommes. — L'Aigle et le drapeau du régiment irlandais sauvés par le commandant Ware et quelques officiers et soldats qui échappent à la mort en nageant sur les débris et les poutres flottants d'un moulin. — Ils arrivent presque affamés le soir à Lauban. — Ils s'arrêtent trois jours à Gœrlitz et se rendent ensuite à Bautzen, où venait d'arriver Napoléon qui ordonne au commandant Ware de retourner par Dresde, avec l'Aigle et son petit détachement, au dépôt du régiment irlandais, à Bois-le-Duc. — Rencontre du colonel Lawless et des blessés à Leipzick. — Marche par Merseburg, Gerbstadt, les montagnes du Hartz, Paderborn et Munster. — Le général Harty et les Cosaques. — Arrivée au dépôt à Bois-le-Duc par Wesel, Clèves et Grave. — Réception par le major Mahony et les officiers du dépôt. — Le colonel Lawless se rend à Paris pour rejoindre sa femme et ses enfants. — Ordre de compléter immédiatement les bataillons de guerre. — Le commandant Ware part avec le 1<sup>er</sup> bataillon pour Grave sur la Meuse. — Le commandant Hayne envoyé à Nimègue où commandait le maréchal Macdonald. — Invasion de la Hollande; les bataillons du régiment irlandais réunis et activement employés à Anvers. — Ordre de Napoléon d'incorporer les soldats des régiments étrangers dans le régiment irlandais. — Grande confiance de Napoléon dans la valeur et le dévouement des Irlandais à la France, leur patrie adoptive. — Mahony nommé colonel du régiment irlandais. — Dépôt à Lille. — Les Allemands placés dans les pionniers. — Le général Aubert attache le capitaine Saint-Léger à l'état major. — Le commandant Dillon quitte le régiment. — Le capitaine Byrne détaché pour commander les avant-postes sur la route de Bréda, avec le général Ambert. — Marche sur Berg-op-Zoom. — Le général Decamp remplacé à Anvers par le général Lebrun, duc de Plaisance, remplacé à son tour par le général Carnot, qui attache à son état major des officiers irlandais : le lieutenant Saint-Léger, etc. — Le général Avy tué et plusieurs officiers blessés. — Kenlan, fils d'un général espagnol, élevé par le duc de Feltre au grade de lieutenant-colonel, qu'aurait dû occuper le commandant Ware; mauvais effet de cette injustice. — Le camp retranché commandé par le colonel Mahony. — Ressources trouvées à Anvers par le gouverneur Carnot, pour tenir tête aux armées alliées de Bernadotte, du général Graham, etc. — Surprise des habitants, après le départ de la jeune garde et du général Roguet, de voir les ouvriers militaires armés, vêtus d'uniformes, et la garnison augmentée. — Belle défense de Berg-op-Zoom, par le général Bizanet. — Conseil de défense. — Mauvaises nouvelles de France. — Lettre du colonel Mahony interceptée. — Abdication de Napoléon. — Armistice signé avec les Anglais. — Louis XVIII proclamé. — Les troupes françaises évacuent la ville de Berg-op-Zoom et rejoignent la garnison d'Anvers, ville que le roi Louis XVIII ordonne de livrer aux Anglais avec la flotte, etc.

La fête de Napoléon et ses splendides réjouissances durèrent presque toute la nuit du 10 août. Les cinq jours suivants furent activement employés, car chacun savait

que les hostilités devaient recommencer le 16 août, et que l'Autriche s'était alliée à la Russie et à la Prusse contre la France. Le maréchal Macdonald, qui commandait le 11<sup>e</sup> corps, avait également sous ses ordres le 5<sup>e</sup> corps, commandé par Lauriston. Conformément aux nouvelles dispositions, son armée se trouvait opposée à Blücher et à Langeron. Les malades furent réexpédiés sur Torgau avec le gros bagage. Le 16 août, le général Puthod conduisit sa division au camp de Goldberg et y resta le 17. — Le 18, avant le jour, il quitta le camp et revint à Lowenberg avec sa division que poursuivit, mais en petit nombre, la cavalerie légère ennemie. On escarmoucha pendant toute la route. La division arriva le soir sur le Bober, près de Lowenberg, et la brigade à laquelle appartenait le régiment irlandais, commandée par le général Vachot, bivouaqua sur les bords de la rivière, près de la ville. Le général Puthod passa de l'autre côté avec l'autre brigade et l'artillerie de la division. Le 19 août, au point du jour, le général Lauriston arriva au bivouac, et conduisit la brigade sur une éminence, située à environ une demi-lieue de la ville; il ordonna aux 134<sup>e</sup> et 143<sup>e</sup> régiments et au régiment irlandais de s'échelonner et de former le carré, avec le régiment irlandais en front. Ces dispositions venaient à peine d'être prises, lorsqu'il aperçut la cavalerie ennemie en grande force, ce qui le surprit d'autant plus qu'il ignorait que Blücher, au mépris des termes de l'armistice, avait conduit, le 14 août, son armée à Breslau et à Jauer, villes neutres qui ne devaient pas être occupées avant le renouvellement des hostilités. Le général Lauriston manda immédiatement la division Rocham-

beau, mais avant qu'elle eût eu le temps d'arriver, la cavalerie ennemie chargea les trois carrés de la manière la plus furieuse. Le général Vachot et son aide de camp se rendirent dans le carré formé par le régiment irlandais, qui résista aux différentes charges dirigées sur lui par la cavalerie; celle-ci, voyant qu'elle ne pouvait rompre le carré irlandais, amena pour l'accabler une batterie d'artillerie dont la mitraille et les boulets causèrent sans doute un grand ravage, en enlevant, à chaque décharge, des rangées et des files entières de soldats; mais les vides se trouvaient instantanément remplis, et la cavalerie, malgré l'assistance de l'artillerie, n'avait pu réussir à rompre le carré, lorsque le général Lauriston envoya son aide de camp prévenir le colonel Lawless de tâcher d'effectuer sa retraite sur un petit bois et une ferme situés à un demi-mille en arrière. Le régiment exécuta ce mouvement avec le plus grand sang-froid et la plus grande bravoure, et en conservant le même ordre de bataille. Le carré s'arrêta et tira toutes les deux minutes, jusqu'à ce qu'il eût atteint le bois qui servit à tenir à distance la cavalerie.

La division du général Rochambeau arriva sur le champ de bataille avec de l'artillerie et de la cavalerie, et elle repoussa l'ennemi à deux lieues en arrière. — Le régiment irlandais souffrit beaucoup dans cette journée de combat. Il eut trois cents morts et blessés; quatre officiers furent tués : le commandant Tennant, le capitaine Evans et les lieutenants Osmond et Mac-Auley. — Huit officiers furent blessés, entre autres le commandant Ware, qui reçut trois blessures et eut son cheval

blessé sous lui; les autres furent les capitaines Parrott et Ecart, et les lieutenants O'Brien, Elliott, Brown, Wall et Peters. — Le colonel Lawless eut son cheval blessé sous lui dans le carré. Le général Vachot eut son cheval tué également dans le carré, et il eût été pris ou tué si le lieutenant Saint-Léger ne l'avait saisi dans ses bras et lancé par-dessus un mur dans la cour de la ferme, où il eut juste le temps de le suivre avant l'arrivée de la cavalerie qui sabra le lieutenant Elliott.

Le commandant Tennant fut littéralement coupé en deux; la ceinture dans laquelle il portait son argent, frappée par le boulet, lui sépara le corps comme un couteau. Les soldats creusèrent sa tombe avec leurs baïonnettes, et, en l'enterrant, trouvèrent plusieurs pièces d'or et une partie de sa montre en or échappées de ses entrailles. Le sergent Costello, que le maréchal Ney avait remarqué le 26 mai, à l'attaque devant Liegnitz, perdit le bras dans cette affaire. Les officiers qui ne reçurent pas de blessures dans cette action, eurent leurs uniformes souillés par le sang et la cervelle des soldats tués à côté d'eux par la mitraille de l'artillerie ennemie; le pauvre Tennant donnait l'ordre de serrer les rangs et de remplir les vides causés par l'artillerie, lorsqu'il tomba, et son cheval, sentant qu'il venait de perdre son cavalier, se précipita à travers les rangs, et causa une plus grande brèche encore dans le carré.

Le régiment irlandais retourna bivouaquer, la nuit du 19 août 1813, au même lieu qu'il avait occupé sur le bord de la rivière, pendant la nuit du 18.

Le matin du 20 août, on ordonna un mouvement

rétrograde, et le général Puthod garda avec lui le régiment irlandais dans un village situé à environ une demi-lieue de Lowenberg; le reste de sa division bivouaqua dans les champs.

Le 21 août, le colonel Lawless reçut l'ordre de tenir son régiment prêt à être passé en revue par Napoléon, qu'on attendait dans la journée. N'ayant point rencontré l'armée autrichienne à Zittau, sur les confins de la Bohême, l'Empereur accomplit une marche rapide pour secourir l'armée du maréchal Macdonald, et il arriva vers une heure de l'après-midi à Lowenberg. Il ordonna immédiatement une attaque générale, et au régiment irlandais de traverser un moulin établi au centre de la rivière, dont les ponts avaient été détruits la veille. La ville était bombardée par les batteries de l'ennemi, et le colonel Lawless passa sous ce feu terrible à la tête de son régiment et salua l'Empereur qui se trouvait à cheval dans la rue conduisant à la rivière que le régiment avait à traverser. L'Empereur était entouré de ses officiers d'état-major, le roi de Naples, Murat, etc. Le colonel Lawless, voyant les grenadiers et la majeure partie de son régiment parvenus au moulin, lança immédiatement son cheval dans la rivière et se plaça à la tête de son régiment pour attaquer l'ennemi; il avait à peine fait quelques pas lorsqu'il eut la jambe emportée par un boulet d'une batterie ennemie placée sur une éminence pour défendre le passage de la rivière. Le colonel Lawless fut rapporté dans la ville sur une porte par six grenadiers de son régiment. Napoléon le vit ramener blessé et lui envoya son chirurgien en chef, le baron Larrey, pour pro-

céder à l'amputation, et plus tard, il envoya, ainsi que le roi de Naples, un de ses aides de camp lui rendre visite.

Le colonel Lawless se trouvant dans l'impossibilité de commander, le commandant Ware prit le commandement du régiment, et les capitaines Byrne et Saint-Léger celui des bataillons, comme les plus anciens capitaines. Le régiment continua à attaquer l'ennemi à la tête de la division jusqu'à ce que la nuit fut venue mettre fin à la bataille, et il demeura alors dans un village, à quatre lieues de Lowenberg.

Le général Puthod fut si enchanté du régiment irlandais, qu'il pria le commandant Ware, dès qu'il en aurait le temps, de proposer pour l'avancement plusieurs officiers et de lui remettre ses propositions, qu'il appuierait si chaleureusement, que l'Empereur y ferait droit immédiatement. Quant à Ware lui-même, il lui promit qu'il remplacerait Lawless comme colonel ; il visita ses blessures, et l'engagea à se tenir tranquillement dans quelque endroit jusqu'à ce qu'elles fussent guéries. Mais le commandant Ware le remercia et lui répondit qu'elles ne l'empêcheraient pas de monter à cheval et qu'il désirait continuer à commander le régiment. Nécessairement, le général ne put s'empêcher d'admirer une telle résolution.

L'armée qui accompagnait l'Empereur ne prit pas part à l'action ; sa présence suffit, avec les deux corps du maréchal Macdonald et de Lauriston, forts de soixante mille hommes environ, pour battre Blücher et Langeron, à la tête de cent mille fantassins et de plus de vingt mille

cavaliers. Le général Maison fut blessé dans cette journée.

La garde impériale et le corps d'armée du maréchal Marmont bivouaquèrent sur le Bober, près de Lowenberg, et n'avancèrent pas plus loin. Ils durent retourner en toute hâte, le 22 août, avec l'Empereur par Bautzen à Dresde, où ils arrivèrent à temps, le 26, pour livrer la bataille qui porta le nom de cette ville.

Le 22 août, le 5<sup>e</sup> corps, commandé par le général Lauriston, poursuivit l'armée ennemie, qui se concentra à Goldberg et se prépara à livrer bataille sous les ordres de Blücher.

Le 23, au point du jour, on attaqua les avant-postes ennemis, et immédiatement après, une bataille générale s'engagea sur toute la ligne. La division du général Puthod, le régiment irlandais en front, reçut l'ordre de s'emparer de la montagne de Goldberg, sur laquelle s'appuyait principalement l'aile gauche de l'ennemi; cette forte position fut défendue par l'infanterie russe de la manière la plus brave et la plus déterminée; les Français gravirent deux fois la montagne et deux fois furent repoussés; la troisième fois, le général Puthod lança toute sa réserve, et la montagne fut prise après un grand massacre, qui eût pu être évité si la division Rochambeau avait tourné la montagne et le flanc gauche de l'ennemi; mais ce mouvement eut pris trop de temps, et l'effet moral produit sur toute la ligne par la prise aussi soudaine de la montagne, contribua considérablement au gain de la bataille. L'aile droite et le centre de l'armée ennemie, voyant leur aile gauche contrainte à la retraite, suivirent bientôt son exemple; en outre, la ligne française



s'avança avec une telle rapidité, après la prise de la montagne, que l'ennemi ne put lui résister. Cependant, grâce à la supériorité de sa cavalerie, il effectua sa retraite en bon ordre jusqu'à ce que la nuit fut venue, comme d'habitude, y mettre un terme.

Le régiment irlandais perdit plusieurs de ses plus braves soldats et eut quelques officiers tués dans cette action. Le capitaine Jackson, dans la chaleur du combat, fut fait prisonnier sur le sommet de la montagne et dépouillé presque à nu ; on trouva son portefeuille, son brevet et ses papiers à côté de plusieurs cadavres nus et défigurés, et le visage à moitié emporté. On pensa que Jackson se trouvait parmi eux, et ses camarades n'apprirent le contraire qu'un an plus tard, lorsqu'il revint des prisons russes.

Le commandant Ware eut un nouveau cheval tué sous lui à cette bataille. Le général Vachot fut tué au commencement de l'action, en attaquant la montagne à la tête du régiment irlandais. Les colonels Sibuet et Aubert, de la division du général Puthod, reçurent leurs brevets de généraux de brigade sur la montagne pendant la bataille. Le colonel Aubert fut blessé en recevant le sien.

Le général Sibuet reçut le nouveau colonel, qui allait le remplacer, à la tête de son régiment, et il fut immédiatement reçu lui-même, à la tête de sa brigade, par le lieutenant-général Puthod.

Après avoir poursuivi l'ennemi à une lieue de distance du champ de bataille, la division bivouaqua dans la plaine. Le général Puthod garda le régiment irlandais.

dais de service près de lui pendant la nuit, et le lendemain, 24 août, il proposa le commandant Ware pour le grade de colonel, et les capitaines Byrne, Saint-Léger, Allen et O'Reilly pour celui de chefs de bataillons. Il demanda également onze décorations de la Légion-d'Honneur pour le régiment, et la croix d'officier pour le capitaine Parrott, déjà chevalier de la Légion-d'Honneur. Le général Lauriston appuya très-fortement ces demandes et assura le régiment que l'Empereur les accueillerait immédiatement.

La division resta, le 14, au bivouac où s'accomplit la triste cérémonie des funérailles du général Vachot; devant la fosse, creusée dès le matin, et en présence de la brigade qu'il avait commandée, sous les armes, le général Puthod prononça un discours très-attendrissant, et rappela tout ce qu'il savait de la carrière militaire de son brave camarade, sous les ordres duquel il avait servi comme adjudant sous-officier. Il était père de six enfants.

Le maréchal Macdonald, apprenant que Blücher occupait une très-forte position à Jauer, prit les dispositions nécessaires pour l'en déloger et pour risquer une nouvelle bataille générale. Le 25 août, son armée commença son mouvement en avant, et le 26, il attaqua la ligne ennemie avec un grand succès jusqu'au moment où la pluie épaisse qui tomba pendant l'action, vint empêcher complètement les fusils de faire feu et assurer à l'ennemi un grand avantage, dû à la supériorité de sa cavalerie. Le général Puthod, qui avait ordre de pénétrer dans les montagnes, avec sa division, pour tourner l'aile gauche de l'ennemi, rencontra les plus grands obstacles

au transport de son artillerie, par suite de l'inondation de tout le pays. Le 27, il apprit les désastres de l'armée du maréchal Macdonald devant Jauer et à Katzbach. Il rétrograda immédiatement sur Hirschberg, où il trouva le pays inondé par le Bober, à un demi-mille de chaque côté, et ce ne fut qu'avec difficulté qu'il parvint à découvrir un endroit pour y passer la nuit. Le 28, il continua sa marche rétrograde sur Lowenberg, où il comptait rejoindre le 5<sup>e</sup> corps. La cavalerie ennemie le poursuivit et l'attaqua souvent de front, mais il la força à fuir partout devant lui, et perdit peu de monde dans cette journée d'escarmouche. Malgré le mauvais état des chemins et la pluie continuelle, l'artillerie se trouva toujours prête à l'attaque toutes les fois que l'ennemi essaya de lui barrer la route; mais les chevaux et les soldats étaient complètement harassés par le manque de repos et de nourriture. Lorsque le général eut atteint une position favorable, il bivouaqua à deux lieues environ de Lowenberg, avec l'espoir de recevoir quelques nouvelles de l'armée du maréchal Macdonald pendant la nuit; mais il n'entendit que l'explosion des caissons de munitions indiquant la détresse des troupes de Macdonald.

Le matin du 29 août, de bonne heure, le général Puthod conduisit sa division vers Lowenberg, en ayant à sa gauche le Bober débordé, et à sa droite l'ennemi en grande force. Il trouva tous les ponts enlevés, et, dans l'impossibilité d'en construire d'autres, il occupa la meilleure position possible près de la ville pour y attendre que les torrents eussent cessé de descendre des montagnes, ou plutôt qu'ils eussent diminué dans une

certaine mesure; et là, avec sa division réduite à six mille hommes et douze pièces d'artillerie, il se défendit depuis huit heures du matin jusqu'à quatre heures et demie de l'après-midi, contre plus de quarante mille Russes et Prussiens. Le régiment irlandais fut continuellement engagé pendant ce combat, et le capitaine Bourk, qui avait défendu un village, sur le flanc gauche de la division, toute la journée, de la façon la plus brillante, et qui avait reçu du général les plus grands éloges sur sa bravoure, fut tué à la fin de l'action avec presque tous les soldats qu'il commandait.

Le général Puthod déploya le plus grand sang-froid et la plus grande intrépidité dans cette situation critique et dangereuse. Le fleuve, sur ses derrières, s'enflait au lieu de diminuer, et ne lui laissait aucune chance de secours de la part de la ville de Lowenberg, où des troupes westphaliennes paraissaient occupées à construire un pont; l'armée ennemie, dont chaque flanc rejoignait le fleuve, formait une demi-lune complète autour de sa division, et ne lui laissait aucune possibilité de retraite; mais le général, au centre de sa division, combattit jusqu'à ce que la dernière cartouche eût été brûlée, et même alors, le feu de sa division ayant cessé, l'ennemi hésita un instant avant de s'aventurer à avancer. Puis, tout à coup, trente mille hommes fondirent sur leur proie, et ceux qui savaient nager purent seuls tenter de leur échapper.

Le général Sibuet, qui montait un cheval superbe, entra dans le fleuve; mais dès qu'ils eurent atteint le courant, homme et cheval furent noyés.

Le commandant Ware, dont le cheval, en plongeant, l'entraîna dans le fleuve, se précipita de sa selle et se sauva en nageant; son cheval fut noyé en un instant aussi bien que tous les autres chevaux qui gagnèrent le courant.

Un grand nombre de soldats périrent en essayant de traverser le courant, mais environ cent cinquante hommes de la division échappèrent à la mort. Huit officiers et trente soldats du régiment irlandais, le commandant Ware et l'enseigne qui sauva l'Aigle du régiment, eurent la bonne fortune de sortir du lit du fleuve, mais il leur fallut traverser une nappe d'eau qui couvrait l'autre bord, à plus d'un demi-mille, sous le feu de l'ennemi, et plusieurs d'entre eux y furent blessés. Si l'ennemi n'avait pas été, en cet instant, occupé, dans le plus grand désordre, à piller les malheureux prisonniers, il eût été difficile à un seul de s'échapper. Le brave général Puthod et toute sa division, à l'exception de ceux qui se sauvèrent, en traversant le fleuve à la nage, furent faits prisonniers et envoyés en Russie.

Norvins dit :

« D'un autre côté, la division Puthod, abandonnée seule dans les montagnes, après notre revers de la Katzbach, a succombé sous la supériorité du nombre, malgré une résistance héroïque; et les flots du Bober ont enseveli tout ce qui n'a pu se sauver à la nage » — *Histoire de Napoléon, tome IV, pag. 103.*

Le fleuve Bober, à Lowenberg, fut en vérité un lieu fatal, car une partie de l'armée française, au moins, et le régiment irlandais, eurent leur part des désastres des

19, 21 et 29 août 1813; elles furent nombreuses les tristes et douloureuses scènes qui se produisirent en ces journées ! L'auteur de ces mémoires était présent quand le brave général Sibuet demanda à son général de division, Puthod, s'il ne tenterait pas de se sauver; ayant reçu pour réponse que c'était impossible : « Eh bien, dit-il, j'essaierai, et je risquerai tout plutôt que d'aller en Sibérie ». Sur ce, il se précipita dans le fleuve, et quelques minutes après, il n'était plus. C'était un officier splendide, et sa mort fut une grande perte. Six jours auparavant, il avait reçu son brevet de général de brigade à la bataille de Goldberg, comme je l'ai raconté ci-avant.

Le capitaine Saint-Léger craignit que son frère, le lieutenant Saint-Léger, ne fût au nombre des officiers qui avaient succombé aux avant-poste, et, en réalité, ses craintes et son chagrin furent partagés par tous les camarades du jeune Saint-Léger, qui l'aimaient beaucoup. Toutefois le capitaine Saint-Léger luttait contre ses douloureuses inquiétudes avec un courage stoïque digne d'un héros, mais il ne put supporter la scène qui suivit. Le commandant Ware, les capitaines Byrne et Saint-Léger, après avoir traversé le fleuve, s'étaient arrêtés dans une rue du faubourg qui conduit à Lauban et à Goerlitz, pour y attendre et rallier les soldats du régiment irlandais qui avaient pu passer le fleuve, lorsqu'ils virent le lieutenant Lynch arriver par une rue de la ville. Le commandant Ware lui demanda s'il se trouvait encore d'autres militaires dans la ville. « Oui, répondit-il, mais je n'ai pu décider Saint-Léger à m'accompagner avant qu'il eût trouvé quelque chose à manger. » — « Quoi ! s'écria le

pauvre capitaine Saint-Léger, mon frère n'est donc pas mort ? » et, vaincu par son émotion, il se jeta par terre sur le sol, et ne fut soulagé que par un flot de larmes.

Le commandant Ware ordonna à Lynch de retourner en ville, mais on aperçut bientôt Saint-Léger et quelques soldats se faisant jour à travers les bombes qui tombaient autour d'eux.

Ce désastre et celui de la Katzbach valurent à Blücher le titre de prince.

Le commandant Ware et le petit nombre d'hommes du régiment irlandais qui s'étaient sauvés en nageant, partirent la nuit même pour Lauban, et le 30, ils arrivèrent à Gœrlitz où ils restèrent deux ou trois jours pour donner le temps de se réunir aux différentes divisions de l'armée du maréchal Macdonald, si harassées depuis plusieurs jours.

Le 3 septembre, les ponts furent détruits et l'armée rétrograda. Le commandant Ware arriva à Bautzen, le 4 septembre, avec l'Aigle et le petit nombre de ceux qui avaient échappé au désastre du Bober. Napoléon se trouvait alors dans cette ville avec la garde impériale ; il se portait au secours de son armée de Silésie. Il y apprit le sort de la division du général Puthod, dont avait fait partie le régiment irlandais, et il fut heureux de voir que les Irlandais avaient une fois de plus sauvé leur Aigle.

Le commandant Ware se rendit auprès du prince Berthier, qui lui ordonna, conformément aux instructions de l'Empereur, de retourner avec son détachement au dépôt à Bois-le-Duc, et de recueillir dans les hôpitaux les malades et les blessés du régiment qui se trouveraient

en état de marcher. La garde impériale retourna à Dresde, et le commandant Ware s'y rendit avec elle. Mais comme la ville était encombrée de troupes, il poussa à deux lieues plus loin, avec son petit détachement, et coucha dans un village après avoir visité le champ de bataille où, le 26 août 1813, tant de milliers d'hommes avaient été massacrés. C'était là qu'avait eu lieu la bataille de Dresde, dans laquelle Napoléon battit Schwartzenberg et ses deux cent mille hommes, le premier jour, 26 août, avec soixante mille hommes, et le second jour avec quatre-vingt-mille hommes, et où fut tué le général Moreau.

Le lendemain, le commandant Ware se rendit à Leipsick, où il comptait passer la nuit avec son détachement. En arrivant sur la place d'armes, il apprit que le colonel Lawless et un certain nombre de blessés du régiment, arrivés la veille de Torgau, étaient sur le point de partir pour Erfurth. Le colonel Lawless, charmé de trouver autant d'hommes survivant aux revers de la Silésie, préféra attendre une heure ou deux de plus en ville, que les soldats du détachement du commandant Ware fussent reposés. Sa rencontre avec le commandant Ware fut un bonheur pour lui, car le détachement, avec lequel il devait partir, fut attaqué sur la route d'Erfurth, à deux lieues environ de Leipzick, et fait presque complètement prisonnier par les partisans commandés par le général Tillman.

Le commandant Ware partit avec son détachement aussitôt que ses hommes furent reposés, et il se trouvait à environ une demi-lieue de Leipzick lorsqu'il rencontra plusieurs fuyards qui avaient échappé aux partisans du



général Tillman ; il fut donc forcé de rebrousser chemin, et de rester plusieurs jours dans les faubourgs de Leipzig, avant de pouvoir s'aventurer à repartir, car les routes se trouvaient alors presque toutes interceptées par les Cosaques et les partisans. Cependant, après avoir recruté quelques blessés du régiment irlandais en état de marcher et de combattre, le commandant Ware traversa Merseburg, Gerbstadt et les montagnes du Hartz, en ignorant souvent, le soir, quelle route il prendrait le lendemain, car il était obligé d'attendre pour se décider, qu'il se fût assuré de la direction que n'occupait pas l'ennemi.

Le colonel Lawless eut beaucoup à souffrir du mauvais état des routes sur lesquelles sa voiture versa souvent, et ces accidents firent rouvrir à chaque fois ses blessures.

Après plusieurs jours de marches et de contre-marches dans les montagnes, pour éviter l'ennemi, le commandant Ware arriva sain et sauf, avec son petit détachement, à Paderborn, où il s'arrêta deux jours pour laisser reposer ses hommes ; puis il se rendit à Munster, où commandait le général Harty.

Ce brave officier accueillit ses compatriotes de la façon la plus cordiale, et, dans la persuasion que le pays était parfaitement sûr jusqu'au Rhin, il invita le colonel Lawless, que le voyage avait très-fatigué, à rester quelques jours avec lui pour se reposer. Le colonel Lawless accepta, et le détachement partit pour Wesel ; mais, le lendemain, les Cosaques parurent devant la ville de Munster. Heureusement, le général Harty avait suffisamment de troupes pour les repousser, et le colonel

Lawless échappa, une fois de plus, au malheur d'être fait prisonnier. Il rejoignit le commandant Ware et son détachement à Clèves, passa avec eux par Grave, et arriva au dépôt du régiment irlandais, à Bois-le-Duc, au commencement d'octobre 1813, après une campagne de huit mois, dans laquelle le régiment avait été continuellement employé à l'avant-garde, dans les situations les plus dangereuses et les plus apparentes, et souvent, sous les yeux de Napoléon lui-même. A son retour à Paris, l'Empereur rapporta à son ministre de la guerre, Clarke, duc de Feltre, combien le régiment irlandais s'était comporté avec honneur, et le duc, en le répétant au colonel Lawless, lui dit : « Tout ce que vous avez fait de bon rejaillit sur moi. »

Les officiers du dépôt et le major Mahony, qui le commandait, offrirent un dîner, à Bois-le-Duc, au petit nombre de leurs camarades qui y arrivèrent après les désastres de cette campagne ; mais le colonel Lawless était trop malade pour pouvoir y assister, et il avait besoin de repos pour se préparer à entreprendre un nouveau voyage. Il partit peu de jours après pour rejoindre sa femme et ses enfants à Paris, et y faire soigner convenablement sa blessure.

Dès que le ministre de la guerre fut avisé de l'arrivée au dépôt du régiment irlandais, à Bois-le-Duc, du commandant Ware et des officiers qui s'étaient échappés avec lui de Lowenberg sur le Bober, il donna immédiatement l'ordre de réorganiser les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons du régiment irlandais. Comme le plus ancien chef de bataillon, le commandant Ware prit le commandement

du premier bataillon, qui fut bientôt complété avec les hommes qui se trouvaient tout exercés et tout vêtus au dépôt.

Par décision de l'inspecteur de Wesel, le capitaine Byrne fut chargé de commander les grenadiers du 1<sup>er</sup> bataillon, et le capitaine O'Reilly les grenadiers du 2<sup>e</sup> bataillon. Ce dernier obtint l'autorisation de se rendre à Paris, et ne rejoignit plus le régiment, car il fut nommé, peu de temps après, chef de bataillon dans un régiment français.

Le capitaine Allen fut appelé à commander la compagnie de grenadiers du 3<sup>e</sup> bataillon, et il alla la rejoindre à Wilhelmstadt.

Le 2 novembre 1813, le commandant Ware se rendit, avec le premier bataillon, à Grave sur la Meuse, pour renforcer la garnison et tenir tête à l'ennemi, qui envahissait alors la Hollande, sous les ordres du général prussien Bulow.

Quelques jours après, le commandant Hayne et les lieutenants Saint-Léger et Brown furent envoyés à Nimègue pour y être employés par le maréchal Macdonald qui venait d'y arriver pour prendre le commandement des troupes de cette partie de la frontière. Le mois de novembre se passa en légères escarmouches, et à la fin du mois, le régiment ayant reçu l'ordre de se réunir à Anvers, le 1<sup>er</sup> bataillon retourna à Bois-le-Duc, d'où il partit pour Anvers. Le dépôt du régiment ayant été transféré à Lille, le 3<sup>e</sup> bataillon, commandé par le commandant Dillon, évacua Wilhelmstadt, le 3 décembre, et rejoignit le régiment à Anvers, où l'Empereur avait

ordonné de compléter les quatre bataillons de guerre du régiment irlandais. Sa conduite, dans la dernière campagne, avait prouvé à Napoléon combien il pouvait compter sur les expatriés irlandais, à l'heure du danger.

Le duc de Feltre nomma le major Mahony colonel du régiment, en remplacement du colonel Lawless, qui devait être nommé général à la prochaine promotion.

Les lieutenants Ryan et Brelevet obtinrent le grade de capitaine, et plusieurs autres promotions eurent lieu parmi les sous-officiers et les enseignes du régiment. L'ordre arriva, en même temps, de renvoyer tous les Allemands qui se trouvaient au dépôt du régiment, à Lille, pour les incorporer dans la compagnie des pionniers. Cet ordre eut sans doute pour cause la désaffection générale des divers Etats de l'Allemagne pour la France, dans la dernière campagne. Les capitaines Saint-Colomb et Kenlan et plusieurs soldats appartenant au régiment Isenberg ou 2<sup>e</sup> étranger, qui s'étaient échappés d'Italie, furent envoyés à Anvers pour être incorporés dans le régiment irlandais. Le général Aubert, chef d'état-major du général Maison, qui commandait le 1<sup>er</sup> corps d'armée, attacha à l'état-major le capitaine Saint-Léger, comme l'un des officiers les plus propres à occuper une pareille situation. Le commandant Dillon quitta le régiment à Anvers, pour être attaché à l'état-major du général Maison, et n'y revint plus.

La ville de Bréda ayant été évacuée le 12 décembre 1813, le capitaine Byrne fut envoyé avec 500 hommes et six officiers aux avant-postes, à Braeschaet, petit vil-

lage situé sur la grande route de Bréda à Anvers, et il y arriva le 14, assez tard dans la nuit.

Une compagnie du génie, qui y coupait du bois et y fabriquait des fascines et des gabions pour les fortifications, reçut l'ordre de retourner à Anvers. L'ennemi n'avait pas encore paru, mais le capitaine Byrne, apprenant qu'il avait à ses avant-postes plusieurs milliers de cavaliers, passa la nuit à barricader le village avec ses hommes, et à abattre de grands arbres à travers la route où l'ennemi avait ses avant-postes. Ce fut heureux qu'il eût pris ces précautions et tenu toute la nuit ses soldats au bivouac, autour d'un grand feu, au centre du village, car autrement, il n'eût pu résister à la cavalerie ennemie, qui vint, au point du jour, attaquer, en grande force, ses avant-postes auxquels il avait ordonné de la laisser approcher aussi près que possible, avant de faire feu ; entre temps, il envoya quelques hommes, par un petit bois, attaquer l'ennemi par derrière, tandis que lui-même s'élançait, avec la majeure partie de son détachement, pour l'attaquer de front. Il avait réussi à le repousser à une lieue du village, lorsque le général Ambert, qui commandait la 2<sup>e</sup> division du 1<sup>er</sup> corps, à Merxem, arriva à son secours avec une partie de sa division.

Le général retourna le soir à son quartier général à Merxem, et il envoya chaque matin du renfort au capitaine Byrne, qui continua à combattre les avant-postes ennemis jusqu'au moment où, le 26 décembre, il fut relevé par un bataillon de la jeune garde impériale.

Le capitaine Byrne et son détachement formèrent l'avant-garde de la division pour escorter un convoi de vivres

jusqu'à Berg-op-Zoom, alors bloqué en partie par les Anglais. Il revint, le 28 décembre, à Anvers, où il reçut des généraux de grands éloges sur la conduite de son détachement, dont faisaient partie le sous-lieutenant Esmond et le lieutenant Plunket. Ces deux officiers montrèrent une grande bravoure. Le 1<sup>er</sup> janvier 1814, le commandant Ware partit, avec le bataillon, pour escorter un autre grand convoi jusqu'à Berg-op-Zoom, avec le général Ambert, et il eut à escarmoucher avec l'ennemi, devant la ville, jusqu'à ce que le convoi y eût pénétré en sûreté. Ce fut la dernière expédition, car les communications se trouvèrent complètement interceptées. Les forces anglaises, jointes au général Bulow, se rapprochèrent d'Anvers. Le général Decamp fut alors remplacé par le duc de Plaisance comme gouverneur. Le général Fauconnet commandait la place. Le général Maison était commandant en chef du 1<sup>er</sup> corps. Le général Roguet et la jeune garde attaquèrent les avant-postes ennemis et obtinrent de grands succès pendant plusieurs jours.

Le 13 janvier 1814, les Anglais attaquèrent Merxem avec des forces supérieures, et le général Ambert dut revenir sous le canon de la ville. Le régiment irlandais eut plusieurs tués et blessés ce jour-là, et le général Avy fut tué pendant l'action. La garnison resta sous les armes toute la nuit. Le colonel Mahony fut chargé, ce jour-là, de commander un camp retranché entre la citadelle et la ville, du côté du fleuve.

Le 14 janvier 1814, au point du jour, le commandant Ware, à la tête de son bataillon, reprit Merxem sur les Anglais, qui se retirèrent sur la route de Bréda. Il

bivouaqua toute la nuit avec son bataillon, et retourna le lendemain à Anvers, où il apprit que la place vacante de gros-major ou lieutenant-colonel, dans le régiment irlandais, venait d'être donnée par le duc de Feltre, à un M. Kenlan, fils d'un général espagnol. Il sentit qu'il se devait à lui-même et au corps entier des officiers irlandais, de se rendre à Paris pour représenter au ministre de la guerre l'injustice qu'il y avait à ne pas réserver l'avancement dans le régiment, à ces officiers qui l'avaient si bien mérité dans la dernière campagne, et qui avaient été si hautement recommandés à l'Empereur par les généraux Lauriston et Puthod. Malheureusement, ces deux généraux se trouvaient alors prisonniers de guerre. Cependant, Ware, qui avait reçu du gouverneur l'autorisation de se rendre à Paris, réussit, mais au mois de mars seulement, à obtenir du duc de Feltre l'envoi de M. Kenlan dans un autre régiment, et sa propre nomination au grade de lieutenant-colonel; cet avancement laissait vacante, dans le régiment irlandais, une place de chef de bataillon à laquelle le capitaine Allen fut promu, par décret de l'Empereur, en mars 1814.

Après le départ du commandant Ware pour Paris, le capitaine Byrne commanda le bataillon, comme le plus ancien capitaine du régiment; il fut choisi, en même temps, par le gouverneur, pour remplir les fonctions d'officier supérieur dans les visites, les rondes et le service de la place qui lui échoiraient à son tour, en cette qualité, pendant le siège. Le colonel Mahony étant forcé de coucher au camp retranché, le commandant Hayne commanda le régiment en son absence.

Le général Maison, après avoir laissé à Anvers une garnison d'à peu près quatorze mille hommes, partit avec le reste de son corps d'armée par Louvain et Bruxelles.

A la fin de janvier, Bernadotte, prince royal de Suède, qui commandait un nombreux corps de troupes suédoises et prussiennes, marcha sur Anvers pour compléter le blocus de cette ville avec le général Graham, qui commandait les forces anglaises.

Heureusement, le général Carnot arriva le 30 janvier, à temps pour compléter la défense de la ville. Quelques heures après son arrivée, toute communication fut coupée entre Anvers et la France. Carnot prit immédiatement le commandement de la ville, comme gouverneur, des mains du duc de Plaisance. Il n'y avait pas de temps à perdre, car les Anglais avaient déjà ouvert la tranchée, et se préparaient à commencer le bombardement. Mais la présence de Carnot seule équivalait à un renfort de troupes ; elle encouragea les soldats et elle en imposa à une immense population à laquelle on ne pouvait se fier avec sécurité dans cet instant critique. Carnot eut bientôt prouvé, par son génie et sa fermeté, que la ville pouvait résister pendant plus de six mois ; et il invita, en conséquence, les habitants à se munir de vivres pour ce laps de temps ou à quitter la ville, à leur choix. Un grand nombre se procurèrent les provisions nécessaires, mais les autres préférèrent quitter la ville et traversèrent la rivière. Plusieurs de ces derniers eurent de tristes raisons de se repentir de leur choix, car ils furent pillés par les Cosaques, campés de l'autre côté de la rivière, et ne



trouvèrent aucune protection auprès de ces prétendus libérateurs.

Le lendemain de l'arrivée du général Carnot, les Anglais commencèrent à bombarder la ville. Il s'aperçut qu'ils attaquaient la partie la plus faible des fortifications, mais il eut bientôt fait placer sur les remparts une batterie de pièces de 36, et plusieurs mortiers. De ce côté, grâce à l'aide des milliers d'habitants qu'il mit en réquisition pour fabriquer de petits sacs, les remplir de terre et les porter sur le rempart, les parapets de la batterie se trouvèrent tous construits pendant la nuit.

Le 1<sup>er</sup> février 1814, les Anglais durent, sans nul doute, être fort surpris de voir sur ce point, qu'ils avaient jugé faible, une batterie de douze pièces de 36, et quatre gros mortiers foudroyer leurs ouvrages et les empêcher d'avancer; mais ils continuèrent à bombarder la ville, et spécialement le quartier où la flotte française se trouvait enfermée dans un bassin. Cependant, ils ne firent aucun mal aux navires de guerre, dont les marins brisaient continuellement la glace qui les entourait, et dont on avait couvert les ponts de plusieurs pieds de fumier et d'argile, pour empêcher les bombes de les endommager.

Le général Carnot paraissait être complètement dans son élément en ayant à défendre une place aussi importante, et son énergie augmenta en proportion du danger. Comme il n'avait amené avec lui, de Paris, qu'un seul aide de camp, il attacha à son état-major, pendant le siège, quatre officiers du régiment irlandais. Le lieutenant Saint-Léger, qui parlait parfaitement bien le français, l'allemand et l'anglais, fut l'un de ceux auxquels

le gouverneur accorda le plus de confiance. Ce fut lui qu'il chargea d'aller aux avant-postes recevoir les parlementaires ennemis, toutes les fois qu'il s'en présentait pour communiquer avec le gouverneur, et de les introduire dans la ville, lorsqu'ils le demandaient, les yeux bandés, conformément aux précautions usitées, en temps de guerre, en pareilles circonstances.

Le lieutenant Saint-Léger déploya la plus grande activité et la plus grande bravoure pendant le siège, et le gouverneur le proposa au ministre de la guerre pour l'avancement.

Lorsque les communications, avec la France, se trouvèrent complètement interceptées, le général Carnot désira s'assurer s'il pourrait obtenir de l'argent des négociants, banquiers et autres riches habitants d'Anvers, pour payer les troupes. Ils refusèrent de lui faire aucune avance, malgré l'offre qu'il leur fit de leur donner, en garantie de remboursement, tout le cuivre de l'arsenal se montant à plusieurs millions de francs. Il se vit alors forcé de faire fabriquer une monnaie de cuivre qu'il appela « monnaie obsidionale », avec laquelle il paya les soldats et qui fut acceptée volontiers dans la ville, attendu qu'elle pesait plus que la valeur intrinsèque. Mais le général Carnot se proposa d'essayer d'un autre moyen de se procurer de l'argent, afin de ne pas employer le cuivre si nécessaire à la construction des navires. Il fit remplir de pierres un vieux navire de guerre hollandais en panne sur la rivière, avec l'intention de l'envoyer près de Lille, et de le faire couler à l'endroit le plus étroit de la rivière, au moment où une flotte anglaise tenterait de mettre à la

voile. Ce projet alarma les intérêts commerciaux, et pour augmenter ces alarmes, Carnot fit arrêter et transférer à bord de ce navire, pour leur servir de prison, trois des principaux banquiers d'Anvers. Mais les femmes de ces messieurs vinrent bientôt trouver le gouverneur pour lui demander ce qu'il y avait à faire pour obtenir la délivrance de leurs maris. Carnot leur montra une liste des cent plus riches habitants de la ville, et leur demanda si elles pensaient que les messieurs dont les noms étaient inscrits sur cette liste, pourraient lui prêter 3,000 francs chacun, car c'était là tout ce dont il avait besoin. Elles s'écrièrent qu'ils pouvaient lui fournir dix fois plus d'argent, et s'offrirent à emporter la liste et à la leur faire signer ; sur ce, Carnot donna immédiatement l'ordre de mettre en liberté leurs maris.

Après cette transaction, le général Carnot devint un grand favori à Anvers. Il invita les autorités à l'aider à organiser une garde urbaine, qui fut immédiatement établie et composée des habitants les plus respectables. Elle rendit les plus grands services en fournissant chaque nuit des postes et des patrouilles, conjointement avec les troupes de la garnison, et de cette manière, le plus grand ordre fut observé pendant les différentes sorties faites contre l'ennemi.

Le 6 février, le gouverneur profita d'un dégel subit pour ordonner une sortie contre les retranchements de l'ennemi, qu'il força à les abandonner en désordre et à se retirer dans la direction de Berg-op-Zoom.

Le prince Bernadotte écrivit au général Carnot pour l'inviter à rendre la ville et à se rallier à ce qu'il appelait

la bonne cause. Le gouverneur lui répondit qu'il pensait qu'il convenait peu à un prince français, qui devait toutes ses grandeurs à la valeur de l'armée française, d'inviter un général français, à qui sa réputation et son honneur étaient plus chers et plus précieux que tout au monde, à se deshonorer lui-même et à devenir un traître.

Carnot publia cette correspondance dans le journal quotidien d'Anvers, et il ordonna en même temps une sortie contre les avant-postes de l'armée de Bernadotte, pour lui prouver à quel point il méprisait ses propositions.

Tandis que le général Carnot inspirait la terreur à l'ennemi du dehors, il traitait les habitants de la ville avec la plus grande humanité; il sauva un village et un faubourg entier dont le commissaire du génie avait jugé la destruction nécessaire à la défense de la place. Les pauvres habitants en furent si reconnaissants qu'ils donnèrent à leur rue principale le nom de *rue Carnot* et l'y firent inscrire en lettres d'or.

Le général anglais Graham, après s'être vu forcé de suspendre son attaque sur Anvers, fut encouragé, par l'offre de quelques habitants de Berg-op-Zoom, à tenter de surprendre la faible garnison de cette ville. En conséquence, dans la nuit du 8 mars 1814, trois ou quatre mille soldats anglais, guidés par un capitaine hollandais en retraite, qui vivait à Berg-op-Zoom, à travers un passage souterrain, s'emparèrent avant minuit de presque toutes les batteries des remparts, sans rencontrer presque aucune résistance. Mais le général Bizanet rassembla promptement sa petite garnison de jeunes conscrits, et

le lendemain, 9 mars, avant midi, et après une lutte sanglante, les Anglais se virent obligés de déposer les armes et de se rendre prisonniers de guerre, au lieu d'ouvrir à leur général les portes de la ville, comme ils y avaient compté. Deux officiers, l'un français, l'autre anglais, furent envoyés à Anvers pour faire confirmer la capitulation par le gouverneur Carnot, formalité nécessaire, car le général Bizanet se trouvait placé sous ses ordres. Les prisonniers anglais donnèrent leur parole qu'ils ne serviraient plus contre la France pendant la guerre ; ils furent donc mis en liberté et partirent peu de temps après pour l'Amérique.

La nouvelle de cette victoire produisit le meilleur effet sur la garnison d'Anvers, qui se trouva fortement réduite peu de jours après, car le général Maison, qui avait manœuvré pour s'ouvrir une communication avec Anvers, du côté de la France, appela à renforcer son corps d'armée la division de la jeune garde du général Roguet, composée d'environ six ou sept mille hommes. Le régiment irlandais vit avec regret cette brave division quitter la ville dans un moment aussi critique, car le service de la place en devint plus dur ; mais le gouverneur inspira une telle confiance que chacun fut certain qu'il trouverait moyen de suppléer à la division partie avec le général Maison. Carnot ordonna immédiatement à tous les ouvriers militaires de l'arsenal et à tous les employés français de tout genre, de s'armer et de se vêtir des uniformes existant dans les différents magasins des hôpitaux au nombre de six à sept mille ; si bien qu'à la revue générale qui eut lieu le dimanche suivant,

les habitants qui pensaient qu'après la forte réduction qu'elle venait de subir, la garnison ne pourrait plus résister longtemps, ne purent comprendre comment on avait pu armer et discipliner tant de beaux hommes en aussi peu de temps ; ils apprirent ainsi que tout Français est un soldat.

Par cette dernière mesure, le général Carnot prouva au peuple d'Anvers, aussi bien qu'à l'ennemi du dehors, que ses ressources pour la défense de la ville étaient loin d'être épuisées, et plus il lui arriva de nouvelles désastreuses de la France, plus il se décida à tenir jusqu'à la dernière extrémité ; car Paris, comme ville ouverte, pouvait être pris et repris sans décider la guerre d'un côté ou de l'autre ; aussi résolut-il de n'ajouter, en aucun cas, foi aux nouvelles arrivant des quartiers ennemis. Cependant, le 1<sup>er</sup> avril, il réunit le conseil de défense, composé du préfet, de l'amiral commandant la flotte, des généraux, etc., et il fut convenu qu'on ferait venir les chefs des différents régiments de la garnison pour s'assurer d'après eux de l'esprit des troupes, et en d'autres termes pour savoir si l'on pourrait compter sur elles pour défendre la ville jusqu'à la fin. Tous les chefs répondirent de leurs soldats, en affirmant que rien ne pouvait égaler le courage déterminé qui les animait. Certaine correspondance du colonel Mahony ayant été interceptée, il fut mis aux arrêts forcés à l'issue du conseil, et le commandement du régiment irlandais fut confié au commandant Hayne. Le général Carnot savait bien que Mahony était un émigré français qui avait servi en Angleterre.

Le 10 avril 1814, un courrier de Paris fut autorisé à franchir la ligne ennemie et à pénétrer dans Anvers, où il apportait la nouvelle des événements qui avaient eu lieu dans la capitale, le 31 mars, et de l'abdication de Napoléon.

Le gouverneur, dans la crainte d'être la dupe d'une fausse nouvelle et dans le désir d'obtenir des informations certaines sur un sujet aussi important, dépêcha un officier à Lille, pour s'assurer auprès du général Maison de la vérité, et des détails relatifs au changement du gouvernement.

Au retour de cet officier, le général Carnot signa un armistice avec le général anglais Graham. Les hostilités cessèrent, mais le service des avant-postes se fit avec plus de rigueur encore qu'auparavant, et le gouverneur prit les plus grandes précautions pour conserver à la France cette importante forteresse, ses approvisionnements militaires, ses arsenaux, ses chantiers, son immense flotte.

Le 18 avril, un nouveau courrier, envoyé par le général Dupont, ministre de la guerre, arriva à Anvers avec l'ordre positif de proclamer Louis XVIII.

Le lendemain, 19 avril, le gouverneur, et toutes les troupes de la garnison, prirent la cocarde blanche et se déclarèrent pour Louis XVIII.

Les arrêts du colonel Mahony furent levés avant cette cérémonie, et il reprit le commandement du régiment irlandais.

Le commandant Allen reçut son brevet de chef de bataillon, resté au dépôt du régiment, à Lille, de la part

du lieutenant-colonel Ware, qui avait dû attendre, pour le lui adresser, l'ouverture des communications avec Anvers.

Le général Carnot permit à quelques officiers anglais d'entrer en ville, mais ils furent obligés de se mettre en costume civil pour éviter toute dispute avec la garnison.

L'ordre définitif d'évacuer et de rendre Anvers aux Anglais étant arrivé le 2 mai, le gouverneur Carnot passa la Scheldt avec la 1<sup>re</sup> division, et la brave garnison de Berg-op-Zoom évacua cette ville; après quoi, l'armée anglaise en prit immédiatement possession.

Ainsi finit la mémorable défense d'Anvers, qui commença en décembre 1813 et se termina le 4 mai 1814, et dans laquelle le gouverneur, le général Carnot, déploya le génie d'un Vauban, les ressources d'invention et la ténacité d'un Annibal, et l'honnêteté et la modestie d'un Cincinnatus.

---



## NOTE

A l'occasion douloureuse de la mort de M. Byrne, en janvier 1862, madame Byrne reçut une lettre du colonel d'Esmond, qui avait fait sa première campagne, comme sous-lieutenant, sous les ordres de M. Byrne, au siège d'Anvers, en 1814. Nous en extrayons le passage ci-après :

• Madame,

« Veuillez agréer l'expression de ma reconnaissance pour votre bienveillant souvenir, au moment de vos souffrances et de la perte de monsieur votre mari, mon brave et vaillant compatriote et frère d'armes. En 1814, il dut la vie à la croix de la Légion d'honneur contre laquelle vint s'amortir une balle, et je n'oublierai jamais le sang-froid avec lequel, lorsque je ramassai et lui présentai le projectile, le héros me donna ses ordres! »

## CHAPITRE VIII

### SOMMAIRE

Marche du régiment irlandais d'Anvers à Lille, en mai 1814, en passant par Gand, Bruges et Dunkerque. — Le colonel Mahony se rend à Paris pour voir le ministre de la guerre; il en revient avec une décoration turque et signe : chevalier de Mahony. — Le lieutenant-colonel Ware commande le dépôt du régiment irlandais, à Lille. — Visite du capitaine William Aylmer, en route pour offrir au prince régent, à Londres, un hussard autrichien et son cheval. — Décision prise à l'égard du capitaine Nugent par ses camarades. — Le régiment irlandais se rend de Lille à Avesnes, où il arrive à la fin de juin 1814. — Passage du duc de Berry, accompagné par le maréchal Mortier. — Mahony obtient la croix de Saint-Louis. — Le lieutenant général Bourke arrive à Avesnes pour réorganiser le régiment irlandais. — La fête de saint Louis, le 25 août. — Le bal et la fête troublés par le mauvais caractère du colonel Mahony, et sa conduite à l'égard du capitaine Lawless. — Observations du lieutenant-colonel Ware, au colonel Mahony à ce sujet; leur duel le lendemain. — Les officiers des régiments étrangers de Latour-d'Auvergne et d'Isenberg, arrivent à Avesnes en septembre pour être organisés par le général Bourke. — Ces régiments se rendent à Montreuil-sur-Mer en décembre, et y sont organisés en 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> régiments étrangers au service de la France; les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments partent pour le sud et le sud-est de la France; le 3<sup>e</sup> régiment reste en garnison à Montreuil-sur-Mer. — Le capitaine Parrott réclame le commandement de la compagnie de grenadiers donné à Saint-Colomb. — Le colonel Mahony se rend à Paris pour épouser Miss Power. — Le commandant Hayne injustement mis à la retraite. — Débarquement en France de Napoléon arrivant de l'île d'Elbe et sa marche rapide sur Paris, en mars 1815. — Le colonel Mahony revient au régiment avant d'avoir pu se marier. — Louis XVIII quitte Paris pour Gand. — Le 20 mars 1815, l'Empereur Napoléon entre à Paris escorté par les officiers en demi-solde et l'armée. — Désagréable situation du régiment irlandais avec un chef tel que le colonel Mahony, en des circonstances aussi critiques. — Son manque d'honneur, véritable grief des officiers qui eussent préféré la mort à la honte de servir sous ses ordres, bien qu'il signât, comte O'Mahony, à son retour au régiment. — Inquiétude du gouverneur, le colonel Tobin, lorsque Mahony, après sa désertion, revient pour reprendre le commandement du régiment. — Mâle résolution du lieutenant-colonel Ware et de tous les officiers qui déclarent refuser de servir sous un traître. — Le général

Pellet engage Mahony à partir en le voyant aussi détesté. — Le colonel Tobin remplacé par l'ancien gouverneur, le colonel Peltier, qui charge un chef de bataillon, Gallibert, de commander la place, et le commandant Pillault de commander l'artillerie. — Ware nommé colonel par l'Empereur, en mai 1815. — Le lieutenant général Dejean, aide de camp de l'Empereur, arrive à Montreuil; il connaissait les officiers du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais, pour avoir servi avec eux en Espagne. — Les officiers irlandais mis à la retraite par le gouvernement des Bourbons, le commandant Hayne, le capitaine Murray etc., reçoivent l'ordre de rejoindre le régiment. — Napoléon autorise le régiment irlandais à reprendre son ancien numéro et son ancienne dénomination. — Lettre flatteuse du ministre de la guerre, le maréchal Davoust, au régiment irlandais, écrite par ordre de l'Empereur. — Les officiers, non chargés d'un autre service, apprennent continuellement l'exercice de l'artillerie. — Deux officiers soupçonnés de correspondre avec Gand. — Les capitaines Saint-Colomb et Thompson partent pour Gand. — Napoléon arrive à l'armée en juin. — Commencement des hostilités. — Bataille de Fleurus le 16, et bataille de Waterloo, le 18 juin. — Abdication de Napoléon, triste nouvelle pour les exilés irlandais au service de la France. — Ordre de proclamer Napoléon II. — L'armée française se retire derrière la Loire. — Le régiment irlandais ne reçoit pas l'ordre envoyé au gouverneur de Montreuil-sur-Mer. — Louis XVIII proclamé le 12 juillet 1815. — Mort du lieutenant Thulier. — Le marquis de Bryas nommé gouverneur de Montreuil-sur-Mer. — Adresses envoyées au roi par les officiers prussiens ultras. — Conduite honorable du marquis de Bryas à l'égard des Irlandais. — Le régiment licencié en septembre 1815. — Les officiers mis à la demi-solde. — Les membres du conseil d'administration restent à Montreuil-sur-Mer. — Plusieurs officiers irlandais, tels que Allen, Lawless, Town, Jackson, etc., persécutés et maltraités sous les Bourbons. — Rapport du colonel Ware au ministre de la guerre.

Le régiment irlandais se rendit, le 4 mai 1814, d'Anvers à Dunkerque, en passant par Gand et Bruges. Le colonel Mahony laissa le commandement au commandant Hayne et partit pour Paris, afin d'y voir le ministre de la guerre, le général Dupont.

Le régiment s'arrêta quelques jours à Dunkerque pour régler la paye et la position des soldats polonais qui en faisaient partie, et pour les envoyer à Saint-Denis, près Paris, où l'Empereur Alexandre rassemblait tous les Polonais au service de la France pour les renvoyer dans leur patrie.

Le corps des officiers irlandais rendit une visite, à Dunkerque, à leur compatriote, le général F. O'Meara,

qui avait si bravement défendu Dunkerque contre les Anglais, commandés par le duc d'York, en 1793.

Le régiment irlandais se rendit de Dunkerque à Lille, pour y rejoindre le dépôt commandé par le lieutenant-colonel Ware, et il y arriva le 16 mai 1814.

Le général Gazan, qui venait d'y arriver comme inspecteur général, prévint les officiers du régiment nés en France, qu'ils pouvaient, s'ils le désiraient, choisir un régiment français, dans lequel ils seraient placés lors de la nouvelle organisation de l'armée. Quelques-uns, tels que le capitaine Brelevet et les lieutenants Marshal, Saulard, Tumoral, Lagrange, Kerthin, etc., qui n'étaient pas en bonnes relations avec le colonel Mahony, profitèrent de cette offre.

Le colonel Mahony revint de Paris et rejoignit le régiment à Lille. Il était décoré de l'ordre turc du Croissant, et signa dès lors ses ordres au régiment : « Chevalier de Mahony. »

Le capitaine Nugent, fils d'un Irlandais, mais né en France, ayant tiré à vue sur une maison de Paris qui n'existait pas, dut quitter le régiment, après une décision de tous les capitaines, ses camarades, le déclarant indigne de servir avec eux après une pareille transaction. Il commit, dans un accès d'ivresse, un acte qui déshonora sa famille respectable, et, bien qu'il eût dévoré une belle propriété que lui avait laissée son père, sa solde de capitaine eût dû lui suffire, comme elle suffisait à ses camarades. C'était un homme de belle mine, d'une taille de plus de six pieds, brave et très-instruit.

Après une séparation de plus de seize ans, le lieutenant-colonel Ware fut agréablement surpris de recevoir, à Lille, la visite de son ami et vieux camarade, William Aylmer ; ils avaient tous deux été chefs d'insurgés pendant la guerre de 1798, dans le comté de Kildare. Leurs plans n'ayant pas réussi, ils furent obligés de se séparer.

Aylmer se rendit en Autriche et y obtint une commission dans l'armée. Hugh Ware fut détenu dans la prison de Kilmainham, à Dublin, jusqu'à la paix d'Amiens, en 1802, en violation d'un traité qu'il avait signé, et par lequel il s'engageait à s'expatrier volontairement pour toujours des territoires anglais.

Aylmer occupait le grade de capitaine de cavalerie dans l'armée autrichienne, et il se rendait à Londres, par ordre de l'Empereur d'Autriche, pour y conduire et offrir, au nom de ce monarque, au prince régent, un hussard et un cheval complètement équipés et harnachés, pour servir de modèle à la cavalerie anglaise.

La mission du capitaine Aylmer lui valut le pardon du prince régent et l'autorisation de retourner en Irlande, sa patrie, où il resta près de sa famille et de ses amis jusqu'au moment où il rejoignit à Dublin le général Devereux, qui recrutait et organisait une légion pour l'indépendance de l'Amérique espagnole du Sud. Dès que le premier bataillon fut complet, Aylmer partit avec lui et rendit moralement et physiquement de grands services avant de recevoir la blessure dont il mourut. S'il eût vécu, il eût été récompensé par le président Bolivar et le gouvernement de ce pays, pour lequel il avait com-

battu si vaillamment. Qu'il est triste de songer que des hommes aussi braves n'avaient pas de patrie pour laquelle ils pussent combattre !

Le 24 juin 1814, le régiment irlandais quitta Lille et se rendit à Avesnes, où il arriva le 28, et où il s'attendait à une prompte réorganisation ; mais le gouvernement français était encore indécis s'il conserverait des régiments irlandais à son service ; de plus, les officiers, qui avaient eu le malheur d'être faits prisonniers dans la dernière campagne, n'étaient pas tous revenus au dépôt ; les uns arrivèrent des prisons russes pendant le mois de juillet, et les autres se trouvaient encore en route à cette époque.

Le 3 août, le duc de Berry arriva à Avesnes, accompagné du général Mortier. Ils déjeunèrent à la sous-préfecture, et, après le déjeuner, le duc reçut le colonel Mahony « chevalier de Saint-Louis. » Il repartit immédiatement, sans passer en revue les troupes de la garnison, qui l'attendaient sous les armes sur la place. Il autorisa le colonel à permettre aux officiers de porter la fleur de lis. Le 4 août, le lieutenant général Bourke arriva à Avesnes, comme inspecteur général, pour réorganiser le régiment ; mais il paraît qu'il n'avait pas encore reçu d'instructions définitives à cet égard, car tout demeura en suspens. Cependant, le général, après avoir inspecté le régiment, complimenta les officiers et les engagea à compter sur sa sollicitude pour leurs intérêts.

Le 25 août 1814, jour de la fête de saint Louis et de

la naissance du roi, le corps des officiers offrit au général et aux autorités d'Avesnes un dîner, et, le soir, un bal et un souper au théâtre, qui fut splendidement décoré pour la circonstance. Malheureusement, à l'ouverture du bal, le colonel Mahony insulta très-grièvement le capitaine Lawless et lui ordonna de se rendre aux arrêts. Cependant, le lieutenant-colonel Ware ayant observé au colonel qu'il vaudrait mieux qu'un jour de réjouissances, comme celui qu'ils célébraient, s'écoulât sans punitions, Mahony consentit à lever les arrêts du capitaine et à lui permettre de rester au bal, ce dont le lieutenant-colonel Ware le remercia. Mais moins d'un quart d'heure plus tard, le colonel Mahony ayant rencontré le capitaine Lawless, l'insulta de nouveau, plus grossièrement encore que la première fois, et lui ordonna de quitter la salle immédiatement. Le lieutenant-colonel Ware voulut s'interposer, mais au moment où il ouvrait la bouche, le colonel Mahony lui ordonna de se rendre aux arrêts. Sur ce, le lieutenant-colonel Ware lui dit : « Je vais me rendre chez moi et prendre les arrêts, mais avant de partir, je dois vous dire que votre conduite de ce soir est indigne d'un gentleman ; c'est une lâcheté et une infamie de votre part que d'insulter un officier comme le capitaine Lawless, que vous savez ne pouvoir vous en demander raison. » — Le colonel Mahony se rendit dans la loge où le général Bourke assistait à la danse, pour l'informer sans doute de ce qui venait de se passer, et le prévenir qu'il venait de mettre aux arrêts le lieutenant-colonel. Cette déplorable affaire attrista le bal, car presque tous les officiers irlandais en sortirent dès qu'ils

apprirent l'insolente conduite du colonel Mahony. Le général ne pouvait l'approuver, mais il ne se soucia pas de l'avouer publiquement.

Le lendemain matin, 26 août, le lieutenant-colonel Ware reçut un billet le prévenant que ses arrêts étaient levés ; il se rendit immédiatement chez le colonel Mahony pour savoir quelles étaient ses armes, l'épée ou le pistolet lui étant, dit-il, pour sa part, indifférents. Ils se battirent au pis'olet, et après avoir échangé leurs coups de feu, Mahony et ses témoins quittèrent le terrain en paraissant satisfaits, bien que le lieutenant-colonel Ware eût refusé toute excuse à l'égard de ses paroles de la nuit précédente. Le lieutenant-colonel Ware avait pour témoins le commandant Allen et le capitaine Parrott. Le capitaine de Tressan et un colonel français, qui avait épousé Miss Magrath, une cousine de Mahony, lui servirent de témoins.

Le dimanche qui suivit le duel, lorsque le corps des officiers, le colonel Mahony en tête, se rendit chez le général Bourke, ce dernier s'emporta, de la manière la plus violente, contre le lieutenant-colonel Ware pour avoir eu l'audace de parler, comme il l'avait fait, la nuit du bal, à son colonel, en ajoutant qu'il mériterait d'être jugé par une cour martiale. Cette apostrophe surprit les officiers, qui savaient que le général connaissait parfaitement toutes les circonstances du duel et la conduite du colonel Mahony à cette occasion, et qui pensaient que dès lors tout devait être oublié.

A partir de ce moment, les officiers irlandais purent s'apercevoir de la préférence accordée aux officiers prus-



siens, dont le régiment avait été licencié en Hollande, en 1813, par l'ordre de Napoléon. Après la Restauration, tous les officiers allemands furent incorporés dans le régiment irlandais, et deux capitaines d'entre eux, nommés Geith, reçurent leurs brevets de chefs de bataillon du ministre de la guerre, Dupont. Ces nominations et le grand nombre de capitaines allemands qu'on avait reçu l'ordre de comprendre dans la nouvelle organisation du régiment, laissèrent peu ou point d'espoir d'obtenir de l'avancement aux braves officiers irlandais, qui l'avaient si bien mérité dans les dernières campagnes de 1813 et 1814, et par leurs services antérieurs, et qui avaient été si fortement recommandés par les généraux Lauriston, Puthod et Carnot. Plusieurs d'entre eux, les lieutenants Saint-Léger, O'Brien, Swanton, etc., durent servir encore huit ou dix ans, avec le même grade, avant de pouvoir obtenir de l'avancement.

Le 10 septembre 1814, les dépôts des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments étrangers, Latour-d'Auvergne et Isenberg, arrivèrent à Avesnes avec un grand nombre d'officiers. Le général Bourke était chargé d'organiser également ces deux régiments, mais il eut à attendre encore ses instructions jusqu'au mois de décembre, époque à laquelle les débris des trois régiments furent envoyés à Montreuil-sur-Mer, où ils furent définitivement organisés par le général Bourke, en 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> régiments étrangers, au service de la France, avec suppression de l'ancienne désignation de 3<sup>e</sup> régiment étranger, *irlandais*. On assura, à cette époque, que lord Castlereagh avait exigé la suppression du mot *irlandais*, et qu'il s'était

opposé à la réorganisation des brigades irlandaises, que le gouvernement des Bourbons eût désiré, supposait-il, voir rétablir telles qu'elles existaient avant la Révolution de 1789.

Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments partirent pour le sud et le sud-est de la France, dès qu'ils furent réorganisés — Le 3<sup>e</sup> régiment, ci-devant « 3<sup>e</sup> régiment étranger irlandais, » dans lequel se trouvaient incorporés les Irlandais, resta à Montreuil-sur-Mer. Il fut organisé en trois bataillons et un dépôt, auquel furent attachés tous les officiers irlandais sans emploi, avec autorisation de suivre le régiment jusqu'à ce qu'il se trouvât des places vacantes pour eux. Comme on ne pouvait renvoyer chez eux ces officiers, ils devaient conserver leur solde entière et faire le service de la garnison comme les autres officiers du régiment.

Voici les noms des officiers supérieurs du 3<sup>e</sup> régiment, ci-devant Irlandais :

Mahony, colonel.

Ware, lieutenant-colonel.

Braune, chef de bataillon.

Hayne, *id.*

Allen, *id.*

Geith, *id.*

Les bataillons étaient fort peu nombreux, mais comme le régiment était autorisé à se recruter sur les frontières, on s'attendait à les voir promptement complétés. De plus, un grand nombre de soldats licenciés étaient généralement disposés à reprendre du service. Les sous-

officiers étaient une excellente classe d'hommes, et très-attachés à leurs officiers avec lesquels ils avaient servi dans les dernières campagnes ; ils ne voyaient qu'avec peine d'autres officiers appelés à les commander.

Le capitaine Parrott, qui commandait une compagnie de grenadiers pendant le siège d'Anvers, et qui s'était distingué dans tant de campagnes, et particulièrement dans celle de Silésie, où il avait été blessé et proposé pour la croix d'officier de la Légion d'honneur sur le champ de bataille, vit donner sa compagnie de grenadiers au capitaine Saint-Colomb, qui sortait du régiment d'Isenberg, et qui n'avait jamais commandé une compagnie de grenadiers. Mais Saint-Colomb plaisait au colonel et au général Bourke, chargé de l'organisation du régiment. Ce fut là un des nombreux exemples des injustices qu'eurent à subir les officiers irlandais, après la Restauration, et le capitaine Saint-Colomb le sentit lui-même, car il se rendit chez le général, avec le capitaine Parrott, pour le prier de nommer ce dernier, comme y ayant plus de droit, à sa place, capitaine de la compagnie des grenadiers. Le général s'emporta en entendant une pareille proposition, et refusa de revenir sur ce qu'il avait fait.

Après avoir réussi à faire organiser le régiment, pensait-il, à son goût, le colonel Mahony obtint l'autorisation de se rendre, en février 1815, à Paris, où il se proposait d'épouser Miss Power, la fille d'un de ses camarades de l'ancienne brigade irlandaise ; mais le contrat ne s'étant pas trouvé prêt, lors du débarquement de Napoléon, Mahony, comme tous les autres officiers en

congé à cette époque, fut obligé de revenir au régiment et de remettre à d'autres temps la cérémonie du mariage.

Le commandant Hayne, qui se croyait avantageusement connu de l'inspecteur général Bourke, depuis un grand nombre d'années, fut mis à la retraite sans en être averti ; cette injustice était d'autant plus criante qu'il eût eu droit au maximum de la retraite l'année suivante. Il était en parfaite santé et encore très-propre au service ; mais il avait le malheur, comme membre du conseil d'administration, de ne pas s'entendre avec le colonel Mahony, à propos des comptes du régiment. Il n'y avait aucune raison plausible de traiter d'une façon aussi brutale un aussi digne officier que Hayne, de l'envoyer, après vingt-neuf ans de services honorables et d'aussi nombreuses campagnes, vivre avec une pension de 400 francs par an, et de le priver de la croix de la Légion d'honneur, récompense qu'il mettait au-dessus d'un grade quelconque ou de tout.

Un traitement pareil infligé à un Irlandais, tandis que les officiers prussiens, dont le régiment avait été licencié par Napoléon en Hollande, en 1813, étaient maintenus en activité, prouva aux Irlandais qu'ils avaient peu à attendre du gouvernement des Bourbons, et leur fit craindre conséquemment que l'influence de lord Castle-reagh ne devint assez grande pour lui permettre d'exiger l'expulsion du service de la France de tout Irlandais.

Le colonel Mahony revint à Montreuil-sur-Mer le 15 mars 1815 ; il reprit le commandement de son régiment, et il signa son premier ordre du jour : « Comte O'Ma-

hony. » Ce fut la première nouvelle qu'eurent les officiers de son titre de comte.

Comme les journaux de Paris arrivaient régulièrement tous les jours à Montreuil-sur-Mer, la marche rapide de Napoléon sur Paris n'y demeura pas secrète. Napoléon arriva à Paris le 20 mars 1815.

Comme hommes d'honneur, les officiers irlandais savaient ce qu'ils se devaient à eux-mêmes, et que, comme étrangers, ils n'avaient pas à intervenir dans le changement du gouvernement, mais à servir fidèlement celui établi jusqu'au moment où ils seraient dégagés de leur serment de fidélité.

Sous cette impression, ils s'efforcèrent pendant plusieurs jours à maintenir dans le calme les sous-officiers et les soldats, ce qui n'était pas chose facile dans une pareille crise, et alors que tous savaient que l'Empereur était à Paris.

Le colonel Tobin, qui commandait la ville et qui avait connu le régiment irlandais à Anvers, pria le commandant Allen et son bataillon de venir loger dans la citadelle avec lui. Toutes les précautions furent prises pour le maintien de la discipline et de l'ordre les plus stricts.

Le 25 mars 1815, le colonel Mahony réunit chez lui tous les officiers du régiment, en apparence, pour les consulter sur les événements qui venaient d'avoir lieu à Paris. Il les prévint que le roi Louis XVIII était en route pour Lille, et il témoigna le désir de connaître quelles étaient les intentions des officiers à son égard. Le lieutenant-colonel Ware lui répondit : « Colonel, donnez-nous vos ordres et nous les exécuterons. Si le roi

désire une escorte jusqu'à la frontière, il peut compter sur le régiment pour faire son devoir. Mais, patriotes irlandais, nous n'irons jamais rejoindre le camp ennemi pour combattre la France, notre patrie adoptive. »

Le colonel Mahony répliqua « que pour sa part, il était résolu à suivre son roi dans ce qu'il considérait *le chemin de l'honneur*. » — « Il ne pouvait, d'ailleurs, ajouta-t-il, consentir à servir encore l'Empereur, après ce qui s'était passé à Anvers, pendant le siège de 1814, alors qu'il se trouvait sous les ordres du général Carnot. Il était dès lors décidé à partir le jour même. » Il remit donc le commandement du régiment au lieutenant-colonel Ware, et lui renvoya la caisse militaire, etc.

Après le départ du colonel Mahony, le lieutenant-colonel Ware et le corps des officiers convinrent d'attendre les ordres du général commandant la division militaire à Lille pour changer de cocarde; et, en conséquence, les troupes furent consignées dans leurs quartiers pour prévenir toute collision avec les habitants, dont un grand nombre avaient déjà arboré la cocarde tricolore.

Le lendemain matin, 26 mars, de bonne heure, le sous-préfet et les autorités civiles reçurent du préfet du département l'ordre de reconnaître l'Empereur; mais les instructions militaires transmises à la garnison par le maréchal Mortier, n'arrivèrent que quelques heures plus tard.

A la réception de cet ordre, qui dégageait tous les militaires de leur serment de fidélité à Louis XVIII, toutes les troupes de la garnison sous les armes se ren-

dirent avec la garde nationale et les autorités civiles sur la place d'armes, où l'Empereur Napoléon fut proclamé avec les plus vives expressions de satisfaction et de joie.

Le régiment irlandais déploya, à cette occasion, l'Aigle qu'il avait si souvent défendue contre l'ennemi, et qui, restée pendant les onze mois de la Restauration dans la caisse militaire, en sortit alors.

La plus grande harmonie et la meilleure intelligence régnèrent entre les habitants et les troupes à cette importante cérémonie. — Le lieutenant-colonel Ware jugea convenable de prévenir les officiers du régiment qui pourraient avoir quelque scrupule à servir Napoléon, qu'ils étaient parfaitement libres de se retirer. Trois officiers seulement, les capitaines de Bonan et Ferguson, et le lieutenant Gordon, profitèrent de cette permission et s'en allèrent. Tous les autres officiers jurèrent fidélité à l'Empereur Napoléon, et signèrent une adresse pour lui exprimer leur dévouement à sa personne et à sa dynastie.

Le colonel Mahony revint le lendemain, 27 mars, et prévint le lieutenant-colonel Ware qu'il était revenu pour reprendre le commandement de son régiment, en lui ordonnant de renvoyer chez lui l'Aigle et la caisse militaire. Le lieutenant-colonel Ware lui répondit « qu'il ne consentirait jamais à servir sous lui, ni à le reconnaître pour son colonel ; qu'en conséquence, il n'avait pas d'ordres à recevoir de lui ; et qu'il était étonné de le trouver aussi plat, après sa belle déclaration

du 25, en présence de tout le corps des officiers, et qu'il pût supposer que des hommes d'honneur pussent lui pardonner sa conduite. »

Le colonel Mahony s'adressa alors au gouverneur de la ville, le colonel Tobin, qui envoya immédiatement chercher le lieutenant-colonel Ware, et lui ordonna d'exécuter les ordres du colonel Mahony, qui, dit-il, était revenu pour reprendre le commandement de son régiment, et pour servir fidèlement l'Empereur. Le lieutenant-colonel Ware lui répondit « qu'aucune puissance sur la terre ne saurait l'obliger à servir sous les ordres d'un traître. » Il remit, alors, son épée au colonel Tobin, et se considéra lui-même comme aux arrêts. Tous les officiers du régiment, sans exception, se rendirent individuellement chez le colonel Tobin, et lui remirent leurs épées en déclarant qu'ils ne les reprendraient jamais pour servir sous les ordres de Mahony. — Le capitaine Magrath, cousin germain de Mahony, déposa son épée comme les autres officiers, et parut désapprouver tout autant qu'eux la conduite de Mahony.

Voyant qu'il ne pouvait trouver un officier pour exécuter ses ordres, le gouverneur alla lui-même chercher un détachement de grenadiers à la caserne du régiment irlandais, et reporta l'Aigle et la caisse militaire au logement du colonel Mahony, ce qui fut considéré comme un acte très-malavisé de sa part, car les officiers furent d'autant plus irrités de voir leur Aigle confiée à un homme qu'ils jugeaient indigne de les commander. — Le même soir, 27 mars, le général Pellet qui arrivait à Montreuil-sur-Mer, réunit tous les officiers du régiment irlandais,



et les pria de reprendre leurs épées et de continuer à servir sous les ordres du colonel Mahony, jusqu'à ce que l'Empereur eût décidé la question ; mais tous répondirent qu'aucune puissance sur la terre ne pourrait les forcer à servir un seul instant sous ses ordres.

Voyant qu'il était inutile de persister plus longtemps vis-à-vis d'hommes aussi déterminés que l'étaient les officiers irlandais, le général prévint Mahony de ce qui l'attendait ; ce dernier se décida donc à suivre de nouveau « le chemin de l'honneur » ; mais cette fois ce fut à Paris qu'il se rendit, au lieu de rejoindre son roi à Gand ; et l'on craignit que par l'influence du général Bourke sur le maréchal Davoust, alors ministre de la guerre de Napoléon, le colonel Mahony ne parvint à se faire renvoyer au régiment irlandais ; mais, heureusement pour les braves officiers irlandais, le général Carnot était aussi alors ministre de Napoléon, et il lui raconta nécessairement la trahison de Mahony à Anvers, après quoi, il n'y eut plus rien à craindre à ce sujet.

Le lieutenant-colonel Ware et les autres officiers, bien que désarmés, employèrent tous leurs efforts pour tenir les troupes consignées ; et, dès que Mahony eût quitté la ville, le général les invita à reprendre leurs épées et à continuer leur service comme par le passé.

Le changement de gouvernement se termina donc tranquillement et à la grande satisfaction des officiers irlandais, qui virent avec joie cesser en France l'influence de l'Angleterre et celle de lord Castiereagh. Ils se sentirent alors certains de voir leurs anciennes cam-

pagnes et leurs services antérieurs récompensés par l'Empereur.

Le colonel Tobin qui s'était montré si empressé de voir Mahony réinstallé malgré les officiers irlandais, fut bientôt remplacé lui-même dans le commandement de la ville.

Le 6 avril 1815, le colonel Peltier prit le commandement, comme gouverneur, situation qu'il avait occupée sous l'Empire, avant la Restauration. Comme il habitait Montreuil-sur-Mer, et qu'il avait assisté aux derniers événements, il avait été à même d'apprécier la conduite du régiment irlandais dans cette circonstance importante. Il avait, en outre, l'avantage d'être personnellement connu, de longue date, de l'Empereur, comme l'un des représentants du peuple, qui avaient accompagné, à Paris, le 13 vendémiaire (5 octobre 1795), le général Bonaparte, lorsqu'il avait dispersé les sections en marche pour attaquer la Convention et le gouvernement.

Le colonel Peltier avait sous lui, pour commander la place, le commandant Gallibert, auquel il manquait un bras, et qui avait été longtemps employé à Gênes, avant l'évacuation de cette ville par les Français. L'artillerie était commandée par le chef de bataillon Pillault, qui avait été au service du roi Joachim Murat, et qui était revenu en France en 1814. La plus grande harmonie et la plus sincère amitié existaient entre ces braves officiers et le régiment irlandais.

Le commandant Hayne, qui avait été si injustement traité au mois de mars, se trouvant à Paris lors de l'ar-

rivée de l'Empereur, réclama et fut réinstallé au régiment irlandais avec son ancien grade. Il resta à Paris, en permission, et ne retourna au régiment qu'après la seconde Restauration.

Le capitaine Parrott, qui avait été si injustement traité par l'inspecteur général Bourke, reprit sa compagnie de grenadiers qui avait été donnée au capitaine Saint-Colomb. Il est juste de dire que ce dernier n'avait jamais désiré la garder, et qu'il pria le lieutenant-colonel Ware de la rendre au capitaine Parrott, qui, ajouta-t-il, y avait plus de droit.

Au commencement de mai 1815, le lieutenant-colonel Ware reçut de l'Empereur son brevet de colonel du régiment irlandais, ce qui causa une grande satisfaction à tous les Irlandais ; les officiers allemands eux-mêmes parurent aussi charmés de l'avancement de Ware que pouvaient l'être les officiers irlandais ; en somme, Ware était aimé et estimé par tous ceux qui servaient sous ses ordres, et il le méritait, car il était brave et prêt à servir les intérêts de tous.

Par un autre décret, l'Empereur autorisa le régiment à reprendre son ancien numéro et son nom de « premier régiment irlandais », ce qui satisfit grandement les officiers irlandais, à qui ce dernier acte fit espérer que Napoléon avait de nouveau tourné ses pensées vers leur patrie opprimée, et que le jour n'était peut être pas éloigné où ils seraient envoyés en expédition en Irlande, et où leur expérience militaire contribuerait puissamment à secouer le joug anglais, sous lequel leur patrie souffrait dégradée depuis des siècles.

Le ministre de la guerre, le maréchal Davoust, écrivit à cette occasion au colonel Ware, par l'ordre de Napoléon, une lettre remplie d'expressions flatteuses à l'adresse du régiment irlandais. L'Empereur y déclarait qu'à l'avenir il emploierait le régiment irlandais en toutes circonstances, et avec la même confiance qu'un régiment de sa garde impériale. L'union et l'émulation les plus grandes régnèrent dans le régiment pendant le mois de mai, et les soldats y arrivaient journellement pour compléter les quatre bataillons qui devaient constituer son pied de guerre. Plusieurs officiers en demi-solde furent attachés au régiment, et deux officiers espagnols, en demi-solde également, le capitaine Garido et le lieutenant Ferarie, furent autorisés à le rejoindre. Le capitaine Murray, qui vivait en retraite à Dunkerque, rejoignit avec plaisir ses anciens camarades.

Le commandant de l'artillerie, Pillault, invita les officiers du régiment irlandais, qui n'étaient pas employés à l'instruction des soldats, à suivre avec lui les exercices de l'artillerie, ce qu'ils acceptèrent avec beaucoup d'empressement; et ce brave commandant vit avec plaisir les progrès rapides qu'ils firent en consacrant quatre heures par jour, sur les remparts, aux manœuvres de l'artillerie.

Au commencement de juin, le gouverneur de Montreuil-sur-Mer reçut du ministre de la guerre des instructions, l'informant qu'on était averti que le gouvernement anglais, dans l'éventualité du début des hostilités sur les frontières, se proposait de débarquer cinq à six mille hommes sur la côte, pour opérer une

diversion sur les derrières de l'armée française; et que l'Empereur pensait que le régiment irlandais et les gardes nationales du pays suffiraient à détruire et disperser cette expédition, dès qu'elle débarquerait. — Napoléon avait raison, car, bien que le régiment irlandais n'eût pas eu le temps encore de compléter tous ses bataillons sur le pied de guerre, le bon esprit qui animait les officiers et les soldats, et la bonne intelligence qui régnait entre eux et les gardes nationaux, étaient de sûrs garants de succès. La perspective d'être ainsi activement employé contre les Anglais, consola le régiment irlandais de ne pas faire partie de l'armée française dans les Pays-Bas, où il avait espéré trouver une nouvelle occasion de prouver son attachement à sa patrie adoptive, son dévouement à Napoléon et sa reconnaissance pour la confiance dont il l'honorait. Un des aides-de-camp de l'Empereur, le lieutenant-général Dejean, qui arriva à cette époque à Montreuil-sur-Mer, y rencontra plusieurs officiers irlandais, qui avaient servi sous ses ordres en Espagne, aux avant-postes, lorsque l'armée anglaise avait été repoussée en Portugal, en septembre 1811, à Fuente-Guinaldo, Alfayates, etc.; et cette rencontre permit au général Dejean d'apprécier l'excellente composition du régiment irlandais, dont il parla dans les termes les plus favorables à Napoléon, à son retour à Paris.

Peu après son départ, deux émigrés, capitaines du régiment, Magrath et Saint-Colomb, malgré leur serment de fidélité à l'Empereur, commencèrent à correspondre avec l'ennemi, à Gand. Le capitaine Saint-Colomb

déserta le 10 juin 1815, et fut suivi, deux jours après, par le capitaine Thompson. Ce dernier était né en France et avait servi dans le régiment prussien avant de rejoindre le régiment irlandais. Ces officiers étaient des Français, mais l'indignation des Irlandais n'en fut pas moindre. — En conséquence, huit capitaines du régiment se rendirent chez le capitaine Magrath, et lui reprochèrent sa conduite infâme et déshonorante. Il ne put nier qu'il correspondit avec le parti bourbonnien, à Gand, ni qu'il eût accompagné, sur la route, le capitaine Saint-Colomb, le jour où il avait déserté. Les huit capitaines déclarèrent à Magrath qu'ils étaient décidés à ne pas servir avec des trahîtres, et qu'il eût à donner sa démission. Ils informèrent également le capitaine de La Roche, un autre émigré français, qu'il était accusé de correspondre avec l'ennemi. Heureusement, les officiers irlandais n'étaient pas responsables de la conduite déshonorante d'hommes qui violaient le serment de fidélité qu'ils avaient volontairement prêté.

Napoléon avait rejoint l'armée en Flandre, et la nouvelle qu'il avait gagné la bataille de Fleurus, le 16 juin, d'une si splendide manière, remplit des plus grandes espérances le cœur des Irlandais expatriés. Leurs sentiments à cette occasion ne sauraient être exprimés. Ils s'imaginèrent qu'ils se trouvaient de nouveau sur le point de faire partie d'une expédition destinée à délivrer leur malheureux pays de la cruelle tyrannie du gouvernement anglais. Mais la perte de la bataille de Waterloo, le 18 juin, et les circonstances déplorables qui suivirent

l'abdication de Napoléon, vinrent arrêter leur carrière, et mettre fin à toutes espérances futures de l'assistance de la France pour affranchir l'Irlande de son servage.

Le sous-préfet de Montreuil-sur-Mer reçut des instructions du gouvernement provisoire, à Paris, pour la proclamation de Napoléon II; et, en conséquence toutes les autorités civiles et les officiers de la garnison se réunirent à la municipalité pour lui jurer fidélité. — Cette cérémonie causa une très-grande émotion, et donna naissance à l'espoir passager de voir la nation se rallier de nouveau pour expulser l'ennemi. Vers la même époque, arriva à Montreuil-sur-Mer un ordre du ministre de la guerre, enjoignant au régiment irlandais de partir immédiatement pour rejoindre l'armée dans le voisinage de Paris; mais le colonel Peltier, qui commandait la ville et le district, et qui avait reçu cet ordre, jugea bon de ne pas le communiquer au commandant du régiment, le colonel Ware, dans le désir, sans doute, de conserver les troupes de la garnison pour proclamer Louis XVIII, quand il en aurait reçu l'ordre de Paris. En effet, le 11 juillet 1815, l'ordre arriva et Louis XVIII fut proclamé pour la seconde fois, le 12 juillet 1815. Ce fut à l'arrivée de ce dernier ordre que le lieutenant Thulier, qui était de garde, étant monté sur le sommet du rempart pour parler au courrier avant son entrée dans la ville, perdit l'équilibre, tomba et fut tué sur le coup.

Le marquis de Bryas qui avait accompagné le Roi à Gand, arriva à Montreuil-sur-Mer, et remplaça le colonel Peltier, comme gouverneur du district. Le même jour, plusieurs officiers irlandais, le colonel Ware en

tête, lui exprimèrent leur hésitation à continuer à servir après de si nombreux changements de gouvernements. Ce gentilhomme leur répondit très-convenablement qu'ils ne devaient pas sacrifier témérairement les titres qu'ils s'étaient acquis en France, leur patrie adoptive, en la servant avec tant de distinction, en accomplissant toujours leur devoir en hommes d'honneur, et en exécutant ponctuellement les ordres de leurs chefs. Ils pouvaient, dit-il, regretter ces changements fréquents, mais ils n'en étaient pas responsables. Si quelque chose eût pu diminuer la tristesse de leur situation, au spectacle d'une armée anglaise maîtresse de Paris, et du renversement complet de leur avenir, c'eût été l'accueil amical que reçurent du marquis de Bryas les officiers irlandais pendant leur séjour à Montreuil.

Le colonel Ware rédigea, le 13 juillet, une adresse destinée à être remise au Roi par le ministre de la guerre. Elle fut déposée chez le quartier-maitre pour être signée par tous les officiers du régiment.

Le commandant Braune, un Prussien, et plusieurs de ses compatriotes, la signèrent; mais ils se réunirent, immédiatement après, chez lui, et firent rédiger par le lieutenant Wall, fils d'un Irlandais, une autre adresse, en termes plus chaleureux, et dans laquelle ils s'intitulaient eux-mêmes « les véritables et réels royalistes » du régiment. Cette seconde adresse devint nécessairement une sorte de dénonciation à l'égard des officiers qui ne l'avaient pas signée, et une recommandation certaine en faveur de ceux qui y avaient apposé leurs noms; aussi furent-ils promptement employés, et plusieurs



même entrèrent-ils dans la garde royale. — Quant aux officiers qui s'étaient conformés strictement aux ordres de leur colonel, il se virent désignés à la persécution. — Tel était l'encouragement donné à l'insubordination à cette triste époque, que les pires officiers étaient certains d'obtenir de l'emploi et de l'avancement, pourvu qu'ils fissent montre de leur dévouement aux Bourbons et qu'ils dénonçassent leurs camarades.

Plusieurs disputes eurent lieu entre les officiers irlandais et les officiers prussiens, qui étaient entrés au régiment, après la Restauration. Les capitaines Jackson et Town se battirent en duel avec deux de ces Prussiens, et les blessèrent dangereusement. — Heureusement, le marquis de Bryas écouta les conseils du colonel Ware, et mit fin à ces altercations en refusant de recevoir toute nouvelle dénonciation des Allemands contre les Irlandais.

Le 15 juillet, le marquis de Bryas ayant appris qu'un bataillon de gardes nationaux rouennais, qui avaient été envoyés à Dunkerque, et qui retournaient à Rouen, pour y être licenciés, traversaient le pays en conservant la cocarde tricolore, requit le régiment irlandais et deux pièces d'artillerie pour marcher à leur rencontre. En arrivant à Hesdin, le marquis les rencontra, entrant dans la ville par petits détachements et la cocarde enlevée. Trente ou quarante environ demeurèrent avec leur commandant, et poursuivirent leur route pour la Normandie. Le lendemain, le marquis de Bryas revint d'Hesdin avec le régiment irlandais, et ramena avec lui, à Montreuil, sa femme qui, jusqu'alors, était restée dans

leur maison à Hesdin. Ils donnèrent quelques fêtes agréables à Montreuil, dont le marquis abandonna le commandement en septembre 1815.

Pendant ce temps, l'armée de la Loire avait été complètement licenciée, et le régiment irlandais ne pouvait pas s'attendre à être mieux traité que ces braves et malheureux soldats. — Le général Desnoyers fut envoyé à Montreuil, en qualité d'inspecteur général ; il était assisté de M. le Pautre, sous-inspecteur aux revues, et le 28 septembre 1815, ils terminèrent leur pénible tâche, en licenciant, à Montreuil-sur-Mer, le régiment irlandais, qui avait servi dans toutes les campagnes d'Allemagne, d'Espagne, de Portugal, etc., depuis 1803 jusqu'en 1815, c'est-à-dire pendant douze années de service actif non interrompu, et qui avait souvent et justement reçu les plus grands éloges des divers généraux en chef sous les ordres desquels il avait servi pendant ces campagnes mémorables.

D'après les instructions de l'inspecteur général, les officiers eurent à choisir, et à désigner les villes dans lesquelles ils désiraient se retirer en demi-solde ; et ils se trouvèrent, en conséquence, bientôt dispersés par toute la France. Les sergents, les caporaux et les simples soldats du régiment qui désirèrent rester au service de la France, partirent pour être incorporés dans la légion du prince Hohenloe, qu'on formait alors à Toulon. Le capitaine Town prit le commandement de ce détachement, et se mit en marche le 29 septembre 1815. Le colonel Ware, les capitaines Byrne et O'Vitzky, comme membres du conseil d'administration du régiment, le lieutenant

Wagner, quartier-maître, et le lieutenant Montague, chargé des effets d'habillement, reçurent du ministre de la guerre, Clarke, duc de Feltre, l'ordre de rester à Montreuil, pour terminer, signer et remettre les divers comptes du régiment, et pour expédier aussi à la légion Hohenloe, les effets militaires restant au magasin du corps. Le lieutenant Montague reçut, à cette occasion, des instructions particulières pour faire effacer et disparaître, avant leur envoi, des effets militaires, les N, les aigles et tous les signes rappelant Napoléon.

En 1810, l'Empereur avait envoyé en Espagne, pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons du régiment irlandais, deux magnifiques drapeaux qui étaient restés à Valladolid, ces bataillons se trouvant alors en Portugal. Ces drapeaux furent apportés au dépôt du régiment et détruits à Montreuil par le lieutenant Montague. Ils étaient verts avec une grande harpe au centre. On y lisait en lettres d'or, d'un côté : « Napoléon I<sup>er</sup>, au 2<sup>e</sup> bataillon irlandais » ; et de l'autre : « L'indépendance de l'Irlande ». Celui du 3<sup>e</sup> bataillon était semblable à celui du 2<sup>e</sup> bataillon. L'Aigle était portée par le 1<sup>er</sup> bataillon, qui avait, d'ailleurs, son drapeau, comme les autres.

Les officiers du conseil demeurés à Montreuil reçurent les deux tiers de leur solde jusqu'au mois de février suivant, et lorsque tout fut terminé, ils se retirèrent en demi-solde, comme les autres officiers, en espérant qu'au moins, on ne les persécuterait pas. Mais peu après la bataille de Waterloo, le brave régiment avait été licencié par Louis XVIII, et les officiers irlandais ne tardèrent pas à s'apercevoir que lord Castlereagh et l'influence

anglaise prédominaient dans les conseils de la France.

Le commandant Allen, qui s'était retiré à Melun, reçut l'ordre de se rendre à Rouen, et en passant par Paris, il y fut arrêté par l'ordre du duc de Feltre, et informé d'avoir à quitter sans délai le sol de la France. C'est ainsi que, sans procès ni jugement, un de ces officiers, dont les vaillantes actions avaient acquis une telle renommée au régiment irlandais, en Espagne et en Silésie, se vit bannir de sa patrie adoptive par les ordres du général Clarke, le fils d'un Irlandais !

Le lieutenant-général Arthur O'Connor se rendit auprès du duc de Feltre, et insista pour qu'on fît juger le commandant Allen, en disant « qu'il était trop dur de voir Allen plus maltraité en France qu'il ne l'avait été lors qu'ils avaient été jugés et acquittés ensemble à Maidstone. » Le duc qui savait bien qu'on ne pourrait produire aucune charge contre M. Allen, devant une cour martiale, n'avait nullement la pensée de le faire juger ; mais en voyant que le général O'Connor prenait si chaudement son parti, il craignit, sans doute, de le voir publier l'affaire dans les journaux anglais et irlandais ; et, après beaucoup d'hésitations, il consentit enfin à faire mettre Allen en liberté, et à lui permettre de se retirer en demi-solde, à Tours, où il resta prisonnier sur parole jusqu'en 1830.

Le capitaine Jackson fut également banni par ordre du duc de Feltre, sans aucun jugement, ou sans qu'on pût produire aucune charge contre lui ; et cependant ce brave officier s'était distingué dans toutes les occasions où le régiment s'était trouvé engagé, soit en Es-

pagne ou en Allemagne. Il avait été blessé et fait prisonnier à la bataille de Goldberg, en Silésie, le 23 août 1813, et il n'était revenu que peu de jours avant le retour de l'Empereur de l'île d'Elbe, des prisons russes de la Sibérie. Le capitaine Jackson partit du Havre, en novembre 1815, pour l'Amérique du Sud, où il trouva de nouvelles occasions de déployer ses talents militaires, en combattant pour l'indépendance de ce pays.

Le capitaine Town, un officier brave et très-distingué, rempli d'instruction, de savoir et de talent militaire, fut, comme Jackson, banni par ordre du duc de Feltre, sans jugement ni appel devant un tribunal militaire. — Triste récompense de ses brillants services! — Comme il se trouvait dans le voisinage de Marseille, il partit pour l'Italie, où il trouva de grandes difficultés à être autorisé à rester.

Une autre victime, encore plus remarquable, des sentiments vindicatifs du duc de Feltre à l'égard du régiment irlandais, fut le capitaine Lawless, auquel il ordonna de quitter la France immédiatement, bien qu'il le connût personnellement et avantageusement pour l'avoir eu pendant plus de deux ans attaché à son état-major, à Paris, en 1812 et 1813. Malgré cela, et en dépit de toute l'influence et des efforts de son oncle, le général Lawless, le capitaine Lawless ne put obtenir la faveur d'être jugé par une cour martiale, qui, à la vérité, l'eût mis immédiatement en liberté, attendu qu'il n'existait aucune charge à produire contre lui. Il fut obligé de quitter la France et se rendit à New-York. — Le général Lawless dut en être profondément blessé, en se

rappelant les nombreuses lettres flatteuses qu'il avait reçues du duc de Feltre, à propos des brillants services rendus par le régiment irlandais en Allemagne, à Flessingue, etc., et dans lesquelles il lui disait « qu'il s'en glorifiait, comme Irlandais. »

Ce système de persécution parut d'autant plus étrange que le colonel Ware en fut excepté, lui qui eût dû être le premier à blâmer, si le moindre reproche eût pu être adressé au corps des officiers.

A cette occasion, ce n'est que justice de déclarer que le colonel Ware remit au ministre de la guerre, après le licenciement du régiment, un rapport très-long et très-détaillé, sur les événements survenus pendant les Cent Jours, en ajoutant que lui seul, comme « chef de corps », devait en encourir la responsabilité.

---

## NOTE.

Puisque j'ai raconté le traitement brutal infligé, par le duc de Feltre, au commandant Allen et aux capitaines Lawless, Jackson et Town, je devrais mentionner celui que j'eus à subir et qui fut encore aggravé par le délai qu'on laissa s'écouler avant de me l'appliquer. Ils reçurent l'ordre de quitter la France en 1815, et je ne reçus celui de quitter Tours dans les vingt-quatre heures, et la France dans les quinze jours, que le 2 janvier 1817. Ce retard provint-il de ma qualité de membre du conseil d'administration chargé de la reddition définitive des comptes du régiment, ou de tout autre motif? Je n'ai jamais pu le savoir; cependant il était bien connu au département de la guerre que la décision ministérielle prise contre moi l'avait été en même temps que celles relatives à Allen et aux autres officiers. Quant à mes souffrances, et à la manière dont j'obtins justice, il serait trop long de le rapporter dans une note. Je renvoie donc le lecteur à l'article biographique sur le général Clarke, ministre de la guerre, de mon troisième livre, dans lequel tous les détails de cette affaire sont fidèlement consignés.

FIN DU DEUXIÈME LIVRE.





## LIVRE III

NOTES PERSONNELLES. — ESQUISSES BIOGRAPHIQUES  
DES PRINCIPAUX EXILÉS ET PATRIOTES IRLANDAIS.  
— FRAGMENT DE LA CAMPAGNE DE GRÈCE EN 1823.



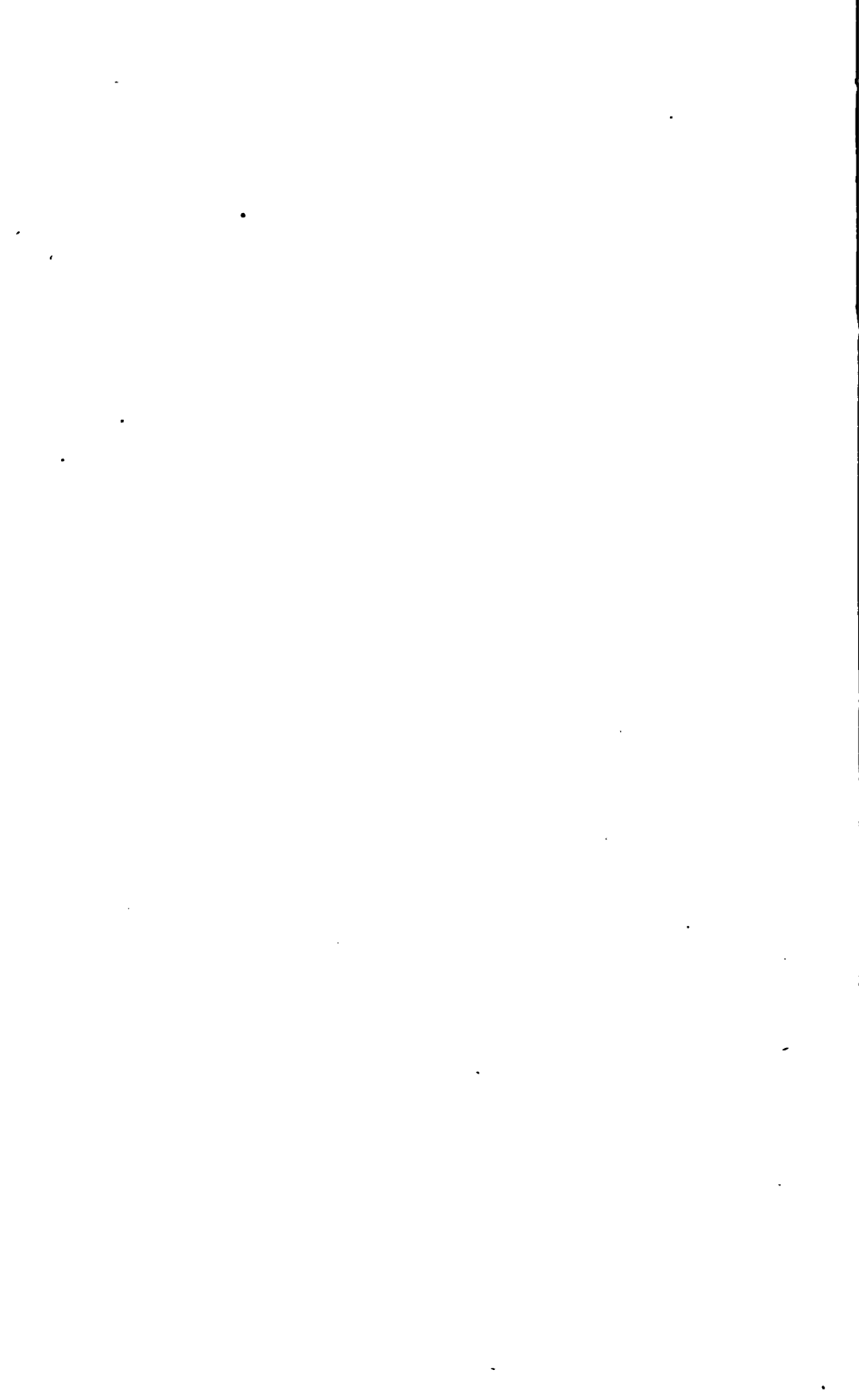
## INTRODUCTION DE L'ÉDITEUR

---

Le troisième livre des Mémoires de M. Byrne commence par un récit de son séjour à Paris, en 1803, et par des détails sur les différentes personnes qu'il y rencontra à cette époque. M. Byrne avait jugé préférable de consacrer son second livre à l'histoire des campagnes de la Légion irlandaise au service de la France, qu'il considérait comme la suite naturelle de son récit des insurrections irlandaises de 1798 et de 1803, et de faire ainsi une histoire entièrement militaire des deux premiers livres de ses Mémoires.

Le troisième livre est plus personnel et renferme un grand nombre de renseignements sur la vie de M. Byrne, pendant qu'il se trouvait à Paris en demi-solde, et des esquisses biographiques sur quelques Irlandais remarquables. Il se termine par un fragment de la campagne de M. Byrne en Grèce, qu'il est très-regrettable qu'il n'ait pu terminer.

FANNY BYRNE.



## AVIS PRÉLIMINAIRE

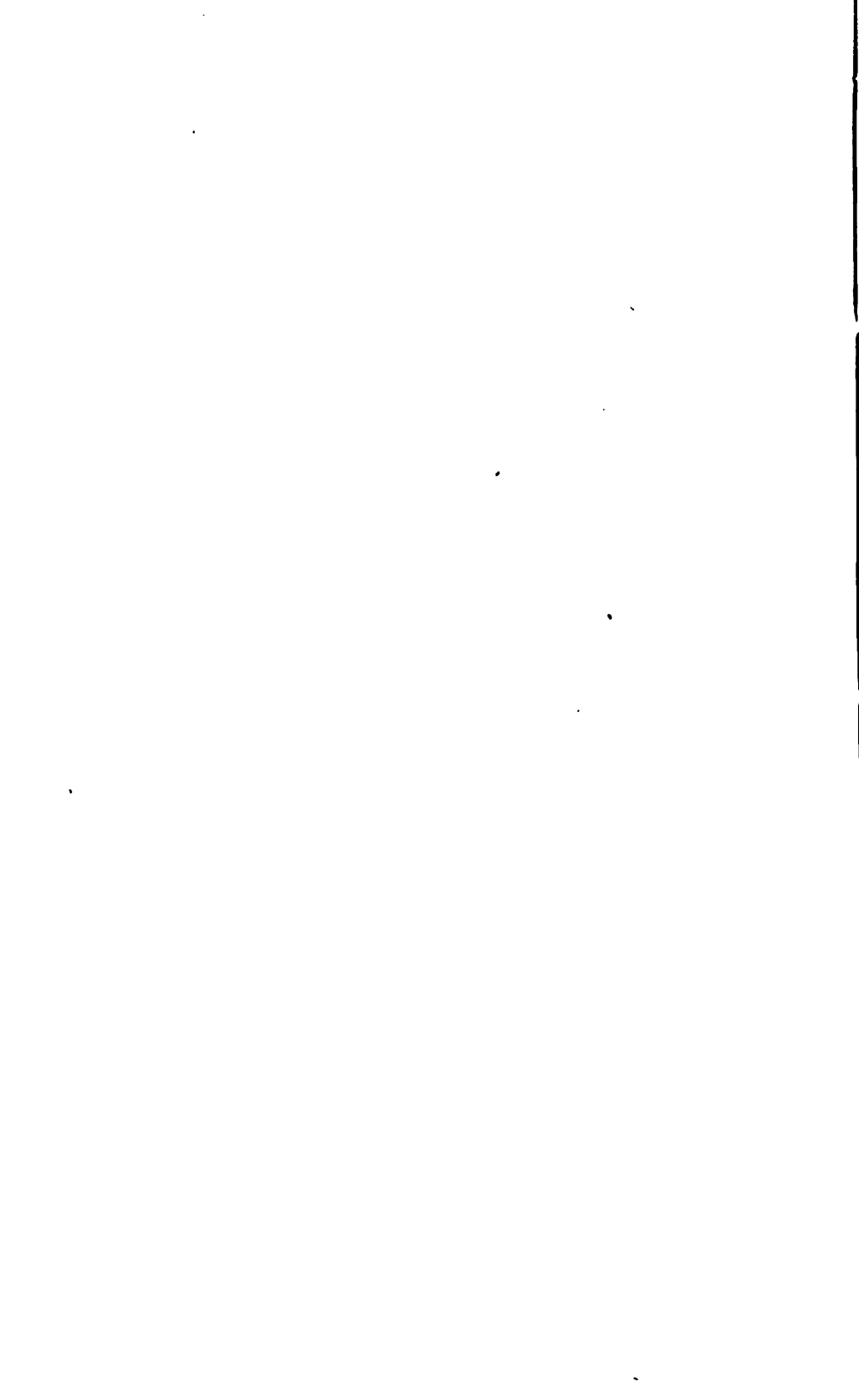
DE L'AUTEUR

---

Le premier livre de mes Mémoires est un récit de ce qui m'est arrivé pendant les insurrections irlandaises de 1798 et 1803, jusqu'à mon arrivée à Paris, en août 1803.

Le second livre renferme l'histoire de l'organisation de irlandaise par le Premier Consul, en 1803, et de ses campagnes et services depuis cette époque jusqu'à son licenciement en 1815, par le gouvernement de la seconde Restauration, après la bataille de Waterloo.

Le troisième livre montrera comment je passai mon temps à Paris, d'août à septembre 1803, date de mon départ pour Morlaix, et renfermera quelques courtes notices biographiques sur plusieurs des principaux réfugiés et patriotes irlandais que je rencontrai en France à cette époque.



# MÉMOIRES

ou

## NOTES D'UN EXILÉ IRLANDAIS

DE 1798

---

### LIVRE III

NOTES PERSONNELLES. — ESQUISSES BIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX  
EXILÉS ET PATRIOTES IRLANDAIS. — FRAGMENT SUR LA CAMPAGNE  
DE GRÈCE EN 1826.

---

J'ai raconté dans mon premier livre que M. Emmett m'avait loué une chambre dans la Petite-rue-du-Bac ; c'était un simple cabinet, mais parfaitement suffisant pour moi. Comme il se trouvait proche de la maison de M. Emmett, j'éprouvai une grande consolation à pouvoir le voir tous les jours et à continuer à lui fournir de nouveaux renseignements sur la malheureuse Irlande. J'espérais en outre que, grâce à l'influence dont il jouissait auprès du gouvernement français, nous obtiendrions

avant peu l'aide de la France pour ma patrie bien-aimée. Aussi me trouvai-je plus heureux que je n'eusse pu m'y attendre en de pareilles circonstances; — mais hélas ! ce bonheur fut de courte durée, car après avoir reçu les dernières et fatales nouvelles du sort de son frère regretté, Robert, M. Emmett quitta Paris avec sa famille et alla s'établir à Saint-Germain en Laye, c'est-à-dire dans une maison de campagne qu'il loua dans le voisinage de cette ville. Mon misérable cabinet me devint alors odieux et perdit pour moi tout son attrait, après le départ de Paris de M. Emmett.

Les journaux qui nous avaient apporté le récit affligeant du procès et de l'exécution de l'à jamais regretté Robert Emmett, contenaient une longue liste de prisonniers d'État, qui attendaient leur tour d'être jugés et exécutés, et parmi leurs noms figuraient ceux de mon cher frère, Edward Kennedy, et de mon estimable ami, Philippe Long. Ces tristes nouvelles étaient en vérité accablantes, attendu qu'il n'y avait pas de justice à attendre d'un juge impitoyable et altéré de sang, comme Norbury, ni d'un jury trié. Je considérai donc mon cher frère et Philippe Long comme déjà sacrifiés. — L'exécution de Félix Rook, de Denis Redmond, de Mac-Intosh et de son beau-frère, le jeune Keernan, parut également dans les journaux. Peu de temps après, j'appris le procès et l'exécution du brave et vertueux patriote, Thomas Russell. — Cet héroïque martyr de la liberté de son pays, avait laissé sa nièce, Mrs Hamilton, à Paris, en partant pour l'Irlande. J'allai voir cette malheureuse dame dans sa cruelle infortune; elle craignait à chaque



instant d'apprendre également l'arrestation et l'exécution de son mari, M. W. Hamilton, qui avait accompagné son oncle de Paris à Dublin, et de Dublin dans le nord de l'Irlande.

J'étais un jour assis dans mon cabinet solitaire à réfléchir sur les douloureuses nouvelles qui nous arrivaient d'Irlande et sur mon triste avenir personnel, lorsque je reçus l'aimable visite de Valentin Derry, frère de l'évêque catholique de Down, en Irlande, et l'ami du malheureux Père Quigly. Il avait assisté ce dernier dans son procès à Maidstone et à ses derniers moments sur l'échafaud, et il avait dû, pour ce crime, fuir son pays et se réfugier en France, où il avait obtenu l'emploi de professeur d'anglais au collège militaire de La Flèche. C'était l'époque des vacances, et M. Derry était venu les passer parmi ses amis et connaissances à Paris. Ce fut heureux pour moi, car il me mit bientôt à même de vivre de la manière la plus économique. Nous allâmes le même jour dîner ensemble chez un traiteur de la rue de la Harpe, un M. Moreau, qui tenait avec sa femme un restaurant très-fréquenté par les jeunes étudiants. — Notre dîner se composa de deux plats, *un mouton aux navets*, 6 sous, *un petit bifteck*, 7 sous, d'un quart de bouteille de vin, 2 sous 1/2, d'un gros morceau de pain, 2 sous, et d'eau à discrétion. La viande était assez bonne, et comme M. Moreau était un cuisinier émérite, les mets étaient bien préparés, et la carte variait tous les jours. Je louai, chez M. Moreau, une chambre au second étage, avec deux fenêtres sur la rue, pour douze francs par mois, prix que me coûtait le misérable cabinet que je

venais de quitter dans la Petite-rue-du-Bac. M. Derry ayant logé chez M. et madame Moreau, avant d'obtenir sa nomination au collège de La Flèche, ils se montrèrent très-disposés à se montrer obligeants et à suivre ses instructions sur la manière dont je désirais vivre. Chaque matin, à 9 heures, on m'apportait dans ma chambre deux sous de lait chaud, avec un pain de trois sous. Ce pain me suffisait pour déjeuner et dîner ; mes repas me coutaient donc à peu près 22 sous ; et je dinais entre 4 et 5 heures, l'heure des étudiants. Je ne payais qu'à la fin de la semaine ma petite note que madame Moreau me présentait signée : « pour acquit, femme Moreau. » Et comme je dinais souvent en ville avec des amis, ma note s'élevait rarement à plus de 6 francs. M. Derry me dit, qu'à très-peu d'exceptions près, les réfugiés irlandais vivaient de cette façon frugale afin de faire durer le plus longtemps possible leur argent, et il m'invita à agir de même et à suivre l'exemple de ces braves patriotes irlandais, qui avaient vécu dans l'opulence et le bonheur, avant d'avoir été forcés de fuir de leur pays et de se réfugier en France. Ce n'était point chose difficile pour moi. J'avais connu et souffert la faim dans les montagnes du comté de Wicklow en 1798. — En outre, ceux de mes amis dont j'eusse pu attendre des secours se trouvaient rigoureusement enfermés dans les prisons de Dublin ; aussi ne me restait-il d'autre ressource que de vivre de la façon la plus économique.

M Derry me fut également très-utile en m'aidant à apprendre le français. Il me présenta à un gentleman Français, nommé Lesage, qui avait passé vingt ans en

Angleterre, comme professeur de français, et qui maintenant enseignait l'anglais à Paris; il avait tant à faire que je ne pus prendre que deux leçons par semaine, et le soir; son frère était professeur au collège de La Flèche. L'excellent M. Derry dut retourner à La Flèche après les vacances et je fus assez triste de son départ de Paris, car c'était un homme obligeant et bienveillant; mais nous nous retrouvâmes bientôt à Morlaix, dans la légion irlandaise, où il occupa d'abord le grade de lieutenant et obtint plus tard le brevet de capitaine. Voyant qu'il n'y avait guère de probabilité d'une expédition en Irlande, il donna sa démission et partit pour l'Amérique en 1806. Il établit une institution à New-York et j'ai su qu'il y avait réussi, ce qui m'a fait grand plaisir. M. Derry était instruit, un écrivain français distingué, et parfaitement propre à se trouver à la tête d'un pareil établissement. Il était aimable et bon et se créait des amis partout où il allait.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1803 était arrivé, et je m'aperçus que je pouvais encore marcher pendant deux ou trois mois avec le peu d'argent qui me restait, mais c'était tout ce que je pensais pouvoir faire, même avec ma méthode économique de vivre, à moins de m'imposer trop de privations. J'espérai et je comptai que quelque changement heureux surviendrait dans l'intervalle, et je me maintins donc en bon courage, et j'allai voir les curiosités de Paris. Le spectacle qui m'intéressait le plus alors était la construction rapide des bateaux plats destinés à l'invasion de l'Angleterre. Le quai, à partir du pont de la Concorde jusqu'à un mille de distance, en descendant la

rivière, était un chantier complet et un arsenal ; et j'y pouvais voir chaque jour lancer quelques-unes de ces petites embarcations que remplaçaient sur la cale de construction les carènes d'autres bateaux. La promptitude avec laquelle étaient construits, et mis à même de faire voile de Paris, ces navires, n'avait rien de surprenant, attendu que le Premier Consul venait souvent lui-même inspecter les chantiers et les travaux. Je l'aperçus un jour à bord d'un de ces bateaux plats, lui faisant remonter et descendre la rivière à l'aide de trente à quarante rameurs. Il était accompagné de ses officiers d'état-major et de ses aides de camp. Le bâtiment était gréé de petits mâts et de voiles. Je ne pus bien distinguer les traits de Buonaparte, à cause de la distance. Peu de jours après, je le vis au balcon des Tuileries, mais encore imparfaitement, attendu que la foule encombrait le jardin à l'occasion de la fête du premier jour de l'année républicaine ou du 1<sup>er</sup> vendémiaire (21 septembre). Cependant je fus plus heureux quelque temps après. Un dimanche matin, je rencontrai sur le pont Royal M. Moriarty, un gentleman de Cork, ami de M. Emmett, qui me dit que le Premier Consul Bonaparte venait de passer la revue de la garde et de retourner au palais, accompagné des deuxième et troisième consuls, Cambacérès et Lebrun, et qu'il reconduirait, à leur départ, ces messieurs jusqu'à leurs voitures. M. Moriarty eut la bonté de revenir avec moi, jusqu'au palais, et de me présenter à l'officier qui commandait la garde au bas de l'escalier. Lorsque je lui eus montré ma carte de sûreté, cet officier me plaça de la manière la plus favorable

pour bien voir, et, au bout de dix minutes, je vis le héros victorieux descendre le grand escalier, lentement et en grande conversation avec les deux autres consuls ; or, comme j'avais déjà vu souvent ces messieurs auparavant, et spécialement Cambacérès, mon attention se porta tout entière sur le jeune officier dont j'avais tant entendu vanter les exploits militaires, et sa présence rappela à mon souvenir les jours heureux où nous avions l'habitude de lire, à la chapelle, les journaux qui rendaient compte de ses brillantes campagnes, depuis 1795 jusqu'à la paix de Campo-Formio, en octobre 1797. Après l'insurrection de 1798, il me fut interdit de fréquenter ces chapelles. Lorsqu'il eut reconduit ses collègues jusqu'à leurs voitures, le Premier Consul revint promptement sur ses pas ; il ordonna à l'officier de faire rompre les rangs aux soldats du poste qui continuaient à présenter les armes, puis il grimpa les escaliers comme un jeune écolier. Ce qui me frappa, ce fut de le trouver, malgré son teint pâle et blême, solide et bien proportionné ; il ressemblait beaucoup à ses portraits publiés à cette époque. Je fus enchanté de l'avoir aussi bien vu, et je partis content et convaincu qu'avant peu l'Irlande obtiendrait les secours récemment promis à M. Emmett.

J'aurais été, immédiatement après mon arrivée à Paris, voir M. Arthur O'Connor, si je n'avais pas appris qu'il était dans les plus mauvais termes avec M. Thomas-Addis-Emmett ; or, lié comme je l'étais avec ce dernier, je ne pouvais songer à faire la connaissance de son ennemi. Nul ne regretta plus que moi d'apprendre

que deux hommes pareils en étaient à ne pas se parler; eux, que mes compatriotes, en Irlande, considéraient comme leurs agents les plus puissants auprès du gouvernement français, et qu'ils s'imaginaient en consultation journalière sur ce qu'il y avait de mieux à faire. Je demandai à mon ami Hugh Ware, qui avait séjourné longtemps en prison avec MM. O'Connor et Emmett, quelle pouvait être la cause de leur dissentiment. Il me répondit qu'il n'avait jamais pu la connaître, mais qu'il croyait qu'elle n'avait rien de politique; qu'il s'était efforcé lui-même de réconcilier ces messieurs, mais qu'il en avait reconnu l'impossibilité. Leur mésintelligence devait être, en vérité, d'une très-sérieuse nature, car Hugh Ware était un véritable pacificateur, et je n'ai jamais connu d'officier qui ait prévenu plus de duels que lui.

Cette fâcheuse mésintelligence entre deux des principaux chefs irlandais produisit, à ce moment important, le plus mauvais effet, en ce qu'elle prouva clairement au gouvernement français que les réfugiés irlandais ne pouvaient déjà plus s'entendre entre eux à l'étranger, et, qu'en conséquence, ce serait encore pis lorsqu'ils se trouveraient dans leur patrie. Le gouvernement français désira arranger l'affaire par l'intermédiaire du général Augereau, que les Irlandais s'attendaient à voir commander l'armée française destinée à les affranchir. Ce grand soldat échoua lui-même à obtenir de MM. Emmett et O'Connor l'oubli de leurs différends en faveur du salut de leur commune patrie; il est probable qu'ils n'attachaient aucune importance à leur

inimitié, mais un grand nombre d'entre nous, exilés, s'affligeaient des tristes résultats de cette mésintelligence prolongée ; chaque jour, je pouvais entendre discuter à ce sujet, au café de Londres de la rue Jacob, très-fréquenté alors par les Irlandais, parce qu'on y recevait le journal l'*Argus*, publié en anglais par le fameux Goldsmith. Ce fut dans ce journal que je lus toutes les tristes nouvelles concernant mes chers amis en Irlande.

Les exilés irlandais que je rencontrai en France, et qui s'étaient échappés, à diverses époques, avant l'insurrection de 1798, étaient : Edward Lewens, Richard Mac Cormick, William Lawless, John Tennant, Patt Gallagher, Putenham Mac Cabe, Thomas Burgess, les deux frères Thomas et William Corbet, Valentin Derry, John Mac-Henry, Read, Arthur Mac Mahon, etc.

Ceux qui s'échappèrent après l'insurrection et la capitulation du général Humbert à lord Cornwallis étaient : William Barker, Jérémie Fitzhenri, le capitaine Murphy, Paul Murray, l'avocat James Joseph Macdonald, son cousin, G. Macdonald, Augustin O'Meally, John Gibbons, son fils, Ned Gibbons, P. Powell, le père Gannan, Augustin Gibbons, O'Kean, J. Mac-Guire, etc.

David Baillie Warden, Harrison, O'Mally, et quelques autres, s'étaient échappés en Amérique, et étaient arrivés en France comme citoyens américains.

Les patriotes irlandais que je rencontrai, et qui avaient dû s'expatrier volontairement, afin de recouvrer leur liberté, après plusieurs années d'emprisonnement, étaient : Hampden Evans, Arthur O'Connor, Thomas Addis Em-

mett, John Sweetman, Mathieu Dowling, Hugh Wilson, Thomas Markey, John Sweeny, Hugh Ware, Patt Mac Cann, etc.

Je rendis peu de visites, et seulement à quelques amis et camarades de prison de M. Emmett, tels que Matt Dowling, John Sweetman, John Sweeny, Hugh Ware, Hampden Evans; ce dernier ayant perdu une de ses filles, peu de temps avant mon arrivée, vivait retiré dans une maison confortable sur le boulevard des Invalides, en face de la rue Plumet, aujourd'hui rue Oudinot. Mrs Tone, et d'autres femmes d'exilés, telles que Mrs Gallagher, Mrs Hamilton, etc., étaient toujours bien reçues dans cette excellente famille, composée du père et de la mère, du jeune Hampden et de ses trois sœurs, Marie, Nancy et Sydney. La première épousa plus tard William Lawless, devenu colonel du régiment irlandais; la seconde épousa M. George Putland, et la troisième son cousin Acton.

Les réfugiés qui, avec M. Emmett et sa famille, fréquentaient la maison de M. Hampden Evans, étaient généralement John Sweetman, Matt Dowling, Dick Mac Cormick, le docteur Mac Neven et William Lawless.

M. John Sweetman n'était pas seulement un vrai patriote irlandais; il était savant et hautement accompli. Il possédait un grand goût pour les beaux-arts, il avait souvent visité l'Italie, et il était toujours prêt à accompagner un ami dans cet intéressant pays. J'éprouvais toujours le plus grand plaisir à causer avec ce digne gentleman; et lui, qui avait vécu dans le plus haut style à Dublin, vivait maintenant mesquinement à Paris.



Matt Dowling supportait son malheur comme un philosophe des anciens temps, en conservant toute sa gaieté et ses aimables manières qui l'avaient rendu si cher aux citoyens de Dublin, alors qu'ils avaient coutume de l'élire roi de l'île de Daulky. Je passai une soirée chez lui avec Paul Murray et Arthur Mac Mahon, et il nous fit presque oublier que nous nous trouvions loin de notre patrie ; — il nous rendit fiers d'être exilés pour la bonne cause.

Richard Mac Cormick était très-estimé de ses compatriotes à Paris. Il connaissait mon pauvre demi-frère Edward Kennedy, qui était alors un des prisonniers d'État détenus dans la prison de Kilmainham, en attendant qu'ils fussent jugés par cette cour infâme, et son jury trié, présidés par le ruffian sans cœur Norbury.

Edward Lewens ayant été envoyé en mission auprès du gouvernement français, quelque temps après l'échec de l'expédition de Hoche, en Irlande, rencontra à Paris Wolfe Tone, qu'il consultait toujours, me dit-il, sur les affaires d'Irlande ; cependant, quelques exilés de cette époque pensaient que Lewens n'avait pas suffisamment pressé le Directoire pour en obtenir les secours dont l'Irlande avait tant besoin. Le gouvernement français, continuellement en guerre, était épuisé de ressources et sans argent. Au lieu de chercher à réaliser un emprunt en France, d'après ses instructions, Lewens aurait dû être chargé d'offrir au Directeur Barras trente à quarante mille livres sterling, pour aider à payer les frais des préparatifs d'une expédition de quatre à cinq mille soldats français, qui eussent été envoyés en Irlande, sur

de rapides frégates, en juin 1798, lorsque nous nous trouvions en grande force dans plusieurs parties de Leinster et près de la capitale, à la place des huit cents hommes du général Humbert, qui ne débarquèrent qu'en août, lorsque tout était fini. — Les riches patriotes catholiques, comme Keoph de Mont-Gerum, ne pouvaient comprendre la nécessité d'offrir de l'argent au gouvernement français, et cependant, une pareille offre, faite en temps opportun, eût été d'une meilleure politique et un moyen de réussir plus certain que de parler d'emprunts dans un pays où l'argent était si rare et si nécessaire pour entretenir la guerre. — Lewens, qui avait été élevé en France, connaissait bien la langue, les lois et les coutumes du pays ; il possédait les talents et l'habileté nécessaires pour occuper la position d'agent auprès du gouvernement français, et, bien que l'époque, — 1797, 1798 et 1799, — fut très-difficile, il eût pu obtenir quelque chose si les chefs irlandais, en Irlande, eussent été mieux avisés. Dans ces circonstances difficiles, M. Lewens ne trouva pas aisé de plaire à ses compatriotes de l'étranger ou d'Irlande ; cependant, l'oncle de sa femme, M. Thomas Braghall, qui habitait à Dublin, jouissait de la confiance de ses concitoyens, et on s'attendait à ce qu'il en obtiendrait des instructions plus précises pour son neveu à Paris.

Quoi qu'il en soit, je dois déclarer que lorsque je fus traité aussi injustement par le ministre de la guerre, Clarke, duc de Feltre, aucun de mes amis ne s'en montra plus indigné qu'Edward Lewens. Retiré en demi-solde à Tours, je reçus, le 2 janvier 1817, l'ordre de

quitter la ville dans les vingt-quatre heures, et le royaume de France dans les quinze jours. Je partis immédiatement pour Paris afin de protester contre une pareille injustice et de chercher à en obtenir la réparation, ce qui n'était guère à espérer à cette terrible époque de terreur. — Lewens fut l'un de ceux auxquels je confiai mon plan d'opérations pour sortir de difficulté. — Je logeai à l'hôtel de Calais, rue Montmartre, en face du bureau de la diligence, mais comme il n'eût pas été prudent à mes amis d'y venir me voir, attendu que j'étais surveillé par la police, je leur indiquai la maison de Mrs Barker, rue du Vieux-Colombier, pour m'y rencontrer. Il m'est doux, encore aujourd'hui, de me rappeler combien cette digne femme, son fils et sa fille, prenaient part à ma désagréable situation, comme si j'eusse été, en vérité, un de leurs plus proches parents ; et je n'oublierai jamais le plaisir que leur causaient les visites de Lewens, qu'elles supposaient devoir me reconforter ; aussi, la digne Mrs Barker avait-elle toujours à offrir à Lewens une tasse d'excellent thé qu'il aimait fort. Après avoir pris congé de Mrs Barker et de ses aimables fils et fille, nous avions l'habitude de partir ensemble pour retourner chez nous.

Je croyais, nécessairement, devoir accompagner M. Lewens jusques chez lui, mais si tard qu'il fût, il ne voulait jamais consentir à me quitter avant de m'avoir reconduit une partie du chemin vers mon logis ; et il eût volontiers passé ainsi la nuit à causer et à se promener, sans songer à aller reposer. Il adorait la discussion sur tous les sujets, et souvent il paraissait plein de colère en dis-

cutant, mais il avait un excellent caractère, et il était toujours prêt à prêter l'oreille à la réfutation et à la vérité.

Lewens ne jouissait pas, à cette époque (1817), de l'influence qu'il exerça plus tard sous le règne de Charles X, lorsque son grand ami, l'évêque d'Hermopolis, l'abbé de Frayssinous, devint ministre de l'Instruction publique et grand maître de l'Université de France. Son fils, Laurence Lewens, connu en France sous le nom de De Luynes, professeur au collège Stanislas, secrétaire particulier de l'évêque d'Hermopolis, est aujourd'hui chef de la division du personnel, la situation la plus importante du département de l'Instruction publique, et Lewens, lui-même, était inspecteur de l'Université, place qui ne s'accorde généralement qu'à un grand savoir et à de longs services. Bien que Lewens fût un bon érudit et naturalisé français, sa nomination excita une grande jalousie parmi les professeurs; mais quand ils apprirent les services qu'il avait rendus à l'abbé de Frayssinous, à l'époque du Directoire, leurs récriminations cessèrent. Je dois dire qu'en maintes occasions, M. Lewens et son fils Laurence, se montrèrent très-obligeants pour plusieurs de mes amis.

M. David Baillie Warden, un des vrais patriotes irlandais de 1798, échappé en Amérique, et naturalisé citoyen américain, fut nommé consul des États-Unis, à Paris, poste qu'il occupa avec distinction pendant plusieurs années. Son estimable ouvrage statistique sur l'Amérique, publié en français et en anglais, lui acquit, parmi les littérateurs de cette époque, une réputation

très-honorable. — M. Warden désirait obtenir le titre de membre de l'Institut de France, aussi ardemment que d'autres aspirent à celui de comte ou de duc.

Informé de ce désir par notre ami commun Arthur Barker, je me rendis immédiatement chez M. Lewens pour lui demander de prier son fils Laurence d'user de son influence pour obtenir, en faveur de M. Warden, les voix des membres de l'Institut qui avaient le droit de nommer ses membres correspondants. M. Lewens m'engagea à aller trouver moi-même son fils, qui, me dit-il, serait trop heureux de pouvoir obliger un de mes amis; et de fait, M. Laurence Lewens me fournit bientôt la preuve que son père l'avait bien jugé; car, grâce à ses aimables démarches, M. Warden fut nommé peu de jours après, membre de l'Institut à une grande majorité.

Après le changement du ministère et la nomination du grand-maître de l'Université, le nouveau ministre, l'abbé de Frayssinous, ordonna la réorganisation de l'École de médecine. J'allai voir mon digne ami, le docteur Mac Mahon, pour lui demander s'il ne songeait pas à faire valoir ses titres et à obtenir quelque chose dans les changements qui se préparaient. Il me répondit candidement qu'il pensait avoir droit à être nommé professeur, ou au moins agrégé, mais que ce serait chose fort difficile à obtenir, vu le grand nombre de postulants inscrits pour les places de ce genre vacantes à Paris. Je le priai alors de vouloir bien m'autoriser à en parler à M. Lewens, et dès qu'il y eut consenti, je me rendis chez ce dernier qui parut charmé de pouvoir être utile à Mac Mahon. Lewens se rendit immédiatement

chez le ministre, qui accorda une audience pour le lendemain matin à Mac Mahon. Il le reçut de la manière la plus gracieuse, et lui dit : « Docteur Mac Mahon, vous avez droit à quelque chose de mieux qu'une chaire de professeur, après vos longs services et vos campagnes sur le Rhin sous les ordres du général Moreau. Je vous nommerai bibliothécaire en chef de l'École de médecine, emploi que votre éducation, vos connaissances linguistiques, etc., vous rendent si propre à remplir. » Mac Mahon obtint un bon traitement et un magnifique logement à l'École de médecine, dont il jouit tranquillement jusqu'à sa mort, en décembre 1835.

Sachant qu'il serait agréable à Lewens que nos amis résidant à Tours apprissent ses aimables démarches en faveur de leur grand ami, Mac Mahon, je leur écrivis, et, peu de jours après, je lui montrai les lettres que j'avais reçues à ce sujet du colonel Ware, d'Allen, etc. ; il en fut très-flatté et très-charmé, car c'était la récompense qu'il ambitionnait le plus.

Il parut toujours faire grand cas de la considération dont il jouissait auprès des patriotes de 1798. A ses derniers moments, avant de quitter cette terre pour un monde meilleur, toutes ses pensées et ses sympathies appartinrent à la pauvre Irlande; deux jours avant sa mort, je le trouvai dans son lit de malade occupé à lire les mémoires de Wolfe Tone, et il me fit l'éloge de ce véritable Irlandais ! Sa maladie fut très-courte; il avait été pris de hoquets et de vomissements. L'évêque d'Hermonopolis, M. de Frayssinous, son camarade d'école et son ami, lui servit de conseiller spirituel, et ce fut lui qui

officia à la grand'messe célébrée à son service funèbre dans l'église de l'Assomption. Le deuil fut conduit par ses deux fils, Laurence et Hippolyte ; ce dernier, alors étudiant au séminaire de Saint-Sulpice, fut peu de temps après ordonné prêtre. Comme M. Lewens appartenait à l'Université à l'époque de sa mort, les membres de ce corps assistèrent à la cérémonie et suivirent le convoi jusqu'au cimetière du Père-Lachaise, où il fut enterré. Je n'ai pas besoin d'ajouter que tous les exilés irlandais présents à Paris assistèrent à cette triste cérémonie. Les insignes d'inspecteur des études et la croix de chevalier de la Légion d'honneur, furent placés sur le cercueil. On n'eût pu rendre à aucun fonctionnaire civil plus d'honneurs qu'il n'en fut rendu à ce patriote irlandais, vivant en pays étranger, loin de sa patrie.

Après la mort de son père, M. Laurence Lewens continua à se montrer très-obligéant pour ses amis, et il employa souvent son influence à obtenir des bourses dans les collèges pour les enfants de gens auxquels leur position ne permettait pas de payer les frais complets de l'éducation scolaire.

En janvier 1828, le général Arthur O'Connor, qui avait à adresser au gouvernement français une demande relative à la solde des officiers irlandais en non activité, et qui pensait que le nouveau ministère, dont l'abbé de Frayssinous faisait encore partie, pourrait s'y montrer favorable, me pria de le présenter à M. Laurence de Lewens. Ce dernier, qui était très-occupé au ministère pendant la semaine, m'indiqua le dimanche matin suivant, et nous nous rendîmes, le général O'Connor et moi,

chez lui, rue de Vaugirard, à l'heure convenue. Ils parlaient tous les deux également bien l'anglais et le français ; mais M. de Lewens désira que la conversation eût lieu en français, afin de pouvoir expliquer plus clairement au ministre l'objet de la demande du général O'Connor, qui se bornait à ceci : lors de la formation de la légion irlandaise, Alexandre Berthier, ministre de la guerre, et plus tard prince Berthier, avait remis au général O'Connor une pièce manuscrite portant l'assurance que les officiers irlandais, en activité ou non, recevraient toujours leur solde entière, attendu qu'ils n'avaient pas, comme les officiers français, de domiciles où ils pussent se retirer après le licenciement de leurs régiments. — M. Laurence de Lewens eut bientôt compris parfaitement la question, et il promit d'expliquer l'affaire au ministre, et de lui demander une audience pour le général O'Connor ; cette entrevue eut lieu deux jours après, et le ministre, l'abbé de Frayssinous, se chargea gracieusement de porter lui-même l'affaire devant le gouvernement, et d'user de toute son influence pour faire prendre en considération la demande du général O'Connor. « Général, lui dit-il, je connais tous les sacrifices que vous avez faits dans votre pays pour obtenir l'émancipation des catholiques, et ce sera aujourd'hui pour moi un grand plaisir de pouvoir vous être utile en quelque chose, à vous ou à vos compatriotes. » Rien de plus gracieux que l'accueil fait par le ministre au général O'Connor, qui parut très-frappé des talents et de la grande obligeance du jeune Lewens. J'eus à me rendre, à cette occasion, à Fontainebleau, pour engager le colonel



Markey, qui y résidait, à user de son influence auprès de ceux de ses amis qu'il avait connus, lorsqu'il était aide de camp du ministre de la guerre, le duc de Feltre, et qui avaient conservé, sous le gouvernement des Bourbons, les emplois qu'ils avaient occupés sous l'Empire; en somme, nous avons tout lieu d'espérer un résultat favorable pour notre demande, en raison du bienveillant intérêt que l'abbé de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, prenait à l'affaire, mais, malheureusement, il donna sa démission et quitta le ministère avant que le général O'Connor eût obtenu une réponse à sa requête. Tous ces détails prouvent l'intérêt qu'Edward Lewens et son fils portèrent aux intérêts irlandais, tant qu'ils jouirent d'une grande influence auprès du gouvernement français, sous le règne de Charles X.

Après cette longue digression, je reprends mon récit de la manière dont je passai les mois de septembre, octobre et novembre 1803. Mon occupation quotidienne était d'étudier le français. — Je pensais n'y faire guère de progrès, mais le docteur Mac Neven m'encouragea à persévérer. Il me conseilla de ne jamais sortir sans ma grammaire ou mon dictionnaire, et d'avoir soin de ne jamais rentrer sans avoir appris quelques mots nouveaux. Je suivis son conseil et le trouvai excellent. Quel que fut le but de ma promenade, je passais toujours, avant de me mettre en route, au café de Londres de la rue Jacob, où j'étais sûr d'apprendre quelques nouvelles d'Irlande. Un matin, en y allant de bonne heure, je trouvai Madame Lecomte derrière son comptoir, avec un seul consommateur dans

le café, ayant sur la table devant lui une pile de vieux journaux. Madame Lecomte me dit que le journal anglais l'*Argus* n'était pas arrivé. En même temps, elle s'adressa au gentleman qui était occupé à lire, et lui dit : « M. Sweeny, voici le M. Byrne dont je vous parlais. » Sur ce, il se leva et vint me serrer la main, en disant : « Je viens d'arriver d'un long voyage, et M. Gallagher, que je quitte, m'avait donné votre adresse. » — Nous sortîmes alors ensemble du café, en souhaitant le bon jour à Madame Lecomte. M. Sweeny se rendait, à quelques pas de là, à l'hôtel d'Espagne, et je l'y accompagnai, pendant qu'il me racontait son heureuse évasion de l'Irlande. Il s'était rendu à Cork dans le but de coopérer au soulèvement projeté et organisé par Robert Emmett, mais en apprenant son échec à Dublin, il dut se cacher le mieux qu'il put, et attendre une occasion de revenir en France. Il se procura enfin, à grands frais, un bateau pêcheur qui le débarqua sur la côte de France, d'où il partit immédiatement pour Paris.

Il ne s'était pas rasé depuis qu'il avait quitté l'Irlande, et sa barbe, très-longue et très-noire, lui donnait un air très-martial. C'était un homme de très-belle mine, âgé de trente-deux ans et possesseur des plus belles dents que j'aie jamais vues à un homme. — John Sweeny était le grand ami de Thomas Addis Emmett. Ils avaient été compagnons de captivité à Dublin et au fort Georges, en Écosse. C'était un de ces patriotes irlandais qui durent s'exiler volontairement pour toujours de leur terre natale, afin de sortir de prison, à la paix d'Amiens.

M. Sweeny alla ensuite demeurer rue de la Loi, au-

jourd'hui rue Richelieu, avec William Lawless. Nous nous voyions fréquemment, et j'éprouvais un grand plaisir à causer avec lui des affaires de l'Irlande. — Nos sentiments et nos opinions s'accordaient parfaitement. — Il devint plus tard capitaine dans la légion irlandaise, mais sa carrière militaire fut courte, car il donna sa démission après sa malheureuse dispute et son duel avec le capitaine Thomas Corbet, en 1804. — Ils furent blessés tous les deux dans ce duel, mais Corbet ne survécut que quelques heures à sa blessure. Sweeny alla vivre à Morlaix. Il y épousa une dame alliée à la famille de la femme du général Moreau.

Je me liai de suite intimement avec Hugh Ware. — Dans nos longues promenades, nous trouvions toujours à causer longuement de la lutte de 1798. — Nos sympathies sur ce sujet, comme sur presque toute autre matière, d'ailleurs, étaient les mêmes, et nous formâmes à Paris une amitié qui, augmentée en campagne et sur le champ de bataille, ne cessa jamais. Le cousin germain de Ware, Joseph Parrott, qui l'avait accompagné en France et qui avait partagé avec lui tous les dangers de l'insurrection, était sans exception un des plus braves et des plus honorables officiers qu'on pût rencontrer. Leurs moyens d'existence étaient, comme les miens, fort limités et nous arrêtâmes facilement ensemble la manière de passer nos soirées. Nous allions d'habitude nous promener dans les galeries de bois du Palais-Royal où nous rencontrions d'autres exilés, et où nous apprenions les nouvelles du jour. Je rencontrais fréquemment William Lawless, mais je causais à peine avec lui, tellement

ses manières me paraissaient froides et réservées. Aussi, fus-je très-surpris un jour de le voir arriver à mon logis, rue de la Harpe, et me dire : « Monsieur Byrne, ne vous fâchez pas, si je viens vous entretenir d'un sujet très-sérieux. Je sais que vous ne vivez pas comme vous devriez le faire. Je suis donc venu vous trouver pour vous dire que je puis vous prêter de l'argent, attendu que je sais où m'en procurer quand ma bourse est à sec, ce que vous ne pouvez faire probablement. » Je le remerciai, nécessairement, avec reconnaissance, en l'assurant que j'avais encore de quoi vivre pendant un mois. « C'est fort bien, me répondit-il, mais il ne faut pas vous laisser mourir de faim. » — Nous fîmes alors ensemble une longue promenade, et le docteur Mac Neven vint nous retrouver dans l'après-midi. Nous dinâmes ensemble et nous allâmes voir jouer Brunet aux Variétés. C'était la première fois que j'entrais dans un théâtre français, et je me sentis vraiment fier de me trouver capable de comprendre assez bien le français pour apprécier le jeu de ce merveilleux comique dans Jocrisse. Quand il tomba en traversant la scène, en entraînant avec lui le buffet, et en cassant les assiettes, etc., je partis d'un éclat de rire qui charma Lawless et Mac Neven, attendu qu'ils me trouvaient trop mélancolique; aussi, furent-ils ravis de me voir m'amuser autant au spectacle. Je fus très-reconnaissant à ces dignes patriotes de leurs attentions pour moi à cette époque.

Leur société me fut doublement agréable lorsque M. Emmett eut quitté Paris pour aller se fixer à la campagne. — Je pus alors reconnaître combien on a tort de juger les hommes trop hâtivement et d'après de

courtes relations. William Lawless, au lieu d'être froid et réservé, était l'homme le plus agréable, le plus aimable et le plus sociable possible ; il était très-instruit, très-versé dans presque toutes les branches de la science, et il parlait également bien et couramment le français et l'anglais ; au fait, il eût brillé, comme orateur de premier ordre, au Sénat de sa patrie, si elle eût obtenu sa liberté. — Je n'avais pas de lettre d'introduction auprès de M. Lawless, mais j'aurais pu en avoir une de son neveu John Lawless, que je connaissais, avant de quitter Dublin, si je n'étais pas parti précipitamment. Je n'en ressentis que plus vivement son offre généreuse de me prêter de l'argent dans un pays étranger. — Notre amitié ne cessa qu'à sa mort, et je me rappellerai toujours, avec reconnaissance et affection, sa conduite envers moi dans cette circonstance. — Quant à mon avancement dans l'armée française, il arriva que le général Lawless ne fit rien pour le favoriser lorsqu'il fut colonel du régiment irlandais, en 1813. — En 1808, j'étais capitaine, et William Lawless également. Il regretta cependant beaucoup que je n'eusse pas obtenu mon brevet d'officier supérieur en même temps que John Allen et Terence O'Reilly, c'est-à-dire en 1814, avant l'abdication de Napoléon.

Le colonel Lawless perdit la jambe, le 21 août 1813, et le commandant Ware prit alors le commandement du régiment, comme le plus ancien officier ; après la bataille de Goldberg, deux jours après, le 23 août, Ware reçut de notre général de division, Puthod, l'ordre de rédiger un rapport et une liste de propositions pour l'avancement des

officiers qui s'étaient distingués sous ses ordres pendant la campagne. Plusieurs officiers et sous-officiers furent portés sur ces propositions pour la décoration de la Légion d'honneur. — Quatre capitaines, Saint-Léger, Allen, O'Reilly et moi, y étaient proposés pour le grade de chef de bataillon. — Comme le plus ancien, j'étais inscrit en tête de la liste, et je croyais, en conséquence, que ma commission serait une des premières expédiées par le département de la Guerre, pour le régiment irlandais, car je n'aurais jamais pu supposer qu'il se produisît, à cet égard, ce que les Français appellent un passe-droit.

Le capitaine Allen n'obtint que le grade demandé pour lui, en 1810, par le général Junot, duc d'Abrantès, après son ascension de la brèche au siège d'Astorga, où sa bravoure et sa brillante conduite augmentèrent encore le renom et la réputation des Irlandais dans l'armée française. Le pauvre Allen eut le malheur d'être fait prisonnier par les Espagnols en arrivant du Portugal, en 1811, et de demeurer en sévère captivité jusqu'à la fin de 1812, ce qui l'empêcha d'obtenir un avancement bien mérité.

Le capitaine Saint-Léger, — un des plus braves et des plus honorables officiers qui aient jamais fait partie d'une armée, — parfaitement élevé dans les premiers collèges de Paris, mais d'une constitution trop délicate pour supporter les misères et les fatigues du bivouac comme officier d'infanterie, quitta le régiment et fut attaché à l'état-major du général Maison, commandant en chef du 1<sup>er</sup> corps de la grande armée, en 1813. — Ce corps ayant pris une part active et distinguée à la campagne

de 1814, Saint-Léger se trouvait sur le point d'obtenir son avancement, que la Restauration vint retarder.

Le capitaine O'Reilly était le plus jeune de deux ans de nous quatre ; le 2<sup>e</sup> bataillon, auquel il appartenait, n'étant pas encore réorganisé, il obtint un congé pour se rendre à Paris, où le colonel Lawless se trouvait déjà au milieu de sa famille qu'il venait de rejoindre. — O'Reilly profita de son influence à Paris, auprès du ministre de la guerre, Clarke, duc de Feltre, pour obtenir son brevet à temps, avant l'abdication de Napoléon, en 1814.

Le colonel Lawless et O'Reilly avaient obtenu de l'avancement pour leur brillante conduite au siège de Flessingue, en 1809, où ils avaient combattu les Anglais. Ils avaient eu la bonne fortune de s'échapper et de sauver l'aigle et le drapeau du régiment. Ce mémorable siège n'était pas oublié pour les braves Irlandais qui en avaient partagé les dangers, et le souvenir en facilita encore davantage, au département de la Guerre, l'avancement d'O'Reilly et l'expédition de sa commission de chef de bataillon. Mon brevet fut préparé et soumis à la signature en même temps que le sien, et il eût été expédié, si je m'étais trouvé à Paris ; mais, après le désastre de Lowenberg, sur le Bober, le 28 août 1813, où le général Puthod fut fait prisonnier et sa division presque entièrement détruite, nous, tristes débris du régiment irlandais, qui avions échappé au désastre, en sauvant notre aigle et notre drapeau, nous reçûmes, en atteignant Bautzen, du prince Berthier, qui s'y trouvait avec l'Empereur, l'ordre de regagner notre dépôt, à Bois-le-Duc, en Hollande. Le 1<sup>er</sup> bataillon, auquel j'appartenais,

fut immédiatement réorganisé et envoyé aux avant-postes à Grave, sur la Meuse, et lorsque l'armée française évacua la Hollande, dans l'hiver de 1813-1814, notre régiment fut réuni à Anvers, et fit partie de la garnison pendant son siège mémorable, sous les ordres du gouverneur, le général Carnot, jusqu'au mois d'avril 1814. J'y commandais un bataillon, et j'y remplissais les fonctions d'officier supérieur; aussi, mon désappointement fut-il grand, en apprenant que mon brevet n'avait pas été signé avant l'abdication de Napoléon, et que O'Reilly, qui n'avait jamais pris part aux événements politiques de l'Irlande, avait été nommé, même avant Allen, dont les services en Espagne, et, en réalité, partout où il avait été employé dans les diverses campagnes de l'armée française, avaient acquis et ajouté un tel renom à la réputation des Irlandais.

Mais il était trop tard alors pour réclamer une réparation, car la Restauration et les Cent Jours de 1815, brisèrent notre carrière militaire. Je vais donc reprendre mon récit à Paris, en 1803.

Après l'offre amicale et les bienveillantes attentions de William Lawless pour moi, j'allai souvent le voir, et je le trouvai toujours de bonne humeur, aimable, et généralement occupé à expédier sa correspondance. Il me donna souvent à lire quelque une des lettres qu'il venait de recevoir, de lord Cloncary ou de quelque autre patriote estimé, et d'après la teneur de ces lettres et de ses réponses, je pus voir que l'amitié la plus vive existait entre lui et ses correspondants.



Dans mes visites à M. Lawless, ou à Sweeny, qui occupait un appartement dans le même hôtel, j'étais certain de rencontrer quelques-uns des exilés irlandais qui avaient dû fuir leur patrie, et entre autres, Patt. Gallagher. Dublin n'oubliera jamais le nom de ce brave et fidèle garde du corps de l' à jamais regretté lord Edward Fitzgerald, forcé de changer à chaque instant de retraite et de se cacher de maison en maison, dans la Corporation, pour échapper aux agents de la police du château. Gallagher avait toujours été l'un des plus déterminés de l'escorte qui veillait sur lord Edward quand il changeait d'asile. — Quel malheur qu'une demi-douzaine d'hommes aussi résolus que Gallagher n'aient pas été installés immédiatement dans la maison de Murphy, de la rue Thomas ! Ils auraient sauvé le favori de leur cœur et la gloire de l'Irlande, et ils se seraient échappés avec lui dans les montagnes de Wicklow ; l'insurrection ne se serait pas alors trouvée privée de l'expérience entreprenante de ce vaillant guerrier, dont la présence à notre camp eût équivalu, au début, à une grande armée, et eût certainement amené un soulèvement général par toute l'Irlande ; et les citoyens de Dublin n'auraient pas encouru la honte éternelle d'avoir laissé sacrifier le chef de tribu irlandais sans tenter le moindre effort en sa faveur. Leur seule excuse est d'avoir été pris par surprise et de ne s'être pas trouvés prêts à l'événement ; cependant je suis peiné de dire que j'ai rencontré, à Paris, sous la Restauration des Bourbons, des citoyens catholiques de Dublin se posant en patriotes, et qui ne rougissaient pas de déclarer qu'ils considéraient la dénonciation de l'infâme Reynold,

comme une heureuse circonstance. Ces messieurs faisaient, sans doute, partie des corps de milice des commerçants et des légistes, et peut être se glorifiaient-ils eux-mêmes d'avoir conduit en prison lord Edward. Notre conversation ayant eu lieu en tête-à-tête, je ne citerai pas leurs noms ; mais un historien irlandais catholique n'a pas eu honte d'émettre, en 1846, son opinion personnelle sur la malheureuse tentative de Robert Emmett pour affranchir sa patrie et la débarrasser de l'insolente domination protestante, dans les termes ci-après :

« Je n'essayerai pas de justifier ses plans en 1803, et je ne regrette pas leur échec ; bien loin de là, je crois que leur réussite eût été un malheur. » — Voir : *Les Irlandais Unis, leur vie et leur époque*, par RR. Madden, docteur en médecine, vol. III, p. 287.

Il est certain que si lord Edward Fitzgerald et ses braves compagnons, les patriotes de 1798, étaient justifiables de réclamer l'assistance du Directoire français pour secouer le joug anglais, Robert Emmett l'était doublement en 1803, entouré qu'il était des patriotes éprouvés de l'époque, qui, tous, comme lui, réputaient propice le moment où les serfs irlandais catholiques voyaient leurs chaînes plus étroitement rivées que jamais par l'union détestée avec la Grande-Bretagne, et par la perte même du parlement protestant corrompu, qui ne leur laissait plus aucun espoir de réparation. — Robert Emmett avait certainement toute raison d'espérer l'assistance du Premier Consul Bonaparte, qui se trouvait, à cette époque, si exaspéré contre l'Angleterre, en raison de sa mauvaise foi récente et de sa conduite perfide prouvée par la saisie et

la capture de navires marchands français sans déclaration de guerre préalable, après la paix d'Amiens. Le Premier Consul savait bien que l'Irlande était le point faible et vulnérable par lequel l'Angleterre pouvait être détruite, et il savait également que les Irlandais étaient prêts à se soulever en masse, aussitôt après le débarquement d'une armée de dix mille soldats français, nombre stipulé entre lui et les chefs irlandais. Comment un Irlandais catholique, au fait de ces circonstances, a-t-il jamais pu dire, depuis, qu'il était charmé de l'échec de Robert Emmett? Toute l'Irlande catholique était, à cette époque, prête à se soulever dès qu'il lui serait offert un point de ralliement, à l'exception, peut-être, de quelques lords serviles, qui préféraient rester les valets de la cour d'Angleterre que de devenir des sénateurs indépendants dans leur patrie; ou peut-être encore, à l'exception de ces timides et mercenaires prétendus historiens ou livriers, qui se font un titre de leurs œuvres pour se poser en vils quémandeurs de places. Ils étaient, toutefois, très-peu nombreux du temps de Robert Emmett; car, en leur qualité de catholiques, ils étaient incapables d'occuper aucune position au château de Dublin, ou dans les provinces.

Comme j'ai déjà souvent parlé, dans mon récit, de tout ce qui précède, j'ai à m'excuser d'y revenir à propos du fidèle ami de lord Edward, Patt. Gallagher, qui, lors de la formation de la légion irlandaise, en 1803, y entra, en même temps que moi, avec le grade de lieutenant. Il obtint bientôt après celui de capitaine; mais, en 1805, voyant qu'il n'y avait aucun espoir d'une expédition en Irlande, et ayant à assurer le sort d'une épouse accom-

plie et de deux beaux enfants, il donna sa démission de capitaine et se retira à Bordeaux, où il s'établit comme courtier maritime, et où il ouvrit promptement d'importantes relations d'affaires avec les contrées maritimes neutres, et spécialement avec les États-Unis d'Amérique.

Lorsque j'allais voir M. Lawless, j'étais certain d'y rencontrer un autre exilé irlandais de 1798, John Tennant, frère de l'éminent patriote William Tennant de Belfast, l'ami et le compagnon de captivité d'Arthur O'Connor et de Thomas Addis Emmett. En s'échappant d'Irlande, John Tennant avait été assez heureux pour avoir sous la main une somme d'argent qu'il plaça avantageusement dans les fonds français, et dont l'intérêt suffit amplement à ses dépenses à Paris. Il eût pu également se démettre de son grade de capitaine, car il possédait les moyens de vivre indépendant, mais il préféra rester au service de la France, pour se perfectionner dans l'état militaire et pouvoir ainsi se mettre à même de rendre de plus grands services à sa patrie. Après avoir fait la mémorable campagne de 1799, en Hollande, comme officier d'état-major du général en chef français Brune, qui défit si complètement l'armée anglo-russe, commandée par ce bigot et ce sot ivrogne de duc d'York, si fameux par son « Que Dieu me soit en aide, » Tennant prit un goût réel et décisif pour l'état militaire, et son ami de cœur Lawless, qui avait fait avec lui la campagne de Hollande, désira également continuer à servir sous les ordres de ce guerrier renommé, Brune.

La carrière militaire de ces deux patriotes irlandais distingués, commença et finit en même temps. Ils avaient été nommés capitaine le même jour, en 1803, lors de l'organisation de la légion irlandaise. En 1813, à Lowenberg, en Silésie, Lawless commandait, comme colonel, le régiment irlandais, et Tennant commandait, comme chef de bataillon ou lieutenant-colonel, le 1<sup>er</sup> bataillon de ce régiment. Le 19 août 1813, Tennant fut tué, dans notre carré, par un boulet de canon qui le coupa littéralement en deux; et le 21 août, deux jours après, le colonel Lawless eut la jambe gauche emportée par un boulet, au passage du Bober, près de la ville de Lowenberg, et en présence de Napoléon. J'eus le douloureux et triste devoir de faire creuser par les grenadiers la fosse du pauvre Tennant, après que nous eûmes repris notre position et chassé l'ennemi du champ de bataille, le 19 août 1813. Pendant que les soldats préparaient la fosse, le colonel Lawless ne cessa pas de pleurer, et, en réalité, les officiers et les soldats présents étaient tous fort affectés et versèrent des larmes de chagrin sur la tombe du pauvre Tennant.

Le 21 août, j'eus la douleur de voir tomber de cheval le pauvre Lawless, et de le faire transporter sur une porte, par six grenadiers, dans la ville de Lowenberg où le baron Larrey procéda à l'amputation de sa jambe. Lorsque sa botte eût été coupée et qu'il aperçut clairement sa blessure désespérée, Lawless s'écria : « Ah ! ma pauvre femme et mes enfants ! » Ce fut au moins une consolation pour lui, en cet instant, de s'entendre dire par l'aide de camp de l'Empereur, envoyé pour le

visiter, qu'il serait nommé général de brigade et baron de l'Empire. Lawless fut en effet nommé général quelque temps après, mais il n'obtint jamais le titre de baron, — car la Restauration des Bourbons vint arrêter les promotions de Napoléon.

Avant d'entrer en campagne, John Tennant avait légué sa petite fortune à sa fille. Richard Mac Cormick, son exécuteur testamentaire, fit élever avec soin la petite fille, dans un couvent de Paris, et lorsqu'on lui permit de revenir d'exil, il emmena avec lui la fille de son ami regretté, Tennant, à Dublin, où elle épousa un gentleman nommé Murray.

Lorsque j'arrivai à Paris, en 1803, les deux Corbet étaient employés, comme professeurs d'anglais, l'ainé Thomas, au Prytanée, et William, au collège militaire de Saint-Cyr. Ce dernier, bien que très-jeune alors, avait déjà acquis une grande réputation comme patriote et martyr de la liberté de son pays. Il avait fait partie des étudiants expulsés, en 1797, du collège de la Trinité, à Dublin, avec Robert Emmett, comme suspects de professer « les principes des Irlandais-Unis; » mais son véritable crime avait été sa présence à une assemblée tenue dans la chapelle catholique romaine de la rue Francis, dans le but de provoquer la signature de pétitions réclamant l'émancipation des catholiques Irlandais. Plusieurs orateurs déployèrent une grande éloquence à cette réunion, mais Edward Lewens les surpassa tous. Il s'émut tellement à la fin de son discours, qu'il s'évanouit et fut emporté hors de l'assemblée. Mon demi-

frère, Edward Kennedy, qui assistait à cette réunion, me parla souvent de la grande sensation produite par Lewens. La présence des étudiants du collège de la Trinité fut également saluée d'applaudissements frénétiques.

Les Corbet s'échappèrent en France, et firent partie, comme les autres exilés Irlandais, des diverses expéditions destinées à l'Irlande. — William Corbet était l'un des quatre patriotes irlandais livrés au consul anglais Crawford, le 24 novembre 1798, par la vile cité et le vil sénat de Hambourg, que cet acte de lâcheté déshonora aux yeux de tous les pays civilisés du monde. Les quatre victimes étaient : le général Napper Tandy, Harvey Morris, Blackwell et William Corbet. Ils restèrent en prison plusieurs mois à Hambourg, puis, on les enchaîna et on les embarqua à bord d'un navire de guerre anglais, qui les transporta en Irlande, où ils furent enfermés dans la prison de Kilmainham, à Dublin, pour y attendre leur procès et leur exécution, qui eût eu lieu bientôt, si Bonaparte n'était pas devenu, vers cette époque, tout-puissant, comme Premier Consul et chef du gouvernement français. Le ministère anglais craignit sans doute qu'il ne se livrât à quelques représailles, mais quoi qu'il en soit, Tandy et ses compagnons de captivité, à Hambourg, demeurèrent en prison jusqu'à la paix d'Amiens, bien que le procès et l'acquiescement de Tandy eussent eu lieu le 19 mai 1800. William Corbet s'échappa heureusement de la prison de Kilmainham, à l'aide d'une échelle de corde, et regagna la France sain et sauf.

Les deux frères, Thomas et William Corbet, furent nommés capitaines dans la légion irlandaise, lors de sa

formation à Morlaix, en 1803, mais le pauvre Thomas ne jouit pas longtemps de son grade, car il succomba dans son duel avec le capitaine Sweeny, à Lesneven, en 1804.

Le capitaine William Corbet fut plus heureux, tout en se trouvant d'ailleurs souvent en face de situations difficiles. Il termina honorablement et bravement sa carrière. Au couronnement de l'Empereur, en 1804, les capitaines William Corbet et Tennant furent envoyés à Paris pour y recevoir l'aigle et le drapeau irlandais de la légion. — En 1805, Corbet et d'autres officiers de la légion furent détachés de Quimper pour escorter de jeunes soldats dans le Tyrol et à Venise. — En 1806, Corbet se retira en demi-solde et reprit son ancien emploi de professeur d'anglais au collège militaire de Saint-Cyr. Après avoir occupé cette position pendant plus d'un an, il jugea indigne de lui de la conserver pendant que la guerre continuait, et que ses camarades poursuivaient leur carrière militaire en campagne. Il demanda donc à reprendre du service actif. Il n'avait nul désir de rentrer dans la légion irlandaise, à cause du malheureux duel de son frère; il fut donc employé, comme capitaine, dans le 70<sup>e</sup> régiment de ligne, ci-devant *régiment de Berwick*, et il fit les campagnes d'Espagne et de Portugal avec ce régiment, dans lequel se trouvaient encore quelques officiers de la brigade irlandaise, tels que le capitaine Brannan et d'autres braves et dignes officiers que je rencontraï souvent.

Le 70<sup>e</sup> régiment souffrit beaucoup pendant la retraite de Portugal, et le bataillon du capitaine Corbet perdit plus de la moitié de ses officiers et de ses soldats. Le colonel fut tué à la tête du bataillon, et Corbet y déploya



un grand calme et une grande bravoure; il perdit dans son colonel son meilleur ami, sur lequel il avait compté pour être proposé immédiatement à l'avancement.

Le 3 mai 1811, le maréchal Masséna concentra son armée près de la ville de Ciudad-Rodrigo, dans le but de secourir la ville d'Almeida, occupée par le général Brenier et une garnison française de mille cinq cents hommes, et assiégée par l'armée anglaise. J'y revis le capitaine William Corbet, pour la première fois depuis son départ de la légion irlandaise, en 1806; nous faisons partie de la même armée, mais appartenant à des divisions différentes, nous ne nous rencontrâmes que le 5 mai 1811, la veille au soir de la bataille de Fuentes de Oñoro. Corbet avait peu de vivres; heureusement j'étais mieux approvisionné, et je partageai avec lui mon pain et mon vin, en quantité suffisante, au moins, pour la nuit.

Après la bataille, le maréchal Masséna céda le commandement de l'armée de Portugal au maréchal Marmont. Ce dernier demanda dans les différents régiments un officier intelligent, pouvant parler et écrire correctement l'anglais et le français, pour l'attacher à son état-major, et on lui désigna le capitaine Corbet, qui se montra bientôt à la hauteur de ses fonctions. Appelé continuellement à interroger les prisonniers anglais et à rédiger les rapports, il ne tarda pas à satisfaire complètement le général en chef Marmont, et à devenir un de ses officiers d'état-major favoris, avec Fabvier, le capitaine Denis Damrémont, Baraguay d'Hilliers, etc.; et je dois dire que je trouvai toujours Corbet prêt à user de son influence sur le maréchal pour rendre service à ses camarades.

Le capitaine Allen, qui s'était distingué si brillamment au siège d'Astorga, en 1810, eut le malheur d'être fait prisonnier, en sortant du Portugal, au mois de mars 1811, par le chef de guerillas espagnol, don Julian. Plusieurs mois s'écoulèrent sans qu'aucune nouvelle d'Allen arrivât au régiment ; nous craignons le pire, lorsqu'un matin de septembre 1811, étant placé avec le bataillon au quartier-général du maréchal Marmont, à Plasencia, dans l'Estramadure, en Espagne, je reçus une lettre d'Allen, datée d'un fort près de Cadix, et dans laquelle il me racontait tout ce qu'il avait souffert : les quatre coups de sabre qu'il avait reçus et le traitement cruel que lui avaient infligé les Espagnols en le conduisant en prison ; mais il me suppliait, par-dessus tout, d'employer tous mes efforts pour obtenir qu'il fût échangé avant d'être livré au gouvernement anglais, attendu qu'on s'attendait, à chaque instant, à voir donner l'ordre de transférer immédiatement dans les prisons anglaises les prisonniers alors enfermés dans les forts espagnols. Je montrai la lettre d'Allen à Corbet, qui se rendit instantanément auprès du maréchal Marmont pour le prier d'user de son influence pour éviter à Allen de tomber entre les mains de ses cruels ennemis, les Anglais. — Le maréchal Marmont écrivit le même jour au maréchal Victor, qui commandait alors l'armée française devant Cadix, pour demander que le capitaine Allen fût, si c'était possible, le premier prisonnier échangé contre un officier espagnol de quelque grade qu'il fût, en expliquant la cruelle position d'Allen s'il était livré aux Anglais. Le capitaine Corbet agit judicieusement et m'assista, dans cette cir-

constance, comme un bon patriote irlandais. Il n'avait pas oublié sa triste situation personnelle à Hambourg, lorsque le lâche sénat d'un État neutre l'avait livré à la tendre merci de ses ennemis, à Dublin. — J'envoyai, par le même courrier, avec la dépêche du maréchal, un millier de francs au général Sémélé, chef d'état-major de l'armée française devant Cadix, en le priant de faire parvenir cette somme, dans sa prison, au pauvre Allen; ce qui fut ponctuellement exécuté, sans perte aucune sur le change.

Le capitaine Corbet demeura attaché à l'état-major du maréchal Marmont jusqu'à la bataille de Salamanca (22 juillet 1812), à laquelle le maréchal fut dangereusement blessé, et dut céder le commandement de l'armée au général Clausel.

Le commandant O'Neill du 47<sup>e</sup> régiment, ci-devant régiment Walsh de la brigade irlandaise, ayant été blessé sur le champ de bataille et fait prisonnier par les Anglais, le capitaine Corbet fut nommé chef de bataillon et le remplaça au 47<sup>e</sup> de ligne; comme il était bien connu du général Clausel, il se consola un peu de se voir privé de la protection du maréchal Marmont.

Dès que ses blessures furent guéries, le maréchal Marmont prit le commandement d'un des corps de la grande armée, qui se trouvait avec Napoléon en Allemagne; il demanda que le commandant Corbet, du 47<sup>e</sup> régiment, fût attaché à son état-major, et sa demande lui ayant été accordée, Corbet quitta l'Espagne avec un grand plaisir pour aller rejoindre la grande armée, et se trouver de nouveau sous les ordres du maréchal Marmont. Il eut la

satisfaction, à la même époque, de voir son jeune frère, Frederick Corbet, nommé sous-lieutenant au 147<sup>e</sup> régiment. Ce jeune homme, âgé de dix-huit ans, venait de sortir du collège pour commencer une longue et honorable carrière militaire. Je le rencontrai pour la première fois en Saxe, peu de jours avant la bataille de Lützen; ce fut son camarade d'école, le lieutenant Saint-Léger, qui me le présenta.

Pour prouver l'activité de service du colonel Corbet de ce côté du Rhin, en 1813, il me suffira de dire qu'il assista, le 2 mai, à la bataille de Lützen; le 20 mai à celle de Bautzen; le 21 mai à celle de Würschen; le 26 août à celle de Dresde; le 18 octobre à celle de Leipsick; et le 30 octobre à celle de Hanau, dernière bataille livrée sur l'autre rive du Rhin; ajoutez qu'il assista également aux mémorables campagnes de France de 1813 et 1814, aux batailles et combats livrés jusqu'à l'époque de l'abdication de Napoléon, à Fontainebleau, et vous verrez que, pendant cette période, peu d'officiers servirent plus activement que Corbet. Aussi fut-il élevé au grade de colonel, et assez heureux pour obtenir son brevet avant l'abdication de Napoléon.

En 1814, après la Restauration des Bourbons, le colonel Corbet fut nommé chef de l'état major du duc d'Aumont, qui commandait le district militaire de Caen, dans le département du Calvados (Normandie).

Le débarquement de Napoléon arrivant de l'île d'Elbe, le 7 mars 1815, sa marche rapide sur Paris, dans laquelle il ne rencontra aucun obstacle et fut rejoint partout, non-seulement par les populations en masse, mais

par les troupes de chaque ville de garnison où était parvenue cette nouvelle si fatale à la dynastie bourbonnienne, décidèrent le général duc d'Aumont à quitter son commandement ; il proposa à son chef d'état-major, le colonel Corbet, de l'accompagner en Angleterre, en l'assurant que le gouvernement anglais serait trop heureux de lui accorder un gracieux pardon, etc. A ces ouvertures, Corbet répondit qu'il ne se déciderait jamais à désertier la France, sa patrie adoptive ; qu'il pensait que les Français avaient le droit de se gouverner eux-mêmes, et de choisir la forme de gouvernement qui leur convenait le mieux, et que, pour sa part, il continuerait à servir fidèlement et honorablement, comme il l'avait toujours fait, ce gouvernement quel qu'il fût.

Dans cette circonstance critique, le colonel Corbet eut la satisfaction d'être utile à son général ; il fit embarquer et partir en sûreté le duc d'Aumont pour la côte anglaise, sans obstacle ni opposition de la part des citoyens de Caen.

Après la bataille de Waterloo (18 juin 1815), et la seconde abdication de Napoléon, le colonel Corbet fut placé sur le tableau des officiers en demi-solde, et autorisé à résider à Paris. Il resta en non activité jusqu'en 1828, époque à laquelle le gouvernement français envoya une armée délivrer les Grecs du cruel joug turc. Corbet et moi, nous sollicitâmes, auprès du ministre de la guerre, l'honneur de faire partie de cette expédition. Notre requête nous fut accordée, et nous partîmes le 8 août 1828 pour Toulon, où nous nous embarquâmes avec la seconde division, commandée par le général Schneider. Nous

débarquâmes et nous rejoignîmes le général Maison à son camp devant Navarin ; là, nous nous séparâmes. Le colonel Corbet obtint le commandement de Navarin et de la citadelle, après qu'Ibrahim-Pacha et les Egyptiens eurent capitulé et évacué le pays. Je fus envoyé à Patras, et après le siège du château de Morée, je fus nommé commandant de cette forteresse où je restai jusqu'au moment où, en 1829, je la remis aux troupes grecques, par l'ordre du maréchal Maison ; je partis alors pour Corou, où j'eus le plaisir, quelques mois plus tard, d'installer une garnison grecque, et je partis pour Navarin que commandait le colonel Corbet, et où, après la Révolution de 1830, je reçus ma commission de chef de bataillon du 56<sup>e</sup> régiment de ligne, en garnison à Grenoble, en France, et commandé par le colonel et plus tard maréchal Bugeaud. Je ne puis oublier le jour où cet illustre guerrier reçut son brevet de général, en avril 1831, ni combien peu il parut en faire cas, en raison de la nomination simultanée de vingt autres colonels ; et l'expression lancée à la Chambre des députés, « qu'en cette circonstance on avait fait litière de commissions de généraux, » le vexa encore davantage. Il me dit : « Je vois sur cette liste de promotion un colonel Corbet, attaché à l'état-major, en Grèce ; nécessairement vous devez le connaître ; quels sont ses états de service ? » Je lui répondis que Corbet avait été nommé chef de bataillon au 47<sup>e</sup> de ligne, à la bataille de Salamanque, et qu'il avait servi dans l'infanterie. « Alors, me répliqua-t-il, il saura commander et faire manœuvrer les troupes, contrairement à beaucoup d'officiers d'état-major, qui obtiennent de l'avancement

sans avoir jamais commandé une compagnie. » — Il ajouta qu'il était lui-même chef de bataillon dans le corps d'armée du maréchal Suchet, en 1812, et il se montra convaincu que le général Corbet avait mérité sa nomination d'après tout ce que je lui dis à ce sujet.

En recevant sa commission de maréchal-de-camp (major-général), William Corbet fut nommé commandant à Argos, et il resta en Grèce jusqu'au moment où l'armée d'occupation française évacua ce pays et laissa les Grecs libres en 1833; à son arrivée en France, il obtint le commandement du district de Caen, département du Calvados, et fut envoyé plus tard à Tulle. Il resta dans cette dernière ville jusqu'à l'âge de 62 ans, et fut alors placé dans le cadre de réserve, conformément aux règlements de l'armée. En 1840, il vint se fixer à Paris et parut goûter sa nouvelle position. Recevant sa solde entière et ne pouvant être rappelé au service qu'en cas de guerre, il prit un bel appartement et se fit recevoir membre du cercle du boulevard des Italiens, où il passa son temps assez agréablement jusqu'en 1842, époque à laquelle sa santé commença à décliner rapidement; son frère, pensant que le changement d'air lui serait favorable, l'emmena à Saint-Germain, où il était lui-même employé, comme aide de camp du général Gazan. Mais rien ne put arrêter la maladie de cœur de William Corbet, et il en mourut le 12 août 1842. Il fut enterré au cimetière Montmartre où son tendre frère lui fit élever un beau monument. — Le général Corbet était officier de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis et commandant de l'ordre du Sauveur en Grèce. Ces distinctions lui paraissaient sans

doute très-honorables, mais il disait souvent : « Combien je les estimerais davantage si elles avaient été gagnées au service de la cause de ma patrie ! » Il déplora jusqu'à ses derniers moments que l'Irlande n'eût pas obtenu son indépendance, et il parut toujours avide de voir s'élever entre les gouvernements de France et d'Angleterre quelque incident qui pût devenir avantageux pour son propre pays.

En 1840, nous examinions souvent de quelle façon nous pourrions le mieux servir l'Irlande dans le cas d'une guerre, — alors sur le point d'être déclarée, — entre la France et l'Angleterre. Je me rappelle qu'un jour, en sortant d'une audience dans laquelle il avait entretenu le ministre de la guerre de la situation de l'Irlande, Corbet me dit que le ministre, le général Schneider, désirait avoir une conversation avec moi au sujet de l'appui qu'on pourrait trouver dans celui qu'on appelait alors « le Chef des Irlandais, » lorsqu'une armée française débarquerait en Irlande. Quand Corbet vit qu'il n'y aurait pas de guerre avec l'Angleterre, il me parla d'aller aux États-Unis d'Amérique, dans la persuasion, me dit-il, qu'un jour ou l'autre l'Irlande recevrait de ce pays un secours suprême. Je crois ne rendre que justice à la mémoire de Corbet en mentionnant toutes ces circonstances.

En 1798, Drogheda, comme bien d'autres villes d'Irlande, vit torturer et emprisonner ses meilleurs citoyens. Toutefois, deux d'entre eux, Thomas Burgess et Tony Mac Cann, eurent la bonne fortune d'échapper à cette



cruelle persécution et de gagner Hambourg en sûreté ; ils y rencontrèrent par hasard le poète Thomas Campbell. En écoutant leur triste histoire, cet Écossais généreux et magnanime fut touché de pitié pour leur destinée, et de sympathie pour leur patriotisme et leur amour de la liberté ; ému de voir des hommes aussi jeunes forcés d'abandonner pour toujours leur terre natale pour avoir désiré la voir heureuse et indépendante, et inspiré par les plus nobles sentiments, Th. Campbell écrivit l'admirable et mélancolique poésie « l'Exilé d'Érin, » qui seule eût suffi pour lui mériter d'être placé au rang des grands poètes.

Burgess et Mac Cann se hâtèrent de se rendre à Paris pour offrir leurs services à la République française, alors gouvernée par le Directoire. Ils y rencontrèrent Théobald Wolfe Tone qui se préparait à partir, pour délivrer sa patrie, avec une nouvelle expédition, qu'il espérait devoir être plus heureuse que celle de Hoche ; mais, hélas ! il fut de nouveau désappointé, et tomba victime du zèle et du courage qu'il déploya dans cette dernière tentative. L'Irlande doit être éternellement fière de lui et honorer sa mémoire.

Thomas Burgess s'embarqua pour l'Irlande avec cette expédition ; mais, comme il ne se trouvait pas sur le même navire que Wolfe Tone, il parvint à regagner la France. Il fut encore plus heureux à Hambourg, le 24 novembre 1798, car, ayant fait partie de l'expédition du général Napper Tandy et montant le même navire, il arriva à Hambourg avec lui après son échec. Absent de l'hôtel au moment où Tandy, Morris, Blackwell et

Corbet furent arrêtés et emprisonnés, Burgess s'échappa avec les autres exilés irlandais restant à Hambourg, en Danemark, à Altona, dont les autorités publiques ne furent pas assez viles pour écouter les agents anglais.

A son retour à Paris, Burgess, qui avait le goût des beaux-arts, entreprit la peinture et l'étudia sous les auspices du célèbre David; après une application très-soutenue, il devint assez connaisseur pour désespérer du succès et abandonna la partie. Il fit venir d'Irlande son jeune frère John, qu'il plaça au collège militaire du Prytanée, à Paris, où il resta jusqu'au jour où il obtint sa commission de sous-lieutenant dans la légion irlandaise, à l'époque de sa formation en 1803.

Thomas Burgess connaissait la musique et jouait de la harpe, de la guitare et du violon. Il vivait d'une manière plus que frugale, afin, disait-il, de pouvoir soutenir à Londres, les filles de son frère John. A sa mort, en 1848, il laissa tout ce qu'il possédait, 3 ou 4,000 livres sterling, à ses nièces. — Arthur Barker et William Hampden Lawless furent ses exécuteurs testamentaires. Ce dernier eut beaucoup de peine à liquider la succession; mais il parvint enfin à arranger leurs affaires à la satisfaction des demoiselles Burgess.

Le pauvre Thomas Burgess avait en réalité un caractère généreux et des dispositions obligeantes à l'égard de ses amis; mais, sans penser à mal, il occasionna souvent de sérieux différends entre eux pour avoir oublié qu'une conversation particulière ne doit être répétée qu'avec l'autorisation de l'interlocuteur avec lequel elle a eu lieu.

En 1803, je rencontrai un jour, au café de Londres de la rue Jacob, William Putenham Mac Cabe, le fameux organisateur actif du système des Irlandais Unis, et le grand confident de lord Edward Fitzgerald. Il parut désirer connaître comment je m'étais échappé de Dublin ; lorsque je lui eus dit que j'avais un passeport américain, il me pria de le lui prêter pendant quelques jours, en m'assurant qu'il me le rendrait sûrement. — Je le lui confiai, mais ne pus le ravoïr qu'en envoyant chez lui mon ami Hugh Ware, à qui il le remit immédiatement, en s'excusant sottement de l'avoir gardé aussi longtemps sur ce qu'il ne supposait pas que j'en eusse encore besoin, maintenant que je possédais ma commission d'officier français. — Je pus m'apercevoir que la masse des exilés irlandais, alors à Paris, s'étonnait de la grande facilité avec laquelle Putenham Mac Cabe pouvait se rendre si fréquemment en Angleterre et en Irlande et revenir en France, en temps de guerre. Dans un de ses voyages, il ramena avec lui le jeune John Burgess pour le placer dans un collège de Paris ; et dans une autre partie de mon récit, j'ai raconté ma rencontre avec Putenham Mac Cabe à Anvers en 1807. Il avait alors avec lui deux dames qu'il amenait de Dublin, Mrs Berthemey, sœur du célèbre Henry Flood, et sa fille. Notre régiment se trouvait alors en garnison à Anvers, et nous invitâmes ces dames et Mac Cabe à dîner avec nous à l'hôtel du Lion d'Or où nous avions notre table. — Mac Cabe nous montra une magnifique et riche boîte de pistolets, qu'il apportait, dit-il, pour l'offrir en cadeau à son ami le général Arthur O'Connor. Ce fut la dernière fois que je vis Mac

... les deux Paris et les  
 ... parler de lui par la dénomi-  
 ... **Mac Guire**, qui se fréquentait  
 ... que nous ne nous renouvèlions  
 ... ne désirais pas renouer  
 ... tant de versis  
 ... différentes évasions d'Irlande  
 ... sur le désintéressement de son  
 ... en janvier 1821, le capitaine  
 ... **Nesbet**, alors à Bordeaux, que  
 ... un de ses exécuteurs  
 ... après, **Mac Guire** n'apparut  
 ... la fille de **Mac Cabe**.

... parlé de l'échec de l'entrepre-  
 ... de **Mac Cabe**, dans la ville de  
 ... personnes engagées avec lui  
 ... telles que **MM. Glashan, J. Smith**  
 ... pour ma part, je n'ai jamais pu savoir  
 ... qui devait être attribué l'insuccès de cette  
 ... qui est certain, c'est que le digne  
 ... **Philippe Long**, y perdit beaucoup

... les transactions d'argent de **Putenham**  
 ... hypothèque qu'il possédait sur les biens  
 ... **O'Connor**, en Irlande, que par le pro-  
 ... tribunal d'Orléans, après la Restau-  
 ... en France, et qui fut publié alors dans  
 ... Ce qui n'est pas douteux, c'est  
 ... **O'Connor** dut user de son influence auprès  
 ... pour mettre **Mac Cabe** à l'abri des

embarras résultant de ses trop fréquentes excursions de l'autre côté du canal, pendant la guerre entre la France et l'Angleterre.

Parmi les nombreux et braves individus qui durent s'échapper d'Irlande après la capitulation du général Humbert, en août 1798, et que je rencontrai à Paris, l'un des plus distingués était sans contredit l'avocat James-Joseph Mac Donald. Ils étaient tous, sans doute, également braves et dévoués à la cause de leur pays; mais Mac Donald paraissait posséder les talents, les qualités et l'énergie nécessaires pour devenir un grand chef; il était beau et très-instruit, et il parlait le français couramment. — En débarquant sur la côte irlandaise, le général Humbert nomma immédiatement Mac Donald général, et le chargea de commander les forces irlandaises qui accouraient rejoindre ses drapeaux, et de les armer et organiser incontinent du mieux possible, vu les nécessités pressantes du moment; et dans son rapport au Directoire, Humbert déclara que s'il eût eu des forces suffisantes pour se maintenir plus longtemps dans le pays, Mac Donald lui eût été d'une utilité inappréciable, attendu qu'il était entreprenant et tout à fait à la hauteur de la tâche difficile qui lui avait été confiée.

— A la formation de la légion irlandaise, en 1803, l'avocat Mac Donald fut très-désappointé et vexé de voir qu'il n'allait être que capitaine dans la légion; il s'attendait à être nommé au moins officier général, sinon même général, grade qu'il avait occupé avec Humbert en Irlande; il refusa donc sa commission de capitaine, et ne

Cabe; nous habitions tous les deux Paris en 1820, et j'entendais souvent parler de lui par un de mes camarades, le capitaine Mac Guire, qui le fréquentait; mais il advint cependant que nous ne nous rencontrâmes jamais. Il est vrai que je ne désirais pas renouveler connaissance avec lui; j'avais entendu tant de versions contradictoires, au sujet de ses différentes évasions d'Irlande, que je conservais des doutes sur le désintéressement de son patriotisme. A sa mort, en janvier 1821, le capitaine Mac Guire écrivit à M. Nesbet, alors à Bordeaux, que Putenham Mac Cabe l'avait nommé un de ses exécuteurs testamentaires. Peu de temps après, Mac Guire m'apprit que Nesbet avait épousé la fille de Mac Cabe.

Il a été beaucoup parlé de l'échec de l'entreprise de filature de coton de Mac Cabe, dans la ville de Rouen, par quelques-unes des personnes engagées avec lui dans cette spéculation, telles que MM. Glashan, J. Smith et autres; mais pour ma part, je n'ai jamais pu savoir positivement à qui devait être attribué l'insuccès de cette manufacture; ce qui est certain, c'est que le digne patriote irlandais, Philippe Long, y perdit beaucoup d'argent.

Je n'ai connu les transactions d'argent de Putenham Mac Cabe et l'hypothèque qu'il possédait sur les biens du général Arthur O'Connor, en Irlande, que par le procès qui eut lieu au tribunal d'Orléans, après la Restauration des Bourbons en France, et qui fut publié alors dans les journaux du temps. Ce qui n'est pas douteux, c'est que le général O'Connor dut user de son influence auprès du duc de Feltre, pour mettre Mac Cabe à l'abri des

embarras résultant de ses trop fréquentes excursions de l'autre côté du canal, pendant la guerre entre la France et l'Angleterre.

Parmi les nombreux et braves individus qui durent s'échapper d'Irlande après la capitulation du général Humbert, en août 1798, et que je rencontrai à Paris, l'un des plus distingués était sans contredit l'avocat James-Joseph Mac Donald. Ils étaient tous, sans doute, également braves et dévoués à la cause de leur pays; mais Mac Donald paraissait posséder les talents, les qualités et l'énergie nécessaires pour devenir un grand chef; il était beau et très-instruit, et il parlait le français couramment. — En débarquant sur la côte irlandaise, le général Humbert nomma immédiatement Mac Donald général, et le chargea de commander les forces irlandaises qui accouraient rejoindre ses drapeaux, et de les armer et organiser incontinent du mieux possible, vu les nécessités pressantes du moment; et dans son rapport au Directoire, Humbert déclara que s'il eût eu des forces suffisantes pour se maintenir plus longtemps dans le pays, Mac Donald lui eût été d'une utilité inappréciable, attendu qu'il était entreprenant et tout à fait à la hauteur de la tâche difficile qui lui avait été confiée. — A la formation de la légion irlandaise, en 1803, l'avocat Mac Donald fut très-désappointé et vexé de voir qu'il n'allait être que capitaine dans la légion; il s'attendait à être nommé au moins officier général, sinon même général, grade qu'il avait occupé avec Humbert en Irlande; il refusa donc sa commission de capitaine, et ne

rejoignit pas avec nous, à Brest, l'armée française destinée pour l'Irlande. Les individus porteurs de commissions ou enrôlés au service de la légion irlandaise, étant seuls autorisés à faire partie de l'expédition, dans la crainte que la discipline n'eût à en souffrir, il était défendu aux volontaires non enrôlés de s'embarquer ; Mac Donald, en apprenant ces règlements, et après être resté un mois ou deux à Paris, reprit son brevet de capitaine et vint rejoindre la légion dans le voisinage de Brest ; mais à la suite d'une altercation avec l'adjudant général Mac Sheehy, qui commandait alors la légion, il se démit de son grade et alla se fixer à Cadix, en Espagne, où plusieurs de ses parents se trouvaient placés dans le commerce. Son cousin-germain, James Mac Donald, un ardent et beau jeune homme qui s'était échappé d'Irlande avec lui, mourut peu de temps avant mon arrivée à Paris, très-regretté de tous les réfugiés.

Le capitaine John Murphy, commandant d'un navire de commerce, se trouvait dans la baie de Killalo lorsque le général Humbert effectua son débarquement sur la côte irlandaise, en 1798. Le général français désirait expédier une dépêche pour informer son gouvernement de cet heureux événement, et Murphy, un vrai patriote irlandais, s'offrit immédiatement à en être le porteur, ce qui charma Humbert, qui craignait qu'un navire français n'eût peu de chance d'échapper aux croiseurs anglais. Le brave Murphy se chargea de cette tâche périlleuse pour servir et racheter sa patrie bien-aimée, tout en sachant qu'il naviguait avec une corde au col ;



car s'il eût été pris avec les dépêches françaises, il eût été immédiatement pendu à la tête du mât. Mais nul marin vivant ne connaissait mieux que Murphy la côte irlandaise, le canal anglais, les ports français, et chaque coin et chaque baie des rives françaises où pouvait aborder un navire, car il était fortement engagé dans le commerce de contrebande. Aussi échappa-t-il aux croisières anglaises et atteignit-il la rive française dans le plus bref délai qu'on mit jamais à accomplir ce passage. En débarquant, Murphy partit immédiatement en poste pour Paris, afin de remettre au gouvernement français les dépêches du général Humbert, et l'accueil qu'on lui fit fut des plus gracieux et des plus flatteurs, en réalité, pour un cœur irlandais. Le Directoire lui offrit immédiatement des pistolets d'honneur. On décernait alors des pistolets et des sabres aux braves qui s'étaient distingués au service de leur pays, comme on accorde aujourd'hui la décoration de la Légion d'honneur pour d'analogues actions brillantes et pour des services rendus à l'Etat. — Le capitaine Murphy fut alors placé à la disposition du ministre de la marine, qui le fit porter sur le contrôle maritime, ou tableau des officiers de la marine française, et, plus tard, le Premier Consul le nomma grand pilote près de la flotte française, à Brest, avec le grade de capitaine de frégate, équivalant à celui de lieutenant-colonel dans l'armée. Murphy jouit de la solde et des émoluments de son grade jusqu'à la Restauration des Bourbons en 1814, époque à laquelle il fut mis à la retraite, avec une misérable pension de 800 francs par an.

Avec des moyens d'existence aussi réduits et une

femme et un enfant à soutenir en Irlande, le pauvre Murphy dut demander de l'emploi aux riches négociants de Nantes. Ces négociants, connaissant son habileté et son expérience de navigateur, lui confièrent le commandement d'un beau navire, avec lequel il effectua plusieurs voyages heureux dans différentes parties du monde, et particulièrement sur la côte de la Patagonie, dans l'Amérique du Sud, où la pêche de l'éléphant de mer fut très-avantageuse pour ses patrons. En 1823, il revenait en Europe avec un fort chargement de poisson, d'huile, etc., lorsque l'équipage de son navire se révolta et s'empara de lui, de son second et de l'aide du navire. Ils furent tous les trois enfermés, enchaînés et traités de la plus cruelle manière. Les matelots avaient été poussés à cet acte de rébellion par la nouvelle, reçue en mer, que l'Espagne et la France étaient en guerre; ils avaient espéré pouvoir conduire le navire dans un port de mer espagnol, et l'y vendre, ainsi que la cargaison, en toute sécurité; mais, après quinze jours de vains efforts pour atteindre la côte espagnole, leur dangereuse situation les effraya tellement, qu'ils firent monter sur le pont l'aide du navire et lui déclarèrent que, s'il les conduisait en sûreté dans un port de mer espagnol, ils lui abandonneraient la plus grosse part du prix de la vente du navire et de son chargement, mais que, s'il s'y refusait, ils le tueraient à l'instant et prieraient alors le second de consentir à leur requête. Le pauvre aide leur répondit de suite qu'il était prêt à obéir à leurs ordres, et, après avoir navigué et viré de bord pendant deux jours, il annonça, une belle nuit, à ces ignares gredins qu'ils

se trouvaient sur la côte espagnole, et qu'afin d'échapper aux croiseurs français, il allait conduire le navire dans la baie qu'ils apercevaient devant eux et où ils pourraient passer la nuit sans danger, en arborant le pavillon espagnol. Le lendemain matin, au point du jour, leur navire fut accosté par un sloop de guerre français, dans la baie de Douarnenez, à quatre lieues de Quimper, département du Finistère, en France et non en Espagne. Le capitaine Murphy fut alors délivré et reprit le commandement du navire. Les matelots furent tous arrêtés et envoyés à Brest, où ils furent jugés et condamnés à la prison et aux galères. Je rencontrai Murphy à Paris, après cette mésaventure, et je le trouvai encore solide et bien portant, mais plus tel que je l'avais vu pour la première fois, en 1803. C'était alors un homme splendide de plus de six pieds deux pouces de hauteur, athlétique, bien proportionné, et âgé d'environ cinquante ans. Il était réputé un des meilleurs joueurs de paume qu'on pût trouver. Il était simple, sans prétentions, et toujours généreux et affectueux pour ses compatriotes. — Me trouvant en garnison à Nantes avec mon régiment, le 56<sup>e</sup> de ligne, en 1835, j'y vis le pauvre Murphy pour la dernière fois, tout à fait brisé et rapetissé de taille, avant de mourir, comme son compatriote Hamilton Rowan, qui, lui aussi, avait été très-grand — Toutefois, ils avaient atteint plus de quatre-vingts ans avant de subir ce changement. La famille de Murphy vivait près de Rush et quelques-uns de ses membres résidaient dans le comté de Meath.

Les réfugiés de toute nation paraissent encore, dans leur malheur, et loin de leur patrie, sujets à avoir leurs

disputes et leurs différends en politique; il n'est donc point étrange que les exilés irlandais aient eu les leurs. Le capitaine Murphy se tint en dehors de tous les partis autant qu'il le put, et il jouit, je puis dire sans exception, de l'estime de tous ses compatriotes en France. Il était en réalité considéré comme une sorte d'oracle par lequel nous arrivait les heureuses nouvelles. Je ne puis oublier que nous avions coutume de dire que le vent soufflait pour nous, lorsque Murphy était mandé par le ministre de la Marine et qu'il passait la journée à l'hôtel de l'Amirauté, place de la Concorde, au conseil des amiraux français désignés pour commander la flotte de Brest.

Je me rappelle également avec quel plaisir, en 1804, lorsque notre régiment était en garnison à Lesneven, à cinq lieues de Brest, nous montions à cheval, à cinq ou six, pour aller dîner avec le digne capitaine Murphy à Brest, et revenir, dans la soirée, après avoir visité les vingt-cinq magnifiques navires de guerre, et les bateaux de transport, en nombre suffisant pour embarquer les trois divisions du corps d'armée d'Augereau qui venaient d'arriver de la frontière d'Espagne, et destinées alors pour l'Irlande. Bref, le capitaine Murphy était le favori de tous les officiers irlandais, et très-consideré dans la marine française.

M. John Gibbons, un riche gentleman du comté de Mayo, âgé de plus de soixante-dix ans, dut fuir sa demeure, bien qu'il n'eût pris aucune part au soulèvement général du peuple pour aider le débarquement

des Français. Son fils Ned, fait prisonnier après la capitulation du général Humbert, fut condamné à être pendu, et il avait déjà la corde au col, lorsque, grâce à l'intervention de quelque individu humain, sa sentence fut commuée en transportation à vie à Botany-Bay. Mais son père, après s'être caché, pendant quelque temps, dans les montagnes, et avoir appris que ses propriétés avaient été pillées et détruites, s'échappa à Paris, et, lors de la formation de la légion irlandaise, en 1803, prévenu qu'il fallait avoir un grade quelconque pour être autorisé à faire partie de l'expédition destinée à l'Irlande, il répliqua qu'il était prêt à accepter celui de caporal plutôt que de rester en arrière.

Il obtint une commission de lieutenant ; mais le pauvre homme ne jouit pas longtemps de sa vie militaire, car il mourut à Anvers en 1807. Il eut, cependant, avant de mourir, la grande satisfaction de revoir son fils Ned, qui s'était échappé de Botany-Bay et avait obtenu son brevet de sous-lieutenant dans la légion. — Ce jeune homme ne put jamais oublier l'émotion qu'il avait éprouvée, en Irlande, au pied du gibet.

Il se battit bravement à Flessingue, en 1809, dans le bataillon irlandais, commandé par le colonel Lawless, qui, dangereusement blessé alors, ne put dire si Ned Gibbons avait été tué ou fait prisonnier par les troupes anglaises, à leur entrée à Flessingue. Le conseil d'administration du régiment irlandais en France ne put non plus jamais apprendre ce qu'étaient devenus deux officiers très-distingués, les lieutenants Gillmor et Eagar. Ils se trouvaient avec le colonel Lawless lorsqu'il fut blessé,

et s'ils se sauvèrent, ils auraient pu revenir en France après la Restauration et recevoir leur solde jusqu'en 1814, c'est-à-dire l'arriéré de cinq ans, qui leur était dû, et qui fut payé au capitaine Mac Mahon et à d'autres officiers pris à Flessingue. Ils furent ensuite libres de quitter le service, si cela leur convenait.

Parmi les braves exilés de Connaught, que je rencontrai à Paris, en 1803, se trouvait Augustin O'Meally, et, d'après ce que je vis de lui dans les campagnes que nous fîmes plus tard ensemble, il dut, en réalité, rendre un grand service aux Français en 1798, à la bataille de Castlebar, en marchant à la tête de ses compatriotes qui rejoignirent le général Humbert; il ne craignait aucun danger, un combat semblait être pour lui un jeu, et, sans avoir mauvais caractère, ni être querelleur, le capitaine O'Meally se trouva souvent engagé dans des duels dont il sortit toujours honorablement. — Dans une rencontre qu'il eut à Carhaix, en 1804, avec l'adjudant-major, il blessa cet officier, un ami du général Mac Sheehy, qui, dans un accès de dépit, envoya O'Meally en prison au château de Brest, pendant quinze jours; punition fort injuste, car son adversaire avait tous les torts. Le capitaine Hugh Ware, plus tard colonel, servit de témoin à O'Meally, et le capitaine William O'Meara, plus tard général, fut celui de l'adjudant-major. Ces braves et honorables témoins agirent avec la plus grande droiture, mais ils ne purent prévenir le duel.

Le bataillon auquel appartenait le capitaine O'Meally se trouvant en garnison à Berg-op-Zoom, en 1812, cet

officier en fut détaché avec sa compagnie pour l'une des îles hollandaises de la côte, où il épousa la fille d'un officier français qui commandait la place. Fut-ce la grande différence du climat de l'Espagne, d'où il arrivait et où il avait passé près de cinq années, avec celui de la Hollande, qui contribua au malheur qui lui advint de perdre complètement la vue ? On ne put jamais bien le savoir ; mais il est probable que la subite transition de la chaleur à l'humidité et au froid accéléra la cécité du pauvre O'Meally. — En véritable héros, il témoigna alors plus de courage que jamais. Il supporta sa cruelle situation avec la fermeté qui convenait à un soldat et à un patriote irlandais, et ne déplora qu'une chose : de ne pouvoir plus espérer de se rendre utile à sa chère patrie. Il conserva sa gaieté, et sa conversation devint encore plus agréable qu'avant sa cécité.

Le capitaine O'Meally avait deux fils, et lorsque l'aîné eut atteint l'âge de neuf ans, il obtint pour lui une bourse au collège militaire de La Flèche, et, plus tard, son envoi au collège militaire de Saint-Cyr pour y compléter ses études ; le pauvre capitaine O'Meally eut la satisfaction de voir son fils nommé officier en 1835, et attaché comme sous-lieutenant au 15<sup>e</sup> régiment léger, alors en Afrique — Le jeune O'Meally s'y distingua bientôt ; il étudia et apprit promptement la langue arabe, et il dut à cet avantage d'être employé dans chaque expédition qui eut lieu dans le district. Le jeune O'Meally rendit souvent, dans les circonstances les plus périlleuses, les plus importants services à sa division, par sa bravoure et sa connaissance de l'arabe ; aussi avança-t-il

rapidement de grade en grade, et il venait d'être nommé lieutenant-colonel d'un régiment, lorsqu'il reçut l'ordre de partir pour l'Orient, au début de la guerre contre la Russie. Il y trouva un champ plus vaste pour y déployer ses talents militaires, et, avant la prise de Sébastopol, il fut nommé colonel et appelé à commander le 73<sup>e</sup> régiment.

Il faut compter parmi les mauvais résultats et les nombreux griefs causés par la domination protestante, en Irlande, l'obligation où se trouvait le jeune clergé catholique de se rendre en France et dans d'autres pays étrangers, pour y finir ses études et devenir propre à remplir la prêtrise dans sa patrie. Il en était ainsi en 1798. — Pouvait-on s'attendre à ce que des jeunes gens élevés en France ne sympathiseraient pas de tout leur cœur et de toute leur âme avec une armée française débarquant sur la côte pour chasser du pays leurs tyrans et leurs maîtres? Il eût été contre nature qu'il en fût autrement. — Le père Gannan, qui avait fait ses études en France, vint immédiatement après le débarquement des Français en Irlande, offrir ses services au général Humbert, qui le nomma de suite son fournisseur général. Dans cette situation, le père Gannan fut non-seulement utile aux Français, mais il rendit, en outre, les plus grands services aux habitants du pays partout où passa l'armée; et, comme il parlait couramment le français, il devint bientôt un grand favori des officiers français; son aspect commandait le respect, car il était grand et beau, et possédait des manières dignes et agréables. — Lors de sa capitulation avec lord Cornwallis, le général



Humbert n'ayant pu stipuler de conditions pour les Irlandais qui l'avaient rejoint, le père Gannan eut à supporter de grandes misères, pendant le temps qu'il demeura caché dans les montagnes de Cunnamara, avant de pouvoir s'échapper. Il put enfin partir à bord d'un navire frété pour Lisbonne, et il écrivit, de cette ville, à l'ambassadeur français, à Madrid, Lucien Buonaparte, qui l'invita bienveillamment à venir passer quelque temps dans la capitale de l'Espagne; après y être resté quelques jours, il partit pour Paris, où il reçut l'accueil le plus gracieux. — Lorsque je fis sa connaissance à Paris, en 1803, il était curé de la paroisse d'un village, près de Saint-Germain en Laye, et je me rappelle m'y être rendu, un matin, avec Fitzhenry, en nous promenant, pour le voir, et y avoir passé deux jours très-agréables. Nous fûmes invités à prendre le thé chez M. Thomas Addis Emmett, qui demeurait dans le voisinage, et Mrs Emmett me dit combien elle était toujours charmée de voir arriver chez elle le père Gannan, dont les visites et les conversations remontaient toujours l'esprit de son mari, attendu qu'il ne désespérait jamais de l'Irlande.

Après la première Restauration des Bourbons, le père Gannan obtint une meilleure cure près de Tours, qu'il trouva assez agréable en raison du grand nombre de catholiques irlandais qui y avaient fixé leur résidence; mais après les Cent Jours et la seconde Restauration, il eut à supporter, comme ses compatriotes, les effets de ces changements subits de gouvernement.

Une loi ayant attaché des aumôniers à chaque régiment de l'armée, le père Gannan fut nommé aumônier

à Lille, et, dans cette situation semi-cléricale, semi-militaire, il termina honorablement sa longue carrière, mais sans jamais cesser de regretter sa « douce patrie. »

Je rencontrai également à Paris, en 1803, un autre Irlandais qui avait dû venir à l'étranger, et mendier le long de sa route, afin de compléter son éducation. Il déclara ouvertement qu'il ne devait aucune fidélité au monarque anglais, impitoyable et bigot, qui tenait sa patrie en servage. Le capitaine O'Kean avait reçu les ordres en France ; mais, lorsqu'il vit tous les tyrans de l'Europe déclarer la guerre à cette nation, il s'engagea immédiatement pour servir comme soldat sa patrie adoptive. Il se distingua promptement sur le champ de bataille, et fut nommé capitaine, grade qu'il occupait dans la petite armée du général Humbert, lors de son débarquement dans la baie de Killalo, sur la côte irlandaise, le 22 avril 1798. A la bataille de Castlebar, O'Kean fut hautement complimenté pour sa bravoure et ses efforts intrépides, par le général en chef français, Humbert. Comme il connaissait parfaitement cette partie de l'Irlande, et qu'il parlait également bien l'anglais, le français et l'irlandais, il rendit les plus grands services en maintes occasions, dans lesquelles, sans son humaine intervention, bien des individus eussent eu durement à souffrir ; mais, malgré l'attestation donnée à ses services par l'évêque protestant de Killalo, le pauvre O'Kean eut peine, après la capitulation d'Humbert, à échapper à la mort et au sort du frère de Tone et autres victimes.

Le capitaine O'Kean écrivit un récit détaillé de cette

expédition, depuis son départ de la côte française jusqu'à la reddition finale du général Humbert, du traitement des prisonniers français conduits en prison, de leur échange et de leur retour en France. Lorsqu'il reçut l'ordre de rejoindre son régiment, le 65<sup>e</sup> de ligne, il remit son manuscrit au docteur Mac Neven, qui promit de le publier avec les autres récits, qu'il collectionnait, des autres exilés qui avaient combattu dans l'insurrection de 1798, et je me rappelle Hugh Ware fort occupé à recopier au net le manuscrit d'O'Kean pour le docteur Mac Neven, ce qui était assez difficile, attendu que ses notes étaient écrites partie en latin, partie en anglais et partie en irlandais. Cependant, comme Hugh Ware et le docteur Mac Neven étaient tous les deux bons latinistes, et que ce dernier connaissait bien la langue irlandaise, ils surmontèrent ces difficultés.

Le capitaine O'Kean servit avec distinction dans plusieurs campagnes en Allemagne, et particulièrement à la défense de Ratisbonne en 1809, où son régiment seul, commandé par le colonel Coutard, défendit la place contre trente mille Autrichiens.

Au siège d'Astorga, en Espagne, le régiment irlandais et celui d'O'Kean, le 65<sup>e</sup> de ligne, formaient la brigade commandée par le général Thomières, et O'Kean fut charmé d'y voir son compatriote John Allen, monter si galamment à la brèche; et, comme le régiment irlandais continua à être embrigadé avec le 65<sup>e</sup> de ligne pendant les campagnes de Portugal, en 1810 et 1811, nous vîmes O'Kean presque tous les jours, ce qui fut un plaisir mutuel pour nous, car il était d'excellente humeur et

généreux au possible. Jamais il ne laissa les officiers irlandais passer près ou bivouaquer hors de ses quartiers, sans les traiter du mieux possible. C'était un véritable admirateur de l'hospitalité de ses ancêtres.

Lorsque le Premier Consul décréta l'ordre de la Légion d'honneur, le capitaine O'Kean fut un des premiers de son corps décoré de cette croix : « l'étoile des braves. » Après la seconde Restauration des Bourbons, en 1815, le pauvre O'Kean quitta le service avec une pension de retraite, complètement découragé à la pensée que sa patrie bien-aimée n'avait plus rien à espérer de la France, alors gouvernée par l'influence de lord Castlereagh, l'ennemi de sa grandeur et de son bonheur, comme il l'était de la nationalité de la Pologne, et, en réalité, des libertés de tous les autres pays de la surface du globe. Quel bien pouvait-on attendre d'un homme qui, dans sa jeunesse, avait trahi et vendu sa patrie, et qui finit, plus tard, par jeter un nuage de fausseté et d'hypocrisie sur la renommée de la nation qui lui permit de la gouverner si longtemps ?

Le capitaine Mac Guire me raconta que lorsqu'il fut fait prisonnier à une certaine distance de la côte d'Irlande, il trouva juste le temps de revêtir l'uniforme d'un simple soldat, qui se trouva lui aller assez bien, et que les prisonniers ayant été conduits en Écosse, où ils restèrent jusqu'à l'époque de leur échange, il eut le bonheur de s'échapper en France sans avoir été reconnu pour être un sujet anglais. Il me dit également que les prisonniers français avaient été très-bien traités dans les

dépôts écossais, ce qui contrastait grandement avec le dur traitement qu'ils avaient eu à subir en Angleterre à la même époque. — Le capitaine Mac Guire résida à Paris jusqu'au moment où il obtint sa commission d'officier dans la légion irlandaise, en 1803. Après les Cent-Jours, en 1815, il quitta le service avec une pension, dont il ne jouit pas longtemps, car il mourut dans son appartement de l' Arsenal, rue Saint-Antoine, en 1822.

Je rencontrai Jérémie Fitzhenry à Paris, en 1803. Il avait pris une part active à l'insurrection du comté de Wexford en 1798, et il assistait, avec Bagnel Harvey, à la bataille de New-Ross, le 5 juin. — Après l'exécution de son beau-frère, John Colclough, il craignit de ne pouvoir rester plus longtemps en sûreté en Irlande. Il se rendit donc en France avec sa femme et ses deux petites filles. Il alla s'établir à Saint-Germain en Laye, où il rencontra son ami et compatriote, M. William Barker, qui était venu y vivre avec sa famille, après son évasion d'Enniscorthy et la perte de son bras à la bataille du mont Vinegar.

Madame Fitzhenry accoucha d'une autre petite fille à Saint-Germain, et son mari, voyant les hostilités sur le point de recommencer entre la France et l'Angleterre, en 1803, se hâta de renvoyer en Irlande sa femme et ses trois enfants; quant à lui, il resta en France pour partager avec ses compatriotes d'exil, les dangers et l'honneur de faire partie d'une nouvelle expédition en Irlande, qu'on s'attendait à voir prochainement partir de Brest. Jérémie Fitzhenry obtint sa commission de

capitaine le 7 décembre 1803, à la formation de la légion irlandaise.

Comme j'ai pris note des services et des campagnes des différents bataillons composant la légion irlandaise, je renvoie au récit que j'en ai écrit pour l'exposé de la carrière militaire de Fitzhenry, commencée si brillamment, et, j'ai regret à le dire, terminée si honteusement en Espagne. Cependant, j'en dois tracer un court extrait pour expliquer les motifs de son changement de conduite.

En 1808, un ordre du ministre de la Guerre enjoignit à 600 hommes de la légion irlandaise, alors à Flessingue, de partir pour l'Espagne, et Fitzhenry, comme le plus ancien capitaine, en prit le commandement. Il rejoignit à Pampelune le bataillon de la légion irlandaise qui se trouvait à Madrid depuis 1807 et qu'avait fortement réduit la maladie et le dur service que lui avait imposé la retraite du roi Joseph derrière l'Èbre. — Fitzhenry reçut l'ordre de réorganiser ce bataillon avec les renforts qu'il amenait de Hollande, et il s'acquitta de cette mission avec une activité et une promptitude étonnantes.

Le gouverneur de Pampelune, le lieutenant général comte de Buisson, témoin de l'habileté de Fitzhenry, s'empressa de signaler à l'Empereur et au prince Berthier, alors en Espagne tous les deux, l'aptitude de Fitzhenry à commander un régiment, etc. — Il possédait certainement l'expérience et les qualités nécessaires pour devenir un officier général distingué. Nul ne chevauchait mieux que lui, et il était alors bien monté. Il possédait deux chevaux admirables, et il prouva bientôt qu'il pouvait mieux commander et qu'il avait encore

meilleure mine à cheval qu'à pied. C'était un très-bel homme, d'une taille de six pieds et âgé d'environ trente ans, lorsqu'il reçut son brevet de chef de bataillon, signé du prince Berthier, le 16 décembre 1808.

Fitzhenry et son splendide bataillon, fort de plus de 800 hommes, très-bien disciplinés et bien équipés, reçurent l'ordre de partir pour faire partie de l'armée qu'on formait à Burgos, pour marcher contre le général sir John Moore et les Anglais. La mort de ce général et l'embarquement de ses troupes à la Corogne, mit fin à cette expédition. — Fitzhenry reçut l'ordre de rester avec son bataillon à Burgos, où il eut l'honneur, peu de temps après, de recevoir sous les armes Napoléon qui retournait en France. L'Empereur n'eut pas d'autres gardes que les troupes irlandaises pendant l'heure et demie qu'il passa au palais épiscopal, et le général Darnagnac, qui commandait alors à Burgos, rendit à Sa Majesté le compte le plus favorable du bataillon irlandais, de Fitzhenry et des officiers, en louant dans les termes les plus flatteurs leur instruction militaire, etc. Il est de fait que plusieurs d'entre eux, tels que Ware, Allen, Parrott, Saint-Léger, etc., étaient parfaitement capables d'occuper un grade supérieur à celui qu'ils détenaient, et que le concours de pareils officiers rendait à Fitzhenry son commandement plus facile et plus agréable. Je m'enorgueillis sans vanité d'avoir fait partie de ce corps d'officiers ; nous n'étions pas seulement camarades, mais nous vivions en frères ; et la douceur de nos relations nous faisait souvent ressentir moins vivement, qu'il n'en eût été autrement, les duretés du service et les privations.

Le général Thiébault, qui remplaça le général Darmagnac à Burgos, comme gouverneur de la province de la Vieille-Castille, nous dit qu'il devait son premier grade dans l'armée à un Irlandais, le général O'Morin, qui l'avait choisi parmi les volontaires pour être capitaine. Le commandant Fitzhenry se trouva bientôt dans les meilleurs termes avec le général Thiébault, et, comme il fut continuellement employé avec son bataillon, de la manière la plus active, dans les diverses expéditions entreprises dans la province, le général se vit ainsi mieux à même encore d'apprécier le mode de service du bataillon, et il fut bien avéré qu'il adressa au ministre de la guerre les rapports les plus favorables à cet égard. Mais le bataillon dut le quitter au commencement de mai. Il reçut l'ordre de se rendre à Léon, pour faire partie de l'armée commandée par le général Kellermann, et destinée à aller attaquer le marquis de Romana dans les Asturies. Le 18 mai 1809, le bataillon du commandant Fitzhenry partit de Léon à la tête de la brigade du général Charlot, qui formait l'avant-garde de l'armée à Oviedo, et il rencontra de grands obstacles sur sa route, car chaque passage et chaque défilé furent bravement défendus par l'armée espagnole. D'Oviédo, Fitzhenry fut envoyé à Gijon, sur la côte, et de là dans les montagnes les plus élevées des Asturies, où son bataillon eut beaucoup à souffrir du manque de provisions, et même du froid et de l'humidité, quoiqu'on fût au mois de juin. Une division espagnole, cinq fois plus nombreuse que nous, marcha pendant plusieurs jours sur notre flanc, mais sans s'aventurer à nous attendre et à



nous affronter, bien que nous fussions seuls. Cependant, nous aperçûmes enfin une brigade française qui venait nous rejoindre, et l'armée espagnole s'évanouit alors et se dispersa, suivant son habitude en pareilles circonstances. Le marquis de Romana s'échappa et l'expédition se trouva terminée. Fitzhenri reçut l'ordre de revenir avec son bataillon à Burgos, où le général Thiébault le complimenta en lui disant : « L'Empereur, en considération des brillants services de votre bataillon, a décrété que le 1<sup>er</sup> régiment irlandais de la légion serait composé de quatre bataillons de guerre et d'un dépôt. » Le premier bataillon, encore commandé par Peterzelli, demeura, avec l'aigle, à Flessingue; le second, commandé par Fitzhenri, resta à Burgos; et le troisième, commandé par le chef de bataillon Mahony, tint garnison à Landau, sur le Rhin; quant au quatrième, qui se trouvait presque organisé, il demeura au dépôt pour y recevoir les recrues irlandaises qui arrivaient journellement par centaines des dépôts de prisonniers anglais.

Le colonel Daniel O'Meara qui arrivait de Burgos, où il avait été commandant de place, fut envoyé à Landau pour y prendre le commandement du régiment irlandais, ce qui fut un choix fort malavisé, comme on le verra. Le général Thiébault ne put s'empêcher de remarquer combien O'Meara était impropre à une pareille position, pour plusieurs raisons. D'abord, il était déjà vieux et ne connaissait rien au commandement, pour n'avoir servi que dans l'état-major; de plus, il était enclin à la boisson. Son frère, William O'Meara, marié à la sœur de la duchesse de Feltré, servait sans nul doute grandement à

pousser le colonel Daniel auprès des généraux sous les ordres desquels il se trouvait; car le duc de Feltre était alors ministre de la Guerre et tout-puissant. Mais la nomination de John Mahony, comme chef du 3<sup>e</sup> bataillon, nous déplut encore davantage; il avait émigré et pris du service en Angleterre; il avait fait la campagne d'Égypte contre l'armée française; à la paix d'Amiens, en 1802, il avait vendu sa commission de capitaine au service de l'Angleterre, et il était venu avec son argent à Paris, où il avait fréquenté avec un grand bonheur les maisons de jeu, pendant plusieurs années, sans se soucier nullement des affaires militaires, jusqu'au moment où, en 1809, la chance tourna contre lui, et il perdit tout ce qu'il possédait. Il s'adressa alors au général Clarke, duc de Feltre, ministre de la guerre, pour obtenir une commission dans l'armée, et, malheureusement, il l'obtint dans notre régiment. Il était honteux, en vérité, de voir des patriotes irlandais tels que William Lawless, Thomas Markey, John Tennant, Paul Murray, P. Branaghan, etc., servir comme capitaines dans le bataillon commandé par cet aventurier.

Lorsque nous arrivâmes à Burgos, à la fin de juin 1809, nous trouvâmes les bandes de guérillas espagnoles, comme on les appelait, devenues très-formidables, et Fitzhenri et son bataillon furent, en conséquence, constamment employés à marcher contre ces troupes espagnoles irrégulières. Ces expéditions lui fournirent de nouvelles occasions de témoigner de son aptitude au commandement, et le général Thiébault en profita pour confier fréquemment à Fitzhenri d'importants

commandements de corps de cavalerie et d'infanterie, et Fitzhenri, comme le plus ancien officier, commanda avec avantage les troupes françaises qui nous accompagnaient dans nos diverses expéditions.

En revenant à Burgos à la fin d'août 1809, après une de ces expéditions dans les montagnes, nous apprîmes le siège de Flessingue, où le premier bataillon du régiment irlandais, brillamment commandé par William Lawless, s'était grandement distingué et avait fait beaucoup parler de lui. Mais, malheureusement, la plupart des officiers et soldats avaient été tués ou blessés, et les rapports faisaient craindre que le commandant Lawless n'eût été tué dans la dernière sortie, opérée contre les Anglais avant la prise de la ville. Nous ne pûmes obtenir aucuns détails sur le sort de nos amis et camarades, mais nous fûmes affligés en pensant qu'un grand nombre d'entre eux avaient péri, et que ceux qui avaient échappé à la mort sur le champ de bataille, étaient prisonniers de guerre de leur cruel ennemi.

Le général Solignac ayant été nommé gouverneur de la Vieille-Castille, à la place du général Thiébault, le bataillon de Fitzhenry se trouva encore plus activement employé, car le nouveau gouverneur avait reçu des instructions positives pour en finir avec la guerre de guérillas dans sa province, et il recevait journellement des renforts à cet effet. — En janvier 1810, le 3<sup>e</sup> bataillon irlandais, commandé par le chef de bataillon J. Mahony, arriva de France à Burgos.

Le commandant Fitzhenry, comme le plus ancien officier, prit le commandement des deux bataillons réunis,

jusqu'à l'arrivée du colonel Daniel O'Meara, qu'on attendait de France.

L'armée du maréchal Masséna, composée de trois corps, fut envoyée en Espagne. Le 2<sup>e</sup> corps fut commandé par le général Reynier; le 6<sup>e</sup> corps, par le maréchal Ney, et le 8<sup>e</sup> corps, par le général Junot, duc d'Abrantès. Ce dernier et splendide corps avait trois divisions : la première, commandée par le lieutenant général Clauzel; la seconde, par le général Solignac, et la troisième, par le lieutenant général Lagrange. — Le régiment irlandais, commandé par Fitzhenry, appartenait à la 2<sup>e</sup> division et à la brigade du général Thomières. Le quartier général du duc d'Abrantès était établi à Valladolid. La division du général Solignac fut réunie à Rio Seco.

Le 1<sup>er</sup> mars 1810, le régiment irlandais quitta Burgos pour rejoindre sa division à Rio Seco, où le colonel Daniel O'Meara arriva de France et prit le commandement de son régiment qu'avait commandé, en son absence, le commandant Fitzhenry.

Le duc d'Abrantès reçut l'ordre d'aller faire le siège d'Astorga avec ses trois divisions. La première, celle du général Clauzel, occupa les avant-postes; la seconde division, celle du général Solignac, ouvrit la tranchée le 1<sup>er</sup> avril; et le régiment irlandais fut de service, jour et nuit, dans la tranchée, jusqu'à la prise de la ville, le 21 avril 1810. Fitzhenry et son bataillon eurent les honneurs de ce siège mémorable; car, indépendamment de la brillante conduite du capitaine Allen, que rien n'eût pu surpasser, car il monta à la brèche sous le feu terri-

ble de l'ennemi, s'introduisit dans la ville, et prit possession d'une maison sous les remparts, qu'il défendit toute la nuit, le commandant Fitzhenry, à la tête de son bataillon, passa la nuit au pied de la brèche, prêt à la gravir au point du jour, et son capitaine adjudant-major Perry y fut blessé, et son adjudant Granger y eut le bras droit emporté. En réalité, le général en chef Junot put facilement apprécier les brillants services qu'il pouvait attendre du bataillon de Fitzhenry, après ce dont il fut témoin lui-même ce jour-là, dans la tranchée, devant Astorga, et il fut enchanté lorsque le capitaine des grenadiers, Hugh Ware, vint le trouver et réclamer son droit de monter à la brèche le premier. Le duc lui répondit : « Est-ce moi qui commande ? Les dispositions et le service sont arrêtés ; mais soyez tranquille, vous aurez bientôt votre tour. » Ware s'éloigna sur cette réponse, et le duc s'écria : « Nous ne sommes pas accoutumés à recevoir beaucoup de réclamations de ce genre ; quel audacieux et bel officier cela fait ! » — Le général Solignac lui répondit : « Je le connais bien, et j'ai apostillé une demande d'avancement pour lui au ministre ; mais il faut qu'il attende une vacance dans son propre régiment, car il ne peut passer avec de l'avancement dans les régiments français. » — Le général Thomières parla également au duc d'Abrantès, avec les plus grands éloges, de Fitzhenry et de son bataillon.

En mai 1810, le duc d'Abrantès, en se rendant avec son armée, d'Astorga à Toro et Salamanque, prit sur lui la responsabilité d'enlever le commandement du régiment irlandais au colonel Daniel O'Meara, pour le

confier au commandant Fitzhenry, qu'il savait capable de conduire un régiment, et il attacha le colonel O'Meara à l'état-major du général Solignac, jusqu'à ce que le ministre de la Guerre eût autrement disposé de lui.

Le chef du 3<sup>e</sup> bataillon, le commandant Mahony, se trouvant dans les plus mauvais termes avec ses officiers, les généraux Solignac et Thomières les réunirent, écoutèrent leurs plaintes et la justification personnelle du commandant Mahony, et décidèrent qu'il serait attaché à l'état-major du général en chef, et que le commandement de son bataillon serait confié au capitaine Allen, qui attendait de jour en jour son brevet, attendu que sa promotion devait, sans nul doute, être la première accordée pour le siège d'Astorga, où Allen avait déployé, en présence de tous les généraux, cette bravoure héroïque qui lui avait valu les applaudissements de l'armée entière. Le commandant Fitzhenry, appelé au commandement du régiment, par le duc d'Abrantès, qui jouissait d'une grande influence auprès de l'Empereur Napoléon, espérait recevoir avant peu son brevet de colonel. Le général Thomières assura Fitzhenry que le duc était résolu à l'obtenir, en dépit de tous les obstacles soulevés par le duc de Feltre, qui était fort mécontent que ses deux protégés, O'Meara et Mahony, eussent été mis de côté. Dans ces circonstances, Fitzhenry se montra plus avide que jamais de prouver combien il était capable de commander le régiment, qui fut successivement employé au quartier général du maréchal Masséna, à Salamanca, et en juin et juillet 1810, au siège de Ciudad Rodrigo, où le capitaine Ware, qui commandait un

bataillon d'élite, reçut son brevet de chef du 4<sup>e</sup> bataillon, en garnison à Landau. — Après la prise de la ville de Ciudad Rodrigo, le commandant Fitzhenry et les deux bataillons irlandais furent réunis à Ledesma, quartier général du duc d'Abrantès, et il en quitta pour faire partie du camp formé avec le 8<sup>e</sup> corps à Saint-Félix le Grand. De Saint-Félix le Grand, Fitzhenry et le régiment irlandais furent envoyés au siège d'Almeida et employés dans la tranchée, pendant la nuit où on fit sauter cette ville, en août 1810 ; il se rendirent ensuite en Portugal, et assistèrent, en septembre, à la bataille de Busaco. Le lendemain de la bataille, le régiment irlandais forma l'avant-garde lancée à la poursuite de l'armée anglaise jusqu'à Coïmbre et Torres Vedras, et jusqu'à ce que cette armée eût été complètement repoussée derrière sa ligne de défense devant Lisbonne ; il bivouaqua alors aux avant-postes, devant Torres Vedras avec la brigade du général Thomières, et ce brave officier ne manqua jamais de faire connaître la manière distinguée dont servit le régiment irlandais dans cette pénible campagne, où furent durement éprouvées des privations de tout genre. En janvier 1811 ; le régiment fut envoyé à Torres Novas, quartier général du général en chef, le maréchal Masséna, et, chose étrange à dire, les pauvres soldats y manquèrent encore plus de provisions qu'aux avant-postes. C'est à peine si on y pouvait suffire à une distribution de maïs ; et, quant à la viande, il n'en était nullement question.

En février 1811, le régiment reçut l'ordre de renvoyer en France, à leurs dépôts respectifs, un cadre de batail-

lon, c'est-à-dire les sergents-majors, les sergents, les caporaux et les tambours, et les simples soldats furent incorporés dans les bataillons de guerre restant en campagne.

Le capitaine Parrott fut chargé de conduire le cadre du 3<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais à son dépôt à Landau, où il devait être immédiatement complété.

Le premier mars 1811, le 8<sup>e</sup> corps attaqua les avant-postes anglais, et le duc d'Abrantès fut blessé à cette affaire.

Le 6 mars, les divisions Clausel et Solignac se réunirent à Torres Novas, et, dans la nuit, commença cette retraite mémorable qui dura un mois; car nous ne traversâmes la frontière espagnole que le 5 avril 1811, et pendant tout ce temps, le général Thomières ne quitta jamais notre bataillon, et partagea toujours, en vrai soldat qu'il était, nos dangers et nos privations, préférant même dormir à notre bivouac que de s'en éloigner pour chercher une maison. Le général Thomières avait une véritable amitié pour le commandant Fitzhenry et il entretenait souvent le maréchal Ney, qui commandait l'arrière-garde de l'armée française pendant cette retraite, de l'excellence du service du bataillon irlandais commandé par Fitzhenry; le maréchal put d'ailleurs bientôt en juger par lui-même, car il nous donna souvent directement des ordres qu'il vit toujours promptement exécuter à sa satisfaction. Malgré la misère provenant du manque de provisions, le bataillon se maintint un des plus nombreux de toute l'armée, et à notre arrivée en Espagne, le 5 avril 1811, lorsque tous nos



hommes qui avaient été à la maraude, ou à la recherche de quelque nourriture pour se soutenir, rejoignirent le bataillon, nous nous trouvâmes près de sept cents hommes présents sous les armes.

Pendant la nuit du 6 avril, le commandant Fitzhenry reçut l'ordre d'aller, avec son bataillon et une compagnie de cavalerie française, reconnaître, avant le jour, les avant-postes anglais. Après avoir, le matin, découvert la ligne anglaise, il revint au camp où il reçut les remerciements du général pour la judicieuse manière dont il avait commandé cette expédition. — Ce fut la dernière qu'il exécuta.

Le 8 avril 1811, les régiments en se rendant à leurs cantonnements de la province de Salamanque, Toro, etc., reçurent des rations de biscuit. En passant près de la forteresse de Ciudad Rodrigo, Fitzhenry reçut également des rations pour son bataillon, qui continua sa marche avec la division sur la route de Salamanque.

A deux lieues de distance, une ordonnance apporta au commandant Fitzhenry l'ordre de revenir avec son bataillon renforcer la garnison de Ciudad Rodrigo. Il pria le plus ancien officier, le capitaine O'Meally, de rebrousser chemin avec le bataillon pendant qu'il se rendait lui-même à la tête de la colonne pour causer avec le général, qui lui accorda la permission de passer quelques jours à Salamanque. Ce fut la dernière fois que le bataillon le vit; car, après être resté dix jours à Salamanque, il reçut l'ordre de retourner à Ciudad Rodrigo.

Il partit le 19 avril 1811, escorté par soixante-dix hommes du régiment et en laissant à l'hôpital les soldats

convalescents ; et, le 22 avril 1811, en quittant Ledesma pour Ciudad Rodrigo, le commandant Fitzhenry et son petit détachement furent attaqués et faits prisonniers de guerre par le chef espagnol don Julian, qui se trouvait à la tête d'un millier d'hommes de cavalerie et d'infanterie.

La femme d'un des soldats s'échappa pendant la nuit, et vint apporter cette triste nouvelle à Ciudad Rodrigo, où le bataillon irlandais tenait garnison, et je dois, à la mémoire de Fitzhenry, de dire qu'officiers et soldats furent très-affligés de son malheur ; ils l'avaient toujours considéré comme un chef qui savait parfaitement commander son bataillon, et même le régiment, lorsque les bataillons étaient réunis.

En apprenant qu'on avait vu, au quartier général du duc de Wellington, Fitzhenry, porteur de son épée et en pleine liberté, se préparer à retourner en Irlande, le maréchal Marmont convoqua un conseil de guerre et une cour martiale pour le juger par contumace. L'été se passa à procéder à une enquête, et ce ne fut que le 2 décembre 1811, que la cour martiale se réunit dans un village, à quatre lieues de Plasencia, dans l'Estramadure ; elle était présidée par le colonel du 17<sup>e</sup> régiment léger, et composée de six officiers des 22<sup>e</sup> et 65<sup>e</sup> régiments de ligne. Quatre membres de la cour sur sept déclarèrent Fitzhenry coupable de désertion ; les trois autres votèrent sa non-culpabilité. Il fut, en conséquence, acquitté ; car il faut cinq voix sur sept pour prononcer une condamnation.

Tandis que la cour martiale délibérait sur sa conduite

en Espagne, Fitzhenry vivait avec sa famille dans le comté de Wexford, en Irlande. — Mais il n'était pas heureux. — Il n'admettait, ni qu'il se fût rendu coupable du crime infâme et lâche de désertion, ni que le supérieur du couvent irlandais de Salamanque, le révérend Docteur Curtis eût usé de sa grande influence auprès du général en chef anglais, lord Wellington, pour obtenir son pardon et sa liberté, ni que le dit révérend Docteur Curtis se fût entendu à l'avance avec le chef de guerillas espagnoles, don Julian, pour tendre une embuscade à Fitzhenry et à son détachement de soixantedix hommes. Ces divers points n'ont jamais pu être parfaitement éclaircis ; mais un fait certain, c'est que Fitzhenry ne put jamais depuis lever la tête, et que le souvenir de ce qui s'était passé alors empoisonna ses derniers moments, tandis que le révérend Docteur Curtis fut nommé archevêque catholique d'Armagh et primat d'Irlande.

Il y aurait beaucoup à arguer, à la décharge de Fitzhenry, de sa carrière militaire. D'abord, il eut lieu de croire que le duc d'Abrantès et le général Solignac useraient de toute leur influence pour le faire nommer colonel du 1<sup>er</sup> régiment irlandais, attendu que ces généraux avaient pris sur leur responsabilité d'enlever le commandement du régiment au colonel O'Meara pour le lui confier à lui, comme le plus ancien officier supérieur. Plus tard, en y réfléchissant, ces généraux craignirent d'avoir encouru le mécontentement du duc de Feltre, ministre de la Guerre, en mettant, sans le consulter, de côté et en disgrâce ses amis O'Meara et Mahony. Fitzhenry vit

clairement que tout allait retomber sur lui, et qu'il s'était fait un ennemi éternel du ministre de la guerre, qui fit avancer par-dessus sa tête un officier plus jeune que lui, le commandant Lawless.

Ce fut un grand malheur pour Fitzhenry de ne plus faire partie de la brigade du général Thomières, car ce brave général lui avait toujours donné l'assurance qu'il pourrait obtenir justice de l'Empereur. Napoléon lui-même, en lui soumettant un exposé fidèle de son affaire, et il l'avait toujours dissuadé de donner sa démission, en lui déclarant qu'elle ne serait jamais acceptée pendant une campagne et en temps de guerre. — Si Fitzhenry eût été malade, il eût pu obtenir l'autorisation de venir rétablir sa santé en France; mais le sort en était jeté, et il ternit sa carrière militaire. Il est probable qu'il se soucia peu de la tache imméritée, dont il allait souiller la réputation des Irlandais au service de la France; mais heureusement la brillante conduite postérieure des braves officiers qu'il abandonnait, effaça bientôt la mauvaise impression produite au département de la Guerre par sa désertion.

Je fus très-enchanté de rencontrer à Paris M. James Devereux de Carrighmanon, du comté de Wexford; il réveilla dans mon esprit l'agréable souvenir de l'époque où je le voyais à notre maison de Ballylusk, à l'âge de douze ans, avec le père Frank Kavanagh. M. Devereux menait une vie retirée à Paris, et ne paraissait pas prendre un intérêt actif aux affaires de l'Irlande. Il fréquentait cependant Arthur O'Connor et Thomas Addis Emmett,

et il avait certainement conservé les généreux principes patriotiques qu'il professait, lorsqu'il fut choisi, comme délégué, par ses compatriotes, pour accompagner Edward Byrne, etc., chargés de présenter au roi, Georges III, la pétition catholique, en 1795.

Ce ne fut que quelques années après la Restauration des Bourbons, què M. Devereux fut à même d'établir ses titres à la fortune de son oncle, confisquée en France pendant la guerre. La commission anglaise siégeant à Londres pour prononcer sur les réclamations des sujets anglais, en France, exigeait tant de formalités, que M. Devereux commençait à désespérer de jamais surmonter de pareilles difficultés, lorsque survint une heureuse circonstance. Une députation arriva d'Irlande à Londres pour être présentée au prince régent; M. Devereux se joignit à elle, et le prince le reconnut immédiatement, l'accueillit particulièrement de la manière la plus gracieuse, et lui rappela le temps passé et leurs anciennes relations. Cette circonstance agit d'un tel poids sur la commission, que, très-peu temps après son entrevue avec le prince régent, M. Devereux reçut un mandat pour toucher, à Paris, un premier payement de 80,000 francs; et je dois dire ici, à son honneur, que son premier soin fut de commencer par payer ses dettes, et ses créanciers étaient nombreux, car il avait une malheureuse inclination pour le jeu. — M. Callaghan, le banquier, me raconta que M. Devereux avait tenu note des sommes petites ou grandes qu'il avait empruntées, et qu'il lui avait rendu deux francs qu'il lui avait prêtés plusieurs années auparavant. M. Devereux était

fort bien élevé et possédait d'excellentes et agréables manières. Il m'arriva d'avoir un jour à régler avec lui, pour un ami, une affaire assez désagréable, et comme elle est de nature à prouver son généreux caractère, je vais en raconter ici les circonstances. — Son ami et compatriote, le capitaine Barker, au moment de partir, en 1806, pour l'Allemagne avec son régiment, désirait placer son fils Arthur, âgé de neuf ans, au collège irlandais, à Paris. — Le digne supérieur du collège, l'abbé Walsh, malgré son désir de l'obliger, ne pouvait recevoir aucun élève sans un ordre du ministre, et en l'attendant, comme le capitaine Barker ne pouvait différer son départ, Mrs Tone, la veuve de l'illustre martyr de la liberté de l'Irlande, prit chez elle le petit Arthur Barker, et il y resta un mois comme camarade de ses enfants, jusqu'à ce que M. Devereux eût obtenu l'ordre ministériel de son admission au collège irlandais, où il se distingua bientôt par sa bonne conduite, son assiduité et ses grands progrès dans ses études pour la profession militaire, à laquelle le destinait son père. Le collège irlandais n'était pas alors exclusivement une école de théologie, et ses élèves étaient admis comme externes au Lycée Napoléon (Collège Henri IV), où ils suivaient les cours des meilleurs professeurs. Plusieurs de nos officiers y terminèrent leurs études. Les trois frères Saint-Léger, Wall, Swanton, Glashan le jeune, O'Brien, etc., obtinrent leurs commissions de sous-lieutenants au régiment irlandais, à leur sortie du collège.

Le jeune Barker qui, depuis son enfance, n'entendait parler que de guerres et de batailles, et spécialement de

celle du mont Vinegar, où son père s'était distingué et avait perdu un bras en combattant contre les Anglais, aspirait à suivre le patriotique exemple de son père; mais aux termes des règlements militaires, il ne pouvait obtenir son brevet d'officier avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans. En 1814, il n'en avait que dix-sept, mais il avait tellement grandi qu'il pouvait facilement passer pour un homme de vingt ans, et, conséquemment, le colonel Lawless employa toute son influence auprès du duc de Feltre, pour obtenir au jeune Barker sa commission dans le régiment irlandais. Mais cet intègre et sévère ministre de la Guerre refusa d'enfreindre les règlements, ce qui ne l'empêcha pas, l'année suivante, de ne pas hésiter à délivrer des brevets d'officier à deux purs enfants, les fils de William Talbot de Castle-Talbot, dans le comté de Wexford. A leur arrivée à Paris, il fallut les envoyer à l'école pour les mettre à même d'entrer dans l'armée française, car ils étaient parfaitement ignorants, et leur aspect et leurs manières, au physique comme au moral, plaidaient terriblement contre eux; tandis qu'Arthur Barker était parfaitement élevé, très-propre à la profession militaire, et possédait d'excellentes manières, une belle taille élevée et une force physique capable de résister au plus rude service.

— Les deux Restaurations et les Cent Jours survinrent avant que le jeune Barker eût atteint l'âge requis pour obtenir son brevet d'officier, et la perte de la bataille de Waterloo vint faire évanouir toutes ses espérances d'avenir, car, tandis que l'armée française luttait encore contre l'ennemi près de Paris, quelqu'un ayant arboré

un drapeau blanc sur le collége irlandais; le jeune Barker, à la vue de cet emblème de désaffection, monta jusqu'à lui, l'enleva et l'emporta dans la cour du collége, où il le brûla en présence de tous les élèves.

Dès que Louis XVIII eut été replacé une seconde fois sur le trône par la volonté du Tout-Puissant et du prince régent d'Angleterre, Arthur Barker fut expulsé du collége. Ce fut une triste nouvelle pour sa pauvre mère, veuve depuis 1811, et qui n'avait qu'une très-petite pension pour vivre et soutenir deux enfants. Si son fils eût obtenu son brevet d'officier, comme il y avait droit, il eût avancé en grade et en position dans l'armée française. — Mais l'avancement dans l'armée était très-long en temps de paix. D'après la nouvelle loi, il fallait passer trois ans dans chaque grade, et il eût fallu alors huit ans au moins au jeune Barker pour devenir capitaine; et jusqu'à ce qu'il eût atteint ce grade, il n'eût pu guère aider sa mère; de plus il eût servi sans avoir la satisfaction d'espérer de se voir un jour employé à délivrer son pays natal, ou même à aider quelque autre malheureuse contrée à regagner sa nationalité, car, l'expédition de Grèce de 1828 exceptée, la mission de l'armée française, sous les Bourbons, fut d'écraser la liberté partout où elle levait la tête. En de telles circonstances, Arthur Barker entreprit la carrière littéraire.

Le commandant Mac Carthy, ami du père et de la mère de Barker, et qui avait servi dans le régiment irlandais, étant sur le point de publier un dictionnaire de géographie, employa Arthur Barker aux travaux labo-



rieux de la traduction, de la compilation, de la correction des épreuves, etc. Le jeune Barker se trouva ainsi occupé le jour et souvent une partie de la nuit jusqu'à la publication de cette œuvre estimable, en deux volumes, en 1834. Il traduisit plusieurs ouvrages pour Mac Carthy. Malheureusement, ce dernier n'était pas très-riche et il ne put rémunérer Barker comme il eût dû l'être.

M. David Baillie Warden, le solide patriote irlandais de 1798, s'étant échappé aux Etats-Unis, devint citoyen de ce grand pays et fut nommé consul américain à Paris. Dans cette situation, M. Warden se montra pendant plusieurs années très-utile et très-obligeant, non-seulement pour les citoyens de sa patrie d'adoption, mais aussi pour ceux de sa *Verte Erin* natale, dont il chérit le souvenir jusqu'à son dernier moment.

M. Warden publia en 1819, à Edimbourg, une histoire des États-Unis, en anglais, dont une édition française parut bientôt après à Paris; il chargea le jeune Barker du soin de traduire et de publier son livre, et il nous dit un jour, à madame Byrne et à moi, avec sa modestie et sa candeur habituelles, que l'édition française était sans aucune comparaison la meilleure. C'était adresser un grand compliment à M. Barker dont nous venions de parler.

M. Warden, qui avait éprouvé des pertes sérieuses d'argent dans l'Amérique du Nord, regretta beaucoup de ne pouvoir rémunérer convenablement le jeune Barker, qui le méritait si bien, mais ce dernier n'y prit pas garde; il avait un si grand attachement et tant

d'amitié pour Warden, qu'il ne voulut à aucun prix songer à le quitter, bien qu'il fût souvent fort triste pour lui de ne pouvoir apporter l'argent qui lui était dû à sa mère, à laquelle il remettait chaque shilling qu'il gagnait. — Jamais il n'exista de meilleur fils, ni de plus tendre frère qu'Arthur Barker.

Un matin, au moment de reprendre son travail, M. Warden lui donna à lire une lettre qu'il venait de recevoir du colonel Corbet, qui le priait de réclamer ou de retenir à M. Barker une somme de 200 francs qu'il avait remise, en 1807, à M. James Devereux, pour payer les dépenses de M. Barker au collège irlandais, alors qu'il y était étudiant. — M. Barker, qui savait qu'il avait joui d'une bourse complète, que l'administration du collège payait donc toutes ses dépenses, et qu'à cette époque son père, qui recevait la solde entière de capitaine de première classe, sans compter les revenus qu'il touchait de temps en temps, de biens laissés à Enniscorthy, en Irlande, ne se trouvait nullement dans la nécessité d'emprunter de l'argent, et après avoir constaté que c'était la première fois que sa mère entendait parler de cette transaction, écrivit immédiatement au colonel Corbet sur un ton peu mesuré. Il lui déclara qu'aucun membre de sa famille ne lui avait jamais dû quoi que ce soit, tandis que lui, Corbet, devait au moins quelque reconnaissance à son père et à sa mère qui l'avaient reçu chez eux, alors que tous les autres officiers du régiment irlandais lui tournaient le dos; et que, quant à M. Devereux, il était l'obligé de sa famille, puisqu'il devait à son oncle une forte somme d'argent, et que sa mère avait en-

core une traite de 50 livres de son frère sur M. Deverenx, que ce dernier ne pouvait lui payer. Tout cela était vrai, mais M. Barker n'eût pas dû le mentionner dans sa lettre au colonel Corbet. Il eût dû se borner à dire : M. Devereux est un homme honorable, et il réglera nécessairement avec vous cette affaire d'argent dont nous ne connaissons pas le premier mot.

De son côté, le colonel Corbet commit une faute grave en écrivant à M. Warden comme s'il était le payeur de son régiment, et il témoigna d'une grande faiblesse, pour ne pas dire plus, en agissant ainsi sans en prévenir Mrs Barker. Mais quel est celui d'entre nous qui n'a pas, un jour ou l'autre, ses moments de faiblesse ?

L'année suivante, lorsque M. Devereux eut réussi à recouvrer une partie des biens de son oncle, confisqués en France pendant la guerre, le colonel Corbet se hâta d'aller le voir pour réclamer le paiement des 200 francs qu'il lui avait remis pour être employés pour le jeune Barker, et que ce dernier refusait de payer aux termes de sa lettre. M. Devereux lui remboursa, non-seulement cette somme, mais lui paya même les intérêts des dix ou douze années écoulées depuis l'époque de l'échéance du remboursement. Il le pria seulement de lui laisser la lettre du jeune Barker, ce à quoi consentit volontiers le colonel Corbet, qui ne réfléchit pas aux conséquences que pouvait avoir pour une dame veuve la divulgation, un jour ou l'autre, d'une lettre de son fils parlant légèrement d'un gentleman pour lequel toute sa famille à elle, en Irlande, professait la plus grande estime et le plus profond respect.

Une fois en possession de la lettre de Barker, M. Devereux refusa d'entendre parler de Mrs Barker, qui espérait obtenir de lui le payement de la traite de son frère. Elle chargea alors leurs amies communes la comtesse de Caux et sa sœur, Mrs O'Meara, de parler à M. Devereux. Il leur lut la lettre de M. Barker au colonel Corbet, et refusa d'entrer dans de plus amples explications à ce sujet. A cette nouvelle, Mrs Barker craignit que M. Devereux ne montrât cette lettre à son frère sur lequel il exerçait une grande influence. Elle me pria de le voir et je n'oublierai jamais notre entrevue. C'était en hiver et il paraissait fort occupé à écrire auprès d'un grand feu. Lorsque je lui eus exposé le sujet de ma visite matinale, il me tendit la lettre du jeune Barker à Corbet en me priant, avec un mouvement de colère, de la lire et de lui dire ce que j'en pensais. Je lui répondis : « Arthur Barker est un brave jeune homme, en âge d'être responsable de ses propres actes. Il ne pouvait pas se dispenser d'écrire à Corbet, mais s'il m'avait consulté, je lui aurais conseillé, sans aucun doute, de le faire en d'autres termes. » J'ajoutai ensuite : « Vous savez qu'il n'avait qu'un an lorsque ses parents durent s'enfuir d'Irlande avec lui, et il ne peut donc savoir comme moi, ce qu'on y pense de vous. » — « Et que savez-vous de moi, je vous prie ? » répliqua M. Devereux. — « Ce que je sais, répondis-je, c'est que si demain je m'avisais de mal parler de vous dans le comté de Wexford, on refuserait de m'entendre, surtout dans la famille de Mrs Barker. » Après un instant de silence, il me dit : « Vous avez lu cette lettre, » — je

la tenais en effet encore dans ma main, — « jetez-la au feu et vous pourrez dire à Mrs Barker quel usage j'en ai fait. » — Il paraissait en réalité très-ému. Nous changeâmes de conversation et il me dit qu'il était forcé de retourner à Londres. « Mais, Byrne, ajouta-t-il, je vous reverrai avant de partir. » Et nous nous quittâmes.

Voyant que M. Devereux ne pensait plus à la lettre du jeune Barker, je me hâtai de prévenir Mrs Barker du résultat de mon entrevue avec lui. Cette brave dame en fut ravie, car elle savait combien il pourrait lui être utile auprès de son frère dans le comté de Wexford.

Trois jours après, j'entendis un grand bruit dans ma chambre, avant le jour; c'était M. Devereux, il me dit : « Je regrette de vous déranger, mais il faut que je sois au bureau de la diligence avant six heures; je pars pour Londres et j'irai de là en Irlande; quand vous serez levé, soyez assez bon pour porter à Mrs Barker ce billet de 500 francs que je laisse sur votre table. — Adieu ! » — « Mais je vais vous donner un reçu, » lui dis-je. — « Oh ! non, » répliqua-t-il, « je n'ai pas besoin de reçu de vous; encore une fois, adieu ! » — Ce fut la dernière fois que nous nous rencontrâmes; il revint ensuite à Paris, mais je me trouvais alors en Grèce ou à Grenoble avec mon régiment. J'ai cru juste de mentionner ces circonstances d'un homme qui eût fait l'ornement du sénat de l'Irlande, si elle eût été indépendante.

M. Devereux avait, comme beaucoup d'hommes, ses singularités; en fait de nourriture, bien qu'il ne fût pas épicurien, il aimait les friandises et les mets substantiels. — Un jour il m'invita à déjeuner avec lui, et je trouvai

sur sa table un immense pâté; il me raconta qu'il avait acheté quelques jours auparavant un beau jeune lièvre qu'il avait porté lui-même chez un pâtissier où il était resté pour le voir convenablement accommoder, couvrir de pâte et mettre au four. Rien ne pouvait être plus savoureux, ou de meilleur goût que ce pâté.

Quelques années après la Restauration des Bourbons, M. Robert Carthy de Birchgrove, un des chefs d'insurgés du comté de Wexford, en 1798, arriva à Paris; il nous invita à dîner chez un restaurateur, M. Devereux, le jeune Barker, M. Lewens et moi. — Il pria M. Devereux de commander le dîner. Nous nous trouvions dans un des meilleurs établissements de Paris, mais le maître de la maison nous prévint cependant qu'il n'avait pas dans son office le morceau de filet de bœuf particulier commandé, mais que si nous voulions bien attendre, il le ferait prendre immédiatement chez son boucher. Nous y consentîmes et nous recommandâmes au cuisinier de suivre les instructions de M. Devereux, en le prévenant que nous n'étions pas pressés et que nous étions bien certains d'être récompensés de notre attente.

M. Carthy m'ayant fait observer que, pendant nos campagnes, nous n'aurions pas pu attendre ainsi, une chaude discussion s'engagea entre lui et M. Devereux à propos des meurtres atroces commis dans le comté de Wexford pendant l'insurrection de 1798. M. Carthy prétendait qu'il était fort difficile d'empêcher les représailles, lorsqu'un fils se trouvait en présence des assassins de son père et de son frère, et du violateur de sa sœur; M. Devereux affirmait qu'au lieu de fusiller ces monstres,

il valait mieux les tuer par la tendresse, en leur donnant amplement à boire et à manger, et en les laissant mourir de remords. Il déclara que, quant à lui, s'il était membre d'un gouvernement insurrectionnel, il proposerait immédiatement la prohibition de toute espèce de représailles, lesquelles ne tendent qu'à déshonorer la nature humaine. — M. Carthy, voyant que M. Lewens, Barker et moi, nous partagions l'avis de M. Devereux, se rallia à notre opinion, et l'abolition des représailles fut en conséquence votée à notre dîner, qui se termina gaiement. Il ne pouvait d'ailleurs pas finir autrement, puisque James Edward Devereux y assistait.

Ma cinquième campagne en Espagné venait de commencer en 1812, lorsque le bataillon auquel j'appartenais reçut l'ordre de se rendre en Hollande. En arrivant à Bayonne, j'obtins la permission de prendre la poste pour Paris, et j'eus ainsi quinze jours à y passer avec mes amis. — Il y avait près de neuf ans que j'avais quitté cette ville pour Brest, où j'avais espéré m'embarquer à bord d'une expédition pour l'Irlande; mais hélas! les grandes guerres continentales avaient empêché temporairement cette expédition; cependant, on s'attendait d'un jour à l'autre à voir se produire quelque événement qui hâterait l'heure où l'indépendance de l'Irlande serait assurée et reconnue par les puissances européennes.

J'en rencontrai à Paris, au mois de mars 1812, John Devereux de Taghmon, du comté de Wexford. Il s'était échappé aux États-Unis d'Amérique après l'insurrection de 1798, et devenu citoyen de cette grande République,

il avait été envoyé en mission auprès du gouvernement français pour réclamer des marchandises américaines, saisies à Naples à bord de navires. Notre ami commun, Thomas Markey, alors aide de camp du duc de Feltre, fit tout ce qui dépendait de lui pour favoriser les réclamations de M. Devereux. — L'Empereur Napoléon se trouvait avec son armée loin de Paris ; M. Devereux ne put obtenir une réponse satisfaisante pour l'envoyer à son gouvernement, à Washington, et il dut attendre avec patience les décisions diplomatiques. Quoique jeune, John Devereux avait pris une part active avec Bagnet Harvey, le 5 juin 1798, à la bataille de New-Ross, où il se distingua par son courage et son intrépidité ; et si l'Irlande eût réussi à conquérir son indépendance, il eût été un des premiers auquel eût été offerte une couronne civique.

John Devereux n'eut pas le bonheur de voir son pays natal libre comme il eût dû l'être, mais il eut au moins la gloire, comme un des généraux du président Bolivar, d'aider et assister ce grand homme à frapper le dernier coup décisif pour l'indépendance de l'Amérique espagnole, et sa liberté, une fois assurée, cette grande nation ne se montra pas ingrate. Sur la recommandation du général Bolivar, elle accorda à perpétuité une étendue de terrain au général Devereux, comme un témoignage de l'estime du pays et la récompense des grands services, matériels et moraux, qu'il lui avait rendus pendant la guerre.

En recrutant, en organisant et en faisant parader publiquement, en Irlande, ses bataillons avant leur départ pour l'Amérique espagnole, le général Devereux pro-



duisit un grand effet moral. Il procura au peuple irlandais l'occasion de sympathiser partout avec lui pour la cause sacrée de la liberté et de l'humanité, qu'il avait embrassée, et il prouva que cette glorieuse entreprise n'aurait pas longtemps à attendre la reconnaissance des puissances européennes.

Je rencontrai également à Paris, en mars 1812, M. Harvey Morris, dont je fus vraiment heureux de faire la connaissance. C'était un des braves patriotes irlandais, livrés par le Sénat de Hambourg, le 24 novembre 1798, au consul anglais Crawford, qui, après avoir fait détenir Morris plusieurs mois en prison, avec le général Napper Tandy, Blackwell et William Corbet, les fit charger de chaînes et expédier pour la prison de Kilmainham, à Dublin. En sortant de prison, à la paix d'Amiens, en 1802, M. Harvey Morris épousa la veuve du malheureux John Esmond, qui avait été exécuté en 1798, comme un des chefs des insurgés du comté de Kildare.

M. Morris avait, à cette époque (1812), trois fils de son excellente épouse : Harvey, Geoffroy et Mathieu. Dans l'été de 1812, Harvey Morris fut rejoint à Paris par sa femme et ses enfants, après avoir obtenu sa commission d'adjudant-commandant, grade équivalant à celui de colonel d'état-major, et la permission de résider à Paris avec sa famille. Il obtint pour son beau-fils, Laurence Esmond, un brevet de sous-lieutenant au régiment irlandais. Lorsque la France fut envahie par l'ennemi, en 1814, le colonel Morris reçut l'ordre de se rendre à Lyon, pour y être attaché à l'état-major du

maréchal Augereau, et après l'abdication de Napoléon, il revint à Paris vivre avec sa famille, et il y toucha la demi-solde d'un colonel d'état-major jusqu'à sa mort, qui survint à Saint-Germain en Laye, en 1839.

Ce ne fut qu'en 1815 que lord Trankfort, de Lodge Morris, et d'autres branches de la famille Morris, obtinrent du prince régent l'autorisation de s'appeler Montmorency-Morris.

Le colonel Harvey de Montmorency-Morris n'avait nul besoin d'aucun appendice à son nom, car il était brave, honorable et fort aimé de ses compatriotes, en France.

Comme j'avais trouvé une très-aimable hospitalité chez mes amis à Paris, en mars 1812, j'en invitai quelques-uns à dîner avec moi, avant de partir pour Bois-le-Duc, en Hollande; mes convives étaient : Harvey Morris, John Devereux, Thomas Markey, le capitaine O'Meally et Luc Lawless. Ce dernier était le neveu du colonel Lawless et le frère de *l'honnête Jack Lawless*, comme l'appelait O'Connell, lorsqu'il était de bonne humeur. — Luc Lawless était alors lieutenant d'état-major du duc de Feltre, ministre de la Guerre. Il était beau, il avait l'air distingué, il parlait et écrivait le français comme un Français, et il était parfaitement apte à faire un officier d'état-major. Le duc de Feltre paraissait très-enchanté de lui, et il le promut peu après au grade de capitaine. — A la Restauration des Bourbons, en 1814, le duc de Feltre ayant quitté le ministère, le capitaine Lawless fut envoyé comme capitaine au régiment irlandais.

Après les Cent Jours, en septembre 1815, le régiment irlandais fut licencié, et tous ses officiers furent mis en demi-solde, mesure générale qui fut également appliquée à l'armée française retirée derrière la Loire. Les officiers français reçurent l'ordre de retourner chez eux et d'y vivre dans leurs familles, où il pourraient être plus facilement surveillés par les agents de police. Les officiers irlandais, qui n'avaient pas de foyers en France, furent invités à choisir des villes de résidence dans certaines parties de la France. — Le capitaine Luc Lawless en choisit une et quelques jours après y être arrivé, il reçut du ministre de la Guerre, le duc de Feltre, l'ordre de quitter la ville dans les vingt-quatre heures, et la France dans les quinze jours.

Son oncle, le général Lawless, réclama auprès du ministre, en lui faisant observer que son neveu, ayant été attaché pendant deux ans à l'état-major de Son Excellence, devait lui être bien connu comme homme d'honneur, et qu'il ne pouvait avoir mérité un pareil traitement, etc. Mais rien n'y fit; le crime du capitaine Lawless était de n'avoir pas été rejoint, à Gand, le duc de Feltre, et de mépriser ces vils personnages qui avaient déserté et rejoint les ennemis de la France à Waterloo, et qui n'avaient pas honte de se glorifier de leur lâche trahison. N'ayant pas le courage de provoquer en duel Lawless, lorsqu'il leur déclara le profond mépris que leur conduite inspirait à tous les officiers honorables, ces misérables adressèrent au ministre de la Guerre toute sorte de dénonciations mensongères contre lui et plusieurs de ses camarades. L'affaire de Lawless est un des

nombreux exemples des injustices et des persécutions qui vinrent frapper journellement les braves officiers de l'armée française pendant cette cruelle période de la réaction bourbonnienne.

Heureusement pour lui, le capitaine Luc Lawless avait fait son droit et avait été avocat en Irlande avant de devenir officier français; il se distingua bientôt au barreau américain, et fut nommé juge à Saint-Louis.

Je rencontrai chez M. Thomas Addis Emmett, en 1803, un gentleman de Cork, M. Beamish, dont tous les réfugiés de son comté parlaient dans les termes les plus flatteurs, et comme d'un généreux et bon patriote.

J'étais certain que tous les Irlandais que je voyais alors à Paris, étaient des patriotes, car autrement ils eussent été envoyés à Verdun comme sujets anglais.

Cependant quelques Irlandais, pour des motifs d'intérêt, préféraient la dénomination de sujets anglais à celle de patriotes irlandais. Parmi eux se trouvait M. John Masterson, qui avait servi dans une des brigades irlandaises avant la Révolution et qui possédait par sa femme des propriétés dans les Indes occidentales. Il obtint du gouvernement français l'autorisation de résider avec sa famille à Bruxelles au lieu de Verdun.

M. Cramer, un des meilleurs Irlandais que j'aie connus, était détenu prisonnier à Verdun comme sujet anglais; mais lorsque ses principes éclairés et patriotiques furent connus des autorités françaises à Verdun, il fut autorisé

à voyager à son gré par toute la France. Il se fixa définitivement à Tours, où il épousa une jeune Française, mademoiselle Fereau.

Le major Burke, qui avait été officier dans la brigade irlandaise, émigra et prit du service en Angleterre. Comme il se trouvait en France en 1803, au commencement des hostilités, il fut envoyé à Verdun où il resta jusqu'à la paix de 1814; il vint ensuite à Paris, et son avancement marcha toujours comme s'il eût été en activité de service, jusqu'à ce qu'il eût obtenu le grade de major général dans l'armée anglaise.

Ces messieurs désiraient tous voir leur patrie heureuse, mais ils différaient d'avis cependant sur ce qu'il eût été nécessaire de faire pour atteindre ce but, et les conséquences qu'on eût pu tirer du contraste de leurs opinions sont assez curieuses. M. Masterson, un strict catholique romain, qui avait passé quelque temps à Rome et en Italie, pensait que les Irlandais catholiques devaient se tenir pour satisfaits s'ils obtenaient le libre exercice de leur religion, telle qu'il l'avait vue pratiquer en Italie. Son frère Edward, alors capitaine dans la légion irlandaise, considérait au même point de vue la question irlandaise à cette époque.

M. Burke était catholique et une de ses sœurs était religieuse à Brest; l'autre était associée avec Miss Ryan dans la grande institution de demoiselles de la rue du Harlay, boulevard Saint-Antoine, à Paris. Les principes de M. Burke étaient ceux d'un tory; cependant il croyait que les catholiques devaient siéger à la Chambre

des lords et occuper les plus hauts grades dans l'armée anglaise. Il pensait que les catholiques devaient se tenir pour satisfaits de ces concessions. M. Burke était un homme très-honorable, et quant à sa bravoure, elle était si bien connue des prisonniers anglais à Verdun, que toutes les fois qu'un duel devait y avoir lieu, les témoins consultaient d'abord le colonel Burke avant d'aller sur le terrain, pour connaître son avis sur la manière de régler l'affaire. — Lorsque sa sœur mourut, en 1821, chez Miss Ryan, il était malade de la goutte, et il nous fut très-reconnaissant, au colonel Montmorency et à moi, d'avoir assisté à son enterrement et d'être allé lui rendre compte de cette triste cérémonie,

M. Cramer appartenait à une très-respectable famille protestante d'Irlande, et y possédait un beau domaine. Nul ne ressentait plus d'indignation que lui de l'injuste et cruel traitement infligé aux pauvres Irlandais par leurs propriétaires et leurs maîtres. Il désespérait de voir jamais s'améliorer leur situation sous le joug anglais. Quant à attendre justice d'un parlement siégeant à Dublin, c'était à ses yeux une farce; et il en citait comme preuve les luttes et les efforts continuels des plus grands hommes d'État, de 1782 à 1800, pour maintenir le peu de liberté conquise, et provoqués par la nécessité de contenir la population dans l'éventualité d'une invasion étrangère. Ce danger passé, tout espoir d'émancipation s'évanouit comme de la fumée; aussi M. Cramer désirait-il pour l'Irlande sa séparation complète de l'Angleterre et son indépendance absolue vis-à-vis du gouvernement anglais. Il entretenait les plus vives espérances

qu'un jour ou l'autre ces deux avantages pourraient facilement s'acquérir, car il considérait l'expulsion des garnisons anglaises de l'Irlande comme un fait parfaitement secondaire, attendu qu'il ne dépendait que des Irlandais de se soulever en masse et de désarmer les troupes étrangères dans leur pays. — Quant au meurtre des Irlandais l'un par l'autre, pour cause de religion, il ne doutait pas que cette manie ne cessât dès qu'un bon gouvernement serait établi en Irlande ; et c'était l'affermissement de ce gouvernement qui lui inspirait le plus de crainte par suite des difficultés qui surgiraient dans le principe du manque d'union entre les chefs du peuple. A propos de ses inquiétudes à ce sujet, il me parlait souvent des sentiments d'hostilité et de la mésintelligence qui existaient entre Arthur O'Connor et Thomas Addis Emmett. En réalité, les sentiments de M. Cramer à l'égard de tout ce qui intéressait l'Irlande étaient purs et désintéressés, et ses vues relatives à sa patrie étaient grandes et éclairées. Il pensait qu'elle deviendrait un des pays les plus heureux du globe dès qu'elle se trouverait indépendante, qu'elle posséderait un bon gouvernement et que ses champs seraient bien cultivés, grâce à ses admirables prairies, à ses montagnes couvertes de verdure jusqu'au sommet et si propres au pâturage, et à ses nombreuses et grandes rivières susceptibles d'être utilisées de mille manières. Ses fabriques de tissus de laine dont elle avait été si indignement privée lui seraient rendues ; elle tirerait également de grands profits de ses toiles de lin et de ses tabis, deux articles de commerce de qualité supérieure à ceux trouvés dans les autres pays. Une fois

en possession de ses terrains incultes, l'Irlande pourrait fournir de la nourriture et de l'occupation à plus de vingt millions d'individus. Rien ne pouvait retarder la réalisation de ces avantages que la lutte des chefs pour le pouvoir, au commencement. — Pour l'éviter, M. Cramer pensait qu'il faudrait nommer un dictateur ; mais il savait parfaitement bien cependant que ce ne serait pas chose facile que de trouver un individu réunissant les vertus et les facultés nécessaires pour occuper une position aussi importante et auquel une pareille mission pût être confiée, sans danger pour le salut du peuple, car, parmi les nombreux patriotes irlandais distingués qu'il connaissait en Irlande et à l'étranger, il en avait rarement, pour ne pas dire jamais, rencontré un qui ne manquât pas de quelqu'une des qualités requises pour un rôle aussi important.

M. Cramer, qui habitait Tours, connaissait parfaitement les officiers irlandais qui se retirèrent dans cette ville après les Cent Jours de 1815. — Il était très-lié avec le général Lawless et les colonels Ware et Allen. Sachant qu'ils étaient mes amis et mes camarades, il me parlait souvent franchement de leur bravoure et de leur mérite. — Lawless, me disait-il, possédait des talents du premier ordre, et son instruction générale égalait celle des patriotes les plus distingués et des hommes les plus remarquables que l'Irlande eût produit. — Cependant John Allen était, à son avis, l'homme qui possédait la tête, l'intelligence et la fermeté propres à le rendre capable d'exercer une dictature temporaire ; il savait qu'Allen réfléchirait bien avant de donner un ordre,



mais qu'une fois donné, il tiendrait à ce qu'il fût ponctuellement exécuté.

M. Cramer était bien élevé et très-instruit; ses opinions politiques étaient les mêmes que celles du général Lawless, et tous deux s'accordaient également à l'égard de la capacité d'Allen, de son absence d'égoïsme et de son aptitude à occuper une haute position, sans danger pour l'État.

Ils étaient liés tous les deux avec le célèbre helléniste et écrivain français, patriote et martyr, Paul-Louis Courier, qui vivait près de la maison de campagne du général Lawless, dans les environs de Tours.

En 1825, M. Cramer vint habiter à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, avec sa femme, ses deux filles et son fils unique, un petit garçon de quatre à cinq ans. Il eut le chagrin de perdre ce pauvre enfant peu après son arrivée à Paris, et comme ce malheur l'avait fort abattu, sa femme essaya de le distraire et de le reconforter en recevant nombreuse société chez elle et en invitant souvent ses amis à dîner. A l'une de ces parties, M. Cramer me dit avant le dîner : « Byrne, vous allez voir à table un de mes camarades de prison de Verdun ; il est très-honorable, mais c'est un tory et vous ne vous entendrez pas nécessairement en politique. » Lorsque je sus que c'était le colonel Burke dont il voulait parler, je lui dis que nous étions amis et que nous nous connaissions depuis longtemps ; que nous avons souvent causé de lui et de ce qui se passait à Verdun pendant la guerre et qu'un jour il m'avait dit : « Je crois que si Cramer fût resté à Verdun, il m'eût converti à ses opinions, au

moins à l'égard des affaires de l'Irlande. » M. Cramer se mit à rire et me répondit que le colonel Burke savait plaisanter. Pendant qu'il me parlait, le colonel Burke arriva et Mrs Cramer lui dit que nous venions de parler de lui. « Eh bien, répliqua-t-il, vous me direz à dîner tout ce qu'ils ont dit de beau sur moi ; » Mrs Cramer y consentit volontiers, et il s'en suivit une cordiale conversation.

Malheureusement, M. Cramer devint très-malade à Paris, d'un crachement de sang qui causa beaucoup d'inquiétude à sa famille et à ses amis. — Cependant, il fut promptement guéri de cette dangereuse maladie par les conseils excellents d'un jeune et très-capable médecin irlandais, Daniel Halliday. — Tant qu'il resta à Paris sous l'habile direction et la surveillance de son ami le docteur Halliday, M. Cramer se porta bien ; mais il partit en voyage, et une nouvelle attaque de sa maladie l'emporta subitement à Florence, en 1827.

Sa veuve craignit de rencontrer de grandes difficultés à l'égard des biens de ses enfants en Irlande, mais ses inquiétudes furent promptement dissipées par la tendre et honorable conduite de son frère. Il la fit mettre immédiatement, elle et ses enfants, en possession de toute la fortune de M. Cramer, conformément à ses dernières volontés.

Dans les promenades solitaires que j'avais l'habitude de faire en 1803, au jardin du Luxembourg, je rencontrais fréquemment l'ancien commandant de la brigade de Walsh, O'Neill ; il avait le grade de général de brigade et était en retraite ; c'était un petit homme, assez

beau, aux traits fins, et de près de quatre-vingts ans. Né et élevé en Irlande, il parlait l'anglais. Il avait la réputation d'un chef juste, mais sévère en matière de discipline, et d'un strict observateur des règlements et de la hiérarchie militaires. Fier et hautain, comme un des descendants du grand O'Neill du Nord, il n'en était pas moins fort aimé de ses officiers. Le capitaine Barker, qui avait servi dans le régiment de Walsh, me disait que dans leurs conversations intimes, ils avaient coutume de l'appeler le *Monarque*. Son fils était alors (1803) capitaine au régiment de Walsh, qui devint dans l'armée française, le 47<sup>e</sup> de ligne. Je rencontrai ce jeune officier en 1804, chez le capitaine Barker, pendant que nous étions en garnison à Quimper, et là commencèrent entre le colonel O'Neill et moi, une intimité et une amitié qui ne cessèrent qu'à sa mort, à la fin de juillet 1844. Il fut toujours l'un de mes meilleurs amis et camarades.

Tant qu'il fut employé au département de la Guerre, comme chef de bureau, le colonel O'Neill se montra toujours prêt à obliger les compatriotes de son père ; et ce fut à son influence seule que je dus l'honneur, lors de l'expédition de Grèce en 1828, d'être attaché à l'état-major du général Maison, commandant en chef de l'armée française, envoyée pour aider les malheureux Grecs à secouer le cruel joug turc. Je dois dire que la vive satisfaction que j'éprouvai en cette circonstance n'eût pu être surpassée ou égalée que par celle de me voir pareillement employé à conquérir la liberté et l'indépendance de ma patrie, l'Irlande. — Malgré mes rencontres fréquentes avec le général O'Neill, je n'allai

pas le voir, et ce fut un tort grave de ma part, aussi bien que de n'avoir pas rendu visite à plusieurs autres officiers alors en grande faveur auprès du ministre de la Guerre, Berthier, et tels que le général de division, Clarke, le général de brigade, Harty, l'adjutant-général, Dalton, etc. C'était ce dernier qui m'avait accompagné, le premier jour de mon arrivée à Paris, place Vendôme, à l'hôtel du grand juge Régnier, où j'avais rencontré Thomas Addis Emmett et le docteur Mac Neven. La seconde fois que je rencontrai M. Dalton, ce fut en 1808, en Espagne. Quoiqu'il eût fait la campagne d'Égypte et qu'il fût en grande faveur, il avait dû commander un régiment avant de pouvoir obtenir de l'avancement, aux termes d'un nouveau décret de Napoléon relatif aux officiers d'état-major, qui avançaient dans les bureaux du département de la Guerre, sans avoir commandé de troupes. — Lorsque je le rencontrai, le colonel Dalton arrivait de France en Espagne à la tête du 59<sup>e</sup> régiment de ligne, et je commandais, comme capitaine, une escorte qui conduisait des prisonniers de guerre de Pampelune à Bayonne.

Le colonel Dalton fut bientôt promu au grade de général de brigade, mais il ne fut nommé lieutenant-général qu'en avril 1821. Il était né en France et ne parlait pas l'anglais; il avait d'exquises manières et environ vingt-cinq ans la première fois que je le vis. Comme attaché à l'état-major du ministre, il eût pu m'être utile si je l'avais fréquenté, mais il ne me plaisait pas d'être importun, ni de passer pour un intrigant; tout ce que je désirais alors, c'était la certitude de faire

partie de la première expédition envoyée en Irlande. Je m'imaginai peu que je fusse destiné à voir la misère de mon malheureux pays augmenter journellement sous le cruel joug anglais.

Après la Restauration des Bourbons, en 1815, le général comte Dalton fut nommé inspecteur général de l'armée, et membre du comité chargé de réviser l'ordonnance du 1<sup>er</sup> août 1791, sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie. Cette révision ne fut terminée qu'après la Révolution de juillet 1830, et la nouvelle ordonnance, publiée le 4 mars 1831, par le ministre de la Guerre, le maréchal Soult, fut trouvée bien préférable à l'ancienne, en raison de sa clarté, de sa simplicité et de sa précision à l'égard des manœuvres et des évolutions d'une armée en ligne, et fit grand honneur au général Dalton et à ses collègues du comité.

Au moment où il parut, en 1791, le règlement ou l'ordonnance sur les manœuvres de l'infanterie fut également considéré comme un immense progrès en matière de tactique; et ce fut aussi un Irlandais qui eut l'honneur d'être l'auteur de cette œuvre qui suffit aux grandes armées de la République et de l'Empire. Cet Irlandais, le général comte O'Connell, reçut les félicitations du gouvernement, pour sa rédaction de l'ordonnance de 1791.

En 1832, le lieutenant-général comte Dalton, commanda une des divisions de l'armée française en Afrique, celle de l'Algérie, et en 1834, il fut nommé membre du comité de l'infanterie et de la cavalerie, au département de la Guerre. Ces diverses positions occupées par le

général Dalton, prouvent qu'il jouit de la faveur du gouvernement de Louis-Philippe aussi bien que de celle de la branche aînée des Bourbons. Il avait commencé sa carrière militaire sous les auspices de son digne oncle, le colonel Shée, le fidèle compagnon du général Hoche, dans la malheureuse expédition d'Irlande de décembre 1796. Sous le règne de Napoléon, le colonel Shée fut sénateur et préfet de Strasbourg, département du Bas-Rhin. A la Restauration, il fut nommé pair de France par Louis XVIII — Lorsqu'il eut le malheur de perdre son fils unique, comme son neveu, le général Dalton, n'avait pas d'enfants, et qu'il désirait perpétuer le nom de Shée, il adopta le fils de madame Dalton, veuve d'un autre de ses neveux qui avait été préfet sous Napoléon. Ce petit garçon prit le nom de Dalton-Shée, et son grand-oncle lui transmit son titre de comte et la pairie.

En 1830, en attendant qu'il eût atteint l'âge requis pour siéger à la Chambre des pairs, à Paris, le jeune Dalton-Shée fit un tour en Orient et tomba malade en traversant la Grèce. Il dut se séparer de ses compagnons de voyage et rester à Navarin, en Morée, pour s'y rétablir. Il était convalescent et commençait à sortir lorsqu'arriva la nouvelle de la Révolution de Juillet. Je n'oublierai jamais cette soirée. Nous étions un grand nombre d'officiers à prendre des rafraîchissements dans un grand café de Navarin lorsqu'arriva un jeune homme, d'environ dix-huit ans, avec une immense cocarde tricolore à son chapeau. Le capitaine-adjutant de la place, Destroismonts, qui était assis à la même table que moi, voyant

cette cocarde tricolore, me dit : « Je vais appeler la garde et faire arrêter cet individu. — Qu'en pensez-vous ? » Je répondis : « Mais n'attendons-nous pas tous avec impatience l'ordre de la prendre qui doit nous arriver par la malle prochaine ? » — « Je ne la porterai jamais, — je ne l'ai jamais portée, » dit Destroismonts. Au même instant, le capitaine du génie, Revel, se mit à dire d'un ton plaisant : « M. Dalton-Shée, je vois que vous anticipez sur le plaisir que nous aurons demain. » — Dalton-Shée lui répliqua, en désignant la cocarde tricolore attachée à son chapeau : « Messieurs, voici la cocarde que porte aujourd'hui tout vrai Français en France ; mais comme militaires, vous n'êtes pas maîtres de vos actions et vous devez attendre des ordres. » Une approbation générale accueillit ces paroles dans tout le café. Je pus m'apercevoir alors que Dalton-Shée était un grand favori du capitaine Revel, du docteur de Foncelles et des autres officiers de la garnison de Navarin. Ce fut la seule fois que je vis M. Dalton-Shée ; il s'embarqua immédiatement pour rejoindre ses compagnons de voyage à Smyrne ou à Constantinople, avant que j'eusse pu faire sa connaissance. Quand il eut atteint l'âge voulu, il siégea à la Chambre des pairs pendant le règne de Louis-Philippe, et il y joua un rôle honorable et indépendant, sans se prévaloir de la grande influence dont son grand-oncle Shée avait toujours joui auprès de la famille d'Orléans. — J'ai mentionné ces circonstances parce que M. Dalton-Shée était le neveu du lieutenant-général comte Dalton, le premier officier français que je rencontrai à mon arrivée à Paris, en 1803.

L'adjutant-général Mac Sheehy avait été envoyé d'Irlande en France pour y être élevé par les soins de son oncle, le docteur Mac Sheehy ; comme un grand nombre d'étudiants irlandais, il offrit ses services au gouvernement français au moment où commença la guerre avec l'Angleterre, en 1793. Jeune et actif, Mac Sheehy obtint bientôt son brevet de capitaine, et, en 1798, il fut attaché en cette qualité à l'état-major du général Berthier, dans l'armée d'Égypte du général Buonaparte. Il parlait également bien le français et l'anglais, et il avait une belle écriture, excellente recommandation pour un officier d'état-major.

Lors de la formation de la légion irlandaise, en 1803, le ministre de la Guerre, le général Berthier, chargea l'adjutant-général Mac Sheehy de l'organiser à Morlaix où les officiers, les sous-officiers et les soldats irlandais avaient été réunis dans ce but. Il commença judicieusement par réparer autant que possible les graves erreurs qu'avaient commises le département et le ministre de la Guerre en nommant à des grades inférieurs, tels que ceux de lieutenant et sous-lieutenant, des hommes possédant les plus grands titres en Irlande comme patriotes, par exemple William Barker, Hugh Ware, Dowdall, Allen, Valentin Derry, O'Mally, etc., tandis que d'autres officiers qui n'avaient aucun titre qui les recommandât étaient nommés capitaines.

Mac Sheehy envoya au ministre de la guerre une liste des officiers qu'il jugeait dignes de plus hauts grades, et il reçut bientôt après des commissions de capitaines avec l'ordre de les remettre aux braves patriotes



Barker, Ware, etc. Le lieutenant Thomas Markey n'étant pas compris sur la liste des capitaines, écrivit à ce sujet au général Augereau, avec lequel il était lié, et obtint immédiatement son brevet de capitaine. L'omission de son nom sur la première liste put tenir au hasard, et Mac Sheehy désira qu'on le crût, attendu qu'il n'avait, disait-il, aucun intérêt à empêcher l'avancement de Markey. Il est de fait que, jusqu'à cette époque, il avait montré le plus grand désir d'obtenir pour les patriotes irlandais méritants les grades qu'ils devaient occuper dans la légion destinée à se compléter en Irlande. Les meilleurs instructeurs français furent envoyés, par l'ordre du Premier Consul, à la légion pour enseigner aux officiers l'exercice de l'artillerie et les manœuvres de l'infanterie.

Tout semblait marcher à merveille et le ministre de la Guerre paraissait parfaitement satisfait du degré d'instruction et des progrès de la légion, lorsque tout à coup, soit par envie ou jalousie de voir Arthur O'Connor élevé au plus haut grade de l'armée française alors, celui de général de division, sans avoir passé par les grades inférieurs, — ou par tout autre motif, nous ne pûmes le savoir, — l'adjudant-général Mac Sheehy devint un chef rien moins qu'impartial.

Il savait que les capitaines Corbet étaient intimement liés avec le général O'Connor, et cela seul parut lui suffire pour devenir leur ennemi; cependant, avant de quitter Paris, ils étaient ses amis intimes, et en arrivant à Morlaix, il avait nommé Thomas Corbet capitaine de 1<sup>re</sup> classe dans la légion, et son frère William capi-

taine d'habillement, position très-lucrative, surtout dans un régiment où, comme dans la légion irlandaise, toutes les fournitures devaient être neuves.

Le malheureux duel entre le capitaine Sweeny et le capitaine Thomas Corbet produisit le plus mauvais effet pour les officiers, car il fut considéré comme une rencontre politique à propos du serment de fidélité prêté à Napoléon ; et Mac Sheehy passa pour en avoir été la cause en répétant à Sweeny certain propos que Corbet lui aurait tenu en mai 1804, à Carhaix, en présence du maire et des autorités françaises. — En résumé, l'adjudant-général Mac Sheehy se montra complètement incapable d'organiser son régiment irlandais, et le commandement lui en fut retiré à Lesneven, en août 1804. Il fut promptement attaché à l'état-major de la grande-armée, et il était sur le point d'obtenir de l'avancement, lorsqu'il fut tué à la bataille d'Eylau, le 7 février 1807.

Le général Harty, né en Irlande, arriva très-jeune en France et obtint une commission dans la brigade irlandaise. — En 1792, le régiment de Berwick se trouvait en garnison dans la forteresse de Landau, près du Rhin, et était commandé par le lieutenant-colonel O'Mahony, comme le plus ancien officier. Un jour, O'Mahony fit sortir le régiment de la ville dans la direction du Rhin et le fit arrêter à une lieue de distance. Le capitaine Harty, qui commandait la compagnie de grenadiers, voyant le quartier-maître et tous les objets appartenant au dépôt suivre le régiment, se douta qu'on ne les avait pas amenés là pour la manœuvre ou l'exer-

cice, et demanda au colonel où il entendait les conduire? Le lieutenant-colonel O'Mahony, répondit brièvement : « Traverser le Rhin et rejoindre nos princes de l'autre côté. » A quoi le capitaine Hartly répliqua que c'était fort bien pour ceux qui désiraient en agir ainsi, mais que, pour sa part, il n'abandonnerait pas le pays qui l'avait adopté. Il harangua immédiatement le régiment sur un ton grave et militaire, et retourna avec lui à Landau, en laissant le lieutenant-colonel O'Mahony et quelques officiers à sa suite, traverser le Rhin et se rendre au camp ennemi.

Le capitaine Hartly reçut les remerciements chaleureux du gouverneur de la garnison et des habitants de Landau, en revenant triomphalement, à la tête du régiment de Berwick, auquel il venait justement d'épargner l'infamie de passer à l'ennemi avec armes et bagages; son honorable et brave conduite, en cette circonstance, et ses services ultérieurs lui valurent promptement le grade de général de brigade, et l'Empereur Napoléon le nomma baron de Pierrebourg.

Tant que la légion irlandaise demeura dans le département du Finistère et dans les environs de Brest, avec l'espoir d'être un jour envoyée en Irlande, le général Hartly occupa généralement un commandement là où elle était stationnée.

En 1804, il eut une partie de la légion sous ses ordres à Landerneau et il en invita souvent les officiers à dîner avec lui; lorsque la légion fut ensuite envoyée en garnison à Quimper, il fut chargé de l'inspecter par le ministre de la guerre. En 1807, notre régiment fit

partie de sa brigade à Anvers, et, la même année, il commanda notre camp de West-Capell, dans l'île de Walcheren, où tous les officiers et soldats de sa brigade, et lui-même, furent atteints de la terrible fièvre de cette île; si bien qu'il fallut lever le camp et envoyer les malades aux hôpitaux de Middelbourg, de Flessingue, etc.

Le général Harty commandait le district militaire de Munster en Westphalie, en 1813; ce fut dans cette ville que je vis pour la dernière fois ce vrai brave et honnête irlandais. Nous retournions, sept officiers et environ soixante soldats de notre régiment, à notre dépôt en Hollande, après les terribles désastres auxquels nous avons échappé en Silésie, et à Lowenberg sur le Bober, où notre division, commandée par le général Puthod, avait combattu jusqu'à sa presque complète extermination. Le général Harty nous fit dîner avec lui et s'efforça de nous consoler de nos malheurs. Il engagea le colonel Lawless, qui avait perdu une jambe au Bober, à rester un jour ou deux avec lui pour se remettre de ses fatigues; mais l'apparition en force des Cosaques près de la ville, le lendemain matin, obligea le général Harty à marcher à la tête de sa brigade pour les attaquer, et le pauvre Lawless dut alors partir sans pouvoir profiter de l'aimable offre hospitalière du général Harty.

Les manières du général Harty étaient franches et agréables; il ne désirait nullement se poser comme un grand héros, et il pensait n'avoir fait que son devoir d'honnête homme, en agissant comme il l'avait fait à Landau, en 1792, au régiment de Berwick. — Le général Clarke, son parent, devenu duc de Feltre et

ministre de la guerre de Napoléon, prit un vif intérêt à la famille du général Harty; il maria sa fille, mademoiselle Harty, au lieutenant général de Briche, et après la Restauration, le fils du général Harty devint un officier distingué dans la garde royale, et, plus tard, officier d'état-major. Ce jeune homme eut le malheur de tuer en duel le fils du colonel Saint-Aulaire, à propos d'un pamphlet publié par ce dernier contre le duc de Feltre.

Le général Clarke était né à Landrecies, en France; son père était major dans une des brigades irlandaises. Le jeune Clarke obtint un avancement rapide dans l'armée française après la Révolution, et remplit d'importantes situations en Italie, pendant que Buonaparte y était général en chef; la lettre que ce dernier lui adressa à l'occasion de la mort de son neveu, le jeune Elliott, à la bataille d'Arcole, faisait le sujet de la conversation des patriotes irlandais que j'encontrai à mon arrivée à Paris, en 1803. La voici :

« Votre neveu a été tué sur le champ de bataille d'Arcole; ce jeune homme s'était familiarisé avec les armes; il avait plusieurs fois marché à la tête des colonnes; il eût été un jour un officier distingué. Il est mort glorieusement, en face de l'ennemi, et sans avoir souffert un instant. Quel est l'homme raisonnable qui n'envierait pas une telle mort? Quel est celui d'entre nous qui n'a pas regretté cent fois de ne pas se trouver ainsi soustrait aux effets de la calomnie, de l'envie et de toutes les passions haineuses qui semblent exclusivement diriger la conduite des hommes? »

Le général Clarke ne fut pas en faveur auprès du gouvernement du Directoire pendant l'absence de Buonaparte en Égypte; mais après le 18 brumaire, ses services furent de nouveau appréciés à leur juste valeur par le Premier Consul, et la renommée qu'il acquit plus tard, comme duc de Feltre et ministre de la Guerre de Napoléon, depuis 1809 jusqu'à l'abdication de l'Empereur à Fontainebleau, le 8 avril 1814, est trop bien connue de l'historien pour que j'aie la prétention d'exprimer une opinion sur sa carrière; cependant je ne puis m'empêcher de mentionner certains faits personnels à quelques-uns de mes camarades, et à moi-même, et relatifs à ses injustes et arbitraires décisions à notre égard lorsqu'il devint ministre de la guerre de Louis XVIII, après les Cent Jours, en 1815. Le régiment irlandais fut licencié en même temps que l'armée française, et les officiers renvoyés chez eux à la demi-solde. Les officiers irlandais qui n'avaient pas de foyers en France durent choisir des villes de résidence où ils espéraient jouir tranquillement de leur demi-solde.

Le commandant Allen se rendait à la ville qu'il avait choisie lorsque le duc de Feltre le fit arrêter à Paris et lui ordonna de quitter immédiatement le territoire français. C'est ainsi que, sans procès et sans aucun moyen de défense, se trouvait banni de son pays d'adoption un officier, dont la brillante conduite à Astorga, en 1811, avait conquis l'admiration de l'armée française. Heureusement pour Allen, le général Arthur O'Connor, en apprenant son arrestation, se rendit auprès du duc de Feltre, et parvint à en obtenir la révocation de ses

cruels et injustes, et l'autorisation pour Allen résider à Tours.

Les capitaines du régiment irlandais, aussi distingués par leur bravoure que par leur excellente éducation, forcés, par ordre de Clarke, duc de Feltre, de la France, sans avoir jamais pu en connaître les noms, c'étaient les capitaines Jackson et Luc Lawless, partirent pour l'Amérique, et le capitaine Town, qui resta en Italie.

Le régiment irlandais ayant été licencié en septembre à Montreuil-sur-Mer, je reçus l'ordre, comme membre du conseil d'administration, d'y rester avec le capitaine Ware, le quartier-maître et un autre officier pour régler et liquider les comptes du régiment. Tout terminé en mai 1816, le colonel Ware et moi nous partîmes à Tours, où nous retrouvâmes le commandant Allen et Hayne. Je passais mon temps avec mes camarades aussi bien que possible en de pareilles circonstances, et j'espérais avoir échappé à la réaction et aux persécutions dirigées contre les officiers de l'armée britannique, lorsque, le 2 janvier 1817, le préfet de Tours vint me demander de lui remettre un ordre qu'il avait reçu la veille, dit-il, du ministre de la Police. Comme c'était le premier jour de l'an, il n'avait pas voulu me communiquer son avis désagréable pour moi. L'ordre m'invitait à partir de Tours dans les vingt-quatre heures, et la même chose dans les quinze jours. En recevant cet *ukase*, je courus immédiatement chez le général d'Autichamp, qui m'envoyait la division militaire à Tours. Il parut surpris et mécontent que des ordres, relatifs à des

Le général Clarke ne fut pas en faveur auprès du gouvernement du Directoire pendant l'absence de Buonaparte en Égypte; mais après le 18 brumaire, ses services furent de nouveau appréciés à leur juste valeur par le Premier Consul, et la renommée qu'il acquit plus tard, comme duc de Feltre et ministre de la Guerre de Napoléon, depuis 1809 jusqu'à l'abdication de l'Empereur à Fontainebleau, le 8 avril 1814, est trop bien connue de l'historien pour que j'aie la prétention d'exprimer une opinion sur sa carrière; cependant je ne puis m'empêcher de mentionner certains faits personnels à quelques-uns de mes camarades, et à moi-même, et relatifs à ses injustes et arbitraires décisions à notre égard lorsqu'il devint ministre de la guerre de Louis XVIII, après les Cent Jours, en 1815. Le régiment irlandais fut licencié en même temps que l'armée française, et les officiers renvoyés chez eux à la demi-solde. Les officiers irlandais qui n'avaient pas de foyers en France durent choisir des villes de résidence où ils espéraient jouir tranquillement de leur demi-solde.

Le commandant Allen se rendait à la ville qu'il avait choisie lorsque le duc de Feltre le fit arrêter à Paris et lui ordonna de quitter immédiatement le territoire français. C'est ainsi que, sans procès et sans aucun moyen de défense, se trouvait banni de son pays d'adoption un officier, dont la brillante conduite à Astorga, en 1811, avait conquis l'admiration de l'armée française. Heureusement pour Allen, le général Arthur O'Connor, en apprenant son arrestation, se rendit auprès du duc de Feltre, et parvint à en obtenir la révocation de ses



ordres cruels et injustes, et l'autorisation pour Allen d'aller résider à Tours.

Trois capitaines du régiment irlandais, aussi distingués par leur bravoure que par leur excellente éducation, furent forcés, par ordre de Clarke, duc de Feltre, de quitter la France, sans avoir jamais pu en connaître les motifs; c'étaient les capitaines Jackson et Luc Lawless, qui partirent pour l'Amérique, et le capitaine Town, qui se rendit en Italie.

Le régiment irlandais ayant été licencié en septembre 1815, à Montreuil-sur-Mer, je reçus l'ordre, comme membre du conseil d'administration, d'y rester avec le colonel Ware, le quartier-maître et un autre officier pour régler et liquider les comptes du régiment. Tout étant terminé en mai 1816, le colonel Ware et moi nous nous retirâmes à Tours, où nous retrouvâmes le commandant Allen et Hayne. Je passais mon temps avec mes amis et camarades aussi bien que possible en de pareilles circonstances, et j'espérais avoir échappé à la réaction et aux persécutions dirigées contre les officiers de l'armée française, lorsque, le 2 janvier 1817, le préfet de Tours me manda pour me remettre un ordre qu'il avait reçu la veille, me dit-il, du ministre de la Police. Comme e'était le premier jour de l'an, il n'avait pas voulu me communiquer un avis désagréable pour moi. L'ordre m'invitait à quitter Tours dans les vingt-quatre heures, et la France dans les quinze jours. En recevant cet *ukase*, je me rendis immédiatement chez le général d'Autichamp, qui commandait la division militaire à Tours. Il parut très-surpris et mécontent que des ordres, relatifs à des

militaires, ne lui fussent pas transmis pour être délivrés par lui, et il me demanda où je me proposais d'aller ; je lui répondis, à Nantes, s'il voulait avoir la bonté d'ordonner le paiement de l'arriéré de solde et de l'argent qui m'étaient dus, et qu'ensuite je m'embarquerais pour New-York par le premier navire qui partirait de Nantes. Le général d'Autichamp me déclara que, comme il n'avait reçu aucune instruction du ministre de la Guerre à mon sujet, il ne pouvait se mêler de mon affaire ; mais qu'il me conseillait de passer par Paris et d'y réclamer mon argent. « Vous avez sans doute à Paris des amis qui peuvent vous aider. » Je lui répondis que j'en avais beaucoup, mais qu'ils n'étaient pas en faveur et ne pourraient par conséquent m'être d'aucune utilité. Je lui parlai d'une lettre d'introduction auprès du prince de Broglie, écrite par son frère, le prince et abbé de Broglie, et que m'avait procurée mon ami de Dublin, André O'Reilly. « Alors, me dit le général d'Autichamp, prenez votre feuille de route pour Calais et la diligence pour Paris ; vous gagnerez ainsi quelques jours pour faire votre réclamation à propos de vos affaires pécuniaires, et vous aurez le temps de voir mon cousin le prince de Broglie, qui est vice-président de la Chambre des députés. » Je suivis ses conseils ; je retins ma place à la diligence pour Paris, et je dis adieu à mes chers amis de Tours. Pendant toute la route, jusqu'à Paris, il me fallut présenter ma feuille de route aux gendarmes toutes les fois que la diligence s'arrêta pour changer de chevaux. Cependant, j'arrivai sain et sauf à Paris le surlendemain au soir ; je descendis à l'hôtel de Calais,

rue Montmartre, et le lendemain j'allai voir mon ami M. Aubriet, chef des huissiers de la Chambre des députés. Je lui dis que je désirais voir le prince de Broglie. « Le voici, » me répondit-il, en se retournant, et il me présenta à lui. Le prince se rendait à la Chambre, en entendant tinter la sonnette. Il me demanda pourquoi je n'étais pas venu plus tôt à Paris? Son frère lui avait écrit pour le prier d'user de son influence pour me procurer de l'emploi, et il espérait me faire entrer dans la garde royale. Je lui dis : « Prince, c'est d'une désagréable affaire que j'ai à vous parler en ce moment, » et je lui montrai l'ordre que j'avais reçu de quitter Tours et la France. Il parut naturellement fort surpris et me demanda ce que j'avais pu faire pour mériter un pareil traitement. Je lui répondis que j'avais la conscience de n'avoir jamais rempli que mon devoir comme officier et comme homme d'honneur, et que tout ce que je demandais était d'être jugé par une cour martiale. Le prince me dit alors qu'il devait dîner ce jour-là avec le ministre Decaze, et me pria de venir le voir le lendemain matin à sept heures, rue Saint-Dominique, n° 19. Je m'y rendis et le trouvai assis sur son lit occupé à écrire. Il me fit asseoir près de lui, et me dit alors que le ministre Decaze ne possédait aucun détail sur mon affaire, que le duc de Feltre envoyait souvent des dépêches par l'intermédiaire des employés de la police aux autorités civiles des départements, et que c'était par cette voie que l'ordre qui me concernait avait été expédié au préfet de Tours. Il ajouta : « Le ministre m'a promis de vous accorder une permission de séjour à Paris, pour vous

permettre de vous justifier ; voyez donc le duc de Feltre, sachez de lui quelles sont les charges qui vous sont imputées, et venez m'apprendre immédiatement le résultat de votre entrevue avec lui. » Rien ne pouvait être plus aimable que la réception du prince, et l'intérêt qu'il prenait à mon affaire me donna bon espoir de succès ; aussi, rentrais-je gaiement le soir chez moi, en me félicitant d'avoir si bien commencé, lorsqu'on me remit une lettre du chef de la police, m'invitant à me rendre près de lui le lendemain matin, à dix heures. Ce chef me dit : « Je vous ai fait venir pour savoir si vous êtes prêt à quitter Paris et à continuer votre route vers Calais, et quand vous partez. » Je lui répondis que je reviendrais le lui apprendre après avoir revu le prince de Broglie, qui avait eu la bonté de me prévenir qu'il m'obtiendrait une permission de séjourner quelque temps à Paris. « Oh ! alors, répliqua le chef de la police, vous êtes certain de l'obtenir, car il est au mieux avec notre ministre. » — Ce chef de bureau, qui se nommait Lebas, me dit avoir connu le régiment irlandais à Landau. Le trouvant si aimable, je lui demandai si je ne pourrais pas connaître les charges portées contre moi. « Certainement, me répondit-il, vous allez voir tout ce que nous avons ici. » Il sonna alors et pria un garçon de bureau d'aller lui chercher le dossier d'un M. Byrne, qui avait été transmis par le ministre de la guerre, Feltre. D'après ce curieux document, j'étais *un buonapartiste enragé* qui ne changerait jamais, *un fourbe*, etc. Je fis remarquer au chef de bureau qu'il y avait là contradiction : un fourbe étant un homme toujours prêt à changer,

quand il y trouve son profit. Il me répondit poliment : « Nous connaissons la valeur de pareilles dénonciations. » — Je le remerciai de sa complaisance et j'allai revoir le prince de Broglie, qui me dit de ne pas m'inquiéter de quelque temps de la police, mais de tâcher de voir sans délai le ministre de la Guerre et de lui faire écouter ma réclamation. Je suivis ce conseil, et je me rendis à l'hôtel du duc de Feltre le jour où il donnait audience aux officiers. Lorsque mon nom fut appelé et que la porte s'ouvrit, le ministre, au lieu de me laisser entrer, m'arrêta à la porte, prit ma demande pour la jeter sur une table, et, sans me donner le temps d'ouvrir la bouche, ordonna à l'huissier d'introduire un autre officier. Je vis alors clairement que je n'avais aucune chance d'obtenir justice du duc de Feltre, et je pris la résolution de partir pour le Havre et de m'y embarquer pour New-York. J'écrivis au général Lawless, qui habitait avec sa famille à Moulins, pour le prévenir de ma détermination, et pour le prier de m'envoyer une lettre pour M. Emmett, dans la crainte que les émissaires des Bourbons à New-York ne lui fissent croire que les officiers expulsés de France, l'étaient pour d'autres causes que la politique. Voici la lettre que le général Lawless écrivit à cette occasion à Thomas Addis Emmett.

« Mon cher ami,

« Un nouvel acte de justice sommaire me fournit l'occasion de vous adresser cette lettre destinée à vous exprimer mes remerciements sincères des services que

vous avez rendus à mon neveu, et à vous présenter de nouveau une ancienne connaissance qui croit nécessaire que je vous la recommande. Je connais M Byrne depuis des années. Je l'ai toujours trouvé digne de la bonne opinion qu'avait de lui votre frère à jamais regretté ; sa moralité est aussi pure que sa bravoure est indiscutable, et je les ai vues toutes deux soumises à de dures épreuves. — Ne vous effrayez pas, mon cher ami, de la prompte arrivée d'une nouvelle recommandation de ma part, et n'allez pas vous imaginer que je tiens un bureau d'émigrants pour votre pays. Je ne pouvais refuser au porteur de cette lettre un mot en sa faveur, et je n'ai pas l'intention de vous importuner davantage à l'avenir.

« Je vous renvoie à Byrne pour tous les renseignements que vous désireriez avoir. Il ne me laisse qu'un moment pour vous écrire. — Ma femme se joint à moi pour vous adresser nos vœux les plus tendres pour Mrs Emmett et votre bonheur à tous les deux.

« Votre ami,

« W. LAWLESS.

• Moulins, département de l'Allier, 10 janvier 1817. •

Le digne prince de Broglie fut non-seulement très-affligé, mais fort surpris du mauvais accueil que j'avais reçu de mon *compatriote*, comme il se plaisait à l'appeler, le général Clarke, duc de Feltre, ministre de la Guerre du roi Louis XVIII, etc., etc. Il le croyait plutôt partial pour les Irlandais. Je lui dis que c'était le contraire, et qu'il se montrait même moins qu'impartial pour cer-

tains d'entre eux. Pendant qu'il bannissait des officiers irlandais distingués qui comptaient dix et douze années de service et de campagnes dans l'armée française, sans procès ni jugement, il faisait entrer dans les gardes du corps d'autres Irlandais qui n'avaient aucuns titres en France, et il accordait des commissions de sous-lieutenants à de jeunes Irlandais de moins de dix-huit ans, alors qu'en 1814 il refusait leurs brevets aux élèves du collège irlandais qui n'avaient pas complètement les dix-huit ans d'âge requis.

Le prince de Broglie me demanda si le ministre avait reçu ma demande. Je lui dis qu'il l'avait prise et jetée sur une table sans la lire. « Son secrétaire, reprit le prince, la lira pour lui; vous pouvez donc vous attendre à recevoir une réponse, mais probablement pas avant trois semaines ou un mois, en raison du grand nombre de requêtes analogues auxquelles il aura à répondre; mais tranquillisez-vous et prenez patience. Si le ministre de la police reçoit quelque missive à propos de votre séjour à Paris, je vous le ferai savoir et je vous prévenirai de ce qu'il y aura à faire dans le cas où le duc de Feltre persisterait à vous expulser. » — On croyait généralement qu'un changement de ministère aurait lieu prochainement; que l'influence de M. Decaze, qui gagnait chaque jour davantage dans la faveur du roi, et devenait réellement plus populaire que son collègue le duc de Feltre, remplacerait celle de ce dernier, qui ne resterait au ministère que le temps nécessaire pour terminer la sale besogne qu'il avait si bien commencée. Cependant comme il n'advint aucune modification minis-

térielle et que je ne reçus du département ni du ministre de la Guerre aucune réponse à ma lettre, je résolus de voir de nouveau son Excellence, et, cette fois, on me conseilla de lui écrire en anglais, attendu qu'il ne lui souriait pas de voir publier de pareils documents dans les journaux libéraux de l'Amérique ou de l'Angleterre. Le 12 avril 1817, je lui présentai donc la lettre ci-après, en lui faisant remarquer qu'elle était en anglais, parce que je savais que Son Excellence, comprenait parfaitement cette langue. Il me répondit que je pouvais lui parler anglais si je le désirais.

« *A Son Excellence le Maréchal duc de Feltre,  
Ministre de la Guerre.*

« Monseigneur,

« Ma confiance dans la justice de Votre Excellence est aussi forte que la conscience de ma propre innocence; j'y puise la conviction que s'il lui restait encore quelques doutes à mon égard, Votre Excellence ne consentirait pas à prendre une décision défavorable avant de m'avoir fourni la possibilité de me justifier. — Dans cette supposition, tout ce que je demande, c'est d'être jugé par une cour martiale, et, je suis certain, Monseigneur, que vous ne me refuserez pas cette faveur. Si je suis déclaré coupable, punissez-moi et déshonorez-moi; si je suis proclamé innocent, rétablissez-moi dans ce qui est aujourd'hui mis en question, dans mon honneur et ma réputation. — Sans ces biens sacrés, la vie m'est



insupportable ; les maintenir sans tâche a été le but de mes efforts pendant dix-neuf ans de campagnes incessantes, et je suis convaincu que Votre Excellence ne pourra qu'applaudir à ma détermination d'y tendre jusqu'à la fin.

« Je n'importunerai pas Votre Excellence de l'exposé de ma situation ; vous savez que mon dévouement à la cause de la France m'a privé des ressources que j'eusse pu trouver dans ma patrie. Veuillez donc juger quelle doit être ma position, privé que je suis, depuis quatre mois, de mon unique avoir, la moitié de mes anciens appointements.

« J'ai été réduit subitement à cette situation sans aucun avertissement préalable à propos des fautes qu'on m'accuse d'avoir commises, il y a deux ans, mais dont je n'avais jamais entendu parler avant la signification d'une sentence de bannissement immédiat.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« MILES BYRNE.

• Paris, 12 avril 1817. •

Je fus enchanté de voir le duc de Feltre lire ma lettre attentivement et la poser sur le manteau de la cheminée au lieu de la jeter sur la table avec d'autres papiers. Je lui dis : « Monseigneur, j'aurais pu ajouter que j'ai été nommé capitaine en 1808, il y a aujourd'hui neuf ans, et que je n'ai jamais été mis aux arrêts ; c'est une preuve que j'obéissais à mes chefs et que j'exécutais leurs ordres, et que, pendant toutes nos campagnes, j'ai toujours vécu en termes amicaux avec eux, et même avec le co-

lonel Mahony, bien qu'il soit probablement la personne qui m'a dénoncé à Votre Excellence comme *dange-reux*. » Le ministre me répondit que non, et que la dénonciation venait des autorités des villes où j'avais été en garnison. Je lui répondis que les seules autorités militaires, avec lesquelles j'avais eu des rapports, le marquis de Bryas, gouverneur de Montreuil-sur-Mer, et le lieutenant général comte d'Autichamp, à Tours, étaient prêts tous les deux à attester l'honorabilité de ma conduite, pendant que je m'étais trouvé placé sous leurs ordres. Le duc de Feltre me dit qu'il examinerait mon affaire, et il commença alors à me parler des Byrne et de plusieurs autres familles d'Irlande, car il était parfaitement au courant de l'histoire de ce malheureux pays. Après un accueil et une conversation aussi aimables, je comptais apprendre, au bout d'un ou deux jours, que l'ordre injuste de mon bannissement était révoqué ; mais non, je demeurai encore dans l'incertitude pendant plus d'un mois, et ce ne fut que le 29 mai 1817, que je reçus la réponse ci-après du duc de Feltre, bien qu'elle fût datée du 7 mai. Mais ce retard venait de ce qu'elle avait été adressée au gouverneur militaire de Paris, le lieutenant général comte d'Espinois, qu'elle ne concernait nullement, au lieu d'être envoyée au ministre de la Police pour l'aviser que j'étais rétabli sur les cadres de l'armée et que je cessais d'être placé sous sa juridiction.

## MINISTÈRE DE LA GUERRE

## BUREAU DE L'INFANTERIE

*Décision du 16 avril 1817.*

Le Ministre secrétaire d'État au département de la Guerre prévient M. Byrne (Miles), capitaine à l'ancien 3<sup>e</sup> régiment étranger, qu'étant compris dans la catégorie des officiers étrangers susceptibles d'être maintenus au service du roi, il est admis au traitement accordé par les ordonnances de Sa Majesté aux officiers de son grade en non activité.

Il accusera réception au ministre de la présente et fera connaître le lieu de sa résidence.

*Le Maréchal duc DE FELTRE.*

Paris, le 7 mai 1817.

*A M. Byrne, capitaine d'infanterie à l'ex 3<sup>e</sup> régiment étranger.*

Le colonel Markey, qui avait été plusieurs années aide de camp du duc de Feltre, me dit qu'il avait pour principe de se montrer serviable pour ceux qu'il reconnaissait avoir injustement traités, et qu'il les faisait monter en grade aussi promptement que possible pour leur faire oublier ses torts. Il ne resta pas assez longtemps au département de la Guerre pour que je pusse profiter de sa tendance à rendre service. Il fut remplacé au ministère par le maréchal de Saint-Cyr. — Le duc de Feltre se retira dans sa maison de campagne du département

du Bas Rhin, fort mécontent d'une cour qu'il avait trop bien servie. Il ne survécut pas longtemps à l'ingratitude des Bourbons. Il laissa après lui trois fils, de très-gros jeunes gens. — J'ai été très-lié avec le second, Arthur, qui était lieutenant de cavalerie et qui avait demandé à être attaché dans l'expédition de Grèce, en 1828, à l'état-major du général Schneider, l'ami de sa famille. Je le voyais fréquemment à Patras, en Morée, et je dois dire que je n'ai jamais rencontré un jeune homme d'opinions plus éclairées et plus libérales que les siennes sur tous les sujets. — Il gagna en Grèce une gastrite dont il mourut à son retour à Paris. Le duc et le plus jeune frère sont morts tous deux depuis. Le titre de duc de Feltre se trouve donc éteint, attendu qu'aucun d'eux n'était marié.

• Extrait de l'*Histoire des Troupes étrangères au service de France*, par Eugène FIEFFÉ, commis principal aux Archives du ministère de la guerre. — Paris, 1854.

• CLARKE (Henri-Jacques-Guillaume).

• Comte d'Hunembourg, duc de Feltre, issu d'une famille distinguée, originaire d'Irlande, naquit à Landrecies le 17 octobre 1765. Cadet gentilhomme à l'école militaire de Paris le 17 septembre 1781, sous-lieutenant au régiment d'infanterie de Berwick (1782), cornette dans le régiment du colonel général des hussards, avec rang de capitaine, en 1784; il se démit de cet emploi le 1<sup>er</sup> décembre 1789 pour passer à Londres en qualité

de gentilhomme d'ambassade. Rentré dans l'armée le 11 juillet 1790, il fut capitaine au 16<sup>e</sup>, puis au 14<sup>e</sup> régiment de dragons, lieutenant-colonel du 2<sup>e</sup> régiment de cavalerie le 5 février 1792; se signala à l'armée du Rhin, à la prise de Spire, fut nommé général de brigade provisoire le 19 mai 1793; suspendu de ses fonctions au mois d'octobre de la même année, et bientôt réintégré, il fut confirmé dans son grade, employé près le Comité de salut public au cabinet topographique et militaire le 1<sup>er</sup> mars 1795; nommé général de division le 7 décembre suivant, et enfin envoyé extraordinaire près la cour de Vienne, il participa en cette qualité au traité de Campo-Formio, en 1797.

« Réformé la même année, il devint ensuite chef du dépôt de la guerre le 27 novembre 1799, commandant du département de la Meurthe au mois de septembre 1800, ambassadeur en Toscane, conseiller d'État et secrétaire intime de Napoléon pour les affaires de la guerre en 1805.

« Après avoir combattu à Ulm, il fut gouverneur de Vienne, de la Basse-Autriche, etc., se distingua encore à Iéna, devint gouverneur d'Erfurth, de Berlin, de la Prusse, et ministre de la Guerre le 9 août 1807. — Comte d'Hunebourg peu de temps après : les vigoureuses mesures qu'il prit pour défendre l'île de Walcheren lui valurent le titre de duc de Feltre, en 1809.

« Il cessa ses fonctions de ministre de la Guerre le 3 avril 1814, siégea à la Chambre des pairs le 4 juin, fut appelé à la tête du ministère de la Guerre le 12 mars 1815, suivit le roi à Gand, fut gouverneur de la 9<sup>e</sup> divi-

sion militaire le 15 septembre, membre du conseil privé le 19, ministre de la Guerre, pour la troisième fois, le 28 du même mois, gouverneur de la 14<sup>e</sup> division le 10 janvier 1816 ; élevé à la dignité de maréchal de France le 3 juillet suivant, il résigna le portefeuille de la Guerre au mois de septembre 1817, et mourut à Neuviller (Bas-Rhin) le 28 octobre 1818.

• Il fut chevalier de la Couronne de fer, grand cordon des ordres de Saint-Hubert de Bavière, de la Fidélité de Bade et de Saint-Henri de Saxe, grand aigle de la Légion d'honneur et commandeur de Saint-Louis. »

Il y avait trois frères du nom de Bourke dans les brigades irlandaises ; ils étaient nés en France , mais je n'ai connu que celui qui avait été aide de camp du maréchal Davoust, prince d'Eckmuhl, et qui fut nommé général de division par Napoléon, le 17 novembre 1813, pour sa bravoure, car il avait été blessé plus de douze fois. Après la Restauration des Bourbons, en 1814, le lieutenant général, comte Bourke, fut nommé inspecteur général et chargé de l'organisation des trois régiments étrangers conservés au service de la France : 1<sup>er</sup> Latour-d'Auvergne, 2<sup>e</sup> Isenberg, 3<sup>e</sup> Irlandais. Ces régiments furent d'abord réunis à Avesne et définitivement organisés en trois bataillons chaque, à Montreuil-sur-Mer, au mois de février 1815. Les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments furent envoyés dans d'autres villes, et le 3<sup>e</sup> régiment étranger irlandais resta en garnison à Montreuil-sur-Mer. Ayant obtenu un congé et une permission de me rendre à Paris, en 1814, j'allai voir le général

Bourke avant de partir, et j'eus avec lui une longue conversation à propos de l'Irlande; il me raconta qu'il s'était embarqué deux fois, en 1798, à bord des expéditions pour l'Irlande, en compagnie du neveu par alliance de Thomas Russell, William Hamilton, et il me parla dans les termes les plus élogieux de son patriotisme et de son dévouement pour l'indépendance de l'Irlande, mais il ajouta : « Tout est fini maintenant, il n'existe pas de prétendant pour l'Irlande, et elle n'a rien à attendre de la France. » Le général Bourke ne rêvait plus que légitimité et monarchie. — Cependant, le 20 mars 1815, le général comte Bourke se présenta devant l'Empereur Napoléon, et offrit à Sa Majesté tout ce qu'il possédait au monde, *son cœur et son épée*; Napoléon le nomma gouverneur de Givet, un commandement important.

Après les Cent-Jours et la seconde Restauration des Bourbons, le général Bourke fut longtemps avant de pouvoir rentrer en faveur, en raison de sa brillante et brave défense de la forteresse de Givet contre les alliés après la bataille de Waterloo; cependant, en 1823, lors de l'envoi en Espagne d'une armée française, chargée d'y abattre la liberté et de restaurer l'ancien despotisme sous Ferdinand VII, le commandant en chef de cette armée, le duc d'Angoulême, jugea bon de confier le commandement d'un des corps d'expédition au lieutenant général comte Bourke. La campagne terminée, il fut nommé à la pairie, et il continua de siéger à la Chambre des pairs jusqu'à sa mort sous le règne de Louis-Philippe.

Un des frères du général Bourke fut tué en duel à la Guadeloupe, aux Indes-Occidentales, par Cavanagh, un officier du même régiment. Son autre frère émigra et entra au service de l'Angleterre, où il devint major général. Le comte Bourke, ne s'étant pas marié, ses titres se trouvent éteints. Il était grand officier de la Légion d'honneur, etc.

Je me rappelle une coïncidence curieuse. En avril 1814, pendant que l'inspecteur général Bourke préparait à Avesne un rapport au ministre de la Guerre sur le mérite et les titres des braves officiers irlandais qui revenaient des prisons russes de la Sibérie, ou qui s'étaient échappés de Flessingue et des pontons anglais, parurent dans les journaux de Dublin les lettres malencontreuses et fort malavisées adressées, en août 1814, par Curran à son ami l'avocat Denis Lubé. En voici un extrait relatif aux exilés Irlandais :

« J'avais espéré que l'Angleterre les laisserait revenir. Le moment et le pouvoir de nuire sont, depuis longtemps, passés pour eux ; leur nombre est trop infime pour faire honneur à la pitié qui jetterait un regard sur eux. Mais ils sont destinés à exhaler sur un lit de mort étranger leur dernier souvenir des vertes prairies qu'ils ne doivent plus revoir, et à perdre dans une tombe éloignée la triste satisfaction de les visiter en pensée. »

Ces lettres causèrent une grande indignation parmi les officiers irlandais qui les lurent, et plusieurs d'entre eux se réunirent à dîner aux Trois-Frères, au Palais-Royal, pour en causer. — Ces officiers étaient le général



Lawless, qui arriva de Saint-Germain pour assister à cette réunion, le commandant O'Reilly, le capitaine Luc Lawless, Edward Lewens et John Sweetman. Nous étions à ce dîner une société mélangée de bourgeois et de militaires.

Le général Lawless pria Arthur Barker, comme le plus jeune, — il était encore étudiant au collège irlandais, — de lire ces fameuses lettres. — Après leur lecture, le général Lawless, se tournant vers Lewens, lui dit : « C'est vous qui avez dit à Curran que notre nombre n'était pas digne de la compassion de Castlereagh. » — « Moi, monsieur ! s'écria Lewens en colère, comment pouvez-vous me croire capable d'un pareil fait ? » — Le général Lawless lui répartit : « Parmi les exilés de Paris, Curran n'a vu que vous et Corbet. — Il eût mieux fait de déverser son spleen et sa mauvaise humeur sur un autre sujet et de laisser aux braves officiers irlandais, qui ont échappé aux dangers de leurs nombreuses campagnes, la possibilité d'être rappelés en activité de service. »

Pour être juste à l'égard de la Restauration de 1814, je dois dire qu'elle réorganisa, en février 1815, un régiment irlandais, dans lequel furent incorporés les officiers sortant des prisons ennemies ; mais, pour complaire à Castlereagh, on lui donna le nom de 3<sup>e</sup> régiment étranger irlandais.

Il eût été du devoir de Curran, ou des autres membres de l'ancien parlement irlandais de réclamer une amnistie générale en faveur de leurs compatriotes qui avaient tout sacrifié pour l'Irlande. Les exilés auraient pu en

profiter pour retourner en Irlande et reprendre leurs diverses professions, ou jouir de leur fortune sur leur terre natale et au foyer de leurs affections. Quant à ceux qui avaient tout perdu, on aurait dû les laisser servir leur patrie adoptive sans les tourmenter. L'avocat Lubé, qui avait à cette époque des parents en exil, aurait bien fait de dissuader Curran de publier ses lettres. Lewens, avec sa profession, aurait pu gagner une belle fortune à Dublin, s'il lui avait été permis d'y retourner.

Le général Kilmaine mourut avant mon arrivée à Paris, en 1803. J'ai connu un de ses aides de camp, M. Viltard, qui avait épousé Miss Jennings, la sœur du général. J'ai eu avec eux deux d'agréables conversations sur l'Italie, Venise et la Lombardie.

« Charles-Edward-Paul Jennings Kilmaine était né à Dublin, le 19 octobre 1751. — Il entra au service de la France en 1774. Il passa par divers grades et fut enfin nommé général de division, en mai 1793.

« Il avait servi avec distinction en Amérique, sous les ordres de Rochambeau, et il se distingua de nouveau à l'armée des Ardennes et à celle du Nord. Mais les preuves multipliées de talent, de valeur et de patriotisme qu'il n'avait cessé de donner au nouveau gouvernement de la France, ne le sauvèrent pas des proscriptions à l'ordre du jour ; il fut privé de son grade, arrêté, et il eût été jugé et probablement exécuté sans la journée du 9 thermidor (27 juillet 1794), qui lui sauva la vie, et le fit rentrer dans l'armée.

« Il défendit la Convention contre les factieux aux

journées de prairial an III (mai 1795). Employé à l'armée d'Italie, il augmenta sa réputation militaire par de brillantes actions.

« Mandé à Paris pour l'exécution d'un plan de débarquement en Irlande, il fut nommé provisoirement chef de l'armée d'Angleterre, en l'absence du général Desaix ; mais cette expédition ayant été abandonnée, il obtint d'abord un commandement à l'intérieur, puis celui de l'armée d'Helvétie. — Il céda cette position à Masséna, et revint à Paris, où il mourut le 15 décembre 1799.

« Mantoue, défendue par le général autrichien Wurmser, s'était rendue, le 1<sup>er</sup> février 1797, au général Kilmaine qui la bloquait. Le Directoire lui adressa la lettre de félicitation ci-après :

« AU GÉNÉRAL KILMAINE.

« La reddition de Mantoue rappelle, citoyen général, au Directoire exécutif, que vous y avez heureusement contribué en commandant le blocus de cette place. Après avoir donné des preuves réitérées de valeur et de talent sur le champ de bataille, vous trouvez aujourd'hui, dans le commandement de la Lombardie, une occasion intéressante de déployer de nouveaux moyens également précieux, et le Directoire compte toujours sur votre sagesse et la pureté de vos principes républicains. »

(Notes de l'*Histoire des troupes étrangères au service de la France*, par Eugène Fieffé, commis principal aux archives du ministère de la guerre, Paris, 1854).

Le général Shelden était né en Angleterre ; il possédait le grade de lieutenant dans la brigade irlandaise lorsque commencèrent les guerres de la Révolution, dans lesquelles il prit une part active, se distingua promptement et obtint le grade de général de brigade dans l'armée française. Sa veuve, Madame Shelden, habitait la maison près de la nôtre, rue Montaigne, à Paris. Madame Byrne et moi, nous la voyions très-souvent et nous la trouvions agréable et très-communicative au sujet des Irlandais de l'armée française. Elle était française elle-même et ses fils étaient officiers.

Le général Lynch me raconta qu'à la bataille de Valmy, en 1792, il était capitaine de l'état-major du commandant en chef, le général Kellermann. Après cette victoire et la paix de 1795, la Prusse resta neutre pendant onze ans, jusqu'en 1806. — Lynch avança rapidement jusqu'au grade de général de division, 8 mars 1793. Sa santé se trouvant fort altérée, il fut employé en France et nommé inspecteur des troupes à Tours, et, en 1808, pendant notre route pour l'Espagne, le général Lynch passa en revue et inspecta notre bataillon. Il était grand et beau, et bien que phthisique, il vécut jusqu'à 86 ans.

L'histoire des malheureux généraux irlandais O'Morin et Dillon est bien connue. Tous deux furent tués par leurs propres soldats au commencement de la Révolution. Leurs fils servaient avec moi dans le régiment irlandais. Le jeune O'Morin, qui avait fait ses études

au Collège irlandais, vint nous rejoindre à Lesneven, en 1804, comme sous-lieutenant; nous y logeâmes dans la même maison; mais comme il n'avait que sept ans à l'époque de la mort de son père, il ne se rappelait aucuns détails sur lui. Le lieutenant O'Morin fit partie du bataillon irlandais envoyé de Flessingue en Espagne, en 1807, et, en 1808, étant devenu fou, il fut renvoyé en France pour entrer dans un hôpital où il mourut.

Son père, le général O'Morin, né en Irlande, était considéré comme un officier d'un grand mérite militaire; il fut nommé lieutenant général le 3 octobre 1792. Que de fois le gouverneur de la Vieille Castille, le général Thiébault, nous raconta, lorsque nous nous trouvions placés sous ses ordres à Burgos en 1809, qu'il devait son avancement rapide au brave et à jamais regretté général O'Morin : « Il me tira, nous disait-il, des rangs des volontaires où j'étais simple soldat pour me faire nommer de suite capitaine. Comme j'avais étudié le droit, il avait compris que je pourrais lui être utile comme officier d'état-major. » En réalité, le général Thiébault était un homme très-instruit et accompli.

Le général Théobald Dillon fut massacré par ses soldats près de Lille, en avril 1792. Il laissa deux fils après lui; en avril 1810, j'en rencontrai un, le capitaine Dillon; attaché à l'état-major du duc d'Abrantès au siège d'Astorga, il fut nommé, en 1811, chef du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais à Plasencia, dans l'Estramadure, en Espagne.

Le commandant Dillon commandait parfaitement les manœuvres de son bataillon, mais malheureusement il ne pouvait lui inspirer le respect si essentiel pour un officier. — Il quitta le régiment à Anvers, en décembre 1813, pour redevenir officier d'état-major, et à la Révolution de Juillet 1830, il était lieutenant-colonel d'un des régiments de la garde royale de Charles X; il fut mis en demi-solde lorsque son régiment fut licencié. — Son frère, qui était sous-intendant militaire, était très-consideré comme administrateur.

En 1792, le général Théobald Dillon, ancien colonel d'un régiment irlandais d'infanterie au service de la France, tenta un coup de main sur Tournay, mais il avait reçu l'ordre d'éviter un engagement. Cet ordre lui avait été donné par Dumouriez qui avait pensé que la présence seule des troupes françaises suffirait pour décider les Autrichiens à se retirer, et les Belges à se déclarer et à prendre les armes. Dumouriez savait que les Belges désiraient fort leur annexion à la France, mais il avait oublié qu'ils n'étaient pas en force suffisante pour se prononcer et réaliser leurs vœux. — Reçu par un feu vif, Dillon fit retraite. L'ennemi saisit ce moment pour démasquer ses batteries. — Quelques boulets labourèrent les rangs des soldats français et mirent au comble la confusion. Ce fut en vain que Dillon essaya de rallier ceux qui fuyaient avant d'être poursuivis; des cris tumultueux, des insultes s'élevèrent autour du général qui fut atteint d'un coup de pistolet. Les Autrichiens s'élancèrent sur ce corps en désordre qui s'enfuit jusqu'à Lille. A peine les fuyards eurent-ils pé-

nétré dans cette place qu'ils saisirent les prisonniers qu'ils avaient entraînés avec eux et les massacrèrent, comme s'ils voulaient se venger par un crime de leur propre lâcheté. Dans leur aveugle rage, quelques-uns de ces misérables se mirent à la recherche de l'infortuné Dillon ; ils le trouvèrent dans une grange étendu sur la paille et épuisé par la perte de son sang ; ils s'emparèrent de lui, le tuèrent à coups de baïonnettes, le dépouillèrent de ses vêtements, le trainèrent dans les rues, le coupèrent en morceaux et le brûlèrent sur la grande place.

*Noms des officiers nés en Irlande qui obtinrent le grade de général en France sous les divers gouvernements de 1789 à 1814.*

Olivier HARTY, nommé général de brigade, le 15 mai 1793, par la Convention nationale.

Thomas KEATING, nommé général de division, le 13 juin 1795, par la Convention nationale.

Charles-Edward-Paul Jennings KILMAINE, nommé général de division, le 15 mai 1793, par la Convention nationale.

Isidore LYNCH, nommé général de division, le 8 mai 1793, par la Convention nationale.

Napper TANDY, nommé général de brigade, le 21 avril 1798, par le Directoire.

Arthur O'CONNOR, nommé général de division, le 14 février 1804, par le Premier Consul Buonaparte.

Patrick O'KEEF, nommé général de brigade, le 15 mai 1795, par la Convention nationale.

James O'MORIN, nommé lieutenant général d'artillerie, en 1792, par l'Assemblée législative.

John O'NEILL, nommé général de brigade, le 15 mai 1793, par la Convention nationale.

Richard O'SHEE, nommé général de brigade, le 4 juillet 1796, par le Directoire.

On m'a demandé si le général Murphy n'avait pas servi dans les anciennes brigades irlandaises. J'ai répondu négativement, mais qu'il avait servi, comme commis, dans une maison de commerce de la rue Thomas, à Dublin, comme l'avait fait, à Dunkerque, le maréchal Mortier, duc de Trévisé, avant de devenir soldat. Murphy était jeune, et il écrivait bien et facilement. Il arriva en France en 1800, dans l'espoir d'obtenir une commission d'officier. La légion irlandaise n'étant pas encore formée, il s'engagea dans un régiment français, où il put se perfectionner dans la langue, qu'il connaissait déjà très-bien au point de vue grammatical.

Le régiment dans lequel s'engagea Murphy, faisait partie de l'armée campée à Boulogne-sur-Mer, et destinée à envahir l'Angleterre. Son colonel, Ledru des



Essars, était très-estimé comme ayant fait partie du brave corps qui avait combattu à Marengo. Voyant que Murphy avait une belle écriture, il le prit pour son secrétaire. Avant le départ de l'armée du camp de Boulogne pour la campagne d'Austerlitz, les chefs de tous les régiments reçurent l'ordre de proposer des candidats propres à remplir les places vacantes. A cette occasion, Murphy obtint son brevet de sous-lieutenant, mais il garda sa situation de secrétaire.

Le colonel de Murphy ayant été blessé et élevé au grade de général de brigade, dans la mémorable campagne de 1805, demanda comme une faveur à l'Empereur Napoléon, d'avoir Murphy pour aide de camp, ce qui lui fut accordé, et il obtint en même temps pour lui la décoration, si difficile alors à atteindre; le lieutenant Murphy fut donc nommé chevalier de la Légion d'honneur et aide de camp du général Ledru des Essars.

Pour prouver que Murphy servit avec distinction dans les campagnes de l'Empire, il suffit de rappeler qu'en 1813, il était colonel, baron de l'empire et chef d'état-major d'une des divisions du corps d'armée du maréchal Marmont, en Silésie, et qu'à la bataille de Leipsick (octobre 1813), son général de division et son général de brigade ayant été tous les deux tués ou dangereusement blessés, le colonel Murphy prit le commandement de sa division à cette terrible bataille.

Après la Restauration des Bourbons, le prince Hohenlohe, colonel de la légion Hohenlohe, ayant été élevé au grade de maréchal de camp ou général, le colonel

Murphy fut appelé au commandement de la légion Hohenlohe, et le 22 mai 1825, nommé au grade de général de brigade ou maréchal de camp, comme on disait alors. Pendant le règne de Charles X, le général Murphy fut nommé inspecteur général de l'armée, et il eut, une année, l'honneur d'être envoyé aux îles des Indes Occidentales pour y inspecter les troupes françaises. Il partit de Brest, sur une frégate mise à sa disposition, et alla d'île en île procéder à son inspection; puis il revint en France.

Après la Révolution de 1830, le général Murphy fut nommé au commandement de l'importante forteresse de Lille; et comme à cette époque on pensait que la guerre était inévitable, ce fait prouve que son courage et ses talents étaient bien connus du ministre de la Guerre.

En 1834, le général Murphy prit le commandement du département de la Creuse, où il resta jusqu'au moment où il fut placé dans le cadre de réserve des généraux qui, lorsqu'ils ont atteint soixante-deux ans, continuent à jouir de leur traitement entier, mais ne sont plus passibles de l'activité de service qu'en temps de guerre. — Le général Murphy alla vivre à Nancy, puis à Altenstat (Bas-Rhin), où il termina sa longue et honorable carrière militaire, en 1843. — Il avait épousé une dame allemande, dont il eut un fils. Sa femme et son fils moururent quelque temps avant lui, et ses derniers jours s'écoulèrent tristement. Il était baron, commandant de la Légion d'honneur et chevalier de Saint-Louis.

J'ai toujours trouvé Murphy prêt à rendre service à ses compatriotes. Je me rappelle que lorsque Mrs Ryan m'écrivit de Wexford, en 1825, pour faire entrer son petit-fils, André Kennedy, dans l'armée française, j'allai consulter mon excellent ami, le docteur Mac-Mahon ; il me dit de suite : « Je vais écrire au colonel Murphy, qui commande en ce moment à Brest la légion Hohenne-lohe et nous verrons ce qu'il nous conseillera de faire. » Nous reçûmes, par le retour du courrier, sa réponse qui était un chef-d'œuvre de jugement solide, de bon sens et d'excellent conseil. Elle exposait tout ce qui était de nature à dissuader le jeune Kennedy de la pensée de devenir simple soldat dans un temps de paix profonde, et où il n'avait nulle chance d'obtenir le grade d'officier sans passer par les grades inférieurs, c'est-à-dire avant plusieurs années, et Murphy ajoutait dans cette excellente lettre : « Notre malheureux pays est-il dans une situation telle, qu'un jeune homme bien élevé, comme vous me dites que l'est Kennedy, ne puisse y trouver quelque honorable position, préférable à celle d'un soldat mercenaire dans une légion étrangère et dans un pays étranger ? » — Mais il ajoutait ensuite : « Si le jeune Kennedy persiste, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour lui être utile tant que je resterai à la tête du régiment. » J'adressai cette lettre intéressante à Mrs Ryan à Wexford, et le jeune Kennedy, qui était décidé à tenter la fortune, partit immédiatement et rejoignit la légion à Brest. — Mais Murphy ayant été promu au grade de général peu de temps après, c'est-à-dire le 22 mai 1825, n'eut pas le temps d'être utile à André

Kennedy, qui dut, comme Murphy l'avait prédit, attendre des années avant d'obtenir le grade qu'il méritait si bien. — Tels étaient les temps après la Restauration.

Le D<sup>r</sup> Mac-Mahon et Murphy étaient grands amis, et je crois que leur amitié naquit, comme la mienne pour Mac-Mahon, d'un sentiment de reconnaissance. Mac-Mahon nous avait été utile à tous les deux à l'heure du besoin. Je n'ai jamais eu d'ami plus fidèle ou meilleur que le D<sup>r</sup> Mac Mahon ; dans mes instants les plus tristes, sa vue me reconfortait immédiatement, et il en était de même du général Murphy qui, lui aussi, avait ses accès de mélancolie.

Le général Murphy parlait et écrivait parfaitement le français et l'allemand, mais il commençait à oublier sa langue maternelle, c'est-à-dire l'anglais, et il s'en consolait facilement, car il n'avait jamais eu l'intention d'aller vivre en Angleterre. Il était né le 29 septembre 1779 à Ballyadam, en Irlande.

Je rencontrai à Paris deux dignes officiers des anciennes brigades irlandaises : le commandant Begg et le lieutenant-colonel Swanton. Ils étaient nés en Irlande et faisaient honneur à leur patrie ; ils n'émigrèrent pas, au commencement de la Révolution, pour aller en Angleterre, comme le firent tant d'autres, prendre du service et revenir combattre contre la France, leur patrie d'adoption. Begg appartenait au régiment de Walsh, lorsque le général O'Neill en était colonel ; ils étaient grands amis, et Begg eut à remplir le triste devoir de

faire enterrer avec les honneurs dus à son rang le pauvre général, dont le fils était à cette époque absent de Paris avec son régiment.

Le lieutenant-colonel Swanton avait servi dans le régiment de Berwick avec le général Harty, et le frère de sa femme, le capitaine Chassery, était en 1804 aide de camp du général Harty, à l'armée destinée pour l'Irlande et réunie dans le département du Finistère.

Le beau-frère de Swanton, le capitaine Chassery, par ses talents et sa bravoure dans les mémorables campagnes où il fut employé, s'éleva bientôt de grade en grade à celui de général de brigade; il reçut ce dernier honneur à la bataille de Waterloo, le jour de sa mort. Sa perte fut une grave affliction pour le pauvre colonel Swanton, sa femme, son fils et sa fille. Le jeune Swanton, lieutenant au régiment irlandais, avait fait avec lui la campagne d'Allemagne en 1813. Il avait été fait prisonnier après nos désastres sur le Bober, le 29 avril, et envoyé en Russie, où il avait terriblement souffert jusqu'à l'époque de son échange en 1814. Après les Cent-Jours, le jeune Swanton étudia pour devenir officier d'état-major et le 9 mai 1827, il fut nommé capitaine du corps royal d'état-major; l'année suivante, le 11 mai 1828, il fut chargé d'un commandement dans les Hautes-Alpes, à l'effet d'enrôler les conscrits. — Sa sœur était une belle jeune personne du plus grand mérite. Grâce à son talent et à sa connaissance des langues, elle écrivit et publia divers petits ouvrages dont l'un lui valut le prix Monthyon, décerné par l'Académie française; ces travaux et des traductions en français des

œuvres de Thomas Moore et de Maria Edgeworth lui permirent d'entourer de bien-être les derniers jours de ses vieux et respectables parents. — Miss Swanton épousa M. Belloc, peintre distingué et professeur de dessin d'un collège de Paris. J'eus le plaisir de voir M. Casimir Périer, conduire Miss Swanton à l'autel, à l'église de Saint-Sulpice. Il était l'ami de sa famille.

Je rencontrai à Paris le colonel Barry, qui avait servi dans la brigade irlandaise et dans la même compagnie que le maréchal Macdonald, lorsque ce dernier, un jeune gars, était venu rejoindre le régiment avec le grade de sous-lieutenant. Barry, qui était lieutenant et bon instructeur fut chargé d'enseigner le maniement des armes à Macdonald, et ce fut ainsi que commença entre ces deux jeunes officiers une amitié qui subsista jusqu'à leur mort.

Quand Macdonald devint général, il attacha Barry à son état-major, et il profita des nombreuses batailles qu'il avait livrées pour obtenir des récompenses à ceux qui s'y étaient distingués; ce fut ainsi que Barry obtint enfin le grade de colonel. Il fut chargé d'un commandement dans les îles françaises des Indes Occidentales où il épousa une dame du pays qui lui apporta de la fortune. Après la Restauration des Bourbons, le colonel Barry se retira à Tours, où il rencontra les colonels Ware, Allen et Hayne dont il devint le grand ami.

Je ne connus le maréchal Macdonald que lors de la campagne de 1813, en Silésie où il commandait en chef deux corps de la grande armée, le sien et le 5<sup>e</sup>, celui du gé-

néral Lauriston que Napoléon avait cru prudent de placer sous ses ordres.

Après la Restauration, j'eus à le voir, lorsqu'il était grand-chancelier de la Légion d'honneur, pour la signature de certains papiers, et je n'oublierai jamais son gracieux accueil.

Il commença immédiatement à me parler de la manière distinguée dont notre régiment avait servi dans cette malheureuse campagne, du colonel Lawless, de Ware, de Tennant, et des grandes pertes que nous avons essuyées sur le Bober ; ses manières et sa simplicité avec moi furent plutôt celles d'un camarade que celles d'un général en chef.

Le maréchal Macdonald fut un des cinq membres composant le bureau gratuit, ou la commission chargée de régler les affaires du Collège irlandais après la Restauration des Bourbons. Il avait pour Collègues Hély d'Oyssel, conseiller d'Etat, Lally-Tollendal, pair de France, le lieutenant général comte O'Mahony et le D<sup>r</sup> Mac-Mahon. Ce dernier était médecin du collège, il y avait fait ses études dans sa jeunesse, et il connaissait parfaitement les divers changements apportés dans cet établissement à la suite de la Révolution ; aussi le maréchal Macdonald et les autres membres de la commission se laissèrent-ils généralement guider par les informations qu'ils obtinrent de lui sur ceux qui avaient droit à des bourses dans ce riche séminaire, et sur le mode des placements d'argent dans les fonds français et en terre effectués à diverses époques par les catholiques irlandais pour l'entretien de leurs collèges en France.

Le D<sup>r</sup> Mac-Mahon rendit tant de services à la commission et lui rendit sa tâche si facile, qu'il resta dans les termes les plus amicaux avec ses membres, et spécialement avec le maréchal Macdonald et Lally-Tollendal. Ce dernier fut nommé à cette époque rapporteur à la Chambre des pairs dans le procès de la grande conspiration militaire du 19 août 1820, ayant pour objet de juger soixante-cinq officiers accusés d'avoir conspiré contre la famille des Bourbons. Lally-Tollendal, voyant parmi les noms de ces officiers celui d'un Irlandais, O'Brien, demanda au D<sup>r</sup> Mac-Mahon s'il le connaissait, et, dans le cas contraire, de vouloir bien s'informer auprès de ses amis irlandais de tout ce qui pourrait être favorable au capitaine O'Brien, afin de le consigner dans le rapport qu'il avait à présenter à la Chambre des pairs, siégeant alors comme Cour de justice pour juger cette vaste conspiration militaire, dans laquelle se trouvaient compromis tant de généraux, de colonels, de chefs de bataillon, de capitaines, de lieutenants, etc. Parmi ces soixante-cinq officiers figuraient, entre autres, le général Merlin, les colonels Fabvier, Pailhès, Dentzel, Bailon et Varlet; le chef de bataillon Bérard, le capitaine Varlet, le lieutenant Hutteau, etc., etc.

Le D<sup>r</sup> Mac-Mahon répondit à Lally-Tollendal qu'il connaissait parfaitement le capitaine O'Brien par un de ses amis dans lequel il pouvait avoir toute confiance, et il voulut bien me désigner comme cet ami. Il déclara que je lui avais raconté avec quelle distinction et quelle honorabilité O'Brien avait servi dans le régiment irlandais, depuis l'époque où il l'avait rejoint à Landau, en



1809, comme sous-lieutenant, jusqu'à la campagne de Silésie, en 1813, où il avait eu le malheur, comme lieutenant, d'être blessé, fait prisonnier et envoyé en Sibérie. Lors de son échange, après la paix et la Restauration des Bourbons en 1814, le lieutenant O'Brien rejoignit le régiment irlandais, et lors de son licenciement à Montreuil-sur-Mer, après les Cent-Jours de 1815, il fut mis en demi-solde. Il obtint cependant bientôt d'être réemployé. Le duc de Feltre, alors ministre de la Guerre, avait connu son père, le lieutenant-colonel O'Brien, dans la brigade irlandaise, et, voyant dans le fils un beau jeune homme de plus de six pieds deux-pouces de taille, il le réintégra avec son grade de lieutenant dans une des légions, et, le 24 mars 1819, le nouveau ministre de la Guerre, le maréchal Saint-Cyr, accorda à O'Brien sa commission de capitaine.

Il suffit au capitaine O'Brien, qui se trouvait avec son régiment en garnison à Paris en 1820, au moment de la conspiration, d'avoir été vu dans un café fréquenté par le capitaine Nantil, ou tout autre conspirateur, pour être soupçonné de complicité. Mais O'Brien avait du sang irlandais dans les veines, et il était incapable de rien faire d'indigne d'un officier français et d'un homme d'honneur.

Le D<sup>r</sup> Mac-Mahon, avec les renseignements ci-dessus et l'assistance du maréchal Macdonald, parvint à décider Lally-Tollendal à présenter à la Chambre des pairs un rapport favorable sur le capitaine O'Brien, qui fut, en conséquence, mis hors de prison et autorisé à aller résider, avec sa mère veuve et un jeune frère, à Beau-

champ, dans le département du Nord ; son nom même ne fut pas mentionné dans le procès. Le rapport de Lally-Tollendal comprenait sept accusés sur les soixante-cinq officiers arrêtés, et O'Brien fut le seul qui échappa à la comparution devant la barre de la Chambre des pairs. Il le dut aux démarches du D<sup>r</sup> Mac-Mahon, qui lui valurent non-seulement sa mise en liberté dans cette circonstance, mais d'être rappelé en activité de service, après être resté plusieurs années à la demi-solde.

O'Brien fut nommé capitaine au 11<sup>e</sup> régiment de ligne le 28 septembre 1824, et promu au grade de chef de bataillon en octobre 1837, au siège de Constantine, en Afrique, où il fit plusieurs campagnes qui altérèrent gravement sa santé avant sa mise à la retraite.

La reconnaissance d'O'Brien pour le D<sup>r</sup> Mac-Mahon fut très-sincère et éternelle, et Mac-Mahon la méritait bien de sa part comme de celle de bien d'autres ; car il ne cessa jamais d'user de son influence sur son cousin, le colonel O'Neill, chef du bureau d'infanterie au département de la guerre, pour le décider à servir les Irlandais ou les fils d'Irlandais officiers dans l'armée française. Le capitaine O'Brien fut également très-reconnaissant à l'égard du maréchal Macdonald et de Lally-Tollendal.

Bien que né en France, Macdonald appartient à la glorieuse famille des officiers généraux d'origine étrangère. Niel Macdonald, son père, était un des jeunes enfants de la famille écossaise des Macdonald de Clanronald. Il accompagna dans sa fuite le prince Charles-

Edward Stuart, en 1746, et arriva avec lui en France.

Son fils Étienne-James-Joseph-Alexandre Macdonald naquit à Sedan en 1765. Après avoir servi dans plusieurs régiments, il devint aide de camp de Dumouriez et gagna sur le champ de bataille de Jemmapes ses épaulettes de colonel du 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Général de brigade le 26 août 1793, il se distingua en Hollande, mérita le grade de général de division, en novembre 1794, et se distingua de nouveau par sa grande bravoure à la fatale bataille de la Trebbia, en Italie. Il se fit remarquer encore en Italie, dans la campagne de 1809, par sa conduite, qui lui valut d'être nommé maréchal de France, duc de Tarente, grand-aigle de la Légion d'honneur, etc.

Il commandait en chef, en 1810, l'armée de Catalogne, en 1812 le 10<sup>e</sup> corps en Russie, et en 1813 le 11<sup>e</sup> corps en Allemagne. Il prit une part active à la victoire de Lützen, se distingua à Bautzen, fut battu à Katzbach, et se couvrit de gloire à Würschen, Leipsick, Hanau, ainsi que dans la campagne de France.

Sous la seconde Restauration, le maréchal Macdonald fut nommé chancelier de la Légion d'honneur. Il mourut au château de Courcelles près de Gien (Loiret) en septembre 1840.

Le lieutenant O'Keeff, un magnifique jeune officier dont le père avait été promu au grade de général de brigade dans l'armée française, le 15 mai 1795, pendant les guerres de la République, resta plusieurs années avec la mince demi-solde d'un lieutenant, et sa mère

veuve, qui vivait avec une modique pension, ne put lui prêter grande assistance. — Le colonel O'Neill le fit remplacer en activité de service, et, le 5 avril 1826, O'Keeff fut nommé capitaine adjudant-major au 32<sup>e</sup> régiment de ligne. J'avais connu sa mère à Paris; mais je le vis, lui, pour la première fois à Nantes en 1832; il venait dîner quelquefois à notre table, et les officiers du 56<sup>e</sup> paraissaient l'aimer beaucoup. Il remplissait alors les fonctions de capitaine-rapporteur près d'un des conseils de guerre ou d'une des cours martiales, et il y fit preuve d'habileté et de talent, en plaidant contre les premiers avocats de Nantes. O'Keeff, promu au grade d'officier supérieur, fit plusieurs campagnes en Afrique comme lieutenant-colonel du 56<sup>e</sup> régiment de ligne, et il fut nommé colonel du 6<sup>e</sup> léger. Le Président de la République le nomma général de brigade en 1852. Malheureusement O'Keeff ne jouit pas longtemps de ces derniers honneurs; sa santé avait été fort ébranlée par le climat d'Afrique, et sa brillante carrière militaire, comme celle de beaucoup de ses camarades, se termina trop tôt et avant qu'ils eussent le temps de rendre les services que le pays eût réclamé de leur expérience et de leur dévouement à la cause de la liberté et des nationalités. — Le père d'O'Keeff mourut à Briançon, près de Grenoble. Je ne l'ai jamais vu, mais j'ai beaucoup entendu parler de son amour patriotique pour l'Irlande, son pays natal, et de sa haine pour le joug anglais.

Le général O'Keeff fut remplacé dans le commandement du 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère par un Irlan-

dais, Charles Sutton de Clanard, cousin du maréchal Bugeaud; il était né à Wexford, et son père, le comte de Clanard, officier dans l'ancienne brigade irlandaise, avait émigré et pris du service en Angleterre, à la Révolution de 1789. A la Restauration des Bourbons, il vendit sa commission de capitaine dans l'armée anglaise et revint en France accompagné de sa femme, une Irlandaise, et de ses enfants, quatre fils et deux filles. En 1814, le duc de Feltre lui fit accorder une pension de retraite comme lieutenant-colonel de l'armée française, et une bourse au collège de la Flèche pour son second fils Charles, qui termina ensuite ses études au collège de Saint-Cyr et reçut sa commission de sous-lieutenant en 1827. Il avança rapidement de grade en grade, fit plusieurs campagnes en Afrique, et fut nommé colonel du 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère qui prit le numéro 81 dans la ligne. En 1857, le colonel Sutton de Clanard fut promu au grade de général de brigade par l'Empereur Napoléon III.

Lors de mon arrivée à Paris en 1803, le D<sup>r</sup> Mac-Mahon était médecin du Collège irlandais où il avait fait ses études sous les auspices de son oncle le D<sup>r</sup> O'Reilly, un des médecins de Louis XVI. Après l'exécution du roi, le D<sup>r</sup> O'Reilly, devenu suspect, se vit forcé de se cacher, et le jeune Mac-Mahon, suspect également, échappa à grand'peine au terrorisme de cette terrible époque. Il me raconta qu'un soir il avait été arrêté sur la place Saint-Michel par un chapelier qui le connaissait, parce que Mac-Mahon avait l'habitude de conduire à

son magasin ses compatriotes pour y acheter des chapeaux. Ce digne chapelier prévint Mac-Mahon que des ordres d'arrestation avaient été délivrés contre lui et d'autres; qu'un bataillon de volontaires, dont il était un des capitaines, devait être passé en revue le lendemain dans la cour du collège Louis le Grand par les Représentants du Peuple, avant son départ pour l'armée du Rhin, et il l'engagea à se cacher du mieux possible jusque-là, et à se trouver à la porte du collège avec son fusil au moment du départ du bataillon. Heureusement Mac-Mahon avait des amis dans le collège; il y passa la nuit et n'en sortit qu'au moment où passait son capitaine, le chapelier, qui le poussa rudement dans les rangs, avec une sévère réprimande, et en lui disant qu'il espérait bien qu'il avait dit un dernier adieu à sa maîtresse. Mac-Mahon sortit ainsi sain et sauf de Paris, et, à Saint-Denis, son capitaine eut soin de l'incorporer dans le détachement qui devait partir avant le jour pour escorter les fourriers chargés de préparer les logements du bataillon à chaque étape. Grâce à ces précautions, Mac-Mahon atteignit l'armée, seul refuge certain alors contre les persécutions locales exercées par toute la France pendant cette terrible crise. Il fut promptement attaché aux hôpitaux militaires à la suite des armées, et il y trouva l'avantage de se perfectionner dans son art. Après avoir fait plusieurs campagnes sous Moreau et d'autres généraux en chef, il obtint l'autorisation de revenir terminer ses études à l'école de Médecine de Paris, et il y fut bientôt reçu docteur par la Faculté.

Mac-Mahon acquit en peu de temps une réputation

comme médecin français et une nombreuse clientèle. Inutile de dire qu'il ne manqua pas de clients irlandais parmi les pauvres exilés d'Érin pendant sa longue carrière à Paris. — En 1825, il fut nommé, par le ministre de l'Instruction publique, bibliothécaire en chef de l'École de Médecine. Cet honneur et celui d'être médecin du Collège irlandais étaient les titres qu'il prisait le plus.

Après une courte maladie, le Dr Mac-Mahon mourut au mois de décembre 1835, vivement regretté par ses nombreux amis français et irlandais. Il était né en Irlande et fit toujours honneur à sa patrie ; son amitié fut toujours sincère et constante, et nulle difficulté ne pouvait l'empêcher de rendre service à un ami dans le malheur. — J'ai mentionné dans mes notes quelques exemples de son empressement à être utile à ses compatriotes à l'étranger.

J'ai maintenant à parler d'un autre digne Irlandais, qui, non-seulement fit ses études au Collège irlandais, mais eut l'honneur, à l'époque de la terreur de Robespierre, d'empêcher cet établissement d'être pillé par un attroupement. — Mac-Canna, voyant cette bande approcher, s'établit à la porte avec un pistolet amorcé et chargé dans chaque main, et déclara aux émeutiers qu'il tirerait sur le premier d'entre eux qui essayerait de briser la porte ; puis il les harangua dans les termes ci-après : « Sachez, citoyens, que ce collège a été fondé pour élever les fils des victimes du despotisme et de la tyrannie ; ils ont souffert le martyre pour l'amour de l'égalité et des droits de l'homme, et plusieurs de

ceux qui ont fait ici leurs études, sont aujourd'hui dans les rangs de l'armée française à combattre sur les frontières, contre les tyrans européens pour les empêcher de profaner la terre sacrée de la liberté en France. Quant à moi, je vais m'embarquer sur un navire de guerre français, et j'espère bien trouver bientôt l'occasion de combattre nos pires ennemis, les Anglais. » — Mac-Canna eut le plaisir de voir réussir son éloquente harangue. L'attroupement s'en alla, charmé de lui et en s'écriant qu'il était un *brave bon diable*. Il reçut, comme il le méritait, les remerciements du supérieur et des pensionnaires du collège, pour son courage et sa présence d'esprit dans une circonstance aussi périlleuse. — Mac-Canna partit deux fois des ports français avec des expéditions destinées à aider les Irlandais à conquérir leur indépendance. Mais ces expéditions ayant échoué, il s'embarqua sur un corsaire français à bord duquel ses services pouvaient tendre à nuire à l'Angleterre, qu'il haïssait cordialement. Il réussit rapidement dans ce genre de guerre. — Lorsque notre régiment vint camper à Boulogne-sur-Mer, en 1807, nous y trouvâmes Mac-Canna établi comme un riche armateur et associé à une des premières maisons de commerce. Il avait épousé une dame veuve avec laquelle il vivait sur un grand pied. — Il s'y montra l'ami utile et sincère de ses compatriotes. — Le lieutenant Powell, du régiment irlandais, insulta à la revue, passée par le général Saint-Cyr, un capitaine prussien, Delorme, qui suivait le régiment dans l'espoir d'y obtenir un jour une compagnie et qui désirait défilier devant le général; il voulut prendre la



place du lieutenant Powell, qui commandait la compagnie en l'absence de son capitaine. « Montrez-moi un ordre, » dit Powell. — Je n'en ai pas, répliqua le capitaine Delorme, mais je suis votre supérieur. » Le lieutenant Powell perdit patience, poussa très-rudement de côté le capitaine, et continua à marcher, comme s'il ne s'était rien passé. La revue terminée, le lieutenant Powell fut arrêté, envoyé dans la prison de la ville, et l'ordre fut donné de le faire juger immédiatement par une cour martiale, présidée par le général Dufour, un grand ami de Mac-Canna. Ce dernier ne perdit pas de temps pour expliquer au général, président, ce qu'était Powell, et lui faire connaître, d'une part, le rôle qu'il avait joué avec le général Humbert en Irlande, et d'autre part ce qu'était ce capitaine prussien qui avait abandonné son roi et son pays dans le malheur. — Il chargea également un de ses amis, major dans un régiment français, de défendre le lieutenant Powell devant la cour martiale.

De nouvelles complications surgirent avant l'ouverture du procès ; les lieutenants du régiment irlandais se réunirent et décidèrent qu'ils forceraient le capitaine prussien à prouver qu'il était digne de porter les épaulettes d'un officier. On tira au sort, et il désigna, pour porter le premier défi, Allen, qui fut arrêté et envoyé dans la prison de la ville, dès qu'il eut expédié son cartel. Il me faut raconter le rôle que je jouai en apprenant cette circonstance, mais si je le fais, ce n'est nullement par fanfaronnade, qu'on veuille bien le croire. Le lieutenant O'Reilly et moi nous rencontrâmes dans les champs le capitaine prussien Delorme, revenant de la maison du

commandant, où il avait été faire son rapport sur l'arrestation d'Allen. Nous l'arrêtâmes en lui déclarant qu'il ne recevrait plus de nouveaux cartels, mais que nous lui infligerions immédiatement quelque autre chose, s'il n'accédait pas à notre requête. Il demanda le temps de se rendre en ville pour y chercher un témoin, et nous donna sa parole d'honneur qu'il ne nous dénoncerait pas au général. Il revint bientôt avec un capitaine d'un régiment suisse en garnison à Boulogne-sur-Mer. O'Reilly et lui se battirent avec de petites épées pendant environ deux minutes, après lesquelles Delorme demanda à se reposer un instant en inclinant la pointe de son épée vers le sol, et O'Reilly le lui accorda généreusement. Delorme paraissait complètement hors d'haleine et pouvait à peine parler. Il nous déclara alors que si nous voulions lui en laisser le temps, il tâcherait de passer dans un autre régiment et qu'il donnerait sa démission s'il n'y réussissait pas.

On craignit que ce duel et cette dernière transaction ne fissent tort aux officiers en prison, Allen et Powell; mais les démarches de notre bon ami Mac-Canna et ses nombreuses relations avec les officiers français y mirent bon ordre, et nous furent très-utiles. Allen, malade en prison, fut envoyé à l'hôpital, où le général Dufour et Mac-Canna allèrent le voir. Je les rencontrai dans le jardin se promenant avec Allen que leur visite flatta et consola extrêmement. Le général nous prévint que la cour martiale était convoquée pour le samedi suivant à Ambleteuse, à trois lieues de notre camp, pour juger Powell, et que, comme il serait bien défendu, nous n'a-

vions aucune inquiétude à avoir à son sujet. Il avait parfaitement raison, car le jour du procès fut un jour de victoire pour l'Irlande. Ses titres à l'égard de la France furent très-éloquemment exposés, et, comme Powell était un de ceux qui avaient dû s'exiler après la reddition du général Humbert à lord Cornwallis, en Irlande, au mois d'août 1798, l'habile défenseur trouva dans cette circonstance un thème dont il sut certainement tirer bon parti.

« Messieurs les juges, dit-il, vous avez à décider entre le capitaine Delorme, un aventurier prussien, qui, lorsqu'il le voudra, pourra retourner chez lui et même aller voir son roi à Berlin, — et le lieutenant Powell, un Irlandais, qui a dû s'expatrier et abandonner tout ce qui lui était cher, dans son pays adoré, lorsque le général Humbert capitula sans pouvoir stipuler aucune condition pour les braves Irlandais qui avaient rejoint son étendard ; vous prouverez, par votre verdict d'aujourd'hui, à tous les Irlandais qui se trouvent chez eux et à l'étranger, qu'ils n'ont pas à craindre d'injustice en France, et que les sacrifices que l'Irlande a toujours accomplis pour la nation française ne seront jamais oubliés. Votre décision démontrera également au général en chef, que si le commandant du régiment avait rempli son devoir, il eût mis le capitaine Delorme aux arrêts, pour s'être permis, sans son ordre, de vouloir enlever le commandement d'une compagnie à son chef immédiat ; il faut que cette faute soit expliquée au général en chef, qui jugera alors quels étaient les individus qui méritaient une punition. Et maintenant, messieurs, ajouta l'éloquent défenseur, permettez-moi de vous dire, avant de

conclure, que vous avez ici devant vous, dans cette cour, de braves Irlandais qui ont été vendus par leurs patrons, les Anglais, au roi du capitaine Delorme; ce vil monarque prussien a profité de la cruelle situation de l'Irlande, en 1798, pour acquérir à bon marché des hommes pour travailler dans ses mines; il envoya ses agents à la Nouvelle-Genève, une prison d'Irlande, pour choisir des hommes solides parmi les malheureux prisonniers, condamnés à la transportation pour avoir rejoint les Français lors du débarquement du général Humbert sur les côtes irlandaises. Ces patriotes irlandais, après avoir travaillé comme des esclaves dans les mines prussiennes pendant des années, avaient été forcés de devenir soldats, pour compléter l'armée de Sa Majesté prussienne, qui, bien qu'en paix avec tout le monde, avait jugé bon d'augmenter grandement son armée, pour être prête à tomber sur la France, et se joindre à ses ennemis dès qu'elle subirait un revers. Heureusement nos victoires d'Ulm et d'Austerlitz, en 1805, déjouèrent ses perfides desseins contre la France, et la bataille d'Iéna, en 1806, brisa les chaînes de centaines de ces braves patriotes irlandais, qui avaient passé huit ans en servage dans les États de Sa Majesté prussienne. »

Voici les noms de quelques-uns des Irlandais délivrés après la bataille d'Iéna, et présents à cette cour martiale. — Mallowney, blessé à Castlebar et condamné à la transportation; il fut envoyé à la prison de la Nouvelle-Genève et vendu au roi de Prusse; il devint sergent-major dans la légion irlandaise, et, plus tard, en 1812, capitaine dans le régiment irlandais en Espagne.

— O'Brien, — Dalton, — Keogh, — Doyle — et Cane, que j'avais connus dans l'insurrection de 1798. — Le jeune Gunning, fils d'un gentleman du comté de Kildare, élégant et beau, mais très-délicat. Je lui demandai un jour comment il avait pu supporter le rude travail des mines. « Oh ! me répondit-il, Patt Foster remplissait sa tâche et la mienne ; sans cela, je n'y aurais pas survécu. » Et de fait Foster était capable d'accomplir de tels actes de force ; il était fils de fermier et habitué au travail des champs ; il avait six pieds deux pouces de hauteur et environ vingt-cinq ans ; il était très-beau, simple comme un enfant et brave comme un lion.

Dans sa défense de Powell, le major eut soin de mentionner deux autres officiers, ses compagnons de souffrance, qui se trouvaient présents à la Cour :

« Voici M. John Gibbons, un riche gentleman campagnard de Newport et son fils Edward. Ce dernier a été transporté à Botany-Bay pour avoir laissé employer ses chevaux à transporter le bagage du général Humbert. Il s'en est échappé. Il est aujourd'hui sous lieutenant, et son père lieutenant au régiment irlandais, tandis que le prussien Delorme est capitaine.

« Messieurs, c'est là un des nombreux exemples de ce que les malheureux Irlandais ont souffert pour la France durant nos guerres avec l'Angleterre, et je suis certain que votre verdict leur prouvera aujourd'hui qu'ils peuvent compter sur une justice impartiale devant un tribunal français. J'ai fini. »

Après quelques minutes de délibération, la Cour martiale acquitta le lieutenant Powell à l'unanimité.

M. Mac-Canna avait ordonné de tenir prêt, à l'issue du procès, un splendide déjeuner à Ambleteuse, auquel il invita ses amis français et irlandais. Inutile de dire qu'on tosta *Vive l'Irlande*<sup>1</sup> par rasades de champagne pétillant ; et, lorsqu'on porta la santé du major qui avait si éloquemment défendu Powell, il répondit très-moderatement qu'il avait ressenti le plus grand plaisir à plaider, non-seulement la cause de Powell, mais celle des exilés irlandais en général, lesquels avaient tant de titres à la sympathie de la nation française et de tout véritable patriote français. « Mais, Messieurs, ajouta-t-il, ma tâche n'était vraiment pas difficile. Mon honorable ami, Mac-Canna, m'avait fourni mon dossier, comme vous dites en anglais ; il m'avait remis, écrit de sa propre main, l'exposé de la cause que j'avais à plaider, et permettez-moi de vous dire qu'un lettré français de premier ordre eût pu seul rédiger une pareille pièce. J'ai étudié le droit avant d'être soldat, et je me flatte de connaître assez bien ma langue ; eh bien ! M. Mac-Canna, non-seulement écrit le français purement et correctement, mais il emploie en outre des expressions qui ne sont guère familières qu'à ceux qui ont reçu une excellente éducation. » Il était très-vrai qu'à cette époque ceux qui faisaient leurs études au collège irlandais devenaient d'excellents lettrés français ; mais Mac-Canna eût préféré ne pas avoir reçu ce compliment, par crainte qu'il ne diminuât notre admiration pour le très-habile plaidoyer de son ami en faveur de Powell. Cependant, nous passâmes une journée délicieuse, grâce à M. Mac-Canna.

<sup>1</sup> *Erin go bragh.*

Nous prîmes congé de lui dans la soirée, et nous retournâmes à notre camp, fort gais après cette *demi-victoire*, car Allen étant encore en prison, nous ne pouvions considérer autrement l'acquiescement de Powell. Il en sortit cependant le lendemain et envoya, par le capitaine Dowdall, un cartel au capitaine prussien Delorme, qui refusa de se battre avec Allen, mais qui signa une déclaration portant que, s'il ne pouvait obtenir son changement de régiment avant un mois, il donnerait sa démission. Ainsi se termina cette fort désagréable affaire, et le régiment reçut l'ordre de quitter le camp et de se rendre immédiatement à Anvers.

Le lendemain de notre arrivée dans cette ville, nous déjeunions, Allen et moi, dans un café, lorsque le facteur me remit une lettre de notre ami commun, le capitaine Valentin Derry, qui avait donné sa démission et quitté le régiment peu de temps auparavant. Sur le point de partir pour l'Amérique, il était allé à Saint-Germain-en-Laye pour prendre congé de quelques amis qu'il y avait, et on lui fit lire une lettre écrite depuis près de trois mois par un major Plunket, un des officiers de l'ancienne brigade irlandaise, retiré à Boulogne-sur-Mer. Cette lettre contenait de sottes remarques sur notre piètre apparence le jour de l'arrivée de notre régiment à Boulogne, après une marche de huit lieues par une journée très-humide du mois de mars. — Dans sa lettre, Derry me donnait un long extrait des désobligeantes remarques du major Plunket.

Après avoir lu la lettre de Derry, Allen demanda une plume, de l'encre et du papier, et, tandis que je parcou-

rais les journaux, il écrivit une longue lettre au major Plunket, qui nous avait paru un vieux gentilhomme inoffensif, vêtu de bas de soie et de culottes à boucles. M. et Mrs Barker l'avaient eu fréquemment à dîner, et c'était chez eux que je l'avais souvent rencontré. Le capitaine Barker avait servi avec lui dans le régiment de Walsh avant la Révolution, et il le considérait comme un excellent Irlandais. — Après lui avoir cité le passage de sa lettre à son vieux camarade de Saint-Germain, Allen demandait au pauvre Plunket si c'était la bannière verte portant sur une face la harpe d'or sans couronne, et sur l'autre ces mots en lettres d'or : *Indépendance de l'Irlande, Buonaparte Premier Consul, République française*, qui lui avait tant déplu ? Que quant à notre uniforme, c'était une affaire de goût. Nous le préférons, nous, patriotes irlandais, parce qu'il était vert, la couleur favorite de notre patrie et adoptée par nous, à *la livrée des Stuarts*, aujourd'hui si stigmatisée et déshonorée dans les rangs de l'armée anglaise. « Est-ce là, lui disait-il, votre façon de répondre à l'hospitalité du brave capitaine Barker ? Vous êtes un triste spécimen des anciennes brigades irlandaises dégénérées, etc., etc. » En pareilles occasions, Allen ne pouvait parler ni écrire que dans les termes les plus énergiques. Je l'engageai à ne pas envoyer sa lettre, en lui observant que la correspondance intime du vieux Plunket ne valait pas la peine qu'on y prit garde ; mais il persista, et il reçut, par le retour du courrier, une lettre de M. Mac-Canna portant que le major Plunket l'avait prié de lui servir de témoin dans un duel avec Allen ; mais qu'après avoir lu la lettre



de ce dernier et s'être fait raconter toute l'histoire, il avait refusé et déclaré à Plunket qu'il était prêt à l'accompagner à Saint-Germain-en-Laye pour appeler sur le terrain l'individu qui avait abusé de la sorte de la correspondance intime d'un gentleman ; mais qu'il était heureux pour lui que le régiment irlandais eût quitté Boulogne avant l'arrivée de cette lettre, car, autrement, il eût eu affaire à tout le corps des officiers et eût été forcé de rétracter ce qu'il avait écrit en mars, et nous étions au milieu de juin. M. Mac-Canna parvint ainsi à satisfaire le pauvre Plunket, — et l'affaire se termina sans un duel, grâce encore à Mac-Canna, qui jouait au milieu de ses amis et connaissances un rôle de grand pacificateur, qui lui avait valu une grande considération. Il se battit cependant quelquefois pour son propre compte. Il était un tireur de première force et n'avait rien à craindre, bien qu'il ne fût plus très-jeune et qu'il commençât à devenir corpulent. Il me dit qu'il prenait des leçons d'armes tous les ans, afin d'être toujours prêt à se défendre en cas de besoin. Son neveu Mullen, ou Mac-Mullen, qui rejoignit le régiment en 1806, était en correspondance avec son oncle, et nous continuâmes à recevoir par lui, de temps en temps, des nouvelles de notre digne compatriote Mac-Canna. Mais Allen et moi étant partis pour l'Espagne en 1808, et le pauvre Mullen étant mort des blessures qu'il avait reçues au siège de Flessingue en 1809, nous fûmes privés du plaisir d'entendre parler de Mac-Canna ; nous apprîmes plus tard qu'il avait fini ses jours à Boulogne, très-regretté par ses amis français et irlandais.

Je rencontrai souvent chez M. Emmett un très-digne irlandais, M. Delany, grand ami du pauvre Thomas Russell et de son neveu William Hamilton. Il avait fait ses études au collège irlandais, et était considéré comme un jeune homme de talent et un lettré accompli. Delany mettait son ambition à accompagner Thomas Addis Emmett en Irlande, et à remplir sous lui un emploi civil, dans le cas où son pays eût obtenu son indépendance. Il occupait une très-honorable situation comme secrétaire particulier de M. Defermont, conseiller d'Etat, et ils vivaient ensemble sur le pied le plus amical. Le jeune Delany était arrivé des montagnes Kerry, où il avait appris les premiers éléments de la grammaire, et il avait terminé ses études en France. Je ne puis oublier combien il déplorait, en présence de M. et de Mrs Emmett, les cruelles privations endurées par les populations catholiques de Munster, surtout en ce qui touchait l'éducation. Nul maître d'école pour instruire les enfants des malheureux fermiers, mais en revanche, abondance de petits agents fonciers et judiciaires pour extorquer au peuple son dernier shilling destiné au maintien de l'influence protestante et de la dignité des lords anglais, le fléau de la pauvre Irlande.

M. Emmett et le D<sup>r</sup> Mac Neven désiraient publier un article consciencieux sur les avantages que le commerce français pourrait tirer de son adhésion à certains règlements, et comme cet article devait paraître le même jour en français et en anglais, ces messieurs, bien qu'ils écrivissent parfaitement en français, jugèrent bon de le faire traduire par M. Delany. Lorsque ce travail fut soumis

au Premier Consul, il parut n'y pas prendre garde jusqu'au moment où il visita les côtes, en novembre 1803. Il en reconnut alors la portée, et écrivit à Paris pour faire publier l'article de M. Emmett et du D<sup>r</sup> Mac-Neven, dans le *Moniteur* et dans l'*Argus*, journal édité en anglais par Goldsmith.

M. Lésage, qui me donnait des leçons de français et qui, ayant passé quatorze ans à Londres, était par conséquent aussi bon lettré anglais que français, vint me voir après avoir lu le travail de Mac-Neven et d'Emmett, et me dit qu'il avait rarement lu d'article aussi admirablement écrit en français que celui de ces messieurs; puis, il me pria de lui en procurer un exemplaire en anglais afin de pouvoir en faire la comparaison. Il fut en réalité fort charmé des deux versions, mais il donna la préférence à la française.

En 1809, M. Delany obtint pour son frère, du ministre de la Guerre, une commission de sous-lieutenant dans le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais, alors en garnison à Landau, sur le Rhin. Ce bataillon ayant reçu l'ordre de rejoindre le 2<sup>e</sup> bataillon en Espagne, tous deux furent employés au siège d'Astorga, en avril 1810, comme faisant partie de la brigade du général Thomières, 2<sup>e</sup> division du général Solignac, du 8<sup>e</sup> corps commandé par le général Junot, duc d'Abrantès.

Le capitaine Allen, du 2<sup>e</sup> bataillon irlandais, monta à la brèche à la tête de sa compagnie de voltigeurs, et ayant réussi à pénétrer dans la ville, il s'empara d'une maison où il se défendit contre l'ennemi en attendant les renforts qui devaient lui arriver dans la matinée; vers

minuit un détachement reçut l'ordre de porter des munitions et des vivres à Allen et aux soldats qui avaient franchi la brèche. Le jeune Delany en prit le commandement, et il exécuta sa mission froidement et bravement, à la satisfaction du général, mais il perdit plusieurs hommes et reçut une balle dans le bras. Il revint par la tranchée à l'endroit où le chirurgien du régiment irlandais était fort occupé à panser les blessures des soldats. Delany le regardait faire depuis quelque temps, lorsque le chirurgien Prevost lui dit : « M. Delany, je vous demande pardon, mais j'ai reçu l'ordre de ne permettre à personne de demeurer ici, sauf aux blessés. » — « Eh bien, répondit Delany, dans ce cas, j'ai le droit d'y rester, car j'ai reçu une balle dans le bras, et maintenant que vous êtes moins pressé, soyez assez bon pour examiner ma blessure. » Le chirurgien, surpris et peiné, lui dit : « Mes instructions m'enjoignent de panser d'abord les blessures des officiers; pourquoi ne m'avez-vous pas prévenu de suite de la vôtre? » — « Oh ! répondit Delany, les pauvres soldats que vous soigniez, en avaient plus besoin que moi. » Le chirurgien Prevost fit dans la matinée son rapport au général en chef sur tout ce qui concernait sa profession, et il n'oublia pas d'y mentionner l'humaine patience de Delany, attendant près d'une heure pour faire examiner sa blessure, qu'une douzaine de soldats eussent été pansés.

En lisant ce rapport, le duc d'Abrantès ordonna de porter sur le tableau des promotions Delany qui reçut bientôt son brevet de lieutenant, et qui, dans la campagne de Portugal, fut placé dans la compagnie des grenadiers

que je commandais. — En 1812, lorsque notre bataillon quitta l'Espagne pour rejoindre la grande armée en Allemagne, j'obtins à Bordeaux la permission de prendre la diligence pour Paris. Je promis au lieutenant Delany de lui écrire, poste-restante, à Orléans, pour lui donner des nouvelles de son digne frère dont il n'avait pas entendu parler depuis longtemps. Je fus très affligé, à mon arrivée à Paris, d'apprendre qu'il était mort depuis trois mois. Il ne laissait pas de fortune, mais pas de dettes non plus. Il dépensait son argent de la façon la plus généreuse, et ses amis irlandais l'entouraient à ses derniers moments : grande consolation pour un exilé !

Le lieutenant Delany fut inconsolable lorsqu'il lut ma lettre à Orléans, car il avait perdu un frère qui lui tenait lieu de père. Une légère compensation lui était réservée. Quoiqu'un des plus jeunes lieutenants du régiment, il fut promu au grade de capitaine en même temps que Mallowney, Jackson et Bourk. Lorsque le régiment irlandais fut licencié, après les Cent-Jours en 1815, le capitaine Delany fut mis en demi-solde, et mourut quelques années après à Boulogne-sur-Mer.

John Sweetman mort pour la cause de la liberté et de la justice ne sera jamais oublié en Irlande.

John Tennant confia son unique enfant aux soins de son ami Richard Mac-Cormick ; ce digne exilé, autorisé à retourner dans sa patrie, emmena avec lui Miss Tennant qu'il maria à un gentleman de Dublin, M. Murray.

EDWARD MASTERSON. — Capitaine le 7 décem-

bre 1803. Il avait quitté le service de l'Angleterre et était venu en France pour voir son frère, John Masterson qui avait été officier dans une des brigades irlandaises en France, avant la Révolution, et qui avait acquis une fortune du chef d'une dame qu'il avait épousée dans l'île d'Antigua. Ce gentleman qui se trouvait en France lorsque les hostilités recommencèrent en 1803, préféra devenir prisonnier de guerre, comme sujet anglais, afin de conserver son bien. Il avait cependant conservé des relations avec ses anciens camarades qui n'avaient pas émigré. — Le général Clarke favorisait son frère, mais le pauvre capitaine Edward Masterson ne vécut pas assez longtemps pour profiter du puissant patronage du duc de Feltre ; il mourut près de Bruges, de la fièvre de Flessingue, en 1809. — Il avait épousé, en 1805, la fille du marquis de Castratt, à Quimper. Il ne laissa pas d'enfants.

JOHN O'HEREN. — Capitaine, le 7 décembre 1803. Il était venu en France pour terminer ses études, et lorsque la guerre avec l'Angleterre éclata, il fit partie des patriotes irlandais qui offrirent leurs services au gouvernement français. Il s'embarqua deux fois pour l'Irlande, et après l'échec de ces expéditions, il eut le bonheur de pouvoir regagner la France. Le pauvre capitaine O'Heren mourut subitement à Metz, en 1806, pendant la route de la légion irlandaise pour Mayence.

PATT MAC SHEEHY. — Capitaine lors de la formation de la légion, 7 décembre 1803. Il avait fait ses études

en France, et était retourné ensuite en Irlande, où il avait été employé comme précepteur dans de riches familles catholiques. En 1798, il était professeur de français à l'institution de M. Jone dans la ville de Gory, et il fit partie de la cavalerie de milice de ce district pendant l'insurrection. Son cousin, l'adjudant général Mac Sheehy, lui obtint une commission de capitaine ; mais après un court apprentissage, il fut jugé impropre à occuper ce grade, réformé, et mis à la retraite avec une modique pension.

TYRREL. — Capitaine, le 7 décembre 1803. Il ne rejoignit jamais la légion par suite du mauvais état de sa santé. C'était l'un des exilés irlandais le plus considéré par toutes ses connaissances.

JOHN SWEENY. — Lieutenant lors de la formation de la légion irlandaise le 7 décembre 1803. Capitaine le 22 mars 1804, sa carrière militaire au service de la France fut de courte durée. Après son duel avec le capitaine Thomas Corbet, en août 1804, il donna sa démission et alla vivre à Morlaix, où il épousa une dame alliée à la famille du général Moreau.

John Sweeny appartenait à la cité de Cork, où il avait pris une part active aux affaires politiques de 1798. Il avait été l'ami et le compagnon de captivité de Thomas Addis Emmett dans les prisons d'Irlande et au fort Saint-George, en Écosse. C'était un très-bel homme, de belle mine et doué de talents qui le rendaient propre à faire un splendide officier. L'indépendance de l'Irlande était son vœu le plus cher, et nul danger, si grand qu'il fût,

n'eût pu l'empêcher d'entrer dans un projet ou une entreprise destinée à l'obtenir. Bien qu'il fût inscrit sur la liste des prisonniers bannis auxquels il était interdit de jamais rentrer dans leur patrie, l'intrépide Sweeny, n'hésita pas à y revenir, en 1803, dans l'espoir de rejoindre et d'aider le pauvre Robert Emmett. Il rencontra les plus grandes difficultés à regagner la France, après avoir reçu la nouvelle de l'échec survenu à Dublin, le 22 juillet 1803.

HUGH WARE. — Lieutenant, 7 décembre 1803 ; capitaine, le 22 mars 1804 ; chef de bataillon, juillet 1810 ; gros-major ou lieutenant-colonel, en mars 1814 ; colonel, en avril 1815 ; décoré de la croix de chevalier de la Légion d'honneur, le 18 juin 1813.

Le régiment irlandais qu'il commandait fut licencié au mois de septembre 1815 à Montreuil-sur-Mer, et Ware resta dans cette ville pour liquider les comptes du régiment jusqu'en mai 1816, époque à laquelle il se retira en demi-solde dans la ville de Tours où il termina son honorable carrière le 5 mars 1846. Il n'éprouva qu'un regret, un seul, au moment de sa mort — celui de ne pas mourir dans sa patrie et sous le harnais. — Honneur aux cendres du guerrier !

Le colonel Ware était le plus humain et le plus généreux des hommes ; son hospitalité et sa grande générosité le laissaient souvent la bourse vide. — L'expérience qu'il avait acquise dans l'insurrection irlandaise de 1798 lui fut d'une grande utilité dans l'armée française où il servit avec tant de distinction ; elle le familiarisa avec les



dangers et les privations de tout genre qu'un soldat est certain de rencontrer dans les campagnes actives. Les années que Ware eut si injustement à passer dans les prisons de Dublin ne furent pas entièrement perdues pour lui; il s'y occupa généralement à étudier la tactique militaire, et comme il lisait beaucoup et possédait une excellente mémoire, il quitta les donjons anglais avec une profonde connaissance des évolutions de l'infanterie française; aussi lui arrivait-il souvent sur le champ d'exercice de décider quelque manœuvre contestée, bien qu'il n'eût probablement pas lu le passage qui s'y rapportait depuis le jour de sa sortie de la prison de Kilmainham. — Ware était beau de sa personne et bien bâti; grand de plus de six pieds et puissamment fort et actif. — Nul ne pouvait le surpasser en équitation, précieux talent pour un officier général. — J'ai longuement parlé de lui dans mon récit des campagnes des Irlandais au service de la France; mais je n'ai pas raconté tout ce que j'aurais pu dire, car il était le plus brave des braves.

AUGUSTIN O'MEALLY. — Lieutenant dans la légion irlandaise, le 7 décembre 1803; capitaine, le 22 mars 1804. — O'Meally fit avec son régiment toutes les campagnes d'Allemagne, d'Espagne et de Portugal jusqu'en 1812; de retour, cette année-là même, d'Espagne en Hollande, il fut détaché avec sa compagnie de la garnison de Berg-op-Zoom dans l'une des îles de la côte où sa vue commença à faiblir par suite de la transition subite des climats, et, finalement, il devint aveugle. Sa carrière militaire ainsi terminée, il dut quitter le service

avec une pension. Il avait épousé la fille du gouverneur de l'île dont il eut deux fils. L'aîné est le colonel distingué du 73<sup>e</sup> régiment, dont les brillants services pendant une période de dix-sept ans, en Crimée, à Sébastopol, en Italie, en 1859, aux batailles de Magenta, de Solferino, etc., sont bien connus de l'armée française et mieux encore des ennemis de la France.

Augustin O'Meally faisait partie des jeunes patriotes irlandais qui, à la tête du peuple des campagnes, vinrent rejoindre le général français Humbert lorsqu'il débarqua à Killalo avec sa petite armée de onze cents hommes, au mois d'août 1798; l'insuccès de cette expédition ruina, non-seulement les espérances personnelles d'O'Meally, mais celles de son père et de sa famille; leurs propriétés furent livrées au pillage des soldats anglais. — O'Meally s'échappa en France avec de très-modiques ressources d'existence; mais son courage était tel qu'il supporta toutes les privations dans l'espoir de recevoir prochainement l'ordre de s'embarquer dans une nouvelle et plus heureuse expédition que celle d'Humbert destinée à affranchir sa malheureuse patrie.

WILLIAM BARKER. — Lieutenant à la formation de la légion irlandaise, le 7 décembre 1803; capitaine, le 22 mars 1804. Les honorables services de M. Barker, avant la Révolution française, comme officier du régiment de Walsh dans la brigade irlandaise, et sa conduite en Irlande en 1798, où il combattit, non dans les rangs anglais, comme les émigrés, mais pour l'indépendance de son pays, lui donnaient droit au plus haut grade ac-

cordé lors de l'organisation de la légion irlandaise, mais il se contenta d'avoir obtenu celui qui lui permettait de faire partie de l'expédition destinée à affranchir sa patrie. — Pendant le siège de Flessingue, en août 1809, la nuit qui précéda la capitulation signée avec les Anglais, le commandant Lawless eut la précaution de se procurer une embarcation pour faire transporter sur la côte française le capitaine Barker et plusieurs autres officiers blessés ; Barker échappa ainsi de nouveau à ses cruels ennemis. — La santé de M Barker commença à décliner pendant ses campagnes, des suites de ses blessures, et finalement la terrible fièvre de Walcheren l'altéra complètement. Pendant son séjour à Bois-le-Duc, en Hollande, avec le régiment, il y termina en 1811, sa pénible et honorable carrière, fort regretté par ses camarades et ses amis. Il n'exista jamais un homme plus généreux ou meilleur que William Barker.

Il y aurait beaucoup à dire du courage des dames irlandaises qui durent accompagner leurs maris proscrits, chercher un refuge sur le continent et s'exiler pour toujours de leur terre natale. Après la bataille du mont Vinegar, le 21 juin 1798, Mrs Barker dut abandonner sa maison et son bel établissement d'Enniscorthy et s'échapper avec son mari, qui avait eu le bras amputé le même jour, en emportant son petit garçon âgé d'un an. — Quelle dut être son anxiété dans ce terrible moment, avec la conviction que la torture et la mort étaient suspendues sur la tête de son mari comme ayant été l'un des chefs qui commandaient à cette bataille ! L'amour et le courage d'une épouse et d'une mère peuvent seuls sup-

porter de pareilles épreuves. Les proscrits s'enfuirent de place en place pendant des semaines, en se cachant pour échapper aux limiers en quête journalière de la pauvre Mrs Barker et des objets de ses soins. Cependant elle les déjoua tous. — Elle trouva un navire qui la transporta saine et sauve à Hambourg, avec son mari et son enfant.

VALENTIN DERRY. — Lieutenant, le 7 décembre 1803; capitaine, le 22 mars 1804. — M. Derry, ne conservant plus d'espoir d'une expédition pour l'Irlande, — après que l'armée réunie à Brest sous le commandement du maréchal Augereau et prête à s'embarquer, eut reçu l'ordre de partir pour la campagne d'Avsterlitz, — donna sa démission et alla se fixer aux États-Unis, à New-York, où il établit une institution.

M. Derry avait pris, en 1798, une part active aux événements politiques de son pays. Il était frère de l'évêque catholique du comté de Down; il était très-instruit et un lettré français distingué; à son arrivée en France, il fut nommé professeur du collège de La Flèche. — Derry était l'ami du Père Quigly, et lorsque ce malheureux prêtre fut jugé et condamné à Maidstone, dans le Kent, Derry eut le courage de l'accompagner à l'échafaud et de rester près de lui jusqu'à son dernier moment; puis il s'enfuit et abandonna pour toujours ses amis et sa patrie.

WILLIAM DOWDALL. — Sous-lieutenant en décembre 1803; lieutenant en janvier 1804; capitaine, le 22 mars 1804. — Mortellement blessé au siège de Flessingue,

en août 1809, il mourut de ses blessures à l'hôpital de Gand. Dowdall avait joué un rôle actif avec Arthur O'Connor en publiant le fameux journal *La Presse* en 1797 et 1798. — Il fut arrêté et subit un long emprisonnement à Dublin et au fort Saint-George, en Écosse, jusqu'à la paix d'Amiens, en 1802, époque à laquelle il fut mis en liberté et autorisé à retourner en Irlande. Impliqué dans la malheureuse tentative du pauvre Robert Emmett, en juillet 1803, il s'échappa à Cadix, où il reçut sa commission et l'ordre de rejoindre la légion irlandaise à Morlaix, en Bretagne. — William Dowdall avait bonne mine, et il était instruit et actif; il remplissait les fonctions de capitaine adjudant-major de son bataillon dans la sortie opérée contre l'armée anglaise devant Flessingue, lorsqu'il reçut sa blessure mortelle.

PATT MAC-CANN. — Lieutenant, 7 décembre 1803; capitaine le 22 mars 1804. Blessé au siège de Flessingue en août 1809, il mourut à l'hôpital de Gand après l'amputation de son bras. Sa pauvre femme était auprès de lui, et elle mourut un mois plus tard, à Bruxelles, en laissant sans ressources, une petite fille de dix ans. — Mac-Cann était dans les affaires à Dublin lorsqu'il fut arrêté et jeté en prison, où il resta jusqu'à la paix d'Amiens, en 1802, époque à laquelle il fut mis en liberté sous condition de s'expatrier volontairement pour toujours. Il habitait Bordeaux lorsqu'il reçut sa commission et l'ordre de se rendre à Morlaix. Il était instruit, très-distingué de manières et très-estimé de ses camarades.

PATT BRANGHAN. — Capitaine en avril 1804. Il fit

avec le régiment irlandais les campagnes et les sièges d'Espagne et de Portugal, jusqu'à l'automne de 1811, époque à laquelle, par suite d'une blessure, sa santé commença à décliner ; il mourut à Béjar, petite ville de l'Estramadure, en Espagne.

Le pauvre Branghan avait dû abandonner sa femme et ses enfants et s'échapper à Bordeaux après l'insuccès de la tentative de Dublin, en juillet 1803. Son courage ne pouvait être dépassé. Il se complaisait à se trouver dans des situations dangereuses; il ne désespéra jamais de voir un jour son pays indépendant, et il n'existait pas de périls auxquels il ne se fût joyeusement exposé pour l'accomplissement de cette grande œuvre. C'était un excellent patriote irlandais, toujours prêt à sacrifier tout pour le bonheur de son pays natal.

THOMAS MARKEY. — Lieutenant à la formation de la légion irlandaise, le 7 décembre 1803; capitaine, en avril 1804; capitaine aide de camp du ministre de la Guerre, le duc de Feltre, en 1810; chef de bataillon aide de camp, en 1812; gros major ou lieutenant-colonel commandant le dépôt d'un régiment français, à Brest, en 1814. Mis à la demi-solde en 1815; réemployé en 1823 et remis à la demi-solde après la campagne d'Espagne, jusqu'en 1833, époque à laquelle il obtint le maximum de la pension de retraite de son grade. — Décoré de la croix de chevalier de la Légion d'honneur et de la croix de Saint-Louis. — Markey se retira à Fontainebleau où il termina paisiblement ses jours, le 6 avril 1854, à l'âge avancé de 84 ans.

Peu de patriotes irlandais ont plus souffert que Thomas Markey. En 1798, il fut jugé à Drogheda, par une cour martiale et condamné à mort ; il était sur le point d'être exécuté lorsqu'arriva un sursis, et sa peine fut ensuite commuée en transportation perpétuelle. Il fut chargé de chaînes et jeté à bord du navire-prison du Havre de Howth, où il eut à souffrir toutes sortes d'indignités pendant plusieurs mois. Transféré à la prison de Kilmainham, il y devint le compagnon de captivité d'Emmett, d'Arthur O'Connor, de Mac-Neven, de Hugh Ware, etc. A la paix d'Amiens en 1802, on lui permit de s'expatrier volontairement pour toujours. Il alla se fixer à Bordeaux, où il rencontra le général Napper Tandy avec lequel il élabora plusieurs plans pour l'indépendance de l'Irlande. — Tandy mourut en 1803 et légua à Markey une épée d'honneur, que ce dernier considérait comme le cadeau le plus précieux qu'on pût lui faire. — Markey était beau et gracieux, de taille moyenne ; spirituel causeur, il possédait en société les manières d'un homme parfaitement élevé. Il était extrêmement hospitalier et faisait les honneurs de sa table comme un véritable Irlandais.

PATT GALLAGHER. — Lieutenant le 7 décembre 1803 ; capitaine, le 22 mars 1804. — L'expédition d'Irlande n'ayant pas lieu, il alla vivre à Bordeaux avec sa femme et ses enfants. Patt Gallagher avait fait partie des braves et fidèles citoyens qui avaient souvent, au risque de leur vie, gardé et escorté le pauvre lord Edward Fitzgerald, dans les rues de Dublin, en 1798.

Il s'échappa à Paris cette même année, et y retrouva plusieurs de ses anciens amis.

**JAMES JOSEPH MAC-DONALD.** — Capitaine, en 1803. Il donna sa démission et se rendit à Cadix en 1815. Il avait été un des premiers Irlandais influents à rejoindre le général Humbert à Killalo, en août 1798, et le commandant en chef de la petite armée française, l'avait nommé général pour commander les insurgés irlandais. Humbert ne pouvait choisir un homme plus brave ou plus honorable que Mac-Donald. C'était un avocat et un homme de manières très-distinguées.

**GRÉGOIRE.** — Un Français, capitaine et quartier-maître de la légion irlandaise. Il fut fait prisonnier par l'armée anglaise à la capitulation de Flessingue en août 1809, et revint en France après la paix de 1814.

**PATRICK SAINT-LÉGER.** — Chirurgien-major de la légion irlandaise lors de sa formation, le 7 décembre 1803. Sachant bien son métier, il rendit de grands services pendant plusieurs années jusqu'au moment où il périt de la fièvre de Walcheren en 1809. Le jeune Saint-Léger avait fait les meilleures études possibles à Paris, sous la surveillance de son habile père, le D<sup>r</sup> Saint-Léger ; il était fort utile aux officiers irlandais par sa connaissance parfaite du français, de l'anglais et de l'allemand. — C'était, d'ailleurs, le meilleur des camarades.

**JOHN GIBBONS.** — Lieutenant, le 7 décembre 1803. Sa santé avait été altérée par les longues et dures souffrances qu'il avait supportées en se cachant dans les



montagnes de Mayo après la capitulation du général Humbert, et avant de pouvoir s'échapper en France. Il ne put supporter la perte de sa santé et de ses biens, et il mourut à Anvers en 1807.

PAUL MURRAY. — Sous-lieutenant, le 7 décembre 1803; lieutenant, le 22 mars 1804; capitaine en 1809. Murray fit avec distinction les campagnes et sièges du régiment irlandais en Espagne et en Portugal, pendant les années 1809, 1810 et 1811. Il quitta le service, avec une petite pension, en 1814. Pendant les Cent-Jours de 1815, il fut réemployé et rejoignit le régiment irlandais à Montreuil-sur-Mer. Il y resta jusqu'à l'époque du licenciement du régiment en septembre 1815. Il se retira alors à Dunkerque où il termina sa longue carrière, en 1853. — Paul Murray avait pris une part active, ardente et honorable à l'insurrection irlandaise de 1798, et il dut en conséquence abandonner ses amis et son pays. — Nul officier n'était plus aimé que Murray de ses camarades ; il se montra pendant toute sa vie loyal et honorable.

MILES BYRNE. — Sous-lieutenant, à la formation de la légion irlandaise, 7 décembre 1803; lieutenant, 22 mars 1804; capitaine, 16 décembre 1808; chef de bataillon, 4 septembre 1830.

TITRES ET DÉCORATIONS. — Chevalier de la Légion d'Honneur, le 18 juin 1813; chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, le 23 mai 1825; officier de la Légion d'honneur, 13 novembre 1832. — Naturalisé Français, le 20 août 1817, par lettre de déclaration de

naturalité du même jour. — 33 ans de service, 17 campagnes, celles d'Irlande comprises.

*(Extraits des registres du 56<sup>e</sup> régiment de ligne, le dernier dans lequel ait servi Miles Byrne, signés par les membres du Bureau d'administration du 56<sup>e</sup> régiment de ligne, le 6 juin 1835, à Courbevoie. Pris au ministère de la Guerre, qui compte comme campagnes l'insurrection irlandaise de 1798 et sa présence aux diverses armées françaises en Hollande, Espagne, Portugal, Allemagne, Morée, etc.)*

Les circonstances ci-après arrêtaient l'avancement de M. Byrne. Il se trouvait avec son régiment en garnison à Anvers, lors du siège de cette ville, en 1814, et les communications avec le département de la Guerre étant interceptées, il ne put recevoir son brevet de chef de bataillon. Le capitaine O'Reilly, qui se trouvait à Paris, obtint sa commission ; ils avaient été proposés tous les deux, pour ce grade, le même jour, sur le champ de bataille de Goldberg, en Silésie, le 23 août 1813. Les changements survenus dans l'armée et sa réorganisation après la Restauration des Bourbons, retardèrent encore l'expédition du brevet de M. Byrne, malgré le désir du maréchal Soult, ministre de la Guerre, de réparer cette injustice, comme en fait foi, sa lettre du 13 février 1815 à M. Byrne, dans laquelle il lui promet la première place vacante dans un des quatre régiments étrangers ; mais les Cent-Jours et la seconde Restauration détruisirent définitivement toute espérance ultérieure. En septembre 1815, le régiment irlandais fut licencié ; les officiers furent mis à la demi-solde, et dans cette situation ils ne pouvaient obtenir d'avancement. Malgré sa qualité de Français naturalisé et ses amis au département

de la Guerre, M. Byrne ne put obtenir de l'emploi avant 1828. Sa carrière militaire se trouva ainsi arrêtée pendant plus de douze ans. Après la Révolution de 1830, il acquit la preuve qu'il devait l'échec de sa longue carrière militaire à l'influence exercée par l'Angleterre sous le gouvernement de Charles X, pour l'empêcher d'employer certains officiers irlandais, au nombre desquels M. Byrne avait eu l'honneur d'être compris.

PATRICK POWELL. — Lieutenant, 7 décembre 1803; réformé en 1808. Powell, avait été l'un des premiers à rejoindre le général Humbert à Killalo en avril 1798, et après s'être caché longtemps dans les montagnes, il s'était échappé en France.

EDMOND SAINT-LÉGER. — Sous-lieutenant, le 7 décembre 1803; lieutenant, le 22 mars 1804; capitaine, le 16 décembre 1808; chef de bataillon du corps royal d'état-major, en 1826; décoré de la croix de chevalier de la Légion d'honneur, le 18 juin 1813; chevalier de Saint-Louis, en 1824. — Saint Léger servit avec la plus grande distinction dans toutes les campagnes du régiment irlandais en Espagne et en Allemagne jusqu'en 1814, époque à laquelle il fut attaché comme capitaine à l'état-major du général Maison, qui commandait le premier corps de l'armée française opposé aux alliés marchant sur Paris. — Après la Restauration des Bourbons, le général Maison commanda la division militaire de Paris, et Saint-Léger, demeuré l'un de ses officiers d'état-major de confiance, était sur le point d'obtenir l'avancement qu'il avait si bien mérité, lorsque le dé-

barquement de Napoléon chassa au loin le roi et ses ministres. Saint-Léger resta cependant à son poste et ne songea pas un instant à désertir à Gand. S'il fût demeuré à Paris après la perte de la bataille de Waterloo, il n'est sorte de faveurs qui ne lui eussent été offertes, mais le brave Saint-Léger avait dans les veines du vrai sang irlandais ; il ne put consentir à assister à l'entrée triomphale de Wellington et de Blücher, et préféra partir avec l'armée de la Loire et partager toutes ses misères et ses humiliations, après la seconde Restauration des Bourbons, plutôt que de s'abaisser par aucun acte de servilité envers le pouvoir. Son honorable conduite, en cette mémorable circonstance, ne pouvait lui être pardonnée par le parti dominant. — Le pauvre Saint Léger mourut à Paris en 1831 ; mais il ne put jouir d'aucun des heureux résultats de la Révolution de juillet 1830.

TERENCE O'REILLY. — Lieutenant, en janvier 1804 ; capitaine, en 1810 ; chef de bataillon, en mars 1814 ; décoré de la croix de chevalier de la Légion d'honneur, en 1809, après le siège de Flessingue, où il sauva, avec le commandant Lawless, l'aigle du régiment irlandais, et s'échappa à Anvers. — O'Reilly commandait une compagnie de voltigeurs du régiment irlandais aux batailles de Würschen en Saxe, et de Goldberg en Silésie ; il commanda plus tard, avec bravoure et distinction, une compagnie de grenadiers. Pendant les Cent-Jours, il fut attaché à l'état-major du général . . . , et après la bataille de Waterloo et la seconde Restauration, il se retira en demi-solde dans la ville d'Evreux, où il termina tran-

quillement ses jours. — O'Reilly était un officier très-instruit et un bon camarade.

AUGUSTIN GIBBONS. — Lieutenant, à la formation de la légion, le 7 décembre 1803. Il fut réformé en 1806. — Gibbons quitta l'Irlande après la capitulation du général Humbert, en 1798. Il avait étudié pour la marine et avait commandé des navires de commerce.

THOMAS READ. — Lieutenant, 7 décembre 1803. Il fut réformé en 1806. — Read avait pris une part active aux événements politiques du nord de l'Irlande, et il dut en conséquence abandonner ses foyers et s'échapper en France, en 1798. Heureusement pour lui, il avait emporté une petite somme d'argent dont l'intérêt suffit à son mode frugal d'existence. — Il avait plus de 50 ans.

JOHN ALLEN. — Sous-lieutenant, en décembre 1803 ; lieutenant, le 22 mars 1804 ; capitaine, le 16 décembre 1808 ; chef de bataillon, en mars 1814. Décoré de la croix de chevalier de la Légion d'honneur, après le siège d'Astorga, en avril 1810. Après le licenciement du régiment irlandais, en septembre 1815, il se retira en demi-solde dans la ville de Tours, où il passa plusieurs années, et plus tard à Caen en Normandie, où il termina son honorable carrière le 10 février 1855.

Dans mon récit des campagnes des officiers irlandais, j'ai maintes fois mentionné les brillants services d'Allen, mais pas aussi souvent que j'aurais pu le faire, car, en toute circonstance, il se montra un homme de la plus grande énergie de caractère, de la plus intrépide bravoure et des principes d'honneur les plus élevés. Sa

carrière politique fut également honorable, et nul patriote irlandais ne détesta plus que lui ses patrons anglais, ni fut plus disposé à sacrifier sa vie et tout ce que l'homme a de plus cher pour secouer leur joug oppresseur. — La captivité d'Allen dans la Tour de Londres, son procès à Maidstone avec Arthur O'Connor, en 1798, et son évasion de Dublin en 1803, après la malheureuse tentative de l'à jamais regretté Robert Emmett, ne seront pas oubliés si jamais on publie le récit de cette triste période de l'histoire de l'Irlande.

JOHN CUMMINS. — Sous-lieutenant en décembre 1803; lieutenant, le 22 mars 1804; réformé en 1806. Cummins faisait partie des prisonniers d'État de Dublin qui furent autorisés à s'expatrier volontairement en 1802. Il alla se fixer à Cadix, d'où il vint rejoindre la légion irlandaise à Morlaix en 1803.

J. MORRISON. — Lieutenant à la formation de la légion, en décembre 1803; mort à Flessingue en 1808. Sa santé avait été délabrée par ses nombreuses souffrances et blessures. — Il arriva en France en 1796, et s'engagea comme simple soldat dans un régiment de ligne français, avec lequel il fit plusieurs campagnes en Italie; il fut nommé sous-lieutenant, et ayant été blessé à la bataille de Marengo, il resta longtemps à l'hôpital avant de se rétablir. — C'était un brave soldat et simple de manières comme un enfant.

JOHN MAC-HENRY. — Lieutenant, le 7 décembre 1803. Il mourut à l'hôpital de Landerneau, en 1805, d'une opé-

ration au genou. C'était un des braves patriotes du Nord qui durent quitter leurs foyers en 1797.

Comme j'ai mentionné quelques-uns des hommes distingués qui firent leurs études au collège irlandais, je vais maintenant raconter tout ce que j'ai su de relatif à cet excellent établissement. Lorsque j'arrivai à Paris, il luttait encore, et commençait seulement à se relever des effets de la Révolution.

Les biens achetés en France par les familles irlandaises de la mère patrie, soit dans les fonds publics ou en terres, à l'effet d'entretenir des séminaires à l'étranger pour l'éducation des malheureux enfants catholiques privés de ce bienfait dans leur patrie, se trouvaient fortement dépréciés, comme toutes les fondations de ce genre à cette époque. — Le Concordat conclu avec Rome par le Premier Consul produisit le meilleur effet sur la situation du collège irlandais qui, au lieu de demeurer un simple pensionnat portant le nom du *Cheval vert*, reprit en définitive son titre de collège. Lors de mon arrivée à Paris, en 1803, un M. Mac-Dermot administrait l'école du *Cheval vert*, avec un ordre parfait. Il possédait une belle maison de campagne, un parc et une grande étendue de terre à Montrouge. — Je me rappelle y avoir été invité à déjeuner, en 1814, avec quelques-uns de mes camarades, par Thomas Burgess, qui habita la maison jusqu'à ce que les exécuteurs testamentaires de Mac-Dermot eussent vendu toute la propriété à la société des Jésuites qui y firent bâtir un collège sur une grande échelle.

La fusion des biens et des revenus des différents séminaires de France avec ceux du collège irlandais de Paris, rencontra d'abord de grandes difficultés, et ce ne fut qu'en 1806 que le vénérable et digne abbé Walsh, alors supérieur du collège irlandais, obtint de l'Empereur Napoléon le décret ci-après qui régla définitivement l'affaire.

NAPOLEONE MAGNO, *Francorum imperatore, rege Italiae, exiit decretum his conceptum verbis :*

« La réunion en un seul et même établissement des diverses institutions d'hommes, fondées en France et dans les pays réunis à son territoire, en faveur des catholiques Irlandais, Anglais et Écossais..., est définitivement confirmée. »

*Hoc marmor grati animi testem ovans posuit M. Walsh, administrator generalis.*

Kal. Martis. M D CCC VI.

Les revenus et les rentes des séminaires de Bordeaux, de Nantes, de Douai, de Louvain, des séminaires écossais et anglais de Paris, furent alors touchés par l'administration du collège irlandais, rue des Irlandais, à Paris. — Son supérieur, l'abbé Walsh, était bien secondé par l'abbé Mac-Nalty, l'économiste et l'administrateur de l'établissement. Les fils d'Irlandais qui obtenaient à cette époque des bourses au collège irlandais étaient sûrs d'y recevoir une excellente éducation, car les maîtres et les professeurs étaient des hommes d'érudition et de grand savoir; les étudiants irlandais avaient, en outre, l'avantage de suivre les classes supérieures du Lycée Napoléon (Henri IV), alors en grande



réputation, et dont les professeurs habiles et sa proximité du collège irlandais furent très-avantageux aux fils des exilés d'Erin. Je me rappelle parfaitement plusieurs des beaux garçons qui y furent élevés : les Mac-Mahon, Mac-Canna, Mac-Sheehy, Delany, Blackwell, Saint-Léger, Swanton, Wall, O'Brien, Barker, Corbet, Glashan, O'Morin, O'Meara, Smith, etc.

Le Collège irlandais continua à être très-favorisé par le gouvernement, et son supérieur, l'abbé Walsh, était fort aimé et estimé des élèves et de leurs parents. — Lorsque je traversai Paris, en 1812, j'allai voir au collège irlandais, le jeune Barker et d'autres élèves, qui me dirent qu'ils étaient bien nourris et bien soignés. — Tout marcha à merveille jusqu'aux désastres causés en France par l'invasion des armées étrangères, en 1814. Le collège eut alors, après la Restauration des Bourbons, comme tous les établissements du même genre, à subir plusieurs changements. Les évêques catholiques irlandais réclamèrent le droit de nommer le supérieur du collège, ses professeurs, etc., et demandèrent en somme à reprendre les pouvoirs qu'ils avaient possédés avant la Révolution, ce qui leur fut accordé volontiers. Les évêques catholiques irlandais envoyèrent donc le Père Long, prêtre d'une paroisse voisine de Dublin, pour conduire le collège comme supérieur et administrateur. Mais le débarquement de l'île d'Elbe de Napoléon, en mars 1815, et la fuite de France des Bourbons, déposèrent de tout pouvoir le Père Long et les évêques.

Un Irlandais de naissance, M. Ferris, qui avait été dans les ordres en France, et qui avait servi avec dis-

tion dans l'armée de Condé, comme capitaine-quartier-maitre, s'était mis à étudier le droit, après avoir été autorisé à revenir à Paris, et s'était fait remarquer par le gouvernement de l'Empereur. Il obtint la place de supérieur du Collège irlandais pendant les Cent-Jours, et la garda jusqu'à ce que la défaite de Waterloo eût ramené le Père Long, qui reprit ses fonctions à la tête du collège irlandais avec plus d'influence encore qu'il n'en avait eu la première fois, car, par l'intermédiaire du Primat d'Irlande, le Dr Curtis, il avait obtenu le patronage du duc de Wellington. — Encouragés sans doute par ce puissant personnage, les évêques catholiques irlandais tentèrent d'obtenir le transfert en Irlande de tous les biens appartenant aux séminaires irlandais de France, pour les annexer au collège de Maynooth. — A cette nouvelle, M. Ferris fit rédiger une très-habile protestation qu'il fit signer par les officiers irlandais au service de la France, imprimer et publier. Il y prouvait que le transfert de ces biens serait une violation des intentions des testateurs, qui avaient placés leurs capitaux dans les fonds français et en terres françaises, pour être employés à l'éducation des enfants catholiques arrivant d'Irlande. Après de nombreuses démarches de la part de Ferris auprès du gouvernement français, ayant pour but de lui démontrer la mauvaise politique de tout compromis, les évêques se virent forcés de renoncer à leur espoir de voir transférer les biens des séminaires irlandais de France en Irlande, et de se contenter, comme par le passé, du privilège d'envoyer de leurs diocèses respectifs les enfants ayant droit aux bourses du collège.

Il parut étrange de voir les évêques réclamer ce transfert avant d'avoir le moindre espoir d'obtenir l'émancipation des catholiques. Ce fut certainement de leur part un moyen de prouver leur dévouement à leurs patrons, en privant l'Irlandais rebelle et exilé des moyens de faire élever convenablement ses enfants en France, dans le cas d'une nouvelle guerre entre les deux pays.

Il est regrettable que le D<sup>r</sup> Murray ait pris une part active dans les efforts tentés pour effectuer ce transfert des biens irlandais en France. Il eût dû savoir que le Gouvernement français ne pourrait jamais consentir à une pareille mesure. — Il parut fort affligé que le général Lawless eût signé la protestation de Ferris, et il en fit écrire au général par ses sœurs. — Je me rappelle avoir rendu visite au D<sup>r</sup> Murray, en 1818, au collège irlandais, pour lui remettre des lettres et un paquet d'Irlande, et y avoir rencontré le D<sup>r</sup> Curtis, alors Primat catholique d'Irlande, que j'avais connu en 1811 à Salamanque, comme supérieur du collège irlandais de cette ville. Il était fort changé; de grand et droit qu'il était alors, il était devenu complètement courbé et affaissé. On disait de lui qu'il avait rendu de grands services en Espagne au duc de Wellington, et qu'il y avait gagné une réputation peu d'accord avec la dignité d'un prêtre catholique irlandais.

M. Ferris était riche, et se souciait peu du traitement de supérieur du collège irlandais. Il mettait son ambition à prouver au Père Long et aux évêques irlandais, qu'il possédait plus d'influence qu'eux auprès du Gouvernement français; et de fait, il leur en donna bientôt la preuve en

se faisant renommer supérieur du collège et en renvoyant le Père Long reprendre ses fonctions de prêtre de paroisse dans le voisinage de Dublin :

Cette fois, en 1819, M. Ferris, bien que supérieur du collège, fut placé sous le contrôle d'un bureau gratuit ou d'une commission nommée par le ministre de l'Instruction publique, et composée comme suit : Hély d'Oyssel, conseiller d'État, président ; maréchal Macdonald, grand chancelier de la Légion d'honneur ; Lally Tollendal, pair de France ; lieutenant général comte O'Mahony et D<sup>r</sup> Mac-Mahon, médecin du collège irlandais. — Ce bureau gratuit ou commission se réunissait une fois par semaine dans l'appartement de Ferris, rue des Postes, où il était splendidement logé, dans la partie de la rue qui appartenait au collège anglais. — Le pauvre Francis Plowden habitait à la même époque un petit appartement au troisième étage de la même maison, et recevait, du collège irlandais, 1,200 francs par an, comme professeur d'anglais, bien qu'il ne donnât pas de leçons. Cet argent constituait ses principaux moyens d'existence bien qu'il eût alors plusieurs parents riches en Angleterre, et il se trouva souvent dans des circonstances très-malheureuses, jusqu'au jour où sa fille, Miss Plowden, vint vivre avec lui et l'emmena, ainsi que son beau-fils, le comte de Dundonnell et son enfant, habiter Bellevue, où M. Plowden et lord Dundonnell moururent en 1830 et 1831.

Lorsque les séminaires écossais et anglais furent séparés du collège irlandais, leurs revenus se trouvèrent si modiques, qu'ils obtinrent dans les collèges français

quelques bourses équivalentes au montant de ces revenus,

Les membres du bureau gratuit se reposaient fort sur les renseignements fournis par le D<sup>r</sup> Mac-Mahon ; comme il avait fait ses études au collège irlandais, ils se laissaient généralement guider par ses avis et y conformaient leurs décisions. Ferris, qui n'était pas toujours d'accord avec la commission, eut un jour une altercation avec son président Hély d'Oyssel. Ce dernier s'étant permis d'user de quelques paroles insultantes, M. Ferris me pria de lui servir de témoin avec un officier français de ses amis ; je ne pus refuser, bien que je le considérasse comme incapable de tenir en main, un seul instant, un pistolet, en raison de la paralysie dont il était affligé. J'essayai donc de le dissuader d'envoyer un cartel à M. Hély d'Oyssel, en appuyant sur l'avantage que ce dernier aurait sur lui. — « N'importe, répondit-il, j'appuierai mon pistolet sur le bras gauche, et je laisserai mon adversaire en faire autant. » Il me donna alors à lire le cartel, dans lequel il invitait M. Hély d'Oyssel à le rencontrer dans la matinée, accompagné de deux de ses amis qui arrangeraient l'affaire et fixeraient le rendez-vous avec les témoins.

Cette lettre était écrite du style le plus distingué, comme toute lettre, d'ailleurs, dictée par M. Ferris.

La réponse à ce cartel était conçue en termes plus insultants encore que l'insulte verbale qui l'avait provoqué : M. Hély d'Oyssel concluait en ajoutant que s'il pouvait découvrir l'adresse des spadassins de témoins, il les ferait sur-le-champ renvoyer à soixante lieues de

Paris. M. Ferris lui écrivit immédiatement que ses témoins étaient le comte Mac-Namara, sous-gouverneur des pages de S. M. Louis XVIII, et le lieutenant-général comte O'Mahony. Il prévint ces messieurs de l'usage qu'il avait fait de leurs noms, grades, titres, etc.; défia son adversaire d'oser leur parler de cette affaire, et ajouta qu'un poltron qui craint de se battre est toujours l'ennemi le plus vindicatif et le plus dangereux.

M. Ferris se démit de sa position de supérieur du collège irlandais, et alla habiter rue des Filles-du-Calvaire, où il eut sa voiture. Il acheta près de Soissons une belle maison de campagne et une terre, où il termina paisiblement ses jours, plusieurs années après, en 1828

L'abbé Carney, qui était né en Irlande et qui avait fait ses études au collège irlandais de Paris, en fut nommé supérieur en 1822, en remplacement de M. Ferris; et, comme il se trouvait dans les termes les plus amicaux avec le D<sup>r</sup> Mac-Mahon, comme il l'était d'ailleurs avec tous ceux qui le connaissaient, grâce à son désintéressement, son amabilité et son obligeance pour ses amis, le collège se trouva de nouveau bien organisé, et le ministre de l'Instruction publique, convaincu que sous l'administration de l'abbé Carney, assisté du D<sup>r</sup> Mac-Mahon, tout marcherait bien, pensa que le bureau gratuit pouvait cesser de fonctionner.

L'abbé Carney fit nommer économiste du collège un digne irlandais qui avait été son camarade d'études et celui du D<sup>r</sup> Mac-Mahon. Bien que laïque, M. Billy Walsh eut son logement au collège; son âge avancé lui fit préférer cette position à celle de professeur d'anglais,

et son expérience du mode des collèges de traiter avec les fournisseurs de vivres lui permit de rendre de grands services au séminaire irlandais, où il termina ses jours en 1827.

L'abbé Carney était allié à l'une des premières familles de France, les Castelbajac ; et l'un des membres de cette famille, le lieutenant général, marquis de Castelbajac, lui gardait la plus profonde reconnaissance des services qu'il avait rendus à quelques dames de sa famille, pendant l'époque de la terreur révolutionnaire ; l'abbé Carney racontait d'ailleurs souvent lui-même le genre de service qu'il leur avait rendu. Lorsque la population de Paris reçut l'ordre d'édifier l'esplanade ou le Champ-de-Mars de l'École Militaire, hommes et femmes se rendirent à l'ouvrage pour piocher et transporter la terre. L'abbé Carney aida les dames de sa connaissance à accomplir leur tâche, et, le soir, il obtint pour elles une carte civique signée d'un des représentants du peuple, qui, à cette époque critique, fut l'une des causes qui les préserva de la persécution. En montrant cette carte aux patrouilles et aux inspecteurs chargés des fréquentes visites domiciliaires, elles évitèrent d'être arrêtées comme suspectes.

L'abbé Carney était sobre, et s'inquiétait peu de ce qu'il avait à manger ou à boire lui-même ; ce qui ne l'empêchait pas d'être généreux et hospitalier pour ses convives, qu'il régala à table d'anecdotes amusantes et de bonne chère ; il était toujours gai et de bonne humeur, et ne parlait jamais mal de personne. Il était de petite taille, bien fait et d'un aspect très-agréable et

bienveillant, bien qu'il ne fût pas beau. — Il avait fort peu pour vivre, avant de devenir supérieur du collège irlandais; mais, avec ce peu, il n'en essayait pas moins de rendre service à ses amis et à ses compatriotes. Un jour, je le rencontrai avec un gros paquet sous le bras; il me confia que c'était un de ses pantalons qu'il portait à un pauvre exilé d'Érin. Il espérait qu'il lui irait, car il devait le présenter à dix heures dans une famille française, où il espérait le faire agréer comme gouverneur ou précepteur.

Un autre jour, — alors qu'il était à la tête du collège, — je lui demandai s'il connaissait un M. Quin, qui avait émigré et qui demeurait maintenant à Paris. « Certainement, me dit-il, nous avons été camarades d'école et grands amis; il vient me voir souvent. » Je lui parlai alors d'un jeune homme de mes amis, de Londres, qui désirait avoir une lettre d'introduction auprès du fils de M. Quin, éditeur du *Nouveau Temps* (*New Times*). « Oh! vous allez l'avoir de suite. » Et il écrivit immédiatement à son ami, M. Quin, père de l'éditeur, une longue lettre qu'il m'invita à lui porter sur-le-champ. Voyant qu'elle se composait de trois pages écrites serrées, je la lus avec attention, et je m'écriai ensuite : « Abbé Carney, à quoi pensez-vous de me constituer le porteur d'une lettre, remplie de tant d'éloges de ma personne? » Il me reprit la lettre, en me disant : « Elle ne contient rien qui ne soit bien connu; cependant, puisqu'elle offusque votre modestie, et bien qu'il soit d'usage de laisser ouvertes des lettres de ce genre, je vais cacheter la mienne. » Et il y appliqua la devise



irlandaise *Erin go bragh* (vive l'Irlande) sur un grand cachet de cire verte.

Sa bienveillance était telle qu'il ne paraissait jamais plus heureux que lorsqu'il s'occupait à rendre service à ses amis. Le révérend doyen Ryan, en route pour Rome en 1823, s'arrêta pendant quelques jours au collège irlandais chez l'abbé Carney qui le présenta à son homonyme et sa compatriote miss Ryan. Cette dame tenait une grande pension, rue de Harlay, faubourg Saint-Antoine. Bien qu'agée et de faible santé, elle avait conservée son ancienne vivacité. Elle fut très-flattée et honorée de la visite du doyen Ryan qu'elle invita dans les termes les plus pressants à descendre chez elle, à son retour de Rome. Elle lui montra son appartement, la chapelle, etc. Il accepta volontiers cette aimable invitation dont il profita peu de temps après, à l'expiration de sa mission à Rome, et il passa trois semaines ou un mois assez agréable rue de Harlay, avant de retourner en Irlande.

L'année suivante, en 1824, miss Ryan mourut et nomma son exécuteur testamentaire le doyen Ryan, auquel elle laissa sa magnifique maison de la rue de Harlay et ses dépendances, quinze mille francs de rente et des fonds considérables sur l'État, que le doyen Ryan était chargé d'appliquer à l'usage de certains couvents en Irlande. Il arriva immédiatement à Paris pour prendre possession de sa nouvelle propriété, et je me rappelle avoir assisté à un grand dîner qu'il donna, pendant l'automne de 1824, pour pendre la crémaillère, à cette occasion. Nous étions plus de trente à table : William Murphy de Mont-Merion, M. Sarjeant et ses fils, le

général Lynch , le colonel de Montmorency Morris, l'avocat Mac-Cabe et ses frères, etc., etc. Nous passâmes une joyeuse soirée et nous rentrâmes tranquillement chez nous à minuit, entre deux vins, comme des Irlandais.

Le pauvre abbé Carney ne jouit pas longtemps de sa position de supérieur du séminaire irlandais. Il mourut en 1825, après quelques jours de maladie, très-regretté de tous ceux qui le connaissaient. Ses funérailles furent célébrées dans la chapelle du collège, où se réunirent un grand nombre de ses compatriotes et plusieurs membres de la noblesse française ; la famille de Castelbajac y assista et veilla à ce que la cérémonie religieuse eût lieu avec toutes les pompes de l'Église catholique romaine. On permit aux dames d'y assister dans la galerie de la chapelle, et l'autorisation spéciale de l'enterrer dans les caveaux de l'église ayant été obtenue, la procession, après avoir fait solennellement trois fois le tour de la cour du collège, revint dans la chapelle, et le cercueil fut descendu dans le caveau, où gisent les restes du digne abbé Carney, enfermés dans un double cercueil, dont un de plomb.

Le révérend doyen Ryan fut proposé par quelques évêques irlandais pour succéder à l'abbé Carney, comme supérieur du collège irlandais. Sur leur recommandation, le grand-maître de l'Université, ministre de l'Instruction publique, le nomma supérieur du collège irlandais, en 1825 ; l'abbé Langan fut nommé préfet des études, l'abbé Lynch économiste ; mais l'un des professeurs, le révérend M. O'Higgins, n'y resta que peu de temps,

car il partit pour Rome , et , à son retour en Irlande , fut nommé évêque d'Ardagh.

Le doyen Ryan avait des manières agréables ; il avait bonne mine, et il était aimable et hospitalier. Cependant, avec toutes ces qualités et les plus pures intentions pour le bien du collège, il ne put y faire marcher les choses comme il l'eût désiré. Il persista cependant durant l'année 1826 ; mais le ministre de l'Instruction publique jugea nécessaire alors de placer à la tête de l'administration du séminaire irlandais un ecclésiastique irlandais ayant fait ses études en France. — Le père Magrath, prêtre d'une paroisse du comté de Waterford, qui avait été élevé dans sa jeunesse au collège irlandais, en fut nommé supérieur en 1827. — Le révérend P. Mac-Sweeny, avantageusement connu, comme professeur, aux collèges de Carlow et de Maynooth, fut nommé préfet des études à la place de l'abbé Langan. — Les choses reprirent bientôt un meilleur aspect, et le digne D<sup>r</sup> Mac-Mahon fut charmé de retrouver son vieil ami et camarade d'école, le père Magrath ; ce dernier confia l'administration de l'établissement à son préfet des études, qu'il savait posséder la capacité et les talents nécessaires à cette mission. Je dînai un jour au collège, chez le père Magrath, avec son compatriote, M. Rivers, et je pus comprendre clairement, par leur conversation, qu'il désirait fort retourner dans sa paroisse ; et, en effet, très-peu de temps après, il alla reprendre ses fonctions de prêtre de paroisse. Il eut la satisfaction de voir nommer à sa place, comme supérieur et administrateur du collège irlandais, le révérend D<sup>r</sup> Mac-Sweeny. —

Cet ecclésiastique savant et distingué dirigea le collège pendant vingt-deux ans, et, grâce à sa judicieuse administration, il en augmenta les revenus et acquit pour lui, à Arcueil, une maison de campagne et une propriété, où les élèves allaient passer les jeudis et le temps des vacances.

Le ministre de l'Instruction publique, charmé des modifications judicieuses apportées dans l'administration du collège irlandais par le révérend D<sup>r</sup> Mac-Sweeny, le fit nommer chevalier de la Légion d'honneur, le 25 avril 1847. (V. *l'Annuaire de la Légion d'honneur*, p. 464. — *Chevaliers de la Légion d'honneur*.)

Au mois de juin 1847, je rencontrai le D<sup>r</sup> Mac-Sweeny aux eaux de Vichy. Il souffrait beaucoup d'un rhumatisme. Il se hâta de retourner à Paris pour préparer les jeunes élèves à l'examen général qui précède les vacances. Je lui demandai s'il n'avait pas au collège de bons professeurs auxquels il pût se fier ; il me répondit affirmativement, en ajoutant que, depuis que l'abbé O'Longhlan était préfet des études, il était parfaitement certain que tout marchait bien en son absence. Je fus réellement heureux de l'entendre parler d'une façon aussi élogieuse du digne abbé O'Longhlan, pour qui j'avais une sincère amitié.

Le D<sup>r</sup> Mac-Sweeny se trouva chargé de l'administration du collège irlandais dans les circonstances les plus précaires et les plus dangereuses pour de pareils établissements, savoir : pendant la Révolution de juillet 1830, et, plus tard, lors de la Révolution de février 1848, et durant la cruelle insurrection de juin de la même année,

où furent tués et blessés tant d'individus dans les rues voisines du collège, et où furent élevés des retranchements et des barricades tout autour de son enceinte, et particulièrement au bout de la rue des Irlandais, aboutissant à la rue des Postes. Cependant, le collège fut respecté par tous les partis. Les insurgés voulurent, une fois, pendant la lutte, se servir des fenêtres du collège pour tirer sur les troupes; mais ils en furent dissuadés par l'abbé O'Longhlan et les professeurs, qui leur remontrèrent qu'un séminaire devait être un édifice neutre et sacré, etc.

Le D<sup>r</sup> Mac-Sweeny traversa la crise des deux Révolutions en sauvegardant tout à l'avantage du collège, et les élèves irlandais continuèrent tranquillement leurs études, comme si de rien n'était.

Au mois de décembre 1849, le D<sup>r</sup> Mac-Sweeny, sentant sa santé décliner de jour en jour, demanda l'autorisation de se démettre de sa position. Le ministre le pria de rester à la tête du collège jusqu'à la nomination d'un nouveau supérieur. Il lui accorda alors une pension de retraite de cinq mille francs par an, la plus forte qui ait jamais été allouée sur les revenus des fondations irlandaises. C'était chose rare que d'obtenir une pension pour laquelle on exigeait de longs services. Dans les autres administrations de l'Université, il fallait au moins trente années de services pour avoir droit à une pension comparativement très-inférieure à celle du D<sup>r</sup> Mac-Sweeny. Voici le décret y relatif, inséré au *Bulletin des Lois* du 31 décembre 1849 :

## BULLETIN DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Partie supplémentaire. — N° 104.

N° 2617. — Décret qui accorde une pension à M. l'abbé Mac-Sweeny, administrateur des fondations irlandaises.

• Du 31 décembre 1849.

## « LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ,

• Vu la demande formée par M. l'abbé Mac-Sweeny, administrateur des fondations irlandaises en France, tendant à obtenir une pension comme rémunération des services qu'il a rendus en cette qualité;

• Vu l'article 10 de l'ordonnance du 17 décembre 1818, qui dispose que des pensions pourront être accordées aux administrateurs des fondations britanniques, après trente ans de service effectif;

• Considérant que M. l'abbé Mac-Sweeny, quoique ne réunissant que vingt-deux années de service, a contracté des infirmités dans l'exercice de ses fonctions; que ces infirmités ont été constatées et qu'elles ne lui permettent plus de rester chargé de la direction du collège irlandais de Paris;

• Attendu, d'ailleurs, que cet administrateur a, par sa bonne gestion, augmenté d'une manière notable les revenus de l'établissement confié à ses soins, et qu'il est juste de reconnaître par une pension l'importance de ses services;

« Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Cultes,

« Décrète :

« Art. 1<sup>er</sup>. Une pension annuelle et viagère de cinq mille francs, imputable sur la totalité des revenus des fondations irlandaises établies en France, est accordée à M. l'abbé Mac-Sweeny, administrateur de ces fondations.

« Art. 2. Cette pension commencera à courir du 1<sup>er</sup> janvier 1850; elle sera payable au commencement de chaque trimestre, comme les dépenses du personnel du collège irlandais de Paris.

« Art. 3. Le ministre de l'Instruction publique et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à l'Élysée-National, le 31 décembre 1849.

« *Signé* : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

« *Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes.*

« *Signé* : E. DE PARIEU. »

En 1850, le révérend D<sup>r</sup> Miley fut nommé supérieur du séminaire irlandais de Paris, et un ecclésiastique français, l'abbé Cœur, fut nommé, en même temps que lui, administrateur du collège ou séminaire, mais chacun avec des fonctions distinctes.

Après avoir rapporté quelle était la situation du collège irlandais de Paris en 1803, je dois mentionner la

grande émotion et l'immense joie qu'éprouvèrent à cette époque, en novembre 1803, les exilés irlandais, en apprenant le départ du corps d'armée du général Augereau, de Bayonne, sur les frontières d'Espagne, pour se rendre près de Brest, afin de se tenir prêt à s'embarquer pour l'Irlande.

M. Thomas Markey, qui suivait l'état-major du général Augereau, prévint ses amis de sa marche rapide des frontières espagnoles à la côte de Brest, où se trouvaient en rade vingt-cinq vaisseaux de ligne et des bâtimens de transport en nombre suffisant pour embarquer trente mille soldats.

Le capitaine Murphy, qui occupait le rang de grand pilote auprès de la flotte française de Brest, reçut l'ordre de s'y rendre immédiatement et de se mettre à la disposition de l'amiral commandant la flotte. Tout cela nous indiquait qu'une expédition importante partirait bientôt pour l'Irlande, et nous savions, en même temps, que Thomas Addis Emmett et Arthur O'Connor avaient stipulé avec le Premier Consul certains points relatifs à l'Irlande pour le cas où une armée française y débarquerait. D'abord, cette armée devait être considérée comme auxiliaire, ainsi que l'avait été celle du général Rochambeau aux Etats-Unis; puis il devait être garanti que, dans le cas de la conclusion d'un traité de paix entre la France et l'Angleterre, l'indépendance de l'Irlande serait assurée, etc. Les chefs irlandais ne demandaient, pour accomplir leurs projets, que le débarquement de dix mille soldats et de vingt mille fusils et leurs accessoires; et un jour, à Saint-Cloud, le Premier Consul dit à



Augereau, en présence d'Arthur O'Connor : « Rappelez-vous, général, que vous devez occuper avec votre armée, en Irlande, la même position que celle du général Rochambeau en Amérique. Vous recevrez et vous exécuterez les ordres du gouvernement irlandais. » M. Thiers, bien que fort peu impartial ou explicite à l'égard des négociations entamées entre le gouvernement français et les chefs irlandais indépendants, convient cependant qu'ils obtinrent des ministres français des conditions que le Premier Consul approuva. Dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, vol. IV, page 467, M. Thiers dit :

« Le ministre Decrès s'était abouché avec les Irlandais fugitifs, qui avaient déjà cherché à détacher leur pays de l'Angleterre. Ils promettaient un soulèvement général dans le cas où l'on débarquerait 18,000 hommes, avec un matériel complet, et une grande quantité d'armes. Ils demandaient que pour prix de leurs efforts, la France ne fît pas la paix sans exiger l'indépendance de l'Irlande. Le Premier Consul y consentait, à condition qu'un corps de 20,000 Irlandais au moins, aurait joint l'armée française, et combattu avec elle pendant la durée de l'expédition. Les Irlandais étaient confiants et féconds en promesses, comme le sont tous les émigrés ; cependant il y en avait parmi eux qui ne donnaient pas de grandes espérances, qui n'en promettaient même aucun secours effectif de la part de la population. »

Comme je pensais que M. Thiers ne pouvait produire aucune preuve de son assertion hostile à la détermination des patriotes irlandais de saisir toute occasion de secouer le joug anglais, j'écrivis au général O'Connor, la lettre

ci-après à ce sujet, afin qu'il pût démontrer à M. Thiers, la fausseté de son appréciation des réfugiés irlandais en France.

• Paris, 25 juillet 1845.

« Cher général,

« Je viens de lire le quatrième volume de l'*Histoire du Consulat de Thiers*, et j'y trouve sur notre expédition d'Irlande, projetée en 1803, une couple de pages que j'ai copiées pour vous les soumettre, dans le cas où vous n'auriez pas encore reçu ce livre.

« Bien à vous,

« MILES BYRNE.

« Au lieutenant-général Arthur Conдорсет O'Connor, au château de Bignon. »

Je reçus du général O'Connor une très-longue réponse, dont j'extrai les points principaux :

« Mon cher Byrne,

« Je viens vous remercier des extraits que vous m'avez envoyés. Je viens de commencer mes Mémoires, et vous pouvez être certain, que je ferai mon possible pour défendre les hommes de 1796, 1797, 1798 et 1804, contre tous leurs détracteurs en France et en Irlande.

« A vous sincèrement,

« A. CONDORCET O'CONNOR.

• Au château de Bignon, 31 juillet 1845. »

Les quelques lignes ci-dessus du général O'Connor suffiront pour prouver combien il avait été blessé de

l'appréciation erronée de M. Thiers sur les exilés irlandais en France.

En novembre 1803, le D<sup>r</sup> Mac-Neven, qui désirait compléter autant que possible les matériaux qu'il réunissait pour une histoire de l'insurrection irlandaise de 1798, avant que nous reçussions l'ordre de partir pour la côte de France, nous faisait venir, chacun à notre tour, chez lui, rue de Buci, pour assister à la lecture de ce qu'il avait déjà écrit, lui indiquer les corrections à y apporter, et lui fournir de nouvelles notes, si nous nous rappelions quelque incident de nature à éclaircir les renseignements que nous lui avions déjà fournis.

Il consulta ainsi Hugh Ware, Parrott et Mac-Dermot, pour l'insurrection du comté de Kildare; Fitzhenry, Paul Murray et moi, pour les combats et campagnes des comtés de Wexford et de Wicklow; l'avocat James Joseph Mac-Donald, le capitaine Murphy, O'Meally, les Gibbons, le père Gannan, Powell, etc., pour le récit de l'expédition, du débarquement, et de la capitulation du général Humbert.

Le D<sup>r</sup> Mac-Neven avait si bien réglé son temps, qu'il pouvait expédier beaucoup de besogne dans un bref délai. Il habitait près de l'École de médecine, dont il suivait les cours publics; car, bien qu'il sût devoir obtenir bientôt sa commission de capitaine, ou même un grade plus élevé dans l'armée française, il ne négligeait pas de se perfectionner dans la profession médicale qu'il aimait.

La promenade lui plaisait et, tout en se livrant à cet

exercice corporel, il ne cessait de vous questionner et de prendre des notes. — Je me rappelle la dernière promenade que nous fîmes ensemble à Paris; il m'avait invité à venir le prendre de bonne heure un dimanche matin. Nous nous rendîmes d'abord au Jardin des Plantes, où il désirait voir un des professeurs de botanique; et, lorsqu'il eut terminé avec lui, nous passâmes la rivière en bateau, à l'endroit où fut construit quelques années après le pont d'Austerlitz; puis nous traversâmes la place où s'élevait la fameuse Bastille, démolie en 1789.

Le Dr Mac-Neven désirait visiter la maison de campagne du jésuite le Père-Lachaise, et prendre quelques renseignements sur ses habitants. — En traversant ce cimetière, où je venais pour la première fois, il me vit contempler avec surprise la manière dont les cercueils étaient empilés les uns sur les autres, dans une longue et profonde tranchée d'environ 7 pieds de large, et fort imparfaitement recouverts de terre à la surface, et il me demanda comment nous enterrions nos morts pendant l'insurrection. Je lui répondis que, bien que nous ne pussions nous procurer de cercueils, cependant nous ensevelissions mieux nos morts que ne l'étaient ceux de la fosse que nous avions sous les yeux. — Je lui parlai d'un éminent médecin, qu'il avait connu, M. Barney Murray de Gory, qui, quoique âgé de plus de quatre-vingts ans, s'était rendu à cheval à notre camp pour y faire enterrer tout ce qui aurait pu causer l'infection, comme les peaux d'animaux, etc., et qui, pour ce fait, fut plus tard emprisonné et faillit être condamné à mort comme chef de rebelles.

Le D<sup>r</sup> Mac-Neven déclara qu'on ne pouvait trop prendre de soins pour prévenir la peste ; qu'il était dégoûtant de voir, dans des villes populeuses, de grandes églises servir de lieux de sépulture, et que chaque fois qu'on y creusait une fosse, une épidémie pouvait s'en suivre. « Le Directoire, ajouta-t-il, a bien fait d'interdire les cimetières attenants aux églises dans Paris, et ce terrain élevé convient parfaitement pour un lieu de sépulture ; il serait seulement à désirer qu'on y prît plus de soin pour recouvrir, comme vous l'avez dit, les morts convenablement, mais il n'en coûte rien pour être enterré dans cette fosse ouverte. Un terrain séparé coûte 2 livres sterlings, et peut être rouvert au bout de cinq ans. Un terrain de 6 pieds sur 3, à perpétuité, coûte plus de 20 livres ; lequel préféreriez-vous ? » — « Celui de 2 livres pourvu que la concession en pût être renouvelée, » répondis-je. Il se mit à rire et nous allâmes visiter un ou deux tombeaux ou monuments, les seuls qui existassent alors au Père Lachaise. — Vingt ans plus tard, ce cimetière était devenu une ville de monuments aristocratiques. En décembre 1824, je reçus de la pauvre Mrs Lawless, la triste mission d'y acheter deux terrains, l'un pour son mari, le général Lawless, mort le 25 décembre 1824, et l'autre, à côté, pour elle-même, où elle fut enterrée le 25 août 1854. — Nous quittâmes cette cité des morts pour nous rendre sur la colline de Montmartre où nous arrivâmes au moment où les habitants sortaient de l'église. « Je crains, dis-je alors, que nous n'arrivions trop tard pour la messe, mais peut-être il y en a-t-il encore une. » Le D<sup>r</sup> Mac-Neven

me demanda comment nous nous arrangions pour la messe, pendant l'insurrection. Je lui répondis que nous étions forcés de nous en passer, attendu que toutes nos chapelles, où se célébrait la messe, le dimanche, avaient été brûlées par les Orangistes, que tous nos prêtres se cachaient, à l'exception du Père Roche, du Père Kearns et des deux Pères Murphy, et que ces quatre braves martyrs ne possédaient pas les moyens de célébrer la messe, tous leurs habits sacerdotaux ayant été détruits. Le père John Murphy s'était sauvé dans un bois d'où il avait vu brûler à ras du sol, sa chapelle, sa maison, ainsi que ses vêtements et tout ce qu'il possédait. — Mais si ces prêtres patriotes ne pouvaient dire la messe, ils prêchaient ouvertement, hardiment, et à toute heure, à nos combattants, la nécessité d'obéir strictement aux ordres de leurs chefs, de s'abstenir de toutes cruelles représailles et de toutes vengeances, dont l'unique effet serait de ternir notre juste cause, de ne profaner, à aucun prix, les édifices du culte, à quelque opinion religieuse qu'ils appartenissent, et de respecter les femmes, etc. Je fis remarquer au D<sup>r</sup> Mac-Neven, que les ordres de ces prêtres avaient été si bien obéis qu'aucune église protestante n'avait été profanée ni brûlée, et qu'il n'y avait pas eu d'exemple d'une femme insultée « Eh bien, me dit-il, c'est un malheur que leur mémoire ait été calomniée par ce vil bigot de Sir Richard Musgrave; mais comme c'était un vil mercenaire, on ne pouvait rien attendre de mieux d'un historien de cette trempe. Ne parlons donc pas davantage des instruments à gages de lord Castlereagh. »

J'ai dit que c'était le dernier jour que je m'étais promené à Paris avec le D<sup>r</sup> Mac-Neven, et je peux ajouter que ce fut la dernière fois que nous causâmes des affaires d'Irlande de 1798 et 1803, car, peu de jours après, parut dans le *Moniteur*, le décret d'organisation de la légion irlandaise, et nos occupations changèrent et devinrent plus importantes. J'ai reconnu, pour ma part, que le temps que j'avais passé avec le D<sup>r</sup> Mac-Neven, m'avait été utile dans les diverses phases de ma vie ; il m'avait donné des avis applicables à toutes les circonstances possibles, et nul n'était plus capable que lui de donner de sages conseils, en matière de tempérance, de mode d'existence, d'habillement, etc. — Il me dit un jour : « Vous prenez grand soin de vos dents ; ne les montrez pas trop en riant, comme le fait certain de vos amis. » Je compris qu'il voulait parler du capitaine Sweeny qui possédait les plus belles dents que j'aie jamais vues. — Le D<sup>r</sup> Mac-Neven était plutôt au-dessous de la taille moyenne, extrêmement bien fait et solide, avec une belle poitrine, de larges épaules, une tête superbe, et une physionomie mâle et expressive. C'était, dans le véritable sens du mot, un parfait gentleman en fait d'éducation et de manières. Son courage moral et physique fut souvent mis à l'épreuve ; il était en réalité la bravoure elle-même ; ses talents l'eussent promptement mis à même de devenir un des premiers hommes d'État de l'Irlande, si elle avait eu le bonheur d'être libre et indépendante.

J'ai lu avec intérêt quelques-unes des œuvres du D<sup>r</sup> Mac-Neven, telles que ses voyages en Suisse, ses épisodes de l'histoire d'Irlande, publiés à New-York,

en 1807, ses lettres sur la situation de l'Irlande pendant le règne d'O'Connell, et sa polémique, sur divers points, avec cet agitateur. — Il est évident que le D<sup>r</sup> Mac-Neven, habitant un pays libre comme l'Amérique, aurait publié les matériaux qu'il avait réunis pour écrire l'histoire d'Irlande de 1795 à 1804, s'il eût pensé que cette publication eût pu être utile à sa patrie ; il est donc probable que s'il ne les publia pas, ce fut par crainte de passer pour un livrier ou pour un spéculateur cherchant à se faire un revenu de ses livres.

On doit s'abstenir de parler de querelles et de duels insignifiants, mais lorsqu'il en survient au moment où les plus chers intérêts de votre patrie sont en jeu, et qu'ils tendent à retarder les avantages politiques qu'elle est sur le point d'obtenir, on doit à la vérité et à la justice de les mentionner. Je dois donc entrer dans quelques détails au sujet d'un duel qu'on supposa devoir avoir lieu entre le général Arthur O'Connor et le D<sup>r</sup> Mac-Neven, lorsque ce dernier renonça, en août 1804, à sa commission de capitaine dans la légion irlandaise, pour aller se fixer à New-York dans l'Amérique du Nord.

La légion se trouvait en garnison dans la ville de Carhaix, département du Finistère, au mois de mai 1804, lorsque le Premier Consul Buonaparte fut proclamé empereur des Français. Les troupes de la garnison et les autorités civiles et militaires furent réunies sur la place d'armes ; on leur lut le serment, et tous levèrent la main droite en disant : « Je jure ». Puis, on tira cent coups de canon, et des illuminations le soir terminèrent la cérémonie. Le lendemain, le maire et les



adjoints se réunirent à la municipalité ou l'hôtel de ville, avec l'adjudant général Mac-Sheehy et le capitaine Corbet, pour signer le procès-verbal ou le rapport constatant l'unanimité du résultat de cette splendide cérémonie, qui devait être expédié au département de l'Intérieur et au ministre de la Guerre, à Paris. — Le capitaine Corbet, qui devait signer ce procès-verbal, comme membre du Conseil d'administration, jugea bon de remarquer qu'un officier n'avait ni levé la main, ni prêté serment, et il le désigna par son nom : le capitaine Sweeny.

Le général Mac-Sheehy, de retour chez lui, eut la méchanceté d'envoyer chercher le capitaine Sweeny et de lui rapporter ce que Corbet venait de dire de lui à la municipalité ; là-dessus, Sweeny se rendit immédiatement sur le champ d'exercice où étaient réunis tous les officiers. Il demanda à Corbet s'il était vrai qu'il eût parlé de lui en ces termes. Corbet répliqua qu'il n'avait aucun compte à lui rendre de ce qui s'était passé à la municipalité, et sur cette réponse, Sweeny lui asséna au visage un tel coup que Corbet tomba sur le sol ; me trouvant près de Sweeny, je le saisis dans mes bras et l'entraînai au loin, sans quoi il eût probablement continué son attaque. Ils furent immédiatement mis tous les deux aux arrêts forcés, avec une sentinelle à leur porte. — Lorsqu'il apprit cette malheureuse dispute, le maréchal Angereau envoya de Brest, accompagné du général Arthur O'Connor, le chef d'état-major de son armée, le général Donzelot, pour procéder à une enquête sur cette affaire.

L'enquête terminée, le corps des officiers irlandais, en grand uniforme, rendit une visite aux généraux avant leur départ pour Brest. — A cette occasion, le général O'Connor prononça en anglais un discours dans lequel le capitaine Mac-Neven crut voir des allusions, à lui personnelles, que le général ne se fût point permis de faire sans la différence de leurs grades militaires.

Ce fut la première et l'unique fois que les officiers irlandais de la légion rendirent en corps une visite au général O'Connor. Comme ils n'étaient nullement placés sous ses ordres, ils n'y étaient pas tenus. Le général O'Connor resta à Brest attaché à l'état-major de l'armée, tandis qu'ils apprenaient l'exercice de l'artillerie et de l'infanterie dans les villes voisines de Brest.

A la fin de juillet 1804, la légion irlandaise reçut l'ordre de quitter Carhaix pour aller tenir garnison à Lesneven, une petite ville située à cinq lieues de Brest. Quelques jours après son arrivée dans cette ville, son commandant reçut du général en chef, le maréchal Augereau, une dépêche l'informant que les arrêts des capitaines Corbet et Sweeny étaient levés, et le priant de les informer de cette décision et de leur rendre immédiatement leurs épées. Ces deux officiers firent choix de témoins, se rendirent sur le terrain et se battirent au pistolet. Ils furent blessés tous les deux. Le capitaine Corbet mourut la nuit même de sa blessure; le capitaine Sweeny, après l'extraction de la balle qu'il avait reçue, se rétablit promptement. Le capitaine Mac-Neven lui avait servi de témoin, et le capitaine Ware avait été celui de Corbet.

Peu de temps après ce malheureux duel, le capitaine Mac-Neven envoya au ministre de la Guerre, Berthier, sa démission, et dès qu'elle eut été acceptée, il adressa au général Arthur O'Connor, alors à Brest, un cartel dans lequel il le prévint qu'il resterait un mois à Bordeaux avant de partir pour l'Amérique, et l'invita à lui fixer un rendez-vous, etc. Il fit deux copies de son cartel qu'il adressa, l'une au maréchal Augereau, l'autre au général Donzelot, chef d'état-major de l'armée. Mac-Neven pria trois officiers, ses camarades, de lire ces lettres, de les cacheter et de les mettre à la poste. — J'étais l'un de ces trois officiers, et je crois devoir à mon pays de raconter ces faits relatifs à deux hommes que les grands sacrifices qu'ils ont accomplis, la captivité et les longues souffrances qu'ils ont endurées pour l'amour de la liberté, ont rendus si chers au peuple irlandais. Il est à regretter que leur animosité personnelle ait été si publiquement dévoilée au gouvernement français, car elle n'était nullement de nature à être avantageuse aux exilés irlandais, qui continuèrent à cette époque à servir dans l'armée française.

La commission de capitaine au service de la France de William-James Mac-Neven, était datée du 7 décembre 1803. Il donna sa démission en août 1804, pour aller se fixer à New-York, aux États-Unis d'Amérique. Il mourut en 1842 ou 1843.

La commission de général de division au service de la France d'Arthur O'Connor, était datée du 24 février 1804. Il reçut le traitement ou la solde entière d'un général en disponibilité, mais sans commandement, jus-

qu'en 1815, époque à laquelle il obtint une pension de retraite de 6,000 francs par an, dont il jouit jusqu'à sa mort, arrivée le 25 avril 1825.

A la fin de novembre 1803, notre exaltation était plus grande que jamais, et nous ne pensions guère à autre chose qu'à étudier la tactique militaire, dans l'attente où nous étions de recevoir d'heure en heure nos brevets.

J'avais acheté, à mon arrivée à Paris, le règlement ou l'ordonnance sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie, et je commençais à en connaître assez bien la théorie, et comme j'avais d'ailleurs acquis quelque pratique en Irlande, en combattant contre des troupes régulières, je me sentais certain de pouvoir faire mon chemin comme les autres officiers

Enfin, parut le décret du Premier Consul, ordonnant l'organisation, au service de la France, d'une légion irlandaise composée de régiments d'infanterie, d'artillerie et de cavalerie. Cette légion, en débarquant en Irlande, devait être portée à vingt-cinq mille hommes.

Nos commissions ou brevets d'officiers au service de la France portaient la date du 7 décembre 1803, et nous reçûmes avec eux l'ordre de partir pour Morlaix. Nous devions nous y rendre par étapes ou journées de marche régulières, mais, si nous le préférions, nous pouvions prendre la diligence, et, dans ce cas, la distance à parcourir étant de 148 lieues, nous avions vingt jours pour faire le voyage. — Nous nous décidâmes, Hugh Ware et moi, à faire la route à pied, afin de nous mieux pré-

parer à entrer en campagne par une aussi longue marche en hiver. — Les officiers qui avaient de l'argent pour payer leurs places dans la diligence, purent passer quinze jours de plus avec leurs amis à Paris, et arriver à Morlaix au jour fixé sur leur feuille de route.

Un jour, M. Thomas Addis Emmett me lut une lettre qu'il venait de recevoir, à Paris, de William Dowdall, et dans laquelle ce dernier le prévenait que John Allen, un jeune homme nommé Sandy Devereux, et lui-même, étaient arrivés en sûreté à Cadix, après bien des risques et périls. Il m'adressa quelques questions sur Devereux. « Quand à Allen et Dowdall, me dit-il, je les connais assez pour répondre d'eux. » Je lui répondis que Devereux avait été un de nos camarades d'agitation à Donybrook Green ; qu'il était natif du comté de Wexford, et employé dans la maison de commerce de Cornélius O'Longhlan et C<sup>le</sup> de Dublin ; mais que je ne pensais pas qu'il eût été compromis dans nos malheureuses entreprises. — Non ? mais vous voyez par cette lettre qu'il a joué un noble rôle. »

Le jeune Devereux avait pris un passe-port personnel pour aller à Cadix traiter une affaire pour ses patrons. Il avait été trouver Allen et Dowdall dans la retraite où ils s'étaient cachés, et leur avait remis son passe-port pour qu'ils essayassent de s'en fabriquer d'autres pour eux, en imitant le sien du mieux possible. Il les avait priés de lui en fabriquer également un pour lui, afin qu'il pût détruire le passe-port original, dans la crainte qu'il ne pût servir à faire reconnaître les faux, et il leur avait

déclaré qu'il tenterait la fortune avec eux à travers tout.

Un M. Cummings, prisonnier d'État à Dublin, s'était rendu à Cadix, pour y pratiquer la médecine, après avoir obtenu l'autorisation de s'expatrier. Il écrivit à M. Emmett pour le prier de lui obtenir une commission dans le régiment irlandais, afin de pouvoir faire partie de l'expédition destinée pour l'Irlande.

Un M. O'Kelly, officier dans un régiment irlandais au service de l'Espagne, et qui se trouvait à Cadix lorsqu'y arrivèrent Allen et Dowdall, écrivit également à M. Emmett qu'il désirait faire partie de l'armée française qui devait être envoyée à la conquête de l'indépendance de sa patrie.

M. Emmett remit les noms de ces cinq gentlemen au ministre de la Guerre, en les lui recommandant comme de vrais patriotes irlandais, et des commissions de sous-lieutenants furent immédiatement adressées à Cadix, à John Allen, William Dowdall, Sandy Deve-reux, D<sup>r</sup> Cummings et O'Kelly, avec ordre de se rendre de suite à Morlaix, où se réunissait la légion irlandaise.

On remarqua que plusieurs patriotes irlandais distingués et méritants, n'avaient obtenu que le grade de sous-lieutenant et de lieutenant, tandis que d'autres, dont les titres étaient fort inférieurs, avaient reçu celui de capitaine, le plus haut grade alors accordé; M. Emmett réclama à ce sujet auprès du ministre de la Guerre Berthier, qui lui promit que l'adjutant général Mac-Sheehy, chargé de l'organisation de la légion, recevrait à Morlaix des instructions précises pour adresser un rap-

port à cet égard au département de la Guerre, et l'assura qu'il pouvait être certain que les injustices qui avaient pu être commises seraient réparées aussitôt après la réception du rapport de Mac Sheehy. Et c'est ce qui arriva, en effet, mais seulement un ou deux mois plus tard. William Barker, Patt Mac-Cann, Patt Gallagher, Valentin Derry, Augustin O'Meally, John Sweeny, Hugh Ware et William Dowdall, reçurent leurs commissions de capitaines, et plusieurs sous-lieutenants furent nommés en même temps lieutenants.

Avant notre départ de Paris pour la côte, arriva de Dublin un jeune homme, Terence O'Reilly, porteur d'une lettre d'introduction d'un D<sup>r</sup> Sheridan, auprès du D<sup>r</sup> Mac-Neven. Ce dernier eut juste le temps, avant de partir de Paris pour Morlaix, de présenter au général Dalton, O'Reilly qui, comme il parlait bien le français, fut vu plus favorablement que d'autres par le ministère de la Guerre. Il obtint sa commission de lieutenant au mois de janvier 1804, et rejoignit la légion irlandaise à Morlaix. Je suis persuadé qu'il ne considéra pas comme un triomphe d'avoir obtenu un grade plus élevé, et de se trouver ainsi placé au-dessus d'un grand nombre de ses compatriotes, qui, tels que Paul Murray, Edmond Saint-Léger, Joseph Parrott, William Dowdall, John Allen, etc., n'avaient alors que le grade de sous-lieutenants. Cependant l'avancement d'O'Reilly fut ensuite véritablement lent; ce ne fut qu'en 1809, après le siège de Flessingue, où il s'était distingué dans les rangs du bataillon irlandais en combattant

contre les Anglais, qu'il reçut, comme récompense, la croix de la Légion d'Honneur, et en 1810 qu'il fut nommé capitaine du 1<sup>er</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> régiment irlandais, en garnison à Landau, près du Rhin. Dans les campagnes de 1813 et 1814, O'Reilly servit avec distinction, et il eut la bonne fortune d'obtenir son brevet de chef de bataillon avant l'abdication de Napoléon, en 1814. —Après la Restauration des Bourbons et la bataille de Waterloo, le commandant O'Reilly se retira à Evreux, où il termina ses jours.

J'ai souvent eu l'occasion de citer O'Reilly dans mes notes sur nos campagnes, et j'espère qu'on m'excusera d'avoir parlé de nouveau de lui. Je l'estimais comme un brave et honorable officier et je l'aimais comme un excellent et obligeant camarade; je ne puis d'ailleurs oublier qu'il fut l'un de ceux qui regrettèrent que je n'eusse pas obtenu ma commission d'officier supérieur avant la chute de Napoléon.

J'ai déjà raconté dans ces mémoires que j'avais rencontré à Paris des Irlandais arrivés des États-Unis, en qualité de citoyens de cette grande République. — L'un d'eux, M. Harrison, appartenait au nord de l'Irlande, et était l'ami de William Lawless et de John Tennant, de Belfast; comme je voyais souvent ces messieurs, je fis la connaissance de M. Harrison, et je dois dire que je l'ai toujours trouvé d'un caractère excellent et obligeant. Il occupait un grade élevé dans la Franc-Maçonnerie, aussi avait-il de nombreuses relations en France. Avant le départ de ses amis irlandais, de Paris, pour rejoindre la lé-



gion à Morlaix, M. Harrison leur donna un grand dîner auquel il invita également plusieurs de ses amis français. Je me rappelle que lorsque nous passâmes du salon dans la salle à manger, M. Harrison prévint ses convives que la moitié de la table serait servie à l'irlandaise et l'autre moitié à la française. Les convives français furent placés du côté irlandais de la table, au bout duquel s'assit M. Harrison avec M. Thomas Addis Emmett à sa droite et un conseiller d'État à sa gauche. — John Tennant siégeait à l'autre bout, destiné à être servi à la mode française, et occupé par les convives irlandais. Patt Gallagher, en n'apercevant devant lui que de la soupe et quelques petits plats de hors-d'œuvres, tandis que l'autre bout de la table était couvert de gros morceaux et de grands plats tels que jambons, volailles, etc., s'écria qu'il espérait bien que notre ami Harrison n'allait pas nous nourrir de grenouilles pour nous prouver son esprit. — Cette sortie fut accueillie par un grand éclat de rire auquel prirent part les convives français, lorsque la plaisanterie de Gallagher leur eut été expliquée. Toutes les fois qu'on servit une pièce de gibier de notre côté, M. Harrison nous demanda si les grenouilles étaient à notre goût. Au plafond de la salle s'enroulait un grand drapeau vert portant au centre une harpe d'or, une couronne et cette inscription, en lettres d'or également : « *Vive l'Irlande !* » Le drapeau tricolore et la bannière parsemée d'étoiles placés de chaque côté du vert étendard d'Érin, produisirent un délicieux effet sur nous exilés, et nous nous sentimes heureux et reconnaissants de la gracieuse et généreuse hospitalité d'Harrison.

Après la Restauration des Bourbons, lorsque je vivais en demi-solde à Paris, j'étais certain de trouver tous les jours M. Harrison, déjeunant ou lisant les journaux, entre midi et deux heures, au café de la Rotonde, au Palais-Royal. Il avait la réputation de savoir acheter et vendre des fonds français, et il aimait à passer pour riche. Il avait ses excentricités. Il avait coutume de se rendre fréquemment aux lieux de plaisir à la mode, tels que les courses d'Epsom, et il revenait ensuite joyeusement à Paris reprendre son mode de vie habituel. Il m'invita un jour à dîner et me donna rendez-vous à quatre heures sur la terrasse du jardin des Tuileries. C'était en hiver, mais il me dit qu'il désirait faire une petite promenade avant de dîner pour s'aiguiser l'appétit; nous dépassâmes la barrière de l'Étoile, et là, il entra au restaurant du *Veau qui tette*, examina les comestibles prêts à être accommodés sur la table de la cuisine, et ordonna qu'on préparât, pour dans une heure, à notre retour, un potage, un filet de bœuf sauté, une volaille rôtie, etc. Après nous être promenés une demi-heure dans l'avenue de Saint-Cloud, nous revînmes sur nos pas et nous trouvâmes notre table servie dans une chambre près d'un bon feu. Je goûtai certainement le repos autant que la bonne chère, car j'étais resté plus de deux heures sur mes jambes sans arrêter. Il survint un orage et une pluie terribles qui nous retinrent prisonniers jusqu'à neuf heures du soir, car il nous fut impossible de nous procurer une voiture. Lorsque la pluie cessa, nous nous rendîmes à travers la boue au café Minerve, près du Théâtre-Français, et après avoir pris deux verres de punch à l'eau-de-vie,

nous nous séparâmes. Le lendemain, je trouvai M. Harrison frais et dispos, à sa salle de réception, comme il appelait le café de la Rotonde. « Eh bien, me dit-il, n'êtes-vous pas d'avis que j'aurais pu faire campagne avec vous? » — « Oui, répondis-je, pourvu que nous eussions pu bivouaquer toutes les nuits, comme nous l'avons fait hier soir. » — Il rit de bon cœur et se montra très-glorieux d'avoir fait, comme il le disait, une campagne avec moi. Il était toujours gai et de bonne humeur.

Au printemps de 1828, M. William Tennant, de Belfast, le compagnon de captivité et l'ami d'Arthur O'Connor et de Thomas Addis Emmett, et le père du commandant Tennant, arriva à Paris avec deux de ses filles. M. Tennant m'invita un jour à dîner avec M. Harrison. Ce dernier entama une longue histoire à propos des services qu'il prétendait que j'avais rendus, en 1826, au neveu de M. Tennant, au moment où il se rendait en Grèce avec un jeune homme nommé Emerson. Je répliquai, assez mécontent, que ce n'était pas un grand service que de l'avoir accompagné pour acheter une épée, des pistolets, etc. « Peu importe, M. Byrne, me dit M. Tennant, Robert m'a écrit dans le temps toute l'affaire. » Harrison me demanda alors, en éclatant de rire, si j'avais également choisi les armes de M. Emerson? — Je savais qu'il était parti pour la Grèce comme correspondant d'un journal anglais, et très-certainement, il rendit, en cette qualité, service aux malheureux Grecs qui combattaient alors pour leur indépendance.

M. Emerson épousa la plus jeune fille de William Tennant et ajouta son nom au sien. Il a été depuis membre

de la Chambre des Communes, à Londres, et gouverneur de l'île de Ceylan.

Je ne manquai jamais de nouvelles relatives aux grands hommes et aux grands événements du nord de l'Irlande ou des États-Unis de l'Amérique, tant que vécut Harrison.

Un jour, que je me promenais avec Madame Byrne, aux Champs-Élysées, nous nous arrêtions pour lui parler, lorsqu'il s'écria : « Eh ! bien, monsieur, vous ne me félicitez pas de la nomination de mon cousin Harrison à la présidence des États-Unis ! » — Pauvre Harrison, il mourut dans l'isolement, à Paris, dans un misérable logement de la rue Montmartre. Quoique possesseur d'une grande fortune, il n'eut à ce moment près de lui ni ami, ni parent. Mais c'est ainsi que les vieux célibataires sont voués à terminer leurs jours, lorsque leurs habitudes les isolent trop de leurs familles. Harrison, qui n'aimait pas à avoir près de lui de parentes, dans la crainte qu'elles ne gênassent son excentrique manière de vivre, ne jouit pas des consolations que devait lui assurer sa fortune.

Comme je n'étais pas encombré de beaucoup de bagage, mes effets furent promptement empaquetés, et je n'eus rien à acheter, car tous les articles d'équipement des officiers avaient été expédiés au dépôt de la légion irlandaise, à Morlaix, — entre autres une partie de drap vert sombre, très-fin, en quantité suffisante pour les uniformes de cent cinquante officiers ; et, comme notre maître tailleur avait à sa disposition tous les tailleurs de l'armée

d'Augereau, un court laps de temps devait lui suffire pour les confectionner.

On conseilla aux officiers de se munir de petits porte-manteaux ne pesant pas plus de quatorze livres, et faciles à porter sous le bras en se rendant à bord de la flotte, à Brest, et en débarquant sur la côte d'Irlande, où ils leur serviraient d'oreillers au bivouac. J'en possédais déjà un de ce genre qui contenait mes deux chemises, mes bas, mes pantouffles, etc. Je n'eus donc pas à acheter de porte-manteau. Toutes mes affaires étant prêtes pour mon départ, il ne me resta plus qu'à aller dire adieu à ces chers amis que je comptais bientôt avoir le bonheur de retrouver en Irlande, — hélas ! mes espérances ne devaient pas se réaliser ! — et ma première visite fut pour M. Thomas Addis Emmett, son aimable épouse, son fils Robert et ses deux petites sœurs, dont l'une était née dans la prison de Dublin, et l'autre dans celle du fort George en Écosse.

M. Emmett s'enquit avec bienveillance de l'état de ma bourse, en me disant qu'il avait reçu de ce généreux et digne patriote irlandais, lord Cloncurry, une nouvelle allocation de soixante livres à distribuer entre les réfugiés irlandais qui pourraient avoir besoin d'argent. — Il me fallut lui montrer quelques demi-guinées qui me restaient encore, pour le convaincre que j'avais, avec l'argent de ma feuille de route, de quoi faire le voyage de Morlaix, et je l'assurai que je ne devais rien. De son côté, il ouvrit une valise pour me montrer deux sacs d'argent contenant l'allocation de lord Cloncurry et qu'il venait justement de rapporter de chez le banquier.

M. Emmett me fit compliment de la manière économique dont j'avais vécu, puis nous nous embrassâmes et nous nous séparâmes, hélas ! pour toujours. Son fils Robert, âgé de neuf ou dix ans, m'attendait dans l'antichambre. Il détacha de sa montre une petite chaîne qu'il me pria de garder en souvenir de lui, ce que je fis soigneusement, jusqu'en 1813, époque à laquelle mes bagages tombèrent entre les mains de l'ennemi, sur le Bober.

Mrs Gallagher demeurait avec Mrs Emmett et je pris congé d'elle également. — Cette dame était belle, hautement accomplie et digne de son patriotique mari. — J'eus le plaisir de dîner avec eux, à Bordeaux, en 1812, à mon retour d'Espagne, et je fus vraiment heureux de les voir prospérer ; Gallagher était courtier de commerce et faisait des affaires considérables avec les Américains. Leurs enfants avaient grandi et étaient très-beaux. La santé du pauvre Gallagher était alors délicate. — Il mourut à Bordeaux l'année suivante, fort regretté de ses compatriotes et de ses amis. — Il parla jusqu'à son dernier moment de lord Fitzgerald avec la plus grande vénération.

Ma seconde visite fut pour M. Hampden Evans et sa famille. Son fils, le jeune Hampden, mon compagnon de voyage, lors de mon départ de Bordeaux, y était retourné et y avait épousé une jeune dame française. Ce ne fut que quelques années plus tard qu'il obtint une commission dans le régiment irlandais. — J'étais loin de penser alors que j'aurais un jour l'honneur d'être aussi lié avec deux de ses sœurs, Mary (Mrs Lawless) et Nancy (Mrs Putland).

Miss Evans ayant épousé un officier, un de mes amis et camarades, il était naturel que je me trouvasse en bons termes avec elle, par rapport à son mari, William Lawless; à la carrière militaire duquel j'avais assisté; mais d'autres raisons l'avaient rendue la favorite de tous les exilés irlandais. Elle possédait une fortune convenable et elle était sûre, en retournant en Irlande, de s'y bien marier; mais l'un de ces exilés lui avait plu, et elle l'aima en secret, sans qu'il le soupçonnât, car il n'avait jamais été plus attentif auprès d'elle qu'auprès de ses sœurs, et il est probable que le secret de Miss Evans n'eût jamais été connu de sa famille sans le siège de Flessingue par les Anglais, en août 1809. — En apprenant que cette ville était prise, que le bataillon irlandais, qui la défendait, avait été détruit, et son commandant William Lawless, tué, etc., etc., Mary Evans tomba malade, et, pendant plus de trois semaines, on désespéra de sa vie et rien ne put la reconforter.

Mrs Tone, qui fréquentait la maison de M. Hampden Evans, et qui était très-intime avec ses filles, avait pu peut-être soupçonner le secret de Miss Evans, mais il ne fut divulgué que lorsqu'elle apprit que l'homme qu'elle aimait n'était plus. Elle avoua alors son amour à sa mère en déclarant que la vie n'avait plus de prix pour elle, et en s'étonnant que Mrs Tone eût pu survivre à la mort de son héroïque époux, bien qu'elle convint que Mrs Tone eût à rendre ses trois enfants dignes d'un tel père. En entendant continuellement chaque visiteur de la maison de son père parler avec enthousiasme des qualités de Théobald Wolfe Tone et de la

pureté de son caractère, Mary Evans s'était complue dans l'espérance, et s'était flattée elle-même que l'homme qu'elle aimait si tendrement surpasserait un jour Wolfe Tone, lorsque leur patrie serait libre.

Lorsque la nouvelle de la miraculeuse évasion de Flessingue à Anvers, du commandant Lawless, avec l'aigle et le drapeau du régiment, parvint à Paris, M. Evans pria son ami John Sweetman de venir chez lui, lorsque le médecin aurait permis à sa fille de recevoir des visites, afin de la préparer, par degrés, à apprendre cette joyeuse nouvelle, dans la crainte qu'un avis trop subit lui fût dangereux ; il pria également M. Sweetman de prévenir le commandant Lawless, — dans le cas où il obtiendrait un congé pour venir à Paris, — qu'il eût à se rendre chez M. Evans, avant de le voir lui-même.

Le soir, en prenant le thé, on demanda, comme d'habitude, quelles étaient les nouvelles du jour à M. Sweetman, pendant que Miss Evans, couchée sur un sofa, écoutait la conversation. M. Sweetman répondit que quelques journaux annonçaient, mais sans donner leurs noms, que des officiers, qu'on avait cru tués à Flessingue, s'étaient échappés à Anvers. Le lendemain, il fut plus explicite, et on changea ensuite de conversation. — Dans la soirée suivante, Sweetman vint annoncer qu'un lieutenant O'Reilly, du régiment irlandais, faisait partie de ceux qui étaient arrivés à Anvers. « Mais alors, dit Miss Evans, M. Lawless n'est peut-être pas mort. » Toute la famille exprima l'opinion, que comme M. Lawless et le lieutenant O'Reilly étaient grands amis, ils s'étaient probablement échappés ensemble, et qu'on



le saurait le lendemain au département de la Guerre.

M. Sweetman promit des'y rendre dans la matinée, d'y prendre des informations et de venir, comme de coutume, le-soir, leur apporter, il l'espérait, de bonnes nouvelles. — M. Lawless était déjà arrivé, mais lorsque M. Hampden Evans lui rendit visite, il le trouva au lit, très-malade, non des suites de sa blessure qui était presque guérie, mais d'une attaque de la fièvre de Flessingue. — Leur entrevue fut très-attendrissante. — M. Evans annonça à M. Lawless que ses amis d'Irlande s'efforçaient de lui obtenir l'autorisation d'y retourner avec sa famille, et que comme sa fille Mary avait de l'attachement pour lui, il consentait à leur mariage. L'affaire fut promptement conclue entre eux, et on permit alors à Miss Evans de lire tous les journaux qui contenaient les ordres du jour de l'armée d'Anvers, et qui rendaient compte de l'arrivée du commandant Lawless avec le drapeau et l'aigle du régiment irlandais, de sa brillante conduite pendant le siège de Flessingue, de sa miraculeuse évasion, etc.

J'étais en Espagne à cette époque. — En consultant mes propres notes et une masse de lettres mises à ma disposition par le fils du général Lawless et notre ami commun Arthur Barker, et ayant appartenu à leurs familles, j'y vois que ce fut au mois de novembre 1809 que le commandant Lawless arriva à Paris, après son évasion de l'île de Walcheren, et j'y lis également que l'Empereur Napoléon fut charmé de recevoir un de ces braves soldats, qui, à la tête de son bataillon, avait combattu si bravement contre le frère de Pitt, le général lord Chatham, ses trente mille marins et ses quarante

mille soldats des meilleurs troupes de terre que l'Angleterre pût mettre en ligne, tandis que lui, Napoléon, se trouvait au loin, à Wagram, avec sa grande armée, etc. Il fut également très-satisfait que le commandant Lawless eût sauvé l'aigle, qu'il avait confiée au régiment, et l'eût empêchée de tomber entre les mains des Anglais, et il le nomma immédiatement chevalier de la Légion d'honneur, et lieutenant-colonel du régiment irlandais, et, l'année suivante, colonel, à la place de Daniel O'Meara, mis en demi-solde. Le régiment, alors composé de quatre bataillons et un dépôt, était en garnison : le 1<sup>er</sup> bataillon dans l'île de Gorée, avec le commandant Tennant; le 2<sup>e</sup> bataillon, à Berg-op-Zoom, avec le commandant Dillon; le 3<sup>e</sup> bataillon, à Wilhemstadt, sur la Meuse, avec le commandant Ware; le 4<sup>e</sup> bataillon à Bois-le-Duc, avec le chef de bataillon Hayne. Le dépôt se trouvait dans la même ville avec J. J. Mahony pour major. Telles étaient les positions occupées par les bataillons à mon arrivée d'Espagne, en mars 1812, à Bois-le-Duc, où je rencontrai Mrs Lawless pour la première fois depuis son mariage; il s'était écoulé huit ans et quatre mois depuis notre dernière entrevue à Paris, en décembre 1803.

À la mort du général Lawless, arrivée le 25 décembre 1824, Mrs Lawless acheta au Père-Lachaise un terrain pour deux tombes placées l'une à côté de l'autre, avec une double pierre tumulaire. Sur l'une fut inscrit le nom du général Lawless, et l'autre demeura sans inscription jusqu'en 1854. — Voici un article extrait du journal de Dublin, *La Nation*, en date du 2 septembre 1854 :

« Mrs Lawless, veuve du général Lawless, de la légion irlandaise, est morte dans son domicile à Paris, rue de la Ferme-des-Mathurins, le mercredi soir, 23 août 1854. Mrs Lawless était née en Irlande, mais elle se trouva, dès l'enfance, exilée de sa patrie, avec son père Hampden Evans, écuyer de Portran, l'ami de lord Edward Fitzgerald et de Thomas Addis Emmett, et l'un de cette troupe distinguée de patriotes irlandais de 1798, qui dévouèrent leur vie et leur fortune à l'indépendance de l'Irlande. Mrs Lawless était digne de ses illustres époux et père; elle possédait un très-solide jugement, et elle fut toujours dirigée par les sentiments les plus purs et les plus nobles. Toute sa vie, elle fit preuve de la nature la plus tendre et la plus affectueuse à l'égard de son mari, de ses enfants et de ses amis. »

Les deux autres filles de M. Hampden Evans se marièrent après leur retour en Irlande. Nancy épousa M. George Putland, un digne gentleman, possesseur d'une grande fortune. Leur habitation, rue *Lower-Mount*, à Dublin, devint bientôt célèbre par les bals de charité et autres fêtes splendides qu'ils y donnèrent, ainsi que par leurs distributions annuelles de vêtements et de couvertures aux pauvres. — Dans leur maison de campagne de Bray, leur bienveillance et leur générosité étaient encore plus grandes; les veuves et les orphelins des malheureux matelots perdus à la mer, et appartenant à leur voisinage, étaient sûrs d'obtenir une pension de Mrs Putland. En réalité, cette aimable

dame s'associait à toute manifestation libérale et généreuse en faveur de sa patrie.

Après la Restauration des Bourbons, elle vint en France avec son mari pour visiter sa sœur et le général Lawless à leur maison de campagne, près de Tours, et, pendant plusieurs années, M. et Mrs Putland prirent l'habitude de passer l'hiver à Paris, où se rendaient également, pour y vivre près d'eux, le général Lawless et sa famille. — J'habitais alors Paris, en demi-solde, et il m'était très-agréable de fréquenter ces aimables familles, ainsi que plusieurs de mes vieux camarades et amis que j'étais sûr de rencontrer chez elles. Mrs Putland donnait des fêtes très-splendides et voyait quelques-uns des membres de la meilleure société française, ainsi que les personnes distinguées des autres nations. — Paris était alors fréquenté par des étrangers de la plus haute condition, et l'hôtel de Mrs Putland, place Vendôme, devint l'une des maisons les plus considérées en raison des hôtes qui y étaient reçus, tels que Lafayette, lord Cloncurry et les patriotes de cette trempe de tous les pays.

En 1822, un de mes amis, le jeune et estimé D<sup>r</sup> Haldiday accompagna, comme médecin, M. et Mrs Putland à Rome et dans un voyage sur le continent, et j'ai appris par lui de nombreux traits de leur généreuse libéralité et de leur sympathie pour les patriotes persécutés, partout où ils passèrent.

Je vais mentionner une circonstance qui prouvera les chauds sentiments patriotiques irlandais de Mrs Putland. Sachant qu'elle était liée avec la famille du général

Lafayette, et que M. Gustave de Beaumont, beau-fils de M. George Lafayette, allait justement republier, en 1839, son livre sur l'Irlande, dans lequel j'avais relevé l'omission des noms des principaux chefs et martyrs protestants et catholiques de nos luttes de 1798, je priai Mrs Putland de vouloir bien soumettre à M. de Beaumont quelques notes que j'avais cru devoir rédiger sur son livre, en raison des renseignements erronés qu'il avait reçus en Irlande; elle se chargea volontiers de transmettre mes notes à M. de Beaumont, et elle y joignit une lettre dans laquelle elle lui exprimait le regret qu'il eût oublié le nom de son père parmi ceux des patriotes de 1798. Cette lettre prouvait ses admirables sentiments et combien elle était digne d'être la fille de Hampden Evans.

Mrs Putland donna à son hôtel, place Vendôme, un grand dîner auquel Madame Byrne et moi nous fûmes invités pour nous rencontrer avec M. et Madame de Beaumont, à qui Mrs Putland nous présenta. — Je dois déclarer que je fus très-satisfait et charmé des manières franches de M. de Beaumont, qui me déclara de suite qu'il pensait que je devais publier tout ce que j'avais trouvé d'erroné dans son livre sur l'Irlande, etc. — J'avais donc traité avec un imprimeur pour la publication d'un certain nombre d'exemplaires de mes notes, lorsque je vis figurer le nom de M. de Beaumont parmi ceux des candidats à l'académie française; et, comme l'un de ses titres à cet honneur était son livre récent et admirable, *l'Irlande sociale, politique et religieuse*, je compris que ce n'était pas le moment d'en publier au-

cune critique. D'autant plus qu'il était le premier gentleman français de condition qui, depuis longtemps, eût décrit, dans un langage aussi hardi et aussi éloquent, les souffrances de l'Irlande sous ses tyrans.

Je vais donner ici la lettre de Mrs Putland et mes notes sur l'ouvrage de M. de Beaumont.

Paris, le 6 février 1840.

« Ma chère dame,

« Un grand admirateur de M. de Beaumont, le colonel Byrne, ayant appris qu'il préparait une nouvelle édition de son bel ouvrage sur l'Irlande sociale, politique et religieuse, m'a prié de lui faire passer quelques observations que lui a suggérées la lecture d'un ouvrage d'un ordre tellement supérieur et plein de vérités. — Mais monsieur le colonel ayant pris part lui-même à la lutte entre le gouvernement anglais et la partie libérale de l'Irlande, a été à même de savoir bien des circonstances oubliées ou inconnues à ceux qui n'avaient pas les mêmes avantages, ou les mêmes intérêts à connaître la vérité. Moi, fille de Hampden Evans, qui, bien que protestant, a risqué sa vie et une belle position dans la cause de son pays, je n'aime pas à voir son nom oublié et sans l'honneur qu'un tel dévouement mérite.

« Je vous prie de croire à ma haute considération.

« Votre dévouée,

« A. D. PUTLAND. »

*A madame de Beaumont.*

NOTES SUR L'OUVRAGE DE M. DE BEAUMONT, *L'IRLANDE SOCIALE*  
*POLITIQUE ET RELIGIEUSE.*

L'importance croissante acquise dans ces dernières années par l'Irlande, dans la politique de l'Europe, et le mérite intrinsèque du très-excellent ouvrage de M. Gustave de Beaumont, intitulé *l'Irlande sociale, politique et religieuse*, ont décidé quelqu'un de très-profondément intéressé dans la question, à rédiger les observations suivantes, sur quelques erreurs commises par M. de Beaumont. Ces remarques ont été écrites, non dans le but de critiquer l'œuvre de M. de Beaumont, composée dans un si excellent esprit, mais plutôt pour l'aider à répandre une connaissance plus générale de la question parmi ses compatriotes, déjà si bien disposés pour l'Irlande.

Comme l'insurrection de l'Irlande de 1798 se rattache à tout ce qui est arrivé dans ce pays depuis cette époque, la connaissance d'un grand nombre de ses détails est nécessaire pour comprendre l'histoire de l'Irlande antérieurement à son union avec la Grande-Bretagne, ainsi que sa condition depuis cet événement.

M. de Beaumont ne rend nulle justice aux nombreux protestants irlandais distingués qui sacrifièrent leur vie et leur fortune à la cause de l'indépendance de leur pays. La lecture de son ouvrage pourrait faire croire à ceux qui ignorent l'histoire de l'insurrection de 1798, que les paysans les plus pauvres et les plus misérables de l'Irlande prirent seuls part aux efforts tentés alors pour secouer le joug de l'Angleterre, et qu'eux-mêmes, après avoir réclamé l'appui de la France, reculèrent devant le danger et n'osèrent pas affronter les forces anglaises, lorsqu'arriva l'heure de la lutte. Les faits sont tout différents et parfaitement connus de tous ceux qui ont étudié l'histoire de l'Irlande à cette époque.

La couleur donnée à cette insurrection par M. de Beaumont, qui la représente comme une simple révolte d'ignorants et malheureux paysans, est non-seulement erronée, mais si on l'envisage de cette manière, on en arrive à ne pouvoir comprendre comment lord Edward Fitzgerald et M. Wolfe Tone purent venir y prendre part, et M. de Beaumont n'a pu cependant passer sous silence ces deux illustres patriotes en mentionnant l'insurrection.

Les Irlandais Unis qui se soulevèrent contre le gouvernement anglais, avaient à leur tête un grand nombre de catholiques et de protestants éclairés, riches, et occupant un rang distingué dans la société. Parmi tous ceux que je pourrais citer, je me bornerai à nommer quelques-uns des plus remarquables.



*Protestants et Ministres presbytériens*

Lord Edward Fitzgerald.

Arthur O'Connor.

Bagnol Harvey.

Cornelius Grogan.

Hampden Evans.

Tennant de Belfast.

Hamilton Rowan.

J. Russell.

W. Hamilton.

W. Corbet.

T. Corbet.

Thomas Addis Enimett.

Napper Tandy.

Les frères Shiers.

Sam Nelson.

L'avocat Sampson.

Chambers.

Mat Dowling.

Le capitaine Antoine Perry.

Wolfe Tone.

Robert Grahame.

Le capitaine Keogh.

Edward Hudson.

Hugh Wilson.

Robert Hunter.

Sir Simon Butler, baronnet.

John Russell.

Thomas Wright.

William Levington Webb.

William Hamilton.

Richard Kirwan.

Sir Deane Swift, baronnet.

William Weir.

Thomas Bacon.

George Cumming.

Joseph Cuthbert.

Le révérend W. Steele Dickson.

Le Dr Drennan.

W. Putnam Mac-Cabe.

Henry Haslett.

William Sinclair.

T. Sinclair.

Robert Mac-Geo, docteur-médecin.

Israël Milliken.

Gilbert Mac-Hirain.

Robert Byers.

S. Kennedy.

Robert Hunter.

Robert Orr.

Hugh Grimes.

William Kean.

James Burnside.

James Greer.

Rowley Osborn.

Mac-Turner.

William Simms.

John Robb.

James Hope.

Le révérend Steele Dickson.

Le révérend William Porter.

Le révérend M. Barber.

Le révérend M. Mahon.

Le révérend M. Birch.

Le révérend M. Ward.

Le révérend M. Smith.

Le révérend M. Stevelly.

Le révérend M. Mac-Neill.

Le révérend M. Simpson.

John Colclough.	Robert Simms.
Le révérend M. Jackson.	Le révérend William Sinclair.
Henry Munroe.	Le Dr Mac-Donnell.
Arthur Mac-Mahon.	John Tennant.
D. B. Warden.	M. Lowry.
Olivier Bond.	Le Dr Dickson de Portaferry.
Teeling.	Le révérend M. Porter.
Sir Edward William Crosbie, ba- rionnet.	Le révérend M. Simpson.
Henry Hughes.	Le révérend M. Sinclair.
Nicolas Gray.	Le révérend M. Willy.
William Young.	Le révérend M. Hull.
Mac-Cracken.	Le révérend M. Glandy.

Et une trentaine d'autres ministres presbytériens, tous également recommandables par leurs talents et la considération dont ils jouissaient dans le pays.

LORD EDWARD FITZGERALD. — Frère du duc de Leinster, il eut, accompagné d'Arthur O'Connor, une entrevue avec le général Hoche, à Bale, en Suisse, au printemps de 1796. De retour en Irlande, il fut l'un des principaux organisateurs de l'association des Irlandais Unis dont il devait prendre le commandement, comme ayant reçu l'éducation d'un militaire.

Au printemps de 1798, il fut dénoncé avant que les préparatifs du soulèvement général fussent terminés, obligé de se cacher, et trahi et livré par Reynolds, un Irlandais Uni, aux agents du gouvernement, il essaya de se défendre, et tua deux des agents de police venus pour l'arrêter, mais il fut blessé dans la lutte et mourut peu de jours après, en prison, de ses blessures. Le vice-roi, lord Camden, refusa à son frère, lord Henry Fitzgerald, de le lui laisser voir au moment de sa mort.

**BAGNELL HARVEY.** — Un gentleman propriétaire d'un domaine de 5,000 à 6,000 livres sterling par an, dans le comté de Wexford. Il commandait les insurgés à la bataille de Ross, et fut plus tard fait prisonnier et exécuté dans la ville de Wexford.

**CORNELIUS GROGAN.** — Un gentleman possédant plus de 11,000 livres sterling de revenu dans le comté de Wexford. Un homme excellent et bienveillant. Il fut exécuté à Wexford, et ses biens furent confisqués.

**ARTHUR O'CONNOR.** — Membre du parlement irlandais en 1795. Il prononça cette année-là même, en faveur de l'émancipation des catholiques, le plus beau discours qui eût jamais été entendu au parlement, et qui lui valut d'être deshérité par son oncle, lord Longueville. Il fut l'un des plus actifs organisateurs des Irlandais Unis. En essayant de gagner la France, en 1798, il fut arrêté en Angleterre et jugé à Maidstone, avec Allen, Quigly, etc.; acquitté, il fut ramené à Dublin en vertu d'un nouveau chef d'accusation, et enfermé au fort George, en Écosse, où il resta jusqu'à la paix d'Amiens, en 1802. Il ne fut délivré qu'à la condition de s'expatrier volontairement à perpétuité. En arrivant en France, en 1802, il fut nommé, par le Premier Consul, lieutenant général, et chargé de commander les Irlandais dans l'expédition d'Irlande de 1803. Il épousa la fille unique du marquis de Condorcet.

**HAMPDEN EVANS.** — Un des volontaires patriotes de 1780, et possesseur d'une grande fortune de 8,000 à 10,000 livres sterling de revenu. — Père d'une nom-

breuse famille, il fut, dès le principe, un des plus actifs organisateurs de l'association des Irlandais Unis, y joua un rôle important, et offrit de sacrifier sa vie et la plus grande partie de sa fortune à la cause de son pays. Il fut enfermé au fort George et délivré en même temps et aux mêmes conditions qu'Arthur O'Connor. Il vint se fixer à Paris, où il éleva sa famille.

THOMAS ADDIS EMMETT. — Un des premiers légistes de Dublin et le plus vertueux et le plus patriote des hommes. Membre du Directoire irlandais avec lord Edward Fitzgerald, il fut arrêté en 1798 et envoyé au fort George. Il fut mis en liberté et s'expatria en 1802, comme les autres prisonniers du fort George. Il fut choisi, en 1803, par les Irlandais à Paris, pour être l'agent du gouvernement provisoire de l'Irlande auprès du Premier Consul et du gouvernement français, et il occupa ce poste jusqu'en 1805, époque à laquelle, voyant qu'il n'y avait pas probabilité d'une expédition en Irlande, il prit ses passeports pour se rendre en Amérique où le Congrès rendit un décret aux termes duquel, par dérogation au délai habituel de dix ans, il reçut ses lettres de naturalisation vingt-quatre heures après avoir débarqué. Il parvint à une position élevée comme légiste dans sa nouvelle patrie d'adoption, et mourut à New-York.

NAPPER TANDY. — Un riche citoyen de Dublin. Il fut l'un des premiers et des plus actifs Irlandais Unis. Il s'échappa de bonne heure en France où il obtint le grade de général de brigade. Il s'embarqua trois fois à bord des différentes expéditions d'Irlande. La dernière

fois, le navire qui le portait échoua sur la côte du Danemark. Il se rendit à Hambourg dont le sénat le livra aux Anglais. Il demeura prisonnier à Dublin jusqu'en 1802; ce fut pour punir le sénat de Hambourg d'avoir violé les droits de la neutralité et livré au gouvernement anglais Napper Tandy, le colonel Blackwell, William Corbet, et Harvey Morris, qu'en 1800, Napoléon frappa d'une contribution aussi forte la ville de Hambourg, après s'être emparé du Hanovre. Il menaça de mettre à mort plusieurs prisonniers anglais, si le gouvernement anglais osait exécuter les Irlandais précités.

LES DEUX SHIERS. — Deux frères. L'un d'eux était un avocat de grande réputation à Dublin. Curran prononça un grand discours pour les défendre, lors de leur procès. Ils furent tous deux exécutés à Dublin, en 1798.

HAMILTON ROWAN. — Un homme très-riche. Volontaire en 1780, il fut l'un des premiers et des plus actifs organisateurs de l'association des Irlandais Unis. Il s'échappa sur le continent d'une manière remarquable.

Il vécut assez pour rentrer dans sa patrie et voir accorder l'émancipation des catholiques, car il se trouvait assis sous la galerie de la Chambre des Communes, à Londres, la nuit où l'acte d'émancipation fut voté, au printemps de 1829.

WILLIAM HAMILTON. — Aujourd'hui avocat en Amérique.

THOMAS RUSSELL. — Prisonnier au fort George,

exilé, il revint en Irlande en 1803, et prit part à la tentative de Robert Emmett. Il fut jugé à Dublin, puis transféré et exécuté dans le Nord. Il avait été primitivement officier dans l'armée.

**WILLIAM CORBET.** — Aujourd'hui général au service de la France. Il fut l'un des prisonniers livrés aux Anglais par le sénat de Hambourg, en violation des lois de la neutralité, en 1798. Il s'échappa d'une manière merveilleuse de la prison de Kilmainham, près de Dublin.

**LE CAPITAINE PERRY.** — Un gentilhomme de fortune du comté de Wexford. Un très-beau caractère, brave et plein de patriotisme. Il fut arrêté avant l'explosion de l'insurrection de 1798. Les soldats de la milice de North Cork lui coupèrent les cheveux et lui appliquèrent sur la tête un bonnet de poix brûlante. Il fut tiré de la prison de Gory, lors de la prise de cette ville, par les insurgés qui le nommèrent leur général. Il les commanda dans différents combats. Lorsque tout fut terminé, il fut arrêté avec un prêtre nommé Kearns, et tous deux furent exécutés sans procès.

### *Catholiques.*

Garrett Byrne (de Ballymanus).	Michel Redmond.
William Byrne ( de )	P. Redmond.
William Michel Byrne (de Newtown Mount Kennedy).	William Lawless.
Esmond Cane.	Edward Kennedy.
Fitzgerald (du comté de Wexford).	James Farrell.
Edward Roche.	Edward O'Reilly.
	Mat Byrne (de Reveillor).

Dr Esmond.	Le Dr Mac-Neven.
J. Devereux (le général).	W. Barker.
W. Aylmer.	George Lubé.
Ledwige.	T. Markey.
O'Sullivan.	Tony Mac-Cann.
Dillon.	T. Burgess.
John Sweetman.	Francis Breen.
Ferdinand O'Donnell.	Furlong.
Sutton.	John Kelly.
Sweeny.	Nicolas Murphy.
J. Hay (de Wexford).	Thomas Cloney.
John Cormick.	Thomas Branghall.
Hugh Ware.	Edward Lewens.
John Allen.	Garrett Grahame.
Quigly.	Philippe Neill.
Merth Mernay.	E. Fennell.
Joseph Mac-Donald.	J. Doyle.
John Gibbons.	D. Kervin.
Augustin O'Meally.	Robert Carthy.
Pat Mac-Cann.	P. Byrne.
Valentin Derry.	Le révérend Philippe Roche (exé- cuté à Wexford).
Richard Mac-Cormick.	Le révérend Michel Murphy (tué à la bataille d'Arklow).
John Keogh.	Le révérend John Redmond (exé- cuté à Gory).
Edward Byrne (de Mullynahach).	Charles Teeling.
P. Murray.	Barthélemy Teeling.
Thomas Murray.	Bernard Mahon.
Le révérend Quigly (exécuté à Maidstone).	Le révérend F. Kavanagh.
Le révérend Kearns (exécuté à Kildare).	Le révérend Mac-Stafford.
Le révérend John Murphy (exé- cuté à Tullow).	Le révérend H. O'Keon.
W. Murphy.	Le révérend M. Prendergast.
Pierre Finerty.	Le révérend M. Harrold.
John Mac-Cann.	Le révérend Dennis Taaffe.
Thomas Doorley.	

Tous ces protestants et catholiques, et bien d'autres encore, également respectables, furent, ou tués en combattant contre les troupes anglaises, ou exécutés par le gouvernement anglais, après la répression de l'insurrec-

tion, ou mis en prison, ou forcés à s'expatrier. Plusieurs vivent encore en France et en Amérique, où ils se sont distingués dans diverses professions, et ont reçu les honneurs et les récompenses dus à leur mérite.

C'est un tort pour un écrivain que de chercher à jeter un voile sur l'histoire des efforts tentés par des hommes vertueux et patriotes en faveur de la cause de l'indépendance de leur pays, et il est difficile de s'expliquer comment M. de Beaumont a pu s'en rendre coupable, lui, l'évident avocat de la liberté, et qui se montre si disposé à rendre justice aux Irlandais opprimés. On ne peut attribuer ce fait qu'à l'aversion que lui inspira une partie de l'aristocratie irlandaise, à cause de sa conduite à l'égard de ce malheureux pays, et particulièrement ceux de ses membres qui vivent loin de l'Irlande, bien qu'ils y possèdent des propriétés, et qui n'éprouvent aucune sympathie pour le malheureux peuple irlandais. Parmi ceux qui prirent part à l'insurrection de 1798, se trouvait un grand nombre de gentilshommes catholiques, tenanciers de terres à ferme, mais dont les familles avaient été dépouillées de leurs biens territoriaux à l'époque de la réforme, sous Cromwell et sous tout le règne de Guillaume III, uniquement parce qu'elles étaient catholiques. On leur permettait de louer des terres à baux, de 21 et 31 ans, mais il leur fut toujours interdit d'en faire l'acquisition jusqu'en 1782.

Il y avait également parmi ceux qui se joignirent à l'insurrection de 1798 beaucoup de riches négociants, de jurisconsultes, d'avocats et de médecins, catholiques et protestants, et quelques ministres protestants dissidents;



en un mot, un grand nombre d'hommes jouissant d'une haute estime et d'une grande considération en raison de leur fortune, de leur famille, de leur caractère, de leurs talents et de leurs opinions éclairées.

M. de Beaumont aurait pu trouver tous ces renseignements dans les *Mémoires de Wolfe Tone* ; et s'il avait lu l'*Histoire de la rébellion du comté de Wexford*, par M. Hay, il y aurait vu à quelle classe de la société appartenaient les hommes qui agirent alors contre le gouvernement anglais. — L'ouvrage publié, en 1807, à New-York, par le D<sup>r</sup> Mac-Neven, et composé par lui, en collaboration avec M. Thomas Addis Emmett, — œuvre que M. de Beaumont ne paraît pas non plus avoir consultée, — lui aurait prouvé les vues sages et patriotiques de ces deux hommes distingués, et lui aurait fait concevoir une plus haute opinion des chefs du mouvement national de 1798. M. de Beaumont n'aurait pas dû passer si légèrement sur les événements de cette époque. Ils méritaient certes d'occuper une place plus importante dans l'histoire de la condition politique de l'Irlande. — Enfin, ce sont les hommes de 1798 qui ont préparé l'émancipation catholique et la réforme parlementaire, ainsi que tout ce qu'a obtenu l'association catholique, ou ce que pourront obtenir les associations futures. Et, quoique ces hommes aient été dépouillés de tout ce qu'ils possédaient dans leur pays natal, et qu'ils aient été séparés de tous ceux qu'ils chérissaient le plus, il leur reste au moins la consolation de penser que les efforts qu'ils ont tentés pour affranchir leur pays de l'oppression, n'ont pas été entièrement inutiles.

M. de Beaumont dit : « De tous temps, l'Irlande a été le point de mire des ennemis de l'Angleterre... . Quand la France républicaine et démocratique lutte contre la coalition européenne, dont l'Angleterre est l'âme, elle n'imagine, pour atteindre celle-ci, aucun moyen plus sûr que de transporter une armée en Irlande; et elle fait, dans ce but, en moins de deux ans, trois expéditions successives. Assurément, ces diverses tentatives d'invasion n'ont pas été heureuses; et l'Irlande a toujours si mal répondu aux attentes de l'étranger, qu'elle serait en droit de n'être pas comptée comme un auxiliaire assuré aux ennemis de l'Angleterre <sup>1</sup>. »

Or, voici les faits. Ni le Directoire français, ni le gouvernement consulaire ne tinrent les promesses faites aux patriotes irlandais, qui n'avaient demandé que dix mille hommes et 40,000 fusils.

Déconcertés de ne pas voir débarquer le général Hoche et son armée, en décembre 1796, comme ils s'y attendaient, et réduits au désespoir par la persécution du gouvernement anglais, que leur appel à la France avait irrité de plus en plus contre eux, ils commencèrent une insurrection qui demeura partielle.

L'insurrection générale projetée en 1798, après l'organisation définitive du système des Irlandais Unis, échoua parce que lord Edward Fitzgerald et plusieurs autres chefs furent trahis ou arrêtés. — Le soulèvement

<sup>1</sup> Gustave de Beaumont. *L'Irlande sociale, politique et religieuse*, tom. II, p. 327.

n'éclata que dans trois ou quatre comtés, tels que ceux de Wexford, de Kildare, de Carlow et de Wicklow. — Le comté de Wexford, seul, soutint longtemps le choc de toutes les forces anglaises, et resta même victorieux en plusieurs occasions éclatantes. Si le général Humbert eût débarqué avec ses 1,000 Français, au mois de juin 1798, lorsque les patriotes du comté de Wexford se trouvaient encore en armes, au lieu d'arriver au mois d'août, quand ils étaient dispersés et découragés, toute l'Irlande se fût soulevée en masse; ce qui lui manqua, ce fut un point de ralliement; son indépendance eût été immédiatement proclamée, et tout vestige de gouvernement anglais et de faction orangiste eût été anéanti ou forcé de disparaître.

Le général Humbert avait débarqué trop tard et lorsque le courage des Irlandais Unis se trouvait complètement brisé, et, cependant, en avançant dans le pays, il trouva la population prête à s'unir à lui; mais elle était sans armes, et il ne lui apportait pas celles qu'on lui avait promises. Humbert se rendit à lord Cornwallis qui se trouvait à la tête de plus de 30,000 hommes, et les malheureux Irlandais qui l'avaient suivi restèrent sur le champ de bataille, abandonnés à la merci des Anglais. — Un grand nombre de ces patriotes irlandais furent immédiatement fusillés, transportés ou pendus.

L'Angleterre avait été forcée, pendant la guerre avec la France, et pour surveiller les mouvements de ce pays, de maintenir constamment en Irlande ou sur les côtes de la Grande-Bretagne plus de 40,000 hommes qu'elle eût

pu employer fort avantageusement sur le continent; l'Irlande aida donc indirectement, mais très-efficacement, la France dans sa guerre contre l'Angleterre.

Peut-être M. de Beaumont aurait-il adopté une opinion différente de celle qu'il a émise, s'il avait lu les observations du général Foy sur l'insurrection de l'Irlande. On trouve les remarques ci-après dans le deuxième livre du premier volume des œuvres du général Foy, publiées par sa veuve :

« L'Angleterre avait aussi une Vendée prête à éclater : c'était l'Irlande accablée sous le poids de l'asservissement politique et de l'oppression religieuse. Les annales de ce pays, depuis qu'il a été envahi par ses voisins, à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, sont un long récit d'expropriations et de massacres. Dans les derniers jours de 1796, une flotte et une armée, aux ordres du général Hoche, furent envoyées par le Directoire exécutif de France pour délivrer les malheureux Irlandais. Les vaisseaux furent dispersés par la tempête, quelques-uns seulement se montrèrent à la côte occidentale de l'île et n'essayèrent pas de débarquement.

« L'année suivante, le traité de Campo-Formio rétablit la paix du continent. Les troupes françaises se massèrent sur le rivage de l'Océan et de la Méditerranée. Alors nous donnions à nos armées les noms des pays qu'elles devaient envahir. Presque toutes les forces nationales, partagées en plusieurs corps, et commandées par le plus illustre général de la République, Bonaparte, firent partie de l'armée d'Angleterre. M. Pitt, qui dirigeait les conseils de nos ennemis, se prévalut

de ces circonstances pour développer l'énergie militaire du peuple anglais. Les inquiétudes que nos menaces avaient fait naître furent tout à fait dissipées, quand on sut à Londres le point vers lequel se dirigeait l'armement de Toulon.

« Si Bonaparte et ses braves eussent débarqué en Irlande, au lieu d'être transportés en Égypte, d'autres destinées étaient préparées au monde. On préféra le roman à l'histoire. L'Irlande nous attendait, l'Irlande qui se rapproche tant du caractère français par l'humeur ardente et impressionnable de son peuple, surtout par la haine contre l'ennemi commun. Quoique négligés par leurs alliés, les Irlandais prirent les armes au mois de mai 1798. L'insurrection avait été prévue. L'île était couverte de troupes de ligne anglaises et de milices dévouées au gouvernement. Elles combattirent avec cruauté dans une guerre injuste. Les chefs ne firent que saccager et décimer. Aucun secours ne vint du dehors aux Irlandais Unis ; de plusieurs expéditions incomplètes sorties des ports de France, une seule parvint à destination, et elle arriva trop tard. Elle était composée de mille enfants perdus commandés par Humbert, soldat ignorant, mais intrépide, qui avait le grade de général de brigade<sup>1</sup>. »

M. de Beaumont parle du caractère vicieux et dépravé des Irlandais, comme d'un fait qu'on ne saurait révoquer en doute. (Voir le chapitre vi de son premier volume).

Sur quel fondement base-t-il une pareille accusation? Cite-t-il un seul fait à l'appui? Non, car la plus simple

<sup>1</sup> *Histoire de la guerre de la Péninsule sous Napoléon*, tom. I, p. 183-186.

comparaison entre la statistique criminelle de l'Irlande, et celles de la France et de l'Angleterre lui eût prouvé qu'il se commet infiniment plus de crimes en France et en Angleterre qu'en Irlande.

M. de Beaumont dit encore que les Irlandais sont fainéants, paresseux, etc. Mais c'est là une accusation un peu vague et tout à fait sans fondement. Les Irlandais travaillent assidûment en Angleterre, en Écosse, aux États-Unis et ailleurs, et l'on n'a jamais entendu dire qu'ils se refusassent à travailler en Irlande, lorsque le gouvernement ou les particuliers leur fournissaient du travail.

Pour se convaincre que les Irlandais ne sont pas plus enclins au crime, à la cruauté et à la violence que les Français ou les Anglais, on n'a qu'à consulter les statistiques criminelles déposées dans les archives des cours de justice de ces trois pays. D'ailleurs, les égards témoignés par les insurgés aux femmes de tout rang, pendant l'insurrection de 1798, et leur respect pour les églises protestantes sont des témoignages frappants en faveur du caractère national. En effet, ils ne se livrèrent à aucune représaille, bien que leurs églises et leurs chapelles eussent été détruites par les troupes anglaises.

A la page 350 du premier volume de l'ouvrage de M. de Beaumont, on remarque le passage suivant, relatif à l'Irlandais : « Il a notamment pour la vérité une sorte d'aversion invincible. Entre le vrai et le faux, s'il est désintéressé, on peut compter qu'il choisira le mensonge. »

Il n'est pas nécessaire de contredire une pareille assertion. — Pour la réfuter, il suffit de faire appel au cœur humain.

La pureté des mœurs entre les deux sexes est une vertu que les Irlandais possèdent à un haut degré, et que reconnaissent M. de Beaumont, et même les ennemis les plus acharnés de la nation irlandaise. Or, comme les vertus marchent de concert, il est impossible qu'un peuple qui se distingue par la pratique de l'une d'elles n'en possède pas d'autres. Et quand on songe aux sentiments d'honneur et de tendresse qui animent ceux qui pratiquent celle-là, il semble qu'on devrait s'abstenir de les considérer et d'en parler comme de gens sans vertus ni principes.

---

Parmi les épouses et les filles d'autres exilés Irlandais dont j'avais à prendre congé avant de partir pour la côte de France, en 1803, se trouvait Mrs Tone, avec ses trois enfants, deux garçons et une belle jeune fille de douze à quatorze ans, qu'elle eut le malheur de perdre, ainsi qu'un de ses fils, à Paris, quelque temps après. Heureusement son autre fils vécut pour publier les admirables mémoires de son héroïque père, lesquels prouvèrent au monde que l'Irlande eût été un pays libre, et se gouvernant lui-même, si le général en chef, Hoche, se fut trouvé à bord du même navire que Théobald Wolfe Tone, dans la baie de Bantry, le jour de Noël 1796.

Mrs Tone était digne, sous tous les rapports, de devenir la compagne de son mari regretté. Elle avait d'excellentes manières et était très-obligeante pour ses amis. Je me rappelle qu'en 1806, au moment où notre régiment partait pour Mayence, le capitaine Barker dut laisser son fils Arthur, âgé de neuf ans, chez Mrs Tone, qui le garda bienveillamment près d'un mois avec ses propres enfants, jusqu'à son admission au collège irlandais, où il termina son éducation, en 1815. M. et Mrs Barker furent toujours reconnaissants de l'amabilité de Mrs Tone en cette occasion, et leur fils, M. Arthur Barker, quoique bien jeune alors, se souvient d'avoir été le camarade de jeu des enfants de Tone comme d'une circonstance inoubliable.

Mrs Jackson, la veuve du révérend W. Jackson, l'un des premiers martyrs de l'indépendance de sa patrie, ne possédait qu'une petite pension pour vivre, mais elle n'en fit pas moins fort bien élever son fils et sa fille. Mrs Jackson était une femme distinguée et instruite. et ses enfants, profitant eux-mêmes de ces avantages, devinrent habiles et spirituels. — Miss Jackson épousa un négociant du Havre. — En 1820, M. Warden et moi nous lui signâmes un certificat pour la délivrance d'un passeport pour l'Italie, où elle allait voir sa mère et son frère qui habitaient Livourne.

De toutes les dames irlandaises exilées à Paris en 1803, la plus à plaindre était Mrs Hamilton ; elle avait appris la triste fin, — le procès et l'exécution — de son



oncle bien-aimé, Thomas Russell, qu'elle adorait, et elle tremblait, à chaque instant, d'apprendre que son mari avait partagé le même sort, car on avait offert une récompense pour sa capture, et il paraissait impossible qu'il pût trouver un lieu de retraite sûr, ou les moyens de s'échapper, dans un pays où régnaient la terreur, la loi martiale et toutes ses horreurs. Cependant, William Hamilton ne fut ni vendu, ni livré aux mains de ses ennemis, comme l'avait été le malheureux Russell.

Pour terminer mes visites, il me restait encore à voir MM. John Sweetman, Mat Dowling, Richard McCormick, Edward Lewens, Delany; le D<sup>r</sup> Mac-Mahon, etc. Ces patriotes restaient à Paris dans l'espoir de se voir bientôt appelés à coopérer avec nous, comme citoyens, à l'indépendance de notre patrie commune, dès que nous aurions débarqué en Irlande. Le pauvre Arthur Mac-Mahon eut une attaque de paralysie la veille de mon départ de Paris. — Mon ami et ancien camarade, Paul Murray, ne se sentant plus la même activité ni la même faculté de marcher que lorsque nous nous trouvions ensemble dans les montagnes de Wicklow, en 1798, partit à pied pour Morlaix, le lendemain du jour où il reçut sa commission, avec l'intention de prendre la diligence de temps en temps, lorsqu'il se trouverait fatigué de marcher.

Hugh Ware et moi, nous convinmes de partir et de faire la route entière à pied jusqu'à Morlaix sans grever notre budget de frais de location de chevaux ou de voitures. Ware vint coucher chez moi, rue de la Harpe, la

nuit qui précéda notre départ, car il avait dû rendre les meubles qu'il avait loués pour son propre logis. — Au point du jour, nous prîmes sous notre bras nos petits porte-manteaux et nous les portâmes rue de la Loi (rue Richelieu) à l'appartement de M. William Lawless, qui nous promit bienveillamment de les emporter avec son propre bagage par la diligence de Morlaix. Il nous dit que Mac-Neven, Sweeny, Tennant, Gallagher, Lacy et lui avaient retenu les six places d'intérieur de la diligence qui partait de Paris pour Morlaix dans dix jours, et que nous pouvions être certains que nos porte-manteaux arriveraient dans cette ville avec eux.

Nous prîmes alors congé du capitaine Lawless, qui était encore couché, et nous partîmes pour Versailles, où Ware avait donné rendez-vous à son cousin John Parrott, au capitaine Mac-Guire, à Lambert, à John O'Reilly, à Fitzpatrick et à James Mac-Egan, un garçon de quatorze ans. Après avoir déjeuné, visité le château, attendu pour voir la fameuse horloge sonner et le coq agiter ses ailes, — seul vestige existant encore de l'ancien ameublement de ce palais célèbre, théâtre de l'intrigue, de la débauche et de la grandeur artificielle, — nous repartîmes pour accomplir une nouvelle étape sur la route de Rambouillet, où nous reçûmes des billets de logement pour y passer la nuit.

Hugh Ware était un admirateur de la campagne, un juge en fait de paysage et d'architecture, un savant et un érudit en histoire, et ce fut un grand avantage pour moi de l'avoir pour compagnon de voyage. Il s'arrêtait volontiers pour examiner tous les châteaux situés près

de la route, et nous donner quelques renseignements sur leur ancienneté et leur célébrité. La partie de la Normandie, que nous traversâmes jusqu'à Alençon, était riche et bien cultivée. Une nuit, éclata un terrible ouragan. Le lendemain matin, à notre départ, nous trouvâmes la route encombrée, en divers endroits, par de beaux arbres que ce coup de vent avait arrachés de leurs racines, et nous nous dîmes que c'était un malheur que l'expédition ne fût pas prête à Brest, attendu que la flotte anglaise eût été forcée de se réfugier à Torbay, et d'abandonner le blocus établi devant Brest.

Ce fut après un ouragan pareil que la flotte du général Hoche partit avec l'expédition de 1796 pour l'Irlande, et, en passant à Rennes, nous nous rappelâmes que Hoche avait eu son quartier général dans cette ville avant de s'embarquer, et qu'il y avait fait traduire et imprimer sa proclamation en portugais par un prêtre de cette nation, afin de tromper les espions anglais qui crurent dès lors que l'expédition de Hoche était destinée pour le Portugal.

La partie de la Bretagne que nous traversâmes nous rappela notre patrie, le climat étant à peu près semblable ; on y voyait de tous côtés de beaux pâturages ; le bétail y était généralement de race inférieure, la culture fort négligée et les pauvres habitants commençaient seulement à se remettre des effets désastreux de la guerre civile. Cependant notre voyage continua jusqu'au bout à être assez agréable ; nous faisons quatre à cinq lieues avant de déjeuner, et six ou sept après, pour gagner la ville où nous devons passer la nuit ; et, quoique en dé-

cembre, nous trouvions le temps de visiter les églises et autres curiosités avant d'aller dîner.

Nous remarquâmes que les paysans qui revenaient des foires et des marchés avaient généralement pris un copieux verre d'eau-de-vie de cidre, et que leurs costumes devenaient différents à mesure que nous approchions de Morlaix. Nous arrivâmes dans cette ville le soir, assez tard, après une longue journée de marche, et le lendemain matin nous rendîmes nos visites.

Nous eûmes la satisfaction de retrouver plusieurs de nos amis, Lawless, Mac-Neven, et les autres officiers qui, ayant voyagé en diligence, n'étaient arrivés que la veille. Nous prîmes nos billets de logement. Le mien me conduisit chez un M. Premcour, receveur des contributions, qui me reçut très-gracieusement. Il m'invita, ainsi que son épouse, à des soirées qui me furent très-utiles pour apprendre le français.

Mon estimable ami, Valentin Derry, avait arrêté nos repas à l'hôtel de France, où nous trouvâmes une excellente table, dans la meilleure partie de la ville, près du pont, sur le quai. M. et Mrs Barker logeaient dans la maison à côté, et Thomas Markey venait d'arriver de Bordeaux. Il nous fit une description splendide de l'armée du général Augereau avec laquelle il s'était trouvé sur la frontière d'Espagne. Elle était alors réunie dans le voisinage de Brest et prête à s'embarquer pour l'Irlande. L'adjudant général Mac-Sheehy, qui était chargé de l'organisation de la légion, nous accompagna au magasin où nous reçûmes nos épées, nos épau-lettes, etc. ; puis il donna les ordres nécessaires pour nos

uniformes au maître tailleur et au cordonnier. Cinq jours après, j'avais le mien et je me trouvais complètement équipé et prêt à m'embarquer. — Le général Mac Sheehy était extrêmement occupé à recevoir les officiers qui arrivaient chaque jour, et par chaque diligence, de toutes les parties de la France, et à donner ses ordres pour les faire équiper immédiatement, afin qu'ils fussent prêts à s'embarquer. Nous fûmes réellement enchantés de voir arriver de Cadix, après leur long voyage, Allen, Dowdall, Sandy Devereux, Cummings et O'Kelly. L'évasion d'Allen et de Dowdall avait été un véritable bonheur, car l'état de l'Irlande était tel à l'époque où ils se cachaient dans le voisinage de Dublin, qu'on avait jugé impossible qu'ils pussent se procurer les moyens de partir.

En janvier 1804, Morlaix se trouvait être le rendez-vous des exilés irlandais. M. et Mrs Barker y rencontrèrent un grand nombre de leurs anciens amis, et je me rappelle avoir passé une journée fort agréable chez eux, où ils avaient réuni à dîner plusieurs officiers, tels que l'adjudant général Mac Sheehy, Mac Neven, Lawless, William O'Meara, Mandeville, Masterson, O'Gorman, Derry, Fitzhenry, etc. Le capitaine Barker paraissait ravi d'avoir, ce jour-là, à sa table, des officiers qui avaient fait partie de la brigade anglaise avant 1792, et d'autres qui avaient assisté avec lui, le 21 juin 1798, à la bataille du mont Vinegar, où il avait perdu le bras en combattant pour les droits de l'Irlande. — Nos soirées se passaient assez agréablement et nos occupations du matin étaient fort amusantes. Nous apprenions la posi-

tion d'un soldat sans armes, la marche au pas accéléré et au pas ordinaire, le maniement du fusil, etc., et nous avions les meilleurs instructeurs français, qui nous dirent qu'en très-peu de temps nous serions capables de devenir nous-mêmes d'excellents instructeurs.

Malheureusement, l'adjudant général Mac Sheehy, malgré sa grande activité et ses talents comme officier d'état-major, n'était pas capable d'organiser un corps politique composé, comme la légion irlandaise, de patriotes qui, tous, avaient souffert pour la cause de leur pays, mais qui différaient sur plusieurs points à l'égard du meilleur mode de redresser ses griefs. Il était jeune et manquait d'expérience dans les affaires irlandaises. Mes mémoires, écrits d'après des notes tenues par moi sur les services de la légion irlandaise, démontrent amplement pourquoi Mac Sheehy échoua dans sa mission.

Mon ami, le colonel O'Neill, qui s'occupait à réunir des matériaux pour écrire l'histoire des brigades irlandaises au service de la France jusqu'à l'époque où elles cessèrent d'exister, en 1792, me demanda, en 1837, de lui fournir des notes sur l'organisation, les services et les campagnes de la légion irlandaise, et particulièrement sur le premier régiment de cette légion, qui s'était tant distingué en Espagne et en Allemagne, à Flessingue, à Astorga, à Lowenberg-sur-le-Bober, à Anvers, etc., jusqu'au mois de septembre 1815, où il fut licencié à Montreuil-sur-Mer. — Près d'un an après la remise de mes notes au colonel O'Neill, je fut très-surpris de l'entendre me prévenir, un jour, qu'il était sur le point de les

publier avec un petit manuscrit de M. Warden sur les affaires d'Irlande en 1797 et 1798, extrêmement bien écrit, comme tout ce qui sortait, d'ailleurs, de la plume de M. Warden, et relatif à la période à laquelle il avait été mêlé, jusqu'à son évasion en Amérique. — J'observai au colonel O'Neill que mes notes n'avaient été nullement rédigées au point de vue de la presse; mais il me répondit que des juges compétents, auxquels il les avait montrées, lui avaient déclaré qu'elles pouvaient être publiées dans leur forme actuelle; puis il me lut une partie de l'introduction qu'il préparait pour son premier volume, en tête duquel devait se trouver l'œuvre de M. Warden, composée d'environ vingt pages. — Peu de jours après, le pauvre O'Neill eut une légère attaque d'apoplexie, à la suite de laquelle les médecins lui interdirent toute application en fait de lecture ou d'écriture. Cependant, son ami, le colonel Mac Sheehy, continua à aller aux archives du département de la Guerre, prendre des notes et réunir des matériaux pour l'histoire des brigades irlandaises, et O'Neill employa mon ami, M. Rafferty, à traduire ces notes, car il se proposait de publier en même temps son livre en anglais et en français. O'Neill n'eût pu choisir un individu plus capable que M. Rafferty, qui était entré complètement dans l'esprit de l'œuvre, comme un véritable patriote irlandais qu'il était, et qui, bien qu'occupant un emploi très-assujétissant, trouvait cependant le temps de vaquer à cette traduction; O'Neill était d'ailleurs certain que ce travail serait bien fait, car M. Rafferty était un excellent lettré français, et il écrivait l'anglais d'un style pur et hardi.

Il avait également à traduire plusieurs inscriptions latines, car le colonel O'Neill était descendu dans les caveaux des églises où étaient inhumés des Irlandais, afin de copier sur leurs tombeaux, leurs noms, leurs actes, etc.

Le colonel O'Neill se procurait à grands frais des notes des archives des pays étrangers où avaient servi des troupes irlandaises, car il se proposait de faire entrer dans son histoire celle des corps irlandais au service de l'Autriche, de Naples et d'Espagne; — il avait reçu particulièrement d'Espagne, par l'intermédiaire de son correspondant à Madrid, de précieux documents sur les trois régiments irlandais au service de l'Espagne, celui d'Ultona, d'Irlande et d'Hibernie. Un de mes amis, le capitaine Canton, qui avait servi en Espagne dans l'un de ces régiments, et qui se trouvait alors à Paris, fournit également au colonel O'Neill plusieurs notes et un grand nombre de renseignements sur l'armée espagnole et le mode d'après lequel les Irlandais y avaient été employés.

Le colonel O'Neill trouva à la bibliothèque royale de la rue Richelieu les gazettes ou journaux du règne de Louis XIII, dans lesquels il était fait mention des Irlandais qui faisaient alors partie de l'armée française; il se procura, dans ces journaux et dans les annuaires militaires, un grand nombre de renseignements qui lui étaient nécessaires pour compléter son histoire biographique des Irlandais qui avaient dû fuir loin de leur patrie, et apprendre la profession militaire en pays étranger.

Malgré l'interdiction intimée au colonel O'Neill, par



son conseil médical, de s'occuper sérieusement d'écrire, son livre avançait cependant sous sa direction, et il désirait fort le voir imprimer et publier à Paris, en anglais et en français.

Vers le milieu de juillet 1844, nous reçûmes une très-agréable visite du colonel O'Neill. — Hélas ! ce fut la dernière. Il vint nous inviter, madame Byrne et moi, à dîner avec lui et à passer la soirée chez madame de Beaulieu, où nous étions sûrs d'être parfaitement reçus. Il était en excellente humeur et paraissait parfaitement bien portant. Il était très-amateur de musique, et jouait de la flûte, de la guitare, de la clarinette, du violon, etc. Madame de Beaulieu possédait un excellent piano. — Cette très-aimable dame était la fille d'un intime ami de Benjamin Franklin, lorsqu'il habitait Paris comme représentant des États-Unis d'Amérique. Elle se plaisait à nous montrer, avec orgueil, une petite figure de cire que son père avait fait modeler, d'après ce grand homme d'État, en simple costume de ministre républicain, et sur la tête de laquelle avaient été appliqués quelques cheveux de Franklin, conservés avec soin.

Le pauvre O'Neill parut très-heureux toute la soirée. Non-seulement il jouait de plusieurs instruments, mais il chantait bien, et, ce soir-là, il chanta plusieurs romances que madame Byrne lui accompagna sur le piano.

Quelques jours après, en écrivant une lettre, il ressentit une nouvelle attaque d'apoplexie ; il n'eut que le temps de sonner son domestique, tomba sur le parquet, et le pria d'envoyer chercher un prêtre, le méde-

cin et son cousin, le jeune O'Neill, professeur de mathématiques au collège Sainte-Barbe. Il remit la clef de son bureau à ce dernier, en lui disant : « Quand je n'y serai plus, vous ferez exécuter mon testament, qui se trouve là. » Le médecin fit appliquer tous les remèdes usités en pareils cas ; puis il laissa O'Neill avec son confesseur. Je fus appelé, mais lorsque j'arrivai, il avait perdu la parole. Il mourut dans la nuit après une longue agonie.

Le jeune O'Neill, son exécuteur testamentaire et son héritier, pourvut honorablement aux funérailles et à tout. — Quelques jours après, les économies du pauvre O'Neill, se montant environ à 32,000 francs, furent réparties conformément à sa volonté. Il légua à son domestique et à sa femme 6,000 francs, ses habits, sa literie et la plus grande partie de son ameublement. — A madame de Beaulieu, 3,000 francs ; — au colonel Mac Sheehy, 1,000 francs ; — à M. Barker, 500 francs. — Après le payement du médecin, de l'enterrement, des frais du service à l'église, du prix d'un beau monument au cimetière du Mont-Parnasse, le reste de l'argent revint au jeune O'Neill, avec la bibliothèque et l'ameublement du cabinet de son cousin. — O'Neill me légua à moi son épée et les *Mémoires du général Foy*, en quatre volumes. — A madame Byrne, un livre qu'elle avait lu, mais qu'elle lui avait rendu, et qu'il savait qu'elle serait heureuse de posséder, l'auteur ayant connu son frère regretté, Francis Horner <sup>1</sup>, à Paris, en 1814.

<sup>1</sup> Voy. une lettre de Francis Horner à M. Dugald Steward, dans les *Mé-*

Cet ouvrage était intitulé : *Voyage en Orient*, par M. Chevalier, bibliothécaire en chef de la bibliothèque du Panthéon et du collège Henri IV. M. Chevalier avait été le précepteur de Sir Francis Burdett et l'ami du colonel O'Neill. — Malheureusement, son livre avait été prêté à quelqu'un et le jeune O'Neill ne put jamais savoir à qui. Il regretta beaucoup de ne pouvoir exécuter cette disposition du testament de son cousin et d'être privé du plaisir d'offrir à madame Byrne ce souvenir du colonel O'Neill. Le sujet de ce livre était le voyage de M. Chevalier en Orient, à l'époque où il était attaché à l'ambassade de France, à Constantinople.

*moires et correspondance de Francis Horner*, t. II, p. 203 de la 1<sup>re</sup> édition (Londres), et t. II, p. 196 de la 2<sup>e</sup> édition (Boston).

Au mois de février 1816, la Chambre des Communes fut appelée à voter une adresse de félicitations au Prince-Régent, sur les stipulations des traités de 1815. Le vicomte, lord Milton, et M. Francis Horner proposèrent et défendirent un amendement à cette adresse, dans lequel ils protestaient contre les principes de la Sainte-Alliance, et l'occupation des frontières de la France, et regrettaient de ne trouver dans les traités de Vienne aucune garantie pour les libertés de l'Europe. Cet amendement fut repoussé (Voy. *Journal of Commons*, vol. 71, p. 64).

Le discours prononcé à cette occasion par M. Francis Horner est apprécié en ces termes par lord Brougham dans ses *Esquisses historiques des hommes d'Etat du règne de Georges III* :

• La part que prit, en 1816, M. Horner, dans les débats auxquels donnèrent lieu les traités de 1815, prouva qu'il n'existait, dans les fameux arrangements conclus à Vienne, aucune disposition qu'il n'eût soigneusement et heureusement étudiée. Le discours qu'il prononça, à cette occasion, passa pour un des meilleurs qui eût jamais été prononcé au Parlement; et, en effet, c'avait été un véritable soulagement que d'entendre traiter les questions de politique étrangère, — habituellement discutées avec la connaissance superficielle et les vues étroites et confuses qui caractérisent les productions de plumes éphémères. — avec une profondeur de calme réflexion, une vaste perception de la complication des relations extérieures et une sage prévision des conséquences futures, qui ne furent dépassées que par l'esprit de liberté et de justice qui animait l'ensemble du discours de M. Horner, et par la lumineuse clarté d'exposition qui en avait rendu la portée évidente pour tous les auditeurs. •

(F. B.)

Le jeune O'Neill me rendit mes notes manuscrites et m'offrit gracieusement une copie du portrait original du pauvre O'Neill. Je lui dis que s'il se proposait de continuer l'ouvrage commencé par son cousin, je serais heureux de lui prêter toute l'assistance en mon pouvoir. Il me répondit qu'il n'avait pas alors le temps de s'occuper d'une pareille entreprise, mais qu'il conserverait avec soin les documents et matériaux réunis par son cousin.

Le jeune O'Neill avait reçu une excellente éducation et avait terminé ses études à l'École polytechnique. Il s'était destiné d'abord à l'artillerie, mais, en raison de sa myopie, il devint professeur de mathématiques, et il est considéré comme un des premiers, attendu que le collège Sainte-Barbe, où il fait un cours, prépare pour l'École polytechnique plus de jeunes gens qu'aucun autre collège de Paris.

Je fus enchanté de rentrer en possession de mon manuscrit, et, comme il avait été soigneusement lu et revu par mon ami regretté, j'en éprouvai un plus vif désir de le publier un jour avec mes Mémoires sur les événements auxquels j'avais assisté en Irlande, avant d'arriver en France.

Après avoir lu mes notes, le colonel O'Neill me demanda d'y apporter une modification qui consistait à dire que c'était le *ministère* et non le ministre de la Guerre, Clarke, duc de Feltre, qui, en 1815, avait donné, de la façon la plus brutale, l'ordre d'arrêter plusieurs officiers irlandais distingués, et de les expulser du territoire français, leur patrie adoptive, après toutes leurs campagnes et leurs honorables services. Je fus désolé

de ne pouvoir souscrire à sa demande, mais c'eût été de ma part un acte d'inconséquence et d'ingratitude; car un des ministres, le duc Decazes, alors chargé de la police de toute la France, m'autorisa à demeurer à Paris, afin que j'eusse le temps de réclamer contre l'injustice criante du ministre de la Guerre, le duc de Feltre, qui persévéra à exiger mon départ de France, même en 1817, alors qu'on supposait que la persécution dirigée contre les officiers en demi-solde devait avoir cessé. Hélas! tel n'était pas le cas, comme on a pu le voir dans la notice biographique sur le général Clarke, duc de Feltre, insérée dans le présent volume. J'exprimai au colonel O'Neill mon regret de ne pouvoir apporter dans mes notes la modification qu'il désirait.

J'ai cru nécessaire de mentionner ces circonstances, parce que le second livre de mes Mémoires commence par mes notes sur l'organisation de la légion irlandaise au service de la France, sous le Consulat, l'Empire et la Restauration des Bourbons.

J'ai déjà cité les noms de quelques-uns des exilés irlandais que je rencontrai à Paris, en 1803, et je dois parler maintenant, à leur tour, des braves patriotes irlandais dont je fis la connaissance après la paix de 1815.

Je rencontrai à Tours, en 1817, M. John Lubé, de Mont-Summer, à Dublin; il y habitait avec sa femme et ses enfants, et sa maison devint bientôt un agréable lieu de rendez-vous pour Ware, Allen, Hayne et moi. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, car toutes nos

opinions et nos sympathies s'harmonisaient entre elles. et, de plus, le frère de M. Lubé, George, qui avait dû s'enfuir en Amérique, avait été le compagnon de William Aylmer et de Hugh Ware dans l'insurrection de 1798; et le frère de madame Lubé était John Cormick, dont la maison de la rue Thomas, à Dublin, avait souvent servi de lieu de réunion à lord Edward Fitzgerald et à ses nombreux amis. M. Cormick s'était échappé en Amérique où il s'établit, et d'où il ne fut jamais autorisé à revenir en Irlande, bien qu'en 1822, on lui eût laissé espérer qu'il lui serait accordé une permission de se rendre dans sa patrie, pendant quelques jours, pour affaires de famille; je le rencontrai à cette époque à Paris, dans la société du général Lawless et d'Edward Lewens, qui, tous les deux, paraissaient satisfaits du récit que M. Cormick leur avait fait de la manière dont il s'était échappé en Amérique, etc.

En 1818, M. John Lubé quitta Tours et vint habiter Paris avec sa famille, et comme j'avais obtenu, du ministre de la Guerre, la permission d'y demeurer tant que je ne serais pas employé, j'y retrouvai M. Lubé et son aimable épouse, qui s'efforçaient de rendre leur maison agréable aux Irlandais qui fréquentaient alors la capitale. Je rencontrai à leurs soirées plusieurs personnes qui acquirent depuis une grande célébrité, telles, par exemple, que le jeune Balzac, l'avocat Lalor Shiel, l'avocat Denis Lubé, le compagnon du grand John Philpot Curran, et le fils aîné de M. Lubé. Je passai avec ce dernier d'agréables journées, car il était très-amusant et plein d'anecdotes sur les affaires de l'Irlande.

Je me rappelle avoir rencontré M. Lubé, par une matinée de printemps de 1818, au jardin du Luxembourg ; il me prévint qu'il allait passer quelque temps à Dublin, pour affaires, et qu'il désirait aller rendre visite au Révérend D<sup>r</sup> Murray, l'archevêque catholique de Dublin, qui était descendu au collège irlandais à Paris, afin de se charger de ses commissions pour l'Irlande. J'accompagnai M. Lubé au collège, car j'avais à remettre à Sa Grandeur quelques petits paquets qui m'avaient été confiés par ses amis d'Irlande. Nous trouvâmes au collège, en visite chez le D<sup>r</sup> Murray, le Primat catholique de toute l'Irlande, le Révérend D<sup>r</sup> Curtis, que j'avais connu en Espagne, en 1810, à Salamanque, où il était supérieur du collège irlandais, avant de devenir le stipendié du général anglais Wellington, et d'avoir, comme on dit en Irlande, déshonoré sa soutane ; — nous ne renouvelâmes pas connaissance. — C'était un homme grand et de belle mine lorsque je l'avais vu pour la première fois, et je le trouvai courbé et cassé.

Je me rappelle encore la matinée du 13 février 1820. M. Lubé conduisait au bureau de la diligence deux dames irlandaises qui repartaient pour Dublin, lorsqu'il apprit l'assassinat du duc de Berry, et il craignit que cet événement ne retardât le départ de la voiture. — M. Lubé habitait l'hôtel du duc de Clarence, rue de Grenelle-Saint-Germain, tout près de mon appartement, rue des Saints-Pères ; aussi nous voyions-nous fréquemment, ce qui m'était un grand plaisir, à cette époque si triste pour les officiers français en demi-solde.

Un excellent patriote irlandais, M. Parks, avait dû, comme John Cormick, aller chercher une demeure dans quelqu'un des arrières-établissements bon marché des États-Unis d'Amérique, et il y vécut pendant plusieurs années avec sa femme et deux enfants, un fils et une fille, avec des ressources très-limitées, jusqu'à ce qu'un de ses proches parents lui eût légué une grande fortune. Il vint alors vivre avec sa famille à Paris, et nous liâmes, par l'intermédiaire de notre ami commun, M. Warden, le consul américain, ce qui fut pour moi une nouvelle cause de plaisir, attendu que M. Parks était le plus franc et le meilleur des hommes. Il aimait à raconter la façon frugale dont il avait dû vivre en Amérique et les occupations auxquelles il s'y livrait le matin, avant le lever de sa femme, telles que couper le bois, faire le feu et bouillir l'eau pour le thé.

M. Parks occupait, rue de Vaugirard, un hôtel appartenant à M. Boulay, de la Meurthe, un des derniers ministres restés fidèles à Napoléon, et, comme la famille de M. Boulay y avait gardé un appartement qu'elle habitait généralement pendant l'hiver, on la voyait souvent aux bals et aux soirées donnés par M. Parks et son aimable famille, et où je rencontraï la meilleure société française. Je m'y liai avec le colonel Simon Laurier, une des nombreuses victimes de la réaction et de la persécution exercée contre les officiers en demi-solde, après la seconde abdication de Napoléon I<sup>er</sup>. Il fut cassé de son grade et par conséquent privé de la demi-solde; mais il ne se laissa point abattre, et entreprit une sorte de com-



merce de nature, avec le reste, à dénoncer au jour l'injustice du gouvernement des Bourbons. — Il autorisa les marchands de vin à placarder son nom sur leurs boutiques et à détailler et vendre du vin au bénéfice du colonel Simon Laurier. Il fut soutenu dans cette entreprise par les patriotes éclairés et indépendants de l'époque, et particulièrement par le digne Laffitte. En 1834, me trouvant en garnison à Nantes, avec le 56<sup>e</sup> régiment, j'y rencontrai le colonel Simon Laurier, qui commandait alors le département. Nous eûmes nécessairement d'agréables causeries à propos de nos amis de Paris et des grands événements qui étaient survenus depuis notre séparation. — Il était spirituel et de manières aimables. Il obtint bientôt après le grade de général de brigade.

Une famille irlandaise, dont j'avais beaucoup entendu parler comme étant animée des sentiments de véritables patriotes, arriva à Paris en 1820. — M. John Prat Winter, du comté de Meath, chez qui était descendu Sir Francis Burdett, pendant le mémorable procès de Roger O'Connor, à Trim, vint à Paris avec sa nombreuse famille, composée de sa femme, de cinq fils et de quatre filles. Ils s'établirent d'abord dans une pension bourgeoise, rue Cassette, n<sup>o</sup> 30, en attendant que leur maison, boulevard des Invalides, n<sup>o</sup> 17, fût meublée; dès qu'elle le fut, ils allèrent s'y installer et ils y vécurent et reçurent, pendant plusieurs années, la meilleure société française et étrangère.

Les fils de M. Winter étaient des jeunes gens bien

élevés, distingués et de vrais Irlandais. Arthur, le cadet, aspirait, comme toute sa famille, à voir l'Irlande bien gouvernée et indépendante; mais, ne voyant pour elle, à cette époque, aucune chance de secouer le joug anglais, il désira aller combattre avec les Grecs et les aider à conquérir leur indépendance. Son père, comme ami de lord Byron, avait souscrit une forte somme en faveur de leur sainte cause. Il consentit volontiers à permettre à son brave jeune fils d'aller rejoindre en Grèce lord Byron à son quartier général de Missolonghi, où il fut nommé l'un des principaux officiers d'état-major. Après la mort regrettée de lord Byron, le jeune Winter rejoignit l'armée grecque dans les montagnes, et partagea, pendant près de deux ans, toutes ses misères, ses dangers et sa gloire, jusqu'à ce que la fatigue, une blessure dangereuse, et la maladie fussent venues mettre un terme à son honorable carrière, dans un village nommé Gastonni, sur la route de Pyrgos à Patras. Chargé, pendant quelque temps, en 1828, du commandement de la ville et du district de Pyrgos, j'appris tous les tristes détails de la fin prématurée de mon cher ami, le jeune Winter, et ils rappelèrent à mon souvenir l'affliction de sa famille à Paris, lorsqu'elle avait appris sa mort. Son pauvre père prenait tant de plaisir à me lire les lettres qu'il recevait de Grèce de son fils, et à m'entretenir de ses grandes espérances du succès de la noble cause pour laquelle il combattait; la triste fin de lord Byron l'avait attristé, mais non désespéré. Son courage irlandais le soutenait contre l'adversité, et parmi les nombreux philhellènes, qui combattaient pour la

liberté grecque, il en était peu qui eussent fait, pour l'obtenir, de plus grands sacrifices que Winter qui avait abandonné sa famille et un intérieur où il eût pu jouir de tous les bonheurs, sauf celui de voir sa patrie grande, glorieuse et libre, comme elle devrait l'être.

Tous les membres de la famille de M. Winter que j'eus le plaisir de rencontrer chez lui, étaient, comme lui, de vrais Irlandais; son frère, bien que ministre de l'église anglicane, désirait une tolérance et une égalité parfaite entre toutes les opinions religieuses, et, par conséquent, la fin de la domination protestante en Irlande, qu'il déclarait le pire des despotismes. Sa sœur, Miss Winter, était très-instruite, libérale et d'un esprit fortement trempé. Elle possédait une fortune indépendante et en faisait un excellent usage. Elle habita longtemps Rome avec son neveu, John Winter, qui étudiait les beaux-arts, et qui réussit comme peintre.

M. Winter, nommé tuteur de deux orphelins, âgés de neuf à dix ans, fils d'un de ses cousins, les fit venir à Paris pour faire partie de sa famille et les plaça dans un externat français. Un soir, que l'aîné de ces garçons était assis sur un sofa, à côté de moi, je lui demandai comment il s'en tirait à l'école avec les petits Français. « Oh! très-bien, » me répondit-il, « car s'ils s'avisait de me regarder de travers, Bill les aurait bientôt terrassés. » Je lui demandai alors à quelle profession on destinait son frère Bill. « Oh! » me dit-il, « je dois avoir de la fortune, et je serai assez riche pour faire de Bill un capitaine Rock. »

Lorsqu'on eut envoyé coucher les enfants, M. Winter

désira connaître la conversation que j'avais eue avec le jeune Bumford. Je la lui répétai, et il s'écria : « Voilà l'enseignement de John, » en voulant parler de son sommelier qui avait été un des insurgés de 1798. Lorsque j'ajoutai : « De John Prat? » il y eut un éclat de rire général. « Oh ! non, M. Byrne, me dit M. Winter, je ne veux pas faire de ces garçons-là des capitaines Rock ; j'espère pouvoir les faire bien élever dans leur patrie, sans les envoyer à Oxford ou à Cambridge, et, à leur majorité, ils choisiront eux-mêmes le rôle qu'ils auront à jouer comme citoyens et patriotes irlandais. » — *Le capitaine Rock* venait d'être publié (1824). Le jeune Bumford avait non-seulement vu toute sa famille enchantée de ce livre, mais il l'avait lu lui-même aux domestiques qui ne savaient pas lire ; il n'était donc pas étonnant qu'il eût, à son âge, révélé la renommée de *Rock* pour son frère, qui, quoique plus jeune, était beaucoup plus fort et plus solide que lui.

Quelques mois avant de quitter Paris, M. Winter vendit son ameublement, quitta sa maison du boulevard des Invalides, et loua un bel appartement garni, dans un quartier plus central de la ville, rue Godot-de-Mauroy, près du monument qui devait être le *Temple de la Gloire* et qui est aujourd'hui l'Église de la Madeleine. — M. Winter continua, comme d'habitude, à recevoir une société nombreuse et choisie, dans sa nouvelle résidence, et il fit, avec son aimable famille, plusieurs excursions agréables dans la campagne des environs de Paris. Je fus invité à une de ces parties, non comme partenaire, mais comme convié. Nous étions quatorze

personnes, dans deux voitures, douze à l'intérieur et deux à l'extérieur. Nous passâmes la première journée à Mortfontaine, l'admirable château du roi Joseph Bonaparte. Nous visitâmes la flotte de navires sur les lacs, les bosquets, les jardins, etc. Cette résidence appartenait, ou plutôt était alors occupée par un prussien, M. Schickler, qui l'entretenait dans un ordre parfait et supérieur même à celui qu'elle avait du temps du roi Joseph. M. Schickler était immensément riche et n'épargnait aucune dépense pour sa maison. Je n'ai jamais rien vu de pareil à ses écuries dont les mangeoires étaient de marbre blanc italien. Le même luxe se retrouvait partout. Lorsque nous arrivâmes, M. Schickler préparait sa flotte à mettre à la voile, mais il retarda son voyage jusqu'à la fin de notre visite, et nous témoigna les plus grandes attentions et la plus exquise politesse tant qu'elle dura.

Notre seconde journée d'excursion fut consacrée à Ermenonville, jadis la résidence du célèbre Jean-Jacques Rousseau, et où le propriétaire de ce vaste domaine et du château, M. de Girardin, n'avait épargné aucune dépense pour perpétuer le souvenir du philosophe; dans toute l'étendue de ce qu'on appelle le Désert, se trouvaient placés des blocs de pierre, à demi couverts de mousse, et sur lesquels étaient inscrites des sentences des diverses œuvres de Rousseau. M. Winter n'en était pas un grand admirateur, mais nous n'en passâmes pas moins le premier jour à visiter ces inscriptions, à propos desquelles il désirait nous raconter divers incidents et de curieuses anecdotes. — Nous passâmes donc la matinée

dans le Désert, et la soirée à l'hôtel *Jean-Jacques*, où nous fîmes très-bonne chère.

Le lendemain matin, nous allâmes visiter, sur le lac, la petite île où Rousseau avait choisi sa dernière demeure. Le monument était simple, couvert d'inscriptions convenables, et soigneusement entretenu, bien que les restes du philosophe eussent été transférés au Panthéon, à Paris, pour y être réunis, dans ce temple, aux dépouilles de Voltaire, de Mirabeau, etc. « Aux grands hommes, la Patrie reconnaissante. » — Nous fîmes ensuite une promenade en voiture dans la belle forêt d'Ermenonville ; nous étions dans l'arrière-saison, les arbres commençaient à perdre leurs feuilles, et nous vîmes plusieurs artistes dessinant des points de vue et étudiant les teintes de l'automne.

M. Winter retourna en Irlande, avec sa famille, en 1827, et laissa un grand vide parmi son large cercle d'amis et de connaissances à Paris qui l'estimaient fort et le regrettèrent tous. Il aimait à fréquenter les jeunes gens qui s'occupaient de littérature, et je me rappelle avoir souvent rencontré chez lui M. Salvandy.

M. Winter publia un livre sur le meilleur mode d'éducation et de gouvernement du peuple irlandais. Son style était pur et poli. Il ne partageait pas l'opinion de quelques catholiques qui eussent désiré qu'on célébrât la messe dans une langue que le peuple ne pouvait comprendre. — Il jugeait préférable de n'apporter aucun changement sur ce point. — Plût à Dieu que tous les protestants d'Irlande fussent patriotes comme l'était John Prat Winter !

M. William Murphy, de Mont-Merrion, plus connu sous le nom de Billy Murphy, de Smithfield, à Dublin, était l'un des braves patriotes irlandais désignés, par l'organisation des Irlandais Unis, pour coopérer, dans le comté de Kildare, au soulèvement de 1798, avec lord Edward Fitzgerald, William Aylmer, Hugh Ware, etc. — Le pauvre lord Edward ayant trouvé sa fin cruelle et prématurée, M. William Murphy s'échappa à Lisbonne où il demeura réfugié jusqu'à ce que les exécutions sanglantes, les tortures, les emprisonnements se fussent un peu ralentis; il s'aventura alors à revenir dans sa patrie et reprit à Dublin sa position de courtier et de négociant. Il réalisa bientôt une grande fortune par ses talents et son industrie, en apportant à ses transactions commerciales la plus grande assiduité et la plus grande loyauté. Il devint l'ami intime de l'immortel Henry Grattan et du véritable et sincère patriote lord Cloncurry, et prit, avec ces deux hommes d'État, une part active et influente à la politique de cette époque.

J'avais souvent passé d'agréables soirées à Mont-Merrion avec M. Murphy et son aimable famille, mais ce ne fut qu'en 1824, à Paris, que je pus parfaitement apprécier son mérite et ses talents, et les immenses services qu'il eût pu rendre, comme un de ses sénateurs, à l'Irlande, si elle eût été indépendante et appelée à édicter ses propres lois. — C'était la première visite de M. Murphy à Paris; il avait donc beaucoup à voir, et comme j'étais sans emploi à cette époque, nous passions presque toutes nos journées ensemble à courir les curiosités. Il prit un bel appartement rue Saint-Honoré près

de l'Église de l'Assomption. Il retira ses filles Marguerite et Fanny du Sacré-Cœur, où elles avaient été élevées, pour les réunir à leur sœur aînée Catherine, et à leur frère John, si bien qu'ils formaient une société de six personnes : quatre dames et deux messieurs.

Je leur apportai, un samedi, des billets pour aller, le lendemain dimanche, entendre à la chapelle royale le grand'messe à laquelle devait assister la famille royale. Les hommes n'étaient pas admis à la chapelle en pantalons, et M. Murphy, qui n'avait pas apporté d'Irlande son costume de bal, dut se faire confectionner à la hâte de petites culottes de soie pour cette cérémonie religieuse ; ces culottes étaient si mal faites que ses enfants et lui-même éclatèrent de rire à son aspect. — Cependant ils furent tous bien placés à la chapelle et s'amuserent du spectacle. — Le palais des Tuileries n'était ouvert aux visiteurs que lorsque le roi n'y était pas, et M. Murphy et sa famille profitèrent un jour d'une sortie de Sa Majesté, en voiture, pour visiter le palais en détail. Ce fut la dernière fois que Louis XVIII sortit des Tuileries vivant, car il mourut le 16 septembre 1824.

Un jour, M. Murphy me dit que s'il se trouvait à vendre, quelque part en France, une étendue de terrain marécageux et inculte, ou un lac pareil à celui que M. Doyle Lawless avait acheté dans le Midi, près de Carcassonne, il l'achèterait volontiers pourvu qu'il fût susceptible d'amélioration, et qu'il avait chargé son ami, M. Donaveu, qui avait longtems habité la France, de s'en informer. Je lui demandai s'il n'existait plus de terres incultes en Irlande. « Oh ! me répondit-il, des milliers d'acres ca-



pables de devenir la meilleure terre; mais quelle garantie pourrions-nous trouver, nous, serfs catholiques, non émancipés, à faire de telles acquisitions en Irlande? Nous n'avons pas, comme M. Lawless, à Carcassonne, un Bonaparte pour nous encourager et nous protéger. » Il ajouta qu'il avait souvent causé avec lord Cloncurry du grand avantage que tireraient les pauvres Irlandais de la culture de ces terrains incultes. Mais leurs plans et leurs projets ne pouvaient servir à rien tant qu'une loi n'aurait pas été votée à ce sujet, et il craignait que les membres anglais et écossais de la Chambre des Communes ne consentissent jamais à en adopter une pareille. Cette crainte lui rendait douloureuse la pensée qu'une nation de tant de millions d'habitants se trouvât privée du droit d'édicter ses propres lois.

Dans toutes mes conversations avec M. Murphy sur la situation de l'Irlande, j'appris quelque chose de nouveau sur ses besoins et sur les remèdes possibles à apporter à ses maux; et, en vérité, je fus très-frappé de son langage simple et hardi et des opinions solides et des nobles sentiments qu'il exprimait sur toutes ces matières. Je songeai alors qu'il eût été un membre très-utile dans un parlement irlandais. La fortune splendide qu'il avait réalisée pour sa famille est une preuve qu'il eût été propre à occuper la position de ministre des Finances ou de chancelier de l'Échiquier irlandais.

M. Murphy regrettait qu'il n'existât pas une bonne histoire de l'Irlande, et prétendait que les antiquaires ne pouvaient s'entendre sur l'origine des tours-colonnes. Il désirait acheter l'histoire de Mac Geoghan, publiée

en français en 1758, mais, chose étrange à dire, nous ne pûmes la trouver, bien qu'avant la Restauration des Bourbons, en 1815, on la rencontrât chez plusieurs bouquinistes. Mon ami, l'abbé Lynch, qui mettait en ordre la bibliothèque du collège irlandais, m'en donna un exemplaire que je fis relier en deux volumes, et que j'envoyai à M. Murphy, en 1826, par mon jeune ami, James Power. C'était la seconde édition de l'histoire de l'Irlande de Mac Geoghan.

Un dimanche, nous allâmes visiter le musée d'histoire naturelle et d'antiquités égyptiennes de M. Denon, sur le quai Voltaire. On n'y était admis qu'avec une permission signée de l'antiquaire orientaliste, mais les salles n'en étaient pas moins pleines de monde. M. Murphy, que la collection égyptienne intéressait, me pria de demander à M. Denon des explications. Je lui répondis que miss Fanny parlait si bien le français qu'elle obtiendrait certainement tous les renseignements qu'il désirait; elle avait alors douze ans et elle était très-belle. Dès qu'elle eut adressé la parole à M. Denon, il fut si frappé de sa beauté et de ses manières, qu'il lui offrit le bras et la conduisit par tout le musée, en expliquant chaque objet à M. Murphy de la manière la plus aimable; si bien que notre société eut toutes les attentions de M. Denon et les honneurs de son musée, grâce à la connaissance de la langue française de miss Fanny.

M. Murphy retourna en Irlande et laissa miss Fanny dans un pensionnat en Angleterre. Mrs Murphy, John et les deux jeunes demoiselles Catherine et Marguerite, allèrent passer l'hiver à Tours; mais, avant de quitter

Paris, elles assistèrent aux grandes funérailles de Louis XVIII se rendant à Saint-Denis, et, l'année suivante, au mois de juin 1825, à la grande entrée de Charles X revenant de Reims, après y avoir été sacré et couronné, et se rendant à Notre-Dame, où fut célébrée une grande cérémonie.

Ils retournèrent, à l'automne de 1825, en Irlande, pour le mariage de miss Murphy avec M. Johnstone. — Après son mariage, John vint habiter Paris, rue de Monsieur, pendant quelque temps. — Je me rappelle avoir passé la soirée avec lui la veille de mon départ pour la Grèce, en 1828, à un dîner donné par notre digne ami, le colonel Montmorency Morris. — Nous voyions souvent William et James Murphy lorsqu'ils venaient à Paris. Je dois dire que je n'ai jamais rencontré de jeunes gens meilleurs ni plus modestes.

J'ai déjà raconté comment ma carrière militaire fut arrêtée par suite de ma mise en demi-solde en 1816, et de mon maintien dans cette situation jusqu'en 1828, avant de pouvoir être réemployé ; nul officier ne pouvant, aux termes de la loi, obtenir de l'avancement sans être présent à son régiment. Autorisé à résider à Paris pendant cette longue période, je trouvai ainsi l'occasion, non-seulement d'employer avantageusement mon temps en suivant les cours publics des collèges français, mais encore d'apprendre ce qui se passait dans la malheureuse Irlande et de faire la connaissance d'un grand nombre de ses meilleurs citoyens qui venaient continuellement visiter la capitale de la France, après la Restauration

des Bourbons, en 1815. Ce fut là, en quelque sorte, une compensation du préjudice que j'éprouvai en n'obtenant pas l'avancement auquel j'avais droit dans l'armée française. Aux termes des règlements militaires, la moitié des capitaines étaient promus à un grade supérieur, par droit d'ancienneté, et comme je me trouvais en tête de la liste, j'aurais été promptement nommé lieutenant-colonel.

Je fus ravi de rencontrer le D<sup>r</sup> Drumgold qui revenait de Rome où il avait été envoyé, en 1819, par un comité catholique, qui se réunissait de temps à autre à Dublin, pour régler certaines affaires avec le Saint-Siège. Sa mission fit beaucoup de bruit, à cette époque, en raison de l'altercation de son collègue, le moine de Wexford, le Père Hayes, avec le cardinal Gonsalvi, premier ministre du Pape. Ce dernier fit arrêter et mettre en prison M. Hayes, pour s'être, dit-il, exprimé en termes inconvenants; mais le Père Hayes, qui, bien qu'élevé à Rome, n'était pas sujet romain, sortit bientôt de prison.

Le D<sup>r</sup> Drumgold jouissait d'une grande célébrité, mais sans l'avoir jamais méritée, m'assura-t-il. Les Orangistes irlandais avaient l'habitude, après avoir bu à la glorieuse, pieuse et immortelle mémoire de Guillaume III, de boire à la santé du D<sup>r</sup> Drumgold, comme de l'homme qui avait laissé entrevoir le fond du sac, c'est-à-dire le sort qui leur était réservé le jour où serait renversée la domination protestante.

Le D<sup>r</sup> Drumgold était un homme, non-seulement bien élevé et très-instruit, mais extrêmement tolérant et humain. Il était indubitablement un solide et bon catho-

lique romain, toujours prêt à mourir pour sa religion et sa patrie. — Il logeait dans une pension bourgeoise, rue Cassette, n° 36; et, comme je demeurais dans le voisinage, nous nous voyions fréquemment et nous visitions ensemble les cours publics des différents collèges, mais plus spécialement ceux du collège du Plessis, en raison des éminents professeurs qui y étaient attachés : Thénard, Guizot, Villemain, Cousin, Lacretelle, etc. Un jour, ce dernier fit, dans sa leçon, un éloge outré de la reine Élisabeth, comme du plus grand monarque, et sans faire la moindre allusion aux cruautés et aux turpitudes commises par elle contre ses sujets irlandais. Le D<sup>r</sup> Drumgold crut devoir lui écrire, à propos de cette omission, en lui envoyant de longs extraits de tous les historiens sur la manière dont l'Irlande avait été gouvernée pendant le long et infernal règne de la reine-vierge Élisabeth. Nul n'eût pu être plus candide ni plus aimable que ne le fut M. Lacretelle à sa leçon suivante. Après avoir lu, selon son habitude, les lettres qu'il avait reçues dans l'intervalle, il s'appesantit particulièrement sur celle relative à l'Irlande, et déclara qu'il n'en avait pas fini avec le règne d'Élisabeth. Il me suffira de dire, qu'avant de terminer, il la peignit pire, si c'est possible, que Cromwell, pour ses meurtres monstrueux et de sang-froid en Irlande. — Le D<sup>r</sup> Drumgold sortit satisfait et en déclarant, ce que pensaient d'ailleurs tous ceux qui assistaient aux cours de M. Lacretelle, qu'il était l'un des meilleurs et des plus impartiaux professeurs d'histoire ancienne et moderne.

M. Lewens qui désirait que son ami le D<sup>r</sup> Drumgold

pût bien entendre l'éloquent prédicateur, l'abbé de Frayssinous, évêque d'Hermopolis, à l'une de ses conférences qui attiraient alors tant de monde à l'Église Saint-Sulpice, nous fit garder un dimanche des places près de la chaire. — En sortant de l'église, Lewens lui dit : « Eh bien, docteur, j'espère que vous avez été satisfait de ce que vous venez d'entendre? » — « Pas le moins du monde, répondit le D<sup>r</sup> Drumgold; je ne m'attendais pas à entendre profaner la chaire avec le nom de Louis XIV. C'est une indignité que de mêler de pareils hommes à la religion. J'ai craint un instant d'entendre également citer mademoiselle de La Vallière et toutes ses autres maitresses. »

Lewens ne put parvenir à lui faire modifier la sévérité de ses critiques, ni à lui inspirer une opinion plus favorable de la conférence. — Telles étaient la franchise, l'honnêteté et la profonde connaissance de l'histoire de Drumgold qu'il déclara que son opinion était formée et qu'il s'y tiendrait.

En allant voir un matin le D<sup>r</sup> Drumgold, je le trouvai très-affligé, et même en larmes. Il lisait une lettre de sa sœur. — « Elle n'est pas morte, certainement, me dit-il, mais c'est tout un pour moi, car elle entre dans un couvent. » — « J'en suis la cause, s'écria-t-il, par mon absence prolongée de notre maison où nous vivions si heureux ensemble! » — Cette séparation était d'autant plus triste pour lui qu'il était célibataire. Tel était le digne Drumgold que les Orangistes irlandais ont dépeint comme un fanatique cruel, capable de les faire tous massacrer.

Le D<sup>r</sup> Drumgold avait été visiter à Tours le général

Lawless, le colonel Ware et Allen, et il parlait avec délices des agréables instants qu'il avait passés avec ces braves *exilés d'Érin*. Il y avait à Rochefouret, maison de campagne du général Lawless, près de Tours, une grande chambre à trois lits; Lawless avait l'habitude de quitter la sienne et d'aller passer la nuit dans cette chambre, pour s'y livrer à une bonne causerie avec des hôtes tels que Drumgold, Allen, etc. Le D<sup>r</sup> Drumgold considérait Allen comme un homme d'une telle fermeté de caractère qu'il eût été propre à occuper la plus haute position en Irlande.

Le D<sup>r</sup> Drumgold retourna en Irlande, par Bruxelles, pendant l'hiver de 1820-1821. — Je lui donnai une lettre d'introduction auprès de mon ami, le révérend M. Cowan, qui était attaché à la cathédrale de cette ville. — Ce digne prêtre le présenta à quelques-unes des premières familles de cette capitale qui lui témoignèrent les plus grandes attentions et la plus grande bienveillance pendant les trois semaines qu'il y resta.

Avant de quitter Bruxelles, le D<sup>r</sup> Drumgold m'écrivit une longue lettre sur la situation politique du pays, et, depuis, j'ai pu souvent reconnaître la justesse de ses vues et de ses observations. — « Castlereagh et Wellington, me disait-il, pensent avoir assuré la paix du monde en faisant de la Hollande un grand royaume pour le prince d'Orange. Ils se doutent peu, ajoutait-il, que les Belges détestent le joug hollandais plus encore, si c'est possible, que les Irlandais n'abhorrent le joug anglais, et qu'ils profiteront de la première occasion pour le secouer, et même devenir Français, s'il ne leur reste pas

d'autre alternative. » Telles étaient les opinions du Dr Drumgold, à cette sombre et désespérante époque où les despotes de la Sainte-Alliance usaient de tous les stratagèmes en leur pouvoir, pour obliger partout les peuples à abandonner tout espoir d'avoir jamais aucune participation au gouvernement de leur pays.

Le pauvre Père Hayes ne jouit pas longtemps de la célébrité qu'il avait acquise à Rome avec le Dr Drumgold. Il retourna à Wexford, pour voir sa famille et tâcher de rétablir sa santé qui se trouvait fort altérée. Il vint à Paris, pour y consulter les médecins, avec deux de ses sœurs, et, quelques jours après leur arrivée, il expira dans son appartement, rue de Beaune, assis dans son fauteuil, en causant jusqu'au dernier moment avec ses amis et sans souffrances.

L'excellent et digne docteur Halliday, qui l'assistait, se chargea de pourvoir convenablement aux funérailles et au service à l'Église. Le Père Hayes fut enterré au cimetière du Père Lachaise avec les cérémonies habituelles.

D'après le peu que j'avais vu de M. Hayes, il m'avait paru un homme très-aimable et de très-agréables manières; bien qu'il se trouvât dans la dernière période de sa maladie, sa conversation était très-animée et très-hardie, lorsqu'il parlait des pauvres Irlandais. Il était réputé très-instruit et parfaitement au courant de tout ce qui concernait le gouvernement ou plutôt *la mauvaise administration* de l'Irlande sous ses chefs étrangers. — Quel malheur que de tels hommes disparaissent prématurément. Il n'avait que trente-trois ans lorsqu'il mourut.



M. Harvey, propriétaire du journal de Dublin, *L'Homme libre*, un des meilleurs organes et défenseurs des droits et des intérêts catholiques publiés en Irlande<sup>1</sup>, vint à Paris à la mort de son oncle, le colonel O'Kelly, qui mourut dans cette ville en 1818. — M. Harvey et sa fille unique, miss Harvey, héritèrent d'une grande fortune que leur avait léguée ce parent. M. Harvey vint à Paris pour affaires et pour l'éducation de sa fille. Je le vis souvent, et je dois dire que j'en appris beaucoup sur la politique irlandaise, en sa qualité d'éditeur d'un journal si répandu et possédant tant de lecteurs. M. Harvey, qui avait des correspondants par tout le pays, connaissait parfaitement les sentiments politiques des vrais amis de la liberté irlandaise, et il me raconta souvent de curieuses anecdotes sur leurs projets et leurs plans pour forcer le Parlement anglais, intolérant et bigot, à voter un bill d'allégement catholique. *Un de ces amis de la liberté* prépara avec M. Harvey, dans son cabinet, un article pour le journal *L'Homme libre*. Quelques jours après, dans une grande réunion, M. Harvey entendit parler de cet article en termes très-inconvenants, suivant lui, par la personne même à l'instigation de laquelle il avait été écrit. Il crut se devoir à lui-même, et aux intérêts du journal qu'il dirigeait, de ne pas laisser passer inaperçue une critique aussi déloyale, et il pria en conséquence un de ses amis, l'alderman Mac Kenny de demander à cet

<sup>1</sup> La fille de M. Harvey, Mrs Grattan, m'a appris que son père était devenu propriétaire du journal *L'Homme libre*, à la demande du parti whig anglais qui, à cette époque (1802), avait désiré fonder en Irlande un organe libéral.

égard une explication. Mac Kenny lui répondit : « Mon cher Harvey, vous êtes un jeune éditeur, et si vous désirez servir les vues de ces messieurs, qui croient que tout ce qu'ils disent est nécessaire pour obtenir la plus légère concession du gouvernement anglais, il faut vous attendre à entendre parfois des paroles malsonnantes. » M. Harvey répliqua qu'il était désolé que la liberté ne pût être obtenue qu'au prix de tels sacrifices.

M. Harvey passa plusieurs années sur le continent, et particulièrement en Italie et en France où il habita longtemps Paris et Versailles. Il reçut dans ces deux villes la meilleure société et y donna plusieurs fêtes splendides. Miss Harvey était belle et très-distinguée, aussi eut-elle un grand nombre de prétendants et reçut-elle des demandes en mariage de la part de plusieurs membres de la première noblesse de France, ducs, comtes, etc. De pareils titres eussent sans doute séduit une jeune demoiselle qui n'eût pas professé les admirables sentiments patriotiques irlandais de miss Harvey; mais ils n'avaient, à ses yeux, aucune valeur en comparaison de l'honneur de devenir la femme du jeune Henry Grattan, fils de l'immortel Grattan de 1782. Cette résolution de sa part réjouit au delà de toute expression le cœur de son père. Il déclara que tous ses vœux se trouvaient réalisés par l'union de sa fille au fils du grand champion de la liberté irlandaise. M. Harvey retourna à Dublin en 1827, mais il ne vécut pas assez longtemps pour jouir du bonheur d'assister au mariage de sa fille adorée qui n'eut lieu qu'après son décès.

Un gentleman irlandais, l'alderman Mac Kenny,

vint passer quelque temps à Paris avec sa famille ; c'était un solide patriote irlandais qui s'était acquis la sympathie et l'estime de la population catholique de Dublin, car il avait été l'un des premiers lords maires protestants qui se fût aventuré à réprimer l'insolence des Orangistes, et à les empêcher, aux anniversaires des 1<sup>er</sup> et 12 juillet, de se dégrader et de se déshonorer en s'enivrant et en se livrant à toute espèce d'actes brutaux à l'égard des citoyens qui ne portaient la cocarde orange. Il fut insulté par ces individus pour n'avoir pas porté le toast *à la glorieuse, pieuse et immortelle mémoire de Guillaume III*, à la fête qu'il présidait comme lord maire ; comme ses prédécesseurs l'avaient toujours porté, l'omettre était un crime que ne pouvaient oublier ou pardonner les Orangistes.

Je vis l'alderman Mac Kenny avec grand plaisir. Il était franc et de manières aimables. J'en appris beaucoup sur la situation politique de l'Irlande. Lié intimement avec O'Connell et Shiel, il me parlait souvent de leurs grands talents, de leur désintéressement et des grands services qu'on pouvait attendre de leurs efforts pour obliger le parlement anglais à accorder une émancipation réelle, qui ferait disparaître la dîme, la taxe des ministres et autres maux. Telle était l'opinion de M. Mac Kenny en 1825. — Deux ou trois ans après, à son retour à Paris, je le trouvai moins confiant sur plusieurs points, quoiqu'il convînt que ce serait obtenir un grand avantage que d'avoir des membres catholiques siégeant dans un parlement anglais. Il craignait cependant, que leur nombre ne fût jamais suffisant pour

obtenir justice à l'Irlande. Il me dit qu'il partageait complètement l'avis de lord Cloncurry, et d'autres de ses amis, qui pensaient que le pouvoir accordé aux Irlandais de faire leurs propres lois locales, pourrait seul réussir à faire disparaître les maux existants; cependant, il espérait qu'un bill d'allégement catholique pourrait être voté, parce qu'il fournirait aux orateurs irlandais l'occasion d'exposer devant l'univers la déplorable situation de leur malheureux pays.

L'alderman Mac Kenny, en causant un jour avec moi de l'extrême violence des discours d'O'Connell, me dit qu'il avait eu avec Shiel une conversation sérieuse à ce sujet, et qu'ils avaient été forcés de convenir que, comme *John Bull* leur jetait continuellement des ordures à la tête, il était nécessaire que quelqu'un les leur renvoyât, et qu'O'Connell s'acquittait parfaitement de cette tâche. M. Mac Kenny était très-impartial et il regrettait fort que la situation politique des partis rendit nécessaires de telles représailles.

M. Richard Dillon était un gentleman de Dublin qui se faisait gloire d'avoir été le compagnon de captivité, comme prisonnier d'État, pour la noble cause de la liberté de l'Irlande, de patriotes tels que Hampden Evans, Thomas Addis Emmett, le D<sup>r</sup> Mac Neven, Arthur O'Connor. Il habitait près de la maison d'Olivier Bond, dans la rue du Pont, et en apprenant, le 12 mars 1798, que son ami était en danger, il alla le voir et fut arrêté et emmené en prison avec les délégués provinciaux, William Michel Byrne, etc. Il n'avait rien à

démêler avec la réunion qui devait se tenir en ce jour mémorable et qu'avait dénoncée la perfidie du fameux délateur Reynolds ; mais ce monstre n'en trahit et n'en vendit pas moins à l'étranger son compatriote et sa patrie par amour du lucre. Il obtint du gouvernement anglais des emplois et un traitement élevés, et vécut avec sa famille sur le continent dans le plus grand luxe avec le prix du sang qu'il avait reçu d'avance.

M. Dillon habita plusieurs années à Paris avec sa fille et sa famille, et lorsque ses enfants allèrent se fixer à Dijon, il préféra rester à Paris pour y jouir de la société qu'il n'eût pu trouver dans une ville de province. Quoique âgé de plus de soixante-dix ans, il était très-gai et vert comme un homme de trente. Il était très-hospitalier, et très-généreux et saisissait avec empressement toutes les occasions de procurer quelques plaisirs à ses amis. Il m'invita un jour à assister à un dîner de Saint-Patrick, donné en l'honneur du grand poète irlandais, Thomas Moore. Ce dîner eut lieu au Cadran-Bleu, sur le boulevard, et fut présidé par Wellesley Pole Long, neveu du duc de Wellington. — Je refusai l'aimable invitation de M. Dillon, parce que je pensai qu'il serait très-peu agréable à un officier français, en demi-solde, qui avait combattu les Anglais en Irlande, en 1798, et en Espagne et en Portugal, en 1809, 1810 et 1811, d'entendre les discours et les toasts prononcés à la louange du héros de Waterloo. Cependant, j'eusse été ravi d'entendre l'auteur de ces vers admirables :

• Il n'existe pas dans le vaste univers de vallée aussi belle  
Qué ce vallon au sein duquel s'unissent les eaux limpides ! •

Ce pays, le vallon d'Avoca, était la demeure des Grahams, les ancêtres de ma chère mère, le lieu de sa naissance et celui où, enfant, j'avais passé tant d'heureux jours à vagabonder sur les rives de l'Avoca et dans le verger de cerisiers du pont de bois, etc.

Le dîner de Saint-Patrick marcha assez bien, avec des toasts choisis du président et de joyeuses chansons appropriées à la circonstance et chantées par le grand barde d'Erin. La société se sépara cependant de bonne heure, c'est-à-dire que le président Long Wellesley, Thomas Moore et plusieurs autres se retirèrent ; mais la majorité des convives resta à table pour terminer cette grande fête, comme elle méritait de l'être en pareil jour. — On nomma un nouveau président et un nouveau vice-président, et on recommença à porter des rasades en l'honneur des Irlandais distingués, lorsqu'un jeune homme, fils de M. Thomas Warren, de Dublin, et grand ami de M. Dillon, entendant prononcer un nom qui lui déplut, retourna son verre en déclarant qu'il espérait qu'on n'allait pas ajouter aux santés déjà bues, celle du dénonciateur Reynolds. A ces paroles, partit un cri de : « A la porte ! ». Warren se leva et défia le misérable lâche qui venait de le pousser d'oser le répéter. On appela une patrouille de soldats français, qui conduisit Warren au poste. Comme il n'était pas en uniforme, il remit à l'officier qui commandait le poste sa carte qui portait ces mots : « Thomas Warren, lieutenant aux gardes du corps. » L'officier s'empessa de retourner au Cadran-Bleu, avec Warren, pour tâcher de découvrir quel était le drôle étranger qui avait eu l'audace d'insul-

ter un des officiers de Sa Majesté, mais tous avaient fui, à l'exception du digne M. Dillon, qui attendait avec sa voiture pour reconduire chez eux son ami Warren, et le jeune baron de Waterford.

Le lendemain matin, de bonne heure, Warren vint me prier de lui servir de témoin. Il me raconta tous les incidents du dîner de la Saint-Patrick; mais il me dit que, comme il ignorait encore le nom et l'adresse de l'individu avec lequel il aurait à se battre, il espérait que notre ami, M. Dillon, pourrait nous le faire connaître; en conséquence, nous nous rendîmes immédiatement en voiture au boulevard Montmartre, où habitait M. Dillon. Ce gentleman convint de l'exactitude du récit de la querelle donné par Warren, et du cri « à la porte! » mais il ne put nous dire qui l'avait poussé. — Il ne resta donc à M. Warren d'autre alternative que de faire publier dans le journal de Galignani, l'article ci-après :

« La personne qui a employé l'expression *à la porte!* au dîner de la Saint-Patrick, est respectueusement invitée à envoyer son adresse au lieutenant Warren, hôtel des Gardes-du-Corps, quai d'Orsay. 18 mars 1820. »

L'éditeur du journal ayant refusé d'insérer cet article, Warren en laissa plusieurs copies dans le cabinet de lecture de Galignani, et en distribua d'autres parmi les officiers de la garnison, ses camarades; cela suffit pour apprendre promptement à tout Paris la querelle du Cadran-Bleu, sur les boulevards, et comment elle se termina.

A un dîner de famille auquel assistaient seuls l'abbé

Powell et moi, M. Dillon exposait la situation dangereuse des prisonniers d'État de 1798, et comme son beau-fils n'était pas d'accord avec lui, sur tous les points, il s'écria : « John Boylen, vous remplissiez les devoirs de *loyal sujet* dans le corps de milice des négociants, ainsi que Daniel O'Connell remplissait le sien dans le corps des hommes de loi, en escortant le pauvre lord Edward Fitzgerald de la rue Thomas à la prison de Newgate, tandis que nous, captifs à la prison de Kilmainham, nous nous attendions, à chaque instant, à être massacrés par les assassins stipendiés du château. » — Une inclination de tête approbative ayant accueilli ses paroles, M. Dillon retrouva sa bonne humeur, et dit, en remplissant d'eau-de-vie deux petits verres : « Allons, abbé Powell, *buons un coup*, comme nous dirions en Irlande, après notre *poisson*; et le fait est qu'il n'en avait pas paru un morceau sur la table, bien que ce fût jour d'abstinence. L'abbé, qui logeait au Collège irlandais, s'en alla de bonne heure. — Mrs Boylen voulut s'excuser de ne pas avoir eu de poisson, sur la distance où elle se trouvait d'un marché, et son père n'en goûta que mieux sa plaisanterie.

Un matin, M. Dillon me montra un bel habit vert que son tailleur venait de lui apporter. Nous dinâmes, le dimanche suivant, chez M. Frank Thorp, rue de la Paix, n° 11. — Je pus comprendre que la société était presque exclusivement irlandaise, en voyant M. Dillon donner la main à tous les convives à son entrée dans le salon. Il s'assit ensuite près d'une dame à laquelle il dit : « Mrs Butler, comme je savais que j'aurais le plaisir



de vous rencontrer ici à dîner, j'ai mis mon plus bel habit vert. Oh ! la charmante, l'aimable couleur ! et qu'elle est chérie au-delà des mers, dans notre chère petite île, la verte Erin, etc ! » Je demandai à mon ami, le docteur Halliday, qui était cette dame, à qui M. Dillon faisait une telle cour ; il me répondit : « C'est la fille du fameux Hunter Gowan, mais comme il en avait quatorze, il se peut qu'elle soit une de celles qui désapprouvaient les meurtres de sang-froid, les incendies de maisons, et autres crimes commis par leur père dans le comté de Wexford, avant l'insurrection de 1798. »

M. Dillon était un excellent patriote et doué de beaucoup de verve irlandaise. — Après avoir passé plusieurs années loin de son pays, il y retourna pour y terminer, à un âge avancé, sa longue et honorable carrière, avec sa fille et ses nombreux petits-enfants.

M. Frank Thorp avait réalisé une belle fortune en Irlande, comme agent de change à Dublin. Il vint, en 1815, après la Restauration des Bourbons, habiter Paris, rue de la Paix, n° 11. Il acheta pour 50,000 livres sterling, de 5 p. 100, français, lorsque les cours étaient très-bas, et quand cette valeur monta au-dessus du pair, il se plaisait à dire : « Eh bien ! voilà ma fortune doublée sans peine ; le moins que je puisse faire, c'est de donner de temps en temps à dîner aux habitants du pays qui me l'a value. » — Et en réalité, il était très-hospitalier et donnait de très-splendides fêtes, en dîners et en soirées. Lorsque nous nous rencontrions à la promenade, il m'invitait fréquemment, si je n'avais

pas d'autre engagement, à venir partager son dîner de famille, qui était toujours très-aimable et très-agréable. La société se composait de M. Frank Thorp, de sa femme, de la sœur de sa femme, Mrs Todrich, du D<sup>r</sup> Todrich, son beau-fils et son beau-frère, et de notre excellent ami, le D<sup>r</sup> Halliday. Les dames étaient très-bonnes et très-aimables, et je me trouvais très-heureux à ces petits dîners. De plus, le D<sup>r</sup> Halliday était un de mes meilleurs amis et l'un des plus véritables patriotes irlandais que j'aie jamais connus. C'était un jeune homme accompli, distingué, et un grand linguiste, qui parlait et écrivait le français et l'italien comme un Français et un Italien bien élevés. Les médecins français reconnaissaient que le D<sup>r</sup> Halliday jouissait du grand avantage d'avoir été reçu docteur dans les deux Facultés d'Edimbourg et de Paris, où il avait obtenu ses diplômes, et où il avait fait les plus profondes études. — Il tenait le premier rang parmi les gens de sa profession, lorsqu'il plut à Dieu de l'appeler de ce monde dans un monde meilleur, encore dans la fleur de l'âge, avant d'avoir atteint quarante ans.

Son amour pour la liberté irlandaise égalait celui de Robert Emmett, ou de tout autre de ses contemporains. Il me lisait parfois des extraits d'un manuscrit qu'il se proposait de publier sur les besoins de l'Irlande, et les remèdes à obtenir d'un parlement étranger. Le style en était magnifique, et respirait les hardies aspirations d'un peuple qui réclame ses droits, et veut être libre; mais sa santé s'altéra tellement qu'il ne put le terminer. — Son frère, qui avait publié une grammaire

irlandaise, eût rendu des services comme linguiste, mais il mourut également jeune. Il n'existait pas de sacrifice pécuniaire ou autre que le D<sup>r</sup> Halliday ne fût prêt à faire en faveur des intérêts de sa patrie.

En 1833, Sir Jonah Barrington désirait faire imprimer et publier en anglais, à Paris, sa *Grandeur et décadence de la nation irlandaise*; mais comme il n'était guère muni d'argent, le D<sup>r</sup> Halliday l'installa chez lui, rue de la Paix, n<sup>o</sup> 11, et paya un individu pour l'aider à copier et préparer le manuscrit pour l'impression. Le volume fut promptement imprimé et publié, et le D<sup>r</sup> Halliday en paya tous les frais. Il espérait que ce livre pourrait contribuer à maintenir vivant, parmi les Irlandais, l'amour de leur pays et de son indépendance; et bien qu'il ne contint guère de détails sur ce qui s'était passé à cette triste époque de 1800, cependant il était bon de l'avoir, non parce qu'il était dédié à lord Plunket, le *père des Annibals*, mais parce qu'il pouvait servir plus tard aux historiens pour raconter la façon dont les Irlandais s'étaient débarrassés du joug étranger.

En 1836, le D<sup>r</sup> Halliday sollicitait du gouvernement français, à Paris, l'autorisation d'établir une petite infirmerie où il aurait pu avoir quelques lits et traiter à ses frais les pauvres Irlandais malades à Paris, qui ne possédaient pas les moyens de payer les soins d'un médecin et d'acheter ce qui était nécessaire à leur guérison; mais avant que son projet eût pu être réalisé, le pauvre garçon termina son humaine et honorable carrière, fort regretté de ses amis, et de ses connaissances, en France et en Irlande.

Il m'appartient de raconter une circonstance qui prouvera quel excellent ami c'était. Lorsqu'au mois d'août 1828, je reçus ma nomination pour faire partie de l'état-major du général Maison, dans l'expédition de Grèce, j'écrivis à ceux de mes camarades qui se trouvaient en province, et dont j'avais l'habitude d'exécuter les commissions à Paris, pour les prévenir que j'allais quitter cette ville pour la Morée. Le D<sup>r</sup> Daniel Halliday se trouvait à cette époque à Dieppe ; il me répondit par une lettre affectueuse à laquelle était joint un mandat de 1,000 francs sur son banquier, dans la pensée que je pourrais avoir besoin d'argent pour mon entrée en campagne. Je me rappelle, en outre, avec plaisir, qu'en 1835 il aida à mon mariage avec ma chère Fanny, en engageant l'évêque Luscombe à nous marier à l'ambassade, etc., etc. — Ma femme le connut peu de temps, mais cela suffit pour lui faire apprécier son grand mérite.

Le D<sup>r</sup> Todrich, l'un des plus éminents médecins et membre du collège des chirurgiens, à Dublin, était fréquemment appelé en cette qualité dans les châteaux de la noblesse du pays, et j'eus par lui des nouvelles de l'un de mes camarades de rébellion de 1798. — Le D<sup>r</sup> Todrich était à la maison de campagne de lord Povercourt le jour où le fameux et brave Michel Dwyer se rendit à sa seigneurie pour être transporté à Botany Bay, après ses nombreuses et merveilleuses évasions dans les montagnes de Wicklow pendant cinq ans ; ce qui fut merveilleux, et on peut ajouter admirable, c'est que pendant ce long

laps de temps, il ne fut pas trahi, bien qu'une forte récompense eût été offerte à qui le découvrirait et l'arrêterait. A l'honneur des pauvres montagnards, il ne s'en trouva pas un qui se laissât corrompre par le prix du sang anglais.

Le baron Larrey, chirurgien général de Napoléon, était lié intimement avec le docteur Todrich, et dînait souvent à la table de M. Frank Thorp. Je me rappelle qu'un jour il intéressa grandement la société par le simple récit de ses services dans les campagnes de l'armée française. — Masséna, raconta-t-il, qui commandait généralement un corps d'armée éloigné du quartier général de l'Empereur, était le seul des maréchaux qu'il ne connut qu'aux batailles d'Essling et de Wagram, en 1809; ce fut dans des circonstances difficiles qu'ils devinrent intimes. — De grands trains de bois, lancés par l'ennemi sur le Danube, avaient enlevé les ponts qui conduisaient à l'île où était placé le corps d'armée de Masséna. Ses communications avec le quartier général de l'Empereur se trouvèrent complètement interceptées, et il eût à passer dans cette île une terrible nuit, sans provisions; le lendemain matin, le baron Larrey arriva pour faire son rapport au maréchal Masséna. Il le trouva étendu sur le sol, enveloppé de son manteau, comme un grand ours, et avec une barbe longue de plusieurs jours. « Eh bien! docteur, lui demanda-t-il, comment vont nos pauvres blessés? » — « Assez bien, maréchal, répondit Larrey, je viens de leur faire distribuer une bonne tasse de bouillon à chacun. » — « Comment? s'écria le

maréchal, du bouillon ? pouvez-vous m'en faire donner aussi ? — On lui en apporta une tasse qu'il but sans songer à demander avec quelle viande il avait été fait. Le lendemain, lorsqu'il rencontra l'Empereur, il crut ne pouvoir trop donner d'éloges aux soins que le docteur Larrey avait pris des blessés. — Napoléon lui répondit en souriant : « Oui, maréchal, mais ce sont les chevaux de ma belle artillerie qui ont servi à faire la soupe que vous avez trouvée si bonne, et les cuirasses de mes soldats qui ont servi de marmites. »

Cinq ans plus tard, en 1814, en se rendant un matin, par le quai Voltaire, à l'hôpital de la Charité, rue des Saints-Pères, pour y visiter les malades et les blessés, le baron Larrey fut accosté par un homme en vieille redingote bleue, qu'il ne reconnut pas. « Comment, lui dit cet individu, vous ne vous rappelez pas Masséna ? » — « Oh ! prince, pardonnez-moi, répondit Larrey, mais vous étiez en uniforme toutes les fois que j'ai eu l'honneur de vous voir. » — Après quelques instants de conversation, Masséna l'invita à un dîner de famille que le docteur accepta avec plaisir, désireux qu'il était de connaître les dames et les jeunes gens de la famille de Masséna. Cependant, le jour du dîner, en entrant dans le salon, il fut surpris de n'y voir pas de dames, mais environ trente hommes en habits bourgeois, porteurs de décorations et de rubans et n'ayant, les uns qu'une jambe, les autres qu'un bras, etc. « Docteur, lui dit Masséna, je vous ai invité à un dîner de famille ; eh bien ! nous faisons, tous ici présents, partie de la famille qui se trouvait dans l'île du Danube, la nuit où vous nous avez procuré de si bon

bouillon, et où vous avez rendu d'autres services encore à plusieurs de ces messieurs. Permettez-moi, continua le maréchal, de vous présenter le général \*\*\*, le colonel \*\*\*, etc., et, ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il eût nommé tous les invités. Le baron Larrey nous déclara que ce jour avait été l'un des plus heureux de sa vie, et nous le crûmes volontiers.

J'avais fréquemment vu le baron Larrey à la grande armée de Silésie, en 1812, et c'était lui qui avait amputé notre colonel, le général Lawless, à Lowenberg sur le Bober, le 21 août 1813, mais je n'avais jamais causé avec lui avant le jour où je le rencontrai chez M. Frank Thorp, et je dois dire que je fus enchanté de faire la connaissance d'un homme aussi remarquable et aussi célèbre. Je regrette de n'avoir pas noté les nombreuses anecdotes intéressantes qu'il nous raconta sur Napoléon et sur tous les maréchaux et généraux français de son époque. — Il est toujours agréable d'entendre parler des hommes vaillants, mais il le devient davantage lorsqu'ils sont relégués dans l'ombre et persécutés, comme c'était le cas, après la Restauration des Bourbons, en 1815.

Pendant les longues années que j'eus à passer à Paris, en demi-solde et sans emploi, j'eus souvent à remplir le triste devoir d'accompagner le char funèbre qui conduisait de grands guerriers à leur dernière demeure, au Père-Lachaise, et j'y entendis les discours et les éloges prononcés sur leurs tombes par des officiers qui connaissaient parfaitement leurs nobles actions. Le général Thiébault fut touchant et éloquent en parlant du

maréchal Masséna, et comme j'avais eu l'honneur de servir dans l'armée, commandée par ce grand capitaine, en Espagne et en Portugal, ce discours m'émut profondément, — comme ceux que j'entendis quelque temps après sur le général Foy, le général Lawless, etc.

Les soirées, comme les dîners, étaient toujours agréables chez M. Thorp. Deux ou trois tables d'écarté, — jeu alors fort à la mode, — se trouvaient placées dans le salon et entourées par les dames et les messieurs qui pariaient de chaque côté, tout en se livrant en même temps à une conversation fort animée. Un soir, la pauvre Irlande servit de thème à la conversation. Quelqu'un avança qu'il était absurde d'entretenir une agitation perpétuelle dans ce pays, mais le comte de Noé, pair de France et chambellan de Louis XVIII, prit la défense des Irlandais. — Il déclara qu'il espérait que ses principes, comme royaliste et ami du gouvernement monarchique, ne faisaient doute pour personne, mais que s'il était Irlandais, il serait un agitateur, au besoin même un rebelle, pour obliger les Anglais à accorder à l'Irlande les mêmes lois qu'à l'Angleterre, à émanciper les catholiques et à les placer sur un pied parfait d'égalité avec les autres habitants de l'Irlande. Je dois dire que je fus touché et très-charmé de la franche et généreuse défense de mon malheureux pays par le comte de Noé. Venant d'un gentilhomme de son rang, et qui avait servi plusieurs années dans l'armée anglaise, elle acquerrait plus de valeur encore que si elle eût été articulée par quelqu'un qui n'eût pas connu l'Angleterre comme il la connaissait.



Parmi les dames que je rencontraï souvent chez M. Thorp, se trouvaient Mrs et Miss Wiseman, la mère et la sœur d'un jeune homme qui étudiait alors pour l'Église à Rome, et qui, depuis, a été nommé, par Sa Sainteté, cardinal de Westminster.

La maison de campagne de M. Thorp, lorsqu'il habitait l'Irlande, était située près de Butterstown-Lane, et le curé de la paroisse de cette chapelle, le Révérend Père Ryan, vint passer quelque temps à Paris. Il reçut l'accueil le plus aimable de M. Thorp et de sa famille, qui le considéraient comme un de leurs vieux amis et pensaient ne pouvoir jamais assez faire pour lui rendre sa visite agréable. Le Père Ryan me dit que M. Frank Thorp, quoique non catholique, était toujours le premier à souscrire largement à chaque collecte charitable pour les pauvres de sa paroisse, et, qu'à Paris, il avait l'habitude de lui dire : « Révérend docteur, malgré mon absence de l'Île verte, vous pouvez toujours compter sur moi, comme si j'y étais, lorsque vous aurez besoin d'argent pour vos pauvres. » J'ai entendu raconter mille traits de ce genre, de la part de Frank Thorp, par ses amis que je rencontraï à Paris.

En 1826, M. James Power, sa mère et ses sœurs arrivèrent en France et m'apportèrent une lettre de recommandation. Ils passèrent près d'une année à Paris et à Versailles. Il ne pouvait exister une plus digne famille. Je fus très-touché des excellentes opinions de James Power. Il me parla souvent de l'honorable manière dont son père avait réalisé une très-grande fortune, et de l'inquiétude qu'il éprouvait pour en faire un bon usage

quand il en hériterait. — En 1827, M. John Power arriva à Paris avec une partie de sa famille. C'était un homme d'un excellent jugement et sans prétentions ; son unique ambition paraissait consister à être considéré comme un bon citoyen irlandais ; à cette époque il ne songeait pas à devenir *baronnet*. Il regrettait souvent que la population catholique de Dublin n'eût pas de cimetière comme celui du Père-Lachaise à Paris. Je l'accompagnai pour prendre à ce sujet tous les renseignements possibles. A son retour à Dublin, il s'entendit avec ses amis pour y acheter un terrain approprié à ce but, et il contribua à la réalisation de ce projet, comme à toutes les institutions charitables de son pays.

M. et Mrs Dillon, de la rue Dame, à Dublin, et leurs deux filles se trouvaient à Paris en même temps que la famille Power. M. Dillon mourut peu après à Bellevue, près de Sèvres, et sa veuve et ses filles retournèrent à Dublin. — Jusqu'au moment où je partis pour la Grèce, en 1828, j'eus le plaisir et l'avantage de rencontrer fréquemment à Paris, d'excellents patriotes irlandais, qui me renseignèrent sur la situation politique de l'Irlande, et sur son désir permanent d'obtenir son émancipation. M. James Power me fit connaître M. Cassidy de Munsterevan. Ce gentleman vint me voir le jour de mon départ de Paris pour la Grèce. Il désirait faire imprimer et publier à Paris un manuscrit que lui avait légué l'oncle de sa femme, le juge Johnstone. Mon ami, M. Arthur Barker, fut assez aimable pour me promettre d'aider M. Cassidy à exécuter ses désirs. Ce livre était un com-

mentaire sur les mémoires de Theobald Wolfe Tone, major général au service de la République française, dans lequel les forces morales et physiques de l'Irlande étaient discutées et étudiées d'après des documents authentiques fournis par le colonel Philippe Roche Fermoy.

---

## RÉCIT DE MA CAMPAGNE DE GRÈCE

1828

Rien n'eût pu surpasser ma joie lorsque, le 8 août 1828, je reçus ma commission pour faire partie de l'armée française qui partait pour assurer l'indépendance de la Grèce; en réalité, elle fut presque égale à celle que j'avais ressentie en quittant Paris pour Brest, en 1803, avec l'espoir d'accompagner une armée française destinée à délivrer l'Irlande du joug anglais. Hélas! les pauvres Irlandais ne furent pas aussi heureux que le furent les Grecs en 1828, pour se débarrasser de leurs maîtres.

L'ambassadeur anglais, Sir Charles Stuart, apprenant que le colonel Corbet et moi, nous étions attachés à l'état-major du général Maison, commandant en chef de l'armée française, qui partait pour la Grèce, se rendit chez le ministre de la Guerre, le général de Caux, et lui dit qu'il serait *agréable à son gouvernement* que nous ne fussions point employés. Le ministre lui répondit que nous étions naturalisés français et nommés à notre tour par ancienneté, conformément aux lois et règlements militaires; que, de plus, nos services honorables nous donnaient droit aux nominations dont nous avions été

l'objet. Le ministre fut enchanté lorsqu'il apprit, par le colonel O'Neill, que nous avions quitté Paris pour notre destination, car il craignait que l'ambassadeur n'allât trouver le roi et lui parler de nous.

Lorsque nous arrivâmes à Toulon, le colonel Corbet et moi, la première division était partie avec les généraux Maison, Higonet et Tiburce Sébastiani; la seconde division, commandée par le général Schneider, avec laquelle nous nous embarquâmes, partit quelques jours après. Notre voyage fut très-ennuyeux, en raison de la grande quantité des bateaux de transport qui, au nombre de plus de soixante voiles, et escortés par des navires de guerre, transportaient et étaient chargés de provisions destinées aux malheureux Grecs de la Morée, où ne régnait que la dévastation.

Malgré notre longue traversée, nous arrivâmes en présence des côtes de la Morée, presque en même temps que le général en chef et la première division. Il donna immédiatement l'ordre de débarquer notre petite armée, composée alors de 15,000 hommes. Nous apprîmes bientôt quelles étaient les forces de l'ennemi que nous allions avoir à rencontrer sur le champ de bataille; elles se composaient nécessairement de toute l'armée turque et d'une armée de 25 à 30,000 Égyptiens, organisés par des officiers européens, et commandés par le fameux Ibrahim-Pacha, fils d'Ali-Pacha, vice-roi d'Égypte.

Le général Maison avait pris toutes les mesures nécessaires pour faire prisonnière de guerre l'armée égyptienne, et son manque de discipline, par lequel elle différait tant des troupes régulières, lui eût rendu la

tâche facile. Mais l'inférieure diplomatie anglaise, qui désirait diminuer toutes les chances pouvant procurer honneur et gloire à l'armée française, intervint.

Les trois amiraux, français, russe et anglais, prirent sur eux d'autoriser Ibrahim-Pacha à s'embarquer avec toute son armée et à retourner en Égypte, en laissant au pouvoir des Turcs toutes les places fortes de la Morée, telles que Navarin, la citadelle de Coron, Modon, Patras, etc.

Porteur d'une lettre d'un des chefs du département de la Guerre, le colonel O'Neill, adressée au chef de l'état-major de l'armée française, j'étais sûr d'être employé activement. Le 1<sup>er</sup> octobre 1828, le colonel Trézel me remit des dépêches à transmettre au général Schneider, qui s'était embarqué avec sa brigade, avec l'ordre de se rendre à Patras. Le même jour, le général Maison passa en revue les deux autres brigades et le régiment de cavalerie. Ibrahim-Pacha désira assister à cette revue, et comme tous ses beaux chevaux étaient embarqués pour l'Égypte, je fus chargé de l'escorter du point de la côte où il débarqua jusqu'au camp, c'est-à-dire pendant plus d'une lieue; il parut enchanté de la revue et particulièrement de la cavalerie. On remarqua qu'il avait bu beaucoup de vin à déjeuner.

Le 2 octobre 1828, je reçus l'ordre d'aller prendre le commandement de la ville et du district de Pyrgos. Je partis avec un régiment de cavalerie et quelques compagnies d'infanterie, qui suffisaient pour ouvrir la route et battre toute armée turque que nous pourrions rencontrer. Il m'était enjoint de correspondre avec le général en

chef, à son camp de Navarin, et avec le général Schneider, à Patras.

Pendant les quelques jours que je commandai à Pyrgos, j'appris plusieurs détails relatifs au jeune et brave Arthur Winter. Après la mort de lord Byron à Missolonghi, il avait quitté cette ville avec plusieurs autres braves philhellènes et était allé rejoindre l'armée grecque dans les montagnes. Il y reçut une blessure, mais ce ne fut pas la cause de sa mort, car il souffrait depuis longtemps des plus grandes privations et de la misère. Quel malheur que de pareils hommes se trouvent placés sous le gouvernement de tyrans étrangers et ne puissent vivre dans leur patrie !

Le général Schneider attaqua la citadelle de Patras et força la garnison turque à capituler et à se rendre immédiatement. Ces troupes furent parquées, pendant plusieurs jours, sur la plage, en attendant les bateaux de transport qui devaient les conduire à Smyrne. Je fus envoyé alors à Patras et nommé membre de la commission sanitaire qui devait se réunir tous les jours. Il était devenu nécessaire de prendre des précautions à cet égard, car nous étions menacés de perdre plus d'hommes par maladie qu'en combattant contre l'armée turque.

Le général Maison avait été témoin de la manière dont le régiment irlandais avait servi en Silésie, pendant la campagne de 1813, car nous nous trouvions avec lui, dans le 5<sup>e</sup> corps, le 21 août 1813, à Lowenberg sur le Bober. Il avait vu un boulet de canon emporter la jambe du colonel Lawless, et, dix minutes après, il avait reçu lui-même une blessure désespérée dans la poitrine. —

Puis, en 1814, à Anvers, il avait eu sous ses ordres le régiment irlandais aux avant-postes, devant cette ville.

Le château de Morée, à deux lieues de distance de Patras, constituait une forteresse de la plus grande importance pour le gouvernement turc, et elle avait une garnison de 7,000 hommes; mais le général Maison somma le gouverneur de se rendre. Il en reçut une réponse insolente, et, nécessairement, résolut immédiatement d'assiéger la forteresse ou le château de Morée. On organisa de suite un camp de troupes françaises devant la place, et on en commença le siège régulier. On fut obligé d'ouvrir la tranchée à une grande distance, en raison du pays qui n'offrait aucune éminence pour en couvrir les approches. Dès que la brèche eut été ouverte et rendue praticable, la garnison se rendit à discrétion, et ses armes, ses pistolets, sabres, yatagans, etc., furent distribués, comme trophées, aux soldats français. Le général Maison m'appela à commander le château de Morée, ce qui était réellement un grand honneur, car cette forteresse était considérée comme une des principales de l'empire turc. Elle interdisait, avec le fort de Romélie, de l'autre côté du golfe, le passage des navires dans le golfe de Lépante, que les boulets de canon traversaient presque entièrement, tellement il est étroit en cet endroit.

Le colonel Corbet eut le commandement de la citadelle de Navarin, et l'avantage de voir les navires de ligne arrivant de France, entrer dans la baie, tandis que j'avais le plaisir d'assister aux travaux destinés à élever et à étendre les fortifications du château de Morée.



On employa plusieurs compagnies de sapeurs du génie à augmenter et à améliorer les ouvrages extérieurs, et parmi les officiers qui les commandaient se trouvait le patriote Cavaignac qui, depuis, occupa la haute position de chef du pouvoir exécutif de la République française, sous l'Assemblée constituante, en 1848.

L'amiral grec, Miaoulis, réunit sa petite flotte pour attaquer le fort de Romélie; il avait une frégate de soixante canons que lui avaient offerte les Américains des États-Unis. Après un bombardement de deux heures, le fort capitula, à la grande joie des pauvres Grecs, qui se trouvèrent alors posséder libre, et sans obstacle d'aucun côté, le passage dans le golfe de Lépante.

Les obstacles allaient leur venir de la diplomatie. L'Angleterre ne désirait pas que la Grèce devînt un fort État indépendant, à cause de ses Iles Ioniennes; et la Russie ne le désirait pas davantage, dans la crainte que la Grèce ne devînt un jour une barrière à ses vues et desseins sur Constantinople. La France seule était désintéressée et désirait, dans tous les cas, voir les Grecs autorisés à se gouverner eux-mêmes.

En 1829, Capo d'Istria résolut d'assiéger, par terre et par mer, la ville de Lépante. Les Palicares, ou les troupes grecques irrégulières, déployèrent un grand courage; tandis que la petite flotte bombardait la partie basse de la ville, ils attaquèrent la partie haute située sur une colline, et après un rude combat et de grandes pertes, ils parvinrent à s'emparer d'un point de la ville où ils se fortifièrent, et dont ils tinrent ouvertes les communications avec leur camp.

Le pacha turc, voyant qu'il n'avait aucune chance de recevoir des renforts, consentit à capituler entre les mains du frère de Capo d'Istria. — Je désirais fort visiter la ville, et je m'y rendis, du château de Morée, avec quelques officiers. — Nous trouvâmes le vénérable vieux pacha, gouverneur, fort dépité de sortir, comme prisonnier de guerre, de la ville qui avait appartenu si longtemps à ses ancêtres, et il était, de fait, humiliant pour lui de se voir escorté par des soldats grecs. L'orgueil turc pouvait supporter tout, plutôt que cette dernière mortification.

Rien ne pouvait être plus judicieux que de laisser aux Grecs tout le mérite de la prise de Lépante, car elle jeta le découragement parmi la nation turque, tandis qu'elle enflamma et excita le courage des Grecs.

Capo d'Istria commença à prouver au pays ses talents et son aptitude à gouverner. Il avait de si gracieuses manières qu'il nous séduisit entièrement. Un jour qu'il était venu visiter le château de Morée, je lui dis que je désirais fort lui présenter les officiers qui y étaient employés avec moi, et que, de leur côté, ils aspiraient tous après cet honneur. — Sans avoir l'air de vouloir leur dire rien de flatteur, il leur adressa les plus grands compliments. — • Ce n'est point assez, dit-il, que de dire que vous exécutez et suivez les ordres de vos chefs; vous exécutez et suivez les mandats d'une bonne conscience; il n'y en a pas un de vous qui ne fasse plus qu'il ne doit pour la cause sacrée de la liberté, et pour aider les malheureux Grecs à secouer le joug turc; aussi, messieurs, permettez-moi de vous offrir, en leur nom et au mien, nos

plus sincères remerciements. » Plusieurs Grecs, des premières familles de Patras, l'accompagnaient ; ils se rendaient avec lui à la ville de Lépante. Je fis prendre les armes à la garnison au moment de son départ, et elle se réunit sur la plage où l'attendait l'embarcation qui devait le mener à bord de la frégate. Il serra la main à tous les officiers et m'embrassa de la manière la plus affectueuse.

Capo d'Istria avait déjà tiré un excellent parti des faibles ressources qu'il possédait pour l'encouragement de l'industrie et des institutions utiles ; il avait établi des écoles dans les plus pauvres villages, et, en moins d'un an, les enfants de dix ans avaient pu lire et écrire. Mais les puissances protectrices, et spécialement l'Angleterre et la Russie, désiraient fixer les limites ou les frontières de la Grèce, avant que l'ennemi eût été expulsé du pays. Elles ne purent s'entendre ; mais il devint évident que l'aide qu'elles prêtaient aux malheureux Grecs n'avait rien de désintéressé, lorsqu'on apprit qu'elles venaient de créer une position pour l'époux de la princesse Charlotte d'Angleterre, le prince Léopold, qui annonça sa nomination à Capo d'Istria. — Le gouvernement grec l'invita alors, en raison des nécessités du pays, à apporter avec lui beaucoup d'argent, et à se résoudre à changer de religion. — A ces conditions, il pouvait être certain d'être bien accueilli.

Le président Capo d'Istria, en voyant le prince Léopold refuser d'accepter le titre de roi de la Grèce, devint plus énergiquement résolu à faire de la Morée un État indépendant et jouissant de ses propres institutions, dans

la pensée que les Grecs auraient bientôt appris à se gouverner eux-mêmes sans une assistance étrangère. Il ne s'inquiéta pas de la guerre qui se poursuivait entre la Russie et le sultan, bien qu'il sut parfaitement que la garnison turque de Varna avait dû capituler après un long siège de plusieurs mois, et qu'on supposait l'armée russe en marche sur Constantinople. — Le président, désirent lever une armée régulière, demanda un général français, qui voulût bien se charger de la tâche difficile de l'organiser. Le général Trézel accepta cette mission et s'en acquitta avec le plus grand désintéressement, et en ne recevant d'autre traitement que celui qu'il touchait de la France comme officier français. Il ne se borna pas à organiser et à discipliner les bataillons, mais il vécut parmi eux et les accompagna dans toutes leurs marches et contre-marches. Il forma un camp au Pirée, où il leur apprit les manœuvres françaises et les évolutions de la ligne.

La composition des bataillons, comme officiers, fut excellente. Les chefs étaient des hommes qui s'étaient distingués avec le général Fabvier ou d'autres chefs grecs pendant la guerre, et les autres officiers étaient des jeunes Grecs également bien notés pour leur bravoure.

Les bataillons furent organisés d'après le système français. L'état-major fut formé d'un chef de bataillon, d'un capitaine adjudant major, et d'un adjudant sous-officier; chaque bataillon eut huit compagnies; chaque compagnie eut un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un sergent-major, un fourrier, quatre sergents, huit caporaux, deux tambours; y compris les

simples soldats, chaque compagnie se montait à cent hommes. A la tête du bataillon se trouvait une compagnie de grenadiers, puis venaient six compagnies du centre et une compagnie de voltigeurs. J'ai vu quatre bataillons, organisés comme je viens de le dire, faire l'exercice et manœuvrer avec la précision des troupes françaises. Ceci prouve l'aptitude des Grecs à s'instruire et à se perfectionner. Comme les officiers comprenaient et parlaient même, je crois, le français, les instructeurs envoyés des régiments français eurent moins de peine à les enseigner.

Tandis qu'une armée régulière s'organisait ainsi rapidement pour se mettre à même de défendre une plus grande étendue de territoire que la Morée, le gouvernement français n'épargnait aucunes dépenses pour faire réparer et prolonger, conformément à la science moderne, toutes les fortifications des différentes villes et citadelles, et particulièrement celles du château de Morée, où je commandais. Aussi, ma récréation quotidienne, après avoir terminé mon service et mes rapports de la matinée, était-elle d'accompagner les officiers du génie chargés de surveiller les travaux en cours d'exécution dans les différentes parties des fortifications.

Je passais d'ailleurs mon temps très-agréablement. En ma qualité de gouverneur du château, j'avais à en faire les honneurs et à recevoir les touristes et les visiteurs curieux, consistant généralement en officiers de la marine qui arrivaient à Patras, après quelque long voyage. D'habitude, ils s'empressaient de louer immédiatement des chevaux pour aller visiter tout ce que

possédaient de curieux les environs, et, comme le château de Morée n'était qu'à deux lieues et demie de Patras, j'étais toujours sûr d'être favorisé de la visite de ces braves marins.

Son siège récent, après lequel une garnison turque avait dû capituler et se rendre au général français Maison, avait donné une grande célébrité au château de Morée. Trois ou quatre officiers de marine le visitaient un jour, lorsque l'un d'eux me demanda si je n'avais pas été en garnison à Flessingue, en 1808. — Je répondis affirmativement, et sur ce, il me tendit la main et désira savoir si je le reconnaissais. « Oh ! parfaitement. lui dis-je ; vous êtes le jeune enseigne qui dînait souvent à côté de moi à l'hôtel Holder, sur le quai, lorsque vous aviez la permission de passer un jour à terre ; vous apparteniez aux vaisseaux de ligne français qui gardaient l'embouchure de la Sheldt. » Il fut très-flatté de mes paroles, et, malgré les vingt ans qui s'étaient écoulés depuis, il se rappelait encore les noms de plusieurs officiers du régiment irlandais, et fut affligé d'apprendre que les capitaines Dowdall, Mac-Cann et autres, qu'il avait connus, avaient été tués par les Anglais au siège de Flessingue, en 1809. Il était capitaine de frégate, et l'un des premiers à monter en grade, à ce que me dirent ses compagnons. Ils me parlèrent aussi de la lenteur de l'avancement dans la marine française. Nécessairement, je leur répondis qu'il en était de même dans l'armée de terre.

Je dois dire que les rapports que j'ai eus, pendant mes campagnes, avec des officiers de marine, ont tou-

jours été très-agréables, et que j'ai reçu, de plusieurs d'entre eux, les plus grandes amabilités. Durant le peu de temps qu'il commanda la flotte stationnant à Navarin, l'amiral Rosamel me témoigna la plus grande bienveillance.

Le maréchal Maison étant retourné en France, le général Schneider prit le commandement de l'armée d'occupation qui demeurait en Grèce. Le général Higonet, membre de la Chambre des députés, repartit pour la France, ainsi que le général Tiburce Sébastiani.

Le général Schneider établit son quartier général à Modon. Le lieutenant-colonel du 58<sup>e</sup> régiment prit le commandement de Patras, et j'eus à correspondre avec lui, et à adresser, par lui, des rapports réguliers au quartier général.

Le général Trézel accepta le grade de major-général de l'armée grecque, mais il en refusa le traitement ; ses appointements de général français lui suffisaient amplement, car c'était un véritable soldat qui pouvait vivre de peu et supporter les privations mieux que les militaires en général. Il s'inquiétait peu comment et où il coucherait. Je me rappelle qu'une nuit il ne me permit pas de lui faire préparer un lit ; il s'enveloppa de son manteau, se coucha sur le parquet, et, le lendemain matin, il était le premier levé, alerte et dispos, et prêt à se remettre en marche. Il joignait à ces qualités l'amour de la liberté, et le rêve de sa longue carrière fut de bonnes institutions pour son pays. Il se glorifiait de sa participation à la conquête de l'indépendance de la Grèce ; c'est à lui que les Grecs durent la ra-

pide instruction militaire qu'ils acquirent en un an.

A l'automne de 1829, les fortifications du château de Morée se trouvant terminées par le génie, je reçus l'ordre de recevoir une garnison grecque de troupes régulières, de l'installer dans la forteresse et de remettre contre un reçu, les armes et les munitions de toute sorte qui s'y trouvaient, au commandant grec.

Après avoir terminé tout ce que j'avais à régler avec cet officier, je pris congé de lui et je partis avec la garnison française pour Patras, où nous nous embarquâmes pour Coron. — Et je dois dire ici que je n'avais jamais auparavant exécuté un ordre militaire avec un plus grand plaisir. C'est qu'il était doux, en effet, à un officier d'être chargé de la mission de remettre cette importante forteresse entre les mains des descendants des héros qui avaient si souvent combattu les Turcs cruels sur les rives du golfe de Lépante.

Le temps était superbe ; notre voyage jusqu'à Coron fut une véritable partie de plaisir en mer, accomplie chaque jour en vue des îles. Je me trouvais à bord de la frégate *la Vénus*, qui était encombrée d'officiers. Le capitaine me fit établir un excellent lit dans son salon, et comme je ne souffrais pas du mal de mer, je m'amusai beaucoup. — En passant devant l'île d'Ithaque, je me rappelai Ulysse et Télémaque.

Lorsque Coron fut prise, en 1828, les Turcs et la garnison évacuèrent la ville. Les pauvres Grecs qui vivaient hors de la ville, dans des huttes bâties sous ses murs, furent autorisés par le général français à occuper les maisons turques. Nécessairement, ils choisirent les meil-



leures, si bien que les troupes, en débarquant, restèrent plusieurs jours avant d'être convenablement installées; mais les officiers du génie eurent bientôt fait établir des casernes, et nous trouvâmes à Coron tant d'avantages sur le château de Morée, en fait de provisions et de bien autres choses, que notre séjour à Coron fut incomparablement plus agréable. Je m'y plus particulièrement, car le brave 58<sup>e</sup> de ligne, qui s'était trouvé avec moi au château de Morée, vint compléter la garnison de Coron, et j'avais parmi ses officiers plusieurs amis, tels que Selve, François, etc.

L'Église, qui avait été une mosquée, fut proprement nettoyée et repeinte, et le service grec orthodoxe y fut régulièrement célébré et très-suivi.

Le 4 novembre 1829, pour la fête de Charles X, une imposante cérémonie, avec grand'messe, *Te Deum*, etc., fut célébrée dans ce temple avec la splendeur grecque ordinaire, qui surpasse, en réalité, l'Église catholique romaine par ses magnifiques vêtements sacerdotaux. Nos aumôniers étant tous absents ou malades, nous assistâmes à la fête en l'honneur de Charles X, dans l'église grecque.

Le général Schneider vint inspecter le 58<sup>e</sup> régiment, et passa quelques jours à Coron, avant de retourner à son quartier général, à Modon. — Il nous prévint que nous devons nous attendre à passer l'hiver à Coron, et tâcher d'y employer notre temps le plus agréablement possible. — L'hiver s'écoula. — Nous faisons d'agréables promenades chaque soir après dîner, puis nous revenons au café prendre des rafraîchissements, jouer à quelque

jeu, etc., jusqu'à onze heures. — Je profitai du peu de service militaire que j'avais à faire à Coron, pour aller visiter Sparte, Mistra, Messène et d'autres ruines; mais, à cette époque, le pays était couvert de ruines modernes autant que d'anciennes, car rien n'avait échappé à la sauvagerie des Turcs. — Ce n'était que scènes de désolation partout où ils avaient passé. Je n'oublierai jamais le spectacle de pauvres enfants grecs, à demi nus, sortant de derrière les ruines des villages incendiés, avec de petits morceaux de papier et des chiffons blancs au bout de baguettes, pour nous souhaiter la bienvenue pendant notre marche de Navarin à Patras, en octobre 1828. Il était en vérité touchant de voir les malheureux habitants témoigner, du mieux qu'ils pouvaient, leur reconnaissance à l'armée française. Une députation des habitants de Pyrgos vint à notre rencontre près de la rivière, en apportant des pastèques et des raisins pour les soldats. J'en fus très-fier, attendu que je devais commander la ville et le district pendant quelques jours, afin d'encourager les habitants encore absents à revenir habiter leurs maisons. Il était curieux de voir combien certains d'entre eux éprouvaient de difficultés à reconnaître leurs anciennes demeures, tellement chaque maison et chaque jardin avaient été démolis et nivelés.

Au mois de décembre 1829, le général *Schneider* reçut l'ordre de retourner en France avec l'armée d'occupation, après avoir mis les Grecs en possession des villes et des places fortes. Ils avaient alors un gouvernement régulier et tous les éléments d'une armée suffisante pour garder leurs frontières contre une invasion turque. Les

troupes françaises devaient s'embarquer à Navarin pour retourner en France. Le 58<sup>e</sup> régiment quitta Coron et partit pour Navarin.

Je restai à Coron avec le génie et une compagnie d'artillerie pendant dix jours, pour attendre l'arrivée d'un bataillon de troupes grecques régulières, au chef duquel j'avais l'ordre de remettre la place, comme je l'avais fait pour le château de Morée, en dressant un inventaire des armes, des munitions, etc. Pendant que nous attendions l'arrivée des troupes grecques qui devaient venir prendre possession de la ville de Coron, une terrible explosion eut lieu à Navarin. Le tonnerre tomba sur le magasin aux poudres de la citadelle, en fit sauter les murs et brisa et fit éclater toutes les maisons. Des pierres, lourdes de plusieurs quintaux, tombèrent sur la maison occupée par le colonel Corbet et son secrétaire, mais ils eurent la bonne fortune de s'en tirer sans blessures. Le 1<sup>er</sup> bataillon du 54<sup>e</sup> régiment s'était embarqué avant l'explosion; mais le 2<sup>e</sup> bataillon qui se trouvait encore dans la citadelle, eut un grand nombre de tués et de blessés, ainsi que la compagnie des sapeurs et l'artillerie. Il était lamentable de voir tant de beaux hommes amputés de la jambe et du bras. « Si c'eût été après une grande bataille, disaient-ils souvent, rien de mieux que de laisser nos membres sur le champ du combat; mais les perdre de cette manière, c'est vraiment trop dur. »

Après avoir remis la ville de Coron au commandant grec, je partis avec les troupes françaises pour Navarin, afin d'y attendre notre tour de nous embarquer pour la

France. Le colonel Corbet eut la bonté de me faire préparer une des maisons de la citadelle, voisine de la sienne, et je m'y trouvai parfaitement bien. Nous dînions ensemble et nous faisons le soir d'agréables promenades; nous comptions avoir à attendre encore dix à quinze jours avant que le nombre de navires nécessaires pour nous embarquer tous fût réuni dans la baie de Navarin, mais une nuit, arrivèrent au général Schneider des dépêches portant contre-ordre, et lui enjoignant de ne plus laisser embarquer de troupes, et de faire débarquer celles qui n'étaient pas encore parties, pour aider le génie à rebâtir la citadelle et à assurer le magasin aux poudres contre les bombes et le tonnerre.

Ce contre-ordre causa un grand désappointement aux officiers et aux soldats, qui comptaient retourner en France. Quant au colonel Corbet et à moi, nous fûmes heureux de rester à Navarin, car nous savions que la Grèce avait plus besoin que jamais de l'aide et de la protection de la France, dans un moment où l'esprit de parti s'agitait, par tout le pays, contre le président Capo d'Istria.

---

## CONCLUSION

M. Byrne était à Navarin lorsque la Révolution de juillet 1830 eut lieu à Paris, et il y reçut sa commission de chef de bataillon au 56<sup>e</sup> régiment de ligne, alors en garnison à Grenoble. Il ne perdit pas de temps à s'embarquer pour la France, et fit un voyage très-agréable à bord d'un navire de guerre, dont le capitaine, comme presque tous les marins français, avec lesquels M. Byrne eut des rapports, se montra un homme très-distingué et d'excellentes manières. — Comme officier supérieur voyageant à bord d'un navire de guerre, M. Byrne jouit de tous les avantages et de tout le bien-être possibles.

Lorsque M. Byrne arriva à Grenoble, le 56<sup>e</sup> régiment était commandé par le colonel Bugeaud, qui devint plus tard maréchal. Le 56<sup>e</sup> régiment se rendit de Grenoble à Besançon, et de Besançon à Dijon, et, en 1832, il partit de Dijon pour la Bretagne, où on l'envoyait pour aider à réprimer l'insurrection fomentée par la duchesse de Berry et ses partisans.

M. Byrne se proposait d'écrire un récit complet de sa campagne de Grèce, des cinq années qu'il passa au 56<sup>e</sup> régiment, et de la guerre civile en Bretagne, etc.; malheureusement, il ne put réaliser complètement ses intentions, car il n'a laissé que vingt-quatre pages du manuscrit relatif à ses services en Grèce, et il ne me reste donc qu'à constater qu'il exprima toujours la plus vive satisfaction d'avoir servi dans le 56<sup>e</sup> régiment.

Parmi les officiers supérieurs, M. Byrne eut pour grands camarades le lieutenant-colonel Thierry, qui devint plus tard général, et M. Viaris. Leurs talents et leur intelligence, leurs opinions et leur caractère, leurs services, tout enfin, chez eux, lui rendait leur société très-précieuse. Il se lia également avec plusieurs hommes excellents parmi les capitaines.

M. Byrne se plut toujours dans la société des jeunes gens, dont la générosité de sentiments et la foi dans l'avenir se trouvaient à l'unisson de ses propres pensées, et il trouva, dans les lieutenants et sous-lieutenants du 56<sup>e</sup>, une collection très-choisie de jeunes gens. Plusieurs d'entre eux se sont depuis élevés très-haut dans leur profession.

En arrivant à Paris, en 1835, le 56<sup>e</sup> fut cantonné à Courbevoie et à Rueil, et ce fut pendant qu'il était à Courbevoie que M. Byrne envoya sa démission à Louis-Philippe. Il jouissait d'une parfaite santé, mais n'apercevant aucune chance de guerre, il pensa qu'après une carrière militaire aussi longue, et tant de rudes campagnes, il pouvait quitter le service avec honneur. Il fut très-touché, en quittant le 56<sup>e</sup>, des expressions de regret

que lui témoignèrent les lieutenants et sous-lieutenants, qui vinrent en corps chez lui, lui dire adieu et l'inviter à un splendide dîner. A ce festin, les discours admirables, affectueux et respectueux, prononcés en son honneur, l'émurent au dernier point.

En quittant le service actif, M. Byrne se fixa à Paris, et il eut le plaisir de recevoir fréquemment chez lui les officiers, ses anciens frères d'armes.

En 1832, il reçut, à Nantes, de Louis-Philippe, la croix d'officier de la Légion d'honneur. — Il avait été nommé chevalier de cet ordre, en 1813, par Napoléon I<sup>er</sup>, distinction accordée alors à très-peu de personnes.

M. Byrne, doué d'un caractère très-sociable, éprouvait un grand plaisir dans la société de son cercle étendu d'amis qui vivaient à Paris ou qui y venaient de temps en temps. Ce fut toujours une joie pour lui de voir ses vieux compagnons d'exil, tels que les colonels Allen et Ware, conserver, jusqu'à la fin, leur vigueur d'esprit et leurs sentiments dévoués pour l'Irlande. Lorsque le 56<sup>e</sup> partit de Dijon pour la Bretagne, le colonel Ware alla attendre M. Byrne sur le pont de Tours, où les troupes arrivaient en bateaux. Ils ne s'étaient pas vus depuis plusieurs années, et comme le régiment devait repartir le lendemain matin, les deux amis ne purent songer à aller se coucher, et passèrent toute la nuit à jouir de leur conversation mutuelle.

M. Byrne éprouvait un grand plaisir dans la société des femmes d'un esprit élevé et animées, comme lui, de sentiments généreux à l'égard des opprimés. Mais nuls

hôtes n'étaient mieux accueillis chez lui que les jeunes Irlandais et Écossais intelligents et d'un esprit élevé.

En prenant sa retraite, son grand ami et camarade, M. Viaris vint s'établir à Paris pour se rapprocher de ses filles, Mesdames Tourguenieff et Vigogne. Lors de sa mort, dans l'été de 1859, M. Byrne publia dans un journal, l'article ci-après :

« *Gaetano Viaris*, d'une famille noble de Turin, était un jeune officier d'un régiment piémontais à l'époque où sa patrie fut annexée à la France, en septembre 1802. Désireux de poursuivre sa carrière militaire sous le grand Napoléon, il prit du service dans le 111<sup>e</sup> régiment, composé d'Italiens, et il parvint promptement au grade de capitaine. Son régiment fut attaché à la division du général Friant, et, sous ce chef intrépide, il se distingua extrêmement aux batailles d'Austerlitz (1805), d'Iéna (1806), de Friedland et d'Eylau (1807), d'Essling et de Wagram (1809). A la grande armée, l'Empereur, voyant le nom du capitaine Viaris si souvent porté à l'ordre du jour de la division, le nomma baron de l'Empire. Napoléon lui annonça cet honneur avec cette gracieuse familiarité de manières qu'il affectait parfois en témoignage d'une faveur spéciale. A une revue du régiment, après avoir demandé son nom à Viaris, il le prit par un bouton et lui dit : « M. Viaris, tu es baron, n'es-tu pas content? » — « Ah ! oui, sire, s'écria Viaris, enchanté, et j'espère le prouver en mourant pour Votre Majesté. » — « Pas du tout, tâche plutôt de vivre pour me servir, répliqua l'Empereur. » Après la bataille



d'Iéna, Viaris fut décoré de la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Il reçut la croix d'officier le 30 mai 1837. Il plaçait ces récompenses de son mérite, comme militaire, bien au-dessus de tous les titres héréditaires.

« A la bataille de Moscou, et pendant la retraite de Russie, le 111<sup>e</sup> régiment, toujours au fort de l'action, souffrit terriblement. En 1813, Viaris fut attaché à l'état-major du maréchal Davoust, à Hambourg. Comme Anvers, cette ville ne fut évacuée par les troupes françaises qu'après la Restauration des Bourbons.

« A son retour de l'île d'Elbe, en mars 1815, l'Empereur Napoléon nomma M. Viaris chef de bataillon de la garde impériale. Il resta l'un des derniers sur le champ de bataille de Waterloo, et y reçut la dernière de ses nombreuses blessures.

« M. Viaris ne suivit pas l'Empereur à Sainte-Hélène, mais se rendit en exil en Suisse dans l'espoir d'organiser quelque entreprise pour la liberté de sa patrie. Le Piémont, qui avait été détaché de l'Empire français, se trouvait sous le joug de la Sainte-Alliance, la pire des tyrannies. Quelque temps après, il fut forcé de quitter Genève, alors complètement sous la verge de l'Autriche, et de chercher un autre lieu d'exil. Il se réfugia à Edimbourg avec sa femme, une dame allemande accomplie, et leurs quatre enfants. Il y trouva l'accueil le plus hospitalier et y fut traité avec tout le respect et l'amitié possibles.

« M. Viaris revint en France en 1828, et après la Révolution de juillet 1830, il fut nommé au commandement d'un bataillon du 56<sup>e</sup> régiment de ligne. Il rejoit-

gnit son régiment à Grenoble, et il y rencontra un exilé irlandais au service de la France, qui revenait de la guerre d'indépendance de la Grèce, et qui venait d'être nommé au commandement d'un autre bataillon du 56<sup>e</sup>. Il s'établit entre ces deux officiers une amitié basée sur une sympathie d'habitudes, de sentiments et d'opinions, telle qu'il n'en existe qu'entre compagnons d'armes, et qui ne diminua jamais jusqu'à la mort du pauvre Viaris.

« L'armée française engagée aujourd'hui <sup>1</sup> dans la glorieuse mission de délivrer l'Italie, et de châtier les tyrans qui voulaient enchaîner le Piémont, doit sentir qu'elle acquitte une dette d'honneur, en se rappelant les torrents de sang versés au service de la France par des hommes tels que Viaris. Oh ! que ne vit-il encore aujourd'hui pour se réjouir du triomphe des armes de la France et de l'Italie !

« La carrière militaire de Viaris fut complètement arrêtée par la Restauration de 1815, mais après la Révolution de 1830, il eût pu obtenir un avancement rapide s'il eût voulu profiter de l'influence de ses amis alors bien en cour. Mais il ne put consentir à solliciter la faveur royale ; son unique ambition consistait à garder son indépendance patriotique. Peu de temps avant sa mort, il disait à un ami qui le grondait doucement de son attitude hostile envers la cour : « Si j'avais à recommencer ma vie, j'agis de même. »

« Gaetano Viaris vécut et mourut comme le modèle du vrai soldat. »

<sup>1</sup> Ceci était écrit en 1839.

Le fils de M. Viaris est aujourd'hui colonel d'artillerie au service de la France, et il occupe une haute position dans l'état-major en Afrique.

Adolphe Danner, lieutenant au 56<sup>e</sup> sous les ordres de M. Byrne, s'est fort distingué pendant la guerre de Crimée, et il a reçu, de la reine d'Angleterre, la décoration de l'ordre du Bain. Il est aujourd'hui général de brigade et commande à Périgueux.

Le baron E. Maire, fils d'un officier distingué qui avait reçu, de l'Empereur Napoléon, son titre de baron sur le champ de bataille, était sous-lieutenant dans le bataillon de M. Byrne, au 56<sup>e</sup>. Il est aujourd'hui colonel du 8<sup>e</sup> régiment de ligne.

A la bataille de Solferino, en juin 1859, il reçut trois coups de fusil, sans compter plusieurs contusions d'éclats d'obus. Il commandait, à cette bataille, le régiment dont il était lieutenant-colonel, car son colonel avait été mis hors de combat à la bataille de Montebello. — La bataille de Solferino avait commencé à quatre heures du matin ; avant midi, le colonel Maire avait vu tomber près de lui dix-huit officiers, et à cinq heures de l'après-midi, il y en avait vingt-deux hors de combat. Le colonel Maire écrivit à M. Byrne, au mois de novembre, de l'hôpital de Milan où il était resté en raison de ses blessures, après la bataille, une lettre qu'il signa très-affectueusement : « Votre ex-sous-lieutenant <sup>1</sup>. »

M. Byrne s'intéressait aussi beaucoup à un autre

<sup>1</sup> Voy. ci-après, page 494.

officier, le colonel O'Meally, qui se distingua en Italie, et qui, plus tard, fut promu au grade de général pendant qu'il était en Chine. Celui-ci était le fils de son ancien camarade de la légion irlandaise, le capitaine Augustin O'Meally. Ce fut toujours une joie pour M. Byrne, que d'apprendre les honneurs gagnés par ses frères d'armes ou leurs enfants. — On peut dire qu'il posséda jusqu'à son dernier jour la même disposition au bonheur qu'à son début dans la vie. Une seule chose assombrissait ses jouissances, la pensée de la triste condition de ses pauvres compatriotes en Irlande. La colère et le chagrin s'emparaient de lui lorsqu'il considérait les riches productions de l'Irlande, ses vastes exportations agricoles, le luxe dans lequel vivent les hautes classes, et, à côté de cela, la situation déplorable de la grande masse du peuple dépourvue si complètement du bien-être ordinaire en fait de domicile, d'habillement et de nourriture. Il portait à l'Irlande un attachement dévoué qu'un exilé peut seul comprendre peut-être. Il reconnaissait que la nature a beaucoup fait pour l'Irlande et ses habitants, et que par de sages, énergiques et bienveillants efforts de la part des classes influentes, les paysans pourraient devenir aisés et heureux, et la terre de sa naissance et de ses affections, *grande, glorieuse et libre*.

Il est impossible, en lisant ces mémoires, de ne pas s'indigner des injustices et des persécutions que l'Irlande eut à souffrir de l'Angleterre, et qui forcèrent un homme tel que Miles Byrne à se précipiter dans toutes les misères de la guerre civile. Cette guerre ne fut pas entreprise pour soutenir les prétentions d'un pré-

tendant au trône, ou pour aider une secte ou une faction contre une autre ; ce fut l'honnête effort d'hommes vertueux, patriotes, d'un esprit élevé, et ayant de profondes racines dans le pays, pour améliorer sa condition et abattre un gouvernement oppresseur, qui a toujours regardé les Irlandais comme des étrangers. Lorsque ces hommes généreux et patriotes eurent échoué dans leurs efforts pour émanciper leur patrie, ils se virent forcés de chercher un asile sur une terre étrangère. — Ils l'y trouvèrent, ainsi que les honneurs qu'ils méritaient si justement.

Le vendredi, 24 janvier 1862, M. Byrne mourut à Paris, dans sa maison de la rue Montaigne. Il avait joui toute sa vie d'une excellente santé, favorisée par des habitudes d'extrême sobriété ; aussi était-il exempt des maladies de la vieillesse. Il avait attrapé un rhume, mais il ne garda le lit que les deux derniers jours ; il n'éprouvait d'autre souffrance qu'une certaine faiblesse qu'il comptait voir disparaître avec le rhume. — Comme il avait conservé son enjouement habituel, son esprit clair et vigoureux, ses ardentés affections et son vif intérêt pour ce qui se passait dans le monde, il ne paraissait y avoir aucun motif de crainte.

Ce dernier vendredi, ma sœur, Mrs Power, avait reçu de notre nièce, lady Lyell, à Londres, et de ses sœurs, à Florence, des lettres dont M. Byrne se montra très-désireux d'entendre le contenu. — Les nouvelles d'Amérique données par lady Lyell l'intéressèrent vivement, car elles contenaient tout ce qu'elle avait appris de ses amis américains distingués et précieux de Boston

et de New-York ; les lettres que nous reçûmes de Florence l'intéressèrent également , car mon frère et sa famille y vivaient dans une société italienne très-choisie.

Dès ses plus jeunes années, M. Byrne avait considéré le gouvernement des États-Unis d'Amérique, tel que l'avaient fondé Franklin, Washington, Jefferson, etc., avec la plus grande admiration, — et avec vénération, comme offrant un refuge, un asile aux opprimés et aux persécutés des autres nations. — Il avait été fort affligé de la guerre civile, survenue entre les États du Nord et ceux du Sud, mais il ne désespérait pas de son résultat final, et n'éprouvait aucune crainte qu'elle amenât une rupture de l'Union ; il comptait au contraire qu'elle en sortirait plus forte que jamais, et purifiée de la souillure de l'esclavage. — Ses aspirations à l'égard de l'émancipation et de la régénération de l'Italie étaient également ardentes. — Son amour pour la liberté et le bonheur de ses semblables s'adressait à tous, sans distinction de pays ou de race, et il se montra toujours prêt à faire le bien et à servir activement les autres.

Il n'exista jamais d'ami ou de parent plus affectueux ; et il ressentit un vif et profond chagrin de la mort d'amis, tels que le colonel Ware et le colonel O'Neill. — Son tendre intérêt pour les enfants de ses amis et de ses parents prouvait son aimable nature ; il savait causer avec les enfants et il aimait à parler, avec orgueil et satisfaction, des promesses de futures qualités qu'il croyait apercevoir chez quelques-uns de nos jeunes neveux, les fils d'une de nos nièces.

Ceux qui lui ont survécu se rappelleront toujours sa grande, belle et mâle tournure, et son aimable aspect rayonnant de bienveillance.

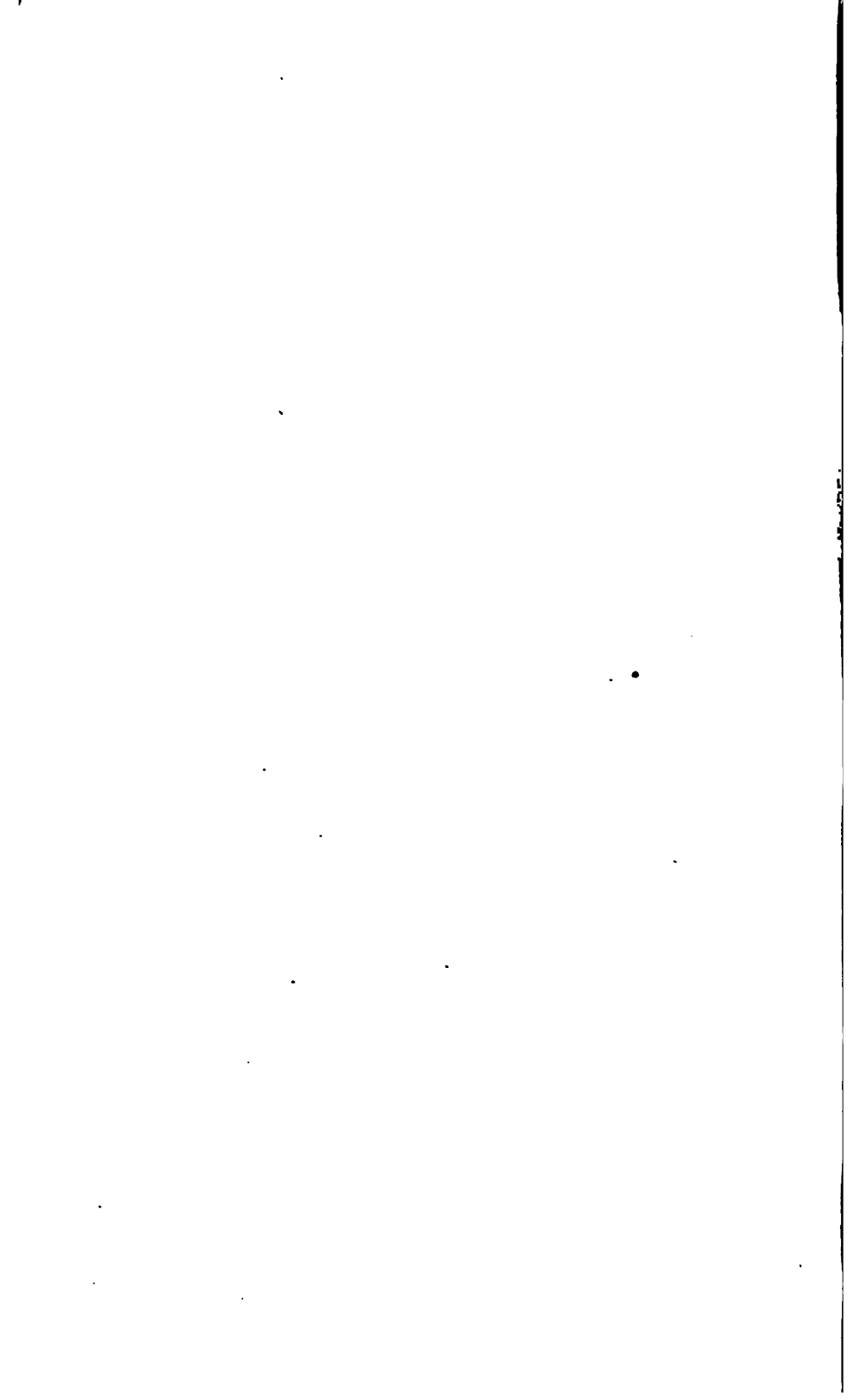
Toutes ses admirables et aimables qualités ont rendu sa perte encore plus grande et plus affligeante.

Il avait été très-gai et avait paru heureux tout le vendredi; vers onze heures du soir, il sembla s'endormir, — mais, hélas ! il n'était plus !

Il est enterré au cimetière Montmartre, où l'accompagnèrent, jusqu'à sa tombe, de nombreux amis en deuil qui avaient su apprécier ses vertus et ses grandes qualités.

L'inscription que j'ai fait graver sur sa tombe ne dit que la simple vérité.

FANNY BYRNE.





ICI REPOSE

## MILES BYRNE

CHEF DE BATAILLON AU SERVICE DE FRANCE  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE SAINT-LOUIS

NÉ A MONASEED  
DANS LE COMTÉ DE WEXFORD  
EN IRLANDE

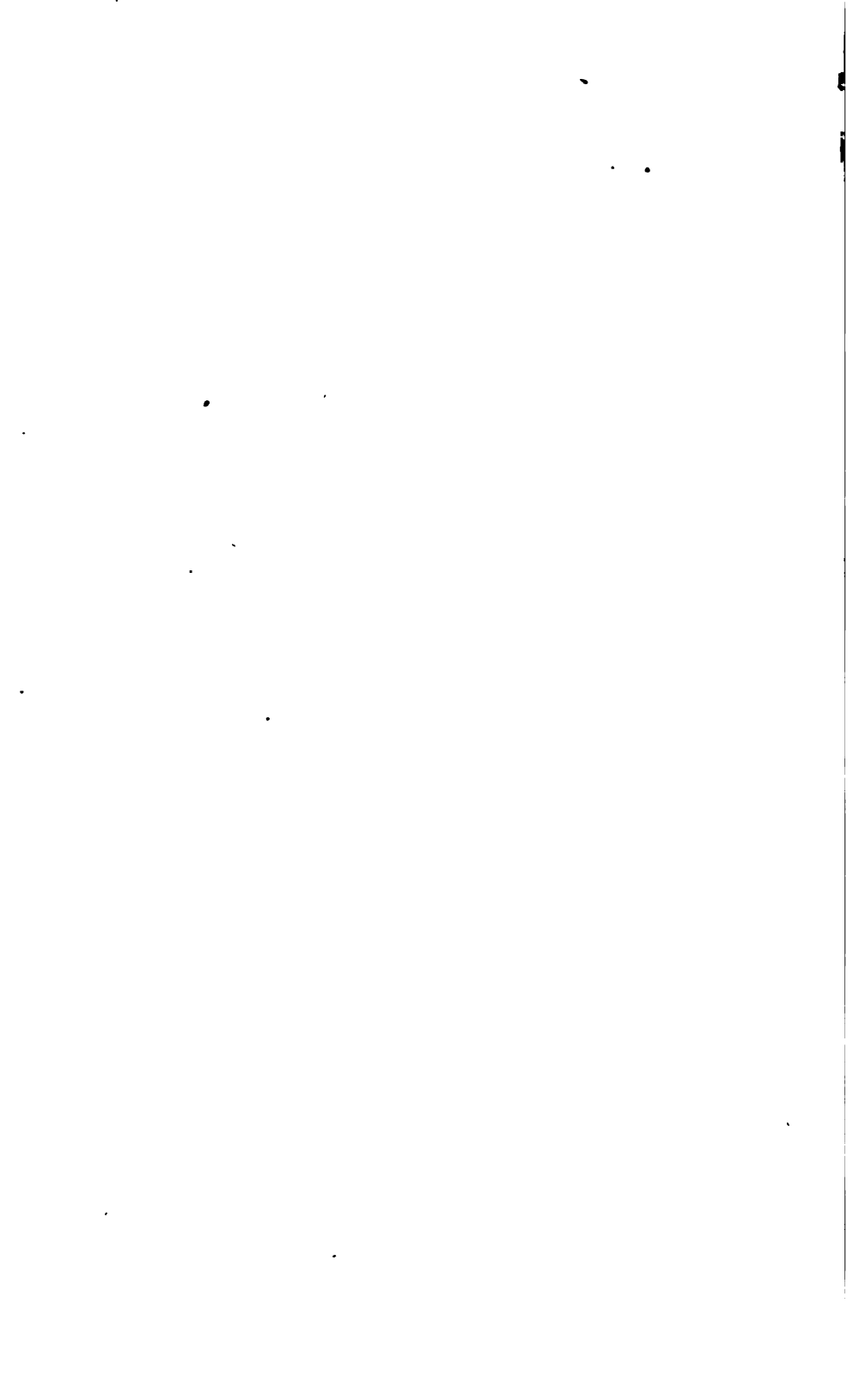
LE 20 MARS 1780

MORT A PARIS

LE 24 JANVIER 1862

DANS SA LONGUE CARRIÈRE  
IL S'EST TOUJOURS DISTINGUÉ  
PAR LA DROITURE ET LA LOYAUTÉ DE SON CARACTÈRE  
ET PAR L'ÉLEVATION DE SES SENTIMENTS

SINCÈREMENT ATTACHÉ A L'IRLANDE  
SON PAYS NATAL  
IL A FIDÈLEMENT SERVI LA FRANCE  
SA PATRIE ADOPTIVE



## APPENDICE

---

### 1

#### WOLFE TONE ET L'EXPÉDITION D'IRLANDE <sup>1</sup>

« L'Irlandais Wolfe Tone, avocat distingué, avait débuté par des écrits polémiques en faveur de la tolérance religieuse. Promoteur ardent des idées de la Révolution française dans son pays, il devint l'un des fondateurs de l'association des *Irlandais-Unis*, où s'effaçaient toutes les distinctions de parti : les orateurs de cette association se proclamaient *citoyens du monde* ; et, sous leur influence, l'Irlande cessa de solliciter des réformes locales, des adoucissements aux mesures d'intolérance et de fiscalité qui pesaient sur elle, pour rêver une complète autonomie nationale. Wolfe Tone fut chargé de porter, au Gouvernement français, une adresse de ses compatriotes ; dans un voyage aux Etats-Unis, il la remit à notre ambassadeur. C'était M. Adet, ancien employé du Comité de Salut Public. Celui-ci, très-frappé par la conversation du jeune

<sup>1</sup> *Mémoires sur Carnot*, par son fils. T. II, p. 80-83. — Paris, 1863.

révolutionnaire irlandais, lui donna pour Carnot des lettres avec lesquelles il se rendit à Paris. Il y fut reçu par le Directoire : Carnot le mit en rapport avec le général Hoche, chef désigné de l'entreprise que l'on méditait, et le plaça dans l'armée française, comme chef de brigade, sous le nom de James Smith, que Wolfe Tone avait pris pour échapper aux croiseurs anglais, et qu'il conserva pour éviter des persécutions à sa famille en Irlande.

« Wolfe Tone était un patriote, et non pas un rebelle, comme ceux que l'Angleterre avait soutenus dans la Vendée : c'était le représentant d'un peuple opprimé, demandant la protection d'un peuple ami, pour constituer son indépendance.

« Carnot rédigea le plan d'expédition et en fit les préparatifs avec Hoche et le ministre de la Marine Truguet.....

« 15,000 hommes, avec des armes pour 40,000 Irlandais, furent embarqués sur une flotte commandée par l'amiral Morard de Galles : dix-sept vaisseaux de ligne, treize frégates et des bâtiments de charge. On profita d'une épaisse brume pour sortir du port de Brest, devant lequel croisaient les Anglais. Malheureusement, l'ouragan succéda à la brume et déconcerta l'entreprise. L'amiral et le général en chef montaient la même frégate : la *Fraternité*. Ce bâtiment fut séparé des autres par un coup de vent ; de sorte que, quand les divisions navales pénétrèrent dans la baie de Bantry, où l'on s'était donné rendez-vous, l'armée n'avait point de chef. Le général Grouchy, qui commandait 6,000 hommes, était d'avis du débarquement quand même ; et Wolfe Tone demandait à se jeter dans l'intérieur du pays avec une légion de volontaires pour tenter un soulèvement. Mais le temps s'opposa à tous les projets, l'orage dispersa les navires ; ils avaient quitté le rivage d'Irlande, lorsque les deux chefs de l'armée y arrivèrent sans soldats.

« Sir Francis Burdett déclara plus tard à la Chambre des Communes que, sans ces accidents, l'Irlande était perdue pour l'Angleterre...

« Une nouvelle tentative fut faite l'année suivante, mais avec peu de forces : le général Humbert n'avait guère plus de

mille hommes de débarquement, réduits bientôt à 800, qui firent des prodiges de valeur, et ne cédèrent que devant une armée trente fois plus considérable. Wolfe Tone avait déconseillé cette expédition comme insuffisante, intempestive, et ne pouvant trouver aucun appui chez les Irlandais accablés; puis, obéissant au devoir patriotique, il s'y était joint avec le courage du désespoir. Mais, tandis que les soldats français, faits prisonniers de guerre, étaient comblés par leurs vainqueurs des témoignages d'admiration qu'avait mérités leur conduite, Wolfe Tone et son jeune frère, comme l'ti officier dans notre armée, traités en rebelles, furent condamnés à être pendus et écartelés, avant que le Gouvernement français eût eu le temps de les réclamer. Père de famille plein de tendresse autant que patriote dévoué, Wolfe Tone écrivit une admirable lettre d'adieu à sa jeune femme, et disposa de sa vie en se frappant d'un couteau, qu'il avait su dérober à ses geoliers. Toute la carrière de cet homme est celle d'un héros de poëme.

« Son nom, comme ceux de Fitzgerald et du jeune Robert Emmett, deux autres martyrs de la même cause, n'est pas resté seulement dans la mémoire de ses concitoyens; il est connu partout où l'on aime la liberté: lorsque sa veuve se réfugia en Amérique, on lui offrit une médaille d'honneur. »

## II

## UN EXILÉ D'ÉRIN, PAR ARTHUR BARKER

(Extrait de l'*Indépendant* de Wexford.)

• Paris, 12 mai 1846.

« Un Irlandais distingué, M. Warden, est mort, il y a quelques mois, à Paris, sans obtenir de la presse indépendante française un mot de sympathie respectueuse ou même un souvenir. Permettez-moi de réparer cette omission.

« M. Warden était né de parents obscurs, mais respectables, à Bally-Castle, dans le comté de Down. Il entra très-jeune à l'Université de Glasgow, en Écosse, et s'y distingua bientôt par son amour de l'étude et ses progrès dans les branches diverses de la science et de la littérature. Il y obtint même un prix de philosophie naturelle et une médaille d'honneur pour une excellente dissertation sur l'application du baromètre au mesurage des hauteurs. Le jeune Warden était l'élève favori du professeur Miller, dont les admirables cours sur les lois civiles et politiques étaient suivis par les fils de la plus haute noblesse d'Angleterre. Ce furent les leçons de ce célèbre professeur qui gravèrent dans l'esprit du jeune Warden les principes de libéralisme qu'il professa constamment toute sa vie. Warden revint en Irlande, après avoir pris le degré de maître ès-arts à Glasgow, et, comme sa famille le destinait à l'Église, il entra au séminaire presbytérien de Bangor, où il devint le collègue et l'ami d'hommes non moins remarquables par leur savoir que par la tolérance de leurs opinions religieuses et leur

enthousiasme pour la cause de la liberté. A cette époque, tous les talents, toutes les vertus du pays se trouvaient enrôlés dans les rangs de l'association des Irlandais Unis. Warden, amant passionné de la liberté, embrassa avec ardeur les principes de cette association, dont le comité militaire, dans le Nord, le choisit pour son agent confidentiel, et le nomma colonel. C'est par son intermédiaire que le comité transmettait ses instructions aux officiers généraux placés sous ses ordres. Ce comité avait jugé à propos d'attendre un moment plus favorable pour commencer l'insurrection. Les catholiques du Sud, après une lutte héroïque de quelques mois, accablés par le nombre, avaient été forcés de se soumettre. Le Nord était occupé par des troupes étrangères et par des corps d'Orangistes bien disciplinés et bien armés. De plus, les plans des confédérés avaient été révélés au gouvernement, et le comité était d'avis que tenter un mouvement, en de telles circonstances, serait un acte d'une impardonnable témérité. Néanmoins, quelques jeunes patriotes, méprisant les avis de la prudence, levèrent l'étendard de la révolte sur différents points; mais, dépourvus d'armes et étrangers à la discipline, ils ne purent tenir contre de vieux soldats munis d'une formidable artillerie. Le comité employa Warden à tâcher de détourner ces nobles jeunes gens de leur entreprise, et il faillit perdre la vie en accomplissant cette mission. Un jour, qu'on l'avait envoyé porter des ordres au Dr James Porter, de l'abbaye de Gray, une troupe de cavaliers orangistes se dirigea sur la maison. Warden n'eut que le temps de se réfugier dans un petit bois voisin, d'où il put voir ces loyaux mécréants arracher de sa demeure le respectable James Porter et le pendre, après un simulacre de jugement, en face de l'église dont il était le desservant. Dans la petite ville de Newtownard, résidence de la famille de Warden, quatorze personnes furent exécutées par ce procédé sommaire. Warden avait pris une part trop active à ces événements pour n'avoir pas éveillé l'attention des autorités, et sa tête fut en conséquence mise à prix. Mais ses qualités personnelles, ses brillants succès à l'Université et son extrême jeunesse, ne pouvaient manquer d'exciter un vif intérêt en sa faveur.

« Après être demeuré caché pendant plusieurs jours, un magistrat prit Warden sous sa protection, et s'offrit à être sa caution, si on consentait à le laisser en liberté. Mais, sur le refus du gouvernement, Warden se vit forcé de se constituer prisonnier. Pendant sa captivité, on eut recours à des moyens de toute sorte pour l'amener à divulguer les noms des officiers supérieurs récemment nommés par le comité insurrectionnel. On employa tour à tour les promesses et les menaces, mais rien ne parvint à ébranler l'inflexibilité de ses principes. A cette époque désastreuse, paraître devant un tribunal, équivalait à une sentence de mort. Grâce à l'influence de quelques amis puissants, attachés au parti anglais, Warden échappa à la juridiction de la cour martiale. Après une détention de plusieurs mois, dans la prison prévôtale de Belfast, et à bord d'un navire de guerre mouillé dans ce port, il passa un compromis, et s'engagea par écrit à émigrer aux États-Unis et à ne jamais remettre les pieds sur le territoire anglais. Les prisonniers qui refusèrent de souscrire à ces conditions, furent transférés au fort George, en Ecosse. Warden s'embarqua peu après pour New-York, où il fut très-cordialement reçu, spécialement par les professeurs du Collège de la Colombie. A peine arrivé, on lui offrit la chaire de philosophie naturelle au Collège de l'Union ; mais un engagement antérieur, souscrit avec l'Académie de Kinderhook, l'empêcha d'accepter cette position. En 1806, Warden était recteur de l'Académie de Kingstown, quand le général Armstrong, qui venait d'être nommé ministre plénipotentiaire des États-Unis à Paris, le choisit, avec l'assentiment du Président Jefferson, pour son secrétaire de légation. M. Warden, qui s'était fait naturaliser citoyen américain, en 1804, fut appelé à cet emploi, comme plus tard à celui de consul général d'Amérique, à Paris, sans aucune sollicitation de sa part. Néanmoins, lorsque, quelques années plus tard, il se vit sacrifié à un intérêt politique, il s'embarqua sur le sloop de guerre américain *Le Frelon*, et, à son arrivée à Washington, un vote unanime du sénat le réinstalla à son poste. Il revint alors en France sur la frégate *La Constitution*, avec le nouveau ministre Joel Barlow, et reprit ses fonctions de consul dans la capitale française. En 1812, à la mort de



M. Barlow, ses pouvoirs firent retour à M. Warden, qui, en qualité d'agent unique accrédité par les États-Unis à Paris, les exerça jusqu'au retour de Napoléon de Russie, qui permit à M. Crawford de présenter ses lettres de créance. Durant cet intervalle, M. Warden entretint avec le gouvernement français, avec celui de son pays et avec les ministres et consuls américains en Europe, la plus active correspondance au sujet des affaires commerciales, des prises maritimes, de l'échange des prisonniers et de toutes les questions relatives aux intérêts des États-Unis. En qualité d'unique représentant d'une puissance neutre, alors résidant à Paris, sa signature était exigée pour valider les actes des étrangers de toutes nations, détenus ou domiciliés en France. Ce fut en cette qualité qu'il reçut, à la demande du prince Kourakin, le dépôt des archives de l'ambassade russe. M. Warden refusa d'accepter aucune récompense pécuniaire pour ce service, mais l'Empereur Alexandre, désirant s'acquitter envers lui, lui offrit une magnifique bague enrichie de diamants. En 1841, M. Crawford lui enleva son consulat, en vertu d'un ordre secret du Président Monroe, et le remplaça par un de ses amis. M. Warden protesta contre cet acte d'injustice et rappela au Président ses longs et utiles services ; mais ce fut en vain. La conduite du chef suprême de la République fut, en cette circonstance, d'autant plus extraordinaire, que M. Warden, pendant un séjour qu'il fit à Monticello, maison de campagne de Jefferson, avait réussi à amener entre lui et Monroe une réconciliation qui assura l'élection de ce dernier à la Présidence. L'acte qui frappait M. Warden était d'ailleurs contraire aux principes de l'équité et aux usages diplomatiques. Mais on supposa sans doute que l'origine étrangère du fonctionnaire destitué justifierait amplement cet abus de pouvoir. M. Warden aurait pu se rendre à Washington, comme c'était l'avis de M. Gallatin, et y obtenir sa réintégration à son poste, par l'influence des nombreux amis qu'il possédait au gouvernement et au Congrès, mais il se fiait trop à la justice de sa cause pour ne pas supposer que le Président saisirait la première occasion de réparer le tort qu'il venait de lui faire. L'attente de M. Warden fut toutefois trompée. Mais, bien que privé de tout caract-

tère officiel, M. Warden n'en demeura pas moins, pendant des années, le véritable représentant des États-Unis à Paris.

« Après sa retraite de la vie publique, M. Warden voua gratuitement une partie de son temps à ses compatriotes, et, par ses relations avec la plupart des hommes politiques et des savants les plus distingués de France et d'Europe, il se vit à même de leur rendre d'importants services. Les citoyens américains résidant à Paris, convaincus des grands avantages qu'un homme aussi versé dans les langues, la littérature, les sciences, les arts, les mœurs et la politique des nations européennes pouvait déverser sur leur pays, appelèrent fréquemment sur lui l'attention du gouvernement, et l'illustre Jefferson, qui savait apprécier ses capacités, comme homme public et sa valeur personnelle, ne cessa jamais, jusqu'à sa mort, de rendre témoignage à son mérite et de le recommander à la faveur de l'administration. M. Warden est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages sur l'Amérique, qui ont obtenu un grand succès. Son livre, *De l'origine, de la nature et de l'influence des établissements consulaires*, un vol. in-8°, Paris, 1813, a été traduit en plusieurs langues ; et un célèbre jurisconsulte anglais, M. John Chittie, l'a incorporé presque entièrement dans son *Traité des lois du commerce et des manufactures*, 4 vol. in-8°, Londres, 1824. La *Description historique, statistique et politique des États-Unis de l'Amérique du Nord*, de M. Warden, (Édition anglaise, 3 vol in-8°, Edimbourg, 1819. — Édition française, 5 vol. in-8°, Paris, 1820), fournit à l'Europe une idée des États-Unis, plus parfaite que toutes les publications antérieures. Avant d'entreprendre cette œuvre, M. Warden, comme pour se rendre propre à une tâche aussi ardue, étudia l'anatomie sous M. Dumeril, l'anatomie comparée sous M. Cuvier, la zoologie sous M. Geoffroy Saint-Hilaire, la minéralogie sous M. Henri, la botanique sous MM. Gay-Lussac et Vauquelin, etc. Ces diverses branches de la science sont donc traitées dans cet ouvrage avec autant de talent que de soin, et le plan général en est si bien combiné que le célèbre Laplace le recommanda comme un modèle, pour une description statistique analogue de la France. Ce livre ouvrit à

M. Warden les portes de l'Institut national de France. En 1826, l'Académie royale des sciences le nomma membre correspondant à la place du capitaine Freycinet. M. Warden entreprit ensuite d'écrire l'histoire des deux Amériques, depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours, pour *L'Art de vérifier les dates*. La publication de cette œuvre, dont dix volumes ont paru, a été interrompue l'an dernier par la mort du marquis de Fortia, son éditeur. M. Warden a, de plus, traduit en anglais un grand nombre de mémoires littéraires et scientifiques, et l'introduction aux tables des logarithmes de Callet (Paris, 1809). Il écrivit aussi plusieurs articles pour des dictionnaires et des revues, et un mémoire savant et très-intéressant sur les antiquités de l'Amérique, qui a été inséré dans le grand ouvrage sur les ruines de Palenque. M. Warden était membre de la société d'encouragement de l'industrie nationale (française), des sociétés philomatique, philotechnique, asiatique, de géographie, d'agriculture et des antiquaires de Paris; des sociétés d'histoire naturelle et des antiquités de Caen; de l'académie royale de Nancy; de la société d'agriculture et des sciences de l'Eure; des sociétés philosophiques de New-York et de Philadelphie; de la société historique de Belfast, en Irlande; de la société royale des antiquaires de Copenhague et docteur de la Faculté de médecine de New-York, etc. La Corporation de New-York lui offrait, il y a quelques années, en témoignage de sa haute estime, un exemplaire de l'ouvrage splendide sur les canaux de l'État, publié aux frais de la cité, honneur que M. Warden partagea avec J. Adams, Jefferson, Carroll, Madison, Monroe, J. Q. Adams et le général Lafayette.

« La santé de M. Warden fut extrêmement précaire pendant plusieurs années. Des revers de fortune empoisonnèrent aussi sa vieillesse. C'était un véritable républicain et il était fortement attaché à sa patrie adoptive. L'Amérique n'eût pu se faire gloire d'un citoyen plus dévoué et plus utile, mais la terre natale de M. Warden garda toujours ses plus chères affections, et, jusqu'à sa dernière heure, les vœux les plus fervents de son cœur s'adressèrent au bonheur et à l'indépendance de l'Irlande. »

## III

LETTRE DE M. WARDEN, ÉCRITE A BORD D'UN VAISSEAU-PRISON  
ET ADRESSÉE EN ANGLETERRE A UNE JEUNE DAME, SON INTIME  
AMIE.

• 20 février 1790.

« J'ai reçu votre lettre, ma chère, et c'est la seule des quatre dont vous me parlez qui me soit parvenue. Vous me priez vivement de vous donner une description de la prison flottante, comme vous l'appellez, dans laquelle je suis claquemuré. Je m'assieds pour satisfaire à vos désirs. Un de mes compagnons de captivité surveille l'approche d'un soldat. La crainte d'être surpris dans un acte aussi séditieux exclura donc de ma lettre tout ordre et tout plan. Mon esquisse sera brute et grossière, mais elle ne transgressera pas les limites de la vérité. La justice guidera ma plume. Si atroce que soit le caractère de la faction, je n'essayerai pas de lui attribuer un trait qu'elle ne mérite pas.

« Le vaisseau-prison, à bord duquel je suis enfermé, est un navire armé, apparemment destiné au commerce, et nommé le *Postlethwayte*. Il est ancré dans cette passe de la mer, appelée lac de Belfast, ou baie de Carrickfergus. Notre station se trouve à environ trois milles de la ville de Belfast, à deux milles du comté d'Antrim et à un mille du rivage du comté de Down. Notre appartement est placé dans l'entrepont, vers la proue ou l'avant du navire. Il a à peine quatre pieds de hauteur du fond au bau qui supporte le pont, si bien que nous ne pouvons nous y promener. Il a la largeur du navire. Tout le jour dont nous jouissons arrive par un écoutillon ou une ouverture pratiquée dans le flanc du navire et qui n'a

qu'un pied de haut et six pouces de large. On nous a gracieusement permis d'y faire mettre un vitrage, qui intercepte la brise glaciale de l'hiver et n'ajoute pas peu à notre bien-être. Lorsqu'on nous permet de monter sur le pont, il nous faut gravir l'écoutille au moyen d'une échelle de corde. Il n'y a ni cheminée ni poêle dans notre appartement. Il est froid, humide et incommode. Comme nous ne sommes, en ce moment, que peu de prisonniers à bord, on nous permet de nous promener sur le gaillard d'arrière. Nos amis obtiennent de l'officier commandant à Belfast des permis et viennent nous voir de temps en temps. Je jouis de cette faveur, comme réputé faire partie de ce qu'ils appellent les prisonniers d'État, faveur qui, je vous l'assure, est inestimable en pareil lieu. Je ne devrais pas me plaindre de notre appartement lorsque je songe à un autre local du même navire où se trouvent enfermés de malheureux êtres dont les misères dépassent toute description. Ils n'ont pas d'amis qui puissent les secourir. Leur ration de vivres, pour déjeuner, consiste en une maigre portion de ce que les matelots appellent *Burgou* (un mélange de gruau et d'eau salée puisée à côté du navire, et bouillis ensemble) et de bière souvent plus acide que du vinaigre. Pour dîner, ils ont un morceau de bœuf bouilli ou de porc souvent gâté et une couple de biscuits de mer. Telle est leur unique pitance pour vingt-quatre heures ! Comme les prisonniers sont à la gamelle, je ne puis, pour l'instant, vous dire précisément quelle est la portion de chacun ; mais ce que je sais, c'est que ces pauvres créatures s'affament elles-mêmes pour garder leur biscuit à leurs femmes et à leurs enfants, demeurés sans soutien, dont les cabanes ont été incendiées et qui n'ont d'autre abri que celui que leur offrent les fossés et les haies. Peu d'entre eux peuvent changer de linge, et la plupart sont presque nus. Il se trouve parmi eux des vieillards dont les cheveux blancs et les visages malades présagent une fin prochaine à leur misère. Quelques-uns paraissent plongés dans un état d'aliénation calme et d'insensibilité stupide et ne se tiennent pas aussi proprement qu'ils le pourraient, car à présent on leur permet, ce qu'on leur défendait avant, le luxe de se blanchir eux-mêmes. Dernièrement j'ai visité les

lits sur lesquels couchent quelques-uns des riches, et je les ai trouvés formant une masse de matière infecte, envahie par la vermine et adhérant au sol.

« Un nombre considérable des plus pauvres et des plus misérables et quelques fermiers et artisans indépendants ont été vendus ou offerts en cadeau au roi de Prusse. J'avais alors considéré leur sort comme bien dur et aggravé par la considération qu'ils n'avaient pas subi de jugement, mais aujourd'hui je crois réellement qu'il est préférable à la captivité dans ce misérable séjour.

« L'été dernier, à mon arrivée ici, les deux appartements étaient si encombrés de prisonniers que la place leur manquait pour se coucher tous, même en s'étendant de toute leur longueur et en se serrant les uns contre les autres. C'est pourquoi on suspendait chaque soir, au second pont, des hamacs pour servir de lits. Ces sacs, étendus par terre, n'étaient ni aussi longs, ni aussi larges qu'un homme ordinaire, et ce qui était encore plus incommode, c'est qu'ils étaient fabriqués de poils de gros bétail pris dans les cuves de tanneries et convertis en sacs de toile grossière. Ces poils pleins de chaux, répandaient, quand on agitait les sacs, une poussière malsaine et une odeur qui remplissaient l'appartement. Ce sac, un seul drap de la toile la plus grossière et une de ces couvertures de cheval employées dans les écuries composaient tout le mobilier destiné au repos. Les hamacs étaient préférables, mais ils étaient exposés à tomber, et quelquefois, pour se divertir, on en coupait les cordes et ceux qui les occupaient tombaient sur les prisonniers placés au dessous. La respiration de tant d'individus dans un lieu si clos, le rendait presque intolérable. Un grand baquet de bois, placé dans un coin de l'appartement, servait à contenir ce que je rougis de nommer. Les caillebotis ou panneaux étaient abattus sur l'écoutille et fermés à clef avant le coucher du soleil, et on ne les enlevait qu'à huit heures le lendemain matin. Près de l'écoutille, on plaçait deux ou plus de deux sentinelles, qui ne laissaient monter sur le pont qu'un prisonnier à la fois, et encore, cette faveur n'était-elle accordée qu'une fois par jour, et jamais pour plus de quelques minutes. Malgré les coups de la sentinelle, vous au-

riez pu voir les prisonniers dans l'écouille, la bouche en haut, et aspirant l'air frais, comme les oiseaux des climats chauds, lorsque l'ardeur du soleil est intense. Ces soldats étaient les êtres les plus impitoyables que j'eusse jamais rencontrés. L'usage des couteaux, des fourchettes et des rasoirs était interdit aux prisonniers. Nous vivions dans l'état de nature, quoique privés de tous les plaisirs que fournit la nature. Un peu plus tard, on nous permit de posséder les ustensiles nécessaires.

« Chaque prisonnier était forcé de se procurer un gobelet et une cuiller d'étain, et s'il n'avait pas cette précaution, sa situation devenait très-déplorable. Les soldats volaient tous les articles qu'ils pouvaient emporter commodément, et il devint nécessaire de joindre par une chaîne la cuiller au gobelet et de les porter dans sa poche. On permettait à peu de parents ou d'amis des prisonniers de venir les voir à bord. Quelquefois, on n'en admettait aucun pendant plusieurs jours. Les pauvres gens qui, avec la plus grande peine et les plus grandes difficultés, s'étaient procuré un passe-port pour pouvoir entrer dans Belfast, et qui donnaient leur dernier shilling à un batelier pour les conduire au vaisseau-prison, s'en voyaient interdire l'abord, et la consolation d'embrasser un mari, un frère, un père ou un fils. On ne permettait pas au père de murmurer, à travers les caillebotis, ces mots : « Mes enfants ! »

« Cette situation, si misérable qu'elle paraisse, était encore un paradis, comparée à celle de l'autre vaisseau-prison, mouillé en vue, et nommé *Le William et James*. Vous avez sans doute lu, dans les journaux de Londres, l'histoire tragique des prisonniers tenus à la chaîne dans la cale de ce navire, et auxquels on distribuait des aliments de telle nature que plusieurs s'en sont trouvés empoisonnés. Leur mort même ne suffit pas à satisfaire la vengeance de l'officier commandant. Leurs cadavres furent laissés en état de putréfaction, afin que leur puanteur pût amener des maladies mortelles parmi les autres prisonniers. Cette sévérité avait pour cause une tentative d'évasion. Les vivres étaient descendus aux prisonniers avec la corde même qui servait à enlever le baquet à la vermine et aux immondices, et, plus d'une fois, le *burgou* leur fut servi dans ce même baquet, dont l'intérieur était tapissé

d'une croûte de matière infecte et malsaine. Les détails des cruautés exercées à bord de ce navire rempliraient un volume. On ne permettait aux prisonniers de voir ni la lumière du ciel, ni le visage d'un ami ; on leur refusait même une chandelle, et ils ne pouvaient distinguer les cadavres sur lesquels ils étaient forcés de marcher. La sauvagerie déployée là, pendant quelque temps, dépassait ce que nous pourrions attendre des plus féroces individus de l'espèce humaine.

« Lorsque je réfléchis à tout cela, je me sens vraiment reconnaissant du bonheur relatif dont je jouis. Je peux me promener sur le gaillard d'arrière, pendant le jour, aussi souvent que je veux. Je reçois, de mes amis, de la volaille, des œufs et autres cadeaux, et je me considère favorablement traité. En jouissant de la permission d'assister à leur cuisson, je me suis lié intimement avec le cuisinier, qui est nègre, et je me trouve fort honoré de son amitié. Le malheur abaisse les barrières que l'orgueil et les préjugés élèvent entre les hommes. Les livres me sont permis, mais ils ne doivent être écrits ni en latin, ni en grec, ni en italien, ni en espagnol, ni en français ; en un mot, les livres composés dans une langue que ne comprennent point les officiers, sont expressément défendus.

« Le lieu où le navire est mouillé est presque fermé entre les terres, ce qui lui donne une grande stabilité. Je sens que ma constitution est fort altérée par ma longue captivité. Le degré de froid que peut supporter le corps humain est étonnant. Je n'ai ni vu, ni senti de feu, cet hiver, que pendant le peu de temps que j'ai passé à la Prévôté, tandis que le vaisseau-prison transportait les prisonniers français en Angleterre, et ce changement de lieu, loin de m'être bon, m'a été nuisible. En retournant à bord, mes vêtements furent transpercés par l'écume de la mer. On m'emmena à la hâte sans m'avoir prévenu, si bien que je n'eus le temps de me munir ni d'un matelas, ni de couvertures de lit, et que, comme il n'y en avait pas dans mon appartement, je fus obligé de passer la nuit avec mes vêtements mouillés sur le sol qui se trouvait très-humide. Je m'attendais à ce que cette mésaventure me fût fatale, mais je n'en ai éprouvé d'autre mauvais effet qu'un rhumatisme qui, depuis, m'a douloureusement tourmenté. La conversation littéraire



du Dr D... me fait tromper bien des heures pénibles. Je reconnais qu'à chaque situation se trouve attaché quelque bonheur, pourvu que nous sachions en jouir. Souvent, j'oublie mon sort en contemplant les nuages voyageurs, ou l'aspect du pays que j'aperçois en face de moi, orné des plus belles productions de la nature et de l'art. Si je possédais seulement un asile sur la cime escarpée de cette haute montagne que je vois là-bas, je m'estimerais heureux, mais il me faut rester ici sans espoir de délivrance. Un de mes amis avait dernièrement obtenu de lord Cornwallis ma mise en liberté pour deux mois, afin de me donner le temps de faire les préparatifs nécessaires à mon exil perpétuel de ma patrie, mais l'officier commandant à Belfast, le général X..., m'a refusé cette faveur. Il a prétendu que ses pouvoirs à l'égard des prisonniers ne relevaient d'aucune autorité. Quel curieux gouvernement bigarré!

« Que ne dois-je pas à la générosité et à l'affection de votre sexe? Quelles peines et quel mal les dames patriotes de Belfast n'ont-elles pas endurés pour le bien-être des prisonniers? Pour nous visiter, elles ont supporté les rebuffades et les insultes des soldats, bravé les chants grossiers, et affronté les obstacles les plus terribles. Quelle lumière elles répandent sur notre sombre demeure! J'oublie ma captivité dans leur douce société, jusqu'au moment où un tendre baiser, ou le coup d'aviron du départ, viennent me rappeler que je suis encore captif. Mes regrets cèdent bientôt au consolant espoir de les voir promptement renouveler leur visite.

« Quelle consolation pour moi, que de les entendre chanter doucement la chanson favorite de *Money la mon*, dont je vous envoie, ci-inclus, une copie. N'allez pas croire que c'est une fiction; le sujet n'en est que trop vrai. Il y a quelques semaines à peine, on a vu errer la malheureuse mère dans les champs, près de Dublin.

« Je tremble sur le sort de ce griffonnage. Il va être caché, à votre intention, dans le sein de l'une des femmes les meilleures. Cet âge de fer a supprimé toute cérémonie. J'oublie que j'écris à une femme. Pardonnez-moi ma liberté d'expression, et recevez mes vœux les plus ardents pour votre bonheur. Adieu, chère... »

## IV

LETTRE DU COLONEL MAIRE, DU 8<sup>e</sup> RÉGIMENT DE LIGNE, A M. BYRNE

« Milan, 5 novembre 1809.

« Mon bon et cher commandant,

» Lorsque j'ai reçu votre aimable lettre du 2 juin, qui ne m'est parvenue que le 15, les mouvements rapides que nous opérions dans la Lombardie me laissaient peu d'instantanés disponibles; j'avais d'ailleurs la responsabilité du commandement du régiment depuis Montebello où mon colonel avait été blessé. J'attendais donc le premier moment de répit pour vous écrire une lettre aussi longue que possible, quand la bataille de Solferino est arrivée sur les entrefaites. L'engagement avait commencé à quatre heures du matin; vers le milieu de la journée j'avais déjà vu tomber autour de moi dix-huit officiers et je restai seul officier supérieur, blessé moi-même, mais pas assez grièvement pour abandonner encore la partie: à cinq heures du soir, le régiment avait vingt-deux officiers hors de combat, et j'avais pour ma part reçu trois coups de feu et deux éclats d'obus.

« Malgré la gravité de mes blessures, je me suis tiré d'affaire. Après un séjour de quatre mois à l'ambulance, j'entre en convalescence et j'espère que l'usage des eaux, l'année prochaine, complètera ma guérison.

« Je dois dire qu'on m'a indemnisé de mes blessures en me nommant colonel du 8<sup>e</sup> de ligne, quand j'avais à peine un an

de grade de lieutenant-colonel. Je compte rentrer en France dans une huitaine de jours pour rejoindre mon nouveau régiment.

« Il n'y a qu'une quinzaine de jours que je peux me permettre d'écrire, et je ne le fais encore qu'avec assez de difficultés, ce qui vous expliquera mon affreux griffonnage.

« Je compte aller à Paris vers le mois de janvier quand je serai un peu plus consolidé, et je serai très-heureux de vous y voir, ainsi que madame Byrne, que je prie de vouloir bien agréer mes plus respectueux hommages. Et vous, mon bon et cher commandant, veuillez recevoir la nouvelle assurance des sentiments les plus affectueux et les plus dévoués de votre ex-sous-lieutenant.

« *Baron E. MAIRE.*

« P. S. — Si vous voyez Ferdinand Danner, soyez assez bon pour lui offrir mes bonnes amitiés.

« E. M. »

## V

Lors de la mort déplorable de M. Byrne, à Paris, le 24 janvier 1862, le journal de Paris, l'*Union*, a publié l'article ci-après, écrit par un ancien compagnon d'armes de M. Byrne, le lieutenant-colonel Mac Sheehy.

## NÉCROLOGIE

« Le 27 janvier ont eu lieu, à Saint-Philippe du Roule, les obsèques d'un de ces hommes héroïques dignes d'être cités en exemple aux générations présentes et futures. Le chevalier Byrne, vaillant officier de notre ancienne armée, était un chef de bataillon en retraite, chevalier de Saint-Louis, officier de la Légion d'honneur, l'un des derniers survivants de l'insurrection irlandaise de 1798, à laquelle il prit une part glorieuse, notamment aux combats d'Oulard Hill et de Carrigrew Hill.

« Quand les forces si considérables envoyées d'Angleterre et commandées par lord Cornwallis durent condamner l'Irlande à n'être plus qu'une province anglaise et que Robert Emmett voulut tenter un dernier effort pour délivrer sa patrie, en 1803, Byrne fut encore un des plus fermes et des plus actifs soutiens de cette nouvelle insurrection, qui échoua encore comme la précédente. On sait le sort qui attendait Robert

Emmett. Son frère dut gagner l'Amérique, où il devint un avocat distingué.

« Byrne put s'embarquer pour la France et mettre son épée au service de sa nouvelle patrie d'adoption. Incorporé dans l'infanterie, il tint d'abord garnison en Bretagne et fit partie de cette légion irlandaise qui, émule glorieuse de l'ancienne brigade de ce nom, fournit tant de braves soldats, dont les noms se trouvent encore dans tous les rangs de l'armée, depuis le sous-lieutenant jusqu'au maréchal de France.

« Byrne, après avoir gagné ses premiers grades à Landau, à Mayence, au camp de Boulogne, se distingua surtout en Espagne et en Portugal. En 1814, Carnot le mit à l'ordre du jour lors du siège d'Anvers. En 1828, il partait pour l'expédition de Grèce, et reçut le commandement du château de Morée. Au retour, il fut nommé chef de bataillon au 56<sup>e</sup> de ligne : ce fut son dernier régiment ; aussi, un de ses anciens lieutenants, « le colonel Danner, » en accompagnant les restes du vieux gentilhomme irlandais à sa dernière demeure, a-t-il, d'une voix profondément émue, prononcé ces paroles :

« Au bord de la tombe du digne commandant Byrne, je viens représenter ses anciens compagnons d'armes, ceux surtout au milieu desquels il avait atteint le terme de sa carrière militaire.

« Il avait laissé parmi nous, avec le modèle de ses longs et honorables services, le souvenir bien plus rare des sentiments les plus élevés, du cœur le plus loyal, le plus généreux.

« C'est ce culte de haute estime et de vive affection dont nous l'avons entouré, de près ou de loin, dans sa noble vieillesse, que nous venons encore professer ici, dans les regrets que nous lui témoignons, et qui seront chez nous ineffaçables comme sa mémoire.

« Au nom de tous vos anciens amis de l'armée, au nom de vos élèves du 56<sup>e</sup> régiment, adieu ! notre brave et excellent commandant, adieu ! »

## VI

## MILES BYRNE SOUS LE NOM DU COLONEL X...

(Extrait d'une lettre adressée de Paris, le 15 janvier 1860, au journal de Dublin, l'*Irlandais*, par J. M.)

« On rencontre dans les rues de Paris plus d'un fier et ancien militaire, à la moustache blanche et à la rosette rouge sur la poitrine ; mais, parmi ces vieux débris de la guerre, il en est un que je voudrais pouvoir peindre vivement devant les yeux de vos lecteurs, pour des raisons qui viendront plus tard. En vous promenant, par une claire journée d'hiver, dans l'avenue des Champs-Élysées, vous apercevrez un personnage de haute taille, ruine splendide d'un soldat d'élite, et se tenant encore droit sous le poids de quatre-vingts hivers. Malgré son âge, l'impression que vous ressentez à son aspect n'est pas celle d'une faiblesse vénérable. L'œil gris est perçant et fier ; le visage maigre est bronzé et fatigué par la guerre et les saisons, et l'aspect général de cette tête romaine antique vous donne l'idée, non de la décrépitude, mais d'une certaine bravoure superbe. Les traits du visage sont très-beaux et délicatement fouillés ; l'œil, indéfinissable et parfait, est mobile et ouvert à chaque impulsion de sentiment, de gaieté, de colère, de bienveillante bonté, comme il devait l'être dans l'éclat de sa jeunesse dorée. Car, en réalité, notre personnage est un de ces êtres rares qui ne vieillissent jamais ; et, dût-il arriver à être centenaire, il ne sera jamais vénérable.

« Vous remarquez qu'il porte la croix d'officier de la Légion d'honneur, et, entrelacé avec la rosette de cet ordre, le ruban, couleur chocolat, de la médaille de Sainte-Hélène, — décoration que n'admirent pas nos frères anglo-saxons.

« C'est donc un ancien officier de Napoléon le Grand. Il porte le grade de chef de bataillon, équivalent à celui de colonel dans l'armée anglaise, et il me suffira, pour mon but actuel, de l'appeler le colonel X... Il a traversé la moitié de l'Europe et s'est trouvé souvent, à la tête de son régiment, *sur le front hérissé de la bataille*<sup>1</sup>; il a servi en Espagne, en Allemagne, en Grèce et à Flessingue, et je suppose dès lors qu'il a bien gagné ses décorations et son traitement.

« Dans tout cela, il n'y a rien d'extraordinaire. Cinq cents officiers français, encore vivants, en ont fait autant, et se promènent également, lorsqu'ils y sont disposés, dans les Champs-Élysées, comme de vieux héros admirables, dont le feu brûle encore sous les cendres grises qui couvrent leur tête, et toujours prêts à combattre pour toute cause émouvante. Cependant, si vous saviez tout, vous examineriez plus attentivement encore le visage du colonel X... que ceux de ses camarades; car, en réalité, il est la dernière chaîne qui relie notre génération éclairée, mais un peu mesquine, à des scènes plus anciennes et plus terribles que celles où il a gagné ses décorations. Des souvenirs tout autres et plus anciens assombrissent parfois ses yeux gris-clairs; et, à travers et par delà la fumée et le tonnerre de tous les champs de bataille de Napoléon, il revoit les piquiers de New-Ross et il entend les fiers hourras du mont Oulard.

« Ceci veut dire, qu'avant de servir sous Napoléon I<sup>er</sup>, le colonel X... a servi sous le Père John Murphy. C'était un jeune homme de dix-huit ans, lorsque son oncle et son gendre, gentlemen du comté de Wexford, furent fusillés de sang-froid, sur leurs portes, par un détachement des *Anciens Bretons*, dans la crainte qu'ils n'eussent été, qu'ils n'eussent pu être, ou qu'ils ne fussent un jour impliqués dans l'association des Irlandais Unis. Des bandes de paysans, dont les maisons

<sup>1</sup> Milton.

avaient été incendiées, erraient dans les montagnes, et enfin, poussés par le désespoir, ils marchèrent, conduits par le Père Murphy et le grand jeune homme, aujourd'hui le colonel X... à la rencontre de la cavalerie de milice de Wexford, barricadèrent la route devant et derrière, l'attaquèrent avec des piques et des fourches, — et un capitaine, un éclaireur et un sergent échappèrent seuls pour aller porter la nouvelle que les rebelles étaient debout.

« Peu après, sur le mont Oulard, les insurgés attendaient, rangés derrière un fossé-borne, l'assaut de plusieurs régiments en marche pour les attaquer. Le régiment de la milice de North Cork, commença l'assaut et arriva le premier au sommet de la montagne, lorsque tout à coup les agiles piquiers, ayant à leur tête le jeune X..., franchirent le fossé, et s'abattirent sur la milice de North Cork, comme une tempête d'acier.

« Les hommes étaient frais et dispos, les piques altérées de sang ; les soldats auraient fui, s'ils avaient pu, mais ces agiles montagnards, doués d'une bonne haleine, et inempêtrés de havresacs, les atteignirent en quelques enjambées, et la milice de North Cork, anéantie subitement, disparut pour toujours des contrôles de l'effectif de l'armée.

« Pendant toute la campagne de ces courtes, mais sanglantes semaines, X... eut sa part de victoires et de défaites. Il fut battu avec ses hommes à Arklow ; mais, d'un autre côté, il eut la satisfaction de détruire les forces du général Walpole.

« Malheureusement encore, il n'assista pas au juste sacrifice de Bally-Ellis, où les atroces Anciens Bretons, les plus vils et les plus sanguinaires des bandits de Carhampton, furent massacrés à coups de pique jusqu'au dernier.

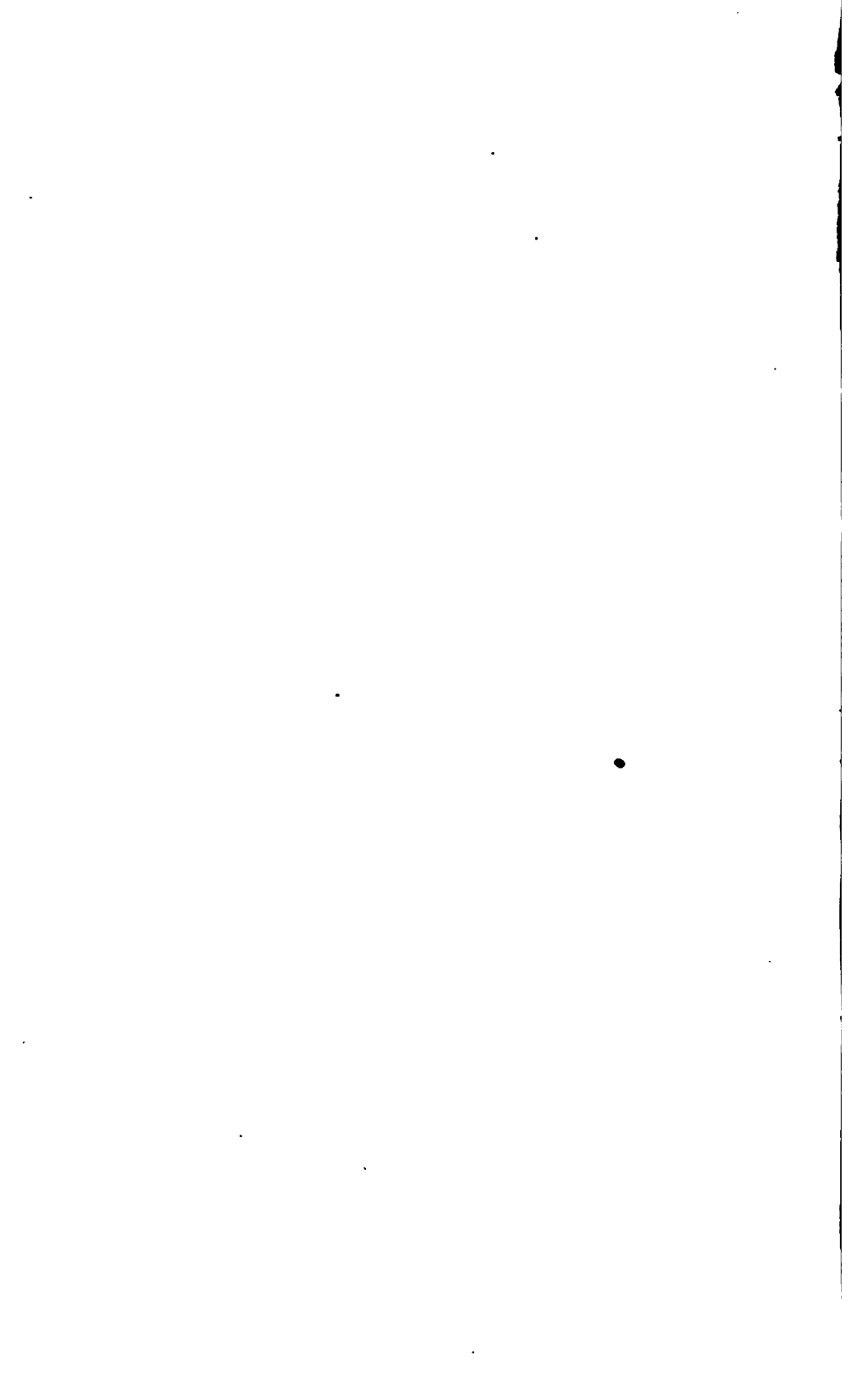
« Au mont Vinegar, il commandait une troupe de piquiers, et pendant cette longue et désastreuse journée, il aida à défendre la dernière forteresse de l'insurrection contre une armée anglaise de 20,000 hommes.

« Lorsque tout fut perdu, il rejoignit Holt dans les montagnes de Wicklow, et tint déployée la bannière de la cause irlandaise jusqu'à la fin. De fait, ce ne fut qu'après que l'échec de l'entreprise d'Emmett, eut ruiné et perdu l'Irlande pour cette



génération, qu'il entra au service de la France dans la légion irlandaise.

« Voici donc un colonel français qui a quelque chose à ajouter au compte que tiennent ouvert ses camarades. Comme eux, il a à acquitter la dette de Waterloo, à laver la souillure et la blessure de Sainte-Hélène; mais il inscrit par dessus tout, au Débit de son Grand Livre l'expiation du mont Vinegar. Ce n'est pas qu'il existe, chez ce noble vieillard, la moindre ombre de méchanceté, ou d'un sentiment vindicatif; non, mais son livre de compte est là ouvert devant lui. Il sait qu'un Dieu juste règne sur la terre; il sent, comme Français et Irlandais, que la balance doit être établie; et toutes les fois que les scènes changeantes de la diplomatie semblent offrir l'expectative de voir la gracieuse Providence sonner l'heure du règlement de compte définitif, alors, — et aujourd'hui même encore à son âge, — le sang monte aux joues maigres du vieux guerrier, et sa main, qui a brandi l'épée pendant deux générations, tremble comme celle d'une jeune fille. »



## ERRATA

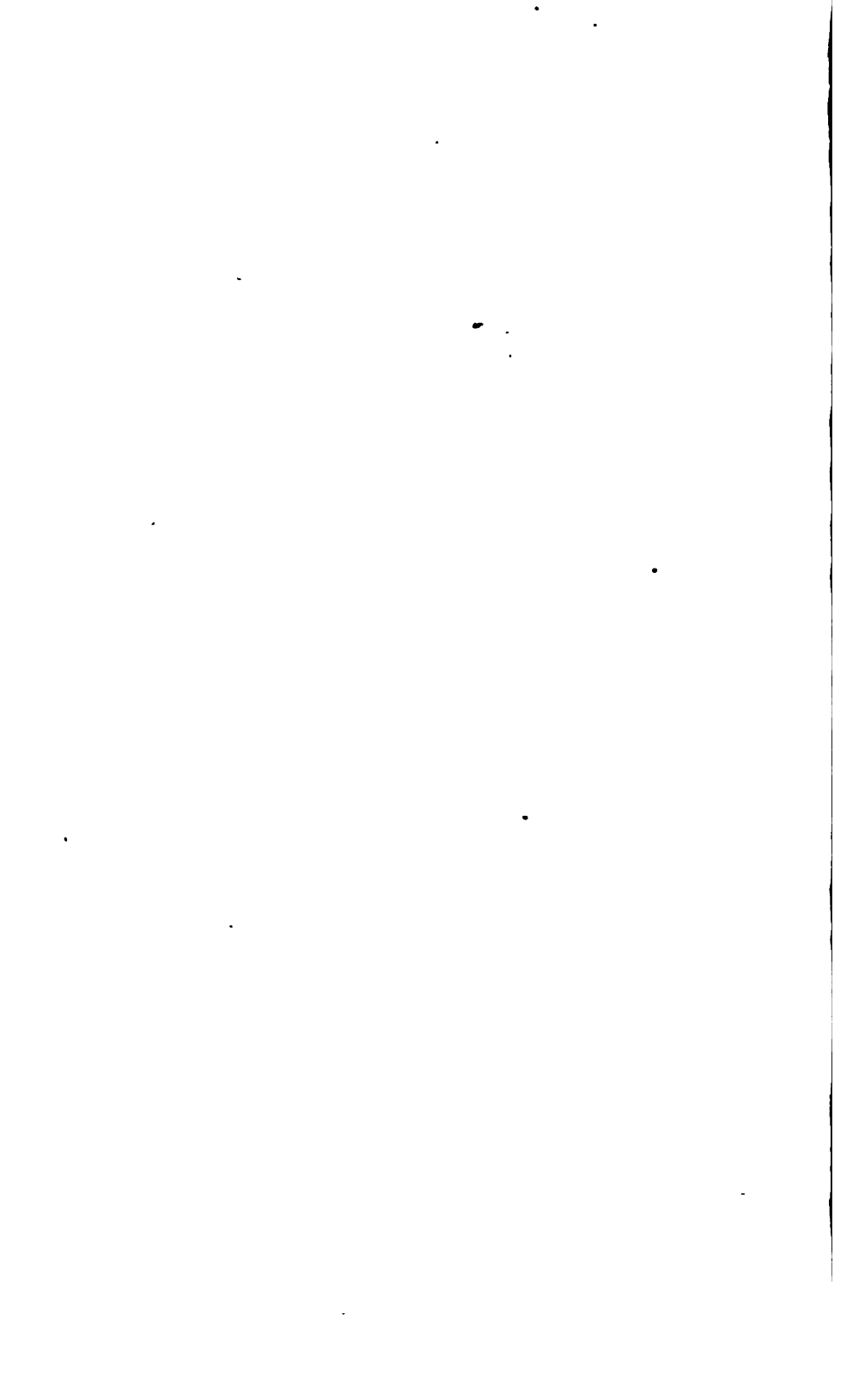
---

### TOME PREMIER

- Page 15, ligne 14, Coclough, *lisez* Colclough.  
Page 18, ligne 15, Skerrit, *lisez* Skerret.  
Page 43, ligne 29, Booky, *lisez* Bookey.  
Page 48, ligne 27, Mat Morney, *lisez* Merth Mernagh.  
Page 51, ligne 22, à Oliver Bonds, *lisez* chez Olivier Bond.  
— ligne 25, à Bonds, *lisez* chez Bond.  
Page 111, ligne 29, Maguire, *lisez* Macguire.  
Page 124, lignes 2 et 3, Berthemé, *lisez* Berthemy.  
Page 151, lignes 18 et 22, mistress, *lisez* Mrs.  
Page 152, ligne 2, mistress, *lisez* Mrs.  
— ligne 4, miss *lisez* Miss.  
— ligne 11, mistress, *lisez* Mrs.  
Page 174, ligne 20, Carty de Birchgrave, *lisez* Carthy de Birchgrove.  
Page 185, lignes 1 et 2 mistress, *lisez* Mrs.  
Page 276, ligne 18, l'hôtel, *lisez* la Halle.  
Page 346, lignes 15 et 28 Brangan, *lisez* Branghan.  
Page 347, lignes 2 et 9, Brangan, *lisez* Branghan.
- 

### TOME DEUXIÈME

- Page 4, ligne 21. . . . . } O'Malley, *lisez* O'Meally.  
Page 8, ligne 9. . . . . }  
Page 34, ligne 24, Tavalera, *lisez* Talavera.  
Page 35, ligne 2, O'Malley, *lisez* O'Meally.  
Page 37, ligne 24. . . . . }  
Page 49, lignes 22 et 26. . . } O'Malley, *lisez* O'Meally.  
Page 52, ligne 25. . . . . }  
Page 53, ligne 16. . . . . }  
Page 58, ligne 17, Golberg, *lisez* Goldberg.  
Page 240, ligne 5, Trankfort, *lisez* Frankfort.  
Page 254, ligne 24, O'Mally, *lisez* O'Meally.  
Page 387, ligne 16, Merth Mernay, *lisez* Merth Mernagh.



# TABLE DES MATIÈRES

---

## LIVRE DEUXIÈME

(SUITE)

HISTOIRE DE LA LÉGION IRLANDAISE AU SERVICE DE LA FRANCE.  
1803-1815.

(FIN)

### CHAPITRE IV

Ordre de l'Empereur Napoléon d'organiser un nouveau premier bataillon irlandais, pour remplacer les morts et les prisonniers de Flessingue en 1809. — Le capitaine John Tennant appelé à le commander, sur le rapport de la mort du commandant Lawless. — Le capitaine Osmond quitte le prince d'Isenberg pour devenir adjudant-major. — Le capitaine Mac Carthy et autres officiers distingués du premier bataillon. — Le général Clarke à Berlin. — M. Ferguson nommé capitaine, — Le commandant Mahony. — Le capitaine Murray. — Le lieutenant Cabour, neveu du général Foy. — Nugent. — Jackson. — Bourk. — Delany. — Le général Solignac à Burgos. — Le commandant Fitzhenri. — Allen à Najera. — Les Irlandais remplacés par la jeune garde impériale. — Formation du 8<sup>e</sup> corps. — Les généraux Junot, duc d'Abrantès, Clausel, Solignac, Lagrange, Thomières. — Siège d'Astorga. — Les prisonniers envoyés à Valladolid. — Le colonel O'Meara et le commandant Mahony quittent le régiment, pendant sa marche sur Toro. — Marche sur Salamanque. — Quartier général du général en chef, le prince maréchal Masséna. — Siège de Ciudad Rodrigo, par le maréchal Ney. — 6<sup>e</sup> corps. — Le 8<sup>e</sup> corps aux avant-postes, juin 1810. — Junot, duc d'Abrantès. — Le général Sainte-Croix. — Avancement et départ de Ware pour la France. — Byrne obtient le commandement des grenadiers. — Camp de Saint-Félix le Grand. — Siège d'Almeida. — Les 3<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> corps entrent en Portugal. — Bataille de Busaco. — Discours du général Thomières. — Retraite des Anglais de Coïmbre sur Torres Vedras. — Le régiment irlandais aux avant-postes. — Quartier général du général en chef à Torres Novas, janvier 1811... 1

## CHAPITRE V

Mai 1811. — Réorganisation de l'armée de Portugal, en six divisions sous les ordres du maréchal Marmont. — Les généraux Foy, Brenier, Mancune, Clauzel, etc. — Les officiers d'état-major du général en chef : Fabvier, Denis de Damremont, Corbet, etc. — Regrets des Irlandais de quitter la brigade du général Thomières. — Sa sollicitude pour les simples soldats à Praseras en Portugal. — Juin 1811. — Départ de l'armée de Salamanque et marche rapide pour secourir Badajoz, assiégée par l'armée anglaise. — Brèches réparées et provisions fournies à la garnison. — Halte de l'armée dans l'Estramadure. — Le bataillon irlandais à Trujillo, puis à Avila. — Les compagnies de grenadiers et de voltigeurs de ce bataillon au quartier général du général Brenier, à Bejar. — 19 septembre 1811. — L'armée de Portugal en marche pour opérer sa jonction avec l'armée du Nord, commandée par le général comte Dorsenne, et secourir Ciudad Rodrigo, assiégée par les Anglais. — Le général Dejean prend le commandement de la brigade. — Ordre du jour relatif aux compagnies irlandaises, lors du combat livré près de Plasencia. — Premières nouvelles du capitaine Allen, par une lettre adressée de sa prison au capitaine Byrne, qui lui envoie 1,000 fr. — Le capitaine Dillon nommé chef du 2<sup>e</sup> bataillon. — Cour martiale pour juger par contumace le commandant Fitzhenri. — Le bataillon en garnison à Mombeltran. — Conduite distinguée du lieutenant Mallowney. — Le bataillon se rend à Naval Moral. — Il y reçoit l'ordre de retourner en France. — Séparation douloureuse des simples soldats incorporés dans un régiment prussien en garnison à Lugar. — Le cadre du bataillon se rend à Talavera de la Reina, à Tolède et à Madrid. — Incident désagréable entre le commandant Dillon et le capitaine des voltigeurs du 47<sup>e</sup> régiment. — Marche sur Valladolid. — Le lieutenant Jackson à Ségovie; il visite la tour où fut enfermé Gil Blas, etc. — Le bataillon s'arrête dix-huit jours à Valladolid. — Prise de Ciudad Rodrigo par les Anglais. — Le bataillon irlandais rapporte, de Valladolid à Bois-le-Duc, les splendides drapeaux verts sur lesquels était écrit en lettres d'or : « Indépendance de l'Irlande. » — Arrivée du 2<sup>e</sup> bataillon à Bois-le-Duc en Hollande, 11 avril 1812. — Les régiments étrangers au service de la France reçoivent des numéros. — Le colonel Lawless commande le 3<sup>e</sup> régiment étranger irlandais. — Le lieutenant-colonel Mahony commande le dépôt du régiment. — Les Allemands et les étrangers, ayant fait partie de l'armée hollandaise, incorporés dans le régiment irlandais au dépôt. — Le capitaine Hayne reçoit son brevet de chef de bataillon. — Le capitaine Allen arrive de Cadix au dépôt. — Avancement accordé à divers officiers arrivant d'Espagne et échappés des prisons anglaises, tels que Ryan, Keller, etc. — Les capitaines O'Meally et Byrne proposés pour la croix de la Légion d'honneur. — Conduite du colonel Lawless à leur égard. — Activité qu'il déploie pour préparer les bataillons de son régiment à rejoindre la grande armée..... 34

## CHAPITRE VI

Désastres de l'armée française pendant la retraite de Moscou, en 1812. — Vingt-neuvième bulletin de la grande armée rendant compte de ces désas-

tres. — Lettre du colonel Lawless, adressée, au nom des officiers irlandais, au duc de Feltre, ministre de la Guerre. — Réponse flatteuse à cette lettre. — Ordre de compléter les bataillons de guerre et de porter leur cadre à cent hommes par bataillon. — Départ de Hollande de ces bataillons. — Ils se réunissent dans la ville d'Osnabrück. — Le régiment se rend par Minden, Hanovre, Brunswick, etc., à Magdeburg sur l'Elbe. — Formation du 5<sup>e</sup> corps composé de quatre divisions, sous les ordres du général Lauriston, commandant en chef. — 1<sup>re</sup> division commandée par le général Maison; 2<sup>e</sup> division, par le général Puthod; 3<sup>e</sup> division, par le général Lagrange; 4<sup>e</sup> division, par le général Rochambeau. — Le colonel William O'Meara, commandant de la place de Magdeburg. — Mauvaise situation de l'armée à Dresde sous les ordres du prince Eugène Beauharnais. — Le régiment irlandais activement employé à défendre le passage de l'Elbe, en aval de Magdeburg. — Son départ de cette ville pour Stendal, le 3 mai 1813. — Le général de brigade Montbrun, officier de cavalerie, cède le commandement de l'infanterie au colonel Lawless. — Combats de Werben et Seehausen. — Le maréchal Davoust, prince d'Eckmühl, prend le commandement de l'armée. — Osmond quitte le régiment. — Ordre du commandant Ware au capitaine Mallowney de marcher hors de tour. — Marche de nuit sur Lüneburg pour secourir le général Morant. — Quartier général du maréchal Davoust à Gifhorn. — Il quitte l'armée pour aller prendre le commandement à Hambourg, et le général Sébastiani le remplace. — Attaque et prise de la ville d'Uelzen. — Le dimanche de Pâques russe. — Le colonel Lawless commande à Lüneburg. — Brillant combat livré à Celle par le commandant Ware. — Arrivée de Napoléon à l'armée. — Bataille de Lützen. — Le régiment irlandais se rend de Brunswick à Halberstadt pour rejoindre la grande armée. — Le colonel Lawless envoie un officier au quartier général. — Le régiment irlandais incorporé de nouveau dans la division du général Puthod. — Le capitaine Perry, nommé aide de camp de ce général. — Marche du régiment pour rejoindre le 5<sup>e</sup> corps. — Bataille de Bautzen et de Würschen. — Joie du général Lauriston en voyant la 2<sup>e</sup> division arriver sur le champ de bataille avec le régiment irlandais à sa tête. — Le capitaine des grenadiers du régiment irlandais de garde auprès du maréchal Ney, le soir de la bataille. — Découverte de vin de Tokay par le colonel aide de camp. — Le maréchal invite les généraux et les chefs des régiments à venir à son quartier général, prendre leur part de cette heureuse trouvaille. — Arrivée de l'Empereur dans la matinée avec les maréchaux Mortier, Ney, Duroc, etc. — L'ennemi opère sa retraite en bon ordre par suite du manque de cavalerie pour la poursuivre. — Mort du grand maréchal Duroc, et des généraux Bruyère et Kirgener. — Le régiment irlandais rejoint la division du général Lagrange. — Le pont de Kessels à Bunzlau. — Le 5<sup>e</sup> corps à Haynau. — La division du général Maison attaquée et dispersée par la cavalerie ennemie. — Arrivée de Napoléon à notre bivouac au point du jour. — Il donne l'ordre de placer des sentinelles à Neumarkt. — Les Irlandais apprennent du général Lauriston combien l'Empereur était satisfait de leur régiment. — Combat à Lissa. — Mort du général Pastol. — Brillante conduite du lieutenant Osmond. — Marche sur Breslau. — L'ennemi en passant l'Oder, rend nécessaires de grandes manœuvres. — L'armistice proposé par l'Autriche est définitivement conclu et signé le 4 juin. — Séjour du régiment irlandais à Breslau. — Il se rend à Goldberg pour y camper. — Plusieurs officiers nommés chevaliers de la Légion d'honneur. — Le colonel Lawless se rend au quartier général de l'Empereur à Dresde, et y obtient

de l'avancement pour le régiment. — La 3<sup>e</sup> division du général Lagrange divisée et incorporée dans les trois divisions Maison, Puthod et Rochembeau, du 5<sup>e</sup> corps. — Le régiment irlandais rentre dans la division du général Puthod. — Fête de Napoléon le 15 août ; grands préparatifs et divertissements. — La compagnie de grenadiers de garde auprès du général Puthod, le 14 août ; son capitaine entend à diner une conversation à propos de Bernadotte et de Davoust.....

## CHAPITRE VII

Reprise des hostilités après l'expiration de l'armistice, en août 1813. — L'Autriche déclare la guerre à la France. — Le général prussien, Blücher, part avec son armée sur le territoire neutre, jusqu'aux avant-postes français, avant l'expiration de l'armistice, fait qui constitue un manque d'honneur militaire à ne jamais oublier. — Escarmouches, marches et contre-marches les 17 et 18 août, jusqu'à l'arrivée en force, le 19, près de Lowenberg, de la cavalerie et de l'artillerie ennemies qui attaquent la brigade du général Vachot, dont les régiments, le régiment irlandais en tête, se forment en carrés. — Le commandant Tennant et plusieurs officiers tués et blessés. — Le général Lauriston ordonne au régiment de se replier sur un petit bois, jusqu'à l'arrivée de la division du général Rochembeau. — Le maréchal Macdonald se prépare, le 20, à un mouvement rétrograde ; mais Napoléon arrive le lendemain et lui ordonne de repasser le Bober à Lowenberg, et d'opérer une attaque générale sur la ligne ennemie. — Le colonel Lawless a la jambe emportée au passage du fleuve. — Le général Maison est blessé. — Le commandant Ware prend le commandement du régiment, et Byrne et Saint-Léger prennent celui des bataillons. — Le 22 août, le 5<sup>e</sup> corps marche sur Goldberg. — Le lendemain, 23, le général Lauriston attaque la ligne de l'ennemi et gagne la bataille qui lui valut un grand renom, attendu qu'il se trouvait seul avec le 5<sup>e</sup> corps et séparé de celui du maréchal Macdonald. — Le régiment irlandais, à la tête de la colonne, s'empare de la montagne de Goldberg. — Le capitaine Jackson passe pour avoir été tué sur la montagne. — Le commandant Ware a son cheval tué sous lui. — Le brave général Vachot tué à cette bataille. — Les colonels des 147<sup>e</sup> et 148<sup>e</sup> régiments, Sibuet et Aubert, nommés généraux de brigade. — Aubert est blessé. — Le régiment irlandais de garde au bivouac du général Puthod, le soir de la bataille. — Le lendemain, 24 août, le général Puthod ordonne au commandant Ware de lui remettre un rapport et un tableau de promotion des officiers. — Funérailles du général Vachot. — Discours attendrissant du général Puthod à cette occasion. — Le 25 août 1813, les 5<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> corps, commandés par le maréchal Macdonald et le général Lauriston, vont attaquer les Prussiens et les Russes à Jauer. — La division du général Puthod entre dans les montagnes pour attaquer et tourner le flanc et l'aile gauche de l'ennemi. — Pluie torrentielle et inondations. — La nouvelle du désastre de l'armée du maréchal Macdonald à Jauer arrive trop tard pour permettre d'effectuer le passage du Bober, complètement débordé. — Retour à Lowenberg par la rive droite du fleuve. — Brillante défense, sur les rives du Bober, du général Puthod et de sa division, réduite à quatre ou cinq mille hommes, contre une armée russe de plus de trente mille hommes. — L'aigle et le drapeau du régiment irlandais sauvés par le commandant Ware et quelques offi-



ciers et soldats qui échappent à la mort en nageant sur les débris et les poutres flottants d'un moulin. — Ils arrivent presque affamés le soir à Lauban. — Ils s'arrêtent trois jours à Gœrlitz et se rendent ensuite à Bautzen, où venait d'arriver Napoléon qui ordonne au commandant Ware de retourner par Dresde, avec l'aigle et son petit détachement, au dépôt du régiment irlandais, à Bois-le-Duc. — Rencontre du colonel Lawless et des blessés à Leizick. — Marche par Merseburg, Gerbstadt, les montagnes du Hartz, Paderborn et Munster. — Le général Harty et les Cosaques. — Arrivée au dépôt à Bois-le-Duc par Wesel, Clèves et Grave. — Réception par le major Mahony et les officiers du dépôt. — Le colonel Lawless se rend à Paris pour rejoindre sa femme et ses enfants. — Ordre de compléter immédiatement les bataillons de guerre. — Le commandant Ware part avec le 1<sup>er</sup> bataillon pour Grave sur la Meuse. — Le commandant Hayne envoyé à Nimègue où commandait le maréchal Macdonald. — Invasion de la Hollande; les bataillons du régiment irlandais réunis et activement employés à Anvers. — Ordre de Napoléon d'incorporer les soldats des régiments étrangers dans le régiment irlandais. — Grande confiance de Napoléon dans la valeur et le dévouement des Irlandais à la France, leur patrie adoptive. — Mahony nommé colonel du régiment irlandais. — Dépôt à Lille. — Les Allemands placés dans les pionniers. — Le général Aubert attache le capitaine Saint-Léger à l'état major. — Le commandant Dillon quitte le régiment. — Le capitaine Byrne détaché pour commander les avant-postes sur la route de Bréda, avec le général Ambert. — Marche sur Berg-op-Zoom. — Le général Decamp remplacé à Anvers par le général Lebrun, duc de Plaisance, remplacé à son tour par le général Carnot, qui attache à son état major des officiers irlandais : le lieutenant Saint-Léger, etc. — Le général Avy tué et plusieurs officiers blessés. — Kenlan, fils d'un général espagnol, élevé par le duc de Feltre au grade de lieutenant-colonel, qu'aurait dû occuper le commandant Ware; mauvais effet de cette injustice. — Le camp retranché commandé par le colonel Mahony. — Ressources trouvées à Anvers par le gouverneur Carnot, pour tenir tête aux armées alliées de Bernadotte, du général Graham, etc. — Surprise des habitants, après le départ de la jeune garde et du général Roguet, de voir les ouvriers militaires armés, vêtus d'uniformes, et la garnison augmentée. — Belle défense de Berg-op Zoom, par le général Bizanet. — Conseil de défense. — Mauvaises nouvelles de France. — Lettre du colonel Mahony interceptée. — Abdication de Napoléon. — Armistice signé avec les Anglais. — Louis XVIII proclamé. — Les troupes françaises évacuent la ville de Berg-op-Zoom et rejoignent la garnison d'Anvers, ville que le roi Louis XVIII ordonne de livrer aux Anglais avec la flotte, etc .....

81

## CHAPITRE VIII

Marche du régiment irlandais d'Anvers à Lille, en mai 1814, en passant par Gand, Bruges et Dunkerque. — Le colonel Mahony se rend à Paris pour voir le ministre de la Guerre; il en revient avec une décoration turque et signe : chevalier de Mahony. — Le lieutenant-colonel Ware commande le dépôt du régiment irlandais, à Lille. — Visite du capitaine William Aylmer, en route pour offrir au prince régent, à Londres, un hussard autrichien et son cheval. — Décision prise à l'égard du capitaine Nugent par ses cama-

rades. — Le régiment irlandais se rend de Lille à Avesnes, où il arrive à la fin de juin 1814. — Passage du duc de Berry, accompagné par le maréchal Mortier. — Mahony obtient la croix de Saint-Louis. — Le lieutenant général Bourke arrive à Avesnes pour réorganiser le régiment irlandais. — La fête de saint Louis, le 25 août. — Le bal et la fête troublés par le mauvais caractère du colonel Mahony, et sa conduite à l'égard du capitaine Lawless. — Observations du lieutenant-colonel Ware au colonel Mahony à ce sujet; leur duel le lendemain. — Les officiers des régiments étrangers de Latour-d'Auvergne et d'Isenberg, arrivent à Avesnes en septembre pour être organisés par le général Bourke. — Ces régiments se rendent à Montreuil-sur-Mer en décembre, et y sont organisés en 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> régiments étrangers au service de la France; les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiments partent pour le sud et le sud-est de la France; le 3<sup>e</sup> régiment reste en garnison à Montreuil-sur-Mer. — Le capitaine Parrott réclame le commandement de la compagnie de grenadiers donné à Saint-Colomb. — Le colonel Mahony se rend à Paris pour épouser Miss Power. — Le commandant Hayne injustement mis à la retraite. — Débarquement en France de Napoléon arrivant de l'île d'Elbe et sa marche rapide sur Paris, en mars 1815. — Le colonel Mahony revient au régiment avant d'avoir pu se marier. — Louis XVIII quitte Paris pour Gand. — Le 20 mars 1815, l'Empereur Napoléon entre à Paris escorté par les officiers en demi-solde et l'armée. — Désagréable situation du régiment irlandais avec un chef tel que le colonel Mahony, en des circonstances aussi critiques. — Son manque d'honneur, véritable grief des officiers qui eussent préféré la mort à la honte de servir sous ses ordres, bien qu'il signât, comte O'Mahony, à son retour au régiment. — Inquiétude du gouverneur, le colonel Tobin, lorsque Mahony, après sa désertion, revient pour reprendre le commandement du régiment. — Mêle résolution du lieutenant-colonel Ware et de tous les officiers qui déclarent refusé de servir sous un traître. — Le général Pellet engage Mahony à partir en le voyant aussi détesté. — Le colonel Tobin remplacé par l'ancien gouverneur, le colonel Peltier, qui charge un chef de bataillon, Gallibert, de commander la place, et le commandant Pillault de commander l'artillerie. — Ware nommé colonel par l'Empereur, en mai 1815. — Le lieutenant général Dejean, aide de camp de l'Empereur, arrive à Montreuil; il connaissait les officiers du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment irlandais, pour avoir servi avec eux en Espagne. — Les officiers irlandais mis à la retraite par le gouvernement des Bourbons, le commandant Hayne, le capitaine Murray, etc., reçoivent l'ordre de rejoindre le régiment. — Napoléon autorise le régiment irlandais à reprendre son ancien numéro et son ancienne dénomination. — Lettre flatteuse du ministre de la Guerre, le maréchal Davoust, au régiment irlandais, écrite par ordre de l'Empereur. — Les officiers, non chargés d'un autre service, apprennent continuellement l'exercice de l'artillerie. — Deux officiers soupçonnés de correspondre avec Gand. — Les capitaines Saint-Colomb et Thompson partent pour Gand. — Napoléon arrive à l'armée en juin. — Commencement des hostilités. — Bataille de Fleurus le 16, et bataille de Waterloo, le 18 juin. — Abdication de Napoléon, triste nouvelle pour les exilés irlandais au service de la France. — Ordre de proclamer Napoléon II. — L'armée française se retire derrière la Loire. — Le régiment irlandais ne reçoit pas l'ordre envoyé au gouverneur de Montreuil-sur-Mer. — Louis XVIII proclamé le 12 juillet 1815. — Mort du lieutenant Thulier. — Le marquis de Bryas nommé gouverneur de Montreuil-sur-Mer. — Adresses envoyées au roi par les officiers prussiens ultras. — Conduite honorable du marquis de Bryas à l'égard des Irlandais. — Le régiment licencié en sep-

## TABLE DES MATIÈRES

511

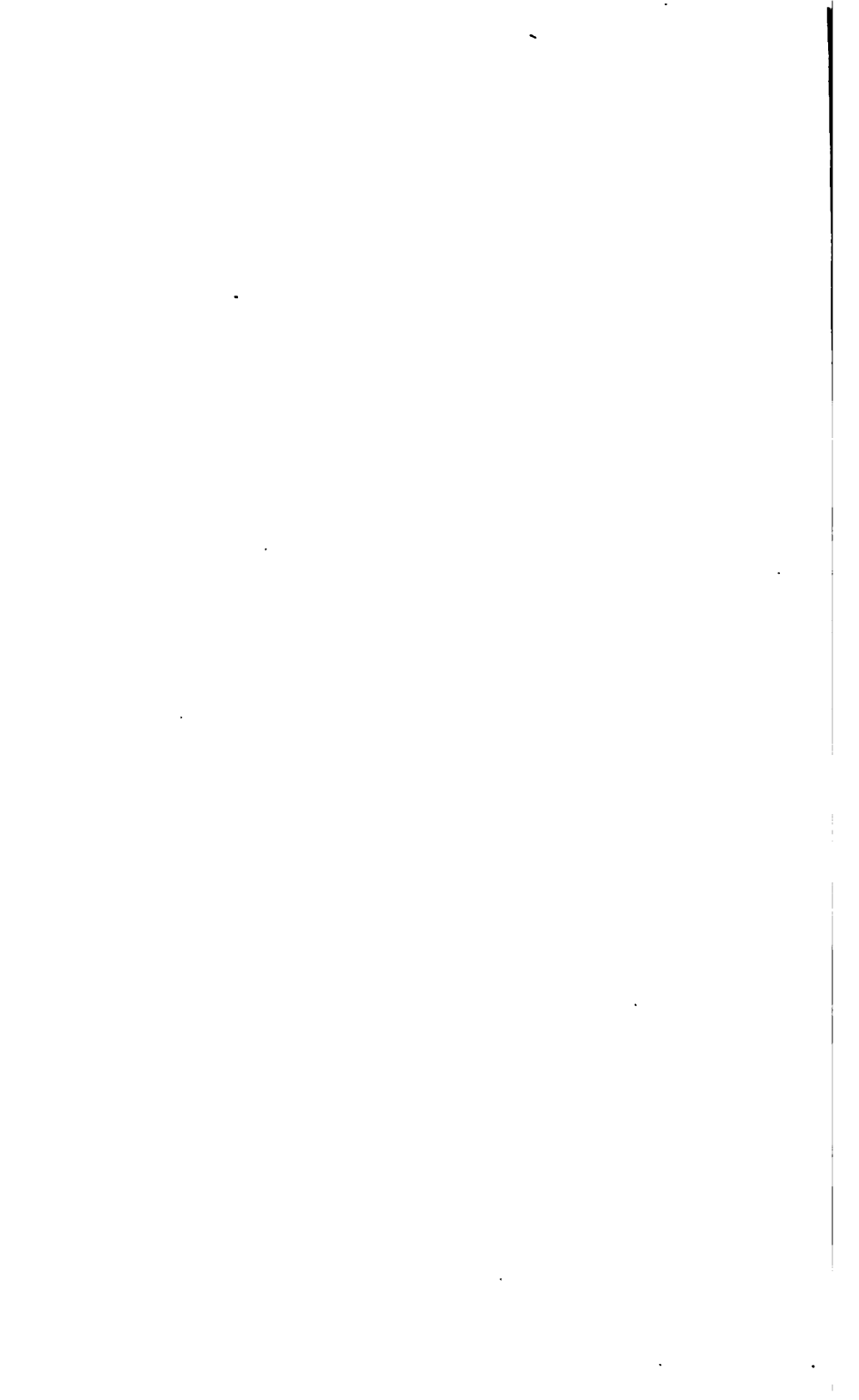
tembre 1815. — Les officiers mis à la demi-solde. — Les membres du conseil d'administration restent à Montreuil-sur-Mer. — Plusieurs officiers irlandais, tels que Allen, Lawless, Town, Jackson, etc., persécutés et maltraités sous les Bourbons. — Rapport du colonel Ware au ministre de la Guerre. . . . . 114

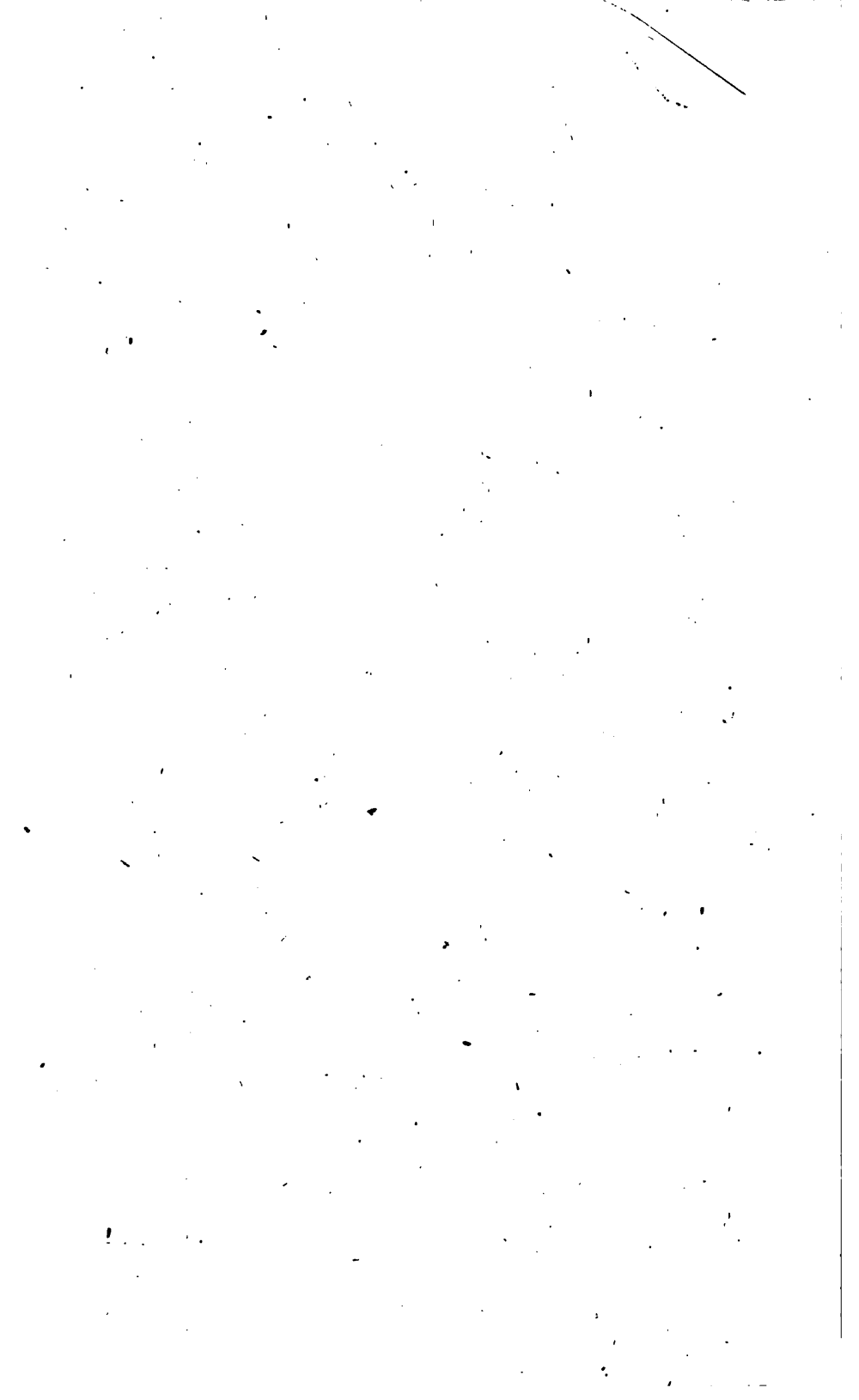
## LIVRE TROISIÈME

NOTES PERSONNELLES. — ESQUISSES BIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX  
EXILÉS ET PATRIOTES IRLANDAIS. — FRAGMENT DE LA CAMPAGNE  
DE GRÈCE EN 1828.

Introduction de l'éditeur.....	147
Avis préliminaire de l'auteur.....	149
Notes personnelles. — Esquisses biographiques des principaux exilés et patriotes irlandais.....	151
Notes sur l'ouvrage de M. de Beaumont, <i>l'Irlande sociale, politique et religieuse</i> .....	379
Récit de la campagne de Grèce (1828).....	448
Conclusion.....	465
Appendice.....	479
Errata.....	503

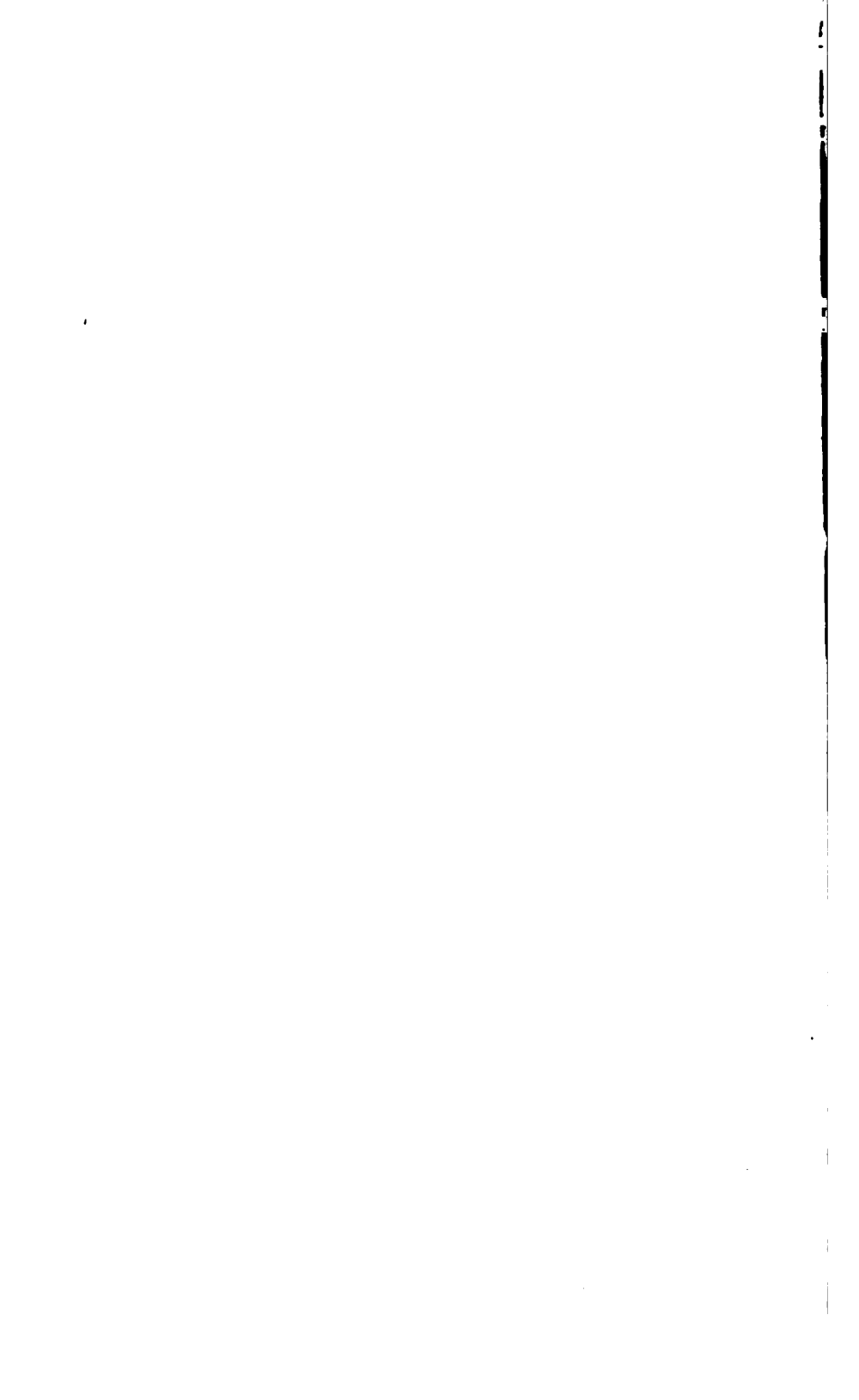
FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME VOLUME



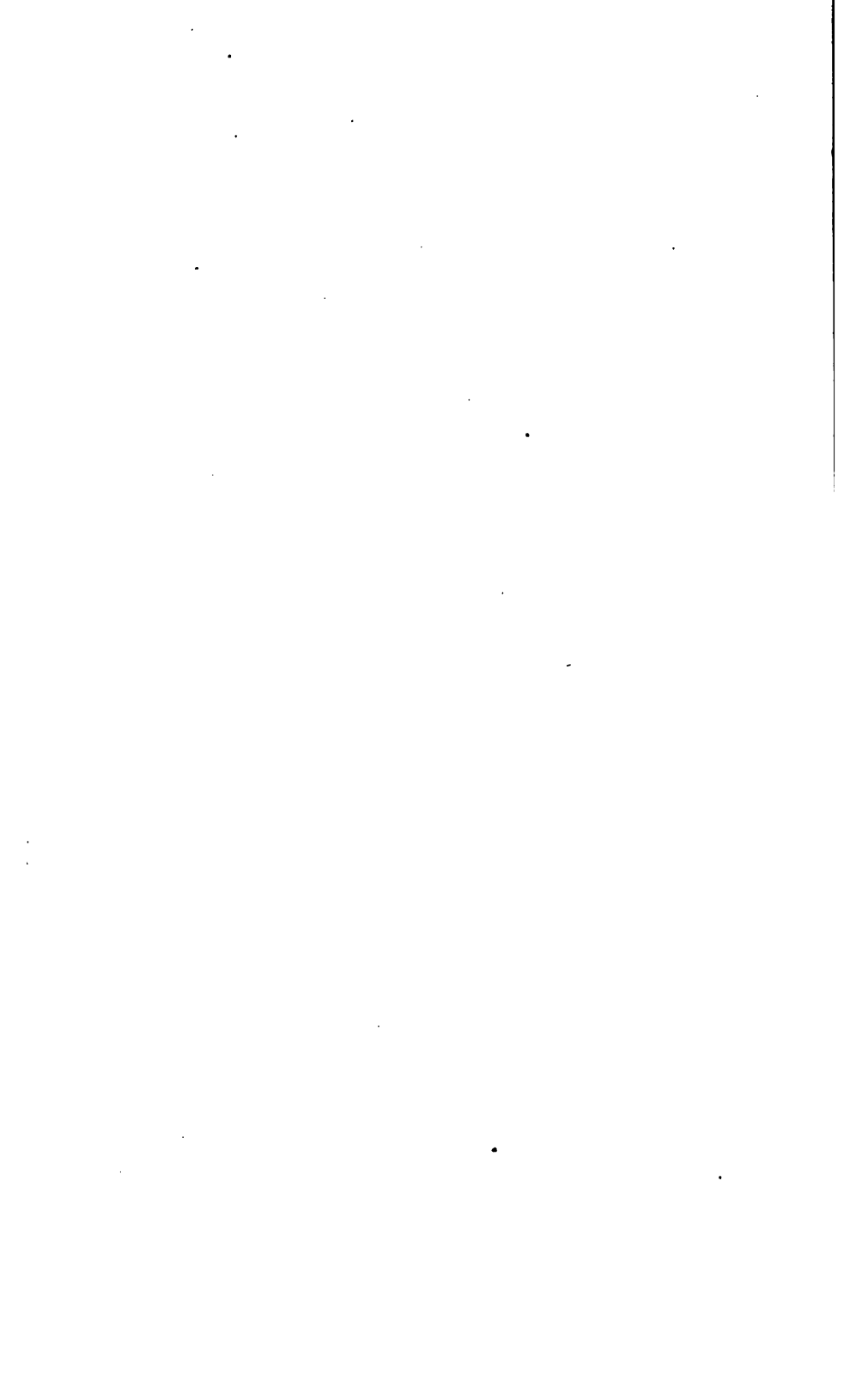


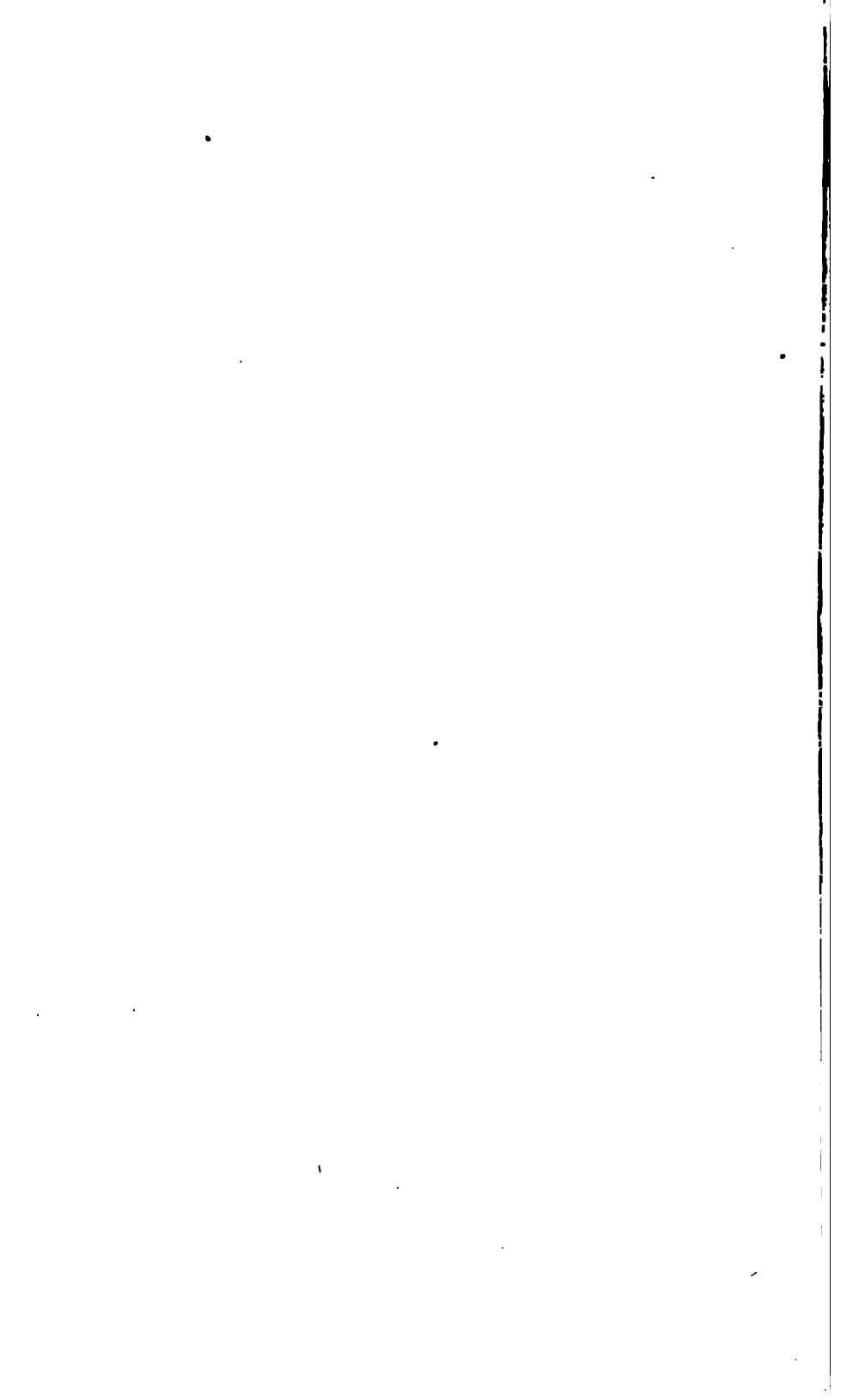
IMPRIMERIE L. TOINON ET C<sup>e</sup> A SAINT-GERMAIN.







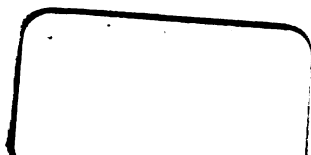




**This book should be returned to  
the Library on or before the last date  
stamped below.**

**A fine of five cents a day is incurred  
by retaining it beyond the specified  
time.**

**Please return promptly.**



Memoires d'un exilé Irlandais de 1

Widener Library

004297699



3 2044 081 277 097